

# ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE LÉGISLATURE

---

---

## TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

*rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives*

---

28 Novembre 1946 — 4 Juillet 1951

---

### 2<sup>e</sup> PARTIE

## TABLE NOMINATIVE

---

NUMELIX  
TOME III

(Lettres **N** à **Z**)

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

1954

# 2<sup>E</sup> PARTIE

TOME III (LETTRES N à Z)

---

## NOMS

Par ordre alphabétique.

---

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 10 novembre 1946), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc...

*Voir l'avertissement en tête de la 1<sup>re</sup> partie (TABLE DES MATIÈRES).*

---



## NOTA

---

A partir du présent volume,

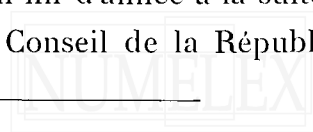
Toutes indications relatives aux impressions du Conseil de la République et aux interventions de MM. les Sénateurs figurent dans

**« LA TABLE DES DÉBATS »**

publiée par le Service des Archives de cette Assemblée.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.

---



## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

---

<b>F</b> .....	Feuilleton.
<b>J. O</b> .....	Journal officiel.
<b>p.</b> .....	page.



## N

**NAEGELEN (M. Marcel-Edmond), Député**  
du Bas-Rhin.

*Ministre de l'Éducation nationale*  
(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947

*Ministre de l'Éducation nationale*  
(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947

*Ministre de l'Éducation nationale*  
(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 12 février 1948.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102).

### Dépôts :

Lé 4 mars 1947, un projet de loi complétant l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886, n° 815. — Le 29 avril 1947, un projet de loi modifiant les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1933 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service, n° 1163. — Le 29 avril 1947, un projet de loi autorisant la cession de l'École centrale lyonnaise à l'État, n° 1167. — Le 4 août 1947, un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'École normale supérieure et du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut de chimie, n° 2233. — Le 6 août 1947, un projet de loi

tendant à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant organisation du Centre national de la recherche scientifique, n° 2247. — Le 6 août 1947, un projet de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 2267. — Le 17 février 1948, un projet de loi constatant la nullité de l'acte dit « loi du 10 août 1943 » relative à l'assurance scolaire obligatoire, n° 3401.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691); (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à réduire les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les opérations de guerre* [7 mars 1947] (p. 721);

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.



Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 729); Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 731, 732). — Répond à une question : de M. André Béranger relative à la commission d'appel des centres d'apprentissage [13 juin 1947] (p. 2105); — de M. Louis Bonnet relative aux centres de formation professionnelle de l'Isère et de la Savoie (*ibid.*); — de M. Cayol relative aux mesures pour remédier aux conditions d'existence des étudiants de l'enseignement supérieur [4 juin 1947] (p. 2741, 2742). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles); ETAT A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3359, 3380, 3381, 3382, 3383); Chap. 100 : *Amendement de M. Cayol tendant à supprimer un crédit de 315.000 francs pour la création d'un poste de chef de service* [22 juillet 1947] (p. 3386, 3387); *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits de 1 million de francs* (p. 3387); Chap. 103 : *Salaires du personnel auxiliaire de l'administration centrale* (p. 3388); Chap. 105 : *Inspection générale de l'enseignement* (*ibid.*); Chap. 106 : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'administration académique* (p. 3389); *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du même chapitre* (*ibid.*); *Amendement de M. Finet tendant à réduire de 453.000 francs les crédits pour le personnel d'administration académique* (p. 3390); Chap. 111 : *Traitements du personnel titulaire des universités (assistants de faculté)* (p. 3390); *Amendement de M. Dubois tendant à réduire de 60.000 francs les crédits pour le personnel titulaire des universités* (p. 3390, 3391); Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* (p. 3392, 3393); Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires* (p. 3396); Chap. 141 : *Frais de suppléance des écoles primaires élémentaires* (p. 3397); Chap. 145 : *Personnel du Conservatoire national des arts et métiers* (p. 3397); Chap. 150 : *Traitements du personnel des établissements publics d'enseignement technique* (p. 3398); Chap. 304 : *Entretien du matériel automobile* (p. 3405); Chap. 307 : *Demande de rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour le Bulletin officiel du Ministère de l'Education nationale* (p. 3405); Chap. 311 :

*Matériel d'administration académique* (p. 3406); Chap. 321 : *Frais généraux de l'enseignement secondaire (regroupement de collèges)* (*ibid.*); Chap. 323 : *Frais de stage de l'enseignement secondaire* (*ibid.*); Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3408); Chap. 333 : *Bibliothèques scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3409); *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre pour les écoles maternelles* (p. 3410); Chap. 335 : *Frais de stage dans l'enseignement primaire* (p. 3410); Chap. 339 : *Subventions à l'enseignement post-scolaire agricole* (p. 3411); Chap. 342 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour le fonctionnement du Conservatoire des arts et métiers* (p. 3411, 3412); Chap. 344 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour les collèges techniques* (p. 3412); Chap. 351 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour les frais de stage des maîtres des centres d'apprentissage* (p. 3413); Chap. 352 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 3413, 3414); Chap. 359 : *Amendement de Mlle Lamblin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel d'hygiène scolaire* (p. 3415); Chap. 398 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour les archives de France* (p. 3419); Chap. 398-5 : *Demande un crédit supplémentaire pour le relogement de l'Ecole normale supérieure de Sèvres* (p. 3419); Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3422); Chap. 407 : *Caisses des écoles* (p. 3422, 3423); Chap. 409 : *Bourses et trousseaux de l'enseignement technique* (p. 3423); Chap. 420 : *Secours aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires* (p. 3424); Chap. 508 : *Amendement de M. Simonnet tendant à étendre les subventions aux organismes d'œuvres sociales gérés par les étudiants* (p. 3424, 3425); Chap. 511 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour la fondation nationale des Sciences politiques* (p. 3425); LOI DE FINANCES; Art. 11 : *Traitements des élèves-maîtres instituteurs* (p. 3440). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [22 octobre 1947] (*J.O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* [22 octobre 1947] (*J.O.* du 23 octobre 1947,

p. 10463) (1). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [20 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J.O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Situation des instituteurs* [27 novembre 1947] (p. 5177, 5178, 5179, 5180); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947; ETAT 1, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6312, 6313, 6314); [27 décembre 1947] (p. 6324, 6325). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [12 février 1948] (*J.O.* du 13 février 1948, p. 1562). = S'excuse de son absence [20 mars 1948] (p. 2059); Obtient un congé [20 mars 1948] (p. 2059).

**NAUTRÉ (Mlle Hélène), Député de la Marne.**

Son élection est validée [12 juin 1948] (p. 3484). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1948] (p. 4036), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôts :**

Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de Mme Hélène Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux enfants, aux jeunes et aux vieillards de province la même quantité de lait qu'aux ayants droit de la région parisienne; 2° de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions permettant d'assurer le ravitaillement en lait de la région parisienne et des grands centres, afin que les rations des catégories A et V soient au moins honorées, n° 6353. — Le 28 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à accorder mensuellement 250 kilos de charbon aux chômeurs, n° 8875. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé, le 21 mai 1950, de nombreuses communes du département de la Marne, n° 10144. — Le 8 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la gelée qui a endommagé, dans la nuit du 29 au 30 avril 1951, la presque totalité des vignes des communes du département de la Marne, n° 13112.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4030 : *Œuvres sociales* [15 décembre 1950] (p. 9163); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 21 : *Son amendement tendant à porter le plafond des indemnités forfaitaires pour dommages-mobiliers à 225.000 francs* [18 avril 1951] (p. 3524).

**NAZI (M. Boni), Député de la Haute-Volta.**

Son élection est validée [29 mars 1949] (p. 1813). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 janvier 1950] (p. 300). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôt :**

Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ac-

corder à la Haute-Volta un crédit spécial pour le rééquipement de ses services publics, n° 7320.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3755, 3756); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5329, 5330); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 : *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3480, 3481, 3482); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Ses observations sur la crise de l'enseignement en Afrique noire)* [5 juin 1950] (p. 4291, 4292, 4293), [6 juin 1950] (p. 4310, 4311).

### NÉDÉLEC (Mme Raymonde), Député des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 14), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [14 juin 1949] (p. 3347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élue Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 718), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 25 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la

proposition de loi de MM. René Coty et Courant tendant à assurer effectivement le droit de vote et d'éligibilité de tous les pilotes aux élections consulaires, n° 1053. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'annulation des créances de l'Etat sur les villes d'Aubagne et de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) pour les sommes versées par le Ministère des Finances pour permettre à ces villes de continuer la distribution du gaz aux usagers, n° 1242. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à rétablir le droit à pension en faveur des veuves de guerre remariées depuis le 15 octobre 1941 et à porter le taux de la pension de toutes les veuves de guerre remariées au taux des pensions de veuves fixées par la loi du 9 août 1946 sur le relèvement des pensions de guerre, n° 1487. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre la légitimation des enfants adultérins, n° 1685. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à la création de centres d'accueil pour les enfants momentanément privés des soins de leur mère, n° 1768. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à régulariser la situation de fait des entreprises réquisitionnées de Marseille, n° 1824. — Le 5 décembre 1947, une proposition de loi tendant à proroger le délai imparti par l'article premier de la loi du 3 septembre 1947 tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition, n° 2787. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doubler les rations actuelles de savon de ménage et à assurer tous les deux mois la distribution de savon de toilette à tous les consommateurs, n° 4467. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à généraliser dans tous les départements l'application faite dans le département de la Seine, d'une ristourne de 32 0/0 aux vieillards hospitalisés, au titre de la loi du 14 juillet 1905, titulaires d'une pension ou d'une retraite, n° 5053. — Le 24 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à maintenir provisoirement les caisses de péréquation de la Guadeloupe et de la Martinique, n° 5535. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 du Livre I<sup>er</sup>, titre II, du Code du travail, en vue d'assurer la sécurité de l'emploi aux femmes en état de grossesse et en congé de maternité, n° 9311. — Le 14 juin 1950, une

proposition de loi tendant à compléter le Code du travail en vue d'assurer le paiement intégral de leur salaire aux mères de famille retenues au foyer par la maladie de leurs enfants, n° 10278. Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse (n° 9108) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 9174) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail; 3° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues (n° 9359) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, n° 12314. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de Mme Nédélec et plusieurs de ses collègues (n° 5053) tendant à généraliser dans tous les départements l'application faite dans le département de la Seine, d'une ristourne de 32 0/0 aux vieillards hospitalisés, au titre de la loi du 14 juillet 1905, titulaires d'une pension ou d'une retraite; 2° de M. Genest et plusieurs de ses collègues (n° 8283) tendant à accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de 1.000 francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, n° 12504. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement, n° 12649.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; ECONOMIE NATIONALE, Chap. 605 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (Situation des usines réquisitionnées de Marseille)* [3 juillet 1947] (p. 2686, 2687); *le retire* (ibid.). — Est entendue : sur le règlement de l'ordre du jour : *Entreprises réquisitionnées de Marseille* [10 août 1947] (p. 4223); — d'une proposition de loi tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille : *Discussion générale* [11 août 1947] (p. 4230, 4231). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exer-

cice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, FINANCES : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6325); INTÉRIEUR : *Son amendement tendant à annuler 3 millions de crédits pour indemnités de frais de la sûreté nationale* (p. 6329); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Dépenses civiles, budget 1948); Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1078); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Bésistance; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux diverses catégories intéressées* [4 mars 1948] (p. 1309); Art. 5 bis : *Son amendement tendant à accorder un pécule aux parents de déportés décédés* (p. 1315); *le retire* (ibid.); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les mutilés* [6 mars 1948] (p. 1480); — du projet de loi portant autorisation de dépenses en 1948 et majoration de droits; Art. 3 : *Sa demande de disjonction* [18 mars 1948] (p. 1914, 1915); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A.; Art. 1<sup>er</sup> : *Contrat du docteur Roumilhac* [25 juin 1948] (p. 3971); Art. 2 : *Amendement de M. Mudry tendant à ne pas abandonner les activités annexes de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3993); Art. 3 : *Son amendement tendant à réajuster les prix de la S. N. E. C. M. A. avec effet rétroactif* (p. 3996, 3997, 3998); Art. 4 : *Ses explications de vote sur l'article* (p. 4004, 4005); Art. 5 : *Son amendement tendant à réajuster les prix de la S. N. E. C. M. A. avec effet rétroactif* (p. 4006); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une aide temporaire au cinéma français; Art. 2 : *Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films* [30 juillet 1948] (p. 5089, 5090); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne rien accorder aux films réalisés avec des participations étrangères* (p. 5098); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 6 : *Conditions de licenciement du personnel* [28 juin 1949] (p. 3896, 3897). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements survenus à Marseille le 24 août 1949 et l'utilisation de chiens par la police [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur les événements survenus à Marseille le 24 août 1949 et la mobilisation des C. R. S. contre les dockers de Marseille le 6 novembre 1949 [22 novembre 1949] (p. 6186). — Prend

part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à supprimer le plafond de salaire fixé à 20.000 francs* [26 janvier 1950] (p. 549); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du peuple opposé à la guerre d'Indochine)* [28 janvier 1950] (p. 678, 679, 680). — Est entendue sur une question de Mme Bastide à M. le Ministre de l'Intérieur relative à l'expulsion d'un marin grec [12 mai 1950] (p. 3654, 3655). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 février 1951] (p. 1012); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3070 : *Matériel pour les Nord-Africains (Misère des travailleurs Nord-Africains en France)* [20 mars 1951] (p. 2196, 2197); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1210 : *Institut national de la statistique* [25 avril 1951] (p. 3966); Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales* (p. 3969); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 6 : *Son amendement relatif aux allocations familiales des Algériens travaillant en France* [30 avril 1951] (p. 4345); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1946 sabotée par le Gouvernement)* [12 mai 1951] (p. 5112, 5113).

**NININE (M. Jules),** *Député du Cameroun.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [14 février 1947] (p. 324). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier

1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité de gestion du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J. O. du 25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé par la Commission de la France d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [J. O. du 25 janvier 1947] (p. 1025) [8 juillet 1949] (**F. n° 439**) [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 13 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer avec éclat dans les quatre départements d'outre-mer le premier centenaire de l'abolition de l'esclavage. **n° 924**. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à régler la situation des fonctionnaires coloniaux des cadres généraux ou de ceux en service détaché ayant servi sous l'autorité du Comité national français, **n° 1848**. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date des élections à l'Assemblée de l'Union française jusqu'après la fixation par la loi du statut des Assemblées instituées par la Constitution dans les divers territoires et groupes de territoires d'outre-mer, **n° 1966**. — Le 16 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Fily-Dabo Sissoko et plusieurs de ses collègues tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, **n° 2028**. — Le 16 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer

sur la proposition de loi de MM. Augarde, André Monteil et Boganda tendant à faire bénéficier les autochtones des territoires d'outre-mer du régime de la loi du 16 avril 1930, concernant la retraite du combattant, n° 2029. Le 16 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de MM. Augarde, André Monteil et Boganda tendant à accorder le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires autochtones des territoires d'outre-mer et à leurs ayants cause, n° 2030. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des journées anniversaires de la création de l'Afrique française libre, n° 2303. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif aux limites d'âge et à la réduction d'effectifs du personnel colonial, n° 2343. — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'application du décret du 1<sup>er</sup> mai 1947 relatif aux congés des fonctionnaires coloniaux, n° 2361. — Le 9 août 1947 un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre les centres d'appareillage des pays d'outre-mer, n° 2370. — Le 5 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer solennellement au Panthéon, à l'occasion du centenaire de la Révolution de 1848 et de l'abolition de l'esclavage, les restes de Victor Schœlcher, et à rétablir à Paris sa statue enlevée par l'occupant, n° 3697. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des compagnies de navigation pour que soit réservé dans l'embarquement du personnel de toutes catégories, dans les ports de Marseille, de Bordeaux et du Havre, un contingent déterminé sur les places disponibles aux marins originaires des territoires d'outre-mer, n° 3902. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de fournir aux

producteurs agricoles de la Réunion du maïs de semence, n° 3961. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Mamba Sano et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance en coopératives agricoles et à en proposer un statut-type, n° 4325. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de résolution : 1° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer les mêmes avantages qu'aux anciens combattants métropolitains et à instituer au chef-lieu de chaque territoire et groupe de territoires un Office du combattant disposant des moyens nécessaires pour régler leur situation ; 2° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions militaires basées sur la durée des services des originaires d'outre-mer et à les faire bénéficier d'une indemnité pour charges de famille ; 3° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les pensions des veuves et orphelins mineurs des militaires originaires des territoires d'outre-mer, n° 4334. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier les dispositions des articles 32 et suivants du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires de solde du personnel colonial, n° 5036. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 33 du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages accordés aux officiers fonctionnaires, employés, et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, n° 5037. — Le 7 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 5451. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait dite gouvernement de Vichy ou administrés

par l'ennemi, de pertes de biens de toute nature résultant de leur évation, n° 6931. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de résolution : 1° de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier les dispositions des articles 32 et suivants du décret du 2 mars 1910 sur la solde et les allocations accessoires de solde du personnel colonial; 2° de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 33 du décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les passages accordés aux officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux, n° 6965. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi concernant l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de la législation de sécurité sociale relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles; 2° la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues complétant la loi n° 46-2242 du 16 octobre 1946 portant rajustement des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit, pour son application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 6967. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux anciens combattants originaires des T. O. M. des avantages analogues à ceux accordés aux anciens combattants métropolitains (indemnité spéciale extraordinaire), n° 7080. — Le 31 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier le mode de désignation des Conseillers de l'Assemblée de l'Union française, n° 7301. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 7959. — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale étendant aux

départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la sécurité sociale applicables à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 8022. — Le 28 juillet 1949, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages aux fonctionnaires des administrations centrales mis à la retraite de 1940 à 1944 par le Gouvernement, n° 8084. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun, n° 9152. — Le 27 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale; 2° la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, n° 9790. — Le 19 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 11 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale, n° 10643. — Le 3 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 7 juin 1949, abrogeant le septième alinéa de l'article 444 du Code d'instruction criminelle, n° 11165. — Le 3 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du Code pénal, n° 11166. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégalement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, n° 11496. —

Le 21 février 1951, un rapport au nom de la commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 11007) portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 340 du Code civil, **n° 12282**. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 11692, rectifié) instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police, **n° 12283**. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée Nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 27 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice du droit français, **n° 12284**. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 11813) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10235) adopté par l'Assemblée Nationale rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du Code pénal, **n° 12285**. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 6090) de M. Cozzano, sénateur, tendant : 1° à supprimer la Caisse locale de retraite de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun ; 2° à affilier tout le personnel autochtone à la Caisse intercoloniale de retraite, **n° 12478**. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9158) étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948 modifiant l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 sur la contrainte par corps, **n° 12657**. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 11992) adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948 modifiant les taux des amendes pénales, **n° 12658**. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9159) rendant applicables, dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions des lois du 11 avril 1946 et du 22 septembre 1948 modifiant l'article 412 du Code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères, **n° 12659**. — Le 6 avril 1951, une proposition de loi tendant à étendre à certaines catégories du personnel des Charbonnages de France, les dispositions de la loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950 relative à l'application aux mineurs du décret-loi du 29 octobre 1936 réglementant les cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité, **n° 12726**. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 4607) de M. Ousmane Socé, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme, **n° 12785**. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47 2412 du 31 décembre 1947 fixant à titre provisoire le régime de rémunération et les avantages accessoires des personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, **n° 12822**. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter le décret n° 48 636 du 31 mars 1948, modifiant le décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947, fixant, à titre provisoire, le régime de rémunération et les avantages accessoires des personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 12823**.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, FRANCE D'OUTRE MER, Chap. 100 : *Direction du plan, inspection générale des chasses, services d'information* [19 juin 1947] (p. 2220); Chap. 318 : *Services coloniaux de Bordeaux et Marseille* (p. 2228). — Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Réunion [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2612, 2613) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Validation des élections de la Réunion*) [10 février 1948] (p. 602). — Prend part à la



discussion : de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 628); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) : Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1072, 1073); — de la proposition de loi tendant à instituer le Conseil général de la Haute-Volta : Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à instituer un système mixte entre le collège unique et le double collège* [18 mars 1948] (p. 1884); *Amendement de M. Caillavet tendant à réduire le nombre des membres du 2<sup>e</sup> collège* (p. 1885, 1886); — de la proposition de loi relative à la représentation du territoire de la Haute-Volta, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1886); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 bis : *Amendement de M. Castellani tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires coloniaux* [27 mai 1948] p. 2952); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 6 : *Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux à ceux qui n'occupent pas effectivement* [25 août 1948] (p. 6230); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies* (p. 6255). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance : *Ses observations sur la rédaction de l'ordre du jour* [8 juin 1948] (p. 3259, 3260). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Renvoi du débat* [4 juin 1948] (p. 3240); Chap. 100 : *Ses observations sur le développement économique de l'Afrique*, [9 juin 1948] (p. 3324, 3325, 3326); Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs et résidents* (p. 3341); Chap. 131 : *Personnel d'autorité outre-mer* (p. 3352, 3353); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 002 : *Allocations provisoires d'attente* [6 août 1948] (p. 5421, 5422). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement envers les victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3281). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3787, 3788); — du projet de loi portant réforme du régime

des pensions civiles et militaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Situation des fonctionnaires coloniaux* [6 août 1948] (p. 5476); Art. 6 : *Son amendement relatif aux droits à la retraite proportionnelle* (p. 5478); Art. 8 : *Son amendement tendant à tenir compte du temps passé à l'Ecole de la France d'outre-mer* (p. 5480); *le retire* (ibid.); Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir le cas des veuves de fonctionnaires tués sur un théâtre d'opérations* (p. 5485, 5486); *le retire* (ibid.); Art. 32 : *Pensions des veuves et orphelins* (p. 5489); Art. 55 : *Remboursement des retenues* (p. 5495); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1949] (p. 107, 108, 112); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires; Art. 5 : *Situation des instituteurs des territoires d'outre-mer* [28 janvier 1949] (p. 223); — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur (Centenaire de 1848) : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 646); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à doubler le nombre des croix accordées* (p. 646, 647); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le rapport accordant une prolongation du délai imparti au Conseil de la République pour le projet de loi relatif à l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 944). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1949] (p. 1856); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Girard tendant à modifier la composition du conseil d'administration des caisses de la Sécurité sociale* (p. 1859); *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir une liste de candidats au conseil d'administration des caisses de la Sécurité sociale* (p. 1859); Art. 6 : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 1860); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1950, 1951); Chap. 100 : *Réorganisation du Ministère* (p. 1955, 1956); Chap. 103 : *Traitement des Gouverneurs en disponibilité* (p. 1956, 1957); Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 1957, 1958); Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 1958, 1959); Chap. 121 : *Service social* (p. 1959, 1960); Chap. 603 : *Caisse intercolo-*

niale des retraites [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1978, 1979); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2580 et suiv.); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 19 : *Dispositions tendant au développement du commerce extérieur* [2 juin 1949] (p. 3063, 3065); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur les pratiques commerciales dans les territoires d'outre-mer, les relations du Gouvernement avec la G.E.C.A.F. (Groupement d'achat du café) et la G.N.A.C.A.O. (Groupement d'achat du cacao), la mécanisation de la culture)* [21 juin 1949] (p. 3583, 3584, 3585, 3586, 3592); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 355 : *Entretien de la gendarmerie* [25 juin 1949] (p. 3687); Chap. 356 : *Fonctionnement du service de santé* (p. 3689); Chap. 950 : *Travaux et installations domaniales* (p. 3693); Chap. 956 : *Constructions de la gendarmerie* (p. 3694, 3695); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir une réglementation particulière pour le régime des congés* [23 février 1950] (p. 1338); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1347); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1510, 1511, 1512, 1513, 1514); *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* [21 mars 1950] (p. 2207); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article limitant la reprise aux propriétaires ayant acheté avant la loi* [24 mars 1950] (p. 2347, 2348); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau maintenant valable les congés donnés en application des articles 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 2352); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir des réquisitions jusqu'à ce que le droit de reprise puisse être exercé* [16 mai 1950] (p. 3722) — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Résultat du scrutin sur son amendement à la loi relative à la vente d'immeubles par appartements* [24 mars 1950] (p. 2385) — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1951] (p. 326).

— Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre mer; Art. 59 : *Son amendement tendant à prolonger le contrat d'apprentissage en cas d'absence de l'apprenti pendant plus de quinze jours* [3 février 1951] (p. 735); Art. 60 : *Son amendement tendant à faire contrôler les conditions de travail des tâcherons par les commissions consultatives du travail* (p. 737); *Amendement de M. Castellani relatif aux déclarations à remplir par le tâcheron* (p. 738, 739); Art. 65 : *Son amendement tendant à mentionner que les syndicats sont ceux désignés à l'article précédent* [10 février 1951] (p. 1030); Art. 68 : *Son amendement tendant à remplacer « et » par « ou » pour rectifier une erreur matérielle* (p. 1035); Art. 70 : *Son amendement tendant à prévoir des conditions spéciales pour les jours non ouvrables* [17 février 1951] (p. 1309); *Son amendement relatif à la désignation des délégués du personnel* (p. 1310); *le retire (ibid.)*; *Son amendement tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix* (p. 1310, 1311); Art. 72 : *Son amendement tendant à supprimer « ou du groupe de territoire »* (p. 1317); *le retire (ibid.)*; Art. 73 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa donnant aux chefs du territoire le droit de suspendre une convention collective* (p. 1317); *le retire* (p. 1318); Art. 91 : *Son amendement tendant à prévoir les indemnités par catégories professionnelles* [24 février 1951] (p. 1612, 1613); *Son amendement relatif au tarif des jours non ouvrables* (p. 1622); Art. 97 : *Son amendement tendant à effectuer les paiements le dernier jour ouvrable du mois* (p. 1632); *Son amendement tendant à payer immédiatement le salarié congédié* (p. 1634); *Son sous-amendement relatif au dépôt de l'indemnité de préavis* (p. 1634); Art. 98 : *Son amendement tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail* [17 mars 1951] (p. 2101, 2102, 2104, 2105); *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la mention pour solde de tout compte* (p. 2107, 2108); *le retire* (p. 2108); Art. 104 : *Son amendement tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser un dixième du salaire* (p. 2122, 2123); Art. 108 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire un éconamat dans une entreprise employant plus de 100 salariés* (p. 2128, 2129); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Mise en place des allocations familiales dans les départe-*

*tements d'outre-mer* [8 février 1951] (p. 933); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Statut des administrateurs des territoires d'outre-mer)* [4 avril 1951] (p. 2678, 2679); Chap. 1030 : *Traitement des gouverneurs en disponibilité (Statut des gouverneurs)* (p. 2689, 2690); Chap. 1070 : *Agence économique des territoires d'outre-mer* (p. 2696); Chap. 1110 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 2696); Chap. 1260 : *Personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Dépolitisation des gouverneurs)* (p. 2697); Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats des territoires d'outre-mer (Organisation judiciaire de ces territoires)* (p. 2705, 2706); Chap. 4020 : *Œuvres sociales (Etudiants des territoires d'outre-mer en France)* (p. 2710); Chap. 4040 : *Bourses d'enseignement et voyages* [5 avril 1951] (p. 2725); Chap. 6010 : *Caisse des retraites de la France d'outre-mer* (p. 2728, 2729).

**NISSE (M. Robert)**, Député du Nord (3<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [20 décembre 1950] (p. 9334) — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049) [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 87 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, n° 163. — Le 13 février 1948, un rapport au

nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif au régime des droits et taxes grevant les immeubles reconstruits en remplacement d'immeubles sinistrés, n° 3375. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager des pertes qu'ils ont subies les victimes des orages qui se sont abattus les 23 mai et 8 juin 1950 dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (Nord), n° 10259. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager les victimes de la tornade qui a ravagé la vallée de la Sambre, n° 10723. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, n° 12137.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles, Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3245, 3246); Chap. 301 : *Indemnités pour difficultés d'existence* (p. 3258); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6671); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [23 décembre 1948] (p. 7911); *Son amendement tendant à n'appliquer ce mode de paiement que sur la demande du sinistré* (p. 7917); *Son amendement tendant à subordonner le paiement par titre à la demande faite par le sinistré* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables* (p. 7921); *Son amendement relatif au plan de financement prévu par la loi du 28 octobre 1946* (p. 7922); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission des finances tendant à reprendre l'ensemble du texte de l'Assemblée* [31 décembre 1948] (p. 8255, 8256). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du

Gouvernement en matière de reconstruction et sur le dépôt du plan de financement prévu par la loi du 28 octobre 1946 [30 juillet 1949] (p. 5663). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 329 milliards pour les dommages de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7311); *Sa motion tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7332, 7333); *Son amendement tendant à augmenter les crédits de la Reconstruction de 24 milliards* (p. 7336); *le retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire les crédits d'investissements de 25 milliards* [28 décembre 1949] (p. 7483, 7484); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2308); [28 mars 1950] (p. 2449, 2450); Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la caisse autonome de reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* (p. 2489); *Sa motion préjudicielle tendant à ne voter le chapitre 8500 qu'après le chapitre 8530* (p. 2490); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à imputer le coût des constructions expérimentales sur les investissements productifs et non sur les dommages de guerre* (p. 2493); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un emprunt au profit de la caisse autonome de la reconstruction* (p. 2508); Article additionnel : *Son amendement tendant à donner au Gouvernement un nouveau et dernier délai pour l'établissement du plan de financement* (p. 2513); *le retire* (p. 2514); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux exonérations prévues pour les collectivités locales et établissements publics* (p. 2517); Art. 17 : *Son amendement tendant à hâter les évaluations des dommages de chaque sinistré* (p. 2518); *le retire* (p. 2519); *Son amendement relatif aux intérêts et remboursements à verser à la caisse autonome de la reconstruction* (p. 2519); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1950] (p. 4164, 4165); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2444); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : JUSTICE, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

*les crédits pour les Cours d'appel (greffe de la Cour d'appel de Douai)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4127); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Pose la question préalable* [14 décembre 1950] (p. 9104, 9105); Chap. 1000 : *Accords de réciprocité avec d'autres pays pour l'indemnisation des sinistrés* [15 décembre 1950] (p. 9158); Chap. 6100 : *Prêt du Crédit foncier aux sinistrés* (p. 9181); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1000 : *Entretien des routes nationales* [19 décembre 1950] (p. 9265). — Son rapport supplémentaire sur les élections d'Alger [16 mars 1951] (p. 2087). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES MILITAIRES : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale* [21 mars 1951] (p. 2400, 2401, 2402); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3251, 3252, 3253, 3254, 3255); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder un délai supplémentaire aux sinistrés pour la déclaration des dommages* [18 avril 1951] (p. 3442, 3443); *Son amendement tendant à rétablir les pouvoirs des commissions départementales des dommages de guerre* (p. 3467); Art. 2 : *Réparation des dommages de guerre dans le département du Nord* (p. 3470); *Son amendement tendant à verser les intérêts payés à la caisse autonome de la reconstruction* (p. 3495, 3496); Art. 26 : *Son sous-amendement relatif au rôle des commissions d'arrondissement des dommages de guerre* [19 avril 1951] (p. 3537, 3538). = S'excuse de son absence [10 juillet 1949] (p. 4549); [2 mai 1950] (p. 3123). = Obtient des congés [10 juillet 1949] (p. 4549); [2 mai 1950] (p. 3123).

**NOEL (M. André)**, Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [4 février 1947] (p. 148), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier

1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de la presse [25 février 1947] (p. 444), [26 janvier 1948] (p. 195), [2 juillet 1949] (p. 4092), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). = Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée). *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 13 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la voie ferrée Bort—Eygurande en suivant la rive gauche de la Dordogne, n° 1692. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi tendant à faire élire les conseillers généraux suivant le principe de la représentation proportionnelle, n° 5513. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à réformer la loi électorale, n° 10940.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales de la Martinique [22 mai 1947] (p. 1716, 1717). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République; Art. 2: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République interdisant à un candidat de se présenter dans plusieurs communes* [28 août 1947] (p. 4774); Art. 6: *Son amendement tendant à limiter le nombre des remplacements à la suite de vacances du fait de démissions* (p. 4775). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures pour rendre la liberté au marché du lait et des produits laitiers [22 mars 1949] (p. 1726); — sur la suspension de fournitures de céréales panifiables aux industries utilisatrices [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux attributions de farine panifiable : *Urgence du débat* [31 mai 1949] (p. 2949); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5322), — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du*

*Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil* [22 décembre 1949] (p. 7130); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Ses explications de vote sur l'article unique* [28 janvier 1950] (p. 692, 693). — Dépose une demande d'interpellation sur les entraves portées par un certain parti à la liberté de presse [25 avril 1950] (p. 2806). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 28: *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités des associations professionnelles* [16 décembre 1950] (p. 9214); Art. 31 : *Son amendement tendant à prévoir des contrats de trois et cinq ans pour les travailleurs venant d'autres territoires* [20 décembre 1950] (p. 9337); Art. 109: *Son amendement relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire* [17 mars 1951] (p. 2134, 2135, 2136); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 8: *Son amendement relatif au fonctionnement de l'Agence économique des colonies* [8 mai 1951] (p. 4833).

#### NOEL (M. Marcel), Député de l'Aube.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission de la presse [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [5 avril 1949] (p. 2045), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 17 décembre 1947) [4 mars 1947] (p. 557).

#### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les personnes tributaires de l'allocation temporaire aux vieux tra-

vailleurs des avantages réservés aux assurés sociaux en matière de remboursement des prestations en nature concernant les produits pharmaceutiques, soins médicaux et chirurgicaux, **n° 231** — Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les postes de T.S.F. tous les vieillards assimilés à la retraite des vieux travailleurs et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, **n° 401**. — Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les personnes tributaires de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs des avantages réservés aux assurés sociaux en matière de remboursement des prestations en nature concernant les produits pharmaceutiques, soins médicaux et chirurgicaux, **n° 1310**. — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi tendant à instituer une allocation d'entraide et maintenir les droits aux allocations familiales aux mères soutien de famille, assurées sociales, lorsqu'elles sont contraintes de cesser leur travail pour soigner leurs enfants malades, **n° 2165**. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer à Nice une région radiophonique pourvue de moyens importants en vue d'une exploitation rationnelle des ressources radiophoniques de la Côte d'azur, **n° 2337**. — Le 18 novembre 1947, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction, **n° 2667**. — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6707**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1949, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, **n° 6918**. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à codifier les rapports entre employeurs et façonniers de l'industrie textile, **n° 6975**. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour libérer l'hôpital des Hauts-Clos de

l'Aube, afin qu'il soit rendu très rapidement à ses fins d'origine, **n° 7202**. — Le 6 juillet 1949, une proposition de loi tendant à prolonger de quinze ans le moratoire accordé aux vins « de Gamay » pour le droit à l'appellation « Champagne » et à prendre toutes mesures efficaces d'aide aux vigneron pour la replantation des cépages prévues par la loi du 22 juillet 1927, **n° 7765**. — Le 8 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que tous les vieillards, dès qu'ils ont atteint 70 ans, puissent obtenir les attributions alimentaires accordées aux titulaires de la carte V, **n° 7803**. — Le 24 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 6 mai 1919 relatif à l'aire de production en Champagne délimitée, **n° 8840**. — Le 24 janvier 1950, une proposition de loi tendant à assimiler les gains perçus dans l'exercice de leur métier, par les gérants des maisons à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, **n° 9047**. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à augmenter le pourcentage de participation financière de l'Etat, dans la poursuite des travaux d'achèvement de l'Hôpital des Hauts-Clos (Aude), **n° 9499**. — Le 21 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P.T.T. des dispositions des articles 3 et 6 du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, **n° 9554**. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie des agents logés par nécessité absolue de service, le personnel des centres émetteurs de la Radiodiffusion française, **n° 10007**. — Le 24 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux agents des P.T.T. ayant un traitement supérieur à 120.000 francs le bénéfice du paiement des heures supplémentaires, pour les travaux éventuellement effectués dans l'intérêt du service, au cours de repos ne pouvant être rendus, **n° 10033**. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définis par la loi

du 21 mars 1944, modifiée par la loi du 3 juillet 1944, n° 10191. — Le 7 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le départ gratuit en colonie de vacances — voyage et séjour compris — des orphelins pupilles de la nation dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande et pour les pupilles de la nation se rendant individuellement en vacances, n° 10194. — Le 16 juin 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, n° 10328. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi tendant à surseoir jusqu'à la récolte à toutes mesures de saisies ou de ventes aux enchères, du mobilier, du matériel, ou du bétail des exploitants agricoles poursuivis pour non-paiement des impôts ou du prélèvement exceptionnel, n° 10344. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder pour les mutilés du travail des réductions sur les transports (S.N.C.F. — Services et entreprises de transports départementaux ou locaux); 2° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux mutilés et invalides du travail une réduction sur les tarifs de chemins de fer et des entreprises routières de remplacement de trains, n° 11208. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre non remariées une réduction des tarifs de transport de 50 0/0 sur les lignes de S.N.C.F. et les lignes routières parallèles ou de remplacement, n° 11398. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 3 février 1950 afin d'assimiler aux périodes de salariat, sans condition préalable du titre de salarié, les périodes des années 1914 à 1919 et de 1939 à 1945, en faveur des mobilisés, déportés, otages, engagés volontaires, combattants de la Résistance, prisonniers, candidats à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 11467. — Le 28 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en circulation l'autorail Troyes— Vitry-le-François et vice-versa, n° 11797. — Le 29 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures utiles et

nécessaires à la protection et à l'aide de l'industrie française de fabrication de métiers à bonneterie Cotton, n° 11798. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux aveugles civils une réduction de tarif de 50 0/0 sur les réseaux S.N.C.F. et les services routiers, et au transport gratuit du guide les accompagnant, n° 11807. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11106) de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à doter les communes rurales et les sections des communes qui en feront la demande de cabines téléphoniques, aux frais de l'Administration des P. T. T., n° 12254. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9300) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P. T. T. des dispositions du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles de l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque, n° 12293. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil (loi du 20 août 1881) relatif à la plantation d'arbres fruitiers et forestiers dans le vignoble de la Champagne délimitée, n° 12757. — Le 5 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 150 millions aux vignerons victimes des gelées printanières, n° 13090. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à codifier les modalités de paiement des raisins vendus dans l'aire de la Champagne délimitée aux fins de champagnisation par les coopératives de stockage ou les vignerons exploitants, n° 13120. — Le 15 mai 1951, une proposition de loi tendant à apporter aux vignerons champenois l'aide financière qui leur est nécessaire à la reconstitution de leur vignoble en « plants nobles », n° 13247.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Basses-Alpes [28 novembre 1946] (p. 8). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice

1947 (*Dépenses civiles*) TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE); Chap. 722: *Son amendement tendant à réduire les crédits des unités gardant les prisonniers de guerre* [9 juillet 1947] (p. 2867); le retire (*ibid*); JUSTICE, Chap. 330 : *Travaux d'entretien des bâtiments pénitentiaires* [15 juillet 1947] (p. 3028, 3029). — Est entendu au cours du débat sur la question de M. Grenier à M. le Garde des Sceaux concernant l'audition des témoins à charge dans les procès de collaboraton [11 juillet 1947] (p. 2292). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance de la production de papier et les dangers en résultant pour la presse [15 janvier 1948] (p. 177). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 345 : *Commissions paritaires du travail* [25 mai 1948] (p. 2912). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la grève des usines Bergougnan, à Clermont-Ferrand [17 juin 1948] (p. 3651). — Est entendu sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence [22 septembre 1948] (p. 6837). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'attribution de voitures au corps médical français en 1946 et notamment aux médecins de l'Aube [17 décembre 1948] (p. 7694). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les incidents lors du défilé populaire de Troyes le 14 juillet* [19 juillet 1949] (p. 4793). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités exercées par la police de Troyes sur les participants au défilé populaire du Conseil communal à l'occasion du 13 juillet 1949 [20 juillet 1949] (p. 4895). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française; Art 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 101 : *Son amendement tendant à augmenter de 1 million l'abattement sur les émoluments du personnel contractuel* [21 juillet 1949] (p. 4937); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture d'un crédit de 408 milliards pour les investissements* [28 décembre 1949] (p. 7475, 7476); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950. P.T.T., Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel titulaire du service*

*intérieur des bureaux (Reclassement des receveurs)* [3 mai 1950] (p. 3203); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 500 francs les crédits pour le service des lignes (Classe exceptionnelle à accorder aux agents des lignes)* (p. 3217); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les indemnités de mission et de voyages* (p. 3225); RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Suppression des emplois en surnombre)* [2 juin 1950] (p. 4210); Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel (Titularisation des contractuels)* (p. 4210); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (Dépistage des fraudes sur la redevance)* (p. 4211); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services administratifs et techniques (paiement d'heures supplémentaires)* (p. 4211); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (prime de travaux dangereux)* (p. 4211); Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mesures diverses pour le personnel* (p. 4212); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites des agents des chemins de fer secondaires* [7 juin 1950] (p. 4442); AVIATION CIVILE, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les fonctionnaires détachés à l'administration centrale (postes confiés aux membres du corps de la navigation aérienne plutôt qu'à des fonctionnaires civils)* [19 juin 1950] (p. 4986); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Situation des ouvriers imprimeurs)* (p. 4989); le retire (*ibid*); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air France (Statut du personnel d'Air France)* [20 juin 1950] (p. 5026); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 3040 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale pour les loyers et indemnités de réquisition (personnel logé de la Radiodiffusion française)* [4 août 1950]



(p. 6716); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5130 : *Indemnités à la S.N.C.F. pour compenser des réductions sur le tarif voyageurs* [19 décembre 1950] (p. 9303); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les spécialistes de la navigation aérienne (contrôleurs de la navigation aérienne)* [14 mars 1951] (p. 1925, 1926); RADIODIFFUSION : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de résidence* [10 avril 1951] (p. 3004); P. T. T., Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (indemnités de frais de voyage)* [2 mai 1951] (p. 4469); Chap. 6.000 : *Son amendement tendant à prévoir l'installation de cabines téléphoniques communales dans les campagnes.* [4 mai 1951] (p. 4520); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Hôpital de Troyes)* [4 mai 1951] (p. 4552, 4553).

**NOGUÈRES (M. Louis),** *Député des Pyrénées-Orientales.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), 13 décembre 1949] (p. 6793) [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [14 janvier 1947] (p. 5); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945), en qualité de *Président* [20 décembre 1946] (p. 196), [29 avril 1948] (p. 2354). — Est élu à la Haute Cour de justice (Application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) en qualité de *Président* [10 juin 1947] (p. 2017).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1947, une proposition de loi ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, n° 2042. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à exonérer du droit de timbre la carte d'identité des voyageurs de commerce, n° 6852 — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à instituer la procédure des demandes en révision des arrêts rendus par la Haute Cour de justice, n° 11869.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Saône-et-Loire [28 novembre 1946] (p. 28). — Est élu *Président de la Haute Cour de justice* [20 décembre 1946] (p. 196). — Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du territoire de Saint-Pierre et Miquelon [23 mai 1947] (p. 1765 à 1768). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); ETAT A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 507 : *Ports autonomes* [19 juin 1947] (p. 2254); ECONOMIE NATIONALE; Chap. 118 : *Son intervention au sujet des primes de rendement aux agents du contrôle économique* [3 juillet 1947] (p. 2675); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 2708); JUSTICE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3019, 3020, 3021). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Son intervention sur le renvoi des débats après dépôt de la question de confiance* [2 juillet 1947] (p. 2640); — sur la validation des opérations électorales de Saint-Pierre et Miquelon en qualité de *Rapporteur du 8<sup>e</sup> Bureau* [22 juillet 1947] (p. 3348, 3349, 3350, 3364). — Est entendu : pour un fait personnel : *Ses conclusions sur l'invalidation des élections de Saint-Pierre et Miquelon* [24 juillet 1947] (p. 3501); — dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3547); — au cours du débat sur le fonctionnement de la Haute Cour de justice en qualité de *Président de ladite Cour* [27 novembre 1947]

(p. 5149). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Duveau accordant des secours aux victimes de l'insurrection malgache, en 2<sup>e</sup> lecture ; Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet tendant à inclure trois articles nouveaux reconnaissant le droit des victimes aux réparations* [26 décembre 1947] (p. 6276); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947; ETAT 1, JUSTICE, Chap. 103 : *Amendement de Mme Lucie Guérin relatif à la Haute Cour de justice* [27 décembre 1947] (p. 6349, 6350); Art. 5 : *Reconduction des crédits des budgets annexes* (p. 6383, 6384); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses pour la reconstruction et les dommages de guerre en 1948, Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits des deux tiers pour les départements ravagés du Sud et Sud-Ouest* [30 décembre 1947] (p. 6513, 6514). — Est entendu : au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Ses observations sur l'attitude de M. le Président d'âge* [14 janvier 1948] (p. 151); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Sessions de la Haute Cour de justice* [15 janvier 1948] (p. 176). — Donne sa démission de *Président de la Haute Cour de justice (en raison des incidents lors de la dernière session)* [30 janvier 1948] (p. 325, 326). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Demande de renvoi à la Commission compétente* [6 février 1948] (p. 484). — Est réélu *Président de la Haute Cour de justice* [29 avril 1948] (p. 2357.) — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 100 : *Epuration d'Inter-France* [26 juin 1948] (p. 4047, 4048); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur les constructions scolaires* [3 août 1948] (p. 5247, 5248); — de la proposition de loi portant majoration de l'allocation aux aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5394); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 13 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes* [10 novembre 1949] (p. 6043); — du projet de loi portant suppression de la Cour de justice d'Indochine : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6492). — Est entendu sur le renvoi

à la Commission de la santé publique d'une proposition de résolution relative à la vente du Coca-Cola [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6506). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Demande de suspension de la séance présentée par M. de Tinguy* [31 décembre 1949] (p. 7641); — des conclusions d'un rapport d'enquête sur les faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Ordre de la discussion* [4 mai 1950] (p. 3258); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Ses observations sur le budget de la Radiodiffusion* [2 juin 1950] (p. 4201, 4202); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Son rappel au règlement (publication d'une lettre de Ho Chi Minh. en séance)* [19 octobre 1950] (p. 7009); — du projet de loi portant amnistie de certains faits de collaboration : *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7454, 7455, 7471, 7475, 7477); [7 novembre 1950] (p. 7529); *Motion préjudicielle de M. Terrenoire tendant à mettre en résidence surveillée le maréchal Pétain* [9 novembre 1950] (p. 7551, 7552, 7553); Art. 5 : *Amendement de M. Michelet tendant à supprimer l'article relatif aux condamnations prononcées par la Haute Cour de justice* [16 novembre 1950] (p. 7773, 7774, 7775); Art. 7 : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'amnistie accordée aux contumaces* (p. 7794); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à annuler les condamnations civiles prononcées contre des résistants* [4 décembre 1950] (p. 8564); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8570, 8571); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (mise en cause de M. Jules Moch) : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1950] (p. 8283); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution; Article unique : *Amendement de M. Delachenal tendant à réviser l'article 13 relatif à la non-révocation des textes par le Conseil d'Etat* [30 novembre 1950] (p. 8365); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9076); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Son rappel au règlement (absence du quorum)* [4 janvier 1941] (p. 109). — Dépose une

demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Amendement de Mme Bastide tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (automobile mise à sa disposition par la Haute Cour de justice)* [15 février 1951] (p. 1207); Chap. 1040 : *Haute Cour de justice (Demande de révision des jugements prononcés)* (p. 1210, 1211, 1212); Chap. 3080 : *Amendement de M. Péron tendant à réduire de 200.000 francs les crédits pour le matériel auto-*

*mobile des services judiciaires (voiture mise à sa disposition)* [16 février 1951] (p. 1254, 1255); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; JUSTICE : en qualité de *Rapporteur pour avis (Suppression de 63 tribunaux et des tribunaux paritaires des baux ruraux)* [7 mai 1951] (p. 4760, 4761); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* (p. 4763); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de 2<sup>e</sup> délibération* [8 mai 1951] (p. 4806); Art. 16 : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer l'article qui supprime les services de logement* (p. 4834). = S'excuse de son absence [29 avril 1947] (p. 1332); Obtient un congé [29 avril 1947] (p. 1332).



## O

**OLMI (M. Philippe)**, *Député des Alpes-Maritimes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [18 décembre 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé Secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer le vote familial pour les élections qui auront lieu le 24 avril 1947 aux conseils d'administration des caisses d'allocations familiales, **n° 1094**. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création de l'ordre des experts agricoles et fonciers, **n° 1148**. —

Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les apiculteurs du statut du fermage, **n° 1520**. — Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Olmi et plusieurs de ses collègues tendant à la création de l'ordre des experts agricoles et fonciers, **n° 1534**. — Le 26 février 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier [des différentes dispositions du statut du fermage les sous-locataires auxquels la sous-location avait été consentie avant la promulgation de l'ordonnance du 17 octobre 1945, **n° 3587**. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940, modifié par la loi du 7 mai 1946, portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricoles, **n° 3588**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures administratives et financières destinées à assurer la reprise des travaux d'équipement réalisés par le génie rural, **n° 5146**. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi accordant aux maîtres-artisans, sous certaines conditions, un dégrèvement fiscal sur l'abattement pour charge de famille égal à un enfant supplémentaire à charge, **n° 5613**. — Le 24 novembre 1949, une propo-

sition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article unique de la loi du 28 janvier 1937 modifiant l'article 401, paragraphe 4, du Code pénal sur la grivèlerie, n° 8461.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2599, 2600); — de la proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, stabilisant le prix des baux à ferme ; Art. unique : *Amendement de M. Moussu tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [7 juillet 1948] (p. 4400); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les producteurs de fleurs et plantes à parfum : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4495); — du projet de loi portant organisation du territoire de Libre : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7399, 7400); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser le calcul du fermage quand la denrée produite ne figure pas sur la liste retenue par le préfet* [28 décembre 1948] (p. 8036, 8037); — du projet de loi relatif à l'acquisition de la nationalité française par déclaration : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 638). — Pose à M. le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, une question relative aux activités réservées aux possesseurs d'un diplôme de géomètre expert et à l'exclusion de ces activités, des ingénieurs agronomes et des ingénieurs agricoles [25 novembre 1949] (p. 6297). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6577); Art. 3 : *Son amendement tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0* (p. 6595); *le retire* (p. 6596); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7614, 7615); *Contre-projet de M. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8424); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir l'amélioration de l'habitat rural par un prélèvement sur le prix du bail* [26 janvier 1951] (p. 425, 426); *Son amendement tendant à inclure un expert agricole et foncier dans la commission prévue* (p. 426); *Son amendement relatif à l'établissement d'un état des lieux lors*

*de chaque bail* (p. 428); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à fixer le bail d'après les denrées produites par type d'exploitation* [9 février 1958] (p. 968); *Son amendement tendant à permettre l'établissement d'une échelle mobile des fermages payables en nature* [14 février 1951] (p. 1136); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à fixer des limites aux obligations du bailleur pour les réparations* (p. 1140, 1141); *le retire* (ibid.) — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification de l'ordre du jour*) [7 février 1951] (p. 838). = S'excuse de son absence [17 juin 1947] (p. 2135). = Obtient un congé [17 juin 1947] (p. 2135).

### ORVOEN (M. Louis), Député du Finistère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'intérieur [15 mars 1949] (p. 1622); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); de la Commission de la marine marchande et des pêches [28 février 1950] (p. 1524), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

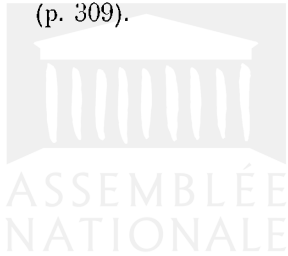
### Interventions :

Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Chaumel concernant l'article 33 du statut des baux ruraux ; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer la loi du 13 avril 1946 aux baux à domaine congéables* [11 août 1947] (p. 4238); *le retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1948] (p. 129), [11 janvier 1949] (p. 1). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'importation des pommes de terre de Hollande)* [24 février 1949] (p. 862); — du projet de loi portant répartition

de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 522 : *Subvention aux associations de migration rurale* [12 avril 1949] (p. 2371). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 3200 : *Apprentissage agricole et horticole* [25 mai 1950] (p. 3918) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des pommes à cidre)* [7 décembre 1950] (p. 8780). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [9 janvier 1951] (p. 309).

**OUEDRAOGO (M. Mamadou)**, *Député de la Haute-Volta.*

Son élection est validée [29 mars 1949] (p. 1813). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission [*J.O.* du 21 janvier 1949] (p. 816). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [23 janvier 1951] (p. 348).



## P



**PALEWSKI (M. Jean-Paul)**, *Député de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission de justice et de législation [18 janvier 1949] (p. 34), [28 mars 1950] (p. 2430) ; de la Commission des finances [29 mars 1949] (p. 1800), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837) ; de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329). — Est nommé par la Commission de la réforme administrative en vue de la représenter au sein de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [17 juin 1948] (J. O. p. 5965). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Appl. de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée

par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

**Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instaurer une organisation professionnelle fondée sur la liberté **n° 24**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réorganiser l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles et à l'assimiler aux écoles nationales d'agriculture, **n° 314**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des monuments historiques, des sites naturels et de la population, **n° 368**. — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un office de rationalisation du matériel et des bâtiments utilisés par les administrations publiques et les entreprises nationales, rattaché à la Présidence du Conseil, **n° 542**. — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instaurer à tous les degrés un enseignement de l'organisation scientifique du travail et à créer dans les facultés et les écoles supérieures des centres d'études de l'art administratif, **n° 543**. — Le 4 mars 1947, un avis de la Commission des affaires économiques sur le projet loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, **n° 800**. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à généraliser la création des bureaux d'organisation et de méthodes dans les ministères et à la direction de la fonction publique, **n° 840**. —

Le 7 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. André tendant à rendre libres les prix de vente des produits nouveaux protégés par des brevets d'invention, n° 873. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux relatifs au plan d'aménagement de la région parisienne, à rejeter à l'extérieur de cette zone toute concentration industrielle et à interdire d'ores et déjà aux services publics d'établir des projets concernant l'installation de tels établissements dans la région parisienne, n° 1220. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 30 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires n° 1221. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires, et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés en partie ou en totalité à l'armée de l'air, n° 1222. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'acte dit loi du 14 août 1941, validé et complété par la loi du 10 mai 1946 et relatif aux droits des actionnaires de sociétés anonymes, n° 1523. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne plus soumettre à la décision du répartiteur du caoutchouc les stocs de pneumatiques en dépôt dans les camps des surplus de l'armée américaine, n° 1750. — Le 4 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à ratifier : 1° l'arrangement de Neuchâtel du 8 février 1947 ; 2° l'accord franco-américain, du 4 avril 1947, relatifs à la conservation et à la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 1909. — Le 9 juillet 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les Français et les citoyens de l'Union française des dispositions d'accords internationaux plus favorables que la loi française en matière de propriété industrielle, n° 1962. — Le 8 août 1947, une proposition de loi tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du

2 avril 1946, relatifs à la prolongation des brevets d'invention, n° 2346. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi relative aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, n° 2588. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3029. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions de la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3158. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant suppression du Comité consultatif des arts et manufactures et création d'un Comité consultatif des établissements classés, n° 3284. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 47-1502 du 14 août 1947 et la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne les réquisitions des véhicules automobiles, n° 3352. — Le 13 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 3378. — Le 18 février 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi portant organisation de la marine marchande, n° 3440. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu le 6 juin 1947 à La Haye et relatif à la création d'un Bureau international des brevets à La Haye, n° 3441. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° l'accord franco-danois du 16 juillet 1947 ; 2° l'accord complémentaire franco-américain du 28 octobre 1947, relatifs à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 3442. — Le 8 mars 1948, une proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 3706. — Le 11 mars 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Palevski tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet



1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946, relatifs à la prolongation des brevets d'invention, n° 3777. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Armengaud transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à valider et à modifier l'acte dit loi n° 21 du 27 janvier 1944, concernant les délais en matière de propriété industrielle, n° 3779. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 23, alinéa 2, de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, n° 4065. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord signé à Paris le 9 décembre 1947 entre la France et le Luxembourg et relatif aux échanges frontaliers entre le Grand Duché et les départements français de l'Est, n° 4220. — Le 21 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant approbation de l'accord conclu le 11 mars 1948 entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique octroyant à la République française un crédit de 50 millions de dollars pour achat de biens meubles en surplus appartenant au Gouvernement des Etats-Unis et situés sur le territoire des Etats-Unis, aux Iles Hawaï, en Alaska (y compris les Iles Aléoutiennes), à Porto-Rico et dans les Iles Vierges, n° 4297. — Le 16 juin 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. — le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 ; II. la proposition de loi de M. Gaston Monnerville, Conseiller de la République, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 4581. — Le 16 juin 1948, une proposition de loi relative à la réforme des méthodes administratives d'approvisionnement, d'achats et de règlement des matériels des Départements ministériels,

n° 4582. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, n° 4552. — Le 21 juin 1948, une proposition de loi tendant, dans le cadre de la réforme administrative, à l'institution d'un ministère des affaires économiques et à la réforme de l'administration économique française, n° 4643. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, n° 4875. — Le 24 juillet 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix, 5046. — Le 24 juillet 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie, n° 5050. — Le 2 août 1948, une proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 5134. — Le 8 août 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur les articles premier, 2, 2 bis et 3, disjoints du rapport supplémentaire portant sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 ; II. — La proposition de loi de M. Gaston Monnerville, conseiller de la République, tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 5215. — Le 9 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la conservation de l'ensemble du domaine de Port-Royal et en faciliter l'accès au public, n° 5226. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'achèvement rapide de l'auto-route de l'Ouest, n° 5448. — Le 20 septembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 juin 1927 afin de per-

mettre la mise en valeur dans les plus courts délais de certains gisements houillers actuellement inexploités, n° 5502. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi relative au contentieux des décisions des organismes privés chargés de la gestion de services publics ou d'intérêt public, n° 5508. — Le 23 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords franco-italiens du 29 mai 1948, relatifs d'une part à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale et, d'autre part, à la protection des appellations d'origine et à la sauvegarde des dénominations de certains produits, n° 5527. — Le 24 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-canadien du 5 mai 1948 concernant la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 5538. — Le 2 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords franco-italiens du 29 mai 1948, relatifs d'une part à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale et, d'autre part, à la protection des appellations d'origine et à la sauvegarde des dénominations de certains produits, n° 5689. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1<sup>er</sup> du mois suivant leur promulgation la mise en application de toutes modifications fiscales, n° 5780. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à réglementer la profession d'opticien lunetier détaillant, n° 5790. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5812 (rectifié). — Le 16 décembre 1948, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords franco-italiens du 29 mai 1948, relatifs d'une part à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale et, d'autre part, à la protection des appellations d'origine et à la

sauvegarde des dénominations de certains produits, n° 5829. — Le 24 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conclure avec les pays voisins et amis de la France des arrangements spéciaux réduisant le tarif des correspondances postales, n° 5874. — Le 27 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 du décret du 18 décembre 1948 en tant qu'il exclut les membres des Conseils de préfecture et du tribunal administratif d'Alsace-Lorraine du droit à la prorogation d'activité reconnu par l'article 2 à l'ensemble des fonctionnaires civils de l'Etat, n° 5937 (rectifié). — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux vieux travailleurs salariés et aux économiquement faibles une réduction de 50 0/0 sur les tarifs ferroviaires appliqués par la S.N.C.F., n° 6095. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 344 et 368 du Code civil relatifs à l'adoption et à la légitimation adoptive, n° 6311. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre entièrement à sa charge le collège technique Jules-Ferry de Versailles, cette ville ne pouvant plus assumer les importantes charges de fonctionnement qui lui incombent, n° 6320. — Le 24 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission sur deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6579. — Le 22 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi relatif aux brevets d'invention intéressant la défense nationale ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Palewski relative aux brevets d'invention intéressant la défense nationale, n° 6839. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi mettant fin aux dispositions prévues par l'article 2 de la loi du 24 janvier 1941 portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle, n° 7150. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Palewski mettant fin aux dispositions prévues à l'article 2 de la loi du 24 janvier 1941 portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle, n° 7501. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à Paris en 1951 une exposition internationale des inven-

tions, n° 8253. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier le régime d'imposition de certaines exploitations de polyculture, n° 8358. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 31). — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute disposition nécessaire pour que les enfants mineurs dont les deux parents, un des parents ou la personne qui les avaient à charge ont été tués par suite des conséquences de la guerre (bombardement, accident ferroviaire, incendie, etc.) aient droit à un voyage gratuit chaque année pour se rendre sur le lieu de la sépulture, n° 9511. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Durand-Réville transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à déterminer le régime fiscal des sociétés coloniales, n° 9599. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les chômeurs des professions agricoles des indemnités de chômage, n° 9749. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés des professions soumises au régime agricole de la sécurité sociale le bénéfice des allocations compensatrices de 650 à 1.000 francs, instituées par le décret du 6 octobre 1948, n° 9750. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands, n° 9804. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires » ; 2° la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, n° 9806. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer, n° 9963. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux Administrations centrales de l'Etat, aux Services extérieurs qui en dépendent ou aux Etablissements publics de

l'Etat, n° 10000. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1522 du 29 septembre 1948 reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948 majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, n° 10010. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi modifiant la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 10186. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget du Ministère de l'Intérieur les crédits nécessaires à l'indemnisation des citoyens victimes des calamités atmosphériques, n° 10404. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 8 avril 1949 à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôt sur les successions et un avenant signé à la même date à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, n° 10698. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 10741 (rectifié). — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 10990. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les agriculteurs exportant leurs produits de l'exonération de la taxe à la production pour leurs fournitures, n° 10994. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une réduction de la redevance sur les abonnements téléphoniques et sur les taxes dues au titre des communications locales aux invalides de guerre, aux aveugles de guerre et aux aveugles de la Résistance, n° 11032. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier

l'article 184 du Code général des impôts pour permettre le remplacement pendant leur service militaire des fils d'ouvriers ou d'artisans, **n° 11253**. — Le 28 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice), Dispositions concernant les budgets annexes : Légion d'honneur, Ordre de la Libération, **n° 11427**. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des difficultés des exploitations maraîchères pour l'évaluation de leurs bénéfices agricoles forfaitaires, **n° 11543**. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 11617**. — Le 28 décembre 1950, une proposition de loi tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française, **n° 11795**. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11922) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée entre la France et la Grande-Bretagne le 14 décembre 1950, en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, **n° 12025**. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11896) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 28 octobre 1950 à la Convention franco-suédoise du 24 décembre 1936 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, **n° 12026**. — Le 7 février 1951, une proposition de loi tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour des constructions à caractère précaire, **n° 12096**. — Le 7 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'acquisition du domaine dit « Château d'Heunement » à Saint-Germain-en-Laye, afin d'y installer une école pratique d'horticulture, **n° 12097**. — Le 20 fé-

vrier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les diverses zones territoriales pour la détermination de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires et agents de services publics et à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 relative à la fixation du taux des allocations familiales dans les départements autres que la Seine, **n° 12269**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12055) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11042), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), **n° 12396**. — Le 4 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la question de la croix du combattant volontaire de la guerre 1914-1918, à prendre toutes mesures utiles pour l'attribution de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945, enfin pour accorder le reliquat des décorations créées par la loi n° 48-1435 du 17 septembre 1948, **n° 12685**. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 12748**. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer, **n° 12754**. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 13151) concernant la procédure de codification des textes législatifs relatifs aux instruments monétaires et aux médailles, **n° 13218**.

### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Côtes-du-Nord [28 novembre 1946] (p. 13). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à relever les indemnités des conseillers généraux de Seine-et-Oise* [7 février 1947] (p. 225, 226) ; — sur les interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Rééquipement et modernisation, équilibre entre*

*salaires et prix*) [13 février 1947] (p. 309). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la législation économique ; Art. 5 : *Soutient l'amendement de M. Mauroux tendant à permettre au délinquant de fournir des explications devant une commission* [14 février 1947] (p. 333) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'arbitraire des directions départementales et la notion d'un juste prix variable suivant les régions* (p. 336) ; le retire (ibid.) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter l'amendement de M. Pleven relatif à la gestion provisoire des entreprises fermées à la suite d'une sanction pour délit économique* (p. 341) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [20 mars 1947] (p. 975). — Est entendu : sur l'ordre du jour motivé en conclusion du débat ouvert par les interpellations de MM. Charles Schauffler et Guy Petit sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement [20 février 1947] (p. 405) ; — sur la fixation de la date de l'interpellation de M. Bétolaud relative à l'installation de laboratoires ou de centres de recherches scientifiques [21 février 1947] (p. 434). — Prend part à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur au-delà du 1<sup>er</sup> mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date de cessation des hostilités ; Art. 5 : *Son amendement tendant à remplacer la date du 1<sup>er</sup> mars 1948 par celle du 1<sup>er</sup> septembre 1947* [25 février 1947] (p. 455). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques : Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 630 et suiv.) ; ETAT A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Tarifs des transports)* [7 mars 1947] (p. 744) ; — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bétolaud sur l'opportunité de procéder à l'expropriation de vastes terrains à proximité de Paris, en vue de l'installation de laboratoires ou de centres de recherches scientifiques [25 mars 1947] (p. 1041, 1042). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le dernier trimestre de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires) ; ETAT A, AIR, Chap. 307 : *Son amendement tendant à empêcher l'occupation du plateau de Saclay par le Ministère de l'Air* [27 mars 1947] (p. 1192, 1193) ; de ce projet

de loi amendé par le Conseil de la République ; ETAT F : CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES, Chap. 901 : *Son amendement tendant à réduire le crédit des travaux neufs de 1 million* [29 mars 1947] (p. 1313) ; — du projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1266) ; Art. 5 : *Amendements de M. René Mayer et M. Louvel relatifs au contrôle et à la répression des infractions dans la répartition des produits industriels* (p. 1269, 1270) ; Art. 7 : *Disjonction, demandée par M. René Mayer, de l'article relatif aux plaintes générales* (p. 1270). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du Budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'Exercice 1947 ; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à donner la possibilité au Conseil économique de recruter un personnel spécial* [29 mars 1947] (p. 1314) ; le retire (ibid.) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de M. Leenhardt sur les entreprises placées sous réquisition*) [20 mai 1947] (p. 1694, 1695) ; — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de M. Leenhardt sur les entreprises placées sous réquisition, en qualité de *Vice-Président de la Commission des affaires économiques* [22 mai 1947] (p. 1712). — Intervient dans la discussion de l'interpellation de M. Lespes sur la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2103, 2104). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de juillet 1947 ; Art. 10 : *Crédits pour le Jamboree* [26 juin 1947] (p. 2504) ; — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Problèmes financiers*) [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2596, 2597, 2598, 2599). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la discussion du projet de loi relatif à l'assainissement du commerce*) [9 juillet 1947] (p. 2880). — Dépose une proposition de loi tendant à faire bénéficier les Français d'accords internationaux sur la propriété industrielle [9 juillet 1947] (p. 2881). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique, en qualité de *Vice-Président de la Commission des affaires*

économiques [18 juillet 1947] (p. 3199) ; Art. 6 : Amendement de M. Guyon tendant à instituer un trésorier agent comptable responsable des paiements (p. 3201) ; Art. 11 : Son amendement tendant à remplacer les mots « au secrétaire général » par les mots « aux questeurs » (p. 3203) ; Art. 12 : Amendement de M. Poimbeau tendant à limiter à quinze le nombre des chargés de mission (p. 3217) ; Amendement de M. Gazier tendant à supprimer les mots « recrutés au concours » (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) ; COMMERCE : Discussion générale [17 juillet 1947] (p. 3108, 3109) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Discussion générale [19 juillet 1947] (p. 3234) ; EDUCATION NATIONALE : Discussion générale [22 juillet 1947] (p. 3372, 3373) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; ETAT A : ECONOMIE NATIONALE, Chap. 606 : Son amendement tendant à reprendre le crédit du Conseil de la République pour la rémunération d'études économiques [7 août 1947] (p. 4037, 4038). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission de la réforme administrative : Discussion générale [24 juillet 1947] (p. 3485) ; — du projet de loi portant statut de la coopération : Discussion générale [30 juillet 1947] (p. 3705, 3706) ; Art. 2 : Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article (p. 3708) ; — du projet de loi portant amnistie, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contre-façons [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3841) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions industrielles, artisanales et commerciales : Discussion d'urgence, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques [7 août 1947] (p. 4056) ; — d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises nationalisées de Marseille : Discussion générale [11 août 1947] (p. 4231) ; — du projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la législation des prix, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Vice-Président de la Commission des affaires économiques [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4802). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie de Rueil-Malmaison et les mesures prises par le Gou-

vernement [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4818). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution de MM. Béné et Ballanger invitant le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison : Discussion générale [2 septembre 1947] (p. 4832) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5136). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement (*Politique commerciale et accords douaniers de Genève*) [27 novembre 1947] (p. 5182, 5183, 5184) ; — du projet de loi portant réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité ; Art. 3 : Son amendement tendant à recruter par priorité parmi les licenciés jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1948 [9 décembre 1947] (p. 5583) ; Son amendement tendant à tenir compte des titres de guerre et de résistance (p. 5583) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projets de MM. David et Peytel tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens [12 décembre 1947] (p. 5668) ; Art. 7 : Son amendement tendant à modifier la date de fonctionnement de l'organisme (p. 5675) ; le retire (ibid) ; Art. 11 : Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil d'administration de la Régie (p. 5680, 5681) ; Son amendement concernant la composition du Conseil d'administration de la Régie [16 décembre 1947] (p. 5731, 5732) ; Son amendement corollaire du précédent (p. 5732) ; le retire (ibid) ; Art. 14 : Amendements de MM. Renoist et Regaudie concernant la nomination du président du Conseil d'administration de la Régie (p. 5733, 5734) ; Art. 19 : Amendement de M. Regaudie tendant à écarter l'intervention du Conseil des Ministres pour la désignation du directeur général de la Régie (p. 5737) ; Art. 20 : Amendement de M. Regaudie tendant à inclure un article nouveau interdisant à la Régie de participer à d'autres entreprises (p. 5738) ; Art. 14 : Amendement de M. Regaudie concernant la nomination du président du Conseil d'administration de la Régie (p. 5738) ; Art. 23 : Amendement de M. Demusois tendant à augmenter les participations de l'Etat aux ressources de la Régie (p. 5742) ; Amendement de M. Guillant tendant à préciser les bases du

calcul des subventions de l'Etat (p. 5743, 5744); Art. 31 : *Son amendement tendant à fixer une limite de trois mois au délai pour la ratification par le Ministre intéressé des accords conclus au sujet du personnel* (p. 5761); *Son amendement tendant à ajouter un alinéa prévoyant un décret si un accord n'intervient pas sur le comité d'entreprise* (p. 5762, 5763); Art. 38 : *Son amendement tendant à modifier la composition de l'Assemblée générale de l'office* (p. 5767, 5768); Art. 40 : *Son amendement relatif au rôle du Conseil supérieur d'aménagement de la région parisienne* [18 décembre 1947] (p. 5805, 5806); *Son sous-amendement tendant à confier un service par adjudication* (p. 5813); Art. 54 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article* (p. 5853, 5854); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 février 1948] (p. 901, 902); Art. 14 : *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participation par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* [20 février 1948] (p. 942); Art. 27 : *Amendement de M. Courant relatif au licenciement du personnel de la direction des transports maritimes* (p. 957). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [25 février 1948] (p. 1123). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux accords internationaux concernant la restauration des droits de propriété industrielle, en qualité de *Rapporteur* [26 février 1948] (p. 1142); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Article-additionnel : *Son amendement tendant à corriger les injustices du tarif progressif* [7 mars 1948] (p. 1511); Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les agriculteurs* (p. 1512, 1513); *Son rappel au Règlement : Renvoi à la Commission* (p. 1518, 1519, 1520); Art. 5 : *Son amendement tendant à ce que les demandes de remises soient suspensives de paiement* [8 mars 1948] (p. 1547); *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole)* (p. 1548); *Son amendement tendant à limiter le prélèvement à 30 0/0 du bénéfice réel* (p. 1548); le retire (ibid); — du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne amendé par le Conseil de la République; Art. 19 : *Nomination et fonction du directeur général de la Régie* [16 mars 1948] (p. 1701, 1702); — du projet de loi portant

autorisation de dépenses et majoration de droits : Art. 5 : *Amendement de M. Rivet relatif aux droits d'usage des postes de radio* [18 mars 1948] (p. 1920, 1921); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à faire bénéficier toutes les entreprises de cet article* [22 avril 1948] (p. 2179); Art. 15 : *Son amendement tendant à abroger l'article 116 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille* [23 avril 1948] (p. 2246); — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air France; Art. 6 : *Son amendement relatif au choix et au rôle du directeur général* [4 mai 1948] (p. 2515, 2516); le retire (ibid); Art. 7 : *Son amendement relatif au premier Conseil d'administration provisoire* (p. 2517); Art. 8 : *Son amendement relatif aux fonctions du Président du Conseil d'administration et du directeur général* (p. 2517); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Rôle du président du Conseil d'administration* [2 juin 1948] (p. 3098); — de la proposition de loi de M. Louvel modifiant la loi portant nationalisation du gaz et de l'électricité : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mai 1948] (p. 2776); — des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur l'augmentation du prix de l'électricité : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2859 et suivantes); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [4 juin 1948] (p. 3239); — de sa proposition de loi tendant à la prolongation de validité des brevets d'invention, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 mai 1948] (p. 2889, 2890); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer la date de promulgation de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 1948* (p. 2890); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 339 : *Direction des Eaux et forêts* [25 mai 1948] (p. 2911, 2912); RADIODIFFUSION FRANÇAISE) Chap. 100 : *Construction d'une maison de la radio* [29 juin 1948] (p. 4143, 4144); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique économique intérieure et extérieure* [18 juillet 1948] (p. 4799 et suivantes); Chap. 118 : *Services des instruments de mesure de la Direction du commerce extérieur* (p. 4806, 4807); Chap. 124 : *Traitements des contractuels* (p. 4807); Chap. 315 : *Achat de matériel automobile* (p. 4809); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 100, en qua-

lité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur la politique économique* [2 août 1948] (p. 5189, 5190); Chap. 108 : *Contrôleurs d'Etat* (p. 5193); Chap. 118 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du contrôle économique (Décentralisation régionale)* (p. 5196); Chap. 124 : *Institut national de la statistique* (p. 5197); Chap. 126 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 5 millions les crédits pour la Commission des approvisionnements en Grande-Bretagne* (p. 5198); *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits prévus pour ce chapitre* (ibid); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur les constructions scolaires* [3 août 1948] (p. 5245); Chap. 111 : *Personnel titulaire des universités* (p. 5261); Chap. 209 : *Manufacture nationale de Sèvres* [4 août 1948] (p. 5298); Chap. 233 : *Personnel des bibliothèques municipales* (p. 5300); Chap. 398-4 : *Restauration de monuments historiques privés* (p. 5320, 5321); Chap. 399-6 : *Service des fontaines de Versailles et Marly* (p. 5321, 5322); Chap. 500 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 5329); Art. 28 quater : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la fusion des corps de contrôle de l'Economie nationale* [6 août 1948] (p. 5465); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 28 quater : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la fusion des corps de contrôle de l'Economie nationale* [14 septembre 1948] (p. 6523); *le retire* (p. 6524); — du projet de loi ratifiant l'accord franco-américain du 11 mars 1948, en qualité de *Rapporteur* [27 mai 1948] (p. 2974); — du projet de loi relatif au Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 juin 1948] (p. 3787); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Visite de M. Thorez à l'usine de Villeneuve-Saint-Georges* [22 juin 1948] (p. 3796); *Discussion générale (Inconvénients de la politique de nationalisations)* (p. 3810 et suivantes); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au choix des administrateurs* [25 juin 1948] (p. 3976); *le retire* (ibid); Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter l'activité de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3989); *le retire* (ibid); Art. 3 : *Amendement de M. Furaud tendant à étendre la répression des fraudes dans la gestion*

(p. 3998); *Son amendement tendant à ne pas laisser au Ministère des Finances le soin de poursuivre en justice les fautes commises* (p. 4000); Art. 4 : *Son amendement relatif à la responsabilité de l'administrateur spécial* (p. 4001); *Son amendement tendant à maintenir le Comité consultatif* (p. 4001, 4002); *le retire* (ibid); *Amendement de M. Métayer tendant à soumettre au Gouvernement les décisions importantes* (p. 4004); Art. 9 : *Son amendement tendant à mettre fin au régime spécial par une loi* (p. 4009); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : *Coopération économique européenne*; Art. 2 : *Ouverture de crédits pour la délégation française* [7 juillet 1948] (p. 4390, 4391); — du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4988); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le Conseil d'administration des délégués des producteurs de courts métrages et de la presse filmée* [30 juillet 1948] (p. 5097); Art. 7 : *Sanctions prévues contre les fraudeurs* (p. 5102); — du projet de loi concernant la liquidation des biens et intérêts italiens en Tunisie; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à se référer à l'accord franco-italien purement et simplement* [20 août 1948] (p. 6027); Art. 4 : *Son amendement relatif à la liquidation des biens indivis* (p. 6027) — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête, ses observations sur la faiblesse du Gouvernement* [24 novembre 1948] (p. 7190 et suivantes); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence; Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser l'audition du rapporteur du Conseil de la République en Commission* [9 décembre 1948] (p. 7446). — Est entendu sur le retrait d'un projet de loi de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi portant ratification des accords franco-italiens relatifs à la protection des appellations d'origine* [14 décembre 1948] (p. 7567). — Prend part à la discussion : du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8138); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du



Gaz de France : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8169); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à prévoir des dégrèvements pour les familles nombreuses* (p. 8178); *le retire* (ibid); *Son sous-amendement relatif au pourcentage prélevé pour les œuvres sociales* (p. 8179, 8180); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Auguet tendant à reprendre l'article relatif à l'application de la réforme fiscale* [31 décembre 1948] (p. 8322, 8323); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 janvier 1949] (p. 182); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 janvier 1949] (p. 225); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [3 février 1949] (p. 305); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 377, 378); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à étendre l'allocation logement* [8 février 1949] (p. 394, 395); *Renvoi à la Commission* (p. 396, 397); *Discussion immédiate de la proposition de loi* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1031); *Son amendement tendant à prévoir des mesures de compensation pour les locataires ayant une ou plusieurs personnes à charge* (p. 1034); *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte des éléments de la surface corrigée* (p. 1038); *Son amendement tendant à ne pas comprendre dans les ressources du ménage les allocations familiales de salaire unique* (p. 1039); Art. 2 : *Amendement de MM. Minjoz et Toujas tendant à ramener les loyers trop élevés au taux fixé d'après la surface corrigée* [8 mars 1949] (p. 1297); Art. 3 bis : *Sous-amendement de M. Toujas tendant à prévoir une loi à chaque augmentation semestrielle* (p. 1304); Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* (p. 1305); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel* (p. 1309); *le retire* (p. 1310); Art. 5 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne majorer les loyers de 1948 que de 25 à 33 0/0, suivant les catégories d'immeubles* (p. 1312); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale*

[14 avril 1949] (p. 2462); Art. 4 : *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre l'article du Conseil de la République limitant la taxation des dépendances aux remises et garages seulement* (p. 2467); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative : *Question préalable posée par M. Triboulet* [22 février 1949] (p. 788, 789); — d'une proposition de loi relative à la dérégulation des véhicules automobiles; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction du Gouvernement* [22 février 1949] (p. 805). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Déréquisitions d'automobiles*) [22 février 1949] (p. 857, 858). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1060); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [8 avril 1949] (p. 2268); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, transports et tourisme, État A, Chap. 133 : *Commissariat général au tourisme* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1076); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Gaury, en qualité de Rapporteur [4 mars 1949] (p. 1269); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [8 mars 1949] (p. 1348, 1349); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1567); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques : *Discussion générale : Ses observations sur le problème de l'essence, le forage en France et les investissements dans l'industrie pétrolière* [23 mars 1949] (p. 1757, 1758); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 5 : *Rappel au Règlement de M. Mouton, application de l'article 16 de la loi des maxima* [12 avril 1949] (p. 2399). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les pétroles de Tunisie [30 juin 1949] (p. 3557, 3558). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 : Art. 1<sup>er</sup> : État A, INTÉRIEUR,

Chap. 9129 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rétablir les crédits demandés pour le programme d'urbanisme à Paris et à Marseille* [5 juillet 1949] (p. 4200) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4205) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrages d'art* (p. 4209, 4210) ; — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4457, 4458) ; — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris ; Art. 5 : *Amendement de M. Védrine tendant à interdire toute participation de capital étranger* [12 juillet 1949] (p. 4670) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à grouper les intérêts des propriétaires de terrains traversés par le pipe-line* (p. 4671) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Participation de l'Etat au capital de cette société* [29 juillet 1949] (p. 5487) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence ; Article unique : *Amendement de M. Baron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4908) ; — du projet de loi portant répartition des abatements globaux opérés sur le budget de la Radiodiffusion française ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel (Observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4930, 4934). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [21 juillet 1949] (p. 4987). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 121 : *Solde des officiers des services* [22 juillet 1949] (p. 5019) ; Chap. 323 : *Instruction, recrutement et écoles* (p. 5026) ; MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 5030, 5031). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les brevets intéressant la défense nationale* [8 novembre 1949] (p. 6019). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Jules Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 litres d'alcool industriel* [20 décembre 1949] (p. 7023). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la*

*proposition de loi relative au prix de l'essence*) [21 décembre 1949] (p. 7105). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale : Ses observations sur les augmentations de dépenses, les 7.000 milliards du revenu national, les importations de choc, la réorganisation de la S. N. C. F., la fraude fiscale et la réévaluation des bilans* [21 décembre 1949] (p. 7110, 7111, 7112, 7113) ; Art. 3 : *Ses explications de vote sur l'article* [26 décembre 1949] (p. 7307) ; Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à instaurer le pari au livre pour les courses de chevaux* [27 décembre 1949] (p. 7370) ; Art. 27 : *Amendement de M. Rigal tendant à supprimer l'article créant un impôt sur les bénéfices distribués* (p. 7396) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réduisant de 33 milliards les crédits d'investissements* [29 janvier 1950] (p. 779) ; Art. 39 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à permettre aux commissions du Conseil de la République d'être saisies comme les commissions intéressées de l'Assemblée Nationale* (p. 783) ; Art. 41 bis : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle par l'Etat des organismes professionnels dont les dépenses sont couvertes par des taxes obligatoires* (p. 784) ; Art. 43 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle des prêts du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 788) ; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle majorant la taxe à la production* [31 janvier 1950] (p. 815) ; Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à substituer le chiffre de 140.999 millions à celui de 131 milliards fixé par la Commission* (p. 834) ; — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux villes de la Seine-et-Oise* [30 décembre 1949] (p. 7578, 7579) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 429). — Dépose une demande d'interpellation sur

l'interdiction dans les théâtres de Paris de la lecture du manifeste des acteurs français [25 janvier 1950] (p. 486). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1319); — d'une proposition de résolution relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1516); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* [21 mars 1950] (p. 2209); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rollin tendant à n'autoriser le droit de reprise que pour les appartements achetés dix ans auparavant* [24 mars 1950] (p. 2344); *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'extension du droit de reprise aux propriétaires évincés du local dont ils sont locataires* (p. 2346); — d'une proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1557); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Berger tendant à prévoir l'aménagement des lotissements créés entre le 19 juillet 1924 et le décret-loi du 8 août 1935* [2 mars 1950] (p. 1620, 1621); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Truffaut* (p. 1622); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer les modalités de la perception du droit de timbre* [17 mars 1950] (p. 2155); — d'une proposition de loi relative au renouvellement du Conseil économique : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2300); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 30 : *Son amendement tendant à reprendre l'article limitant le cumul de mandats d'administrateur de sociétés* [25 avril 1950] (p. 2824, 2825); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2892); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit total de 397.998 millions pour les investissements* [19 juillet 1950] (p. 5613, 5614); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Montel demandant la réalisation du plan quinquennal [aéronautique et faisant confiance au Gouvernement* [2 mai 1950] (p. 3157, 3158); — d'une proposition de

loi relative à la carte des économiquement faibles; Article unique : *Octroi aux économiquement faibles d'un voyage annuel sur le réseau de la S. N. C. F. au taux des congés payés* [9 mai 1950] (p. 3356); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 932 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement technique (Souffleries)* [11 mai 1950] (p. 3536); *le retire* (ibid); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3628, 3629); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat C, ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur* [12 mai 1950] (p. 3656); Chap. 1200 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Médaille de la Résistance)* (p. 3656); LÉGION D'HONNEUR, en qualité de *Rapporteur* (p. 3657); AGRICULTURE, Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux* [25 mai 1950] (p. 3937, 3938); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1050 : *Indemnités des membres des commissions et conseils (Aménagement urbain)* [13 juin 1950] (p. 4695, 4696); AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur le développement des transports aériens)* [19 juin 1950] (p. 4977, 4978); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1530 : *Etablissements d'enseignement technique (Collège Marie Curie à Versailles)* [17 juillet 1950] (p. 5471, 5472); Chap. 3840 : *Conservation du château de Versailles* [18 juillet 1950] (p. 5541); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6396, 6397, 6398, 6399, 6403); Art. 28 *ter* : *Allègements fiscaux éventuels par décrets* [2 août 1950] (p. 6425); Art. 37 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux pensions liquidées depuis 1948* (p. 6445); Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Nécessité de la réorganisation de la S. N. C. F.)* (p. 6488); Article additionnel : *Son amendement tendant à transformer le service de la propriété industrielle en Institut national* (p. 6515); — du projet de loi relatif à la convention conclue avec la Banque de France : *Discussion générale* [2 août 1950] (p. 6522, 6523); Article unique : *Ratification de l'accord conclu au sujet de la réévaluation du stock d'or* (p. 6526, 6527); — d'une proposition de réso-

lution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7732); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8017, 8018); *Ses explications de vote sur les ordres du jour* (p. 8051). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme une question relative à un accident de chemin de fer sur la ligne Paris—Versailles [24 novembre 1950] (p. 8119). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1950] (p. 8956, 8957); Chap. 0700 : *Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour les médaillés militaires* (p. 8957); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. Art. 2 : *Blocage de 35 milliards destinés à la S. N. C. F.* [22 décembre 1950] (p. 9474, 9475). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à l'accès au parc de Versailles [22 décembre 1950] (p. 9497). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Oppose la question préalable* [27 décembre 1950] (p. 9655, 9656, 9657, 9658); *la retire* (p. 9661); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République n'incorporant pas les décimes dans les impôts normaux* [5 janvier 1951] (p. 215); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur son amendement* [8 janvier 1951] (p. 283, 284); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à fixer par décret les catégories d'outillage et de matériel régis par la loi* [5 janvier 1951] (p. 165); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à grouper Seine et Seine-et-Oise pour la répartition du produit de la taxe locale* [5 janvier 1951] (p. 220, 224); *le retire* (p. 224). — Pose à MM. les Ministres : des Finances une question relative aux inconvénients du refus de division des bons du Trésor [26 janvier 1951] (p. 440); — du Budget une question relative aux saisies conservatoires chez des maraîchers

de la région parisienne [26 janvier 1951] (p. 441, 442). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur* [6 février 1951] (p. 759); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (ouvriers de Beaumont-le-Roger)* (p. 760); JUSTICE, Chap. 3140 : *Matériel des services extérieurs (camp de la Chataigneraie)* [16 février 1951] (p. 1255); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Lycées de Seine-et-Oise* [20 avril 1951] (p. 3633, 3634); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Plan comptable, exposition des inventions* [25 avril 1951] (p. 3959); P. T. T., Chap. 1090 : *Personnel de l'inspection générale* [2 mai 1951] (p. 4433); Chap. 1130 : *Personnel des services techniques (agents de la télégraphie sans fil)* (p. 4435); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir cinq représentants des propriétaires d'immeubles urbains* [7 février 1951] (p. 853); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder une majoration aux vieux ayant besoin d'une tierce personne rétribuée* [9 février 1951] (p. 1000); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer l'allocation aux vieillards ayant besoin des soins d'une tierce personne* (p. 1010); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1702); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951, DÉPENSES MILITAIRES; Art. 3 : *Amendement de M. Michelet tendant à faire fixer par une loi les responsabilités françaises dans la stratégie occidentale* [21 mars 1951] (p. 2408); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3385); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements, DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 25 : *Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession des dommages de guerre* [18 avril 1951] (p. 3458); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à affecter un milliard au Fonds national d'aménagement du territoire* [19 avril 1951] (p. 3546); — du projet

de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (inconvenients de la représentation proportionnelle)* [27 avril 1951] (p. 4106); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exclure les allocations familiales* [30 avril 1951] (p. 4357); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951 : *Discussion générale (ses observations sur la gestion de l'Electricité de France, Air France, et l'équipement agricole)* [5 mai 1951] (p. 4656, 4657, 4658); *Nouveau texte de la Commission* [9 mai 1951] (p. 4875); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5027, 5028); Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre la loi à d'autres catégories de lotissements* (p. 5033); *le retire* (ibid.); Art. 1<sup>er</sup> : *Subventions de l'Etat pour les lotissements défectueux* (p. 5039); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir des crédits pour les subventions prévues dans le budget de l'exercice 1952* (p. 5039); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (ses observations sur les zones de salaires en Seine-et-Oise)* [11 mai 1951] (p. 5052); — d'une proposition de loi prorogeant la législation dans les départements d'Alsace-Lorraine, amendé par le Conseil de la République; Article unique : *Situation des magistrats* [22 mai 1951] (p. 5743). = S'excuse de son absence [24 février 1950] (p. 1461); [31 mars 1950] (p. 2718). = Obtient un congé [31 mars 1950] (p. 2718).

**PANTALONI (M. le docteur Paul)**, *Député de Constantine (1<sup>er</sup> Collège)*.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 111). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa validation [30 janvier 1947] (p. 97). = Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4473, 4474, 4475, 4476, 4477). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : *Son amendement tendant à modifier la composition des circonscriptions du Constantinois* [12 février 1948] (p. 677).

**PATINAUD (M. Marius)**, *Député de la Loire*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 7 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attention toute particulière au développement de la formation professionnelle accélérée, **n° 500**. — Le 18 février 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant création d'attachés du travail, **n° 629**. — Le 5 mars 1947, une proposition de loi tendant à la mise au travail des oisifs, **n° 830**. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'organisation de la formation professionnelle, **n° 870**. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les amendements adoptés à la Constitution de l'organisation internationale du travail et la convention n° 80 portant révision des articles finals, adoptés par la 29<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du travail, **n° 1349**. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs licenciés à la suite des grèves, **n° 5974**. — Le 18 mai 1949, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qu'impose la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels, n° 7194. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement l'introduction de main-d'œuvre étrangère et à s'opposer effectivement à l'immigration clandestine, n° 7331. — Le 10 juin 1949, une proposition de loi tendant à l'application de la Constitution de la République française qui garantit aux « économiquement faibles » des moyens convenables d'existence, n° 7419. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qu'impose la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels, n° 7605. — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité provisionnelle immédiate de 3.000 fr. par mois à tous les salariés de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, ainsi qu'aux fonctionnaires, cheminots et personnels des établissements d'Etat en attendant : d'une part, la libre discussion des salaires dans le cadre des conventions collectives ; d'autre part, l'application du statut de la fonction publique, n° 8230. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels, n° 8370. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant au rétablissement de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et à la détermination d'un salaire minimum garanti, n° 8597. — Le 21 décembre 1949, une proposition de loi tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, n° 8796. — Le 24 décembre 1949, une proposition de loi tendant à obtenir qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, les fonctionnaires auxiliaires et titulaires des services de sécurité sociale ne soient plus payés sur les fonds de la sécurité sociale, n° 8841. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder pour le mois de décembre 1949 une indemnité de 3.000 francs à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, ainsi qu'aux fonctionnaires, cheminots et personnels des établissements d'Etat, n° 8861. — Le 15 juin 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés et invalides du

travail une réduction sur les tarifs de chemins de fer et des entreprises routières de remplacement de trains, n° 10315. — Le 20 février 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, n° 12273. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8796) de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, n° 12374. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an, n° 12670. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12273) de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à instituer l'échelle mobile des salaires, n° 12800. — Le 8 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues (n° 8406) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 2<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 12692) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, n° 13118.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 10). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale (Formation professionnelle)* [7 mars 1947] (p. 762, 763) ; — sur le projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1168). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de formation professionnelle [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Incidents de Saint-Etienne* [29 novembre 1947] (p. 5385). — Pose à M. le

Ministre des Finances une question relative à l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires aux marchands des quatre-saisons [6 février 1948] (p. 482). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948) : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1049, 1050, 1051); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la question grecque* [5 mars 1948] (p. 1405, 1406, 1407, 1408, 1409). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la révision des zones de salaires* [25 juin 1948] (p. 3978). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Question préalable posée par M. Robert Prigent* [28 juin 1948] (p. 4065 et suiv.); *Sur l'urgence* (p. 4076 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la violation de la loi relative aux écoles des houillères par le préfet du Loiret [15 juillet 1948] (p. 4625); — sur les assassinats perpétrés à Firminy contre les travailleurs [16 novembre 1948] (p. 6990); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur et les soi-disant interventions extérieures qui auraient déterminé des mouvements de grève [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe : *Ses observations sur l'attitude de M. Rollin, directeur de la Revue « Savez-vous »; le droit de grève et les brutalités exercées contre les mineurs; les motifs de la grève et la fusillade de Firminy* [17 novembre 1948] (p. 7046 et suiv.). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder les allocations familiales aux travailleurs en grève : *Ses observations sur la hausse de l'indemnité des Députés* [24 novembre 1948] (p. 7202, 7203). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en matière de formation professionnelle accélérée [3 février 1949] (p. 324); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre à la Société de construction et d'études de moteurs de Saint-Etienne de poursuivre son activité et sur la réalisation du plein emploi à l'usine Duralumin de Rive-de-Gier [8 février 1949] (p. 429). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur la formation professionnelle accélérée* [15 février 1949] (p. 598, 599). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le

Code du travail : *Son rappel au règlement* [18 février 1949] (p. 678, 679); *Pose la question préalable* (p. 679, 680, 681, 682); *Discussion générale* (p. 705, 706, 707, 708); Art. 3 : *Amendement de M. Besset tendant à supprimer l'article* (p. 712); Art. 4 : *Rappel au règlement de M. Boutavant (Absence du quorum nécessaire au vote)* (p. 717); Art. 5 : *Son amendement tendant à faire assister l'ingénieur des mines par des représentants des syndicats* (p. 718); Art. 9 : *Amendement de M. Meck relatif à l'ordre de répartition des sièges de délégués* (p. 721); *Renvoi du débat* (ibid.); Art. 11 : *Amendement de M. Sion relatif aux fonctions des délégués de surface* (p. 722); Art. 12 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer l'article* (p. 723) *Amendement de M. Meck tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 724); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 740, 741, 742); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1258); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à reprendre le chiffre de dix ans* (p. 1260, 1261). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de la prochaine séance* [18 février 1949] (p. 724). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation du commandant Vial-Massat, héros de la Résistance [15 mars 1949] (p. 1647). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1692, 1694); Chap. 318 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les commissions de classement des communes dans les zones de salaire* (p. 1696); Chap. 401 : *Fonds national de chômage* (p. 1698); Chap. 506 : *Centre national de formation professionnelle accélérée* (p. 1698, 1699, 1700); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2731, 2732); Art. 2 : *Relèvement du salaire de base servant pour le calcul de la rente* (p. 2733, 2734); Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 2735); — du projet de loi relatif aux accidents du travail dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2736); Art. 8 : *Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret fixant*

la date et les modalités d'application de la loi (p. 2737, 2738). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale [30 juin 1949] (p. 3998); la développe [10 juillet 1949] (p. 4522, 4527, 4528, 4529, 4530, 4531, 4532, 4533, 4559, 4607); *Son ordre du jour tendant à ne pas porter atteinte au régime de la sécurité sociale* [13 juillet 1949] (p. 4707, 4708); *Sa demande de vote par division* (p. 4720). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à lutter contre le chômage : *Urgence* [30 juin 1949] (p. 3949); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ajournement du débat* [2 juillet 1949] (p. 4114, 4115); *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4170, 4171); Art. 2 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [5 juillet 1949] (p. 4178); Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas supprimer l'allocation temporaire à ceux qui ne bénéficient pas de la loi du 17 janvier 1948* (p. 4180, 4182); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 4182, 4183); Art. 7 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs la retraite des vieux* (p. 4184); *Division de la loi en deux à la demande du Gouvernement* (p. 4185); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4186); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi concernant les vieux non rattachés à une caisse de la sécurité sociale avant le 1<sup>er</sup> novembre 1949* [13 juillet 1949] (p. 4672). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la sécurité sociale* [9 juillet 1949] (p. 4491). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à abroger le décret du 25 mars 1949* [13 juillet 1949] (p. 4739, 4740); *Amendement de M. Gazier tendant à exclure les organismes de la mutualité sociale agricole* (p. 4741); Art. 4 : *Amendement de M. Gazier tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées à des associations privées* (p. 4743); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée* [27 octobre 1949] (p. 5938, 5939). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Octroi de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux fonctionnaires et*

*à tous les salariés*) [8 novembre 1949] (p. 6019); *Son rappel au règlement* [13 décembre 1949] (p. 6813). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi octroyant une indemnité provisionnelle de 3.000 francs à tous les salariés : *Urgence* [15 novembre 1949] (p. 6099, 6100). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Débat sur l'amnistie des travailleurs condamnés pour faits de grève*) [13 décembre 1949] (p. 6815). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6901, 6909, 6910, 6911, 6912, 6926); Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement* [20 décembre 1949] (p. 7045); *Son rappel au règlement (Prise en considération de l'absence du quorum)* (p. 7046, 7047); *Son rappel au règlement* [23 décembre 1949] (p. 7197); Art. 1<sup>er</sup> (art. 31 du Code du travail) : *Amendement de M. Hugues tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* (p. 7198, 7199); *Amendement de M. André tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure des conventions collectives* (p. 7200); Art. 31 D du Code du travail : *Amendement de M. Devinat tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministère à une convention collective* (p. 7202, 7203); Art. 31 E du Code du travail : *Amendement de M. Hughes tendant à mentionner « sauf stipulations contraires desdits contrats »* (p. 7205); Art. 31 F du Code du travail : *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir des conventions entre les employeurs et tout ou partie des travailleurs* [31 décembre 1949] (p. 7641); *Amendement de M. Lespès tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie de travailleurs intéressés* (p. 7643); *Amendement de M. Poimboeuf tendant à permettre aux représentants syndicaux des diverses catégories professionnelles de discuter les avenants aux conventions* (p. 7644); *Ses explications de vote sur l'article* [3 janvier 1950] (p. 30); Art. 31 G : *Amendement de M. Lespès relatif aux dispositions que doivent contenir toutes les conventions collectives* (p. 31); *Amendement de M. Gazier tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal salaire égal »* (p. 32, 33); *Amende-*



ment de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions du fonctionnement de l'apprentissage (p. 34, 35, 36); Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de liaison entre la rémunération et la productivité (p. 39); Amendement de Mme Claeys tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe 6 relatif au travail à temps réduit (p. 40); Art. 31 I : Amendement de M. Poimboeuf relatif au cas où des conventions nationales n'existeraient pas (p. 43, 44); Art. 31 J : Amendement de MM. Devinat et Bichet tendant à ne pas exiger l'extention obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention (p. 57, 58, 59, 60); Son rappel au règlement (vote des Indépendants d'outre-mer) (p. 61); Amendement de M. Capitant tendant à consulter employeurs et salariés par referendum au sujet de l'extension d'une convention collective (p. 63); Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé » (p. 65); Ses explications de vote sur l'article (p. 68); Art. 31 N : Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « après avis motivé » [4 janvier 1950] (p. 83); Art. 31 O : Amendement de M. Devinat tendant à prévoir dans les conventions d'établissement d'autres clauses que celles mentionnées (p. 84); Amendement de M. Lefebvre tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité (p. 86); Art. 31 P : Amendement de M. Hugues tendant à fixer par décret ministériel les éléments de la rémunération du personnel (p. 87); Son rappel au règlement (Doute sur le vote à main levée) (p. 88); Art. 31 X : Sous-amendement de M. Bouxom tendant à introduire trois représentants de l'Union nationale des associations familiales dans la commission supérieure des conventions collectives (p. 91); Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles (p. 108); Art. 4 : Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail (p. 110, 113); Art. 7 : Arbitrage obligatoire en cas de conflits du travail (p. 118, 119); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le texte gouvernemental concernant l'arbitrage (p. 123); Art. 12 : Amendement

de M. André relatif à la composition de la Cour supérieure d'arbitrage (p. 142); Art. 20 : Amendement de M. Cayol relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la marine marchande (p. 146); Amendement de M. Lespès tendant à maintenir les avantages acquis dans les conventions collectives antérieures (p. 147); Amendement de M. Devinat tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie (p. 148); Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 Y du Code du travail) : Son rappel au règlement (Amendements proposés par le Gouvernement grâce à certains Députés complaisants) (p. 149); Amendement de M. Devinat tendant à charger la commission supérieure des conventions collectives d'étudier la composition d'un budget type (p. 152, 153); Son amendement tendant à faire établir le salaire minimum vital par la commission supérieure des conventions collectives (p. 153); Sous-amendement de M. Gazier tendant à prévoir que le budget type servira à l'établissement du salaire minimum national interprofessionnel (p. 153, 154); Sous-amendement de M. Gazier tendant à ne pas tenir compte des conditions économiques générales pour l'établissement des salaires (p. 154); Son sous-amendement tendant à prévoir l'avis conforme de la commission supérieure des conventions collectives pour la fixation du salaire minimum national interprofessionnel (p. 155); Sous-amendement de M. Chassaing tendant à prévoir la communication de ce décret au Bureau international du travail (p. 156); Son sous-amendement tendant à établir le salaire minimum vital sur la base de la semaine de 40 heures (p. 156); Son sous-amendement tendant à instituer l'échelle mobile des salaires (p. 156); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [2 février 1950] (p. 902, 903, 904, 905); Art 1<sup>er</sup> : (Art. 31 du Code du travail) : Amendement de M. Gazier tendant à prévoir des conventions collectives pour le personnel des caisses d'épargne privées (p. 910); Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions du transport (p. 913, 914); Art. 31 A : Amendement de M. André tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle (p. 926, 927); Art. 31 F : Amendement de M. Bichet tendant à reprendre les deuxième et troisième alinéas du texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes (p. 931); Amende-

ments de M.M. Pierre André, Lespès, Degoutte, Bichet et Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes [3 février 1950] (p. 955); Demande de vote par division demandée par M. Joubert (p. 958); Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales (p. 959, 960); Art. 31 F : Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant des conventions annexes pour chaque catégorie professionnelle (p. 972, 973); Art. 31 G : Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la liste des dispositions obligatoirement insérées dans les conventions collectives (p. 976); Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'apprentissage (p. 976, 977, 978, 979); Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi du personnel à capacité réduite (p. 980, 981); Art. 31 I : Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République fixant les clauses contenues dans les conventions régionales ou locales (p. 985); Art. 31 O : Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la conclusion d'accords particuliers à un ou plusieurs établissements et prévoyant des primes de productivité (p. 989, 990); Rappel au règlement de M. de Moro-Giafferri (Ses observations sur les éventuelles participations aux bénéfices des ouvriers) (p. 992, 993); Demande de renvoi de la discussion, devenue impossible par suite de la démission des Ministres socialistes, présentée par le Gouvernement (p. 1005); Art. 31 X : Amendement de M. Gazier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales [8 février 1950] (p. 1068); Art. 2 bis : Amendement de M. André tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève (p. 1070, 1071); Art. 3 bis : Non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève (p. 1073); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1089, 1090). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : Proposition du Gouvernement de suppri-

mer les séances des 17 et 18 décembre 1949 [16 décembre 1949] (p. 6978); — sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives [19 décembre 1949] (p. 7007, 7008); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de la proposition de loi portant amnistie des travailleurs condamnés pour faits de grève [20 décembre 1949] (p. 7030); — sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives [21 décembre 1949] (p. 7104). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [22 décembre 1949] (p. 7134, 7135); Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 7136); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 7137, 7138). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : Paroles prononcées par M. Arthaud au sujet de la politique coloniale française [23 décembre 1949] (p. 7194); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives [27 décembre 1949] (p. 7356, 7357). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement autorisant l'entrée en France d'outillage agricole allemand [29 décembre 1949] (p. 7509). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : Suite du débat sur les conventions collectives [3 janvier 1950] (p. 45); — sur le procès-verbal de la séance précédente : Ses observations sur le vote de l'U. R. P. lors de la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives [4 janvier 1950] (p. 103); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur la prime de 3.000 francs accordée aux salariés [19 janvier 1950] (p. 359, 360). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : Discussion générale [26 janvier 1950] (p. 522, 523, 524, 525, 526, 538, 539); Son contre-projet tendant à attribuer la prime à tous les salariés quel que soit leur traitement (p. 544, 545); Amendement de M. Moisan tendant à rapprocher le mois de référence de la date de paiement (p. 547); Ses explications de vote (p. 552, 553); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> ; Application de la peine de réclusion

pour les infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal [3 mars 1950] (p. 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1768, 1769); *Sous-amendement de M. Tournaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* (p. 1821). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa protestation contre la longueur des vacances parlementaires* [21 mars 1950] (p. 2237, 2238). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* [16 mai 1950] (p. 3731). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la création du combinat germano-français de la houille et de la sidérurgie [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lecourt tendant à appliquer la majoration aux agents de la fonction publique* [31 mai 1950] (p. 4044, 4045); *Amendement de M. Bouxom tendant à substituer le mois de juin au mois de mai pour la date de l'échéance* (p. 4045); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4046); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4238, 4239, 4240); Chap. 1060 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4253); Chap. 4030 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage* (p. 4266); Chap. 4060 : *Motion de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* (p. 4268); Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* (p. 4285, 4286). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture du centre d'éducation populaire de Terrenoire [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur la suppression de dix directions départementales du travail et de la main-d'œuvre [17 octobre 1950] (p. 6920); — sur le déficit de la sécurité sociale provoqué par la hausse des prix [18 novembre 1950] (p. 7914). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Etouffement de la discussion budgétaire* [5 décembre 1950] (p. 8626, 8627). — Prend part à la discussion :

du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* [4 janvier 1951] (p. 109); *Discussion générale (Attitude du Commissaire du Gouvernement)* (p. 129); *Son rappel au règlement (Continuation du débat)* (p. 149); *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* (p. 150); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [25 janvier 1951] (p. 383, 384); — du projet de loi portant dévolution des biens de presse : *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant le renvoi du débat à quinzaine* [30 janvier 1951] (p. 508); *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* (p. 509); *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* (p. 512); *Son rappel au règlement (Levée de la séance)* (p. 513, 514). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Absence du quorum* [30 janvier 1951] (p. 516, 517); [2 février 1951] (p. 707, 708, 709); — pour un incident : *Injustice de la loi relative à la dévolution des biens des entreprises de presse* [2 février 1951] (p. 712, 713); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son rappel au règlement (Heure de la prochaine séance)* [2 février 1951] (p. 718). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 903, 904, 905, 906); *Demande de prise en considération de la lettre rectificative présentée par le Gouvernement* (p. 913); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à abroger le décret du 24 janvier 1951 relatif aux compensations interprofessionnelles des prestations familiales* (p. 924); *Son rappel au règlement* (p. 925); *Amendement de M. Beugniz tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales de toutes les catégories en février et mars 1951* (p. 926, 927); Art. 2 : *Sous-amendement de M. Viatte tendant à faire présider la commission prévue par le président de la Commission du travail* (p. 941); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1951] (p. 1748, 1749, 1750, 1751, 1752); Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre les ouvertures de crédit prévues par l'Assemblée Nationale* (p. 1754); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 988); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Renard tendant à porter l'allocation à 66.000 francs par an*

(p. 995); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à porter l'allocation à 55.000 francs par an sans abattement de zone* (p. 997); Art. 2 : *Revalorisation des rentes versées aux vieux travailleurs salariés* (p. 1002, 1003); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap 1000 : *Ses observations sur la misère des travailleurs, la politique d'immigration et la grève de la R.A.T.P.* [16 mars 1951] (p. 2061, 2062, 2063); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Demande de rétablissement du texte du Conseil de la République tenant compte de la situation des descendants, présentée par le Gouvernement* [21 mars 1951] (p. 2439); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2444, 2445). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la suppression des abattements de zones de salaires* [17 avril 1951] (p. 3405). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion de M. Billoux (Echelle mobile des salaires)* [10 mai 1951] (p. 4956); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5038).

**PAUL (M. Gabriel), Député du Finistère.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, **n° 913**. — Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de

la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gaston Cardonne et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à l'indemnisation des heures perdues par le personnel des entreprises des commissionnaires en douane de Cerbère et Hendaye à la suite des mesures exceptionnelles fermant la frontière franco-espagnole; 2° de M. Noguères et plusieurs de ses collègues ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, **n° 2243**. — Le 9 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une seconde tranche de crédits nécessaires pour les travaux d'urgence à allouer aux habitants de la ville de Brest et environs victimes de l'explosion du 28 juillet, **n° 2368**. — Le 21 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale ayant pour objet le versement d'indemnités compensatrices aux travailleurs de Cerbère et d'Hendaye réduits au chômage par la fermeture de la frontière espagnole, **n° 2466**. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour la remise en service du port de Brest et la réparation des digues, **n° 5257**. — Le 10 février 1949, un avis au nom de la commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions, **n° 6381**. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à assurer au jeune homme libéré du service militaire la continuité de son contrat de travail, **n° 7276**. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le statut du personnel des centres d'apprentissage, **n° 7627**. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'établissement d'une féculerie à la Poudrerie nationale du Pont-de-Buis, **n° 7629**. — Le 6 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglé-

menter, pour les prochaines campagnes de chasse, la chasse à la bécasse, afin d'accorder à tous les chasseurs, conformément à la réglementation des lois en vigueur, le droit de pratiquer la chasse à la bécasse, n° 7761. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans, n° 8477. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3 000 francs aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans, n° 8495. — Le 31 décembre 1949, une proposition de loi tendant à assurer aux salariés libérés de leurs obligations militaires le bénéfice de leurs congés payés, n° 8927. — Le 24 janvier 1950, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement de leur loyer les sinistrés logés en baraques, n° 9046. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales pour tout enfant à charge jusqu'à 17 ans et pendant la durée de l'apprentissage, n° 9140. — Le 24 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure qui réduit de plus de moitié le taux de l'indemnité dite de difficulté exceptionnelle d'existence dont bénéficiaient les fonctionnaires de Brest, n° 9334. — Le 19 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret n° 50-1029 du 23 août 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti, n° 11072. — Le 23 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les victimes de la tempête qui a soufflé sur les côtes bretonnes le 20 novembre 1950 et à faire réparer d'urgence les baraques endommagées, n° 11407. — Le 15 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une réduction de tarif de 50 0/0 sur les réseaux de la S. N. C. F. aux scolaires, étudiants, apprentis, se rendant en vacances dans leur famille, n° 11668. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et janvier aux travailleurs de l'État, n° 11710. — Le 30 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la

sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11072) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 du décret n° 50-1029 du 23 août 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti, n° 11820. — Le 25 janvier 1951 une proposition de loi portant à 100 milliards les crédits destinés à la construction d'habitations à loyer modéré, n° 11949 (rectifié). — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 11302) de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage, n° 12207. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels civils placés sous le régime militaire, le bénéfice du cumul de pensions d'ancienneté et d'invalidité, n° 12381. — Le 17 mai 1951 une proposition de loi tendant à accorder aux militaires stationnés sur le territoire métropolitain une permission exceptionnelle de quarante-huit heures pour exercer leur droit de vote aux élections législatives de juin 1951, n° 13287.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de la catastrophe de Brest et les responsabilités encourues [4 août 1947] (p. 3913). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre pour l'exercice 1948 ; Art. 7 : *Son amendement tendant à faire gérer par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées du Finistère les fonds destinés aux sinistrés de Brest* [30 décembre 1947] (p. 6510, 6511) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 : *Taux des allocations de vieillesse par rapport à l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [31 décembre 1947] (p. 6665) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; ETAT A : Chap. 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au Service des Poudres* [8 juillet 1948] (p. 4474, 4476) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ;

ÉTAT A : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4980, 4982) ; *le retire* (p. 4983) ; — de la proposition de loi portant application de la sécurité sociale aux étudiants : *Discussion générale* [4 août 1948] (p. 5333) ; Art. 5 : *Amendement de M. Barangé tendant à baser la participation de l'Etat sur les cotisations des étudiants* (p. 5335) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 7 : *Son amendement tendant à excepter de la compétence des pouvoirs réglementaires les centres d'apprentissage et de formation professionnelle* [10 août 1948] (p. 5674, 5675) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'âge nécessaire pour l'éligibilité* [12 août 1948] (p. 5739) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 529, 530, 531) ; *Son amendement tendant à verser la prime entière aux salariés de moins de 16 ans* (p. 548, 549). — Dépose une demande d'interpellation : sur le congédiement des membres du syndicat de l'arsenal de Brest [7 février 1950] (p. 1018) ; — sur les incidents de Brest et l'arrestation illégale de Marie Lambert et d'Alain Signor, Députés du Finistère [25 avril 1950] (p. 2806) ; la développe [27 avril 1950] (p. 3010, 3011, 3012) ; *Discussion générale* (p. 3019, 3020, 3021) ; *Ordre du jour de M. de Menthon approuvant l'attitude du Gouvernement* [28 avril 1950] (p. 3038). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protection et surveillance des pêches (pêche au marsouin)* [8 juin 1950] (p. 4530) ; Chap. 6070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement des avaries non couvertes par les assurances* [9 juin 1950] (p. 4558, 4559) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 39 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat pour les dépenses d'attribution de l'allocation* [13 décembre 1950] (p. 9035, 9036) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amende-*

*ment tendant à majorer les allocations familiales des fonctionnaires* [8 février 1951] (p. 929) ; *Son amendement tendant à porter la majoration de 20 à 30 0/0* (p. 931) ; *Son amendement tendant à verser les allocations familiales pour les jeunes apprentis* (p. 932, 933) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ouvrir des crédits pour l'augmentation des prestations familiales des travailleurs de l'Etat* (p. 944, 945) ; *le retire* (p. 945) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 55.000 francs par an sans abattement de zone* [9 février 1951] (p. 995, 996, 997) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* [21 mars 1951] (p. 2258, 2259) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 2261). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des ouvriers de l'arsenal de Brest [12 avril 1951] (p. 3203). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3401, 3402, 3403) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux allocations familiales dues pour les apprentis* [30 avril 1951] (p. 4343) ; — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur le fonds national de chômage* [8 mai 1951] (p. 4802).

**PAUL (M. Marcel)**, Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195).

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion

des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2098, 2099, 2100). = Donne sa démission de Député [20 avril 1948] (p. 2089).

**PAULY (M. Paul), Député de la Creuse.**

Donne sa démission de Député [6 décembre 1950] (p. 8724) (1).

**PAUMIER (M. Bernard), Député du Loir-et-Cher.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [11 mars 1946] (p. 796). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

**Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 74**. — Le 21 décembre 1946, une proposition de loi relative à la remise en valeur de terres incultes et tendant à favoriser l'accroissement de la production agricole, **n° 182**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réorganiser l'Ecole nationale

d'horticulture de Versailles, **n° 344**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de la loi du 13 avril 1946 instituant le statut du fermage et du métayage, les exploitations agricoles remises en culture, **n° 373**. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil (loi du 20 août 1881) et à modifier la distance de la ligne séparative pour les plantations d'arbres d'essence forestière, **n° 872**. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'autres dispositions pour répartir équitablement les surplus allés, **n° 897**. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures tendant à débloquer, pour les vins récoltés en 1946, les déclarations de récoltes des viticulteurs titulaires d'un titre de propriété viticole ou ayant contracté un bail de fermage ou de métayage viticole au plus tard le 15 février 1946, **n° 1065**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Présidence du Conseil (VI. — Haut-Commissariat à la distribution et Etat C, Monnaies et médailles, **n° 1556**. — Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 16 janvier 1947 créant la commission administrative de la Sologne, et à désigner une Commission d'enquête pour vérifier la gestion et les comptes du commissariat à la Sologne, **n° 1844**. — Le 7 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer d'urgence la prime de 75 francs par quintal de blé, en application de la décision gouvernementale qui porta le prix du blé à 1.078 francs les 100 kilos pour toute la campagne, **n° 1919**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi du 27 juin 1941 instituant le commissariat à la Sologne, **n° 1932**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à affecter 1 0/0 du produit de la vente des médailles de l'Administration des monnaies et médailles aux œuvres sociales de cette Administration gérées par le comité d'entreprise,

(1) M. Pauly, qui avait été proclamé Député par la Commission de recensement du département de la Creuse le 25 novembre 1950, en remplacement de M. Cerclier, décédé, a donné sa démission avant que l'Assemblée procède à sa validation.

**n° 2005.** — Le 22 juillet 1947, une proposition de loi tendant à porter à 730 et 880 francs par mois les taux pour les infirmes et les incurables de moins de 60 ans, tels qu'ils sont définis au paragraphe 3<sup>o</sup>, article 20, de la loi du 14 juillet 1905, **n° 2089.** — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Agriculture un crédit d'un milliard de francs destiné aux agriculteurs pour pertes de récoltes dues à la grêle, **n° 2168.** — Le 25 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la collecte du blé par l'échange du blé contre du maïs ou autres céréales secondaires, **n° 2487.** — Le 5 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir le bénéfice des prestations familiales pour certaines catégories de petits agriculteurs et de salariés agricoles qui en sont exclus par une application arbitraire de la loi du 22 août 1946, **n° 2776.** — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne, **n° 2844.** — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi abrogeant la décision n° 2464 du Comité central des prix, prise en date du 1<sup>er</sup> avril 1942, **n° 2875.** — Le 20 décembre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la restauration de l'habitat rural et à compléter la loi du 21 novembre 1940, **n° 2953 (rectifié).** — Le 22 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir au bénéfice des prestations familiales certaines catégories de petits agriculteurs et de salariés agricoles qui en sont exclus par une application arbitraire de la loi du 22 août 1946, **n° 2980.** — Le 27 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la suppression de toutes les taxes sur l'avoine pour la partie de ce produit vendue au marché libre, **n° 3153.** — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à majorer le montant des prêts consentis aux artisans par la loi du 21 mars 1944, **n° 3154.** — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin, supprimé par le décret-loi du 31 mai 1938, et relatif aux déclarations de récoltes, **n° 3166.** — Le 6 février 1948, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la chasse au lapin en Sologne, **n° 3276.** — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 31 hectolitres à l'hectare la quantité admise en déduction pour frais de culture dans les décomptes de l'impôt exigible des viticulteurs produisant des vins d'appellation, au titre du bénéfice agricole de 1947, **n° 3333.** — Le 27 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en place le personnel et le cadre actuel de l'administration des Haras, **n° 3606.** — Le 9 mars 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 40 de la loi n° 46-2913 du 23 décembre 1946, portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 3726.** — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure les produits industriels d'importation, destinés à l'équipement agricole, dans la liste des produits inclus dans l'avis n° 292 de l'Office des changes et pour l'importation desquels des devises seront fournies par l'Office des changes, **n° 3881.** — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 48 du Code du vin, **n° 3988.** — Le 22 avril 1948, une proposition de loi autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires, **n° 3990.** — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Agriculture. II. — Services du Ravitaillement, **n° 4046.** — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Monnaies et médailles, **n° 4046.** — Le 25 mai 1948, une proposition de loi tendant à mo-



difier l'article 352 du Code général des impôts directs, n° 4313. — Le 9 juin 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin, supprimé par le décret-loi du 31 mai 1938, et relatif aux déclarations de récolte, n° 4495. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 48-845 du 2 mai 1948 relatif à la création de comités agricoles régionaux, n° 4633. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi tendant à rétablir la commission paritaire chargée de déterminer le prix du tabac, n° 4757. — Le 29 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le bon de circulation en matière de ravitaillement, n° 4760. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables à l'approvisionnement en cuivre pur, n° 5057. — Le 27 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à constituer immédiatement le Fonds national de modernisation et d'équipement prévu par l'article premier de la loi du 7 janvier 1948; 2° à affecter à ce fonds de modernisation et d'équipement le tiers du produit du prélèvement exceptionnel et à fixer aux trois cinquièmes de cette somme la fraction devant être utilisée au bénéfice de l'équipement rural, n° 5069. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures en vue du paiement régulier des prestations familiales agricoles, n° 5686. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renouveler les accords avec la Tchécoslovaquie pour importation de gibier vivant destiné au repeuplement de notre territoire national, n° 5772. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser les cotisations aux allocations familiales payées par les artisans, n° 6129. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 590 millions comme conséquence d'une distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre à l'occasion des fêtes de fin d'année, n° 6302. — Le 4 février

1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du Ministre des Finances, n° 6323. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant à supprimer les commissions d'achat, n° 6354. — Le 18 février 1949, une proposition de loi tendant à élever le montant des impositions prévu à l'article 383 bis du Code général des impôts directs, à partir duquel le paiement s'effectue par anticipation, n° 6505. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6510. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à abaisser de 30 0/0 les droits de circulation sur les vins, n° 6925. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1924 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1949, n° 7397. — Le 14 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 16 janvier 1947 créant la commission administrative de la Sologne et à désigner une commission d'enquête pour vérifier la gestion et les comptes du commissariat à la Sologne, n° 7447. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du 9 novembre 1948 portant création d'une caisse nationale de péréquation du lait, n° 7468. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer certaines taxes parafiscales abusives et illégales, et à appliquer immédiatement l'article 261 du décret du 9 décembre 1948, n° 7720. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 182 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 et permettant aux invalides de guerre de bénéficier du taux d'invalidité militaire pour être exonérés du paiement des cotisations aux allocations familiales, n° 7723. — Le 7 juillet 1949, une proposition de loi tendant à reclasser les fonctionnaires appartenant au corps des services agricoles, n° 7782. — Le

22 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 9 mars 1941 validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, concernant le remembrement, n° 7989. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à accorder un dégrèvement aux utilisateurs de carburant agricole, n° 8208. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 et l'article 4 de la loi n° 47-1706 du 4 septembre 1947 et tendant à porter à 3 millions de francs le montant de la succession au-dessus de laquelle les arrérages servis au titre de l'allocation vieillesse ou de l'allocation aux économiquement faibles ne seront pas récupérés, n° 8869. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 6 février 1950 n° 50-170 sur la prime décadaire de stockage, n° 9502. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à abroger les articles 257 et 258 du décret n° 481-986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 9509. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la destruction du gibier nuisible et à revenir à la réglementation en usage avant 1939, n° 10147. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement du prélèvement exceptionnel, de l'impôt foncier, de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive les producteurs victimes des calamités agricoles, n° 10276. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 1421 du Code général des impôts et permettant à tous les cultivateurs victimes de la grêle de bénéficier de dégrèvements d'impôt foncier, n° 10277. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention compensatrice aux sinistrés du Loir-et-Cher à la suite des dégâts occasionnés en 1950 par les orages et par la grêle, n° 10370. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le Cher comme rivière canalisée en attribuant les crédits nécessaires imputés au budget du Ministère des Travaux publics, n° 10394. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à supprimer les comités agricoles régionaux et la Commission nationale des investissements; 2° à classer les caves

coopératives parmi les activités prioritaires en matière de crédit; 3° à maintenir des subventions pour ces caves au budget de l'Agriculture; 4° à prolonger pour la coopérative viticole les prêts à long terme jusqu'à vingt-cinq et trente ans, n° 10574. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à supprimer les taxes fiscales et parafiscales grevant le prix du lait et à simplifier la législation en cours, n° 10612. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 50-401 du 3 avril 1950 en vue d'exonérer complètement du droit de timbre exceptionnel les tracteurs agricoles et véhicules utilitaires de plus de 1.000 kilos employés par les agriculteurs et les coopératives agricoles, n° 10615. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du paiement des cotisations aux allocations familiales et aux assurances sociales les cultivateurs victimes de calamités agricoles, n° 10697. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à suspendre l'obligation faite aux organismes coopératifs ou mutuels, en vertu de l'article 1922 du Code général des impôts, de répondre pour leurs sociétaires des sommes dues par ceux-ci au Trésor, n° 10976. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 4 du décret n° 50-1088 du 30 août 1950 rétablissant la taxe permanente dégressive prévue par l'article 15 bis du Code du blé, n° 10977. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 1756 du Code général des impôts instituant une pénalité de 50 0/0 en cas d'insuffisance dans le paiement des acomptes provisionnels, n° 11207. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le droit de piégeage afin de mieux détruire le gibier nuisible, n° 11262. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à supprimer certaines taxes fiscales grevant le prix du blé, du seigle et du pain, n° 11423. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de loi tendant à supprimer le décret n° 50-1435 du 18 novembre 1950 portant institution d'une cotisation de 0,5 0/0 sur la valeur des produits laitiers importés au profit du service provisoire de l'économie laitière, n° 11489. — Le 5 décembre 1950, une

proposition de loi tendant à établir un juste taux du fermage pour les baux stipulés en vin, n° 11508. — Le 3 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques), Finances et Affaires économiques, Budget annexe des Monnaies et Médailles, Crédits concernant le budget annexe des Monnaies et Médailles, n° 11839. — Le 25 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer immédiatement la ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture instituée par la loi n° 50-1009 du 19 août 1950, n° 11948. — Le 6 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence les crédits nécessaires au chapitre 3070 du budget du Ministère de la Justice pour assurer les dépenses de fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux, n° 12089. — Le 8 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement toutes mesures utiles pour approvisionner le marché du sulfate de cuivre et du soufre et à en ramener les prix à un taux ne dépassant pas les prix pratiqués au cours de l'année 1950, n° 12123. — Le 14 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, avant le 1<sup>er</sup> mars 1951, le projet de loi prévu à l'article premier de la loi n° 50-960 du 8 août 1950, tendant à organiser l'assurance contre les calamités agricoles, n° 12199. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, avant le 1<sup>er</sup> mai 1951, le projet de loi prévu à l'article premier de la loi n° 50-960 du 8 août 1950, tendant à organiser l'assurance contre les calamités agricoles, n° 12291. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant : 1° à modifier l'article 4 du décret n° 50-1272 du 12 octobre 1950, relatif à la commission paritaire chargée de déterminer le prix d'achat des tabacs indigènes ; 2° à fixer les élections des membres du Conseil consultatif des tabacs ; 3° à fixer le prix du tabac avant le 15 décembre de chaque année, n° 12338. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à maintenir tous les crédits d'un total de

15.856.562.000 francs affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture), n° 12343. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 710 du Code général des impôts et portant de 1 à 3 millions de francs la valeur des biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique, exonérée des droits de soulte, n° 12458 (rectifié). — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits d'enregistrement frappant les marchés des travaux et fournitures des communes et autres établissements publics, n° 12461. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 12572) de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une avance de trésorerie aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles afin de permettre à ces dernières de verser immédiatement aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration de 20 0/0 des prestations familiales conformément à la loi du 3 mars 1951, n° 12623. — Le 17 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire aboutir les revendications particulières des sous-agents des haras et assimilés, n° 12860. — Le 19 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence les arrêtés fixant les revalorisations des pensions vieillesse-assurances sociales, n° 12907. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier certains règlements de chasse et à permettre la destruction du gibier nuisible, n° 13123.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* [22 décembre 1946] (p. 268). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 35 : *Avances mises à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole* [6 mars 1947] (p. 689); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 907 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits accordés pour la mise en valeur de la Sologne*

[7 mars 1947] (p. 712). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du pain, du blé et de la viande [16 mai 1947] (p. 1626, 1627); — de la proposition de loi de M. Delahoutre relative au forfait en matière d'impôt sur les bénéficiaires agricoles : *Discussion générale* [22 mai 1947] (p. 1718); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 69 : *Droit d'inscription aux concours d'entrée dans les écoles vétérinaires* [29 mai 1947] (p. 1796); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, en qualité de *Rapporteur*, Chap. 114 [10 juin 1947] (p. 2009, 2010, 2011); Chap. 601 : *Crédits pour imprimés nécessaires aux mesures de restriction* [12 juin 1947] (p. 2038); AGRICULTURE, Chap. 319 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques* (p. 2056); Chap. 525 : *Foyers ruraux* (p. 2070, 2071); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 700 : *Organisation et contrôle des transports routiers (Double secteur pour l'essence)* [19 juin 1947] (p. 2255, 2256, 2257); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 106 : *Personnel contractuel des services extérieurs* [7 août 1947] (p. 4038). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 38 : *Son amendement tendant à augmenter l'allocation aux vieux, infirmes et incurables* [23 juin 1947] (p. 2388); Art. 39 : *Son amendement tendant à porter de 820 à 850 francs par mois l'allocation temporaire aux vieux* (p. 2389). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa (Ses explications de vote)* [30 juillet 1947] (p. 3709). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Son amendement tendant à inclure le mot « marchandises » dans la liste des produits rationnés* [28 août 1947] (p. 4765); le retire (ibid.); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Amendements de MM. Plevin, Vée et Moussu*

*tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* [22 décembre 1947] (p. 6134). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 59 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6449); le retire (p. 6449); Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* (p. 6452); Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux droits sur les vins d'appellation contrôlée* (p. 6453); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions financières en 1948; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6593); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'agriculture* [6 février 1948] (p. 463, 464); Art. 2 : *Amendement de M. Valay relatif aux prestations au titre agricole* (p. 471); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1056, 1057); Art. 15 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 1113, 1114); Art. 16 : *Son amendement analogue* (p. 1114); Art. 18 : *Son amendement analogue* (p. 1114); Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse de crédit agricole en faveur des prisonniers et déportés* (p. 1115); le retire (ibid.); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions paritaires du prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1471, 1472); le retire (p. 1473); *Amendement de M. Courant tendant à modifier la composition et la compétence de ces commissions paritaires* (p. 1473); *Son amendement tendant à faire élire par les contribuables d'une même catégorie leur représentant à la commission paritaire départementale* (p. 1475); Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 1517); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 23 : *Son amendement tendant à ne pas majorer l'impôt foncier pour les exploitants agricoles travaillant en famille* [23 avril 1948] (p. 2254); *Son amendement relatif au calcul de la majoration de l'impôt foncier par une com-*

*mission communale paritaire* (p. 2256, 2257); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Calcul de la majoration des revenus cadastraux* [13 mai 1948] (p. 2575); Art. 56 bis : *Son amendement tendant à reprendre cet article relatif aux coefficients applicables aux revenus fonciers imposables pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [10 juin 1948] (p. 3385). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 avril 1948 : *Taxation des bénéfices agricoles* [29 avril 1948] (p. 2332). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à la stabilisation du prix des baux à ferme : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2418, 2419); Article unique : *Contre-projet de M. Laurens tendant à permettre le recours devant les tribunaux paritaires* (p. 2424, 2425); *Amendement de M. Detcos tendant à supprimer la référence à la loi du 27 février 1946* (p. 2436); — de la proposition de loi relative au calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole : *Demande de discussion d'urgence* [4 mai 1948] (p. 2506, 2507); — de la proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 7 : *Amendement de M. Audéguil relatif à la perception des recettes du Conseil* [14 mai 1948] (p. 2634); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 406 : *Subventions aux caisses d'allocations familiales agricoles* [25 mai 1948] (p. 2916, 2917); MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5036); AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur* [2 août 1948] (p. 5203, 5204); Chap. 100 : *Sa réponse à Mme Degrond* (p. 5212); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Administration centrale* (p. 5215); Chap. 104 : *Amendement de Mme Degrond tendant à rétablir les crédits prévus pour l'inspection générale* (p. 5216); Chap. 107 : *Amendement de Mme Degrond tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel des services extérieurs* (ibid.), Chap. 301 : *Amendement de M. Dumet tendant à réduire de 1 million les crédits pour loyers et réquisitions* (p. 5217); Chap. 308 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais de déplacements* (p. 5218); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 5219); Chap. 601 : *Imprimés nécessaires aux mesures de rationnement* (p. 5222); — de propositions de résolution invitant le Gouver-

nement à relever l'allocation aux économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur* [10 juin 1948] (p. 3387, 3388); — du projet de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libéraloaire; Article unique : *Amendement de M. Rigal tendant à taxer les agriculteurs sur le bénéfice imposable au lieu du bénéfice net* [9 juillet 1948] (p. 4561); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 août 1948] (p. 5369); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 5 : *Son amendement tendant à limiter les pouvoirs du Gouvernement au 1<sup>er</sup> novembre 1948* [10 août 1948] (p. 5661, 5662); *Son amendement tendant à prévoir le dépôt du projet de réforme fiscale devant le Parlement avant le 1<sup>er</sup> décembre* (p. 5666); Art. 7 : *Son amendement tendant à limiter au 1<sup>er</sup> novembre 1948 l'application de la loi et à faire ratifier les mesures prises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949* (p. 5680, 5681); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1949; Art. 63 : *Son amendement tendant à élever le plafond des prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques* [20 août 1948] (p. 6084); Articles additionnels : *Son amendement tendant à insérer un article relatif à la commission paritaire des tabacs indigènes* (p. 6095); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et augmentation d'impôts; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à accroître l'abattement à la base pour les exploitations agricoles* [18 septembre 1948] (p. 6659); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6676); *Amendement de M. Faure tendant à réduire le taux des droits sur les alcools* (p. 6677); *Son amendement tendant à réduire les droits sur les vins de liqueur* (p. 6680); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6682, 6683); *Son amendement tendant à étendre le délai pour le paiement de la taxe de renouvellement de la carte grise* (p. 6685); *Son amendement tendant à prévoir le paiement en plusieurs échéances* (p. 6686); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6689, 6690); Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas confisquer les véhicules* (p. 6692); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article concernant les droits sur l'alcool* [24 septembre 1948] (p. 6895);

Art. 8 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article* (p. 6895); *le retire* (p. 6896); — du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagement de dépenses, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour la S.N.C.F.* [24 septembre 1948] (p. 6886); Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6886, 6887, 6888); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder le droit de vote à tout conjoint* [18 novembre 1948] (p. 7068); Art. 8 *ter* : *Son amendement tendant à prévoir l'éligibilité des Françaises* (p. 7069, 7070); Art. 11 : *Son amendement tendant à modifier la composition des collèges cantonaux* (p. 7070, 7071); Art. 14 : *Son amendement tendant à modifier la composition des assemblées générales départementales de la Mutualité sociale agricole* (p. 7071); Art. 16 : *Son amendement tendant à modifier la composition de l'Assemblée générale centrale de la mutualité sociale agricole* (p. 7072); Art. 23 : *Sa demande de disjonction* (p. 7073); Art. 33 : *Application de la loi en Alsace-Lorraine* (p. 7074); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7074); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7235 et suivantes); Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire l'arrachage des vignes existantes* (p. 7244, 7245); — du projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 décembre 1948] (p. 7339, 7340); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 décembre 1948] (p. 7455, 7456); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Lenormand tendant à interdire dorénavant la réunion d'exploitations agricoles* [16 décembre 1948] (p. 7650); *Son sous-amendement tendant à substituer 1950 à 1951* (p. 7651); *le retire* (ibid); *Son sous-amendement tendant à étendre cette mesure à tous les départements* (p. 7653); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à ne pas majorer les droits sur les vins, cidres et poirés* [23 décembre 1948] (p. 7908); — du projet de

loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 15 : *Sa demande de disjonction de l'article élevant la taxe sur la viande abattue* [29 décembre 1948] (p. 8105); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer les prêts consentis aux artisans* (p. 8111); Art. 13 : *Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1946 relative aux droits sur les engrais potassiques* (p. 8118); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1<sup>er</sup>, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits ouverts (Ses observations sur l'insuffisance de l'équipement rural et particulièrement de l'habitat rural)* [31 décembre 1948] (p. 8208, 8209); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles), Art. 1<sup>er</sup>, JUSTICE (Ses observations sur les tribunaux paritaires) [31 décembre 1948] (p. 8233, 8234); — de la proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Ruffe tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme* [31 décembre 1948] (p. 8338, 8339). — Est entendu : sur les questions orales (*Retard des Ministres à répondre aux questions posées*) [21 janvier 1949] (p. 83); — sur une question posée par M. Waldeck Rochet à M. le Ministre des Finances relative à l'allocation d'attente aux vieux travailleurs économiquement faibles [28 janvier 1949] (p. 240). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Michel tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 269, 270); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs, en qualité de Rapporteur pour avis [4 février 1949] (p. 339); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [10 février 1949] (p. 476, 477, 478); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas prévoir de ressources complémentaires* (p. 479); *le retire* (ibid); *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour vins et eaux-de-vie* (p. 484); *Amendement de M. Charpentier tendant à faire payer par le budget général les agents de l'Etat*

du Service des prestations familiales agricoles [11 février 1949] (p. 509); Son amendement tendant à faire payer partiellement par le budget général les agents de l'Etat du service des prestations familiales agricoles (p. 509); Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au reversement des frais de fonctionnement (p. 509); Art. 15 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les betteraves (p. 513); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 535, 536); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le septième alinéa relatif à l'inclusion des frais de gestion et d'action sociale dans le budget annexe [2 juillet 1949] (p. 4105, 4106); Art. 17 : Son amendement tendant à supprimer les articles 17 à 24 (p. 4111); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 40, Etat K : Son amendement tendant à réduire de 25 millions les crédits pour transport de troupes utilisées par le Ministère de l'intérieur [15 février 1949] (p. 596); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : Discussion générale [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1055, 1057); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A : Son amendement tendant à prévoir, outre le prêt, des avances [2 mars 1949] (p. 1146, 1147). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative au montant des sommes encaissées par la caisse des alcools et l'utilisation de cet argent [4 mars 1949] (p. 1256). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) en qualité de Rapporteur [30 mars 1949] (p. 1884, 1885); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : Son sous-amendement tendant à étendre aux agriculteurs le bénéfice de l'amendement de M. Schauffier accordant un délai supplémentaire pour acquitter le prélèvement [6 avril 1949] (p. 2133); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture, Chap. 160 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des haras [12 avril 1949] (p. 1335); Chap. 174 : Contribution de l'Etat aux dépenses de conseils agricoles départementaux (p. 2345); Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 10 millions cette contribution (p. 2347); Chap. 343 : Frais de fonction-

nement des tribunaux paritaires (p. 2353, 2354); Chap. 500 : Subventions de l'Etat à l'institut national de la recherche agronomique (p. 2358); Chap. 519-2 : Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (p. 2370); Chap. 522 : Subventions aux associations de migration rurale (p. 2371); Son amendement tendant à augmenter de 1.999.000 francs l'abattement sur cette subvention (p. 2372, 2373); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole amendé par le Conseil de la République; Art. 14 : Amendement de M. de Sesmaisons relatif à la composition du conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole [17 mai 1949] (p. 2544); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14 : Son amendement tendant à réduire les taux des taxes sur les alcools [2 juin 1949] (p. 3057); Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools (p. 3061, 3062); Art. 34 : Son sous-amendement tendant à prévoir un arrêté du Ministère de l'Agriculture [3 juin 1949] (p. 3111); Art. 14 : Nouvelle rédaction (p. 3131); Son amendement tendant à diminuer les droits sur les vins de liqueur (p. 3132); Son amendement tendant à ne pas augmenter les droits en cours d'année (p. 3133); Politique de détente fiscale suivie par le Gouvernement (p. 3134); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales aux salariés des professions agricoles : Discussion générale [24 juin 1949] (p. 3753); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : Discussion générale [4 juillet 1949] (p. 4142); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'équipement des pêcheurs [7 juillet 1949] (p. 4374); Art. 34.: Emission de pièces de 5 francs (p. 4377). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'achat de lait de conserve américain [8 juillet 1949] (p. 4413, 4414). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à exonérer d'impôts les jeunes cultivateurs pour les cinq premières années de leur installation [20 juillet 1949] (p. 4872, 4873); Art. 11 : Amendement de

*M. Charpentier* tendant à faire signer par le *Ministre de l'Agriculture l'arrêté appliquant la loi outre-mer* [21 juillet 1949] (p. 4968); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 juillet 1949] (p. 5639); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 171 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fonctions de répartition des conseils agricoles départementaux* [28 juillet 1949] (p. 5401, 5402); Etat B, AGRICULTURE, Chap. 3102 : *Etudes des comités agricoles régionaux* (p. 5408, 5409). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au contrat d'engraissement des porcs [25 novembre 1949] (p. 6297, 6298). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercices clos; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 7 milliards 511 millions pour les caisses d'allocations familiales agricoles* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6519, 6520); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6724, 6725). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la révision du revenu cadastral [16 décembre 1949] (p. 6961). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 : *Son sous-amendement tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 3.000 francs* [30 décembre 1949] (p. 7619); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son rappel au Règlement (Ordre de discussion des amendements)* [29 janvier 1950] (p. 767, 768); Art. 2 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Simonnet réduisant de 3 milliards les crédits pour les dépenses civiles* [31 janvier 1950] (p. 819, 820, 821); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale* [25 janvier 1950] (p. 506), [17 février 1950] (p. 1226); *Ordre du jour de M. Rochet demandant le maintien des prix actuels, la suppression des importations agricoles et l'arrêt des saisies et expulsions* [24 février 1950] (p. 1482, 1483, 1484). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'attribution de matières premières à la Monnaie [27 janvier 1950] (p. 596). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à

la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 9 : *Conventions entre le Ministère des Finances et le Crédit Foncier en vue de prêts aux collectivités locales* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 864); *Son amendement tendant à soumettre cette convention à la ratification du Parlement* (p. 865); — d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts; Article unique : *Son contre-projet tendant à ne pas exiger d'acompte quand le montant total de l'impôt dû ne dépasse pas 20.000 francs* [2 février 1950] (p. 889, 890); Article additionnel : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Delahoutre tendant à insérer un article retardant la date d'exigibilité pour les agriculteurs victimes de la sécheresse* (p. 892); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article créant une taxe de 1 0/0 sur les produits agricoles* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2783); Art. 19 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article créant un budget annexe des prestations familiales agricoles* (p. 2785); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 6 : *Financement de l'allocation temporaire aux vieux* [25 avril 1950] (p. 2816); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux opérations de compensation sur les denrées et produits alimentaires* (p. 2819, 2820); Art. 17 bis : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article abrogeant l'article 10 du décret du 28 juin 1947* (p. 2821); Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* (p. 2821); Art. 25 : *Amendement de M. Babet tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à la création d'une caisse de prêt aux artisans* (p. 2823); Art. 48 : *Actif et passif des sociétés prises en charge par l'Etat* (p. 2827); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2829); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 11 ter : *Son amendement tendant à réserver par priorité la participation de l'Etat aux ouvriers agricoles* [3 mai 1950] (p. 3174, 3175); Art. 18 : *Son amendement tendant à augmenter le montant maximum des garanties au crédit artisanal* (p. 3177); *le retire* (p. 3178); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 11 ter ; *Son amendement tendant à augmenter la participation de l'Etat aux travaux de restauration de l'habitat rural* [19 juillet 1950] (p. 5628, 5629); — du projet de loi



relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur* [3 mai 1950] (p. 3188, 3189); — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder priorité à garantie égale aux membres de la Caisse d'épargne* [9 mai 1950] (p. 3364). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement de 112 ouvriers de l'usine Lavalette, à Romorantin, et la création d'une société chargée de la vente en France du matériel allemand [15 juin 1950] (p. 4838). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir des avances illimitées du Ministère des Finances* [23 juin 1950] (p. 5198); *le retire* (p. 5199); — d'une proposition de résolution relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5654); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 7 bis : *Subventions aux travaux d'équipement rural* [20 juillet 1950] (p. 5695, 5696); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6064). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'extension au vin et à l'alcool de la taxe sur les produits agricoles [28 juillet 1950] (p. 6149, 6150). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles* [29 juillet 1950] (p. 6230, 6231), [31 juillet 1950] (p. 6247, 6248); *Son amendement tendant à supprimer une des deux taxes prévues sur les ventes des coopératives agricoles* (p. 6249); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* (p. 6252); Article additionnel : *Amendement de M. Garcia tendant à prévoir une subvention annuelle de l'Etat égale au cinquième du budget des prestations familiales agricoles* (p. 6257, 6258); *Amendements de M. Castera tendant à prévoir des versements de l'Etat à date régulière* (p. 6258); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre prévoyant le remboursement des avances du Tré-*

*sor* (p. 6279); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949; Art. 2, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 130 : *Institut national de la recherche agronomique (Subventions à l'O. N. I. C.)* [31 juillet 1950] (p. 6296); Chap. 508 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour missions et congrès* (p. 6297); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir des représentants des organisations agricoles dans la commission d'examen des demandes de prêts* [3 août 1950] (p. 6597); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif aux garanties exigées des sinistrés pour des prêts* [4 août 1950] (p. 6618); Art. 4 bis : *Son amendement tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 1421 du Code des impôts directs n'accordant pas de dégrèvement aux agriculteurs non assurés* (p. 6622, 6623); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés de l'impôt foncier, de la surtaxe progressive et de la taxe proportionnelle* (p. 6624, 6625); Art. 3 : *Amendement de M. Terpend tendant à solliciter des subventions des collectivités locales en faveur du fonds de garantie de la caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6651); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6652); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des facilités d'emprunt aux sinistrés détenteurs de titres de l'emprunt de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6769); Art. 3 : *Amendement de M. Gabelle tendant à supprimer les mots : « par la commission susvisée »* (p. 6769); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6681, 6682); *Son contre-projet diminuant de 50 0/0 les taxes sur les carburants agricoles* (p. 6682, 6683); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure les coopératives* (p. 6685); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Amendement de M. Albert Rigal tendant à diminuer les sanctions en cas de fraude* (p. 6687); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, amendé par le Conseil de la République; LOI DES CRÉDITS, Art. 82 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des organismes stockeurs du commerce des grains* [4 août 1950] (p. 6765, 6766, 6767). — Pose à

M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la suppression d'un passage à niveau [3 novembre 1950] (p. 7431, 7432). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 3 : *Allocation aux conjoints d'agriculteurs* [6 décembre 1950] (p. 8689); *Son amendement relatif à l'allocation des mères de cinq enfants au plus* (p. 8689, 8690); Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 26 à 29 relatifs au recouvrement des cotisations* (p. 8723); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au contrôle de la Caisse nationale de crédit agricole* [13 décembre 1950] (p. 9029); Art. 37 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux personnes ayant moins de 144.000 francs de revenu par an* (p. 9034); Art. 43 : *Son amendement tendant à renvoyer aux conditions prévues à l'article 16* (p. 9037); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à limiter aux parents du troisième degré le rachat sans droit de préemption* [8 décembre 1950] (p. 8817); *Sous-amendement de M. Defos du Rau relatif au droit de préemption en matière de donation* [15 décembre 1950] (p. 9137); *Son sous-amendement relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* (p. 9138, 9139); *Amendement de M. Mehaignerie tendant à interdire au vendeur de se soustraire au droit de préemption* (p. 9139); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à intercaler « utilisée par le preneur »* (p. 9141, 9142); Art. 3 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à prévoir la libre vente du fonds en cas de défaillance du bénéficiaire du droit de préemption* [20 décembre 1950] (p. 9384); *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption* (p. 9385); Art. 4 : *Amendement de M. Hughes tendant à supprimer l'article relatif aux formalités de vente* (p. 9388); *Son sous-amendement tendant à supprimer l'acte d'huissier* (p. 9389); *Son sous-amendement tendant à préciser que la notification vaut offre de vente* (p. 9390); le retire (*ibid.*); *Son sous-amendement tendant à substituer trois mois à deux mois* (p. 9390); Article additionnel : *Amendement de MM. Lucas et Rincent relatif au délai accordé au bénéficiaire du droit de préemption pour faire valoir son droit* [26 janvier 1951] (p. 418); Art. 5 : *Amendement de M. Tricart relatif aux formalités de*

*vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 588); Art. 6 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à fixer le prix des baux à ferme par référence aux denrées payées en 1939 et au rendement connu des terres* [2 février 1951] (p. 667, 668); *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Defos du Rau* [9 février 1951] (p. 667); *Son amendement tendant à limiter la loi aux baux conclus avec de nouveaux preneurs* [14 février 1951] (p. 1129); *Amendement de M. Delahoutre tendant à prévoir d'autres points de comparaison pour l'année 1939* (p. 1131, 1132); *Amendement de M. Degoutte tendant à préciser le cas des cultures spécialisées dont le bailleur doit assurer la plantation* (p. 1135); *Amendement de M. Olmi tendant à fixer la limite des obligations du bailleur pour les réparations* (p. 1141); *Son amendement relatif au prix des baux stipulés en vin* [16 février 1951] (p. 1237); *Amendement de M. Roques tendant à limiter dans le temps le droit de révision des baux par les tribunaux paritaires* (p. 1243, 1244); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la révision des fermages à un prix inférieur ou supérieur à la valeur locative dans un délai de deux ans* [16 mars 1951] (p. 2028, 2029); *Amendement de M. Roques relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à révision* (p. 2030); Art. 7 : *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir des exceptions à la règle accordant les deux tiers au métayer* [6 avril 1951] (p. 2797); *Amendement de M. Roques tendant à supprimer l'expression « prix du bail »* (p. 2798); *Son sous-amendement tendant à inclure les besoins de la famille du preneur* (p. 2815); *Son amendement tendant à tenir compte des besoins de la famille du preneur* (p. 2818, 2819); *Amendement de M. Roques tendant à admettre le forfait pour certains produits selon les usages locaux* (p. 2822); *Amendement de M. Tricart tendant à appliquer l'article à partir de 1951* (p. 2838, 2839); Art. 8 : *Amendement de M. Taillade tendant à permettre la reprise à un propriétaire non agriculteur* (p. 2848); *Amendement de M. Maurellet tendant à accorder le droit de reprise à un orphelin d'exploitant agricole* (p. 2850); *Amendement de M. Michelet tendant à faciliter le droit de reprise au bailleur qui a une famille nombreuse* (p. 2853); *Scission du projet et suite du débat* (p. 2865). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Com-

mercé une question relative à la suppression de la Chambre des métiers de Vendôme [8 décembre 1950] (p. 8834, 8835). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise de la viticulture)* [8 décembre 1950] (p. 8851, 8852). — Est entendu sur une question de M. Ruffe à M. le Ministre des Finances relative au recouvrement du prélèvement exceptionnel [22 décembre 1950] (p. 9498). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1000 : *Diminution du budget de l'Agriculture* [22 décembre 1950] (p. 9523, 9524, 9525); Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel temporaire* (p. 9525); Chap. 1250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de culture mécanique* (p. 9528); Chap. 1270 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Institut national de la recherche agronomique* (p. 9530); Chap. 1540 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras* (p. 9532); Chap. 1570 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural* (p. 9533); Chap. 3050 : *Amendement de M. Masson tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9551); Chap. 3080 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour frais de déplacement et de mission* (p. 9557); Chap. 3160 : *Demande de rétablissement des crédits pour les correspondants des directions des services agricoles, présentée par le Gouvernement* (p. 9561); Chap. 3460 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour l'entretien des haras* (p. 9590); Chap. 3640 : *Demande de rétablissement des crédits pour le compte de couverture des besoins complémentaires en bois (Exploitations en Allemagne), présentée par le Gouvernement* [26 décembre 1950] (p. 9616); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour participation française à des organismes internationaux (Exportation de blé)* (p. 9620, 9621); Chap. 5110 : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des écoles nationales*

*vétérinaires* (p. 9626); Chap. 5130 : *Amendement de M. Valay tendant à prévoir des prêts aux caisses de crédit agricole en faveur des migrants* (p. 9628). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements de M. le préfet du Loir-et-Cher et sur les incidents survenus au conseil général en juillet 1949 [30 décembre 1950] (p. 9859). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 9 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la répartition des crédits militaires* [30 décembre 1950] (p. 9883); Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux versements du budget général* (p. 9888); *Son amendement tendant à supprimer le titre XI relatif aux achats de terrains* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1950] (p. 9948); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [25 janvier 1951] (p. 373). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux recettes du budget des allocations familiales agricoles [26 janvier 1951] (p. 440, 441). — Est entendu sur une question posée par M. Barthélemy à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports relative aux facilités de transports accordées à certains assurés sociaux [26 janvier 1951] (p. 443). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 5190 : *Amendement de M. Valay tendant à rétablir les crédits pour le concours général agricole* [2 janvier 1951] (p. 453); Chap. 5220 : *Demande de réserver le chapitre relatif à la ristourne pour détaxe des carburants agricoles, présentée par M. Charpentier* (p. 457, 458); *Amendement de M. Rincent tendant à rétablir partiellement les crédits pour ce chapitre* (p. 463, 464); Chap. 5230 : *Disjonction du chapitre subventionnant les engrais azotés et les superphosphates* (p. 470); *Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir les crédits pour ce chapitre* (p. 473); Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au versement de la taxe professionnelle de la production forestière* (p. 478, 479); *Amendement de M. Valay relatif à l'utilisation de l'article remboursant les frais de contrôle des laits pasteurisés, présentée par le Gouvernement* (p. 480); *Son amendement tendant à supprimer la cotisation de 0,5 0/0 sur*

les produits laitiers importés (p. 481); le retire (ibid.); Art. 8 : Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les articles relatifs à la taxe sur les viandes abattues (p. 483); INTÉRIEUR, Chap. 1090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration préfectorale (Incidents de Blois et attitude du préfet Holveck [6 février 1951] (p. 911, 812, 813); JUSTICE, Chap. 3070 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de déplacement des services judiciaires (Frais de déplacement des tribunaux paritaires ruraux) [16 février 1951] (p. 1252, 1253); INTÉRIEUR, Chap. 6010 : Secours aux victimes des calamités publiques (Sinistrés agricoles) [20 février 1951] (p. 1345, 1346); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Victimes des calamités agricoles) (p. 1348, 1349); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3090 : Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour frais de mission à l'étranger (Exportation des pommes de terre bretonnes) [9 avril 1951] (p. 2964, 2965, 2966); Chap. 5220 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la ristourne forfaitaire en faveur de l'emploi de tracteurs agricoles (p. 2968); le retire (ibid.). — Est entendu sur le proces-verbal de la séance précédente : Absence de quorum [31 janvier 1951] (p. 582); Absence du quorum la veille [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 606); Manque d'empressement des parlementaires à assister aux débats [2 février 1951] (p. 662). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le prix du tabac à la production : Discussion générale [20 février 1951] (p. 1387, 1388); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : Son amendement tendant à augmenter le chiffre plafond au-dessous duquel est attribuée l'allocation temporaire [21 mars 1951] (p. 2286); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de six députés [21 mars 1951] (p. 2413); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 801 : Construction de silos à Villefranche-sur-Cher [11 avril 1951] (p. 8087, 8088); Chap. 901 : Equipement rural (Assainissement de la plaine

de l'Isère) (p. 3089); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : Ventilation des crédits de l'Etat [19 avril 1951] (p. 3540, 3541); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour opérations de compensation sur les denrées alimentaires (p. 3545) Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les financements de dépenses militaires (p. 3553); Son amendement tendant à supprimer le compte des organismes chargés du contrôle des activités financières (p. 3553); Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer le compte du secours national (p. 3558); le retire (ibid.); Son amendement tendant à ouvrir des crédits pour les prestations familiales agricoles (p. 3559); le retire (ibid.); Art. 11<sup>ter</sup> : Amendement de M. Juglas relatif au programme d'équipement en Indochine (p. 3564); Art. 12 : Son amendement tendant à abréger de trois mois le délai de clôture des comptes spéciaux (p. 3539); Son amendement tendant à liquider les organismes professionnels « C. A. R. C. O. » (p. 3539, 3540); Art. 16 : Sa demande de disjonction de l'article relatif au remboursement des caisses professionnelles de retraite (p. 3594) Son amendement tendant à substituer « à partir de 1952 » à « chaque année » (p. 3596); Art. 27 : Son amendement tendant à ce que la Caisse de crédit agricole n'ait pas de compte dans les banques privées (p. 3597, 3598); Art. 33 : Demande présentée par le Gouvernement de reprise de l'article relatif aux sociétés d'assurance en Sarre (p. 3598); Article additionnel : Son amendement relatif à la surtaxe sur les produits laitiers (p. 3604); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 2 : Son amendement relatif aux allocations familiales agricoles [30 avril 1951] (p. 4343); Art. 6 : Son amendement relatif à l'allocation de salaire unique aux fils d'exploitants agricoles (p. 4346); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 2, AGRICULTURE : Sa demande de disjonction des abattements sur les crédits de l'agriculture [8 mai 1951] (p. 4806, 4807); Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de l'agriculture (p. 4807); Art. 7 bis : Son amendement tendant à vendre le carburant agricole la moitié du prix de l'essence ordinaire (p. 4831); Son amendement tendant à fixer le prix du carburant agricole à la moitié du prix de l'essence ordinaire (p. 4831);

*Son amendement tendant à fixer le prix du carburant agricole à la moitié du prix de l'essence ordinaire* [9 mai 1951] (p. 4896); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à instituer un carburant agricole vendu aux deux tiers du prix du carburant ordinaire* [18 mai 1951] (p. 5487); Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement* (p. 5488); — du projet de loi relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la création d'une taxe additionnelle à la taxe locale)* [10 mai 1951] (p. 4978, 4979); Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article relevant la taxe sur les blés, seigle et riz* [11 mai 1951] (p. 5061); Art. 9 ter : *Amendement de M. de Tinguy tendant à majorer la prime de protection du raffinage des pétroles* [16 mai 1951] (p. 5269); Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas prendre les fonds détenus par des coopératives agricoles pour le compte des sociétaires* (p. 5271, 5272); *Amendement de Mme Marie Lambert tendant à payer mensuellement au domicile du bénéficiaire* (p. 5272); Art. 13 : *Sa demande de disjonction de l'article limitant les exonérations aux exploitants agricoles travaillant effectivement sur leurs terres* (p. 5277); Art. 14 : *Son amendement tendant à mettre en vigueur l'article 11 à partir de 1952* (p. 5277); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental instituant une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 5280); Art. 9 quater : *Evaluation des recettes avec inclusion d'une subvention du Gouvernement* [17 mai 1951] (p. 5314); Art. 1er : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation proportionnelle à la taxe à la production de 0,30 0/0* (p. 5315); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5316); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 ter : *Amendement de M. Legendre tendant à exonérer de la taxe les betteraves utilisées pour fabriquer de l'alcool et du sucre exporté* [22 mai 1951] (p. 5725); Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer de taxe sur les salaires les exploitants agricoles ayant moins de trois ouvriers* (p. 5726); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5492); Art. 5 : *Son amendement tendant à élever le plafond du forfait pour les entreprises industrielles et com-*

*merciales* (p. 5509); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les successions entre époux et en ligne directe inférieures à 2 millions* (p. 5511); Art. 7 : *Son amendement tendant à rétablir un régime privilégié pour les bouilleurs de cru* (p. 5513); *Son rappel au règlement (Vote de la loi rétablissant le privilège des bouilleurs de cru)* (p. 5513, 5514); Art. 12 : *Son amendement tendant à porter à 36 0/0 le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 5516, 5517); Art. 14 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant des emprunts* (p. 5518); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de droits d'enregistrement les marchés passés par les collectivités locales* (p. 5520); Art. 14 ter : *Majoration de la taxe intérieure sur les carburants* (p. 5521); *Amendement de M. Charpentier tendant à affecter 1.300 millions au paiement de la ristourne du carburant agricole* (p. 5522); Art. 14 octies : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux taxes sur le chiffre d'affaires frappant le vin* (p. 5526); *Son amendement tendant à substituer le tarif de 400 francs à celui de 500 francs* (p. 552); Art. 16 : *Amendement de M. Cristofol tendant à autoriser les transformations d'emplois approuvées par le Parlement* (p. 5536); Art. 18 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article restreignant l'octroi de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 5535, 5536, 5537); Art. 31 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article permettant de fixer par arrêté les droits d'examen d'entrée dans les musées* (p. 5539); Art. 48 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux fonds des comités sociaux* (p. 5544); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux veuves d'artisans d'employer un compagnon sans augmentation d'impôts* (p. 5549); *Son amendement tendant à payer à domicile les allocations familiales agricoles* (p. 5549); *Son amendement relatif aux fonds détenus par les coopératives ou mutuelles agricoles* (p. 5549).

**PENNOY (M. René)**, Député des Ardennes.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de

la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux habitants du département des Ardennes la qualité d'évacués par ordre afin de les faire bénéficier de certaines dispositions spéciales accordées aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 1576**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler la titularisation dans les nouvelles administrations nées de la guerre, **n° 1636**. — Le 18 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation actuelle en matière de ravitaillement, **n° 1730**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 4707**. — Le 9 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 5223**. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à compléter la liste des établissements insalubres ou dangereux, **n° 7590**. — Le 23 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme dans les Ardennes françaises, **n° 7591**. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 30 mars 1949, entre la France et le

Luxembourg, **n° 7774**. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1949 en ce qui concerne les délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes, **n° 8212**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, **n° 8294**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décaler les grandes vacances scolaires, **n° 8332**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 8448**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour faire effectuer d'urgence les travaux de mise hors d'eau et pour faire voter les crédits nécessaires pour indemniser les populations victimes du cyclone qui a dévasté la région de Sedan (Ardennes), **n° 8634**. — Le 16 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à réaliser la modernisation de la branche nord du canal de l'Est entre la frontière belge et Sedan; 2° à mettre à l'étude et à réaliser le canal du Nord-Est reliant le bassin de Lorraine et le Rhin au bassin du Nord, **n° 8757**. — Le 16 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires, **n° 8758**. — Le 20 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'établissement d'un plan minimum de longue durée pour la construction et l'entretien des wagons destinés à la S.N.C.F., **n° 8788**. — Le 21 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'affiliation des employés des entreprises des Transports routiers à la Caisse autonome de retraite des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways, **n° 8793**. — Le 29 décembre 1949, une proposition de loi tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, **n° 8895**. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi ten-

dant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, n° 8913. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 48-116 du 13 juillet 1948 instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, n° 8914. — Le 31 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire la péréquation intégrale des retraites de la S.N.C.F., n° 8925. — Le 3 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter de toute urgence le projet de loi tendant à ouvrir les crédits supplémentaires indispensables au paiement d'indemnités diverses et du supplément familial de salaire dus sur l'exercice 1949 aux agents de travaux et de conducteurs de chantiers de ponts et chaussées, n° 9424. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 29 août 1949 entre la France et la Belgique, n° 9845. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au service militaire, conclue le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark, n° 10596. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement à certains membres salariés de la famille des exploitants agricoles, n° 11469. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 11432) portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dundoicom et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements à l'exclusion du raccordement de Baroncourt-Est, n° 12214. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à assainir l'information publique par voie de presse, n° 12281. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à exclure de l'application de l'article premier de la loi du 22 mars 1942 les débits ne vendant que les boissons rentrant dans la première catégorie définie par

l'article premier de la loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme, n° 12345. — Le 2 mars 1951, une proposition de loi tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, n° 12407.

### Interventions :

Son rapport au nom du 2<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département du Cantal [28 novembre 1946] (p. 11). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Mondon tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation : *Amendement de M. Bétolaud tendant à revenir au droit commun à partir du 1<sup>er</sup> juin 1947* [23 décembre 1946] (p. 340); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement des ressources amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Exonération en faveur des spoliés des Ardennes* [25 juin 1947] (p. 2459); — du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4169). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 : *Exactitude contestée du scrutin public n° 338* [5 décembre 1947] (p. 5504). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les évacués de 1940* [7 mars 1948] (p. 1501, 1502); *le retire* (p. 1502); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale; Art. 6 : *Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* [17 décembre 1948] (p. 7704); Art. 13 : *Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7709, 7710); — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre; *Demande de M. Denais de renvoi à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8077); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République (dispositions générales) Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4040, 4041); *le retire* (p. 4045); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 13 : *Son amendement tendant à établir une taxe de 15 0/0 sur les pneus destinés aux véhicules lourds* [27 dé-

cembre 1949) (p. 7389). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Suite de l'ordre du jour*) [3 mars 1950] (p. 1668). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2273, 2274); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant la composition du conseil d'administration de la C. A. M. R.* (p. 2275); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2474, 2478, 2479); Art. 2 : *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement* (p. 2503); — des interpellations sur les événements de Brest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3021); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* [16 mai 1950] (p. 3731); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à amnistier les résistants complices de meurtres* [4 décembre 1950] (p. 8562, 8565, 8566); *le retire* (p. 8566); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à ne licencier aucun cheminot et à ne supprimer aucun atelier de la S. N. C. F.* [22 décembre 1950] (p. 9480); Etat B, Chap. 3260 : *Entretien des routes et ponts* (p. 9482). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation de l'industrie textile du fait de l'application de la loi instituant une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers belges [23 janvier 1951] (p. 346). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [12 avril 1951] (p. 3196); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 limitant à 70 0/0 des indemnités la part de l'Etat dans la reconstitution immobilière* [18 avril 1951] (p. 3443, 3444); Art. 6 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités pour les*

*spoliés* (p. 3502); Art. 10 : *Primes à la construction* (p. 3506); Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 (Payement de 70 0/0 des dommages)* [19 avril 1951] (p. 3523, 3524); *le retire* (p. 3524); *Son amendement tendant à rembourser intégralement les dommages inférieurs à 5 millions* (p. 3526); *le retire* (ibid.). — S'excuse de son absence [31 janvier 1947] (p. 124). — Obtient un congé [31 janvier 1947] (p. 124),

**PERDON (M. Hilaire), Député de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'éducation nationale [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des finances [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131).

**Dépôts :**

Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à étendre à l'agriculture la loi du 23 décembre 1946 sur les conventions collectives de travail, n<sup>o</sup> 1241. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi fixant le montant des rentes dont le capital représentatif est obligatoirement versé aux titulaires d'une pension de mutilé du travail agricole, n<sup>o</sup> 2534. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, n<sup>o</sup> 2707. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières, n<sup>o</sup> 3498. — Le 19 mars 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux jeunes travailleurs des professions agricoles et forestières des



congés payés d'une durée identique à ceux des autres professions, n° 3886. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le financement de la réforme destinée à assurer l'égalité entre salariés de l'agriculture et salariés du commerce et de l'industrie en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, n° 4083. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4433. — Le 17 juin 1948, une proposition de loi relative à l'assimilation du personnel et des employés des champs de courses au personnel et aux employés des entreprises industrielles et commerciales et à leur intégration au régime général de la sécurité sociale, n° 4599. — Le 5 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières, n° 4860. — Le 16 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs, fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux travailleurs salariés de l'agriculture et des forêts, n° 5474. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt le décret fixant les modalités d'application de la loi n° 48-398 majorant les indemnités dues aux accidentés du travail dans les professions agricoles ou forestières, n° 6333. — Le 10 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières le bénéfice de la prime aux allocations familiales dont bénéficient les salariés des autres professions, n° 6387. — Le 24 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre aux salariés des professions agricoles le bénéfice de la majoration aux allocations familiales octroyée aux salariés des autres professions, n° 6562. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commis-

sion de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Lero, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables aux travailleurs des professions agricoles des départements d'outre-mer les dispositions législatives relatives aux congés payés, n° 6682. — Le 3 juin 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des autres professions, n° 7352. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, n° 7690. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'arrêté du 3 novembre 1949 en vue d'étendre le bénéfice de la prime exceptionnelle aux salariés des professions agricoles et forestières, n° 8368. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au « Fonds agricole de majoration de rentes » les avances nécessaires pour permettre le paiement aux accidentés du travail agricole des majorations prévues par la loi du 2 août 1949, n° 8624. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à réduire le temps de travail à quarante heures par semaine dans les grandes exploitations agricoles et annexes, n° 8871. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à intégrer les salariés des professions agricoles et forestières au régime général de la sécurité sociale, n° 9141. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration des allocations familiales octroyée aux salariés des autres professions, n° 9531. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts, n° 10677. — Le 31 juillet 1950, une proposition de loi tendant à la suppression de tous droits de circulation et de taxes sur les

pommes à cidre destinées exclusivement à la consommation familiale, n° 10829. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser en temps opportun aux caisses départementales d'allocations familiales agricoles le produit des taxes en provenance du budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 11192. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à relever le salaire de base des allocations familiales des salariés des professions agricoles et assimilées, n° 11304. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner son accord à la conclusion d'une convention collective nationale entre le personnel du crédit, de la mutualité et de la coopérative agricole et leurs organismes employeurs, n° 12322. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à préciser la qualité de salarié des travailleurs et employés des exploitations de bois, pour l'application de la législation sociale, n° 12416. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre salariée des professions agricoles, n° 12442. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés, n° 12456. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à favoriser l'inscription à un fonds de chômage des chômeurs des communes rurales, les ouvriers et ouvrières agricoles et au paiement des indemnités de chômage, n° 12457. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une avance de trésorerie aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles afin de permettre à ces dernières de verser immédiatement aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration de 20 0/0 des prestations familiales conformément à la loi du 3 mars 1951, n° 12572. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Renard et plusieurs de ses collègues (n° 10981) tendant à l'application à l'agriculture du décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti ; 2° de M. Le Sciellour et Mme Francine Lefebvre (n° 11319) tendant à accorder aux salariés de l'agriculture le bénéfice du décret n° 50-1029 du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofes-

sionnel garanti, n° 12879. — Le 16 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 7146) portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, n° 13282.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles, en qualité de *Rapporteur* [30 avril 1948] (p. 2443) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 169-2 : *Exploitations en régie* [25 mai 1948] (p. 2903, 2904) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder la prime de 2.500 fr. aux travailleurs agricoles, en qualité de *Rapporteur* [16 septembre 1948] (p. 6569, 6570) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rattacher les travailleurs agricoles à la Sécurité sociale* [18 novembre 1948] (p. 7067) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le collège électoral des exploitants employant de la main-d'œuvre salariée* (p. 7067, 7068) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne tenir compte que des cotisations dues personnellement par les électeurs* (p. 7068) ; Art. 8 bis : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des délégués du 2<sup>e</sup> collège* (p. 7069) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à modifier la composition des assemblées générales départementales de la mutualité sociale agricole* (p. 7071) ; Art. 16 : *Ses amendements tendant à modifier la composition de l'assemblée générale centrale de la mutualité agricole* (p. 7072) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant le renouvellement des conseils d'administration chaque année par moitié* [17 mai 1949] (p. 2545) ; le retire (*ibid.*) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles ; Article unique : *Contre-projet de M. Lenormand tendant à interdire dorénavant la réunion d'exploitations agricoles* [16 décembre 1948] (p. 7649, 7650) ;

*Amendement de M. Lenormand tendant à faire déclarer par l'exploitant les fonds susceptibles d'amodiation et celui qu'il veut conserver* [17 décembre 1948] (p. 7672); *Son amendement tendant à interdire aux étrangers d'occuper dorénavant des exploitations agricoles* (p. 7678); *Son amendement tendant à insérer un nouvel article harmonisant avec cette loi le statut du fermage* (p. 7679); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* [28 décembre 1948] (p. 8033); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 5: *Son amendement tendant à prévoir le visa du Ministre du Travail* [11 février 1949] (p. 510); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 174: *Contribution de l'Etat aux dépenses des conseils agricoles départementaux* [12 avril 1949] (p. 2344); Chap. 342: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de fonctionnement des commissions paritaires du travail* (p. 2352, 2353); *le retire* (p. 2353); Chap. 400: *Allocations familiales* (p. 2357); — d'une proposition de résolution relative à l'extension de la prime exceptionnelle aux salariés agricoles, en qualité de Rapporteur [24 novembre 1949] (p. 6213); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Moussu tendant à étendre la loi aux professions agricoles* [20 décembre 1949] (p. 7042, 7043); Art. 31 J du Code du travail: *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture du champ d'application de la loi* [3 janvier 1950] (p. 67); Art. 31 X: *Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 106, 107); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 du Code du travail): *Amendement de M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* [2 février 1950] (p. 923); Art. 31 J: *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer un article supplémentaire ne prévoyant pas de conventions régionales pour les travailleurs agricoles* [3 février 1950] (p. 986); Art. 7: *Son*

*amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'instituant pas de commission de conciliation spéciale pour l'agriculture* [8 février 1950] (p. 1085); — des interpellations sur les prix agricoles: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1494); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3240: *Fonctionnement des commissions paritaires du travail* [25 mai 1950] (p. 3919, 3920); MARINE MARCHANDE, Chap. 1120: *Enseignement maritime (Ecole de navigation du Havre)* [8 juin 1950] (p. 4527); Chap. 4080: *Œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 4536, 4537); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4060: *Participation de l'Etat aux habitations à bon marché* [13 juin 1950] (p. 4708, 4709); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3310: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement dans l'enseignement agricole* [17 juillet 1950] (p. 5502); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à ramener au 1<sup>er</sup> avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* [29 juillet 1950] (p. 6215); Art. 2: *Son amendement tendant à abroger le décret du 9 décembre 1948* (p. 6215); *le retire* (ibid.); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 6: *Son amendement tendant à accorder l'indemnité compensatrice aux salariés agricoles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950* [31 juillet 1950] (p. 6258, 6259); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 7: *Amendement de M. Ruffe tendant à porter à 30.000 francs l'allocation aux vieux paysans* [6 décembre 1950] (p. 8691); Art. 13: *Son amendement tendant à exonérer de cotisation les bénéficiaires de l'allocation vieillesse* [13 décembre 1950] (p. 9028); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3240: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions paritaires du travail* [23 décembre 1950] (p. 9563, 9565). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: *Rectification d'une omission des*

débats sur les allocations familiales [9 février 1951] (p. 965, 966). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir des avantages identiques pour les salariés agricoles* [9 février 1951] (p. 1007); — du projet de loi relatif aux prestations familiales amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Exclusion des exploitants agricoles* [2 mars 1951] (p. 1753); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir une avance de trésorerie aux caisses d'allocations familiales pour couvrir la majoration de 20 0/0 des prestations familiales* [21 mars 1951] (p. 2315); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Encadrement des huissiers)* [3 avril 1951] (p. 2579); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à supprimer les prêts à l'industrie de l'azote* [6 mai 1951] (p. 4697, 4698); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 2, AGRICULTURE : *Demande de disjonction des abattements sur les crédits de l'agriculture* [8 mai 1951] (p. 4807); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à intégrer les salaires agricoles et forestiers dans le régime général de la sécurité sociale* [10 mai 1951] (p. 4991, 4992); Art. 10 : *Son amendement tendant à assurer l'égalité des prestations entre les salariés agricoles et les autres* [16 mai 1951] (p. 5270, 5271); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Salaires des ouvriers agricoles)* [11 mai 1951] (p. 5083, 5084); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Articles additionnels : *Son amendement relatif au régime fiscal de la femme mariée ayant une activité distincte* [18 mai 1951] (p. 5548); *Son amendement tendant à permettre à un artisan dont le fils est mobilisé d'employer un compagnon sans augmentation d'impôts* (p. 5548); *Son amendement tendant à permettre aux artisans de plus de 60 ans d'employer un compagnon*

*sans augmentation d'impôts* (p. 5548); *Son amendement tendant à exonérer les artisans n'ayant qu'un seul compagnon* (p. 5549).

**PÉRI (Mme Mathilde)**, Député de la Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

*Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 38). [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juge titulaire à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 20 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression) sur la proposition de loi tendant à maintenir le régime des délégations de soldes et de traitements et celui des allocations militaires, institués en faveur des veuves et ayants droits de victimes de la guerre 1939-1946, n° 175. — Le 11 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les ascendants et les veuves de guerre des mesures fiscales frappant particulièrement les célibataires, n° 504. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 les délégations de solde, de traitement et les allocations militaires, n° 505. Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à autoriser le cumul des allocations familiales et des majorations de pension pour enfants en faveur des veuves de guerre exerçant une activité professionnelle, n° 727. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 les délégations de solde, de traitement et les allocations militaires, n° 982. — Le 9 mai 1947, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire profiter les orphelins et les veuves des victimes du nazisme des biens confisqués aux condamnés pour faits de collaboration avec l'ennemi, n° 1284. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rétablir dans le budget de l'Office national, le crédit de 12 millions 500.000 francs accordé pour les vacances des pupilles de la Nation, n° 1322. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire rétablir dans le budget de l'Office national le crédit de 12 millions 500.000 francs accordé pour les vacances des pupilles de la Nation, n° 1670. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser le cumul des allocations familiales et des majorations de pensions pour enfants en faveur des veuves de guerre exerçant une activité professionnelle; 2° de M. Max Brusset tendant à rétablir les majorations de pensions pour enfants à toutes les veuves de guerre même lorsqu'elles bénéficient des allocations familiales, n° 2054. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à une juste application de la loi fixant le taux de pension des veuves de guerre, n° 3299. — Le 9 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés, n° 3724. — Le 9 mars 1948, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des orphelins de guerre, n° 3728. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des prestations familiales, sans limitation d'âge, les enfants infirmes ou atteints de maladies incurables, des veuves de guerre et des titulaires de pensions d'invalidité égales ou supérieures à 85 0/0, n° 4338. — Le 26 août 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5396. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves de guerre ayant plusieurs enfants de moins de 18 ans de réductions spéciales sur les chemins de fer et à compléter dans ce sens la loi du 29 octobre 1921, n° 5611.

— Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les veuves de guerre, ayant un ou plusieurs enfants à charge, puissent percevoir leurs majorations de pension, n° 5773. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre une pension (au taux normal) égale à la moitié de la pension d'invalidité à 100 0/0, allocations comprises, n° 6125. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux orphelins de guerre dont le père et la mère sont décédés, une pension au taux fixé par l'article 15 de la loi du 27 février 1948 (modifiant et remplaçant l'article 51 du Code des pensions), n° 6879. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 51 du Code des pensions en étendant le bénéfice de la pension de veuve au taux spécial aux veuves âgées de plus de 60 ans ou dont le revenu imposable ne dépasse pas 100.000 fr., n° 6970. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 67 du Code des pensions, en étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants des victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 100.000 francs, n° 6971. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à maintenir après le décès de la mère les allocations accordées aux orphelins de guerre-atteints d'une infirmité incurable, n° 6972. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à accorder une majoration exceptionnelle de pension aux veuves de guerre remariées dont le second mari est décédé des suites d'un fait de guerre, n° 6976. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux orphelins de guerre dont le père et la mère sont décédés, une pension au taux fixé par l'article 15 de la loi du 27 février 1948 (modifiant et remplaçant l'article 51 du Code des pensions), n° 7687. — Le 1<sup>er</sup> février 1950, une proposition de loi tendant à affecter le domaine de la Conque (propriété nationale) à l'Office national des anciens combattants pour une maison de repos des veuves de guerre, n° 9120. — Le 3 août 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article premier D de la loi du 22 juillet 1948 modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du

3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage- ment des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, n° 10881. Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à autoriser les veuves de guerre, âgées de 65 ans, à cumuler leur pension avec l'allocation temporaire aux économiquement faibles, n° 12121.

### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Loire [28 novembre 1946] (p. 19). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles) ; FINANCES, chap. 086 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour rajustement des pensions* [11 juillet 1947] (p. 2978, 2979) ; *le retire* (ibid.) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3294, 3295) ; — du projet de loi sur la défense de la République : *Ses protestations contre le vote de la clôture* [29 novembre 1947] (p. 5287) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Situation des victimes de la Résistance)* (p. 5304) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat I, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, chap. 002 : *Son amendement relatif aux allocations provisoires d'attente* [26 décembre 1947] (p. 6284) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pension des veuves de guerre en seconde lecture en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1947] (p. 6290, 6291) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 424, 425) ; art. 8 : *Son amendement concernant la pension des veuves de guerre* [6 février 1948] (p. 522, 523) ; art 8 *ter* : *Modification de l'article 51 du Code des pensions militaires* (p. 524) ; *Son amendement tendant à augmenter le taux des pensions d'invalidité* (p. 524, 525) ; *Son amendement tendant à modifier le barème des pensions d'invalidité* (p. 526) ; — des propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1351, 1352) ; art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer le secret des délibérations* [9 mars 1948] (p. 1580) ; — du projet de loi portant

fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A, GUERRE, chap. 120 : *Son amendement tendant à réduire de 3.200 millions les crédits pour la solde des officiers* [8 juillet 1948] (p. 4479) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national du combattant* [6 août 1948] (p. 5446, 5447), *le retire* (p. 5447). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Pensions aux veuves et orphelins* [19 août 1948] (p. 5993, 5997). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; art. 108 *ter* : *Son amendement tendant à augmenter les pensions pour veuves et orphelins de guerre* [20 août 1948] (p. 6092) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949 ; art. 37 *bis* : *Son amendement tendant à accorder une pension aux orphelins majeurs atteints d'infirmité* [31 décembre 1948] (p. 8265), *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers : *Son amendement tendant à prévoir des mesures de compensation pour les veuves et ascendants de guerre* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1035) ; — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre ; art. 2 : *Suppression de l'indemnité de cherté de vie incluse dans la majoration prévue* [12 avril 1949] (p. 2395, 2396) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des veuves de guerre)* [19 mai 1949] (p. 2648, 2649) ; chap. 002 : *Son amendement tendant à augmenter de 100 francs l'abattement sur les allocations provisoires d'attente* (p. 2669), *le retire* (ibid.) ; chap. 500 : *Son abattement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur l'Office national des anciens combattants* (p. 2689, 2690). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction d'une manifestation du souvenir lors du transfert des corps de dix patriotes [30 juin 1949] (p. 3998). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ;

art. 1<sup>er</sup>, Etat A ; INTÉRIEUR, chap. 9169 : *Immeubles de la Sûreté nationale (Ses observations sur l'interdiction par la police d'une manifestation lors du transfert de corps de patriotes)* [5 juillet 1949] (p. 4202) ; — du projet de loi relatif aux sociétés nationales de constructions aéronautiques amendé par le Conseil de la République ; art. 1<sup>er</sup> *quinquiès* : *Interdiction d'étendre l'activité des sociétés nationales aéronautiques sans l'autorisation du Parlement* [29 juillet 1949] (p. 5491, 5492) ; art. 6 : *Licenciement des employés de ces sociétés* (p. 5496) ; — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les atrocités de la guerre et le réarmement de l'Allemagne)* [25 novembre 1949] (p. 6317, 6318) ; — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6679). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi accordant une allocation aux orphelins* [16 décembre 1949] (p. 6973). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 418 millions pour l'Office national des anciens combattants* [26 décembre 1949] (p. 7282) ; le retire (ibid.) ; art. 7 : *Son rappel au Règlement* [28 décembre 1949] (p. 7496). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — En cette qualité, préside : la 2<sup>e</sup> séance du 26 janvier 1950 (p. 532) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 2 février 1950 (p. 921) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 23 février 1950 (p. 1434) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 2 mars 1950 (p. 1609) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 17 mars 1950 (p. 2142) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 24 mars 1950 (p. 2341) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 30 mars 1950 (p. 2661) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 31 mars 1950 (p. 2718) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 4 mai 1950 (p. 3287) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 2 juin 1950 (p. 4199) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 13 juin 1950 (p. 4662) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 16 juin 1950 (p. 4933) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 19 juin 1950 (p. 4983) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 22 juin 1950 (p. 5164) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 17 juillet 1950 (p. 5491) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 20 juillet 1950 (p. 5646) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 22 juillet 1950 (p. 5786) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 24 juillet 1950 (p. 5890) ; — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1950 (p. 5994) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 27 juillet 1950 (p. 6058) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 28 juillet 1950

(p. 6148) ; — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 juillet 1950 (p. 6268) ; — la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 juillet 1950 (p. 6271) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 2 août 1950 (p. 6414) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6614) ; — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6704) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 26 octobre 1950 (p. 7276) ; — la séance du 2 décembre 1950 (p. 8457) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 5 décembre 1950 (p. 8631) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 6 décembre 1950 (p. 8707) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 14 décembre 1950 (p. 9074) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1950 (p. 9221) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1950 (p. 9522) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1950 (p. 9655) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 29 décembre 1950 (p. 9779). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à considérer comme atteinte au moral de l'armée le fait de ne pas satisfaire aux revendications des veuves et orphelins de guerre* [3 mars 1950] (p. 1833, 1834) ; — d'une proposition de loi relative au taux de la pension de certains orphelins de guerre : *Urgence* [14 mars 1950] (p. 1978, 1979) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 1979, 1980) ; art. 1<sup>er</sup> : *Application de la loi des maxima* (p. 1980) ; — d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2125, 2126) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2397, 2398) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; art. 2 : *Son amendement tendant à porter la pension des veuves de guerre à 50 0/0 de la pension d'un invalide 100 0/0* [21 juillet 1950] (p. 5741) ; *Son amendement tendant à compter l'augmentation de 50 0/0 de la pension des veuves de guerre à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 5742) ; art. 5 : *Son amendement tendant à accorder une pension à chacun des orphelins dans un groupe familial* (p. 5743) ; art. 6 : *Son amendement relatif aux enfants des veuves de guerre* (p. 5744) ; art. 8 : *Son amendement relatif au supplément familial pour les enfants orphelins* (p. 5744, 5745) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, chap. 5000 :

*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Liquidation des dossiers de pupilles de la nation)* [24 juillet 1950] (p. 5902); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'extradition du criminel de guerre Peretti della Rocca, ex-ambassadeur de France [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale* [25 octobre 1950] (p. 7210, 7211); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7506, 7507); — du projet de loi portant développement des biens des entreprises de presse : *Oppose la question préalable* [4 janvier 1951] (p. 110, 111). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — En cette qualité, préside : la 1<sup>re</sup> séance du 26 janvier 1951 (p. 417); — la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> février 1951 (p. 616); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 février 1951 (p. 758); — la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 8 février 1951 (p. 917); — la 3<sup>e</sup> séance du 13 février 1951 (p. 1092); — la 1<sup>re</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1409); — la 2<sup>e</sup> séance du 24 février 1951 (p. 1618); — la 3<sup>e</sup> séance du 14 mars 1951 (p. 1942); — la 1<sup>re</sup> séance du 17 mars 1951 (p. 2099); — la 2<sup>e</sup> séance du 17 mars 1951 (p. 2120); — la 3<sup>e</sup> séance du 4 avril 1951 (p. 2695); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 avril 1951 (p. 2787); — la séance du 7 avril 1951 (p. 2908); — la 3<sup>e</sup> séance du 11 avril 1951 (p. 3156); — la séance du 14 avril 1951 (p. 3308); — la 3<sup>e</sup> séance du 18 avril 1951 (p. 3493); — la 1<sup>re</sup> séance du 20 avril 1951 (p. 3623); — la 1<sup>re</sup> séance du 21 avril 1951 (p. 3700); — la 1<sup>re</sup> séance du 29 avril 1951 (p. 4264); — la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 30 avril 1951 (p. 4328); — la 2<sup>e</sup> séance du 5 mai 1951 (p. 4609); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 mai 1951 (p. 4671); — la 3<sup>e</sup> séance du 12 mai 1951 (p. 5110); — la 1<sup>re</sup> séance du 17 mai 1951 (p. 5312). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rétablir l'allocation temporaire aux veuves de guerre* [21 mars 1951] (p. 2285); *le retire* (p. 2286); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation tempo-*

*raire aux vieux* [19 avril 1951] (p. 3558); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Son rappel au Règlement (Renvoi à la Commission)* [15 mai 1951] (p. 5154, 5155); art. 2 : *Son amendement tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0* (p. 5177, 5178); art. 2 *ter* : *Son amendement tendant à majorer de 16.000 francs les pensions des veuves de guerre non remariées* (p. 5184); art. 2 *quater* : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article relatif à la pension des orphelins de guerre* (p. 5185); *Son amendement tendant à accorder une pension spéciale à l'enfant unique orphelin de guerre et une pension pour chaque enfant d'un groupe familial* (p. 5185); chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (pupilles de la nation)* [17 mai 1951] (p. 5324, 5325).

**PÉRON (M. Yves-Marie)**, *Député de la Dordogne.*

Son élection est validée [29 mars 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10.784), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge à la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice



(Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi portant réforme de l'organisation de la Haute-Cour de justice, n° 135. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les associations spoliées du bénéfice des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 14 novembre 1944 concernant la réintégration de certains locataires, n° 480. — Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi interprétant l'article 16 de la loi d'amnistie du 16 avril 1946, n° 665. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à abaisser la majorité politique à vingt ans, n° 981. — Le 13 juin 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux agriculteurs sinistrés du canton de Saint-Aulaye (Dordogne) un secours immédiat de 50 millions de francs, n° 1707. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 2207. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 47-1813 modifiant les articles 3 et 6 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiés par la loi du 27 décembre 1945, instituant une Haute-Cour de justice, n° 2729. — Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser les poursuites ou sanctions engagées à l'occasion des récents mouvements de grève et à déposer un projet de loi portant amnistie aux condamnés en raison d'infractions commises à l'occasion de ces mouvements, n° 2827. — Le 11 décembre 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi n° 47-2291 du 6 décembre 1947 tendant à la « protection de la liberté du travail », n° 2828. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues relative au titre de « député », 2918. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à désigner une commission spéciale d'enquête parlemen-

taire pour examiner la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), n° 3019. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi relative à l'abrogation de l'acte dit loi du 25 novembre 1941 relatif au jury, validé par l'ordonnance du 20 avril 1945, n° 3767. — Le 19 mars 1948, une proposition de loi ayant pour objet d'abroger l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 3885. — Le 20 mai 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à désigner une commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), n° 4276. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier des articles du Code civil relatifs à l'adoption des enfants, n° 4277. — Le 10 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi relatif au prix des loyers et tenant compte de la situation des locataires et petits et moyens propriétaires, n° 4514. — Le 17 décembre 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au Corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations, n° 5847. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage d'habitation ou à usage professionnel, n° 6416. — Le 20 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 août 1947 portant amnistie, n° 7918. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'entourer de toutes informations relatives à la position et à l'état de la « Cité sanitaire » de Clairvivre » (Dordogne) et à prendre toutes mesures utiles afin de faire cesser la situation scandaleuse qui y est créée, n° 8185. — Le 22 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi créant un service social dans les prisons, n° 8430. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 69 de

la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue d'exonérer les vieux travailleurs et les économiquement faibles des majorations de loyers dans les H. B. M., n° 8476. — Le 28 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Marrane, sénateur, et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à atténuer la crise du logement par une meilleure répartition en accordant des indemnités aux locataires désirant se retirer à la campagne ou acceptant un logement plus petit que celui qu'ils occupent actuellement, n° 8836. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 399 du Code général des impôts directs, pour empêcher que s'exerce le privilège du Trésor en matière de contributions directes et taxes assimilées concernant les planteurs de tabac, n° 9214. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie de plein droit aux personnes communément appelées « squatters » et condamnées par les différents tribunaux pour occupation illégale de locaux, n° 10008. — Le 21 juin 1950, une proposition de loi tendant à l'octroi d'un crédit de 100 millions au département de la Dordogne en vue de dédommager les victimes de la grêle, n° 10373. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Juge et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier les responsables syndicaux fermiers et métayers et les membres assesseurs aux tribunaux paritaires ; 2<sup>o</sup> de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier certaines infractions commises par les agriculteurs à la législation sur les prix, à la législation économique ou à l'occasion du fonctionnement des tribunaux paritaires, n° 10478. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de la loi n° 50-298 du 11 mars 1950 aggravant les pénalités prévues à l'article 76 du Code pénal à l'encontre des Combattants de la Paix, n° 10507. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1950, n° 10537. — Le 6 février 1951,

une proposition de loi tendant au maintien à plein effectif des ateliers S. N. C. F. de Périgueux, n° 12084. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à assimiler le prix des cultures tabacoles à un salaire en ce qui concerne l'exercice du privilège du Trésor, n° 12301. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12712) de M. d'Astier de la Vigerie et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la propagande de guerre, n° 13311.

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de Seine-et-Marne [28 novembre 1946] (p. 32). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux rapports entre propriétaires et bailleurs de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Ses observations sur l'ensemble* [26 mars 1947] (p. 1129). — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Intervient dans la discussion : du projet de loi d'amnistie [18 juin 1947] (p. 2191, 2192, 2193, 2194, 2195) ; Art. 6 : *Amendement de M. Grimaud tendant à amnistier les fautes commises dans les examens* [21 juin 1947] (p. 2303) ; Art. 9 : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à supprimer les « partis politiques » comme organismes servant de base à la définition du résistant* (p. 2307) ; *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à comprendre les organismes reconnus par la commission de la Résistance intérieure française* (p. 2309) ; Art. 14 : *Amendement de M. Mabrut tendant à ce que les demandes puissent être introduites après la clôture de l'information* [30 juin 1947] (p. 2563) ; *Demande de disjonction de M. Teitgen de l'alinéa 4 relatif à la restitution des amendes et confiscations* (p. 2563, 2564) ; *Amendements de M. Boisdon tendant à accorder aux délinquants la restitution des amendes et confiscations* (p. 2565) ; Art. 17 : *Amendements de MM. Mutter et Bardoux tendant à amnistier les mineurs de vingt et un ans* (p. 2569) ; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiant les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juin 1947] (p. 2775, 2776, 2777) ; *Amendement de M. Montel tendant à amnistier les personnes condamnées pour collaboration*

ayant été l'objet d'une citation dans les Forces de la Libération (p. 2778); Amendement de M. Peytel tendant à amnistier les mineurs de 21 ans condamnés pour collaboration et ayant été l'objet d'une citation dans les Forces de la Libération (p. 2779, 2780); Art. 22 : Observations sur la non-restitution à tous les bénéficiaires de l'amnistie des confiscations et amendes fiscales (p. 2781); Art. 27 : Amendements de MM. Dreyfus-Schmidt et Bouxom tendant à la réintégration des militaires quand les actes à eux reprochés ont été accomplis pour la Libération (p. 2783, 2784); le défend (ibid.); Art. 9-2 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2786, 2787, 2788); Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à préciser la définition des formations de résistance (p. 2788, 2789); Art. 14 : Nouvelle rédaction de l'article [8 juillet 1947] (p. 2807); Art. 15 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2807, 2808); Amendement de M. Leenhardt tendant à amnistier les infractions provenant de l'incompréhension des textes (p. 2808); Art. 15 ter : Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie (p. 2810); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 11 bis : Demande d'adoption du texte du Conseil de la République concernant les infractions sur la législation des prix, du ravitaillement, etc. [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3844); Art. 15 : Infractions punies par les comités de confiscation de profits illicites (p. 3846); Art. 15 bis : Amnistie pour les Musulmans d'Afrique du Nord (p. 3847); Art. 19 : Non-application de la loi aux délits de collaboration (p. 3848). — Son rapport sur une pétition [25 juin 1947] (p. 2467). — Est entendu au cours du débat : sur la discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. A. Schmitt accordant le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin [8 juillet 1947] (p. 2812) : Discussion générale (ibid.); — sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour : Discussion générale [9 juillet 1947] (p. 2873, 2874, 2876); Son contre-projet tendant à créer une commission d'instruction de la Haute-Cour de justice composée de douze personnes nommées par l'Assemblée Nationale (p. 2876, 2877, 2878); Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3807). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : Date de la suite de la

discussion [28 juillet 1947 (p. 3634); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 quinquies : Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée [31 juillet 1947] (3776). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 3 : Amendement de M. Toujas tendant à supprimer les articles 3, 4, 5, 6, 7 [29 juillet 1947] (p. 3652, 3653); Art. 4 : Amendement de M. de Moro Giafferri tendant à réduire les majorations de loyers de 60 et 30 0/0 à 45 et 25 0/0 (p. 3658); Art. 6 : Amendement de M. Amiot tendant à modifier le onzième alinéa (p. 3670). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi tendant à abaisser la majorité politique à 20 ans [6 août 1947] (p. 3974, 3975); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à instituer une procédure exceptionnelle du vote par correspondance dans les élections cantonales et municipales [7 août 1947] (p. 4020). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à abaisser l'âge de l'électorat à 20 ans [12 août 1947] (p. 4295, 4296, 4297); Longueur des débats (p. 4301); Articles additionnels : Son amendement tendant à accorder un délai d'un mois pour demander l'inscription sur la liste électorale (p. 4321). — Son rapport sur une pétition [20 novembre 1947] (p. 5096). — Est entendu au cours du débat sur le fonctionnement de la Haute Cour de justice [27 novembre 1947] (p. 5148, 5149). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du règlement : Ses explications de vote sur l'amendement de M. Demusois tendant à n'accorder qu'une fois à cinquante députés le droit de demander un scrutin public à la tribune [29 novembre 1947] (p. 5264); Ses explications de vote sur le deuxième amendement de M. Demusois permettant aux députés demandant un scrutin public à la tribune d'avoir pour cosignataires des députés d'autres groupes (p. 5266); Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article unique (p. 5268, 5269); — du projet de loi sur la défense de la République; Art. 2 : Son rappel au règlement (Clôture des explications de vote) [29 novembre 1947] (p. 5296); — du projet de loi tendant à la protection de la

liberté du travail : *Ses observations contre la discussion d'urgence* [29 novembre 1947] (p. 5307 et suiv.); *Son rappel au règlement contre la clôture* (p. 5345); *Son contre-projet* (p. 5347); Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement* (p. 5393); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5408); Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5459); *Sous-amendement de M. Bacon tendant à supprimer, au premier alinéa, la définition du sabotage* (p. 5464); *Son amendement tendant à supprimer le cas de violation du domicile personnel* (p. 5468, 5469); *Son rappel au règlement relatif à la demande de clôture de M. Lecourt* (p. 5471, 5472); *Amendement de M. Fayet tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* (p. 5475). — Dépose une demande d'interpellation sur les évasions scandaleuses de collaborateurs des prisons de Fresnes, Troyes, Noé, Carrère, Caen, Montpellier et leurs conséquences [16 décembre 1947] (p. 5775); est entendu sur la fixation de la date de discussion (p. 5776, 5777, 5778, 5779, 5780). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale : *Contre l'urgence* [19 décembre 1947] (p. 5910, 5911); Art. 1<sup>er</sup> : *Modifications de l'article 10* (p. 5937, 5938, 5939); *Ses explications de vote sur l'article* [20 décembre 1947] (p. 5958, 5959, 5960); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa et à reprendre le texte existant* (p. 5965, 5966, 5967, 5968, 5969); — de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Son rappel au règlement* [19 décembre 1947] (p. 5934, 5935, 5936). — Est entendu sur le procès-verbal (*Absence en séance et dans le Palais-Bourbon du quorum des députés*) [20 décembre 1947] (p. 5957, 5958); — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Reconduction du budget* [26 décembre 1947] (p. 6255, 6256); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 6308, 6309, 6310); JUSTICE, Chap. 1012 : *Amendement de M. Angeletti relatif à la rémunération du Conseil supérieur de la magistrature* [27 décembre 1947] (p. 6348); Chap. 103 : *Amendement de Mme Lucie Guérin relatif à la Haute Cour de justice* (p. 6349, 6350); — du projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans

les départements d'Alsace-Lorraine; Article unique : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à proroger la législation jusqu'au 31 décembre 1947* [26 décembre 1947] (p. 6273); — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Lecteur de la discussion sur la reconduction du Budget*) [27 décembre 1947] (p. 6335, 6336). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par les inondations* [30 décembre 1947] (p. 6515, 6516). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à relever certaines personnes de l'inéligibilité : *Contre l'urgence* [31 décembre 1947] (p. 6658, 6659). — sur le procès-verbal de la séance du 13 janvier 1948 : *Ses observations sur l'élection du Bureau* [14 janvier 1948] (p. 146, 147, 148); — sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Attitude de la majorité de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 169, 170, 172, 173). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre la loi aux villes d'eaux* [3 février 1948] (p. 350); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [10 février 1948] (p. 562, 563); Art. 7 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa concernant la réoccupation de locaux disponibles pour cause de travaux* [17 février 1948] (p. 757); Art. 8 : *Son amendement tendant à intercaler dans le premier alinéa le mot « mansardé »* (p. 758); *le retire* (ibid.); Art. 8 bis : *Demande de disjonction du dernier alinéa de l'article* (p. 761, 762); Art. 6 : *Son amendement relatif aux ouvriers logés par leurs employeurs* [2 mars 1948] (p. 1234); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à limiter le droit de reprise aux ascendants ou descendants directs* [20 mai 1948] (p. 2803); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le degré de confort et de salubrité des logements offerts en échange lors d'une reprise* (p. 2804); *Longueur des débats* [21 mai 1948] (p. 2836); *Amendement de M. Mabrut tendant à limiter la reprise aux besoins familiaux du propriétaire* (p. 2837); *Amendement de M. Citerne relatif au degré de confort du local offert en échange* (p. 2837);

Art. 13 : *Son amendement satisfait relatif aux droits des ascendants et descendants* (p. 2838); *Amendement de M. Citerne tendant à limiter le droit de reprise aux parents ou enfants vivant avec le propriétaire* (p. 2839); *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas permettre de reprise pour des intérêts familiaux* (p. 2842, 2843); *Amendement de M. Minjoz tendant à excepter de la reprise les locataires de plus de 70 ans ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2944, 2945, 2947); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à insérer un article exceptant les locataires sinistrés du droit de reprise* [28 mai 1948] (p. 3016); Art. 14 ter : *Amendement de M. Minjoz tendant à priver les propriétaires condamnés du droit de reprise* (p. 3018, 3019); Art. 13 : *Sous-amendement de M. Masson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui fait la reprise sauf opposition du propriétaire* (p. 3143); Art. 13 bis : *Son sous-amendement relatif aux vieillards à qui est accordé le droit de reprise* [3 juin 1948] (p. 3149); *Ses commentaires sur le vote de certains députés* [4 juin 1948] (p. 3215); Art. 16 f : *Amendement de M. Claudius-Petit relatif aux conditions d'obtention des primes d'emménagement et de déménagement* [23 juin 1948] (p. 3833, 3834); *Seconde délibération* [24 juin 1948] (p. 3909). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les loyers*) [6 février 1948] (p. 473). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 798, 799); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi que lorsque l'augmentation n'est pas justifiée par une hausse du prix de revient* [18 février 1948] (p. 858, 859, 860, 861); *le retire* (p. 861); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 865); Art. 2 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa relatif à l'application des arrêtés prévus après ratification par l'Assemblée* [19 février 1948] (p. 881, 882); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'article* [24 février 1948] (p. 1019); Art. 3 : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 1020, 1022). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction de la manifestation de la jeunesse [29 avril 1948] (p. 2383). — Prend part à la discussion de la proposition de loi

tendant à faire du 8 mai un jour férié : *Demande de discussion d'urgence* [30 avril 1948] (p. 2432). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Fayet et Mézerna sur les incidents d'Algérie lors des élections du 4 avril 1948 [4 mai 1948] (p. 2489, 2490). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à autoriser le défilé de la jeunesse du 16 mai : *Demande de discussion d'urgence* [4 mai 1948] (p. 2508, 2509). — Dépose une demande d'interpellation sur la cessation des poursuites contre le général Weygand [4 mai 1948] (p. 2523). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2643); — du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel* [2 juin 1948] (p. 3110, 3111); Chap. 106 : *Traitements du personnel des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* (p. 3116); Chap. 323 : *Entretien des détenus hors des maisons d'éducation* (p. 3118); Chap. 611 : *Nomination de juges de paix suppléants* (p. 3119); — du projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Desjardins tendant à les supprimer* [8 juin 1948] (p. 3262, 3263, 3265, 3266); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3269); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5717, 5718, 5719, 5720, 5721, 5726); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Cristofol* (p. 5736); Art. 3 : *Durée du mandat des conseillers élus en 1948* (p. 5739); Art. 4 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à fixer à 25 ans l'âge pour l'éligibilité* (p. 5739); Art. 6 : *Son amendement relatif aux délégués et à leur mode d'élection* (p. 5740, 5741); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5745); Art. 17 : *Etablissement d'un tableau des résultats des élections* (p. 5747); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs aux sanctions contre les délégués n'ayant pas pris part au vote* (p. 5747, 5748); Art. 20 : *Son amendement tendant à faire jouer la représentation proportionnelle à partir de trois sièges* (p. 5749); Art. 32 : *Amendements de M. M. Viard et Marin tendant à ne pas limiter les élections*

*partielles* [13 août 1948] (p. 5776); Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant les réunions électorales* (p. 5778, 5779, 5780); *Son amendement tendant à faire organiser une réunion électorale sur simple demande du candidat* (p. 5780, 5781); Art. 36 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5781); Art. 37 : *Son amendement tendant à accorder des circulaires gratuites pour chaque candidat* (p. 5782, 5783); *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 5783); Art. 1<sup>er</sup> : *Ordre de la discussion* [17 août 1948] (p. 5840); *Amendement de M. Plevén tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination des conseillers par l'Assemblée Nationale* (p. 5844); *Son amendement tendant à faire nommer 50 conseillers par l'Assemblée Nationale* [18 août 1948] (p. 5869, 5870); *Amendement de M. Demusois tendant à substituer « élus à désignés »* (p. 5897); Art. 8 : *Son amendement tendant à élire les délégués parmi les conseillers municipaux au scrutin de liste avec représentation proportionnelle* (p. 5899); *le retire* (p. 5900); *Amendement de M. Cristofol tendant à accorder des délégués supplémentaires aux villes de plus de 15.000 habitants* (p. 5902, 5903); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la répartition des sièges parmi les départements* (p. 5906). — Ses rapports sur des pétitions [10 septembre 1948] (p. 6492, 6493). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7268, 7269); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7277); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7424 et suiv.); *Ses observations sur l'attitude du Gouvernement lors du scrutin* (p. 7435); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne prévoir aucune urgence acquise de plein droit* (p. 7442); *Son amendement tendant à prévoir un débat public si une majorité de 11 députés au moins en Commission s'est prononcée pour la discussion d'urgence* (p. 7444, 7445, 7446). — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département de Seine-et-Oise [16 décembre 1948] (p. 7658). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée Nationale : *Pose la question préalable* [21 décembre 1948]

(p. 7786, 7787); *Discussion générale* (p. 7789); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7790); — du projet de loi portant fixation du Budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup>, JUSTICE : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire de 80.915.000 francs les crédits (Hausse des loyers)* [31 décembre 1948] (p. 8232); *Amendement de M. Camphin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur les mineurs grévistes emprisonnés)* (p. 8233); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits (Ses observations sur l'amnistie en faveur des trafiquants du marché noir)* (p. 8233); *le retire* (ibid.) — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120, 121). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi [affaire Saint-Rapt-Brice] : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Delcòs faisant confiance au Gouvernement* [8 février 1949] (p. 426, 427); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à commémorer le centenaire de la mort de Chopin : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 780); — d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuite; Art. 1<sup>er</sup> : *Composition et rôle de cette Commission* [22 février 1949] (p. 811, 812, 813); — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatifs aux loyers : *Amendement de Mme Rabaté à la proposition de résolution tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages disposant de moins de 16.000 francs par mois* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1032, 1033); *Amendement de M. Palewski tendant à prévoir des mesures de compensation pour les locataires ayant une ou plusieurs personnes à charge* (p. 1034); *Son amendement tendant à prévoir une large extension de l'allocation logement à tous ceux dont les ressources sont inférieures à 25 0/0 du salaire de base* (p. 1036, 1037); Art. 2 : *Amendement de MM. Minjoz et Toujas tendant à ramener les loyers trop élevés au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée* [8 mars 1949] (p. 1298); *Son amendement relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* (p. 1299, 1301); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* (p. 1307); Art. 5 : *Amendement de M. Minjoz tendant à*

ne majorer les loyers de 1948 que de 25 à 33 0/0 suivant les catégories d'immeubles (p. 1312); Son amendement tendant à prévoir un premier palier d'un an au lieu de six mois (p. 1313); Art. 5 bis : Son amendement relatif aux majorations de loyers des meublés (p. 1314); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1315); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de M. Ramarony tendant à limiter la taxation des dépendances aux remises et garages [14 avril 1949] (p. 2468); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéficiaires agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. de Tinguy tendant à prévoir une procédure de conciliation pour l'évaluation des bénéficiaires agricoles [3 mars 1949] (p. 1170); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 2 : Amendement de M. Martel tendant à compléter l'énumération des prestations secondaires [29 mars 1949] (p. 1807); Art. 3 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à exclure de la loi les locataires ayant quitté les lieux sans donner congé (p. 1808); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1813). — Dépose une demande d'interpellation sur le procès des criminels de guerre responsables de la mort de 42 patriotes à Périgueux et le verdict du procès des criminels de guerre de Tulle [8 avril 1949] (p. 2277). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 169 : Amendement de M. Monteil tendant à augmenter de 3 millions l'abattement sur les salaires des contractuels des Eaux et forêts [12 avril 1949] (p. 2343); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : Son rappel au règlement : Application de l'article 17 de la Constitution au contre-projet de M. Aubry [12 avril 1949] (p. 2389). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de l'interpellation de M. Toujas sur les arrestations de résistants [17 mai 1949] (p. 2547). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un citoyen américain ayant commis un meurtre en France a été soustrait à la justice française [19 mai 1949] (p. 2693). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions

économiques et financières; Art. 32 : Son amendement tendant à supprimer l'article [2 juin 1949] (p. 3077, 3078). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à l'activité des groupes armés du R.P.F. et le complot connu dès le 20 mars 1949 contre la sûreté de l'Etat [3 juin 1949] (p. 3153); la développe : Ses observations sur les arrestations opérées le 4 juin 1949, le rôle du colonel Delore dans le complot dit « de la Pentecôte », les dépôts d'armes du R.P.F., la collusion du R.P.F. avec les collaborateurs et les Vichysois [14 juin 1949] (p. 3348, 3349, 3350, 3351); Discussion générale : Sa réponse au Ministre au sujet de prétendus complots communistes (p. 3369, 3370); Son ordre du jour demandant la dissolution des groupes armés du R.P.F. (p. 3371). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de son interpellation sur le complot R.P.F. [7 juin 1949] (p. 3186). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice : Oppose la question préalable [7 juin 1949] (p. 3180, 3181); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Citerne tendant à reporter au 31 juillet 1950 la suppression des cours de justice (p. 3198, 3199); Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3199); Son rappel au règlement (p. 3200, 3201, 3202); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des cours de justice [5 juillet 1949] (p. 4220, 4221, 4222); Art. 2 : Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires (p. 4225); Art. 4 : Amendement de Mme Reyraud tendant à substituer la date du 31 juillet 1950 à celle du 31 juillet 1949 [6 juillet 1949] (p. 4266); Amendement de M. Minjoz tendant à substituer la date du 31 décembre 1949 à celle du 31 juillet 1949 (p. 4267); Son sous-amendement tendant à renvoyer toutes les affaires pendantes devant la cour de justice de Paris (p. 4267, 4268); Art. 6 : Procédure de renvoi des affaires devant les tribunaux civils et militaires (p. 4272); Article additionnel : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de collaboration économique (p. 4273). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : Ordre du jour non respecté [22 juillet 1949] (p. 5063, 5064); Ses observations sur l'attitude de M. Michelet dans la

*Résistance* [26 juillet 1949] (p. 5277); — sur un incident : *Bagarres dans les couloirs* [26 juillet 1949] (p. 5292). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation logement, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5398); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir comme preuve de la qualité de résistant un certificat émanant d'un organisme reconnu par le C. N. R.* [29 juillet 1949] (p. 5482); *Son sous-amendement tendant à substituer la date du 31 juillet 1944 à celle du 6 juin 1944* (p. 5482); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5485). — Est entendu : au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Rappel au règlement de M. Prigent (Recevabilité d'une demande de scrutin public à la tribune)* [13 octobre 1949] (p. 5784, 5785, 5799, 5800, 5801); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Truquage du scrutin d'investiture de M. Moch* [18 octobre 1949] (p. 5828, 5830). — Prend part à la discussion d'une motion de confiance à M. le Président Herriot : *Discussion générale* [18 octobre 1949] (p. 5831, 5832). — Est entendu : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi amnistiant certains délits politiques en Algérie : *Son rappel au règlement* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6467); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi portant amnistie en faveur de certains travailleurs : *Son rappel au règlement (Usage du droit de parole)* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6468); *Urgence* (p. 6469). — Son rapport sur une pétition [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6539). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics : *Urgence* [6 décembre 1949] (p. 6639); *Discussion générale* (p. 6640, 6641); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au transfert éventuel du siège du Parlement et du Gouvernement* (p. 6641); *le modifie* (ibid.); Art. 7; *Son amendement tendant à ne présenter de pétitions qu'à l'Assemblée Nationale* (p. 6642); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux provocations orales ou écrites* (p. 6642, 6643); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux incompatibilités avec les*

*mandats électifs* (p. 6644); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux exceptions au cas de démission d'office* (p. 6645); Art. 18 : *Amendement de M. Minjoz relatif au calcul de la majorité constitutionnelle* (p. 6646); Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir que les membres du Parlement pourront recevoir la Légion d'honneur au titre de la Résistance* (p. 6647); Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa rendant possible le cumul de l'indemnité parlementaire avec les pensions de retraite* (p. 6647); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6649); de ce rapport amendé par le Conseil de la République; ArL 1<sup>er</sup> : *Nouveau texte de la Commission pour l'article relatif au siège des pouvoirs publics* [4 janvier 1950] (p. 134, 135); Art. 9 : *Demande de reprise du texte voté par le Conseil de la République relatif à la procédure des commissions d'enquête, présentée par le Gouvernement* (p. 135, 136); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 140, 141). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur les directives du Bureau*) [13 décembre 1949] (p. 6816). — Dépose une demande d'interpellation sur la détention à la prison militaire de Fribourg-en-Brigau des anciens combattants prisonniers de guerre [15 décembre 1949] (p. 6907). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à proroger d'un an le régime en vigueur* [28 décembre 1949] (p. 7471); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7473). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution relative au tabac*) [3 janvier 1950] (p. 55, 56). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Motion préjudicielle de M. Jacques Duclos tendant à surseoir à la ratification* [27 janvier 1950] (p. 601, 602); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 739); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Non rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1075); — du projet de loi relatif au maintien en



vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas maintenir les décrets relatifs à l'organisation et au statut des réserves des armées de l'air et de mer* [23 février 1950] (p. 1350, 1351) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 février 1950] (p. 1412). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion d'une proposition de loi relative à l'abrogation de certaines incapacités électorales*) [28 février 1950] (p. 1519, 1520) ; — sur un incident (*Discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat « loi scélérate »*) [2 mars 1950] (p. 1611, 1612, 1613) ; — pour un rappel au règlement : *Discussion sur une demande d'arbitrage sur la discussion d'urgence d'une proposition de loi étendant le bénéfice de la retraite aux agents des services de voyageurs et marchandises* [3 mars 1950] (p. 1666, 1667, 1668). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux élections au Conseil d'administration des organismes de la sécurité sociale et d'allocations familiales, amendé par le Conseil de la République (*Suspension de séance*) [3 mars 1950] (p. 1680). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Suite de l'ordre du jour*) [3 mars 1950] (p. 1672, 1673, 1674). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Pose la question préalable* [3 mars 1950] (p. 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1722, 1723, 1724) ; *Sa motion demandant la suspension de la séance* (p. 1733) ; *Son rappel au règlement (suspension de la séance en cas d'absence du quorum)* (p. 1734, 1735) ; *Son rappel au règlement (modification de l'ordre du jour et suspension de la séance)* (p. 1735, 1736) ; *Passage à la discussion des articles* (p. 1757) ; *Son rappel au règlement (passage à la discussion des articles)* (p. 1790, 1791) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa motion demandant un texte de loi faisant la lumière sur le scandale Revers — Mast* (p. 1794, 1795, 1796) ; *Amendement de M. Dominjon tendant à punir de réclusion les coupables de malfaçons, destructions volontaires, entraves à la circulation et sabotages* (p. 1811) ; *Sous-amendement de M. Tourtaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* (p. 1823, 1824, 1826, 1831, 1832) ; *Sous-amendement de M. Garaudy tendant à considérer comme atteint au moral de la nation,*

*la révocation ou la nomination de professeurs de facultés au mépris des règlements et des traditions* (p. 1834) ; *Sous-amendement de M. Citerne tendant à appliquer les dispositions prévues aux membres du Gouvernement* (p. 1848) ; *Son rappel au règlement* (p. 1855, 1856) ; *Son rappel au règlement (vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement)* (p. 1881). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement ; droit à la parole sur le procès-verbal*) [8 mars 1950] (p. 1925) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 1927) ; *Son rappel au règlement (irrégularité du procès-verbal)* (p. 1928, 1929, 1931, 1932). — Ses rapports sur des pétitions [14 mars 1950] (p. 2022), [21 juillet 1950] (p. 5778), [12 décembre 1950] (p. 8986, 8987). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis ; Article unique : *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* [15 mars 1950] (p. 2081) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Suspension de la séance* [21 mars 1950] (p. 2205) ; *Son rappel au règlement* (p. 2205) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 2210) ; — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation, en qualité de *Rapporteur* [9 mai 1950] (p. 3386, 3387) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre la loi à toutes les communes* (p. 3387) ; *Amendement de M. Chautard tendant à n'accorder le bénéfice de la loi qu'aux personnes visées à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 3388, 3389) ; *Amendement de M. Coste-Floret tendant à limiter l'indemnité aux frais de déménagement* (p. 3389) ; Art. 2 : *Détermination du montant des primes accordées* (p. 3390) ; Art. 4 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à stipuler le remboursement de la prime en cas de fraude* (p. 3391). — Est entendu sur une question de M. Citerne au Ministre de la Reconstruction relative au bilan pour 1949 de l'allocation-logement [12 mai 1950] (p. 3653). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; JUSTICE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4111, 4112, 4116). — Pose à M le Ministre de l'Education nationale une question relative à une décision de la commission nationale des

sites [23 juin 1950] (p. 5209, 5210). — Dépose une demande d'interpellation sur l'indemnisation des victimes des orages de grêle en Dordogne [24 juin 1950] (p. 5258). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du Règlement de l'Assemblée : *Pose la question préalable* [17 octobre 1950] (p. 6922, 6923); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [24 octobre 1950] (p. 7112); [2 novembre 1950] (p. 7393, 7396); [3 novembre 1950] (p. 7434); [4 novembre 1950] (p. 7461, 7462, 7472, 7473); [7 novembre 1950] (p. 7499, 7516); *Son contre-projet tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7555, 7556, 7557, 7558, 7559, 7560); *Son rappel au Règlement (Recevabilité des amendements)* (p. 7561, 7562); *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ d'application de la loi* (p. 7571, 7572); Art. 2 : *Amendement de M. Signor tendant à supprimer l'article* (p. 7586); *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les peines inférieures à cinq ans de dégradation nationale* (p. 7586); *Amendement de M. Rollin tendant à faire cesser la peine de dégradation nationale à l'expiration de la peine principale* [10 novembre 1950] (p. 7647); Art. 3 : *Amendement de Mme Darras tendant à supprimer l'article amnistiant les mineurs de moins de 21 ans* [14 novembre 1950] (p. 7665); *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa limitant l'amnistie aux peines inférieures à cinq ans* (p. 7667); *Amendement de M. Michelet tendant à assimiler les mineurs déjà condamnés à ceux qui ne le sont pas encore* (p. 7669); Art. 17 : *Amendement de Mme Braun tendant à supprimer le chapitre prévoyant des libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine* [4 décembre 1950] (p. 8484, 8485); Art. 18 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser les effets de la libération anticipée* (p. 8497); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre énumérant les déchéances et incapacités que comporte la dégradation nationale* (p. 8500, 8501, 8502, 8503); Art. 24 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer l'article relatif aux effets de la dégradation nationale* (p. 8535, 8536); Article additionnel : *Amendement de M. André Hughes tendant à rendre le droit d'éligibilité aux épurés administratifs*

(p. 8552); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer les cours de justice (Vente de bois coloniaux aux Allemands)* (p. 8555, 8556, 8557); *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas amnistier les condamnés pour délations, meurtres, tortures ou espionnage* (p. 8559); *Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les résistants non encore amnistiés par la loi du 16 août 1947 (Affaire Kabaczinski)* (p. 8564, 8565); *Amendement de M. Tourné tendant à proroger le délai prévu par la loi du 16 août 1947 amnistiant les résistants* (p. 8566); *Demande de disjonction de 21 amendements sans rapport avec la loi, présentée par la Commission* (p. 8567, 8568); Art. 28 : *Application de la loi sur tout le territoire français* (p. 8569); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8573, 8574). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Son rappel au Règlement, suite de la séance*) [2 novembre 1950] (p. 7391). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Son rappel au Règlement* [28 novembre 1950] (p. 8235); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8277); [30 novembre 1950] (p. 8359, 8360); Article unique : *Sa demande de vote par division* (p. 8364); *Revision de l'article 11 relatif à l'élection des bureaux des Assemblées* (p. 8364, 8365); *Revision de l'article 12 relatif à la convocation de l'Assemblée Nationale* (p. 8365); *Revision de l'article 20 relatif au rôle du Sénat* (p. 8366); *Revision de l'article 22 relatif à l'immunité parlementaire* (p. 8366); *Revision des articles 49 et 50 relatifs à la question de confiance et à la motion de censure* (p. 8367); *Deuxième délibération sur la proposition* (p. 8369); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 8369, 8370); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Son rappel au Règlement* [29 novembre 1950] (p. 8282, 8283). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur les loyers en Algérie*) [30 novembre 1950] (p. 8354). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Son rappel au*

Règlement [13 décembre 1950] (p. 9026); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux : *Question préalable posée par M. Garet* [14 décembre 1950] (p. 9065); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9426, 9427); *Motion de M. Lussy tendant à suspendre le débat et à prévoir un scrutin majoritaire* (p. 9447, 9448, 9449, 9450); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE : *Proposition de M. Moussu de renvoyer le débat* [23 décembre 1950] (p. 9566); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas faire jouer la clause résolutoire de bail à défaut de paiement si le locataire se libère dans un délai d'un mois* [30 décembre 1950] (p. 9862, 9863, 9864, 9866, 9868). — Ses rapports sur des pétitions [12 janvier 1951] (p. 340). — Est entendu sur : la nomination des membres de la Commission des affaires étrangères (*Cas de M. Marin*) [25 janvier 1951] (p. 363, 364); — le procès-verbal de la séance précédente (*Absence du quorum la veille*) [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 606). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 611, 612, 615) Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer de 600 0/0 les pensions antérieures à 1939 et de 200 0/0 celles conclues entre 1939 et 1946* [13 mars 1951] (p. 1856); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Article additionnel : *Amendement de M. Chautard relatif aux conditions nécessaires pour la dénonciation du bail par le bailleur* [6 février 1951] (p. 761); Art. 5 : *Amendement de M. Minjoz tendant à réduire de trois mois à un mois le délai prévu* (p. 762); Art. 6 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer l'article énumérant les motifs pour lesquels le bailleur peut refuser le renouvellement du bail* (p. 763); *Amendement de M. Hugonnier tendant à prévoir le paiement d'une indemnité en cas de refus de renouvellement du bail* (p. 763); Art. 7 : *Amendement de M. Touchard tendant à prévoir une indemnité pour le locataire évincé si l'immeuble*

*n'est pas reconstruit en un an* (p. 767); *Amendement de Mme Reyraud relatif à un immeuble reconstruit où le locataire ne peut plus exercer sa profession* (p. 768); *Amendement de M. Coudray tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit* (p. 769); *Son sous-amendement tendant à accorder une indemnité au locataire qui ne retrouve pas un local conforme à ses besoins* (p. 770); *Nouvelle rédaction du premier alinéa* (p. 771); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Amendement de Mme Bastide tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Automobile mise à la disposition de M. Noguères)* [15 février 1951] (p. 1206, 1207); Chap. 1180 : *Assis antes sociales des établissements pénitentiaires* (p. 1216); Chap. 3080 : *Son amendement tendant à réduire de 200.000 francs les crédits pour le matériel automobile des services judiciaires (Voiture de M. Noguères)* (p. 1254, 1255); Chap. 6040 : *Crédits affectés aux cantines des prisons* (p. 1260); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1261, 1262); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'absence des députés de la droite* [16 mars 1951] (p. 2065). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1363, 1364). Prend part à la discussion de ces interpellations : *Discussion générale* (p. 1383). — Son rappel au Règlement (*Abus de la Conférence des Présidents pour l'organisation des dé ats*) [21 février 1951] (p. 1428, 1429). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum : *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1436, 1442, 1446, 1447); *Motion de M. André Mercier tendant à suspendre les débats (Absence du quorum)* (p. 1449); *Vote sur le passage à la discussion des articles* (p. 1457); Article unique : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas exiger le quorum pour le vote du procès-verbal* (p. 1462); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire constater l'absence du quorum sur une demande de 100 députés dont la présence est constatée* (p. 1462, 1463); *Son rappel au Règlement (Continuation du débat au-delà de minuit)* (p. 1466, 1467); *Amendement de M. Hugonnier tendant à ren-*

voyer, en cas d'absence du quorum, la séance suivante à une heure plus tard (p. 1469, 1470). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Absence du compte rendu analytique*) [21 février 1951] (p. 1453). — Son rappel au Règlement (*Absence du quorum*) [21 février 1951] (p. 1454). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Coste-Floret affirmant la volonté de l'Assemblée Nationale d'abroger la loi existante* [22 février 1951] (p. 1519) ; *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste majoritaire à deux tours* (p. 1520) ; *Contre-projet de M. d'Aragnon tendant à élire les députés métropolitains au scrutin uninominal avec représentation proportionnelle* [23 février 1951] (p. 1548) ; *Son contre-projet tendant à élire les députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle intégrale* (p. 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1554, 1555) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1670) ; *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole)* [15 mars 1951] (p. 1972) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à ne pas prévoir de scrutin majoritaire à deux tours en 1951* (p. 1976) ; *Son amendement tendant à ne pas prévoir de scrutin avec apparentement* (p. 1976) ; *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1992) ; *Suite du débat* (p. 1993) ; *Amendement de M. Betolaud tendant à ne pas attribuer plus de 6 sièges à aucune circonscription électorale* (p. 1995) ; *Proposition de M. Barrachin de suspendre la séance, puis de continuer jusqu'à achèvement du débat* [19 mars 1951] (p. 2148, 2149) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à faire connaître les apparentements trois semaines avant le vote* (p. 2154) ; *Son amendement tendant à interdire les modifications des déclarations d'apparentement* (p. 2155) ; *Son rappel au Règlement (Adoption du 5<sup>e</sup> alinéa)* (p. 2156, 2157) ; *Son rappel au Règlement (Adoption définitive des alinéas 5 et 6)* (p. 2158) ; *Son amendement tendant à supprimer le 7<sup>e</sup> alinéa relatif à la rupture des apparentements* (p. 2160) ; *Son amendement tendant à faire signer les modifications aux apparentements par la majorité des candidats seulement* (p. 2160) ; *Son amendement tendant à ne prévoir d'apparentement qu'entre*

*les partis nationaux* [21 mars 1951] (p. 2324, 2325) ; *Son amendement tendant à interdire les apparentements multiples* (p. 2328) ; Art. 3 : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à sectionner les départements de plus de 850.000 habitants* (p. 2328) ; *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à sectionner le département de la Gironde* (p. 2329) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à répartir les sièges selon la règle de la plus forte moyenne si aucune liste n'a la majorité* (p. 2333) ; Art. 12 bis : *Amendement de M. Marceau Dupuy relatif aux modalités de sectionnement de la Gironde* (p. 2333, 2334) ; Art. 13 : *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2334) ; Art. 14 : *Amendement de M. Dumet tendant à permettre aux électeurs d'utiliser les bulletins ne faisant pas état des apparentements* (p. 2338) ; Art. 19 : *Son rappel au Règlement (Coup donné par M. Bentaieb à M. Quilici)* (p. 2343) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à faire mentionner les apparentements sur les affiches électorales* (p. 2344) ; *Son amendement tendant à faire mentionner l'apparentement sur le premier envoi d'affiches* (p. 2347) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de trois députés* (p. 2411, 2412) ; *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les dix départements les plus peuplés* (p. 2411, 2412) ; *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les cinq départements les plus peuplés* (p. 2416) ; *Son sous-amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans le département du Nord* (p. 2417) ; Art. 10 ter : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'ordonnance du 14 août 1945 enlevant le droit de vote aux personnes condamnées à 1.000 francs d'amende* (p. 2422) ; Art. 38 : *Son rappel au Règlement (Conduite des débats)* (p. 2431) ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Arthaud tendant à prévoir un texte spécial pour les territoires d'outre-mer* (p. 2459) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2462, 2463, 2464) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4043, 4044, 4045) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote (apparentements)* (p. 4050) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer l'article 1<sup>er</sup> bis de la loi du 5 octobre 1946 (élections au régime de la représentation pro-*

*portionnelle en Seine et Seine-et-Oise* (p. 4063, 4064); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article rayant des listes électorales les condamnés à plus de deux mois de prison ou 100.000 francs d'amende* [27 avril 1951] (p. 4103); Art. 4 ter : *Vote par procuration des soldats en Indochine et en Corée* (p. 4103); *Son rappel au Règlement (Non adoption du projet)* (p. 4123). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur la réforme électorale*) [15 mars 1951] (p. 1971, 1972); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les interpellations au sujet de la grève des transports parisiens*) [21 mars 1951] (p. 2271). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires) *Son rappel au Règlement (Nécessité d'un débat économique)* [21 mars 1951] (p. 2403, 2404). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Incident de la serre*) [17 avril 1951] (p. 3407); — pour un incident (*Son rappel au Règlement; Question de confiance sur la modification de l'ordre du jour*) [18 avril 1951] (p. 3447); — pour une motion d'ordre (*Blocage des explications de vote sur diverses questions de confiance*) [25 avril 1951] (p. 3992). — Son rapport sur une pétition [27 avril 1951] (p. 4126). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Sa motion préjudicielle approuvant les conclusions du Conseil de la République et décidant de ne pas examiner le projet* [2 mai 1951] (p. 4482, 4483); *Son rappel au Règlement (Recevabilité de sa motion)* (p. 4483); *Fixation de la date du vote sur la question de confiance au lundi suivant* (p. 4485); *Irrecevabilité de ses amendements* [7 mai 1951] (p. 4785, 4786); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Question de confiance posée par le Gouvernement contre la motion de M. Billoux tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés 20 textes importants* [8 mai 1951] (p. 4863); *Son rappel au Règlement (Suppression de la discussion générale et irrecevabilité de la question de confiance posée par le Gouvernement)* [10 mai 1951] (p. 4952, 4953); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion de M. Billoux* (p. 4957); Article unique : *Date du vote sur la question de confiance contre*

*tous les amendements* (p. 4968). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Chambeiron condamnant l'opposition du Gouvernement à la suppression des abattements de zones de salaires (*Date du vote sur la motion*) [11 mai 1951] (p. 5061).

**PETIT (M. Albert)**, Député de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949], (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu vice-président de la dite Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 21 janvier 1949] (817). — Est nommé membre : du Conseil supérieur de la protection civile [*J. O.* 28 mai 1947] (p. 4891); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à la renonciation volontaire à toute majoration de l'indemnité parlementaire, **n° 607**. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, **n° 1068**. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte dit loi n° 205 du 5 avril 1943, « portant réorganisation des corps de sapeurs-pompiers de Paris, et étendant sa mission à tout le département de la Seine », **n° 1484**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, **n° 1933**. — Le 21 décembre 1947, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir par dérogation à l'article premier du décret n° 47-2349 du 20 décembre 1947, le prix du paquet de tabac gris à 48 francs, celui du paquet de gauloises à 38 francs ainsi que le prix des cigarettes élégantes, tabac et cigarettes de troupe et des tabacs destinés aux hospices, **n° 2962**. — Le 29 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les jardins familiaux de l'impôt de solidarité agricole, **n° 3043**. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi portant création de l'allocation aux infirmes et incurables, **n° 3155**. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de Mlle Archimède et M. Girard tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables à la reconstruction des quartiers incendiés de la ville de Pointe-à-Pitre et à prévenir le retour de semblables sinistres, **n° 4789**. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, **n° 5052**. — Le 17 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de Mme Madeleine Braun et plusieurs de ses collègues tendant à la création dans le département de la Seine du Service départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes saisies et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine, **n° 5276**. — Le 14 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, **n° 5810**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers ; II. la proposition de résolution de MM. Jean Masson et Scherer tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rajustement des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires ou à leurs ayants droit, **n° 5977**. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin au conflit des pompes funèbres dont le personnel est en grève depuis le 19 février dernier pour ses légitimes revendications aux-

quelles il convient de faire droit, **n° 6753**. — Le 20 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à proroger dans les départements de la Guyane française, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la date de clôture de l'exercice 1948, la date limite de vote pour l'exercice 1948 des impositions directes par les assemblées locales, ainsi que la date limite de clôture de la session budgétaire des conseils généraux pour l'exercice 1949, **n° 7227**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 48-327 du 27 février 1948 relative aux conditions d'application de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires et agents de l'Etat résidant dans les communes classées déshéritées, **n° 7712**. — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier de plein droit, à titre transitoire, de la présomption d'origine pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, les fonctionnaires non guéris, en congé de longue durée à la date du 22 octobre 1946, **n° 8019**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur les dépenses de l'Assemblée Nationale (*indemnité parlementaire*) [22 décembre 1946] (p. 278). — Sur la proposition de résolution relative à l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée Nationale : *Renvoi de la discussion* [14 février 1947] (p. 340); *Renoncement à la majoration de l'indemnité parlementaire* [18 février 1947] (p. 368). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 ; INTÉRIEUR, Chap. 308 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déménagement* [26 juin 1947] (p. 2524); *le retire* (ibid.); Chap. 309 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 2524); Chap. 310 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais d'enquête et de surveillance de la Sûreté nationale* (p. 2525);

le retire (ibid.) ; Chap. 312 : *Son amendement tendant à réduire les crédits relatifs au remboursement à la S. N. C. F. du prix des transports de la Sûreté nationale* (p. 2525) ; le retire (p. 2526) ; Chap. 313 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour dépenses de matériel de la Sûreté nationale* (p. 2526) ; Chap. 402 : *Son amendement tendant à réduire les subventions aux cantines* (p. 2529) ; le retire (ibid.) ; Chap. 503 : *Participation aux charges d'intérêt général des collectivités locales* [17 juillet 1947] (p. 3106) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 304 : *Dépenses du service de l'état civil et des sépultures, exhumations de corps de fusillés* [21 juillet 1947] (p. 3322, 3323). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel ; Art. 3 : *Son amendement étendant les avantages de la loi aux fonctionnaires des collectivités locales* [16 juillet 1947] (p. 3086, 3087) ; le retire (p. 3088) ; — sur la proposition de loi tendant à l'application de la loi du 19 juillet 1947 à l'Assemblée Nationale (relèvement de l'indemnité parlementaire.) : *Son amendement tendant à réduire les crédits demandés* [11 août 1947] (p. 3825, 3826). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales ; Art. 5 : *Son amendement concernant le mode de répartition des sièges entre les listes* [12 août 1947] (p. 4312). — Seconde partie, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à augmenter de 60 à 67 le nombre des conseillers généraux de la banlieue de Paris (Seine)* (p. 4317, 4318). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son amendement tendant à limiter le nombre des remplacements dans les listes à la suite de démissions* [28 août 1947] (p. 4782) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement concernant la dénonciation des accords passés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945* [12 décembre 1947] (p. 5672) ; Art. 17 : *Son amendement concernant les attributions du Conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5735) ; Art. 29 : *Son amendement relatif au contrôle de la Régie* (p. 5760) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer*

*les articles 46 et suivants* [18 décembre 1947] (p. 5848) ; le retire (ibid.). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à maintenir le prix du tabac : *discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6322) ; — de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : *discussion générale* [17 février 1948] (p. 764, 765, 766). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*augmentation de l'indemnité parlementaire*) [4 mars 1948] (p. 1298). — Pose une question à M. le Ministre de l'Intérieur relative au régiment de sapeurs-pompiers de Paris [5 mars 1948] (p. 1389, 1390). — Est entendu sur la question de M. Brault à M. le Ministre de l'Intérieur relative à la situation financière de petites communes rurales de l'Oise [5 mars 1948] (p. 1392). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder une subvention aux familles des victimes de la catastrophe de Kenadsa ; en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1948] (p. 2663) ; — du projet de loi relatif au dégage- ment de cadres ; Article unique : *Son amendement tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* [3 juin 1948] (p. 3172, 3173) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 juillet 1948] (p. 4560) ; — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à reconstruire les quartiers incendiés de Pointe-à-Pitre, en qualité de *Rapporteur* [2 juillet 1948] (p. 4297) ; — de projets de résolution fixant le budget de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française ; Art. 1<sup>er</sup> : *amendement de M. Maton tendant à réduire le budget de l'Assemblée Nationale de 60 millions* [17 juillet 1948] (p. 4758) ; Art. 2 : *ouverture d'un crédit de 500.700.000 francs pour l'Assemblée de l'Union française* (p. 4758, 4759) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire de 4.082.000 francs les crédits pour l'inspection générale des services administratifs* [27 juillet 1948] (p. 4915) ; Chap. 121 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale* (p. 4919) ; Chap. 128 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le service Z (masques à gaz)*

(p. 4920); Chap. 309 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 4924, 4925); Chap. 310 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour enquêtes de la Sûreté nationale* (p. 4928); Chap. 312 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de transport de la Sûreté nationale* (p. 4930); Chap. 318 : *Son amendement tendant à réduire de 150 millions les crédits pour entretien du matériel automobile* (p. 4931); Chap. 326 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le matériel de la Sûreté nationale* (p. 4933); Chap. 327 : *Son amendement tendant à réduire de 52 millions les crédits pour achat de matériel automobile pour la Sûreté* (p. 4934); Chap. 506 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour les services d'incendie et de secours* [28 juillet 1948] (p. 4961, 4962). — Son rapport supplémentaire sur les élections du département de l'Aveyron [14 septembre 1948] (p. 6532). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6772, 6773, 6774); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article sanctionnant la grève* (p. 6776, 6777); *Son amendement tendant à prévoir en cas de grève un service de sécurité minimum* (p. 6779, 6780). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des allocations familiales aux travailleurs en grève : *Hausse du traitement des Députés* [24 novembre 1948] (p. 7202). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'examen par l'Assemblée Nationale du budget de l'Assemblée de l'Union française* [27 décembre 1948] (p. 8015); — du projet de loi portant relèvement des pensions des sapeurs-pompiers communaux volontaires, en qualité de *Rapporteur* [21 janvier 1949] (p. 89). — Est entendu sur une question posée par M. Airoldi à M. le Ministre des Finances relative aux difficultés des collectivités locales pour construire des stades et piscines [28 janvier 1949] (p. 239). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Article additionnel : *Son amendement tendant à réaliser le*

*reclassement intégral des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 469, 470); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative (*Question posée par M. Triboulet*) [22 février 1949] (p. 787, 788); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 bis A : *Son amendement tendant à subventionner les offices d'habitations à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1359); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Ses observations sur l'ensemble du budget du Ministère de l'Intérieur)* [6 avril 1949] (p. 2134, 2135); Chap. 310 : *Frais d'enquête de la Sûreté nationale* (p. 2154); Chap. 500 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention de l'État au personnel de la Préfecture de la Seine* (p. 2157, 2158, 2159); Art. 515 : *Participation du Ministère de l'Intérieur aux dépenses de la gendarmerie* (p. 2160, 2161); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des finances : *Sa proposition de renvoi de la discussion au lendemain* [6 avril 1949] (p. 2163). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur la revalorisation des pensions du personnel des services des égouts*) [14 avril 1949] (p. 2440). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget des départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1949] (p. 2816); — d'une proposition de loi relative aux loyers : *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3385, 3386); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas majorer les loyers dans le deuxième semestre de 1949* [p. 3387]; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 9009 : *Aménagement du centre de la rue de Bercy* [4 juillet 1949] (p. 4152); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son amendement tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* [23 juillet 1949] (p. 5118, 5119); Art. 43 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [24 juillet 1949] (p. 5158). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêté suspendant de ses fonctions



le maire d'Ivry M. Georges Marrane. Sénateur de la Seine [13 octobre 1949] (p. 5766).

**PETIT (M. Eugène) dit Claudius**, Député de la Loire.

*Ministre de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet RIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme.*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

*Ministre de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre de la Reconstruction  
et de l'Urbanisme.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 59). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*) [26 janvier 1948] (p. 195). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. 30 janvier 1948] (p. 1012). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [J. O. du 23 novembre 1947] (p. 11611).

#### Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission

de l'Indochine. n° 4. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 309. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés et évincés pour des raisons d'urbanisme, une option sur le local vacant de même nature le plus proche, n° 976. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mlle José Dupuis et plusieurs de ses collègues tendant à la création, par le département de la Seine, d'un cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire, dans lequel seront intégrés les professeurs communaux en exercice, et habilitant le département de la Seine à inscrire à son budget les dépenses du Service des enseignements spéciaux ainsi créé, n° 1446. — Le 31 juillet 1947 un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation des propriétaires sinistrés dont les immeubles ont été reconstruits par l'Etat au titre de « Chantiers d'expérimentation », n° 2181. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer, de toute urgence, la loi du 7 janvier 1918 sur les chèques postaux, aux départements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 4943. — Le 17 août 1948 un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant statut des Centres d'apprentissage, n° 5285. — Le 17 décembre 1948, un projet de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 5849. — Le 29 mars 1949 un projet de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, n° 6862. — Le 29 mars 1949, un projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 40 de

la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation, n° 6863. — Le 30 mars 1949 un projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement, n° 6895. — Le 5 avril 1949, un projet de loi tendant au relèvement de la redevance due par les organismes d'habitations à bon marché, n° 6927. — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant modification de l'article 32 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7135. — Le 21 juin 1949, un projet de loi portant prorogation jusqu'au 31 décembre 1949 des attributions d'office de logement prononcées au titre de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 7547. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, n° 8099. — Le 13 octobre 1949: un projet de loi portant aménagement du prélèvement sur les loyers, n° 8184. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif à la modification de l'article 25 de la loi du 16 juin 1948 sur les associations syndicales et sociétés coopératives de Reconstruction, n° 8194. — Le 21 novembre 1949, un projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 8421. — Le 15 juin 1950, un projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, n° 10300. — Le 15 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10301. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'acte de guerre, n° 11003. — Le 2 novembre 1950, un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, n° 11147. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi portant modification de la loi n° 50-761 du 30 juin 1950 prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 11460. — Le 13 février 1951, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux

travaux préliminaires à la reconstruction, n° 12164.

### Interventions :

Est entendu : au cours du débat sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat [19 décembre 1946] (p. 132); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Désignation de cinq Conseillers de la République*) [20 décembre 1946] (p. 197). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) *Articles additionnels de M. Louis Marin tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* [23 décembre 1946] (p. 316). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Désignation de cinq Conseillers de la République*) [23 décembre 1946] (p. 362). — Prend part au débat sur la désignation des Conseillers de la République représentant les Français des pays de protectorat [27 décembre 1946] (p. 376). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique ; Art. 2 : *Son amendement concernant les conditions dans lesquelles l'autorisation de paraître a été accordée* [27 février 1947] (p. 504); — du projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, Etat A EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 719 et 720); Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à supprimer les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les opérations de guerre* (p. 724); Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 731, 733, 734); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale, loi Billoux* (p. 753), Art. 38 bis : *Constructions d'habitations à bon marché* (p. 759 et 760), Etat C, P.T.T., Chap 902 : *Équipement en matériel électrique et radio-électrique* (p. 776 et 777); — des interpellations sur la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 902); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du Budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), Etat A,

FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 450 : *Campagne d'Indochine* [20 mars 1947] (p. 954). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports des bailleurs et des locataires de locaux à usage professionnel ou d'habitation ; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* [26 mars 1947] (p. 1116, 1117) ; *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1128, 1129) ; — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), Art. 5 : *Fabrications d'armes de la manufacture de Saint-Etienne* [27 mars 1947] (p. 1200) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336 et 1338). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence du débat*) [18 juin 1947] (p. 2179 et 2180) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de juillet 1947 (*Crédits pour le jamboree*) [26 juin 1947] (p. 2503). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Meck relative à l'élection des délégués dans les entreprises et amendée par le Conseil de la République ; Article unique : [3 juillet 1947] (p. 2680) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite des débats*) [7 juillet 1947] (p. 3128) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) (p. 3148) ; — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa concernant la constitution et les dépenses du cabinet du Président du Conseil économique* [18 juillet 1947] (p. 3200) ; — du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction* [24 juillet 1947] (p. 3469) ; *Discussion générale* (p. 3497, 3498, 3499) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3631, 3632). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A : RECONSTRUCTION ET URBANISME [19 juillet 1947] (p. 3238, 3240) ; Chap. 100 : *Ses observations sur la politique générale de la reconstruction* (p. 3246, 3247, 3248) ; Chap. 304 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour frais de correspondance* (p. 3260) ; Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* (p. 3264) ; Chap. 604-5 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits pour documentation* (p. 3267) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3378, 3379, 3380) ; Chap. 100 : *Amendement de M. Cayol tendant à supprimer un crédit de 315.000 francs destiné à la création d'un poste de chef de service* [22 juillet 1947] (p. 3386) ; *Ses observations sur la direction de l'architecture* (p. 3387) ; Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3399) ; Chap. 195 : *Traitements du personnel des écoles nationales d'art des départements* (p. 3402) ; Chap. 339 : *Subventions à l'enseignement postsecondaire agricole* (p. 3411) ; Chap. 536 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux colonies de vacances* (p. 3429) ; Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree de la jeunesse* (p. 3432, 3433, 3434). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles ; Art. 2 : *Amendements de MM. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupant deux ouvriers au plus* [25 juillet 1947] (p. 3537) ; — des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou : *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen* ; *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan* [26 juillet 1947] (p. 3605, 3606) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Clôture de la session* [29 juillet 1947] (p. 3687) ; — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3649) ; Art. 3 : *Amendement de M. Minjoz concernant les conditions du droit de reprise* (p. 3654) ; *Son amendement tendant à préciser le droit de reprise des fonctionnaires en retraite* (p. 3655) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3675) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour participation à l'Exposition internationale de l'urbanisme et de l'habitation, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3827) ; — du projet de loi réprimant les manœuvres s'op-

posant à la collecte et à la répartitions des denrées rationnées ; Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (Cas des ouvriers grévistes)* [28 août 1947] (p. 4765) ; *Son amendement tendant à remplacer les mots : « de quelque manière que ce soit », par : « dans le but de nuire au ravitaillement »* (p. 4765, 4766) ; le retire (p. 4766) ; — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ravitaillement du maquis du Vercors* [28 octobre 1947] (p. 4924) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4976, 4977) ; — Est entendu sur une motion d'ordre : *Demande de discussion d'une modification du Règlement* [29 novembre 1947] (p. 5260). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 2 : *Ses observations sur l'organisation syndicale soviétique* [29 novembre 1947] (p. 5402). — Est entendu : pour un fait personnel : *Répond à M. Casanova qui l'a traité d'hittlerien et de fasciste* [29 novembre 1947] (p. 5426) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers de M. René Mayer* [16 décembre 1947] (p. 5780, 5781). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [18 décembre 1947] (p. 5877, 5878) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 (nouveau) : *Mesures en faveur des économiquement faibles* [27 décembre 1947] (p. 6332, 6333). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 décembre 1947] (p. 6168) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget* [27 décembre 1947] (p. 6360). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [27 décembre 1947] (p. 6387, 6388) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés ; Art. 10 : *Cumul de l'allocation de vieillesse et de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [28 décembre 1947] (p. 6410, 6411) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Discussion*

*générale* [29 décembre 1948] (p. 6489, 6490) ; Art. 5 : *Avances remboursables faites en vue de la passation de marchés de démarrage pour fabrications en grande série* [30 décembre 1947] (p. 6509) ; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par les inondations dans le Midi* (p. 6517) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [30 décembre 1947] (p. 6568) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires ; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6594, 6595) ; Art. 17 : *Amendements de MM. Masson, Véry et Lucas relatifs aux droits sur les rhums* (p. 6600) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles), Etat A, Chap. 800 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Entretien des hôpitaux* [31 décembre 1947] (p. 6654). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Civisme de M. Poimboeuf* [15 janvier 1948] (p. 171). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa concernant les sinistrés* [3 février 1948] (p. 353) ; Art. 3 : *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa* [10 février 1948] (p. 569) ; *Son amendement relatif au cas des sinistrés et réfugiés* (p. 572) ; le retire (ibid) : *Son amendement relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 572, 573, 574) ; Art. 6 : *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui occupent des locaux expropriés* [13 février 1948] (p. 710) ; *Amendement de M. Dominjon tendant à insérer au 9<sup>e</sup> alinéa les mots « à leur charge »* (p. 713) ; Art. 7 : *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article* [17 février 1948] (p. 756) ; Art. 8 bis : *Demande de disjonction du dernier alinéa de l'article* (p. 761, 762) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre l'article à diverses catégories de victimes de guerre* [2 mars 1948] (p. 1232) ; Art. 6 : *Amendement de M. Gallet relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail* (p. 1236, 1237) ; *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer « dans la*

même agglomération » au 9<sup>e</sup> alinéa (p. 1240); Art. 46 : *Constructions régies par la législation des habitations à bon marché* [9 mars 1948] (p. 1601); Art. 47 : *Amendement de M. Dominjon tendant à favoriser les familles les plus nombreuses* (p. 1603); Art. 49 : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire le taux d'amortissement des frais d'aménagement faits par le locataire* (p. 1607); Art. 59 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le maintien dans les lieux à certains étrangers seulement* (p. 1612); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1716); Art. 62 bis : *Exemption de majorations d'impôts à la suite des majorations de loyers* [4 mai 1948] (p. 2475); Art. 12 : *Amendements de MM. de Moro-Giafferri et Montillot tendant à exclure les locaux professionnels du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2794); Art. 14 bis : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux professionnels* [20 mai 1948] (p. 2797, 2798); *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa* (p. 2800); *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre le droit de reprise aux conjoints des ascendants ou descendants* (p. 2803, 2804); Art. 12 : *Son sous-amendement tendant à exiger du local offert en échange d'une reprise des conditions au moins égales de salubrité* (p. 2804, 2805); Art. 13 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise aux parents du propriétaire que s'ils ne sont pas propriétaires eux-mêmes* [21 mai 1948] (p. 2838); *Amendement de M. Minjoz tendant à favoriser les familles nombreuses et limitant à une fois l'exercice du droit de reprise* (p. 2840); *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des exceptions du droit de reprise* (p. 2843); *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans et ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2946); Art. 13 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre à tous les travailleurs retraités le droit de reprise* (p. 2954); *Amendement de M. Lenormand tendant à faciliter le logement des locataires évincés* (p. 2954); Art. 13 : *Amendement de M. Citerne tendant à ce que le propriétaire faisant une reprise puisse mettre à la disposition du locataire un autre local que celui qu'il occupe* [3 juin 1948] (p. 3138, 3139); Art. 13 bis : *Amendement de M. Chautard*

tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité (p. 3147); *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés même mutés dans une localité différente de celle où est située leur propriété* (p. 3148); le retire (ibid); *Son amendement tendant à étendre la possibilité de reprise des logements situés dans la ville d'origine de l'employé ou fonctionnaire muté* [4 juin 1948] (p. 3207); Art 52 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le 1<sup>er</sup> alinéa* (p. 3216); Art 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une caisse de compensation des loyers* [11 juin 1948] (p. 3436, 3437); *Amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers* (p. 3444, 3445, 3446, 3447); *Son rappel au Règlement, (absence de quorum)* (p. 3444); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article* (p. 3508); Art 19 : *Son amendement tendant à fixer un loyer type lié au salaire moyen départemental* [15 juin 1948] (p. 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517); Art. 23 : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires* [17 juin 1948] (p. 3624, 3625); *Amendement de M. Triboulet tendant à inclure dans les prestations le conditionnement d'air et l'abonnement téléphonique* (p. 3633); Art. 25 : *Amendements de MM. Rollin et Citerne tendant à adopter un système différent de hausse des loyers en prévoyant une loi ultérieure* (p. 3639, 3640, 3641, 3643); *Son amendement relatif au prix de base pour un logement type fixé par rapport au salaire moyen départemental* (p. 3644, 3645, 3646), [18 juin 1948] (p. 3673, 3674, 3676, 3678); *Amendement de M. Coudray tendant à substituer le taux de 0,80/0 à celui de 1 0/0 et à augmenter les délais de hausse* (p. 3679); Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse aux familles nombreuses et économiquement faibles* (p. 3680); Art. 62 bis : *Pas de majoration d'impôts à la suite des majorations de loyers* (p. 3688, 3689); TITRE II, ALLOCATION-LOGEMENT, Art. 64 : *Amendement de M. Coudray tendant à accorder l'allocation aux propriétaires d'après la valeur locative du local qu'ils habitent* (p. 3721); *Amendement de M. Citerne tendant à accorder l'allocation même pour des logis insalubres en cas de force majeure* (p. 3722); Art 16 c : *Allocation-logement en fonction des enfants à charge* [23 juin 1948] (p. 3831); Art. 16 f ; *Amende-*

ment de M. Minjoz relatif aux primes d'emménagement et de déménagement (p. 3831, 3832); Son amendement relatif aux conditions nécessaires pour obtenir ces primes (p. 3833); Amendement de M. Minjoz relatif aux sources de ces primes (p. 3834); Art. 16 i : Amendement de M. Duquesne relatif à la mise en vigueur de l'allocation logement (p. 3838, 3839); Art. 70 : Son amendement tendant à diminuer de 50 0/0 à 30 0/0 le taux du prélèvement sur les loyers en faveur de l'allocation-logement [24 juin 1948] (p. 3897, 3898, 3899); Son amendement tendant à accorder des primes aux personnes quittant des appartements trop vastes (p. 3900, 3901); Art. 16 b : Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse des loyers aux économiquement faibles (p. 3902); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3924, 3925); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : Amendement de Mme Schell tendant à accorder le maintien dans les lieux aux ouvriers quittant leur logement par suite de la rupture de leur contrat de travail [25 août 1948] (p. 6231); Art. 11 : Sa demande de scrutin non acceptée par le président (p. 6232); Art. 13 bis : Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise (p. 6248); Son amendement accordant le droit de reprise aux jeunes ménages (p. 6249, 6250); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés quand le logement est dans un rayon de 20 kilomètres de leur nouvelle résidence (p. 6250, 6251, 6252); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux retraités (p. 6254); le retire (ibid.); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans (p. 6255); Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies (p. 6255); Art. 20 ter : Amendement de M. Chautard tendant à instaurer la liberté des prix des loyers pour les immeubles bâtis depuis 1939 [26 août 1948] (p. 6286); Art. 13 bis : Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans (p. 6312, 6313, 6314). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [4 février 1948] (p. 402); — le règlement de l'ordre du jour (débat sur les loyers) [6 février 1948] (p. 473); — le dépôt

avec demandes de discussion d'urgence de propositions de résolution (*Proposition de résolution de M. Calas sur l'organisation universitaire*) [12 février 1948] (p. 675). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : en qualité de *Vice-président de la Commission de la reconstruction* [17 février 1948] (p. 764); *Discussion générale* (p. 766, 767, 768); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Capitant* (p. 770); *Son contre projet* (ibid); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) : ETAT A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 900 : *Regroupement des services administratifs* [25 février 1948] (p. 1087, 1088); SANTÉ PUBLIQUE, Chap. 901 : *Equipped des organismes d'hygiène sociale* (p. 1089); ETAT C, RADIODIFFUSION, Chap. 901 : *Bâtiments pour la radiodiffusion* (p. 1103); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Loutreau relatifs au rééquipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* (p. 1107, 1108); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1124, 1122). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1269). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction; Art. 2 : *Régime des sociétés coopératives* [2 mars 1948] (p. 1280); *Amendements de MM. Midol, Guittou et Thiriet tendant à prévoir des coopératives agricoles* [17 mars 1948] (p. 1825, 1827); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer le 3<sup>e</sup> alinéa* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3065); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du Règlement de l'Assemblée; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exiger les membres d'au moins trois groupes pour demander un scrutin* [17 mars 1948] (p. 1805); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Ses explications de vote* [18 mars 1948] (p. 1899); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est; Article unique : *Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à rembourser intégralement les dommages* [18 mars 1948] (p. 1936). — Est entendu pour un fait personnel (*Accusations lancées contre lui par des députés commu-*

nistes) [18 mars 1948] (p. 1964). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2587, 2588, 2589); *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2652, 2653); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien des écoles privées* (p. 2674); *Amendements de MM. Farine et Guy Petit tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* (p. 2677); *Son amendement tendant à insérer un article prévoyant la création d'un conseil de parents d'élèves surveillant les programmes* (p. 2678, 2679); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2686, 2687); — de propositions de lois relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2734, 2735, 2736, 2737, 2738); *Demande de renvoi à la Commission* (p. 2741); *Ses explications de vote sur la proposition de M. Arthaud de renvoi à la Commission* (p. 2742); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques; *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2768); Art. 2 : *Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* [25 mai 1948] (p. 2885, 2886). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage-ment des cadres [27 mai 1948] (p. 2958). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.; Art. 1<sup>er</sup> : *Code des Kolkhoses en U.R.S.S.* [25 juin 1948] (p. 3968); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 503 : *Amendement de M. Pleven tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le commissariat à l'énergie atomique* [26 juin 1948] (p. 4050, 4051); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 706 : *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4981); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions la subvention à l'entraide française* [29 juillet 1948] (p. 5073); Chap. 601 : *Etablissements thermaux affermés par l'Etat* [30 juillet 1948] (p. 5119); Chap. 701-2 : *Amendement de M. Renard tendant à réduire de 10 millions les crédits pour l'immigration de travailleurs*

*étrangers* (p. 5119, 5120); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale* [31 juillet 1948] (p. 5181); RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique des prix et du ravitaillement* [2 août 1948] (p. 5209); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la lecture faite par M. Lamps* (p. 5223, 5224); Chap. 100 : *Ses observations sur les constructions scolaires et l'enseignement du dessin* [3 août 1948] (p. 5245, 5246, 5247, 5248); *Retard au vote du statut de la formation professionnelle* (p. 5257); Chap. 150 : *Personnel de l'enseignement technique (école hôtelière)* (p. 5279); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*En qualité de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*) : ETAT A, RECONSTRUCTION, Chap. 6045 : *Amendements de MM. Garet et Finet tendant à augmenter les crédits pour dépenses de documentation et vulgarisation* [14 septembre 1948] (p. 6519). — Est entendu pour un fait personnel : *Tract de la S.N.E.P. en faveur du Maréchal Pétain* [28 juin 1948] (p. 4099). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4123, 4124, 4128); Art. 2 : *Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films* [30 juillet 1948] (p. 5090, 5091); *Amendement de M. Grenier tendant à exempter de la taxe de production les films non exploités commercialement* (p. 5094); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le conseil d'administration un représentant du Ministère de l'Education nationale* (p. 5096); *Ses amendements tendant à inclure dans ce conseil des représentants du syndicat des producteurs et exploitants de films* (p. 5097); *les retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas favoriser l'extension des salles de cinéma* (p. 5100); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer de sanction en cas de retard dans le paiement de la taxe* (p. 5101); *le retire* (ibid.); *Sanctions prévues contre les fraudeurs* (p. 5101); *Son amendement tendant à faire appliquer ces sanctions par les tribunaux* (p. 5102); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : ETAT A, GUERRE, Chap. 125 : *Service de santé* [8 juillet 1948] (p. 4493, 4494); Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* [9 juillet 1948] (p. 4522, 4523); ETAT C, AIR : Chap. 931 : *Travaux neufs, terrain de Chartres* [16 juillet 1948] (p. 4660, 4661); —

du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948 ; Art. 13 : *Ses explications de vote sur l'article interdisant tout dépassement de dépenses* [20 juillet 1948] (p. 4867). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget*) [30 juillet 1948] (p. 5138) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5995) ; — le procès-verbal de la séance précédente (*inexactitude des informations de la radiodiffusion française*) [25 août 1948] (p. 6246). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédit pour 1948 (*investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6376, 6381, 6382, 6383). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. R. Schuman) : *Ses observations sur le pouvoir d'achat de l'ouvrier soviétique* [31 août 1938] (p. 6410). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixant des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : *Amendement de MM. Cruzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7911, 7912, 7913, 7916) ; *Amendement de M. Nisse tendant à n'appliquer ce mode de paiement que sur la demande du sinistré* (p. 7917) ; *Amendement de M. Siefridt tendant à rendre facultatif le paiement par titre* (p. 7917) ; *Amendement de M. René Schmitt tendant à excepter les commerçants du paiement par titre* (p. 7918) ; *Amendement de M. Coudray tendant à limiter le paiement par titre aux sinistrés ayant repris leur activité ou ayant subi des dommages supérieurs à 10 millions* (p. 7918) ; *Amendement de M. Halbout tendant à excepter de ce paiement par titres les immeubles d'habitation affectés à usage commercial ou industriel* (p. 7919) ; *Amendement de M. Gervolino tendant à étendre le paiement par titre aux biens à usage agricole ou artisanal supérieurs à 120.000 francs* (p. 7919) ; *Amendement de M. Coudray tendant à prévoir une revalorisation des dommages de guerre* (p. 7920) ; Art. 11 : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer l'article* (*ibid.*) ; —

de la proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Desjardins tendant à ce que le droit au bail des commerçants persiste même si l'immeuble est reconstruit dans une autre commune* [28 décembre 1948] (p. 8070, 8071) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949 : Art. 11 : *Amendement de M. Mayer tendant à rétablir l'article* [31 décembre 1948] (p. 8258, 8259) ; — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du logement)* [28 janvier 1949] (p. 243, 244, 249, 250) ; *Renvoi du débat* (p. 255) ; *Discussion générale (Ses observations sur les inconvénients de la précédente loi sur les loyers, l'augmentation relativement faible des loyers, la faible fraction de leurs revenus consacrés par les Français à leur loyer, la crise du logement à Paris et surtout en province dans les régions sinistrées, la vétusté des immeubles en France, quelques exemples de hausses de loyers à Paris et en province, les mérites de l'allocation logement pour les familles nombreuses, la question du chauffage et des charges)* [3 février 1949] (p. 300, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312) ; *Explications de vote sur la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 374, 375, 378, 379) ; *Rappel au règlement de M. Triboulet (Ordre du débat pour la proposition de résolution)* (p. 1034, 1035) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte des éléments de la surface corrigée* (p. 1038) ; Art. 2 : *Amendement de MM. Minjoz et Toujas tendant à ramener au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée, les loyers trop élevés* [8 mars 1949] (p. 1297) ; *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* (p. 1299) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret avant chaque augmentation semestrielle* (p. 1302, 1303) ; *Sous-amendement de M. Toujas tendant à prévoir une loi avant chaque augmentation semestrielle* (p. 1304) ; Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* (p. 1305, 1306) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout les clauses du maintien dans les lieux* (p. 1307) ; *Nécessité de hâter le débat* (p. 1309) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à*



*un usage professionnel* (p. 1310); *Proposition de M. de Moro-Giafferri de suspendre le débat* (p. 1313); *Art. 5 bis: Amendement de M. Péron relatif aux majorations de loyers des meublés* (p. 1315); *Article additionnel: Amendement de M. Viard tendant à revenir au droit commun pour certaines catégories d'immeubles* (p. 1315); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; *Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de MM. Citerne et Minjoz tendant à maintenir l'article concernant les locataires de l'immeuble acheté par un nouveau propriétaire* [14 avril 1949] (p. 2463); *Art. 1<sup>er</sup> bis A: Amendement de MM. Citerne et Minjoz tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* (p. 2465); *Art. 4: Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre l'article du Conseil de la République limitant la taxation des dépendances aux remises et garages seulement* (p. 2467); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1116, 1117); *Art 2: Ouverture de 270 milliards de crédit pour la reconstruction (Ses observations sur l'effort actuel de reconstruction et les résultats déjà obtenus, la fin des opérations de déminage, les paiements consentis aux sinistrés, l'effort d'investissement dans le secteur nationalisé et notamment les houillères)* [3 mars 1949] (p. 1192, 1193, 1194, 1195, 1196); *Art. 2: Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1396); *État B.: Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* (p. 1400, 1401, 1402); *Amendements de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter de 12 à 15 milliards, respectivement, les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 1424, 1426, 1427); *Allocation d'attente aux sinistrés* (p. 1428); *Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes* (p. 1429, 1430); *Amendements de MM. Triboulet et Gautier tendant à réduire de 500 millions les crédits pour constructions expérimentales* (p. 1431, 1432, 1433); *Art. 3 ter: Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide* (p. 1446, 1449); *Amendements de MM. Halbout et Triboulet tendant à payer en espèces tous les sinistrés prioritaires de 1948* (p. 1450); *Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par titres aux sinistrés pour les élé-*

*ments d'exploitation* (p. 1451); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Art. 3 ter: Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2272 2273); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2276); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif aux comptes spéciaux du Trésor; *Art. 29 bis A: Ouverture de crédits pour le développement de la construction de logements à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1357, 1358, 1359); — d'une proposition de loi relative aux loyers; *Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. A. Petit tendant à ne pas majorer les loyers dans le 2<sup>e</sup> semestre de 1949* [16 juin 1949] (p. 3388); *Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi sur les loyers à toute la France* (p. 3388, 3389); *Art. 4: Amendement de M. Moisan relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés ayant obtenu un local de l'administration* (p. 3390, 3391); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement, amendée par le Conseil de la République; *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5395, 5396). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Bidault) [décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### **En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Pierrard relative à l'achat par un haut fonctionnaire de la Reconstruction, d'un immeuble partiellement endommagé et à la revalorisation du montant initial de ce dommage [9 décembre 1949] (p. 6737, 6738); — de M. Boutavant relative à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés frappant certains petits salariés épargnants notamment au Creusot [9 décembre 1949] (p. 6738). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; *Art. 4: Amendement de M. Médecin tendant à réduire de 1 million les crédits de la Reconstruction pour l'équipement touristique* [27 décembre 1949] (p. 7339, 7340); *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 7340, 7341, 7342); *Art. 50: Amendement de M. Cruzier tendant à émettre 40 milliards de nouveaux titres d'emprunts pour les sinistrés* (p. 7433, 7434); *Amendement de M. René Schmitt relatif à l'émission de 50 mil-*

liards de titres d'emprunts nominatifs et inaliénables pour les sinistrés (p. 7436); — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 403); Article unique : *Amendement de Mme Schell tendant à réserver en priorité les nouveaux logements aux rapatriés de Kehl* (p. 404); *Amendement de Mme Schell tendant à prévoir une priorité générale dans la ville de Strasbourg pour les rapatriés de Kehl* (p. 405); Article additionnel : *Amendement de Mme Schell tendant à exiger du Gouvernement allemand de Bonn le remboursement des dépenses faites à Kehl* (p. 405); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 50 bis : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au paiement des sinistrés par des titres de la Caisse autonome de la reconstruction* [29 janvier 1950] (p. 791, 792); Art. 51 : *Remise de titres de la Caisse autonome de la reconstruction en paiement des dommages agricoles* (p. 793). — Répond à une question de M. Kuehn relative aux retenues opérées sur le salaire de certains fonctionnaires à la suite de la grève des 14 et 15 janvier 1949 [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1511, 1517, 1518); *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* [21 mars 1950] (p. 2206, 2207); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 2210); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2320), [28 mars 1950] (p. 2451, 2458, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Nisse tendant à imputer le coût des constructions expérimentales sur les investissements productifs et non sur les dommages de guerre* (p. 2493); Art. 2 : *Amendement de M. Cance tendant à ne diminuer en aucun cas les crédits pour les immeubles d'habitation* (p. 2497); *Amendement de M. Midol tendant à modifier la répartition des crédits en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2499, 2500); *Sa demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers* (p. 2500, 2501, 2503,

2504); *Amendement de M. René Schmitt tendant à porter l'indemnité mobilière à 15 milliards de francs* (p. 2504); *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1 million les crédits pour les immeubles de toute nature* (p. 2505); *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions et aménagements provisoires* (p. 2507); Art. 3 ter : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à porter le plafond des dommages mobiliers à 500.000 francs* (p. 2510); *Amendement de M. Mondon tendant à n'appliquer l'article qu'après règlement forfaitaire total des sinistrés au-dessus de 50 0/0* (p. 2510); *Amendement de M. Midol tendant à fixer le forfait pour le mobilier détruit à 225.000 francs* (p. 2510); Art. 7 : *Amendement de M. Hénault tendant à prévoir davantage de nouvelles écoles* (p. 2512); Article additionnel : *Amendement de M. Croûzier tendant à donner au Gouvernement un nouveau et dernier délai pour l'établissement du plan de financement* (p. 2513, 2514); Art. 11 : *Amendement de M. P. Chevallier tendant à faciliter l'acquisition de créances de dommages de guerre par les associations et coopératives de reconstruction* (p. 2516); Art. 13 : *Amendement de M. Nisse tendant à supprimer l'article* (p. 2517); Art. 17 : *Amendement de M. Nisse tendant à hâter les évaluations des dommages de chaque sinistré* (p. 2518); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1950] (p. 4163, 4164); Art. 2 : *Dommages de guerre mobiliers* (p. 4166, 4167, 4168, 4169); *Réparation des dommages agricoles* (p. 4170, 4171); *Ventilation éventuelle des crédits* (p. 4175); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : *Crédits prévus pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3065, 3066, 3067, 3068, 3069); *Amendement de M. Coudray tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédit immobilier* (p. 3071, 3072); Art. 7 : *Amendement de M. Lenormand tendant à n'accorder de prime à la construction que pour les maisons individuelles ou les habitations à bon marché* (p. 3073, 3074); *Amendement de M. René Schmitt tendant à étendre le nombre des années pendant lesquelles seront applicables les primes et à consentir des taux plus favorables aux familles nombreuses* (p. 3075, 3076); *Amendement de M. Siefridt tendant à prévoir des primes pour*

les familles nombreuses ayant reçu un prêt d'une société de crédit immobilier (p. 3076, 3077); Amendement de M. Coudray tendant à prévoir des primes pour les souscripteurs d'un contrat de construction auprès d'une société de crédit immobilier (p. 3078, 3079); Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à appliquer les primes non seulement en 1950 mais pendant l'exercice budgétaire 1950 (p. 3081); Amendement de M. Dusseaulx tendant à prévoir le financement des travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'électrification (p. 3082); Art. 9 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer l'appellation « habitation à loyer modéré » à « habitation à bon marché » (p. 3083); Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire à six mois les délais administratifs relatifs à l'instruction d'un projet de construction d'habitations à bon marché (p. 3084); Art. 11 : Amendement de M. Siefridt tendant à accorder des remises d'intérêt aux emprunteurs du crédit immobilier (p. 3085); Amendement de M. Coudray tendant à ajouter un représentant de l'Union nationale des associations familiales aux membres de la Commission des habitations à bon marché (p. 3086); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à placer sous le contrôle technique du Ministère de la Reconstruction les constructions de logement réalisées par les services publics [3 mai 1950] (p. 3174); Art. 11 ter : Amendement de M. Coudray tendant à réserver par priorité la participation de l'Etat au logement des familles nombreuses (p. 3174); Art. 11 quater : Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prévoir des conventions entre les Ministères et les Offices publics d'habitation (p. 3175); Art. 21 : Amendement de M. Siefridt tendant à garantir les emprunts contractés par des propriétaires pour réparer leur maison quand ils ont l'aide du Fonds national d'habitation (p. 3178); Art. 23 : Amendement de M. René Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France (p. 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction ou les résidences secondaires [19 juillet 1950] (p. 5624, 5625); Art. 11 : Amendement de M. Coudray tendant à étendre les avantages prévus pour les familles nombreuses aux familles ayant deux enfants à charge

(p. 5627); Amendement de M. Coudray tendant à prévoir un représentant de l'U. N. A. F. dans la Commission statuant sur prêts pour les habitations à loyer modéré (p. 5627, 5628); Art. 11 ter : Amendement de M. Terpend tendant à augmenter la participation de l'Etat aux travaux de restauration de l'habitat rural (p. 5629); — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à étendre la loi à toutes les communes [9 mai 1950] (p. 3387); Amendement de M. Chautard tendant à n'accorder le bénéfice de la loi qu'aux personnes visées à l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1949 (p. 3388, 3389); Art. 2 : Détermination du montant des primes accordées (p. 3389, 3390). — Répond à une question : de M. Citerne relative au bilan pour 1949, de l'allocation logement [12 mai 1950] (p. 3652, 3653); — de Mme Guérin relative à l'attribution des logements dits « I. S. A. I. » de Saint-Ouen [12 mai 1950] (p. 3653); — de Mme Ginollin relative au licenciement de personnel du Bazar de l'Hôtel de Ville [12 mai 1950] (p. 3653). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Discussion générale [13 juin 1950] (p. 4691); Chap. 1000 : Administration centrale (Prix de la construction) (p. 4693, 4694); Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre (p. 4694); Chap. 1010 : Personnel des services extérieurs (Répartition du personnel des délégations départementales) (p. 4695); Chap. 1050 : Indemnités des membres des commissions et conseils (Remembrement et aménagement urbain) (p. 4695, 4696); Chap. 1060 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour rémunération de concours extérieurs (p. 4696, 4697); Chap. 1090 : Amendement de M. Albert Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence (p. 4698); Chap. 1140 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de surveillance (p. 4699); Chap. 3030 : Amendement de Mme Schell tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement à l'Imprimerie nationale (p. 4699); Chap. 3070 : Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services (p. 4700); Chap. 4040 : Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour œuvres

*sociales (Scandales de la Mutuelle)* (p. 4701); Chap. 4060 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4709); Chap. 4080 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les services du logement* (p. 4709, 4710, 4712); Chap. 5000 : *Participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction* (p. 4714); *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4715); Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment (Prix de la construction)* (p. 4717, 4718, 4719); Chap. 6060 : *Amendement de M. Gantier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique des travaux de la reconstruction (Centre de perfectionnement du M. R. U.)* (p. 6060); *Sa demande de rétablissement des crédits pour le contrôle technique des travaux de la reconstruction* (p. 4734); Chap. 6070 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertise de dommages de guerre (Lycée Félix-Faure de Beauvais)* (p. 4735, 4736); Chap. 6090 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le Conseil d'architecture* (p. 4737); Chap. 6110 : *Liquidation du service des constructions provisoires* (p. 4737); Chap. 6120 : *Amendement de M. Brillouet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour déminage et désobusage* (p. 4738); Chap. 6140 : *Frais de vente des immeubles construits par l'Etat* (p. 4738); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : RECONSTRUCTION : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6102). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 800 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'étude des plans d'urbanisme*

[20 juillet 1950] (p. 5678); Etat B, RECONSTRUCTION, Chap. 8000 : *Plans d'urbanisme du territoire* (p. 5686, 5687); Chap. 8070 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à rétablir les crédits pour l'urbanisme dans les villes sinistrées* (p. 5687, 5688); Art. 11 : *Indemnisation et réparation des sinistres par inondations dans les Pyrénées-Orientales* (p. 5698). — Répond à une question de M. Depreux relative aux bonifications d'intérêt accordées par la loi du 8 mars 1949 [4 août 1950] (p. 6640, 6641). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6657, 6658, 6659); Art. 3 : *Amendement de M. Guiguen tendant à exonérer de taxe les matériaux utilisés pour la construction d'habitations à loyer modéré par les sociétés coopératives ou les particuliers* (p. 6660, 6661); *Amendement de M. Coudray tendant à créer un fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6663); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hénault tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux causés par les services civils* [4 août 1950] (p. 6730, 6731, 6732). — Est entendu sur un incident (*Ses observations sur le terme de « bicot » appliqué au Sultan du Maroc par M. Moch*) [19 octobre 1950] (p. 7021). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Article 26 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir des majorations semestrielles égales au huitième du loyer actuel* [30 novembre 1950] (p. 8329); *Amendement de M. Rabier tendant à ce que les majorations définitives ne dépassent pas 450 0/0 par rapport aux loyers payés en 1939* (p. 8330); Art. 32 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir un taux supérieur de 20 0/0 pour le prix du mètre carré par rapport à la métropole* (p. 8333); Art. 37 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à mettre à la charge du propriétaire les grosses réparations seulement* (p. 8334); Art. 38 bis : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyers les économiquement faibles* (p. 8335); *Sous-amendement de M. Serre tendant à fixer la date de la mise en application de l'article* (p. 8336); Art. 64 : *Amendement de M. Rabier tendant à*

prévoir la mise en application en Algérie de l'allocation logement avant 1951 (p. 8339); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : Amendement de M. Domignon tendant à ne pas obliger le propriétaire qui démolit à reloger les locataires expulsés [30 décembre 1950] (p. 9874). — Répond à une question : de Mme Marie Lambert relative à l'indemnisation des victimes du sinistre survenu à Brest le 28 juillet 1947 [8 décembre 1950] (p. 8836); — de M.M. Minjoz et Bouxom relative à la location d'immeubles à des économiquement faibles [15 décembre 1950] (p. 9151). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Question préalable posée par M. Nisse [14 décembre 1950] (p. 9106); Chap. 1000 : Lenteur de la reconstruction (p. 9109); Reconstruction et manque de logements à la Guadeloupe [15 décembre 1950] (p. 9157); Suppression d'emplois dans les services départementaux (p. 9159, 9160); Chap. 1090 : Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des habitations à loyer modéré (p. 9160); Chap. 1120 : Service des constructions provisoires (p. 9161, 9162); Chap. 4000 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux prestations familiales dues au personnel de déménagement, présentée par M. Triboulet (p. 9162); Chap. 4010 : Services de l'allocation logement (p. 9163); Chap. 4030 : Œuvres sociales (p. 9163, 9164); Chap. 4070 : Amendement de M. Midol tendant à rétablir les crédits demandés pour les services du logement (p. 9166); Chap. 4080 : Amendement de M. Brillouet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonification d'intérêts pour les emprunts émis par les organismes d'habitations à bon marché (p. 9167); Chap. 5000 : Subventions aux coopératives de reconstitution mobilière (p. 9169); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9169, 9170); Chap. 5010 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au centre scientifique du bâtiment (p. 9171); Chap. 6010 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les honoraires d'avoués et frais judiciaires (Scandale de Gien) (p. 9172); Chap. 6060 : Contrôle technique des travaux de reconstruction (p. 9179); Chap. 6080 : Amende-

ment de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la documentation (p. 9179, 9180); Chap. 6090 : Conseil d'architecture et architectes d'encadrement (p. 9180, 9181); Chap. 6100 : Prêt du Crédit foncier aux sinistrés (p. 9181); Chap. 6110 : Liquidation du service des constructions provisoires (p. 9182, 9183, 9184); Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Réquisition de terrains) (p. 9184, 9185); Chap. 6130 : Frais de vente et de gestion des immeubles construits par l'Etat (p. 9185); Art. 3 : Sous-amendement de M. Halbout tendant à maintenir les services du logement dans les villes sinistrées à plus de 30 0/0 (p. 9187); Amendement de M. René Schmitt tendant à lever la taxe de compensation sur les locaux insuffisamment occupés pendant la durée d'application de la loi (p. 9188). — Répond à une question de M. Gauthier relative à l'augmentation de loyers dans les immeubles sinistrés et reconstruits [2 février 1951] (p. 681). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 1<sup>er</sup> A : Blocage de 15 0/0 des crédits votés [14 mars 1951] (p. 1923); Explications de vote sur l'ensemble (Indemnisation des Français sinistrés en Belgique) (p. 1923). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du budget de la Reconstruction [10 avril 1951] (p. 3041). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8070 : Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées (Boulogne-sur-Mer) [11 avril 1951] (p. 3113, 3114); AGRICULTURE, Chap. 9031 : Restauration de l'habitat rural (p. 3121, 3122); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8001 : Plan d'aménagement du territoire (p. 3125, 3126); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : Amendement de M. Laurent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'équipement rural (Adductions d'eau) (p. 3130); Art. 11 : Amen-

dement de M. Rollin tendant à accorder un délai d'un an pour l'évacuation des locaux d'habitation occupés par l'Administration (p. 3136, 3137); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION** : Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à demander 500 milliards pour la reconstruction [12 avril 1951] (p. 3191); Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant à demander 100 milliards pour les habitations à loyer modéré (p. 3192, 3193, 3194); Art. 1<sup>er</sup> : Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus [13 avril 1951] (p. 3254, 3255, 3258, 3259, 3260, 3261, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277); Art. 11 : Amendement de M. Guiguen tendant à établir l'évaluation totale des dommages de guerre avant le 31 décembre 1951 (p. 3278); Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer l'alinéa accordant la priorité aux projets portant l'accord des propriétaires sinistrés sur ceux n'ayant pas l'accord unanime (p. 3279); Amendement de M. Albert Rigal relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par les propriétaires sinistrés (p. 3280); Art. 13 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas étendre la prime d'économie aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier (p. 3282); Art. 13 bis : Amendement de M. Girard tendant à affecter un quarante et unième des crédits aux départements d'outre-mer (p. 3283); Art. 14 : Amendement de M. Minjoz tendant à confier le plan de constructions en série de logements, aux organismes d'habitation à loyer modéré (p. 3284); Art. 15 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à affecter 4 milliards au logement des Français de Kehl (p. 3285); Art. 18 : Amendement de M. Siefridt tendant à ne reconduire les lois mentionnées que pour 1951 (p. 3286); Amendement de M. de Sesmaisons tendant à nommer un représentant du Ministère de l'Agriculture dans la Commission des prêts en faveur des habitations à loyer modéré (p. 3287); Amendement de M. Fievez tendant à réduire le taux des prêts de 2 à 1 0/0 (p. 3287); Art. 19 : Amendement de Mme Rabaté tendant à reloger les locataires des immeubles insalubres détruits (p. 3288); Article additionnel : Amendement de M. Nisse tendant à accorder un délai supplémentaire aux sinistrés pour la déclaration des dommages [18 avril 1951] (p. 3443); Amendement de M. Penoy tendant à

supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 limitant à 70 0/0 les indemnités de la part de l'Etat dans les reconstitutions immobilières (p. 3444); Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946 relative au calcul du coût de la reconstitution du dommage en fonction de la valeur 1939 (p. 3445, 3446, 3447, 3448); Art. 23 : Amendement de M. Thiriet relatif à l'enlèvement des dépôts provenant des déblaiements (p. 3449); Art. 24 : Amendement de M. Triboulet tendant à permettre un aménagement nouveau dans une reconstitution industrielle ou commerciale (p. 3449, 3450); Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report des dommages agricoles sur d'autres constructions (p. 3450, 3451); Art. 25 : Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession de dommages de guerre (p. 3457, 3458); Amendement de M. Crouzier relatif aux droits de mutation prélevés sur les cessions de dommages de guerre (p. 3459); Art. 26 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer une autorisation administrative à l'autorisation judiciaire pour les mutations de dommages de guerre (p. 3461, 3462, 3463); Demande de renvoi de l'article à la Commission, présentée par M. Halbout (p. 3464); Art. 27 : Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à permettre un appel aux sinistrés dont l'évaluation n'est pas retenue (p. 3464); Art. 28 : Amendement de M. Fauvel tendant à supprimer le dernier alinéa appliquant la loi du 28 octobre 1946 en Indochine (p. 3465, 3466); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Gouge tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au paiement par titres (p. 3468, 3469); Art. 2 : Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales (p. 3472, 3473); Amendement de M. Coudray tendant à augmenter de 600 millions les crédits pour les dommages agricoles (p. 3474); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages urbains (Indemnisation des branchements d'eau, d'électricité et de gaz) (p. 3478); Amendement de M. Gauthier tendant à réduire de 1.000 francs les autorisations de programmes (Suspension du traitement de M. Bodqert) (p. 3478); Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les autorisations de paiement (Loyer des sinistrés logés dans les baraques) (p. 3478, 3479); Art. 3 : Amendement de M. Halbout tendant à

prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés (p. 3497); Art. 4 : Amendement de M. Desson relatif au délai de mobilisation des titres remis aux sinistrés agricoles (p. 3498); Art. 5 : Amendement de M. Gouge tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950 (p. 3500); Amendement de M. Coudray tendant à appliquer la loi sur les priorités nationales plus rigoureusement (p. 3501); Art. 10 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction indistinctement sur tout le territoire [19 avril 1951] (p. 3518, 3519); Amendement de M. Coudray tendant à fixer la surface maxima bénéficiant des primes à la construction d'après le nombre des enfants (p. 3519); Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux acquéreurs de logement des habitations à loyer modéré le bénéfice des primes à la construction (p. 3520); Amendement de M. Fauvel tendant à étendre les primes à la construction aux logements des salariés agricoles (p. 3521, 3522); Art. 10 bis : Amendement de M. R. Schmitt tendant à prévoir des crédits pour la construction de logements pour les fonctionnaires des Ministères civils (p. 3523); Art. 21 : Amendement de M. Penoy tendant à supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 (Payement de 70 0/0 des dommages) (p. 3523, 3524); Amendement de M. Halbout tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Amendement de M. Yvon tendant à porter à 10 millions le montant des dommages pour les navires de pêche sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Amendement de M. Yvon relatif au marché de travaux passé par les associations syndicales et coopératives de reconstructions (p. 3526); Amendement de Mme Poinso-Chapuis relatif à l'évaluation du coût de la reconstitution des immeubles bâtis (p. 3527); Art. 26 : Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir la rescision pour lésion de la vente des dommages de guerre vendus à moins de 30 0/0 de leur valeur (p. 3536); Sous-amendement de M. Nisse relatif au rôle des commissions d'arrondissement des dommages de guerre (p. 3538); Art. 8 : Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir 15 milliards pour l'accession à la petite propriété [11 mai 1951] (p. 5067); de ce projet de loi amendé par

le Conseil de la République; Art. 26 quater : Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre l'article créant un poste de Commissaire du Gouvernement [22 mai 1951] (p. 5673). — Répond à une question : de M. Gauthier relative à la construction de la cité Château-Gaillard à Chelles (Seine-et-Marne) [13 avril 1951] (p. 3263, 3264); — de M. Tinaud relative à l'indemnisation des propriétaires de voitures automobiles saisies par l'armée allemande [13 avril 1951] (p. 3264); — de M. Minjoz relative au retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale [13 avril 1951] (p. 3264); — de M. Pierrard relative au licenciement d'une entreprise textile de Boeschepe (Nord) [13 avril 1951] (p. 3265); — de M. Finet relative à la fourniture par la régie autonome des transports parisiens de renseignements aux parlementaires [13 avril 1951] (p. 3265). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à affecter un milliard au fonds national d'aménagement du territoire [19 avril 1951] (p. 3545, 3546); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : Discussion générale [11 mai 1951] (p. 5027, 5030, 5034); Art. 2 : Amendement de M. Palowski tendant à prévoir des crédits pour les subventions prévues dans le budget de l'exercice 1952 (p. 5039). — Répond à une question : de M. Rosan Girard relative à la construction de logements et la réglementation des rapports entre bailleurs et locataires dans les départements d'outre-mer [11 mai 1951] (p. 5045); — de M. Genest relative à la carte du combattant volontaire de la Résistance [11 mai 1951] (p. 5045). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles [22 mai 1951] (p. 5747, 5748).

**PETIT (M. Guy)**, Député des Basses-Pyrénées.  
Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale

[17 décembre 1946] (p. 103), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des finances [15 novembre 1949] (p. 6099), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des immunités parlementaires [23 janvier 1951] (p. 348); suppléant de la Commission de la réforme administrative [2 mars 1948] (p. 1248); suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes, **n° 384**. — Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à réglementer la transformation des immeubles en appartements, **n° 891**. — Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à transiger avec les redevables en matière de profits illicites, **n° 892**. — Le 22 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer d'urgence au personnel des entreprises nationalisées la propriété et la gestion de ces entreprises et à fixer les modalités du transfert, **n° 2091**. — Le 26 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute expulsion de locataires ou occupants jusqu'au 5 avril 1948, à la condition que les personnes menacées d'expulsion aient acquitté leur loyer ou leur indemnité d'occupation, **n° 3579**. — Le 4 juin 1948, une proposition de loi tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public, **n° 4461**. — Le 20 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une classe de mathématiques spéciales (première année) au lycée de Bayonne-Biarritz, **n° 5004**. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la

Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, **n° 6305**. — Le 22 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables des communes classées comme station d'été, climatique, balnéaire ou thermale, un sursis aux poursuites et pénalités en matière fiscale jusqu'au 15 octobre 1949, **n° 6831**. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux contribuables assujettis à la patente, à la contribution mobilière et aux taxes calculées d'après la valeur locative, un dégrèvement correspondant aux réévaluations des valeurs locatives, auxquelles il a été procédé par mesures administratives au cours de l'exercice 1949, **n° 7527**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, état A, Présidence du Conseil, I. — Services administratifs, **n° 8426 (annexe n° 14)**. — Etat A, Présidence du Conseil, II. — Service de presse (**annexe n° 15**). — Etat A, Présidence du Conseil, III. — Direction des journaux officiels (**annexe n° 16**). — Etat A, Présidence du Conseil, IV. — Services de la défense nationale, Etat-major permanent militaire et civil du Président du Conseil (**annexe n° 17**). — Etat A, Présidence du Conseil, IV. — Services de la défense nationale, B. — Etat-major de l'Europe occidentale (**annexe n° 18**). — Etat A, Présidence du Conseil, IV. — Services de la défense nationale, C. — Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (**annexe n° 19**). — Etat A, Présidence du Conseil, IV. — Services de la défense nationale, D. — Groupement des contrôles radioélectriques (**annexe n° 20**). — Etat A, Présidence du Conseil, V. — Commissariat général du Plan (**annexe n° 21**). — Etat A, Présidence du Conseil, VI. — Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (**annexe n° 22**). — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à suspendre l'application du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale jusqu'à ce que la légalité de ses dispositions ait été vérifiée par le Parlement et en tant que de besoin ratifié



par lui, n° 8530. — Le 16 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les fonds d'investissement et les moyens nécessaires à la prospection et à l'exploitation du périmètre pétrolifère de Lacq et au transport rationnel de la production par l'établissement d'un pipe-line de Lacq au port de Bayonne, n° 9970. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Présidence du Conseil, IV. — Services de la défense nationale, Etat-major permanent militaire et civil du Président du Conseil, n° 10035 (annexe n° 17). — Le 1<sup>er</sup> août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Présidence du Conseil), n° 10841. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la pénalité de 10 0/0 en faveur de certaines catégories de contribuables, n° 11282. — Le 29 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil — Section III. — Direction des journaux officiels), n° 11455. — Le 31 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cinq millions de francs aux marins-pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserve de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition depuis le 10 octobre 1950 du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest, n° 12007. — Le 7 février 1951, une proposition de loi tendant à interpréter et à compléter l'article 14 Titre II, Dispositions relatives à l'habitation) de la loi n° 50-854, du 21 juillet 1950, n° 12094. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11043) et les lettres rectificatives (n°s 11293 et 12044) au projet de loi relatif au développe-

ment des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil), n° 12144. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à accorder un secours d'urgence de cinq millions de francs aux marins-pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserve de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition depuis le 10 octobre 1950 du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest, n° 12351. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13060) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11043) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil), n° 13214.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sur les mesures qu'il compte prendre pour faire face aux difficultés qui menacent le pays en matière économique et financière [28 janvier 1947] (p. 42); développe la première partie de cette interpellation (p. 48); développe la seconde partie (*Tourisme et thermalisme, politique économique à l'égard de l'Espagne, prix et répartition des carburants, organisation contractuelle du marché de la viande, théorie du néo-libéralisme*) [13 février 1947] (p. 305); *Ses observations sur l'ordre du jour déposé par M. Schauffler* [20 février 1947] (p. 402, 403, 404). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 579, 580, 582); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser d'une façon plus juridique la manière dont les intérêts du personnel seront respectés* (p. 588); *le retire* (p. 589); *Amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article* (p. 591); Art. 2 ; *Amendement de MM. Louvel et Paul Bastid tendant à ce que les transferts soient obligatoires pour ceux de ces biens dont la reprise par le concédant est imposée par le cahier des charges* (p. 592); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 5 relatif aux entreprises réquisitionnées* (p. 593); *le retire* (p. 594); Art 6 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement relatif à la question du métropolitain en ce qui concerne l'indemnité d'éviction*

(p. 594); le retire (p. 595); Art. 7 et 8 : *Son amendement tendant à supprimer ces deux articles relatifs au cas où la concession est donnée à une société par actions cotées en bourse* (p. 596). — Participe à la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ce que la prorogation ne soit effective que jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947* [26 mars 1947] (p. 1114); Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel en vue de majorer les loyers* (p. 1117); Art. 4 : *Soutient l'amendement de M. Dubois tendant à faire disparaître les abus commis dans les stations touristiques* (p. 1121); le retire (p. 1127); Art. 6 : *Son amendement tendant à réduire la durée du préavis s'il existe déjà une décision de justice passée en force de chose jugée* (p. 1124, 1125); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1130). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande [28 mars 1947] (p. 1240); — sur l'interpellation de M. Charles Lussy relative au maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1434, 1435). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Ordre du jour de confiance de M. Charles Lussy* [16 mai 1947] (p. 1648, 1649); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 171 : *Son amendement tendant à réduire les crédits alloués aux conseils agricoles départementaux* [12 juin 1947] (p. 2053); le retire (ibid.); Chap. 319 : *Son amendement tendant à réduire les crédits prévus pour frais d'établissement d'enquêtes statistiques* (p. 2055); Chap. 344 : *Son amendement tendant à réduire les crédits prévus pour la pénétration des progrès techniques dans les exploitations agricoles* (p. 2060); le retire (p. 2061); Chap. 505 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de la cinématographie agricole* (p. 2068, 2069); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [19 juin 1947] (p. 2233); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 328 : *Commissariat général au tourisme* (p. 2246); Chap. 505 : *Subvention pour le fonctionnement des organismes de tourisme* (p. 2251, 2252); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1103 :

*Son amendement tendant à supprimer le chapitre concernant les attachés du travail* [9 juillet 1947] (p. 2855, 2856); Chap. 401 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits du fonds de chômage* (p. 2860, 2861). — Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2091), [20 juin 1947] (2282); — sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2150); — sur le projet de loi d'amnistie; Art. 9, 9<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique* [21 juin 1947] (p. 2311, 2312, 2313); *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique sanctionnées par une amende inférieure à 100.000 francs et un emprisonnement inférieur à trois mois* (p. 2313). — Participe à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2346 à 2348); Art. 5 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif au cinquième quart de l'impôt de solidarité* (p. 2365); — des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3602, 3603, 3604). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement [25 juin 1947] (p. 2448); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel; Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* [16 juillet 1947] (p. 3087); — sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3495); *Demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Lecourt concernant les rapports entre bailleurs et locataires* [28 juillet 1947] (p. 3624); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* (p. 3630, 3631). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions de loi transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3647, 3648); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux locataires saisonniers des stations balnéaires ou climatiques* (p. 3651); *Ses expli-*

*cations de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3672). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4847, 4848); — de l'interpellation de M Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4981). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Ses observations sur le programme de M. Léon Blum* [21 novembre 1947] (p. 5109, 5110); — sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 3 : *Son rappel au règlement* [3 décembre 1947] (p. 5459). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 71, 72). — Est entendu au cours du débat : sur la nomination du Bureau de l'Assemblée : *Proposition de M. Duclos de surseoir à l'élection du reste du Bureau* [14 janvier 1948] (p. 156); — sur le projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 836, 837, 838, 839, 840); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'appliquer l'article qu'en tenant compte des majorations de taxes* (p. 864); *le retire* (ibid.); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [24 février 1948] (p. 1016); Art. 1<sup>er</sup> : *Nouvelle définition de pratique de prix illicites pour les produits majorés depuis le 15 janvier 1948* (p. 1017); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1024). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la réouverture de la frontière espagnole* [27 février 1948] (p. 1213, 1214); — de la proposition de loi relative à la stabilisation du prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement des prix des baux à l'échéance* [30 avril 1948] (p. 2439, 2440); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Ses explications de vote sur la question préalable* [13 mai 1948] (p. 2557, 2558, 2559) ; *Discussion générale* (p. 2597); *Sur la prise en considération du*

*projet du Gouvernement* [14 mai 1948] (p. 2652); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à prévoir un référendum chez les mineurs pour décider de la nationalisation des écoles* (p. 2666, 2667); *Amendement de M. Beugniez tendant à insérer un article relatif à l'intégration dans l'enseignement public des instituteurs de ces écoles* (p. 2670); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* (p. 2675, 2676); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2683, 2684); — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 13 bis : *Amendement de M. Citerne tendant à étendre le droit de reprise à tous les travailleurs mis à la retraite* [27 mai 1948] (p. 2949, 2950); *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas accorder le droit de reprise à ceux qui auront cédé leur logement* (p. 2955); Art. 13 : *Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer le dernier alinéa* [3 juin 1948] (p. 3141); Art. 13 bis : *Amendement de M. Chautard tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité* (p. 3147); *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards sans profession* (p. 3148, 3149); Art. 53 : *Son amendement tendant à ne pas interdire les cessions de bail de locaux à usage professionnel* [4 juin 1948] (p. 3218); *le retire* (p. 3219). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*faillite de la S. N. E. C. M. A.*) [2 juin 1948] (p. 3096); — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution des jugements d'expulsion : *Discussion générale* [2 juin 1948] (p. 3105, 3106); Article unique : *Amendements de MM. Dominjon, Mondon et Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires d'hôtels et garnis* (p. 3108, 3109); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3403); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12 milliards les crédits militaires* [19 juillet 1948] (p. 4859); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Antier tendant à liquider les entreprises nationalisées et à augmenter les économies* [18 septembre 1948] (p. 6650, 6651, 6652, 6653); Art. 3 : *Impôt sur les véhicules automobiles* (p. 6668, 6669);

Art. 4: *Amendement de M. Denais relatif aux frais forfaitaires de représentation* (p. 6670); *Son amendement tendant à prévoir des dépassements sur justification* (p. 6671); Art. 5: *Modification par décret de l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6672); *Amendement de M. Baylet relatif aux modifications du régime de l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6673); Art. 13: *Son amendement tendant à exonérer le produit des jeux* (p. 6687, 6688); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs: *Ses observations sur la propagande communiste* [18 novembre 1948]. (p. 7104, 7105); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10: *Amendement de MM. Lenormand, Crouzier et Nisse, tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7915, 7916); Art. 12: *Amendement de MM. Crouzier, Nisse et Schmitt, tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables* (p. 7924); Art. 14: *Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article* (p. 7926); *Son amendement tendant à permettre au Gouvernement de proposer de nouveaux impôts à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1949 en cas d'échec de l'emprunt* (p. 7927, 7928); Art. 14 bis: *Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement* (p. 7930, 7931). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi relative aux loyers, en qualité de *Rapporteur* [28 janvier 1949] (p. 225, 226); *Discussion générale* (p. 243, 244), [3 février 1949] (p. 302); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 376, 377); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez): (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire demandant l'application du Code pénal aux déclarations de M. Thorez*) [24 février 1949] (p. 902); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements: *Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir pour un trimestre un crédit de 67.250 millions* [2 mars 1949] (p. 1139). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt: *demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949]

(p. 1507). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement de la taxe locale: *demande de renvoi à la Commission de l'intérieur présentée par M. Dreyfus - Schmitt* [20 mai 1949] (p. 2751); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires; ETAT A, AIR, Chap. 923: *Etudes et prototypes* [17 juin 1949] (p. 3489); — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes en 1949: *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3994, 3995); Article unique: *Son rappel au règlement, application de l'article 16 de la loi des maxima* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4008); *Son contre-projet tendant à dégrever les contribuables ayant subi une majoration de patente en 1949* (p. 4010, 4011); Article additionnel: *Son amendement tendant à harmoniser le taux des abattements que voteront les assemblées locales* (p. 4029, 4030); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4031); — d'une proposition de loi relative aux loyers des locaux d'habitation et professionnels: *demande présentée par le Gouvernement de renvoi à la Commission des finances* [6 juillet 1949] (p. 4264); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale; Article 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4429, 4430); — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5895, 5896); — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*discussion de la loi de finances*) [19 décembre 1949] (p. 7007). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation du budget par rapport à 1913, la possibilité de nouveaux impôts et de nouveaux emprunts, la ruine de l'épargne et la situation du Trésor* [22 décembre 1949] (p. 7163, 7164, 7165); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Jacques Duclos* [26 décembre 1949] (p. 7243); Art. 2: *Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à reprendre les chiffres d'ensemble fixés par la Commission des finances* (p. 7253); Art. 3: *Ses explications de vote sur l'article* (p. 7307); Art. 7: *Motion de M. Denais tendant à surseoir à l'examen des propositions de recettes nouvelles* [27 décembre 1949] (p. 7355, 7356); Article additionnel: *Son*

amendement tendant à prévoir avant le 1<sup>er</sup> février 1950 un examen du décret portant réforme fiscale (p. 7372, 7373); Art. 24: Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation (p. 7386); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 746, 747); Art. 5: *Ouverture de 398 milliards de crédits pour le tourisme et les investissements* (p. 781, 782); Art. 43: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle des prêts du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 788); le retire (p. 789); Art. 25: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle majorant la taxe à la production* [31 janvier 1950] (p. 814). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*suite de la discussion de la loi de finances*) [28 décembre 1949] (p. 7497). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux taxes locales additionnelles, aux taxes sur le chiffre d'affaires: *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7526, 7527, 7528); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Emile Hughes tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants* (p. 7533); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 8: *Amendement de M. Dusseaulx relatif à la fixation de la patente pour les droits ad valorem* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 863, 864); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup>: *Application de la peine de réclusion aux infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* [3 mars 1950] (p. 1770); *Sous-amendement de M. Citerne tendant à appliquer les dispositions prévues aux membres du Gouvernement* (p. 1847); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles: *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2152); Art. 1<sup>er</sup>: *Son rappel au règlement (Recevabilité de son amendement)* (p. 2155, 2156); *Son amendement tendant à n'appliquer le droit de timbre qu'aux entrepreneurs de transports* (p. 2158, 2159). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Longueur des débats*) [17 mars 1950] (p. 2162). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2: ETAT C: *Son rappel au*

*règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* [26 avril 1950] (p. 2935); *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* (p. 2936, 2937); Art. 4: *Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas admettre de modifications de la répartition des crédits par la Commission des économies* [28 avril 1950] (p. 3044); Art. 7: *Amendement de M. Lenormand tendant à n'accorder de prime à la construction que pour des maisons individuelles ou des habitations à bon marché* (p. 3074); *Amendement de M. Siefridt tendant à prévoir des primes aux familles nombreuses ayant reçu un prêt d'une société de crédit immobilier* (p. 3077); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (affaire Revers-Mast): *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3281); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat A, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, en qualité de *Rapporteur* [12 mai 1950] (p. 3658); DÉFENSE NATIONALE, SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE, en qualité de *Rapporteur* (p. 3659, 3660); *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer les crédits pour la documentation extérieure et le contre-espionnage* (p. 3661); Chap. 1000: *Traitement du personnel de l'administration centrale* (p. 3662); *Amendement de M. Hugues tendant à réduire de 1 million les crédits de ce chapitre (Fusion du S. D. E. C. E. et du G. C. R.)* (p. 3663); Chap. 3020: *Fonctionnement des services de l'administration centrale* (p. 3663, 3664); Chap. 3040: *Entretien du matériel automobile* (p. 3664); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5050: *Demande de réserver le chapitre relatif au Centre national de cinématographie, présentée par M. Verneyras (Festival de Cannes)* [13 juin 1950] (p. 4674); RECONSTRUCTION ET URBANISME: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 juin 1950] (p. 4740); PRÉSIDENT DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur* (p. 4741); Chap. 1000: *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4755); Chap. 1120: *Amendement de Mme Degrand tendant à rétablir les crédits demandés pour collaboration extérieure des services de documentation* (p. 4756); Chap. 3000: *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel, présentée par le Gouvernement* (p. 4756); Chap. 3030: *Demande de*

rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement (p. 4757); Chap. 3050: *Demande de rétablissement des crédits prévus pour les services de documentation, présentée par le Gouvernement* (p. 4757, 4758); Chap. 5000: *Demande de rétablissement des crédits prévus pour la subvention à l'École nationale d'administration, présentée par le Gouvernement* (p. 4758, 4759); Chap. 5020: *Subventions au Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4761); INFORMATION, en qualité de *Rapporteur* (p. 4762); Chap. 3000: *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel (Combustibles), présentée par le Gouvernement* (p. 4763); Chap. 5000: *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'agence France-Presse* (p. 4764, 4765); DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS, Chap. 3010: *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services administratifs, présentée par le Gouvernement* (p. 4767); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1010: *Sa demande de réserver le chapitre* (p. 4768); Chap. 1020: *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir les crédits pour le personnel contractuel* (p. 4769); Chap. 3000: *Demande de rétablissement des crédits prévus pour les frais de déplacement et de mission* (p. 4770); CONTROLES RADIO-ÉLECTRIQUES, en qualité de *Rapporteur* (p. 4774); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales: *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3805, 3806, 3807, 3814); — des interpellations sur le réarmement de l'Allemagne: *Discussion générale (Ses observations sur l'inclusion de l'Espagne dans l'armée européenne)* [25 octobre 1950] (p. 7188); *Sa demande de suspension de séance* (p. 7226); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 7227); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif: *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7262, 7263); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8433, 8434); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040: *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9288, 9289, 9290); — du projet de loi portant autorisation d'un pro-

gramme de réarmement: *Son contre-projet tendant à affecter 352 milliards au réarmement* [28 décembre 1950] (p. 9742, 9743, 9746, 9747, 9748, 9749); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 285, 286); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 36 bis: *Son sous-amendement tendant à prévoir un régime spécial pour les stations classées* [31 décembre 1950] (p. 9946, 9947); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3: *Son sous-amendement tendant à prévoir une taxe, soit annuelle, soit saisonnière* [5 janvier 1951] (p. 208, 209); le retire (p. 209); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. L'Huillier tendant à attribuer sur la taxe locale 60 0/0 aux communes et 15 0/0 aux départements* (p. 217). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des présidents: *Vote des douzièmes provisoires* [13 février 1951] (p. 1086); — sur le procès-verbal de la séance précédente: *Secours aux pêcheurs en chômage de Saint-Jean-de-Luz* [15 février 1951] (p. 1179). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; PRÉSIDENT DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur* [3 avril 1951] (p. 2602, 2603, 2604); Chap. 1000: *Ses observations sur la subvention accordée à France-Presse* (p. 2608); Chap. 1110: *Collaboration extérieure (Crédits de documentation)* (p. 2609); Chap. 5000: *Subventions à l'École nationale d'administration* (p. 2610); Chap. 6000: *Amendement de M. Lamps tendant à supprimer les crédits pour les fonds secrets* (p. 2612); Chap. 5000: *Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer la subvention à l'agence France-Presse* (p. 2627); SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000: *Amendement de M. Wasmer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil et militaire du Secrétariat* (p. 2629); ETAT-MAJOR DE L'EUROPE OCCIDENTALE: *Sa demande de disjonction des chapitres* (p. 2630). — Est entendu: sur le procès-verbal de la séance précédente: *Explications de vote sur la réforme électorale* [5 avril 1951] (p. 2740); — pour un incident: *Vote de la réforme électorale* [5 avril 1951] (p. 2741). — Prend part à la discussion: du projet de loi

relatif aux dépenses d'équipement des services civils : *Motion préjudicielle de M. Thamier demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires* [10 avril 1951] (p. 3070, 3071) ; AGRICULTURE, Chap. 9031 : *Restauration de l'habitat rural* [11 avril 1951] (p. 3121) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 10 : *Primes à la construction* [18 avril 1951] (p. 3506) ; *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction indistinctement sur tout le territoire* [19 avril 1951] (p. 3597, 3598) ; — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies ; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Inégalités dans la répartition des crédits* [5 mai 1951] (p. 4619) ; Chap. 5240 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au maïs importé* (p. 4620, 4621). = S'excuse de son absence [9 mai 1947] (p. 1533), [15 mars 1949] (p. 1622), [26 juillet 1949] (p. 5203). = Obtient des congés [9 mai 1947] (p. 1533), [15 mars 1949] (p. 1622), [26 juillet 1949] (p. 5203).

**PETSCHÉ (M. Maurice)**, *Député des Hautes-Alpes.*

*Secrétaire d'Etat aux Finances*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat aux Finances*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 13 janvier 1949.

*Ministre des Finances  
et des Affaires économiques*

(Cabinet QUEUILLE)

du 13 janvier 1949 au 28 octobre 1949.

*Ministre des Finances  
et des Affaires économiques*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre des Finances  
et des Affaires économiques*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

*Ministre des Finances  
et des Affaires économiques*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre des Finances  
et des Affaires économiques*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194).

### Dépôts :

Le 18 mars 1947, une proposition de loi ayant pour objet l'annulation de l'acte, dit loi du 16 février 1941, relatif à l'exécution des travaux agricoles urgents ou d'intérêt général par les départements et les communes, **n° 954**. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, dès ratification du traité de paix entre la France et l'Italie, à faciliter les moyens de communication entre la France et l'Italie, **n° 1212**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), état A, Présidence du Conseil. I. — Services administratifs de la Présidence du Conseil. II. — Services du cabinet du Président du Gouvernement provisoire, III. — Direction des journaux officiels. IV. — Services de la Défense nationale, État-Major de la Défense nationale. (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.) (Groupement des contrôles radio-électriques.) V. — Commissariat général du plan, Jeunesse, Arts et Lettres (Services de l'Information.) (Dépenses administratives.), **n° 1556**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de loi tendant à habilitier la Caisse nationale de Crédit agricole à consentir des prêts à long terme aux institutions de mutualité agricole pour l'acquisition, l'aménagement ou la construction des immeubles nécessaires à l'installation et au fonctionnement de leurs services, **n° 1929**. — Le 5 août 1947, une propo-

sion de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir au bénéfice des prestations familiales les petits agriculteurs qui en sont indûment exclus par une application abusive de l'article 36 du décret du 10 décembre 1946, n° 2241. — Le 25 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de calamités agricoles, n° 2483. — Le 26 janvier 1948, une proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3146. — Le 17 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi n° 48-164 du 30 janvier 1948 portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs de la Banque de France, n° 3408. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Présidence du Conseil. II. — Services chargés de la presse et de la liquidation des services de l'information. (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-32 du 2 juin 1948), n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), Présidence du Conseil, n° 4046 (Rapport supplémentaire). — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter une aide immédiate aux victimes des inondations catastrophiques du Guil, de la Durance et de la Clarée dans les Hautes-Alpes, n° 4269. — Le 10 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la commune de La Salle dans les Hautes-Alpes, atteintes par une inondation, n° 4513. — Le 22 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des crédits de secours immédiats aux populations des Hautes-Alpes victimes des orages, pluies torrentielles et inondations, n° 4655. — Le 24 juin 1948,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la stricte application des exonérations prévues par la loi pour les paiements des cotisations aux allocations familiales agricoles, n° 4703. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances chargée d'enquêter sur les immeubles et locaux occupés par les administrations publiques, n° 4727. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires, n° 5728. — Le 31 décembre 1948 un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 7 du décret du 24 mai 1938, n° 6017. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi portant statut général des entreprises publiques, n° 6027. — Le 18 janvier 1949, un projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 6082. — Le 18 janvier 1949, un projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur, n° 6083. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 590 millions comme conséquence d'une distribution supplémentaire de 100 grammes de beurre à l'occasion des fêtes de fin d'année, n° 6104. — Le 20 janvier 1949 une lettre rectificative au projet de loi n° 5944 relatif aux comptes spéciaux du Trésor (exercice 1949), n° 6110. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1879 relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative sous l'autorité du Ministre des Finances, n° 6135. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6173. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi, portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Marine marchande par la loi 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6176. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du Travail et de la Sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6177. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail, n° 6182. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant



répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6225. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, des Transports et du Tourisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6226. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Affaires économiques par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6227. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des Affaires étrangères par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6228. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Présidence du Conseil par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6229. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'Intérieur par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6230. — Le 28 janvier 1949, un projet de loi prorogeant le régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor n° 6238. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la justice par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6248. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'Education nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6260. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la Population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6261. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6262. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des Finances par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6263. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la France d'outre-mer par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6264. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de

l'Industrie et du Commerce par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6265. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'Agriculture par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6266. — Le 3 février 1949, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5943) portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949, n° 6276. — Le 3 février 1949, un projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6277. — Le 4 février 1949, un projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, n° 6327. — Le 15 février 1949, une lettre rectificative au projet de loi portant fixation des droits de douane d'importation, n° 6457. — Le 25 février 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de mars, avril et mai 1949, n° 6591. — Le 3 mars 1949, un projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 6648. — Le 3 mars 1949, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 5943) portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949, n° 6649. — Le 8 mars 1949, un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1949, n° 6697. — Le 8 mars 1949, un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, n° 6698. — Le 8 mars 1949, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5993) relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948, n° 6699. — Le 8 mars 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement. — Opérations nouvelles), n° 6705. — Le 8 mars 1949, un projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonc-

tionnaires, agents, et ouvriers civils de l'Etat justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et révisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation, n° 6706. — Le 8 mars 1949, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 5943) portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949, n° 6713. — Le 10 mars 1949, un projet de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires, et l'article 14 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 6759. — Le 10 mars 1949, un projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949, n° 6760. — Le 11 mars 1949, un projet de loi collectif d'ordonnancement portant: 1<sup>o</sup> Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; 2<sup>o</sup> Ratification de décrets, n° 6790. — Le 15 mars 1949, un projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes, n° 6819. — Le 29 mars 1949, un projet de loi portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 6872. — Le 30 mars 1949, un projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949, n° 6894. — Le 30 mars 1940, un projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, n° 6896. — Le 31 mars 1949, un projet de loi tendant à accorder certaines facilités aux redevables du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à prévoir une procédure particulière pour l'examen des demandes en remise ou en modération des majorations d'impôts prévues par l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948, n° 6903. — Le 6 avril 1949, une lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 6945. — Le 6 avril 1949, un projet de loi portant autorisation d'avances du Trésor à la Caisse nationale de crédit agricole, n° 6953. — Le 12 avril 1949, un projet de loi autorisant la cession amiable

de l'ancien terrain d'aviation de Menzel-Témime (Tunisie), n° 7023. — Le 12 avril 1949, une lettre rectificative au projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, n° 7033. — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1949, n° 7056. — Le 12 avril 1949, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative (6327) au projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, n° 7059. — Le 14 avril 1949, une lettre rectificative au projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, n° 7085. — Le 14 avril 1949, un projet de loi prorogeant les délais prévus par la loi n° 49-331 du 12 mars 1949, n° 7093. — Le 14 avril 1949, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de deux millions pour la célébration du bi-millénaire de la bataille d'Alésia, n° 7124. — Le 14 avril 1949, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de cinq millions de francs au budget du Ministère de l'Education nationale pour la célébration du centenaire de la mort de Chopin, n° 7125. — Le 14 avril 1949, un projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 25 avril 1946, relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France, n° 7126. — Le 14 avril 1949, un projet de loi fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels, n° 7127. — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant modification de la législation des sociétés, n° 7137. — Le 20 mai 1949, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 7220. — Le 20 mai 1949, un projet de loi relatif à la création de zones franches dans les ports, n° 7233. — Le 31 mai 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour le mois de juin 1949, n° 7304. — Le 14 juin 1949, un projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat du montant des avantages particuliers octroyés par l'accord franco-italien

du 26 mars 1949 au profit des travailleurs italiens employés dans les mines et dans l'agriculture, n° 7434. — Le 21 juin 1949, un projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de Bourse, n° 7538. — Le 21 juin 1949, un projet de loi portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre, n° 7539. — Le 23 juin 1949, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 49-694 du 24 mai 1949 portant refonte du tarif des droits de douane d'exportation, n° 7593. — Le 28 juin 1949, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), n° 7656. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une lettre rectificative (n° 7656) au projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), n° 7714. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le deuxième trimestre de l'année 1949 et substituant pour l'échéance du 1<sup>er</sup> octobre 1949, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, n° 7732. — Le 6 juillet 1949, un projet de loi portant modification du tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos, n° 7778. — Le 7 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi tendant à étendre le contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale, n° 7787. — Le 13 juillet 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de la sixième session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, n° 7892. — Le 13 juillet 1949, un projet de loi portant modification à la loi n° 48-1991 du 31 décembre 1948 portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, n° 7898. — Le 19 juillet 1949, un projet de loi relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du Recensement agricole mondial de 1949-1950 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés, n° 7911. — Le 20 juillet 1949, un projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, n° 7942. — Le 21 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi portant aménagement fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, n° 7962. — Le 21 juillet 1949, un projet de loi

modifiant l'article 2 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale, n° 7974. — Le 27 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi collectif d'ordonnancement portant : 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; 2<sup>o</sup> ratification de décrets, n° 8049. — Le 27 juillet 1949, un projet de loi relatif aux droits à pension des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, n° 8061. — Le 27 juillet 1949, un projet de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transferts à l'état de certaines dépenses, n° 8065. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi adaptant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, n° 8093. — Le 13 octobre 1951, un projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8135. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8136. — Le 10 novembre 1949, un projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8336. — Le 10 novembre 1949, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8337. — Le 15 novembre 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 8396. — Le 24 novembre 1949, un projet de loi tendant à la ratification du décret du 4 novembre 1949 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation, n° 8460. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, n° 8580. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre), n° 8581. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950

(prêts et garanties), n° 8582. — Le 2 décembre 1949, un projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 8600. — Le 2 décembre 1949, un projet de loi relatif au développement des voies et moyens affectés au financement des dépenses de l'exercice 1950, n° 8602 et annexe. — Le 14 décembre 1949, un projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 8715. — Le 15 décembre 1949, un projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 8734. — Le 15 décembre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, n° 8735. — Le 19 décembre 1949, un projet de loi relatif à la contribution des patentes et à diverses dispositions concernant les impositions départementales et communales, n° 8763. — Le 21 décembre 1949, une lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8808. — Le 23 décembre 1949, une lettre rectificative au projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 8835. — Le 26 décembre 1949, un projet de loi portant aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer, n° 8845. — Le 27 décembre 1949, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8857. — Le 30 décembre 1949, un projet de loi portant ouverture des crédits applicables au mois de janvier 1950 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1950, n° 8908. — Le 30 décembre 1949, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8909. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi relatif aux plus-values apportées aux immeubles à la suite de travaux effectués par l'ennemi, n° 8972. — Le 17 janvier 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de la loi du 16 juillet 1949, portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, n° 8982. — Le 20 janvier 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, n° 9027. — Le 29 janvier 1950, un projet de loi portant

répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, n° 9096. — Le 16 février 1950, un projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle, en vue de l'aménagement du palais de justice de Nancy, du bâtiment de la cour d'appel de cette ville (ancien hôtel de Craon), n° 9236. — Le 24 février 1950, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement (réparation des dommages de guerre), n° 9348. — Le 14 mars 1950, un projet de loi portant ratification de décrets, n° 9454. — Le 17 mars 1950, un projet de loi sur le renouvellement du Conseil économique, n° 9541. — Le 21 mars 1950, une lettre rectificative (n° 8715) au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 9556. — Le 21 mars 1950, un projet de loi portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et relatifs à diverses dispositions d'ordre financier, n° 9566. — Le 1<sup>er</sup> avril 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Léon Blum, ancien Président du Conseil, n° 9705. — Le 25 avril 1950, une 4<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 9727. — Le 25 avril 1950, un projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, n° 9733. — Le 25 avril 1950, un projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'Imprimerie nationale, n° 9755. — Le 2 mai 1950, un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950, n° 9823. — Le 12 mai 1950, un projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles, n° 9951. — Le 30 mai 1950, un projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 10099. — Le 8 juin 1950, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 50-528 du 11 mai 1950 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation et suspension du droit de sortie sur les « os bruts », n° 10220. — Le 14 juin 1950, une 9<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10283. — Le 24

juin 1950, un projet de loi tendant à majorer le pourcentage des crédits mis à la disposition des Ministres pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950, n° 10461. — Le 20 juillet 1950, un projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10652. — Le 26 juillet 1950, un projet de loi relatif à l'aide à la construction, n° 10760. — Le 28 juillet 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer), n° 10811. — Le 2 août 1950, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Gouverneur de la Banque de France, n° 10847. — Le 2 août 1950, une lettre rectificative au projet de loi relatif à l'aide à la construction, n° 10855. — Le 4 août 1950, un projet de loi relatif aux conditions d'exercice de la profession de courtier de banque, n° 10904. — Le 4 août 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1950, n° 10942. — Le 4 août 1950, un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, n° 10943. — Le 4 août 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 10944. — Le 4 août 1950, un projet de loi collectif de régularisation portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, n° 10945. — Le 4 août 1950, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 10946. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi portant approbation de la Convention signée le 1<sup>er</sup> avril 1950, entre la France et la principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, n° 11006. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi autorisant le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils qui en sont dépourvus, n° 11028. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi modifiant les conditions de fonctionnement du fonds commun institué par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage, n° 11030. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères) n° 11034. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale) n° 11037. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Finances et Affaires économiques) n° 11038. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés) (I. Dépenses civiles) n° 11039. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce) n° 11040. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur) n° 11041. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice) n° 11042. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Marine marchande. — Travaux publics, Transports et Tourisme) n° 11044. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et Urbanisme) n° 11045. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et population) n° 11046. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale) n° 11047. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Postes, Télégraphes et Téléphones) Caisse nationale d'épargne) n° 11048. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses

ses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe de la Radiodiffusion française) **n° 11049**. — Le 7 novembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi n° 10944 portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 11189**. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ; 2° un avenant à la Convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande ; 3° un avenant à la Convention de commerce du 11 mars 1929 entre la Grèce et la France, **n° 11456**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement **n° 11483**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un projet de loi de finances pour l'exercice 1951 **n° 11484**. — Le 23 décembre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1951 (Défense nationale) **n° 11764**. — Le 23 décembre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Etats associés — France d'outre-mer) **n° 11765**. — Le 23 décembre 1950, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux) **n° 11766**. — Le 27 décembre 1950, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951 **n° 11775**. — Le 29 décembre 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951 **n° 11809**. — Le 30 décembre 1950, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951 **n° 11817**. — Le 31 décembre 1950, un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951, **n° 11827**. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de fonctionnement et

d'investissement pour l'exercice 1950 **n° 11935**.

— Le 30 janvier 1951, un projet de loi relatif à l'application de l'article 31 de la loi n° 49-310 du 8 mars 1949 relative aux comptes spéciaux du Trésor (Exercice 1949), **n° 11993**. — Le 30 janvier 1951, un projet de loi portant ratification de décrets et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire concernant l'exercice 1950 **n° 12002**. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un projet de loi annulant et remplaçant la loi du 15 juillet 1942 sur l'équipement rural, **n° 12024** — Le 13 février 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite, **n° 12165** — Le 13 février 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, **n° 12167**. — Le 15 février 1951, un projet de loi portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, **n° 12226**. — Le 27 février 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, **n° 12359**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11817) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951, **n° 12394**. — Le 17 mars 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, **n° 12545**. — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat hongrois, aux ressortissants français dont les biens, droits et intérêts en Hongrie ont été affectés par les mesures de nationalisation, d'expropriation ou de restrictions d'un caractère similaire prises par l'Etat hongrois, ainsi qu'en exécution de certaines clauses du traité de paix, **n° 12581**. — Le 21 mars 1951, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-127 du 5 février 1951 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ou aérienne de la République Argentine, **n° 12592**. — Le 21 mars 1951, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-128 du 5 février 1951 exonérant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, par réciprocité, les entreprises helléniques de navigation maritime ou aérienne,

**n° 12594.** — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant majoration des taux de la taxe intérieure de consommation applicable aux produits pétroliers et augmentation des crédits affectés au financement de la ristourne forfaitaire sur les carburants agricoles, **n° 12597.** — Le 5 avril 1951, un projet de loi accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, **n° 12713.** — Le 10 avril 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Erance d'outre-mer. — I. — Dépenses civiles), **n° 12752.** — Le 17 avril 1951, un projet de loi relatif à l'exécution du budget de l'exercice 1951 et portant relèvement du plafond des dépenses militaires, **n° 12850.** — Le 26 avril 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mai 1951, **n° 12992.** — Le 2 mai 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 Etats associés. — I. Dépenses civiles. **n° 13045.** — Le 9 mai 1951, un projet de loi portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la sixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, **n° 13141.** — Le 9 mai 1951, un projet de loi concernant la procédure de codification des textes législatifs relatifs aux instruments monétaires et aux médailles, **n° 13151.** — Le 23 mai 1951, un projet de loi de finances pour l'exercice 1951, **n° 13557.**

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre 1947, en qualité de *Rapporteur*; PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT : *Rattachement partiel du budget de l'Information à celui de la Présidence du Gouvernement* [19 décembre 1946] (p. 158); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 501 : *Centre national de la cinématographie* [25 mars 1947] (p. 1068 et 1069); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Traitements et rémunérations du personnel du groupement des contrôles radioélectriques* (p. 1073); Art. 3 ter : *Amendement de M. Louis*

*Rollin tendant à suspendre les réquisitions et expropriations d'immeubles au profit des administrations publiques* (p. 1083); Art. 7 bis : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* (p. 1088); Art. 21 : *Son amendement tendant à disjoindre cet article relatif à la suppression de la participation de l'Etat aux charges d'intérêt général des départements* (p. 1091). — Est entendu sur la motion de M. Reille-Soult tendant à suspendre les débats sur la politique agricole du Gouvernement, étant donné l'incertitude de la situation politique [2 mai 1947] (p. 1424). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties* [23 juin 1947] (p. 2372). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); MINISTÈRES D'ETAT : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [40 juillet 1947] (p. 2892); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur* (p. 2901, 2902, 2903); Chap. 500 : *Subventions à l'Ecole d'administration* (p. 2905); Chap. 110 : *Dépenses de personnel des services de contre-espionnage* (p. 2908); GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIOÉLECTRIQUES : Chap. 307 : *Frais de déplacement* (p. 2909); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Discussion générale* (p. 2910); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* (p. 2911, 2912, 2913, 2914, 2924, 2925); Chap. 101 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2933); Chap. 102 : *Amendement de M. Védrières tendant à réduire les crédits* (p. 2933); Chap. 107 : *Amendement de M. Gosset tendant à augmenter les crédits* (p. 2933, 2934); *Nouvel amendement de M. Gosset tendant à augmenter les crédits* (p. 2934); Chap. 108 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les crédits pour les services de l'information à l'étranger* (p. 2934, 2935); Chap. 309 : *Ses trois amendements tendant à augmenter les crédits* (p. 2935, 2936); Chap. 310 : *Diffusion de l'information à l'étranger* (p. 2937); Chap. 311 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement* (p. 2938); Chap. 312 : *Matériel et frais de fonctionnement à l'étranger*

(p. 2938, 2939); Chap. 502 : *Amendement de M. Gosset tendant à augmenter les crédits pour l'information en Alsace-Lorraine* (p. 2940, 2941); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Etat A, MINISTÈRES D'ÉTAT, Chap. 302 : *Entretien et fonctionnement du matériel automobile* [7 août 1947] (p. 4040); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 100 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les crédits prévus par l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'administration centrale* (p. 4044); Chap. 304 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 4046). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), amendé par le Conseil de la République; MARINE, Chap. 907 : *Acquisitions immobilières (Magasins de Saint-Denis)* [9 août 1947] (p. 4153). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de deux projets de loi tendant à créer de nouvelles ressources pour les collectivités locales et à réorganiser les Compagnies républicaines de sécurité [29 novembre 1947] (p. 5247). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5328); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes; Art. 2 : *Son amendement concernant les subventions compensatrices pour les départements pauvres* [11 décembre 1947] (p. 5611); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération; Art. 5 bis : *Allocations aux salariés agricoles* [29 décembre 1947] (p. 6435); — de la demande d'inscription de sa proposition de loi relative au remboursement des billets de 5.000 francs à l'ordre du jour : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [24 février 1948] (p. 1000, 1001, 1002); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 902 : *Demande de disjonction présentée par M. Villon des chapitres 902 à 907*, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1948] (p. 1081); Chap. 908 : *Crédits pour le Commissariat de l'énergie atomique* (p. 1082, 1083); — des propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de renvoi à la Commission* [6 mars 1948] (p. 1462); Art. 7 : *Rappel*

*au règlement de M. Palewski : Renvoi à la Commission* [7 mars 1948] (p. 1519); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 bis : *Amendement de M. Rochet tendant à porter l'abattement de 10.000 à 40.000 francs pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 avril 1948] (p. 2183, 2185, 2186); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 56 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre l'article relatif aux impôts sur les bénéfices agricoles* [10 juin 1948] (p. 3386). Est entendu sur : le procès-verbal de la séance du 27 avril (*Taxation des bénéfices agricoles*) [29 avril 1948] (p. 2332); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le budget de la Présidence du Conseil dans le collectif d'aménagement*) [18 juin 1948] (p. 3689), [25 juin 1948] (p. 3978); — une motion d'ordre (*Renvoi du débat sur le budget*) [25 juin 1948] (p. 4015). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948; Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1948] (p. 4036, 4037); Chap. 100 : *Assimilation des départements d'outre-mer* (p. 4048); Chap. 303 : *Matériel automobile* (p. 4050); *Suite du débat* (p. 4052); INFORMATION, Chap. 100 : *Ses observations sur la liquidation des services de l'Information* [28 juin 1948] (p. 4083, 4084, 4085, 4086, 4087, 4089); Chap. 302 : *Loyers et réquisitions d'immeubles* (p. 4091); Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits pour France-Presse* (p. 4091, 4092); DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100 : *Etat-major de la Défense nationale* (p. 4993); *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer le chapitre* (p. 4093, 4094); *Rappel au règlement de M. Brusset* (p. 4094); Chap. 301 : *Amendement de M. Bruyneel tendant à réduire les crédits pour le matériel* (p. 4095, 4096); Chap. 305 : *Amendement de M. Bruyneel tendant à réduire les crédits pour les documentations et publications* (p. 4096); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (ibid); GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIOÉLECTRIQUES, Chap. 100 : *Scandale de la gestion du lieutenant-colonel Bodin* [28 juin 1948] (p. 4097); CONTRE-ESPIONNAGE, Chap. 100 : *Réorganisation du S. D. E. C.* [29 juin 1948] (p. 4132); Chap. 300 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 4134, 4135); Chap. 306 : *Achat de matériel de radio* (p. 4135); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 302 : *Information et propagande*



(p. 4136); Chap. 303 : *Travaux et enquêtes d'experts* (p. 4136). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la suite de la discussion de ce projet : **MONNAIES ET MÉDAILLES** : *Sa réponse au Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5036); **FINANCES**, Chap. 071 : *Pensions militaires* [30 juillet 1948] (p. 5150); Chap. 079 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à réduire de 200 francs les crédits pour retraites aux ouvriers des établissements de l'Etat* (p. 5151); Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* (p. 5153, 5154); Chap. 100 : *Amendement de M. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fonctionnaires de l'administration centrale* (p. 5158); Chap. 105 : *Indemnités aux membres du Conseil national des assurances* [31 juillet 1948] (p. 5170); Chap. 112 : *Amendement de M. Auguet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contrôleurs des dépenses engagées* (p. 5171); Chap. 132 : *Amendement de M. Auguet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel départemental des contributions directes* (p. 5173); Chap. 151 : *Brigades des douanes* (p. 5174); Chap. 161 : *Amendement de M. Auguet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auxiliaires des contributions indirectes* (p. 5175); Chap. 302 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 5176); Chap. 307 : *Travaux confiés à l'Imprimerie nationale* (p. 5176); Chap. 313 : *Matériel de la Cour des Comptes* (p. 5176); Chap. 358 : *Difficultés d'existence des fonctionnaires de la Réunion* (p. 5178); Chap. 360 : *Rajustement d'indemnités représentatives de frais* (p. 5178); Chap. 600 : *Frais de trésorerie* (*ibid*); Art. 5 bis : *Sa demande de rétablir l'article relatif à la Caisse de compensation du prix des combustibles minéraux* [6 août 1948] (p. 5460); Art. 9 : *Subventions aux sociétés mutualistes* (p. 5461); Art. 11 : *Travaux complémentaires d'équipement des lignes secondaires de la S.N.C.F.* (p. 5461); Art. 13 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à l'avenant entre l'Etat et la S.N.C.F.* (p. 5461); Art. 14 : *Recrutement du personnel de l'Entr'aide française et de la Croix-Rouge* (p. 5461); Art. 17 : *Amendement de M. Girard relatif aux fonction-*

*naires des départements d'outre-mer* (p. 5462); Art. 21 : *Amendement de M. Fagon tendant à exclure les fonctionnaires frappés de sanctions par le Gouvernement de Vichy* (p. 5463); Art. 28 quater : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre l'article disjoint relatif à la fusion des corps de contrôle de l'Economie nationale* (p. 5465); Art. 25 A : *Application de la loi du 4 mai 1948 aux fonctionnaires en retraite* (p. 5464); Art. 29 ter et quater : *Sa demande de rétablir les articles relatifs aux subventions aux collectivités locales* (p. 5466); Art. 33 : *Sa demande de rétablir l'article relatif au C.N.E.T.* (p. 5466).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4418, 4419); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, Chap. 1092 : *Personnel de la sécurité militaire (Guerre)* [8 juillet 1948] (p. 4446, 4447); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire l'ensemble des crédits de 12 milliards* [19 juillet 1948] (p. 4858, 4859).

**En qualité de Secrétaire d'Etat aux Finances :**

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la revision et à la résiliation de contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4992); du projet de loi portant aide temporaire à l'industrie du cinéma; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barel tendant à accorder une subvention immédiate d'un milliard* [30 juillet 1948] (p. 5088, 5089); — de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5136); — de la proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Sur l'urgence* [5 août 1948] (p. 5391, 5392, 5393); — de la proposition de loi portant majoration de l'allocation aux aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5394); Article unique : *Amendement de M. Thamier tendant à unifier le taux de l'allocation sur tout le territoire* (p. 5395); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5472); Art. 1<sup>er</sup> : *Situation des fonctionnaires coloniaux* (p. 5476); Art. 4 :

*Amendement de M. Fagon relatif au cas où le non-versement est imputable à l'administration* (p. 5477); Art. 6 : *Amendement de M. Mouton tendant à accorder des bonifications aux fonctionnaires des zones maritimes* (p. 5478); *Amendement de M. Ninine relatif au droit à la retraite proportionnelle* (p. 5478); *Amendement de M. Faraud relatif aux conditions d'âge pour obtenir la retraite* (ibid.); Art. 7 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder aux fonctionnaires indigènes venant en Europe les avantages des fonctionnaires allant outre-mer* (p. 5479); Art. 8 : *Amendement de M. Ninine tendant à tenir compte du temps passé à l'École de la France d'outre-mer* (p. 5480); *Amendement de M. Mabrut tendant à tenir compte des services rendus aux collectivités locales* (p. 5480); Art. 9 : *Amendements de MM. Delcos, Bergasse et Barangé relatifs aux militaires non officiers ayant quinze années de services* (p. 5481); *Amendement de M. Delcos relatif aux militaires de carrière rappelés sous les drapeaux* (p. 5481); Art. 17 : *Amendement de M. Gréza tendant à liquider les pensions sur la base du traitement moyen des six derniers mois* (p. 5483); Art. 18 : *Amendement de M. Delcos tendant à prévoir des majorations pour les retraites proportionnelles* (p. 5484); Art. 24 : *Jouissance de la pension ou solde de réforme* (p. 5484, 5485); Art. 25 : *Amendement de M. Barangé tendant à interdire de mettre à la retraite d'office les fonctionnaires invalides* (p. 5485); *Amendement de M. Ninine tendant à prévoir le cas des veuves de fonctionnaires tués sur un théâtre d'opérations* (p. 5486); Art. 32 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir la réversibilité de la retraite de la femme sur le mari* (p. 5488); *Suppression des deux derniers alinéas du paragraphe III* (p. 5488); *Sa demande de disjonction des deux derniers alinéas du paragraphe III* (p. 5489); Art. 35 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à restreindre le droit à pension de la femme divorcée* (p. 5490); Art. 42 : *Amendement de M. Guillou tendant à accorder l'égalité de droits aux militaires indigènes du Maroc et de Tunisie* (p. 5491, 5492); Art. 52 : *Amendement de M. Barangé relatif aux conditions de paiement des pensions* (p. 5494); Art. 55 : *Remboursement des retenues* (p. 5495); Art. 62 : *Sa demande de rétablir le texte gouvernemental* (p. 5497); Art. 64 : *Amendement de M. Cherrier tendant à définir le minimum vital pour l'application de la loi* (p. 5498); — du projet de loi

fixant l'évaluation des voies et moyens pour le budget général 1948; Art. 7 : *Amendement de M. Denis tendant à disjoindre les articles 7 et 8 exonérant les sociétés finançant les recherches de pétrole* [20 août 1948] (p. 6051, 6052); Art. 15 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 35 0/0 la taxe sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer* (p. 6053); Art. 16 bis : *Prix du permis de chasse* (p. 6056); Art. 16 septièmes : *Droits de quai dans les départements d'outre-mer* (p. 6057); Art. 16 dixièmes : *Sa demande de disjonction* (p. 6058); Art. 18 : *Taxes sur le matériel agricole* (p. 6058, 6059); *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* (p. 6059, 6060); Art. 19 : *Amendement de M. Arthaud tendant à supprimer l'article* (p. 6061); Art. 21 : *Amendement de M. Brillouet tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examens* (p. 6062); Art. 30 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire l'impôt progressif sur les jeux* (p. 6064); Art. 37 : *Amendement de M. Garcia tendant à rembourser le droit de vérification des automobiles qui n'ont pas de procès-verbaux de vérification* (p. 6067, 6068); Art. 39 : *Publication de la carte géologique de France* (p. 6068); Art. 42 : *Amendement de M. Barel tendant à ne pas louer ou vendre de matériel de tourisme* (p. 6070); Art. 43 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à la taxe d'utilisation des aéroports* (p. 6070); Art. 48 : *Amendement de M. Garcia tendant à envisager des prévisions et autorisations de dépenses semestrielles* (p. 6079); Art. 51 bis : *Amendement de M. Valentino tendant à accorder des primes aux cultures vivrières dans les Antilles* (p. 6080); Art. 52 : *Amendement de M. Garcia tendant à clore le compte spécial pour l'introduction du franc en Sarre* (p. 6081); Art. 54 : *Augmentation des avances à l'industrie cinématographique* (p. 6081); Art. 59 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir l'article augmentant les avances à la ville de Marseille* (p. 6082); Art. 63 : *Amendement de M. Paumier tendant à élever les prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques* (p. 6085); Art. 73 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à disjoindre l'article* (p. 6086); Art. 88 : *Contribution foncière sur les propriétés non bâties : centimes additionnels* (p. 6088); Art. 108 bis : *Amendement de M. Fagon tendant à augmenter le supplément familial de traitement* (p. 6091); Art. 108 ter : *Amendement de Mme Péri tendant à augmenter les pensions*

des orphelins de guerre (p. 6092); Art. 108 quater : Sa demande de disjonction (p. 6094); — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6110); Art. 1<sup>er</sup> : *Engagement de dépenses pour 2.758 millions* (p. 6111, 6112); *Amendement de M. Truffaut tendant à augmenter de 200 millions l'ouverture de crédits* (p. 6113, 6114); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Garcia tendant à étendre cette reconduction au 4<sup>e</sup> trimestre* [23 août 1948] (p. 6117); Art. 4 : *Amendement de M. Besset tendant à porter à 1.600 francs par mois cette allocation* (ibid.); Art. 5 : *Sa demande de suppression de l'article* (p. 6118); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour 1948 (*Collectif de dévaluation*); Art. 3 : *Ouverture de crédits pour les budgets annexes (P.T.T.)* [23 août 1948] (p. 6125); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et crédits pour 1948 (*Investissements*): *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6376); Art. 3 : *Investissements pour l'équipement hydro-électrique* (p. 6385); Art. 4 : *Amendement de M. Louvel relatif au report des crédits d'un exercice à l'autre* (p. 6386); Art. 10 : *Demande de disjonction présentée par M. Grésa de l'article relatif à la taxe à la production* (p. 6390, 6391). — du projet de loi relatif à la réparation des dégâts causés par des crues et orages : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6392). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime unique et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6566, 6567); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et crédits pour 1948 (*Investissements*), amendé par le Conseil de la République : Art. 4 *ter* : *Amendements de MM. Louvel et Paumier tendant à supprimer l'article prévoyant un abattement de 4 milliards* [24 septembre 1948] (p. 6887, 6888); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6613); Art. 6 *bis* : *Sa demande*

*de disjonction* (p. 6676); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> *bis* : *Modification de rédaction* [24 septembre 1948] (p. 6889); Art. 1<sup>er</sup> A : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les majorations d'impôts directs* (p. 6891); Art. 6 *bis* : *Autorisation de fabriquer des apéritifs à base d'alcool* (p. 6895); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6897); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget pour l'exercice 1949 : *Question préalable posée par M. Lespès* [10 décembre 1948] (p. 7534 et suiv.); *Discussion générale* : *Non-augmentation des impôts* (p. 7539); *Ses observations sur la diminution du nombre des fonctionnaires* (p. 7544); Art. 1<sup>er</sup> : *Modalités du vote du budget ministère par ministère* (p. 7546); *Amendement de M. Bardoux tendant à affirmer la limitation à l'exercice 1949 de cette procédure* (p. 7547); Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre prévoyant l'examen du détail des crédits par les Commissions des finances* (p. 7548, 7550, 7551); Art. 3 : *Régime spécial pour les crédits de reconstruction et d'équipement* (p. 7551); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale* : *Ses observations sur les crédits et les investissements* [20 décembre 1948] (p. 7752) et *la répression de la fraude fiscale* (p. 7761); *Ses observations sur les déclarations de M. Devinat concernant l'honnêteté du budget 1949* (p. 7767), *l'augmentation des impôts de 135 milliards* (p. 7769), *la dérégulation des immeubles* (p. 7774), *les licenciements de fonctionnaires et la vente de biens séquestrés* (p. 7776), *la gestion de l'I.M.P.E.X. et la taxe sur les transactions* (p. 7779); *Ses observations sur les taxes locales* [21 décembre 1948] (p. 7792, 7793); *Ses observations sur le délit de refus de payer l'impôt* (p. 7810); *Ses observations sur les économies proposées par le parti communiste* (p. 7824, 7825); *Sa réponse à M. Julian au sujet de son attitude concernant le refus de payer l'impôt* (p. 7826); *Ses observations sur les impôts et sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1948] (p. 7847) et *le contrôle unique* (p. 7850); et *sur la discussion du projet de réforme fiscale* (p. 7853); *Sa demande de clôture de la discussion générale* [23 décembre 1948] (p. 7882); Art. 7 : *Versement au fonds de modernisation et d'équipement* (p. 788

Art. 9 : Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 250/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects (p. 7893, 7894, 7896) ; Art. 9 : Demande de M. Lussy de renvoi de la discussion (Affaire Boussac) (p. 7896) ; Art. 9 : Sous-amendement de M. Tanguy Prigent tendant à exonérer les sociétés coopératives agricoles (p. 7907, 7908) ; Sous-amendement de M. Tanguy Prigent tendant à maintenir l'exonération d'impôts sur les bénéfices pour les caisses de crédit agricole et les coopératives agricoles (p. 7909) ; Art. 10 : Sa demande de 2<sup>e</sup> lecture de l'article (p. 7920) ; Art. 12 : Amendement de MM. Crouzier, Nisse et Schmitt tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables (p. 7924) ; Art. 13 bis : Amendement de M. Bouxom tendant à prévoir la réorganisation des services de lutte contre la fraude fiscale (p. 7923) ; Amendement de M. Félix tendant à prévoir la réforme des affaires nationalisées et de la sécurité sociale (p. 7923) ; Amendement de M. Louvel tendant à affecter 4 milliards d'économies sur les entreprises nationales au fonds de modernisation et d'équipement (p. 7925) ; Art. 14 : Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article (p. 7926, 7927) ; Amendement de M. Guy Petit tendant à permettre au Gouvernement de proposer de nouveaux impôts le 1<sup>er</sup> juillet 1949 en cas d'échec de l'emprunt (p. 7927) ; Art. 14 bis : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à retarder jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1949 l'application de la réforme fiscale (p. 7928, 7929) ; Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement (p. 7930) ; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit maximum de 900 milliards pour les dépenses de 1949 (p. 7933, 7934) ; Art. 3 : Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissements (p. 7947, 7949) ; Amendement de M. Girard tendant à réduire de 1 million les crédits pour reconstitution de la flotte rhénane (p. 7950) ; Amendement de M. Védrines tendant à réduire de 1 million les crédits pour le fonds de modernisation et d'équipement (p. 7952) ; Art. 4 : Prorogation à l'exercice 1949 des impôts existant en 1948 (p. 7954) ; Art. 9 bis : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à créer une taxe exceptionnelle sur les sociétés ayant échappé au prélèvement Mayer (p. 7955) ; Art. 10 : Explications de vote sur l'article (p. 7957). — Est nommé Ministre des Finances et des Affaires

économiques (Cabinet Queuille) [Décret du 12 janvier 1949] (J. O. du 13 janvier 1949, p. 562).

#### En cette qualité :

Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi relative aux taxes sur les carburants : Discussion générale [27 janvier 1949] (p. 139). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants ; Article unique : Contre-projet de M. Michel tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 269, 270, 271) ; Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits (p. 272, 273, 274) ; Renvoi à la Commission (p. 274) ; Contre-projet de M. Peytel [3 février 1949] (p. 298, 299). — Est entendu sur une demande d'arbitrage sur la proposition de résolution relative à l'impôt cédulaire sur les pensions et retraites minières [10 février 1949] (p. 451, 452). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative ; Article additionnel : Amendements de MM. Fagon, Petit et Mme Lempereur relatifs au reclassement des fonctionnaires [10 février 1949] (p. 470, 471) ; Amendement de M. Lecourt tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées, l'amélioration du reclassement des fonctionnaires (p. 471, 472) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : Discussion générale [15 février 1949] (p. 568, 569) ; Art. 1<sup>er</sup> : Fonctionnement des comptes de commerce et achat de lait et produits alimentaires aux Etats-Unis (p. 571, 572) ; Art. 2, ETAT B : Amendements de MM. Buron et Gozard relatifs à la taxe d'encouragement à la production textile (p. 577, 578) ; Art. 5, ETAT E : Amendement de M. Valentino tendant à substituer « mémoire » à « néant » (p. 583) ; Art. 29 bis : Amendement de M. Pleven tendant à prévoir 1.080 millions de crédits pour un programme de 200.000 logements à bon marché (p. 590) ; Art. 40, ETAT K : Amendement de M. Paumier tendant à réduire les crédits de 25 millions pour les transports de la troupe utilisée par le Ministère de l'Intérieur (p. 596) ; — de la proposition de loi relative à la dérégulation des véhicules automobiles ; Art. 1<sup>er</sup> : Dérégulation des véhicules automobiles sur demande du propriétaire ; Sa demande de disjonction [22 février 1949] (p. 804, 805) ; — de la proposition

de résolution relative à l'évaluation des indemnités de réquisition : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 607) ; — d'une proposition de résolution demandant le report du délai pour les déclarations fiscales ; Article unique : *Report au 31 mars* [24 février 1949] (p. 876) ; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [25 février 1949] (p. 931, 932) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [25 février 1949] (p. 937, 938), [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1058, 1059, 1060). — Répond à une question : de M. Antonin Gros relative aux avertissements émis au titre de l'année 1947 concernant la contribution foncière des propriétés non bâties et la répartition de cet impôt entre l'Etat et les collectivités locales [25 février 1949] (p. 943) ; — de M. Bêche relative à la loi du 13 mai 1948 aux termes de laquelle un exploitant qui constitue avec ses héritiers une société à responsabilité limitée peut bénéficier de la suspension de l'imposition de la plus-value de cession [25 février 1949] (p. 943) ; — de Mme Lempereur relative à l'arrêté interministériel énumérant la liste des localités bombardées donnant droit à des bonifications de pension [25 février 1949] (p. 943). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1162, 1163, 1164, 1166) ; *Renvoi à la Commission des finances* (p. 1171) ; Article unique : *Question préalable posée par M. Rochet* [8 mars 1949] (p. 1330) ; *Amendement de M. Rochet tendant à maintenir les impôts pour 1949 au niveau de ceux de 1948* (p. 1332, 1333) ; *Amendement de MM. Dusseaulx et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1334) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1337, 1338). — Est entendu pour une communication du Gouvernement sur les résultats de l'emprunt [10 mars 1949] (p. 1504, 1505). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : *Discussion générale (application de l'article 16 des maxima)* [30 mars 1949] (p. 1876, 1877) ; — d'une proposition de résolution relative au reclassement du personnel du Centre national de la pénicilline : *Demande d'un délai supplémentaire présentée par la Commission* [6 avril

1949] (p. 2121) ; — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Amendement de M. Garcia tendant à ne pas pénaliser les contribuables devant payer plus de 25.000 francs* [6 avril 1949] (p. 2128) ; *Amendement de M. Rochet tendant à exonérer du prélèvement les agriculteurs bénéficiant de l'allocation aux vieux* (p. 2128) ; Art. 4 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à ne réclamer la majoration de 10 0/0 qu'après décision des commissions paritaires* (p. 2129) ; *Amendement de M. Garcia tendant à accorder aux souscripteurs la possibilité de négocier leurs titres d'emprunt* (p. 2130) ; Art. 5 : *Amendement de M. Garcia tendant à prévoir un abattement à la base de 120.000 francs pour les redevables de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de 50.000 francs pour les redevables de l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 2131) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Finances ; Chap. 100 : *Service de liquidation des pensions* [6 avril 1949] (p. 2165, 2166) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur ; Chap. 133 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales en Alsace-Lorraine* [6 avril 1949] (p. 2152, 2153) ; — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* [7 avril 1949] (p. 2184) ; *Application de l'article 16 de la loi des maxima du 31 décembre 1948* (p. 2184, 2185, 2186) ; — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Contre-projet de M. Aubry* [12 avril 1949] (p. 2386) ; *Rappel au règlement de M. Péron, application de l'article 17 de la Constitution* (p. 2390, 2391) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de la production, la baisse des prix, les demandes de crédits de l'armée, le déficit de la S.N.C.F., le déséquilibre budgétaire, l'augmentation du prix de l'essence, la situation de l'agriculture, la suppression des groupements d'achat, l'effort d'exportation et les facilités accordées aux exportateurs)* [23 mai 1949] (p. 2819, 2820, 2821, 2822, 2842) ; Art. 8 : *Amendement de M. Michel*

tendant à supprimer l'article instituant un double secteur pour l'essence [25 mai 1949] (p. 2896, 2897); Amendement de M. Peytel tendant à limiter au 31 octobre 1949 le double secteur de l'essence (p. 2900); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République (*Régime de vente de l'essence*); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Michel tendant à augmenter les rations des prioritaires [2 juin 1949] (p. 3053). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Suite de la discussion des projets financiers* [25 mai 1949] (p. 2893). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles: *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2936, 2939, 2944); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Moisan tendant à décharger les caisses de la sécurité sociale de la délivrance des cartes (p. 2942); Art. 3: Amendement de M. Duprat tendant à accorder aux économiquement faibles des réductions sur le prix du gaz, de l'électricité, et des voyages gratuits en chemin de fer (p. 2943); Amendement de M. Moisan tendant à prévoir un décret fixant les avantages accordés aux titulaires de la carte (p. 2943); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux: *Ajournement du débat* [2 juillet 1949] (p. 4114, 4115); Art. 2: Sa demande de disjonction en vertu de l'article 16 de la loi des maxima [5 juillet 1949] (p. 4178); Amendement de M. Pierre André tendant à porter à 2.000 francs par mois l'allocation temporaire (p. 4179); Art. 4: Sa demande de rétablissement du chiffre du Gouvernement (*ibid.*); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas supprimer l'allocation temporaire à ceux qui ne bénéficieraient pas de la loi du 17 janvier 1948 (p. 4181); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor: *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4354, 4355); Art. 24: Amendement de M. Gozard tendant à augmenter les avances à la Caisse centrale de crédit hôtelier (p. 4374); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement; Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Chautard tendant à financer l'allocation logement par le produit du prélèvement sur les loyers prévu par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 [8 juillet 1949] (p. 4399, 4400); Article additionnel: Amendement de M. Minjoz tendant à préciser que l'allocation ne sera payée que grâce aux sommes recouvrées à cet effet (p. 4400). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Débat sur*

*les comptes spéciaux du Trésor* [20 juillet 1949] (p. 4894). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Sa demande de renvoi à la Commission des finances [21 juillet 1949] (p. 4901); *Discussion générale* (p. 4903, 4904); Article unique: Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres (p. 4905, 4909); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [22 juillet 1949] (p. 5057, 5059, 5060); *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5108); Art. 42: *Révision du taux et du recouvrement de la taxe locale* (p. 5113); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>: ETAT B, AGRICULTURE, Chap. 525: *Subventions pour création de foyers ruraux* [28 juillet 1949] (p. 5420); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 109: *Indemnités pour difficultés administratives en Alsace-Lorraine* (p. 5426); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 324: *Matériel des bases aériennes* (p. 5429); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2: Amendement de Mme Denise Bastide tendant à substituer le chiffre de 10.500 francs à celui de 9.000 francs [29 juillet 1949] (p. 5513, 5514); Amendement de M. Gaborit tendant à prévoir le calcul des prestations sur la base de 9.000 francs par mois à partir du moment où les cotisations permettront le relèvement des allocations (p. 5514, 5515). — Donne sa démission de *Ministre des Finances et des Affaires économiques* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet Bidault), [décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant: *Urgence* [8 décembre 1949] (p. 6676); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence: *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6699); *Contre-projet de M. Charlot tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 francs le litre* [9 décembre 1949] (p. 6727, 6728); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Peytel relatif à la fixation du prix de l'essence en fonction des prix paritaires d'achat (p. 6731); Sa demande de renvoi du projet à la Commission (p. 6732). — Est entendu pour

une modification de l'ordre du jour : *Sa proposition de supprimer les séances des 17 et 18 décembre 1949* [16 décembre 1949] (p. 6978). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur le nouveau budget, les augmentations inéluctables de dépenses, la comparaison avec les budgets précédents, les majorations d'impôts, le maintien du franc sur le marché international)* [19 décembre 1949] (p. 6999, 7000, 7001, 7002) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 7002) ; *Discussion générale (Ses observations sur les investissements, la reconstruction et la péréquation des retraites)* [21 décembre 1949] (p. 7066, 7068, 7097, 7099) ; *Ses observations sur la précédente loi des maxima et les augmentations de dépenses* (p. 7110, 7111) ; *Ses observations sur le recours à l'emprunt, les bons du Trésor et la possibilité d'emprunt* [22 décembre 1949] (p. 7140, 7141) ; *Ses observations sur la reconstruction et les investissements* (p. 7163, 7177, 7178) ; *Procédure de la discussion* [26 décembre 1949] (p. 7243) ; Art. 2 : Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à reprendre les chiffres d'ensemble de la Commission des finances (p. 7251, 7252) ; Amendement de M. Mouton tendant à affecter 24 milliards 800 millions aux anciens combattants (p. 7254) ; Amendement de M. Garcia tendant à supprimer la subvention de 2 milliards au G. N. A. P. O. (p. 7254) ; Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour la gendarmerie et les C. R. S. (p. 7263, 7264) ; Amendement de M. Forcinal tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour les victimes de la guerre (p. 7264) ; Amendement de M. Devemy tendant à augmenter de 10 milliards les crédits pour les victimes de la guerre (p. 7265) ; Amendement de M. Védrines tendant à augmenter de 1.370 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunications (p. 7266, 7267) ; Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1 milliard les subventions aux charbon, blé et plantes fourragères (p. 7268) ; Amendement de M. Gaillard tendant à réduire de 1 milliard les subventions aux charbon, blé et plantes fourragères (p. 7268) ; Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'éducation nationale pour l'aide aux étudiants (p. 7273) ; Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'éducation nationale pour les constructions scolaires (p. 7274) ;

Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du commerce et de l'industrie pour les services du contrôle économique (p. 7275) ; Art. 4 : Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5 [27 décembre 1949] (p. 7334, 7335) ; Art. 25 : Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article majorant la taxe à la production (p. 3793) ; Art. 29 : Amendement de M. Degoutte tendant à tenir compte des abattements consentis par les commissions paritaires départementales (p. 7400) ; Art. 32 : Sa demande de réserver l'article relatif à la mise en application du plan de lutte contre la fraude fiscale (p. 7401) ; Art. 5 : Ouverture de crédits d'investissements pour la T. C. R. P. [28 décembre 1949] (p. 7478) ; Amendement de M. Bergasse tendant à réduire les crédits de 32 milliards 500 millions, montant du prêt accordé à la S. N. C. F. (p. 7482) ; Amendement de M. Betolaud tendant à réduire les crédits de 25 milliards, montant de la consolidation de la dette contractée par les sociétés nationales (p. 7482, 7483) ; Amendement de M. Nisse tendant à réduire les crédits de 25 milliards, montant de la consolidation de la dette contractée par les sociétés nationales (p. 7483) ; Amendement de M. Louvel tendant à réduire de 10 milliards les crédits d'investissements (p. 7485) ; Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à réduire de 40 milliards les crédits d'investissements en bloquant temporairement cette somme (p. 7491, 7492) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article interdisant les dépenses au-delà des maxima fixés (p. 7493, 7494) ; Art. 7 : Fixation de la date du vote sur la question de confiance (p. 7496) ; Art. 25 : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production [30 décembre 1949] (p. 7596) ; Art. 28 : Equilibre des dépenses et des recettes [31 décembre 1949] (p. 7666) ; Rappel au Règlement de M. Delcos (*Discussion des amendements non encore examinés*) (p. 7669) ; Art. 27 bis : Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers [2 janvier 1950] (p. 6) ; Amendement de M. Delcos tendant à insérer un article additionnel surtaxant les apéritifs anisés (p. 14) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 738, 740, 741, 748) ;

Art. 27 bis : Amendement de M. Marcel David tendant à reprendre les deux premiers alinéas disjointes qui portaient création de ressources nouvelles (p. 764) ; Art. 5 : Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réduisant de 33 milliards les crédits d'investissements (p. 780) ; Art. 27 bis : Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. David portant création de ressources nouvelles [31 janvier 1950] (p. 819) ; Art. 2 : Sa demande de priorité pour l'amendement de M. Abelin tendant à substituer le chiffre de 140.999 millions à celui de 131 milliards fixé par la Commission (p. 832, 833). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence [21 décembre 1949] (p. 7105). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Article additionnel : Amendement de M. Ramette tendant à accorder une prime de 3.000 francs à tous les salariés [31 décembre 1949] (p. 7665) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 P du Code du travail] : Amendement de M. Hughes tendant à fixer par décret les éléments de la rémunération du personnel [4 janvier 1950] (p. 87, 88) ; Sa demande de renvoi à la Commission de l'article 31 P (p. 87). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi portant répartition des crédits ouverts sur l'exercice 1950 [31 janvier 1950] (p. 835). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 2, Etat C : Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à réduire de 2 milliards les investissements en Indochine et à augmenter de 2 milliards les prêts agricoles [26 avril 1950] (p. 2934) ; Application de l'article 17 de la Constitution à cet amendement (p. 2935) ; Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine (p. 2937) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires ; Article unique : Sa demande de renvoi à la Commission [16 mai 1950] (p. 3680, 3681) ; Sa demande de renvoi du débat [13 juin 1950] (p. 4689) ; Article unique : Contre-projet de M. Grésá tendant à accorder une indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés [15 juin 1950] (p. 4844) ; Amendement de M. Pierre Meunier tendant à accorder une

indemnité aux fonctionnaires les plus défavorisés à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1950 [22 juin 1950] (p. 5156) ; Sa demande d'application de l'article premier de la loi des maxima (p. 5159, 5160) ; Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima [24 juin 1950] (p. 5259) ; — d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite des grèves [17 mai 1950] (p. 3757) ; — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : Discussion générale (Application de l'article premier de la loi des maxima) [17 mai 1950] (p. 3760, 3761, 3762) ; — du projet de loi portant majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires. Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Lecourt tendant à appliquer la majoration aux agents de la fonction publique [31 mai 1950] (p. 4044, 4045) ; Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental (p. 4045) ; Amendement de M. Bouxom tendant à substituer le mois de juin au mois de mai pour la date de l'échéance (p. 4045) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 4046) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; INTÉRIEUR : Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Allonneau [31 mai 1950] (p. 4060, 4061, 4063) ; FINANCES : Discussion générale [15 juin 1950] (p. 4850, 4851, 4852). — Donne sa démission de Ministre des Finances [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé Ministre des Finances et des Affaires économiques (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (J. O. du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé Ministre des Finances et des Affaires économiques (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (J. O. du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité

Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (Discussion du projet relatif à la convention entre l'État et la Banque de France) [2 août 1950, p. 6492]. — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 79 : Amendement de M. Triboulet relatif à la procédure devant les comités départementaux de confiscation des profits illicites [2 août 1950] (p. 6513). Article additionnel : Amendement de M. Cris-



tofol tendant à prévoir un délai de trois mois pour la publication du statut des fonctionnaires des douanes (p. 6518); — du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France : *Discussion générale (réévaluation de l'encaisse-or de la Banque)* [2 août 1950] (p. 6520, 6521, 6525); Art. unique : *ratification de l'accord conclu au sujet de la réévaluation du stock d'or (496 tonnes)* (p. 6526); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6570); — Répond à une question : de M. Bouxom relative à la date du règlement de la surtaxe progressive [10 novembre 1950] (p. 7629, 7630); — de M. Coudray relative à la prémobilisation des titres des sinistrés [10 novembre 1950] (p. 7630, 7631); — de M. Minjoz relative au licenciement de fonctionnaires du contrôle économique [10 novembre 1950] (p. 7632); — de M. L. Lambert relative à l'imposition des viticulteurs des Bouches-du-Rhône [10 novembre 1950] (p. 7632); — de M. Barthélemy relative au logement des receveurs et chefs de centres des P. T. T. [10 novembre 1950] (p. 7633, 7634); — de M. Billat relatif à la majoration des impôts agricoles en 1950 [8 décembre 1950] (p. 8832); — de M. Montagnier relative au règlement des impôts des exploitants victimes de calamités agricoles [8 décembre 1950] (p. 8832). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Amendement de Mme Darras tendant à accorder un 13<sup>e</sup> mois d'allocations familiales* [16 décembre 1950] (p. 9242); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9650, 9651, 9652, 9653, 9654); *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Mendès-France* (p. 9680); Art. 11 quater : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économie et de réforme* [29 décembre 1950] p. 9831). — Donne sa démission de *Ministre des Finances* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre des Finances* (3<sup>e</sup> cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3219, 3220). — Prend part à la dis-

ussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION** [18 avril 1951] (p. 3493, 3494); *Amendement de M. Coudray tendant à supprimer la phrase relative à l'utilisation des produits des emprunts* (p. 3494); *Amendement de M. Nisse tendant à préciser les intérêts payés à la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 3496); Art. 3 : *Emprunt lancé par les groupements de sinistrés* (p. 3496); *Amendement de M. Halbout tendant à prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés* (p. 3497, 3498); Art. 5 : *Amendement de M. Gouge tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950* (p. 3500); Art. 8 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir 45 milliards pour les habitations à loyer modéré* (p. 3503); *Sa demande de renvoi à la Commission* (*ibid.*); Art. 9 : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article relatif au prêt de capitaux par les habitations à loyer modéré* (p. 3504); Art. 10 : *Réduction des crédits de 504 millions pour les primes à la construction* [19 avril 1951] (p. 3521); Art. 10 bis : *Amendement de M. Schmitt tendant à prévoir des crédits pour les constructions de logement pour les fonctionnaires de ministères civils* (p. 3523); Art. 26 : *Amendement de M. Halbout relatif à l'indemnisation des commerçants et industriels privés du report de leur droit au bail* (p. 3535); *Renvoi de la discussion* (p. 3538); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Temple tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de soutien aux hydrocarbures (schistes de Séverac le Château dans l'Aveyron)* [19 avril 1951] (p. 3552); Art. 3 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour l'allocation temporaire aux vieux* (p. 3550); Art. 7 : *Amendement de M. Deixonne relatif à la mise en valeur des régions arriérées par de grands travaux* (p. 3561); Art. 11 bis : *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir un fonds d'aide pour l'équipement de sécurité des théâtres de Paris* (p. 3563); Art. 12 : *Subventions aux services d'importation et d'exportation* (p. 3539); *Amendement de M. Paumier tendant à abrégé de trois mois le délai de clôture des comptes spéciaux* (p. 3539). = S'excuse de son absence [30 janvier 1947] (p. 88); [11 juillet 1947] (p. 2987); [28 octobre 1947] (p. 4911);

[11 juin 1948] (p. 3427). — Obtient des congés [30 janvier 1947] (p. 88); [11 juillet 1947] (p. 2987); [28 octobre 1947] (p. 4911). [11 juin 1948] (p. 3427).

**PEYRAT (M. Marcel)**, *Député de l'Indre.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [29 mai 1947] (p. 1783). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

#### Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Indre et du Loir-et-Cher, **n° 1527**. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à suspendre l'augmentation des prix des carburants et à revenir aux prix en vigueur au 30 juin 1948 ; 2° à répartir aux prioritaires un contingent de carburant égal à celui distribué au cours du mois de juin 1948, **n° 5315**. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rapporter sa décision de fermeture des mines de schiste bitumineux et de l'usine de fabrication d'huile de schiste de Saint-Hilaire (Allier); 2° de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à reclasser d'extrême urgence tout le personnel de l'usine de distillation et de synthèse d'huile minérale de Saint-Hilaire (Allier), et de procurer à ce personnel et aux familles des ouvriers employés sur leurs nouveaux lieux de travail les moyens de logement et d'existence nécessaires. **n° 6376**. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de

M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une répartition de deux pneus à tous les automobilistes dès le mois de mai et la liberté de vente pour le 1<sup>er</sup> juillet 1949; 2° de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté du marché des pneumatiques; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté immédiate de distribution des pneumatiques, **n° 7294**.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes [28 novembre 1946] (p. 8). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles). PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 334 : *Recherches et prospections minières* [11 juillet 1947] (p. 3008, 3009); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles), Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Ch. 905 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le Bureau de recherches des pétroles* [25 février 1948] (p. 1079); *le retire* (ibid.); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au rôle du Centre national de la recherche scientifique* [16 mars 1948] (p. 1760); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 7 : *Son amendement tendant à placer les pouvoirs réglementaires dans le cadre des lois en vigueur* [10 août 1948] (p. 5673). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le préfet de l'Indre a expulsé de ses locaux le journal *La Marseillaise du Berry* [23 décembre 1948] (p. 7961). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Amendement de M. Michel tendant à supprimer l'article instituant un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2896); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat C, Chap. 331-6 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série d'Air-France* [23 juin 1949] (p. 3708, 3709); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions

aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son amendement tendant à maintenir l'usine de la S.N.C.A.C. à Châteauroux* [28 juin 1949] (p. 3853, 3854); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1 quater B : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 juillet 1949] (p. 5490); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4642, 4643); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Participation de l'Etat au capital de cette société* [29 juillet 1949] (p. 5487). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus du Ministère des Travaux publics d'ouvrir le trafic sur la ligne de l'Etoile-du-Blanc [20 juillet 1949] (p. 4895); — sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Usine de constructions aéronautiques de Châteauroux [7 février 1950] (p. 1018); la développe [2 mai 1950] (p. 3115, 3116); — sur le criminel attentat de Châteauroux contre le journal *La Marseillaise* [23 février 1950] (p. 1333); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [21 mars 1950] (p. 2219, 2220). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Laboratoire central des services chimiques de l'Etat* [13 juin 1950] (p. 4664); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien; Art. 1<sup>er</sup> : *Différentes catégories d'avions prévues (Fermeture de l'usine de Châteauroux-Deols)* [28 juillet 1950] (p. 6183). — Dépose une demande d'interpellation sur l'occupation par l'armée américaine de bases aériennes dans l'Indre [8 février 1951] (p. 907). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité (Occupation de bases françaises par l'armée américaine)* [13 février 1951] (p. 1098, 1099). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation d'une base américaine dans l'Indre [21 mars 1951] (p. 2469). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion des interpellations sur les bases américaines en France*) [3 avril 1951] (p. 2612, 2613). — Prend part à la discussion du projet

de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le financement des dépenses militaires* [19 avril 1951] (p. 3553); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux comptes spéciaux des devises (Américains à Châteauroux)* (p. 3555, 3556).

**PEYROLES (Mme Germaine)**, Député de Seine-et-Oise (1<sup>re</sup> circonscription).

*Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 janvier 1946] (p. 102), de la Commission de la comptabilité [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élue Vice-Présidente de la Commission de la comptabilité [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 817), [25 janvier 1950] (**F. n° 500**). — Est nommée membre : de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451); membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [2 août 1948] (p. 5188).

#### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 portant 2<sup>e</sup> application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, n° 112. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à la réforme des méthodes parlementaires, n° 1203. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à instituer un Conseil national des assistantes et assistants sociaux, n° 1992. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du

suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution de I et II. de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; III. de M. Maurice Violette, tendant à modifier l'article 18 du Règlement ; IV. de M. Hugues tendant à modifier l'article 39 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; V. de M. Bichet tendant à empêcher l'obstruction des débats parlementaires, et à modifier le Règlement de l'Assemblée ; VI. de M. Bélolaud tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 2848. — Le 8 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 34 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 3708. — Le 22 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions à la suite de la délibération du Comité constitutionnel en date des 17 et 18 juin 1948 tendant à la fixation d'un délai maximum de discussion, par l'Assemblée Nationale, pour les affaires à propos desquelles l'urgence a été déclarée, n° 4650. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale d'une Commission chargée de présenter un rapport ayant pour objet l'organisation du travail parlementaire, n° 5495. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à modifier les dispositions du Règlement relatives à la procédure de discussion d'urgence, n° 5678. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution de : 1° M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 61 et 62 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 2° Mme Peyroles tendant à modifier les dispositions du Règlement relatives à la procédure de discussion d'urgence, n° 5739. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Barrachin tendant à instituer une commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites, n° 6310. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de M. Verneyras et

plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 14 du Règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant la télévision à l'examen, pour le fond, de la Commission de la presse, n° 6771. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, tendant à modifier l'article 50 du Règlement relatif à la motion de censure, n° 7473. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de MM. Vendroux et Furaud tendant à modifier l'article 94 du Règlement de l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de conversion automatique des questions écrites en questions orales, n° 7598. — Le 25 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de M. Barrachin tendant à modifier l'article 82 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 8500. — Le 2 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur les propositions de résolution : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 63 du Règlement de l'Assemblée Nationale sur les discussions d'urgence ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions réglementaires relatives à la fixation de l'ordre du jour et à la procédure de discussion d'urgence, n° 10165. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de loi de M. Laurelli et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les délais prévus en matière d'inéligibilités relatives, n° 10704. — Le 28 novembre 1950, un rapport de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à réviser certains articles de la Constitution, n° 11431.

#### Interventions :

Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47).

En cette qualité :

Préside la séance du 23 décembre 1946 (p. 289). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4).

**En cette qualité :**

Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 14 janvier 1947 (p. 5); — la 1<sup>re</sup> séance du 7 février 1947 (p. 220); — la 1<sup>re</sup> séance du 7 mars 1947 (p. 708); — la 1<sup>re</sup> séance du 26 mars 1947 (p. 1108); — la séance du 4 mai 1947 (p. 1459); — la 1<sup>re</sup> séance du 9 mai 1947 (p. 1533); — la séance du 18 juin 1947 (p. 2176); — la 1<sup>re</sup> séance du 25 juin 1947 (p. 2427); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 26 juin 1947 (p. 2505); — la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1947 (p. 2592); — la 3<sup>e</sup> séance du 18 juillet 1947 (p. 3198); — la 2<sup>e</sup> séance du 19 juillet 1947 (p. 3242); — la 1<sup>re</sup> séance du 21 juillet 1947 (p. 3283); — la 1<sup>re</sup> séance du 22 juillet 1947 (p. 3339); — la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 16 juillet 1947 (p. 3602); — la 1<sup>re</sup> séance du 31 juillet 1947 (p. 3736); — la 2<sup>e</sup> séance du 31 juillet 1947 (p. 3759); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 novembre 1947 (p. 5053); — la 6<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5304); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 décembre 1947 (p. 5800); — la 1<sup>re</sup> séance du 22 décembre 1947 (p. 6053); — la 3<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1947 (p. 6087); — la 1<sup>re</sup> séance du 26 décembre 1947 (p. 6245); — la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1947 (p. 6371); — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159).

**En cette qualité :**

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 6 février 1948 (p. 461); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 février 1948 (p. 499); — la 1<sup>re</sup> séance du 10 février 1948 (p. 562); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 12 février 1948 (p. 643); — la 3<sup>e</sup> séance du 17 février 1948 (p. 794); — la 2<sup>e</sup> séance du 2 mars 1948 (p. 1248); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 5 mars 1948 (p. 1428); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 7 mars 1948 (p. 1522); — la 1<sup>re</sup> séance du 9 mars 1948 (p. 1575); — la 3<sup>e</sup> séance du 16 mars 1948 (p. 1752); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 mars 1948 (p. 1879); — la 1<sup>re</sup> séance du 22 avril 1948 (p. 2174); — la 2<sup>e</sup> séance du 19 mai 1948 (p. 2732); — la 2<sup>e</sup> séance du 25 mai 1948 (p. 2896); — la 2<sup>e</sup> séance du 3 juin 1948 (p. 3154); — la 1<sup>re</sup> séance du 9 juin 1948 (p. 3315); — la 1<sup>re</sup> séance du 15 juin 1948 (p. 3503); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 juin 1948 (p. 3672); — la 2<sup>e</sup> séance du 21 juin 1948 (p. 3754); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 22 juin 1948 (p. 3808); — la 1<sup>re</sup> séance du 29 juin 1948 (p. 4115); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 juillet 1948 (p. 4339); — la 3<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1948

(p. 4489); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 15 juillet 1948 (p. 4612); — la 2<sup>e</sup> séance du 17 juillet 1948 (p. 4745); — la 3<sup>e</sup> séance du 17 juillet 1948 (p. 4755); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 juillet 1948 (p. 4775); — la 1<sup>re</sup> séance du 19 juillet 1948 (p. 4823); — la 1<sup>re</sup> séance du 28 juillet 1948 (p. 4951); — la 2<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1948 (p. 5036); — la 3<sup>e</sup> séance du 3 août 1948 (p. 5271); — la 1<sup>re</sup> séance du 4 août 1948 (p. 5292); — la 1<sup>re</sup> séance du 5 août 1948 (p. 5355); — la 3<sup>e</sup> séance du 5 août 1948 (p. 5399); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 août 1948 (p. 5420); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 août 1948 (p. 5465); — la 1<sup>re</sup> séance du 7 août 1948 (p. 5507); — la séance du 15 septembre 1948 (p. 6539); — la séance du 23 septembre 1948 (p. 6852); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 novembre 1948 (p. 7066); — la 2<sup>e</sup> séance du 17 décembre 1948 (p. 7694); — la 3<sup>e</sup> séance du 17 décembre 1948 (p. 7694); — la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 23 décembre 1948 (p. 7900); — la 5<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8326). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326).

**En cette qualité :**

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 30 janvier 1951 (p. 505); — la 2<sup>e</sup> séance du 30 janvier 1951 (p. 511); — la 3<sup>e</sup> séance du 30 janvier 1951 (p. 516); — la 2<sup>e</sup> séance du 2 février 1951 (p. 679); — la 3<sup>e</sup> séance du 2 février 1951 (p. 707); — la 4<sup>e</sup> séance du 2 février 1951 (p. 709); — la 5<sup>e</sup> séance du 2 février 1951 (p. 717); — la 3<sup>e</sup> séance du 7 février 1951 (p. 877); — la séance du 14 février 1951 (p. 1126); — la 2<sup>e</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1427); — la 3<sup>e</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1453); — la 4<sup>e</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1461); — la 5<sup>e</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1466); — la 1<sup>re</sup> séance du 22 février 1951 (p. 1481); — la 3<sup>e</sup> séance du 23 février 1951 (p. 1587); — la 2<sup>e</sup> séance du 28 février 1951 (p. 1724); — la 3<sup>e</sup> séance du 15 mars 1951 (p. 1990); — la 2<sup>e</sup> séance du 16 mars 1951 (p. 2045); — la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 19 mars 1951 (p. 2148); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 mars 1951 (p. 2315); la 9<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2454); — la 3<sup>e</sup> séance du 3 avril 1951 (p. 2625); — la séance du 9 avril 1951 (p. 2964); — la 1<sup>re</sup> séance du 13 avril 1951 (p. 3243); — la 1<sup>re</sup> séance du 17 avril 1951 (p. 3375); — la 2<sup>e</sup> séance du 18 avril 1951 (p. 3456); — la 1<sup>re</sup> séance du 24 avril 1951 (p. 3835); — la

1<sup>re</sup> séance du 26 avril 1951 (p. 4011); — la 2<sup>e</sup> séance du 26 avril 1951 (p. 4035); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 28 avril 1951 (p. 4194); — la 1<sup>re</sup> séance du 2 mai 1951 (p. 4407); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 2 mai 1951 (p. 4478); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 7 mai 1951 (p. 4778); — la 3<sup>e</sup> séance du 8 mai 1951 (p. 4859); — la 2<sup>e</sup> séance du 10 mai 1951 (p. 4975); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 11 mai 1951 (p. 5078); — la 1<sup>re</sup> séance du 12 mai 1951 (p. 5095); — la 2<sup>e</sup> séance du 16 mai 1951 (p. 5235); — la 2<sup>e</sup> séance du 17 mai 1951 (p. 5336); — la 2<sup>e</sup> séance du 21 mai 1951 (p. 5615). — Répond à l'intervention de M. Livry-Level concernant les forces de police devant le Palais Bourbon [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2592). — Est entendue : sur un rappel au Règlement (*Retrait de l'ordre du jour du projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur l'Assemblée de l'Union française*) [18 novembre 1947] (p. 5053, 5054); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bonte sur les opérations effectuées contre le camp de Beauregard [18 novembre 1947] (p. 5056, 5057); — pour un fait personnel (*censure appliquée à M. Bonte*) au cours du débat sur le projet de loi tendant à la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5282). — Propose : la censure contre M. Pierre André, au cours de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail [29 novembre 1947] (p. 5312, 5313); — la censure contre M. Hamon, au cours de la même discussion [29 novembre 1947] (p. 5319). — Est entendue pour un fait personnel (*Etat physique de M. Moynet en salle des séances*) [5 décembre 1947] (p. 5523, 5524). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution tendant à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale en qualité de *Rapporteur* [19 décembre 1947] (p. 5909, 5910); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt concernant les vice-présidents de l'Assemblée* (p. 5939, 5940); *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer le 1<sup>er</sup> alinéa et à reprendre le texte existant* (p. 5941); *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le 3<sup>e</sup> alinéa et à reprendre le texte déjà existant* (p. 5943); *Explications de vote sur l'article* [20 décembre 1947] (p. 5959); Art. 2 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le 1<sup>er</sup> alinéa et à reprendre le texte existant* (p. 5969); — d'une proposition de résolution de M. Péron

invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Son rappel au règlement* [19 décembre 1947] (p. 5935); — du projet de loi portant prorogation de la législation en vigueur dans les départements d'Alsace-Lorraine; Article unique : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à proroger la législation actuelle jusqu'au 31 décembre 1947* [26 décembre 1947] (p. 6273). — Est entendue : sur le règlement de l'ordre du jour (*Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6336); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Propositions de la Conférence des Présidents concernant la discussion de la modification du règlement* [30 décembre 1947] (p. 6542, 6544); — Au cours du débat sur la démission de M. Noguères en qualité de Président de la Haute Cour de Justice : *Sa motion chargeant la Commission de la justice de régler l'incident* [30 janvier 1948] (p. 328). — Rend hommage à des parlementaires britanniques assistant à la séances [2 mars 1948] (p. 1251). — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Longueur des séances de nuit* [6 mars 1948] (p. 1455); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le règlement*) [16 mars 1948] (p. 1746, 1747). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution de M. Minjoz modifiant l'article 34 du règlement de l'Assemblée : En qualité de *Rapporteur* [17 mars 1948] (p. 1793, 1794, 1796, 1797, 1798, 1799); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Leenhardt relatif à la modification de l'ordre du jour* (p. 1801); *Amendement de M. Citerne tendant à permettre de parler à plusieurs députés de chaque parti* (p. 1802); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer les mots « en fin de séance »* (p. 1803); *Amendement de M. Bouxom tendant à restreindre le droit de parole à un orateur de chaque groupe* (p. 1806, 1807); Art. 2 : *Sa demande de disjonction* (p. 1807); *Renvoi de la discussion* (ibid.). — Est entendue pour une motion d'ordre (*Renvoi de la séance*) [19 mars 1948] (p. 2012). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2448); [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution concernant la procédure de discussion d'urgence : en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1948] (p. 3805, 3806); *Demande de M. Valentino de renvoi à la Commission* (p. 3807). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance du 4 août 1948 (*Débat sur le mini-*

*mum vital accordé aux infirmes et ordre du jour des travaux*) [5 août 1948] (p. 5376); et sur celui de la séance du 7 août (*Photographie publiée par la presse montrant une salle des séances vide*) [8 août 1948] (p. 5515, 5516). — Donne lecture de la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au statut du personnel de la police [15 septembre 1948] (p. 6547). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la procédure de discussion d'urgence : En qualité de *Rapporteur* [9 décembre 1948] (p. 7422 et suivantes); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas limiter au début des séances les demandes de discussion d'urgence* (p. 7434); *Amendement de M. Llante tendant à n'exiger ni le scrutin ni la majorité absolue pour les demandes de discussion d'urgence* (p. 7440); *Sa demande de modification de forme du deuxième alinéa* (p. 7441) *Amendement de M. Cristofol tendant à ne prévoir aucune urgence acquise de plein droit* (ibid.); *Sa demande de modification de forme au troisième alinéa in fine de l'article 63 du règlement* (p. 7444); Art. 2 : *Amendement de M. Palewski tendant à autoriser l'audition en Commission du Rapporteur du Conseil de la République* (p. 7446); — d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1948] (p. 7788). — Son rapport sur une pétition [25 janvier 1949] (p. 120). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 808, 809); Art. 1<sup>er</sup> : *Composition et rôle de cette Commission* (p. 812); *Amendement de forme de M. Bouvier* (p. 813); *Amendement de M. Silvandre tendant à laisser la Commission libre du choix du Rapporteur* (p. 813); Art. 3 : *Amendement de M. Mercier tendant à ne pas prévoir de rétroactivité pour les affaires pendantes* (p. 813, 814); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant du Conseil de la République : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3803, 3804, 3805); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4335); — d'une motion de confiance à M. le Président Herriot : *Discussion générale* [18 octobre 1949] (p. 5832); — des conclusions

d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son contre-projet tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1414, 1415); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Theetten* (p. 1418, 1419); *Discussion générale* (p. 1441, 1442); *Ses explications de vote sur le rapport* (p. 1444); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Son rappel au règlement (passage à la discussion des articles)* [3 mars 1950] (p. 1790, 1791). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application de l'article 7 ter du Code général des impôts directs [28 avril 1950] (p. 3062). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Sa demande de suspension de la séance* [9 juin 1950] (p. 4580, 4581); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (ses observations sur les pensions versées aux anciens parlementaires épurés)* [14 juin 1950] (p. 4788). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Sa demande de suspension de séance* [30 juin 1950] (p. 5335); — à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 11 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant l'attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* [21 juillet 1950] (p. 5751). — Est entendue sur une motion d'ordre (*Continuation du débat jusqu'à épuisement de l'ordre du jour*) [4 août 1950] (p. 6756). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée, en qualité de *Rapporteur* [17 octobre 1950] (p. 6921, 6922); *Discussion générale* (p. 6925, 6927); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1950] (p. 8266, 8267, 8268, 8269); *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8358, 8359, 8360); Article unique : *Amendement de M. Delachenal tendant à réviser l'article 13 relatif à la non-révision des textes par le Conseil d'Etat* (p. 8365); *Révision de l'article 22 relatif à l'immunité parlementaire* (p. 8366); *Amendement de M. Delachenal tendant à réviser*

*l'article 51 relatif à la dissolution* (p. 8368); *Sa demande de deuxième délibération de la proposition* (p. 8369); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9423). — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). = S'excuse de son absence [29 mars 1949] (p. 1800). = Obtient un congé [29 mars 1949] (p. 1800).

**PEYTEL (M. Michel)**, *Député de la Seine* (4<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [29 mai 1947] (p. 1783).

#### Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques réunissant les conditions prévues par l'ordonnance n° 45322 du 3 mars 1945, le bénéfice de la présomption d'origine, n° 1088. — Le 4 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi relatif à la conservation du souvenir du débarquement allié en Normandie, n° 1232. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut définitif des déportés résistants et des internés résistants, n° 1518. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 créant un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 3186. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 et à modifier les articles 5 et 7 de la loi n° 48-30 du 7 janvier instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'infla-

tion, n° 3230. — Le 5 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder aux possesseurs d'automobiles, pour les mois de juillet, août et septembre, une attribution d'essence, n° 4854. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires au redressement économique, à l'égard de l'automobile et des carburants, n° 5738. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions nécessaires au redressement économique, à l'égard de l'automobile et des carburants, n° 5746. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à réserver au Parlement la fixation des taxes sur les carburants, n° 6111. — Le 1<sup>er</sup> avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Monin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au commerce de l'essence; 2<sup>o</sup> de MM. Bouxom, Robert Prigent, Gosset tendant à inviter le Gouvernement à augmenter très sensiblement et sans retard les attributions d'essence aux médecins et aux voyageurs représentants et placiers; 3<sup>o</sup> de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le scandaleux marché noir sur l'essence, n° 6897. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi relatif à la constitution de la « Société des transports pétroliers par pipe-line » et à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne, n° 6950. — Le 23 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté immédiate de distribution des pneumatiques, n° 7252. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 7708. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Peytel et plusieurs de ses collègues relative à la construction d'un pipe-



liné entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 7743. — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 8018. — Le 22 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la grêle tombée le samedi 20 mai 1950 sur la banlieue parisienne, n° 10020. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux cérémonies qui doivent commémorer le 4 juin prochain le dixième anniversaire des combats des Flandres qui trouvèrent leur héroïque épisode dans la bataille de Dunkerque, n° 10140. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la création d'un organisme consultatif auprès du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, dénommé Conseil économique des routes, n° 11317. — Le 13 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les recherches de pétrole et à créer un « Conseil supérieur du pétrole », n° 11610. — Le 19 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 11610) de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les recherches de pétrole et à créer un « Conseil supérieur du pétrole », n° 11694. — Le 5 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 12593) portant modification de la loi n° 49-1060 du 2 août 1949 relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la création d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 13094. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 13352) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 12593) adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de la loi n° 49-1060 du 2 août 1949 relative à la construction d'un pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne et à la créa-

tion d'une « Société des transports pétroliers par pipe-line », n° 13353.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DES FINANCES : *Ses observations sur l'ensemble (S'oppose au dirigisme)* [22 décembre 1946] (p. 274). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947; Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à ce que les baux renouvelés par les administrations publiques ne puissent produire effet au-delà du 12 juillet 1948* [25 mars 1947] (p. 1090); — sur le projet de loi relatif à la conservation du souvenir du débarquement en Normandie, en qualité de *Rapporteur* [8 mai 1947] (p. 1506); — sur le projet de loi portant amnistie; Art. 9 : *Soutient l'amendement de M. Ramarony tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les jeunes résistants criminels* [21 juin 1947] (p. 2314); *le retire* (p. 2315); Art. 19 : *Amendement de M. Montel tendant à amnistier les personnes condamnées pour collaboration ayant été l'objet d'une citation dans les forces de la Libération* [7 juillet 1947] (p. 2778); *Son amendement tendant à amnistier les mineurs de 21 ans condamnés pour collaboration, mais ayant fait l'objet d'une citation dans les forces de la Libération* (p. 2779). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions du délestage de courant électrique à Paris et en banlieue [13 novembre 1947] (p. 5003). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5230); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à créer une régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5665, 5667); *le retire* (p. 5669); Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier la date de fonctionnement de l'organisme* (p. 5675); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à confier à la Régie l'exploitation de lignes de banlieue de la S. N. C. F.* (p. 5675, 5676); *le retire* (ibid.); Art. 11 : *Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration de la*

Régie autonome (p. 5678, 5679, 5680); le retire (p. 5684); Art 38 : Amendement de M. Bétolaud tendant à inclure un alinéa nouveau concernant la composition de l'assemblée générale de l'Office [16 décembre 1947] (p. 5769); Art 53 : Son amendement relatif au changement de dénomination de la Compagnie du chemin de fer métropolitain [18 décembre 1947] (p. 5852); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5857). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'incendie des Magasins généraux de Charenton [30 janvier 1948] (p. 335); — sur la politique du Gouvernement envers l'industrie automobile [5 février 1948] (p. 450). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 768, 769); — des propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1302); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1307); *Son amendement tendant à rendre hommage aux résistants* (p. 1308); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Mouton concernant les droits de toutes les catégories de résistants* (p. 1309); Art. 3 : *Son amendement relatif aux évadés* (p. 1312); *Poursuite de la discussion* (p. 1313); Art. 6 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à ajouter un alinéa relatif aux ayants droit des décédés* (p. 1315); — de la proposition de résolution adressant un hommage de sympathie au nouvel Etat d'Israël : *Demande de discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2744). — Est entendu pour un rappel au Règlement (*Discussion d'une proposition de loi*) [6 juillet 1948] (p. 4359). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 2 : *Situation de l'industrie automobile* [18 septembre 1948] (p. 6665, 6666); Art. 3 : *Son amendement tendant à baisser le taux de l'impôt sur les véhicules* (p. 6669, 6670); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à prévoir un taux mensuel* (p. 6670); Art 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6683); le retire (p. 6684); Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas confisquer le véhicule* (p. 6692); *Son amendement tendant à ne confisquer le véhicule que pour trois mois à la première infraction* (p. 6692). — Dépose une demande

d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de la production automobile française [17 novembre 1948] (p. 7057). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution relative à la production d'automobiles et de carburant, en qualité de *Rapporteur* [9 décembre 1948] (p. 7468); — de propositions de loi portant statut des combattants volontaires de la Résistance; Art. 3 : *Son amendement de forme* [14 décembre 1948] (p. 7571, 7572); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7575, 7577); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [30 décembre 1948] (p. 8142, 8143). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1949] (p. 1). — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi relative aux taxes sur les carburants : *Discussion générale* [27 janvier 1949] (p. 138, 139, 140). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 267, 268); Article unique : *Contre-projet de M. Michel tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes* (p. 270); *Son contre-projet tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits* (p. 271, 272, 273, 274); *Son rappel au Règlement (Renvoi à la Commission)* (p. 274); *Son contre-projet* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 298); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 février 1949] (p. 859); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence, en qualité de *Rapporteur* [31 mars 1949] (p. 1904, 1905, 1920); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation du prix de l'essence et le secteur libre)* [23 mai 1949] (p. 2824, 2825); Art. 8 : *Amendement de M. Michel tendant à supprimer l'article instituant un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2896, 2897); *Son sous-amendement tendant à fixer à 165 millions de litres le contingent d'essence attribué aux prioritaires* (p. 2898); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à limiter au 31 octobre le secteur libre pour l'essence* (p. 2900, 2901); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer la subvention de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2969);

de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (Régime de vente de l'essence) : *Discussion générale* [2 juin 1949] (p. 3050, 3051, 3052); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir la liberté de l'essence pour le 1<sup>er</sup> octobre 1949* (p. 3053); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (Dispositions générales); Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4042, 4043); *le retire* (p. 4044). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le pipe-line Le Havre—Paris* [21 juin 1949] (p. 3567). — Prend part à la discussion : de sa proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris : *Urgence* [12 juillet 1949] (p. 4640); en qualité de *Rapporteur* (p. 4640, 4641, 4642, 4644); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Elain tendant à définir l'activité de cette nouvelle société d'économie mixte* (p. 4644); Art. 5 : *Amendement de M. Védrières tendant à interdire toute participation étrangère* (p. 4669); *Amendement de M. Abelin tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4670); Art. 6 : *Amendement de M. Elain tendant à prévoir des embranchements pour desservir tous les dépôts* (p. 4671); Art. 8 : *Amendement de M. Palewski tendant à protéger les intérêts des propriétaires de terrains traversés par le pipe-line* (p. 4671); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1949] (p. 5486); Art. 5 : *Participation de l'Etat au capital de cette société* (p. 5487); Art. 8 : *Rectification d'une erreur matérielle* (p. 5488). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le pipe-line de Normandie en seconde lecture*) [28 juillet 1949] (p. 5410). — Dépose une demande d'interpellation sur l'illégalité du décret du 3 décembre 1949 fixant les prix de vente de l'essence [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6699, 6700); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à la fixation du prix de vente de l'essence en fonction des prix paritaires d'achat* [9 décembre 1949] (p. 6730, 6731); *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* (p. 6732); *Son rappel au Règlement (Prolongation du délai d'urgence)* (p. 6733); Art. 2 : *Demande de suspension du débat, présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1949] (p. 6975, 6976, 6977);

Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Blocquaux tendant à ne prévoir qu'exceptionnellement ce contingent de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7019); *Son sous-amendement relatif au prix de cession de l'alcool* (p. 7019); *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* (p. 7019, 7020, 7021); *Sa proposition de réserver le vote sur l'amendement de M. Blocquaux* (p. 7021); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7022); *Son amendement tendant à abroger l'article 6 du Code des contributions indirectes* (p. 7024); *le retire* (p. 7026); Art. 3 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire les taux de la taxe intérieure sur les carburants* (p. 7029). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence* [16 décembre 1949] (p. 6972, 6973); *Sa proposition d'inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour* (p. 6973, 6974); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi relative au prix de l'essence* [20 décembre 1949] (p. 7031). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 13 : *Nouveau texte de la Commission prévoyant de nouvelles recettes* [27 décembre 1949] (p. 7384); *Amendement de M. Louvel tendant à fixer les taxes sur les produits pétroliers et à supprimer la Caisse de compensation* (p. 7288); *Amendement de M. Penoy tendant à établir une taxe de 15 0/0 sur les pneus destinés aux véhicules lourds* (p. 7389, 7390). — Est entendu : sur le renvoi d'une proposition de loi relative au droit de timbre pour les récépissés de déclaration d'automobiles [2 mars 1950] (p. 1610); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la proposition créant un droit de timbre sur les cartes grises*) [14 mars 1950] (p. 2000); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif à la taxe sur les cartes grises* [17 mars 1950] (p. 2134). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2770); *Ordre du jour de M. F. Chevallier demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool* (p. 2777); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 15 : *Fonds de soutien aux*

*hydrocarbures et assimilés* [25 avril 1950] (p. 2819); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur le statut des déportés)* [21 juin 1950] (p. 5102); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils : *Discussion générale (Ses observations sur les recherches de pétrole en France)* [10 avril 1951] (p. 3065, 3066, 3067); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bureau de recherches des pétroles (Insuffisance des crédits)* [11 avril 1951] (p. 3167, 3168); Art. 2 : *Son amendement tendant à créer un conseil supérieur du pétrole* [12 avril 1951] (p. 3180); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2 : *Son amendement tendant à créer un conseil supérieur du pétrole* [19 avril 1951] (p. 3555); — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5615). = S'excuse de son absence [15 mars 1959] (p. 1622). — Obtient un congé [15 mars 1949] (p. 1622).

**PFLIMLIN (M. Pierre)**, *Député du Bas-Rhin.*

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet QUEUILLE)

Du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 15 décembre 1949.

*Ministre de l'Agriculture.*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 29 juin au 11 juillet 1950,

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951,

*Ministre de l'Agriculture.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [4 février 1947] (p. 148); de la Commission des finances [17 janvier 1950] (p. 300).

#### Dépôts :

Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des Affaires économiques sur le projet de loi portant création d'un centre national d'information et d'expansion économiques, n° 1014. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 1186. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, n° 1187. — Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 1276. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, n° 1995. — Le 26 août 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer et à surveiller la fréquentation des salles de cinéma par les enfants et adolescents, n° 2491. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à réprimer le trafic des véhicules automobiles volés ou détournés, n° 2637. — Le 24 décembre 1947, un projet de loi portant majoration des indemnités dues au

titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières, **n° 2994**. — Le 5 mars 1948, un projet de loi approuvant un avenant au cahier des charges de la concession du Canal du Foulon (Alpes-Maritimes), **n° 3687**. — Le 29 avril 1948, un projet de loi modifiant le régime agricole des assurances sociales, **n° 3944**. — Le 2 juin 1948, un projet de loi portant : 1° création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; 2° fixation de ce budget pour le 2° semestre de l'exercice 1948 ; 3° et couvrant le déficit du régime des prestations familiales agricoles pour le premier semestre du même exercice, **n° 4426**. — Le 29 juin 1948, un projet de loi portant dérogation des dispositions de la loi du 20 août 1947 créant un compte spécial intitulé « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires », **n° 4748**. — Le 17 août 1948, un projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions annexées au décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit agricole, **n° 5284**. — Le 31 août 1948, un projet de loi tendant à constater la nullité du paragraphe 2 de l'article 4 de l'acte dit « loi n° 284 du 23 mai 1943 » assurant l'exploitation des terres abandonnées, incultes ou insuffisamment cultivées et portant réquisition et emploi de la main-d'œuvre agricole modifiant et complétant la loi n° 5384 *bis* du 31 décembre 1941 et les lois n° 304 du 19 février 1942 et n° 669 du 4 septembre 1942, **n° 5415**. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, **n° 5756**. — Le 3 février 1949, un projet de loi relatif à l'extension aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des dispositions de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945, relative au statut de la Coopération agricole, **n° 6294**. — Le 22 février 1949, un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au Statut juridique de la coopération agricole, **n° 6538**. — Le 3 mars 1949, un projet de loi relatif à l'exercice du droit de chasse, **n° 6656**. — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant extension dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, de certains textes concernant la législation du travail agricole de la France métropolitaine, **n° 7146**. — Le 17 mai 1949, un projet de loi modifiant le statut viticole du « Champagne », **n° 7154**. — Le 22 juin 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord international sur le blé signé à Washington le 23 mars 1949, **n° 7572**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant le régime agricole des assurances sociales, **n° 8143**. — Le 22 novembre 1949, un projet de loi portant institution d'une taxe additionnelle à la taxe à l'achat en remplacement de la taxe sur les céréales qui alimente le budget annexe des prestations familiales agricoles, **n° 8424**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, **n° 8426 (annexe n° 35)**. — Le 11 mai 1950, une proposition de loi tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, **n° 9939**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de loi tendant à l'assainissement des professions commerciales par la création d'un statut du commerce, **n° 10156**. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'une organisation européenne des principaux marchés agricoles, **n° 10254**. — Le 26 juillet 1950, un projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, **n° 10763**. — Le 28 juillet 1950, un projet de loi approuvant un avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), **n° 10800**. — Le 31 juillet 1950, un projet de loi instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, **n° 10828**. — Le 19 octobre 1950, un projet de loi tendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles, **n° 11077**. — Le 16 novembre 1950, un projet de loi ouvrant une avance de trésorerie au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles, **n° 11287**. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage, **n° 11386**. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, **n° 11457**. — Le 12 décembre 1950, un projet de loi tendant à pro-

ger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 11585. — Le 13 février 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les forêts, n° 12166.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : *Amendement de Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle* [12 juin 1947] (p. 2033). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de M. Albert Schmitt tendant à faire bénéficier de la grâce amnistiante certains condamnés du Haut-Rhin et du Bas-Rhin*) [21 juin 1947] (p. 2320) : *Discussion générale d'urgence* [8 juillet 1947] (p. 2812). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2349 à 2351). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement [25 juin 1947] (p. 2449 à 2453). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Amendements de M.M. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6121, 6122, 6123, 6124) ; — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales ; Art. 2 : *Amendement de M. Velay relatif aux prestations au titre agricole* [6 février 1948] (p. 470, 471) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (*Budget 1948*), Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1055, 1056) ; Chap. 921 : *Centre de recherches du génie rural* (p. 1059, 1060, 1061) ; *Ses observations sur l'ensemble des crédits et leur utilisation* (p. 1061, 1062) ; — du projet de loi portant réglementation du temps

de travail dans l'agriculture : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1251) ; — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Lamarque-Cando tendant à prolonger le délai jusqu'à la promulgation du nouveau statut des baux* [30 avril 1948] (p. 2434) ; *Amendement de M. Delcos tendant à supprimer la référence à la loi du 27 février 1946* (p. 2435, 2436) ; *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement du prix des baux stipulés en céréales et produits laitiers* (p. 2438) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la référence à la loi du 22 décembre 1946* (p. 2440, 2441) ; — du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 119 : *Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour les écoles nationales d'agriculture* [20 mai 1948] (p. 2778, 2779) ; Chap. 129 : *Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour l'Institut de recherches agronomiques* (p. 2780) ; Chap. 144 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour les services vétérinaires* [25 mai 1948] (p. 2898) ; Chap. 151 : *Direction de la répression des fraudes* (p. 2899) ; Chap. 156 : *Service des haras* (ibid.) ; Chap. 160 : *Direction du génie rural* (ibid.) ; Chap. 163 : *Services de l'hydraulique agricole* (p. 2900) ; Chap. 165 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire les crédits pour la Direction des eaux et forêts* (p. 2901) ; Ch. 168 : *Fonds forestier national* (p. 2901, 2903) ; Chap. 169-2 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour les exploitations en régie* (p. 2904, 2905) ; Chap. 171 : *Subventions aux conseils agricoles départementaux* (p. 2906) ; Chap. 305 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour indemnités de déplacement* (p. 2907) ; Chap. 312 : *Ecoles nationales d'agriculture* (p. 2908) ; Chap. 313 : *Ecoles d'agriculture* (p. 2909) ; Chap. 316 : *Contrôle des lois sociales agricoles* (p. 2910) ; Chap. 339 : *Eaux et forêts* (p. 2912) ; Chap. 350-2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire les crédits pour le canal de Pierrélatte* (p. 2912) ; Chap. 406 : *Subventions aux caisses d'allocations familiales agricoles* (p. 2916) ; Chap. 510 : *Subvention aux assurances contre la grêle* (p. 2919, 2920) ; Chap. 512 : *Prophylaxie des maladies contagieuses du cheptel* (p. 2920) ; Chap. 517 : *Reconstitution des oliviers* (p. 2921) ; Chap. 518 : *Recherches pour la*

viticulture (p. 2922); Chap. 522-2 : *Travaux d'équipement rural* (p. 2924); Chap. 530-2 : *Subventions à la culture des céréales* (p. 2925). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion de la proposition de loi encourageant la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5790, 5791). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7401, 7402); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles ; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7648, 7649); *Sous-amendement de M. Laurens tendant à faire dépendre la décision préfectorale de l'avis de la commission consultative* (p. 7653, 7654); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas démembrer les petites exploitations familiales* [17 décembre 1948] (p. 7676); *Amendement de M. Triboulet tendant à laisser pour neuf ans à l'exploitant les terres dont l'amodiation n'aura pas été demandée pendant le délai accordé* (p. 7678); *Amendement de M. Perdon tendant à interdire aux étrangers d'occuper dorénavant des exploitations agricoles* (ibid.); *Amendement de M. Perdon tendant à insérer un nouvel article harmonisant le statut du fermage avec cette loi* (p. 7680); — de la proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages ; Article 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8018, 8019) ; Art. 2 : *Amendement de M. M. Defos du Rau et Tanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires*

*pour fixer le montant du loyer* [28 décembre 1948] (p. 8038, 8039, 8040); *Amendement de M. Desjardins tendant à appliquer la loi aux baux de l'Etat et des collectivités publiques* (p. 8041); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ruffe tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* [31 décembre 1948] (p. 8336); Art. 2 : *Amendement de M. Delcos tendant à ne faire remettre en cause devant les tribunaux paritaires que les baux à entrée en jouissance postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1949* (p. 8337, 8338); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 13 : *Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1926 relatif aux droits sur les engrais potassiques* [29 décembre 1948] (p. 8118); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à ne pas prévoir de ressources complémentaires* [10 février 1949] (p. 479); *Amendement de M. Charpentier tendant à limiter à 25 0/0 des charges totales, les charges dues au titre des cotisations et impositions* (p. 481, 482, 483); *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer cette limitation qu'à partir de 1950* (p. 483); *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour vins et eaux-de-vie* (p. 484); Art. 5 : *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir le visa du Ministre du Travail* [11 février 1949] (p. 510); Art. 10 : *Amendement de M. Meck tendant à exonérer de la cotisation les salariés cultivant pour leur consommation personnelle* (p. 512); *Amendement de M. Rochet tendant à ne pas augmenter les cotisations en 1949* (p. 513); Art. 16 : *Amendement de M. Guyon tendant à supprimer l'article attribuant le reversement du service des alcools au budget des prestations familiales agricoles* (p. 516); *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 4 de la loi du 24 septembre 1941 interdisant les apéritifs à base d'alcool* (p. 517, 518); Art. 17 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à disjoindre les articles 17 à 24* (p. 520); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à reprendre le texte du Conseil de la République maintenant le fonds de solidarité agricole* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4070);

Art. 4 : Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le 7<sup>e</sup> alinéa relatif à l'inclusion des frais de gestion et d'action sociale dans le budget annexe [2 juillet 1949] (4108); Art. 17 : Amendement de M. Paumier tendant à supprimer les articles 17 à 24 (p. 4111, 4112); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (ses observations sur l'indice des prix agricoles par rapport à l'indice des prix industriels, les belles récoltes des années 1948 et 1949, le déséquilibre dû à l'extension des surfaces plantées en pommes de terre, le programme d'importation de pommes de terre de semence, la poussée de la production des porcs, l'importation de vin du Chili et d'Espagne, la fixation du prix du blé pour la prochaine campagne et l'impossibilité de se passer totalement d'importations de blé, la reconstitution du cheptel de bovins et la production de lait, les importations alimentaires au titre du plan Marshall, la comparaison des prix agricoles français et mondiaux, le plan français d'expansion de la production agricole et les résultats à obtenir, la consommation d'engrais azotés et de superphosphates, les progrès du machinisme agricole, l'alimentation du bétail et la consommation de céréales secondaires, les dépenses faites pour l'électrification à la campagne et l'équipement rural, les moyens de stockage existant en France) [25 février 1949] (p. 948, 949, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 985, 986, 990, 991, 996, 997); Explications de vote sur les ordres du jour de MM. Roche et Valay (p. 1004); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : Discussion générale [12 avril 1949] (p. 2323, 2324); Chap. 113 : Direction départementale des services agricoles (p. 2333); Chap. 117 : Sa demande de rétablissement des crédits pour l'Institut national agronomique (p. 2333); Chap. 125 : Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocation aux établissements de l'enseignement agricole (p. 2234); Chap. 144 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les services sanitaires et vétérinaires (ibid.); Chap. 160 : Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras (p. 2335); Chap. 161 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la direction du génie rural (p. 2336, 2337); Chap. 167 : Amendement de M. Garcia tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les

traitements de la direction générale des eaux et forêts (p. 2338); Amendement analogue de M. Garcia (p. 2340, 2341); Amendement de M. Rosenblatt tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement sur les traitements de la direction générale des eaux et forêts (p. 2341); Chap. 169 : Amendement de M. Monteil tendant à augmenter de 3 millions l'abattement sur les salaires des contractuels des eaux et forêts (p. 2342, 2343); Chap. 172 : Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation en régie des forêts (p. 2343); Chap. 174 : Contribution de l'État aux dépenses des conseils agricoles départementaux (p. 2344); Amendement de M. Jean Massan tendant à réduire de 20 millions cette contribution (p. 2345, 2346, 2347); Chap. 301 : Matériel de l'administration centrale (p. 2348); Amendement de M. Leenhart tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de ce chapitre (ibid.); Chap. 310 : Amendement de M. Masson tendant à réduire de 5.400.000 francs l'abattement sur le matériel des directions départementales des services agricoles (p. 2349); Chap. 318 : Amendement de M. Jean Masson tendant à augmenter de 17 millions l'abattement sur les frais d'enquêtes statistiques (p. 2350); Chap. 322 : Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 francs l'abattement sur le service de la protection des végétaux (p. 2351); Chap. 323 : Matériel des écoles nationales vétérinaires (p. 2351); Chap. 339 : Amendement de M. Monteil tendant à augmenter de 2.000 francs l'abattement sur le matériel de la direction des eaux et forêts (p. 2351); Chap. 343 : Frais de fonctionnement des tribunaux paritaires (p. 2354); Chap. 344 : Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais d'établissement des cartes professionnelles d'exploitants agricoles (p. 2354); Chap. 346 : Entretien des établissements d'enseignement agricole (p. 2356); Chap. 353 : Amendement de M. Monteil tendant à augmenter de 1 million les abattements sur travaux d'entretien dans les forêts domaniales (p. 2356); Chap. 357 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des chasses (p. 2356, 2357); Chap. 400 : Allocations familiales (p. 2357); Chap. 500 : Subvention à l'Institut national de la recherche agronomique (p. 2358, 2359); Chap. 502 : Amendement de M. Gros tendant à réduire de 1.000 fr.



la participation française à l'Office international du vin (p. 2361); Chap. 505 : Subvention au Centre d'insémination artificielle (p. 2363); Chap. 509 : Prophylaxie et contrôle de la salubrité (p. 2365); Chap. 510 : Reconstitution des olivaires (p. 2366); Chap. 513 : Amendement de M. Lucas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à l'amélioration de la production agricole (p. 2367, 2368); Chap. 514 : Encouragement aux meilleurs exploitants agricoles (p. 2368); Chap. 519-2 : Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (p. 2370); Chap. 522 : Subventions aux associations de migration rurale (p. 2372); Chap. 523 : Amendement de M. Guyomard tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement sur la subvention à l'Office interprofessionnel des céréales (p. 2374); Art. 2 : Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article ouvrant un crédit pour couvrir le déficit résultant de l'importation de produits pour nourrir le bétail (p. 2375, 2376, 2377); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 14 : Amendement de M. de Saisons relatif à la composition du Conseil d'administration de la mutualité sociale agricole [17 mai 1949] (p. 2544); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes [20 mai 1949] (p. 2734, 2735); — Répond à une question de M. Coudray relative à l'écoulement des pommes de terre de primeur de Bretagne [24 juin 1949] (p. 3769, 3770). — Prend part à la discussion du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : Discussion générale [30 juin 1949] (p. 3978, 3979, 3980); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : Urgence [28 juillet 1949] (p. 5393, 5394); Art. 1<sup>er</sup>; Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé (p. 5459, 5460); Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article premier (p. 5463, 5464); — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [13 octobre 1949] (p. 5764); — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Bidault), décret du 28 octobre 1949 (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : Discussion générale [10 novembre 1949] (p. 6058, 6059). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (démission individuelle) [2 décembre 1949], décret du 1<sup>er</sup> décembre 1949 (*J. O.* du 2 décembre 1949, p. 11574).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 : Amendement de M. Paumier tendant à disjoindre l'article créant une taxe de 10,0 sur la vente des produits agricoles [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2783, 2784); Art. 19 : Amendement de M. Paumier tendant à disjoindre l'article créant un budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 2785, 2786); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; *RADIODIFFUSION*, en qualité de *Rapporteur* [2 juin 1950] (p. 4182, 4183); Chap. 1000 : Réduction de personnel de l'administration centrale (p. 4210); Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'administration centrale (emplois en surnombre) (p. 4210); Chap. 1040 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (dépistage des fraudes sur la redevance) (p. 4211); Chap. 1090 : Demande de rétablissement des crédits pour les émissions artistiques, présentée par le Gouvernement (p. 4211, 4212); Chap. 1180 : Indemnités au personnel des services d'outre-mer (p. 4212); Chap. 3010 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel technique, présentée par le Gouvernement (p. 4213); Chap. 3070 : Droits d'auteurs (p. 4213); Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 4213); Chap. 3130 : Demande de rétablissement des crédits pour remboursement à l'Imprimerie nationale, présentée par le Gouvernement (p. 4214); Continuation du débat (p. 4214); Chap. 6090 : Amendement de M. Desson tendant à supprimer les crédits pour le financement de la reconstruction et de l'équipement [5 juin 1950] (p. 4232, 4233); Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 4233);

de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AGRICULTURE, Chap. 3290 bis: Caisse de solidarité pour les calamités agricoles [27 juillet 1950] (p. 6105); Chap. 4060: Œuvres sociales (p. 6106). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Queuille) [3 juillet 1950] (*J. O.* du 4 juillet 1950, p. 7194). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé: *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6062); *Discussion générale* (p. 6067, 6068, 6069, 6070); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles: PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS, Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer de toute cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* [29 juillet 1950] (p. 6212); *Sa demande de réserver l'article* (p. 6213); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 2: *Rappel au règlement de M. Garcia (Application de la loi des maxima)* (p. 6216); Art. 3: *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6217, 6218); Art. 4: *Amendement de M. Castera tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* (p. 6220, 6221); *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir le versement des fonds dix jours avant le début de chaque trimestre* (p. 6221); Art. 5: *Amendement de M. Pouyet tendant à exonérer les agriculteurs victimes des calamités agricoles* (p. 6223); Article additionnel: *Amendement de M. Delachenal tendant à payer intégralement les allocations familiales aux exploitants dont le revenu cadastral est supérieur à 40 francs* (p. 6224); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif aux recettes du budget annexe des prestations agricoles* (p. 6227, 6228); Art. 4: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les salaires* [31 juillet 1950] (p. 6253); Art. 6: *Amendement de M. Perdon tendant à accorder l'indemnité compensatrice aux salariés agricoles à partir du*

*1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 6259); Article additionnel: *Amendement de M. Garcia tendant à ne pas accorder les prestations familiales aux non salariés ayant un revenu supérieur à 500.000 fr.* (p. 6272); Art. 8: *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article relatif au calcul des prestations familiales selon un salaire variant avec l'âge des enfants à charge* (p. 6273, 6274); *Amendement de M. Cerclier tendant à calculer les prestations selon un salaire de base fixé à 10.000 francs dans la Seine* (p. 6275); *Amendement de M. Rincent tendant à calculer les prestations selon un salaire fixé à 8.000 fr. dans la Seine* (p. 6275); Art. 10: *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article donnant possibilité aux caisses d'accorder ou de refuser des exonérations* (p. 6277); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES Art. 5: *Amendement de M. Pouyet tendant à exonérer les exploitants agricoles victimes des calamités agricoles* [4 août 1950] (p. 6725, 6726); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 10: *Amendement de M. Charpentier tendant à disjointer l'article accordant aux caisses la possibilité de donner ou de refuser des exonérations* (p. 6727); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde: *Assainissement du marché du fromage et cessation des importations* [3 août 1950] (p. 6546, 6547, 6548, 6549); *Amendement de M. Delcos tendant à défendre tous les produits agricoles contre les importations* (p. 6551); — d'un projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles; Art. A: *Amendement de M. Garet tendant à prévoir 20 milliards de prêts à 1 0/0 amortissables en dix ans* [3 août 1950] (p. 6586); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à accorder des prêts à long terme au taux de 1 0/0* (p. 6586, 6587); *Amendement de M. Charpentier tendant à accorder des prêts pour les bâtiments d'habitation* (p. 6588, 6589); *Amendement de M. Mondon tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0* (p. 6590); *Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux cautions exigées des emprunteurs* (p. 6590); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à limiter l'extension des prêts aux exploitants agricoles, artisans ruraux et ouvriers agricoles* (p. 6591); *Amendement de M. Charpentier tendant à permettre des prêts sur remise*

des titres du prélèvement exceptionnel (p. 6592); Art. 2 : Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article augmentant les effectifs de la Caisse nationale de crédit agricole (p. 6593, 6594); Art. 3 : Amendement de M. Olmi tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0 (p. 6596); Amendement de M. Paumier tendant à prévoir des représentants des organisations agricoles dans la commission d'examen des demandes de prêts (p. 6597); Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas autoriser la saisie des biens de l'emprunteur défaillant (p. 6597); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à supprimer « par la Commission sus-visée » [4 août 1950] (p. 6618); Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts (p. 6619); Amendement de M. Terpend tendant à appliquer l'article aux prêts des caisses de crédit agricole libres (p. 6619, 6620); Article additionnel : Amendement de M. Delahoutre tendant à venir en aide aux sinistrés qui ne pourraient rembourser les prêts (p. 6621); Art. 4 bis : Amendement de M. Paumier tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 1421 du Code des impôts directs n'accordant pas de dégrèvement aux agriculteurs non assurés (p. 6622, 6623, 6624); Article additionnel : Amendement de M. Garet tendant à indemniser par priorité les agriculteurs sinistrés ayant droit également à des dommages de guerre (p. 6626); Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer les abattements de zones pour les salariés et les retraités victimes de calamités agricoles (p. 6626); Art. 5 : Amendement de M. Rincent tendant à ne pas limiter le fonds national de solidarité viticole à la viticulture (p. 6628); Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter l'application de l'article aux viticulteurs (p. 6628); Art. 6 : Amendement de Mme Boutard tendant à supprimer l'article majorant le droit de circulation du vin de 5 francs par hectolitre (p. 6643); Amendement de M. Baurens tendant à prélever 5 francs par hectolitre sur le droit de circulation déjà existant (p. 6643); Amendement de M. Charpentier tendant à percevoir une taxe de 5 francs par quintal de blé (p. 6644); Art. 7 : Amendement de M. Brault tendant à verser l'allocation de chômage aux salariés victimes des sinistres (p. 6646); Amendement de M. Cerclier tendant à créer une caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles (p. 6646); Art. 3 : Amendement de M. Terpend tendant à solliciter

des subventions des collectivités locales en faveur du fonds de garantie de la Caisse nationale de crédit agricole (p. 6650, 6651); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Vée tendant à étendre la ristourne à l'essence consommée par les moteurs fixes [4 août 1950] (p. 6686); Amendement de Mme Reyraud tendant à étendre la ristourne aux carburants utilisés pour la protection des Landes (p. 6686); Ristourne en faveur des carburants utilisés par des moteurs fixes (p. 6686, 6687); Art. 2 : Amendement de M. Albert Rigal tendant à diminuer les sanctions en cas de fraude (p. 6687); Art. 3 : Amendement de M. Vée tendant à supprimer l'article facilitant l'achat de tracteurs français neufs (p. 6688); — du projet de loi relatif au statut du fermage et du métayage; Art. 1<sup>er</sup> : Motion préjudicielle de M. Garcia tendant à repousser tous les amendements [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8423, 8424); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de préemption sur les biens indivis [8 décembre 1950] (p. 8810); Sous-amendement de M. Gallet relatif à l'étendue du droit de préemption au profit des membres de la famille de l'exploitant (p. 8816); Sous-amendement de M. Roques tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis [15 décembre 1950] (p. 9138); Sous-amendement de M. Mehaignerie tendant à interdire au vendeur de se soustraire au droit de préemption (p. 9139); Art. 2 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas dissocier la maison des terrains qui dépendent d'elle (p. 9142); Art. 3 : Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption [20 décembre 1950] (p. 9386); Art. 4 : Sous-amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'acte d'huissier (p. 9390); Sous-amendement de M. Paumier tendant à substituer trois mois à deux mois (p. 9390, 9391); Art. 5 : Amendement de M. Roques relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire [26 janvier 1951] (p. 423, 424); Amendement de M. Olmi tendant à prévoir l'amélioration de l'habitat rural par un prélèvement sur le prix du bail (p. 426); Amendement de M. Roques relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption [31 janvier 1951] (p. 590); Amendement ana-

logue de M. Lucas (p. 591); Amendement de M. Weill Raynal relatif au droit du preneur au renouvellement de son bail (p. 591); Art. 6 : Amendement de M. Olmi tendant à fixer le bail d'après les denrées produites par type d'exploitation [9 février 1951] (p. 968, 969); Amendements de MM. Thuillier, Levindrey, Boccagny et Lucas relatifs à l'établissement des prix moyens des denrées retenues pour les fermages [14 février 1951] (p. 1144); Amendement de M. Roques tendant à limiter dans le temps le droit de revision des baux par le tribunal paritaire [16 février 1951] (p. 1243); Amendement de M. Roques relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à revision [16 mars 1951] (p. 2031); Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas appliquer l'article quand le prix du bail résulte d'une adjudication obligatoire (p. 2031); Art. 7 : Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public [6 avril 1951] (p. 2824, 2825); Amendement de M. Ruffe relatif au cas de perte de la récolte (p. 2835); Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le jeu (p. 2836, 2837); Art. 8 : Amendement de M. Maurellet tendant à accorder le droit de reprise à un orphelin d'exploitant agricole (p. 2850); Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion (p. 2854); Amendement de M. Roques tendant à ne pas accorder à un acquéreur le bénéfice du congé donné par l'ancien propriétaire (p. 2855, 2856); Amendement de M. Defos du Rau tendant à accorder aux enfants du bailleur décédé la possibilité d'exercer le droit de reprise tous les trois ans (p. 2858); Art. 10 : Amendement de M. Genest tendant à accorder à l'exploitant les avantages réservés aux locataires principaux (p. 2860); Art. 11 : Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise sur les terrains des entreprises commerciales ou industrielles (p. 2861); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9 : Sa demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires [8 décembre 1950] (p. 8692, 8693, 8694); Art. 10 : Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants (p. 8696, 8697); Art. 9 : Amendement de M. Rochet tendant à prévoir des cas où le plafond du revenu cadastral

au-dessus duquel l'allocation n'est pas due, est élevé à 750 francs (p. 8710); Art. 13 : Amendement de MM. Vée et Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole (p. 8714); Art. 13 : Amendement de M. Sigrist tendant à tenir compte du revenu cadastral pour les deux tiers seulement en Alsace-Lorraine [13 décembre 1950] (p. 9027); Art. 17 : Ressources du fonds national d'allocation vieillesse agricole grâce au prélèvement sur le budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 9030); Art. 36 : Paiement à domicile de l'allocation (p. 9034); Art. 45 : Proposition de M. Beugniez de disjoindre les articles 45 et 46 relatifs à l'allocation temporaire (p. 9037, 9038); Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour un trimestre (p. 9038); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (Ses observations sur le manque d'élasticité du marché agricole, la pénurie possible, les subventions aux carburants agricoles et aux engrais, les garanties de prix, la modernisation de l'équipement agricole, la fixation du prix du blé, le prix de revient de la journée de cheval, les rendements de cette année, les exportations de blé, le prix des céréales secondaires, le rôle de l'O. N. I. C. dans les exportations, les commissions versées par les importateurs allemands, le prix et les importations de beurre et de fromage, la mévente des pommes à cidre, la crise de la viticulture et le volume des exportations agricoles) [8 décembre 1950] (p. 8837, 8838, 8839, 8840, 8841, 8842, 8843, 8844, 8845, 8846, 8847, 8848, 8849, 8850, 8851, 8852, 8853, 8854, 8855, 8856, 8857); Explications de vote sur l'ordre du jour de M. Moussu approuvant la politique agricole du Gouvernement et regrettant que la garantie des prix ne soit pas appliquée (p. 8861, 8862, 8863, 8864); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 1030 : Amendement de M. Pautier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel temporaire [22 décembre 1950] (p. 9525); Chap. 1140 : Direction départementale des services agricoles (p. 9526); Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9526, 9527); Chap. 1180 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel temporaire de la production agricole

(p. 9527); Chap. 1210 : *Ecoles d'agriculture (Vignobles champenois)* (p. 9528); Chap. 1250 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour culture mécanique* (p. 9528); Chap. 1260 : *Etablissements d'enseignement agricole* (p. 9529); Chap. 1270 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Institut national de la recherche agronomique* (p. 9530); Chap. 1310 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 9530); Chap. 1480 : *Services de la répression des fraudes* (p. 9531); Chap. 1540 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras* (p. 9532); Chap. 1570 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural* (p. 9533); Chap. 1620 : *Amendement de M. David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des eaux et forêts (appellation des gardes forestiers)* (p. 9535); Chap. 1660 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à rétablir les crédits pour les exploitations en régie* (p. 9537, 9538); Chap. 3050 : *Amendement de M. Masson tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture [23 décembre 1950]* (p. 9551); Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour les enquêtes statistiques* (p. 9553); *Ses observations sur le pool agricole européen* (p. 9554, 9555); Chap. 3080 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais de déplacement et de mission* (p. 9556, 9557); Chap. 3090 : *Amendement de M. Biscarlet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités pour frais de mission (Achat de lentilles en Argentine)* (p. 9558); Chap. 3160 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les correspondants des directions des services agricoles* (p. 9561); Chap. 3210 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour l'apprentissage agricole et horticole* (p. 9562); Chap. 3240 : *Amendement de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions paritaires du travail* (p. 9564, 9565); *Proposition de M. Charpentier tendant à ne pas siéger l'après-midi* (p. 9566); Chap. 3250 : *Amendement de M. Bocquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Commission consultative des baux ruraux* (p. 9582, 9583); Chap. 3300 : *Service de la protection des végétaux (Agriculture en Corse)* (p. 9583); *Amendement de M. Pourtalet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ravage de la fourmi d'Argentine)* (p. 9584); *Amendement de M. Alliot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ravage des chenilles forestières)* (p. 9585); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ravage des bostryches des forêts de pins)* (p. 9586); Chap. 3310 : *Caisses de solidarité contre les calamités agricoles* (p. 9586, 9587); Chap. 3230 : *Prêts aux victimes des calamités agricoles* (p. 9587, 9588); Chap. 3460 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des haras* (p. 9590); Chap. 3470 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel du génie rural* (p. 9591); Chap. 3480 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Comité directeur du machinisme agricole* (p. 9593, 9594); Chap. 3510 : *Etudes d'hydraulique et de génie rural [26 décembre 1950]* (p. 9615); Chap. 3560 : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation des forêts domaniales des Landes* (p. 9615); Chap. 3640 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le compte de couverture des besoins complémentaires en bois (Exploitations en Allemagne)* (p. 9616); *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer les crédits de ce chapitre* (p. 9617); Chap. 4000 : *Amendement de Mme Boutard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales agricoles* (p. 9617, 9618); Chap. 4040 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses d'enseignement agricole* (p. 9619); Chap. 5000 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participatlon française à des organismes internationaux (Exportation de blé)* (p. 9620, 9621); Chap. 5020 : *Amendement de M. Lucas tendant à rétablir les crédits pour frais de vulgarisation et d'information indicative* (p. 9622, 9623); Chap. 5030 : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour missions et congrès (Congrès mondial de l'aviculture)* (p. 9623); Chap. 5050 : *Amendement de*

*M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour activités culturelles de la jeunesse rurale et à transférer les crédits aux foyers ruraux* (p. 9624, 9625); Chap. 5110 : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles nationales vétérinaires* (p. 9626); Chap. 5130 : *Subventions à l'Association nationale des migrations rurales* (p. 9627, 9628, 9629); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5140 : *Prophylaxie des maladies contagieuses (Tuberculose bovine)* [26 janvier 1951] (p. 445, 447); Chap. 5160 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à libeller le chapitre « vulgarisation et exposition internationale du bois »* (p. 449, 450); *Ses observations sur la taxation des viticulteurs* (p. 450); *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 451); Chap. 5190 : *Amendement de M. Valay tendant à rétablir les crédits pour le concours général agricole* (p. 453); Chap. 5200 : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des olivaias* (p. 453); Chap. 5220 : *Amendement de MM. Rincet et Charpentier tendant à rétablir partiellement les crédits pour la détaxe des carburants agricoles* (p. 462, 463); Chap. 5230 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour subventions aux engrais azotés et phosphatés* (p. 471, 472); Chap. 5240 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir les crédits demandés pour subventions au maïs importé* (p. 476, 477); Chap. 6020 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 1 million les crédits pour imposition sur forêts domaniales (Vente de domaines)* (p. 478); Art. 3 : *Amendement de M. Valay relatif à l'utilisation de la taxe professionnelle de la production forestière* (p. 480); Art. 5 : *Sa demande de rétablissement de l'article remboursant les frais de contrôle des laits pasteurisés* (p. 480, 481); Art. 8 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les articles relatifs à la taxe sur les viandes abattues* (p. 481, 482, 483); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3090 : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour frais de missions à l'étranger (Exportation des pommes de terre bretonnes)* [9 avril 1951]

(p. 2966, 2967); Chap. 5120 : *Amendement de M. Lucas tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les jardins ouvriers* (p. 2967, 2968); Chap. 5220 : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la ristourne forfaitaire en faveur des tracteurs agricoles* (p. 2968); Art. 1<sup>er</sup> : *Explications de vote (Crise viticole et subventions au maïs importé)* (p. 2969, 2970). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à calculer les prestations familiales agricoles sur la base d'un salaire mensuel de 15.000 francs par mois et à les financer par des impôts additionnels aux impôts fonciers (Oppose l'article 48 du Règlement)* [10 mai 1951] (p. 4988, 4989); *Amendement de M. Peidon tendant à intégrer les salaires agricoles et forestiers dans le régime général de la sécurité sociale* (p. 4991, 4992); *Amendement de Mme Boutard tendant à calculer les allocations sur un salaire de base de 12.000 francs par mois* (p. 4992, 4993); *Amendement de Mme Marie Lambert tendant à établir une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés* (p. 4993); *Amendement de M. Charpentier tendant à fixer le montant global des cotisations des exploitants à 10 milliards* (p. 4994, 4995); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à mettre les nouveaux impôts à la charge des propriétaires* (p. 4995); Art. 3 : *Nouveau texte de la Commission (Taxe sur les apéritifs à base d'alcool)* [16 mai 1951] (p. 5245); *Demande de retrait de l'article 3* (p. 5246); Art. 11 : *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer l'article énumérant les catégories d'exploitants dispensées de cotisations* (p. 5273, 5274); *Amendement de M. Boccagny tendant à exempter de cotisation les travailleurs mixtes payant moins de 200 fr. de revenu cadastral* (p. 5274, 5275); *Amendement de M. Rochet tendant à exempter les exploitants ayant une terre d'un revenu cadastral inférieur à 500 francs et âgés de plus de 60 ans* (p. 5275); *Amendement de M. Pouyet tendant à exempter les agriculteurs sinistrés*

(p. 5276); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental instituant une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 5277, 5278); Art. 9 *quater* : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation spéciale des gros exploitants* [17 mai 1951] (p. 5314). — S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

**PHILIP (M. André)**, *Député du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription)*.

*Ministre de l'Economie nationale et des Finances*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre de l'Economie nationale*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [3 décembre 1947] (p. 5451); de la Commission des affaires étrangères [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [25 janvier 1951] (p. 364).

### Dépôts :

Le 17 décembre 1946, un projet de loi et une lettre rectificative portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 147**. — Le 19 décembre 1946, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 reconstruction, équipement, dommages de guerre (services civils), **n° 149**. — Le 21 décembre 1946, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), **n° 180**. — Le 21 décembre

1946, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), **n° 180 (annexes n° 1 et 1 bis)**. — Le 22 décembre 1946, un projet de loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1947, **n° 187**. — Le 27 décembre 1946, un projet de loi portant réforme des finances locales **n° 218**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant maintien de l'organisation des groupements créés en application de l'article 49 de la loi du 11 juillet 1938, **n° 281**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi complétant et modifiant la législation économique, **n° 283**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 284**. — Le 14 janvier 1951, un projet de loi relatif à l'organisation du marché du bois, **n° 287**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, relative aux prix, **n° 294**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet, **n° 300**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant statut de la coopération, **n° 304**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 305**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi autorisant les Ministres de l'économie nationale et de la production industrielle à établir un contrôle permanent dans les entreprises dont l'activité est jugée essentielle aux besoins du pays, **n° 306**. — Le 25 février 1947, un projet de loi portant création d'un centre national d'information et d'expansion économiques, **n° 696**. — Le 21 juillet 1947, un projet de loi relatif à l'organisation d'une tournée aérienne commerciale en Amérique latine, **n° 2083**. — Le 6 août 1947, un projet de loi tendant à accorder une subvention au centre national d'information économique, **n° 2276**. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles l'immunité d'un parlementaire peut être levée par l'Assemblée nationale, **n° 7794**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, **n° 8568**.

**Interventions :**

Est nommé *Ministre de l'Économie nationale et des Finances* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691).

**En cette qualité :**

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947 [19 décembre 1946] (p. 137); ÉDUCATION NATIONALE : *Traitements des secrétaires de facultés et des agents des lycées* (p. 144); FINANCES : *Avion postal conservé par les Anglais et commissions des dommages de guerre* (p. 149); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Répartition de charbon aux asiles de vieillards* (p. 161); RAVITAILLEMENT : *Réorganisation des services* (p. 162); *Répartition aux cantines scolaires et missions d'achats aux États-Unis* (p. 163); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Moyens de transport entre la métropole et l'Algérie* (p. 168); LOI DE FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur : les traites)* [21 décembre 1946] (p. 204); *l'accroissement du nombre des fonctionnaires* (p. 206); *le budget extraordinaire* (p. 207); *la réalisation de l'équilibre économique* (p. 209); *le pourcentage des recettes par rapport au revenu net* (p. 213); Art. 2 : *Son exposé d'ensemble; Ses observations sur : le budget extraordinaire, l'évaluation des recettes, la suppression des subventions, de fonctionnaires, de services, la rationalisation du travail administratif, la pression fiscale, l'interdiction de créer des fonds de commerce, la lutte contre la fraude fiscale et les commissions de taxation, la baisse des textiles et des denrées alimentaires, la rétention des stocks, les magasins témoins* (p. 214 et suiv.); Art. 6 : *Possibilité de transférer par décret les crédits pour modifications ou fusions de services* (p. 220); Art. 15 : *Amendement de M. Grésu tendant à soumettre à l'avis d'une commission paritaire les décrets d'annulation de crédits et modifications de services* (p. 222); *Amendement de M. Fagon tendant à soumettre ces décrets à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 223); Art. 17 : *Limite d'âge des fonctionnaires révoqués sous le Gouvernement de fait* (p. 224); Art. 22 : *Forfait des professions non commerciales* (p. 225) ou *commerciales* (ibid.); *Amendement de M. Antier* (p. 226); *Amendement de*

*M. Eugène Rigal tendant à accorder un délai au contribuable, pour renoncer au forfait* (p. 228); Art. 22 bis : *Amendement de M. de Tinguy visant à supprimer l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* (p. 230); Art. 24 : *Amendement de M. Rigal tendant à supprimer cet article relatif aux déclarations à faire par les petits commerçants* (p. 232); *Amendement de M. Antier sur le délai des déclarations à faire par les petits commerçants* (p. 233); Art. 25 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à ne pas priver du forfait le commerçant qui s'est rendu coupable d'infraction à la réglementation économique* (p. 233); Article nouveau : *Amendement de M. Eugène Rigal tendant à supprimer l'imposition des fonds de commerce en cas de cession* (p. 234); Art. 28 : *Amendement de M. Pinay tendant à prolonger le délai de déclaration de stock et de bilan* (p. 235); Art. 31 : *Amendement de M. Antier relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1946] (p. 244); Art. 37 : *Amendement de M. Eugène Rigal tendant à insérer un nouvel article après l'article 37 en vue d'élever le chiffre des réductions pour charges de famille* (p. 246); Art. 39 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à accentuer la progressivité de l'impôt général sur le revenu* (p. 247); Art. 44 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à la publication des bases d'imposition pour chaque contribuable* (p. 250); *Affichage des listes de contribuables à Paris* (p. 251); Art. 45 : *Travaux de réfection du cadastre* (p. 252); Art. 63 : *Taxe sur les voitures automobiles de tourisme* (p. 254); Art. 85 : *Subvention d'équilibre des budgets locaux* (p. 256); Art. 104 à 110 : *Suppression de diverses petites taxes* (p. 258); Art. 111 à 114 : *Sa demande de reprise de l'article 114 relatif au droit d'usage sur les appareils de radiodiffusion* (p. 259); Art. 133 bis et 133 ter : *Sa demande de disjonction de ces articles et de l'amendement de M. Joseph Denais* (p. 262); Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* (p. 267); Art. 46 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer le deuxième alinéa mettant à la charge du locataire, du fermier, du métayer la taxe additionnelle à la contribution foncière* (p. 271); *Ses observations sur l'ensemble : politique économique et mouvement des prix* [22 décembre 1946] (p. 275).— Est entendu sur le règle-



ment de l'ordre du jour (*date de discussion de la loi de finances* (p. 174). — Prend part à la discussion : sur les événements d'Indochine [22 décembre 1946] (p. 263); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'exercice 1947; RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils); ÉDUCATION NATIONALE : *Engagements de dépenses* [23 décembre 1946] (p. 304); *Articles additionnels de M. Louis Marin tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* (p. 314); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 353); Art. 9 : *Dépenses de matériel automobile* (p. 355); Art. 10 : *Programme de construction de matériel automobile* (p. 356); Art. 27 : *Transfert de crédits entre budgets de la Défense nationale* (p. 360). — Donne sa démission de *Ministre de l'Economie nationale et des Finances* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre de l'Économie nationale* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

**En cette qualité :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion du projet de loi modifiant la législation économique*) [13 février 1947] (p. 317). — Prend part à la discussion : du projet de loi complétant et modifiant la législation économique : *Application de la loi aux agriculteurs* [14 février 1947] (p. 327, 328); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à permettre de vendre au-dessous du prix taxé* (*ibid.*); *Application de la loi à l'Algérie* (p. 329); *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre le troc pour les besoins de l'exploitation agricole* (*ibid.*); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à autoriser le bailleur à ferme, à entreposer des denrées* (p. 330); Art. 3 : *Amendement de M. Deshors tendant à éviter aux producteurs agricoles les peines de la rétention de stock* (p. 331); *Amendement de*

*M. Fernand Chevalier tendant à ne pas considérer comme rétention de stocks la conservation de produits dont la qualité ne s'acquiert que par le vieillissement* (p. 332); *Amendement de M. Benchenouf tendant à prévoir l'intervention des élus mulsumans pour les arrêtés d'application de la loi à l'Algérie* (p. 332); Art. 5 : *Amendement de M. Mauroux tendant à permettre au délinquant de fournir des explications devant une commission* (p. 333); *Amendement de M. Chaze tendant à permettre au délinquant de se pourvoir devant la Commission départementale* (p. 334); *Amendement de M. Bétolaud tendant à abroger l'article 46 de de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 excluant l'application des circonstances atténuantes et du sursis* (p. 335, 336); Art. 6 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rendre aux directeurs départementaux du contrôle économique les pouvoirs qui leur ont été enlevés* (p. 336); Art. 11 : *Amendement de M. Schneiter tendant à refuser aux fonctionnaires de la Direction générale du contrôle et des enquêtes économiques la qualité d'officiers de police judiciaire* (p. 337); *Amendement de M. Rousseau tendant à ne permettre les perquisitions domiciliaires qu'avec un mandat délivré par le juge d'instruction* (p. 338); *Amendement de M. René Pléven tendant à faire désigner un gérant aux entreprises fermées pour sanctions économiques* (p. 339); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Dérogations à l'application de la loi* [20 mars 1947] (p. 964); Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* (p. 967, 969); Art. 11 bis : *Déduction sur les amendes des pertes d'exploitation* (p. 971). — Participe à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Interpellation de M. Louis Rollin sur le ravitaillement des grands centres et notamment de la région parisienne, calcul du prix des fruits et légumes*) [13 février 1947] (p. 308); *Son exposé d'ensemble* [18 février 1947] (p. 364 et suiv.); *Variation des prix des fruits et légumes* [20 février 1947] (p. 389); *Céréales secondaires, matériel de pêche* (p. 392); *Problème des carburants* (p. 398); *Ses observations sur l'ordre du jour déposé par M. Schausfler* (p. 402); — Est entendu sur le procès-verbal de la première séance du 20 mars 1947 : *Délai entre la question de confiance et le vote* [20 mars 1947] (p. 963); — Intervient dans la discussion

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

du projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande [28 mars 1947] (p. 1239, 1240); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à attribuer la carte d'acheteur aux établissements hospitaliers* (p. 1261); Art. 2 : *Amendement de M. Fernand Mauroux tendant à ce que le retrait de la carte professionnelle ne soit effectué que conformément à l'avis d'une commission* (p. 1262). Art. 4 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à attribuer des cartes d'acheteurs à tous les professionnels inscrits au registre du commerce à la date de la promulgation de la loi* (p. 1263, 1264). — Répond à une question : de M. Bergeret relative à la vente du matériel des surplus alliés [23 mai 1947] (p. 1744); — de M. Paul Antier relative à l'application de la baisse de 10 0/0 [20 juin 1947] (p. 2280). — Intervient dans la discussion : du projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; Art. 4 : *Amendement de M. Gabelle tendant à tenir compte des charges de famille effectives lors de chaque paiement* [25 juin 1947] (p. 2430); — des interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement : *Répartition des œufs* [25 juin 1947] (p. 2444); *Difficultés en matière d'exportation* (p. 2450); *Question d'importation des céréales panifiables* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2588); *Liberté de production* (p. 2594, 2595, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604); *Production sidérurgique* [2 juillet 1947] (p. 2622); *Marché de la viande* (p. 2627). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale (Regroupement des services)* [3 juillet 1947] (p. 2655); *Matériel de forage et charbon polonais* (p. 2656); *Comptes rendus de la presse de Bordeaux* (p. 2658); *Contingents de métaux ferreux* (p. 2659); *Surplus américains; Services de statistiques; Répartition et prix* [3 juillet 1947] (p. 2661, 2662); Chap. 100 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire les crédits; Répartition de l'acier et du charbon* (p. 2663, 2664); *Amendements de MM. Bergeret et Chausson tendant à réduire les crédits* (p. 2665, 2666); Chap. 100 : *Réduction de crédits faite par la Commission des finances* (p. 2669); Chap. 102 : *Réduction à opérer de 7 0/0* (p. 2670); Chap. 105 : *Evaluation des crédits* (p. 2670); Chap. 107 : *Evaluation des crédits* (p. 2670);

Chap. 111 : *Réduction de crédits* (ibid.); Chap. 113 : *Réévaluation des crédits* (ibid.); Chap. 114 : *Suppression des crédits par la Commission des finances* (p. 2670, 2671); Chap. 115 : *Quotas d'importation et d'exportation* (p. 2672, 2673); Chap. 117 : *Son intervention sur le nombre de fonctionnaires de la direction du contrôle et des enquêtes économiques* (p. 2673); Chap. 118 : *Sa réponse au sujet des primes de rendement aux agents du contrôle économique* (p. 2673, 2674, 2675, 2676); Chap. 121 : *Rétablissement des crédits* (p. 2681); Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et G.-B.* (p. 2681, 2683); Chap. 128-2 : *Mission commerciale aux U. S. A.* (p. 2683); Chap. 304 : *Réduction des crédits pour frais de mission* (p. 2684, 2685); Chap. 305 : *Regroupement des services* (p. 2685); Chap. 322 : *Frais de postes* (p. 2686); Chap. 605 : *Amendement de Mme Nédelec tendant à réduire les crédits (Situation des usines réquisitionnées de Marseille)* (p. 2687); Chap. 700 : *Indemnités pour pertes sur stocks de vin* (p. 2689); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, ECONOMIE NATIONALE, Chap. 115 : *Service des importations et exportations* [7 août 1947] (p. 4034); Chap. 118 : *Direction générale du contrôle et enquêtes économiques : Personnel départemental* (p. 4035); Chap. 123 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à rétablir les crédits du Conseil de la République pour l'Institut national de la statistique* (p. 4036); Chap. 606 : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre les crédits du Conseil de la République pour rémunérations d'études économiques* (p. 4037). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4837). — Donne sa démission de *Ministre de l'Economie nationale* (J. O. du 23 octobre 1947, p. 10463).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la Commission* [19 mai 1948] (p. 2742); — de la proposition de résolution adressant un hommage de sympathie à l'Etat d'Israël : *Demande de discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2743, 2744); *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* [20 mai 1948] (p. 2782); — des interpellations sur la Conférence de

Londres : *Discussion générale (Ses observations sur le fédéralisme allemand, la question de la division de l'Allemagne en deux, la reconstruction de la Ruhr et l'union de l'Europe occidentale)* [12 juin 1948] (p. 3491 et suiv.); *Sa réponse à M. Marin* [15 juin 1948] p. 3537; *Le contrôle des industries de la Ruhr* (p. 3571); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Absence des orateurs inscrits* [5 juillet 1948] (p. 4315, 4316); *Nécessité de fournir des renseignements économiques* (p. 4317); *Son absence lors des débats* [6 juillet 1948] (p. 4345); *Ses observations sur la situation économique, la rédaction en anglais des traités, les investissements américains, la question des prix en France* (p. 4346 et suiv.); *Etat économique des U. S. A. et manque de ferrailles* (p. 4365); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948). Etat A, Chap. 1013 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'Administration centrale de la marine* [8 juillet 1948] (p. 4437, 4438); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Capdeville, Anxionnaz, Montel et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits* [17 juillet 1948] (p. 4746, 4750, 4751). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement des procès de Madagascar (*Ses observations sur les horreurs de la répression française*) [22 septembre 1948] (p. 6825, 6826, 6827, 6828, 6829, 6833). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des accords de Londres et le problème de la Ruhr [24 novembre 1948] (p. 7204); la développe (*Ses observations sur la décision Clay-Robertson, la nécessité de relever la production allemande, les modalités de contrôle de la Ruhr, l'aide américaine à l'Europe conditionnée par l'union économique européenne, la faiblesse de l'économie française*) [30 novembre 1948] (p. 7312 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance du budget dans l'économie nationale, l'imprécision du bilan donné pour 1948, la réduction des dépenses militaires, les économies qui restent à faire, la faible production française, le déficit de la balance commerciale, le plan quadriennal anglais, la possibilité d'emprunt, la possibilité*

*d'augmenter les impôts, la lutte contre la fraude fiscale, la punition de la provocation au refus de l'impôt, l'abandon du dirigisme et de la stabilisation des prix)* [21 décembre 1948] (p. 7806, 7807, 7808, 7809, 7810); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4421, 4422, 4423); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* (p. 4426, 4428); *Contre-projet de M. Gaillard tendant à supprimer l'immunité parlementaire pendant les intersessions* (p. 4435, 4436); Art. 2 : *Amendement de M. Minjot tendant à substituer « l'Assemblée » à « la Chambre »* (p. 4436); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5540, 5541, 5542); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4460, 4461, 4462, 4463). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les efforts américains pour le relèvement de l'Europe, l'unification économique de l'Europe occidentale, la surindustrialisation de l'Europe en 1952, le démantèlement des usines allemandes et la limitation de la production allemande, la situation difficile des 10 millions de réfugiés de l'Allemagne occidentale, la décartellisation de la Ruhr et la création d'institutions européennes)* [25 novembre 1949] (p. 6304, 6305, 6306, 6307, 6308); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet dissolvant la société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* [29 novembre 1949] (p. 6440, 6441, 6442); *Rappel au règlement de M. André (Absence du quorum nécessaire pour le vote)* (p. 6448); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5410 : *Œuvres post-scolaires et associations d'éducation populaire* [18 juillet 1950] (p. 5572, 5573); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand* [25 juillet 1950] (p. 5939, 5940, 5941, 5942, 5943).

**PIERRARD (M. André)**, député du Nord (1<sup>re</sup> circonscription);

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 106); de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la justice et de la législation [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer, **n° 860**. — Le 12 février 1948, une proposition de loi portant modification de la loi du 12 avril 1941 (modifiée par l'ordonnance du 8 septembre 1945) déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance, et des agents du service général à bord des navires, **n° 3353**. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 4219**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du « Saint Raphaël » un secours d'un million de francs, **n° 5922**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à supprimer l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, **n° 6399**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, afin de protéger les locataires dont l'occupation est liée au contrat de travail, **n° 6400**. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux nombreuses victimes de la tempête du 1<sup>er</sup> mars 1949 sur la côte de la mer du Nord, **n° 6667**. — Le 5 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des

immunités parlementaires sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6936**. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (n° 7186) concernant M. Marcel Cachin et (n°s 7187-7429) concernant M. Tourné, **n° 7620**. — Le 25 octobre 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 8157) concernant M. de Récy, **n° 8239**. — Le 3 février 1950, une proposition de loi rendant au Jury la connaissance des infractions aux lois sur la Presse, **n° 9185**. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à défendre fermement les revendications élaborées par les représentants qualifiés du cinéma français, **n° 11181**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ETAT A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (ports et voies de navigation intérieure)* [7 mars 1947] (p. 739, 740, 741); — sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1946 : *Dispositions spéciales*; Art. 23 bis : *Amendements de M. Robert Prigent tendant à faciliter aux contribuables sinistrés de la poche de Dunkerque et des poches de l'Atlantique le règlement de leurs impôts* [20 mars 1947] (p. 947). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 8 : *Sous-amendement tendant à faire représenter le personnel dans le Conseil d'administration des messageries* [27 mars 1947] (p. 1161); — de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1853, 1854); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*) SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3115). — Dépose une demande d'interpellation sur les atteintes portées à la liberté de la presse par les pouvoirs publics [15 janvier 1948] (p. 177). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande : Art. 21 :

*Amendement de M. Cayol tendant à interdire aux membres des conseils d'administration d'appartenir au Parlement* [20 février 1948] (p. 954); *Son amendement tendant à interdire à ces membres d'occuper d'autres fonctions analogues* (p. 954); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1153, 1154, 1155). — Pose une question à M. le Ministre des Transports et Travaux publics relative à la modernisation du port de Dunkerque [5 mars 1948] (p. 1392). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma; Art. 2 : *Amendement de M. Grenier tendant à excepter les films français de la taxe de sortie sur les films* [30 juillet 1948] (p. 5091); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 359 : *Matériel d'hygiène scolaire* [4 août 1948] (p. 5313); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 500 : *Office national des anciens combattants et victimes de la guerre* [8 août 1948] (p. 5431); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 16 *ter* : *Augmentation des droits de quai* [20 août 1948] (p. 6056, 6057); Art. 48 : *Amendement de M. Garcia tendant à envisager des prévisions et autorisations de dépenses semestrielles et non annuelles* (p. 6079 6080); Art. 52 : *Amendement de M. Garcia tendant à clore le 31 décembre 1948 le compte spécial pour l'introduction du franc en Sarre* (p. 6080, 6081); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; *Discussion générale (Ses observations sur la nocivité d'une certaine presse enfantine et du cinéma américain)* [21 janvier 1949] (p. 91, 92, 93, 94, 95); Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* (p. 97); Art. 3 : *Ses observations sur les représentants de la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 147, 148); *Amendement de M. Lacaze tendant à réduire à un les représentants de la Commission de la presse de l'Assemblée Nationale* (p. 149); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs, rédacteurs en chefs de journaux condamnés pour collaboration* (p. 152); Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Bardoux relatif à l'importation de publications étrangères* (p. 173); *Son amendement analogue*

(p. 173, 174); Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à réserver 95 0/0 des publications aux auteurs et dessinateurs français* (p. 176); *Son amendement tendant à fixer un délai de deux mois pour un règlement d'administration publique* (ibid.); *Amendement de Mme Braun tendant à prévoir une taxe spéciale sur les dessins et plans étrangers* (p. 177); *Son amendement tendant à accorder en cas d'infractions, le droit de poursuite aux organisations syndicales* (p. 177); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 180, 181, 182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le représentant du Ministère de l'Intérieur dans la Commission de contrôle* [2 juillet 1949] (p. 4097); Art. 11 *quater* : *Son amendement tendant à supprimer l'extension faite par le Conseil de la République à toutes les publications licencieuses* (p. 4100); *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas* (p. 4101); — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers : *Son amendement à la proposition de résolution tendant à ne pas prélever les allocations-logement sur les fonds de la Sécurité sociale* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1036); *Son amendement tendant à prévoir des mesures en faveur des sinistrés* (p. 1039). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations faites par M. Churchill à Bruxelles et la signification que le Gouvernement accorde à ces déclarations [2 mars 1949] (p. 1150). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars à avril 1949 (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [3 mars 1949] (p. 1236, 1237, 1238). — Dépose une demande d'interpellation sur la révocation de deux conseillers généraux dans le département du Nord [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2016). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Florimond Bonte : *Discussion générale* [2 juin 1949] (p. 3045, 3046, 3047, 3048); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup> : ETAT A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 802 : *Reconstruction des ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4208, 4209); — du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 4 : *Amen-*

dement de M. Minjoz tendant à renvoyer les affaires de presse devant la Cour de justice de Paris [6 juillet 1949] (p. 4268, 4269); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4426, 4427); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française: *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4787, 4788); Art. 2: *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la redevance sur les postes de télévision* (p. 4805); Art. 4: *Son amendement relatif au remboursement des services rendus par la radiodiffusion française aux divers Ministères* [21 juillet 1949] (p. 4923, 4924); — des conclusions d'un rapport sur des demandes en autorisation de poursuites (M. de Récy), en qualité de *Rapporteur* [3 novembre 1949] (p. 5954, 5955, 5956). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'achat par un haut fonctionnaire de la reconstruction des immeubles endommagés et de la révalorisation du montant initial du dommage [9 décembre 1949] (p. 6737, 6738). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique antidémocratique et de préparation à la guerre du Ministre de l'Information [29 janvier 1950] (p. 744). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup>: *Son rappel au règlement (vote du sous-amendement de Mme Ginollin)* [3 mars 1950] (p. 1819); *Sa proposition de suspendre les débats jusqu'à mardi* (p. 1843); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre; Art. 2: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions et aménagements provisoires* [28 mars 1950] (p. 2506, 2507); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **RADIODIFFUSION**: *Discussion générale (Ses observations sur radio Monte-Carlo et l'option de M. Michelson)* [2 juin 1950] (p. 4190, 4191, 4192); Chap. 1000: *Observations sur le budget de la Radiodiffusion* (p. 4207); Chap. 6090: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement de travaux de reconstruction et*

*d'équipement* [5 juin 1950] (p. 4233); **PRÉSIDENCE DU CONSEIL (INFORMATION)**; Chap. 5000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions à l'agence France-Presse* [14 juin 1950] (p. 4764), — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la révision des accords de Paris sur le cinéma [24 novembre 1950] (p. 8119, 8120). — Prend part à la discussion: des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers — Mast): *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8147, 8148, 8149); *Sa proposition tendant à renvoyer M. Moch devant la Haute Cour de Justice* (p. 8170); *Sa motion préjudicielle tendant à renvoyer M. Jules Moch devant la Haute Cour de Justice* [28 novembre 1950] (p. 8236); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Chap. 5040: *Subventions au Centre national de cinématographie (aide temporaire au cinéma)* [7 décembre 1950] (p. 8744, 8745); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat* [4 janvier 1951] (p. 117, 118, 119); Art. 10: *Son amendement tendant à fixer les indemnités sur la base de la valeur en 1940 et non en 1946* (p. 145, 146, 147). — Dépose une demande d'interpellation: sur la dépossession de certains ouvriers dockers de leur carte professionnelle [16 juin 1950] (p. 4910); — sur le refus du Gouvernement de commandes soviétiques de paquebots et pétroliers [19 octobre 1950] (p. 6988); — sur l'arrestation à Etaples, le 20 octobre 1950, de sept partisans de la paix [25 octobre 1950] (p. 7186). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12: *Son amendement tendant à supprimer l'article faisant disparaître les déchéances, incapacités et privations de droits* [21 novembre 1950] (p. 7961, 7962); *Son amendement tendant à maintenir l'interdiction faite aux indignes nationaux d'être journalistes, directeurs ou gérants d'entreprises de presse* [28 novembre 1950] (p. 8210); Art. 14: *Son amendement tendant à interdire la réintégration d'amnistiés dans la presse* (p. 8218, 8219); — du projet de loi portant dévolution des biens de presse: *Sa motion préjudicielle deman-*

dant le renvoi du débat à quinzaine [30 janvier 1951] (p. 508) ; Son rappel au règlement (absence du quorum) (p. 512, 513) ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à proroger les délais pour l'évaluation des dommages (p. 521) ; Art. 2 : Sa motion préjudicielle demandant de surseoir à la discussion (p. 529) ; Son rappel au règlement (heure de la prochaine séance) [2 février 1951] (p. 698) ; — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : Pose la question préalable [21 février 1951] (p. 1431, 1432, 1433) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Discussion générale [22 février 1951] (p. 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511) ; Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir un groupement de listes apparentées (livre de M. Delbos sur le système pénitentiaire russe) [23 février 1951] (p. 1580, 1581, 1582) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : Ses observations sur le statut de la télévision [9 avril 1951] (p. 2986). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative au licenciement du personnel d'une entreprise textile de Boeschepe (Nord) [13 avril 1951] (p. 3265). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des ouvriers dockers du port de Dunkerque [18 avril 1951] (p. 3456). — Rejet d'une demande d'autorisation de poursuites contre lui-même [5 mai 1951] (p. 4592).

**PIERRE - GROUËS (M.)** (dit **Abbé Pierre**),  
voir **Grouès (M. Pierre)**.

**PINAY (M. Antoine)**, *Député de la Loire.*

*Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre des Travaux publics, Transports  
et Tourisme.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre des Travaux publics, Transports  
et Tourisme.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

### Dépôts :

Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence, dans l'intérêt des commerçants et industriels, les provisions pour renouvellement de stock, n<sup>o</sup> 1015. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter dans certaines conditions le délai de forclusion pour la souscription à l'emprunt institué par la loi du 7 janvier 1948, n<sup>o</sup> 4054. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées. — Air. — Budget annexe des constructions aéronautiques), n<sup>o</sup> 4719. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées. — Air. — Budget annexe des constructions aéronautiques), n<sup>o</sup> 5362. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville, n<sup>o</sup> 11100. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la S.N.C.F., n<sup>o</sup> 11378. — Le 22 novembre 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant déclassé-

ment de la section Couterne—Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé, n° 11393. — Le 28 novembre 1950, un projet de loi portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements à l'exclusion du raccordement de Baroncourt-Est, n° 11432. — Le 14 décembre 1950, un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 11618. — Le 21 décembre 1950, un projet de loi portant ratification de la convention passée entre l'Etat et la Chambre de commerce du Havre en vue de la concession à cette dernière de la construction et de l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville, n° 11743 (et annexe). — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif au régime administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, n° 12591. — Le 21 mars 1951, un projet de loi portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise, n° 12595. — Le 17 avril 1951, un projet de loi tendant à compléter l'article 13 du décret du 23 octobre 1935 relatif aux transports publics d'intérêt local, étendu par la loi du 17 mai 1946 aux licenciements motivés par des modifications de service résultant de circonstances tenant à l'état de guerre, n° 12855 (rectifié).

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES : Art. 28 : *Son amendement tendant à prolonger le délai de déclaration de stock et de bilan* [21 décembre 1946] (p. 235); *le retire* (p. 236). — Dépose un amendement tendant à insérer après l'article 80 du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, un article en vue de rétablir les dispositions antérieures permettant l'établissement de réserves pour reconstitution de stocks [7 février 1947] (p. 264); — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; Art. 4 : *Amendement de M. Demusois tendant à permettre, lors-*

*qu'un maire est Député et se trouve empêché d'exercer son mandat de maire, de déléguer son indemnité à l'adjoint qui le remplace* [25 février 1947] (p. 450). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 3 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer cet article relatif au maintien dans les lieux, en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire, des personnes vivant habituellement avec lui* [26 mars 1947] (p. 1120); Art. 5 : *Son amendement visant le cas d'un logement utilisé pour les vacances d'une famille nombreuse* (p. 1123); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 130 septièm : *Son article additionnel tendant à maintenir les provisions pour renouvellement de stocks* [30 mai 1947] (p. 1842, 1843, 1844). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Son amendement tendant à ajouter le mot « manifestement » après « tentera »* [28 août 1947] (p. 4767); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier fiscal et patrimonial* [29 décembre 1947] (p. 6461, 6462) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Chap. VII, Art. 46 : *Législation relative aux habitations à bon marché* [9 mars 1948] (p. 1601); Chap. III, Art. 23 : *Son amendement tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge* [17 juin 1948] (p. 3628); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1945, 1946); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 4, AIR, Chap. 3062 : *Fournitures de rechange pour l'aéronautique* [19 mars 1948] (p. 1990); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 bis : *Son amendement tendant à inclure les artisans façonniers de la soie* [22 avril 1948] (p. 2182, 2183); *le retire* (ibid.); Art. 17 : *Son amendement tendant à ne publier que la liste des fraudeurs caractérisés et de mauvaise foi* [23 avril 1948] (p. 2249); Art. 68 : *Garantie de l'Etat envers les spoliés* [27 avril 1948] (p. 2307, 2308); — de la propo-



sition de résolution relative au délai de forclusion pour la souscription à l'emprunt libératoire : *Demande de discussion d'urgence* [29 avril 1948] (p. 2370); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A.; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à dissoudre la S.N.E.C.M.A.* [23 juin 1948] (p. 3877, 3878, 3879, 3880); Art. 2 : *Anendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à limiter les activités de la S.N.E.C.M.A.* [25 juin 1948] (p. 3989); *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau relatif aux activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3992); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; ETAT A, Chap 1021 : *Traitements des civils employés par l'administration centrale de l'Air* [8 juillet 1948] (p. 4441); Chap. 1081 : *Amendement de M. Médecin tendant à rétablir les crédits pour les corps de contrôle de l'air* (p. 4444); Chap. 1091 : *Personnel de la sécurité de l'air* (p. 4446); Chap. 1092 : *Personnel de la sécurité militaire (guerre)* (p. 4447); Chap. 1101 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux* (p. 4448); Chap. 7071 : *Liquidation des marchés résiliés* (p. 4471); — MARINE : *Livraison de navires par l'Italie* [9 juillet 1948] (p. 4549); — AIR : en qualité de *Rapporteur spécial* (p. 4567, 4568, 4569, 4570); Chap. 121 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits pour la solde des officiers des services* [15 juillet 1948] (p. 4602); Chap. 135 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier civil* (p. 4604); Chap 318 : *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour l'ameublement (frigidaires et éplucheuses)* (p. 4604, 4605); Chap. 321 : *Amendements de MM. Livry-Level et Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour frais de transports* (p. 4613); Chap 322 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à rétablir les crédits pour les logements et cantonnements* (p. 4613); Chap. 323 : *Amendements de MM. Livry-Level et Clostermann tendant à rétablir les crédits pour les centres d'instruction* (p. 4613, 4614); Chap. 327 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 50 millions les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4619); Chap. 330 : *Amendements de MM. Livry-Level et Clostermann tendant à augmenter les crédits pour les carburants*

(p. 4622); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération du sous-amendement de M. Anxionnaz* [19 juillet 1948] (p. 4846, 4847); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas réformer le budget des collectivités locales* [10 août 1948] (p. 5662, 5663); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 20 : *Son amendement tendant à ne faire jouer la représentation proportionnelle qu'à partir de cinq sièges* [12 août 1948] (p. 5748). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre p. 9010).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 amendé par le Conseil de la République; Art. 28 quater : *Amendement de M. Pawlowski tendant à reprendre l'article relatif à la fusion des corps de contrôle de l'Economie nationale* [14 septembre 1948] (p. 6524). — Répond à une question : de M. Gros pour savoir qui du viticulleur ou du négociant de vin doit supporter la baisse de 5 0/0 en vertu de décret du 2 janvier 1947 [26 novembre 1948] (p. 7263); — de M. Burlot relative à la répartition entre les négociants en charbon des sommes provenant de la réévaluation des stocks charbonniers [26 novembre 1948] (p. 7265); — de M. Dupuy Marceau concernant l'attribution de bons d'achats de voitures automobiles aux sinistrés dont les voitures ont été réquisitionnées par les Allemands [26 novembre 1948] (p. 7265); — de M. Duquesne relative à l'application du décret du 24 août 1946 prévoyant l'octroi d'une indemnité de 1 franc par kilo de charbon pour compenser la majoration du prix des charbons à usage domestique [17 décembre 1948] (p. 7695); — de M. Lecourt relative au nombre actuel des agents du contrôle économique en France et à la réduction éventuelle de ce nombre étant donnée la continuation du recrutement [17 décembre 1948] (p. 7695). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); art. 1<sup>er</sup> : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Amendement de MM. Dutard, Midol et Billat tendant à*

*réduire les crédits* [31 décembre 1948] (p. 8238). — Répond à une question : de M. Denais relative au montant des pénalités prononcées en 1946 en matière économique [21 janvier 1949] (p. 82); — de M. Louvel relative à la gestion de l'Office du bois de l'Afrique équatoriale française [21 janvier 1949] (p. 82); — de M. Bouxom relative à l'imprimé n° 1024 en 19 colonnes sur la rémunération de chaque membre du personnel des entreprises au cours de 1948 [4 février 1949] (p. 367); — de M. Duveau relative aux importations de chiendents en provenance du Mexique [4 février 1949] (p. 368); — de M. Garcia relative à la situation difficile des producteurs de charbon de bois du fait de l'importation de goudron d'Amérique [18 février 1949] (p. 697). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale*; [18 février 1949] (p. 706); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* (*Ses observations sur la baisse des produits agricoles par rapport à 1947, les importations de vin du Chili, d'Italie et d'Espagne, les accords actuellement négociés avec l'Angleterre et la bizonie pour l'exportation de produits agricoles; Sa réponse à diverses critiques concernant le tarif des produits vendus par l'Etat et les impôts pesant sur les agriculteurs*) [25 février 1949] (p. 963, 964, 965, 967, 968); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1753, 1754, 1755, 1758, 1761, 1762); Chap. 103 : *Amendement présenté par M. Chamberon tendant à porter à 155.416.000 francs l'abattement sur la direction des approvisionnements français aux U. S. A.* (p. 1764); Chap. 112 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les services d'expansion économique à l'étranger* (p. 1764); Chap. 117 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'amendement proposé par le Gouvernement pour la direction générale du contrôle économique* (p. 1765); Chap. 119 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour le personnel auxiliaire de la direction du contrôle économique* (p. 1765, 1766); Chap. 302 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement propose par le Gouvernement pour*

*l'achat d'automobiles* (p. 1766); Chap. 303 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du matériel automobile* (p. 1766); Chap. 316 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'amendement proposé par le Gouvernement pour l'Institut national de la Statistique* (p. 1767); Chap. 401 : *Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les œuvres sociales* (p. 1768); *Explications de vote sur l'article unique (Institut national de la statistique)* (p. 1768, 1769); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 19 : *Dispositions tendant au développement du commerce extérieur* [2 juin 1949] (p. 3064, 3065); Art. 23 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à supprimer la diminution d'impôts pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires pour 1949* (p. 3066); Art. 36 : *Amendement de M. Louvel tendant à ne prolonger que de trois mois le délai pour scinder le Gaz et l'Electricité de France* [3 juin 1949] (p. 3115) — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à réduire de 1.000 francs l'ouverture de crédit : taxe d'encouragement à la production textile* [7 juillet 1949] (p. 4363). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Plevén) [12 juillet 1940] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6373); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1140 : *Indemnité pour vol de nuit* (p. 6378); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F.* [2 août 1950] (p. 6488, 6489, 6490); *Amendement de M. Maurice Guérin tendant à réduire de 1.000 francs l'avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Insuffisance des commandes de matériel)* (p. 6491). — Répond à

une question : de M. Paumier relative à la suppression d'un passage à niveau [3 novembre 1950] (p. 7431, 7432); — de M. Palewski relative à un accident de chemin de fer sur la ligne Paris—Verailles [24 novembre 1950] (p. 8149); — de M. Bonnefous sur l'accident du 13 novembre 1950 sur la ligne Paris—Versailles [8 décembre 1950] (p. 8835). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1000 : *Entretien des routes* [19 décembre 1950] (p. 9266); Chap. 1020 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel contractuel de l'Administration centrale* (p. 9266, 9267); Chap. 1210 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de la navigation intérieure (Entretien des canaux)* (p. 9267, 9268); Chap. 1310 : *Commissariat général au tourisme* (p. 9268, 9269); Chap. 1330 : *Institut géographique national* (p. 9269); Chap. 1400 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les fonctionnaires en congé de longue durée et en disponibilité* (p. 9269, 9270); Chap. 3010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Chauffage des bâtiments)* (p. 9270); Chap. 3120 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le Commissariat général au tourisme* (p. 9270); Chap. 3130 : *Matériel du Commissariat général au tourisme (Travaux de Mers-les-Bains)* (p. 9271); Chap. 3140 : *Personnel ouvrier de l'Institut géographique national* (p. 9271); Chap. 3160 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'Ecole nationale des ponts et chaussées* (p. 9272); Chap. 3200 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les loyers des bureaux et indemnités de réquisitions* (p. 9272); Chap. 3230 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du parc automobile* (p. 9272); Chap. 3260 : *Entretien des routes et des ponts* (p. 9273); Chap. 3280 : *Entretien des voies de navigation* (p. 9274); Chap. 3290 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des ports maritimes (Douarnenez)* (p. 9275); Chap. 3300 : *Fonctionnement de la signalisation maritime (Phare Pen-Men, Ile de Groix)* (p. 9283); Chap. 5020 : *Postes de secours sur route* (p. 9284); Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* (p. 9290, 9291); Chap. 5090 : *Amendement de M. Giovoni ten-*

*dant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation des chemins de fer concédés sous séquestre (Réseau de Corse et Provence-ligne Nice—Coti)* (p. 9299, 9300); *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Fermeture des chantiers de la S. N. C. F. à Propriano)* (p. 9300, 9301); Chap. 5100 : *Subventions aux entreprises de tramways et de chemins de fer locaux* (p. 9301); Chap. 5110 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'exploitation des voies navigables* (p. 9302); Chap. 5120 : *Subventions à la R. A. T. P.* (p. 9302); Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser des réductions sur le tarif voyageurs* (p. 9303); Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F. par une subvention de 70 milliards* (p. 9307); *amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pension des retraités de la S. N. C. F.)* (p. 9308); *Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour ce chapitre (5 milliards supplémentaires)* (p. 9310); Chap. 6070 : *Exercices périmés (Pont des Mées sur la Durance)* [22 décembre 1950] (p. 9473); Chap. 6080 : *Exercices clos (Ligne Nice—Digne)* (p. 9474); Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à supprimer l'article bloquant 35 milliards destinés à la S. N. C. F.* (p. 9477, 9478); *Amendement de M. Poumadère tendant à ne licencier aucun chemineau et à ne supprimer aucun atelier* (p. 9480, 9481); Etat B, Chap. 3260 : *Entretien des routes et ponts* (p. 9482); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le statut du personnel d'Air-France* [16 février 1951] (p. 1294, 1295); Chap. 1020 : *Personnel contractuel de l'Administration centrale* [14 mars 1951] (p. 1295); Chap. 1110 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les spécialistes de la navigation aérienne (Contrôleurs de la navigation aérienne)* (p. 1926); Chap. 1120 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contractuels de la navigation aérienne (Personnel complémentaire de bord)* (p. 1926); *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Titularisation des contractuels)* (p. 1927); Chap. 1130 : *Amendement de M. Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités du personnel aérien*

(*Indemnités d'insalubrité*) (p. 1927, 1928); Amendement de M. Bianchini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Prime d'insalubrité en Corse*) (p. 1928); Chap. 1150 : Personnel contractuel de l'aviation légère et sportive (*Aéroclubs*) (p. 1929); Chap. 1160 : Personnel de la météorologie nationale (p. 1930); Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*ibid.*); Chap. 1200 : Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des bases aériennes (p. 1931); Chap. 3050 : Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation sportive (*Détaxe des carburants*) (p. 1932, 1933); Chap. 3110 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'École nationale de l'aviation civile (p. 1944); Chap. 3120 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition (*Route internationale franco-suisse de Blotzheim*) (p. 1945); Chap. 3120 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition (*Logements du personnel de la sécurité aérienne*) (p. 1946); Chap. 3200 : Amendement de M. Livry-Level tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour entretien des bases aériennes (*Aménagement de l'aérodrome de Caen-Carpiquet*) (p. 1948, 1949); Chap. 5000 : Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions (*Moniteurs des aéroclubs*) (p. 1949); Chap. 5040 : Subventions au déficit d'Air-France (*Statut du personnel navigant*) (p. 1953); Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Licenciement dans les ateliers de Montaudran*) (p. 1954); Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Expropriations à Marignane*) (p. 1955, 1956); Article additionnel : Amendement de M. Bouret tendant à bloquer la moitié des crédits d'Air-France jusqu'à communication du bilan [16 mars 1951] (p. 2052, 2053); Sous-amendement de M. Poumadère tendant à bloquer la moitié des crédits d'Air-France tant que ne sera pas promulgué le statut du personnel navigant (p. 2054); Amendement de M. Poumadère tendant à fixer le régime des retraites du personnel navigant (p. 2056); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS,

amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [5 avril 1951] (p. 2761); Chap. 1000 : *Création d'un corps d'adjoints administratifs* (p. 2761); Chap. 1020 : *Personnel contractuel* (p. 2762); Chap. 5100 : *Subventions aux chemins de fer locaux et tramways, statut des travailleurs des transports routiers* (p. 2763); Chap. 5140 : Amendement de M. Manceau tendant à reprendre la subvention votée en première lecture pour la S. N. C. F. (p. 2765). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951. p. 2642).

#### En cette qualité :

Répond à une question de M. de Moro-Giafferri relative au relèvement des transports parisiens [16 mars 1951] (p. 2048, 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Demande de disjonction de l'abattement sur la subvention à la S. N. C. F. présentée par M. Poumadère* [8 mai 1951] (p. 4803, 4804, 4805); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Taillade tendant à abroger l'article du budget des Travaux publics bloquant la moitié de la subvention à la S. N. C. F. (p. 4806). = S'excuse de son absence [26 janvier 1948] (p. 193); [3 novembre 1949] (p. 5953). = Obtient des congés [26 janvier 1948] (p. 193); [3 novembre 1949] (p. 3953).

**PINCON (M. François).** Député de la Mayenne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de Justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

#### Interventions :

Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gras concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Son amendement ten-*

*dant à ne pas appliquer la loi aux entreprises n'occupant pas plus de deux ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3533, 3535, 3536); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les dispositions concernant la compensation au travail du dimanche aux exploitations familiales occupant au plus deux ouvriers* [29 juillet 1947] (p. 3680, 3681); le retire (p. 3681); Art. 6 : *Son amendement tendant à augmenter de 20 0/0 la durée du travail dans les régions de polyculture* (p. 3682); le retire (ibid.); Art. 7 : *Son amendement tendant à retarder de deux ans l'application de la loi* (p. 3683); le retire (p. 3683); Art. 8 : *Son amendement tendant à réduire de trois mois à trente jours le délai pendant lequel peut jouer la récidive* (p. 3683); le retire (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à confier à des officiers de police non élus l'application de la loi* (p. 3683, 3684); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3761). — Donne sa démission de Député [20 mars 1948] (p. 2062).

**PINEAU (M. Christian),** *Député de la Sarthe.*

*Ministre des Travaux publics et Transports*

(Cabinet SCHUMAN)

Du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Ministre des Travaux publics et Transports*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Ministre des Finances  
et Affaires économiques*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

*Ministre des Travaux publics,  
Transports et Tourisme*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949

*Ministre des Travaux publics,  
Transports et Tourisme*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commis-

sion des finances et du Contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51). Est élu Président de cette Commission [J. O. du 22 décembre 1946] (p. 10824). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [25 juillet 1950] (p. 5913), de la Commission des moyens de communication et du tourisme [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national d'épargne [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à charger la Cour des comptes d'enquêtes et d'études en application de l'article 18 de la Constitution, **n° 229**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'inscription prévue par le second alinéa de la loi du 17 juin 1938 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire, **n° 382**. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime, **n° 2802**. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières, **n° 2901**. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, **n° 2915**. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi provoquant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, **n° 2916**. — Le 24 décembre 1947, un projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, **n° 2995**. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer rendu nécessaire par la mise en vigueur de l'article 87 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaies de 0 fr. 10 et de 0 fr. 20, **n° 3096**. — Le 26 janvier 1948, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi portant organisation de la Marine marchande, **n° 3119**. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la

convention relative à la mise en service des navires météorologiques, n° 3132. — Le 17 février 1948, un projet de loi prolongeant la période d'application des articles premier et 2 de la loi du 3 septembre 1947 portant amélioration de la situation des pensionnés de la Caisse de retraites des marins et de la Caisse générale de prévoyance des marins français, n° 3400. — Le 18 février 1948, un projet de loi tendant à accorder aux petits cheminots retraités, tributaires de la Caisse autonome mutuelle des retraites, le bénéfice des majorations de retraites accordées aux fonctionnaires de l'Etat par les décrets n° 47-148 du 16 janvier 1947 et 47-1372 du 24 juillet 1947 (art. 6) et modifiant ou complétant certaines dispositions de la loi du 22 juillet 1922 et de l'ordonnance du 2 décembre 1944, n° 3455. — Le 2 février 1948, un projet de loi portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais, des ports maritimes de navigation intérieure, n° 3621. — Le 4 mars 1948, un projet de loi tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1949, les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer, n° 3660. — Le 40 avril 1948, un projet de loi réglant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, n° 3932. — Le 20 avril 1948, un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime à l'occasion de la dissolution de la Direction des transports maritimes, n° 3941. — Le 22 avril 1948, un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le Continent et la Corse, n° 3966. — Le 23 avril 1948, un projet de loi modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la Marine marchande, n° 4021. — Le 29 avril 1948, un projet de loi portant institution de la Compagnie nationale Air-France, n° 4086. — Le 13 mai 1948, un projet de loi portant création d'un contingent spécial et annuel de croix du Mérite maritime à l'occasion de voyages officiels du Président de la République, n° 4152. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, n° 4392. — Le 10 juin 1948, portant organisation de l'Aéro-

nautique marchande, n° 4512. — Le 23 juin 1948, un projet de loi relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemins de fer, pour tenir compte des propositions de la S.N.C.F., homologuées par décisions du Ministre des Travaux publics et des Transports, en date des 8 avril 1944 et 1<sup>er</sup> août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant : d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de classification générale des marchandises ; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse, n° 4686. — Le 30 juin 1948, un projet de loi ayant pour objet la réparation des digues, routes et chemins endommagés par la crue de l'Isère de juin 1948, et la poursuite des travaux prévus par les lois des 27 juillet 1930 et 6 avril 1935 et la loi provisoirement applicable du 30 novembre 1941, n° 4774. — Le 30 juin 1948, un projet de loi portant modification de l'ordonnance du 14 août 1945 relative à l'organisation professionnelle des pêches maritimes, n° 4786. — Le 16 juillet 1948, un projet de loi portant création d'un Centre national du tourisme, n° 4981. — Le 19 juillet 1948, un projet de loi portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 4996. — Le 18 août 1948, un projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 5300. — Le 18 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes françaises dans le Pacifique Sud, n° 5301. — Le 7 septembre 1948, un projet de loi tendant à la reconstitution des archives des comptables du Trésor préposés de la Caisse des dépôts et consignations, qui ont été détruites par faits de guerre, n° 5441. — Le 7 septembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948, n° 5450. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, n° 5734. — Le 18 juin 1949, un projet de loi relatif à la protection hôtelière, n° 6080. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à modifier les articles 44 a et 44 b du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail, n° 6100. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi relatif à la taxe de péage que la Chambre de

commerce de Rennes est autorisée à percevoir dans le port de Redon, n° 6137. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi ayant pour objet d'annuler l'autorisation de cession à la ville de Bône, de terrains conquis sur la mer, n° 6175. — Le 17 mai 1949, un projet de loi tendant à étendre aux entreprises de transports les dispositions de l'article premier de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 7138. — Le 7 février 1950, un projet de loi portant modification de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le Crédit maritime mutuel, n° 9192. — Le 19 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de la Sarthe en raison des dommages subis par suite d'orages, n° 10644. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi, n° 11100 prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville, n° 11485. — Le 15 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi n° 10103 étendant aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française, les dispositions de la loi du 2 octobre 1946, relative à la classification des aérodromes, n° 11658. — Le 8 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi n° 10299 tendant à majorer les rentes viagères servies par la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 11881. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi, n° 11743 annexe, portant ratification de la convention passée entre l'Etat et la Chambre de commerce du Havre en vue de la concession à cette dernière de la construction et de l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville, n° 12321. — Le 2 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Bour et Mlle Weber n° 11313 tendant à faire bénéficier les veuves de guerre d'une réduction de 50 0/0 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et de cars ;

2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues n° 11398 tendant à accorder aux veuves de guerre non remariées une réduction des tarifs de transport de 50 0/0 sur les lignes S. N. C. F. et des lignes routières parallèles ou de remplacement, n° 12412.

### Interventions :

En qualité de *Président de la Commission des finances*, est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de la loi de finances*) [19 décembre 1946] (p. 174, 175); — sur le procès-verbal de la séance du 19 décembre 1946 (*Répartition des crédits par chapitres*) [20 décembre 1946] (p. 186); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des crédits militaires*) [20 décembre 1946] (p. 197). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, *Discussion générale : Tarifs des transports parisiens* [21 décembre 1946] (p. 211); Art. 4 : *Amendement de M. J. Bardoux tendant à l'établissement d'un bilan des entreprises nationalisées* (p. 220); Art. 15 : *Amendement de M. Grésa tendant à soumettre à l'avis d'une commission paritaire les décrets d'annulation et de modification de services* (p. 222); *Amendement de M. Fagon tendant à soumettre ces décrets à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 223); Art. 22 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à supprimer l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* (p. 229); Art. 31 : *Amendement de M. Antier tendant à supprimer l'article 31 relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1946] (p. 244); Art. 39 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à accentuer la progressivité de l'impôt général sur le revenu* (p. 247); Art. 46 : *Programme de travail de l'Assemblée* (p. 253); *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article mettant à la charge du locataire, du fermier, du métayer, l'imposition additionnelle à la contribution foncière* (p. 253); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947; RECONSTRUCTION, EQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils), en qualité de *Président de la Commis-*

sion des finances, Art. 1<sup>er</sup> : Réduction des crédits du contrôle radioélectrique et de la télévision [23 décembre 1946] (p. 303); Art. 5 : Mise en application de la loi sur les dommages de guerre (p. 311); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 2 : Sa demande de disjonction [23 décembre 1946] (p. 354); Art. 27 : Transfert de crédits entre budgets de la Défense nationale (p. 359); Ses observations sur l'ensemble (p. 361); — du rapport tendant à modifier le règlement adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale; Art. 27 : Amendement de M. Leenhardt concernant la correspondance entre le Président de la Commission des finances et la Cour des comptes [27 décembre 1946] (p. 374). — Est entendu : sur le dépôt d'un projet de loi portant réforme des finances locales [27 décembre 1946] (p. 376); — au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite, en qualité de Président de la Commission des finances [31 janvier 1947] (p. 132); Art. 5 : Son amendement tendant à maintenir les indemnités payées pour les heures supplémentaires comprises entre 40 et 45 heures (p. 138, 139). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois [4 février 1947] (p. 153); Art. 2 : Disjonction de l'article (p. 156); Art. 17 bis : Amendement de la Commission des finances étendant à tous les départements le droit de percevoir certaines taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux (p. 160); Art. 18 : Confiscation des biens par décision judiciaire (p. 161); Art. 24 : Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les tiers de bonne foi qui ont traité après le 1<sup>er</sup> juin 1944 et avant le jugement de confiscation [6 février 1947] (p. 191, 192); Art. 26 : Amendement de M. Edgar Faure tendant à augmenter le délai accordé aux créanciers chirographaires pour exercer une action contre les patrimoines ou le produit de leur réalisation pour la quote-part des biens dévolus à l'Etat

(p. 193, 194); Art. 44 : Amendement de M. Minjoz tendant à exonérer des taxes les associations ou œuvres des victimes de la guerre ou de l'occupation lorsqu'elles organisent une fête de bienfaisance (p. 202); Art. 49 bis : Amendement de M. Pierre Abelin tendant à maintenir au profit de la ville de Paris, le prélèvement de 1,50 0/0 sur les sommes engagées au pari mutuel (p. 203); Art. 50 : Amendement de M. Robert Buron tendant à fixer à 9 0/0 le taux limite de la taxe à la production sur les entreprises de spectacles (ibid.); Art. 56 bis : Amendement de M. Jacques Grésu tendant à ne déduire des profits illicites à confisquer aucune provision de quelque nature que ce soit (p. 204); Art. 57 : Amendement de M. Robert Bétolaud relatif au délai d'appel accordé aux personnes citées devant un comité départemental de confiscation de profits illicites avant la publication de la loi du 5 avril 1946 (p. 206); Art. 59 : Amendement de M. Robert Buron tendant à financer l'Association française de normalisation par le produit de centimes additionnels à la patente [7 février 1947] (p. 246); Art. 67 bis : Pouvoirs de contrôle de la Commission des finances (p. 249); Art. 67 ter : Rapports des contrôleurs des dépenses engagées et de la Commission des finances (p. 250); Art. 67 quinquies : Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à renforcer le contrôle de l'Etat sur les sociétés nationalisées (p. 252); Amendement de M. Jean-Marie Louvel tendant à créer des sous-commissions habilitées à vérifier sur pièces et sur place la situation des entreprises nationalisées (p. 253); Inconstitutionnalité de l'article 67 quinquies qui prévoit une session extraordinaire (p. 254); Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est (p. 259); Art. 80 bis : Amendement de M. de Tinguy tendant à faire participer un membre du Conseil de la République à la Commission de contrôle de la circulation monétaire (p. 265); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : Successions au profit des prisonniers, résistants et déportés [21 mars 1947] (p. 989); Ses observations sur le projet de crédits provisionnels pour l'exercice 1947 (p. 994). — Est entendu : au cours du débat sur le dépôt du rapport de la Cour des Comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées de 1940 à 1945 [7 février 1947] (p. 240); — sur le renvoi de la discussion de propositions de



résolution tendant à réserver le règlement de l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée Nationale [14 février 1947] (p. 341); prend part à la discussion de ces propositions de résolution [18 février 1947] (p. 369). — Est entendu dans la discussion : des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement [20 février 1947] (p. 392 et suiv.); — des opérations électorales du Gabon—Moyen-Congo [25 février 1947] (p. 464, 465). — En qualité de *Président de la Commission des finances*, prend part à la discussion en deuxième lecture du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [4 mars 1947] (p. 558). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, en qualité de *Président de la Commission des finances : Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 637, 638, 639, 640), [6 mars 1947] (p. 670); Art. 3 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à ce que soit placée au premier rang de l'urgence, l'œuvre de reconstruction* (p. 675); Art. 29 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à attribuer au Ministère de la Reconstruction, les sommes économisées sur les chapitres ne paraissant pas de première urgence* (p. 681); Art. 32 : *Dépenses qui peuvent être engagées au cours de l'année 1947 par l'administration des Chemins de fer de la Méditerranée au Niger* (p. 685); Art. 43 bis : *Affectation aux services publics et à l'habitation des immeubles militaires bâtis ou non bâtis* (p. 688, 689); Art. 15 : *Application de l'article 48 du règlement* (p. 691); Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Emprunts locaux auprès des agriculteurs)* (p. 695); Chap. 803 : *Fonds de reconstitution des forêts domaniales détruites par faits de guerre* [7 mars 1947] (p. 709); Chap. 903 : *Amendement de Mme Madeleine Boutard tendant à reprendre le crédit proposé par le Gouvernement, de 730 millions pour l'amélioration de l'habitat rural* (p. 711, 712); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* (p. 716); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 717, 720); Chap. 910 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire un crédit de 20 millions pour les Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* (p. 722); Chap. 911 :

*Amendements de Mme Lempereur, MM. Marc Sangnier et Guy de Boysson tendant à rétablir les crédits au profit des auberges de la jeunesse* (p. 723, 724); Chap. 912 : *Amendements de M. Guy de Boysson et de Mme Lempereur tendant à rétablir les crédits pour les acquisitions des établissements nationaux d'éducation physique et sportive* (p. 726, 727); Chap. 914 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à rétablir les crédits prévus pour les acquisitions des centres régionaux, collèges nationaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (p. 727); Chap. 915 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire un crédit de 280 millions pour la construction et l'aménagement des collèges nationaux, centres régionaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (ibid); Chap. 918 : *Amendements de Mme Lempereur et de M. de Boysson tendant à rétablir les crédits pour les travaux d'équipement de la montagne* (p. 728); Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 728); Chap. 938 : *Amendement de M. Thamier tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* (p. 737); Chap. 945 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à rétablir les crédits pour les travaux des maisons de jeunes* (p. 737); Chap. 948 : *Amendements de M. de Boysson, de Mlle Dienesch et de Mme Lempereur tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et établissements d'enseignement* (p. 739); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 907 : *Amendements de MM. Garavel, Billat et Terpend tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* (p. 746); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 901 : *Equipement des organismes d'hygiène sociale* (p. 751); Chap. 902 : *Amendement de Mme Denise Bastide tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les dépenses d'équipement en vue de la protection de l'enfance* (p. 752); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 27 : *Amendement de M. Siefridt tendant à excepter du blocage de 40 0/0 l'Etat F, soit les dépenses concernant les reconstructions immobilières et la reconstruction des matériels sinistrés* (p. 756); *Amendement de M. Coudray tendant à ce que le blocage de 40 0/0 des crédits ne paralyse pas*

les Associations syndicales de remembrement (p. 757); Art. 28 : Amendement de M. Siefridt tendant à ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'Etat F soient débloqués en totalité et par priorité (p. 757, 758); Art. 28 bis : Communication aux Commissions des finances des autorisations de dépenses (p. 758); Art. 43 quarter : Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir la reconstitution de la Caisse autonome de la reconstruction (p. 760); Etat B, EDUCATION NATIONALE : Amendement de M. Chassaing tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré (p. 773); Etat C; P. T. T., Chap. 902 : Equipement en matériel électrique et radioélectrique (p. 777); sur ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 923 : Amendement de M. Bétolaud tendant à reprendre les crédits accordés par le Conseil de la République pour l'Institut national de la recherche agronomique [29 mars 1947] (p. 1299). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Examen du budget de reconstruction et d'équipement [6 mars 1947] (p. 690); Interpellations sur l'Indochine [13 mars 1947] (p. 838). — Preud part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Etat A, INTÉRIEUR : Disjonction du chapitre 47 doté d'un crédit de 105 millions au titre de frais de transport de la Sécurité nationale [20 mars 1947] (p. 938); Dispositions spéciales; Art. 23 bis : Amendements de M. R. Prigent tendant à faciliter aux contribuables sinistrés des poches de Dunkerque et de l'Atlantique le règlement de leurs impôts (p. 947 et 948). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : Discussion générale [25 mars 1947] (p. 1047); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 534 : Amendements de MM. Lamps et Airoldi tendant à réduire de 15 millions de francs les crédits alloués aux mouvements de jeunesse et associations d'étudiants (p. 1059); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : Traitements du Ministre et du personnel titulaire du Ministère (p. 1063); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 501 : Centre national de la cinématographie (p. 1068); Art. 4 : Possibilité de transférer, par décret, les crédits d'un Département

ministériel à un autre (p. 1084); Art. 7 bis : Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer l'article interdisant toute création d'emploi (p. 1086, 1087); — sur le règlement de l'ordre du jour [27 mars 1947] (p. 1172); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Etat A, AIR, Chap. 307 : Amendement de M. Jean Palewski tendant à empêcher l'occupation du plateau de Saclay par le Ministère de l'Air [27 mars 1947] (p. 1193); Art. 5 : Comptes spéciaux des fabrications d'armement (p. 1200); Art. 14 : Amendement de M. Paul Anxionnaz tendant au rétablissement de cet article relatif aux fonds d'avances nécessaires à l'Administration des corps de troupe (p. 1203); Art. 15 quarter : Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article relatif à l'interdiction de créer de nouveaux emplois ou de pourvoir à des vacances (p. 1204). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à approuver une Convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, en qualité de Président de la Commission des finances [27 mars 1947] (p. 1204, 1205). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1207). — Participe à la discussion : de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution de journaux; Art. 5 bis (suite) : Heure de la discussion [29 mars 1947] (p. 1297); — d'une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur la loi de finances [29 mai 1947] (p. 1777, 1778, 1779); — du projet de loi relatif à diverses dispositions financières (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 22 : Sanctions disciplinaires au titre de l'épuration administrative [29 mai 1947] (p. 1788); Art. 63 à 68 : Disjonction de ces articles relatifs aux commissions de taxation d'office (p. 1795); Art. 79 : Demande de disjonction de M. Garcia de l'article relatif au droit d'examen du diplôme de conseiller d'orientation professionnelle (p. 1796); Art. 104 : Avances à l'industrie cinématographique (p. 1798); Art. 110 : Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (p. 1799); Art. 124 bis (nouveau) : Amendement de M. Marcel Hamon tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1947 aux élèves maîtres et maîtresses des écoles normales les indemnités des maîtres stagiaires (p. 1801); Art. 126 : Amendement de M. Gaston Julian tendant à dégrever

des sommes dues à la C. A. R. C. O., les entreprises dont le chiffre d'affaires était inférieur à 4 millions (p. 1802); Art 129 : Formation pré-militaire (p. 1805); Amendements de MM. Farine et René Pleven (p. 1806); Art. 130 quinquies : Disjonction du deuxième alinéa relatif à la responsabilité personnelle des fonctionnaires du relogement (p. 1807); Art. 45 bis : Date de discussion des articles additionnels (p. 1809); Art. 130 bis : Article additionnel de M. J. Gresa relatif à l'interdiction d'extension des locaux administratifs [30 mai 1947] (p. 1841); Art. 130 septies : Article additionnel de M. Pleven tendant à maintenir les délégations de solde aux veuves de guerre (p. 1841); Articles additionnels de MM. Pinay, Denais et Christiaens tendant à constituer en franchise d'impôt des provisions pour renouvellement de stocks (p. 1843); Art. 45 bis (nouveau) : Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France [3 juin 1947] (p. 1885); Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL; HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : Amendement de Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour les difficultés administratives dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle [10 juin 1947] (p. 2011), [12 juin 1947] (p. 2034); Chap. 309 : Frais de mission à l'étranger (p. 2037); Chap. 701 : Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 50 millions la charge de l'Etat résultant du prix de vente du pain (p. 2040, 2041); AGRICULTURE, Chap. 104 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Administration centrale (p. 2048, 2049, 2050); Chap. 105 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'indemnité de résidence (p. 2050, 2051); Chap. 108 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 2051); Chap. 112 : Amendement de M. Mabrut tendant à augmenter les crédits pour l'indemnité de fonction des inspecteurs de l'agriculture [12 juin 1947] (p. 2054); Chap. 118 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les directions départementales des services agricoles (p. 2052); Chap. 337 : Amendement de M. Charlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les frais de répartition des matières premières (p. 2057); Chap. 338 : Amendements de

MM. Charlot et Delcos tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour la police et la surveillance des eaux domaniales (p. 2057); Chap. 519 : Concours général agricole (p. 2070); Chap. 100 : Traitement du Ministre et du personnel de l'Administration centrale (p. 2072, 2073, 2074); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : Inspection générale des chasses [19 juin 1947] (p. 2220, 2221); Chap. 101 : Traitement du personnel du service des statistiques (p. 2221); Chap. 304 : Publications du service des statistiques (p. 2227); Chap. 400 : Œuvres sociales (p. 2229); Chap. 704 : Subventions aux budgets locaux (p. 2229); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 106 : Personnel auxiliaire des services à l'étranger (p. 2233, 2234); Chap. 500 : Œuvres françaises à l'étranger (p. 2235); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Discussion générale (Indemnités pour travaux supplémentaires) (p. 2239); Chap. 106 : Avancement des ingénieurs des ponts et chaussées (p. 2242); Chap. 107 : Ingénieurs des travaux publics (p. 2243); Chap. 157 : Institut géographique national (p. 2244); Chap. 161 : Institut géographique national (Salaires du personnel ouvrier) (p. 2245); Chap. 301 : Matériel de l'Administration centrale (p. 2245); Chap. 304 : Indemnités pour service de nuit et indemnités de tenue des officiers de port (p. 2245); Chap. 308 : Matériel des services des ponts et chaussées (p. 2246); Chap. 505 : Organismes de tourisme (p. 2251, 2253); Chap. 700 : Organisation et contrôle des transports routiers (p. 2256, 2257); INTÉRIEUR, Chap. 101 : Amendements de MM. Serre et Gaillard tendant à réduire l'ensemble des crédits (Présentation du budget, licenciement de fonctionnaires, autonomie financière des administrations locales) [26 juin 1947] (p. 2518, 2519, 2520, 2521, 2522); Chap. 105 : Indemnités forfaitaires pour heures supplémentaires (p. 2522); Chap. 312 : Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits relatifs au remboursement à la S. N. C. F. des transports de la sûreté nationale (p. 2525); Chap. 313 : Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits pour dépenses de matériel de la sûreté nationale (p. 2526); Chap. 318 : Amendement de M. Fievez tendant à fondre les chapitres relatifs à l'entretien et à l'acquisition de matériel automobile (p. 2527); Chap. 323, 328, 329 : Amendements de M. Fievez tendant à fondre les trois chapitres relatifs aux bâtiments de la sûreté nationale (p. 2528);

Chap. 326 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits de matériel de la sûreté nationale* (p. 1528); Chap. 402 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits pour œuvres sociales* (p. 2529); Chap. 500 à 505 : *Réduction de 7 0/0 des subventions attribuées aux collectivités locales* (p. 2530); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 102 : *Réduction de 7 0/0 des crédits* [3 juillet 1947] (p. 2670); Chap. 105 : *Evaluation des crédits* (p. 2670); Chap. 107 : *Evaluation des crédits* (ibid.); Chap. 114 : *Suppression des crédits par la Commission des finances* (p. 2671); Chap. 118 : *Son intercession au sujet des primes de rendement des agents du contrôle économique* (p. 2673, 2674, 2675); Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et en Grande-Bretagne* (p. 2682); Chap. 128 : *Mission commerciale en Allemagne* (p. 2683, 2684); Chap. 318 : *Frais de déplacement des missions aux U. S. A.* (p. 2685); Chap. 322 : *Frais de postes* (p. 2686); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 2699, 2701); Chap. 103 : *Infirmières et assistantes sociales* [4 juillet 1947] (p. 2716); Chap. 105 : *Amendement de M. Regaudie tendant à reprendre le crédit demandé par le Gouvernement* (p. 2717); Chap. 138 : *Réduction des crédits pour le personnel contractuel* (p. 2719); Chap. 150 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* (p. 2720); Chap. 318 : *Frais de mission et déplacement* (p. 2721, 2722, 2723); Chap. 340 : *Frais de correspondance* (p. 2724); Chap. 342 : *Acquisition et entretien de voitures* (ibid.); Chap. 519 : *Exploitation des lignes aériennes* (p. 2728); Chap. 519-2 : *Exploitation de la ligne France—Antilles* (p. 2729); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* (p. 2735); Chap. 100 : *Réduction des crédits pour le personnel* [9 juillet 1947] (p. 2853); Chap. 107 : *Rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire* (p. 2854, 2855); Chap. 1103 : *Amendement de M. Petit tendant à supprimer le chapitre* (p. 2856); *Réponse à M. Viatte* (ibid.); Chap. 114 : *Services sociaux* (p. 2856); Chap. 303 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits de l'Imprimerie nationale de 4 millions* (p. 2857); Chap. 3052 : *Frais d'enquêtes* (ibid.); Chap. 368 : *Amendements de MM. Viatte et André tendant à supprimer les crédits pour achat d'automobiles* (p. 2858); Chap. 401 : *Fonds de chômage* (p. 2860); Chap. 410 : *Acompte pour la retraite des vieux* (p. 2862);

Chap. 701 : *Crédits pour agents contractuels contrôleurs des Nord-Africains* (p. 2864); Chap. 706 : *Centres de formation professionnelle* (p. 2865); MINISTÈRES D'ÉTAT, Art. 302 : *Amendement de M. Crouzier tendant à réduire les crédits pour entretien du matériel automobile* [10 juillet 1947] (p. 2893); PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* (p. 2903); Chap. 500 : *Subventions à l'École d'administration* (p. 2905); *Groupement des contrôles radioélectriques (Discussion générale)* (p. 2909); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 101 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement* (p. 2932, 2933); Chap. 309 : *Trois amendements de M. Gosset tendant à augmenter les crédits* (p. 2935, 2936); Chap. 310 : *Diffusion de l'information à l'étranger* (p. 2937); Chap. 311 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2938); Chap. 502 : *Amendement de M. Bardoux tendant à réduire les crédits pour subventions* (p. 2941); RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale (Nécessité de hâter la discussion)* [15 juillet 1947] (p. 3034); IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 101 : *Amendement de M. Fagon tendant à augmenter les crédits pour indemnités et réduire les crédits pour les salaires des ouvriers (favorisant les correcteurs d'épreuves)* [16 juillet 1947] (p. 3055); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE; Chap. 108 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour indemnités aux services extérieurs* (p. 3057); Chap. 302 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour locaux et mobilier* (p. 3057, 3058); INTÉRIEUR, Chap. 502 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire les crédits pour la police municipale de Paris* [17 juillet 1947] (p. 3105); COMMERCE : *Discussion générale* (p. 3109); Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel d'administration centrale* (p. 3110); Chap. 101 : *Indemnités pour l'Administration centrale* (ibid.); Chap. 309 : *Achat de matériel automobile* (p. 3111); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3120); Chap. 100 : *Traitements du Ministre et de l'Administration centrale* (p. 3125); Chap. 112-2 : *Inspecteurs de la population* (p. 3127, 3128); Chap. 140 : *Demande de disjonction de M. Doyen pour le chapitre concernant les établissements de sourds-muets en Alsace-Lorraine* (p. 3133); Chap. 521 : *Amendement de*

*Mme François tendant à réduire les subventions à la Croix Rouge* [18 juillet 1947] (p. 3158); Chap. 524 : *Subventions aux unions d'associations familiales* (p. 3159); Chap. 527 : *Subventions à l'Union nationale des associations familiales* (p. 3163); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* (p. 3166, 3170, 3171); Chap. 301 : *Entretien du matériel automobile* (p. 3171, 3172); Chap. 308 : *Primes d'alimentation* (p. 3172); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3233, 3234, 3238); Chap. 106 : *Rémunération de concours extérieurs* (p. 3256, 3257); Chap. 302 : *Réduction de crédits pour le matériel* (p. 3259); Chap. 306 : *Edification de baraquements provisoires* (p. 3261); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 3261, 3262); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses de personnel des services de logement* (p. 3263); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3345, 3346, 3347, 3364); Chap. 100 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire les crédits de 1 million de francs* (p. 3387); Chap. 105 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 3388); Chap. 165 : *Traitements du personnel des écoles d'éducation physique* (p. 3400); Chap. 167 : *Personnel auxiliaire des écoles d'éducation physique* (p. 3400); Chap. 174 : *Traitements du personnel des écoles de sport* (p. 3401); Chap. 179 : *Indemnités aux moniteurs itinérants de sport* (ibid.); Chap. 302 : *Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour les dépenses de location et de réquisitions* (p. 3404); Chap. 303 : *Achat de matériel automobile* (p. 3405); Chap. 393 : *Achats de livres pour les bibliothèques publiques* (p. 3418); Chap. 398 : *Matériel des archives de France* (p. 3419); Chap. 398-5 : *Relogement de l'Ecole normale supérieure de Sèvres* (p. 3419); Chap. 400 : *Œuvres sociales* (p. 3419); Chap. 536 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux colonies de vacances* (p. 3429, 3430); Chap. 546 : *Amendement de M. Audeguil tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'activité théâtrale en France* (p. 3438); Chap. 604 : *Sa proposition de rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour les organisations de culture physique* (p. 3439); Chap. 608 : *Information et documentation pour la jeunesse et les sports* (p. 3440); Chap. 705 : *Gardiennage et rapatriement des œuvres d'art repliées* (p. 3441); LOI DE FINANCES, Chap. 13 :

*Amendements de MM. Barthélemy et Dagain tendant à autoriser M. le Ministre des P. T. T. à effectuer des changements de dénomination du personnel des P. T. T.* (p. 3445). Est entendu dans la discussion de ce projet de loi en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, Services civils); Art. 27 : *Attributions du préfet de la Seine* [31 juillet 1947] (p. 3737); Art. 27 ter : *Prorogation des fonctionnaires au-delà de la limite d'âge* (p. 3738); Art. 49 : *Droits de timbre sur les cartes d'entrée des salles de jeu* (p. 3739); Art. 109 : *Amendement de M. Buron tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma* (p. 3741, 3742). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3764, 3765, 3766); Art. 2 bis : *Examen des articles additionnels* (p. 3771); *Affichage de la liste des contribuables ayant encouru des majorations ou des amendes fiscales* (p. 3771, 3772); Art. 2 quinquies : *Application de l'article 48 à l'amendement de M. Dupuy tendant à réduire la taxe sur les vins d'appellation contrôlée* (p. 3777, 3778, 3779, 3780); Art. 14 : *Amendement de M. Plevin tendant à augmenter les avances de l'Etat à la Caisse nationale de crédit agricole* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3855); Art. 18 : *Amendement de M. Triboulet tendant à modifier la catégorie des villes sinistrées recevant des participations de l'Etat* (p. 3856); Art. 2 additionnel : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à instituer un dossier fiscal pour chaque contribuable* (p. 3857, 3858); *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à déduire des bénéfices imposables le salaire du conjoint* (p. 3858); *Amendements de MM. Rochet, Charpentier et Caravel tendant à modifier le calcul et le taux de l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 3860); *Amendements de M. Jacques Duclos tendant à réduire le taux et le calcul des impôts sur les traitements et salaires* (p. 3862); *Amendement de M. Rochet tendant à modifier le taux de la cotisation additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 3866, 3867); *Amendement de M. Guyon tendant à abroger les lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 (Mise en circulation des apéritifs à base d'alcool)* (p. 3869); *Amendement de M. Bougrain tendant à créer une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations* (p. 3873). — Est entendu dans la discussion : du projet de

loi portant fixation des crédits applicables au budget ordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Président de la Commission des finances* [7 août 1947] (p. 4021, 4022); *Etat A, AGRICULTURE*, Chap. 100 : *Réduction des crédits pour les traitements de l'Administration centrale* (p. 4022); Chap. 104 : *Amendement de M. Fagon tendant à augmenter les crédits pour indemnités et allocations diverses à l'Administration centrale* (p. 4023, 4024); Chap. 112 : *Allocations et indemnités pour l'Inspection générale de l'agriculture* (p. 4024); Chap. 305 : *Indemnités pour frais de déplacements* (p. 4025); Chap. 340 : *Achat de matériel automobile* (p. 4026); Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 4027); *Ordre de discussion des budgets* (p. 4033); *ECONOMIE NATIONALE*, Chap. 110 : *Prise en considération des amendements et corrections du Conseil de la République* (p. 4034); Chap. 115 : *Service des importations et exportations* (p. 4035); Chap. 118 : *Personnel départemental de la Direction générale du contrôle économique* (p. 4035); Chap. 123 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à rétablir les crédits du Conseil de la République pour l'Institut national de la statistique* (p. 4036); Chap. 606 : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre le crédit du Conseil de la République pour rémunération d'études économiques* (p. 4037, 4038); *PRÉSIDENT DU CONSEIL. — COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION*, Chap. 700 : *Subvention compensatrice de la limitation du prix du lait* (p. 4039, 4040); *PRÉSIDENTE*, Chap. 100 : *Traitements de l'Administration centrale (Communication des circulaires ministérielles aux députés)* (p. 4042); *JEUNESSE, ARTS ET LETTRES. — INFORMATION*, Chap. 100 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les crédits votés par l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'Administration centrale* (p. 4044, 4045); Chap. 101 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour indemnités au personnel* (p. 4046); *RADIODIFFUSION FRANÇAISE*, Chap. 103 : *Salaires des auxiliaires* (p. 4048); *FRANCE D'OUTRE-MER*, Chap. 108 : *Agence économique des colonies* (p. 4051); *P. T. T. (Recettes)*, Chap. 17 : *Avances destinées à couvrir le déficit d'exploitation* (p. 4073); Chap. 111 : *Services techniques spécialisés* (p. 4074); Chap. 117 : *Amendements de MM. Lamps et Leenhardt tendant à augmenter*

*les crédits pour indemnités spéciales et éventuelles* [7 août 1947] (p. 4074, 4075); Chap. 121 : *Amendement de M. Reeb tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Centre national des télécommunications* (p. 4075, 4076); Chap. 308 : *Fonctionnement du Centre national des télécommunications* (p. 4077); *EDUCATION NATIONALE*, Chap. 161 : *Traitements du personnel des services extérieurs des sports et de la jeunesse* (p. 4082); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget de l'exercice 1947, amendé par le Conseil de la République; Art. 19 *ter* : *Attributions d'indemnités aux fonctionnaires* [8 août 1947] (p. 4102); Art. 19 *décies* : *Pouvoirs de décision du Conseil de la République* (p. 4102). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des agents d'assurances; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire à 400 millions l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2004); Art. 14 : *Amendement de M. Segelle tendant à ne pas indemniser les compagnies d'assurances* (p. 2007); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers du Gouvernement* [19 juin 1947] (p. 2230); — sur une demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à reconduire l'allocation aux vieux travailleurs [19 juin 1947] (p. 2238). — Participe à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, en qualité de *Président de la Commission des finances* : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2329, 2333, 2334, 2346); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Pleven tendant à réduire de 50 milliards les dépenses que le Gouvernement doit assurer* (p. 2353); *Amendement de M. Malleret tendant à réduire de 150 milliards les crédits militaires* (p. 2358, 2359); Art. 4 : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à supprimer cet article relatif au délai de paiement du quatrième quart de l'impôt de solidarité nationale* (p. 2360); Art. 5 : *Renvoi de la discussion* (p. 2366); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à exonérer de la majoration les personnes économiquement faibles* (p. 2366); *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à permettre l'imputation de la majoration sur les dommages de guerre quelle que soit la valeur globale nette des biens soumis à l'impôt* (p. 2367); Art. 7 : *Amendement de MM. Jacques Duclos et Gilles Gozard tendant à*

*instituer une taxe exceptionnelle sur les excédents de bénéfices des entreprises assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 2368); Amendement de M. Jacques Duclos tendant à affranchir de l'impôt les primes au rendement et à la production ainsi que la part de salaire correspondant aux heures supplémentaires (p. 2370); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à modifier le régime du quotient familial pour l'impôt général sur le revenu (p. 2371); Amendement de M. July tendant à majorer les taxes perçues sur les produits agricoles pour alimenter le fonds national de solidarité (p. 2373, 2374); Amendement de M. Félix Garcia tendant à mettre à la charge du propriétaire l'imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 2375); Art. 16 : Amendement de M. Pierre Meunier tendant à supprimer les articles relatifs aux mesures destinées à accélérer la rentrée des impôts directs en 1947 (p. 2376, 2377); Art. 33 : Amendement de M. Lucas tendant à augmenter les allocations familiales des travailleurs agricoles (p. 2384); Art. 35 : Amendements de MM. Musmeaux et Segelle tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs (p. 2387); Sous-amendement de M. Siefridt tendant à ce que les femmes ou veuves de salariés qui ont élevé plusieurs enfants aient droit à l'allocation entière de 18.000 francs (p. 2388); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Du pouvoir du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2457); Art. 11 (p. 2457 et 2459). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôts sur les traitements et salaires* [23 juin 1947] (p. 2399, 2400). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôts sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Jacques Duclos tendant à ne pas assujettir à l'impôt les traitements au-dessous de 84.000 francs et à ne compter que pour moitié la fraction comprise entre 84.000 et 112.000 francs* [25 juin 1947] (p. 2428); Art. 4 : Amendement de M. Gabelle tendant à tenir compte des charges de famille effectives lors de chaque paiement (p. 2430). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de discussion de l'interpellation sur le statut politique de l'Algérie* [25 juin 1947] (p. 2462);

— sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour juillet 1947 : *Crédits pour le jamboree* [26 juin 1947] (p. 2503); Art. 1<sup>er</sup> : *Diminution des crédits pour le budget ordinaire (Services civils)* (p. 2504); Art. 5 : *Budgets annexes (Dépenses militaires)* (ibid.); Art. 10 : *Crédits pour le jamboree* (p. 2504, 2505); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative à l'élection des délégués du personnel dans les entreprises [3 juillet 1947] (p. 2668, 2669); — sur la discussion d'urgence d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative aux élections des délégués du personnel dans les entreprises : *Renvoi de la discussion* [3 juillet 1947] (p. 2676); — sur le règlement de l'ordre du jour [3 juillet 1947] (p. 2709); — sur la modification de l'ordre du jour [9 juillet 1947] (p. 2852, 2853); — sur le projet de loi portant création de postes préfectoraux dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2894); Art. 2 : Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer les mots « de 1<sup>re</sup> classe » après « préfets » (p. 2895); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite du budget* [10 juillet 1947] (p. 2911); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2927, 2928); — le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [10 juillet 1947] (p. 2949); — le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3038); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel [16 juillet 1947] (p. 3058); — sur le projet de loi du Gouvernement tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Renvoi à la Commission des finances* [16 juillet 1947] (p. 3071, 3072); *Discussion générale* (p. 3076); Art. 3 : Amendement de M. Albert Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi (p. 3087); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [16 juillet 1947] (p. 3090); — sur un rappel au règlement : *Demande de discussion d'une proposition de résolution de M. Joubert* [17 juillet 1947] (p. 3107); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [17 juillet 1947]

(p. 3128, 3148); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [18 juillet 1947] (p. 3174); — sur la fixation de la date de discussion du budget de la Reconstruction [18 juillet 1947] (p. 3181); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [22 juillet 1947] (p. 3347, 3366); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Fixation de la date des débats suivants* [29 juillet 1947] (p. 3688). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'août 1947 (Budget ordinaire, dépenses civiles) : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3745); — de la demande de discussion d'urgence du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les mois d'août et septembre 1947 (Budget ordinaire, dépenses militaires) [31 juillet 1947] (p. 3751, 3752); — d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3789, 3790, 3799); *Prolongation de la discussion* (p. 3795); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à réduire les crédits* (p. 3803); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3803). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [4 août 1947] (p. 3914). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire (*Dépenses militaires pour l'exercice 1947*); *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission des finances* [5 août 1947] (p. 3925, 3926); Art 9 : *Interdiction faite aux Ministres d'engager des dépenses supplémentaires (Programmes futurs de M. le Président du Conseil)* (p. 3936, 3937); *Renvoi des débats* (p. 3937); Chap. 903 : *Amendement de M. Métayer tendant à augmenter les crédits pour équipement du service du génie* [6 août 1947] (p. 3951); Chap. 907 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* (p. 3952); AIR, Chap. 800 : *Amendements de MM. Livry-Level, Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les crédits pour la reconstruction des bases de l'armée de l'air* (p. 3962); Chap. 900 : *Amendements de MM. Livry-Level, Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les*

*crédits pour les travaux et installations des bases aériennes* (p. 3963); Chap. 901 : *Amendements de MM. Gaillard, Livry-Level et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour réquisitions immobilières* (p. 3963); Chap. 904 : *Amendement de M. Gresca tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3964); ETAT B, Chap. 900 : *Amendements de MM. Livry-Level, Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations de bases aériennes* (p. 3965); Chap. 901 : *Amendements de MM. Livry-Level, Gaillard et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3965); ETAT E, Chap. 800 : *Amendements de MM. Bougrain et Gaillard tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les constructions aéronautiques* (p. 3967); Chap. 900 : *Amendements de MM. Gaillard et Bougrain tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3967); Chap. 902 : *Amendements de MM. Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les crédits pour l'équipement industriel* (p. 3968); *Suite de la discussion* (p. 3969); MARINE, ETAT A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (Porte-avions)* (p. 3985, 3986, 3989); Chap. 905 : *Amendement de M. Montel tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations maritimes* (p. 3990); ETAT B, Chap. 904 : *Amendements de MM. Capdeville et Manceau tendant à réduire les crédits pour constructions neuves* (p. 3992); Chap. 905 : *Amendement de M. Montel tendant à augmenter les crédits pour travaux maritimes (Magasins de Saint-Denis)* (p. 3992); *Amendement de M. Jeanmot tendant à augmenter les crédits pour travaux maritimes* (p. 3992); ETAT E, Chap. 902 : *Amendement de M. Grouès tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 3994); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; GUERRE, Chap. 907 : *Approbation du chiffre du Conseil de la République pour la Société nationale de vente des surplus* [9 août 1947] (p. 4152, 4153); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4155). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [6 août 1947] (p. 3994, 3995); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [7 août 1947] (p. 4088); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [8 août 1947] (p. 4106). — Intervient dans



la discussion du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 concernant la composition et le fonctionnement du Conseil national économique; Art. 6 : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Contrôle par la Cour des Comptes)* [11 août 1947] (p. 4239). — Est entendu au cours du débat sur une motion d'ordre (*Fixation de la date de discussion du projet de loi de dégagement des cadres*) [11 août 1947] (p. 4241, 4242). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Renvoi du projet devant la Commission* [11 août 1947] (p. 4242, 4243). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi relatif au dégagement des cadres des fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat : *Motion préjudicielle de M. Gresa tendant à ajourner le débat* [12 août 1947] (p. 4255, 4256, 4257); Art. 1<sup>er</sup> : *Catégories de fonctionnaires touchées par la loi* (p. 4271); Art. 4 : *Amendement de M. Guillon tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant bénéficié de promotions abusives* (p. 4274, 4275); Art. 5 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à garder par priorité les anciens combattants et prisonniers de guerre* (p. 4276); — au cours du débat sur une motion d'ordre (*Modification de l'ordre du jour*) [12 août 1947] (p. 4262). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère de l'Industrie et du Commerce : *Demande de renvoi de la discussion* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4806). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4927, 4928); *Explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4978, 4980, 4981). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre; Art. 2 : *Modification proposée par la Commission des finances concernant la garantie de l'Etat accordée aux banques, assurances et établissements de crédit* [14 novembre 1947] (p. 5038); Art. 7 : *Ouverture de crédits au Commissariat aux affaires allemandes* (p. 5039). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de l'interpellation de M. Waldeck Rochet sur es accords douaniers et la conférence de La*

*Havane*) [18 novembre 1947] (p. 5079). — Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5175, 5176); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Accident de chemin de fer sur la ligne Arras—Paris, dû au sabotage* [29 novembre 1947] (p. 5423). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Situation des conflits sociaux*) [3 décembre 1947] (p. 5464, 5466, 5467). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de MM. David et Peytel tendant à créer une régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5667, 5668); *Amendements de MM. Demusois, Regaudie, Schmidt et Lespès tendant à modifier la définition de la région parisienne* (p. 5670); Art. 2 : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le texte du Gouvernement pour définir la Régie autonome des transports parisiens* (p. 5670, 5671); *Amendement de M. Bichet tendant à éviter le monopole au profit de la Régie* (p. 5672); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Beauquêter tendant à inclure un article nouveau prévoyant la date de fonctionnement de l'Office régional des transports parisiens* (p. 5675); Art. 7 : *Amendement de M. Peytel tendant à confier à la Régie l'exploitation de lignes de banlieue de la S.N.C.F.* (p. 5676); *Amendement de M. Bichet tendant à éviter la mainmise de la Régie sur les transporteurs privés* (p. 5676); Art. 9 : *Amendements de MM. Midol, Cayeux et Robert Schmidt concernant le droit de reprise du matériel existant par la Régie* (p. 5678); Art. 11 : *Amendements de MM. Demusois et Peytel concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5680, 5681); *Amendement de M. Demusois concernant la représentation des organisations syndicales au sein du conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5730, 5731); *Amendement de M. Palewski concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5731, 5732); Art. 14 : *Amendements de MM. Charles Benoist et Regaudie concernant la nomination du président du conseil d'admini-*

nistration de la Régie (p. 5733, 5734); Art. 16: Amendement de M. Regaudie concernant les indemnités aux membres du conseil d'administration de la Régie (p. 5735); Art. 19: Amendement de M. Midol concernant les pouvoirs du directeur général de la Régie (p. 5736); Amendement de M. Regaudie tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la désignation du directeur général de la Régie (p. 5736, 5737); Art. 20: Amendement de M. Regaudie tendant à inclure un nouvel article interdisant à la Régie de participer à d'autres entreprises (p. 5738); Art. 22: Ressources de la Régie (p. 5740, 5741); Art. 23: Amendement de M. Auguet tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas concernant les participations financières de l'Etat (p. 5742); Amendement de M. Demusois tendant à augmenter les participations de l'Etat (p. 5742); Amendement de M. Guillant tendant à limiter le montant des subventions de l'Etat en précisant sur quelles bases elles seront calculées (p. 5742, 5743, 5744); Art. 25: Amendements de MM. Bichet, Regaudie et Midol concernant les annuités de renouvellement du matériel (p. 5758); Art. 28: Amendement de M. Demusois relatif aux états de prévision de dépenses (p. 5759); Art. 30: Amendement de M. André Mercier tendant à limiter les emprunts par la Régie (p. 5761); Art. 31: Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer les mots « sans élections nouvelles » dans le premier alinéa (p. 5762); Amendement de M. Palewski tendant à ajouter un alinéa prévoyant un décret si un accord n'intervient pas au sujet des comités d'entreprise (p. 5763); Art. 32: Amendement de M. Midol tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 5763); Amendement de M. Regaudie tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 5764); Amendement de M. Schauffler concernant les vieux retraités d'avant 1919 de la S.T.C.R.P. (p. 5764); Art. 33: Amendement de M. David concernant le calcul des primes de gestion au personnel (p. 5765); Art. 37: Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer l'article (p. 5766); Art. 38: Amendement de M. Palewski tendant à modifier la composition de l'Assemblée générale de l'Office (p. 5768); Art. 40: Amendement de M. Auguet relatif aux attributions de l'Assemblée générale de l'Office des transports [18 décembre 1947] (p. 5804, 5805); Amendement de M. Palewski relatif au rôle du Conseil supérieur d'aménagement de la région

parisienne (p. 5805); Amendement de M. David relatif au rôle du Conseil supérieur des transports (p. 5807); Amendements de MM. Bichet, Schmidt et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées (p. 5810, 5812, 5813); Amendements de MM. Robert Schmidt et Bichet relatifs aux attributions de l'Assemblée générale de l'Office (p. 5814); Art. 41: Amendement de M. Regaudie tendant à ajouter un article nouveau prévoyant un Commissaire du Gouvernement auprès de l'Office (p. 5817, 5818, 5819); Art. 42: Amendement de M. Midol tendant à supprimer l'article (p. 5845); Amendement de M. Robert Schmidt tendant à rendre nécessaire une délibération du Conseil supérieur des transports (p. 5846); Art. 45: Amendement de M. Auguet relatif aux dépenses de fonctionnement de l'Office des transports (p. 5847); Art. 53: Amendement de M. Peytel relatif au changement de dénomination de la Compagnie du chemin de fer métropolitain (p. 5852); Amendement de M. Auguet relatif à la distribution de réserves par l'Assemblée générale de la Compagnie du chemin de fer métropolitain (p. 5853); Art. 54: Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article (p. 5853, 5854); Amendement de M. Beauquier relatif au rôle du Conseil supérieur des transports dans la coordination des transports (p. 5854); Explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5856). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: Suite de la discussion sur la réorganisation des transports [18 décembre 1947] (p. 5820). — Répond à une question: de M. Guilbert relative aux mesures prises par le Gouvernement pour éviter des catastrophes analogues à celle de Brest dues à l'explosion de cargaisons de nitrate d'ammoniaque [19 décembre 1947] (p. 5921); — de M. Duprat concernant la réduction à accorder par la S.N.C.F. aux tuberculeux et à leurs familles [19 décembre 1947] (p. 5921); — de M. Serre relative à l'amélioration des liaisons maritimes et aériennes avec l'Algérie [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: Explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement au sujet des amendements à l'article 2 (Non-existence d'un train spécial pour le général de Gaulle) [5 janvier 1948] (p. 72); — du projet de loi portant organi-

sation de la marine marchande : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 909) ; *Renvoi de la discussion* (p. 910) ; *Discussion générale* (p. 915, 916) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fayet tendant à modifier la composition du Conseil supérieur de la marine marchande* (p. 916) ; *Amendement de M. Serre tendant à modifier la composition du Conseil* (p. 917) ; *Amendement de M. Bonnet tendant à désigner un délégué au titre de l'aviation civile dans ce Conseil* (p. 917) ; *Amendement de M. Cance tendant à représenter les organisations syndicales les plus importantes* (p. 918) ; *Amendement de M. Félix Tchicaya tendant à modifier la composition du Conseil supérieur de la marine marchande* (p. 918) ; Art. 3 : *Amendement de M. Chastellain tendant à réduire les pouvoirs du Ministre des Travaux publics* [20 février 1948] (p. 935) ; Art. 6 : *Amendement de M. Cristofol tendant à permettre à l'Etat d'exiger la remise de navires* (p. 936) ; *Amendements de MM. Yvon et Cance relatifs au paquebot Pasteur* (p. 937) ; Art. 10 : *Amendement de M. Reeb relatif aux pouvoirs du Ministre intéressé jusqu'à l'installation du Conseil supérieur de la marine marchande* (p. 938) ; Art. 11 : *Amendement de M. Hamon tendant à supprimer les indemnités en cas de réquisition* (p. 939, 940) ; Art. 14 : *Amendement de M. Chastellain relatif à l'utilisation de leurs bénéfices par les sociétés* (p. 941) ; *Amendement de M. Hamon relatif aux participations que les sociétés de navigation peuvent prendre dans d'autres entreprises* (p. 941) ; *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participations par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* (p. 942) ; *Amendement de M. Hamon relatif aux placements faits par les compagnies de navigation* (p. 944, 945) ; Art. 15 : *Amendement de M. Cermolacce relatif à la fusion des Messageries maritimes et de la Société des services contractuels des Messageries maritimes* (p. 947) ; *Amendement de Mme Reyraud concernant l'apport des Messageries maritimes à la nouvelle société* (p. 948) ; Art. 19 : *Amendements de MM. Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France—Corse à la Compagnie générale transatlantique* (p. 951) ; Art. 19 : *Amendement de M. Fayet tendant à interdire tout licenciement à cause de cette loi* (p. 951, 952) ; Art. 25 : *Amendement de M. Reeb relatif au statut du personnel des compagnies de navigation* (p. 955, 956) ; Art. 25 bis : *Amendement*

*de M. Coudray tendant à inclure un article nouveau relatif à l'application de la loi sur les comités d'entreprises* (p. 956) ; Art. 27 : *Amendement de M. Courant relatif au licenciement du personnel de la direction des transports maritimes* (p. 956, 957) ; Art. 15 (en 2<sup>e</sup> délibération) : *Amendement de Mme Reyraud concernant l'apport des Messageries maritimes à la nouvelle société en formation* (p. 975) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 976, 977) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 27 : *Sa demande de suppression de l'article* [27 février 1948] (p. 1182, 1183). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur la Marine marchande*) [19 février 1948] (p. 919, 920) ; (*Discussion du budget de la Reconstruction*) [24 février 1948] (p. 1012) ; — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Accident de Thumeries)* [25 février 1948] (p. 1092, 1093) ; Chap. 805 : *Déblaiement des ports* (p. 1094, 1096) ; Chap. 907 : *Assèchement et assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* (p. 1097) ; Chap. 910 : *Equipped des ports de pêche* (p. 1098) ; Chap. 9142 : *Equipped des phares et balises* (p. 1098) ; Chap. 920 : *Travaux de défense contre la mer* (p. 1098, 1099) ; Section II, Chap. 809 : *Amendement de M. Reeb tendant à augmenter les crédits pour le matériel des sociétés de sauvetage* (p. 1099) ; Section III, Chap. 915 : *Matériel aéronautique* (p. 1100) ; Chap. 916 : *Equipped de l'aéronautique civile* (p. 1101) ; Art. 10 : *Ouverture de crédits à la S.N.C.F. pour le premier semestre 1948* (p. 1112) ; Art. 12 : *Amendement de M. Bougrain tendant à supprimer l'article* (p. 1113). — Répond à une question de M. Pierrard relative à la modernisation du port de Dunkerque [5 mars 1948] (p. 1392). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion en deuxième lecture du projet de loi portant réorganisation des transports dans la région parisienne [11 mars 1948] (p. 1642). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation des transports dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République ; Art. 19 : *Fonctions et rôle du directeur général de la Régie* [16 mars 1948] (p. 1700, 1701, 1702) ; Art. 39 : *Composition du Comité consultatif technique de l'office*

(p. 1706); Art. 41 bis : *Sa demande de suppression d'un contrôleur financier* (p. 1708); Art. 47 : *Plan d'aménagement et de répartition des transports* (p. 1709). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Valentino et Césaire sur la politique gouvernementale outre-mer [16 mars 1948] (p. 1731, 1732). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut de la Compagnie Air-France : *Question préalable posée par M. Clostermann* [16 mars 1948] (p. 1737, 1738); *Discussion générale* (p. 1743, 1744); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Faure tendant à prévoir une société d'économie mixte* [29 avril 1948] (p. 2334); *Amendement de M. Bouret tendant à faire de la Compagnie une société anonyme* (p. 2334, 2335); *Amendement de M. Bouret relatif au rôle de la Compagnie* (p. 2336); *Amendement de M. Anxionnaz tendant à rattacher le statut d'Air-France à celui de l'aviation commerciale* (p. 2336, 2337); *Amendement de M. Bouret tendant à interdire à la Compagnie de fabriquer du matériel d'aviation* (p. 2338, 2339); Art. 2 : *Amendement de M. Bouret tendant à préciser que la Société sera anonyme* (p. 2340); Art. 3 : *Amendement de M. Faure tendant à prévoir la participation des capitaux privés* (p. 2341); *Amendement de M. Bouret tendant à préciser le montant du capital* (p. 2342); Art. 4 : *Amendements de MM. Anxionnaz, Faure, Lécivain-Servoz et Bouret relatifs à la composition du conseil d'administration* (p. 2344, 2345); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à prendre des précautions contre l'extension des activités d'Air-France* (p. 2345); Art. 7 ; *Amendements de MM. Gresa et Faure relatifs au contrôle financier par l'Etat* (p. 2346); *Voyages de contrôle* (p. 2346); Art. 8 : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer l'article* (p. 2347); Art. 9 : *Amendement de M. Tourné tendant à insérer un article accordant la gratuité de transport aux invalides de guerre* (p. 2348); *Renvoi de la discussion* (p. 2348); Art. 4 : *Nouvelle rédaction de la Commission* (p. 2358); *Amendement de M. Faure tendant à modifier le conseil d'administration* (p. 2359, 2360); *Amendement de M. Bouret relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2361); *Amendement de M. Poumadère relatif à la composition de ce conseil* (p. 2362); Art. 9 : *Amendement de M. Bouret tendant à faire approuver ce statut*

*par le Conseil d'Etat* (p. 2363); *Amendement de M. Clostermann tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur des transports* (p. 2363); Art. 10 : *Amendement de M. Bouret tendant à soumettre les comptes annuels au contrôle prévu par la loi du 6 janvier 1948* (p. 2366); *Amendement de M. Faure relatif aux rapports établis par les commissaires* (p. 2366); *Amendement de M. Lécivain-Servoz relatif aux juridictions compétentes en cas de conflit avec le personnel ou des tiers* (p. 2366); Art. 11 : *Amendement de M. Faure relatif aux subventions de l'Etat et des collectivités locales* (p. 2367); Art. 12 : *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à prévoir une avance de 2 milliards par l'Etat à la Compagnie* (p. 2367, 2368); *Renvoi de la discussion* (p. 2368); Art. 5 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2371); Art. 6 : *Nouvelle rédaction de l'article concernant le président et le directeur général* (p. 2372); Article additionnel : *Amendement de M. Lécivain-Servoz tendant à insérer un article prévoyant une Convention de dix ans entre la Compagnie et l'Etat* (p. 2372); Art. 13 : *Sa demande de modification des deux derniers alinéas* (p. 2373); Art. 15 : *Amendement de M. Bouret tendant à faire participer le personnel aux bénéfices* (p. 2375); Art. 16 : *Amendement de M. Bour tendant à préciser la date de liquidation des sociétés existantes* (p. 2376); Art. 18 : *Amendement de M. Gresa relatif à l'indemnisation des porteurs d'actions* (p. 2376); *Amendement de M. Benoist tendant à exproprier sans indemnité les actionnaires ayant voté la mise à la disposition de la Lufthansa* (p. 2377); *Amendement de M. Faure relatif à la Commission fixant le prix de rachat des actions* (p. 2377); *Evaluation de la valeur de rachat des actions* (p. 2378); *Amendement de M. Bour tendant à fixer un délai de deux mois après l'inventaire pour le règlement des fonctionnaires* (p. 2378); *Amendement de M. Ramonet tendant à insérer un article interdisant aux parlementaires d'appartenir au conseil d'administration de la Compagnie* (p. 2379); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 2381, 2382); — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France : *Discussion générale* [4 mai 1948] (p. 2511); Art. 1<sup>er</sup> : *Création de la Compagnie et son objet* (p. 2512); Art. 4 : *Amendement de M. Faure tendant à céder 30 0/0 des actions à des sociétés publiques ou privées* (p. 2513); Art. 5 : *Amendement de*

*M. Clostermann tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 2514, 2515); Art. 6 : *Amendements de MM. Bouret et Palewski relatifs au rôle du directeur général* (p. 2516); Art. 7 : *Amendement de M. Palewski relatif au premier conseil d'administration provisoire* (p. 2517); Art. 10 : *Amendement de M. Dutard tendant à prévoir l'utilisation de matériel français* (p. 2517, 2518); *Longueur de la séance* (p. 2518); *Amendement de M. Bouret tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au cahier des charges* (p. 2518); Art. 11 : *Amendement de M. Montel tendant à établir des comptes distincts pour chaque ligne aérienne* (p. 2519); Art. 18 : *Amendement de M. Dutard tendant à exproprier sans indemnité les actionnaires ayant voté la cession à la Lufthansa* (p. 2520); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Rôle du Président du conseil d'administration* [2 juin 1948] (p. 3098, 3099); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 3103); — de propositions de loi relatives au tarif des lignes maritimes de Corse [19 mars 1948] (p. 2010, 2011). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le statut d'Air-France*) [27 avril 1948] (p. 2316). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'exploitation des lignes maritimes postales entre le continent et la Corse : *Discussion générale* [29 avril 1948] (p. 2369, 2370); — de propositions de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié : *Demande de discussion d'urgence* [29 avril 1948] (p. 2370); — de la proposition de résolution relative au délai de forclusion pour la souscription à l'emprunt libératoire : *Demande de discussion d'urgence* [29 avril 1948] (p. 2370, 2371). — Dépose, avec demande de discussion d'urgence, le projet de loi instituant la Compagnie Air-France, tel qu'il vient d'être repoussé [29 avril 1948] (p. 2382). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Faillite de la S.N.E.C.M.A.*) [2 juin 1948] (p. 3096). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. Chap. 100 : *Inondations de l'Isère* [21 juin 1948] (p. 3756); Chap. 1022 : *Personnel contractuel de l'administration centrale* (p. 3757); Chap. 1212 : *Parcs des Ponts et Chaussées* (p. 3758); Chap. 122 : *Conducteurs de chantiers des Ponts et Chaussées* (p. 3759); Chap. 155 : *Commissariat général au tourisme* (p. 3760); Chap. 330 :

*Institut géographique national* (p. 3761); Chap. 341 : *Acquisition de véhicules automobiles* (p. 3761); Chap. 346 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des routes et ponts* (p. 3762, 3763); Chap. 348 : *Entretien des canaux* (p. 3763); Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 3764, 3765, 3766); Chap. 509 : *Situation de la S.N.C.F. et de son personnel* (p. 3767, 3768); Chap. 700 : *Organisation et contrôle des transports routiers* (p. 3769); MARINE MARCHANDE, Chap. 100 : *Fusion des directions* [28 juillet 1948] (p. 4998); Chap. 126 : *Agents du gardiennage de la police des pêches* (p. 4999); Chap. 301 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 4999); Chap. 314 : *Surveillance des pêches maritimes (Pêche au lamparo)* (p. 4999); Chap. 316 : *Personnel des services maritimes (Pilotes)* (p. 5000); Chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritimes* (p. 5001); Chap. 403 : *Etablissement national des invalides de la marine* (p. 5002); *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5003, 5004); Chap. 405 : *Bourses aux élèves de l'enseignement maritime* (p. 5005); Chap. 406 : *Œuvres sociales pour les gens de mer* (ibid.); Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* (ibid.); Chap. 517 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 12 millions les crédits pour les services maritimes postaux* [28 juillet 1948] (p. 5006); Chap. 518 : *Subventions à l'Office technique des pêches maritimes* (p. 5007); Chap. 703 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités aux armateurs de navires perdus* [29 juillet 1948] (p. 5017); AVIATION CIVILE : *Discussion générale* (p. 5026); Chap. 100 : *Sa réponse aux divers orateurs au sujet de l'aviation légère et sportive* (p. 5029, 5030); Chap. 139 : *Personnel contractuel de l'aviation légère* (p. 5031); Chap. 320 : *Matériel de l'aviation légère et sportive* (p. 5032); Chap. 342 : *Entretien du parc automobile* (ibid.); Chap. 352 : *Entretien des bases aériennes (Aérodrome de Perpignan)* (p. 5034); Chap. 500 : *Subventions aux aéro-clubs* (p. 5035); Chap. 519 : *Exploitation des lignes aériennes françaises* (p. 5035). — Répond à une question : de M. Verneyras relative à la remise en vigueur des tarifs réduits de week-end [9 juillet 1948] (p. 4536); — de M. Cermolacce relative aux tarifs réduits consentis aux voyageurs des lignes de chemin de

fer de Corse [9 juillet 1948] (p. 4536). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics et des Transports* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre des Travaux publics et des Transports* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363); et du *Tourisme* (*J. O.* du 28 juillet, p. 7426).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5571). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics et des Transports* [31 août 1948] (p. 6404) — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre des Finances et des Affaires économiques* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 3 : *Impôt sur véhicules des sociétés* [18 septembre 1948] (p. 6667, 6668, 6669) ; Amendement de M. Peytel tendant à baisser le taux de l'impôt sur les véhicules des sociétés (p. 6670) ; Art. 5 : Amendement de M. Baylet relatif aux modifications de l'impôt sur les traitements et salaires (p. 6673) ; Art. 14 : Amendement de M. Benoist tendant à augmenter les allocations en essence pour les prioritaires (p. 6691) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes du Pacifique sud : *Discussion générale* [24 septembre 1948] (p. 6899). — Est entendu sur les questions orales : *Longueur de l'enquête nécessaire pour répondre aux questions orales* [17 décembre 1948] (p. 7696). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la sécurité sociale [17 décembre 1948] (p. 7700) ; Art. 3 : Amendement de M. Bartolini tendant à faire bénéficier des prestations les militaires en retraite dès l'âge de 50 ans (p. 7701) ; Amendements de MM. Fagon et Segelle tendant à ne pas accorder les prestations à tous les militaires atteints d'une invalidité

de 50 0/0 (p. 7702) ; Amendement de M. Mazier tendant à inclure les mutilés et veuves de guerre ne pouvant exercer de profession (p. 7702, 7703) ; Art. 6 : Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques (p. 7704) ; Art. 8 : Amendement de M. Segelle tendant à rendre autonome la Caisse de sécurité sociale pour les militaires (p. 7706) ; Art. 3 : (suite) : Amendement de M. Mazier tendant à accorder les prestations aux veuves de guerre et mutilés incapables d'exercer une activité (p. 7706) ; Art. 13 : Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer (p. 7709, 7710) ; Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un régime spécial pour les familles des soldats servant outre-mer et résidant dans la métropole (p. 7710) ; Art. 15 : Amendement de M. Viatte tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la date du 1<sup>er</sup> juin 1949 à celle du 1<sup>er</sup> février 1949 (p. 7712) ; — de l'interpellation de M. Viatte sur les prestations familiales aux travailleurs indépendants : *Discussion générale* (Ses observations sur les rentrées irrégulières des cotisations des professions libérales, la suppression de la participation de l'Etat et le paiement de la cotisation des non-salariés par les personnes morales) [17 décembre 1948] (p. 7733) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 13 bis : Amendement de M. Félix tendant à prévoir la réforme des entreprises nationalisées et de la sécurité sociale [23 décembre 1948] (p. 7924) ; Art. 14 bis : Amendement de M. Hugues relatif aux hôtels sous séquestre (p. 7932) ; Art. 3 : Amendement de M. Bergeret tendant à réduire les crédits pour reconstruction du réseau S. N. C. F. (p. 7950, 7951) ; Amendement de M. Vedrines tendant à réduire de 1 million les crédits pour le fonds de modernisation et d'équipement (p. 7953) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale [29 décembre 1948] (p. 8091, 8092, 8099, 8100) ; Art. 11 : Amendement de M. Tournaud tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examen pour le brevet élémentaire (p. 8104) ; Art. 13 : Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1926 (p. 8105) ; Art. 15 : Demande de disjonction de

*M. Paumier de l'article élevant la taxe sur la viande abattue* (p. 8105); Art. 18 : *Application de la réforme fiscale* (p. 8105, 8106); Art. 19 : *Réduction des droits de mutation perçus au profit des communes* (p. 8106); Art. 24 : *Amendement de M. Temple tendant à supprimer l'obligation du paiement par chèque aux notaires au-dessous de 200.000 francs* (p. 8107); Art. 26 : *Sa demande de disjonction des articles 26 à 32* (p. 8107, 8108, 8109); Art. 39 : *Amendement de M. Touchard tendant à exonérer les associations d'anciens combattants de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 8110); Article additionnel : *Amendement de Mme Boutard tendant à augmenter la participation du Trésor à la restauration de l'habitat rural* (p. 8111); *Amendement de M. Paumier tendant à majorer les prêts consentis aux artisans* (ibid.); *Amendement de M. Mauroux relatif à la taxe alimentant le fonds forestier* (p. 8112); *Amendement de M. Couston tendant à subventionner les aéro-clubs* (p. 8113); *Amendement de M. Gresa tendant à détaxer l'essence consommée par les clubs d'aviation* (p. 8113); *Amendement de M. Cayeux tendant à augmenter le délai pour faire valoir le droit à pension en raison de la loi du 20 septembre 1948* (p. 8114); *Amendement de M. Cayeux tendant à autoriser la création de sociétés coopératives d'achat* (p. 8114, 8115); *Amendement de M. Ruffe tendant à rétablir la commission paritaire des planteurs de tabac* (p. 8115, 8116); *Amendement de M. Pleven tendant à augmenter les avances remboursables à la Banque coopérative des sociétés ouvrières de production* (p. 8117); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Auguet tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif à l'application de la réforme fiscale* [31 décembre 1948] (p. 8322, 8323); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur : *Discussion générale (Répression des délits commis par les mineurs en grève)* [30 décembre 1948] (p. 8126, 8127). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débats sur la proposition de loi relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi*) [30 décembre 1948] (p. 8127). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8128, 8129); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement*

*de M. Bas tendant à préciser toutes les catégories de Français intéressées par la loi* (p. 8129, 8130); *Explications de vote sur l'ensemble (Liquidation des dommages causés par l'armée américaine)* (p. 8130); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8154, 8155); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de modification assimilant spoliés et sinistrés* (p. 8155, 8156); Art. 2 : *Amendement de M. Mondon tendant à fixer un délai de trois mois pour l'application de la loi* (p. 8156); — du projet de loi portant création de subventions spéciales aux collectivités locales pour 1948 : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8170); — du projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux (4<sup>e</sup> trimestre 1948); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. A. Denis tendant à porter l'allocation à 2.500 francs par mois* [31 décembre 1948] (p. 8201); *Élévation à 1.600 francs de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 8201, 8202, 8203, 8204, 8205); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8207); Art. 1<sup>er</sup> : AGRICULTURE : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts* (p. 8209); MARINE MARCHANDE : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts* (p. 8211); Art. 6 : *Utilisation des fonds de la Caisse d'épargne* (p. 8215); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la Sécurité sociale aux étudiants* [31 décembre 1948] (p. 8220, 8221); *Adductions d'eau dans les campagnes* (p. 8221); *Vote ultérieur d'un collectif d'annulation* (p. 8223); AGRICULTURE : *Amendement de M. Desjardins tendant à réduire de 2 millions les crédits pour la direction des affaires professionnelles et sociales* (p. 8225); EDUCATION NATIONALE : *Amendement présenté par M. Garaudy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits (Observations sur les constructions scolaires et les sanatoria d'étudiants)* (p. 8226); FINANCES : *Amendement de M. Auguet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Observations sur le Centre de mécanographie)* (p. 8227, 8228); *Amendement de M. Poimboeuf tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (Ses observations sur le budget de l'Economie nationale)* (p. 8228); *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits (*Crédits accordés aux artisans*) (p. 8229); Amendement de M. Robert Chambeiron tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (*Observations sur l'Impex et les comptes spéciaux du Trésor*) (p. 8229); JUSTICE : Amendement de M. Camphin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits (*Observations sur les grévistes mineurs*) (p. 8233); MARINE MARCHANDE : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (*Observations sur la reconstitution de la Marine marchande*) (p. 8235, 8236); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Amendements de MM. Billat, Midol et Dutard tendant à réduire les crédits (*Observations sur l'entretien du réseau routier et l'aménagement de l'Isère et du Drac*) (p. 8238); Art. 4 bis : Sa demande de réserver l'article (p. 8256); Art. 10. Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article (p. 8257); Amendement de M. Fagon relatif aux intégrations dans le cadre des administrateurs civils (p. 8258); Art. 14 bis : Sa demande de rétablir l'article (p. 8259); Art. 17 : Amendement de M. Fagon tendant à majorer les allocations familiales des fonctionnaires (p. 8260); Art. 19 : Sa demande de rétablir l'article (ibid.); Présente ses vœux à M. le Président Herriot et à l'Assemblée Nationale (ibid.); Art. 24 : Sa demande de rétablir l'article (p. 8260, 8261); Art. 30 bis : Sa demande de rétablir l'article (p. 8261, 8262); Art. 37 bis : Amendement de M. Taillade tendant à reporter au 31 janvier 1949 la majoration de 10 0/0 sur les contributions non acquittées en temps voulu (p. 8263); Amendement de M. Caron tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins de guerre (p. 8264); Amendement de Mme Mathilde Péri tendant à accorder une pension aux orphelins majeurs atteints d'infirmité (p. 8265); Amendement de M. Abelin tendant à faire rembourser les avantages perçus indûment par des fonctionnaires (p. 8266); Amendement de M. Pleven relatif au paiement de la taxe sur les transactions par les établissements industriels de l'Etat (p. 8266); Art. 41 bis : Tarifs réduits accordés par les P. T. T. (p. 8271, 8272); Art. 42 : Augmentation de la taxe radiophonique (p. 8275); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Baylet tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour le Ministère des Travaux publics et des Transports [31 décembre 1948] (p. 8341, 8342);

Art. 18 bis : Sa demande de disjonction de l'article relatif au compte rendu semestriel de l'emploi des crédits (p. 8342, 8343); Art. 30 bis : Traitements et indemnités des magistrats de la France d'outre-mer (p. 8343, 8344); Art. 38 : Budget annexe de la Radiodiffusion (p. 8345); Explications de vote sur l'ensemble (ibid.); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes : Discussion générale [31 décembre 1948] (p. 8317, 8318). — Répond à une question de M. Christiaens relative à l'approvisionnement des économats et coopératives de la S. N. C. F. [18 février 1949] (p. 696). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : Discussion générale (*Ses observations sur l'accident de Port-d'Atelier*) [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1051, 1053); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir pour trois mois un crédit de 67.250 millions [2 mars 1949] (p. 1137, 1138, 1139); Amendement de M. Louvel tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 18 milliards pour l'Electricité et le Gaz de France (p. 1140); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le remplacement du vieux matériel de la S. N. C. F. (p. 1142); Amendement de M. Michel tendant à fixer un délai pour le dépôt du plan de modernisation et d'équipement (p. 1142, 1143); Etat A : Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 2 milliards les prêts à la S. N. C. F. (p. 1144, 1145, 1146); Nécessité d'augmenter les prêts à la S. N. C. F. de 800 millions (p. 1147); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S. N. C. F. (p. 1148); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme : Discussion générale [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1068, 1070, 1071, 1072); Etat A, Chap. 100 : Traitements du Ministre et personnel titulaire (p. 1072, 1073); Chap. 105 : Indemnités pour heures supplémentaires (p. 1073); Chap. 106 : Indemnités des ingénieurs des Ponts et Chaussées (p. 1073); Chap. 116 : Personnel spécialisé du contrôle des transports (p. 1074); Chap. 124 : Ouvriers des parcs et ateliers des Ponts et Chaussées (p. 1075, 1076); Chap. 133 : Commissariat général au tourisme (p. 1076, 1077); Chap. 141 : Personnel du contrôle des transports routiers (p. 1077); Chap. 301 : Matériel de l'administration centrale (p. 1077, 1078);



Chap. 302 : *Frais de déplacement du personnel des Ponts et Chaussées* (p. 1078); Chap. 308 : *Matériel du service des Ponts et Chaussées* (p. 1078, 1079); Chap. 314 : *Matériel de l'Institut géographique national* (p. 1079); Chap. 323 : *Frais de correspondance* (p. 1080); — Chap. 324 : *Acquisition d'automobiles* (p. 1081); Chap. 328 : *Entretien des routes et ponts* (p. 1081); Chap. 332 : *Phares, balises et signaux* (p. 1081, 1082); Chap. 510 : *Subvention pour déficit d'exploitation des sociétés de transport de la région parisienne* (p. 1082); Chap. 512 : *Insuffisance d'exploitation des chemins de fer secondaires* (p. 1083); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1717, 1718, 1719). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la S. N. C. F. : *Sa demande de renvoi à la suite* [31 mai 1949] (p. 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* (*Ses observations sur la révocation de M. Lemaire, directeur général de la S. N. C. F.*) [31 mai 1949] (p. 2937, 2938, 2939, 2960, 2961, 2962); *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* (p. 2965, 2966, 2967, 2969); Art. 5 : *15 milliards d'économies à réaliser par la S. N. C. F. sur les travaux en cours* (p. 2993); Art. 5 bis : *Amendement de M. Schmidt et M. Dusseaulx tendant à interdire le développement de l'activité routière de la S. N. C. F.* (p. 2994); Art. 6 : *Amendement de M. Schmidt tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* (p. 2998); *Sous-amendement de M. Bour tendant à ajouter les chargés aux diverses servitudes* (p. 2999, 3000); *Sous-amendement de M. Bour relatif à l'harmonisation des horaires des autocars et des trains* (p. 3000); *Sous-amendement de M. Truffaut relatif aux conditions de transport entre le continent et les îles littorales* (p. 3000); *Sous-amendement de M. Elain tendant à fixer la date d'application de coordination* (p. 3000, 3001); *Sous-amendement de M. Pléven relatif au recours possible aux départements et communes lésés par le déclassement des voies ferrées* (p. 3001, 3002); *Sous-amendement de M. Mazier tendant à soumettre les services routiers aux*

*obligations des services publics* (p. 3002); *Sous-amendement de M. Delcos tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux pouvoirs du Ministre* (p. 3003); Art. 7 : *Avenants modifiant la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F.* (p. 3003, 3004); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*Dispositions générales*); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à réduire de 1 million la subvention à la S. N. C. F.* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4035); Art. 5 bis : *Interdiction à la S. N. C. F. d'accroître ses participations financières* (p. 4036, 4037); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par M. Poumadère, de l'article relatif à la coordination des transports* (p. 4039, 4040); *Amendement de MM. Penoy, Mallez et Peytel tendant à disjointer l'article* (p. 4043, 4044, 4045); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9039 : *Amendement de M. Ginestet tendant à augmenter de 200 millions les subventions aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* [5 juillet 1949] (p. 4189); RECONSTRUCTION; Chap. 8079 : *Amendement de M. Courant tendant à rétablir les crédits demandés pour l'urbanisme des villes sinistrées* (p. 4207); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrage d'art* (p. 4210); Chap. 805 : *Déblaiement des ports* (p. 4211); Chap. 901 : *Entretien des routes nationales* (p. 4211); Chap. 9069 : *Travaux de défense contre les eaux* (p. 4212); Chap. 9179 : *Travaux et installations d'aérodromes* (p. 4212); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 18 bis : *Programmes d'achat d'Air-France* [7 juillet 1949] (p. 4371, 4372); Art. 29 : *Avances à la S. N. C. F.* (p. 4375, 4376, 4377). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Bidault) [décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'accident de l'avion Paris — New York survenu aux Açores [15 novembre 1949] (p. 6103, 6104, 6105). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 29 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer l'ar-*

*ticle relatif à l'utilisation de la contre-valeur de l'aide Marshall* [27 décembre 1949] (p. 7399); Art. 43 : *Ouverture de crédits à la S.N.C.F.* (p. 7420); *Amendement de M. Poumadère tendant à étudier les moyens d'équilibrer le budget S.N.C.F.* (p. 7421, 7422); *Amendement de M. Gaillard tendant à bloquer les trois quarts des crédits accordés à la S.N.C.F. jusqu'à la réalisation de réformes* (p. 7423); Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour la Compagnie Air-France* [28 décembre 1949] (p. 7479, 7480); *Amendement de M. Bergasse tendant à réduire les crédits de 32 milliards 500 millions, montant du prêt accordé à la S.N.C.F.* (p. 7482); *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 25 milliards les crédits d'investissements* (p. 7484); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 747); Art. 2 : *Crédits destinés aux dépenses civiles (Travaux d'aménagement de l'Isère)* (p. 765); Art. 4 : *Ouverture de crédits pour les dommages de guerre et les investissements, situation financière de la S. N. C. F.* (p. 773); *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour les crédits destinés aux dommages de guerre et investissements* (p. 775, 776, 777); Art. 5 : *Ouverture de crédits pour les investissements (Crédits réservés à Air-France)* (p. 781); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au personnel des entreprises publiques* [2 février 1950] (p. 912); *Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa relatif aux professions du transport* (p. 913, 914). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin : *Discussion générale (Ses observations sur son activité au ravitaillement et les exportations de vin en Suisse)* [29 mars 1950] (p. 2601, 2602, 2603); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour*

*les Charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2913); *Amendement de M. Védrières tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Gaz de France* (p. 2917); *Amendement de M. Gresa tendant à réduire de 1 million les crédits pour Air-France* (p. 2918); Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour le tourisme* (p. 2929, 2930); *le retire* (p. 2931); *Amendement de M. Gaillard tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les investissements en Indochine* (p. 2937, 2938); Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts sociaux* (p. 2939); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales; *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3810, 3811, 3812); *Son ordre du jour approuvant la lutte contre la fraude fiscale* (p. 3816); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1160 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel du contrôle des transports* [7 juin 1950] (p. 4401); Chap. 1330 : *Commissariat général au tourisme* (p. 4404, 4405); Chap. 3300 : *Entretien des routes et ponts (Route de Lyon)* (p. 4411); Chap. 5150 : *Prise en charge par l'Etat du déficit de la S.N.C.F.* (p. 4430, 4431, 4432); *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Licenciements de la S. N. C. F.)* (p. 4436); AVIATION CIVILE, Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de la navigation aérienne* [19 juin 1950] (p. 4990); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour l'aviation légère et sportive (Fusion avec l'aviation militaire)* (p. 4992, 4993); Chap. 3020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les carburants du groupement aérien du Ministère* (p. 4996); Chap. 3210 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique (Accident du Latécoère 631)* (p. 4999, 5000); Chap. 5020 : *Couverture du déficit d'Air-France* [20 juin 1950] (p. 5021); *Amendement de M. Marius Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Licenciement de personnel)* (p. 5025). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations*

sur la publication du rapport sur l'accident d'aviation des Açores [21 juin 1950] (p. 5095). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8035, 8036, 8037); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 8057); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9285, 9286, 9291); Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser des réductions sur les tarifs voyageurs* (p. 9304); Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F. par une subvention de 70 milliards* (p. 9307); Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à supprimer l'article bloquant 35 milliards destinés à la S. N. C. F.* [22 décembre 1950] (p. 9476, 9477); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9769, 9770, 9771, 9772, 9773, 9774, 9775); *Fixation de la date du vote sur la question de confiance* (p. 9821); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards compensé par des recettes nouvelles (Attitude du Conseil de la République)* [5 janvier 1951] (p. 210, 211, 213); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 15 : *Maintien de la taxe d'encouragement à la production textile* [30 décembre 1950] (p. 9885); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Matériel de l'aviation légère et sportive (Dégâts de l'aérodrome du Mans)* [14 mars 1951] (p. 1932); Chap. 5040 : *Subventions au déficit d'Air-France (Maintien de l'exploitation des lignes déficitaires, choix de nouveau matériel)* (p. 1949, 1950, 1951, 1952); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Poumadère tendant à bloquer la moitié des crédits pour Air-France tant que ne sera pas promulgué le statut du personnel navigant* [16 mars 1951] (p. 2053, 2054); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 5 : *Son amendement tendant à soumettre les économies aux Ministères techniques intéressés* [8 mai 1951] (p. 4812); Art. 7 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à vendre le carburant agricole la moitié du*

*prix de l'essence ordinaire* (p. 4832); Art. 17 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux modifications de la convention du 31 août 1937 avec la S. N. C. F.* (p. 4836, 4837); Art. 7 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à fixer le prix du carburant agricole à la moitié du prix de l'essence ordinaire* [9 mai 1951] (p. 4896, 4897); Art. 1<sup>er</sup> : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur la subvention aux organismes de tourisme* (p. 4898); *5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* (p. 4899); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Art. 2. Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Prêts pour l'équipement touristique* [9 mai 1951] (p. 4877); Article additionnel : *Amendement de M. Leenhardt tendant à accorder l'aide de l'Etat aux entreprises qui lanceront des emprunts en 1951* (p. 4884).

#### PIROT (M. Georges), Député de l'Indre.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), 23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné pour les fonctions du juré de la Haute Cour justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (F. n° 370).

#### Dépôts :

Le 21 mars une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'adjudication du droit de chasse dans les forêts domaniales, n° 1020. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du poisson, n° 1483. — Le 24 février 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3535. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de

ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles qui en feront la demande une quantité d'avoine égale en poids à la quantité de blé qu'ils auront à livrer au ravitaillement concernant la prochaine récolte, n° 4772. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une détaxe en faveur des carburants agricoles, n° 5694. — Le 3 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté d'approvisionnement et à uniformiser la qualité du pain, n° 7356. — Le 16 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté d'approvisionnement et à uniformiser la qualité du pain ; 2° de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté de choisir leurs meuniers, n° 7489. — Le 24 novembre 1949, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté d'approvisionnement et à uniformiser la qualité du pain ; 2° de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté de choisir leurs meuniers ; 3° de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers et aux pâtisseries le libre choix de leur meunier, n° 8484. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de Mme Marie Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin aux importations de chevaux, n° 8746. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Juge et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en temps utile à la disposition des caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles les crédits nécessaires afin que ces der-

nières puissent payer les prestations aux intéressés dans les délais réglementaires, n° 8747. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur la région de Chabris et des environs dans le département de l'Indre, n° 10082. — Le 8 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le taux du blutage des farines panifiables, n° 10215. —

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 362 : *Contribution de l'Etat aux dépenses entraînées par les conseils agricoles départementaux* [12 juin 1947] (p. 2064). — Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne [28 novembre 1946] (p. 35). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AGRICULTURE, Chap. 314 : *Ecoles d'agriculture d'hiver* [25 mai 1948] (p. 2909); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Amendement de M. Lenormand tendant à accorder un sursis de trois ans aux chefs de famille exploitants, installant un de leurs enfants dans un fonds réuni au leur* [17 décembre 1948] (p. 7671); — d'une proposition de loi relative aux impôts sur les bénéficiaires agricoles; Article unique : *Amendement de M. Rochet tendant à maintenir les impôts pour 1949 au chiffre de ceux de 1948* [8 mars 1949] (p. 1332); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1914); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 22 : *Prêt à la Caisse nationale de Crédit agricole en faveur des anciens prisonniers de guerre et déportés* [7 juillet 1949] (p. 4373); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1630 : *Service des haras* [24 mai 1950] (p. 3895, 3896); Chap. 3550 : *Amendement de M. Castera tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly* (p. 3934); Chap. 4050 : *Bourses pour les écoles d'agricul-*

ture (p. 3936); Chap. 5160 : *Amendement de M. Trioart tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement à la sélection animale (centres d'insémination artificielle)* (p. 3953); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article permettant à des agriculteurs seulement l'achat de certaines terres* [20 décembre 1950] (p. 9382); Art. 6 : *Son amendement tendant à permettre aux tribunaux paritaires de réviser tous les baux conclus à des prix anormaux* [16 février 1951] (p. 1238); Art. 7 : *Son amendement relatif aux formalités du congé signifié par le bailleur* [6 avril 1951] (p. 2842); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION.** Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages agricoles* [18 avril 1951] (p. 3477); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour 1951; **Etat A. AIR,** Chap. 9000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (base américaine de Châteauroux)* [18 mai 1951] (p. 5421)

**PLEVEN (M. René),** Député des Côtes-du-Nord.

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de la Défense nationale*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

*Président du Conseil*

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Vice-Président du Conseil.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948]

(p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] p. 195). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national d'épargne [11 mars 1947] (p. 796). — Est nommé par la Commission des finances en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Caisse autonome de la reconstruction [24 juin 1948] (J. O. p. 6179).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à maintenir le régime des délégations de soldes et de traitements et celui des allocations militaires, institués en faveur des veuves et ayants droit de victimes de la guerre 1939-1946, **n° 61.** — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque d'accidents du travail aux organismes de sécurité sociale, **n° 205.** — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à conférer la qualité d'ancien combattant aux marins du commerce et marins pêcheurs remplissant certaines conditions de navigation pendant les hostilités, **n° 395.** — Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à rétablir dans l'intégralité de leurs droits à pension les veuves de guerre remariées, âgées de 60 ans au moins, et redevenues veuves ou divorcées, **n° 407.** — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves, des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées en 1944, sur le territoire métropolitain, **n° 647.** — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux militaires auxquels une solde de dégageement des cadres a été accordée en application de l'article 11 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 d'opter pour la pension prévue par cette loi, **n° 716.** — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à supprimer la déchéance annale en matière d'arrérages de pensions et de retraites du combattant, **n° 751.** — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution relative à la mort tragique de deux ministres cochim-hinois, **n° 1200.** — Le 3 juin 1947, un extrait du rap-

port général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), état A : Travaux publics et Transports (II. — Secrétariat général de la Marine marchande), n° 1556. — Le 11 août 1947, une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution par la fusion de l'Assemblée de l'Union française avec le Conseil de la République, cette dernière Assemblée devenant le Conseil de la République et de l'Union française, n° 2384. — Le 14 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 29 avril 1940 modifié par la loi du 7 mai 1946 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricoles, n° 2650. — Le 14 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élever, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1947, les abattements à la base appliqués, au département de la Réunion, pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et de l'impôt général sur le revenu, n° 2652. — Le 29 novembre 1947, une proposition de loi tendant à déclarer que le Général Leclerc a bien mérité de la Patrie, n° 2736. — Le 29 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la dévaluation du franc G.F.A., n° 3182. — Le 13 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Juglas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux territoires où circule le franc C.F.A. les mesures de dévaluation qu'il a appliquées dans la métropole ; 2<sup>o</sup> de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux départements d'outre-mer les mesures de dévaluation appliquées dans la métropole, n° 3382. — Le 18 février 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi portant organisation de la marine marchande, n° 3453. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'ordre du Méritime maritime,

n° 3853. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prévoyant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'Etat, n° 3951. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 14 août 1947 n° 47-1501 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 3953. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Travaux publics et Transports, II. — Marine marchande, n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Travaux publics et Transports, II. — Marine marchande, (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-45) n° 4046. — Le 8 juin 1948, une proposition de loi tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés, n° 4478. — Le 9 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés, n° 4502. — Le 15 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans la répartition des métaux ferreux, un secteur libéré au profit des petits utilisateurs ruraux, n° 4556. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi plaçant la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation sous un statut provisoire en vue de sa

réorganisation, n° 4629. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale plaçant la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation sous un statut provisoire en vue de sa réorganisation, n° 4796. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à autoriser le Ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes, n° 5024. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'Etat, n° 5025. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, n° 5311. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930, instituant l'ordre du Mérite maritime, n° 5320. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime à l'occasion de la dissolution de la Direction des transports maritimes, n° 5367. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant création d'un contingent spécial et annuel de croix du Mérite maritime à l'occasion de voyages officiels du Président de la République, n° 5368. — Le 25 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et

de la pêche, n° 5382. — Le 27 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins-pêcheurs et plaisanciers de La Ciotat, privés de leurs bateaux, à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port, n° 5400. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 350.000 francs pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 5778. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter en ce qui concerne les travaux d'électrification des communes de moins de 1.200 habitants, l'article premier du titre premier de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 5897. — Le 27 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à consentir des avances aux Houillères nationales, n° 5941. — Le 28 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit au Ministre de l'Industrie et du Commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 (Participation au déficit d'exploitation du Gaz de France), n° 5958. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédit au Ministre de l'Industrie et du Commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 (Participation au déficit d'exploitation du Gaz de France), n° 6046. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à fixer, pour 1949, la valeur en argent attribuée à chaque espèce de journée de prestations, n° 6166. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. René Pleven tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 350.000 francs pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 6179. — Le 27 janvier 1949, un rapport au

nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à fixer, pour 1949, la valeur en argent attribuée à chaque espèce de journée de prestations, n° 6190. — Le 8 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 79 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6240. — Le 4 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949 ; II. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre de 1949, n° 6334. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Marine marchande par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6520. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux orphelins de guerre dont la mère est décédée, le bénéfice des suppléments familiaux de pension ; et d'autre part, à la personne non salariée qui les aurait recueillis, le bénéfice du salaire unique, n° 6549. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements, n° 6550. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gaillard tendant à modifier l'article 30 de la loi du 21 mars 1947 n° 47-520 relative à diverses dispositions d'ordre financier, n° 6772. — Le 10 mars 1949, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article premier de la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette Sous-Commission pendant l'année 1948, n° 6774. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (Reconstruction, modernisation et équipement) pour le mois de mars 1949, n° 6789. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis

donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949, n° 6993. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter la liste des inéligibilités prévues par le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875 modifié par l'article 45 de la loi du 5 octobre 1946, 7263. — Le 23 juin 1949, un avis au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation et à la protection des secrets de la Défense nationale, n° 7604. — Le 9 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir au plus vite l'Assemblée Nationale d'un projet de loi destiné à protéger le public contre les agissements des entreprises dites « Sociétés de crédit différé », n° 7838. — Le 27 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la réorganisation des Sociétés Nationales de Constructions Aéronautiques et de la Société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Aviation et à la protection des secrets de la Défense nationale, n° 8053. — Le 13 décembre 1949, un projet de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-1054 du 2 août 1949 relative à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air, n° 8704. — Le 7 février 1950, un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, avec traitement, à attribuer aux Personnels militaires des Armées actives de terre, de mer et de l'air, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 9191. — Le 16 février 1950, un projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, n° 9242. — Le 23 février 1950, un projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1928 concernant le recrutement des officiers de Justice militaire, n° 9306. — Le 8 mars 1950, un projet de loi modifiant à titre



provisoire les articles 54, 55 et 58 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, n° 9443. — Le 14 mars 1950, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la Place de Miliana (Algérie), n° 9465. — Le 14 mars 1950, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Laghouat (Algérie), n° 9466. — Le 14 mars 1950, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la Place de Nemours (Algérie), n° 9467. — Le 14 mars 1950, un projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire en faveur des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en opérations en Indochine, n° 9471. — Le 28 mars 1950, un projet de loi portant incorporation de la Gendarmerie de l'Air et de la Gendarmerie Maritime dans la Gendarmerie Nationale, n° 9639. — Le 2 mai 1950, un projet de loi portant fixation d'un programme aérien, n° 9819. — Le 6 mai 1950, une lettre rectificative au projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, n° 9888. — Le 30 mai 1950, un projet de loi modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 10100. — Le 8 juin 1950, un projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'Armée de l'Air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la Météorologie nationale en service dans ces détachements, n° 10221. — Le 23 juin 1950, un projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française, n° 10445. — Le 20 juillet 1950, une 11<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10651. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, n° 11024.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES; Art. 22 : *Amendement de M. Eugène Rigal relatif au forfait de l'impôt sur les B.I.C.* [21 décembre 1946] (p. 227); Art. 22 bis : *Sa demande de disjonction de l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* (p. 230); Art. 126 : *Son amendement tendant à obtenir des avances pour la Caisse nationale de crédit agricole* [22 décembre 1946] (p. 260); *Ses observations sur l'ensemble* [22 décembre 1946] (p. 275). — Est entendu au cours du débat : sur les événements d'Indochine [22 décembre 1946] (p. 263); — sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Son amendement tendant à insérer après l'article 80 un nouvel article en vue de considérer comme à la charge des parents, au point de vue de l'impôt général sur le revenu, les jeunes gens volontaires entre 1939 et 1946 et dont les études ont été retardées de ce fait* [7 février 1947] (p. 257); *Son amendement tendant à accorder aux sous-officiers et aux officiers de carrière déçagés des cadres l'amélioration de situation consentie aux personnels en activité* (ibid.); *le retire* (p. 258); *Son amendement tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* (ibid. et p. 262); *Son amendement tendant à insérer trois nouveaux articles en vue de mettre à la disposition de la Caisse centrale de crédit hôtelier et de la Chambre syndicale des banques populaires, des avances portant intérêt au taux de 2 0/0 et remboursables en quinze ans* (p. 263). — Prend part à la discussion du projet de loi completant et modifiant la législation économique; Art. 11 : *Son amendement tendant à faire désigner des gérants aux entreprises fermées pour sanction économique* [14 février 1947] (p. 339); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art 11 bis : *Son amendement tendant à repousser la disjonction de l'article sur la déduction du déficit d'exploitation des amendes infligées* [20 mars 1947] (p. 969 et 970). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints;

Art. 4 : *Son amendement tendant à n'autoriser le cumul d'une indemnité parlementaire avec les indemnités de maire et adjoint qu'à concurrence de 50 0/0 de ces dernières indemnités* [25 février 1947] (p. 448); *Amendement de M. Demusois tendant à permettre, lorsque le maire est Député et se trouve empêché d'exercer son mandat de maire, de déléguer son indemnité à l'adjoint qui le remplace* (p. 449). — Prend part à la discussion : de l'interpellation sur la politique française en Indochine [13 mars 1947] (p. 834) [18 mars 1947] (p. 894 à 896); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1020, 1021, 1026, 1027); — du projet de loi instituant la carte d'acheteur du commerce du bétail et de la viande; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à attribuer la carte aux établissements hospitaliers* [28 mars 1947] (p. 1264); *le retire (ibid.)*. — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles M. le Ministre de la Guerre a pris la décision de rompre au détriment de certaines régions du territoire français, et notamment des départements bretons, le principe de l'égalité de tous les Français devant les obligations militaires [6 mai 1947] (p. 1476); est entendu sur la date de discussion de cette interpellation [9 mai 1947] (p. 1568, 1569, 1570). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de discussion de son interpellation sur les conditions d'appel sous les drapeaux de la classe 1947* [9 mai 1947] (p. 1548). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux événements de Madagascar : *Soutient l'ordre du jour de M. Gaston Defferre* [9 mai 1947] (p. 1563, 1564); *Ordre du jour de M. Jacques Duclos comportant l'institution d'une commission parlementaire d'enquête (ibid.)*; — sur les opérations électorales du territoire du Tchad [20 mai 1947] (p. 1691). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 129 : *Son amendement tendant à préciser que dans le délai de six mois le Gouvernement devra saisir l'Assemblée d'un projet de loi sur l'éducation physique de la jeunesse* [29 mai 1947] (p. 1806); *le retire (ibid.)*; Art. 130 septièm : *Son article additionnel tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 les dispositions prises en faveur*

*des veuves de guerre* [30 mai 1947] (p. 1841, 1842); DÉPENSES CIVILES, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 505 : *Incorporation de la prime de production dans les tarifs des hôtels* [19 juin 1947] (p. 2252, 2253); P. T. T., BUDGET ANNEXE : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2946); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SecrÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [18 juillet 1947] (p. 3182, 3183, 3184, 3185); Chap. 317 : *Organisation du pilotage* (p. 3195); Chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritime* (p. 3205); Chap. 341 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour achat d'automobiles* (p. 3207, 3208); Chap. 342 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour entretien du matériel automobile* (p. 3208); Chap. 403 : *Subventions à l'Etablissement des invalides de la marine* (p. 3209); Chap. 518 : *Subvention à l'Office scientifique des pêches maritimes* (p. 3215); RECONSTRUCTION ET URBANISME; Chap. 101 : *Services extérieurs* [19 juillet 1947] (p. 3254, 3255); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3294); Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de la guerre* (p. 3328); — dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 quinquies : *Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947] (p. 3781); Art. 14 : *Son amendement tendant à augmenter les avances de l'Etat à la Caisse nationale de crédit agricole* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3855); *Continuation de la discussion* (p. 3870); Article additionnel : *Son amendement tendant à augmenter les avances de l'Etat à la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 3872). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 2 : *Primes attribuées aux cultivateurs et leur incidence sur le budget; Sa demande de renvoi pour avis à la Commission des finances* [5 juin 1947] (p. 1936, 1937, 1938); Art. 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1958, 1960); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances;

Art. 14 : *Amendement de M. Segelle tendant à ne pas indemniser les compagnies d'assurances* [10 juin 1947] (p. 2007). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre et de leurs ayants droit [12 juin 1947] (p. 2074); la retire [25 juillet 1947] (p. 3575). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2117, 2118); — sur une proposition de loi tendant à réglementer le droit de grève dans les services publics : *Urgence de la discussion* [18 juin 1947] (p. 2176, 2177, 2178); — sur les interpellations relatives à la conférence de Moscou : *Heure de la discussion* [20 juin 1947] (p. 2291). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 50 milliards les dépenses que le Gouvernement doit assurer* [23 juin 1947] (p. 2353, 2354, 2355); Art. 4 : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à supprimer cet article relatif au délai de paiement du quatrième quart de l'impôt de solidarité nationale* (p. 2360); Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* (p. 2363, 2364, 2365); Art. 7 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à appliquer aux personnes morales les mêmes impôts qu'aux personnes physiques* (p. 2369). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Circulation monétaire* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2602); *Contre le renvoi de la discussion après le dépôt de la question de confiance* (p. 2640); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2755, 2756); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2929); — sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3068, 3069); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [18 juillet 1947] (p. 3174); — sur la fixation de l'ordre de discussion des budgets [18 juillet 1947] (p. 3197); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Clôture de la session* [29 juillet 1947] (p. 3687); — dans la discussion du projet de loi fixant

l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire : *Sa motion d'ajournement tendant à ne discuter de la loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française (Art. 74 de la Constitution)* [30 juillet 1947] (p. 3714, 3715, 3717, 3718); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Date des débats sur le statut politique de l'Algérie* [9 août 1947] (p. 4182); — dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4197, 4198); *Proposition de M. d'Astier de la Vigerie de limiter le temps de parole dans la discussion des articles et amendements* [25 août 1947] (p. 4626); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4737, 4738). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant amélioration de la situation des marins pensionnés : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [10 août 1947] (p. 4214); — du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Sa motion préjudicielle tendant à différer le débat jusqu'à la fusion du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union* [12 août 1947] (p. 4257, 4258, 4260); la retire (p. 4261); — du projet de loi de dégagement de cadres des fonctionnaires; Art. 14 : *Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des militaires* [12 août 1947] (p. 4282); Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder des délais aux fonctionnaires licenciés pour déménager* (p. 4286). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République concernant le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; Art. 1<sup>er</sup> : *Prorogation de plein droit des baux jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1949* [19 août 1947] (p. 4395); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Amendement de M. Charpin tendant à suspendre les journaux ayant publié des écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4771). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion pour permettre au Gouvernement de délibérer*) [2 septembre 1947] (p. 4839). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance*

posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy [30 octobre 1947] (p. 4981, 4982); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5459). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Situation des conflits sociaux*) [3 décembre 1947] (p. 5468). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [22 décembre 1947] (p. 6103); *Son amendement tendant à exempter de prélèvement les entreprises qui ont subi une perte d'exploitation en 1946* (p. 6111); le retire (ibid); Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* (p. 6133, 6134); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir la réduction du nombre des fonctionnaires* (p. 6155, 6156); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 2 : *Son amendement tendant à régler les conditions de souscription* [22 décembre 1947] (p. 6171); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pensions des veuves de guerre, en deuxième lecture : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6291); — du projet de loi portant réforme fiscale : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6448); — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires pour 1948; Art. 17 bis : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article concernant l'utilisation des recettes dues à l'augmentation du prix de cession des alcools par l'Etat* [30 décembre 1947] (p. 6602); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 281); — du projet de loi portant aménagement de la réglementation des charges; Art. 2 : *Libre circulation de l'or* [30 janvier 1948] (p. 333). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Dévaluation du franc C.F.A.* [3 février 1948] (p. 358). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Article premier : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de 1 million* [5 février 1948] (p. 441, 443); *Ses explications de vote sur cet amendement* [6 février 1948] (p. 490); Art. 6 :

*Crédits accordés aux victimes de guerre* (p. 515, 516); *Son amendement tendant à demander un rapport constant entre les pensions et les traitements des fonctionnaires* (p. 519); Art. 8 : *Modification du Code des pensions militaires* (p. 522); Art. 8 ter : *Modification de l'article 51 du Code des pensions militaires* (p. 523, 524, 526); *Son amendement tendant à modifier le taux des pensions militaires d'invalidité* (p. 525); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [10 février 1948] (p. 593, 594, 595); *Son contre-projet* [12 février 1948] (p. 662); *Son rappel au règlement* [13 février 1948] (p. 715); en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948] (p. 754). — Est entendu sur un incident (*Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux*) [12 février 1948] (p. 665, 666). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la dévaluation des francs coloniaux*) [13 février 1948] (p. 748). — Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la marine marchande; en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 février 1948] (p. 900, 901); Art. 14 : *Son amendement relatif à la prise par des sociétés de navigation de participations dans d'autres compagnies* [20 février 1948] (p. 942, 943, 944); *Amendement de M. Hamon relatif aux placements faits par les Compagnies de navigation* (p. 945). — Est entendu sur : la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 fr. : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre cette demande* [24 février 1948] (p. 1008); — le procès-verbal de la séance précédente (*Longueur des séances de nuit*) [6 mars 1948] (p. 1455). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 : *Révision par décret des coefficients établis* [7 mars 1948] (p. 1525); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif aux coefficients applicables aux agriculteurs imposés sur le bénéfice réel* (p. 1526); le retire (ibid); — d'une proposition de résolution relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Sa demande de vote par division* [8 mars 1948] (p. 1562). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les pensionnés de la marine*) [16 mars 1948] (p. 1746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant

aménagements fiscaux; Art. 28 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau exonérant de l'impôt les versements faits à l'Entr'aide française* [23 avril 1948] (p. 2262); Art. 54 : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article relatif au mode de calcul de la taxe de licence des débits de boissons* [27 avril 1948] (p. 2301); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2735); — de propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques; Art. 2 : *Son amendement tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* [25 mai 1948] (p. 2885); *le retire* (p. 2886); — du projet de loi ratifiant l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Demande de renvoi à la Commission des Finances* [27 mai 1948] (p. 2962); *Discussion générale* (p. 2970, 2974); — de la proposition de loi de M. Guyon accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés; en qualité de *Rapporteur (Crédits pour la S.N.E.C.M.A.)* [3 juin 1948] (p. 3161, 3162, 3163); — du projet de loi relatif aux dégagelements des cadres; Article unique : *Son amendement tendant à augmenter l'indemnité de licenciement des auxiliaires* [3 juin 1948] (p. 3184); — de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (*Crédits pour la S.N.E.C.M.A.*); en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1948] (p. 3351); Article premier : *Ouverture d'un crédit de 600 millions* (ibid); — de cette proposition de loi en seconde délibération; en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1948]; (p. 3880). — Est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi réorganisant la S.N.E.C.M.A. [10 juin 1948] (p. 3372); — sur un rappel au Règlement (*Délai apporté par le Conseil de la République au vote de l'ouverture de crédits à la S.N.E.C.M.A.*) [11 juin 1948] (p. 3478); — sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Réponse à M. Bouvier-O' Cottereau*) [23 juin 1948] (p. 3846). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (S.N.E.C.M.A.); en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1948] (p. 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796); *Discussion générale (Sa réponse à M. Gresa)* [23 juin 1948] (p. 3860); Article premier : *Contrat du Docteur Roumilhac* [25 juin 1948] (p. 3974); *Conditions de rachat des actions de Gnome-et-Rhône* (p. 3973);

*Amendement de M. Gresa tendant à maintenir la S.N.E.C.M.A. en pleine activité* (p. 3974); *Amendement de M. Gazier tendant à interdire le cumul des fonctions d'administrateur de la (S.N.E.C.M.A.) et de directeur d'une société privée* (3975); *Amendement de M. Mudry relatif aux choix des administrateurs de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3976); *Amendement de M. Marty tendant à interdire d'être administrateurs aux personnes ayant travaillé pour les anciennes sociétés* (p. 3975, 3976); *Amendement de M. Rigal relatif à la durée du mandat de l'administrateur spécial* (p. 3976, 3977); Art. 2 : *Demande de disjonction de M. Gresa* (p. 3988); *Insultes de M. Tillon* (ibid); *Amendements de M. Palewski tendant à limiter l'activité de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3989); *Amendements de MM. Bouvier O' Cottereau, Métayer et Betolaud relatifs aux activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3991, 3992); *Amendement de M. Mudry tendant à ne pas abandonner les activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3993); *Amendement de M. Marty tendant à interdire les participations étrangères* (p. 3994); Art. 3 : *Etablissement d'un bilan par l'administrateur spécial* (p. 3995, 3996); *Amendement de Mme Nédelec tendant à réajuster les prix de la S.N.E.C.M.A. avec effet rétroactif* (p. 3997); *Amendement de M. Furaud tendant à étendre la répression des fraudes dans la gestion* (p. 3998); *Amendement de M. Betolaud tendant à supprimer le mot « éventuellement » du deuxième alinéa* (p. 3999); *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas laisser au Ministre des Finances le soin de poursuivre les fautes* (p. 4000); Art. 4 : *Amendement de M. Palewski tendant à maintenir le Comité consultatif* (p. 4002); *Amendement de M. Métayer tendant à soumettre les décisions importantes à l'approbation du Gouvernement* (p. 4003, 4004); Art. 5 : *Amendement de M. Ballanger tendant à liquider les arriérés dus par l'Etat à la S.N.E.C.M.A.* (p. 4006); Art. 6 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à augmenter le capital et à prévoir une avance de 3 milliards* (p. 4008); Art. 9 : *Amendement de M. Palewski tendant à mettre fin au régime spécial par une loi* (p. 4009); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4265); Art. 2 : *Rétablissement du dernier alinéa limitant à six mois le délai de conclusion d'actes juridiques relatifs aux activités annexes*

(p. 4266); *Vote sur l'ensemble de l'article 2* (p. 4267). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du statut de la S.N.E.C.M.A.*) [23 juin 1948] (p. 3881); [24 juin 1948] (p. 3946). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 503 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* [26 juin 1948] (p. 4050, 4051); *le retire* (ibid); MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur* [28 juillet 1948] (p. 4995, 4996, 4997, 4998); Chap. 403 : *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine* (p. 5004); Chap. 703 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits aux armateurs de navires perdus* [29 juillet 1948] (p. 5017); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres françaises à l'étranger (Institut de Shanghai)* [30 juillet 1948] (p. 5134, 5135); *le retire* (ibid); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête de Bretagne : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5576); — du projet de loi relatif à l'élection du Conseil de la République; Art. 35 : *Amendement de M. Péron tendant à faire organiser une réunion électorale sur simple demande du candidat* [13 août 1948] (p. 5781); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée* [17 août 1948] (p. 5841, 5842, 5843); *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5872); *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français des protectorats (Maroc et Tunisie)* (p. 5879, 5880); *Son amendement tendant à fixer à 12 le nombre des conseillers nommés par l'Assemblée* (p. 5895); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 5897, 5898); *Amendement de M. Silvanore tendant à fixer à 44 la représentation des territoires d'outre-mer* (p. 5907). — Est entendu : sur les propositions de la conférence des présidents (*Débat sur la réforme des pensions de la marine marchande*) [17 août 1948] (p. 5831); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine

[19 août 1948] (p. 5997 et suiv.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6146); *Discussion générale* (p. 6155, 6156, 6157, 6158); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 août 1948] (p. 6220, 6221). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les investissements*) [25 août 1948] (p. 6259). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (*Équipement*) en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6356, 6357, 6358); Art. 4 : *Amendement de M. Louvel relatif au report éventuel des crédits d'un exercice à l'autre* [27 août 1948] (p. 6386); Art. 7 : *Avances aux communes pour la distribution de l'énergie électrique* (p. 6387); Art. 8 : *Amendement de M. Gros tendant à élever le plafond des prêts aux jeunes agriculteurs* [27 août 1948] (p. 6388); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : En qualité de *Rapporteur* [27 août 1948] (p. 6392); — des interpellations sur la composition du Gouvernement et sa politique [7 septembre 1948] (p. 6447); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* (p. 6454). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur le problème de la Ruhr*) [23 novembre 1948] (p. 7168). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Modalités du vote du budget ministère par ministère* [10 décembre 1948] (p. 7546, 7547); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la réduction du nombre des fonctionnaires, la lenteur des services administratifs, la lourdeur du budget 1949, les dépenses sociales exagérées, les «secteurs tabous» des entreprises nationalisées, la charte du C.N.R. et les nationalisations, la ruine de l'épargne)* [22 décembre 1948] (p. 7862, 7863, 7864, 7865); Art. 10 : *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7915); Art. 14 bis : *Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement* (p. 7930); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et

dispositions d'ordre financier ; Article additionnel : *Amendement de M. Mauroux relatif à la taxe alimentant le fonds forestier* [29 décembre 1948] (p. 8112) ; *Amendement de M. Cayeux tendant à autoriser la création de sociétés coopératives d'achat* (p. 8114) ; *Son amendement tendant à augmenter les avances remboursables à la banque coopérative des sociétés ouvrières de production* (p. 8116) ; Art. 13 : *Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1926 relative aux droits sur les engrais potassiques* [29 décembre 1948] (p. 8117, 8118) ; *Son amendement tendant à ne pas augmenter le prix de vente des engrais potassiques* (ibid) ; — du projet de loi consentant des avances aux houillères nationales en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1948] (p. 8130) ; Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à avancer 150 millions aux houillères non nationalisées* (p. 8142) ; — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1948] (p. 8156, 8157, 8158, 8159) ; *Discussion générale* (p. 8165, 8166) ; Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités publiques* (p. 8172) ; Art. 3 : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer l'article* (p. 8175) ; *Amendement de M. Louvel relatif à la réorganisation administrative du Gaz de France* (p. 8176) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif à la réduction du déficit du Gaz de France* (p. 8177, 8179) ; *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à attribuer une allocation compensatrice de chauffage* (p. 8178) ; *Sous-amendement de M. Palewski tendant à prévoir des dégrèvements pour les familles nombreuses* (ibid) ; *Sous-amendement de M. Palewski relatif au pourcentage prélevé pour les œuvres sociales* (p. 8179) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8329) ; Art. 4 : *Réduction graduelle du déficit du Gaz de France* (p. 8331) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 8340) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles ordinaires pour 1949 ; Art. 37 bis : *Son amendement relatif au paiement de la taxe sur les transactions par les établissements industriels de l'Etat* [31 décembre 1948] (p. 8266, 8280) ; Art. 42 : *Ses explications de vote sur l'augmentation de la taxe radiophonique* (p. 8278) ; — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de

faits de collaboration économique avec l'ennemi (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Delcos faisant confiance au Garde des Sceaux*) [8 février 1949] (p. 427). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et sur l'importation et l'exportation de produits agricoles [11 février 1949] (p. 548) ; la développe (*Ses observations sur la production agricole française, la nécessité d'exporter des produits agricoles, les accords conclus avec les pays voisins, notamment l'Angleterre et la bi-zone*) [24 février 1949] (p. 869, 870, 871, 872) ; *Discussion générale* [25 février 1949] (p. 965, 966, 986) ; *Ses explications de vote sur les ordres du jour* (p. 1003) ; — à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 29 bis : *Son amendement tendant à prévoir 1.080 millions de crédits pour un programme de 200.000 logements à bon marché* [15 février 1949] (p. 589, 590, 591) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 37 septièmes : *Abrogation de la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1361) ; *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain, tendant à disjoindre l'article* (p. 1364) ; — de la proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 932) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 934, 935, 936) ; *Ses observations sur l'accident de Port-d'Atelier* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1051) ; *Discussion générale* (p. 1060, 1061) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir pour trois mois un crédit de 67.250 millions* [2 mars 1949] (p. 1136) ; *Amendement de M. Louvel tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 18 milliards pour les travaux d'Électricité et Gaz de France* (p. 1139) ; *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir 20 milliards pour les territoires d'outre-mer* (p. 1141) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le remplacement du vieux matériel de la S.N.C.F.* (p. 1142) ; *Amendement de M. Michel tendant à fixer un délai pour le dépôt du plan de modernisation et d'équipement* (p. 1142) ; Etat A : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 2 milliards les prêts à la S.N.C.F.* (p. 1146) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1396) ; *Amendements de MM. Pourtalet et Barel, ten-*

dant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Tende (p. 1397); Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer la référence à la loi des maxima budgétaires (ibid); Etat B : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières (p. 1399, 1402); Art. 4 : Absence d'un auteur d'amendement (p. 1403); Art. 10 quater : Amendement de M. Poumadère relatif au mode de financement des travaux d'équipement rural (p. 1405, 1406, 1407); Ses observations sur l'équipement rural (p. 1408, 1409); Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy tendant à interdire un article nouveau concernant l'emploi des fonds libres par les collectivités (p. 1414); Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires (p. 1415, 1416); Rappel au règlement de M. Midol (application de l'article 48 du règlement) (p. 1424, 1425); Art. 2 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers (p. 1425); Art. 3 : Amendement de M. Deixonne relatif à l'affectation de l'excédent des ressources aux constructions scolaires (p. 1443); Art. 3 bis : Amendement de M. Halbout tendant à prolonger jusqu'au 30 avril, le délai pour les redevables du prélèvement exceptionnel (p. 1445); Art. 3 ter : Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par titres aux sinistrés pour les éléments d'exploitation (p. 1451); Amendement de M. Halbout tendant à excepter du paiement par titres, les sociétés et associations culturelles et hospitalières (p. 1452); Article additionnel : Amendement de M. Pourtalet tendant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Breil-Tende (p. 1455); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [8 avril 1949] (p. 2264, 2265); Article premier, Etat A : Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République affectant 2.500 millions à l'industrie de l'azote (p. 2266, 2267); Article premier ter : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant l'émission de 20 milliards de bons de consommation par l'Électricité de France (p. 2269). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Débats sur les investissements [2 mars 1949] (p. 1113). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : Discussion générale (Ses observations sur la fiscalité appliquée aux

agriculteurs) [3 mars 1949] (p. 1166, 1168, 1169) — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : Interpellations sur l'Entraide française [9 mars 1949] (p. 1456); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur l'interpellation sur la dissolution de l'Entraide française [8 mars 1949] (p. 1340). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Proposition de M. Juglas d'interrompre la discussion [10 mars 1949] (p. 1528); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements pour mars 1949, en qualité de Rapporteur [11 mars 1949] (p. 1551); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine; Art. 4 : Compétence de cette Assemblée [11 mars 1949] (p. 1587, 1588); Son amendement tendant à limiter la compétence de cette Assemblée au changement de statut territorial de la Cochinchine (p. 1588). — Est entendu : sur la motion de censure déposée par M. Gapitant : Sa proposition de fixer le débat au 15 mars [11 mars 1949] (p. 1592); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Barrachin sur les résultats de la consultation électorale des 20 et 27 mai 1949 [5 avril 1949] (p. 2046). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : Amendement de M. Garcia tendant à prévoir un abattement à la base de 120.000 francs pour les redevables de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et 50.000 francs pour les redevables de l'impôt sur les bénéfices agricoles [6 avril 1949] (p. 2131); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la marine marchande, en qualité de Rapporteur [7 avril 1949] (p. 2188, 2189); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F. [31 mai 1949] (p. 2959); Art. 2 : 16 milliards 700 millions d'économies sur le budget des dépenses civiles (p. 2971, 2972); Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour l'équipement rural (p. 2979); Rappel au règlement de M. Montel (Suspension de la séance) (p. 2981); Amendement de M. de Tinguy tendant à créer un budget spécial du service des alcools (p. 2984); Art. 6 : Son sous-amendement relatif au recours possible pour les départements et communes



lésés par le déclassement des voies ferrées (p. 3001, 3002); Art. 23 : Amendement de M. E. Rigal tendant à reprendre l'article 23 en supprimant la diminution d'impôt pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires en 1949 [2 juin 1949] (p. 3066, 3067); Art. 26 : Son amendement tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers (p. 3068, 3069); Art. 30 : Dispositions tendant à augmenter la productivité des entreprises (p. 3073); Sa demande de disjonction de l'article (p. 3075); Art. 34 : Son amendement tendant à admettre les titres de l'emprunt exceptionnel aux emprunts des collectivités locales [3 juin 1949] (p. 3111); Art. 36 : Amendement de M. Louvel tendant à ne prolonger que de trois mois le délai pour scinder le Gaz et l'Électricité de France (p. 3113, 3114, 3115); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République (Régime de vente de l'essence) : Discussion générale [2 juin 1949] (p. 3051); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 ter : Droit d'option pour la citoyenneté française accordée aux Cochinchinois [3 juin 1949] (p. 3146, 3147); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques, en qualité de Rapporteur pour avis [24 juin 1949] (p. 3774, 3775); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à faire recenser les sociétés nationalisées nécessaires au programme quinquennal [28 juin 1949] (p. 3842); Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3845); Art. 1<sup>er</sup> ter : Amendement de M. Peyrat tendant à maintenir l'usine de la S.N.C.A.C. à Châteauroux (p. 3853); Son amendement tendant à laisser au Gouvernement le choix des usines à aliéner parmi toutes celles existantes (p. 3854, 3855, 3882); Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte, pour l'aliénation, de la rentabilité et de la cadence de production des usines (p. 3864); Art. 1<sup>er</sup> quater : Son amendement tendant à fournir à la société acquérant l'actif d'une autre société nationale, les moyens financiers nécessaires (p. 3888); Son amendement tendant à interdire l'extension du champ d'activité des entreprises nationalisées (p. 3888); Art. 3 : Amendement de M. Chaban-Delmas relatif au transfert du matériel prêté par l'État (p. 3889); Art. 4 : Son amendement tendant à prévoir un prêt de 2 milliards pour les sociétés aéronautiques (p. 3891, 3892); Art. 4 : Son amendement tendant à prévoir un plafond

de 6 milliards aux avances garanties par la caisse des marchés (p. 3895); — d'une proposition de loi relative à la revision du montant des patentes en 1949; Article unique : Son amendement tendant à rendre les conseils généraux seuls qualifiés pour se prononcer sur les abattements [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4017); Son amendement relatif au rôle des chambres de commerce (p. 4019). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants une question relative au rapatriement des corps des soldats tués en Indochine [8 juillet 1949] (p. 4416). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : Son sous-amendement tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles [23 juillet 1949] (p. 5114, 5115); Art. 43 : Augmentation du taux de la taxe à la production [24 juillet 1949] (p. 5157); Art. 43 bis : Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article 42 en supprimant la taxe locale au 1<sup>er</sup> janvier 1950 (p. 5159, 5160). — Est nommé Ministre de la Défense nationale (Cabinet Bidault) [décret du 28 octobre 1949] (J. O. du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : Amendement de M. Villon tendant à diminuer de 200 milliards les dépenses militaires [26 décembre 1949] (p. 7302); Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sécurité sociale aux militaires (p. 7305); Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la liquidation des soldes des F.F.I. (p. 7305); Amendement de M. Tourné tendant à affecter 2 milliards 625 millions à la prime d'alimentation (p. 7307); Art. 39 : Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article relatif aux transferts de crédits pour la défense nationale [27 décembre 1949] (p. 7406, 7407); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 11 : Amendement de M. Monteil tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la Défense nationale [31 décembre 1949] (p. 7655); — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Vietnam et l'affaire Revers-Mast : Amendement de M. Frédéric-Dupont à l'ordre du jour de M. Juglas tendant à enquêter sur les faits de trahison, sabotage et contacts avec le Vietminh

[17 janvier 1950] (p. 294). — Répond à une question de M. Signor relative à la condamnation à mort de trois soldats bretons en janvier 1949 pour des crimes de guerre commis au Vietnam [20 janvier 1950] (p. 420, 421). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Vietnam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du parti communiste devant la guerre, d'Indochine et l'attitude de Mme Vermeersch à la tribune)* [27 janvier 1950] (p. 608, 609, 623, 625). — Répond à une question de M. Thamier relative à la mesure de grâce prise en faveur d'un tortionnaire de la Gestapo [17 février 1950] (p. 1220, 1221). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1624); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appeler les jeunes gens nés du 31 octobre 1930 au 30 novembre 1930* (p. 1628, 1629); *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas faire servir les jeunes gens dans des territoires autres que ceux du bassin méditerranéen* (p. 1630); Art. 4 bis : *Amendement de M. Laurens tendant à affecter les jeunes gens dans les garnisons suivant leur situation de famille* (p. 1631, 1632); Art. 6 : *Amendement de M. Halbout tendant à supprimer la forclusion pour le dépôt des demandes de dispense* (p. 1633); *Amendement de M. Bouxom tendant à permettre la libération des fils aînés de familles de sept enfants* (p. 1633, 1634); *Cas de dispense pour les orphelins de père* (p. 1634, 1635); Art. 7 : *Cas de dispense pour fils d'invalides* (p. 1636); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article (Sa présence au banquet offert par Van Co)* [3 mars 1950] (p. 1793); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Motion préjudicielle de M. de Chambrun tendant à ajourner la ratification* [14 mars 1950] (p. 1998); *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2078, 2083); Article unique : *Amendement de M. Pourtalet tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les modifications en cours d'application de l'accord* (p. 2097); — des interpellations sur la ferme-

ture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3121, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142); *Ordre du jour de M. Montel demandant la réalisation du plan quinquennal aéronautique* (p. 3155). — Répond à une question de M. Villon relative à la liberté d'expression des opinions politiques des officiers [5 mai 1950] (p. 3332). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 : *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3466, 3467, 3472, 3473, 3492, 3493, 3494, 3495); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les soldes de la gendarmerie (Limite d'âge des officiers gendarmes)* (p. 3502); Chap. 1080 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel de la justice militaire* (p. 3503); Chap. 1110 : *Personnel officier du service de santé* (p. 3504, 3505); Chap. 3000 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'information* (p. 3505); Chap. 3040 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses de matériel et d'entretien* (p. 3506); Chap. 3070 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement, le couchage et le chauffage des gendarmes* (p. 3506); Chap. 3080 : *Frais de déplacement de la gendarmerie* (p. 3507); Chap. 3090 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la gendarmerie (Vélocoteurs)* (p. 3507, 3508); Chap. 4000 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire les crédits demandés pour les allocations versées par les services sociaux* (p. 3508, 3509); Chap. 7001 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter de 12 millions 500.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 3510); Chap. 7012 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 88 millions les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3511, 3512); Chap. 7032 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1 million les crédits pour dépenses résultant des hostilités* (p. 3512); Chap. 7042 : *Militaires rapatriés d'Indochine* (p. 3513); Chap. 9010 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux du service des poudres* (p. 3513); Chap. 9040 : *Amendement de M. P.-O. Lapie tendant à réduire de*

1.000 francs les crédits pour construction de logements militaires (p. 3514); Etat A, AIR, Chap. 912 : Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour construction de matériel de série (Hélicoptères) [11 mai 1950] (p. 3532); Etat B, AIR, Chap. 3317 : Demande d'augmentation de crédits pour le matériel de transport civil, présentée par le Gouvernement (p. 3534, 3535); Chap. 933 : Amendement de M. Palewski tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement technique (Souffleries) (p. 3536), Etat A. GUERRE, Chap. 1005 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Soldes dues aux prisonniers de guerre) (p. 3537); Chap. 1015 : Solde des officiers des services (p. 3535); Chap. 1025 : Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe (p. 3540); Amendement de M. Maurellet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe (Sous-officiers de carrière) (p. 3546, 3547); Chap. 1085 : Recrutement du personnel civil extérieur (p. 3548); Chap. 1095 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services de l'intendance (p. 3548); Chap. 1105 : Personnel civil du service du matériel (p. 3549); Chap. 1125 : Personnel civil du service des transmissions (ibid.); Chap. 3005 : Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour l'alimentation de la troupe (p. 3550, 3551); Chap. 3035 : Entretien de l'habillement (p. 3552); Chap. 3055 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les indemnités de déplacement (p. 3552); Chap. 3065 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de transports (p. 3552, 3553); Chap. 3075 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le logement et le cantonnement (p. 3553); Chap. 3085 : Ecoles et instruction des cadres (p. 3553); Chap. 3095 : Convocation des réserves (p. 3553, 3554); Chap. 3115 : Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire et la perfection de la réserve (p. 3554, 3555); Chap. 3125 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la remonte des mulets (p. 3555) Chap. 3245 : Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la rénovation du matériel automobile (p. 3556); Chap. 3275 : Sa demande de rétablissement des crédits

pour l'entretien des immeubles du service du génie (p. 3556); Chap. 803 : Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction du service du génie (p. 3557); Chap. 900 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement du service de l'intendance (p. 3557, 3558); Chap. 912 : Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armement (p. 3559); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1 million 200.000 francs les crédits pour la solde des officiers (p. 3580); SERVICE DES POUDRES, Etat B, Chap. 170 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel administratif du service (p. 3601); Chap. 171 : Amendement de M. Maurellet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des poudreries nationales (p. 3602); Chap. 370 : Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation du service des poudres (Baisse sur les poudres de chasse) (p. 3603); Art. 23 : Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir davantage de nominations dans les grades supérieurs de l'armée de l'air (p. 3623, 3624); Art. 24 : Amendement de M. Triboulet tendant à prendre sur contrat les officiers subalternes de réserve de l'air (p. 3624); Art. 25 : Amendement de M. Triboulet relatif au recrutement du corps de contrôle de l'Administration de l'aéronautique (p. 3625); Art. 26 : Amendement de M. Guesdon tendant à unifier les limites d'âge dans les corps de contrôle (p. 3625); Art. 31 : Amendement de M. Monteil relatif aux bonifications d'ancienneté accordées aux polytechniciens (p. 3627). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du budget de l'Agriculture*) [11 mai 1950] (p. 3570, 3571). — Répond à une question : de M. A. Denis relative au jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane [16 juin 1950] (p. 4911); — de M. Cherrier relative au procès de l'ancien chef de la Gestapo de Bourges [16 juin 1950] (p. 4912); — de M. Pouyet relative au droit à pension de la femme d'un citoyen exécuté à la Libération [16 juin 1950] (p. 4912). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* [29 juin 1950]. (p. 5278). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131); Donne sa démission en cette qualité

[11 juillet 1950] (p. 5368). — Est désigné *Président du Conseil des Ministres* [11 juillet 1950] (p. 5368). — Prend part aux débats sur sa demande d'investiture (*Son programme de Gouvernement : Ses observations sur le reclassement des fonctionnaires, les pensions des anciens combattants, la balance des paiements extérieurs, l'octroi de crédits privés et la réforme électorale*) [11 juillet 1950] (p. 5368, 5369, 5370, 5379, 5480, 5381). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres* [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

**En cette qualité :**

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5441, 5442, 5443, 5444); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) [13 juillet 1950] (p. 5419). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Motion de M. Forcinal demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances* [21 juillet 1950] (p. 5726); Article additionnel : *Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés, présentée par M. Barangé* [24 juillet 1950] (p. 5872, 5873). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet de loi relatif aux calamités agricoles*) [25 juillet 1950] (p. 5948). — Rend hommage à M. Mackenzie-King [26 juillet 1950] (p. 5993). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5986, 5987). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif à la Convention conclue avec la Banque de France* [2 août 1950] (p. 6492); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet d'amnistie* [17 octobre 1950] (p. 6931, 6932). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur le désastre de Caobang, le récit des opérations, l'importance des pertes (3.206 manquants), la relève prévue des troupes, le petit nombre des sabotages)*

[19 octobre 1950] (p. 6994, 6995, 6996, 6997, 6998, 6999); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 7020); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire; Article unique : *Prorogation de missions imparties à des parlementaires* [20 octobre 1950] (p. 7073); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Sa déclaration relative au réarmement de l'Allemagne, à la signature du plan Schuman n° 2, au plan gouvernemental de création d'une armée européenne avec le Ministre européen de la Défense* [24 octobre 1950] (p. 7118, 7119); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7219, 7220, 7221, 7222, 7225); *Amendement de M. Temple relatif à la création d'une armée européenne* (p. 7228); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7248); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de discussion commune des amendements relatifs aux dispenses* [27 octobre 1950] (p. 7303); *Amendement de M. Tourné tendant à maintenir le service à un an* (p. 7305); *Rappel au règlement de M. Gosset (Discussion commune des amendements relatifs aux cas de dispenses)* (p. 7307); *Amendements divers prévoyant des cas de dispenses* (p. 7308, 7309); *Sa demande de disjonction des amendements prévoyant des cas de dispenses* (p. 7309); *Amendements de MM. Tourné et Darou relatifs à la présomption d'origine pour maladies et infirmités des démobilisés* (p. 7320); *Amendement de M. Billiat tendant à augmenter les permissions de vingt jours par an* (p. 7321, 7322); Art. 3 : *Amendement de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7332); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7346, 7347). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Biondi, prononcé par M. le Président Herriot [10 novembre 1950] (p. 7628). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8047, 8048); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 8057); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8280, 8281); *Pose la question de confiance* (p. 8281); *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8433,

8442, 8448, 8449). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8615, 8616). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup>: *Relèvement du plafond des cotisations pour la sécurité sociale* [16 décembre 1950] (p. 9231); Art. 2 : *Sa demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales* (p. 9231, 9232, 9233). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la réforme électorale* [19 décembre 1950] (p. 9291, 9292); *Sa demande d'organisation du débat* (p. 9293); *la retire* (ibid.); — le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion du budget et discussion de la Convention avec les compagnies maritimes* [21 décembre 1950] (p. 9429). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Rappel au règlement de M. Montel (Renvoi du débat)* [26 décembre 1950] (p. 9606, 9607); *Réunion de la Commission* (p. 9608); *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à affecter 352 milliards au réarmement* [28 décembre 1950] (p. 9749); *Contre-projet de M. Eugène Rigal tendant à reprendre le texte de la lettre rectificative du Gouvernement* (p. 9750); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9768); *Explications de vote sur l'article* (p. 9801, 9802, 9803); *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à augmenter l'impôt sur les sociétés de 24 à 30 0/0, les taxes d'enregistrement de 20 0/0, la taxe à la production de 13,5 et 14,5 0/0 et les droits de douane sur les produits pétroliers de 15 0/0* (p. 9817); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement* (p. 9817, 9818); *Fixe la date du vote sur la question de confiance* (p. 9821); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article premier* (p. 9824); Art. 6 : *25 milliards d'économies à réaliser en 1951* (p. 9828); *Pose la question de confiance sur l'ensemble du projet* (p. 9829); Art. 7 : *Pose la question de confiance contre l'amendement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article incorporant les décimes supplémentaires aux impôts nouveaux* (p. 9829); Art. 11 quater : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réformes* (p. 9830); *Explications de vote sur les questions de confiance posées*

*pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9943, 9944, 9945); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article* [5 janvier 1951] (p. 214); Art. 7 : *Pose la question de confiance sur le rejet de l'amendement de M. Palewski tendant à ne pas incorporer les décimes dans les impôts nouveaux* (p. 215); *Pose la question de confiance sur l'ensemble* (p. 216); *Explications de vote sur les questions de confiance* [8 janvier 1951] (p. 287, 290, 291, 292). — Dépose un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires [31 décembre 1950] (p. 9951). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 : *Discussion générale* [31 décembre 1950] (p. 9952); Article additionnel : *Amendement de M. Marie tendant à rétablir les droits de douane suspendus le 1<sup>er</sup> octobre 1950* (p. 9956). — Présente ses vœux aux membres de l'Assemblée Nationale [31 décembre 1950] (p. 9970). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [25 janvier 1951] (p. 382, 384); *Sa proposition de renvoyer le débat à quinzaine* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington : *Ses observations sur son voyage à Washington, les entrevues qu'il a eues avec le Président Truman et les membres du Pentagone, la solidarité franco-américaine en Europe et en Extrême-Orient* [7 février 1951] (p. 864, 865, 866, 867, 875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Dépôt d'une lettre rectificative* [8 février 1951] (p. 904, 905, 906); *Sa demande de prise en considération de la lettre rectificative* (p. 912, 913); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Demande de prise en considération du projet gouvernemental (Pose la question de confiance sur la prise en considération de ce texte)* [23 février 1951] (p. 1589, 1590, 1591); *Explications de vote sur la question de confiance* [27 février 1951] (p. 1672, 1673, 1674); *Sa demande de suspension de séance* (p. 1678); *Sa demande de suspension de séance* [28 février 1951] (p. 1722); *Informe l'Assemblée Nationale de sa démission en qualité de Président du Conseil* (p. 1722). — Donne sa démission de *Président du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (3<sup>e</sup> Ca-

binet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaire); Art. 3: *Amendement de M. Michelet tendant à faire fixer par une loi les responsabilités françaises dans la stratégie occidentale (Haut commandement du général Eisenhower)* [21 mars 1951] (p. 2409). — S'excuse de son absence [12 avril 1949] (p. 2309). — Obtient un congé [12 avril 1949] (p. 2309).

**POHER (M. Alain),** *Conseiller de la République.*

*Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 au 10 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre au 20 novembre 1948.

**Interventions :**

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget)* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Etat A, FINANCES, Chap. 1072 : *Salaires du service des importations et exportations* [14 septembre 1948] (p. 6516); Art. 9 : *Amendement de M. Fagon relatif aux subventions aux sociétés mutualistes de fonctionnaires* (p. 6521); Art. 14 : *Disjonction de l'article relatif au recrutement de fonctionnaires* (p. 6522); Art. 36 : *Disjonction de l'article* (p. 6525); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos* [18 septembre 1948] (p. 6646); *Amendement de M. Antier tendant à*

*liquider les sociétés nationalisées et à augmenter les économies* (p. 6652); Art. 1<sup>er</sup> A : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à exonérer les petites exploitations agricoles* (p. 6656); *Sous-amendement de M. Denais tendant à supprimer la surtaxe sur les bénéficiaires industriels et commerciaux* (p. 6657); *Sous-amendement de M. Duclos tendant à ne pas majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus inférieurs à 162.000 francs* (p. 6660); *Sous-amendement de M. Biscarlet tendant à majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 2 millions* (p. 6661); *Sous-amendement de M. Temple tendant à ne pas imposer dans le revenu général la part des salaires et traitements* (p. 6661); *Amendement de M. Crouzier tendant à admettre aux frais généraux les majorations d'impôts prévues* (p. 6662); *Son erreur sur l'évaluation du taux de l'impôt sur le revenu* (p. 6663); *Amendement de M. Duclos tendant à interdire une nouvelle dévaluation* (p. 6664); Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à tenir compte de la valeur du loyer, non de la valeur locative* (p. 6666); Art. 3 : *Impôt sur les véhicules des sociétés* (p. [6667]); *Amendement de M. Peytel tendant à baisser le taux de l'impôt sur les véhicules des sociétés* (p. 6669); Art. 4 : *Amendement de M. Denais relatif aux frais forfaitaires de représentation* (p. 6670); Art 5 : *Modification par décret de l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 6672); Art. 6 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article* (p. 6674); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à accorder des délais supplémentaires aux contribuables* (p. 6675); *Majoration de 10 0/0 sur les cotisations payées avec retard* (p. 6675); Art. 7 : *Amendement de M. Faure tendant à réduire le taux des droits sur les alcools* (p. 6677); *Sous-amendement de M. Gros tendant à maintenir les droits sur les alcools au taux actuel* [18 septembre 1948] (p. 6678); *Sous-amendements de M. Frédéric-Dupont et Mme Nédelec relatifs aux taux des droits sur les alcools pharmaceutiques* (p. 6679); *Amendement de M. Paumier tendant à réduire les droits sur les vins de liqueur* (p. 6680); Art. 9 : *Amendement de M. Denais tendant à ne pas augmenter les droits de mutation* (p. 6681, 6682); Art. 10 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 6682); Art. 11 : *Sa demande de disjonction* (p. 6682); Art. 12 : *Amendements de MM. Paumier et Peytel tendant à supprimer l'article* (p. 6683, 6684); *Amendement de M. Lespès*

tendant à appliquer la taxe la plus basse à tous les véhicules professionnels (p. 6685); Amendement de M. Rigal tendant à réduire la taxe pour les véhicules achetés avant 1940 (p. 6686); Amendement de M. Bessac tendant à exonérer les automobilistes qui ne circulent pas (p. 6687); Art. 13 : Amendement de M. Guy Petit tendant à exonérer le produit des jeux (p. 6687, 6688); Amendement de Mme Charbonnel tendant à ne pas majorer les droits d'examens (p. 6688); Art. 14 : Répression de l'usage de carburant par des non-prioritaires (p. 6689); Amendements de MM. Paumier et de Sèsmaisons tendant à supprimer l'article (p. 6690); Art. 15 : Amendements de MM. Peytel et Guesdon tendant à limiter les cas de confiscation des véhicules (p. 6692); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A : Amendement de M. Fagon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement en trois versements échelonnés [24 septembre 1948] (p. 6892); Amendement de M. Viatte tendant à prévoir des sanctions pour les contribuables défaillants (p. 6892); Art. 7 : Amendement de M. Paumier tendant à disjointer l'article concernant les droits sur l'alcool (p. 6895); — du projet de loi portant création d'une « cour de discipline budgétaire » : Discussion générale [18 septembre 1948] (p. 6693); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 *ter* : Amendements de MM. Louvel et Paumier tendant à supprimer l'article prévoyant un abattement de 4 milliards [24 septembre 1948] (p. 6888); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 *ter* : Amendement de M. Guesdon concernant le statut des sous-officiers de carrière [26 septembre 1948] (p. 6942). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Finances (Budget) [20 novembre 1948] (J. O. du 21 novembre 1948, p. 11282).

**POIMBOEUF (M. Marcel)**, Député des Vosges.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); [26 janvier 1948] (p. 194); [18

janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [19 juillet 1949] (p. 4777); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-cour de justice. (Loi du 27 décembre 1945), [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à déterminer les conditions de désignation des membres des commissions mixtes chargés d'élaborer les conventions collectives de travail prévues par la loi du 23 décembre 1946, n° 1072. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Lespes et plusieurs de ses collègues tendant à soumettre au Parlement les directives générales de la politique économique, n° 2111. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 5190. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération commerciale et à organiser son statut, n° 5707. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer à l'actuel Secrétariat d'Etat à l'Economie nationale un véritable Ministère pleinement indépendant de tout autre et doté de tous les pouvoirs et moyens nécessaires pour animer, coordonner et contrôler tous les Ministères, commissariats ou services à caractère économique, n° 6340. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser et à soutenir pécuniairement, moyennant les garanties normalement exigibles, une « saison » artistique et culturelle dans le cadre du palais de Versailles, de ses dépendances et de son parc, n° 7066. — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à reconnaître la coopé-

ration dans le commerce de détail et à organiser son statut, n° 7562. — Le 21 février 1950, une proposition de loi ayant pour objet de réglementer le droit de grève en vertu de la constitution de 1946 et d'interdire le lock-out, n° 9270. — Le 8 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives en vue d'obtenir de l'organisation des Nations-Unies la mise en vigueur du statut des Lieux-Saints, n° 11571. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues (n° 10703) portant création au sein de la caisse centrale du crédit hôtelier, commercial et industriel d'une section de crédit thermal, n° 11663. — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. Le projet de loi (n° 9951) relatif au contrôle des ententes professionnelles ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Henri Teitgen (n° 8967) tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à contérer à celles qui s'avèrent licites un statut légal ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 10223) tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles, n° 12335.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Rétention de stocks* [20 mars 1947] (p. 965) ; — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Fajon sur les mesures de réquisition des exploitations électriques et gazières [3 juin 1947] (p. 1874) — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; État A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3119, 3120) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3376). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil National Economique : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3199, 3200) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à créer un secrétaire général adjoint aux côtés du secrétaire*

*général* (p. 3201, 3202) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à ajouter « et au secrétaire général adjoint »* (p. 3202) ; *le retire* (ibid.) ; Art 12 : *Amendement de M. Guyon tendant à limiter à cinq le nombre des chargés de mission* (p. 3203) ; *Son amendement tendant à limiter à quinze le nombre des chargés de mission* (p. 3217) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4500, 4501, 4502, 4503, 4504) ; — de la proposition de résolution de M. Rosenblatt invitant le Gouvernement à aider les victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 4 ter* [5 janvier 1948] (p. 88) ; — du projet de loi portant réforme fiscale, amendé par le Conseil de la République ; Art. 59 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer le paragraphe relatif à la Prime d'encouragement à la production textile* [5 janvier 1948] (p. 90). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 (*Ses observations sur l'attitude de M. Cachin, Président d'âge*) [15 janvier 1948] (p. 170, 171). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 8 : *Amendement de M. Devemy concernant la réversion de la pension aux veuves* [6 février 1948] (p. 522) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 février 1948] (p. 802). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Livry-Level et Tourné sur les arrestations des Résistants [18 mars 1948] (p. 1910, 1911). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution relatives à la catastrophe de Courrières : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2076, 2077) ; — du projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat ; Art. 2 : *Son amendement relatif au cas où le conjoint a une fortune personnelle* [29 avril 1948] (p. 2356) ;



— des projets de loi portant ratification des trois accords internationaux (Coopération économique) : *Absence des orateurs inscrits* [5 juillet 1948] (p. 4315); *Discussion générale* (p. 4318 et suiv.). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux concernant les associations familiales : *Sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4666). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre le bénéfice de la loi aux veufs bénéficiaires d'une rente accident* [16 juillet 1948] (p. 4678). — Est entendu ; au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Sa demande de suspension de séance* [24 juillet 1948] (p. 4890); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des Affaires économiques*) [30 juillet 1948] (p. 5138). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 26 : *Amendement de M. Bouxom tendant à supprimer le troisième tour de scrutin* [13 août 1948] (p. 5772); — de la proposition de loi modifiant la loi du 26 avril 1946 relative à la répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur* [13 août 1948] (p. 5793); Article unique : *Amendement de M. Bergasse tendant à remplacer la date du 31 août par celle du 15 septembre* (ibid); — de la proposition de loi accordant des délais aux sociétés coopératives de commerçants, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 septembre 1948] (p. 6785). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incidents de Grenoble et les mesures prises pour en éviter de semblables [21 septembre 1948] (p. 6792); la développe (p. 6796, 6797, 6798); — sur la mutinerie du 10 octobre 1948 au Camp de la Vierge à Epinal et le régime des internés politiques [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Situation des internés du camp de concentration de la Vierge à Epinal*) [7 décembre 1948] (p. 7391 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Finances une question concernant la compensation des pertes éprouvées par les Français possédant à l'étranger de l'or réquisitionné par le Gouvernement à 120.000 francs le kilogramme [26 novembre 1948] (p. 7264). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration : *Ses explications de vote sur l'en-*

*semble* [26 novembre 1948] (p. 7277); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 novembre 1948] (p. 7283); — du projet de loi portant fixation du budget général de 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : FINANCES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur le Ministère de l'Economie nationale)* [31 décembre 1948] (p. 8228); *le retire* (p. 8229); — du projet de loi portant financement des services de répartition des matières premières; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à confier les fonctions de l'O. C. R. P. I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* [31 décembre 1948] (p. 8303, 8304, 8305, 3306); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la taxe couvrant les dépenses du service de répartition le 1<sup>er</sup> juillet 1949* (p. 8307); Art 5 : *Son amendement tendant à prévoir un décret d'application* (p. 8307); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8327); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 3 : *Amendement de Mme François tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 147); — de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Michel tendant à supprimer l'article 250 du Code des douanes* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 271); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à commémorer le Centenaire de la mort de Chopin : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 778, 779, 780); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des travaux publics, transports et tourisme : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1070, 1071); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1103); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques : *Discussion générale (Ses observations sur la tutelle du Ministère des Finances sur l'économie nationale)* [23 mars 1949] (p. 1751, 1752, 1760); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Affaires étrangères, amendé par le Conseil de la République; Chap. 505 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les subventions à des organismes*

*internationaux (groupes fédéralistes)* [14 avril 1949] (p. 2481, 2482); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4775). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la coopération dans le commerce de détail*) [29 juillet 1949] (p. 5497). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation de la coopération dans le commerce de détail amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5575); Art. 10 bis : *Amendement de M. Guilbert tendant à rétablir l'article excluant de la loi les coopératives pharmaceutiques* (p. 5576, 5577); Art. 11 : *Application de la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 5577); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer et l'activité du trust Boussac*) [20 octobre 1949] (p. 5894, 5895). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances, une question relative à l'importation en France d'eau minérale « Appollinaris » [25 novembre 1949] (p. 6297). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Article premier : [Art. 31 A du Code du travail] : *Amendement de M. Pierre André tendant à permettre de consacrer des dispositions existantes* [23 décembre 1949] (p. 7202); [Art. 31 E du Code du travail] : *Amendement de M. André Hughes tendant à prévoir la possibilité pour les membres d'un syndicat de ne pas accepter la Convention signée par leur représentant* (p. 7203, 7204); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à mentionner « sauf stipulations contraires desdits contrats »* (p. 7204, 7205); *Amendement de M. Emile Hughes tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 7205); [Art. 31 F du Code du travail] : *Son amendement tendant à permettre aux représentants syndicaux des diverses catégories professionnelles de discuter les avenants aux conventions* [31 décembre 1949] (p. 7644); *Amendement de M. Beugnies tendant à prévoir la discussion des avenants par les représentants des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 7645); [Art. 31 H du Code du travail] : *Son amendement tendant à prévoir que les représentants des organismes syndicaux devront appartenir aux professions intéressées* [3 janvier 1950] (p. 42); [Art. 31 I] : *Son amen-*

*dement relatif au cas où des conventions nationales n'existeraient pas* (p. 43, 44, 45); [Art. 31 J] : *Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé »* (p. 65); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 160, 161); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Article premier [Art. 31 F du Code du travail] : *Amendements de MM. André, Lespès, Degoutte, Bichet et Theetten, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des Commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 954, 955) [Art. 31 I du Code] : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République fixant les clauses contenues dans les conventions régionales et locales* (p. 984, 985). — Est entendu sur la réunion des membres nouvellement élus de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 362). — Pose à M. le Ministre de la Justice, une question relative à l'infirmerie spéciale du dépôt [27 janvier 1950] (p. 597). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Question préalable posée par M. Péron* [3 mars 1950] (p. 1718, 1719). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sa demande de retrait des interpellations de l'ordre du jour*) [28 mars 1950] (p. 2464, 2465). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale (Ses observations sur les émissions de Paris-Inter)* [2 juin 1950] (p. 4194, 4195); Chap. 1000 : *Son rappel au Règlement (Discussion des articles)* (p. 4209); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES** : *Discussion générale* [16 juin 1950] (p. 4924); **ÉDUCATION NATIONALE** : *Discussion générale (Ses observations sur les visites de musées, le rôle éducatif du théâtre et de la radio)* [23 juin 1950] (p. 5206, 5207); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale : *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4817); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale : Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4829); — d'un projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Article premier : *Amendement de M. Farinez tendant à réserver par priorité les prêts aux agriculteurs* [3 août 1950] (p. 6589);

— du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7561); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8274); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9441, 9442, 9443). — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative aux ventes sans factures [22 décembre 1950] (p. 9498, 9499). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art 5: *Amendement de M. A. Hughes tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* [7 février 1951] (p. 847); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres primes, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes ou en nature* [14 mars 1951] (p. 1906); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'hebdomadaire Radio 51, le manque de valeur artistique et littéraire de la radio, le genre « poisse » de certaines émissions* [9 avril 1951] (p. 2976, 2977, 2978, 2979). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation de la date des élections législatives et les intentions du Gouvernement en matière de réforme économique [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3214, 3215).

**POINSO-CHAPUIS (Mme Germaine)**,  
Député des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

(Ministre de la Santé publique et de la Population)

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948

Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommée membre : de la Commis-

sion des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [14 décembre 1948] (p. 7566), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désignée par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désignée par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

#### Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, **n° 201**. — Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux tuberculeux anciens combattants et aux déportés politiques en traitement dans un sanatorium, **n° 233**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, **n° 333**. — Le 30 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux de la commission interministérielle instituée à propos des entreprises réquisitionnées, **n° 1524**. — Le 20 juin 1947, une proposition de loi portant statut des écoles et réforme des études d'assistants ou d'assistantes de service social, d'infirmiers ou d'infirmières, **n° 1785**. — Le 9 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les colonies de vacances de billets de chemins de fer collectifs comportant les mêmes avantages de tarif que les billets de congés payés des travailleurs, **n° 1961**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à organiser la coordination des services sociaux, **n° 1991**. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser le travail à mi-temps pour les femmes fonctionnaires ayant des enfants et spé-

cialement pour les membres de l'enseignement, n° 2161. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence, n° 2201. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation des entreprises placées sous réquisition ; 2° de Mme Nédelec et plusieurs de ses collègues tendant à régulariser la situation de fait des entreprises réquisitionnées de Marseille ; II. — La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter les travaux de la commission interministérielle instituée à propos des entreprises réquisitionnées, n° 2224. — Le 19 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistants, assistantes ou auxiliaires de service social et d'infirmiers ou infirmières, n° 2450. — Le 2 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation, n° 2549. — Le 30 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins-pêcheurs et plaisanciers de La Ciotat, privés de leurs bateaux, à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port, n° 2612. — Le 5 janvier 1948, un projet de loi relatif à la vaccination obligatoire par le B. C. G. des étudiants en médecine et art dentaire, des élèves infirmières, assistantes sociales, sages-femmes et du personnel hospitalier, n° 3084. — Le 15 janvier 1948 un projet de loi tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales, n° 3094. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi portant modification des articles 6 bis et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, n° 3110. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales, n° 3171. — Le 24 février 1948, un projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïde A et B, la diphtérie et le tétanos, n° 3515. — Le

16 mars 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formées conformément à l'article 7 de la loi du 3 février 1939, n° 3797. — Le 17 mars 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'infirmiers, d'infirmières, d'assistantes et d'auxiliaires de service social, n° 3825. — Le 17 mars 1948, un projet de loi relatif à l'exercice des professions médicales et paramédicales dans les territoires de Tende et de la Brigue, n° 3830. — Le 27 avril 1948, un projet de loi tendant à réglementer la publicité relative à l'appareillage médical et chirurgical, n° 4024. — Le 27 avril 1948, un projet de loi destiné à modifier la loi n° 46-857 du 30 avril 1946, tendant à réglementer les professions de masseur gymnaste médical et de pédicure, n° 4025. — Le 13 mai 1948, un projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger, n° 4184. — Le 2 juin 1948, un projet de loi tendant au relèvement du taux de la majoration spéciale prévue par l'article 20 bis de la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 4428. — Le 15 juillet 1948, un projet de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, n° 4967. — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi relative aux établissements hospitaliers publics, n° 6088. — Le 29 décembre 1949, une proposition de loi relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique, n° 8900. — Le 3 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de loi du 25 juillet 1942 relative à l'abandon de famille, n° 8939. — Le 3 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23, 6°, du Code général des impôts directs, n° 8940. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi relative à la formation du personnel d'encadrement des établissements recevant des mineurs atteints de déficiences psychiques, de troubles de caractère ou de comportement ou en danger, n° 8961. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions de veuves des femmes divorcées, n° 8962. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 463 du Code pénal, n° 8964.

— Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier l'article 420 du Code de l'enregistrement, n° 9089. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant modification de l'article premier de la loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance, et constatation de nullité de la loi du 18 décembre 1941, n° 9399. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de MM. Charles Schauffler, Jean-Louis Tinaud et Louis Rollin tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 9441. — Le 1<sup>er</sup> avril 1950, une proposition de loi portant réforme de la filiation tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil, n° 9708. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur les conditions d'aptitude aux fonctions d'avoués, n° 9833. — Le 11 mai 1950, une proposition de loi tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants, n° 9932. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, n° 10188. — Le 19 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des Affaires économiques sur propositions de loi 1<sup>o</sup> de MM. Charles Schauffler, Jean-Louis Tinaud et Louis Rollin tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature; 2<sup>o</sup> de Mme Thome-Patenôtre, sénateur, tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes, de façon à prévenir et réprimer les fraudes, n° 10348. — Le 20 juin 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux locataires de transformer une partie de leurs locaux d'habitation en locaux professionnels, n° 10365. — Le 29 juin 1950, un rapport de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de l'article premier de l'acte dit loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de la nullité de l'acte dit loi du 18 décembre 1941, 10492. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires

économiques sur projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 10549. — Le 17 juillet 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relatives aux pensions civiles et militaires, n° 10624. — Le 24 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des Affaires économiques sur le projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 11413. — Le 22 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 11412) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8423) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 11746. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 383 du Code civil relatif à l'attribution de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels, n° 11971. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135, 2193 à 2195 et 724, ainsi qu'à ajouter au titre V, du Livre III, un chapitre IV intitulé : « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage », du Code civil, n° 12050. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 373 du Code civil, n° 12051. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 12138) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10099) adopté par l'Assemblée Nationale sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 12531. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46 630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, n° 12826. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, n° 12838. — Le 29 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 12138) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10099) adopté

par l'Assemblée Nationale sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, n° 13031.

### Interventions :

Est entendue sur le procès-verbal de la précédente séance : *Opérations électorales de Saint-Pierre-et-Miquelon* [8 juillet 1947] (p. 2815). — Dépose une proposition de résolution invitant le Gouvernement à étendre aux colonies de vacances les billets de chemin de fer collectifs pour congés payés [9 juillet 1947] (p. 2884). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 518 : *Centres régionaux pour la jeunesse déficiente* [17 juillet 1947] (p. 3146, 3147) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'administration académique* [22 juillet 1947] (p. 3389). — Est entendue : au cours du débat sur la validation des opérations électorales de Saint-Pierre-et-Miquelon [22 juillet 1947] (p. 3349, 3350, 3351) ; — dans la discussion sur le procès-verbal de la 3<sup>e</sup> séance du 22 juillet 1947 : *Invalidation de M. Laurelli, député de Saint-Pierre-et-Miquelon* [24 juillet 1947] (p. 3456) ; — sur un incident personnel : *Son commentaire des conclusions de M. Noguères sur l'invalidation de M. Laurelli* [24 juillet 1947] (p. 3501). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant amnistie, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçon* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3842) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales ; Art. 5 bis : *Son amendement tendant à exiger des personnes élues aux tribunaux de commerce les mêmes conditions* [7 août 1947] (p. 4063) ; *le retire* (ibid.). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Entreprises réquisitionnées de Marseille* [10 août 1947] (p. 4223). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille, en qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4230) ; *Demande de discussion d'urgence* (ibid.). — Est nommée *Ministre de la*

*Santé publique et de la Population* (Cabinet R Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Savard concernant l'argent de poche mensuel donné aux vieillards bénéficiant de l'assistance au titre de la loi du 14 juillet 1905 [19 décembre 1947] (p. 5922) ; — de Mme Germaine François relative au paiement des drogues pharmaceutiques par les malades titulaires de l'assistance médicale [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 466, 467) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes ; Art. 2 : *Amendement de M. Duprat tendant à augmenter le nombre des dispensaires* [19 mai 1948] (p. 2716) ; — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2737, 2740, 2741) ; *Fixation de la date de la suite de la discussion* (p. 2741) ; *Demande de M. Arthaud de renvoi à la Commission* (p. 2742) ; — de la proposition de résolution relative au fonctionnement des maisons d'enfants de l'Entr'aide française : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2744, 2745) ; — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2768) ; Art. 2 : *Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* [25 mai 1948] (p. 2886). — Répond à une question de M. Theeten relative à l'attribution de bons d'automobiles pour les médecins [21 mai 1948] (p. 2850, 2851). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [20 juillet 1948] (p. 4863).

### En qualité de Député :

Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

### En cette qualité :

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 30 mars 1949 (p. 1855) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 6 avril 1949 (p. 2149) ; — la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 12 avril 1949 (p. 2391) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 20 mai 1949 (p. 2720) ; — la 3<sup>e</sup> partie de la séance du 2 juin 1949 (p. 3073) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 3 juin 1949 (p. 3127) ; — la 2<sup>e</sup> séance du 7 juin 1949 (p. 3192) ; — la 3<sup>e</sup> séance du 9 juin 1949 (p. 3247) ; — la 1<sup>re</sup> séance du 17 juin 1949

(p. 3463); — la 1<sup>re</sup> séance du 24 juin 1949 (p. 3751); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3839); — la 1<sup>re</sup> séance du 8 juillet 1949 (p. 4395); — la 2<sup>e</sup> séance du 11 juillet 1949 (p. 4595); — la 1<sup>re</sup> séance du 20 juillet 1949 (p. 4835); — la 2<sup>e</sup> séance du 25 juillet 1949 (p. 5224); — la 1<sup>re</sup> séance du 26 juillet 1949 (p. 5259); — la 2<sup>e</sup> séance du 28 juillet 1949 (p. 5419); — la 1<sup>re</sup> séance du 10 novembre 1949 (p. 6030); — la 1<sup>re</sup> séance du 25 novembre 1949 (p. 6277); — la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1949 (p. 6465); — la 1<sup>re</sup> séance du 8 décembre 1949 (p. 6673); — la 1<sup>re</sup> séance du 13 décembre 1949 (p. 6769); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 14 décembre 1949 (p. 6869); — la 1<sup>re</sup> séance du 21 décembre 1949 (p. 7053); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1949 (p. 7162); — la 4<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7429); — la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 28 décembre 1949 (p. 7470); — la 1<sup>re</sup> séance du 3 janvier 1950 (p. 26). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1933); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 E : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le taux de la taxe proportionnelle sur les bénéfices et son mode de calcul* [24 juillet 1949] (p. 5181). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194).

#### En cette qualité :

Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 20 janvier 1950 (p. 417); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 24 janvier 1950 (p. 462); — la 1<sup>re</sup> séance du 26 janvier 1950 (p. 517); — la 3<sup>e</sup> séance du 28 janvier 1950 (p. 681); — la 2<sup>e</sup> séance du 2 février 1950 (p. 898); — la 1<sup>re</sup> séance du 17 février 1950 (p. 1186); — la 3<sup>e</sup> séance du 21 février 1950 (p. 1284); — la 1<sup>re</sup> séance du 24 février 1950 (p. 1410); — la 3<sup>e</sup> séance du 28 février 1950 (p. 1550); — la 1<sup>re</sup> séance du 15 mars 1950 (p. 2045); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 15 mars 1950 (p. 2009); — la 3<sup>e</sup> séance du 29 mars 1950 (p. 2605); — la 2<sup>e</sup> séance du 25 avril 1950 (p. 2838); — la 1<sup>re</sup> séance du 3 mai 1950 (p. 3170); — la 3<sup>e</sup> séance du 3 mai 1950 (p. 3216); — la 1<sup>re</sup> séance du 10 mai 1950 (p. 3458); — la 2<sup>e</sup> séance du 11 mai 1950 (p. 3545); — la 3<sup>e</sup> séance du 16 mai 1950 (p. 3718); — la 2<sup>e</sup> séance du 23 mai 1950 (p. 3794); — la 1<sup>re</sup> séance du 25 mai 1950 (p. 3910); — la 2<sup>e</sup> séance du 30 mai 1950

(p. 4007); — la 3<sup>e</sup> séance du 7 juin 1950 (p. 4429); — la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 9 juin 1950 (p. 4565); — la 2<sup>e</sup> séance du 9 juin 1950 (p. 4571); — la 3<sup>e</sup> séance du 13 juin 1950 (p. 4708); — la 1<sup>re</sup> séance du 21 juin 1950 (p. 5081); — la 1<sup>re</sup> séance du 23 juin 1950 (p. 5193); — la 3<sup>e</sup> séance du 18 juillet 1950 (p. 5557); — la 2<sup>e</sup> séance du 20 juillet 1950 (p. 5663); — la 3<sup>e</sup> séance du 3 août 1950 (p. 6585); — la 2<sup>e</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6639); — la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 août 1950 (p. 6724); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 22 novembre 1950 (p. 8033); — la 1<sup>re</sup> séance du 29 novembre 1950 (p. 8265); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 décembre 1950 (p. 8686); — la 1<sup>re</sup> séance du 14 décembre 1950 (p. 9057); — la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 21 décembre 1950 (p. 9413); — la 1<sup>re</sup> séance du 4 janvier 1951 (p. 105); — la 2<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1951 (p. 110). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la création d'une police sociale féminine : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1540, 1541); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 1280 : *Personnel de la sûreté nationale (Police féminine)* [31 mai 1950] (p. 4072); JUSTICE, Chap. 1070 : *Demande de rétablissement des crédits pour les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance, présentée par le Gouvernement (Criminologie infantile)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4127, 4128); Chap. 1280 : *Education surveillée* (p. 4131, 4132); Chap. 5000 : *Subventions aux œuvres post-pénales* (p. 4139); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Ses observations sur l'équipement des hôpitaux et des sanatoria)* [12 juin 1950] (p. 4604, 4605, 4606); Chap. 4100 : *Assistance à l'enfance* (p. 4618); Chap. 5230 : *Formation de travailleuses familiales* (p. 4638); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1190 : *Etablissements d'enseignement supérieur (Création de chaires de professeurs)* [23 juin 1950] (p. 5227); Chap. 1550 : *Secrétaires d'orientation professionnelle* [17 juillet 1950] (p. 5475). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au cumul des retraites et salaires [4 août 1950] (p. 6639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1901, 1902); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de

la République, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1951] (p. 1902, 1903); Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* (p. 1906, 1907); Art. 3 : *Amendement de M. Weill-Reynal tendant à ne pas interdire les escomptes ou remises en espèces* (p. 1808, 1809); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946 relatif au calcul du coût de la reconstitution du dommage en fonction de la valeur 1939* [18 avril 1951] (p. 3445, 3447, 3448); Art. 27 : *Son amendement tendant à permettre un appel aux sinistrés dont l'évaluation n'est pas retenue* (p. 3464, 3465); Art. 2 : *Reconstitution immobilière à Marseille* (p. 3473); *Son amendement relatif à la liquidation des dommages mobiliers* (p. 3475); Art. 21 : *Son amendement relatif à l'évaluation du coût de la reconstitution des immeubles bâtis* (p. 3527); le retire (ibid.); Art. 26 : *Son amendement tendant à créer des commissions d'arrondissement de dommages de guerre* (p. 3536); le retire (p. 3537); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5220 : *Orientation professionnelle* [23 avril 1951] (p. 3772, 3773); Chap. 5230 : *Cours professionnels* (p. 3773); Chap. 5310 : *Apprentissage artisanal* (p. 3773, 3774); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Service du ravitaillement)* [25 avril 1951] (p. 3960, 3961); Chap. 1090 : *Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964); Chap. 4060 : *Installation de restaurants sociaux* (p. 3969); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Problèmes de l'enfance (Développement des services sociaux)* [26 avril 1951] (p. 4020, 4021); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Son contre-projet* [30 avril 1951] (p. 4329, 4330, 4331, 4332); *Nouveau texte de la Commission* (p. 4334, 4335); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mai 1951] (p. 5111, 5112); — du projet de loi sur l'obligation en matière de sta-

tistiques, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Courant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au secret des organismes agréés vis-à-vis de l'administration* [22 mai 1951] (p. 5704). — Est entendue sur les propositions relatives à l'ordre du jour : *Loi relative au personnel des hôpitaux psychiatriques* [22 mai 1951] (p. 5713).

**POIROT (M. Maurice)**, Député des Vosges.  
Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de Justice. (Application de la loi du 27 décembre 1945), [3 décembre 1947] (p. 5152); [26 janvier 1948] (p. 196). — Est désigné par la Commission des pensions pour faire partie de la Commission consultative des opérations de rapatriements tardifs [*J. O.* du 7 mars 1947] (p. 2121).

### Dépôts :

Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif au remembrement amiable en vue de la reconstruction, n° 1057. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions : 1° sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1941, 27 janvier 1942, 8 février 1942 et 11 janvier 1943, qui ont modifié la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires d'invalidité; 2° sur la proposition de loi de M. Jean-Marie Thomas et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1941, 27



janvier 1942, 8 février 1942 et 11 janvier 1943, qui ont modifié la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires d'invalidité, **n° 1702**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir le rapport existant au 1<sup>er</sup> janvier 1938 entre les pensions des grands mutilés de guerre et le traitement des conseillers d'Etat, **n° 3863**. — Le 10 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes mesures utiles pour : 1<sup>o</sup> faire procéder au curage des cours d'eau obstrués par faits de guerre ; 2<sup>o</sup> indemniser les populations de l'Est, trois fois victimes d'inondations en six mois, **n° 5237**. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Devemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948 et à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, avant la fin de mars 1949, un projet de loi qui établisse le rapport constant prévu par l'article 11 de la loi n° 48 337 du 27 février 1948, entre les taux des pensions des victimes de la guerre et les taux des traitements des fonctionnaires, **n° 6673**. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à permettre aux fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre de rester en fonction au delà de l'âge légal de la retraite, **n° 6930**. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le deuxième alinéa de l'article 17 du décret du 10 décembre 1929 portant atteinte aux droits de certains anciens combattants pensionnés pour tuberculose, **n° 7012**. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 0/0 de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), **n° 8731**. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à assurer la reconstitution rapide des archives hypothécaires détruites par faits de guerre, **n° 8865**. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander, au titre des réparations ou à prélever sur les sommes revenant à

l'Etat français au titre des réparations et versées par l'Agence intéralliée des réparations, les sommes nécessaires au remboursement de marks de camps et au paiement du pécule des prisonniers de guerre, **n° 9878**. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 0/0 de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), **n° 10057**. — Le 7 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8731) de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 0/0 de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), **n° 11555**. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à rétablir l'emploi de cantinier militaire dans les casernes, **n° 11892**. — Le 16 mars 1951, une proposition de loi relative à la carrière des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat et des collectivités locales, invalides de guerre ou prisonniers de guerre évadés, **n° 12537**. — Le 24 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 11916) de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 84 de la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à loyers modérés, **n° 12588**. — Le 10 mai 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8731) de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 0/0 de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), **n° 13198**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3243, 3244, 3245) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A. RECONSTRUCTION, Chap. III : *Service de déminage et*

*désobusage* [18 juillet 1948] (p. 4778); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5386 et suiv.); — des interpellations sur les munieries au pénitencier d'Epinal : *Discussion générale (Ses observations sur les émeutes du Camp de la Vierge et les douceurs du régime pénitencier)* [7 décembre 1948] (p. 7396, 7397); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8151). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2585, 2586); Chap. 001 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à augmenter de 530 francs les crédits pour la retraite du combattant* [19 mai 1949] (p. 2665); — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 348); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2402, 2403); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2451, 2452); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3784); Art. 5 : *Son amendement tendant à inclure les maladies ou infirmités aggravées pendant la déportation* (p. 3785); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 3070 : *Edification de baraquements provisoires pour l'installation des services* [13 juin 1950] (p. 4700); Chap. 6070 : *Expertise des dommages de guerre (scandales de Lorient)* [14 juin 1950] (p. 4735, 4736); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4740); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5105); Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (veuves de guerre)* [24 juillet 1950] (p. 5874); Chap. 1090 : *Législation relative aux emplois réservés* (p. 5893); Chap. 3140 : *Service des sépultures militaires* (p. 5895); de

ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; P. T. T., Chap. 1140 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel des services techniques (transformation d'emplois)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6380, 6381); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 2 : *Son amendement tendant à calculer la pension des veuves de guerre par rapport aux pensions des invalides 100 0/0, y compris les allocations* [21 juillet 1950] (p. 5741); *le retire* (p. 5742); Art. 11 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant l'attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* (p. 5750); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6090 : *Conseil d'architecture et architectes d'encadrement* [15 décembre 1950] (p. 9180). — Est entendu sur une attribution de compétence à une commission (*proposition de M. Depreux relative aux habitations à bon marché*) [14 mars 1951] (p. 1914). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Article premier : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3258, 3259); Art. 10 bis : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à prévoir les crédits pour la construction de logements pour les fonctionnaires des Ministères civils* [19 avril 1951] (p. 3523); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 septième : *Demande d'application de l'article 17 de la Constitution, présentée par le Gouvernement* [15 mai 1951] (p. 5190, 5191); Art. 2 : *Son amendement tendant à allouer une deuxième tranche du pécule aux parents des prisonniers de guerre morts en captivité* [17 mai 1951] (p. 5342); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5344).

**POULAIN (M. Abel)**, Député du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôt :

Le 25 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rechercher les moyens propres à assurer au maximum, le dépoussiérage dans les mines, n° 4307.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi amendé par le Conseil de la République, relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 37 septièm : *Son amendement tendant à disjointer l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949 (p. 1362)]; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1367); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements: Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à diminuer les crédits pour constructions provisoires et réparations urgentes* [9 mars 1949] (p. 1430); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 juin 1949] (p. 3777); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1 quater B : *Amendement de M. Peyrat tendant à supprimer l'article* [29 juillet 1949] (p. 5490); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Observations sur l'encouragement à la culture du lin)* [7 juillet 1949] (p. 4370); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture relatif aux installations produisant moins de 12 millions de kilowatts par an* [30 juillet 1949]

(p. 5606); Art. 4 A : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des prix spéciaux pour l'électricité fournie à des sociétés filiales de producteurs de courant* (p. 5609); Art. 4 ter : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés nationales toutes activités industrielles ou commerciales autres que celles prévues par la loi* (p. 5611, 5612); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2469, 2470); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les immeubles de toute nature* (p. 2505); *le retire* (p. 2506); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les forêts domaniales (forêt de Hesdin)* [25 mai 1950] (p. 3933); *le retire* (ibid.); COMMERCE ET INDUSTRIE : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4642, 4643); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services extérieurs de la direction des mines (augmentation du nombre des ingénieurs des mines)* (p. 4647); Chap. 1100 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services extérieurs de la direction du gaz et de l'électricité (ingénieurs du gaz)* (p. 4647); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la direction des carburants (recherches de pétrole)* [13 juin 1950] (p. 4663); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour encouragement à l'artisanat* (p. 4672); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la construction)* (p. 4692); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 4717, 4718); Chap. 6060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique des travaux de reconstruction* [14 juin 1950] (p. 4734); *le retire* (ibid.); Chap. 6070 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertise des dommages de guerre* (p. 4736); Chap. 6080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour documentation et vulgarisation* (p. 4737); Chap. 6130 ; *Indemnisation des*

*sinistrés expropriés* (p. 4738); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour la subvention au Centre national de cinématographie* [22 juillet 1950] (p. 5821); *Ses explications de vote sur l'ensemble de ce projet* (p. 5822); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951: **RECONSTRUCTION ET URBANISME**; Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des habitations à loyers modérés* [15 décembre 1950] (p. 9160); Chap. 6080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la documentation et la vulgarisation* (p. 9179); Chap. 6130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de vente et de gestion des immeubles de l'État* (p. 9186); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION**, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3257); Art. 14 : *Constructions industrielles de logement* (p. 3284); Art. 13 : *Chantiers expérimentaux du ministère* (p. 3281). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**POUMADÈRE (M. Pierre)**, *Député de l'Ariège.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945), [25 novembre 1947] (p. 5131).

#### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux d'équipement électrique rural, et à accorder une aide efficace aux collectivités rurales **n° 356**. — Le 6 mars

1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails rapides sur les lignes de chemin de fer : de Montluçon à Clermont-Ferrand par Nérès-les-Bains, Marcillat et Gouttières, de Moulins à Gannat par la Ferté-Haute-Rive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, de Moulins à Montluçon, **n° 845**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à permettre le cumul de l'allocation aux vieux travailleurs ou allocation d'attente, avec les revenus, quels qu'ils soient, jusqu'à concurrence du plafond de 45.000 francs pour une personne et de 60.000 francs pour les deux conjoints, **n° 2003**. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer le tourisme dans le département de l'Ariège, par la création de la route de montagne allant de Vicdessos à Ustous et l'aménagement des stations hivernales et climatiques d'Ax-les-Thermes et d'Aulus, **n° 2024**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les invalides pour maladie, d'un rajustement de leur rente, **n° 2131**. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi maintenant provisoirement en vigueur les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer, **n° 2285**. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 31 décembre 1949, les dispositions de l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la réglementation des transports par chemin de fer, **n° 3814**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents du chemin de fer de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine (S.N.C.F.) ayant opté pour le régime de la loi du 30 décembre 1923 les avantages des majorations des rentes de vieillesse, stipulés par la loi de la sécurité sociale du 1<sup>er</sup> juillet 1946, **n° 3861**. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux agriculteurs de l'Ariège, victimes d'un violent orage de grêle qui s'est abattu dans la région le

19 avril, n° 3984. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à rétablir la réduction de 50 0 0 accordée autrefois par les compagnies de chemins de fer, aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant dans les concours, festivals ou toute autre manifestation artistique, n° 4058. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la construction d'autorails en série afin de donner satisfaction aux nombreuses demandes des usagers et à décoordonner la ligne Foix—Saint-Girons en la dotant d'autorails permettant l'utilisation du gaz de Saint-Marcet, n° 4124. — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide efficace aux sinistrés, aux communes, victimes des orages de grêle et de l'inondation des 19 avril et 12 mai, qui ont causé des dégâts importants aux récoltes, aux habitations dans le département de l'Ariège, n° 4272. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever les sanctions prises à la suite des grèves dans les P. T. T. et dans les chemins de fer, n° 4369. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le système de financement des projets réalisés par les collectivités locales, afin d'accélérer les travaux d'électrification rurale et d'adduction d'eau et à abroger le décret Ramadier du 25 septembre 1947, n° 4370. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents de chemin de fer de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine (S N C F.) ayant opté pour le régime de la loi du 30 décembre 1923 les avantages des majorations des rentes de vieillesse, stipulés par la loi de la sécurité sociale du 1<sup>er</sup> juillet 1946, n° 4376. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la construction d'autorails en série afin de donner satisfaction aux nombreuses demandes des usagers et à décoordonner la ligne Foix—Saint-Girons en la dotant d'autorails permettant l'utilisation du gaz de Saint-Marcet, n° 4457. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux pos-

sesseurs d'automobiles, pour les mois de juillet, août et septembre une attribution d'essence, n° 4779. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à lever les sanctions prises à la suite des grèves dans les P. T. T. et dans les chemins de fer, n° 4837. — Le 29 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à suspendre l'augmentation des prix des carburants et à revenir aux prix en vigueur au 30 juin 1948; 2° à répartir aux prioritaires un contingent de carburant égal à celui distribué au cours du mois de juin 1948, n° 5090. — Le 30 juillet 1948, une proposition de loi tendant à la reconstruction du village de Salau (Ariège) emporté par une trombe d'eau les 4 et 27 octobre 1937, n° 5115. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à décoordonner la ligne Port-Sainte-Marie — Riscle et le tronçon Auch — Tarbes; 2° à établir sur ces lignes un service d'autorails, n° 5709. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à la création de l'Office national des routes, afin de doter notre pays d'un réseau routier digne de ses richesses touristiques, n° 5800. — Le 29 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour : 1° intensifier la fabrication des automobiles afin de satisfaire les besoins des marchés français; 2° augmenter les contingents d'essence à mettre à la disposition des usagers; 3° augmenter la production de pneumatiques de tourisme et utilitaire, n° 5970. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aéroclubs d'aviation légère et sportive, la détaxe des carburants utilisés pour la formation des pilotes, n° 6005. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Marius Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les départs séparés des conjoints d'une famille se rendant en vacances et utilisant les billets S. N. C. F. pour congés payés, n° 6064. — Le 27 janvier 1949,

une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 47-1501 du 14 août 1947 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits afin d'accorder aux collectivités rurales, une subvention en capital pour la réalisation de projets d'électrification et d'adduction d'eau, n° 6205. — Le 28 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin : 1° que la plaque fiscale, pour les cyclistes, puisse être utilisée par d'autres personnes que le propriétaire ; 2° que le taux de la taxe fiscale soit ramené au taux de 1948, n° 6237. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à l'avance, les rations de denrées diverses et les tickets correspondants à la délivrance des produits, afin que la distribution puisse être faite dans tous le pays, dès les premiers jours de chaque mois, n° 6296. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de Mme Darras et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les « pupilles de la Nation » de la réduction de transport, accordée aux militaires réformés avec une invalidité de 25 à 50 0/0 et à compléter dans ce sens l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921, n° 6504. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux possesseurs d'automobiles non prioritaires, et aux prioritaires, en plus de leur attribution actuelle, une attribution d'essence de 20 litres par mois, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1949, n° 6557. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 en ce qui concerne la retenue faite sur les salaires mensuels des cantonniers de l'Etat, pour frais de mandats-cartes, n° 7004. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une répartition de 2 pneus à tous les automobilistes, dès le mois de mai et la liberté de vente pour le 1<sup>er</sup> juillet 1949, n° 7062. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'indemnité temporaire, au titre de la loi du 13 septembre 1946, un voyage gratuit par an, en chemin de fer, sans limitation de parcours, sur tout le territoire métropolitain, n° 7096. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer et à encourager l'élevage ovin afin de couvrir les besoins en laine de notre pays, n° 7330. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder des prêts de 3 1/2 0/0 à l'hôtellerie et à assouplir les formalités pour obtenir ces prêts ; 2° à ne pas exiger le règlement des impôts des commerçants des stations thermales, avant la fin de saison, n° 7410. — Le 16 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et à prévoir l'indemnisation des pertes subies par les agriculteurs et les viticulteurs au cours des orages qui se sont abattus sur certaines régions des départements de l'Aude et de l'Ariège, n° 7492. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la limite d'âge des enfants à 21 ans pour bénéficier des réductions de transport par chemin de fer, au titre des familles nombreuses, lorsqu'ils poursuivent leurs études, n° 7623. — Le 4 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure et à leurs familles : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer ; 2° la franchise postale, n° 7748. — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux titulaires de la Médaille d'honneur du travail une dotation de 250 francs par an et l'attribution gratuite par l'Etat de la médaille en même temps que le diplôme, n° 8229. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 616 de la loi de 1807 relative au Code de commerce, n° 8268. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la Fédération folklorique des provinces françaises : 1° des subventions comme aux fédérations sportives ; 2° une promotion annuelle de Légion d'honneur pour les folkloristes militants de la Fédération ; 3° la réduction de 50 0/0 pour les voyages en collectif sur les lignes de la S. N. C. F. comme pour les groupements sportifs de la jeunesse, n° 8275. — Le 4 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder un crédit provisionnel de

un milliard 500 millions de francs, afin d'indemniser les agriculteurs et les viticulteurs pour les pertes subies au cours des orages qui se sont abattus sur certaines régions de France en 1949, **n° 8315**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 66 du décret du 9 décembre 1948, afin que les artisans façonniers bénéficient du taux réduit de 9 0/0 sur la totalité du revenu de leur travail, **n° 8431**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente libre le sucre, l'huile, le riz à partir du 1<sup>er</sup> novembre, et aux prix pratiqués à cette date, **n° 8432**. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du Code général des impôts directs pour permettre aux veuves d'artisans fiscaux et aux vieux artisans, d'utiliser deux ouvriers en restant assujettis au régime fiscal actuel, **n° 8941**. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 23 du Code général des impôts directs afin de permettre aux artisans des stations balnéaires, climatiques et touristiques d'utiliser un ou plusieurs compagnons pendant une période de trois mois sans perdre le bénéfice de la dérogation, objet du présent article, **n° 8942**. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 7 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, **n° 8943**. — Le 4 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 23 du Code général des impôts directs pour permettre aux artisans fiscaux de conserver leur apprenti pendant une période d'un an après l'expiration de son contrat, **n° 8944**. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à la suppression de l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier afin que l'Assemblée Nationale, en application de la loi du 3 septembre 1947, puisse légiférer en matière de coordination du rail et de la route, **n° 9217**. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de transports de la S.N.C.F., aux bénéficiaires des billets « congés payés » avec accès à tous les trains et s'étendant aux membres de la famille obligés de voyager isolément, **n° 9313**. — Le 27 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Poumadère et plusieurs de

ses collègues tendant à accorder une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de transports de la S.N.C.F., aux bénéficiaires des billets « congés payés » avec accès à tous les trains et s'étendant aux membres de la famille obligés de voyager isolément, **n° 9784**. — Le 27 avril 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, **n° 9785**. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi instituant un régime de retraites pour les personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile, **n° 10306**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à doter les communes rurales et les sections des communes qui en feront la demande de cabines téléphoniques, aux frais de l'Administration des P.T.T., **n° 11106**. — Le 4 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser rapidement la péréquation des retraites, afin qu'elle soit terminée au 1<sup>er</sup> janvier 1951 et à accorder aux retraités des Etablissements d'Etat, arsenaux, poudreries, cartoucheries et à ceux des collectivités locales, des chemins de fer, etc. des avances importantes en attendant cette réalisation, **n° 11179**. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à cesser toute importation de tabac pouvant concurrencer la production française ; 2° à annuler le contingentement de la production tabacole dans les centres dits « nouveaux planteurs » comme le département de l'Ariège, **n° 11522**. — Le 14 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture de crédits pour permettre des découverts d'escompte ou des découverts proprement dits par les établissements de crédits aux coopératives et aux petites industries laitières en difficulté ou menacées de fermeture par suite de l'impossibilité d'écoulement des produits fabriqués, **n° 11649**. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 66 du Code général des impôts en vue de la suppression de la majoration de 400 francs par tête d'ovins s'ajoutant aux bénéfices agricoles forfaitaires à l'hectare, **n° 11650**. — Le

30 décembre 1950, une proposition de loi tendant à prévoir un crédit de 50 milliards, en vue de subvention d'adduction d'eau dans les communes rurales et à modifier le taux de la subvention de l'Etat, n° 11822. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à dégager un crédit d'un milliard 100 millions de francs pour permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, servies par la Caisse Autonome Mutuelle des Retraites et à intégrer dans le calcul de la retraite les services militaires et les bonifications de campagnes, n° 12341. — Le 10 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux agriculteurs ariégeois victimes de violents orages qui se sont abattus dans la région et à les indemniser pour les pertes importantes qu'ils ont subies, n° 13163. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12001) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à mettre en valeur la ligne de chemin de fer de montagne de Perpignan — Villefranche-du-Conflent — Latour-de-Carol, menacée de suppression, n° 13171.

### Interventions :

Son rapport au nom du 1<sup>er</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de l'Arèche [29 novembre 1946] (p. 42). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au régime des retraites des agents de chemins de fer secondaires d'intérêt local et des tramways, en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1947] (p. 1220); — sur le projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Art. 1<sup>er</sup>, Etat 1, AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6277); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6379); Art. 5, BUDGETS ANNEXES : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le service de la distribution des P. T. T.* (p. 6384); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 947 : *Travaux d'aménagement sportif* [25 février 1948] (p. 1068); FINANCES, Chap. 900 : *Achat d'immeubles* (p. 1069);

INTÉRIEUR, Chap. 902 : *Constructions publiques et d'habitation* (p. 1080); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 916 : *Equippement de l'aéronautique civile* (p. 1101); — du projet de loi relatif à la réglementation des transports par chemin de fer, en qualité de *Rapporteur* [16 mars 1948] (p. 1753, 1754); — du projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* [29 avril 1948] (p. 2359, 2360); *Son deuxième amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 2362); *le retire* (p. 2371); — du nouveau texte déposé par le Gouvernement pour ce projet de loi; Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration* [4 mai 1948] (p. 2514); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 510 : *Subvention aux assurances contre la grêle* [25 mai 1948] (p. 2918); P. T. T., Chap. 117 : *Son amendement tendant à diminuer de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses* (p. 3748); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 122 : *Conducteurs des chantiers des ponts et chaussées* (p. 3758); Chap. 509 : *Ses observations sur la situation de la S.N.C.F. et de son personnel* (p. 3766, 3767); INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4952); Chap. 601 : *Son amendement tendant à réduire de 100 francs les crédits pour secours aux victimes des calamités publiques* (p. 4967); EDUCATION NATIONALE, Chap. 363-1 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5315, 5316). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi attribuant 60 litres d'essence par auto* [6 juillet 1948] (p. 4371). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 septembre 1948] (p. 6938); — de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 268, 269); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1110, 1111, 1112); Art. 10 quater : *Son amendement relatif*



au mode de financement des travaux d'équipement rural [9 mars 1949] (p. 1405); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale, Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel de l'Administration centrale (Ses observations sur la réduction des tarifs de chemin de fer pour les sociétés musicales populaires)* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2009); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'intérieur; Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux édifices culturels des collectivités locales* [6 avril 1949] (p. 2159); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture, Chap. 504 : *Subventions pour l'élevage ovin* [12 avril 1949] (p. 2362, 2363); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : *Amendement de M. Robert Schmidt tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* [31 mai 1949] (p. 2997, 2998); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4037, 4038, 4039); Art. 7 : *Amendement de M. Dupuy tendant à disjoindre l'article* (p. 4045); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 juin 1949] (p. 3775, 3776, 3777). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la loi du 16 juin 1948 concernant le statut du personnel d'Air-France et les violations du statut par la direction de la compagnie [13 décembre 1949] (p. 6794). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement rural* [26 décembre 1949] (p. 7248); *Son amendement tendant à prévoir 1.500 millions pour les calamités atmosphériques* (p. 7281); Art. 40 : *Amendement de M. Morand tendant à faire bénéficier les retraités de la S.N.C.F. des majorations de pensions de l'Etat* [27 décembre 1949] (p. 7411); Art. 43 : *Son amendement tendant à étudier les moyens d'équilibrer le budget de la S.N.C.F.* (p. 7420, 7421, 7422). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des aciéries de Pamiers (Ariège) [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à

la discussion : du projet de loi portant ouverture des crédits pour janvier 1950; Art. 2 : *Crédits pour les investissements (Statut d'Air-France)* [31 décembre 1949] (p. 7653); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2131, 2132); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Crédits prévus pour l'équipement rural* [28 avril 1950] (p. 3045); Art 21 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article accordant un intérêt aux actionnaires d'Air-France* [3 mai 1950] (p. 3178, 3179); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; P. T. T., Chap. 1080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel du service des lignes* [3 mai 1950] (p. 3216, 3217); Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits demandés pour les loyers (Ses observations sur le logement des receveurs)* (p. 3227); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences du plan Marshall dans notre industrie métallurgique [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur l'équipement rural)* [24 mai 1950] (p. 3876); Chap. 3500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvrages édifiés en montagne (Encouragement à l'élevage)* [25 mai 1950] (p. 3932); Chap. 3510 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les travaux d'entretien des forêts domaniales (Modification du Code forestier)* (p. 3932); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1410 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits du Gouvernement pour le personnel du contrôle des transports routiers* [7 juin 1950] (p. 4407); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux organismes de tourisme (Réduction sur les billets collectifs)* (p. 4417); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article additionnel : *Son amendement tendant à rembourser les impôts payés au titre de 1948* [30 mai 1950] (p. 3987). — Est entendu sur la prolongation du délai

imparti au Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5279). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures scandaleuses prises contre les républicains espagnols [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur l'approvisionnement en pneumatiques [2 novembre 1950] (p. 7374). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à l'approvisionnement des commerçants en pneumatiques [10 novembre 1950] (p. 7628, 7629). — Dépose une demande d'interpellation sur le comité technique d'importation du matériel ferroviaire [23 novembre 1950] (p. 8078). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8539, 8540, 8541); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1000 : *Réorganisation de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9265, 9266); Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser les réductions sur le tarif voyageurs* (p. 9202, 9203); — Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article bloquant 35 milliards destinés à la S. N. C. F.* [22 décembre 1950] (p. 9475); *Son amendement tendant à ne licencier aucun cheminot et à ne supprimer aucun atelier* (p. 9478, 9479, 9481); INTÉRIEUR, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions exceptionnelles aux collectivités locales (Installation de cabines téléphoniques)* [15 février 1951] (p. 1170); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel de l'aviation sportive* [14 mars 1951] (p. 1929); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe des carburants pour les élèves pilotes)* (p. 1932); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (Licencierement des ateliers de Montaudran)* (p. 1954); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Concurrence de la Pan American Airways à Orly)* (p. 1956, 1957); Article addi-

tionnel : *Son sous-amendement tendant à bloquer la moitié des crédits pour Air-France, tant que ne sera pas promulgué le statut du personnel navigant* [16 mars 1951] (p. 2053, 2054); *Son amendement tendant à fixer le régime des retraites du personnel navigant* (p. 2055, 2056); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Ecoles de Foix et de Perpignan)* [21 avril 1951] (p. 3712); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Licencierement du personnel d'Air-France)* [25 avril 1951] (p. 3957, 3958); P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur la gratuité du logement accordée aux receveurs* [2 mai 1951] (p. 4421, 4422); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le service des lignes (Indemnités d'heures supplémentaires)* (p. 4431, 4432); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la pose de lignes télégraphiques (Indemnités de risques)* (p. 4471); Chap. 1060 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de distribution (Principalat des facteurs)* [4 mai 1951] (p. 4546). — Dépose une demande d'interpellation sur la réquisition illégale des agents de la S. N. C. F. [21 mars 1951] (p. 2282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 13 : *Taxes d'encouragement à la production textile* [19 avril 1951] (p. 3590, 3591); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* [8 mai 1951] (p. 4803, 4805); Art. 2 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Amendement de M. Gresa tendant à supprimer l'abattement supplémentaire de 1.600 millions (Achat de matériel français)* (p. 4809); Art. 17 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux modifications de la Convention du 31 août 1937 avec la S. N. C. F.* (p. 4835, 4836); Art. 1<sup>er</sup> : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* [9 mai 1951] (p. 4898, 4899); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique*

(*Voyages de chemins de fer gratuits pour les vieux travailleurs salariés*) [11 mai 1951] (p. 5082, 5083); — du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel : *Son amendement relatif aux artisans des stations saisonnières* [18 mai 1951] (p. 5549).

**POURTALET (M. Henri), Député des Alpes-Maritimes.**

Son élection est validée, [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); 18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); Est désigné pour les fonctions de jure à la Haute-Cour de Justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

**Dépôts :**

Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à autoriser les avoués exerçant près le tribunal civil de première instance de Grasse, à ouvrir des bureaux dans la ville de Cannes, n° 1134. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à accorder la nationalité française aux originaires des territoires de Brigue, Tende, Saint-Dalmas-de-Tende, Libre et Pienne, résidant en France ou dans la Principauté de Monaco. n° 4361. — Le 17 juin 1948, une proposition de loi étendant à tous les ouvriers régis par le statut du personnel travaillant dans les établissements et services dépendants du Ministère des Forces armées (air, guerre, marine), le bénéfice de la loi de pension du 28 mars 1928. n° 4600. — Le 23 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux producteurs de fleurs et plants à parfum d'obtenir une avancée exceptionnelle de la Caisse nationale de crédit agricole, n° 4677.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires

pour le deuxième trimestre 1947 (Services civils); Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502 : *Centre national de la cinématographie* [25 mars 1947] (p. 1068); — sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2114, 2115, 2116, 2117, 2121). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 505 : *Centres d'accueil touristiques* [19 juin 1947] (p. 2248); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 501 : *Amendement de Mme Braun tendant à relever les crédits pour le Centre de cinématographie* [10 juillet 1947] (p. 2939); — de la proposition de loi relative à la résidence des avoués près le tribunal de Grasse; Article unique : *Ouverture de bureaux à Cannes par ces avoués* [5 mars 1948] (p. 1375, 1376). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude scandaleuse du Préfet des Alpes-Maritimes et les agissements du R.P.F. à Cannes [22 avril 1948] (p. 2197). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les producteurs de fleurs et plantes à parfum : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4495); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 302 : *Son amendement tendant à réduire les crédits, pour les Commissions de l'administration centrale, de 1.000 francs (Révision de la frontière italienne)* [27 juillet 1948] (p. 4922, 4923); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la rétrocession de terrains à l'Italie* [30 juillet 1948] (p. 5122); Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 5133); EDUCATION NATIONALE, Chap. 551-1 : *Aménagement de bibliothèques municipales (Brigue et Tende)* [4 août 1948] (p. 5350). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'accord franco-italien du 8 juillet 1948 pour les populations annexées à la France [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification d'un accord franco-italien : *Discussion générale* [20 août 1948] (p. 6021, 6022, 6023, 6024); — du projet de loi concernant la liquidation des biens et intérêts italiens en Tunisie; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [20 août 1948] (p. 6028, 6029); — du projet de loi portant organisation du territoire de Libre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 décembre 1948]

(p. 7399); — du projet de loi relatif à l'acquisition de la nationalité française par déclaration : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 637, 638); Article unique : *Son amendement tendant à inclure tous les « originaires »* (p. 638, 639); *le retire* (p. 639); *Son amendement tendant à étendre la loi aux originaires de ces territoires déjà naturalisés* (p. 641); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Tende* [9 mars 1949] (p. 1397); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Breil—Tende* (p. 1454); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les modifications en cours d'application de l'accord* [15 mars 1950] (p. 2096, 2097, 2098). — Dépose une demande d'interpellation sur les actes de brutalité dont ont été victimes des travailleurs arrêtés à la Bocca (Alpes Maritimes), le 5 mai 1950 [10 mai 1950] (p. 3475). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 3020 : *Son amendement tendant à réduire de 8.625.000 francs les crédits pour conseils, comités et commissions (Délimitation de frontières)* [31 mai 1950] (p. 4075, 4076); *le retire* (p. 4076); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur la politique colonialiste pratiquée au Maroc)*, [20 juin 1950] (p. 5056, 5057); Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les œuvres françaises à l'étranger, présentée par le Gouvernement (Films français à l'étranger)* [20 juin 1950] (p. 5071); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3150 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour participation à des Conférences internationales (Conseil de l'Europe à Strasbourg)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6362). — Est entendu sur une question posée par M. Barel à M. le Ministre de l'Agriculture relative aux producteurs de lait du Boréon [4 août 1950] (p. 6640). — Dépose une demande d'interpellation sur les arrestations opérées le 5 mai 1950 à la Bocca (Alpes-Mari-

times) [17 octobre 1950] (p. 6920). — Est entendu sur une question posée : par M. Barel à M. le Ministre des Affaires économiques et des Finances relative à la production laitière des Alpes-Maritimes [20 octobre 1950] (p. 7066); — par M. Barel à M. le Ministre de l'Intérieur, relative à l'interdiction en France du journal italien *l'Unita* [20 octobre 1950] (p. 7066). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 5080 : *Subventions à l'Office de la famille française au Maroc (Observations sur la frontière franco-italienne et la répression française du nationalisme marocain)* [13 décembre 1950] (p. 9009, 9010, 9011); AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection des végétaux (Ravage des fourmis d'Argentine)* [23 décembre 1950] (p. 9583, 9584); *le retire* (p. 9584). — Dépose une demande d'interpellation : sur la scandaleuse manifestation du général Juin lors de la réunion du Conseil du Gouvernement du Maroc [15 décembre 1950] (p. 9151); — sur la cession aux américains de bases militaires au Maroc [9 février 1951] (p. 979); — sur la situation créée au Maroc par l'attitude du résident général Juin [19 mars 1951] (p. 2148). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à la situation au Maroc [6 avril 1951] (p. 2810, 2811). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Demande de disjonction de l'abattement sur la subvention aux organismes de tourisme, présentée par M. Barel* [8 mai 1951] (p. 4803). — Est entendu sur la question orale de M. Virgile Barel à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, sur la reconstruction de la ligne Breil—Tende—Viola [11 mai 1951] (p. 5048).



**POURTIER (M. Jean), Député du Puy-de-Dôme.**

Son élection est validée [13 mars 1947] (p. 824). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [25 mars 1947] (p. 1040);

[26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des boissons [23 janvier 1951] (p. 347); Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

**POUVANAA (M. Oopa)**, *Député des territoires des établissements français de l'Océanie.*

Son élection est validée [8 décembre 1949] (p. 6685). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [13 juin 1950] (p. 4599), [23 janvier 1951] (p. 348).

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude de l'administration coloniale à la Conférence des mers du Sud et à la cession déguisée de Tahiti à l'étranger [19 décembre 1949] (p. 7004).

**POUYET (M. Marcel)**, *député de l'Allier.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu secrétaire de la Commission de l'agriculture [*J.O.* du 21 décembre 1946, p. 10803], [*J.O.* du 30 janvier 1948, p. 1011]. — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Ville-

franche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

**Dépôts :**

Le 2 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, **n° 1884**. — Le 10 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi fixant les conditions dans lesquelles est attribuée la carte du combattant au titre de la guerre 1939-1945 et à comprendre dans les bénéficiaires les anciens prisonniers de guerre, **n° 1970**. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence le projet de loi fixant les conditions dans lesquelles est attribuée la carte du combattant au titre de la guerre 1939-1945 et à comprendre dans les bénéficiaires les anciens prisonniers de guerre, **n° 2313**. — Le 31 décembre 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de la guerre 1939-1945 le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre ou déportés, **n° 3072**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 25 et 62 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, **n° 4456**. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure, **n° 5324**. — Le 22 septembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité

supérieure, n° 5516. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant au renouvellement intégral des conseils généraux, n° 6350. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure, n° 7032. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, n° 7350. — Le 24 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 42 bis de la loi du 13 avril 1946, portant statut du fermage et du métayage, n° 8011. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi sur la garantie de la référence 1939 en matière de calcul du prix des fermages, n° 8464. — Le 22 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux carburants agricoles un dégrèvement de 33 0/0, n° 8812. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949, modifiant en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 9266. — Le 16 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, n° 10319. — Le 24 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du paiement des cotisations aux allocations familiales et aux assurances sociales les cultivateurs victimes de calamités agricoles, n° 10453. — Le 24 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier notamment dans la région de Lurcy-Lévy, n° 10454. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949 modifiant en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 10529. — Le 27 avril 1951, une proposition de résolution tendant à rétablir d'urgence le bénéfice de l'allocation aux vieux métayers assimilés aux vieux travailleurs salariés, n° 13010.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1924, 1925, 1926); — sur le projet de loi visant la réalisation d'un plan de congélation de la viande en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'agriculture* [8 juillet 1947] (p. 2821). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Minjoz relative à la pêche fluviale : en qualité de *Rapporteur* [10 février 1948] (p. 585); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles en qualité de *Rapporteur* [3 mars 1949] (p. 1158, 1165, 1166). — Est entendu pour un fait personnel : *Attitude de M. Gozard dans son département de l'Allier* [3 mars 1949] (p. 1171). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4859, 4860); Article premier : *Son amendement tendant à déduire pour le calcul de l'impôt les dépenses de modernisation* (p. 4870); *le retire* (ibid.); Article premier bis : *Son amendement relatif aux exploitants agricoles sinistrés* [21 juillet 1949] (p. 4978); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 juillet 1949] (p. 5060); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article supprimant la taxe intérieure sur les carburants utilisés par les agriculteurs* [20 décembre 1949] (p. 7026); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau créant une essence agricole 33 0/0 moins chère que l'essence ordinaire* (p. 7026, 7027); — des interpellations sur les prix agricoles : *Différents ordres du jour déposés par MM. Desjardins, Masson, Moussu, Rochet et Antier* [24 février 1950] (p. 1486, 1487, 1488). — Pose à M. le Ministre : de l'Agriculture une question relative à la déchéance de membres de la Chambre d'agriculture de l'Allier [2 juin 1950] (p. 4180); — de la Défense nationale une question relative au droit à pension de la femme d'un citoyen exécuté à la Libération [16 juin 1950] (p. 4912, 4913). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs victimes de calamités agricoles* [29 juillet 1950] (p. 6222, 6223); PROJET DE LOI RELATIF

AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 10 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article donnant possibilité aux caisses d'accorder ou de refuser des exonérations* [31 juillet 1950] (p. 6277); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer les exploitants agricoles victimes de calamités agricoles* [4 août 1950] p. 6725; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires en 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine)* [31 juillet 1950] (p. 6317); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6625); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture : *Son contre-projet accordant une ristourne de 33 0/0 aux agriculteurs, sur l'essence, le gas oil et le fuel-oil* [4 août 1950] (p. 6683, 6684, 6685); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite de la discussion du statut du personnel communal*) [2 novembre 1950] (p. 7391). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7624, 7625, 7626); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [23 novembre 1950] (p. 8078, 8079); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Moussu approuvant la politique agricole du Gouvernement* [8 décembre 1950] (p. 8858, 8859, 8860); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 7 : *Son amendement tendant à n'accorder qu'un tiers des bénéfices au bailleur* [6 avril 1951] (p. 2794, 2795, 2800); Art. 9 : *Son amendement relatif aux dommages et intérêts en cas de reprise frauduleuse* (p. 2859); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas augmenter la contribution foncière des propriétés non bâties dans les petites exploita-*

*tions* [10 mai 1951] (p. 4996); *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 1606 du Code des impôts directs* (p. 4996); Art. 11 : *Son amendement tendant à exempter les agriculteurs sinistrés* [16 mai 1951] (p. 5276); Article additionnel : *Son amendement relatif à la taxe de 1 0/0 additionnelle à la taxe sur les transactions* (p. 5277). = S'excuse de son absence [6 mai 1947] (p. 1476).

### PREVERT (Mlle Renée), Député de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommée membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la Sécurité Sociale [17 décembre 1946] (p. 103); [8 juin 1948] (p. 3276 : [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la comptabilité : [17 décembre 1946] (p. 103); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de ravitaillement : [27 décembre 1946] (p. 370); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34) — Est nommée Vice-présidente de la Commission de comptabilité. [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommée juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049); [30 novembre 1948] (p. 7302); *Session du 14 juin 1949*, [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire valider, en vue de la retraite, le congé sans traitement accordé aux femmes fonctionnaires, dans certaines administrations, pour allaiter ou élever leurs enfants, n° 691. — Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 54 G du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, n° 841. — Le 30 mai 1947, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S.N.C.F. d'étendre aux bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs, les dispositions réglementant la délivrance des billets de congés payés, n° 1525. — Le 27 novembre 1947, un avis au nom de la Commission de ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de trois enfants mineurs et plus, une carte de rationnement de catégorie T, avec l'indice le plus élevé que permettront les possibilités de l'approvisionnement national, n° 2722. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Lespes et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à classer toutes les communes « à régime normal » de la région parisienne (Seine-et-Oise et Seine-et-Marne), dans les communes « à régime spécial » pour les modalités du ravitaillement, n° 3492. — Le 8 mars 1948, une proposition de loi étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, n° 3707. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949 et tendant à élever le taux de cette allocation, n° 5711. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier l'article 29 du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail concernant le repos des femmes en couches, n° 6382. — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour les deux premiers trimestres de 1949 et à modifier les règles de cumul des prestations assistance et de l'allocation temporaire aux vieux, n° 6671. — Le 6 avril 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier l'article 29 du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail concernant le repos des femmes en couches, n° 6960. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le décret du 12 janvier 1949 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du ré-

gime de la sécurité sociale aux élèves infirmières et assistantes sociales, n° 7003. — Le 29 juin 1949, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi du 13 septembre 1946 et à majorer les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7679. — Le 21 décembre 1949, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale, n° 8802. — Le 19 juillet 1950, une proposition de loi complétant l'article 51 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 10645. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi n° 4994 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 77, concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents, et la Convention n° 78 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi aux travaux non industriels des enfants et des adolescents, n° 12208. —

#### Interventions :

Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3807). — Pose : à M. le Président du Conseil une question relative à l'augmentation de la production et de la distribution de la confiserie [22 août 1947] (p. 4567); — à M. le Ministre de l'Agriculture une question concernant les mesures prises contre les trafiquants et fraudeurs du ravitaillement [13 février 1948] (p. 731). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ÉTAT A, RAVITAILLEMENT : Chap. 300 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel roulant* [2 août 1948] (p. 5217); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 G du Code du travail) : *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions du travail des femmes et des jeunes* [3 janvier 1950] (p. 38). — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter d'impôts les opérations de liquidation des sociétés de presse dissoutes* [30 janvier 1951] (p. 525).



**PRIGENT (M. Robert)**, Député du Nord  
(1<sup>re</sup> circonscription).

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*  
*Ministre de la Santé publique et de la Population*

(Cabinet RAMADIER)

du 9 mai 1947 au 22 octobre 1947.

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*

(Cabinet BIDAULT)

du 16 février 1950 au 29 juin 1950.

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la marine marchande [11 février 1947] (p. 276), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des finances [3 décembre 1947] (p. 5451), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [14 novembre 1950] (p. 7662), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre : pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**); pour faire partie de la commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F° n. 687**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [19 mai 1948] (p. 2732), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 25 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant de l'abattement forfaitaire de compensation pour frais professionnels, dont

bénéficient les marins-pêcheurs naviguant, **n° 1035**. — Le 8 mai 1947, une proposition de loi tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, **n° 1271**. — Le 17 juin 1947, un projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947, **n° 1715**. — Le 6 août 1947, un projet de loi tendant au dépistage des malades vénériens contagieux et à leur traitement, **n° 2272**. — Le 11 août 1947, un projet de loi tendant à modifier l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, **n° 2385**. — Le 3 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert gratuit et à la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 4440**. — Le 15 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à remettre en vigueur la législation relative à la fixation des sables et des dunes des lais et retraits de mer, **n° 6450**. — Le 24 février 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur : 1° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949; 2° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre de 1949, **n° 6586**. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence les crédits nécessaires pour effectuer des travaux de protection nécessités par suite des dégâts survenus aux ouvrages de protection des ports du littoral de la mer du Nord et de Dunkerque en particulier, et à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux foyers sinistrés par suite de la même tempête, **n° 6670**. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la métropole, **n° 9151**. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 92 (II, alinéa 5) de la loi des crédits n° 50-928 du 8 août 1950 relatif à la taxe d'encouragement à la production textile, **n° 11017**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1946, Dispositions spéciales, Art. 23 bis : *Son amendement tendant à accorder des délais de paiement aux contribuables des poches de Dunkerque et de l'Atlantique* [20 mars 1947] (p. 947) : *Son amendement tendant à reporter pour l'année 1947, du 31 mars au 30 juin la date à partir de laquelle une majoration automatique de 10 0/0 sera appliquée au montant des cotisations mises en recouvrement au cours de l'année 1946* (ibid). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la population* (Cabinet Ramadier) [Décret du 9 mai 1947] (*J. O.* du 10 mai 1947, p. 4334).

**En cette qualité :**

Repond à une question de M. Fernand Bouxom relative aux dossiers de liquidation [6 juin 1947] (p. 1974). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 1<sup>er</sup>, 6<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Jean Cayeux tendant à ne pas amnistier l'exercice illégal de la médecine* [18 juin 1947] (p. 2197, 2198). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION** : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3115, 3116, 3117, 3118, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125) ; Chap. 100 : *Traitements du Ministre et de l'Administration centrale* (p. 3125) ; Chap. 102 : *Salaires des auxiliaires* (p. 3125, 3126) ; Chap. 107 : *Chargés de mission* (ibid) ; Chap. 108 : *Amendement de M. Bougrain tendant à supprimer les crédits pour le personnel temporaire, nécessité par la division des services de la Santé publique et de la population* (p. 3126) ; Chap. 109 : *Personnel temporaire de liquidation sanitaire des faits de guerre* (ibid) ; Chap. 112 2 : *Inspecteurs de la population* (p. 3126, 3127, 3128, 3129) ; Chap. 133 : *Service de la pharmacie* (p. 3132) ; Chap. 140 : *Demande de disjonction des crédits concernant les établissements de sourds-muets en Alsace-Lorraine présentée par M. Doyen* (p. 3133) ; Chap. 142 : *Crédits pour l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 3134) ; Chap. 300 : *Frais de réception* (ibid) ; Chap. 301 : *Amendement de M. Mora tendant à réduire les crédits pour loyers et impôts* (p. 3134, 3135) ; Chap. 305 : *Achats de livres* (p. 3135) ; Chap. 320 : *Participation aux Congrès internationaux* (p. 3135) ; Chap. 322 :

*Frais de missions* (p. 3136) ; Chap. 326 : *Demande de réduction de crédits pour le laboratoire du Bouchet présentée par M. Barrot* (p. 3136) ; Chap. 404 : *Dispensaires d'hygiène sociale* (p. 3137) ; Chap. 412 : *Assistance médicale gratuite* (p. 3137, 3138) ; Chap. 413 : *Subventions exceptionnelles à la ville de Paris* (p. 3138, 3139) ; Chap. 414 : *Subventions exceptionnelles à la ville de Marseille* (p. 3139, 3140) ; Chap. 415 : *Amendements de M. Savard et de Mme Rabaté tendant à réduire les crédits pour assistance aux vieillards et aux infirmes* (p. 3141) ; Chap. 501 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* (p. 3142) ; Chap. 503 : *Amendement de Mme Le Jeune tendant à réduire les crédits pour les écoles d'infirmières et d'assistantes sociales* (p. 3143) ; Chap. 504 : *Ecoles de sage-femmes* (p. 3144) ; Chap. 507 : *Prophylaxie de la tuberculose* (p. 3145) ; Chap. 510 : *Etablissements de rééducation pour les prostituées* (p. 3145) ; Chap. 517 5 : *Subventions de fonctionnement pour les organismes d'aide au foyer* (p. 3146) ; Chap. 518 : *Centres régionaux pour la jeunesse déficiente* (p. 3147) ; Chap. 519 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire les crédits pour la protection maternelle et l'enfance* [18 juillet 1947] (p. 3157) ; Chap. 521 : *Amendement de Mme François tendant à réduire les crédits de subventions à la Croix-Rouge française* (p. 3159) ; Cha. 524 : *Subventions aux unions d'associations familiales* (p. 3160) ; Chap. 526 : *Subventions à l'entraide française* (p. 3161, 3162) ; Chap. 527 : *Subventions à l'Union nationale des associations familiales* (p. 3162, 3163) ; Chap. 603 : *Sanatorium de Lantosque* (p. 3163). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour le budget général de l'exercice 1947 ; Article additionnel : *Amendement de M. Guyon tendant à abroger les lois des 23 août 1941 et 24 septembre 1941 (Mise en circulation des apéritifs à base d'alcool)* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3868, 3869). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463].

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [27 décembre 1947] (p. 6386, 6387) ; — du projet de loi

portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions financières en 1948; Art. 16 : *Droits relatifs aux produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6594); — des propositions de lois relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2727, 2728, 2729, 2730, 2737, 2739); *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la Commission* (p. 2742, 2743); — de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Pose la question préalable* [28 juin 1948] (p. 4063 et suiv.); *la retire* (p. 4070); *Ses explications de vote sur l'urgence* (p. 4081); — de la proposition de loi amendée par le Conseil de la République stabilisant le prix des baux à ferme : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4395, 4396); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 3023 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour regrouper les délégations départementales* [18 juillet 1948] (p. 4779); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses de personnel des services de logement* (p. 4782); Chap. 502 : *Amendement de M. Letourneau tendant à rétablir les crédits prévus pour la fondation française* (p. 4788); Chap. 6042 : *Diffusion des études et recherches sur l'urbanisme* (p. 4789); Chap. 6043 : *Contrôle technique des travaux de reconstruction* (p. 4789, 4790); MARINE MARCHANDE, Chap. 517 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 12 millions les crédits pour les services maritimes postaux* [28 juillet 1948] (p. 5006); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 100 : *Ses observations sur les prix des hôpitaux* [29 juillet 1948] (p. 5044); Chap. 117 : *Assistants sociaux* (p. 5047); Chap. 129 : *Contrôle sanitaire aux frontières* (p. 5048); Chap. 411 : *Assistance aux tuberculeux* (p. 5056); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et majoration d'impôts amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Autorisation de fabriquer des apéritifs à base d'alcool* [24 septembre 1948] (p. 6894); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 ter : *Amendement de M. Guesdon concernant le statut des sous-officiers de carrière* [26 septembre 1948] (p. 6942); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France; Art. 2 :

*Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales* [30 décembre 1948] (p. 8174); Art. 3 : *Amendement de M. Louvel relatif à la réorganisation administrative du Gaz de France* (p. 8176); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à prévoir une gradation dans les exonérations d'augmentation du prix du gaz* (p. 8177); *le retire* (ibid). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1949] (p. 6).

**En cette qualité :**

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 27 janvier 1949 (p. 138); — la 2<sup>e</sup> séance du 3 février 1949 (p. 313); — la 1<sup>re</sup> séance du 8 février 1949 (p. 393); — la 1<sup>re</sup> séance du 10 février 1949 (p. 449); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 février 1949 (p. 674); — la 1<sup>re</sup> séance du 24 février 1949 (p. 857); — la 2<sup>e</sup> séance du 25 février 1949 (p. 942); — la 3<sup>e</sup> séance du 3 mars 1949 (p. 1198); — la séance du 4 mars 1949 (p. 1254); — la 3<sup>e</sup> séance du 8 mars 1949 (p. 1347); — la 2<sup>e</sup> séance du 9 mars 1949 (p. 1413); — la 3<sup>e</sup> séance du 9 mars 1949 (p. 1441); — la 3<sup>e</sup> séance du 22 mars 1949 (p. 1712); — la 2<sup>e</sup> séance du 23 mars 1949 (p. 1773); — la 2<sup>e</sup> séance du 29 mars 1949 (p. 1818); — la 2<sup>e</sup> séance du 30 mars 1949 (p. 1876); — la 3<sup>e</sup> séance du 5 avril 1949 (p. 2075); — la 1<sup>re</sup> séance du 6 avril 1949 (p. 2120); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 12 avril 1949 (p. 2348); — la 2<sup>e</sup> séance du 19 mai 1949 (p. 2663); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 mai 1949 (p. 2894); — la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 mai 1949 (p. 2977); — la 2<sup>e</sup> séance du 9 juin 1949 (p. 3225); — la 3<sup>e</sup> séance du 14 juin 1949 (p. 3369); — la 2<sup>e</sup> séance du 16 juin 1949 (p. 3403); — la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1949 (p. 4003); — la 1<sup>re</sup> séance du 4 juillet 1949 (p. 4135); — la 1<sup>re</sup> séance du 7 juillet 1949 (p. 4319); — la 2<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1949 (p. 4348); — la 3<sup>e</sup> séance du 9 juillet 1949 (p. 4492); — la 1<sup>re</sup> séance du 10 juillet 1949 (p. 4515); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 13 juillet 1949 (p. 4727); — la 3<sup>e</sup> séance du 21 juillet 1949 (p. 4954); — la 2<sup>e</sup> séance du 24 juillet 1949 (p. 5148); — la 3<sup>e</sup> séance du 24 juillet 1949 (p. 5179); — la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1949 (p. 5313); — la 1<sup>re</sup> séance du 29 juillet 1949 (p. 5480); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 18 octobre 1949 (p. 5833); — la séance du 25 octobre 1949

(p. 5911); — la séance du 4 novembre 1949 (p. 5978); — la 3<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1949 (p. 6251); — la 3<sup>e</sup> séance du 25 novembre 1949 (p. 6315); — la 1<sup>re</sup> séance du 2 décembre 1949 (p. 6553); — la 1<sup>re</sup> séance du 9 décembre 1949 (p. 6121); — la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 14 décembre 1949 (p. 6850); — la 3<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1949 (p. 6924); — la 2<sup>e</sup> séance du 19 décembre 1949 (p. 7004); — la 3<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1949 (p. 7109); — la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1949 (p. 7152); — la séance du 23 décembre 1949 (p. 7194); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7378); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1949 (p. 7612); — la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1949 (p. 7679); — la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1950 (p. 55); — la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1950 (p. 144). — Donne lecture d'une communication du Président de la République demandant une seconde délibération de la loi définissant les conditions dans lesquelles les militaires dégagés des cadres peuvent concourir pour la Légion d'honneur et la médaille militaire [27 janvier 1949] (p. 138). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1050). — Présente les souhaits de bienvenue de l'Assemblée à une délégation de l'Assemblée nationale turque [9 juin 1949] (p. 3225). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Son rappel au règlement (Recevabilité d'une demande de scrutin public à la tribune)* [13 octobre 1949] (p. 5784, 5785). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Son amendement relatif au fonds national de péréquation* [30 décembre 1949] (p. 7579); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à l'impôt sur les transporteurs routiers* [31 décembre 1949] (p. 7667, 7668, 7669). — Son allocution pour présenter ses vœux aux membres de l'Assemblée Nationale, aux journalistes et au personnel [31 décembre 1949] (p. 7680). — Donne lecture d'une communication du Président du Conseil demandant la convocation du Parlement pour une session extraordinaire le 2 janvier 1950 [31 décembre 1949] (p. 7687). — Déclare close : la session de l'Assemblée Nationale pour 1949

[31 décembre 1949] (p. 7689); — la session extraordinaire de 1950 [4 janvier 1950] (p. 162). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194).

**En cette qualité :**

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 27 janvier 1950 (p. 581); — la 3<sup>e</sup> séance du 27 janvier 1950 (p. 629); — la 2<sup>e</sup> séance du 28 janvier 1950 (p. 660); — la 1<sup>re</sup> séance du 29 janvier 1950 (p. 733); — la séance du 1<sup>er</sup> février 1950 (p. 858); — la 1<sup>re</sup> séance du 2 février 1950 (p. 882); — la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 7 février 1950 (p. 1040). — Donne lecture d'un message de Sa Majesté Rao Dai [7 février 1950] (p. 1040). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [Cabinet Bidault] (Décret du 14 février 1950, *J. O.* du 16 février 1950, p. 1847).

**En cette qualité :**

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les fonctionnaires des territoires d'outre-mer* [16 février 1950] (p. 1143); *Discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos* [21 février 1950] (p. 1280). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre : *Motion préjudicielle de M. Villon tendant au renvoi à la Commission de la défense nationale* [23 février 1950] (p. 1348); *Discussion générale* (p. 1349); Art. 4 : *Amendement de M. Halbout tendant à mettre fin aux réquisitions d'immeubles par les services publics dans les communes sinistrées* (p. 1353); *Amendement de M. Yvon tendant à mettre fin aux réquisitions empêchant la reconstruction* (p. 1354); Art. 6 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à ne pas appliquer la loi aux départements d'outre-mer* [24 février 1950] (p. 1411); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1412); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1558, 1559); Art. 4 : *Amendement de M. Villon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1560); — des interpellations sur les prix agricoles : *Sa demande de priorité pour l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1489); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa proposition de suspendre les débats* [3 mars 1950] (p. 1810); *la retire* (ibid.). — Est

entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la ratification du pacte d'aide mutuelle* [8 mars 1950] (p. 1938). — Répond à une question : de M. Gros relative à l'approvisionnement de l'intendance militaire en vin étranger [17 mars 1950] (p. 2142); — de M. A. Mercier relative à l'application de la loi française aux travailleurs des établissements dépendant des services du plan Marshall [17 mars 1950] (p. 2143). — Prend part à la discussion du projet de loi amendé par le Conseil de la République relatif à l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 6 : *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire* [17 mars 1950] (p. 2147, 2148); *Amendement de M. E. Hugues tendant à reprendre le texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire* (p. 2149). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos* [21 mars 1950] (p. 2211); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget* [21 mars 1950] (p. 2235); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur le droit de timbre sur les cartes grises et la prorogation du mandat des conseillers économiques* [29 mars 1950] (p. 2625); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie* [2 mai 1950] (p. 3144); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie, Haut Commissaire de l'énergie atomique [9 mai 1950] (p. 3386). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la commémoration de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvick : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3395). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de la France d'outre-mer* [9 mai 1950] (p. 3398); — sur une modification de l'ordre du jour : *Discussion du budget civil* [11 mai 1950] (p. 3571). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat A, SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DU CONTRE-ESPIONNAGE : *Amendement de M. ChARRIER tendant à supprimer les crédits de ce service* [12 mai 1950] (p. 3660, 3661, 3662); Chap. 1000 : *Amendement de M. Hughes tendant à*

*réduire de 1 million les crédits de l'Administration centrale (Fusion du S. D. E. C. E. et du G. C. R.)* (p. 3662, 3663); Chap. 3020 : *Fonctionnement du service de l'Administration centrale* (p. 3663, 3664); Chap. 3110 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour remboursement à l'Imprimerie nationale* (p. 3664); JUSTICE : *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Grimaud* [17 mai 1950] (p. 3766); PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale* [14 juin 1950] (p. 4755); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel* (p. 4756); Chap. 3010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de déplacement et de mission* (p. 4756, 4757); Chap. 3020 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'achat de matériel automobile* (p. 4757); Chap. 3030 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4757); Chap. 3040 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les loyers et indemnités de reconstruction* (p. 4757); Chap. 3050 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les services de documentation* (p. 4757); Chap. 5000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la subvention à l'Ecole nationale d'administration* (p. 4758, 4759); Chap. 5020 : *Subventions au Commissariat à l'énergie atomique* (p. 4759, 4760, 4761); INFORMATION, Chap. 1000 : *Personnel temporaire (Liberté d'expression des parlementaires)* (p. 4763); Chap. 1030 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'indemnité de résidence* (p. 4763); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel (Combustibles)* (p. 4763); Chap. 5000 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'Agence France-Presse* (p. 4765, 4766); Chap. 5010 : *Amendement de M. Mont tendant à prévoir une subvention pour les œuvres sociales de la presse* (p. 4766); DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS, Chap. 3010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services administratifs* (p. 4767); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel militaire des postes à l'étranger* (p. 4768); Chap. 1020 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir les crédits pour le personnel contractuel* (p. 4770); Chap. 1030 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir les crédits*

pour le personnel civil des postes à l'étranger (p. 4770); Chap. 3000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de déplacement et mission (p. 4770); Chap. 3020 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel (p. 4770); Chap. 3070 : Amendement de M. Monteil tendant à rétablir les crédits pour l'entretien du matériel auto (p. 4771); CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES, Chap. 1000 : Personnel de l'échelon central (p. 4774). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi relatif à la fête des mères [12 mai 1950] (p. 3664, 3665); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du budget de l'Agriculture [16 mai 1950] (p. 3705); — sur une modification de l'ordre du jour : Discussion du budget de la Justice [17 mai 1950] (p. 3762, 3763, 3767); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du budget de l'Éducation nationale [30 mai 1950] (p. 3999). — Donne sa démission de Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé Secrétaire d'État à l'Intérieur (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (J. O. du 3 juillet 1950, p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

#### En qualité de Député.

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 79 : Son amendement tendant à relever à 0.7 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile [2 août 1950] (p. 6511, 6512, 6513); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 25 : Son amendement relatif à l'attribution de logements et de locaux commerciaux construits par les habitations à loyer modéré [18 avril 1951] (p. 3459); Art. 9 : Son amendement relatif à l'attribution de logements par les habitations à loyer modéré (p. 3504); Son amendement relatif aux bonifications d'intérêt accordées aux habitations à loyer modéré en vue d'acquisitions foncières et de travaux d'aménagement (p. 3504); Art. 10 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction sur tout le territoire [19 avril 1951] (p. 3519); Art. 19 : Son amendement tendant à prévoir le relogement des expulsés (p. 3523); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux

du Trésor; Art. 13 : Taxe d'encouragement à la production textile [19 avril 1951] (p. 3590, 3591); Art. 43 : Son amendement tendant à rétablir l'article autorisant les mines domaniales de potasse à émettre un emprunt obligataire (p. 3601).

#### PRIGENT (M. Tanguy), Député du Finistère.

Ministre de l'Agriculture.

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Ministre de l'Agriculture.

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [24 janvier 1950] (p. 454), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des finances [17 janvier 1951] (p. 300). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen. (Application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (**F. n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1946, un projet de loi tendant à proroger la période transitoire d'application de l'ordonnance n° 45-882 du 3 mai 1945, modifiée par la loi n° 46-306 du 27 février 1946 concernant les prix des baux à ferme, **n° 155**. — Le 21 janvier 1947, un projet de loi concernant la répression des infractions en matière d'abatage, de transport et de répartition du bois, **n° 339**. — Le 25 mars 1947, un projet de loi introduisant dans les départements du

Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par par l'ordonnance du 7 juillet 1945, n° 1051. — Le 9 mai 1947, un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, n° 1281. — Le 22 mai 1947, un projet de loi relatif au rétablissement des syndicats de vétérinaires, n° 1407. — Le 22 mai 1947, un projet de loi relatif à l'institution d'un Ordre national des vétérinaires, n° 1408. — Le 29 mai 1947, un projet de loi relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux par des vétérinaires étrangers, n° 1472. — Le 10 juin 1947, un projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, n° 1623. — Le 12 juin 1947, un projet de loi complétant la loi du 4 juillet 1900 relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, n° 1646. — Le 10 juillet 1947, un projet de loi relatif au réensemencement en blé des emblavures gelées au cours de l'hiver 1946-1947, n° 1969. — Le 30 juillet 1947, un projet de loi relatif à l'organisation du marché du sel de l'Ouest, n° 2178. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi relatif à l'introduction de la législation sanitaire vétérinaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 2581. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à organiser l'emploi du Fonds national de modernisation et d'équipement pour le financement de l'équipement rural, n° 3242. — Le 19 mars 1948, une proposition de loi relative au regroupement culturel, n° 3887. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à limiter le nombre des domaines agricoles mis en valeur par un même exploitant et à faciliter l'installation à la terre des jeunes agriculteurs, n° 4350. — Le 22 juin 1948, une proposition de loi relative aux foyers ruraux, n° 4663. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations des côtes bretonnes, victimes de la tempête des 24 et 25 octobre 1949, n° 8279. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les ressources du crédit agricole mutuel, n° 8466. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi portant organisation des marchés agricoles et tendant à assurer la sécurité des producteurs agricoles en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à

protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausses de prix, n° 9419. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux « personnes qualifiées » appelées à siéger dans les Caisses de Sécurité sociale une indemnité compensatrice de perte de salaire ou de gain, n° 11425. — Le 5 décembre 1950, une proposition de loi annulant les délibérations du Conseil général du Finistère relatives à l'attribution des bourses départementales, n° 11507. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi (n° 11585) tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts ; II. la proposition de loi (n° 11359) de M. Dulin, sénateur tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 11729. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 12985) de M. Bas et plusieurs de ses collègues relative à l'assurance volontaire des membres non salariés des professions agricoles, n° 13068.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet L. Blum) [16 décembre 1946] (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691).

#### En cette qualité :

Intervient au cours du débat sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme : *Amendement de M. David* [20 décembre 1946] (p. 195). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.*, du 23 janvier 1947, p. 939).

#### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvision-*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

*nement en bois* [4 février 1947] (p. 155, 156); — sur la proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles : *Renvoi de la discussion* [4 mars 1947] (p. 559). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1001, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011); — d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux; Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* [28 mars 1947] (p. 1260); — d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux; Article unique : *Amendement de M. François Delcos tendant à préciser les conditions dans lesquelles le tribunal appréciera les aptitudes d'exploitation du propriétaire* [28 mars 1947] (p. 1272). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi amendé par le Conseil de la République, instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande; Art. 2 : *Amendement de M. Mauroux tendant à ce que le retrait de la carte professionnelle d'acheteur ne soit effectuée que conformément à l'avis du conseil départemental de la viande* [29 mars 1947] (p. 1317, 1318); — sur les interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [2 mai 1947] (p. 1421, 1422, 1423, 1424), [13 mai 1947] (p. 1590), [16 mai 1947] (p. 1622, 1623, 1626, 1637 à 1646); *Amendement de M. Waldeck Rochet à l'ordre du jour de confiance de M. Charles Lussy* (p. 1651). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [22 mai 1947] (p. 1720, 1721). — Répond à une question posée par M. Lalle sur l'attribution de monnaie-matière à l'agriculture [30 mai 1947] (p. 1851). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1921, 1922, 1932); Art. 2 : *Demande de renvoi pour avis à la Commission des finances présentée par M. Pleven sur l'article relatif aux primes* (p. 1937); Art. 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiel* [6 juin 1947] (p. 1953, 1954, 1955); Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le régime en vigueur pour la détermination du rendement*

*moyen départemental* (p. 1961, 1962, 1963, 1964); Art. 4 : *Rôle du Comité départemental des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2817, 2818, 2819). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits pour l'Administration centrale (Allocations et indemnités diverses)* [12 juin 1947] (p. 2048, 2049, 2050); Chap. 105 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'indemnité de résidence* (p. 2051); Chap. 3102 : *Amendement de M. Burlot tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* (p. 2054); Chap. 319 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques* (p. 2055, 2056); Chap. 338 : *Amendements de MM. Delcos et Charlot tendant à reprendre les crédits prévus pour la police et la surveillance des eaux domaniales* (p. 2057); Chap. 339 : *Fonds forestier national* (p. 2058); Chap. 342 : *Compte spécial d'approvisionnement en bois et en produits forestiers* (p. 2058, 2059); Chap. 344 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire les crédits prévus pour la pénétration du progrès technique dans les exploitations agricoles* (p. 2060, 2061); Chap. 362 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les conseils agricoles départementaux* (p. 2065, 2066); Chap. 505 : *Équipement rural* (p. 2068); Chap. 508 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire les crédits demandés pour la cinématographie agricole* (p. 2068, 2069); Chap. 512 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 2069, 2070); Chap. 519 : *Concours général agricole* (p. 2070); Chap. 525 : *Foyers ruraux* (p. 2071); Chap. 528 : *Jardins ouvriers* (p. 2071); Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel de l'Administration centrale* (p. 2072, 2073); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 100 : *Réduction de crédits du Conseil de la République pour les traitements du Ministre et du personnel de l'Administration centrale* [7 août 1947] (p. 4022); Chap. 104 : *Crédits pour allocations et indemnités diverses à l'Administration centrale* (p. 4024); Chap. 112 : *Allocations et indemnités pour l'inspection générale de l'agriculture*



(p. 4024); Chap. 155 : *Indemnités à la direction de la répression des fraudes* (p. 4025); Chap. 164 : *Indemnités à la direction du génie rural et de l'hydraulique agricole* (p. 4025); Chap. 305 : *Indemnités pour frais de déplacement* (p. 4025); Chap. 340 : *Achat de matériel automobile* (p. 4026); Chap. 400 : *Allocations familiales* (p. 4027). — Répond à une question : de M. Desjardins relative à la pénurie de main-d'œuvre agricole à la suite du départ des prisonniers de guerre [18 juillet 1947] (p. 3180); — de M. Laurens relative à l'emploi du fonds collectif d'équipement rural en fonction du plan Monnet [18 juillet 1947] (p. 1181). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Amendements de M.M. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupant au plus deux ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3536); Art. 9 : *Application de la loi et sanctions aux contrevenants* [29 juillet 1947] (p. 3684); *Amendement de M. Fayet tendant à appliquer la loi en Algérie* [29 juillet 1947] (p. 3684); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Clôture de la session* [29 juillet 1947] (p. 3687, 3688). — Répond à une question de M. Moussu relative aux mesures prises pour assurer le succès de la collecte du blé, malgré les conséquences fâcheuses de la fixation du prix du blé [8 août 1947] (p. 4113, 4114). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Son amendement relatif à la composition des commissions paritaires départementales* [6 mars 1948] (p. 1474, 1475); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer quatre articles nouveaux relatifs au fonds national de modernisation et d'équipement* [7 mars 1948] (p. 1528, 1529, 1530); — de la proposition de loi stabilisant le prix des baux à ferme amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4397); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 novembre 1948] (p. 7074, 7075); — du

projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* [25 novembre 1948] (p. 7243); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à exonérer aussi les sociétés coopératives agricoles* [23 décembre 1948] (p. 7907); le retire (p. 7908); *Son sous-amendement tendant à maintenir l'exonération d'impôt sur les bénéfices pour les caisses de crédit agricole et les coopératives agricoles* (p. 7908, 7909); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8019); *Amendement de M. Rochet tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* [28 décembre 1948] (p. 8032); *Amendement de M. Olmi tendant à préciser le calcul du fermage quand la denrée produite ne figure pas sur la liste retenue par le préfet* (p. 8037); Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer* (p. 8038, 8040); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ruffé tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* [31 décembre 1948] (p. 8334, 8335, 8336); Art. 2 : *Amendement de M. Delcos tendant à ne faire remettre en cause devant les tribunaux paritaires que les baux à entrée en jouissance postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1949* (p. 8337); Art. 3 : *Amendement de M. Ruffé tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme* (p. 8338, 8339); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : *Subventions aux foyers ruraux* [31 décembre 1948 (p. 8222); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la production de plants sélectionnés de pommes de terre)* [25 février 1949] (p. 974); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1<sup>er</sup> : **ETAT A** : *Prêts pour l'équipement de l'industrie de l'azote* [2 mars 1949] (p. 1147); Art. 3 : *Amendement de M. Dagain tendant à faire admettre les titres de l'emprunt obligatoire en souscription aux emprunts de reconstruction* [9 mars 1949] (p. 1445); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1167, 1168); *Renvoi*

à la Commission des finances (p. 1171); Article unique: Amendement de M. Rochet tendant à maintenir les impôts pour 1949 au niveau de ceux de 1948 [8 mars 1949] (p. 1332); Son amendement tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole (p. 1333, 1335); Son amendement tendant à prévoir un aménagement de ce décret (p. 1336); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1338); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 174: Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 10 millions la contribution de l'Etat aux dépenses des conseils agricoles départementaux [12 avril 1949] (p. 2347); Chap. 343: Frais de fonctionnement des tribunaux paritaires (p. 2353, 2354); Chap. 519-2: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (p. 2369, 2370, 3271); Chap. 523: Amendement de M. Guyomard tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention à l'Office interprofessionnel des céréales (p. 2373); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 18: Amendement de M. Perdon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant le renouvellement des conseils d'administration chaque année par moitié [17 mai 1949] (p. 2545); Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le renouvellement par moitié tous les trois ans (p. 2545); — du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé: Discussion générale [30 juin 1949] (p. 3973, 3974); — du projet de loi portant création d'un budget des prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 4: Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le septième alinéa relatif à l'inclusion des frais de gestion et d'action sociale dans le budget annexe [2 juillet 1949] (p. 4107, 4108); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: Discussion générale [20 juillet 1949] (p. 4861, 4862, 4863, 4864, 4865, 4866); Art. 1 bis: Amendement de M. Rochet tendant à limiter le montant global des impôts pesant sur l'agriculture en 1949 (p. 4876, 4877, 4878, 4879); Art. 2 bis: Son sous-amendement tendant à préciser les «nouveaux exploitants» et «pour leur première

installation» (p. 4884); le retire (ibid.); Amendement de M. Charpentier tendant à frapper d'une surtaxe les exploitants ayant un revenu cadastral supérieur à 2.500 francs (p. 4886); Art. 10 quater: Amendement de M. Hughes tendant à soumettre les coopératives aux impôts indirects (p. 4893); Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à limiter l'exonération d'impôts directs dont jouissent les coopératives [21 juillet 1949] (p. 4957, 4958); Art. 10 sexies: Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article 234 du décret portant réforme fiscale (p. 4960, 4961); Amendement de M. Valay tendant à modifier cet article relatif aux coopératives agricoles (p. 4963); Son sous-amendement tendant à inclure les coopératives d'achat (p. 4964); le retire (p. 4965); Amendement de M. Charpentier tendant à placer les petits exploitants groupés dans les mêmes conditions qu'un gros exploitant (p. 4965); Art. 1<sup>er</sup> bis: Son amendement tendant à ce que le total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants (p. 4972, 4973, 4975); Son amendement tendant à prévoir une surtaxe progressive sur les exploitants dont le revenu cadastral est supérieur à 2.500 francs (p. 4977); Ses explications de vote (p. 4984) [22 juillet 1949] (p. 5055, 5056); Art. 42: Sous-amendement de M. Pleven tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles [24 juillet 1949] (p. 5115); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup>: Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé [28 juillet 1949] (p. 5456, 5457, 5458, 5459); Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article (p. 5466); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Joubert tendant à ne pas soumettre à la loi les exploitations familiales n'occupant pas plus de deux ouvriers [20 décembre 1949] (p. 7048); Art. 31 J du Code du travail: Son amendement tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture du champ d'application de la loi [3 janvier 1950] (p. 65, 66, 67); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> (art. 31 A du Code du travail): Amendement de M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions aux professions agricoles [2 février 1950] (p. 923, 924); (Art. 31 J): Son amendement tendant à insérer un article ne prévoyant pas de conventions régionales pour

les travailleurs agricoles [3 février 1950] (p. 986, 987, 988); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'établissement du bénéfice agricole imposable* [27 décembre 1949] (p. 7374, 7375, 7377, 7378); Art. 7 : *Son amendement relatif à l'évaluation des bénéfices agricoles impossibles en fonction des évaluations des années passées* [28 décembre 1949] (p. 7495); Art. 27 : *Son amendement relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles en fonction des évaluations des années passées* [30 décembre 1949] (p. 7614, 7615, 7616, 7617); *Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de son amendement)* (p. 7615); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 3.000 francs* (p. 7620, 7621); *Demande de disjonction de son amendement présentée par M. Halbout* [31 décembre 1949] (p. 7639); — du projet de loi de finances, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle majorant la taxe à la production* [31 janvier 1950] (p. 814); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2, ETAT C : *Son amendement tendant à réduire de 2 milliards les investissements en Indochine et à augmenter de 2 milliards les prêts agricoles* [26 avril 1950] (p. 2933, 2934); *Amendement de M. Gaillard tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les investissements en Indochine* (p. 2938); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la réorganisation de l'administration française et le décret du 30 avril, sur le calcul du prix de revient du blé)* [24 mai 1950] (p. 3857, 3858, 3859); Chap. 1300 : *Amendement de M. Vée tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique* (p. 3890); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les frais d'enquêtes et statistiques* [25 mai 1950] (p. 3914); Chap 3240 : *Fonctionnement des Commissions paritaires du travail* (p. 3920); Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux* (p. 3938, 3939); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les*

*crédits pour congrès, missions et expositions* (p. 3940, 3941); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à transférer les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale aux subventions des foyers ruraux* (p. 3942, 3943, 3945); *le retire* (p. 3946); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [25 mai 1950] (p. 3958); — du projet de loi relatif à la fixation du prix du blé : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juillet 1950] (p. 6072); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6201, 6203, 6208, 6209); PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS, Art. 2 : *Exemption de cotisation accordée aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 6213); *Son amendement tendant à exonérer de toute cotisation les économiquement faibles* (p. 6214); *le retire* (ibid.); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 5 francs* (p. 6219); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux recettes du budget annexe des prestations agricoles* (p. 6225, 6226, 6228, 6229); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles* (p. 6231); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Paumier ayant le même objet* [31 juillet 1950] (p. 6248); *Amendement de M. Lucas tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du budget des prestations familiales agricoles* (p. 6250); Art. 7 : *Suppression de l'allocation de salaire unique aux membres de la famille de l'exploitant* (p. 6269); Art. 8 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article relatif au calcul du salaire de base suivant l'âge des enfants à charge* (p. 6274); Art. 10 : *Amendement de Mme Boutard tendant à accorder un abattement de 30 0/0 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6278); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6281, 6282); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6401,

6402, 6403, 6404); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 82 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des organismes stockeurs du commerce des grains* [4 août 1950] (p. 6767); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6572); Art. 1<sup>er</sup> : *Institution en 1951 d'une Caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6580); *Amendement de M. Farinez tendant à réserver les prêts par priorité aux agriculteurs* (p. 6589); *Son amendement tendant à limiter l'extension des prêts aux exploitants agricoles, artisans ruraux et ouvriers agricoles* (p. 6592); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer « par la commission susvisée »* [4 août 1950] (p. 6618); Art. 6 : *Amendement de M. Ramarony tendant à prévoir le versement intégral de la majoration sur le droit de circulation du vin à la section viticole du fonds national* (p. 6644); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir la création dans un délai d'un an d'une Caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles* (p. 6647, 6648); Art. 3 : *Amendement de M. Terpend tendant à solliciter des subventions des collectivités locales en faveur du fonds de garantie de la Caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6650, 6651); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 1<sup>er</sup> : *Ristourne en faveur du carburant utilisé par les moteurs fixes* [4 août 1950] (p. 6686); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7616, 7617), [17 novembre 1950] (p. 7868, 7869); Art. 3 : *Amendement de M. Pirot tendant à supprimer l'article permettant à des agriculteurs seulement l'achat de certaines terres* [20 décembre 1950] (p. 9383); Art. 8 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion* [6 avril 1951] (p. 2854); *Amendement de M. Triboulet tendant à tenir compte des conditions d'exploitation effective du fonds* (p. 2855); Art. 12 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de conversion* (p. 2863, 2864). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de propositions relatives à l'agriculture*) [14 novembre 1950] (p. 7706, 7707). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [28 novembre 1950] (p. 8255, 8256, 8257); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8692); *Amendement de M. Rochet tendant à prévoir des cas où le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas due, est élevé à 750 francs* (p. 8710); Art. 13 : *Demande de réserver l'article, présentée par le Gouvernement* (p. 8711, 8712); *Son amendement tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* (p. 8712, 8713, 8714, 8715, 8717, 8718, 8719, 8720); *Sous-amendement de M. de Sesmaisons tendant à mettre l'imposition additionnelle à la charge de l'exploitant et non du propriétaire* (p. 8717); *Demande de vote sur l'article, présentée par la Commission* (p. 8720); *Ses remarques sur le vote de son amendement relatif au financement de la loi* [13 décembre 1950] (p. 9018); *Son amendement tendant à financer l'allocation vieillesse par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 9020, 9021, 9022, 9026); Art. 17 : *Son amendement tendant à prévoir une cotisation additionnelle à la surtaxe progressive* (p. 9030); *Sous-amendement de M. Garcia tendant à ne percevoir cette cotisation que sur les revenus supérieurs à 500.000 francs* (p. 9034, 9032, 9033); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1140 : *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526, 9527); Chap. 1180 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel temporaire de la production agricole, présentée par le Gouvernement* (p. 9527); Chap. 1480 : *Amendement de M. Guille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes* (p. 9531, 9532); Chap. 1570 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural* (p. 9532, 9533); *le retire* (p. 9534); Chap. 3050 : *Amendement de M. Jean Musson tendant à rétablir les crédits pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9552); Chap. 3240 : *Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions paritaires du*

travail (p. 9562, 9565); Chap. 3250 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Commission consultative départementale des baux ruraux (p. 9582); Chap. 3310 : Caisses de solidarité contre les calamités agricoles (p. 9586, 9587); Chap. 3320 : Prêts aux victimes des calamités agricoles (p. 9588); Chap. 3480 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Comité directeur du machinisme agricole (p. 9592, 9593); le retire (p. 9596); Chap. 3510 : Etudes d'hydraulique et de génie rural [26 décembre 1950] (p. 9614, 9615); Chap. 4080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonification aux jeunes agriculteurs bénéficiaires de prêts (p. 9619, 9620); le retire (p. 9620); Chap. 5050 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale et à transférer les crédits aux foyers ruraux (p. 9624, 9625, 9626); AGRICULTURE, Article additionnel : Son amendement tendant à abroger la limitation à 12 fois le revenu d'avant-guerre des revenus agricoles imposables pour la surtaxe progressive [26 janvier 1951] (p. 483, 484); le retire (p. 484); Amendement de M. Lussy tendant à mettre à la charge de l'acheteur la taxe d'achat additionnelle à la taxe sur les transactions (p. 484); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3 : Participation de l'Etat au fonds de péréquation [5 janvier 1951] (p. 203); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à accorder 60 0/0 de la taxe locale aux communes. 15 0/0 aux départements et à prévoir un régime spécial dans la Seine (p. 218, 221); le retire (p. 221); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 : Son amendement tendant à assurer aux salariés agricoles des avantages équivalents à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1951 [9 février 1951] (p. 1007). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (Budget annexe des prestations familiales agricoles) [9 mai 1951] (p. 4928); — sur le procès-verbal de la séance précédente (Discussion du budget des prestations familiales agricoles) [10 mai 1951] (p. 4952). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à calculer les prestations familiales agricoles sur la base d'un salaire mensuel

de 15.000 francs par mois et à les financer par des impôts additionnels aux impôts fonciers [10 mai 1951] (p. 4985, 4986, 4987, 4989, 4990); Art. 2 : Son amendement tendant à mettre les nouveaux impôts à la charge des propriétaires (p. 4995); Art. 3 : Demande de retrait de l'article 3, présentée par le Gouvernement [16 mai 1951] (p. 5246); Article additionnel : Son amendement tendant à exempter de la taxe prévue les coopératives collectant la crème fermière (p. 5249); Amendement de M. Paumier tendant à ne pas prendre les fonds détenus par des coopératives agricoles pour le compte des sociétaires (p. 5272); Article additionnel : Son amendement tendant à prévoir une cotisation proportionnelle à la taxe à la production et au taux de 0,30 0/0 (p. 5277, 5280); Art. 9 : Demande de reprise du texte gouvernemental instituant une taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, présentée par le Gouvernement (p. 5279); Art. 9 quater : Son amendement tendant à prévoir une cotisation spéciale des gros exploitants [17 mai 1951] (p. 5314); le retire (ibid.); Sa demande de deuxième délibération (p. 5315); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à prévoir une cotisation proportionnelle à la taxe à la production de 0,30 0/0 (p. 5315); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5315, 5316); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 14 quinquies : Amendement de M. Arthaud tendant à mettre à la charge de l'acheteur les taxes à l'achat des produits agricoles [18 mai 1951] (p. 5523); Art. 18 : Son amendement tendant à disjoindre l'article restreignant l'octroi de l'allocation temporaire aux vieux (p. 5536, 5537); Article additionnel : Examen des articles additionnels (p. 5544); Son amendement tendant à ne pas faire percevoir pour le compte de l'Etat les coopératives agricoles (p. 5545); Son amendement tendant à supprimer le plafond pour l'évaluation des revenus fonciers (p. 5545, 5546); Son amendement relatif au partage des impôts dans le cas du bail à colonat partiaire (p. 5546); Son amendement tendant à accorder des prolongations d'activité aux fonctionnaires ayant eu des enfants morts pour la France (p. 5546); Son amendement relatif au régime fiscal des coopératives agricoles (p. 5546); Son amendement tendant à réglementer les rapports du génie rural et des collectivités locales (p. 5546, 5547); Son amendement relatif au report du droit au bail des commerçants et industriels sinistrés

(p. 5550); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif au report des baux commerciaux, artisanaux ou industriels* [22 mai 1951] (p. 5764).

### **PRONTEAU (M. Jean), Député de la Charente.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la France d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [25 avril 1950] (p. 2807); de la Commission des immunités parlementaires [23 janvier 1951] (p. 348).

#### **Dépôts :**

Le 6 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs, victimes de la grêle dans le département de la Charente, n° 1616. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi tendant à classer le produit « Pineau des Charentes » ou « Pineau charentais » dans la catégorie des vins doux naturels, n° 4095. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6805. — Le 22 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission nommée le 30 juillet 1948 chargée d'examiner deux demandes en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6842. — Le 20 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement la loi n° 50-1009 du 19 août 1950, instituant une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture et à rembourser sans délai par l'Etat les préjudices causés aux ayants droit et aux coopératives intéressées, n° 12927.

#### **Interventions :**

Est nommé *Secrétaire d'âge* [14 janvier 1947] (p. 1). — Prend part à la discussion : du projet

de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer les exploitants agricoles jouissant d'un revenu cadastral inférieur à 500 francs* [22 décembre 1947] (p. 6129); Art. 7 bis : *Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre de fonctionnaires* (p. 6157); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [22 décembre 1947] (p. 6175); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 1, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6310, 6311, 6312). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises au Maroc par le Résident général et l'application de l'état de siège [20 mai 1948] (p. 2808). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [25 mai 1948] (p. 2915); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3067). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi au Conseil économique* [8 août 1948] (p. 5532, 5533, 5534, 5535); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Servin tendant à supprimer l'article* [9 août 1948] (p. 5590); *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5593, 5594); Art. 3 : *Sous-amendement de M. Buron tendant à supprimer « l'application des dispositions législatives ou réglementaires existantes »* (p. 5620); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [10 août 1948] (p. 5682). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 8 août (*Opinion de M. Paul Reynaud sur la Constitution*) [9 août 1948] (p. 5563). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 55 : *Sa demande de réserver l'article relatif à l'élection des Conseillers dans les Protectorats* [13 août 1948] (p. 5786); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses amendements tendant à supprimer les alinéas 5 et 6 relatifs à la représentation des Français des Protectorats* [18 août 1948] (p. 5877, 5878, 5879); *Amendement de M. Pleven tendant à augmenter la représentation des Français des Protectorats* (p. 5880); *Son amendement tendant à supprimer la représentation des Français de l'étranger* (p. 5881); *Amendement de*

*M. Bouxom* tendant à porter de 1 à 3 sièges cette représentation (p. 5882, 5883); — du projet de loi portant création de l'institut d'émission de l'Indochine : *Pose la question préalable* [26 août 1948] (p. 6349, 6350); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'accorder le privilège qu'à titre provisoire* (p. 6350, 6351); — du projet de loi portant modification du statut de la Banque de l'Algérie : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7451, 7452). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les déclarations du Président du Conseil* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1063, 1064, 1065). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations faites par le Président du Conseil à une agence américaine concernant la préparation d'une guerre d'agression contre l'U.R.S.S. [2 mars 1949] (p. 1150). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture des crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1205, 1206, 1207). — Dépose une demande d'interpellation sur les accords passés avec des trusts étrangers au sujet de l'exploitation des gisements pétroliers de Tunisie [17 mai 1949] (p. 2549). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [30 juin 1949] (p. 3955, 3956, 3957). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14 : *Son rappel au Règlement (Disjonction de l'amendement de M. Baurens)* [3 juin 1949] (p. 3132, 3133); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3135). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [14 juin 1949] (p. 3365). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites intentées par le Gouvernement contre deux Conseillers de l'Union française pour les déclarations faites à la tribune de cette Assemblée [24 juin 1949] (p. 3791). — Est entendu pour : un rappel au Règlement : *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [28 juin 1949] (p. 3880, 3881); — une modification de l'ordre du jour : *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [28 juin 1949] (p. 3881). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ajournement du débat* [2 juillet 1949] (p. 4114);

— d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4227, 4228). — Est entendu pour l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de résolution relative aux immunités parlementaires [7 juillet 1949] (p. 4383). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [13 juillet 1949] (p. 4744, 4745); — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4418, 4419, 4420, 4421); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République limitant la levée aux seuls faits visés* [30 juillet 1949] (p. 5553, 5554); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Majoration de la taxe à la production* [27 décembre 1949] (p. 7392); *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7393); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les dépenses au-delà des maxima fixés* [28 décembre 1949] (p. 7493); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7599); — du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [28 janvier 1950] (p. 688, 689, 690); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 3 : *Amendement de M. Llante tendant à interdire provisoirement la vente du coca-cola en France et en Algérie* [28 février 1950] (p. 1535); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1715); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1724); *Sa demande de suspension de séance* (p. 1741); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à punir de réclusion les auteurs d'actes contraires aux principes de la Constitution* (p. 1796); *Amendement de M. Coffin tendant à humaniser les peines prévues par l'article 76 du*

*Code pénal* (p. 1808); *Motion préjudicielle de M. Betolaud tendant à rejeter tous les sous-amendements à l'amendement de M. Dominjon* (p. 1854, 1855, 1856, 1857, 1858); — d'une proposition de loi relative au renouvellement du Conseil économique : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2301); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Ordre du jour de M. de Moro Giafferri constatant la régularité de l'action gouvernementale et approuvant les déclarations du Gouvernement* [27 avril 1950] (p. 3001, 3002, 3003). — Dépose une demande d'interpellation sur l'illégalité que constitue l'impression par le journal *Le Télégramme* du jugement de Mme Lambert et de M. Signor deux heures avant le verdict officiel [24 mai 1950] (p. 3861). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits demandés pour subvention aux œuvres privées* [6 juin 1950] (p. 4344); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7287). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances dans lesquelles a pu être expulsé du Maroc, M. Léon Feix membre de l'Assemblée de l'Union française [7 novembre 1950] (p. 7514). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative à l'expulsion du Maroc, d'un Conseiller de l'Union française [17 novembre 1950] (p. 7878, 7879). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [22 novembre 1950] (p. 8053, 8054, 8055); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Contre la clôture* [29 novembre 1950] (p. 8283, 8284). — Est nommé *Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1951] (p. 309). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Publication de journaux scolaires)* [20 avril 1951] (p. 3674); — du projet de loi relatif à l'élection des membres

de l'Assemblée Nationale : *Date du vote sur la question de confiance posée sur l'ensemble* [28 avril 1951] (4209, 4210); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4616, 4617, 4618, 4619); *Inégalités dans la répartition des crédits* (p. 4619).

### PROT (M. Louis), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice. (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 20 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures en vue de passer les commandes nécessaires au fonctionnement normal de la Société nationale de constructions aéronautiques du Nord à Méault (Somme), n° 2955. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent d'essence accordé au département de la Somme pour la reconstruction, n° 3044. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le violent orage, accompagné de rafales de grêle, qui s'est abattu dans la soirée du 20 juin 1950 sur différentes localités du département de la Somme, notamment sur le territoire des régions d'Abbeville, d'Ailly-le-Haut-Clocher, Crépy-en-Ponthieu, Hallencourt et Oisemont ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à



accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; n° **10392**. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au

dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu, n° **10504**. —



## Q

**QUEUILLE (M. Henri)**, Député de la Corrèze.

*Ministre d'Etat*

(Cabinet MARIE)

du 20 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Ministre des Travaux Publics,  
Transports et Tourisme*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Président du Conseil, Ministre des Finances  
et des Affaires Economiques*

du 11 septembre 1948 au 13 janvier 1949.

*Président du Conseil*

du 13 janvier 1949 au 28 octobre 1949.

*Vice-Président du Conseil*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

*Vice-Président du Conseil,  
Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet BIDAULT)

du 7 février 1950 au 29 juin 1950.

*Président du Conseil*

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950,

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Président du Conseil des Ministres  
et Ministre de l'Intérieur*

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195).

### Dépôts :

Le 10 juin 1947, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève dans les services dont le fonctionnement ininterrompu est indispensable à la vie de la nation, n° 1628. — Le 16 septembre 1948, un projet de loi portant création de ressources nouvelles au profit du trésor et aménagements de certains impôts, n° 5473. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif aux plus-values apportées aux immeubles à la suite de travaux effectués par l'ennemi, n° 5589. — Le 16 novembre 1948, une lettre rectificative au projet de loi n° 5277 portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 5590. — Le 24 novembre 1948, un projet de loi complétant et modifiant les décrets de la convention nationale du 9 novembre 1792 et du 25 thermidor an III concernant les billets au porteur, billets de confiance, patriotiques et de secours, n° 5645. — Le 24 novembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au budget de l'Intérieur, n° 5646. — Le 25 no-

vembre 1948, un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949, (dépenses ordinaires civiles), n° 5653 et annexe. — Le 25 novembre 1948, un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949, (dépenses militaires), n° 5654. — Le 25 novembre 1948, un projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949, (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement), n° 5655. — Le 25 novembre 1948, un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier n° 5656 et annexe. — Le 26 novembre 1948, un projet de loi portant création d'un emploi de haut commissaire au ravitaillement et ouverture de crédits sur l'exercice 1948, n° 5668. — Le 30 novembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère de l'Agriculture en addition aux crédits ouverts par la loi du 14 septembre 1948, n° 5675. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au titre du budget de l'Intérieur pour l'exercice 1948 (subventions spéciales de l'Etat aux collectivités locales), n° 5719. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi portant transformation d'emplois, n° 5733. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au Ministère de l'Industrie et du Commerce au titre du budget général pour l'exercice 1948 (participation au déficit d'exploitation de Gaz de France), n° 5753. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 5754. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chefs de l'Europe occidentale, n° 5755. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi autorisant le Ministre des Finances à consentir des avances aux houillères nationales, n° 5757. — Le 16 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture des dépenses entraînées par la tenue à Paris de la troisième session de l'organisation des Nations Unies, n° 5839. — Le 23 décembre 1948, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5754) portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 5934. — Le 27 décembre 1948, un projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement)

pour l'exercice 1949, n° 5943. — Le 27 décembre 1948, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du trésor (exercice 1949), n° 5944. — Le 29 décembre 1948, un projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949, n° 5963. — Le 29 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour les mois de janvier et de février 1949, n° 5964. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre de 1949, n° 5965. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi portant régime provisoire des comptes spéciaux du trésor, n° 5990. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948, n° 5993. — Le 30 décembre 1948, un projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, n° 6009. — Le 30 décembre 1948, une lettre rectificative au projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre 1949, n° 6010. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget de la France d'outre-mer, n° 6016. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1948, n° 6018. — Le 11 février 1949, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1<sup>er</sup> mars 1949 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1948, n° 6422. — Le 25 avril 1950, un projet de loi tendant à modifier le décret du 13 juin 1939 portant organisation du contrôle des dépenses engagées et du contrôle de l'exécution des budgets pour la ville de Paris, le département de la Seine et leurs administrations annexes, n° 9719. — Le 25 avril 1950, un projet de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 48-1260 du 12 août 1948 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947, fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 9753. — Le 25 avril 1950, un projet de loi relatif aux indemnités de

fonctions des membres du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, n° 9754. — Le 12 juin 1950, un projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, n° 10258. — Le 23 juin 1950, un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, n° 10450. — Le 24 juin 1950, un projet de loi modifiant les articles 36 et 86 de la loi municipale du 5 avril 1884, l'article 18 de la loi du 10 août 1871 et l'article 18 du décret du 23 septembre 1875, n° 10463. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi prévoyant la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs, n° 11026. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi complétant, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, n° 11027. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, n° 11450. — Le 2 janvier 1951, un projet de loi relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 11833. — Le 3 janvier 1951, un projet de loi déterminant les modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, n° 11841. — Le 8 janvier 1951, un projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs pompiers, n° 11885. — Le 27 avril 1951, un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, n° 13006. — Le 10 mai 1951, un projet de loi relatif à l'exploitation, à la détention et au commerce des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique, n° 13177.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 85 : *Subvention d'équi-*

*libre des budgets locaux* [22 décembre 1946] (p. 256). — Est entendu au cours du débat sur la composition du Gouvernement : *Ses observations sur l'ordre du jour* [28 janvier 1947] (p. 54). — Prend part au débat ouvert sur les interpellations de MM. Schauffler, Guy Petit et Louis Rollin sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement : *Son ordre du jour motivé* [20 février 1947] (p. 402). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Reconstruction des forêts domaniales, subventions accordées sous forme d'annuités)* [6 mars 1947] (p. 694, 695); *Emprunts locaux* (p. 696); INTÉRIEUR : *Discussion générale (Chevauchements des services des Ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur en matière de chemins ruraux et d'adduction d'eau)* [7 mars 1947] (p. 764). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 450 : *Campagne d'Indochine* [20 mars 1947] (p. 953); — sur l'ordre du jour de M. Charles Lussy faisant confiance au Gouvernement pour maintenir sa politique dans le cadre de la déclaration ministérielle approuvée par l'Assemblée Nationale le 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1435), [4 mai 1947] (p. 1464). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1929); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rousseau tendant à ce que le blé français soit payé aussi cher que le blé importé* (p. 1934). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 700 : *Prix de vente du lait* [12 juin 1947] (p. 2039, 2040); AGRICULTURE, Chap. 104 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Administration centrale (Allocations et indemnités)* (p. 2049); Chap. 342 : *Compte spécial d'approvisionnement en bois et en produits forestiers* (p. 2058); Chap. 505 : *Equipped rural* (p. 2067); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Hospices)* [17 juillet 1947] (p. 3118, 3119). — Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Lespès relative

à la gestion des entreprises nationalisées [20 juin 1947] (p. 2282); *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 2288); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2397); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2744, 2745); — sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 3 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à imposer aux acheteurs l'obligation de réserver une part de leurs achats à la congélation* [8 juillet 1947] (p. 2829, 2830). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie; Art. 11 réservé : *Amendement de M. Giacobbi tendant à insérer un article nouveau relatif au vote par collège séparé de l'Assemblée algérienne* [27 août 1947] (p. 4723). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Point de vue du rassemblement des gauches sur le programme de M. Léon Blum* [21 novembre 1947] (p. 5104, 5105). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement de M. Lecourt* [27 novembre 1947] (p. 5188, 5189); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Maintien du régime de subventions établi par la loi du 31 décembre 1945* [6 décembre 1947] (p. 5544, 5545); *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter les crédits futurs au montant de ceux accordés en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5609); Art. 8 : *Amendement de M. Billères instituant une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics en faveur du fonds départemental de péréquation* (p. 5614); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6041); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6128); Art. 5 : *Son amendement tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction* (p. 6145, 6146); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement ten-*

*dant à affecter le produit de l'emprunt aux dépenses de reconstruction et d'équipement* [22 décembre 1947] (p. 6169); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Exonération du prélèvement par souscription à l'emprunt* [5 janvier 1948] (p. 95); Art. 3 : *Reprise du texte voté en première lecture concernant les emprunts divers auxquels les contribuables pourront souscrire* (p. 96). — Est entendu au cours du débat : sur le procès-verbal de la séance du 13 janvier : *Ses observations sur l'attitude du Président d'âge* [14 janvier 1948] (p. 145, 146); — sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Attitude du parti communiste* [14 janvier 1948] (p. 150); — sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Explication de son attitude lors de la non-adoption du précédent procès-verbal* [15 janvier 1948] (p. 170). — Prend part à la discussion du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 mai 1948] (p. 2522). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégageant des cadres [27 mai 1948] (p. 2959). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* [21 juin 1948] (p. 3765); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de 12.000.000.001 fr.* [19 juillet 1948] (p. 4850, 4851, 4853, 4854). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *sa motion d'investiture en faveur de M. André Marie* [24 juillet 1948] (p. 4892). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est désigné comme *Président du Conseil* [10 septembre 1948] (p. 6472). — Est entendu au cours du débat sur sa demande d'in-

vestiture : *Son programme de Gouvernement (Ses observations sur la question des salaires et des prix, les réformes nécessaires)* [10 septembre 1948] (p. 6472, 6473); *Sa réponse aux orateurs* (p. 6480, 6486, 6487, 6488, 6490). — Est nommé *Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques* [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition du Gouvernement [14 septembre 1948] (p. 6510). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Renvoi du débat* [17 septembre 1948] (p. 6591); *Discussion générale : Sa réponse à divers orateurs* [18 septembre 1948] (p. 6601, 6602, 6604, 6607, 6614, 6616, 6625, 6626, 6627, 6628, 6629, 6631, 6632, 6634, 6638); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Jacques Duclos* (p. 6644, 6648); *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas réaliser d'économies dans les sociétés contrôlées par l'État* (p. 6654); Art. 1 A : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à exonérer de l'augmentation d'impôts les petites exploitations agricoles* (p. 6657); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales amendée par le Conseil de la République : *Explications de vote sur la recevabilité de la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections* [23 septembre 1948] (p. 6858, 6860, 6861); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur le résultat des élections au Conseil de la République* [18 novembre 1948] (p. 1701); *Ses observations sur la situation financière du Gouvernement, les pertes du fait des grèves, l'aide américaine, les nouveaux textes judiciaires prévus, l'action de la propagande communiste : Pose la question de confiance sur l'ordre du jour de M. Cudenet* [19 novembre 1948] (p. 7140 et suiv.); *Ses observations sur la révocation d'administrateurs de la Société nationale des houillères* [23 novembre 1948] (p. 7154); *Ses observations sur la propagande communiste en France, le sabotage de l'économie, le problème de la Ruhr, la situation budgétaire* (p. 7159, 7160, 7161, 7162); *Ses observations sur le déroulement de la grève en Moselle* (p. 7162); *Sa proposition de reporter le vote au lendemain* (7165); *Ses observations*

*sur le redressement français* (7171); *Ses observations sur la formation d'une armée de l'Union occidentale* (p. 7176, 7177); *Ses observations sur la tactique du parti communiste* [24 novembre 1948] (7196, 7197); — des conclusions d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [2 décembre 1948] (p. 7356); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à dissoudre la Commission parlementaire de la réforme fiscale : *Urgence* [2 décembre 1948] (p. 7359); — du projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au ravitaillement amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7455); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : *Question préalable posée par M. Lespes* [10 décembre 1948] (p. 7536, 7537); *Discussion générale : Ses observations sur le chômage qui serait dû au plan Marshall* (p. 7538); *Ses observations sur l'examen du budget en janvier* (p. 7541); Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre prévoyant l'examen du détail des crédits par les commissions des finances* (p. 7541); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale : Ses observations sur le régime des entreprises nationalisées et celui de la Sécurité sociale* [20 décembre 1948] (p. 7762); *Ses observations sur les budgets comparés de 1938 et 1949 et les charges dues à la guerre* (p. 7768); *Ses observations sur le bilan de l'exercice 1948* [21 décembre 1948] (p. 7806); *Ses observations sur les économies faites par le Gouvernement, la réduction du nombre des fonctionnaires, la réforme départementale, l'équilibre budgétaire, le contrôle unique fiscal, l'aide américaine, les hausses de prix scandaleuses et la spéculation sur la viande, la production française et l'équipement du secteur nationalisé* [22 décembre 1948] (p. 7865, 7866, 7867, 7868); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 7868); *Ses observations sur l'électrification des campagnes* [23 décembre 1948] (p. 7881); Art. 9 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 7891); *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* (p. 7894, 7895, 7901, 7902, 7903); *Sa demande de renvoi de la discussion* (p. 7896); *Sous-amendement de M. Paumier tendant à ne*

pas majorer les droits sur les vins, cidres et poirés (p. 7908); Art. 10 : Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre (p. 7914); Art. 12 : Amendement de MM. Nisse, Crouzier et Schmitt tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables (p. 7921); Art. 13 bis : Amendement de M. Louvel tendant à affecter 4 milliards d'économies faites sur les entreprises nationales au fonds d'équipement (p. 7925); Art. 14 : Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article (p. 7926); Art. 14 bis : Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement (p. 7929, 7930, 7931, 7932); Art. 4 : Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer en février 1949 la taxe sur l'énergie et celle pour le fonds forestier (p. 7954); Explications de vote sur l'ensemble (p. 7958). — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion de la proposition de loi relative aux taxes sur les carburants (*Explications de vote sur l'urgence*) [27 janvier 1949] (p. 140). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Affaire St-Rapt-Brice) : *Ses explications de vote sur les ordres du jour demandant la création d'une Commission d'enquête* [8 février 1949] (p. 424, 425, 426). — Est entendu sur la fixation : de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la nomination de M. Lecourt, au département de la Justice [15 février 1949] (p. 566); — de la date de discussion des interpellations relatives à la dissolution de l'Entraide française [22 février 1949] (p. 796). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les déclarations du Secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez); *Discussion générale : Ses observations sur la volonté de paix du Gouvernement et la nécessité de poursuivre les accords militaires avec les pays d'Europe occidentale* [24 février 1949] (p. 897, 898); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire demandant l'application du Code pénal aux déclarations de M. Thorez* (p. 901); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [25 février 1949] (p. 933); — de la proposition de résolution

relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires; *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1179, 1181, 1183); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; *Discussion générale : Ses observations sur la possibilité d'une agression soviétique* [3 mars 1949 (p. 1205, 1206)]; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles; Article unique : Amendement de MM. Dusseaulx et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948, relatif à la fiscalité agricole [8 mars 1949] (p. 1334, 1335); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1511); *demande de M. Serre de renvoi de la discussion à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Nécessité de compléter le discours de M. Petsche, Ministre des Finances, par le bilan de la Banque de France* [10 mars 1949] (p. 1520, 1521). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1559, 1560, 1567, 1578, 1579); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1589). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1636, 1637, 1638, 1639, 1641). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1885, 1886, 1887, 1888). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Barrachin sur les résultats de la consultation électorale des 20 et 27 mai 1949 [5 avril 1949] (p. 2047, 2048). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Contre-projet de M. Aubry tendant à relever ces pensions* [12 avril 1949] (p. 2387); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Urgence du débat* [20 mai 1949] (p. 2752); *Demande de renvoi du débat présentée par M. Chambeiron* [21 mai 1949 (p. 2762)]; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale : Ses observations sur l'augmentation du prix de l'essence et le double secteur* [23 mai 1949] (p. 2821); Sa

demande de renvoi à la Commission, ses observations sur le redressement français, l'assainissement de la Trésorerie, les économies à réaliser par la S. N. C. F. et les faibles répercussions de la hausse de l'essence [24 mai 1949] (p. 2869, 2870, 2871, 2872); Art. 8 : Institution d'un double secteur pour l'essence [25 mai 1949] (p. 2890, 2891, 2895); Amendement de M. Guiguen tendant à fixer le contingent attribué à la flotte de pêche (p. 2903); Amendement de M. Fredet tendant à ne pas diminuer le contingent attribué au corps médical (p. 2903); Ses explications de vote sur l'article (p. 2903, 2904); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Régime de vente de l'essence) [2 juin 1949] (p. 3049, 3050, 3051); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Michel tendant à augmenter les rations des prioritaires (p. 3054). — Est entendu : sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence, d'une proposition de résolution relative aux attributions de farine panifiable [24 mai 1949] (p. 2852); — pour une motion d'ordre : Suspension de séance [25 mai 1949] (p. 2907). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le statut de la Cochinchine : Discussion générale [3 juin 1949] (p. 3120). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Discussion des interpellations sur les recherches de pétrole en Tunisie [14 juin 1949] (p. 3365). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR, Chap. 912 : Matériel de série de l'armée de l'Air [17 juin 1949] (p. 3486, 3487); MARINE : Refontes et gros travaux de la flotte [21 juin 1949] (p. 3536, 3537); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A; MARINE, Cbap. 904 : Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau) [22 juillet 1949] (p. 5033); — du projet de loi relatif à la réorganisations des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation, de la rentabilité et de la cadence de production des usines [28 juin 1949] (p. 3863, 3864); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre des membres de l'Assemblée Nationale : Discussion générale [8 juillet 1949] (p. 4418, 4419). — Est entendu sur les propositions de la

Conférence des Présidents : Débat sur le statut des entreprises nationales [19 juillet 1949] (p. 4794). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres [21 juillet 1949] (p. 4906, 4907, 4908, 4909); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Explications de vote sur l'ensemble [22 juillet 1949] (p. 4985); — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : Suite du débat [22 juillet 1949] (p. 5073); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 bis : Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article 42 précédemment repoussé en supprimant la taxe locale au 1<sup>er</sup> janvier 1950 [24 juillet 1949] (p. 5159, 5160); — Est entendu sur une communication à l'Assemblée du Miaistre du Travail et de la Sécurité sociale : Observations sur la prime de vacances attribuée aux employés de la Sécurité sociale [25 juillet 1949] (p. 5215). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : Sa demande de renvoi à la Commission [29 juillet 1949] (p. 5515); Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le relèvement des prestations familiales dès que les cotisations le permettront [30 juillet 1949] (p. 5587). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les primes de vacances [29 juillet 1949] (p. 5518, 5519, 5520, 5522). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par la Conseil de la République : Sa demande d'interrompre le débat [30 juillet 1949] (p. 5584); — Donne sa démission de Président du Conseil des Ministres [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé Vice-Président du Conseil (Cabinet Bidault); [Décret du 28 octobre 1949] (J. O. du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur la ratification des accords franco-vietnamiens et examen de la loi de finances [20 décembre 1949] (p. 7030, 7031); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur la prime de 3.000 fr. aux salariés [19 janvier 1950] (p. 359, 360); — sur le règlement de l'ordre du jour : Débat sur



la politique agricole [20 janvier 1950] (p. 438). — Répond à une question de M. Poimboeuf relative à l'hôpital spécial du dépôt [27 janvier 1950] (p. 597). — Est nommé *Vice-Président du Conseil*; *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Bidault) (1) [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Clôture de la discussion générale, son rôle dans l'affaire Van-Co* [3 mars 1950] (p. 1757). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peyrat sur l'attentat contre le journal de Châteauroux *La Marseillaise* [21 mars 1950] (p. 2220); — sur la date de discussion de l'interpellation de Mme Sportisse sur les incidents du port d'Oran [21 mars 1950] (p. 2223). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Rest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3018, 3019); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3293); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4059); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Allouneau* (p. 4061, 4062); Chap. 1000 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Logements gratuits)* (p. 4068); Chap. 1100 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'Administration préfectorale* (p. 4069); Chap. 1150 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de mission des inspecteurs généraux et préfets* (p. 4070); Chap. 1330 : *Amendement de M. Wagner tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités du personnel de la sûreté nationale* (p. 4072); Chap. 507 : *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* (p. 4095); Chap. 5140 : *Amendement de M. Borra tendant à diminuer de 1.000 francs les crédits pour le fonds de progrès social en Algérie* (p. 4098); Chap. 5170 : *Amendement de M. Lamarque-Cando tendant à réduire de 1.000 francs les*

*crédits pour la défense des zones forestières contre l'incendie* (p. 4099, 4100); Chap. 6010 : *Secours aux victimes des calamités publiques* (p. 4101); Chapitres réservés : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [22 juillet 1950] (p. 5802, 5803, 5804, 5805); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (Ligne de Bort — Eygurande)* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6376). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278) — Est désigné *Président du Conseil* [30 juin 1950] (p. 5308). — Prend part aux débats sur sa demande d'investiture : *Sa déclaration ministérielle* [30 juin 1950] (p. 5308, 5309, 5312, 5320, 5323, 5324, 5325, 5329, 5333, 5334). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres et Ministre de l'Intérieur* [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [4 juillet 1950] (p. 5348, 5349, 5351). — Donne sa démission de *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur* [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8139, 8140); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 36 bis : *Question préalable posée par M. Bétolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9892, 9893, 9894); *Amendement de M. Courant tendant à supprimer l'article* (p. 9896); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 193, 194, 197, 198, 199, 202, 203); Art. 3 : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir une taxe facultative de 1 0/0 sur les ventes au détail* (p. 208, 209); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à accorder 60 0/0 de la taxe locale aux communes*

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Bidault.

et 15 0/0 aux départements et à prévoir un régime spécial dans la Seine (p. 218, 219); Amendement de M. Truffaut tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes (p. 222); Amendement de M. L'Huilier tendant à accorder 75 0/0 aux communes de la Seine et 15 0/0 aux départements (p. 224, 225); Art. 2 : Amendement de M. Coudray tendant à prévoir des crédits qui seront répartis par le fonds de péréquation (p. 228); Amendement de M. Wagner tendant à exonérer de la contribution les communes ayant un nombre de centimes additionnels élevé (p. 229); Art. 5 : Amendement de M. Boulet tendant à reporter la date limite du vote des budgets communaux au 15 janvier (p. 229); Date d'application de la loi (p. 230); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR: Discussion générale [6 février 1951] (p. 785, 786); Ses observations sur les manifestations lors de la visite du général Eisenhower (p. 789); L'affaire Boléro-Paprika dirigée contre les communistes espagnols (p. 792, 793, 794); L'arrestation d'un médecin parisien sans mandat régulier (p. 810); Chap. 1190 : Indemnité de difficultés exceptionnelles en Alsace-Lorraine accordée aux fonctionnaires des préfectures (p. 815); Chap. 1200 : Sa demande de rétablissement des crédits pour l'inspection générale de l'administration (p. 815); Chap. 1240 : Amendement de M. Ginestet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Compression de personnel) (p. 818); Ses observations sur les polices municipales [13 février 1951] (p. 1051, 1052); Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1 franc les crédits de ce chapitre (Arrestation de militants communistes sur la Côte d'Azur) (p. 1059); Chap. 1280 : Indemnités au personnel titulaire de la Sûreté nationale (p. 1060); Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Dégagement de fonctionnaires de la police) (p. 1060); Chap. 3220 : Matériel de la défense passive (Défense contre le danger atomique) (p. 1084, 1085); Chap. 3240 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les loyers et indemnités de réquisition (p. 1094); Chap. 3310 : Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité (p. 1097, 1098); Chap. 5010 : Amendement de M. L'Huil-

lier tendant à réduire de 1.406 millions les subventions à la police municipale de Paris et de la Seine (p. 1103); Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre (p. 1104); Chap. 5030 : Amendement de M. Farine tendant à rétablir le crédit de 70 millions pour la subvention aux départements pauvres [15 février 1951] (p. 1169); Chap. 5050 : Subvention aux collectivités locales atteintes par la guerre (p. 1171); Chap. 5150 : Subventions aux foyers et organismes de secours des algériens (Elections algériennes) [20 février 1951] (p. 1342); Chap. 5160 : Subventions à la défense contre l'incendie des zones forestières (Forêts du massif central) (p. 1343, 1344); Chap. 5170 : Subventions pour la limitation du prix du pain aux Antilles (p. 1344, 1345); Chap. 6010 : Secours aux victimes des calamités publiques (p. 1347, 1348); Chap. 6030 : Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux réparations civiles, présentée par M. Serre (Indemnités aux fonctionnaires épurés) (p. 1349, 1350, 1351); Manifestation des déportés contre la venue de généraux allemands [21 février 1951] (p. 1412, 1414, 1415); Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 62.152 millions (Expulsion de locataires à Paris, reclassement des secrétaires de mairies) [27 février 1951] (p. 1652, 1653); Art. 5 : Amendement de M. Truffaut tendant à transférer du budget de l'Intérieur au budget de l'Agriculture la subvention pour le prix du pain aux Antilles (p. 1654); Explications de vote sur l'ensemble (Affaire Bertaux-Valentin, police en Algérie et expulsion de locataires) (p. 1658, 1659). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la dissolution de certaines associations syndicalistes internationales [13 février 1951] (p. 1077, 1078). — Donne sa démission de Ministre de l'Intérieur [6 mars 1951] (p. 1762). — Est désigné Président du Conseil [9 mars 1951] (p. 1795). — Prend part aux débats sur sa demande d'investiture : Son programme de Gouvernement (Réforme électorale, élections rapides, vote du budget, hausse des prix, révision constitutionnelle) [9 mars 1951] (p. 1796, 1797, 1807, 1808, 1809, 1811). — Est nommé Président du Conseil des Ministres, Ministre de l'Intérieur [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

#### En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition de son cabinet (Cas de M. Naegelen et réforme

*électorale*) [13 mars 1951] (p. 1828, 1830, 1831, 1832). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES MILITAIRES : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale (grève des transports parisiens)* [21 mars 1951] (p. 2402). — Est entendu : pour une communication du Gouvernement (*Grève des transports et revendications générales des salaires*) [21 mars 1951] (p. 2432, 2433); — pour une communication du Gouvernement (*Date des élections, redressement économique et monétaire du pays, hausse des prix et des salaires*) [12 avril 1951] (p. 3203, 3204, 3205); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3208, 3209, 3230, 3231); *Pose la question de confiance sur le renvoi à la suite* (p. 3332); *Explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3415, 3416, 3417, 3418); — sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion de la proposition de loi faisant du 8 mai un jour férié*) [17 avril 1951] (p. 3404, 3405); *Sa demande de repousser les propositions de la Conférence des présidents* (p. 3408); — sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi relative à la commémoration de la journée du 8 mai : *Pose la question de confiance sur l'ajournement* [18 avril 1951] (p. 3440); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Report du vote sur les questions de confiance au mercredi soir 25 avril 1951*) [20 avril 1951] (p. 3667); — sur l'ajournement de la discussion du projet de loi relatif au Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Pose la question de confiance sur l'ajournement* [20 avril 1951] (p. 3700, 3701); — sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Pose la question de confiance sur l'ajournement* [23 avril 1951] (p. 3765); — sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Pose la question de confiance sur l'ajournement* [23 avril 1951] (p. 3804); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Vote du budget des Anciens combattants; débat sur la suppression des zones de salaires et l'échelle mobile des salaires*) [24 avril 1951] (p. 3865, 3866, 3867); — sur les explications de vote sur les diverses

questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Sort misérable des anciens combattants et relèvement nécessaire des pensions des victimes de guerre*) [25 avril 1951] (p. 3992, 3995, 3996). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Explication de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la loi électorale, ses défauts et sa nécessité)* [27 avril 1951] (p. 4115, 4116, 4122, 4123). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Nouveaudébut sur la réforme électorale*) [28 avril 1951] (p. 4148); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les majorations des allocations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4153). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 30 : *Frais d'affichage (Fonds de propagande de « Paix et Liberté »)* [28 avril 1951] (p. 4204); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'ensemble* (p. 4209); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Pose la question de confiance contre la motion préjudicielle de M. Cot* [2 mai 1951] (p. 4484); *Explications de vote sur la motion préjudicielle de M. Cot (obstruction communiste)* [7 mai 1951] (p. 4783). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Examen de la réforme électorale en seconde lecture*) [2 mai 1951] (p. 4439). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale (Vote de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [8 mai 1951] (p. 4860); *Motion préjudicielle de M. Billoux tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés 20 textes importants; Pose la question de confiance contre la motion de M. Billoux* (p. 4863); Article unique : *Nécessité des lois budgétaires* [10 mai 1951] (p. 4961, 4962, 4963); *Contre-projet de M. Lamine-Gueye tendant à prévoir le vote de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer* (p. 4965); *Demande de prise en considération du texte gouvernemental* (p. 4966, 4967); *Pose la question de confiance contre tous les amendements* (p. 4967); *Date du vote sur la question de confiance* (p. 4968); *explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (réforme électorale dans les territoires d'outre-mer et obstruction du parti communiste)* [11 mai 1951] (p. 5073, 5075, 5076, 5077); — d'une proposi-

tion de loi relative aux prestations familiales : *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* [12 mai 1951] (p. 5118, 5119, 5120); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants de l'enseignement supérieur; Article premier : *Application de la loi des maxima à l'article prévoyant une charge de 18 milliards pour le présalaire* [12 mai 1951] (p. 5141); *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* (p. 5141); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 3 : *Ouverture de 743 milliards de crédits pour les départements militaires et nécessité probable de 55 milliards supplémentaires* [18 mai 1951] (p. 5505, 5506, 5507); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur l'ensemble (exemption d'impôts accordées aux écoles libres par l'article 14 sexiès)* [22 mai 1951] (p. 5749, 5750); *Dépôt d'un nouveau projet de loi de finances* (p. 5751, 5752); — d'une proposition de loi prorogeant la législation dans les départements d'Alsace-Lorraine, amendée par le Conseil de la République; article unique : *Expulsions de locataires* [22 mai 1951] (p. 5743); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951 : *Explications de vote sur l'ensemble (nécessité d'une loi de finances)* [22 mai 1951] (p. 5766); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Explications de vote sur l'ensemble (exonérations en faveur de l'enseignement privé)* [22 mai 1951] (p. 5769, 5770, 5771).

**QUILICI (M. François),** Député d'Oran (1<sup>er</sup> collège).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de la Commission de l'intérieur [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964).

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour

le premier trimestre de l'exercice 1947; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Moyens de transport entre la métropole et l'Algérie** [19 décembre 1946 (p. 168)]. — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations d'un haut fonctionnaire prenant position sur le statut de l'Algérie, problème relevant du Parlement souverain [25 juillet 1947] (p. 3575). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4194, 4195); *Motion d'ajournement de M. Cudenet* (p. 4204); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4477, 4478, 4479, 4480, 4481, 4482, 4483, 4484), [21 août 1947] (p. 4529, 4530); *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* (p. 4545, 4546); *Election de M. Fonlupt-Esperaber en tant que Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4568); Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à qualifier de « supérieur » le Conseil de Gouvernement* [23 août 1947] (p. 4611); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* [26 août 1947] (p. 4665); Art. 11 réservé : *Amendements de MM. Giacobbi et Bouret tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4721, 4722); *Amendement de M. Bouret tendant à inclure un article nouveau nécessitant le vote à la majorité des deux tiers quand la majorité n'est pas constatée dans chaque collège* (p. 4727); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4731, 4732); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4815, 4816). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4300). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4978, 4979, 4980); — du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : *Son amendement tendant à créer une circonscription de Nemours-Beni Saf, en Oranie* [12 février 1948] (p. 677); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 :

Art 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12 milliards les crédits militaires* [19 juillet 1948] (p. 4859); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Art. 2 bis: *Son amendement tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6188); *le retire* (p. 6190); — des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6456). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné: *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6485, 6486). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi tendant à abroger le décret « Régnier » du 30 mars 1935: *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6812); Article unique: *Son amendement tendant à ne pas mentionner les attaques contre la souveraineté française* (p. 6814); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la main-d'œuvre agricole en France, les importations de pommes de terre espagnoles concurrençant les pommes de terre nord-africaines, le taux excessif de la taxe d'embarquement en Algérie, les importations d'oranges d'Italie et d'Espagne, la misère agricole en Algérie)* [25 février 1949] (p. 990, 991, 992, 993); *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Rochet et Valay* (p. 1003); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce; Chap. 506: *Son amendement tendant à supprimer l'abattement pour la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides* [30 mars 1949] (p. 1882). — Dépose une demande d'interpellation sur les accords livrant à des trusts étrangers les richesses pétrolières de la Tunisie [17 mai 1949] (p. 2549); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [30 juin 1949] (p. 3950, 3951, 3952, 3953, 3954, 3955, 3960, 3961). — Est entendu: sur les propositions de la conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [14 juin 1949] (p. 3364); — pour un rappel au règlement: *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [28 juin 1949] (p. 3881) — pour une modification de l'ordre du jour: *Discussion de son interpellation sur les pétroles de Tunisie* [28 juin 1949] (p. 3881, 3882). —

Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5322, 5323, 5324, 5325, 5326); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* [28 juillet 1949] (p. 5464); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne: *Discussion générale (Ses observations sur l'Union européenne et le rôle de la Grande-Bretagne, l'historique des négociations franco-anglo-américaines depuis 1947 au sujet de l'Allemagne, le réarmement allemand et la politique soviétique en Europe occidentale)* [25 novembre 1949] (p. 6335, 6336, 6337, 6338); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan: *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6826); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des ministres socialistes: *Discussion générale: Ses observations sur la situation en Indochine* [7 février 1950] (p. 1048, 1049); *Ordre du jour de confiance de M. de Menthon* (p. 1055); des interpellations sur les prix agricoles: *Discussion générale (Ses observations sur les débouchés pour les produits algériens, la vente du blé et du vin à l'étranger, les agrumes d'Algérie devant la concurrence espagnole, la situation difficile des producteurs d'olives et de céréales en Algérie)* [21 février 1950] (p. 1264, 1265, 1266, 1267, 1268); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE: *Discussion générale (Ses observations sur les rendements de la culture du blé en Algérie)* [24 mai 1950] (p. 3872). — Prend part: aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille): *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Delcos* [30 juin 1950] (p. 5336); — à la discussion du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire: *Discussion générale (Cas juridique de M. Naegelen Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7055, 7056, 7057, 7058); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7079). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la loi en Algérie*) [2 novembre 1950] (p. 7389, 7390). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7456,

7454, 7456, 7457, 7458, 7459); Art. 2 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés algériens à la dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7640, 7641, 7642); *Amendement de M. Bentaieb tendant à amnistier les Algériens et les Alsaciens lorrains condamnés à quinze ans au moins, de dégradation nationale* (p. 7645, 7646); Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à une pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8542); *Son amendement tendant à étendre l'article à l'Algérie* (p. 8545); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Demande de disjonction des amendements relatifs à l'épuration administrative, présentée par le Gouvernement* (p. 8550); — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du projet relatif aux loyers en Algérie* [21 novembre 1950] (p. 7966, 7967); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite du débat sur les loyers en Algérie* [29 novembre 1950] (p. 8302). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 37 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à mettre à la charge du propriétaire les grosses réparations seulement* [30 novembre 1950] (p. 8334); Art. 38 bis : *Sous-amendement de M. Serre tendant à fixer la date de mise en application de l'article* (p. 8335); — du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Son amendement*

*tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (Subventions au charbon algérien)* [8 décembre 1950] (p. 8870, 8872). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du 3<sup>e</sup> cabinet de M. Queuille et sur la politique du Gouvernement en Algérie [13 mars 1951] (p. 1828); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Remplacement de M. Naegelen au poste de Gouverneur général de l'Algérie*) (p. 1828, 1829). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à attribuer en Algérie le même régime qu'en France* [15 mars 1951] (p. 1997); Art. 19 : *Son amendement relatif au régime des élections en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2343); *Est frappé par M. Bentaieb* (ibid.); Art. 21 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à attribuer 51 sièges à l'Algérie* (p. 2451). — Est entendu : pour un incident (*Coup reçu de M. Bentaieb*) [21 mars 1951] (p. 2397); — Sur les propositions de la Conférence des présidents : *Fixation de la date des élections en Algérie, statut des inéligibles* [2 mai 1951] (p. 4444). — S'excuse de son absence [23 juin 1947] (p. 2325); [21 novembre 1947] (p. 5101), [23 juin 1950] (p. 5208), [3 avril 1951] (p. 2572). — Obtient des congés [23 juin 1947] (p. 2325), [21 novembre 1947] (p. 5101), [23 juin 1950] (p. 5208)[[3 avril 1951] (p. 2572).



## R

**RABATÉ (Mme Maria)**, *Député de la Seine*  
(1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; Est élue Vice-Présidente de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946, p. 10784], [J. O. du 29 janvier 1948, p. 964] ; Est nommée membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la justice et de législation [26 juin 1948] (p. 4036), [18 janvier 1949] (p. 34).

**Dépôts :**

Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier le classement des dépôts de papiers usagés et des dépôts de chiffons, **n° 859**. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'aménagement dans toutes les grandes gares et dans les gares de correspondance d'un local spécialement réservé aux enfants en bas âge et à leurs mères, **n° 862**. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à modifier l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, **n° 2949**. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé pu-

blique sur : 1° la proposition de loi de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui limite l'attribution des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein ; 2° la proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 0/0 de la prime d'allaitement, le montant des bons de lait de toutes qualités, accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement à l'exception des seuls laits médicaux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les médicaments, **n° 3427**. — Le 4 mai 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à l'aménagement, dans toutes les grandes gares et dans les gares de correspondance, d'un local spécialement réservé aux enfants en bas âge et à leurs mères, **n° 4112**. — Le 6 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet tendant à l'organisation de « Goutte de lait », **n° 4872**. — Le 16 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 65 ans l'âge d'attribution de la carte V à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1949, **n° 5828**. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute majoration des

prix des loyers tant que ne seront pas revalorisés les salaires, traitements, retraites et pensions, n° 6075. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à permettre le changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive et à modifier les articles 350, 364 et 369 du Code civil, n° 6901. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délais aux agents hospitaliers de l'Assistance publique de la Seine les arrêtés parus au *Journal officiel* les 29 janvier et 12 février 1949, n° 7082. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers pour le remboursement des prestations et fournitures, n° 7277. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi portant institution d'un statut du personnel hospitalier, n° 8548. — Le 15 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi créant un service social dans les prisons, n° 8728. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à surseoir à toute expulsion de locataires, en particulier quand des enfants mineurs vivent au foyer, n° 9142.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 412 : *Assistance médicale gratuite* [17 juillet 1947] (p. 3137, 3138) ; Chap. 413 : *Subventions à la ville de Paris* (p. 3138) ; Chap. 415 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'assistance aux vieillards et aux infirmes* (p. 3140, 3141) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi sur la défense de la République ; Art. 3 : *Ses explications de vote (Conséquences de la mobilisation de certaines classes)* [29 novembre 1947] (p. 5298, 5299) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs de la région parisienne ; Art. 41 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [18 décembre 1947] (p. 5816) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des cré-

aits du budget 1947 ; Etat 1, ÉCONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6323) ; JUSTICE, Chap. 134 : *Son amendement concernant les services extérieurs d'éducation surveillée* (p. 6350, 6351) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 503 : *Son amendement relatif aux aveugles, à l'assistance aux vieillards et aux dispensaires d'hygiène sociale* (p. 6374) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1947 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6443) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 75, 76) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [8 février 1948] (p. 847, 848, 849, 850) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE, Chap. 900 : *Équipement des hôpitaux et hospices* [25 février 1948] (p. 1088, 1089) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 69 *ter* : *Son amendement relatif au paiement des notes d'électricité à caractère rétroactif* [27 avril 1948] (p. 2309) ; — des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel relatives à l'augmentation du prix de l'électricité : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2866, 2867) ; — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3271, 3272) ; — du projet de loi relatif aux loyers, Titre II (Allocations logements) : *Sa motion préjudicielle tendant à disjoindre les articles créant l'allocation logement* [18 juin 1948] (p. 3710, 3711) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 117 : *Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les assistantes sociales* [29 juillet 1948] (p. 5047) ; Chap. 413 : *Subventions à la ville de Paris* (p. 5056, 5057) ; Chap. 501 : *Centres de transfusion sanguine et de production de sérums* (p. 5062, 5063) ; Chap. 503 : *Écoles d'infirmières et d'assistantes sociales* (p. 5065) ; Chap. 506 : *Prophylaxie du cancer* (p. 5066) ; — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers : *Discussion générale* [15 septembre



1948] (p. 6543, 6544); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire verser un acompte aux bénéficiaires dans un délai de trois mois* [17 décembre 1948] (p. 7719); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer un délai de dix-huit mois au délai d'un an prévu* (p. 7722, 7723); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7727); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions : *Discussion générale* [28 décembre 1948] (p. 8052, 8053); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 8056); — du projet de loi portant fixation du Budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup>, JUSTICE : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire de 80.915.000 francs les crédits (Ses observations sur la hausse des loyers, l'insuffisance de l'allocation temporaire aux vieux)* [31 décembre 1948] (p. 8231, 8232). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Hausse des loyers résultant de l'application de la dernière loi sur les loyers* [8 janvier 1949] (p. 34, 35). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la hausse des salaires en fonction de la hausse des prix et particulièrement des loyers, l'agitation des syndicats et des associations de locataires et familiales contre la hausse des loyers)* [28 janvier 1949] (p. 228, 229, 230, 231, 254); *Renvoi du débat* (p. 255); *Ses explications de vote sur le rejet de sa proposition de résolution* [4 février 1949] (p. 369); *Son amendement à la proposition de résolution tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages disposant de moins de 16.000 francs par mois* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1032); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne prévoir l'augmentation des loyers que si les salaires sont revalorisés* [8 mars 1949] (p. 1311, 1312); — d'une proposition de loi relative à l'attribution de bons de lait aux mères de famille, en qualité de *Rapporteur* [11 février 1949] (p. 544, 545); *Discussion générale* (p. 546); Article unique : *Attribution de bons de lait en fonction de la prime d'allaitement* (p. 547); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées : *Question préalable posée par M. Frédéric-Dupont* [17 février 1949] (p. 630, 631); — d'une proposition de résolution relative à la création de la Société des produits biochimiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances* [1<sup>er</sup> mars 1949]

(p. 1029, 1030); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Justice : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1720, 1721); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1776, 1777); Chap. 508 : *Subventions aux œuvres contre la tuberculose* (p. 1785); Chap. 516 : *Etablissements nationaux de bienfaisance* (p. 1786); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 527 : *Amendement de M. Arthaud tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention à la Croix Rouge française* [14 avril 1949] (p. 2486, 2487, 2488); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires des garnis et de chambres d'hôtel : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1803); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à distinguer entre « locataires » et « clients »* (p. 1804); *Son amendement tendant à ne pas exiger du client six mois d'occupation préalable* (p. 1806); Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux dans certains hôtels de tourisme* (p. 1808); *le retire* (ibid.); *Amendement de Mme Ginollin tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations un droit de priorité pour réoccuper* (p. 1809); Article additionnel : *Amendement de M.M. Denais et Rollin tendant à accorder le droit de reprise au propriétaire pour loger ses parents* (p. 1810); — d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le emploi du personnel de l'ancien centre* [14 avril 1949] (p. 2445). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation arbitraire d'une famille par les commissaires du 13<sup>e</sup> arrondissement [3 juin 1949] (p. 3153); — sur les menées factieuses du Rassemblement populaire français et la manifestation du 18 juin 1949 à la Porte d'Orléans [14 juin 1949] (p. 3348); la développe : *Ses observations sur les provocations du Rassemblement populaire français, les dépôts d'armes clandestins, le rôle des conseillers municipaux R. P. F. : Jacques Rateau et René Geneste, les manifestations anti-républicaines du 10 juin 1949 à la Porte d'Orléans et la gestion scandaleuse de la municipalité R. P. F. de Paris* [14 juin 1949] (p. 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi organisant la coordination

des services sociaux : *Discussion générale* [16 décembre 1949] (p. 6964) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire une discrimination sur le nombre des conseillers généraux* (p. 6965) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à attribuer la moitié des sièges aux représentants des collectivités locales* (p. 6966) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6968) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6969, 6970) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour la santé publique* [26 décembre 1949] (p. 7244, 7245) ; Art. 7 : *Reconduction des impôts existants* [28 décembre 1949] (p. 7494, 7495) ; — d'une proposition de résolution relative à la création d'une police sociale féminine : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1539, 1540). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français [12 décembre 1950] (p. 8953). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne faire suivre l'augmentation des allocations familiales d'aucune augmentation des loyers* [8 février 1951] (p. 942, 943) ; *Rappel au règlement de M. Bétolaud (Irrecevabilité de son amendement)* (p. 944) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires) : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale* [21 mars 1951] (p. 2401, 2402) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1620 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits pour le contrôle économique (Suppression des brigades polyvalentes)* [3 avril 1951] (p. 2599) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1120 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des universités* [20 avril 1951] (p. 3680, 3681) ; Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales des étudiants (Cités universitaires)* [23 avril 1951] (p. 3812, 3813) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de Mme Hertzog-Cachin demandant la modification du régime d'assistance*, [26 avril 1951] (p. 4019,

4020) ; Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire (Hôpital de Lafond près de La Rochelle)* [4 mai 1951] (p. 4528) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4569, 4570, 4571) ; Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocation aux familles nécessiteuses (Sursitaires soutiens de famille)* [5 mai 1951] (p. 4594) ; Chap. 4230 : *Assistance aux mères allaitant au sein* (p. 4595) ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le paludisme (Paludisme en Corse)* (p. 4596) ; Chap. 5020 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine (Sang pour les blessés d'Indochine)* (p. 4597, 4598) ; Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'infirmiers* (p. 4598) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 4130 : *Son amendement tendant à inclure les personnes ayant des ressources inférieures au salaire départemental moyen* [16 mai 1951] (p. 5228) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Sa motion préjudicielle tendant à demander 100 milliards pour les habitations à loyer modéré* [12 avril 1951] (p. 3192, 3193, 3194) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à reloger les locataires des immeubles insalubres détruits* [13 avril 1951] (p. 3288). — Est entendue : sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Question de confiance posée par le Gouvernement* [23 avril 1951] (p. 3804, 3805) ; — sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative à l'expulsion des locataires* [25 avril 1951] (p. 4003, 4004). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Bastide tendant à ne pas définir le logement à mettre à la disposition des expulsés* [28 avril 1951] (p. 4160) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4167, 4168). — Est entendue pour une motion d'ordre : *Vote de la majoration des prestations familiales en seconde lecture* [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4401). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de

l'enseignement supérieur: Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Airoidi tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946* [12 mai 1951] (p. 5135).

**RABEMANANJARA (M. Jacques Bemananjara, dit)**, *Député de Madagascar (Collège des autochtones, 2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187). = Est nommé membre de la Commission de la presse [28 janvier 1947] (p. 40); de la Commission de la production industrielle (*ibid.*). = Son immunité parlementaire est suspendue [18 juillet 1947] (p. 8234).

**RABIER (M. Maurice)** *Député d'Oran (1<sup>er</sup> collègue.)*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [21 décembre 1946] (p. 202), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [21 décembre 1946] (p. 202), de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de justice. (Appl. de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 196), [7 décembre 1948] (p. 7390).

#### Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi portant statut politique de l'Algérie, **n° 473** (rectifié). — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 3 janvier 1924 relative à la reprise des concessions centenaires et perpétuelles en état d'abandon, **n° 1418**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi relative à la Sécurité sociale en Algérie, **n° 1762**. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur

sur le projet de loi portant création d'un poste de juge d'instruction au tribunal civil d'Oran, **n° 1983**. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'Intérieur sur: I. le projet de loi portant statut organique de l'Algérie; II. les propositions de loi: 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues portant statut politique de l'Algérie; 2° de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut organique de l'Algérie, territoire associé dans le cadre de l'Union française; 3° de M. Saadane et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française; 4° de M. Saïah et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à doter l'Algérie d'une Constitution; 5° de M. Benchennouf et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française; 6° de M. Ben Tounes portant formation et mise en expérience, dans la Constitution de l'Union française, du statut particulier de l'Algérie dans le cadre à venir de la Fédération nord-africaine, **n° 2274**. — Le 13 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur: I. le projet de loi portant statut organique de l'Algérie; II. les propositions de loi: 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues portant statut politique de l'Algérie; 2° de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut organique de l'Algérie, territoire associé dans le cadre de l'Union française; 3° de M. Saadane et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française; 4° de M. Saïah et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à doter l'Algérie d'une Constitution; 5° de M. Benchennouf et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française; 6° de M. Ben Tounes portant formation et mise en expérience, dans la Constitution de l'Union française, du statut particulier de l'Algérie dans le cadre à venir de la Fédération nord-africaine, **n° 2435**. — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi portant modi-

fication de l'article 30 du statut organique de l'Algérie (modification du mode d'élection à l'Assemblée algérienne), n° 3161. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les familles des victimes de la catastrophe de Kenadsa (sud-oranais), n° 4203. — Le 2 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée Financière de l'Algérie portant institution d'une Caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns des justices de paix d'Algérie, n° 4431. — Le 2 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée Financière de l'Algérie relative au contrôle de l'émission des valeurs mobilières en Algérie, n° 4432. — Le 9 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret du 30 mars 1935 réprimant les manifestations contre la souveraineté française en Algérie, n° 4503. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — les propositions de loi : 1° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions du décret d'exception du 30 mars 1935, dit « Décret Régnier » ; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation du décret du 30 mars 1935 réprimant les manifestations contre la souveraineté française en Algérie ; II. — la résolution de l'Assemblée Nationale à voter une loi abrogeant le décret-loi du 30 mars 1935, dit « Décret Régnier », n° 4882. — Le 20 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1944 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de baux ruraux, modifiée par la loi du 13 avril 1946, n° 5005. — Le 16 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 50 millions en vue de secourir les sinistrés victimes des inondations de Sainte-Barbe-du-Tlélat (département d'Oran), n° 5584. — Le 15 mars 1949, une proposition de loi portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril

1943, modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national, n° 6826. — Le 15 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés, n° 6827. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie, n° 6728. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'extension à l'Algérie des dispositions de l'acte dit loi du 22 mai 1944 rendant obligatoire la déclaration des levées de mesures géophysiques, n° 6729. — Le 25 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours d'urgence de 500 millions de francs aux trois départements algériens victimes des inondations du 28 avril 1949 et plus particulièrement à la commune mixte de Laghouat, n° 7262. — Le 31 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le recrutement du cadre spécial dans l'enseignement primaire public en Algérie et à intégrer ce cadre spécial dans le cadre normal sous certaines conditions, n° 7312. — Le 7 juin 1949, une proposition de loi portant affiliation des clercs et employés de notaires d'Algérie à la Caisse de retraite et d'assistance instituée dans la métropole par la loi du 12 juillet 1937, n° 7357. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits acquis des instituteurs d'Algérie en ce qui concerne la retenue pour la retraite sur leur traitement supplémentaire de 25 0/0, n° 7531. — Le 23 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires et agents tributaires de la Caisse générale des retraites de l'Algérie la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions, n° 8001. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Rabier et plusieurs de ses collègues

portant affiliation des clercs et employés de notaires d'Algérie à la Caisse de retraite et d'assistance instituée dans la métropole par la loi du 12 juillet 1937, n° 8745. — Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis par le littoral oranais, et le port d'Arzew en particulier, à la suite du raz de marée du 13 décembre 1949, n° 8760. — Le 20 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de l'Intérieur sur la proposition de résolution de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés, n° 9016. — Le 27 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revoir la situation judiciaire des juges de paix algériens et à accorder à ceux-ci la parité de traitement avec leurs collègues métropolitains, n° 9074. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, n° 9164. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national 2° de M. Fernand Chevalier et plusieurs de ses collègues portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public, n° 9177. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar, n° 9301. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à établir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence; 2° de M. Césaire et plusieurs de ses collègues portant fixation des soldes, indemnités et statut

des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; II — La proposition de résolution de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures immédiates pour l'amélioration de la condition faite aux fonctionnaires des départements d'outre-mer, n° 9532. — Le 28 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité de traitement à tous les échelons, des juges de paix algériens avec leurs collègues métropolitains et à élargir les cadres dans les classes supérieures; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revoir la situation judiciaire des juges de paix algériens et à leur accorder la parité de traitement avec leurs collègues métropolitains, n° 9640. — Le 16 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Ben Chennouf et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail; 2° de M. Borra et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail; 3° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 10333. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, n° 10425. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 10876. — Le 17 octobre 1950, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante; n° 11065. — Le 24 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à examiner sans délai, sous l'angle d'une économie charbonnière métropole-Afrique du Nord, le problème de l'extraction et de la consommation de la houille en Algérie de façon à conserver en exploitation les mines du Sud-Oranais, n° 11414. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 28 avril 1919, relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats, et à rendre applicables à l'Algérie, les dispositions de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1930 complétant la loi du 22 août 1929 relative à l'organisation judiciaire, n° 12682. — Le 14 avril 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale en vigueur en Algérie, n° 12842. — Le 23 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11450) édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, n° 12939. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal, n° 12981. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 11613) de M. Fayet et plusieurs de ses collègues portant extension à l'Algérie des articles 2 et 3 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 13063. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 12905) portant réorganisation des territoires du sud de l'Algérie, n° 13064. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 12842) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale en vigueur en Algérie, n° 13070. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, n° 13129. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 13129) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision

n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, n° 13223. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation (n° 12451) d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à compléter la décision n° 50-034 tendant à déterminer les modalités d'application de la décision n° 49-045 relative à l'organisation d'un système de sécurité sociale en Algérie, n° 13256. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation (n° 10984) d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier les articles 18 et 19 de la décision n° 49-061 de l'Assemblée algérienne portant réforme de la Caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie, n° 13257.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3085); — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), ETAT A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* : (*Situation des anciens combattants de l'Union française*) [21 juillet 1947] (p. 3302); — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Date des débats sur le Statut de l'Algérie* [9 août 1947] (p. 4181); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion du Statut de l'Algérie* [12 août 1947] (p. 4325); — dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4193); *Motion d'ajournement de M. Cudenet* (p. 4199, 4202, 4203); *Renvoi du projet devant la Commission de l'intérieur* (p. 4206); *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* (p. 4209, 4210, 4211, 4212, 4213, 4214); *Renvoi de la discussion* [13 août 1947] (p. 4382); *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4402, 4403, 4404, 4405, 4406, 4407); *Explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [21 août 1947] (p. 4549); *Demande de prise en considération du projet gouvernemental* (p. 4551); *Donne sa démission de Rapporteur* (p. 4553); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amen-*

dement tendant à reprendre le texte de la Commission définissant les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer [22 août 1947] (p. 4580, 4581); Art. 2 : Son amendement tendant à soumettre à l'Assemblée algérienne l'attribution du droit de vote aux femmes musulmanes [23 août 1947] (p. 4603); Art. 3 : Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission concernant les pouvoirs du Gouverneur général (p. 4605); Art. 4 : Son amendement tendant à remplacer les mots « auprès du gouverneur général » par « en accord avec le gouverneur général » (p. 4607); Art. 5 : Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil du Gouvernement (p. 4608, 4609, 4611); Art. 7 : Ses sous-amendements modifiant la rédaction de l'amendement de M. Viard réglant le régime législatif de l'Algérie [25 août 1947] (p. 4629); Art. 8 : Son amendement tendant à déterminer les conditions dans lesquelles les lois métropolitaines peuvent être appliquées en Algérie (p. 4632); Art. 10 : Son amendement relatif au refus possible d'homologation (p. 4632, 4633); le retire (ibid); Art. 12 : Son amendement concernant l'exécution des décisions de l'Assemblée algérienne relatives aux emprunts et grands travaux [26 août 1947] (p. 4642); Art. 23 : Son amendement concernant l'approbation du budget algérien (p. 4643, 4644); le retire (ibid); Art. 25 : Son amendement concernant la composition et l'élection de l'Assemblée algérienne (p. 4644, 4645, 4646); Art. 26 : Son amendement concernant les conditions d'éligibilité à l'Assemblée algérienne (p. 4646); le retire (4647); Art. 27 : Son amendement tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne (p. 4648); Art. 28 : Son amendement concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne (p. 4660); Art. 29 : Son amendement concernant la composition et les fonctions du bureau et des commissions de l'Assemblée algérienne (p. 4661); Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif à la publicité des débats de l'Assemblée algérienne (4662); Art. 31 : Son amendement tendant à laisser fixer par l'Assemblée algérienne son règlement intérieur (p. 4663); Art. 31 bis : Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée algérienne les délégués algériens au Parlement de l'Union française (p. 4663); Art. 36 : Amendements de MM. le général Aumeran, Viard et Viollette

tendant à définir la compétence du gouverneur général en matière administrative (p. 4667); Articles additionnels : Son amendement tendant à inclure quatre articles nouveaux relatifs à l'organisation des collectivités territoriales en Algérie (p. 4681, 4684); Son amendement tendant à insérer quatre articles nouveaux assurant l'égalité entre Français musulmans et non musulmans, établissant la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Algérie et relatifs à l'enseignement et la presse en langue arabe (p. 4685, 4686, 4687, 4690, 4691); Art. 6 réservé : Son amendement tendant à maintenir l'ordonnance du 7 mars 1944 et le titre IV de la loi du 5 octobre 1946 (p. 4700); le retire (ibid); Art. 15 réservé : Son amendement tendant à faire disparaître les dispositions concernant la majorité des deux tiers [27 août 1947] (p. 4725); Art. 11 réservé : Son sous-amendement tendant à limiter la majorité des deux tiers aux décisions financières (p. 4727); Art. 16 réservé : Son amendement tendant à fixer les conditions de vote du budget de l'Algérie (p. 4729); le retire (ibid); Art. 18 réservé : Son amendement tendant à faire équilibrer par le Conseil d'Etat le budget de l'Algérie en cas de défaillance de l'Assemblée algérienne (p. 4729). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : Amendement de M. Fayet tendant à étendre cette loi à l'Algérie [28 août 1947] (p. 4777). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française [14 novembre 1947] (p. 5042, 5043); — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Smail tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne [29 décembre 1947] (p. 6425, 6426); — du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : Contre-projet de Mme Sportisse [12 février 1948] (p. 660); Son amendement tendant à modifier les circonscriptions du Constantinois (p. 677); Son amendement tendant à créer une circonscription nouvelle dans les territoires du Sud (p. 677, 678); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : Art. 31 : Son amendement tendant à appliquer cette loi en Algérie [20 février 1948] (p. 957); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipe-

ment (budget 1948, dépenses civiles) : Art. 9 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'« Electricité et Gaz d'Algérie »* [25 février 1948] (p. 4109); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder une subvention aux victimes de la catastrophe de Kenadsa : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2663, 2664). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la catastrophe de Kenadsa [8 juin 1948] (p. 3280). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : Art. 14 bis : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des délégués pour les villes de plus de 9.000 habitants* [18 août 1948] (p. 5916, 5917); Art. 41 ter : *Son amendement analogue pour le 2<sup>e</sup> collège* (p. 5918); le retire (ibid); Art. 56 : *Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée Nationale les deux conseillers pour la Tunisie* (p. 5928); Art. 57 : *Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée les conseillers pour le Maroc sur présentation par des Députés* (p. 5931); le retire (p. 5932); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : Art. 2 bis : *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6190); Art. 32 bis : *Son amendement tendant à fixer la date des élections cantonales en Algérie* (p. 6214); — d'une proposition de loi tendant à abroger le décret « Régnier » du 30 mars 1935; En qualité de *Rapporteur* [21 septembre 1948] (p. 6811). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Secours aux sinistrés de Sainte-Barbe-du-Tlélat* [7 décembre 1948] (p. 7407), [14 décembre 1948] (p. 7586). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement* [23 décembre 1948] (p. 7948, 7949); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale (Ses observations sur les anciens combattants musulmans)* [19 mai 1949] (p. 2651); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'Algérie* [26 décembre 1949] (p. 7280, 7281); Art. 5 : *Son amende-*

*ment tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les investissements en Algérie* [28 décembre 1949] (p. 7488); le retire (p. 7489); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 543). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion du statut des fonctionnaires des territoires d'outre-mer* [31 mars 1950] (p. 2694). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [31 mars 1950] (p. 2697, 2698, 2699); Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif au supplément spécial de recrutement* (p. 2704); *Amendement de M. Césaire relatif au calcul de l'indemnité de résidence dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 2708); Art. 7 : *Amendement de M. Truffaut tendant à prévoir dans un délai de six mois des décrets modifiant la réglementation en vigueur et limitant la hausse des dépenses de personnel* (p. 2712); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2786); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup> : ETAT A, GUERRE, Chap. 1005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des officiers (emploi du mot « autochtone »)* [11 mai 1950] (p. 3537); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation relative au licenciement massif du personnel ouvrier d'Air-France à Alger [16 mai 1950] (p. 3692). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime des pensions en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3732, 3733); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 5160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux organismes de secours aux Algériens résidant en France* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4098); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour aide aux travailleurs immigrants* [5 juin 1950] (p. 4282); le retire (ibid.); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur la S.N.C.F.)* [7 juin 1950] (p. 4390, 4391); Chap. 5140 :



*Indemnités à la S.N.C.F. (salaires des cheminots)* (p. 4419, 4420, 4421) ; Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S.N.C.F. (salaires des cheminots)* (p. 4435) ; AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur le licenciement de personnel d'Air-France)* [19 juin 1950] (p. 4973, 4986) ; Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (suppression de la base de Maison-Blanche)* [20 juin 1950] (p. 5021, 5022, 5023). — Est entendu : sur une question de M. Borra au Ministre des Finances, relative aux retraités de l'Etat domiciliés en Algérie [9 juin 1950] (p. 4574) ; — sur les propositions de la conférence des Présidents (*Discussion du projet concernant l'Algérie*) [18 juillet 1950] (p. 5553). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'extension en Algérie des législations sur les accidents du travail, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6747, 6748) ; Art. 15 : *Amendement de M. Truffant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République faisant partir l'application de la loi du 31 mai 1950* (p. 6749) ; — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie : Art. 7 : *Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux aux partis politiques légalement reconnus* [29 novembre 1950] (p. 8292, 8293) ; *Son amendement tendant à maintenir dans les lieux les personnes morales* (p. 8293) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à ce que la majoration définitive ne dépasse pas 450 0/0 par rapport aux loyers payés en 1939* [30 novembre 1950] (p. 8330, 8331) ; Art. 38 bis : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyer les économiquement faibles* (p. 8335) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à prévoir la mise en application en Algérie de l'allocation logement avant 1951* (p. 8339) ; Art. 71 : *Son amendement tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement* (p. 8394) ; — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour participation au déficit des houillères du Sud-Oranais* [8 décembre 1950] (p. 8875). — Son rapport supplémentaire sur les élections de la Creuse [21 décembre 1950] (p. 9460).

**RAMADIER (M. Paul)**, député de l'Aveyron.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Président du Conseil des Ministres*

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947.

*Ministre d'Etat*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet QUEVILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des Affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101) ; de la Commission de la production industrielle (*ibid.*) [17 décembre 1946] (p. 101), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1946, un projet de loi prorogant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 153**. — Le 19 décembre 1946, un projet de loi portant prorogation de la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 156**. — Le 22 décembre 1946, un projet de loi tendant à fixer pour l'année 1947 un contingent exceptionnel de décorations dans la Légion d'Honneur pour les anciens fonctionnaires du Sénat et de la Chambre des Députés affectés à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, **n° 189**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant l'article 595 du Code d'instruction criminelle, **n° 240**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi complétant l'article 483 du Code pénal de la justice et de législation, **n° 241**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi tendant à permettre aux femmes l'accession à diverses professions d'auxiliaires de justice, **n° 242**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant création de Conseils supérieurs de prud'hommes, **n° 249**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi

relatif à l'élection et au statut des représentants des magistrats au Conseil supérieur de la magistrature, n° 279 (rectifié) — Le 14 janvier 1947, un projet de loi sur le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 291. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi portant modification de la loi n° 46-446 du 18 mars 1946 tendant à permettre la conversion de certaines demandes de séparation de corps en demandes de divorce, n° 302. — Le 21 janvier 1947, une déclaration, n° 347. — Le 18 février 1947, un projet de loi maintenant en vigueur au delà du 1<sup>er</sup> mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, n° 625. — Le 26 mars 1947, un projet de loi relatif à l'approvisionnement en viande de la région parisienne, n° 1056. — Le 27 mars 1947, un projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, n° 1080. — Le 3 juin 1947, un projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, n° 1542. — Le 21 juillet 1947, un projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « Ravitaillement général de la nation en temps de guerre » créé par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, modifié par l'acte dit loi du 1<sup>er</sup> septembre 1943, provisoirement applicable, n° 2086. — Le 30 octobre 1947, un projet de loi modifiant l'article 6 de la loi n° 46-2140 du 4 octobre 1946 accordant à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 2604. — Le 14 novembre 1947, un projet de loi portant mesures de déconcentration administrative, n° 2651. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi tendant au reclassement d'enseignes de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe et officiers de grade correspondant, n° 6023. — Le 16 janvier 1949, une lettre rectificative au projet de loi n° 1584 modifiant la loi du 19 juillet 1884 ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires, n° 6091. — Le 21 janvier 1949, un projet de loi portant modification au tableau annexe de la loi du 18 juillet 1895 concernant la détermination et la conservation des postes électrosémaphoriques, n° 6138. — Le 17 février 1949, un projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux, n° 6470. — Le 2 mars 1949, un projet de loi portant création de contingents de Croix de la Légion d'honneur et de médailles

militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 6627. — Le 12 mars 1949, un projet de loi portant que le général d'armée Giraud (Henri-Honoré) qui a commandé en chef devant l'ennemi sera inhumé dans l'Hôtel national des Invalides, et portant ouverture de crédits pour ses funérailles nationales, n° 6815. — Le 29 mars 1949, un projet de loi relatif aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées dont la carrière a été affectée par des événements de guerre, n° 6861. — Le 14 avril 1949, un projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation et à la protection des secrets de la Défense nationale, n° 7084. — Le 29 juin 1949, un projet de loi relatif au reclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bougie (Algérie), n° 7667. — Le 24 juillet 1949, un projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, n° 8010. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi relatif au maintien de certains officiers généraux dans la 1<sup>re</sup> section du cadre de l'état-major général de l'armée, n° 8098. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arredidj (Algérie), n° 8102. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi fixant le programme quinquennal des constructions aéronautiques pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1950 au 31 décembre 1954, n° 8173. — Le 13 octobre 1949, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3164) fixant les cadres et effectifs militaires, n° 8190. — Le 31 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer les établissements publics de distribution dans les conditions prévues par la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 9686. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi relative au régime électoral, n° 12474. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 12358) portant création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, n° 13023. — Le 5 mai 1951, une proposition de loi sur les usines de Decazeville; n° 13093.

**Interventions :**

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion de la loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; *Justice : Commissions des dommages de guerre* [19 décembre 1946] (p. 156). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à proroger la législation sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Augmentation des loyers dus aux propriétaires épargnants* [20 décembre 1946] (p. 190). — Intervient dans la discussion : du projet de loi sur le prix des baux à ferme [20 décembre 1946] (p. 192); — de la proposition de loi de M. Mondon tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation : *Amendement de M. Bétolaud tendant au retour au droit commun à dater du 1<sup>er</sup> juin 1947* [23 décembre 1946] (p. 339 et 340). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [16 janvier 1947] (1). — Est désigné comme *Président du Conseil* [21 janvier 1947] (p. 28) : *Sa déclaration en cette qualité* (ibid.). — Est entendu au cours du débat soulevé par cette déclaration (*Nationalisations. — Liberté de la presse. — Politique étrangère. — Constitution du Gouvernement*) (p. 32). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

**En cette qualité :**

Prend part au débat sur la composition du Gouvernement [28 janvier 1947] (p. 42, 47) (*Solidarité ministérielle; continuité de la politique; nomination de Sous-Secrétaires d'Etat et organisation de la défense nationale* (p. 50). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions financières; Art. 23 : *Amendement de M. Gozard tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire les biens à la confiscation* [4 février 1947] (p. 167); Art. 67 bis : *Contrôle du budget par chapitres* [7 février 1947] (p. 248); Art. 67 quinquies : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à renforcer le contrôle de l'Etat sur les sociétés nationalisées* (p. 251); Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorga-*

*niser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* (p. 261, 262). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Nationalisations*) [13 février 1947] (p. 312); (*Ravitaillement en viande*) [18 février 1947] (p. 359). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi modifiant et complétant la législation économique; Art. 3 : *Politique économique et baisse des prix* [14 février 1947] (p. 334); — sur la date de discussion d'interpellations (*Difficultés économiques et financières. Approvisionnement en blé de semence. Sécurité aérienne. Double secteur d'essence. Union française.*) [6 février 1947] (p. 188). — Son éloge funèbre de M. Alexandre Yvonne [18 février 1947] (p. 356). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à équilibrer le budget (*Compression des services et grève des fonctionnaires de la police*) [18 février 1947] (p. 373). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à l'Indochine [21 février 1947] (p. 433). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 504); — du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 639); Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL : *Discussion générale (Grève des journaux parisiens)* [7 mars 1947] (p. 734, 735); Chap. 908 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire la participation de l'Etat aux dépenses du Commissariat à l'énergie atomique* (p. 736); Etat C, RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* (p. 780); — des interpellations sur la politique française en Indochine [11 mars 1947] (p. 807), [13 mars 1947] (p. 833, 845), [14 mars 1947] (p. 848, 849, 851), [18 mars 1947] (p. 875, 904 et 905). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (*Dépenses militaires*); Art. 4 : *Politique en Indochine* [20 mars 1947] (p. 955); *Pose la question de confiance* (p. 950); *Date du scrutin sur la question de confiance* (p. 957); *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1023, 1024, 1026, 1028); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

Grenier relative à la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 998, 999). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale (Suspension avec traitement d'un fonctionnaire)* [25 mars 1947] (p. 1065, 1066). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1264, 1265). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1273); Art. 1<sup>er</sup> : *Système de compensation* (p. 1275); Art. 3 : *Amendement de M. Siefridt tendant à porter de 10 à 25 0/0 des allocations familiales le supplément temporaire pour charges de famille* (p. 1276, 1277); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à appliquer le bénéfice du supplément temporaire à l'agriculture* (p. 1278). — S'associe, au nom du Gouvernement, aux vœux de prompt guérison présentés par M. Duclos à M. le Président Herriot [29 avril 1947] (p. 1332). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Sa communication relative à la politique économique du Gouvernement (*Relèvement de salaires*) [2 mai 1947] (p. 1426, 1427, 1428). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1428, 1432); *Pose la question de confiance sur l'ordre du jour de M. Charles Lussy* (p. 1436); *Ses observations sur l'ordre du jour* [4 mai 1947] (p. 1463, 1464, 1465); — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1593, 1594), [16 mai 1947] (p. 1642); *Ordre du jour pur et simple de M. Bruyneel* (p. 1650); *Amendement de M. Waldeck Rochet à l'ordre du jour de confiance de M. Charles Lussy* (p. 1651, 1652); *Ordre du jour de confiance de M. Cudenet* (p. 1656); *Refuse de poser la question de confiance* (p. 1657). — Sa déclaration relative au minimum vital, au remaniement de l'impôt sur les salaires et aux primes à la production [23 mai 1947] (p. 1743). — Répond à une

question de Mme Germaine Degrand relative au maintien des restaurants sociaux [23 mai 1947] (p. 1743). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Cogniot relative aux droits universitaires [23 mai 1947] (p. 1749); — de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [23 mai 1947] (p. 1762); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 130 *sexies* : *Rattachement à la Présidence du Conseil de services appartenant à l'Economie nationale* (p. 1808); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 305 : *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 10 millions les crédits de matériel des centres d'abatage* [12 juin 1947] (p. 2035, 2036); Chap. 601 : *Amendement de Mme Galicier tendant à réduire de 1 million les crédits pour confection d'imprimés* (p. 2038); Chap. 700 : *Prix de vente du lait* (p. 2039, 2040); Chap. 701 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 50 millions la charge du Trésor résultant de la limitation du prix de vente du pain* (p. 2044). — Répond à une question : de M. Paul Antier relative à l'attribution d'une ration supplémentaire de vin pendant la période des gros travaux agricoles aux exploitants et ouvriers agricoles [30 mai 1947] (p. 1849); — de M. Charles d'Aragon relative à l'attribution aux consommateurs non producteurs des communes rurales, des mêmes avantages qu'à ceux des centres ruraux [30 mai 1947] (p. 1850). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1867). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Etienne Fajon sur la réquisition des exploitations électriques et gazières [3 juin 1947] (p. 1875 à 1877). — Sa communication relative à la grève des cheminots [6 juin 1947] (p. 1989). — Sa 2<sup>e</sup> communication relative à la grève des cheminots [10 juin 1947] (p. 2011, 2012). — Sa 3<sup>e</sup> communication relative à la grève des cheminots (*Fin de la grève*) [12 juin 1947] (p. 2032). — Participe à la discussion : des interpellations relatives à la Conférence de Moscou (*Date de discussion*) [20 juin 1947] (p. 2291); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2327, 2328); *Primes à la pro-*

duction (p. 2335, 2336); Art. 36 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs agricoles* (p. 2388). — Est entendu : sur la demande d'interpellation de M. Gazier sur la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [2 juillet 1947] (p. 2635, 2636, 2637, 2638) : *Pose la question de confiance* (p. 2639); *Renvoi des débats sur l'ordre du jour* (p. 2640, 2641, 2642); *Distinction des grévistes et des « cagouleurs »* (p. 2642); *Complot contre la République* (p. 2643); *Ordre du jour de M. Lussy : Explications de vote* [4 juillet 1947] (p. 2754, 2756, 2757). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2398). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion des interpellations sur la politique économique du Gouvernement*) [23 juin 1947] (p. 2399); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Evasion d'Abd El Krim*); *date de discussion de diverses interpellations* [25 juin 1947] (p. 2462); — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé : *Discussion générale en seconde lecture* [8 juillet 1947] (p. 2816); — sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande [8 juillet 1947] : *Discussion générale* (p. 2824, 2825, 2826); Art. 3 : *Achat du bétail* (p. 2826, 2827); *Amendement de M. Triboulet tendant à faire contrôler le stockage et la congélation par un organisme professionnel* (p. 2827); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à imposer aux acheteurs l'obligation de réserver une part de leurs achats pour la congélation* (p. 2829, 2830); *Amendement de M. Castellani tendant à étendre l'article à l'Union française* (p. 2830); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3524, 3522, 3523, 3524, 3525, 3527); — sur le renvoi des propositions de loi concernant le jury de la Haute Cour de justice [8 juillet 1947] (p. 2832, 2833); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2926, 2927, 2928). — Répond à une ques-

tion : de M. Thamier concernant le prix du vin rationné dans le département du Lot [11 juillet 1947] (p. 2993); — de M. Michelet concernant les mesures prises pour sauver l'honneur des officiers de l'armée impliqués dans les complots [11 juillet 1947] (p. 2993). — Est entendu au cours du débat : sur la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3060, 3061, 3062, 3067, 3068, 3069); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Motion préjudicielle de M. Duclos invitant le Gouvernement à augmenter les crédits pour l'acompte provisionnel, à diminuer ceux de la Défense nationale* [16 juillet 1947] (p. 3074); Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités les avantages de la loi* (p. 3086); Art. 4 : *Extension aux territoires de l'Union française* (p. 3088). — Répond à une question de Mme Duvernois concernant l'attribution de la carte de travailleur de force aux mères de famille travaillant au dehors [18 juillet 1947] (p. 3175). — Est entendu sur la modification de l'ordre du jour [18 juillet 1947] (p. 3198). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil national économique; Art. 6 : *Amendement de M. Guyon tendant à instituer un agent-comptable trésorier responsable des paiements* [18 juillet 1947] (p. 3200, 3201); Art. 12 : *Amendement de M. Guyon tendant à limiter à cinq le nombre des chargés de mission* (p. 3203); Art. 16 : *Amendement de M. Gazier tendant à supprimer l'article* (p. 3204); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Contrôle par la Cour des Comptes)* [11 août 1947] (p. 4239); Art. 13 : *Amendement de M. Barangé tendant à remplacer l'appellation « adjoint - administratif » par « commis »* (p. 4240). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Laurens tendant à définir les coopératives de façon à les distinguer du commerce* [30 juillet 1947] (p. 3707); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de*

*l'alinéa* (p. 3708); Art. 9 : *Amendement de M. Vée tendant à ne pas tenir compte de l'importance des affaires traitées dans le nombre des voix attribuées aux coopératives* (p. 3710); Art. 20 : *Formalités de contrôle et de constitution de coopératives* (p. 3711). — Est entendu au cours du débat sur l'adoption d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à résoudre le problème de l'« Exodus » [30 juillet 1947] (p. 3712, 3713). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3793, 3794, 3795); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 9 : *Interdiction faite aux Ministres d'engager des dépenses nouvelles (Programmes futurs pour l'armée)* [5 août 1947] (p. 3936, 3937); — du projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « Ravitaillement général de la nation en temps de guerre » : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4013, 4014); — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, artisanales et industrielles : *Demande de discussion d'urgence* [7 août 1947] (p. 4015, 4016, 4017, 4018, 4019, 4020). — Répond à une question de M. F. Gay relative au délai d'établissement d'un bilan national des ressources industrielles, agricoles et financières [8 août 1947] (p. 4115). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Renvoi de la discussion à une autre séance* [8 août 1947] (p. 4123, 4124); *Pose la question de confiance sur le projet gouvernemental* [9 août 1947] (p. 4178, 4179, 4180); *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4233, 4234); *Renvoi du projet devant la Commission* (p. 4242, 4243, 4244); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Date des débats sur le statut de l'Algérie*) [9 août 1947] (p. 4181); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4198, 4202, 4203, 4204); *Demande de M. Montillot de renvoi du projet à la Commission de la justice et de législation* (p. 4205); *Explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [21 août 1947] (p. 4548, 4549); *Explications de vote sur la prise en considération du projet gouvernemental* (p. 4552, 4553); *Renvoi de la*

*discussion* (p. 4553); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer* [22 août 1947] (p. 4584, 4585); Art. 7 : *Amendement de M. Moktari tendant à inclure un article nouveau abolissant le régime des décrets en matière législative* [25 août 1947] (p. 4627, 4628); *Amendements de MM. Capitant et Viard tendant à préciser les cas où les lois françaises peuvent être appliquées à l'Algérie* (p. 4630); *Amendement de M. Capitant tendant à insérer un article nouveau permettant au Gouvernement d'assurer l'exécution en Algérie des lois qui y sont applicables* (p. 4631); Art. 10 : *Amendement de M. Rabier relatif au cas de refus d'homologation* (p. 4632, 4633); Art. 11 : *Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les lois algériennes* (p. 4635, 4636); *Ordre de discussion des articles* [26 août 1947] (p. 4646); Art. 6 réservé : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article* (p. 4695); *Son commentaire du texte de la Commission établissant les diverses catégories d'électeurs musulmans à inscrire sur les listes du 1<sup>er</sup> Collège* (p. 4701, 4702); *Ses explications sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4729, 4730, 4738); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de la discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4298, 4300). — Répond à une question de Mlle Prévert concernant les mesures prises pour augmenter la production et améliorer la distribution de la confiserie [22 août 1947] (p. 4567). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4758, 4760, 4761, 4763, 4764); Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (Cas des ouvriers grévistes)* (p. 4765, 4766); *Amendement de M. Lamarque-Cando tendant à préciser la définition des délinquants* (p. 4766); *Amendement de M. Pinay tendant à ajouter le mot « manifestement » après « tentera »* (p. 4767); *Amendement de M. Charpin tendant à suspendre les journaux ayant publié des écrits délictueux* (p. 4770, 4771); *Explications de vote sur l'ensemble de l'article unique* (p. 4772); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour l'Exercice 1947 : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre

1947] (p. 4835, 4836, 4843, 4844, 4845, 4846); *Discussion générale (Subventions au charbon et à l'acier)* (p. 4849); *Pose la question de confiance sur le deuxième chapitre de l'état annexe (Subventions au charbon)* (p. 4849, 4850); *Ses déclarations au sujet du vote sur la question de confiance* [5 septembre 1947] (p. 4867, 4868). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion pour permettre au Gouvernement de délibérer*) [2 septembre 1947] (p. 4839, 4840); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Interruption de la session et fixation de la date des élections municipales*) [5 septembre 1947] (p. 4869) — Sa communication relative à la politique générale du Gouvernement et au remaniement de son Ministère (*Salaires et prix, aide étrangère, importations et exportations, influence des grèves, succès électoraux du R. P. F.*) [28 octobre 1947] (p. 4912, 4913, 4914). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Duclos sur la politique générale du Gouvernement (*Pénétration américaine en France, politique du R. P. F. et du général de Gaulle, ordre du jour de confiance de M. Lussy*) [28 octobre 1947] (p. 4917, 4919, 4920, 4921, 4928); *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4978); *Sa réponse à M. Pleven* (p. 4982). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Jaffard, prononcé par M. le Président de l'Assemblée Nationale [13 novembre 1947] (p. 4992). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 4997, 4998, 5001, 5002); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du vendredi 14 novembre [13 novembre 1957] (p. 5004). — Donne sa démission de *Président du Conseil* [20 novembre 1947] (p. 5093).

#### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Ses observations sur la personne de M. Robert Schuman* [22 novembre 1947] (p. 5124). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne faire ni emprunt ni prélèvement à l'occasion de ce retrait* [29 janvier 1948] (p. 283, 284); — du projet de loi

portant aménagement de la réglementation des changes; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à interdire les conversions et arbitrages entre les différentes devises* [30 janvier 1948] (p. 332, 333). — Est entendu : sur la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Pelsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : *Explications de vote sur la question de confiance posée contre* [24 février 1948] (p. 1007, 1009, 1010); — pour un rappel au règlement : *Injures inadmissibles prononcées dans l'Assemblée* [7 mars 1948] (p. 1505). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1948] (p. 1556, 1557); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : Convention de coopération économique européenne : *Ses explications de vote sur l'article premier* [6 juillet 1948] (p. 4375 et suiv.); — du projet de loi fixant le budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : Art. 1<sup>er</sup> : *Renvoi de la discussion* [17 juillet 1948] (p. 4742). — Est nommé *Ministre d'État* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 17 juillet 1948, p. 7363).

#### En cette qualité :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur l'Indochine* [3 août 1948] (p. 5267, 5268). — Donne sa démission de *Ministre d'État* [31 août 1948] (p. 6404).

#### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. R. Schuman); *Ses observations sur son refus de former le cabinet* [31 août 1948] (p. 6408). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6807, 6808); — des interpellations sur les révélations du Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur la propagande communiste contre une guerre éventuelle avec l'U. R. S. S.* [19 novembre 1948] (p. 7139); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Façon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avat-*

*tages acquis, supérieurs à ceux de la Sécurité sociale* [17 décembre 1948] (p. 7699); Art. 6 : *Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* (p. 7704); Art. 13 : *Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7707, 7708, 7710); Art. 15 : *Amendement de M. Viatte tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la loi du 1<sup>er</sup> juin 1949 à celle du 1<sup>er</sup> février 1949* (p. 7711); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 350 milliards pour les dépenses militaires* [23 décembre 1948] (p. 7942, 7943, 7944); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8009); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions (Sa réponse à divers orateurs et ses observations sur la construction de prototypes et les économies réalisées)* [31 décembre 1948] (p. 8292, 8293); Art. 2 : *Reconstruction et équipement* (p. 8296); Etat A, Chap. 923-2 : *Amendement de M. Aubry tendant à réduire de 40 millions les crédits pour l'Office national d'études et de recherche aéronautique* (p. 8296, 8297); Art. 11 : *Liquidation des réquisitions de guerre* (p. 8299); Art. 13 : *Statut des officiers généraux de réserve* (p. 8300, 8301); *Amendement de M. Villon tendant à supprimer l'article* (p. 8301); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 923-2 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'O. N. E. R. A.* [31 décembre 1948] (p. 8332); — de la proposition de résolution relative à la création de la Société des produits biochimiques : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1027, 1028); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur son impartialité dans les promotions d'officiers, la tâche considérable impartie à l'armée française, les économies nécessaires incompatibles avec l'armement, la construction en France d'avions « Vampire »)* [3 mars 1949] (p. 1203, 1204, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 58 milliards 966 millions pour deux mois* (p. 1223); Art. 2, Etat A; DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9040 : *Construction de logements militaires* (p. 1226); *Amendement de M. Michelet tendant à ne pas faire de nouveaux dégagements de cadres* (p. 1229); Art. 3 : *Budgets annexes (Ses observations sur le prototype « Cormoran »)* (p. 1230, 1231); Art. 4 bis : *Amendement de M. Monteil tendant à ne pas prévoir de modifications de structure dans l'organisation de la Défense nationale* (p. 1234, 1235); — du projet de loi portant inhumation du Général Ciraud à l'Hôtel des Invalides : *Discussion générale* [12 mars 1949] (p. 1607); — d'une proposition de loi relative à l'acquisition du Centre national de la pénicilline : *Sa demande de renvoi à la Commission* [22 mars 1949] (p. 1671, 1672); — du projet de loi portant application aux militaires du régime de la Sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Girardot tendant à faire supporter à l'Etat toute la majoration de cotisation nécessaire* [31 mars 1949] (p. 1924); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des militaires en Indochine)* [31 mars 1949] (p. 1927, 1928, 1929); Art. 4 : *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* (p. 1931, 1932); Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* (p. 1933); Art. 8 : *Amendement de M. Cayeux tendant à faire soumettre au Parlement le décret portant libération anticipée* (p. 1935); — d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline; Article additionnel : *Amendement de Mme Rabaté tendant à prévoir le emploi du personnel de l'ancien centre* [14 avril 1949] (p. 2445, 2446); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2446); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil, amendé par le Conseil de la République; Art. 4, Chap. 360 : *Frais de déplacement de l'état-major de l'Europe occidentale* [14 avril 1949] (p. 2489, 2490); — d'une proposition de résolution relative au reclassement du personnel du Centre de pénicilline : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2577). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort [7 juin 1949] (p. 3177, 3178). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour



1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3229, 3238, 3243, 3247, 3249, 3250, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257) ; *ÉTAT A, DÉFENSE NATIONALE*, Chap. 1011 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de l'Air* [14 juin 1949] (p. 3330) ; Chap. 1012 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la Guerre* (p. 3331) ; Chap. 1013 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la Marine* (p. 3332) ; Chap. 1022 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de la Guerre* (p. 3333) ; Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie (reclassement des gendarmes)* (p. 3334, 3335) ; *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 3.500 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3337) ; Chap. 1080 : *Amendement de M. Dassonville tendant à réduire de 80 millions les crédits pour le personnel de la justice militaire* (p. 3339, 3340, 3341) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement de la fonction publique* [16 juin 1949] (p. 3405) ; Chap. 1130 : *Amendement de Mme Braun tendant à supprimer les crédits pour les missions temporaires à l'étranger* (p. 3406) ; Chap. 3020 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 100 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement de matériel et d'entretien de l'Administration centrale* (p. 3407) ; Chap. 3150 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement des services sociaux* (p. 3410) ; Chap. 4000 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours et allocations diverses* (p. 3411) ; *Amendement de M. Rollin tendant à réduire de 100 millions les crédits pour ce chapitre* (p. 3412) ; *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3414) ; Chap. 7001 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des militaires dégagés des cadres* (p. 3415) ; Chap. 7012 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1 million les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3416, 3417) ; Chap. 7020 : *Amendement de M. Dassonville tendant à réduire de 1.000 francs*

*les crédits pour règlement des droits des F.F.I.* (p. 3418) ; Chap. 7052 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires autochtones rapatriables* (p. 3424) ; Chap. 9000 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions au service des Poudres (frais de recherches)* (p. 3422) ; *Ses observations sur la réorganisation de l'armée* (p. 3430, 3431, 3432, 3433) ; *Ann*, Chap. 120 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 143 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 3434, 3435) ; Chap. 322 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de logement et de cantonnement* (p. 3440) ; Chap. 323 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1 million les crédits pour les écoles d'instruction* (p. 3440) ; Chap. 325-2 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique* (p. 3442) ; Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air (Ses observations sur les différents modèles d'avions utilisés)* [17 juin 1949] (p. 3472, 3473, 3477, 3478, 3479, 3485) ; *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3474, 3475, 3476) ; *GERRE*, Chap. 121 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (médecins, inspecteurs généraux)* (p. 3491) ; Chap. 122 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 3492) ; Chap. 130 : *Recrutement du personnel civil extérieur* (p. 3497) ; *Sa demande de modification de l'ordre du jour* (p. 3498) ; Chap. 323 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction des réserves ; subventions à la revue « Médecine tropicale »* (p. 3511) ; Chap. 3232 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la convocation des réserves* (p. 3512) ; Chap. 327 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel blindé et chenillé* (p. 3513) ; Chap. 300 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la réquisition des bâtiments de l'intendance* (p. 3516) ; Chap. 801 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la réquisition du Service de santé* (p. 3516) ; Chap. 903 : *Si*

demande de rétablissement des crédits pour l'équipement du service du génie (p. 3518); MARINE, Chap. 131: Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier du service du commissariat [21 juin 1949] (p. 3529); Chap. 138: Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement de la fonction publique (p. 3529, 3530); Chap. 316: Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (p. 3530); Chap. 318: Sa demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement (p. 3530); Chap. 320: Sa demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement (p. 3531, 3532); Chap. 327: Sa demande de rétablissement des crédits pour les approvisionnements de la Marine (p. 3532); Chap. 904: Amendement de M. Augarde tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les refontes et gros travaux de la flotte (Ses observations sur la construction des porte-avions et l'achèvement du « Jean Bart » et du « Clemenceau ») (p. 3534, 3535, 3536, 3537); Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3538, 3539); Chap. 905: Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 500 millions les crédits pour travaux maritimes (base de Mers-el-Kébir) (p. 3539); ETAT C, Chap. 130: Situation du personnel titulaire et auxiliaire des sociétés aéronautiques [23 juin 1949] (p. 3700, 3701); Chap. 331: Matériel de série de l'armée de l'air (p. 3702, 3703, 3705, 3706, 3707); Chap. 336: Etudes et prototypes, fonctionnement de l'O.N.E.R.A. (p. 3718); CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 181: Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (p. 3724); EQUIPEMENT, Chap. 960: Sa demande de rétablissement des crédits pour fabrications d'armement (p. 3722); SERVICE DES ESSENCES, Chap. 191: Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil (p. 3722, 3723); Chap. 390: Sa demande de rétablissement des crédits pour les achats de carburant et de matériel (p. 3723); Chap. 990: Sa demande de rétablissement des crédits pour les réparations et créations de bâtiments, machines et outillage (p. 3723); Chap. 991: Sa demande de rétablissement des crédits pour l'équipement et l'installation de dépôts (p. 3723); SERVICE DES POUDRES.: Sa demande de rétablissement

des crédits pour le personnel des poudreries nationales (p. 3724, 3725); Chap. 370: Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel et le fonctionnement des services (p. 3725); Chap. 175: Sa demande de rétablissement des crédits pour études et recherches (p. 3725); Chap. 370-2: Sa demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction d'usines du service des poudres (p. 3725); Chap. 370-3: Sa demande de rétablissement des crédits pour l'équipement des usines (p. 3726); Chap. 370-4: Sa demande de rétablissement des crédits pour les acquisitions immobilières (p. 3726); Chap. 380: Sa demande de rétablissement des crédits pour les travaux immobiliers (Equipped des ports) (p. 3727); Chap. 991: Sa demande de rétablissement des crédits pour l'équipement des installations immobilières (p. 3727); Art. 6: 18 milliards 900 millions d'économies à réaliser sur les dépenses militaires (p. 3729); Amendement de M. Métayer tendant à imputer les abattements votés sur ces 18 milliards 900 millions d'économies (p. 3729); Art. 8: Sa demande de rétablissement de l'article relatif à des autorisations de programmes (p. 3730); Art. 24: Amendement de M. Billat tendant à accorder des congés de cinq ans avec solde entière aux militaires de carrière tuberculeux, aliénés ou cancéreux (p. 3733); Art. 38: Sa demande de rétablissement de l'article relatif aux confirmations de grades (p. 3734); Amendement de M. Girardot relatif aux ouvriers rayés des cadres entre 1940 et 1944 (p. 3735); Explications de vote sur l'ensemble [24 juin 1949] (p. 3754); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: ETAT A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030: Soldes et indemnités de la gendarmerie [22 juillet 1949] (p. 5015); Chap. 3150: Dépenses de fonctionnement des services sociaux (p. 5016); Chap. 4000: Amendement de M. Monteil tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les secours et allocations des services sociaux (p. 5017); GUERRE, Chap. 133: Ouvriers du personnel civil extérieur (p. 5022); Chap. 316: Primes d'alimentation (p. 5023, 5024); MARINE, Chap. 904: Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du « Clemenceau » et du « Jean-Bart ») (p. 5027, 5028, 5030); ETAT C, AIR, Chap. 331: Matériel de série de l'armée de l'air (p. 5036, 5037). — Répond à une question de M. Villon relative aux subventions accordées à la revue *Défense nationale* et

à la participation de généraux à la rédaction de cette revue [10 juin 1949] (p. 3289). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1949 ; Chap. 318 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1 million les crédits d'habillement et de campement* [10 juin 1949] (p. 3311) ; — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales des constructions aéronautiques [28 juin 1949] (p. 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3820, 3821, 3823, 3830, 3831, 3832) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à laisser le choix au Gouvernement des usines à aliéner parmi toutes celles existantes* (p. 3860, 3861) ; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Amendement de M. Villon tendant à n'aliéner qu'une usine avant le vote du programme prévu à l'article premier* (p. 3884) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3887) ; Art. 1<sup>er</sup> quater : *Amendement de M. Pleven tendant à fournir à la société acquérant l'actif d'une autre société nationale les moyens financiers nécessaires* (p. 3888) ; *Amendement de M. Pleven tendant à interdire l'extension du champ d'activité des entreprises nationalisées* (p. 3888) ; Art. 2 : *Sa demande de disjonction* (p. 3888) ; Art. 4 : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux sociétés aéronautiques* (p. 3892, 3893, 3894, 3895) ; *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un plafond de 6 milliards aux avances de la Caisse des marchés* (p. 3895, 3896) ; Art. 6 : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de licenciement du personnel* (p. 3898, 3899) ; Art. 7 : *Sa demande de disjonction* (p. 3901) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3906) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> quater B : *Amendement de M. Peyrat tendant à supprimer l'article* [29 juillet 1949] (p. 5490) ; Art. 1<sup>er</sup> quinquies : *Interdiction d'étendre l'activité des sociétés nationales d'aéronautique sans l'autorisation du Parlement* (p. 5491, 5492) ; *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte voté en première lecture* ; Art. 4 bis : *Amendement de M. Barangé tendant à reprendre le texte voté en première lecture en supprimant le mot « quatre »* (p. 5493) ; Art. 4 ter : *Amendement de M. Grésa tendant à reprendre le texte du Conseil de la République en maintenant les quatre sociétés nationales aéronautiques* (p. 5493) ; Art. 6 : *Licenciement des employés de ces sociétés*

(p. 5495, 5496). — Répond à une question : de M. Dominjon relative à l'installation par l'autorité militaire d'une maison close au camp de Fréjus et à l'arrestation par la sécurité militaire de cinq des pensionnaires qui s'étaient enfuies [8 juillet 1949] (p. 4415) ; — de M. Duveau relative au bénéfice des campagnes à accorder aux militaires créoles servant en France [8 juillet 1949] (p. 4415) ; — de M. Citerne relative au montant des dépenses de l'escadron de la garde républicaine chargé de la garde du maréchal Pétain [8 juillet 1949] (p. 4416). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* [13 octobre 1949] (p. 5764).

#### En qualité de Député :

Est entendu sur une communication du Gouvernement : *Ses observations sur le scandale Revers-Mast et le rôle de Van Co et Peyré* [7 février 1950] (p. 1027, 1028). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3254) ; *Ordre de la discussion* (p. 3257) ; *Discussion générale* (p. 3259, 3260, 3290, 3291, 3292, 3293) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5978) ; — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Question préalable posée par M. Marin* [14 novembre 1950] (p. 7762) ; *Discussion générale* (p. 7731, 7738, 7739) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9934, 9935) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (1514, 1515) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delcos tendant à prévoir exceptionnellement en 1951 des élections au scrutin majoritaire à deux tours* [15 mars 1951] (p. 1975) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 ; DÉPENSES MILITAIRES : *Son rappel au règlement (Nécessité d'un débat économique)* [21 mars 1951] (p. 2403) ; — du

projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Temple tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de soutien aux hydrocarbures (Schistes de Séverac-le-Château dans l'Aveyron)* [19 avril 1951] (p. 3551); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Réalisation de la 3<sup>e</sup> force au pouvoir)* [11 mai 1951] (p. 5071, 5072). = S'excuse de son absence [25 juin 1948] (p. 3963).

**RAMARONY (M. Jules),** *Député de la Gironde.*

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé : membre de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission : des territoires d'outre-mer (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195); de la marine-marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); Président de cette Commission [*J. O.* du 5 février 1948] (p. 1264), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 912) — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la justice et de législation [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300); Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718) — Est nommé juré de la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre une liberté contrôlée au commerce d'importation des céréales secondaires, n° 64. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 67. — Le 12 février 1948, une

proposition de loi tendant à la suppression du rapport à l'audience devant les cours d'appel, n° 3369. — Le 23 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938 relatif aux réquisitions, n° 4015. — Le 3 août 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements à la propriété bâtie, n° 5137. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 5371. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française tendant à faire représenter les intérêts de l'Union française au sein du Conseil supérieur de la marine marchande, n° 5923. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi relative à l'aménagement de l'exercice du droit de préemption, n° 7151. — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des secours d'urgence aux agriculteurs du département de la Gironde qui ont souffert de l'ouragan du 15 juin 1949, n° 7550. — Le 2 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 119 du décret du 9 décembre 1946 portant réforme fiscale, n° 7738. — Le 22 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégrever d'office les cotes d'impôt foncier (part du département et de la commune) du contribuable dont les cotes de taxe proportionnelle ne dépassent pas 27.000 francs, n° 7995. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 8161. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégrever d'office, totalement ou partiellement, les cotes d'impôt foncier (part du département et de la commune) du contribuable dont les cotes de taxe proportionnelle ne dépassent pas 43.200 francs, n° 8162. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 105 du Code de commerce

(loi du 11 avril 1888), n° 8178. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 8391. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 8497. — Le 7 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 368 du Code civil sur la légitimation adoptive, n° 9199. — Le 24 mars 1950, une proposition de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes, n° 9620. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 3 juillet 1850 dite « Loi Grammont » sur la protection des animaux, n° 9839. — Le 5 juin 1950, une proposition de loi ayant pour objet de mettre à la charge de celui qui aggrave les risques d'incendie courus par les voisins, les surprimes d'assurances qui leur sont imposées par son fait, n° 10174. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi portant réglementation du droit de grève, n° 11704. — Le 17 mars 1951, une proposition de loi réglementant le contrat de garde des biens meubles d'autrui, n° 12544.

### Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). En cette qualité, préside : la 1<sup>re</sup> séance du 5 mars 1947 (p. 627); la séance du 21 mars 1947 (p. 988); la séance du 6 mai 1947 (p. 1475); la 2<sup>e</sup> séance du 9 mai 1947 (p. 1550); la 2<sup>e</sup> séance du 29 mai 1947 (p. 1783); la 1<sup>re</sup> séance du 30 mai 1947 (p. 1834); la 2<sup>e</sup> séance du 19 juin 1947 (p. 2231); la 1<sup>re</sup> séance du 2 juillet 1947 (p. 2619); la 3<sup>e</sup> séance du 10 juillet 1947 (p. 2932); la 1<sup>re</sup> séance du 17 juillet 1947 (p. 3104); la 2<sup>e</sup> séance du 18 juillet 1947 (p. 3174); la 2<sup>e</sup> séance du 24 juillet 1947 (p. 3476); la 2<sup>e</sup> séance du 7 août 1947 (p. 4033); la 4<sup>e</sup> partie de la séance du 12 août 1947 (p. 4316); la séance du 20 novembre 1947 (p. 5093); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 28 novembre 1947 (p. 5229); la 4<sup>e</sup> partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5258); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 3 décembre 1947 (p. 5468); la 3<sup>e</sup> séance du

19 décembre 1947 (p. 5933); la 1<sup>re</sup> séance du 20 décembre 1947 (p. 5957); la 2<sup>e</sup> séance du 20 décembre 1947 (p. 5958); la 2<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1947 (p. 6071); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1947 (p. 6121); la 1<sup>re</sup> séance du 30 décembre 1947 (p. 6497); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1948 (p. 15); — Est entendu au cours du débat : sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [5 décembre 1946] (p. 62). — Prend part : à la discussion de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 109, 112); — à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES : Art. 46 : *Programme de travail de l'Assemblée* [22 décembre 1946] (p. 253); — au débat sur la désignation des Conseillers de la République représentant les Français des pays de protectorat [27 décembre 1946] (p. 377). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique que poursuit le Gouvernement en Indochine [11 février 1947] (p. 285). — Est entendu : sur la date de discussion de cette interpellation [21 février 1947] (p. 433); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Date du débat sur l'Indochine* [28 février 1947] (p. 541); — développe son interpellation [11 mars 1947] (p. 797, 798, 799, 800, 801, 802). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 539); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance (campagne d'Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1022); — des interpellations relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1513 à 1515). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil de la République relative à la composition du Bureau [9 mai 1947] (p. 1550). — Participe à la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2272, 2273); — du projet de loi portant amnistie; Art. 9; 5<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à rédiger le début du 5<sup>e</sup> alinéa « Combattants de la guerre 1914-1918 titulaires d'une citation ou blessés devant l'ennemi »* [21 juin 1947] (p. 2307); Art. 9, dernier alinéa : *Son amendement tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les jeunes résistants criminels* (p. 2314); — du projet

de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2341 à 2344). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour faire rentrer en France les sommes prêtées en or par l'épargne française à l'étranger [25 juin 1947] (p. 2463). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lassy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2745, 2746). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitaires pour les loyers ; Art. 3 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise* [29 juillet 1947] (p. 3655) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à faire payer aux locataires les charges, prestations ou fournitures pour l'entretien de l'immeuble* (p. 3665, 3666, 3667) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3676) ; — du projet de loi fixant la compétence et l'organisation des Assemblées de groupe en Afrique noire : *Motion d'ajournement de M. Pleven tendant à ne discuter de la loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française* [30 juillet 1947] (p. 3718, 3719). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947 ; Art. 2 *quinzième* : *Application de l'article 48 du Règlement au sujet de l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947] (p. 3779) ; — du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4171, 4172, 4173) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Subvention au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4866) ; — sur le procès-verbal de la séance du 18 novembre (*Omission d'un mot de M. Cristofol*) [20 novembre 1947] (p. 5093). — Donne lecture d'une lettre de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Paul Ramadier, *Président du Conseil* [20 novembre 1947] (p. 5093, 5094). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de l'heure de la séance suivante*) [28 novembre 1947] (p. 5233) ; — sur une motion d'ordre (*Demande de discussion d'une proposition de modification du règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5259, 5260). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait de la circulation des billets

de 5.000 francs ; Art. 2 : *Son amendement tendant à régler les conditions de remboursement dans un délai d'un mois* [29 janvier 1948] (p. 287) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : Art. 3 : *Son amendement relatif aux conditions dans lesquelles sont organisées les poursuites* [19 février 1948] (p. 883, 884, 886) ; *le retire* (p. 887) ; — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : En qualité de *Président de la Commission de la Marine marchande* [19 février 1948] (p. 897) ; *Discussion générale* (p. 902, 903) ; *Article premier : Amendement de M. Félix Tchicaya tendant à modifier la composition dit Conseil supérieur de la marine marchande* (p. 918) ; *Demande de M. Monteil de nouvelle délibération du projet* (p. 957, 958) ; *Deuxième délibération sur l'article 15* (p. 975) ; — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 5 : *Son amendement tendant à fixer des plafonds au prélèvement* [8 mars 1948] (p. 1542) ; — de propositions de loi relatives au tarif des lignes maritimes de Corse : En qualité de *Président de la Commission* [19 mars 1948] (p. 2010, 2011) ; — du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse : *Discussion générale* [29 avril 1948] (p. 2369) ; — de la proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mai 1948] (p. 2636) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 12 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers* [20 mai 1948] (p. 2802) ; Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le droit de reprise pour les immeubles acquis depuis 1939* [21 mai 1948] (p. 2841, 2842) ; Art. 53 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [4 juin 1948] (p. 3222) ; *le retire* (p. 3223) ; *Son rappel au règlement (Ordre de la discussion)* [11 juin 1948] (p. 3438) ; Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers* (p. 3441, 3442) ; Art. 25 : *Son amendement relatif aux délais pour l'augmentation des loyers* [17 juin 1948] (p. 3644, 3646) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer le prix de base pour un local type par rapport au salaire moyen départemental* [18 juin 1948] (p. 3673, 3674) ; Art. 26 *novième* : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article*

(p. 3683, 3684). — Dépose une demande d'interpellation sur la transformation du Centre universitaire d'études politiques de Bordeaux en Institut politique [27 mai 1948] (p. 2999). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juin 1948] (p. 3103, 3104); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur l'équipement de l'Afrique noire* [9 juin 1948] (p. 3336); EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Ecoles normales primaires (Echelles de traitements)* [3 août 1948] (p. 5266, 5267). — Dépose une demande d'interpellation sur le reclassement du personnel de l'enseignement [24 juin 1948] (p. 3947). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le reclassement de la fonction enseignante* [29 juin 1948] (p. 4149). — Prend part à la discussion de projets de loi ratifiant trois actes internationaux : en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4294, 4295). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Sur l'urgence* [5 août 1948] (p. 5392). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5551, 5552, 5553); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Triboulet et Frédéric-Dupont tendant à limiter au Gouvernement actuel les pouvoirs de cette loi* [9 août 1948] (p. 5587); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948 : Art. 16 *ter* : *Augmentation des droits de quai* [20 août 1948] (p. 6056, 6057); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à augmenter de 25 0/0 la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts directs* [23 décembre 1948] (p. 7900, 7901, 7902); *Ses observations sur le déficit des entreprises nationalisées* (ibid.); Art. 13 *bis* : *Amendement de M. Félix tendant à prévoir la réforme des entreprises nationalisées et de la Sécurité sociale* (p. 7924); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à*

*usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8061); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas suspendre les procédures d'éviction engagées* (8064, 8065, 8066); — du projet de loi relatif à l'assurance des marins contre la perte d'équipements : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 275, 276); — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Affaire Saint-Rapt-Brice) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour demandant la création d'une Commission d'enquête* [8 février 1949] (p. 423, 424); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2189, 2190); Chap. 404 : *Amendement de M. Hamon tendant à réduire la subvention à l'Etablissement des invalides de la marine* [8 avril 1949] (p. 2253). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Ordre de la discussion budgétaire* [7 avril 1949] (p. 2199). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives aux loyers, amendées par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République limitant les taxations des dépendances aux remises et garages seulement* [14 avril 1949] (p. 2466, 2467, 2468); Art. 6 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'accord entre locataires et propriétaires sur le décompte de la surface corrigée* (p. 2469); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit, le danger de l'inflation, la réforme des sociétés nationales, les avertissements pour insuffisance d'évaluation de l'impôt de solidarité)* [23 mai 1949] (p. 2840, 2841). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie des forêts des Landes de Gascogne [13 octobre 1949] (p. 5765). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la recevabilité de la demande de scrutin public à la tribune* [13 octobre 1949] (p. 5798). — Dépose une demande d'interpellation sur les secours à accorder aux victimes des incendies des Landes de Gascogne [3 novembre 1949] (p. 5960); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6634). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies

de forêts des Landes : *Développe son interpellation* [13 janvier 1950] (p. 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 239); *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 336); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 899, 900, 901, 902); Art. 3 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant la non rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1075, 1076, 1077); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1440, 1441, 1442). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion de la proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes* [23 mars 1950] (p. 2284, 2285). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2296); *Sa demande de suspension du débat* (p. 2298, 2299); *Son rappel au règlement* (*Avis de la Commission des finances sur l'application de la loi des maxima*) (p. 2299); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre; Etat A, Chap. 8540 : *Amendement de M. Hamon tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour la reconstitution de la marine marchande* [28 mars 1950] (p. 2492, 2493); — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2647, 2648, 2653); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Defferre tendant à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français* (p. 2655); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Ordre du jour de M. de Moro-Giafferri constatant la régularité de l'action gouvernementale* [27 avril 1950] (p. 3000, 3001); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE : *Ses observations sur le budget de la Marine* [11 mai 1950] (p. 3566); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale* (*Ses observations sur les exportations de produits agricoles*) [24 mai 1950] (p. 3877); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3320 : *Son amendement tendant à réduire*

*de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des voies navigables* [7 juin 1950] (p. 4413, 4414); Chap. 3330 : *Entretien des ports maritimes* (p. 4414, 4415); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* (*Ses observations sur le coût de la construction maritime en France*) [8 juin 1950] (p. 4508, 4509); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 ter : *Ses explications de vote sur l'article prévoyant des allègements fiscaux par décrets* [2 août 1950] (p. 6428, 6429); — du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France; Article unique : *Ratification de l'accord au sujet de la réévaluation du stock d'or* [2 août 1950] (p. 6527); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir une assurance nationale contre la grêle et les calamités agricoles* [3 août 1950] (p. 6578, 6579); Art. 5 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter l'application de l'article aux viticulteurs* [4 août 1950] (p. 6628); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir le versement intégral de la majoration du droit de circulation sur le vin à la section viticole du fonds national* (p. 6644); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir le versement intégral de la majoration du droit de circulation sur le vin au fonds national de solidarité* (p. 6645). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la réforme électorale* [28 novembre 1950] (p. 8241). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9422); *Motion préjudicielle de M. Rigal demandant l'ajournement du débat* (p. 9432); *Discussion générale* (p. 9435, 9436, 9437, 9438); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9508); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Contre-projet de M. Eugène Rigal tendant à reprendre le texte de la lettre rectificative du Gouvernement* [28 décembre 1950] (p. 9750); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de vote par division* [29 décembre 1950] (p. 9788); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 9802); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains



baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; Article additionnel : *Amendement de M. Péron tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires de bail à défaut de paiement* [30 décembre 1950] (p. 9864, 9865, 9867) ; *Son amendement tendant à ne pas opposer la loi aux propriétaires évincés d'un local d'habitation qui veulent reprendre un local commercial* (p. 9868, 9869) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000 : *Ses observations sur la taxe des passagers et l'insuffisance de la construction navale* [3 janvier 1951] (p. 60, 61) ; Chap. 6020 : *Amendement de M. Gouge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités d'attente aux armateurs des navires perdus* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 620) ; Article additionnel : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Coudray* (p. 642) ; *Amendement de M. Yvon tendant à établir une surtaxe de timbre de 1 0/0 sur le prix du fret porté sur le connaissement* (p. 682) ; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'arrestation d'un médecin parisien, sans mandat régulier* [6 février 1951] (p. 809, 810) ; JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'arrestation d'un médecin parisien* [15 février 1951] (p. 1191, 1192, 1195). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements de la police en matière de convocation et d'interrogatoire des témoins [12 janvier 1951] (p. 337). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir 4 représentants de l'épargne* [7 février 1951] (p. 852) ; *Amendement de M. Weill-Raynal tendant à prévoir un représentant de l'épargne, un de la propriété bâtie, un du tourisme et un des exportateurs* (p. 855, 856) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir 4 représentants de l'épargne, choisis par les organisations les plus représentatives* [13 mars 1951] (p. 1851, 1852) ; *le retire* (p. 1852). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de la révision de la Constitution* [1<sup>er</sup> mars 1951] (p. 1740) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la réforme électorale* [21 mars 1951] (p. 2269, 2270). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 6 :

*Amendement de M. Eugène Rigal tendant à prévoir la présentation d'un ou de plusieurs candidats* [21 mars 1951] (p. 2326) ; *Demande de suspension de séance, présentée par M. Minjot* (p. 2338) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Régime électoral de la Gironde)* [27 avril 1951] (p. 4110). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique viticole du Gouvernement [6 avril 1951] (p. 2808) ; — sur la politique économique et financière du Gouvernement et sa politique viticole [10 avril 1951] (p. 3028), et est entendu sur la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3208, 3209, 3210) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3395). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale (Ses observations sur les droits des propriétaires et la situation des locataires en province, à Bordeaux notamment)* [17 avril 1951] (p. 3385, 3386, 3387, 3388, 3389). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des projets de loi relatifs aux salaires des ouvriers de l'Etat et à la réforme électorale* [17 avril 1951] (p. 3406, 3407). = S'excuse de son absence [22 décembre 1946] (p. 266), [31 janvier 1947] (p. 111), [11 février 1947] (p. 275), [18 février 1947] (p. 355), [28 mars 1947] (p. 1219), [14 mai 1947] (p. 1581), [16 mai 1947] (p. 1613), [27 novembre 1947] (p. 5147). — Obtient des congés [31 janvier 1947] (p. 111), [28 mars 1947] (p. 1219), [16 mai 1947] (p. 1613).

**RAMETTE (M. Arthur)**, Député du Nord  
(2<sup>e</sup> circonscription).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des finances et du Contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51) ; [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du règlement et du suffrage universel : [17 décembre 1946] (p. 101) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34).

**Dépôts :**

Le 20 décembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des heures perdues par suite des mesures exceptionnelles réduisant la consommation de charbon dans les établissements industriels, **n° 179**. — Le 14 février 1947 une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs, de l'allocation d'attente servie aux vieux : a) les travailleurs étrangers dont au moins un des enfants a acquis la nationalité française : b) les femmes qui, nées françaises, ont, du fait de leur mariage, perdu la nationalité française, **n° 561**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Travail et sécurité sociale **n° 1556**. — Le 21 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. — le projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux ; II. — les propositions de loi : I. — de M. Waldeck-Rochet, tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux travailleurs instituée par la loi du 13 septembre 1946 ; II. — de M. Joseph Denais, tendant à réviser et à compléter la loi n° 46 1990 du 13 septembre 1946 instituant l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles ; III. — de M. Paul Ribeyre, tendant à faire bénéficier les vieux travailleurs de l'allocation d'attente jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 1946 portant extension de la Sécurité Sociale ; 4. — de M. Waldeck Rochet, tendant à reconduire, à titre transitoire, l'allocation temporaire aux vieux travailleurs instituée par la loi du 13 septembre 1946, **n° 1799**. — Le 12 août 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année 1947, **n° 2404**. — Le 24 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1947 ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Jean Masson et Gaborit tendant à la prorogation jusqu'au 31 mars 1948 de la loi du 13 septembre 1946, instituant une allocation

temporaire aux vieux autres que les salariés et élevant le taux de cette allocation à 1.200 francs par mois ; 2<sup>o</sup> de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à la prorogation de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs en vertu de la loi du 13 septembre 1946 et en portant le taux à 1.300 francs par mois, **n° 2996**. — Le 18 février 1948, une proposition de résolution tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Thumeries, à inviter le Gouvernement à faire procéder à une enquête sur les causes de cette catastrophe et à venir en aide aux blessés et aux familles des victimes, **n° 3431**. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution ; 1<sup>o</sup> tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale aux victimes de la catastrophe minière de Courrières et à leur famille ; 2<sup>o</sup> à inviter le Gouvernement à venir en aide à ces victimes, **n° 3929**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Travail et sécurité sociale, **n° 4046**. — Le 21 mai 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, **n° 4298**. — Le 9 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réviser le montant des allocations attribuées aux économiquement faibles ; 2<sup>o</sup> de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter le taux de l'allocation temporaire versée aux économiquement faibles à 1.600 francs par mois, **n° 4494**. — Le 23 juin 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, **n° 4691**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Meck portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, **n° 4817**. — Le 5 août 1948, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les planteurs de tabac des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont les cultures ont eu à souffrir de l'antracnose, **n° 5167**. — Le 27 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 154 et 201 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 5403**. — Le 27 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai fixé par l'article 12 de la loi du 16 octobre 1946, pour l'introduction des demandes de majoration des rentes accidents du travail prévues par ladite loi, **n° 5404**. — Le 24 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 44 assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations, **n° 5541**. — Le 2 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, **n° 5702**. — Le 30 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949 ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant a) à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 ; b) à élever le taux de cette allocation à 2.500 francs par mois ; 2° de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1948 et le premier trimestre de l'année 1949 et tendant à élever le taux de cette allocation, **n° 6002**. — Le 30 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : I. de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; 3° de M. Sion et plusieurs de ses

collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail ; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail ; 5° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail, **n° 6006**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du Travail et de la sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7046**. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir en crédit de 25 millions destiné à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise Ford à Poissy, **n° 7577**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à étendre le Contrôle de la Cour des comptes aux organismes de sécurité sociale, **n° 7827**. — Le 26 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du Travail, aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence, à Port-de-Bouc, pendant la durée de fermeture de ces ateliers par suite du lock-out patronal ; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du travail, aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence, à Port-de-Bouc, pendant la durée de fermeture de ces ateliers par suite du lock-out patronal, **n° 8033**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix de la betterave à sucre dans le cadre des textes réglementaires et des accords passés préalablement entre les services publics et la profession, **n° 8307**. — Le 20 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à étendre le contrôle de la Cour des

comptes aux organismes de sécurité sociale, n° 8792. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à la création d'un centre régional d'éducation physique et sportive dans l'académie de Lille, n° 12883. —

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à indemniser les heures perdues dans les établissements industriels, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances : Insuffisance des crédits précédemment prévus* [20 décembre 1946] (p. 190); *Extension de la loi aux entreprises utilisant l'énergie électrique* (p. 191); — sur la nomination des conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 150); — sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 634, 635, 636, 637); Art. 3 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à placer au premier rang de l'urgence l'œuvre de reconstruction* [6 mars 1947] (p. 676); *Son exposé sur l'ensemble du projet* [7 mars 1947] (p. 783, 784); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat B, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 900 : *Achèvement de l'immeuble Fontenoy* [29 mars 1947] (p. 1302); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur l'Indochine* [13 mars 1947] (p. 837, 838); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1190); — sur une motion d'ordre : *Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers* [28 mars 1947] (p. 1265, 1266); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1337). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 130 septièmes : *Son article additionnel relatif au maintien de l'allocation d'attente aux vieux travailleurs* [30 mai 1947] (p. 1841); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [4 juillet 1947] (p. 2730, 2731, 2732); Chap. 109 : *Crédit pour les contractuels* [9 juillet 1947] (p. 2855); Chap. 410 : *Acompte pour la retraite*

*des vieux* (p. 2863); Chap. 722 : *Unités gardant les prisonniers de guerre* (p. 2867); PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 709 : *Amendement de M. Grésa tendant à réduire les crédits pour couvrir le déficit d'importation de produits industriels* [11 juillet 1947] (p. 3010). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2397); Art. 1<sup>er</sup> : *Abrogation de l'article premier de la loi du 13 septembre 1946* (p. 2398). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour [8 juillet 1947] (p. 2831); — sur un rappel au règlement (*Demande de discussion d'une proposition de résolution de M. Joubert*) [17 juillet 1947] (p. 3107); — sur l'absence des ministres devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3176); — dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Date de la suite de la discussion* [28 juillet 1947] (p. 3633, 3634); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Sa proposition de discuter le projet de loi sur les élections municipales* [8 août 1947] (p. 4106); — sur le rappel d'une demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à revoir la question du pain [9 août 1947] (p. 4185, 4186). — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Demande de M. Demusois de réouverture de la discussion* [12 août 1947] (p. 4292); *Longueur des débats* (p. 4301); Articles additionnels : *Amendement de M. Péron tendant à accorder un délai d'un mois pour l'inscription sur les listes électorales* (p. 4321); — du projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger en 1947 la loi du 24 août 1946* [12 août 1947] (p. 4323). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4300); *Fixation de la date de la prochaine séance pour la suite de la discussion sur le statut de l'Algérie* (p. 4325); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Allocation temporaire aux vieux*) [13 août 1947] (p. 4385). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre 1947 : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4397); — de l'interpellation de M. Jacques Ducloux sur la

politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4975). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de l'interpellation sur les incidents de Marseille*) [18 novembre 1947] (p. 5079, 5080). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Allocations provisionnelles pour les fonctionnaires civils de l'Etat (Rappel au règlement)* [28 novembre 1947] (p. 5227, 5228); Art. 2 : *Allocations spéciales aux militaires* (p. 5228); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5230, 5231); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 (Budget de l'intérieur) : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5232); Article unique : *Su demande de réserver le premier alinéa* (p. 5233). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Demande de discussion d'une proposition de modification du règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5259, 5260). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du règlement : *Demande une suspension de séance* [29 novembre 1947] (p. 5263); — du projet de loi sur la défense de la République : *Motion tendant au rejet en bloc de tous les amendements* [29 novembre 1947] (p. 5287); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Arrestation de quêtesuses dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement* [29 novembre 1947] (p. 5309); Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Adoption de l'amendement de M. de Chambrun)* (p. 5395, 5396); *Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie tendant à sanctionner les atteintes au droit de grève* [3 décembre 1947] (p. 5455); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les deux premiers alinéas* (p. 5469, 5470); — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité : *Discussion générale* [9 décembre 1947] (p. 5572, 5573); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son rappel au règlement* [22 décembre 1947] (p. 6127); *Son amendement tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction* (p. 6145, 6146); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à ne percevoir le prélèvement que si les dépenses de l'Etat ont été réduites* (p. 6151, 6152, 6153); *Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre des fon-*

*tionnaires* (p. 6156, 6157, 6158); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6163). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [22 décembre 1947] (p. 6167, 6168). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 88 : *Son amendement tendant à insérer deux articles nouveaux relatifs à la publicité des rôles concernant l'impôt général sur le revenu et les impôts cédulaires* [29 décembre 1947] (p. 6464); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 bis : *Amendement de M. Pleven tendant à insérer un article nouveau relatif à l'utilisation des recettes dues à l'augmentation du prix de cession des alcools par l'Etat* [30 décembre 1947] (p. 6602, 6603); Art. 41 bis : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article fixant le taux de la redevance départementale et communale sur les mines de charbon* (p. 6610, 6611); Art. 46 : *Amendement de M. Bergasse tendant à faire établir par la Commission de vérification des comptes un rapport sur les entreprises nationalisées* (p. 6613); *Son rappel au règlement au sujet de la nouvelle délibération* (p. 6615); — du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6676). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des secours aux victimes du cyclone de la Réunion : *Son rappel au règlement* [30 janvier 1948] (p. 324); — sur les propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Son rappel au règlement* [13 février 1948] (p. 175); — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la dévaluation des francs coloniaux* [13 février 1948] (p. 748); — Prend part à la discussion de sa proposition de résolution relative à la catastrophe ferroviaire de Thumeries : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 830). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe ferroviaire de Thumeries et ses conséquences [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948) : *Renvoi de la discussion* [25 février 1948] (p. 1062); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 1064); PRÉSIDIÈRE DU

CONSEIL; Chap. 908 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 1083); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 1090, 1091); Art. 17 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale du Crédit agricole* (p. 1114). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur les affaires musulmanes* [27 février 1948] (p. 1191). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1913); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1<sup>er</sup>, INTÉRIEUR : *Crédits pour les élections municipales* [19 mars 1948] (p. 1983); — de sa proposition de résolution relative à la catastrophe de Courrières : *Discussion d'urgence* [20 mars 1948] (p. 2076, 2077). — Est entendu : pour un rappel au règlement : *Discussion d'une proposition de loi relative aux écoles privées des houillères* [20 avril 1948] (p. 2090, 2091); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement* [4 mai 1948] (p. 2505); — sur le procès-verbal de la précédente séance : *Faillite de la S. N. E. C. M. A.* [2 juin 1948] (p. 3096). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales : En qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juin 1948] (p. 3185); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Son rappel au règlement (Incidents de Clermont-Ferrand)* [16 juin 1948] (p. 3575, 3576); — du projet de loi relatif aux loyers, Titre II, allocation-logement : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté* [18 juin 1948] (p. 3712, 3713); — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la révision des zones de salaires* [25 juin 1948] (p. 3903), [25 juin 1948] (p. 3978); — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 juin 1948] (p. 4172); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Christiaens distinguant les travailleurs saisonniers des frontaliers* (p. 4174, 4175); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure les industries des cuirs et peaux et celle de l'alimentation* (p. 4176); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir un intérêt de 3 0/0 pour les avances de l'État* (p. 4178); Art. 8 : *Son amen-*

*dement tendant à déduire les cotisations versées des revenus imposables* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Vote défavorable de la Commission des Finances* [30 juin 1948] (p. 4194); — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de la proposition de loi stabilisant le prix des baux à ferme* [2 juillet 1948] (p. 4297); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du budget de l'État*) [15 juillet 1948] (p. 4607, 4610, 4611). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 juillet 1948] (p. 4674, 4675); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4694); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : En qualité de *Rapporteur* [28 juillet 1948] (p. 4971); Chap. 106 : *Services extérieurs du travail (directeurs départementaux)* (p. 4972); Chap. 111 : *Directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 4972, 4973); Chap. 706 : *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres de formation professionnelle* (p. 4981); — de la proposition de loi portant application de la Sécurité sociale aux étudiants; Art. 7 : *Son amendement tendant à faire participer aux commissions, des représentants des caisses départementales de sécurité sociale* [4 août 1948] (p. 5335); Art. 11 : *Son amendement relatif à la date de mise en vigueur des prestations* (p. 5336); — de la proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux aveugles et grands infirmes; Article unique : *Son amendement tendant à fixer le taux de cette allocation à Paris à 3.500 francs* [5 août 1948] (p. 5395); — du projet de loi portant aménagement d'impôts et création de ressources nouvelles : Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [18 septembre 1948] (p. 6671, 6672, 6674); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Son amendement à l'ordre du jour de confiance de M. Lussy* [21 septembre 1948] (p. 6810). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy fixant la date des élections cantonales* [23 septembre 1948] (p. 6863). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines : En qualité de *Rapporteur pour avis* [26 novembre 1948]

(p. 7278); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à dissoudre la Commission parlementaire de la réforme fiscale : *Urgence* [2 décembre 1948] (p. 7359); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre 1945 prévoyant l'examen du détail des crédits par les Commissions des finances* [10 décembre 1948] (p. 7549, 7550); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1948] (p. 8198, 8199); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de MM. Louvel, Abelin, Poimbeau tendant à confier les fonctions de l'O. C. R. P. I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* [31 décembre 1948] (p. 8305, 8306); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes : *Son amendement tendant à approuver la Commission des finances de s'être saisie du rapport de la Cour des comptes* [31 décembre 1948] (p. 8318); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles de 1949 en seconde lecture : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1948] (p. 8345). — Dépose une demande d'interpellation sur les révélations du rapport de la Cour des comptes et les sanctions que le Gouvernement compte prendre [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 59, 60). — Son rappel au règlement (*Possibilité de discuter la question des loyers en dépit du règlement*) (p. 59, 60). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1987); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Contre-projet de M. Aubry* [12 avril 1949] (p. 2386); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du Travail et de la Sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2475). — Est entendu sur les propositions

de la Conférence des Présidents (*Inutilité des suspensions de séance*) [31 mai 1949] (p. 2963). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Renvoi du débat* [25 mai 1949] (p. 2876); *Nouveau texte de la Commission* (p. 2888); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à prévoir 20 milliards d'économies et le blocage de 20 0/0 des crédits de matériel* [31 mai 1949] (p. 2976, 2977); *Amendement de M. de Tinguy tendant à créer un budget annexe spécial du service des alcools* (p. 2984). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suppression de la séance du mardi matin*) [3 juin 1949] (p. 3152). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider le personnel lockouté de Ford à Poissy, en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1949] (p. 3664); — du projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> ter : *Renvoi du débat* [28 juin 1949] (p. 3847). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Modification arbitraire de l'ordre du jour* [28 juin 1949] (p. 3880). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1949] (p. 4168); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à éviter le cumul avec l'allocation versée en vertu de la loi du 17 janvier 1948* [5 juillet 1949] (p. 4178); Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer la date du 1<sup>er</sup> novembre à celle du 15 novembre 1949* (p. 4183). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inutilité de siéger le dimanche* [5 juillet 1949] (p. 4214). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4336); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4544); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [13 juillet 1949] (p. 4728, 4729); Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des comptes* (p. 4730); *Sous-amendement de M. Gaillard tendant à réduire le nombre de postes à créer* (p. 4733). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente (*Ses*

*observations sur l'attitude de M. Michelet dans la Résistance*) [26 juillet 1949] (p. 5277); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la proposition de loi relative aux allocations familiales des travailleurs indépendants*) [29 juillet 1949] (p. 5497). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6052, 6057, 6058). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur les coupures de courant*) [6 décembre 1949] (p. 6649). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant (*Son rappel au règlement; Rappel à l'ordre de M. Caron*) [8 décembre 1949] (p. 6688). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [13 décembre 1949] (p. 6812). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1949] (p. 6859); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une prime de 3.000 fr. à tous les salariés* [31 décembre 1949] (p. 7664, 7665); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 3, 4, 5). — Est entendu : pour un rappel au règlement (*Liste des candidats à la Commission des territoires d'outre-mer*) [19 janvier 1950] (p. 339); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la prime de 3.000 francs aux salariés*) [20 janvier 1950] (p. 438); — sur une modification de l'ordre du jour (*Fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos*) [21 mars 1950] (p. 2214); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au règlement (Discussion des interpellations déposées par les députés communistes)* [28 mars 1950] (p. 2466). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour le jugement des responsables des exécutions d'Ascq [25 mai 1950] (p. 3931). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des ser-

vices civils pour 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur l'assainissement de la région Lille—Armentières)* [7 juin 1950] (p. 4385, 4386). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Programme de travail de l'Assemblée Nationale en janvier 1951*) [26 décembre 1950] (p. 9608, 9609). — Prend part à la discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1380, 1381). — Est entendu pour un incident (*Son rappel au règlement; Question de confiance sur la modification de l'ordre du jour*) [18 avril 1951] (p. 3442). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur le plan d'équipement national incohérent, l'Électricité de France, les charbonnages, le Gaz de France, les revenus insuffisants de la classe ouvrière)* [5 mai 1951] (p. 4658, 4659, 4660, 4661). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Départ précipité de l'Assemblée sans procéder au vote des lois essentielles*) [15 mai 1951] (p. 5179, 5180).

### RAMONET (M. Edouard), Député de l'Indre.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [25 juin 1947] (p. 2440), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la presse [29 juillet 1950] (p. 6198), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [7 décembre 1948] (p. 7390).



**Dépôt :**

Le 31 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer au Ministère de l'Education nationale les bâtiments militaires qui ne sont pas strictement nécessaires aux besoins de la défense nationale, n° 9688.

**Interventions :**

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4), [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant la Compagnie Air France ; Art. 18 : *Son amendement tendant à insérer un article interdisant aux anciens parlementaires et parlementaires d'être membres du conseil d'administration de la Compagnie* [29 avril 1948] (p. 2378, 2379). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui ont eu lieu lors de l'application d'une décision de justice à l'égard du journal *La Marseillaise du Berry* [30 décembre 1948] (p. 8181). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir un représentant du Secrétariat d'Etat à l'Enseignement technique, Jeunesse et Sports* [27 janvier 1949] (p. 145). — Pose à M. le Ministre : des Travaux publics et des Transports une question relative aux relations ferroviaires entre l'Indre et la Vienne [27 janvier 1950] (p. 598) ; — des Travaux publics et des Transports une question relative à l'entretien des routes nationales dans la traversée de Nantes, Le Mans et Châteauroux [21 juillet 1950] (p. 5732, 5733) ; — des Travaux publics et des Transports une question relative aux trafics de la ligne Le Blanc—Salbris [21 juillet 1950] (p. 5733) ; — de l'Agriculture une question relative à la fermeture d'une distillerie dans les environs de Châteauroux [4 août 1950] (p. 6640) ; — de l'Industrie et du Commerce une question relative à la pollution des eaux par la distillerie de Montierchaume [15 décembre 1950] (p. 9152, 9153). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 8 : *Amendement de M. Delcos tendant à rendre nécessaire pour la reprise, l'exploitation directe par le demandeur* [6 avril 1951] (p. 2852, 2853) ; Art. 11 : *Amendement de M. Delcos*

*tendant à ne pas appliquer la loi aux propriétés ayant un revenu cadastral inférieur à 300 fr.* (p. 2860, 2861) ; *Proposition de M. Moussu de scinder le projet* (p. 2864). — S'excuse de son absence [23 juin 1947] (p. 2389), [31 mai 1949] (p. 2963), [28 avril 1950] (p. 3034), [20 avril 1951] (p. 3647). = Obtient des congés [23 juin 1947] (p. 2389), [31 mai 1949] (p. 2963).

**RASETA (M. Joseph-Delphin), Député du territoire de Madagascar.**

Son élection est validée [20 mars 1947] (p. 964). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [28 janvier 1947] (p. 40).

**Interventions :**

Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 905) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance (Politique en Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1025). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement à Madagascar [29 avril 1947] (p. 1332) ; la développe [6 mai 1947] (p. 1488 à 1492). — Son immunité parlementaire est suspendue [6 juin 1947] (p. 1989).

**RASTEL (M. Georges).**

*Haut-Commissaire à la distribution*

(Cabinet RAMADIER)

du 24 mars au 14 juin 1947.

Est nommé *Haut Commissaire à la distribution* [24 mars 1947] (*J. O.* du 15 mars 1947, p. 2415). — Est libéré de ces fonctions [Arrêté du 14 juin 1947] (*J. O.* du 17 juin 1947, p. 5614).

**RAULIN (M. Etienne de) (dit Laboureur), Député de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Com-

mission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu secrétaire de la Commission du règlement et du suffrage universel (*J. O.* du 22 décembre 1946, p. 10824). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 38); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [11 février 1947] (p. 276); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la société des éleveurs Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

### Dépôts :

Le 18 février 1947, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi n° 46-1056 du 15 mai 1946, tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 609. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu pour le dépôt des demandes présentées par les bénéficiaires de la loi du 15 mai 1946 tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 610. — Le 9 août 1947, un avis au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à rattacher au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre les centres d'appareillage des pays d'outre-mer, n° 2376. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises artisanales et commerciales, des entreprises saisonnières et à déduire des sommes imposables le salaire de la femme de l'artisan et du commerçant, n° 3331. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à l'interdiction des arrestations préventives, n° 8443. — Le 30 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever la forclusion pour les propositions de récompenses au titre de la guerre 1939-1945, en faveur des membres des F. F. C., des F. F. L., des F. F. I. et de la R. I. F., jusqu'à la conclusion des travaux des commissions

prévues par le décret n° 50-358 du 21 mars 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 9675. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'emploi des magnétophones et moyens similaires d'enquêtes publiques ou privées en France et dans les territoires de l'Union Française, n° 10997. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à garantir le calcul des allocations familiales sur la base du salaire horaire du manoeuvre de la métallurgie dans la région parisienne, n° 11254. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à obliger les municipalités à faire connaître aux intéressés les dépôts en mairie d'actes et de pièces de procédure par des officiers ministériels, n° 11651. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à interdire les saisies et oppositions sur l'indemnité législative des parlementaires pères de plus de trois enfants, ainsi que, dans tous les cas, les oppositions abusives, n° 11652. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à interdire l'emploi en France et dans tous les territoires de l'Union française des magnétophones, appareils électriques de tous genres et tous moyens visuels de captation des ondes humaines et de la pensée ou de la parole et en général tous les moyens d'enquête publique ou privée déloyaux, 12478.

### Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de résolution tendant à déterminer le mode d'attribution de cinquante sièges au Conseil de la République; Art. 3 [13 décembre 1946] (p. 95). — Est entendu au cours du débat sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat [19 décembre 1946] (p. 132). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 81 : *Son amendement tendant à diminuer le taux de la taxe sur la propriété bâtie en faveur des propriétaires soumis aux lois sur les loyers* [22 décembre 1946] (p. 255); — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947]

(p. 1622, 1623) ; — du projet de loi portant amnistie ; Art. 9, § 5<sup>o</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les « partis politiques » comme organismes servant de base à la définition du résistant* [21 juin 1947] (p. 2307, 2308) ; *Son amendement tendant à comprendre les organismes reconnus par la Commission de la résistance intérieure française* (p. 2308) ; *Nouvelle rédaction de l'article* [7 juillet 1947] (p. 2787, 2788) ; *Son amendement tendant à préciser la définition des formations de résistance* (p. 2788, 2789). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1272, 1273). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1304) ; Art. 4 : *Son amendement relatif aux ayants cause des déportés* (p. 1314) ; *Son amendement prévoyant un règlement d'administration publique* (p. 1314) ; le retire (ibid.) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à accorder des pensions d'invalidité aux déportés* (p. 1315) ; Art. 8 : *Son amendement relatif au rôle de la commission F.F.I.C.* (p. 1316) ; Art. 13 : *Son amendement relatif au temps de déportation nécessaire pour obtenir la carte du combattant* (p. 1318) ; Art. 14 : *Son amendement relatif aux conditions de voyage des parents du décédé jusqu'à l'endroit du décès* (p. 1318) ; Art. 15 : *Son amendement relatif au paiement des dommages de guerre aux déportés* (p. 1318) ; le retire (ibid.) ; Art. 16 bis : *Amendement de M. Vendroux tendant à appliquer la loi aux déportés de 1914-1918* (p. 1319) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* [5 mars 1948] (p. 1443) ; *Son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa concernant les industries saisonnières* [6 mars 1948] (p. 1462) ; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à accorder une année de délai de paiement* (p. 1470) ; *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions paritaires du prélèvement* (p. 1473) ; le retire (p. 1474) ; Art. 9 quater : *Son amendement relatif aux délais de paiement* (p. 1477) ; le retire (ibid.) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder des remises aux résistants et combattants de 1945* (p. 1480, 1481) ; *Son amendement tendant à insérer un alinéa exonérant les anciens pri-*

*sonniers de guerre* [7 mars 1948] (p. 1503) ; le retire (ibid.) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à insérer un article appliquant à toutes les catégories d'imposés l'abattement pour enfants à charge* (p. 1526) ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux sociétés à succursales multiples* [8 mars 1948] (p. 1548) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement tendant à déduire du bénéfice imposable le montant du minimum vital* (p. 1549) ; — du projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France ; Art 4 : *Amendements de MM. Anzionnaz, Faure, Bouret et Lécivain-Servoz relatifs à la composition du conseil d'administration* [29 avril 1948] (p. 2344, 2345) ; Art. 9 : *Amendement de M. Clostermann tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur des transports* (p. 2363) ; *Amendement de M. Benoist relatif aux cahiers des charges* (p. 2364) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2381) ; — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2521) ; — de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (*Crédits pour la S.N.E.C.M.A.*) : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3163) ; — du projet de loi relatif au dégageement des cadres ; Article unique : *Son amendement tendant à ne créer aucun nouvel emploi pour un an* [3 juin 1948] (p. 3171, 3172) ; *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des fonctionnaires mis normalement à la retraite* (p. 3181) ; le retire (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement vis-à-vis des victimes de guerre [8 juin 1948] (p. 3280 et suiv.) ; *Nécessité de discuter l'interpellation avant le budget des Anciens combattants* (p. 3285). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales ; Art 1<sup>er</sup> ; *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux avant le Conseil de la République* [24 août 1948] (p. 6169) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux par moitié tous les trois ans* [25 août 1948] (p. 6184) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à mettre à la charge de l'Etat les frais d'élection* (p. 6212) ; le retire (ibid.) ; Art. 31 : *Son amendement relatif au vote par correspondance des réfugiés* (p. 6212, 6213) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à reprendre l'article portant ouverture de crédits* (p. 6213, 6214) ; le retire (p. 6218) ; de cette proposition de loi, amendée par le

Conseil de la République; Art. 2 : *Demande de M. Valentino de renvoi de la discussion* [22 septembre 1948] (p. 6842). — Dépose une demande d'interpellation sur : le complot de la Pentecôte, les incidents de Grenoble, l'attentat du 20 janvier et la mort de sa secrétaire, l'arrestation de M. de Récy [4 novembre 1949] (p. 5994); — les conditions dans lesquelles ont été attribuées les licences d'importation d'agrumes d'Espagne [22 novembre 1949] (p. 6186). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics; Art. 25 : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir que les membres des Parlements pourront recevoir la Légion d'honneur au titre de la Résistance* [6 décembre 1949] (p. 6647); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Ses explications de vote sur l'article* [26 décembre 1949] (p. 7307); Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 329 milliards pour les dommages de guerre* (p. 7308); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* [4 janvier 1950] (p. 113, 114); *Son amendement tendant à comprendre tous les cas de conflits du travail avant ou après la grève* (p. 115); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la communication à la presse des enquêtes judiciaires [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2653). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa réponse aux attaques de M. Hamon* [30 mars 1950] (p. 2675). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions particulièrement scandaleuses de certaines arrestations [17 octobre 1950] (p. 6919); *la retire* [22 novembre 1950] (p. 8058); — sur le scandale de certaines enquêtes judiciaires [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de M. Naegelen Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7079); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7227); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; *Discussion*

*générale* [2 novembre 1950] (p. 7382, 7383), [3 novembre 1950] (p. 7434), [7 novembre 1950] (p. 7500, 7501, 7502); Art. 2 : *Amendement de M. Signor tendant à supprimer l'article amnistiant les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale* [9 novembre 1950] (p. 7584, 7585); Art. 14 : *Non-réintégration dans les fonctions et emplois publics* [28 novembre 1950] (p. 8215); *Amendement de M. Rincent tendant à spécifier que l'amnistie n'entraîne pas la réintégration dans les emplois publics* (p. 8217, 8218); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7734, 7735, 7736); *Son contre-projet tendant à soumettre tout texte créant des institutions européennes aux Assemblées françaises* (p. 7741); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aveu fait par un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur suivant lequel il ressort que cette personne a des agents dans les partis politiques [23 novembre 1950] (p. 8078). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la revalorisation des allocations familiales* [28 novembre 1950] (p. 8241). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8449, 8450); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9881). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'application des décrets attribuant la carte de combattant volontaire de la Résistance [21 février 1951] (p. 1428); — sur la revalorisation des allocations familiales [13 mars 1951] (p. 1828); — sur la signature des traités instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier le 15 mars 1951 [18 avril 1951] (p. 3456).

**RAVOAHANGY ANDRIANAVALONA**  
(M. Joseph), Député de Madagascar (Collège des autochtones, 1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187). = Est nommé membre : de la Com-

mission des moyens de communication [28 janvier 1947] (p. 40); de la Commission des territoires d'outre-mer (*ibid.*).

### Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour la nationalisation de la Banque de Madagascar et le maintien de ses pouvoirs d'émission, n° 749. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, n° 868.

### Interventions :

Son immunité parlementaire est suspendue [18 juillet 1947] (p. 3824).

## RAYMOND-LAURENT, Député de la Manche.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Secrétaire d'Etat aux Forces armées.*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10783), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [2 novembre 1950] (p. 7375), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [2 mars 1948] (p. 1248); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de

la Haute Cour de justice [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur les articles 115, 115 a, 116 et 116 a du livre II du Code du travail, relatifs à l'institution et au fonctionnement des Commissions départementales du travail, n° 520. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi portant prorogation et modification des articles premier, 2 et 3 de la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 portant prorogation et modification des articles 11 et 21 de la loi n° 46-935 du 7 mai 1946 relative aux jardins ouvriers, n° 6142.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (Marine) (Cabinet Bidault) [Décret du 29 octobre 1949] (J. O. du 31 octobre 1949, p. 10846).

### En cette qualité :

Répond à une question de M. Bouvier-O'Collereau relative à l'expropriation de terrains au Maroc [27 janvier 1950] (p. 598). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 bis : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'aliénation d'immeubles ou de matériel militaire* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2782); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'Administration centrale de la marine* [10 mai 1950] (p. 3501); Chap. 3030 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de déplacement du personnel de l'Administration centrale* (p. 3505); Chap. 3040 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses de matériel et d'entretien* (p. 3506); Chap. 7033 : *Dépenses résultant des hostilités (Marine)* (p. 3512); Etat A, MARINE : *Ses observations sur le budget de la Marine* [11 mai 1950] (p. 3560, 3561, 3562, 3563)

3564, 3577, 3578); Chap. 1055 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du commissariat* (p. 3581); Chap. 1065 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil des travaux maritimes* (ibid.); Chap. 1095 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les ouvriers des travaux maritimes* (p. 3582); Chap. 1115 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier des services divers* (p. 3582); Chap. 3015 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour l'habillement et le couchage* (p. 3583); Chap. 3055 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour logement et cantonnement* (p. 3583, 3584); Chap. 3045 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour les écoles et le recrutement* (p. 3584); Chap. 3055 : *Convocation des réserves* (p. 3584, 3585); Chap. 3075 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les approvisionnements de la marine* (p. 3585); Chap. 3095 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 3585, 3586); Chap. 3165 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel roulant de l'aéronautique navale* (p. 3586); Chap. 800 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits prévus pour les parcs à combustibles* (p. 3586, 3587); Chap. 901 : *Sa demande de rétablissement des crédits prévus pour la subsistance du commissariat de la marine* (p. 3587); Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour refonte et gros travaux de la flotte* (p. 3587); Chap. 906 : *Amendement de M. David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases de l'aéronautique navale* (p. 3588, 3589); Chap. 9062 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (Hélicoptères)* (p. 3589); Chap. 909 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achats immobiliers (Base de Pont-Réau)* (p. 3590); MARINE, Etat B, Chap. 481 : *Amendements de MM. Labrosse, Monteil et de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel ouvrier (Licenciements dans les chantiers maritimes)* (p. 3597, 3598); Chap. 381 : *Amendement de M. Theetten*

*tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les marchés passés pour l'entretien de la flotte* (p. 3599); Chap. 880 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers* (p. 3600). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7134). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)* (Cabinet Queuille) [11 juillet 1950] (p. 5368). = S'excuse de son absence [8 juillet 1947] (p. 2815), [3 avril 1951] (p. 2572). — Obtient des congés [8 juillet 1947] (p. 2815), [3 avril 1951] (p. 2572).

#### **RÉCY (M. Antoine de), Député du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

#### **Dépôt :**

Le 6 août 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-1580 du 17 juillet 1945, portant création d'un service provisoire de l'économie laitière, l'ordonnance n° 45-1581 du 17 juillet 1945 sur le ravitaillement en lait et produits laitiers et permettant le retour à la loi du 2 juillet 1935 sous réserve de certaines modifications afin d'accorder à l'économie laitière une plus grande liberté, n° 5198. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 47-1504 du 15 août 1947 portant amnistie, n° 5509.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du 1<sup>er</sup> trimestre 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la défense nationale* [30 décembre 1947] (p. 6524, 6525); art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6552). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Saint-Pol-d'Artois et la liberté de vente des produits laitiers [24 juin 1948] (p. 3947). — Prête serment en qualité de membres de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur des demandes en autorisation de poursuites contre lui-même [3 novembre 1949] (p. 5956). = Son immunité parlementaire est levée [3 novembre 1949] (p. 5957). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [28 juillet 1949] (p. 5419); [13 octobre 1949] (p. 5784). = Obtient des congés [28 juillet 1949] (p. 5419), [13 octobre 1949] (p. 5784).

**REEB (M. Eugène, Henri), Député du Finistère.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); [31 mai 1949] (p. 3010); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); [7 décembre 1948] (p. 7390).

**Dépôts :**

Le 4 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des décisions fixant le prix du thon pour la campagne 1947, n° 1238. — Le 5 juin

1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier la prise en charge des installations fixes côtières de T.S.F., n° 1569. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux malheureuses populations brestoises frappées à nouveau par la catastrophe du 28 juillet 1947, n° 2170. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'Etat, n° 3191. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 14 août 1947 n° 47-1501 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 3192. — Le 20 avril 1948, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 8 avril 1941 prescrivant que les travaux dans lesquels la participation de l'Etat dépasserait 30 millions devraient être autorisés par décret en Conseil d'Etat, n° 3952. — Le 20 avril 1948, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 14 août 1947 n° 47-1501 portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 3954. — Le 11 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires brestois certaines indemnités (dites de poche) déjà accordées dans les localités sinistrées de Dunkerque, Saint-Lô, Saint-Nazaire, Lorient et Coutances, n° 4535. — Le 6 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier immédiatement le problème du prix du poisson, n° 6944. — Le 2 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 22 septembre 1948 pour les pensions de retraites des marins, n° 7741. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire toutes démarches auprès du Gouvernement chérifien en vue de rétablir le droit de pratiquer une pêche à la sardine sur les côtes du Maroc pour les navires français ne battant pas pavillon chérifien, n° 8418. — Le 24 novembre 1949,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître et à encourager la création de caisses locales d'entraide aux familles de péris en mer, à reconnaître la caisse nationale d'entraide aux familles de marins pêcheurs péris en mer et à accorder aux unes et aux autres la qualification d'utilité publique, **n° 8452**. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence la modification de la législation française sur la sécurité de la navigation aérienne et maritime afin de rendre obligatoire la présence de pommades spéciales contre les brûlures provoquées par les incendies à bord des avions, des bateaux-citernes, des paquebots à chauffe au mazout aussi bien que dans les stations aériennes et installations portuaires, **n° 8465**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître et à encourager la création de caisses locales d'entraide aux familles de péris en mer, à reconnaître la caisse nationale d'entraide aux familles de marins pêcheurs péris en mer et à accorder aux unes et aux autres la qualification d'utilité publique, **n° 8532**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution: 1<sup>o</sup> de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949; 2<sup>o</sup> de M. Tanguy-Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations des côtes bretonnes, victimes de la tempête des 24 et 25 octobre 1949, **n° 8533**. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraite des marins, **n° 8586**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un service d'entretien des canots de sauvetage en faisant appel à des mécaniciens de la marine nationale, **n° 8661**. — Le 22 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser un service d'entretien des canots de sauvetage en faisant appel à des mécaniciens de la marine nationale, **n° 8814**. — Le 22 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence la modification de la législation française sur la sécurité de la navigation aérienne et maritime afin de rendre obligatoire la présence de pommades spéciales contre les brûlures provoquées par les incendies à bord des avions, des bateaux-citernes, des paquebots à chauffe au mazout aussi bien que dans les stations aériennes et installations portuaires, **n° 8821**. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux sapeurs-pompiers le bénéfice de distributions de tabac dans des conditions identiques à celles accordées aux militaires, **n° 8969**. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de poissons et de crustacés, **n° 10233**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la loi n° 48-30 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation dans son application aux patrons pêcheurs et à la pêche artisanale, **n° 10530**. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer convention avec le Gouvernement espagnol pour préciser une concession mutuelle franco-espagnole concernant la pêche langoustière en Mauritanie et en baie du Lévrier, **n° 10614**. — Le 17 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier les allocations familiales de la pêche maritime, **n° 10621**. — Le 21 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret d'application de l'article 2 de la loi du 22 août 1950 sur le décompte de certains services pour la pension de retraite des inscrits maritimes, **n° 11351**. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger pour 1951 la loi n° 48-1540 du 1<sup>er</sup> octobre 1948 autorisant le Ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, **n° 11604**. — Le 1<sup>er</sup> février



1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 6178) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention du 6 mars 1948 créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale, n° 12032. — Le 6 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1926, relatif à la taille marchande de la langouste pêchée, en ce qui concerne la langouste de provenance des côtes portugaises, n° 12081. — Le 6 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la liquidation de la flotte S.N.C.F. et à demander une enquête sur cette liquidation et ses conditions, n° 12083. — Le 6 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la subvention affectée à la construction de la digue nord du port de Camaret, n° 12087. — Le 15 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 12909) de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 30 0/0 les salaires forfaitaires des marins de commerce, n° 13245.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) amendé par le Conseil de la République : Etat A, P.T.T., Chap. 117 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour indemnités spéciales* [7 août 1947] (p. 4074, 4075) ; Chap. 121 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Centre national des télécommunications* (p. 4075) ; Chap. 308 : *Son amendement tendant à reprendre le crédit voté par le Conseil de la République pour le matériel du Centre national des télécommunications* (p. 4076) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports dans la région parisienne ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. David tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5667) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bichet tendant à éviter la mainmise de la Régie sur les transporteurs privés* (p. 5676) ; — du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 77 : *Amende-*

*ment de M. Deixonne tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa relatif aux droits sur le divorce* (p. 6457) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des Jommages de guerre en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 181.530 millions* [30 décembre 1947] (p. 6500) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs ; Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau rendant public le nom des déposants de plus de 300.000 francs ne payant pas d'impôt sur le revenu* [29 janvier 1948] (p. 289) ; — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 904, 905, 906, 912) ; Art. 6 : *Amendements de M.M. Yvon et Cance relatifs au paquebot Pasteur* [20 février 1948] (p. 937) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder le droit de prendre des décrets au Ministre intéressé jusqu'à l'installation du Conseil supérieur de la marine marchande* (p. 938) ; *Son amendement relatif à l'affrètement des navires sous approbation du Ministre des Travaux publics* (p. 938) ; *le retire* (p. 939) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir une amende pour les infractions commises par les affrêteurs* (p. 940) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participations par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* (p. 942) ; Art. 14 bis : *Amendement de M. Gouge tendant à créer un Commissaire du Gouvernement auprès des conseils d'administration* (p. 946) ; Art. 19 : *Son amendement relatif aux services à concéder à la Compagnie générale transatlantique* (p. 950) ; Art. 25 : *Son amendement relatif au statut du personnel des compagnies de navigation* (p. 955) ; *demande de nouvelle délibération du projet de M. Monteil* (p. 957) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 910 : *Equippedes ports de pêche* [25 février 1948] (p. 1097, 1098) ; Chap. 920 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les travaux de défense contre la mer* (p. 1098) ; *le retire* (ibid.) ; Section II, Chap. 809 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le matériel des sociétés de sauvetage* (p. 1099) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'assurance des marins contre la perte d'équipements ;

*Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 276) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2193, 2194, 2195, 2196) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 8029 : *Matériel des sociétés de sauvetage* [5 juillet 1949] (p. 4203) ; — d'une proposition de résolution relative aux caisses d'entraide aux familles de péris en mer, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6469, 6470, 6471). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique gouvernementale relative à l'industrie de l'iodo [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 865). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition de loi relative aux retraites des marins* [17 mars 1950] (p. 2161, 2162). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Renvoi du débat* [21 mars 1950] (p. 2236) ; *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2290, 2291). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion de la proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes* [23 mars 1950] (p. 2285) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour la reconstitution de la flotte marchande* [28 mars 1950] (p. 2512) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Defferre tendant à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français* [30 mars 1950] (p. 2655) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2655, 2656). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Discussion du régime des pensions des marins* [30 mars 1950] (p. 2675). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 2, Etat C : *Reconstitution de la flotte marchande* [26 avril 1950] (p. 2931, 2932) ; *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* (p. 2936) ; — des interpellations sur l'arrestation de 2 députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 2993) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS Chap. 3340 : *Entretien des phares et balises* [7 juin 1950] (p. 4415) ; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la construction navale en France, les importations de sardines du Maroc)* [8 juin 1950] (p. 4512, 4513, 4514, 4520) ; Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour la protection et la surveillance des pêches (canaux de sauvetage)* (p. 4530, 4531) ; *le retire* (p. 4532) ; Chap. 4080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 4536) ; *le retire* (p. 4537) ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux crédits maritimes mutuels* [9 juin 1950] (p. 4555) ; *le retire* (ibid.) ; — des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [22 novembre 1950] (p. 8056). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion du projet de loi concernant les compagnies maritimes* [20 décembre 1950] (p. 9334). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9502) ; Art. 8 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder au personnel sédentaire des compagnies, les avantages accordés à un service public de transport* (p. 9515) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 1480 : *Amendement de M. Guille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes* [22 décembre 1950] (p. 9832) ; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [3 janvier 1951] (p. 53) ; Chap. 1000 : *Ses observations sur l'insuffisance du budget, les retraites des marins, l'organisation du sauvetage* (p. 57, 58, 59, 60) ; Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la police des pêches* (p. 64) ; *le retire* (p. 65) ; Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la pêche maritime* (p. 76) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 4070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Caisse nationale des péris en mer)* (p. 82) ;

le retire (ibid.) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 5040 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* [30 janvier 1951] (p. 557) ; Chap 4050 : *Subventions à l'Etablissement national des invalides de la marine (Ses observations sur les marins sinistrés en mer)* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 635, 636).

**REGAUDIE (M. René), député de la Haute-Vienne.**

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 89) == Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des moyens de communication [20 mai 1947] (p. 1678), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; Est élu Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882) — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945), [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196).

**Dépôts :**

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à planifier la production des spécialités pharmaceutiques et à fixer le tarif suivant la valeur des produits entrant dans leur composition, **n° 1003**. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Pineau et plusieurs de ses collègues tendant à charger la Cour des comptes d'enquêtes et d'études en application de l'article 18 de la Constitution, **n° 1100**. — Le 4 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 15 mai 1946 fixant le statut et les droits des combattants volontaires de la résistance, **n° 1230**. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à autoriser la Société à responsabilité limitée entre pharmaciens pour la propriété d'une officine de pharmacie, **n° 1387**. — Le 18 juillet 1947, une proposition de loi

tendant à planifier les prix de vente des spécialités pharmaceutiques, **n° 2068**. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Solinhac et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles ; 2° de M. Bernard Lafay, transmise par M. le Président de Conseil de la République tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé, **n° 2173**. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la construction, l'installation et l'emploi des appareils à pression pour le débit de la bière, **n° 3971**. — Le 22 avril 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Solinhac et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles ; 2° de M. Bernard Lafay, conseiller de la République, tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé, **n° 4009**. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 10 mai 1946 relative à la conservation et à la reconstruction d'Oradour-sur-Glane, **n° 4149**. — Le 21 mai 1948, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Solinhac et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2340 du

13 octobre 1945 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles; 2° de M. Bernard Lafay, conseiller de la République, tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé, n° 4287. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. Jean Masson tendant à faire bénéficier, pour les déplacements officiels, les sociétés sportives d'amateurs d'une réduction de 75 0/0 des tarifs de la S. N. C. F. lorsqu'elles participent à des compétitions ou à des championnats, n° 4820. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers n° 5913. — Le 15 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser les dispositions de la loi du 18 mars 1946 portant statut des laboratoires d'analyses et ses textes d'application, avec le décret du 17 avril 1943, n° 6825. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à assurer la coordination des transports publics de voyageurs, n° 8107. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à reprendre, en ce qui concerne les compositions pharmaceutiques, certaines dispositions de la loi du 5 juillet 1844 modifiée par l'acte dit loi du 27 janvier 1944 sur les brevets d'invention, n° 9855. — Le 11 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité du voyage aux permissionnaires du contingent lors de leur permission de détente, n° 11893.

### Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1605, 1606), [31 juillet 1947] (p. 3809). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 105: *Son amendement tendant à reprendre le crédit demandé*

*par le Gouvernement* [4 juillet 1947] (p. 2717); *le retire* (p. 2717); Chap. 131: *Son amendement tendant à reprendre le crédit demandé par le Gouvernement* (p. 2717); *le retire* (ibid.); Chap. 146: *Son amendement tendant à reprendre le crédit demandé par le Gouvernement* (p. 2719); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3113, 3114); Chap. 133: *Service de la pharmacie* (p. 3131, 3132); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à inclure toute la Seine-et-Oise dans la région parisienne* [12 décembre 1947] (p. 5669); *le retire* (p. 5671); Art. 2: *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le texte du Gouvernement pour définir la Régie autonome des transports parisiens* (p. 5671); Art. 6: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5674); Art. 8: *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 5676); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à substituer la juridiction compétente au Conseil de préfecture* (p. 5677); Art. 9: *Son amendement tendant à limiter les cas de reprise aux services ni concédés ni affermés* (p. 5677); Art. 11: *Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5730); *Son amendement tendant à laisser les nominations au conseil d'administration au Ministre des Travaux publics et Transports* (p. 5732); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 5732); *le retire* (ibid.); Art. 12: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5732); Art. 14: *Son amendement concernant la nomination du Président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5733, 5734); Art. 16: *Son amendement concernant les indemnités aux membres du conseil d'administration de la Régie* (p. 5735); Art. 17: *Son amendement concernant les attributions du conseil d'administration de la Régie* (p. 5736); Art. 18: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5736); Art. 19: *Son amendement tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la désignation du directeur général de la Régie* (p. 5736); Art. 20: *Son amendement concernant le statut futur de la Régie* (p. 5737); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à inclure un nouvel article relatif aux participations de la Régie à d'autres entreprises* (p. 5737, 5738, 5739, 5740); Art. 19: *Son amendement tendant*

à supprimer le cinquième alinéa (p. 5739); Son amendement relatif aux fonctions du directeur général de la Régie (ibid.); Art. 21: Son amendement concernant le renouvellement des installations (p. 5740); Art. 25: Son amendement relatif au renouvellement du matériel et des installations (p. 5758); Son amendement relatif au remboursement des avances consenties par le Trésor (p. 5759); Art. 27: Son amendement tendant à tenir compte des carnets de tickets (p. 5759); Art. 31: Son amendement tendant à remplacer « personnel dirigeant » par « personnel de direction » (p. 5762); Art. 32: Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (p. 5764); le modifie (ibid.); Son amendement tendant à ajouter « pécuniaire » au mot « situation » au quatrième alinéa (p. 5764); Art. 33: Son amendement concernant les primes de gestion au personnel (p. 5765); le retire (ibid.); Art. 38: Son amendement concernant la résiliation éventuelle du mandat des membres de l'assemblée générale (p. 5770); Art. 39: Son amendement tendant à modifier la composition du Comité consultatif technique [18 décembre 1947] (p. 5802); Art. 40: Son amendement tendant à substituer l'avis à l'accord nécessaire de l'Association des transporteurs routiers de la région parisienne (p. 5813); Son amendement relatif aux attributions du Comité consultatif technique (p. 5815); Son amendement relatif à la répartition des participations financières entre les collectivités locales (p. 5815); Art. 41: Son amendement tendant à ajouter un article nouveau prévoyant un commissaire du Gouvernement auprès de l'Office (p. 5817, 5818, 5819); Art. 13: Son amendement relatif au président de l'assemblée générale de l'Office (p. 5845); Art. 34: Son amendement relatif au contrôle technique et financier de la Régie (p. 5845); Art. 47: Son amendement relatif au cahier des charges imposé aux entrepreneurs (p. 5848); Son amendement relatif à la durée des inscriptions au plan d'aménagement (ibid.); Art. 48: Son amendement concernant les lignes en dehors des limites de la région parisienne (p. 5848, 5849); Art. 52: Son amendement relatif à la reprise de biens de sociétés dépossédées par la Régie (p. 5851); Art. 53: Son amendement relatif à la liquidation de la société dite « Compagnie du chemin de fer métropolitain » (p. 5851); le retire (ibid.); Son amendement tendant à interdire à la Compagnie du chemin de fer métropolitain toute entreprise de transport

en commun (p. 5853); Art. 60 (ancien 55): Son amendement relatif aux règlements d'administration publique fixant les modalités d'application de la loi (p. 5854, 5855); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5857, 5858). — Dépose une demande d'interpellation sur le jugement des responsables de l'affaire d'Oradour-sur-Glane [9 mars 1948] (p. 1617); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2493). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 9: Son amendement relatif au cahier des charges [29 avril 1948] (p. 2363); Ses explications de vote sur l'amendement de M. Benoist relatif au cahier des charges (p. 2365); Art. 12: Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article (p. 2367); Art. 14: Son amendement tendant à soumettre le programme d'achat et de créations de lignes au Ministre des Transports (p. 2373); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2381); — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 6: Amendements de M.M. Bouret et Palewski relatifs au rôle du directeur général [4 mai 1948] (p. 2516); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 6: Son amendement relatif au directeur général assistant le président du conseil d'administration [2 juin 1948] (p. 3100); — de propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques: En qualité de Rapporteur [20 mai 1948] (p. 2764, 2765, 2766); Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission (p. 2767); en qualité de Rapporteur [25 mai 1948] (p. 2876); Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national (p. 2883, 2884); Amendement de M. Solinhac tendant à rembourser les élixirs (p. 2885); Amendement de M. Pleven tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité (p. 2886); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; ETAT A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100: En qualité de Rapporteur pour avis [29 juillet 1948] (p. 5042, 5043, 5044); Chap. 412: Assistance médicale gratuite (p. 5056); EDUCATION NATIONALE, Chap. 119: Etablissements d'enseignement supérieur (Ecole de médecine de Limoges) [3 août 1948] (p. 5262, 5263); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques

et financières; Art. 6 : *Son sous-amendement relatif au délai entre le déclassement et la dépose d'une voie ferrée* [31 mai 1949] (p. 3001); *le retire* (p. 3002); *Sous-amendement de M. Pleven relatif au recours possible pour les départements et communes lésés par le déclassement de voies ferrées* (p. 3002); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises: *Urgence* [17 mars 1950] (p. 2129, 2130); *Discussion générale* (p. 2132); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles: *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2153); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 juin 1950] (p. 4560, 4561, 4562); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Art. 2: *Amendement de M. Poumadère tendant à ne licencier aucun cheminot et à ne supprimer aucun atelier* [22 décembre 1950] (p. 9479, 9480, 9481). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement des abattoirs d'Aigurande [3 avril 1951] (p. 2595). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION: en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 avril 1951] (p. 2633, 2634).

**REILLE-SOULT (M. François), Député du Tarn.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre: de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de comptabilité: [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); Est élu: vice-Président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10804); [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965); vice-Président de la Commission du règlement [J. O. du 30 janvier 1948]

(p. 1012) — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'agriculture [19 décembre 1949] (p. 7004); [17 janvier 1950] (p. 299).

**Dépôts :**

Le 7 février 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi relatif au remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, **n° 490**. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au remplacement des Conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, **n° 1071**. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 1747**. — Le 24 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 2114**. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à compléter l'article 3 de la loi du 5 avril 1947 relative au remplacement des Conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, **n° 2218**. — Le 26 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 du Règlement, **n° 3005**. — Le 31 juillet 1948, une proposition de loi tendant

à attribuer la Légion d'Honneur ou la Médaille militaire aux officiers, sous-officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de 3 citations dont une à l'ordre de l'armée ou de 4 citations, quel qu'en soit l'ordre, n° 5127. — Le 17 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 5 millions de francs aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac (Tarn), n° 9264. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cent millions destinés aux victimes des dégâts causés par la grêle dans les communes de Saint-Sulpice, Lugan, Garrigues, Girousseur, Saint-Aignan, Saint-Lieux, Parisot, Moutons, Lavant, Saint-Jean-de-Rives, Ambres, Coufouleux, Peyroles, Cadalen, Aussac, Fénols, Técon, Rouffiac, Carlus et Le Séquestre (Tarn), n° 10132. — Le 26 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 50-1029 du 23 août 1950 : 1° en fixant le minimum vital à 100 francs de l'heure ; 2° en supprimant les abattements de zones ; 3° en instituant l'échelle mobile des salaires, n° 11119.

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 30). — Est entendu au cours du débat : Sur un projet de loi relatif au remplacement de Conseillers de la République, en qualité de *Rapporteur* [11 février 1947] (p. 276) ; — sur le renvoi de la discussion des propositions de résolution sur l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée Nationale [14 février 1947] (p. 341). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la politique agricole du Gouvernement notamment en ce qui concerne le blé et la viande, et sur les mesures immédiates qu'il importe de prendre pour y porter remède [29 avril 1947] (p. 1332) ; la développe [2 mai 1947] (p. 1423, 1424) ; *Sa motion tendant à interrompre le débat sur la politique agricole du Gouvernement, étant donné l'incertitude de la situation politique* (p. 1424) ; Poursuit le développement de son interpellation [13 mai 1947] (p. 1583 à 1586). — Ses rapports sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1604, 1605, 1606), [31 juillet 1947]

(p. 3807, 3808). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4172, 4173) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à prendre des précautions pour réprimer la fraude* [12 août 1947] (p. 4314) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à exiger un cautionnement des candidats* (p. 4317). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Son rappel au règlement* [19 décembre 1947] (p. 5933). — Dépose une demande d'interpellation sur l'état des populations nomades du Sud-Algérien et des militaires musulmans algériens [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947 ; Art. 1<sup>er</sup> : Chap. 6013, INTÉRIEUR : *Secours aux populations d'Algérie* [19 mars 1948] (p. 1982). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [8 août 1948] (p. 5559). — S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

### RENARD (M. Adrien), Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, n° 142. — Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la parité des salaires agricoles avec ceux du bâtiment, conformément à la décision de la Conférence économique de l'an dernier, n° 758. — Le 6 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 12 de la loi du 22 août 1946 sur les allocations familiales,

**n° 1607.** — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à fixer le minimum de la pension d'invalidité des assurés sociaux obligatoires agricoles, **n° 2004.** — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les modalités de détermination des pensions d'invalidité des assurances sociales, **n° 3478.** — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 3604.** — Le 29 juillet 1948, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration des indemnités dues au titre de la législation sur les accidents du travail dans les professions agricoles ou forestières, **n° 5091.** — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948; II. La proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de l'année 1948 ; 2° à élever le taux de cette allocation à 1.600 francs par mois, **n° 5323.** — Le 19 novembre 1948, une proposition de loi concernant le financement des œuvres sociales des comités d'entreprise, **n° 5626.** — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux apprentis avec contrat ; 2° de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'arrêté du 6 septembre 1948, relatif à l'attribution d'une prime unique, uniforme et exceptionnelle de 2.500 francs aux travailleurs à domicile et aux concierges d'immeubles d'habitation ; 3° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 6 septembre 1948 et la circulaire d'application du 6 septembre 1948, relative à la prime exceptionnelle de 2.500 francs, **n° 5920.** — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant

à augmenter la limite des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 6398.** — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant à inscrire dans la nomenclature du 19<sup>e</sup> tableau des travaux susceptibles de provoquer des maladies professionnelles, l'industrie du délainage, **n° 6677.** — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inscrire dans la nomenclature du 19<sup>e</sup> tableau des travaux susceptibles de provoquer des maladies professionnelles, l'industrie du délainage, **n° 6977.** — Le 3 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise, **n° 7358.** — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, **n° 7514.** — Le 24 juin 1949, une proposition de loi concernant le financement des œuvres sociales des comités d'entreprise, **n° 7622.** — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'arrêté du 3 novembre 1949 en vue d'étendre le bénéfice de la prime exceptionnelle aux salariés des professions agricoles et forestières, **n° 8318.** — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés de l'agriculture, **n° 9223.** — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° retirer les forces de police des entreprises dont le personnel est en grève ; 2° accorder aux salariés de la fonction publique, une prime mensuelle de 3.000 francs, **n° 9487.** — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à assurer le droit de collectage sur la voie publique en faveur des grévistes et de leurs familles, **n° 9574.** — Le 10 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget du travail, **n° 9905.** — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 54 K du chapitre IV *ter* du Livre II du Code du travail sur les congés annuels, **n° 10801.** — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à l'application à l'agriculture du décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 10981.** — Le 21 décembre 1950, une proposition de loi ten-



dant à sauvegarder les droits des assurés sociaux en abrogeant le décret n° 50 1556 du 20 décembre 1950 fixant les modalités de suspension des décisions de la Commission nationale des tarifs prévus à l'article 10 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 11741. — Le 19 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les salariés une prime de vacances d'un minimum de 12.000 francs, n° 12908.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat ; sur la proposition de loi de M. Henri Meck relative à la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel d'entreprise [3 juin 1947] (p. 1887) ; *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2488, 2489) ; sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2678). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [4 juillet 1947] (p. 2734) ; Chap. 706 : *Crédits pour les centres de formation professionnelle* [9 juillet 1947] (p. 2865) ; — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales ; Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal tendant à calculer les allocations familiales sur la base du salaire minimum réel* [28 décembre 1947] (p. 6400) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés : *Discussion générale* [28 décembre 1947] (p. 6405, 6406, 6407) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses en 1948 et majoration de droits ; Art. 2 : *Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux et économiquement faibles* [18 mars 1948] (p. 1913, 1914). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application de l'accord du 25 juillet 1947 entre les exploitants de la C. G. A. et les représentants des travailleurs agricoles C. G. T. et C. F. T. C. [20 avril 1948] (p. 2104). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur son interpellation* [27 avril 1948] (p. 2316). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 avril 1948] (p. 2443, 2444) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser*

*qu'il s'agit du salaire journalier* [30 avril 1948] (p. 2444) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations d'au moins 25.000 fr.* (ibid.) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'au moins 25.000 fr.* (p. 2445) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 701-2 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour l'immigration de travailleurs étrangers* [30 juillet 1948] (p. 5119, 5120) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [17 août 1948] (p. 5824) ; *Son amendement tendant à reprendre au troisième alinéa le texte du Conseil de la République* (p. 5824) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur* [23 août 1948] (p. 6116) ; — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [16 décembre 1948] (p. 7616). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Revalorisation des salaires* [20 janvier 1949] (p. 61). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs ; Art. 5 : *Fixation du plafond des salaires déterminant le montant des cotisations* [4 février 1949] (p. 353) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 357) ; — d'une proposition de résolution relative à l'extension de la prime exceptionnelle aux salariés agricoles : *Urgence* [24 novembre 1949] (p. 6213, 6214) ; — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [14 décembre 1949] (p. 6867) ; *Amendement de M. Mondon tendant à porter l'allocation temporaire à 2.500 francs par mois* (p. 6868) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6874, 6875) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6912, 6913) ; — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2643, 2644) ; — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Urgence* [16 mai 1950] (p. 3682) ; — du projet

de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4130 : *Prime d'accueil aux immigrants italiens* [5 juin 1950] (p. 4280, 4281). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de diverses interpellations déposées par le groupe communiste* [12 décembre 1950] (p. 8959). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* [25 janvier 1951] (p. 374); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 66.000 francs par an* [9 février 1951] (p. 994, 995); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter le salaire de base pour le calcul des prestations familiales à 225 fois le salaire horaire minimum à Paris* [8 février 1951] (p. 940).

**RENAUD (M. Joseph)**, *Député de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée le 3 novembre 1949 (p. 5954). = Donne sa démission de Député [3 novembre 1949] (p. 5954).

**RENCUREL (M. Auguste)**, *Député d'Alger (1<sup>er</sup> collège).*

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [25 juin 1947] (p. 2440), [26 juin 1948] (p. 195); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348), — Est élu Vice-Président de la Commission de l'intérieur [J.O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J.O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J.O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944,

modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (Application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. René Mayer et plusieurs de ses collègues tendant à déclarer applicable à l'Algérie l'ordonnance du 14 novembre 1944 et le décret du 2 février 1945 relatifs à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, **n° 1495**. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux victimes de l'explosion de Laghouat des secours, **n° 5528**. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une Caisse de retraites des barreaux algériens et à fixer des droits de plaidoirie en Algérie, **n° 6255**. — Le 15 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires décédés en Indochine et à Madagascar, la mention « Mort pour la France », **n° 6448**. — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger et affectation de magistrats à la Chambre de révision en matière musulmane, **n° 7981**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant création de postes de magistrats et de greffiers dans certains Tribunaux de première instance du ressort de la Cour d'appel d'Alger, **n° 9598**. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la péréquation des retraites des ouvriers de l'Etat et à verser un acompte provisionnel, **n° 10069**. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Jacques Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'Algérie les dispositions exonérant les personnes âgées de plus de 65 ans de la moitié de la taxe de la radiodiffusion, **n° 10664**. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11000) modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance

du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 11546. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 8700) de M. Aumeran et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à élever à la 1<sup>re</sup> classe le Tribunal civil de Blida, n° 12318. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 8095) portant création d'une troisième justice de paix à Alger, n° 12802.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4470, 4471, 4472) ; Art. 11 réservé : *Amendement de M. Giacobbi tendant à inclure un article nouveau prévoyant le vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4723, 4724). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales ; Art. 2 bis : *Election des conseils généraux d'Algérie* [25 août 1948] (p. 6187, 6188) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5444) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Waldeck-Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* (p. 5462, 5463) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2399, 2400) ; — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (cas juridique de M. Naegelen, gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7058, 7059) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 5150 : *Subventions aux foyers et organismes de secours des Algériens (crise de chômage en Algérie)* [20 février 1951] (p. 1341, 1342) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 19 : *Son amendement tendant à ne pas prévoir un régime spécial en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2341, 2342) ; Art. 21 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à inscrire dans le premier collège en Algérie les descendants des membres du premier collège* (p. 2452). = S'excuse de son absence [20 mars 1951] (p. 2219). = Obtient un congé [20 mars 1951] (p. 2219).

**REVILLON (M. Tony.)**, Député de l'Ain.

*Ministre de l'Education Nationale*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103). [26 janvier 1948] (p. 195). [19 janvier 1950] (p. 361), [24 octobre 1950] (p. 7102). [23 janvier 1951] (p. 348) ; Est élu vice-président de cette Commission. [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [31 juillet 1950] (p. 6246) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [16 décembre 1947] (p. 5757), [2 mai 1950] (p. 3106) ;

### Dépôts :

— Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 9 de la loi du 30 juin 1917 et autorisant l'exercice, par les inspecteurs des colonies, de fonctions administratives dans les territoires d'outre-mer, n° 3774. — Le 22 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, n° 4660. — Le 31 août 1948, une proposition de loi tendant à assimiler les juges de paix aux juges des tribunaux de première instance, n° 5424. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, n° 10289. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, n° 11061. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain, n° 11323.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948]

(*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Silvandre concernant la situation des « travailleurs de la deuxième portion » en Afrique occidentale française [28 janvier 1949] (p. 238). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur les programmes Roume en A. O. F., Doumer et Maginot en Indochine, la répartition des crédits alloués au F.I.D.E.S., le « Crédit de l'A. E. F. » et le « Crédit du Cameroun », la prétendue inflation dans les territoires d'outre-mer, la dévaluation du franc C. F. A., l'abaissement de la production forestière, les cours mondiaux du café, la charte de la Havane, le groupement d'achat du cacao, la destruction de vanille à Madagascar et la vente du miel de Guinée)* [21 juin 1949] (p. 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603); *Sa demande de priorité pour l'ordre du jour de M. Juglas* (p. 3603). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* [13 octobre 1949] (p. 5764). = S'excuse de son absence [23 novembre 1950] (p. 8078), [12 décembre 1950] (p. 8951). — Obtient des congés [23 novembre 1950] (p. 8078), [12 décembre 1950] (p. 8951).

**REYNAUD (M. Paul)**, *Député du Nord*  
(1<sup>re</sup> circonscription).

*Ministre des Finances et Affaires économiques*

(Cabinet MARIE)

du 20 juillet 1948 au 5 septembre 1948

*Ministre d'Etat chargé des relations  
avec les Etats associés.*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 12 juillet 1950

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51),

[26 janvier 1948] (p. 198), [18 septembre 1948] (p. 6610) [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

**Dépôts :**

Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine, n° 2532. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine, n° 2533. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à apporter, en faveur de certains sinistrés, des aménagements à la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3634. — Le 4 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948, n° 5154. — Le 4 août 1948, un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948, et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 5155 et annexe. — Le 6 août 1948, un projet de loi tendant au redressement économique et financier, n° 5192. — Le 12 août 1948, un projet de loi tendant à maintenir provisoirement les caisses de péréquation de la Guadeloupe et de la Martinique, n° 5250. — Le 13 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils), n° 5263. — Le 17 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 5277. — Le 18 août 1948, lettres rectificatives au projet de loi (n° 5155) fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 5289. — Le 18 août 1948, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4958) portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, n° 5297. — Le 19 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1948 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 5313. — Le 20 août 1948, un projet de loi ayant pour objet la réparation des dégâts causés sur différents points du territoire par des crues et orages, n° 5339. — Le 25 août 1948, un projet de loi tendant à porter de 3.000 francs à 10.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve tes-

timoniale pour les paiements de l'Etat des collectivités et établissements publics, n° 5374. — Le 31 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1948, pour l'organisation des élections au Conseil de la République, n° 5421. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 25 de la loi du 14 février 1942 validée par l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier, n° 10155.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire [12 décembre 1946] (p. 79). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre (Services civils) ; LOI DE FINANCES : *Ses observations sur l'ensemble (Augmentation de la production)* [22 décembre 1946] (p. 273) ; — de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou [27 février 1947] (p. 499 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; ETAT A, AGRICULTURE, Chap. 930 : *Entretien des prisonniers de guerre utilisés à des travaux de reconstruction et d'équipement* [7 mars 1947] (p. 715). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française en Indochine [7 mars 1947] (p. 724) ; la développe [13 mars 1947] (p. 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837) ; [18 mars 1947] (p. 893). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (dépenses militaires) ; Art. 4 : *Campagne d'Indochine* [20 mars 1947] (p. 957). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation révélée par l'échec de la conférence de Moscou [3 juin 1947] (p. 1874) ; la développe [20 juin 1947] (p. 2289). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2391) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Augmentation de 3 à 6 milliards de francs de la participation de l'Etat au financement des allocations familiales agricoles : Pouvoirs du Conseil de la*

*République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2455, 2456). — Est entendu dans la discussion des interpellations sur l'échec de la conférence de Moscou et la situation qui en résulte [25 juillet 1947] (p. 3553, 3554, 3555, 3556, 3557). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 74, 75) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 277, 278, 279, 280) ; — du projet de loi relatif au dégage ment des cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la commission* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3052, 3053) ; — des interpellations sur la conférence de Londres : *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour présentés (guerre atomique, sort futur de l'Allemagne)* [16 juin 1948] (p. 3579, 3580, 3581) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale : Ses observations sur les effectifs, les états-majors et le commandement* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4222 et suiv.). — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale : Ses observations sur la ruine de l'Europe et de la France en particulier, l'importance de l'aide américaine, le déficit du Trésor en 1948 et en 1949, la production minière, industrielle et agricole, la réforme fiscale, les pouvoirs réglementaires du Gouvernement* [8 août 1948] (p. 5537 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Borel tendant au respect du statut général de la fonction publique* [9 août 1948] (p. 5591, 5592) ; Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5660, 5661) ; *Amendement de M. Pinay relatif aux ressources des collectivités locales* (p. 5663) ; — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (*Investissements*) : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6358, 6359). — Donne sa démission de *Ministre des Finances et des Affaires économiques* [31 août 1948] (p. 6404).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Ses observations sur les erreurs de la politique fiscale française, la ruine du commerce international basé sur la Grande-Bretagne, le déficit commercial français, la vanité des plans d'exportation des 19, les stocks d'or en France, la nécessité de redonner à l'épargne la confiance et d'augmenter la production en palliant à l'effet des congés payés)* [21 décembre 1948] (p. 7815, 7816, 7817) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse mondiale des prix, le ralentissement des exportations, le déficit de la balance des comptes en dollars, la hausse du prix de l'essence, la notion oubliée du prix de revient, la réforme nécessaire de la S. N. C. F., la retraite des cheminots à 55 ans, l'exagération des charges annexes des salaires, la politique figée du parti socialiste)* [23 mai 1949] (p. 2829, 2830, 2831) ; Art. 8 : *Institution d'un double secteur de l'essence* [25 mai 1949] (p. 2890, 2891, 2896). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement et le contrôle de la sécurité sociale [9 juin 1949] (p. 3259) ; la développe [10 juillet 1949] (p. 4339, 4340, 4341, 4342, 4344, 4345) ; *Son ordre du jour tendant à aménager la sécurité sociale* [13 juillet 1949] (p. 4707, 4709) ; *Ordre du jour de M. Capitant tendant à réorganiser la sécurité sociale* (p. 4714) ; *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Gazier* (p. 4718, 4719). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la sécurité sociale* [9 juillet 1949] (p. 4491) ; — sur une communication à l'Assemblée du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (*Ses observations sur la prime de vacances attribuée aux employés de la sécurité sociale*) [25 juillet 1949] (p. 5214, 5215, 5216, 5217). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les primes de vacances accordées au personnel de la sécurité sociale [29 juillet 1949] (p. 5520, 5521) ; — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949]

(p. 5773, 5774, 5775, 5776, 5794) ; — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault, les problèmes économiques et sociaux, les conséquences de la dévaluation, l'effort d'économie du gouvernement anglais, la nécessité d'abrèger le mandat du Parlement*) [27 octobre 1949] (p. 5922, 5923). — Dépose une demande d'interpellation sur l'Allemagne, le fonctionnement du Conseil de l'Europe et l'O. E. C. E. [10 novembre 1949] (p. 6073) ; la développe (*Ses observations sur l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe, les accords de l'O. E. C. E et la libération des échanges, la possibilité d'un réarmement de l'Allemagne*) [24 novembre 1949] (p. 6246, 6247, 6248, 6249, 9250). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7226, 7227). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes [7 février 1950] (p. 1029) ; la développe (p. 1029, 1030, 1031). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale (Ses observations sur l'impréparation militaire de la France et la victoire de Narvick en 1940)* [28 juillet 1950] (p. 6174, 6175, 6176). — Dépose une demande d'interpellation sur la défense de l'Europe occidentale et le réarmement de l'Allemagne [17 octobre 1950] (p. 6920) ; la développe (*Ses observations sur les négociations pour le réarmement de l'Allemagne, les maladresses françaises, l'isolement de la France à Washington, l'obstruction socialiste à l'unification de l'Europe*) [24 octobre 1950] (p. 7123, 7124, 7125, 7126, 7127). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7730, 7731, 7732) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 no-

vembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8431, 8432) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9440) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques (Observations sur le pool agricole européen)* [23 décembre 1950] (p. 9554) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9932, 9933). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur la taxe de luxe et la hausse des prix* [6 mars 1951] (p. 1773, 1774). = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557) ; [5 mars 1948] (p. 1388) ; [7 septembre 1948] (p. 6439) ; [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 266) ; [24 janvier 1950] (p. 453) ; [28 février 1950] (p. 1505) ; [18 juillet 1950] (p. 5518) ; [31 juillet 1950] (p. 6268) ; [2 novembre 1950] (p. 7374) ; [16 novembre 1950] (p. 7761) ; [23 janvier 1951] (p. 345) ; [4 mai 1951] (p. 4516). = Obtient des congés [5 mars 1948] (p. 1388) ; [7 septembre 1948] (p. 6439) ; [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 266) ; [24 janvier 1950] (p. 453) ; [28 février 1950] (p. 1505) ; [18 juillet 1950] (p. 5518) ; [31 juillet 1950] (p. 6268) ; [2 novembre 1950] (p. 7374) ; [16 novembre 1950] (p. 7761) ; [23 janvier 1951] (p. 345) ; [4 mai 1951] (p. 4516).

**REYRAUD (Mme Renée)**, Député de la Gironde.

Son élection est validée, [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommée membre : de la Commission de la Marine marchande et des pêches : [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des moyens de communication : [17 décembre 1946] (p. 34) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) ; de

la Commission des boissons : [31 mai 1949] (p. 3011) ; [17 janvier 1950] (p. 299) ; [23 janvier 1951] (p. 347) ; Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommée juge titulaire de la Haute Cour de Justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

### Dépôts :

Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la Marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de provoquer une réduction importante sur les prix des fournitures à la pêche maritime, n° 644. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. de Geoffre tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, n° 2333. — Le 12 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. de Geoffre tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, n° 3329 (rectifié). — Le 18 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de la Gironde et de la Dordogne à la suite des orages de grêle du mois d'août, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, n° 5307. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à créer dans l'administration des P.T.T. un cadre provisoire de dame inspecteur-adjoint, dame inspecteur, en vue de l'intégration dans ce cadre des dames commis ancienne formule, surveillantes et surveillantes principales des P. T. T. issues des ex-dames employées et dames commis des P. T. T., n° 5817. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à créer dans l'Administration des P. T. T. un cadre provisoire de dame inspecteur-adjoint, dame inspecteur, en vue de l'intégration dans ce cadre des dames commis an-

cienne formule, surveillantes et surveillantes principales des P. T. T. issues des ex-dames employées et dames commis des P. T. T., n° 6978. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de la Gironde à la suite de l'orage de grêle du 15 juin, des indemnités, des crédits à faibles intérêts et des dégrèvements d'impôts, n° 7632. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à assimiler les victimes de l'incendie de la forêt de Gascogne aux bénéficiaires des lois concernant les victimes civiles de la guerre, n° 8269. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à la suppression de taxes sur les carburants utilisés pour la protection et la remise en valeur de la forêt de Gascogne, n° 8508. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 21 mai 1950 dans la région du Réolais, n° 10080. — Le 16 juin 1950, une proposition de résolution tendant à accorder un premier secours de 50 millions de francs aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu les 11 et 12 juin 1950 en Gironde, n° 10318. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le transport gratuit aux jeunes filles et jeunes gens sans emploi, n° 11293. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0,0 en janvier au personnel de la S. N. C. F., n° 11714. — Le 4 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer d'urgence les élèves de l'école Alphonse-Dupeux, à Bordeaux, dans les deux classes mis à la disposition des troupes américaines d'occupation pour leurs enfants et d'où les petits Français ont été chassés, n° 11849. — Le 8 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 3 mai 1951 dans la région de Langon en leur accordant un secours de première urgence, des indemnités et des dégrèvements sur les impôts payables en 1951, n° 13113.

### Interventions :

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Tarn [28 novembre 1946] (p. 34). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (SECRETARIAT DE LA MARINE MARCHANDE), Chap. 406 : *Œuvres sociales pour les gens de mer* [18 juillet 1947] (p. 3210); Chap. 513 : *Subventions pour études et propagande* (p. 3211); — de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des orchestres et postes régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 669); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande; Art. 15 : *Son amendement concernant l'apport des Messageries maritimes à la nouvelle société* [20 février 1948] (p. 947, 948); Art. 15 en deuxième délibération : *Son amendement concernant l'apport des Messageries maritimes à la nouvelle société en formation* (p. 975); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 920 : *Travaux de défense contre la mer* [25 février 1948] (p. 1098, 1099); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 168 : *Fonds forestier national* [25 mai 1948] (p. 2901, 2902); P. T. T., Chap. 100 : *Ses observations sur la situation des dames employées* [21 juin 1948] (p. 3742, 3743); Chap. 108 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les recettes-distributions* (p. 3746, 3747); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat B, P. T. T., Chap. 108 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les recettes-distributions* [14 septembre 1948] (p. 6525); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Etat A, Chap. 5000 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Service des poudres* [8 juillet 1948] (p. 4467); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la Production industrielle pour 1947 (Subventions) : *Discussion générale* [23 août 1948] (p. 6114, 6115); — du projet de loi portant modification des autorisations de dépenses pour



l'exercice 1948 (Investissements) ; Art. 7 : *Avances aux communes pour travaux de distribution de l'énergie électrique* [27 août 1948] (p. 6387) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2193) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. ; Etat A, Chap. 107 : *Services intérieurs des bureaux* [12 avril 1949] (p. 2299) ; Chap. 122 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation sur la rétribution du personnel auxiliaire et contractuel des services auxiliaires* (p. 2302) ; Etat B, Chap. 117 : *Son amendement tendant à augmenter de 40 millions les crédits pour indemnités éventuelles* (p. 2316, 2317) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Etat F, Chap. 117 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les indemnités éventuelles et spéciales* [9 juin 1949] (p. 3214, 3215) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9069 : *Travaux de défense contre les eaux* [5 juillet 1949] (p. 4212) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer la date du 31 juillet 1950 à celle du 31 juillet 1949* [6 juillet 1949] (p. 4266) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 29 : *Avances à la S. N. C. F.* [7 juillet 1949] (p. 4375) ; — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau supprimant la taxe intérieure sur le carburant utilisé dans la forêt de Gascogne* [20 décembre 1949] (p. 7027). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de discrimination raciale contre des étudiants noirs au lycée Montaigne à Bordeaux [27 décembre 1949] (p. 7351). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Interdiction de dépenses supplémentaires* [29 janvier 1950] (p. 782, 783) ; — d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'augmentation des recettes du Conseil interprofessionnel* [30 mars 1950] (p. 2673, 2674) ; *Son amendement tendant à limiter les cotisations*

*à 8 francs par hectolitre* (p. 2674) ; *Son amendement tendant à ne pas rendre obligatoires les cotisations* (p. 2674) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ce que les fonds disponibles soient déposés à la Caisse de crédit agricole et non au Trésor* (p. 2674, 2675) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils ; P. T. T., Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service intérieur des bureaux (Cadres des dames inspecteurs)* [3 mai 1950] (p. 3204) ; *Temps de parole imparti au groupe communiste* (p. 3216) ; Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Primes de logement)* (p. 3220) ; Chap. 1240 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour indemnités éventuelles* (p. 3221, 3222) ; AGRICULTURE, Chap. 1730 : *Direction des eaux et forêts (Forêts de Gascogne)* [24 mai 1950] (p. 3897, 3898) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation intérieure (Application du décret du 7 juin 1949)* [7 juin 1950] (p. 4402) ; Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des ports maritimes* (p. 4402, 4403) ; le retire (p. 4403) ; AVIATION CIVILE, Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de maîtrise (Statut de ce personnel)* [19 juin 1950] (p. 4988) ; Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de navigation aérienne (Relèvement de l'indemnité de nuit)* (p. 4991) ; Chap. 3020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les carburants du groupement aérien des Ministères* (p. 4997) ; Chap. 3210 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique (Accident du Latécoère 631 à Biscarosse)* (p. 4998) ; Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (Utilisation d'avions français au lieu d'avions américains)* [20 juin 1950] (p. 5027) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1020 : *Personnel contractuel de l'Administration centrale* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6378) ; Chap. 1140 : *Indemnité pour vol de nuit* (p. 6378, 6379) ; —

du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Licenciement de personnel)* [2 août 1950] (p. 6487, 6488); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre la ristourne aux carburants utilisés pour la protection des Landes* [4 août 1950] (p. 6688); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6740); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 18 : *Libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine* [4 décembre 1950] (p. 8495, 8496, 8497); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3290 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'entretien des ports maritimes* [19 décembre 1950] (p. 9275, 9276); AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Détaxe des carburants agricoles (Forêts de Gascogne)* [26 janvier 1951] (p. 459, 460); INTÉRIEUR, Chap. 5160 : *Subventions à la défense contre l'incendie des zones forestières (Forêts des Landes)* [20 février 1951] (p. 1342, 1343, 1344); Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Manifestations organisées par les déportés contre la venue de généraux allemands)* [21 février 1951] (p. 1420); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des bases aériennes (Statut du personnel navigant)* [14 mars 1951] (p. 1930, 1931); RADIODIFFUSION, Chap. 3080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mécanographie des services de la redevance (Suppression du centre de Bordeaux)* [10 avril 1951] (p. 3029); P. T. T., Chap. 1150 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour titularisation des auxiliaires* [2 mai 1951] (p. 4436, 4437); Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Travaux de mécanographie)* (p. 4466); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de mission (Abattements accordés aux agents ambulants pour*

*l'impôt sur le revenu)* (p. 4475); Chap. 5000 : *Subventions de fonctionnement aux divers organismes (Cantines)* [4 mai 1951] (p. 4516, 4517); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (Dames inspecteurs adjoints)* (p. 4541); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4547); P. T. T. : Amendé par le Conseil de la République; Chap. 1070 : *Personnel du service des lignes* [22 mai 1951] (p. 5668); Art. 3. : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant des réductions pour les communications téléphoniques des journaux et agences de presse* (p. 5669); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 7 : *Son amendement relatif à un immeuble reconstruit où le locataire ne peut plus exercer sa profession* [6 février 1951] (p. 768); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement tendant à fixer le prix du fermage par référence aux quantités produites en 1939* [9 février 1951] (p. 968, 969, 970); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor en 1951; Art. 1<sup>er</sup> : *Crédits du plan d'aide militaire (Ses observations sur l'occupation américaine en France)* [19 avril 1951] (p. 3541, 3542, 3543); *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la réception du matériel du plan d'aide militaire* (p. 3550). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**RIBEYRE (M. Paul)**, Député de l'Ardèche.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique  
et à la Population.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

Son élection est validée [13 décembre 1946] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des finances [7 août 1948] (p. 5507), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique

[17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les vieux travailleurs de l'allocation d'attente jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 22 mai 1946 portant extension de la Sécurité sociale, n° 1460. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 3291. — Le 20 août 1948, une proposition de loi relative au financement des travaux d'équipement rural, n° 5329. — Le 20 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté interministériel du 25 février 1948 relatif au financement de l'équipement rural, n° 5330. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chefs de l'Europe occidentale, n° 5929. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Présidence du Conseil par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6507. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Présidence du Conseil par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7087.

### Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 22 : *Soutient l'amendement de M. Antier relatif au relèvement des forfaits pour les professions commerciales et non commerciales* [21 décembre 1946] (p. 226); Art. 24 : *Retire l'amendement de M. Antier relatif au délai de déclaration des petits commerçants* (p. 233); Art. 31 : *Soutient l'amendement de M. Antier tendant à supprimer l'article 31 relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1946] (p. 243); Art. 45 : *Soutient*

*l'amendement de M. Antier tendant à fixer le maximum de 500 0/0 à la majoration appliquée au revenu cadastral* (p. 252). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Soutient l'amendement de M. Antoine Pinay tendant à rétablir les dispositions fiscales antérieures permettant l'établissement de réserves pour reconstitution de stocks* [7 février 1947] (p. 265); *le retire* (ibid.); — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 803 : *Reconstitution des forêts domaniales détruites par faits de guerre* [7 mars 1947] (p. 708); Chap. 901 : *Travaux d'équipement rural* (p. 710); Chap. 903 : *Restauration de l'habitat rural* (p. 711); Chap. 923 : *Institut national de la recherche agronomique* (p. 714). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 1<sup>er</sup> : *Soutient l'amendement de M. Guy Petit tendant à remplacer la date du 1<sup>er</sup> août par celle du 1<sup>er</sup> juillet pour l'expiration du délai de prorogation de la loi* [26 mars 1947] (p. 1114, 1115); Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Bardoux tendant à insérer un nouvel article en vue de majorer les loyers dans le cas où les gains des locataires ont été augmentés* (p. 1119); — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'augmentation de la prime accordée aux terres dont le rendement est inférieur à quinze quintaux* [6 juin 1947] (p. 1952, 1957). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, dépenses civiles; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 304 : *Chauffage de l'administration centrale* [19 juin 1947] (p. 2227). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif au cinquième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2365); Art. 33 : *Son amendement tendant à l'application immédiate de la loi du 22 août 1946 relative au taux des allocations familiales* (p. 2385); *le retire* (ibid.); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre*

du jour de confiance de M. Lussy [4 juillet 1947] (p. 2747, 2748). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter l'article en prévoyant que la loi ne s'applique pas aux exploitations employant moins de trois ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3532, 3533, 3536); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à tenir compte du quotient familial* [22 décembre 1947] (p. 6092); *En accepte la réserve* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à faire porter le prélèvement sur les bénéfices réels et non sur le chiffre d'affaires* (p. 6108, 6109); Art. 5 : *Son amendement tendant à tenir compte du quotient familial* (p. 6144); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération; Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6433); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 10 : *Son amendement tendant à modifier le chiffre de l'exonération à la base pour l'impôt sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6575, 6576); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 : *Son amendement relatif aux vins de liqueur à appellation contrôlée* [30 décembre 1947] (p. 6597); *le retire* (ibid.); Art. 19 : *Son amendement relatif aux vins de liqueur à appellation contrôlée* (p. 6603); *le retire* (ibid.); *Amendement analogue de M. Brusset* (ibid.); Art. 24 : *Son amendement tendant à exempter les casinos de la taxe spéciale de 100.000 francs par trimestre* (p. 6604); Art. 26 : *Son amendement tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs* (p. 6604, 6605); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guy Petit tendant à n'appliquer la loi qu'en tenant compte des majorations de taxe* [18 février 1948] (p. 864); Art. 2 : *Son amendement tendant à faire contresigner les arrêtés par le Ministre de l'Agriculture* [19 février 1948] (p. 881); — des propositions de loi relatives au prélèvement

exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions paritaires départementales* [6 mars 1948] (p. 1473); *le retire* (p. 1474); Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les viticulteurs* [7 mars 1948] (p. 1514). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Interruption de la session jusqu'au 20 avril*) [20 mars 1948] (p. 2062). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Pose la question préalable* [13 mai 1948] (p. 2554, 2555, 2556, 2558); — de la proposition de loi de M. Thamier relative aux unions d'associations familiales : *Demande de discussion d'urgence de M. Thamier* [10 juin 1948] (p. 3408); — de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4077, 4078); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 71 bis : *Son amendement tendant à insérer un article élevant la surtaxe des eaux minérales perçues par les stations minérales* [20 août 1948] (p. 6086); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7078 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7083, 7084). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le placement des fonds de caisse d'épargne*) [17 décembre 1948] (p. 7407). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 12 : *Son amendement tendant à permettre de mobiliser auprès du Crédit national les titres s'ils n'ont pas été cédés* [23 décembre 1948] (p. 7921, 7922); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale, en qualité de *Rapporteur* [27 décembre 1948] (p. 8002, 8003); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 24 : *Amendement de M. Temple tendant à supprimer l'obligation de paiement par chèque aux notaires au-dessous de 200.000 fr.* [29 décembre 1948] (p. 8107). — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 10 quater : *Ses explications de vote sur l'article* [9 mars 1949] (p. 1409); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil,

en qualité de *Rapporteur spécial* [7 avril 1949] (p. 2203, 2204); Chap. 111 : *Amendement de M. Gosset tendant à supprimer l'abattement sur la rémunération de collaborateurs extérieurs pour les services de documentation* (p. 2313); Chap. 301 : *Frais de déplacement et de mission* [8 avril 1949] (p. 2225); Chap. 303 : *Entretien du matériel automobile* (p. 2225); Chap. 305 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 1.500.000 francs l'abattement sur les frais de fonctionnement des services de documentation* (p. 2225); Etat B, Chap. 500 : *Amendement de M. Verneyras tendant à diminuer de 23.850.000 francs l'abattement sur la subvention à France-Presse* (p. 2226); Chap. 501 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer l'abattement sur la subvention à la maison des journalistes* (p. 2227); Etat C, Chap. 300 : *Matériel du groupement des contrôles radio-électriques* (p. 2228); Chap. 315 : *Dépenses de fonctionnement du service des études techniques* (p. 2229); Etat D, Chap. 360 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 18 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* (p. 2234); Chap. 361 : *Amendement de M. Capdeville tendant à supprimer l'abattement sur le matériel et l'entretien des locaux* (p. 2235); Chap. 363 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 2 millions l'abattement sur le matériel automobile* (p. 2235, 2236); Chap. 365 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 600.000 fr. l'abattement sur l'habillement du personnel militaire* (p. 2236); Chap. 368 : *Amendement de M. Capdeville tendant à supprimer l'abattement sur le télégraphe et le téléphone* (p. 2236); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur spécial* [14 avril 1949] (p. 2488); — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Son amendement tendant à rendre les conseils généraux seuls qualifiés pour se prononcer sur les abattements* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4017); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Amendement de M. Gaborit tendant à prévoir le calcul des prestations familiales sur la base de 9.000 francs par mois à partir du moment où les cotisations permettront le relèvement des allocations* [30 juillet 1949] (p. 5484); *Son amendement tendant à prévoir le relèvement des prestations familiales dès que les cotisations le*

*permettront* (ibid.). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Bidault); [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (démission individuelle); [décret du 5 décembre 1949] (*J. O.* du 11 décembre 1949, p. 11911).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Son ordre du jour demandant de nouvelles négociations* [25 octobre 1950] (p. 7219); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article n'étendant pas le chapitre aux condamnations prononcées par la Haute Cour de justice* [17 novembre 1950] (p. 7892). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326); En cette qualité : Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 25 janvier 1951 (p. 382); — la séance du 31 janvier 1951 (p. 582); — la 1<sup>re</sup> séance du 2 février 1951 (p. 661); — la 1<sup>re</sup> séance du 7 février 1951 (p. 838); — la 3<sup>e</sup> séance du 15 février 1951 (p. 1201); — la 1<sup>re</sup> séance du 16 février 1951 (p. 1234); — la 3<sup>e</sup> séance du 20 février 1951 (p. 1380); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 21 février 1951 (p. 1437); — la 1<sup>re</sup> séance du 28 février 1951 (p. 1697); — la séance du 1<sup>er</sup> mars 1951 (p. 1737); — la 2<sup>e</sup> séance du 13 mars 1951 (p. 1846); — la 1<sup>re</sup> séance du 14 mars 1951 (p. 1892); — la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2252); — la 3<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 mars 1951 (p. 2333); — la 1<sup>re</sup> séance du 4 avril 1951 (p. 2667); — la 1<sup>re</sup> séance du 5 avril 1951 (p. 2724); — la 2<sup>e</sup> séance du 6 avril 1951 (p. 2808); — la 3<sup>e</sup> séance du 10 avril 1951 (p. 3065); — la 1<sup>re</sup> séance du 12 avril 1951 (p. 3179); — la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 17 avril 1951 (p. 3408); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 avril 1951 (p. 3440); — la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 27 avril 1951 (p. 4118); — la 3<sup>e</sup> séance du 24 avril 1951 (p. 3885); — la 1<sup>re</sup> séance du 4 mai 1951 (p. 4516); — la 2<sup>e</sup> séance du 4 mai 1951 (p. 4536); — la 1<sup>re</sup> séance du 8 mai 1951 (p. 4800); — la 3<sup>e</sup> séance du 11 mai 1951 (p. 5066); — la 2<sup>e</sup> séance du 12 mai 1951 (p. 5099); — la 1<sup>re</sup> séance du 18 mai 1951 (p. 5401); — la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 18 mai 1951 (p. 5485). — Prend part à la discussion :

d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Vote sur le passage à la discussion des articles* [21 février 1951] (p. 1457); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 801 : *Adductions d'eau* [11 avril 1951] (p. 3088, 3089); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à reprendre le scrutin uninominal à un tour* [26 avril 1951] (p. 4048). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275) [8 décembre 1949] (p. 6684); [26 décembre 1949] (p. 7242); [2 janvier 1950] (p. 2). = Obtient des congés [8 décembre 1949] (p. 6684); [26 décembre 1949] (p. 7242); [2 janvier 1950] (p. 2).

### **RICOU M. (Georges), Député de la Mayenne.**

Son élection est validée [10 février 1948] (p. 584) = Est nommé membre de la Commission du ravitaillement [24 février 1948] (p. 998), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires économiques [4 mai 1948] (p. 2483), de la Commission de la production industrielle [13 décembre 1949] (p. 6793), de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347), de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé membre titulaire de la Commission de la réforme administrative [2 mars 1948] (p. 1248) — Est nommé membre : de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276) de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### **RIGAL (M. Albert), Député du Loiret.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commis-

sion des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 106), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [2 juillet 1949] (p. 4092), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

### **Dépôts :**

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : à récupérer en Allemagne des armes de chasse; à répartir celles-ci entre les chasseurs dont les armes ont été spoliées ou détériorées; à reconnaître à ceux-ci la priorité pour l'achat des armes de chasse neuves, **n° 596**. — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4 et 5 de l'acte dit loi du 12 juillet 1941 portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 15 avril 1929 relative à la pêche fluviale, **n° 756**. — Le 6 mars 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du 27 août 1946 relatif aux statuts des sociétés départementales des chasseurs et à le remplacer par une réglementation plus démocratique, **n° 838**. — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à donner publicité aux répartitions assurées par les organismes professionnels, **n° 934**. — Le 21 mars 1947, une proposition de loi tendant à organiser rationnellement la pratique de la chasse, **n° 1018**. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude le désensablement de la Loire moyenne pour la rendre navigable, éviter les inondations et fournir les matériaux pour la construction, **n° 1485**. — Le 6 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la chasse aux faisans le jour de l'ouverture de la chasse, **n° 1612**. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des matières premières destinées à la réparation et à la mise en état des bicyclettes, **n° 1769**. — Le 16 juillet 1947, une proposition de loi tendant à désigner démocratiquement dans chaque département : Loir-et-Cher, Cher, Loiret, des délégués qui seraient chargés : 1° de contrôler la liquidation du commissariat à la Sologne et de la Commission admi-

nistrative à la Sologne ; 2° de donner leur avis sur la répartition des crédits affectés plus spécialement à la Sologne, n° 2022. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, n° 4118. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° récupérer en Allemagne les armes de chasse transférées pendant l'occupation ; 2° mettre en vente, par priorité aux personnes spoliées, les armes de chasse encore stockées ; 3° livrer aux prioritaires victimes de ces spoliations les armes actuellement fabriquées n° 5246. — Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le plan betteravier relatif aux superficies prévu par le plan Monnet et à respecter ses engagements, n° 9233. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur un certain nombre de communes des cantons de Châtillon-sur-Loire, Briare, Gien et plus particulièrement sur les communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou, Ouzon, Beaulieu-sur-Loire, etc., n° 10052. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, au titre de la S. N. C. F., les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des Etablissements : Ateliers de réparations de matériel ferroviaire de Saint-Denis-de-l'Hôtel (Loiret), afin d'assurer l'activité normale du personnel de cette entreprise et d'éviter tout nouveau licenciement, n° 10858. — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des garages de bicyclettes dans les gares de la S. N. C. F., et à instituer, en faveur des travailleurs bénéficiant de cartes hebdomadaires, mensuelles ou annuelles de travail, une carte d'abonnement de consigne de bicyclette à tarif réduit, n° 11234. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire que les chars militaires en ródage empruntent les routes nationales, départementales et communales de la Beauce en raison de la déprédation qu'ils occasionnent à celles-ci, n° 12640. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à rétablir les dispenses d'appel sous les drapeaux

en faveur des jeunes exploitants agricoles orphelins, n° 12641.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2493) ; — sur la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*), **ECONOMIE NATIONALE** : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2658, 2659, 2660). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires ; Art. 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les anciens combattants et anciens prisonniers de guerre* [12 août 1947] (p. 4276) ; *le maintient* (ibid). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition du Gouvernement et sa politique générale (*Impôt sur les bénéfices agricoles*) [27 novembre 1947] (p. 5155) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 4 : *Amendement de M. Lamps tendant à élever l'abattement à la base de 60.000 francs à 84.000 francs pour les commerçants sous le régime du forfait* [22 avril 1948] (p. 2188, 2189) ; — de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur : *Discussion générale* [9 juillet 1948] (p. 4557, 4558, 4559) ; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel accordant des dégrèvements plus importants aux agriculteurs taxés sur le bénéfice imposable au lieu du bénéfice net* (p. 4561) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5136) ; Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 5136, 5137) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; **Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES** ; Chap. 501 : *Dépenses pour les foires à l'étranger* [2 août 1948] (p. 5201) ; Chap. 502 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour subventions aux chambres de commerce à l'étranger* (p. 5201) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 73 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à une taxe sur les*

*artisans* [20 août 1948] (p. 6086); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8303); — du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à rendre le droit de vote aux personnes condamnées pour des délits de droit commun* [18 février 1949] (p. 678). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix de la betterave industrielle [20 janvier 1950] (p. 418); la développe (*Ses observations sur le prix de la betterave, les bénéfices des raffineries, la saturation du marché du sucre, la réduction de la superficie cultivée en betteraves*) [17 février 1950] (p. 1225, 1226). — Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu*) [24 février 1950] (p. 1495). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi portant prorogation de la loi sur l'organisation de la marine marchande* [24 février 1950] (p. 1454). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2753, 2754); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1 franc les crédits pour les indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* [13 juin 1950] (p. 4697, 4698); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 3140 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour le matériel de l'Institut national de la statistique (Création d'un fichier automobile)* [16 juin 1950] (p. 4944); — du projet de loi relatif à l'aide à la construction; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter de 41 à 120 milliards le montant des prêts pour la construction d'habitations à loyer modéré* [4 août 1950] (p. 6659); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 2 : *Son amendement tendant à diminuer les sanctions en cas de fraude* [4 août 1950] (p. 6687); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5010 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les subventions au centre scientifique du bâtiment* [15 décembre

1950] (p. 9170); Chap. 6010 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 5 millions les crédits pour honoraires d'avoués et frais judiciaires (Scandale de Gien)* (p. 9171, 9172); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes de contrôleurs)* [25 avril 1951] (p. 3959); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Licenciement d'auxiliaires)* (p. 3960); P. T. T., Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le rattachement des abonnés au téléphone (Installation du général Young à Orléans)* [2 mai 1951] (p. 4479); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Installations du général Young à Orléans et sanas de La Chapelle Saint-Mesmin)* [4 mai 1951] (p. 4551, 4552, 4553). — Dépose une demande d'interpellation sur l'occupation par les troupes américaines de certains locaux militaires et civils dans le département du Loiret [11 avril 1951] (p. 3114). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 11 : *Son amendement relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par les propriétaires sinistrés* [13 avril 1951] (p. 3279, 3280). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident survenu aux chantiers Michelin à La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret) le 19 avril 1951 [24 avril 1951] (p. 3851); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, COMMUNICATIONS : *Prêts à la S.N.C.F.* [6 mai 1951] (p. 4694).

**RIGAL (M. Eugène)**, Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40); — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des finances [3 décembre 1947] (p. 5451), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950]



(p. 300) ; de la Commission de l'intérieur [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678), [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de loi tendant à élever la somme limite relative au cumul de retraites et de rémunérations publiques, **n° 5**. — Le 4 décembre 1946, une proposition de loi tendant à augmenter l'abattement accordé aux deux premiers gérants des sociétés à responsabilité limitée, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, **n° 7**. — Le 4 décembre 1946, une proposition de loi tendant à élever, dans l'intérêt des petits commerçants et prestataires de services, le chiffre d'affaires annuel au-dessous duquel il leur sera possible d'être admis au régime du forfait en matière d'impôt de bénéfices industriels et commerciaux (3 millions de francs pour ceux qui vendent des marchandises, 1 million de francs pour les autres redevables), **n° 8**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à augmenter les maxima de réductions pour charges de famille en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles, d'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales et d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 83**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, dans un but d'économie budgétaire, à faire gérer par les agents d'assurances, sous l'égide de la sécurité sociale, les risques « accidents du travail », **n° 86**. — Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à lutter contre la fraude fiscale, en réintégrant dans les bénéfices ou revenus imposables : les achats, salaires et frais généraux d'un montant supérieur à 10.000 francs qui n'auraient pas fait l'objet d'un paiement par chèque bancaire, **n° 158**. — Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à corriger une injustice fiscale en permettant la déductibilité de l'impôt cédulaire en matière d'impôt sur les bénéfices des professions agricoles, des professions commerciales et non commerciales, **n° 159**. — Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant, dans un but de justice fiscale, à permettre la déductibilité de l'impôt en matière d'impôt général sur le revenu afin

d'éviter que tous les contribuables payent l'impôt sur l'impôt, **n° 160**. — Le 5 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence, dans l'intérêt des commerçants et industriels, les provisions pour renouvellement de stock, **n° 822**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter l'exonération prévue pour le calcul de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en faveur de deux associés commandités, dans les sociétés en commandite simple qui ont exercé l'option, **n° 2578**. — Le 9 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'autorisation de port d'arme aux convoyeurs de fonds appartenant aux entreprises privées, **n° 2809**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à réduire provisoirement certains droits d'enregistrement, en vue de favoriser la fusion et la concentration des sociétés, **n° 3093**. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions du décret n° 48-97 du 14 janvier 1948 concernant les modalités d'application du prélèvement exceptionnel de la lutte contre l'inflation, **n° 3259**. — Le 5 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, **n° 3260**. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à prohiber toute application rétroactive des modifications aux tarifs de prestations de gaz et d'électricité, **n° 3542**. — Le 4 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur 47 propositions de loi et 22 propositions de résolution tendant à apporter des aménagements à la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et au décret du 14 janvier 1948 pris pour son application, ainsi qu'à la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, **n° 3667**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis, transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à apporter certains aménagements à la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, **n° 3754**. — Le 19 mai 1948, un rapport au nom

de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements aux lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 4257. — Le 19 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Blocquaux et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui n'ont pas souscrit dans les délais prescrits aux deux premières tranches, de se libérer par une souscription unique supérieure de 10 0/0 au montant de leur imposition, n° 4261. — Le 25 mai 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements aux lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 4303. — Le 25 mai 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Blocquaux et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui n'ont pas souscrit dans les délais prescrits aux deux dernières tranches, de se libérer par une souscription unique supérieure de 100 0/0 au montant de leur imposition, n° 4304. — Le 8 juillet 1948, un rapport collectif au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : I. de M. Bruyneel et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 ; II. de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 le délai de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 ; 2° à modifier l'article 7 de la loi du 12 mars 1948 sur le prélèvement exceptionnel, n° 4909. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée

par l'Assemblée Nationale tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, modifiée par la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, n° 5099. — Le 12 août 1948, une proposition de loi tendant à autoriser, sous certaines conditions, le cumul de la profession de pharmacien, de médecin, de dentiste ou de vétérinaire, n° 5244. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la Commission parlementaire de la réforme fiscale qui est dans l'impossibilité matérielle d'étudier et de parfaire le projet ébauché par les services du Ministère des Finances, n° 5679. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 la date de mise en application de la Réforme fiscale fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1949 par l'article 5, paragraphe 2°, de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948, n° 5717. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à faire remettre d'urgence à tous les parlementaires et notamment aux membres des Commissions des finances les statistiques détaillées des impôts directs par catégories de contribuables et par départements, pour les exercices 1946, 1947 et 1948, afin de leur permettre d'étudier en toute connaissance de cause le projet de réforme fiscale, n° 5750. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier le fonctionnement des Commissions paritaires de prélèvement, n° 5767. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Pauly, Conseiller de la République, et plusieurs de ses collègues, tendant à apporter certains aménagements à la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 5768. — Le 21 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans son projet de décret portant Réforme fiscale l'obligation de s'adresser aux notaires pour la rédaction de certains actes qui actuellement peuvent être rédigés sous seings privés, n° 5885. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi tendant à prescrire au Gouvernement de décréter ou de prévoir dans un projet de loi certaines mesures efficaces pour la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et pour l'organisation du contrôle,

**n° 6157.** — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances : 1° sur la proposition de loi de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 84 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale ; 2° sur les propositions de résolution : a) de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1949 la date à laquelle doivent être souscrites les déclarations relatives aux revenus encaissés au cours de l'année 1948 ; b) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars la date limite avant laquelle les contribuables devront déposer les déclarations relatives à l'imposition des revenus de l'année 1948 ; c) de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un supplément de délai pour la remise de leurs déclarations de revenus ; d) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars le terme assigné aux déclarations requises des contribuables pour la déclaration de leur revenu global, **n° 6564.** — Le 2 mars 1949, une proposition de loi tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0/0 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48 1986 du 9 décembre 1948), **n° 6624.** — Le 2 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 212 du décret du 9 décembre 1948, n° 48-1986, portant réforme fiscale, qui frappaient de nullité certains actes de cession de parts sociales, **n° 6625.** — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1949, **n° 6708.** — Le 29 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 avril 1949 le délai de déclaration des bénéfices industriels et commerciaux des entreprises ayant terminé leur exercice avant le 31 décembre 1948 et qui, désirant procéder à la révision du bilan de 1948, auront avisé l'Inspecteur des Contributions directes de leur intention avant le 10 avril 1949, **n° 6869.** — Le 1<sup>er</sup> avril 1949, un rapport au nom de la Commission des

finances sur : I. le projet de loi tendant à accorder certaines facilités aux redevables du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à prévoir une procédure particulière pour l'examen des demandes en remise ou en modération des majorations d'impôts prévues par l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 ; II. les propositions de loi : 1° de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 9 *ter* de la loi n° 808 du 12 mars 1948 instituant un prélèvement exceptionnel et à modifier ladite loi ; 2° de MM. Barrot, Bergeret, Eugène Bigal tendant à accorder un délai supplémentaire aux assujettis au prélèvement exceptionnel pour demander la remise ou la modération de leur imposition, **n° 6919.** — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à accorder certaines facilités aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et instituant une procédure spéciale pour l'examen des demandes en remise ou en modération des majorations d'impôts prévues par l'article 3 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts, **n° 7047.** — Le 21 juin 1949, une proposition de loi tendant à amorcer une véritable réforme de la fiscalité française, en décidant l'abrogation de la surtaxe progressive — ancien impôt général sur le revenu — instituée par les articles 3, 59 et suivants du décret du 9 décembre 1948, **n° 7556.** — Le 28 juin 1949, une proposition de loi tendant à réviser les patentes de 1949, arbitrairement augmentées grâce à des circulaires de l'Administration, dont la dernière, en date du 6 janvier 1949, a été rédigée en violation de l'article 4 de la loi n° 48 2900 du 31 décembre 1948, **n° 7647.** — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 45, 49, 50 et 22 de la Constitution, **n° 8235.** — Le 22 novembre 1950, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 ; Etat C : Caisse nationale d'épargne **n° 8426 (annexe n° 29).** — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à supprimer du projet de loi de finances 1950, (n° 8336), les impôts nouveaux et les majorations d'impôts et à leur substituer des mesures susceptibles d'amorcer une vraie réforme fiscale et de procurer dès 1950 des ressources suffisantes, notamment grâce à la « Réévaluation obligatoire des bilans », n° 8458. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée en vue de réserver cette forme de société aux petites et moyennes entreprises et aux associations à caractère familial, n° 8535. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à porter de 24 0/0 à 27 0/0 le taux de la taxe sur les sociétés due par certaines sociétés, n° 8536. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à instituer, pour les exercices clos en 1949, la réévaluation obligatoire des bilans, n° 8537. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la constitution d'une Commission de la révision de la Constitution, n° 9033. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à instituer pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale le scrutin de liste majoritaire à deux tours dans le cadre du département, avec maximum de six candidats par liste, détermination du nombre de sièges en fonction de la population, répartition proportionnelle des sièges en fonction des résultats du second tour si la majorité absolue n'est pas atteinte, panachage, vote obligatoire et interdiction de nouvelles candidatures après le premier tour, n° 9962. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à reporter du 15 novembre au 15 décembre 1950 la majoration de 10 0/0 applicable aux cotisations comprises dans les rôles mis en recouvrement durant les mois de mai, juin, juillet et août 1950, n° 11142. — Le 3 février 1951, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 74 du Règlement, n° 12072. — Le 17 février 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 12069) tendant à modifier l'article 74 du Règlement; 2° de M. Eugène Rigal (n° 12072) tendant à modifier l'article 74 du Règlement; 3° de M. Gosset (n° 12102) tendant à modifier l'article 74 du Règlement, n° 12258.

— Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 12279) de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter l'Assemblée Nationale à confirmer la décision prise par elle le 29 novembre 1950, invitant l'Assemblée de l'Union française à donner son avis sur la proposition de loi n° 10616 de M. Benchenouf, n° 12950. — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'imposition de certains indemnités de dommages de guerre, n° 13055.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils) ; **LOI DE FINANCES**, Art. 22 : *Son amendement relatif au forfait pour l'impôt sur les B.I.C.* [21 décembre 1946] (p. 226) ; *le retire* (p. 227) ; *Son amendement tendant à accorder un délai au contribuable pour renoncer au forfait* (ibid.) ; Art. 23 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à porter à 4 millions et 1 million les chiffres au-dessous desquels les contribuables sont admis au forfait* (p. 231) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 24 relatif aux déclarations à faire par les petits commerçants* (ibid.) ; Art. 25 : *Son amendement relatif à la suppression de cet article* (p. 233) ; *le retire* (p. 233) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 234) ; *le retire* (p. 234) ; Art. nouveau : *Son amendement tendant à supprimer l'imposition des fonds de commerce en cas de cession* (p. 234) ; Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 235) ; *le retire* (p. 236) ; Art. nouveau (suite de l'art. 37) : *Son amendement tendant à élever le chiffre de la réduction pour charges de famille* [22 décembre 1946] (p. 246) ; *le retire* (ibid.) ; Art. nouveau (suite de l'art. 37) : *Son amendement tendant à ne retenir comme revenu imposable que le revenu net de tout impôt* (p. 248) ; *le retire* (p. 248) ; Art. 43 : *Retiré son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 249). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite ; Art. 5 : *Amendement de M. Pineau tendant à maintenir les indemnités payées pour les heures supplémentaires comprises entre*

40 et 45 heures [31 janvier 1947] (p. 139). — Son rapport sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1605, 1606), [31 juillet 1947] (p. 3808). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant fixation de l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 ; Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à calculer les provisions pour renouvellement de stock d'après les coefficients en vigueur en 1945* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3859) ; *Son amendement tendant à abroger l'article 26 du Code des impôts directs* (ibid.) ; *Son amendement tendant à accorder au contribuable taxé sur forfait le droit de demander à être imposé sur le bénéfice réel* (p. 3859) ; *Son amendement tendant à modifier le calcul des impôts cédulaires* (p. 3863) ; *Son amendement tendant à déduire des revenus imposables les impôts payés pour l'an précédent* (p. 3864) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 ; Art. 2 : *Allocation spéciale aux militaires* [28 novembre 1947] (p. 5228) ; — d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement, en qualité de Rapporteur [29 novembre 1947] (p. 5260, 5261) ; Article unique : *Amendement de M. Demusois tendant à n'accorder qu'une seule fois à un groupe de cinquante députés le droit de demander un scrutin public à la tribune* (p. 5264) ; *Deuxième amendement de M. Demusois tendant à permettre aux députés demandant un scrutin public à la tribune d'avoir pour co-signataires des députés d'autres groupes* (p. 5266) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5609) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Amendement de M. Delachenal tendant à utiliser le système employé pour l'impôt général sur le revenu* [22 décembre 1947] (p. 6105, 6106) ; *Son amendement tendant à exonérer la part de bénéfices allant de 1 à 32.000 francs* (p. 6106) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendements de MM. Mallez et Ribeyre tendant à faire porter le prélèvement sur les bénéfices réels et non sur le chiffre d'affaires* (p. 6109, 6110) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6671) ; —

du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 74 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6455) ; Art. 10 : *Taux et base de l'impôt général sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6574) ; Art. 74 bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 6579) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [3 janvier 1948] (p. 15, 16) ; *Amendements de MM. Duclos et Schauffler tendant à exonérer les artisans* (p. 17) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de Rapporteur [5 mars 1948] (p. 1411, 1412, 1413, 1414) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Duclos et Viollette relatifs au fractionnement de l'emprunt* [6 mars 1948] (p. 1459, 1460) ; *Modification de la date d'émission de l'emprunt* (p. 1462) ; Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* [7 mars 1948] (p. 1510) ; Art. 9 : *Révision par décret des coefficients établis* (p. 1524) ; *Amendement de M. Schauffler tendant à nécessiter l'avis des organismes professionnels* (p. 1525) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1555, 1556) ; de ces propositions de loi, amendées par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [11 mars 1948] (p. 1669, 1670) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2094) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du salaire versé par l'exploitant à son conjoint du bénéfice net imposable* [22 avril 1948] (p. 2175) ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Auguet tendant à déduire dans la limite de 150.000 francs le salaire versé par l'exploitant à son conjoint du bénéfice imposable* (p. 2188) ; Art. 4 : *Amendement de M. Lamps tendant à élever à 84.000 francs l'abattement pour les commerçants soumis au forfait* (p. 2189) ; *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt en cas de cession ou vente d'entreprise* (p. 2189) ; Art. 13 : *Son amendement relatif au salaire du conjoint inférieur à 200.000 francs* [23 avril 1948] (p. 2228) ; Art. 13 bis : *Ses explications de vote sur la demande de disjonction* (p. 2229) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à déduire des revenus imposables de l'an suivant la moitié de l'impôt sur le revenu*

(p. 2233, 2234) ; *Son amendement tendant à exempter d'impôt les gratifications aux vieux travailleurs* (p. 2235) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à permettre la constatation des changements de nature de culture dès 1948* (p. 2257). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 avril (*taxation des bénéfices agricoles*) [29 avril 1948] (p. 2332). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Blocquaux relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1948] (p. 2788) ; — sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos relative aux lois modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1948] (p. 2790) ; Article unique : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2792) ; — sur le projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter la durée du mandat de l'administrateur spécial* [25 juin 1948] (p. 3976, 3977) ; *le retire* (ibid.) ; — sur la proposition de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et l'emprunt libérateur, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4208, 4209, 4210) ; — sur les projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Commission de la réforme fiscale* [6 juillet 1948] (p. 4351) ; — sur la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur, en qualité de *Rapporteur* [9 juillet 1948] (p. 4557) ; sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1948] (p. 5136) ; Article unique : *Amendements de MM. Gozard, Rigal et Rollin tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 5137) ; — sur le projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, FINANCES, Chap. 112 : *Amendement de M. Auguet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contrôleurs des dépenses engagées*, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 juillet 1948] (p. 5171) ; Chap. 126 : *Comptables du Trésor* (p. 5172) ; Chap. 141 : *Personnel de l'Administration du domaine, de l'enregistrement et du timbre* (p. 5173) ; Chap. 302 : *Matériel de l'Administration centrale* (p. 5176) ; Chap. 360 : *Rajustement d'indemnités représentatives de frais* (p. 5178) ; P. T. T., en qualité de *Rapporteur suppléant* (p. 5179) ; CAISSE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur*

*suppléant* (ibid.) ; Art. 5 bis : *Demande de rétablissement de l'article relatif à la Caisse de compensation des combustibles minéraux* [6 août 1948] (p. 5460) ; Art. 14 : *Recrutement du personnel de l'Entr'aide française et de la Croix-Rouge* (p. 5461, 5462) ; Art. 17 : *Amendement de M. Girard relatif aux fonctionnaires des départements d'outre-mer* (p. 5462) ; Art. 28 ter : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre l'article disjoint relatif à la fusion des corps de contrôle de l'économie nationale* (p. 5465) ; Art. 33 : *Demande de rétablir l'article relatif au C. N. E. T.* (p. 5466) ; — sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5644, 5645, 5646, 5647) ; *Son amendement tendant à établir un plan de réforme fiscale* (p. 5663, 5664) ; *le retire* (p. 5664). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. R. Schuman) : *Politique financière du précédent Gouvernement Schuman* [31 août 1948] (p. 6417). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6621, 6622, 6623, 6624) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos* (p. 6645, 6646) ; Art. 1<sup>er</sup> A : *Sous-amendement de M. Denais tendant à supprimer la surtaxe sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 6657, 6658) ; *Son sous-amendement tendant à substituer « imposable » à « cotisable »* (p. 6660) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à tenir compte de la valeur du loyer, non de la valeur locative* (p. 6664) ; *Amendement de M. Rollin relatif aux domestiques incapables de travaux de force* (p. 6666) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à baisser le taux de l'impôt sur les véhicules des sociétés* (p. 6669) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire la taxe de moitié pour les véhicules ayant été achetés avant 1940* (p. 6686). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement au sujet du projet de réforme fiscale [18 novembre 1948] (p. 7116). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la réforme fiscale et les questions budgétaires* [23 novembre 1948] (p. 7166, 7167) ; — sur le dépôt de sa proposition de résolution tendant à dissoudre la Commission parlementaire de la réforme fiscale [2 décembre 1948] (p. 7326). — Prend part à la discussion ;

de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à dissoudre la Commission parlementaire de la réforme fiscale : *Urgence* [2 décembre 1948] (p. 7357 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la réforme fiscale, la lenteur de la préparation du budget, l'augmentation des impôts)* [10 décembre 1948] (p. 7545 et suiv.). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance du 10 décembre 1948 : *Ses observations sur l'omission de ses interruptions et le vote de M. Garet lors du scrutin contre l'adoption de la procédure d'urgence pour l'examen du budget* [14 décembre 1948] (p. 7566) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations sur l'absence des députés qui devaient assister aux funérailles de M. Cudenet* [22 décembre 1948] (p. 7854, 7855). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7893) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8087, 8088, 8089, 8090, 8091). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la modification de l'article 34 du règlement* [24 février 1949] (p. 872). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution demandant le report du délai pour les déclarations fiscales, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1949] (p. 875, 876, 877) ; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1949] (p. 1338, 1339) ; — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Rapporteur* [6 avril 1949] (p. 2125, 2126) ; Art. 3 : *Amendement de M. Garcia tendant à ne pas pénaliser les contribuables devant payer plus de 25.000 francs* (p. 2128) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne modifier que la forme* (p. 2129) ; Art. 5 : *Amendement de M. Schauflier tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime du forfait, un délai supplémentaire pour acquitter le prélèvement* (p. 2133) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la

République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2473, 2474) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget de la Caisse nationale d'épargne, en qualité de *Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2187). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour : *Fixation de la date de rentrée parlementaire au 17 mai* [14 avril 1949] (p. 2492) ; — le procès-verbal de la séance : *Usage du droit à la parole pour des explications de vote* [18 mai 1949] (p. 2575, 2576). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement de la taxe locale : *Demande de renvoi à la Commission de l'intérieur présentée par M. Dreyfus-Schmidt* [20 mai 1949] (p. 2751) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre l'article en supprimant la diminution d'impôt pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires en 1949* [2 juin 1949] (p. 3065, 3066) ; le retire (p. 3067) ; Art. 30 : *Demande de disjonction de l'article présenté par M. Pleven* (p. 3075) ; Art. 31 : *Prescription pour les déclarations concernant l'impôt de solidarité* (p. 3076) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Rapporteur* [16 juin 1949] (p. 3403) ; — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez : *Discussion générale* [22 juin 1949] (p. 3636, 3637) ; — d'une proposition de loi portant revision du montant des patentes en 1949 : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3995, 3996) ; Article unique : *Contre-projet de M. Auguet tendant à retenir pour base de calcul la valeur locative fixée en 1948* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4006, 4007) ; *Son contre-projet tendant à tenir compte pour le calcul de la patente de la valeur locative en 1948* (p. 4012) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 10 bis : *Son sous-amendement tendant à accélérer le recouvrement des rôles de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [21 juillet 1949] (p. 4980) ; Art. 42 : *Sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à substituer le taux de 2 0/0 à celui de 2,70 0/0* [23 juillet 1949] (p. 5116) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à appliquer la taxe locale aux chantiers navals* [24 juillet 1949] (p. 5151) ; Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5157, 5158) ; en qualité de *Rapporteur spécial* (p. 5163, 5164, 5165, 5166) ; Art. 13 B : *Taxe sur les plus-values provenant*

de la cession d'éléments d'actifs immobilisés (p. 5166, 5167); Art. 17 : Amendement de M. Dusseaulx tendant à maintenir comme dettes sociales les impositions comprises dans les rôles au nom des gérants (p. 5187, 5188); Art. 31 : Amendement de M. Dusseaulx tendant à abroger l'article 212 du décret portant réforme fiscale (p. 5194); Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 5195); Art. 31 B : Demande de disjonction présentée par le Gouvernement (p. 5195); Nouveau texte présenté par la Commission [25 juillet 1949] (p. 5205, 5206); Art. 31 : Enregistrement des actes sous seing privé portant cession de parts d'intérêts (p. 5210); Son amendement relatif au délai d'établissement des formules pour l'enregistrement de ces actes (p. 5221); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [30 juillet 1949] (p. 5636); Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les divers dégrèvements accordés) (p. 5648, 5649). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Ses observations sur le programme de M. Moch [13 octobre 1949] (p. 5789, 5790); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer [20 octobre 1949] (p. 5902). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations-gérançes de fonds de commerce : Discussion générale [8 novembre 1949] (p. 6014); Art. 2 : Son amendement tendant à faire publier l'acte dans les dix jours suivant la date de son enregistrement (p. 6015); Son amendement tendant à supprimer les troisième et cinquième alinéas prévoyant l'insertion au Bulletin officiel du Registre du commerce (p. 6015); Art. 3 : Son amendement relatif au délai d'immatriculation du contrat de location-gérance (p. 6016); Art. 6 : Son amendement tendant à supprimer les articles 6, 7, 8 et 9 (p. 6016); Art. 10 : Amendement de M. Wasmer tendant à prévoir une indemnité de plus-value à la sortie du bail (p. 6017). — Dépose une demande d'interpellation : sur les intentions du Gouvernement en matière de révision constitutionnelle spécialement pour l'investiture du Président du Conseil et l'immunité parlementaire [15 novembre 1949] (p. 6135); — sur la politique du Gouvernement à l'égard des petites et moyennes entreprises [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6531); — sur les intentions du Gouvernement au sujet de la taxe

locale [13 décembre 1949] (p. 6794). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (Son amendement à la motion de M. Lamps tendant à spécifier le désaccord « persistant » entre la Commission et le Gouvernement) [19 décembre 1949] (p. 7006); Discussion générale (Ses observations sur la révision de la Constitution, les réformes fiscales nécessaires et la réévaluation des bilans des sociétés) [21 décembre 1949] (p. 7099, 7100, 7101); Art. 2 : Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de la France d'outre-mer pour les fonctionnaires d'autorité [26 décembre 1949] (p. 7275); Article additionnel : Amendement de M. Bourges-Maunoury tendant à dispenser les sociétés du versement de l'acompte trimestriel [27 décembre 1949] (p. 7368, 7369); Art. 24 : Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation (p. 7385, 7386); Art. 27 : Son amendement tendant à supprimer l'article créant un impôt sur les bénéfices non distribués (p. 7395, 7396, 7397, 7398); Art. 32 : Mise en application du plan de lutte contre la fraude (p. 7401); Art. 36 : Son amendement tendant à exiger des statistiques financières mensuelles (p. 7403); Art. 27 : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article créant un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés [30 décembre 1949] (p. 7608, 7609); Son sous-amendement tendant à modifier le taux de la taxe additionnelle au droit d'apport en société en cas d'incorporation de la réserve spéciale de réévaluation pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1950 (p. 7613); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [29 janvier 1950] (p. 748, 749); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Emile Hugues tendant à autoriser une surtaxe de 25 0/0 dans les villes touristiques ou de plus de 25.000 habitants [29 décembre 1949] (p. 7533); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 16 ter : Assimilation des incorporations de bénéfice au capital à des incorporations de réserves [31 décembre 1949] (p. 7660, 7661); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : Sous-amendement de M. Tourtaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève [3 mars 1950] (p. 1825). —



Dépose une demande d'interpellation : sur une décision de l'administration exigeant une pénalité de 10 0/0, lorsque les acomptes payés par les sociétés se révèlent insuffisants du fait du redressement effectué postérieurement par l'administration [7 juin 1950 (p. 4399)]; — sur les réclamations faites par l'administration de l'enregistrement exigeant le paiement rétroactif de la taxe de 10 0/0 sur les bénéfices de 1948 incorporés directement au capital [7 juin 1950] (p. 4399). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur* [14 juin 1950] (p. 4795); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Fixation du montant total des trois majorations de 1950 au double de la majoration versée en janvier 1949* [22 juin 1950] (p. 5155). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : (*Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5311, 5312); — à la discussion d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution; Article unique : *Révision de l'article 45 relatif à la majorité constitutionnelle* [30 novembre 1950] (p. 8366). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement concernant le budget 1951 pour lequel les deux tiers des fascicules de dépenses n'ont pas encore été soumis à la Commission [9 décembre 1950] (p. 8894). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la loi de finances*) [12 décembre 1950] (p. 8960); *Discussion de la réforme électorale* [19 décembre 1950] (p. 9292). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle demandant l'ajournement du débat* [21 décembre 1950] (p. 9431, 9432); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Oppose la question préalable* [27 décembre 1950] (p. 9661, 9662, 9663); *la retire* (p. 9663); *Son contre-projet tendant à reprendre le texte de la lettre rectificative du Gouvernement* [28 décembre 1950] (p. 9749, 9750); *le retire* (p. 9750); *Explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9935, 9936); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote*

*sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 292); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 4 : *Amen- dement de M. Cristofol tendant à faire voter un projet relatif à la taxe locale avant le 31 mars 1951* [5 janvier 1951] (p. 226). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour restaurer le crédit public [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 616). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum, en qualité de *Rapporteur* [21 février 1951] (p. 1429, 1430, 1431); Article unique : *Contre-projet de M. Legendre tendant à faire constater au début de chaque séance la présence de la majorité absolue des députés* (p. 1456); *Amendement de M. Hugonier tendant à renvoyer, en cas d'absence du quorum, la séance suivante à une heure plus tard* (p. 1469); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à prévoir un scrutin de liste départemental avec panachage, vote obligatoire et deux tours (Système Coty)* [23 février 1951] (p. 1573, 1574); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas attribuer plus de 6 sièges à une circonscription électorale* [15 mars 1951] (p. 1994); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir la présentation d'un ou de plusieurs candidats* [21 mars 1951] (p. 2325, 2326); Art. 16 bis : *Son amendement relatif au panachage et au vote préférentiel* (p. 2427, 2428); *le retire* (p. 2429). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Incidents de la Sarre*) [17 avril 1951] (p. 3407). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative au taux de l'impôt sur les sociétés [27 avril 1951] (p. 4120); — à M. le Ministre du Budget une question relative à la transformation de société à responsabilité limitée en société en nom collectif [11 mai 1951] (p. 5046). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [8 mai 1951] (p. 5502); Art. 5 : *Son amendement tendant à élever le plafond du forfait à 8 millions pour les entreprises industrielles et commerciales* (p. 5509); Art. 12 : *Amendement de M. Paumier tendant à porter à 36 0/0 le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 5517); Art. 14 septièm D : *Son amendement tendant à substituer le 1<sup>er</sup> janvier 1952 au*

1<sup>er</sup> octobre 1951 (p. 5526); Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer l'article 14 octies à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952* (p. 5527). — S'excuse de son absence [12 août 1948] (p. 5722), [28 janvier 1949] (p. 217), [4 juillet 1949] (p. 4135), [4 janvier 1950] (p. 82), [29 juillet 1950] (p. 6197), [3 janvier 1951] (p. 62). — Obtient des congés [12 août 1948] (p. 5722), [4 juillet 1949] (p. 4135); [4 janvier 1950] (p. 82), [29 juillet 1950] (p. 6197), [3 janvier 1951] (p. 62).

**RINCENT (M. Germain)**, *Député de l'Aube.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre ; de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la production industrielle [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des moyens de communication, [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 84); de la Commission de l'agriculture [31 mai 1949] (p. 3010); [17 janvier 1950]; (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 1329). — Est désigné pour les fonctions du juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à la titularisation par promotion des élèves des écoles normales d'instituteurs, **n° 1445**. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs et agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Aube, **n° 2345**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 47-1091 du 19 juin 1947 modifiant et complétant l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, **n° 2716**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le pourcentage des réductions de personnel opérées au sein de la Direction générale de l'Éducation physique, des Sports et de la Jeunesse par le décret du 2 janvier 1948, **n° 3112**. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi portant réforme du cadre principal des agents des télécommunications relevant du Secrétariat d'État aux Postes, télégraphes et téléphones, **n° 3980**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réforme du cadre principal des Agents des télécommunications relevant du Secrétariat d'État aux Postes, Télégraphes et Téléphones, **n° 4810**. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions décidée par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à verser de toute urgence les acomptes fixés par les décrets n° 48-1575 du 9 octobre 1948 et 49-45 du 12 janvier 1949, **n° 6752 (rectifié)**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à allouer aux professeurs d'écoles normales pour sujétions inhérentes à leur emploi une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, **n° 7474**. — Le 12 mai 1950, une proposition de loi tendant à promouvoir la transformation de distilleries de betteraves en sucreries et à assainir les marchés de l'alcool et du sucre, **n° 9950**. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain collectif de l'exercice 1950 (dépenses de fonctionnement des services civils) les crédits nécessaires à l'attribution de nouvelles bourses aux élèves des cours complémentaires et au relèvement du montant de celles qui sont actuellement accordées, **n° 11089**. — Le 22 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 8665) de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement, **n° 11751**. — Le 6 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Thamier et plusieurs de ses collègues (n° 11212) tendant à attribuer

une indemnité forfaitaire de fonction d'un montant égal à 12 0/0 du traitement moyen à chaque inspecteur primaire dès le 1<sup>er</sup> janvier 1951; 2<sup>o</sup> de M. Doutrélot et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11405) tendant à revaloriser l'indemnité dite de « frais de bureau » des inspecteurs de l'enseignement primaire, n<sup>o</sup> 12088. — Le 11 mai 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 11190) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, n<sup>o</sup> 13220. — Le 11 mai 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 5798) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge, n<sup>o</sup> 13221.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 910 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire à ce chapitre un crédit de 20 millions pour les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* [7 mars 1947] (p. 722); Chap. 911 : *Soutient l'amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire un crédit de 45 millions pour les travaux des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* (p. 723); *le retire* (p. 724); Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 732); Chap. 945 : *Soutient l'amendement de Mme Lempereur tendant à rétablir les crédits pour les maisons de jeunes* (p. 737); *le retire* (ibid); Chap. 948 : *Soutient l'amendement de Mme Lempereur tendant à rétablir les crédits accordés par le Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et des établissements d'enseignement* (p. 739); *le retire* (ibid); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3083, 3084). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 174 : *Traitements du personnel des écoles de sport* [22 juillet 1947] (p. 3401); *Indemnités aux*

*moniteurs itinérants de sport* (ibid); Chap. 367 : *Matériel d'éducation physique* (p. 3417); Chap. 370 : *Frais de transport des élèves pour l'éducation physique* (ibid); Chap. 541 : *Subventions pour organisation d'épreuves de masse* (p. 3431, 3432); Chap. 605 : *Centres de rééducation physique* (p. 3440); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à modifier la composition des commissions paritaires départementales* [6 mars 1948] (p. 1474, 1475); — de la proposition de résolution relative à l'éducation sportive et physique : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2807); — du projet de loi relatif au dégage- ment de cadres amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne pas dégager de conjoints d'un agent déjà licencié* [9 juillet 1948] (p. 4555, 4556); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique éducative* [3 août 1948] (p. 5238, 5239, 5240, 5241); Chap. 136 : *Ecoles normales primaires (Surveillants)* (p. 5266); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires; Art. 2 : *Son amendement tendant à laisser aux instituteurs le choix du département* [28 janvier 1949] (p. 221, 222); *le retire* (p. 222); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1949* (p. 222, 223); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 224); — du projet de loi portant au orisation de dépenses d'investissements; Article additionnel : *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1417); *Sous-amendement de M. Hamon tendant à fixer la subvention de l'Etat à 85 0/0 du total des dépenses de constructions scolaires* (p. 1419); *Sous-amendement de M. Hamon tendant à prévoir une subvention de 100 0/0 pour la construction d'écoles dans les communes sinistrées* (p. 1420); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2033, 2034, 2036); Chap. 539 : *Œuvres post-scolaires; maisons de la culture et associations d'éducation populaire* (p. 2088, 2089); *Son amendement tendant à*

supprimer le chapitre (p. 2090); — d'une proposition de résolution relative aux répartitions de farine panifiable : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2949, 2950); — d'une proposition de résolution relative aux billets collectifs des organisations de jeunesse et de plein air : *Discussion générale* [17 juin 1949] (p. 3465); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Urgence* [10 novembre 1949] (p. 6044); *Discussion générale* (p. 6055, 6056); *Sa demande de modification de forme* (p. 6060); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 : *Son rappel au Règlement (Interprétation de la disjonction de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles)* [31 décembre 1949] (p. 7639). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur la date de la suite du débat sur les prix agricoles*) [26 janvier 1950] (p. 517, 518); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Interruption des travaux parlementaires*) [2 février 1950] (p. 894). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Ses explications de vote sur la proposition* [23 février 1950] (p. 1320); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la betterave, l'alcool carburant, la production de sucre)* [24 février 1950] (p. 1473, 1474, 1475); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales des services agricoles* [24 mai 1950] (p. 3888, 3889); Chap. 3550 : *Amendement de M. Cerclier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses (Réorganisation de la chasse)* [25 mai 1950] (p. 3934); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Administration académique (Reclassement des inspecteurs primaires)* [23 juin 1950] (p. 5223); Chap. 1390 : *Personnel des écoles normales primaires* (p. 5235, 5236); Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (ramassage des élèves)* (p. 5239, 5240); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4009, 4010, 4011); — du projet de loi relatif aux prestations familiales

agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 3 : *Augmentation du droit sur les permis de chasse* [31 juillet 1950] (p. 6255); Art. 8 : *Son amendement tendant à calculer les prestations selon un salaire de base fixé à 8.000 francs pour la Seine* (p. 6275); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS; Art. 42 : *Son amendement tendant à ne pas valider les services pour la pension au-delà de 37 ans et demi* [2 août 1950] (p. 6446); Art. 59 : *Son amendement tendant à prévoir la promotion à la classe exceptionnelle dans certains cas pour les fonctionnaires ayant atteint la limite d'âge* (p. 6453); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas limiter le Fonds national de solidarité viticole à la viticulture* [4 août 1950] (p. 6627); Art. 7 : *Son amendement tendant à étendre le Fonds national de solidarité viticole à toute l'agriculture* (p. 6645); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8163, 8164); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 14 : *Son amendement tendant à spécifier que l'amnistie n'entraîne pas de réintégration dans les emplois et fonctions publiques* [28 novembre 1950] (p. 8216); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à prévoir des cas où le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas due, est élevé à 750 francs* [6 décembre 1950] (p. 8709); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 1210 : *Ecoles d'agriculture (Vignobles champennois)* [22 décembre 1950] (p. 9528, 9529); Chap. 1620 : *Amendement de M. David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des eaux et forêts (Appellation des gardes forestiers)* (p. 9535); *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 9536); Chap. 5480 : *Encouragement aux exploitants agricoles (Multiplication des concours)* [26 janvier 1951] (p. 452); Chap. 5220 : *Demande de réserver le chapitre relatif à la ristourne pour détaxe des*

*carburants agricoles, présentée par la Commission* (p. 455, 456, 457); *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre* (p. 461); Chap. 5230 : *Disjonction du chapitre prévoyant une subvention pour les engrais azotés et les phosphates* (p. 470); Chap. 5240 : *Subvention au maïs importé* (p. 475); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement agricole* [20 avril 1951] (p. 3634, 3635); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9784, 9785). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Article additionnel : *Son amendement relatif au délai accordé au bénéficiaire du droit de préemption pour faire valoir son droit* [26 janvier 1951] (p. 448); Art. 7 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux partages postérieurs à la présente loi* [6 avril 1951] (p. 2839); Art. 11 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder la préemption au locataire si le terrain doit être bâti* (p. 2861, 2862). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au Règlement : Erreur dans le dépouillement du scrutin*) [2 février 1951] (p. 711). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 991, 992); Article additionnel : *Amendement de M. Darou tendant, dans certains cas, à abaisser la limite d'âge pour l'obtention de l'allocation* (p. 1014); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ensemble* [30 avril 1951] (p. 4393).

**RIVET (M. Paul)**, Député de la Seine (1<sup>re</sup> circonscription.)

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission

de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu : Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10.783); [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé rapporteur de la Commission chargée d'examiner des pièces concernant la condamnation de MM. Ravoahangy, Raseta et Rabemananjara, Députés [8 novembre 1949] (**F. n° 461**). — Est désigné pour figurer sur la liste des Jurés à la Haute Cour de justice. (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152); [26 janvier 1948] (p. 196); [7 décembre 1948] (p. 7390).

### Dépôts :

Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Géraud Jouve et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 700 millions pour l'équipement de la télévision, **n° 8081**. — Le 21 juin 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Cuzco, **n° 10372**.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine [7 février 1947] (p. 226); — sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; ETAT A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* [7 mars 1947] (p. 730); ETAT C, RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* (p. 778, 779). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; ETAT A, RADIODIFFUSION, Chap. 104 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions artistiques* [7 août 1947] (p. 4049); — du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits; Art. 5 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif au droit d'usage des postes de radio* [18 mars 1948] (p. 1917, 1918, 1919); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948;

ETAT A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100: *Ses observations sur la fermeture du Musée du Palais de Chaillot* [9 juin 1948] (p. 3326); Chap. 514: *Académie des sciences coloniales* (p. 3358); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 503: *Amendement de M. Pleven tendant à réduire les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* [26 juin 1948] (p. 4051); RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100: *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4140, 4141); *Son amendement tendant à rétablir au chapitre 100 les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 4146); *le retire* (ibid.); Chap. 101: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 4147); *le retire* (ibid.); Chap. 103: *Son amendement analogue au précédent* (ibid.); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Chap. 214: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des musées de France* [4 août 1948] (p. 5298); Chap. 219: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bibliothèques nationales* (p. 5299); Chap. 500: *Centre national de la recherche scientifique* (p. 5329, 5330); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la tenue à Paris de la 3<sup>e</sup> session de l'Organisation des Nations Unies: *Discussion générale* [10 juin 1948] (p. 3373, 3374, 3375); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier: *Sa demande de renvoi à la Commission de la presse* [8 août 1948] (p. 5522); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 5546); Art. 2: *Son amendement tendant à soumettre au Parlement les textes concernant la S.N.E.P.* [9 août 1948] (p. 5618). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements d'Indochine [4 février 1949] (p. 380); la développe (*Ses observations sur l'accord conclu récemment avec Bao Daï et la nécessité de traiter avec Ho-Chi-Minh*) [10 mars 1949] (p. 1513 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation sur l'Indochine* [22 février 1949] (p. 815, 816); *Son amendement tendant à fixer la discussion de cette interpellation au 25 février 1949* (p. 817). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 137: *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2034); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine: *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2780, 2781); Art. 1<sup>er</sup>: *Son contre-projet tendant à traiter avec Ho-Chi-Minh* (p. 2784); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 2: *Son amendement tendant à prévoir la représentation proportionnelle des groupes parlementaires* [9 juillet 1949] (p. 4500); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la Radiodiffusion française, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5577, 5578). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Indochine [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3: *Son amendement tendant à diminuer de 5 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7303). — Est entendu sur une communication du Gouvernement au sujet de l'affaire Revers—Mast [17 janvier 1950] (p. 283). — Prend part à la discussion: du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France: *Discussion générale (Ses observations sur l'histoire des négociations avec Ho-Chi-Minh et Bao Daï et l'attitude des puissances étrangères vis-à-vis du Viet Nam)* [28 janvier 1950] (p. 660, 664, 662, 663); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine: *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1109, 1110); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RADIO-DIFFUSION: *Discussion générale (Ses observations sur le statut de la radiodiffusion et de la télévision)* [2 juin 1950] (p. 4196, 4197, 4198); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (Ses observations sur la recherche scientifique, le rôle des musées et bibliothèques)* [23 juin 1950] (p. 5203, 5204, 5205); Chap. 2120: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Bibliothèque nationale de Paris (reclassement des gardiens de bibliothèques)* [17 juillet 1950] (p. 5492); Chap. 5000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique* [18 juillet 1950] (p. 5559, 5560); — des interpellations sur les événements d'Indochine: *Discussion générale (Ses observations sur l'échec de la reconquête et l'internationalisation possible du conflit)* [19 octobre 1950] (p. 6989, 6990); *Son ordre du jour demandant l'ouverture de*

*négociations de paix* (p. 7013) ; — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8039, 8040). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences internationales des entretiens de Washington [2 février 1951] (p. 679) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [7 février 1951] (p. 863, 864).

### ROCA (Mme Gilberte), Député du Gard.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p.38) = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élue Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommée membre de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 6 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi attribuant au Ministère de la Santé publique et de la Population un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantenaire de la mort de Pasteur, n° 465. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à permettre à la femme qui cesse son travail pour allaiter, de conserver pendant un an les droits aux prestations de la sécurité sociale, n° 2296. — Le 23 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs victimes de la grêle dans le département du Gard, n° 2481. — Le 24 décembre 1947, une proposition de loi tendant à intégrer l'allocation de salaire unique aux allocations familiales, n° 2990. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi étendant à toutes les

houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, n° 3936. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes âgés de moins de 21 ans, avec accompagnateurs à raison d'un accompagnateur pour 10 voyageurs ou fraction de 10, une réduction de 75 0/0 sur le prix des transports, n° 4418. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946, concernant les allocations prénatales, n° 5713. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Nîmes, n° 5909. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer à toutes les mères, à l'occasion de la fête des mères, une prime exceptionnelle, n° 7007. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-185 du 22 août 1946 sur les allocations familiales, n° 9899. — Le 21 juin 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1 à 46 inclus et art. 49) ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 10379. — Le 26 octobre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir les crédits du Ministère de la Santé publique et de la Population, n° 11123. — Le

15 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 11468) de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à accorder pour les fêtes de Noël un secours d'urgence de 100 kilos de charbon à tous les économiquement faibles exonérés de l'impôt sur la cote mobilière, n° 12238. — Le 9 mai 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs et agriculteurs des départements du Gard, de l'Hérault, du Lot et de l'Ardèche, victimes des gelées d'avril 1951 : 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; 2° du blocage pour la récolte 1950; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne, vergers et jardins et des impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte 1950, n° 13131 (rectifié).

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département des Pyrénées-Orientales [28 novembre 1946] (p. 27). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 415 : *Amendements de M. Savart et Mme Rabaté tendant à réduire les crédits pour l'assistance aux vieillards* [17 juillet 1947] (p. 3141); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5175 : *Son amendement relatif aux subventions aux organismes d'aide aux foyers* [27 décembre 1947] (p. 6374, 6375); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1947 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6443, 6444); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2594, 2595); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 303 : *Ecole nationale supérieure des mines* [18 juillet 1948] (p. 4808); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les assistantes sociales et les contrôleurs sanitaires* [29 juillet 1948] (p. 5047); *le retire* (p. 5048); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré

sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1886); — d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire présider le comité départemental par le Président du Conseil général* [16 décembre 1949] (p. 6965); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer le comité départemental au préfet* (p. 6966, 6967); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase* (p. 6967); Art. 10 : *Son amendement relatif à l'application de la loi dans chaque commune* (p. 6969); — du projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'entraide sociale; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans ce conseil le président de l'Union nationale des associations familiales* [28 février 1950] (p. 1537); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe B prévoyant six personnes choisies en raison de leur activité sociale* (p. 1537); — du projet de loi relatif à la fête des mères : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3693, 3694). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents survenus à Aimargues (Gard) le 19 mai entre la police et les ouvriers agricoles [24 mai 1950] (p. 3861). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, SANTÉ PUBLIQUE, Chap. 9000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les hôpitaux de France* [20 juillet 1950] (p. 5688, 5689); — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 novembre 1950] (p. 8252); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Section viticole du fonds national de solidarité agricole (Droit sur le vin)* [23 décembre 1950] (p. 9589). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation de bases atomiques dans la région de Nîmes [20 mars 1951] (p. 2213).

**ROCHET (M. Waldeck)**, Député de Saône-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Com-



mission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu Président de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803). Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299) [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale [*J. O.* du 28 mai 1947] (p. 4891).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à consolider la propriété paysanne et à faciliter l'accèsion des travailleurs de la terre à la propriété en leur réservant l'achat des terres mises en vente, **n° 71**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant au paiement en espèces, calculé sur la base du prix légal de tous les fermages, **n° 120**. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les tributaires, **n° 250**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à supprimer le deuxième paragraphe de l'article 40 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947 (paragraphe mettant l'imposition additionnelle à la contribution foncière à la charge des fermiers et des métayers), **n° 337**. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exclure, à titre exceptionnel, le blé de la deuxième baisse de 5 0/0, **n° 483**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions de monnaie matière pour le machinisme agricole et l'équipement rural, **n° 571**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi (rectifiée) tendant à interpréter l'article 33 du statut des baux ruraux (ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946), **n° 1076 (rectifié)**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contesta-

tions entre bailleurs et preneurs de baux ruraux et interprétative de l'article 22 bis du statut des baux ruraux (ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946), **n° 1077 (rectifié)**. — Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le financement de la réforme destinée à assurer l'égalité entre salariés de l'agriculture et salariés du commerce et de l'industrie en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, **n° 1258**. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi relative à l'établissement de la situation pécuniaire des demandeurs à l'allocation d'attente instituée par la loi du 13 septembre 1946 et à l'allocation aux vieux travailleurs instituée par la loi du 22 mai 1946, **n° 1283**. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux travailleurs instituée par la loi du 13 septembre 1946, **n° 1288**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à reconduire, à titre transitoire, l'allocation temporaire aux vieux travailleurs instituée par la loi du 13 septembre 1946, **n° 1745**. — Le 23 juin 1947, une proposition de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, **n° 1800**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à la fixation d'un juste prix des fermages, **n° 2007**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la crise de la main-d'œuvre agricole, **n° 2009**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi concernant l'application de la taxe sur les transactions aux opérations effectuées par les coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement, **n° 2315**. — Le 23 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour assurer le maximum d'ensemencement en blé et céréales panifiables à l'automne et au printemps prochain, **n° 2480**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 2596**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à rétablir au bénéfice des prestations familiales certaines catégories de petits agriculteurs et de salariés agricoles qui en sont exclus par une application arbitraire de la loi

du 22 août 1946, n° 2599. — Le 20 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, n° 2680. — Le 5 février 1948, une proposition de loi tendant à réduire les taux de prélèvement applicables aux viticulteurs et à certaines catégories d'exploitants agricoles prévus par la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3263. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt afin de permettre le développement de l'équipement rural, n° 3308. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à réduire, en faveur des viticulteurs et autres catégories d'exploitants agricoles les taux de prélèvement prévus par la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3311. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux agriculteurs ayant besoin de leurs disponibilités pour faire face aux charges de l'exploitation les billets de 5.000 francs, n° 3330. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la révision des bénéfices imposables des viticulteurs produisant des vins d'appellation contrôlée afin d'obtenir une réduction équitable des taux de prélèvement exceptionnel et de l'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de l'année 1947, n° 3346. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé, n° 3348. — Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant à rembourser aux agriculteurs ayant besoin de leurs disponibilités pour faire face aux charges de l'exploitation les billets de 5.000 francs retirés de la circulation en vertu de la loi n° 48-164 du 30 janvier 1948, n° 3434. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à la révision de l'impôt sur les bénéfices agricoles établis au titre de l'année

1947, en ce qui concerne les vins à appellation contrôlée et autres cultures spéciales, n° 3595. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, sur le prélèvement exceptionnel, n° 3919. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de perception de la taxe locale sur les ventes et prestations de service, n° 3979. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 639 du 15 novembre 1943 relative à l'exonération des droits d'enregistrement pour les exploitations agricoles familiales, n° 3991. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-396 du 9 mars 1948 relative à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole au titre de l'année 1948, n° 4007. — Le 23 avril 1948, une proposition de loi tendant à porter de 10.000 francs à 40.000 francs l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, n° 4014. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier la composition du Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) et à lui conférer les attributions prévues antérieurement par la loi du 15 août 1936, n° 4400. — Le 11 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à percevoir la taxe locale instituée par la loi du 22 décembre 1947, dans tous les cas, au stade de cession, n° 4536. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas ratifier l'Accord international de Washington sur le blé, n° 4935. — Le 20 juillet 1948, une proposition de loi tendant : 1° à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de l'année 1948 ; 2° à élever le taux de cette allocation à 1.600 francs par mois, n° 5009. — Le 29 juillet 1948, une proposition de loi tendant à accorder une bonification de 300 francs par quintal de blé aux producteurs des départements dont le rendement moyen est inférieur à 12 quintaux et de 150 francs pour ceux dont le rendement se situe entre 12 et 16 quintaux maximum, n° 5092. — Le 3 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une détaxe en faveur des carburants agricoles, n° 5138. — Le 17 août 1948, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs

de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à constituer immédiatement le fonds national de modernisation et d'équipement prévu par l'article premier de la loi du 7 janvier 1948; 2° à affecter à ce fonds de modernisation et d'équipement le tiers du produit du prélèvement exceptionnel et à fixer aux trois cinquièmes de cette somme la fraction devant être utilisée au bénéfice de l'équipement rural, **n° 5279**. — Le 7 décembre 1948, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'à la promulgation du statut des baux révisés, la loi n° 48-1111 du 10 juillet 1948 relative à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 5718**. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures visant à garantir un écoulement normal des produits agricoles à des prix raisonnables et stables, à réduire l'écart entre les prix à la production et à la consommation, à diminuer les prix des produits industriels et à limiter les impôts agricoles de l'année 1949 au niveau de ceux de 1948, **n° 6078**. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948 relative au mode de calcul des fermages, **n° 6217**. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à suspendre jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1950 l'application du décret n° 48-1986, portant réforme de la fiscalité agricole, **n° 6461**. — Le 10 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer intégralement la prime de 2.300 francs à l'hectare de blé, **n° 6777**. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter le décret du 22 mars 1947 portant fixation du prix du blé par l'institution d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs, **n° 7152**. — Le 21 mai 1949, une proposition de loi tendant à supprimer ou à réduire les droits de succession en ligne directe en faveur des enfants qui s'engagent à rester à la terre et à exploiter le bien familial, **n° 7240**. — Le 21 mai 1949, une proposition de loi tendant à faciliter l'accession à la propriété familiale agricole par la réduction de 50 0/0 des droits de vente, **n° 7241**. — Le 21 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs victimes de l'orage de grêle qui a sévi en Saône-et-Loire (région de Saint-Gengoux-le-National) le 24 avril 1949: 1° une juste indemnisation; 2° l'exonération des impôts de 1949 et du prélèvement excep-

tionnel, **n° 7243**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles les jeunes agriculteurs qui s'installent et qui n'occupent pas plus d'un ouvrier en sus de la main-d'œuvre familiale et les vieux paysans ayant dépassé l'âge de 65 ans, ou 60 ans s'ils sont veufs, et qui continuent à exploiter eux-mêmes leurs terres, **n° 7491**. — Le 22 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser et à améliorer le régime des allocations familiales agricoles, **n° 7578**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à attribuer le bénéfice du salaire unique aux fils de l'exploitant assurés sociaux travaillant dans l'exploitation familiale agricole, **n° 8176**. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier le régime des allocations familiales agricoles, **n° 8223**. — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi tendant à reconduire en faveur des vieux paysans l'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 jusqu'à la création de l'organisme professionnel autonome d'allocation vieillesse prévue par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, **n° 8233**. — Le 12 mai 1950, une proposition de loi tendant: 1° à abroger le décret n° 50-511 du 30 avril 1950, modifiant le décret n° 48-1548 du 1<sup>er</sup> octobre 1948, relatif à la fixation du prix du blé; 2° à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, **n° 9954**. — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à déterminer les principes devant régir l'institution d'une taxe ou de prélèvements destinés au financement de la résorption des excédents de blé, **n° 10288**. — Le 21 juin 1950, une proposition de loi tendant à la reconduction de l'allocation aux vieux, **n° 10375**. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à garantir la livraison de leur récolte de blé aux petits et moyens producteurs et à assurer le financement de la récolte de blé de 1950, **n° 10501**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à déterminer les bénéficiaires forfaitaires à l'hectare des exploitations agricoles, pour l'établissement de l'impôt de 1950, à des coefficients ne pouvant, en aucun cas, être supérieurs à ceux fixés pour l'établissement de l'impôt de 1949, **n° 10513**. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 22 août 1950 n° 50-1022 fixant le prix à la production des céréales de la récolte 1950, **n° 10969**. — Le 17 octobre 1950, une

proposition de loi tendant à relever à 12.000 fr. le salaire servant de base au calcul des prestations familiales agricoles, n° 11050. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 11068. — Le 19 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déduire les impôts sur les bénéfices agricoles s'appliquant aux viticulteurs pour l'année 1950 à un niveau ne devant en aucun cas dépasser celui de l'année 1949, n° 11070. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 11500. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de mutation à titre gratuit sur les successions, en ligne directe et entre époux, inférieures à 2 millions de francs, n° 11526. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 11078) tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres des familles d'exploitants agricoles assimilés aux salariés agricoles ; 2° de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues (n° 11150) tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles ; 3° de M. Legendre (n° 11183) tendant à abroger les dispositions de l'article 6 de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950 ; 4° de M. Bruyneel et plusieurs de ses collègues (n° 11274) tendant à modifier la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950 en rétablissant l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille de l'exploitant agricole ; 5° de M. Maurice Béné (n° 11342) tendant à préciser que les membres de la famille de l'artisan rural, non domiciliés chez ledit artisan et réputés salariés bénéficient des prestations du salaire unique ; 6° de M. Coudray et plusieurs de ses collègues (n° 11354) tendant à l'abrogation des dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 relatives à la suppression du salaire unique versé aux membres de la famille de l'exploitant agricole ; 7° de M. Penoy et plusieurs de ses collègues (n° 11469) tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement

à certains membres salariés de la famille des exploitants agricoles, n° 11670. — Le 19 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de Saône-et-Loire victimes des inondations du Doubs et de la Saône, n° 11701. — Le 23 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux exploitations agricoles familiales le régime prévu en faveur des artisans et assimilés pour le calcul de la taxe proportionnelle perçue au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, n° 11759. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux et à l'accorder aux personnes non salariées des professions agricoles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 500 francs, n° 12307. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 5 décembre 1950 fixant pour la métropole l'échelonnement de la récolte en vin et à remettre en vigueur l'article 55 du Code du vin, n° 12360. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la subvention sur le maïs importé, n° 12836. — Le 30 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier le Code du vin en matière d'échelonnement des sorties, de blocage et de distillation obligatoire en vue d'assurer aux moyens et petits viticulteurs un écoulement normal de leur récolte, n° 13035. — Le 8 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées du 29 au 30 avril 1951, n° 13111.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi concernant le prix des baux à ferme, en qualité de *Président de la Commission de l'agriculture* : *Son amendement relatif au règlement en espèces et en nature* [20 décembre 1946] (p. 192, 194). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), Loi de finances ; Art. 31 : *Relèvement de l'abattement à la base pour les bénéficiaires agricoles* [22 décembre 1946] (p. 242) ; Art 8 : *Assurances sociales* (p. 269) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa mettant à la charge du locataire, du fermier, du métayer, l'imposition additionnelle à la contri-*

*bution foncière* (p. 269). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production et la livraison de vin* [4 février 1947] (p. 168). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution relative à l'enquête sur les problèmes du vin [7 février 1947] (p. 225). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique : *Renvoi à la Commission de l'Agriculture* [14 février 1947] (p. 328) ; — sur la proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* [4 mars 1947] (p. 559, 560) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 644, 645, 646) ; Etat A. AGRICULTURE, Chap. 901 : *Travaux d'équipement rural* [7 mars 1947] (p. 710). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le problème du blé, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* [21 mars 1947] (p. 1004, 1005) ; — du projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1222, 1223) ; — de sa proposition de loi relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux et interprétative de l'article 22 bis du statut des baux ruraux, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1252) ; Art 3 : *Modification des redevances et suppression du partage des fruits* (p. 1258, 1259) ; — de sa proposition de loi relative à l'interprétation de l'article 33 des baux ruraux, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* ; Article unique : *Amendement de M. François Delcos tendant à préciser les conditions dans lesquelles le tribunal appréciera les aptitudes d'exploitation du propriétaire* [28 mars 1947] (p. 1272). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur le problème du blé et les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1335). — Dépose une demande d'interpellation sur la question du blé et du pain et les problèmes du ravitaillement en général [29 avril 1947] (p. 1341) ; la développe [13 mai 1947] (p. 1588 à 1593, 1598), [16 mai 1947] (p. 1618, 1619) : *Son amende-*

*ment à l'ordre du jour de confiance de M. Lussy* (p. 1648) ; *le soutient* (p. 1651, 1652). — Est entendu : sur la motion de M. Reille-Soult tendant à interrompre les débats sur la politique agricole du Gouvernement, étant donné l'incertitude de la situation politique [2 mai 1947] (p. 1424) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'incorporation des jeunes gens de la classe 1947, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* [9 mai 1947] (p. 1567, 1568). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* [22 mai 1947] (p. 1720, 1721, 1722). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la taxation des bénéfices agricoles [23 mai 1947] (p. 1745). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé, en qualité de *Président de la Commission de l'Agriculture* [5 juin 1947] (p. 1931, 1932) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Legendre tendant à établir un prix unique et suffisamment rémunérateur* (p. 1933) ; *Amendement de M. Mabrut tendant à appliquer au seigle les dispositions de l'article premier* (p. 1934) ; Art. 2 : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à fixer la prime par quintal commercialisé* (p. 1935, 1936) ; *Amendement de M. Temple tendant à substituer l'expression « rendement moyen » à « rendement normal »* (ibid.) ; *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Pleven* (p. 1937, 1938) ; Art. 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1957, 1958, 1960) ; Art. 4 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à fixer le taux de la prime dans les mêmes conditions que celui du blé* (p. 1961) ; Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* (p. 1961, 1962, 1963) ; *Discussion générale en seconde lecture* [8 juillet 1947] (p. 2816, 2817) ; Art. 4 : *Rôle des comités départementaux des céréales* (p. 2817, 2818, 2819). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [9 juillet 1947] (p. 2861, 2863). — Est entendu dans la

discussion : d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles ; Art. 2 : *Amendements de MM. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupant au plus deux ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3534, 3535, 3536, 3537) ; *Renvoi de la discussion* (p. 3538) ; Art. 3 : *Amendement de M. Terpend tendant à préciser le décompte et la rétribution des heures supplémentaires* [29 juillet 1947] (p. 3677, 3678) ; *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à subordonner à un arrêté préfectoral la mise en vigueur des articles concernant les heures supplémentaires* [29 juillet 1947] (p. 3678, 3679, 3681) ; Art. 4 : *Modification de forme proposée par M. Chassaing* (p. 3680) ; Art. 5 : *Amendement de M. Pinçon tendant à ne pas appliquer les dispositions concernant la compensation au travail du dimanche aux exploitations n'occupant pas plus de deux ouvriers* (p. 3680, 3681) ; Art. 6 : *Amendement de M. Pinçon tendant à augmenter de 20 0/0 la durée des heures de travail dans les régions de polyculture* (p. 3682) ; Art. 7 : *Amendement de M. Moussu tendant à tenir compte des usages locaux dans les décisions des commissions paritaires* (p. 3683) ; *Amendement de M. Pinçon tendant à retarder de deux ans l'application de cette loi* (p. 3683) ; Art. 9 : *Amendement de M. Fayet tendant à appliquer la loi en Algérie* [29 juillet 1947] (p. 3684, 3685) ; Art. 10 nouveau : *Application de la loi en Algérie par règlement d'administration publique* [30 juillet 1947] (p. 3721) ; — du projet de loi portant statut de la coopération ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article* [30 juillet 1947] (p. 3707) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 ; Art. 2 *quinquiès* : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3775) ; Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à modifier le calcul et la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3859, 3860, 3861) ; *Son amendement tendant à modifier le taux et la base de la cotisation additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties au profit du Fonds de solidarité agricole* (p. 3865, 3866, 3867) ; — de sa proposition de loi relative aux sociétés coopératives agricoles : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4103) ; — du

projet de loi majorant de 25 0/0 les salaires agricoles : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4103). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la recodification de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre 1947 ; Art. 3 : *Son amendement tendant à empêcher que le cumul d'une retraite et de l'allocation temporaire dépasse le taux normal de l'allocation aux vieux travailleurs* [19 août 1947] (p. 4398) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à réviser les bases guidant les commissions cantonales d'assistance statuant sur les demandes d'allocation* (p. 4399) ; *le retire* (p. 4400) ; — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4759, 4760, 4761, 4762). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses des accords douaniers de Genève et l'accord international du commerce de Washington [13 novembre 1947] (p. 5003). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de son interpellation sur les accords douaniers et la Conférence de La Havane* [18 novembre 1947] (p. 5078, 5079). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134) ; la développe : *Ses observations sur la dévaluation prochaine, les impôts sur les bénéfices agricoles, les nouveaux accords douaniers et la Conférence de La Havane, le plan Marshall et les accords Blum-Byrnes de juillet 1946* [27 novembre 1947] (p. 5154, 5155, 5156, 5157, 5158, 5159, 5160, 5161, 5162, 5163). — Pose une question à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques au sujet du financement des travaux d'équipement rural [19 décembre 1947] (p. 5918). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5987, 5988, 5989) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les petits agriculteurs et à appliquer aux autres les taux prévus pour les industriels et commerçants* [22 décembre 1947] (p. 6117, 6118, 6119, 6121, 6125, 6126, 6127, 6131) ; *Son amendement tendant à exonérer les exploitants agricoles jouissant d'un revenu cadastral de moins de 500 francs* (p. 6129) ; *Son amendement analogue à celui de M. Garcia* (p. 6132) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à obtenir égalité de traitement entre*

agriculteurs et commerçants (p. 6135, 6136) ; Art. 5 : Amendements de M.M. Ramette, Montel, Queuille et Triboulet tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction (p. 6147) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : Discussion sur le passage à la discussion des articles [26 décembre 1947] (p. 6255) ; Etat 1, AGRICULTURE, Chap. 527 : Subventions au blé de printemps (p. 6282) ; — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales ; Art. 5 bis : Allocations familiales aux salariés agricoles [28 décembre 1947] (p. 6403) ; en nouvelle délibération : Art. 5 bis : Allocations familiales aux salariés agricoles [29 décembre 1947] (p. 6434, 6435) ; — du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 10 : Taux et base de l'impôt général sur le revenu [30 décembre 1947] (p. 6575) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : Prélèvement sur les exploitants agricoles [3 janvier 1948] (p. 22, 23, 24) ; Son amendement tendant à exempter tous les petits exploitants non soumis à l'impôt sur les bénéfices agricoles (p. 24) ; Son amendement tendant à réduire le prélèvement basé sur le revenu cadastral des exploitants agricoles (p. 25, 26) ; Son amendement tendant à appliquer aux agriculteurs les taux appliqués aux industriels et aux commerçants (p. 29) ; Son amendement tendant à porter l'abattement à la base à 20.000 francs pour les contribuables dont les bénéfices n'ont pas dépassé 50.000 francs (p. 30) ; Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération d'amendements au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 3 [5 janvier 1948] (p. 76, 77). — Est entendu : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Sur l'urgence [4 février 1948] (p. 401, 402) ; — sur l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre cette inscription [24 février 1948] (p. 999, 1000, 1004). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE : Discussion générale [25 février 1948] (p. 1054, 1055, 1056) ; — du projet de loi créant un impôt sur les bénéfices agricoles ; Article

unique : Son amendement concernant les pouvoirs de révision de forfaits par la Commission départementale [27 février 1948] (p. 1173, 1174) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1174) ; — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [2 mars 1948] (p. 1253) ; — de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : Fractionnement de l'emprunt en tranches [5 mars 1948] (p. 1438, 1439, 1440, 1441) ; Art. 7 : Son amendement tendant à réduire le prélèvement pour les agriculteurs [7 mars 1948] (p. 1512, 1513) ; Son amendement tendant à réduire le prélèvement pour les viticulteurs (p. 1514) ; Son amendement tendant à relever l'abattement pour les agriculteurs (p. 1516) ; Amendement de M. Paumier tendant à exonérer les jeunes agriculteurs (p. 1517) ; Article additionnel : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer quatre articles nouveaux relatifs au fonds national de modernisation et d'équipement (p. 1530) ; Art 5 : Son amendement tendant à réduire de 10 0/0 le taux du prélèvement pour les agriculteurs [8 mars 1948] (p. 1550, 1551) ; de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République ; Art. 6 bis : Limitation du prélèvement à 60 0/0 du bénéfice net pour les agriculteurs [11 mars 1948] (p. 1673) ; - - du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 5 bis : Son amendement tendant à insérer un nouvel article tendant à porter l'abattement de 10.000 à 40.000 francs pour l'impôt sur les bénéfices agricoles [22 avril 1948] (p. 2183, 2185, 2186) ; Art 4 : Son amendement tendant à prévoir un abattement de 40.000 francs par membre de la famille travaillant dans l'exploitation (p. 2188) ; le retire (ibid) ; Art. 23 : Son amendement relatif à l'imposition additionnelle à l'impôt foncier destinée au fonds de solidarité agricole [23 avril 1948] (p. 2255, 2256) ; le retire (ibid) ; Art. 28 ter : Son amendement tendant à inclure un article nouveau tendant à limiter les coefficients applicables aux revenus fonciers au niveau de l'année précédente (p. 2259, 2260, 2311, 2312) ; Art. 49 : Son amendement tendant à élever à 5 millions le plafond en dessous duquel le copartageant est exonéré des droits de soulte [27 avril 1948] (p. 2281) ; le retire (p. 2282). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (Débat sur le fermage et métayage) [27 avril

1948] (p. 2315). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : État A, AGRICULTURE, Chap. 530-2 : *Subventions à la culture des céréales* [25 mai 1948] (p. 2925). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à la répartition du ravitaillement parmi les économiquement faibles [4 juin 1948] (p. 3231). — Prend part à la discussion : de propositions de loi portant révision des zones de salaires : *Sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4076, 4077) ; *Ses explications de vote sur l'urgence* (p. 4079) ; — de sa proposition de loi portant stabilisation des prix de baux à ferme : *Demande de M. Lecourt de retrait de l'ordre du jour* [2 juillet 1948] (p. 4281, 4286) ; *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4396, 4397, 4398) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5572, 5573, 5574, 5575) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6615, 6616, 6617) ; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à exonérer de majoration d'impôt les petites exploitations agricoles* (p. 6656) ; *Son sous-amendement tendant à n'exonérer que les très petites exploitations agricoles* (p. 6657). — Dépose une demande d'interpellation sur le drame de l'hôpital d'Autun et les décès de nombreux malades dus à l'action d'un faux docteur [16 novembre 1948] (p. 6990). — Prend part à la discussion des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur le déroulement de la grève en Saône-et-Loire, les brutalités des C. H. S. et la solidarité du peuple français à l'égard des mineurs* [18 novembre 1948] (p. 7112 et suiv.). — Est entendu pour un fait personnel : *Accusation de M. Devemy contre M. Boutavant* [14 décembre 1948] (p. 7587) ; *Sa réponse à M. Devemy* [17 décembre 1948] (p. 7684). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (ses observations sur la hausse des prix, la baisse du franc, la hausse massive des produits industriels, en fonction de la baisse des produits agricoles, les bénéfices des grosses sociétés, la trop grande importance des dépenses militaires, les impôts sur les bénéfices agricoles, la crise de la production agricole et les inconvénients du plan*

*Marshall*) [22 décembre 1948] (p. 7845, 7846, 7847, 7848, 7849) ; Art. 9 : *Amendement de M. Bayet tendant à majorer de 25 0/0 la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7904, 7905) ; — du projet de loi consentant des avances aux Rouillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8133) ; — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8016, 8017) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* (p. 8017, 8019) ; *Son amendement tendant à supprimer la référence à l'année 1939* [28 décembre 1948] (p. 8031) ; *Son amendement tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* (ibid) ; *Son amendement relatif aux conditions de paiement en nature* (p. 8033) ; *le retire* (p. 8036) ; *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* (p. 8034, 8035) ; Art. 2 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas appliquer les décisions des tribunaux paritaires avec effet rétroactif* (p. 8041) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8041, 8042) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8096). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative à l'allocation d'attente aux vieux travailleurs économiquement faibles et aux conditions nécessaires pour la toucher [28 janvier 1949] (p. 240). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à limiter à 25 0/0 des charges totales les charges dues au titre des cotisations et impositions* [10 février 1949] (p. 480, 481, 482, 483) ; *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer cette limitation qu'à partir de 1950* (p. 483) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas augmenter les cotisations pour 1949* [11 février 1949] (p. 512, 513) ; Art. 16 : *Amendement de M. Guyon tendant à supprimer l'article attribuant le reversement du service des alcools au budget des prestations familiales agricoles* (p. 516) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> ;



*Application de la sécurité sociale aux professions agricoles* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4069) — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et la baisse désastreuse des prix agricoles [11 février 1949] (p. 548); la développe : *Ses observations sur l'effondrement des prix agricoles, les difficultés des agriculteurs pour se procurer des engrais et du matériel, la lourdeur des impôts indirects portant sur la consommation, le rôle néfaste des importations de l'étranger, la possibilité d'exportations agricoles* [25 février 1949] (p. 945, 946, 947, 948, 949, 950); *Discussion générale* (p. 966, 967, 968, 988, 989); *Son ordre du jour demandant des mesures contre la mévente et l'effondrement des prix agricoles* (p. 1000, 1001, 1002). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la modification de l'article 34 du règlement*) [24 février 1949] (p. 872). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la situation difficile des agriculteurs, la hausse des prix industriels, le mécontentement général dans les campagnes, la lourdeur des impôts agricoles)* [3 mars 1949] (p. 1159, 1160, 1163, 1164, 1166, 1167, 1169); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. de Tinguay tendant à prévoir une procédure de conciliation pour l'évaluation des bénéfices agricoles* (p. 1169); Article unique : *Pose la question préalable* [8 mars 1949] (p. 1329, 1330, 1331); *Son amendement tendant à maintenir les impôts pour 1949 au niveau de ceux de 1948* (p. 1332); *Amendement de M. Prigent tendant à prévoir un aménagement par le Parlement du décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1336); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1338); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Amendement tendant à exonérer du prélèvement les agriculteurs bénéficiant de l'allocation aux vieux* [6 avril 1949] (p. 2128); — du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3971, 3972, 3973); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4853, 4854, 4855, 4856); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à limiter le montant global des impôts pesant sur l'agriculture en 1949* (p. 4875, 4877, 4878); Art. 8 : *Son amendement relatif au partage de l'impôt entre bailleur et*

*métayer* (p. 4889); Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* [21 juillet 1949] (p. 4971); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à ce que le total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* (p. 4972, 4976); *Son amendement tendant à accorder un abattement de 60.000 francs aux exploitants dont le bénéfice imposable est inférieur à 150.000 francs* (p. 4977); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 juillet 1949] (p. 5058, 5060); Art. 26 G : *Son amendement tendant à exonérer partiellement des droits de succession les enfants reprenant l'exploitation agricole familiale* [25 juillet 1949] (p. 5208, 5209); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Urgence* [28 juillet 1949] (p. 5394); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* (p. 5455, 5460, 5461, 5463) — Dépose une demande d'interpellation : sur le respect du droit syndical et du droit des travailleurs à choisir leurs responsables [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les conséquences désastreuses de la liberté des importations [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les conséquences désastreuses des mesures acceptées par le Gouvernement français, supprimant le contingentement des importations et abaissant la protection douanière [3 novembre 1949] (p. 5959); — sur les atteintes portées au droit syndical et aux libertés et les mesures prises contre des syndicalistes ouvriers à Montceau-les-Mines [3 novembre 1949] (p. 5959); — sur l'Allemagne et les conséquences des mesures prises par l'O. E. C. E. créant le Fritalux [15 novembre 1949] (p. 6119); développe cette dernière interpellation (*Ses observations sur le renouveau de la puissance allemande, le prix de revient trop élevé des vins français par rapport aux vins espagnols ou italiens, l'inclusion de l'Allemagne dans le Fritalux, l'éventualité d'un réarmement de l'Allemagne*) [24 novembre 1949] (p. 6254, 6255, 6256, 6257, 6258, 6259). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux paysans : *Urgence* [29 novembre 1949] (p. 6399, 6400); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la situation difficile des agriculteurs, la mévente des produits agricoles, les bénéfices des grosses sociétés d'après la Vie financière, la hausse du prix de l'essence,*

les allocations familiales agricoles) [21 décembre 1949] (p. 7101, 7102, 7103, 7104). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures arbitraires prises contre des syndicalistes de Saône-et-Loire en vertu du décret du 2 février 1852 [2 janvier 1950] (p. 2). — Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles; développe son interpellation (*Ses observations sur les importations de vin, la taxe à la production sur les vins français, l'exportation française de blé limitée par l'accord international du blé signé à Washington, l'électrification rurale*) [24 janvier 1950] (p. 462, 463, 464, 465); *Son ordre du jour demandant le maintien des prix actuels, la suppression des importations agricoles, l'arrêt des saisies et expulsions et la cessation de la guerre au Viet-Nam* [24 février 1950] (p. 1480). — Dépose une demande d'interpellation : sur la violation de la Constitution par le Conseil des Ministres qui a interdit toute réunion du Rassemblement démocratique africain en Afrique noire [7 février 1950] (p. 1018); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1132, 1133); *Son rappel au règlement* (p. 1140, 1141); — sur la fermeture de la mine de Moloï près d'Épinacelles-Mines en Saône-et-Loire [14 mars 1950] (p. 1986). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2644, 2645). — Dépose une demande d'interpellation : sur le sabotage de la loi accordant l'allocation temporaire aux vieux travailleurs individuels [28 avril 1950] (p. 3059); — sur l'arrestation arbitraire de M. Champeix, Président de la Fédération départementale des syndicats agricoles de la Corrèze [11 mai 1950] (p. 3545). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la détermination du prix du blé par décret du 30 avril et le régime des allocations familiales agricoles)* [24 mai 1950] (p. 3863, 3864); — d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif aux personnes non salariées des professions agricoles* [23 juin 1950] (p. 5196, 5197, 5198). — Dépose une demande d'interpellation sur l'indemnisation des victimes

des récentes calamités agricoles et des orages de grêle [24 juin 1950] (p. 5258). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5650, 5652, 5654). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de plusieurs projets agricoles*) [25 juillet 1950] (p. 5948). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6062, 6063); *Discussion générale* (p. 6069); Art. 2 : *Son amendement tendant à instituer un prix différentiel selon le prix de revient* (p. 6071); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6206, 6207, 6208); PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS, Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à exonérer de toute cotisation les économiquement faibles* (p. 6214); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Perdon tendant à ramener au 1<sup>er</sup> avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* (p. 6215); Art. 2 : *Amendement de M. Perdon tendant à abroger le décret du 9 décembre 1948 (Application de la loi des maxima à cet amendement)* (p. 6216); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 fr.* (p. 6218, 6219); *Son amendement tendant à ce que le montant global des cotisations ne soit pas supérieur à celui de 1949* (p. 6219); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif aux recettes de ce budget annexe* (p. 6226, 6227); Art. 3 : *Amendement de MM. Montagnier, Cerclier, Charpentier et Hughes tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* [31 juillet 1950] (p. 6257); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article refusant l'allocation de salaire unique aux membres de la famille de l'exploitant* (p. 6259); *Validité du vote sur l'article* (p. 6270); Art. 8 : *Calcul des prestations familiales selon un salaire de base variant avec l'âge des enfants à charge* (p. 6272, 6273); *Son amendement tendant à calculer les prestations selon un salaire de base fixé à 10.000 francs pour la Seine* (p. 6275); Art. 10 : *Possibilité pour les*

caisses d'accorder ou de refuser des exonérations (p. 6275); Son amendement tendant à supprimer cet article (p. 6276, 6277); Sa demande de seconde délibération de l'article 7 (p. 6280); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6282, 6283); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 ter : Allègements fiscaux éventuels par décrets (Impôts sur les bénéficiaires agricoles) [2 août 1950] (p. 6423, 6424); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : Discussion générale [3 août 1950] (p. 6574, 6575); Art. 1<sup>er</sup> : Son contre-projet tendant à prévoir une assurance nationale contre la grêle et les calamités agricoles (p. 6578, 6579); Son amendement tendant à accorder des prêts à long terme au taux de 1 0/0 (p. 6586); Son amendement relatif aux cautions exigées des emprunteurs (p. 6590); Art. 3 : Son amendement relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts [4 août 1950] (p. 6618). — Dépose une demande d'interpellation : sur la réduction des crédits du budget de l'Agriculture [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur la politique agricole du Gouvernement [17 octobre 1950] (p. 6920); la développe : Ses observations sur l'écart des prix agricoles et industriels et la crise viticole [7 décembre 1950] (p. 8775, 8776, 8793); Son ordre du jour demandant l'équilibre des prix industriels et agricoles et la défense de l'agriculture française [8 décembre 1950] (p. 8857, 8858). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : Discussion générale [10 novembre 1950] (p. 7618), [17 novembre 1950] (p. 7862, 7863, 7864, 7865); Art. 5 : Son amendement relatif aux parcelles exclues du bénéfice du statut [26 janvier 1951] (p. 426, 427, 428); Son amendement tendant à n'exclure que les plus petites parcelles du bénéfice du statut (p. 428, 429, 430); Demande de disjonction des amendements relatifs à la durée du bail, présentée par M. Moussu [31 janvier 1951] (p. 592, 593); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : Discussion générale [28 novembre 1950] (p. 8253, 8254, 8255); Son contre-projet [6 décembre 1950] (p. 8686); le retire (ibid.); Art. 3 : Amendement de M. Paimier relatif à l'allocation des mères de 5 enfants au plus (p. 8690); Art. 9 : Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement

(p. 8692); Art. 10 : Amendement de M. Emile Hughes tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants (p. 8696); Art. 12 : Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le remboursement de l'allocation vieillesse par les héritiers si l'héritage est supérieur à un million (p. 8708); Son amendement tendant à substituer 2 millions à 1 million (p. 8708); Art. 9 : Son amendement tendant à prévoir des cas où le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas due, est élevé à 750 francs (p. 8709, 8710); le retire (p. 8710); et le transforme en sous-amendement (p. 8710); Art. 13 : Son amendement tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole (p. 8712, 8715, 8716); Amendement analogue de M. Tanguy-Prigent (p. 8719); Art. 13 : Son amendement tendant à financer l'allocation par majoration de 5 0/0 de l'impôt sur les sociétés [13 décembre 1950] (p. 9018); Son sous-amendement tendant à financer l'allocation par une majoration de 5 0/0 de l'impôt sur les sociétés (p. 9023); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : Discussion générale [27 décembre 1950] (p. 9694, 9695, 9696); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à rétablir pour les fils d'exploitants la prime de salaire unique [8 février 1951] (p. 932); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : Discussion générale [9 février 1951] (p. 988, 989, 990); Article additionnel : Son amendement tendant à étendre l'allocation temporaire aux vieux travailleurs agricoles (p. 1011); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : Discussion générale [21 mars 1951] (p. 2283); Art. 3 : Son amendement tendant à empêcher les radiations arbitraires de l'allocation temporaire aux vieux paysans (p. 2287); Son amendement tendant à faire statuer dans un délai de trois mois sur les demandes d'allocation temporaire (p. 2288); Son amendement tendant à élever le plafond des ressources au-dessous duquel est attribuée l'allocation temporaire (p. 2288); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution) [21 mars 1951] (p. 2440). — Est entendu sur un incident : Vote de l'allocation temporaire aux vieux en seconde lecture [21 mars 1951] (p. 2443, 2444).

— Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Ses observations sur la crise viticole et la subvention au maïs importé* [9 avril 1951] (p. 2969, 2970). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole et l'écoulement de la récolte [11 avril 1951] (p. 3111). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3409, 3410). — Dépose une demande d'interpellation sur la non application de la loi relative au régime de l'allocation temporaire aux vieux [26 avril 1951] (p. 4035). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation (Échelle mobile des salaires, salaire minimum des ouvriers agricoles, allocation vieillesse aux vieux non salariés, pécule des prisonniers de guerre)* [8 mai 1951] (p. 4837, 4838). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951: *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (Apéritifs à base d'alcool)* [9 mai 1951] (p. 4906); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à calculer les prestations familiales agricoles sur la base d'un salaire mensuel de 15.000 francs par mois et à les financer par des impôts additionnels aux impôts fonciers* [10 mai 1951] (p. 4989, 4990); *Son amendement tendant à limiter les cotisations des exploitants au montant payé en 1949* (p. 4991); Art. 2: *Sa demande de disjonction de l'article augmentant la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 4995); Art. 3: *Son amendement tendant à fixer à 4 0/0 la taxe sur les céréales* [16 mai 1951] (p. 5246); Art. 11: *Sa demande de disjonction de l'article énumérant les catégories d'exploitants dispensés de cotisations* (p. 5273, 5274); *Son amendement tendant à exempter les exploitants ayant une terre d'un revenu cadastral inférieur à 500 fr. et âgés de plus de 60 ans* (p. 5275); *Son amendement tendant à exempter les artisans ruraux ayant quatre enfants au moins* (p. 5275); Art. 12: *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la prescription du droit à exonération* (p. 5276).

**ROCLORE (M. Marcel)**, Député de la Côte d'Or.

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

*Ministre d'Etat*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

*Ministre de l'Agriculture*

(Cabinet RAMADIRE)

du 22 octobre 1947 au 24 novembre 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu président de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [8 décembre 1948] (**F. n° 387**), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 20 janvier 1950] (p. 739), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [3 décembre 1947] (p. 5451), [26 janvier 1948] (p. 194).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer d'urgence au chien-guide de l'aveugle la gratuité du voyage dans toutes les voitures de transports en commun publics ou privés utilisées par son maître, **n° 10153**. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi, tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage femme, **n° 10481**. — Le 19 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier différents articles de la loi du 10 août 1871 sur la date de la deuxième session ordinaire des conseils généraux, **n° 11688**.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la

République [5 décembre 1946] (p. 62, 63). — Est nommé *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

**En cette qualité :**

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Bétolaud relative à l'installation de centres de recherches scientifiques à proximité de Paris [25 mars 1947] (p. 1043, 1044); — au cours du débat sur le projet de loi attribuant un contingent spécial de décorations pour les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1250). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 500 : *Subventions à l'Ecole d'administration* [10 juillet 1947] (p. 2905); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 106 : *Personnel contractuel des services extérieurs* [7 août 1947] (p. 4038, 4039); MINISTÈRES D'ETAT, Chap. 302 : *Entretien et fonctionnement du matériel automobile* (p. 4040). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947) (p. 10463). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [20 novembre 1947] (p. 5093).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5156); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Institution d'un impôt exceptionnel* [22 décembre 1947] (p. 6091). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). En cette qualité préside : la séance du 3 février 1948 (p. 342); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 4 février 1948 (p. 381); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 février 1948 (p. 522); la 1<sup>re</sup> séance du 13 février 1948 (p. 706); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 18 février 1948 (p. 858); la 2<sup>e</sup> séance du 19 février 1948 (p. 897); la 1<sup>re</sup> séance du 20 février 1948 (p. 934); la séance du 26 février 1948

(p. 1134); la 1<sup>re</sup> séance du 4 mars 1948 (p. 1298); la 3<sup>e</sup> séance du 4 mars 1948 (p. 1345); la 1<sup>re</sup> séance du 11 mars 1948 (p. 1631); la 1<sup>re</sup> séance du 17 mars 1948 (p. 1791); la 3<sup>e</sup> séance du 18 mars 1948 (p. 1928); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 19 mars 1948 (p. 1976); la 1<sup>re</sup> séance du 27 avril 1948 (p. 2276); la 2<sup>e</sup> séance du 30 avril 1948 (p. 2430); la 1<sup>re</sup> séance du 4 mai 1948 (p. 2467); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 14 mai 1948 (p. 2631); la 1<sup>re</sup> séance du 20 mai 1948 (p. 2674); la 1<sup>re</sup> séance du 2 juin 1948 (p. 3096); la 1<sup>re</sup> séance du 4 juin 1948 (p. 3204); la 1<sup>re</sup> séance du 11 juin 1948 (p. 3428); la séance du 17 juin 1948 (p. 3616); la 2<sup>e</sup> séance du 23 juin 1948 (p. 3846); la 1<sup>re</sup> séance du 30 juin 1948 (p. 4172); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 30 juin 1948 (p. 4195); la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1948 (p. 4251); la 1<sup>re</sup> séance du 7 juillet 1948 (p. 4387); la 2<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1948 (p. 4407); la 2<sup>e</sup> séance du 16 juillet 1948 (p. 4673); la séance du 20 juillet 1948 (p. 4863); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 juillet 1948 (p. 4924); la 1<sup>re</sup> séance du 29 juillet 1948 (p. 5016); la 2<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1948 (p. 5110); la séance du 31 juillet 1948 (p. 5168); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 2 août 1948 (p. 5212); la 2<sup>e</sup> séance du 6 août 1948 (p. 5444); la 2<sup>e</sup> séance du 20 août 1948 (p. 6046); la 2<sup>e</sup> séance du 24 août 1948 (p. 6161); la 3<sup>e</sup> séance du 26 août 1948 (p. 6349); la séance du 1<sup>er</sup> septembre 1948 (p. 6435); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 22 septembre 1948 (p. 6819); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 23 novembre 1948 (p. 7168); la 1<sup>re</sup> séance du 2 décembre 1948 (p. 7325); la 1<sup>re</sup> séance du 16 décembre 1948 (p. 7606); la 1<sup>re</sup> séance du 17 décembre 1948 (p. 7670); la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1948 (p. 7800); la 1<sup>re</sup> séance du 22 décembre 1948 (p. 7841); la 1<sup>re</sup> séance du 29 décembre 1948 (p. 8085); la 3<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1948 (p. 8170); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1948 (p. 8261). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à secourir en Côte-d'Or les victimes de l'ouragan du 10 mai 1948 : *Sa demande de discussion d'urgence* [13 mai 1948] (p. 2548). — Communique à l'Assemblée Nationale la lettre de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Schuman, Président du Conseil des Ministres [20 juillet 1948] (p. 4863). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux élections

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6150, 6151) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections* [23 septembre 1948] (p. 6859). — Donne lecture de la lettre de démission de M. de Boysson Député de l'Aveyron [1<sup>er</sup> septembre 1948] (p. 6435). — Est entendu au cours du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence : *Procès de Madagascar* [23 septembre 1948] (p. 6856). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). En cette qualité, préside : la séance du 21 janvier 1949 (p. 82) ; la 1<sup>re</sup> séance du 17 février 1949 (p. 625) ; la 3<sup>e</sup> séance du 18 février 1949 (p. 738) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 25 février 1949 (p. 963) ; la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> mars 1949 (p. 1026) ; la 3<sup>e</sup> séance du 2 mars 1949 (p. 1134) ; la 2<sup>e</sup> séance du 3 mars 1949 (p. 1174) ; la 3<sup>e</sup> séance du 10 mars 1949 (p. 1520) ; la séance du 12 mars 1949 (p. 1605) ; la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> avril 1949 (p. 1975) ; la 3<sup>e</sup> séance du 7 avril 1949 (p. 2203) ; la 2<sup>e</sup> séance du 8 avril 1949 (p. 2245) ; la 1<sup>re</sup> séance du 12 avril 1949 (p. 2287) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 mai 1949 (p. 2647) ; la 1<sup>re</sup> séance du 25 mai 1949 (p. 2875) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 mai 1949 (p. 2963) ; la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 2 juin 1949 (p. 3052) ; la 1<sup>re</sup> séance du 14 juin 1949 (p. 3329) ; la 3<sup>e</sup> séance du 17 juin 1949 (p. 3507) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 juin 1949 (p. 3580) ; la 3<sup>e</sup> séance du 23 juin 1949 (p. 3716) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3799) ; la 4<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 28 juin 1949 (p. 3892) ; la 2<sup>e</sup> séance du 30 juin 1949 (p. 3968) ; la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1949 (p. 4023) ; la 2<sup>e</sup> séance du 6 juillet 1949 (p. 4291) ; la 2<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1949 (p. 4411) ; la 1<sup>re</sup> séance du 12 juillet 1949 (p. 4639) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 juillet 1949 (p. 4760) ; la 2<sup>e</sup> séance du 21 juillet 1949 (p. 4922) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 22 juillet 1949 (p. 5012) ; la 3<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1949 (p. 5532) ; la 2<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1949 (p. 5570) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 juillet 1949 (p. 5625) ; la 2<sup>e</sup> séance du 15 novembre 1949 (p. 6123) ; la 1<sup>re</sup> séance du 24 novembre 1949 (p. 6209) ; la 1<sup>re</sup> séance du 29 novembre 1949 (p. 6397) ;

la 3<sup>e</sup> séance du 29 novembre 1949 (p. 6439) ; la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1949 (p. 6488) ; la 2<sup>e</sup> séance du 9 décembre 1949 (p. 6736) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1949 (p. 6817) ; la 2<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1949 (p. 6957) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 décembre 1949 (p. 6989) ; la 2<sup>e</sup> séance du 20 décembre 1949 (p. 7041) ; la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1949 (p. 7084) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7363) ; la 2<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1949 (p. 7595) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 4 janvier 1950 (p. 133). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la législation contre l'alcoolisme, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 278) ; Article unique : *Amendement de M. Christiaens tendant à supprimer l'article 7 de la loi du 24 septembre 1941 relative aux heures de consommation des alcools* (ibid) ; — de la proposition de loi relative à l'attribution de bons de lait aux mères de famille, en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 février 1949] (p. 545) ; *Discussion générale* (p. 546) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la population ; Chap. 420 : *Dépenses des services d'immigration en France* [12 avril 1949] (p. 1781) ; — de la proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Segelle tendant à transférer le centre de la pénicilline à l'œuvre de la transfusion sanguine* [14 avril 1949] (p. 2445) ; Article additionnel : *Amendement de Mme Rabaté tendant à prévoir le emploi du personnel de l'ancien centre* (p. 2445) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2446) ; — d'une proposition de résolution relative au reclassement du personnel du Centre national de la pénicilline, en qualité de *Rapporteur* [18 mai 1949] (p. 2576) ; — d'une proposition de loi créant la carte sociale des économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 mai 1949] (p. 2932) ; — Est entendu au sujet d'un conflit de compétence entre deux Commissions [13 juillet 1949] (p. 4706). — Prend part à la discussion des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Ordre du jour de M. Reynaud tendant à aménager la sécurité sociale* [13 juillet 1947] (p. 4708, 4709, 4710). — Donne lecture du message de M. le Président de la République demandant une nouvelle délibération sur la loi portant réfection du réseau rou-

tier algérien [19 juillet 1949] (p. 4760). — Est entendu pour une communication sur les résultats du scrutin n° 1893 sur l'ensemble de la proposition de loi relative aux immunités parlementaires [30 juillet 1949] (p. 5592, 5593). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République : *Proposition de Mme Braun de renvoyer le débat au lendemain* [30 juillet 1949] (p. 5614). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la taxe locale*) [28 décembre 1949] (p. 7497). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). En cette qualité, préside : la 1<sup>re</sup> séance du 20 janvier 1950 (p. 389); la 1<sup>re</sup> séance du 3 février 1950 (p. 953); la 3<sup>e</sup> séance du 3 février 1950 (p. 1004); la séance du 8 février 1950 (p. 1066); la 2<sup>e</sup> séance du 17 février 1950 (p. 1219); la 1<sup>re</sup> séance du 23 février 1950 (p. 1313); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1693); la 6<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1758); la 11<sup>e</sup> partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1841); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 14 mars 1950 (p. 2000); la 1<sup>re</sup> séance du 23 mars 1950 (p. 2270); la 2<sup>e</sup> séance du 29 mars 1950 (p. 2585); la séance du 1<sup>er</sup> avril 1950 (p. 2766); la 3<sup>e</sup> séance du 26 avril 1950 (p. 2929); la 2<sup>e</sup> séance du 27 avril 1950 (p. 3009); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 2 mai 1950 (p. 3105); la 1<sup>re</sup> séance du 4 mai 1950 (p. 3249); la 2<sup>e</sup> séance du 5 mai 1950 (p. 3325); la 1<sup>re</sup> séance du 24 mai 1950 (p. 3845); la 3<sup>e</sup> séance du 31 mai 1950 (p. 4068); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> juin 1950 (p. 4100); la 2<sup>e</sup> séance du 8 juin 1950 (p. 4507); la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 9 juin 1950 (p. 4554); la 2<sup>e</sup> séance du 15 juin 1950 (p. 4838); la 1<sup>re</sup> séance du 20 juin 1950 (p. 5017); la 2<sup>e</sup> séance du 22 juin 1950 (p. 5150); la 2<sup>e</sup> séance du 19 juillet 1950 (p. 5607); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 20 juillet 1950 (p. 5695); la 1<sup>re</sup> séance du 21 juillet 1950 (p. 5710); la 1<sup>re</sup> séance du 20 octobre 1950 (p. 7045); la 2<sup>e</sup> séance du 25 octobre 1950 (p. 7186); la 1<sup>re</sup> séance du 27 octobre 1950 (p. 7301); la 1<sup>re</sup> séance du 16 novembre 1950 (p. 7761); la 1<sup>re</sup> séance du 17 novembre 1950 (p. 7857); la 2<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1950 (p. 8118); la 2<sup>e</sup> séance du 30 novembre 1950 (p. 8353); la 3<sup>e</sup> séance du 30 novembre 1950 (p. 8393); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du

4 décembre 1950 (p. 8534); la 1<sup>re</sup> séance du 7 décembre 1950 (p. 8742); la 1<sup>re</sup> séance du 13 décembre 1950 (p. 9001); la 2<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1950 (p. 9151); la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1950 (p. 9431); la 1<sup>re</sup> séance du 23 décembre 1950 (p. 9550); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 27 décembre 1950 (p. 9677); la 1<sup>re</sup> séance du 28 décembre 1950 (p. 9737); la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1951 (p. 62); la 1<sup>re</sup> séance du 5 janvier 1951 (p. 162). — Donne lecture d'une demande de pouvoir d'enquête présentée par la Commission de l'Education nationale [17 février 1950] (p. 1220). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. A. Hughes tendant à réglementer la fabrication et la vente des boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur d'hygiène publique* [28 février 1950] (p. 1531); Art. 2 : *Amendement de M. Montagnier tendant à introduire un article nouveau interdisant la vente du coca-cola* (p. 1533); Art. 3 : *Amendement de M. Llante tendant à interdire provisoirement la vente de coca-cola en France et en Algérie* (p. 1535). — Déclare interrompue la session de 1950 [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2789). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fête des mères : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3693). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5131, 5133). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Personnel des universités (Question des cumuls de fonctions)* [23 juin 1950] (p. 5225, 5226); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7212, 7213); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Question préalable posée par M. Marin* [14 novembre 1950] (p. 7700). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et la fixation du prix du blé [17 novembre 1950] (p. 7874); la développe (*Ses observations sur les exportations de blé*) [7 décembre 1950] (p. 8781, 8782). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) [21 décembre 1950]

(p. 9428, 9429). — Prend part à la discussion : du projet de loi [portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9941); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Son rappel au règlement* [4 janvier 1951] (p. 109); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 196); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [3 avril 1951] (p. 2635); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Ecoles préparatoires de médecine* [20 avril 1951] (p. 3653); P. T. T.; Chap. 1000 : *Ses observations sur les revendications du personnel* [2 mai 1951] (p. 4418); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5010 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le paludisme (Paludisme en Corse)* [5 mai 1951] (p. 4596); Article additionnel : *Son amendement tendant à exempter d'impôts les organismes de lutte contre la polyomyélite* (p. 4604); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 avril 1951] (p. 3067). = S'excuse de son absence [26 juillet 1950] (p. 5978); [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 607). = Obtient des congés [26 juillet 1950] (p. 5978); [2 février 1951] (p. 607).

**ROLLIN (M. Louis), Député de la Seine**  
(1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [21 juin 1949] (p. 3549). — Est nommé : membre titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice, (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370) ; Juge à la Commission d'ins-

truction de la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution et loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 12 septembre 1946, une proposition de loi ayant pour objet d'assurer et de rendre définitive l'expulsion hors de France des étrangers condamnés pour crimes ou délits, **n° 63**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser au plus tôt l'ensemble des réformes indispensables à la protection et à la sauvegarde de l'enfance en danger physique ou moral et à créer à cet effet un organisme spécial relevant exclusivement de la Présidence du Conseil possédant en cette matière les attributions et les crédits actuellement répartis entre différents Ministères et ayant tous pouvoirs de décision et d'action, **n° 65**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appeler la chambre syndicale des représentants et voyageurs de commerce en tant que groupement le plus représentatif à participer aux commissions paritaires, et, en général, à toutes délibérations où sont traités les intérêts des représentants et voyageurs de commerce, **n° 66**. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène et de prophylaxie mentales, **n° 271**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à unifier l'application des dispositions de l'article 105 de la loi du 31 mars 1932, relatives à la limite d'âge des fonctionnaires anciens combattants, **n° 396**. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 27 février 1946 sur le jury de la Haute Cour et à organiser par un décret nouveau la désignation et le tirage au sort des jurés, tant titulaires que suppléants, sur la base de la proportionnalité politique, **n° 1227**. — Le 30 octobre 1947, une proposition de loi modifiant l'article 61 du titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements, **n° 2617**. — Le 9 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Mme la générale Leclerc une pension exceptionnelle, **n° 2799**. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder le bénéfice



de l'amnistie à certaines catégories de personnes, poursuivies ou condamnées pour faits de collaboration, notamment aux grands mutilés des deux guerres, n° 3020. — Le 17 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, n° 3407. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 4 de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3502. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant temporairement les règles de formation du jury criminel, n° 3583. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les indemnités de session accordées aux membres du jury criminel, et les indemnités allouées aux témoins et aux experts appelés à déposer en matière correctionnelle ou criminelle, n° 3841. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant relèvement des frais de poste perçus dans les procédures pénales, n° 3842. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 13 de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que désormais soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, n° 3945. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à créer, à organiser et à mettre en valeur le territoire des « Terres australes et antarctiques françaises », n° 4250. — Le 28 juin 1948, une proposition de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, n° 4742. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à stabiliser les valeurs locatives à leur taux de 1947, n° 4797. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier l'article 13

de la loi du 22 juillet 1867 et d'interdire que désormais soit prononcée la contrainte par corps contre des mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite, n° 4963. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Citerne et plusieurs de ses collègues relative à la modification des articles premier, 5 et 8 de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury, n° 4964. — Le 24 novembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder une nouvelle prorogation aux locataires de locaux commerciaux, n° 5644. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées à la dégradation nationale soit à titre principal soit accessoirement à une autre peine, n° 6156. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6198. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers en vue de limiter le montant des majorations de loyers, n° 6215. — Le 28 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adapter aux principes posés par les articles 10, 11 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la législation et les juridictions existantes, n° 6239. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6295. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Betolaud et Jean-Moreau tendant à instituer la responsabilité des présidents et administrateurs des entreprises nationalisées, n° 6352. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à réprimer les agressions à main armée, n° 6875. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affirmer et matérialiser les droits de souveraineté de la France sur les îles australes françaises, notamment l'archipel Kerguelen, et à y envoyer dans les délais les plus brefs une mission économique, scientifique et militaire, n° 6989. — Le 21 mai 1949, une proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 7246. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi ayant pour objet de limiter le nombre des camions-bazars à leur effectif actuel, n° 7286. — Le 7 juin 1949, une

proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 7369**. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948 relative à la prorogation des baux commerciaux, **n° 7445**. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 89 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation et professionnels, **n° 7446**. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Louis Rollin et Christiaens ayant pour objet de compléter l'article 4 de la loi du 31 décembre 1948 relative à la prorogation des baux commerciaux, **n° 7599**. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter l'article 89 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation et professionnels, **n° 7600**. — Le 10 juillet 1949, une proposition de loi portant intégration dans les cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales permanentes de l'Etat et de la Préfecture de police, **n° 7846**. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 89 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, **n° 7914**. — Le 4 novembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 8310**. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de proroger jusqu'au 15 décembre 1949 les délais accordés par la loi du 20 juillet 1949 aux collectivités locales pour procéder à une réduction du montant des patentes, **n° 8383**. — Le 24 novembre 1949, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou du comportement, délinquants ou en danger,

**n° 8469**. — Le 20 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire acquérir par l'Etat l'actuel stade Rullier en vue de l'édification d'un gymnase et d'une maison d'étudiants, **n° 8779**. — Le 23 décembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet la révision des sanctions disciplinaires prononcées au titre de l'épuration administrative, **n° 8831**. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de limiter le montant de la patente en 1950, **n° 8902**. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont, **n° 9134**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Livry-Level tendant à renforcer les peines contre les détenteurs d'armes illicites ; 2° de M. Livry-Level tendant à réprimer les attaques à main armée et les enlèvements ; 3° de M. Louis Rollin tendant à réprimer les agressions à main armée, **n° 9582**. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, **n° 10013**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 10532**. — Le 27 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 381 et 386 du Code pénal, **n° 11125**. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 11963**. — Le 13 février 1951, une proposition de loi modifiant les conditions d'attribution des allocations familiales aux apprentis et aux étudiants, **n° 12176**. — Le 14 février 1951, une proposition de loi modifiant les articles 383 et 384 du Code pénal, **n° 12197 (rectifié)**. — Le 15 février 1951, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 10623) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4184) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou de comportement, délinquants ou en

danger. n° 12224. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 622 du Code d'instruction criminelle, n° 12380. — Le 7 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications des magistrats, n° 13105. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13199) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6143) adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 13274.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur le ravitaillement des grands centres urbains et notamment de la région parisienne [31 janvier 1947] (p. 141); la développe [13 février 1947] (p. 305 et suiv.). — Intervient au cours de la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Pénurie en blé* [18 février 1947] (p. 366); *Pénurie en viande* (p. 367). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à suspendre les réquisitions et expropriations d'immeubles au profit des administrations publiques* [25 mars 1947] (p. 1082 et 1083); *le retire* (p. 1083); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 126 : *Disjonction de l'article relatif aux cotisations dues à la C.A.R.C.O.* [29 mai 1947] (p. 1803); Dépenses civiles, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 505 : *Organismes de tourisme* [19 juin 1947] (p. 2252); ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Gestion des théâtres lyriques nationaux par M. Hirsch et crédits pour la Villa Médicis)* [22 juillet 1947] (p. 3377, 3378). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves errements pratiqués dans l'administration des deux grands théâtres lyriques nationaux, l'Opéra et l'Opéra-Comique et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y mettre un terme [30 mai 1947] (p. 1863). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2185, 2186); Art. 9,

9<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique* [21 juin 1947] (p. 2311, 2312); Art. 14 : *Rectification grammaticale* [30 juin 1947] (p. 2562); Art. 17 : *Amendements de MM. J. Bardoux et A. Mutter tendant à amnistier de l'indignité nationale les mineurs de 21 ans* (p. 2568); Art. 21 : *Amendement de M. Crouzier tendant à ce que l'amnistie s'étende aux sanctions administratives prises en conséquence de l'infraction amnistiée* [7 juillet 1947] (p. 2781); Art. 9 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2788). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour pour qu'il n'y ait pas de modification au règlement proposé [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2608); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de la discussion de sa proposition de loi sur la Haute Cour de Justice* [8 juillet 1947] (p. 2831); — sur le renvoi de la discussion de la proposition de loi concernant la Haute Cour [8 juillet 1947] (p. 2832, 2833); — sur la modification de l'ordre du jour [9 juillet 1947] (p. 2852, 2853). — Est entendu : au cours du débat sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour : *Discussion générale* [9 juillet 1947] (p. 2871, 2872); — dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Date de la suite de la discussion* [28 juillet 1947] (p. 3634); — au cours du débat sur le fonctionnement de la Haute Cour de Justice [27 novembre 1947] (p. 5148, 5149). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Mutter, membre de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de renvoi à la commission* [16 décembre 1947] (p. 5772, 5773); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions d'ordre transitoire en matière de loyers : *Discussion générale* [18 décembre 1947] (p. 5865, 5866); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947, ÉTAT 1, JUSTICE, Chap. 323 : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire les crédits pour les détenus et maisons d'éducation surveillées* [27 décembre 1947] (p. 6352, 6353); Chap. 402 : *Amendement de M. Toujas relatif à l'entretien des mineurs délinquants* (p. 6354, 6355); — du projet de loi relatif à certaines dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles, Art. 4 : *Son amendement tendant à remplacer la date du 1<sup>er</sup> janvier 1949 par celle du 1<sup>er</sup> avril 1948 concernant l'occupation d'immeubles*

[30 décembre 1947] (p. 6581, 6582, 6583); *le retire* (p. 6584). — Est entendu sur la démission du Président de la Haute Cour de Justice : *Incidents lors des dernières sessions de celle-ci* [30 janvier 1948] (p. 327, 328). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers, Art. 2 : *Occupation d'immeubles par des administrations* [3 février 1948] (p. 354); Art. 62 bis : *Aucune majoration d'impôts du fait des majorations de loyers* [4 mai 1948] (p. 2474, 2475); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux professionnels* [20 mai 1948] (p. 2796); *le retire* (ibid.); Art. 53 bis : *Amendement de M. Dominjon tendant à simplifier la récupération d'un appartement réquisitionné* [4 juin 1948] (p. 3221, 3222, 3223); Art. 62 bis : *Son amendement tendant à mentionner les lois précédentes sur les loyers* (p. 3223); *le retire* (ibid.); Art. 16 : *Amendements de MM. Minjoz, Citerne et Triboulet tendant à changer le système de majoration des loyers* [11 juin 1948] (p. 3436); Art. 26 : *Son amendement tendant à augmenter les loyers de 50 0/0 le 1<sup>er</sup> octobre 1948* [17 juin 1948] (p. 3637, 3638, 3639, 3641, 3643, 3644); *le retire* (p. 3644); Art. 62 bis : *Pas de majoration d'impôts à la suite des majorations de loyers* [18 juin 1948] (p. 3688); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1948] (p. 3921). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Longueur de la séance de nuit* [17 février 1948] (p. 793). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 800, 801); *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 838, 842, 851, 853); Art. 3 : *Son amendement tendant à ajouter de nouveaux alinéas relatifs à la procédure en cas de poursuites* [19 février 1948] (p. 889); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ÉTAT A, JUSTICE, Chap. 100 : *Résultats et conduite de l'épuration* [2 juin 1948] (p. 3111). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*rectifications de votes pendant le pointage*) [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4231); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. Marie* [24 juillet 1948] (p. 4890). — Prend part à la discussion de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libérateur, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet

1948] (p. 5136); Article unique : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase* (p. 5137). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique générale [7 septembre 1948] (p. 6440); *la développe* (p. 6440, 6441, 6442). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts nouveaux : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6605, 6606, 6607); Art. 2 : *Son amendement tendant à tenir compte de la valeur du loyer, non de la valeur locative* (p. 6666); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif aux domestiques incapables de fournir des travaux de force* (p. 6666); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Bouvier* [20 septembre 1948] (p. 6752, 6753). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences des grèves, les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'action de certains organismes français et d'une puissance étrangère pour faire échec à la politique extérieure de la France et organiser les grèves [16 novembre 1948] (p. 6990); *la développe* (*Ses observations sur le rôle du parti communiste dans les grèves, l'action des divers syndicats, les sabotages et attentats commis, les mesures énergiques à prendre*) (p. 6991 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Sa réponse à M. Patinaud* [17 novembre 1948] (p. 7051); *Ses observations sur la dissolution éventuelle du parti communiste* [18 novembre 1948] (p. 7099); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Ducloux prévoyant la création de commissions d'enquête* [23 novembre 1948] (p. 7153 et suiv.); — de sa proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7270 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à amnistier les personnes condamnées à l'indignité nationale* (p. 7277); — du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7402); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale* (*Ses observations sur la lourdeur des impôts sur le revenu foncier*) [20 décembre, 1948]

(p. 7754) ; — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8059) ; — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [28 janvier 1949] (p. 250) ; *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjot* [4 février 1949] (p. 379) ; — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (affaire St-Rapt—Brice) : *Discussion générale* [8 février 1949] (p. 416). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente ; *Rectification de son vote sur le projet de loi portant création d'une Assemblée en Cochinchine* [15 mars 1949] (p. 1622). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exclure les étrangers de la loi* [29 mars 1949] (p. 1804) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas faire de distinction entre les différentes catégories d'hôtels de tourisme* (p. 1808) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise au propriétaire pour loger ses parents* (p. 1810) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à la procédure devant le juge des référés* (p. 1811, 1812) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1891) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2953) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Discussion générale* [7 juin 1949] (p. 3192) ; Art. 5 : *Maintien provisoire des chambres civiles et des cours de justice pour liquider les affaires en cours* [6 juillet 1949] (p. 4271) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; ETAT A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3411) ; *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3411, 3412) ; *le retire* (p. 3413). — Est entendu sur une question

de M. Theetten à M. le Garde des Sceaux relative à une nouvelle promotion de la médaille de la Résistance [17 juin 1949] (p. 3484). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes en 1949 : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3996, 3997) ; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 40 0/0 sur la contribution des patentes* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4013) ; — d'une proposition de loi portant prorogation des baux commerciaux, en qualité de *Rapporteur* [6 juillet 1949] (p. 4260, 4261) ; *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* (p. 4262) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers de locaux d'habitation et professionnels ; *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* [6 juillet 1949] (p. 4264) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4858, 4859) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 juillet 1949] (p. 5057) ; — d'une proposition de loi relative aux prix du blé : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5439, 5441). — Est entendu : au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5769, 5770) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote lors du scrutin d'investiture de M. Moch*) [18 octobre 1949] (p. 5828). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux locations-gérances ; Art. 2 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à supprimer les troisième et cinquième alinéas prévoyant l'insertion au bulletin officiel du registre du commerce* [8 novembre 1949] (p. 6016). — Dépose une demande d'interpellation sur les coupures de courant en France et dans la région parisienne [10 novembre 1949] (p. 6074) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6426) ; la développe [9 décembre 1949] (p. 6742, 6743, 6749). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la contribution des patentes pour 1949 : *Urgence* [22 novembre 1949] (p. 6157). — Est entendu sur une demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la réduction des patentes : *Absence des signataires de la demande d'arbitrage* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6466). — Prend part à la discussion : du

projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les droits de mutation)* [22 décembre 1949] (p. 7166) ; Article additionnel : *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens* [27 décembre 1949] (p. 7379, 7380) ; — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Urgence* [23 février 1950] (p. 1315) ; — du projet de loi organisant un référendum dans les Etablissements français de l'Inde : *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1439) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1510, 1516) ; *Son contre-projet tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* [21 mars 1950] (p. 2206, 2207, 2208, 2209) ; *le retire* (p. 2209) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur les appartements achetés dix ans avant l'exercice de ce droit* [24 mars 1950] (p. 2342, 2343, 2344) ; *le retire* (p. 2344) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 2345) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Amendement de M. Ninine tendant à insérer un article nouveau maintenant valables les congés donnés en application des articles 19 et 20 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 2352) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954* [16 mai 1950] (p. 3698, 3699) ; *le retire* (p. 3700) ; — d'une proposition de loi relative aux établissements privés pour mineurs déficients ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des inspections inopinées par des magistrats et fonctionnaires* [28 février 1950] (p. 1553) ; — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation ; Art. 2 : *Détermination du montant des primes accordées* [9 mai 1950] (p. 3390) ; — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3805, 3809) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4059, 4060) ; JUSTICE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4108, 4115, 4116, 4117) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires ; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par*

*l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5259) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Question préalable posée par Mme Vaillant-Couturier* [24 octobre 1950] (p. 7108, 7109) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale quelle que soit la durée de la peine* [10 novembre 1950] (p. 7636, 7637, 7639) ; *Son amendement tendant à faire cesser la peine de dégradation nationale à l'expiration de la peine principale* (p. 7646, 7647) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bourbon tendant à supprimer l'article relatif à l'amnistie des mineurs de moins de 21 ans* [16 novembre 1950] (p. 7793) ; Art. 10 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés* [17 novembre 1950] (p. 7886, 7887) ; *Son amendement tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis* (p. 7888, 7889) ; Art. 20 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le chapitre énumérant les déchéances et incapacités que comporte la dégradation nationale* [4 décembre 1950] (p. 8502) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : *Amendement de M. Michelet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la grâce amnistiant aux libérés sous condition* [2 janvier 1951] (p. 5) ; Art. 10 : *Amendement de M. Aubry tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides* (p. 9). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet réglant la vente d'immeubles par appartements* [14 novembre 1950] (p. 7705). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à l'expulsion des locataires de bonne foi [8 décembre 1950] (p. 8833, 8834). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux : *Question préalable posée par M. Garet* [14 décembre 1950] (p. 9063, 9064) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Champ d'application de la loi* (p. 9079) ; *Son amendement tendant à appliquer la loi aux officiers ministériels* (p. 9080, 9081) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas prévoir de restrictions quant aux conditions de l'exploitation par le locataire* (p. 9083) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à assimiler certains exploitants à des propriétaires* (p. 9084) ; Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans*

(p. 9090); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial industriel ou artisanal; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Toujas tendant à ne proroger que jusqu'au 31 mars 1951 les textes en vigueur* [30 décembre 1950] (p. 9862); Article additionnel: *Son amendement tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires de bail à défaut de paiement* (p. 9864); *le retire* (ibid.); *Amendement analogue de M. Péron* (p. 9867); *Amendement de M. Grimaud tendant à rajuster provisoirement la valeur des loyers commerciaux* (p. 9870); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 285). — Dépose une demande d'interpellation: sur les conditions dans lesquelles des officiers de police judiciaire ont pu incarcérer un médecin de la Seine en dehors de l'inculpation [11 janvier 1951] (p. 325); — sur les expulsions de locataires de bonne foi qui se multiplient [7 février 1951] (p. 861). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000: *Ses observations sur le régime des prisons françaises, les arrestations arbitraires, le reclassement des prisonniers, l'expérience de Loos, le régime de la rélegation et de l'interdiction de séjour* [15 février 1951] (p. 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1190, 1195, 1196); INTÉRIEUR, Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit de 62.152 millions (Crise du logement à Paris et expulsion de locataires)* [27 février 1951] (p. 1651, 1652). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des transports de la région parisienne, sur ses conséquences et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le fonctionnement des services publics [17 mars 1951] (p. 2120). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion des propositions relatives à l'expulsion de locataires* [10 avril 1951] (p. 3041). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Art. 10: *Son amendement relatif à l'évacuation des locaux d'habitation occupés par les administrations publiques* [11 avril 1951] (p. 3133, 3134, 3135); Art. 11: *Son amendement tendant à accorder un délai*

*d'un an pour l'évacuation des locaux d'habitation occupés par l'administration* (p. 3136, 3137); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'évacuation par les administrations publiques des locaux d'habitation requis dans un délai d'un an* [21 mai 1951] (p. 5591); Art. 16: *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir le texte voté en première lecture créant une taxe sur la publicité diffusée par les postes étrangers de langue française* (p. 5593). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3209). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires: *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3380, 3381); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Grimaud tendant à permettre au président du tribunal siégeant en référé d'accorder des délais de longue durée aux locataires qui doivent être expulsés* [28 avril 1951] (p. 4159); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951: *Discussion générale (Brigades polyvalentes)* [30 avril 1951] (p. 4353, 4354); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 mai 1951] (p. 5588). = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557), [8 mars 1948] (p. 1546), [31 juillet 1948] (p. 5168), [23 décembre 1948] (p. 7900), [17 février 1949] (p. 625), [29 juillet 1949] (p. 5523), [10 janvier 1950] (p. 189), [29 mars 1950] (p. 2605), [4 août 1950] (p. 6614). — Obtient des congés [8 mars 1948] (p. 1546), [31 juillet 1948] (p. 5168), [23 décembre 1948] (p. 7900), [17 février 1949] (p. 625), [29 juillet 1949] (p. 5523), [10 janvier 1950] (p. 189), [4 août 1950] (p. 6614).

**ROQUES (M. Raymond).** *Député de la Haute-Garonne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102),

[26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la justice et de législation [8 mars 1948] (p. 1540), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des immunités parlementaires : [7 juin 1949] (p. 3172), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie : [4 février 1947] (p. 148). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à autoriser le Ministre de la Santé publique et de la Population à statuer sur les demandes de naturalisation qui ont été formées conformément à l'article 7 de la loi du 3 février 1939, n° 4947. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 145 et 164 du Code civil relatifs aux dispenses des prohibitions matrimoniales, n° 7486. — Le 20 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, par l'appareillement des listes, la prime à la majorité, le panachage et les élections partielles, n° 8224 (rectifié). — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi ayant pour objet de faire bénéficier de l'exonération fiscale de 25 ans les immeubles construits pendant la période 1942-1945, n° 8225. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Robert Bichet tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers, n° 9929. — Le 31 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8859) de M. Robert Bichet tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers, n° 11826.

— Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8434) de M. Delachenal concernant le droit de passage chez un voisin pour adduction d'eau potable, n° 13048. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 12471) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8859) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires, n° 13071.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations-gérances de fonds de commerce ; Art. 2 : *Son amendement relatif à la définition du contrat de location-gérance* [8 novembre 1949] (p. 6014) ; Art. 10 : *Amendement de M. Wasmer tendant à prévoir une indemnité de plus-value à la sortie du bail* (p. 6017) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7399, 7400) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [17 novembre 1950] (p. 7858, 7859, 7860, 7861, 7862) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Baudry d'Asson tendant à accorder le droit de retrait à l'exploitant en cas d'aliénation* [8 décembre 1950] (p. 8814) ; *Son sous-amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au droit de préemption sur la cession des biens indivis* [15 décembre 1950] (p. 9137, 9138) ; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'acte d'huissier* [20 décembre 1950] (p. 9390) ; Art. 5 : *Droit de préemption dans le cas de vente par adjudication* (p. 9391, 9392) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* [26 janvier 1951] (p. 421, 422) ; *Son amendement relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 586) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à limiter dans le temps le droit de révision des baux par les tribunaux paritaires* [16 février 1951] (p. 1240, 1241, 1242) ; *Son amendement relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à révision* [16 mars 1951] (p. 2029) ; *Ses expli-*



*cations de vote sur l'article* (p. 2033, 2034) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'expression « prix du bail »* [6 avril 1951] (p. 2797, 2798, 2799) ; *Amendement de M. Fabre tendant à ne pas partager le cheptel par tiers* (p. 2817) ; *Amendement de M. Gallet tendant à ne pas diminuer la part des métayers pendant le bail en cours* (p. 2820) ; *Son amendement tendant à admettre le forfait sur certains produits selon les usages locaux* (p. 2821, 2822) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2840) ; Art. 8 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion* (p. 2854) ; *Son amendement tendant à ne pas accorder à un acquéreur le bénéfice du congé donné par l'ancien propriétaire* (p. 2855, 2856) ; *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise au bailleur en faveur de jeunes agriculteurs* (p. 2857, 2858). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification de l'ordre du jour*) [7 février 1951] (p. 838). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9425, 9426, 9427, 9428, 9436) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir l'appareillement des listes* [15 mars 1951] (p. 1975) ; Art. 16 bis : *Son amendement relatif au panachage associé au vote préférentiel* [21 mars 1951] (p. 2425) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 2 : *Recevabilité de l'amendement de M. Deixonne tendant à appliquer les lois relatives à la laïcité de l'Etat à la Loterie nationale* [19 avril 1951] (p. 3554). = S'excuse de son absence [17 mai 1951] (p. 5336). = Obtient un congé [17 mai 1951] (p. 5336).

**ROSENBLATT (M. Marcel)**, *Député du Bas-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 299) ; [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348).

**Dépôts :**

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux déportés politiques des camps et prisons de Schirmeck, Natzweiler, Woippy, Queleu, Einsisheim, Haguenau, les avantages prévus par l'ordonnance du 11 mai 1945 en faveur des déportés politiques, **n° 75**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux incorporés de force dans les unités allemandes les avantages prévus par l'article 10 bis de l'ordonnance du 11 mai 1945, **n° 76**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler le décret n° 46-1630 du 13 juillet 1946 relatif au régime des assurances sociales des salariés agricoles et forestiers dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 599**. — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs, **n° 640**. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Radio-Strasbourg, **n° 641**. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les allocations familiales et militaires indûment supprimées par les nazis dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 880**. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à assimiler aux déportés politiques les familles mosellanes et alsaciennes transplantées dans des camps allemands, **n° 1138**. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, **n° 1244**. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 1613**. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux victimes de l'inondation des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, des Vosges, de la Haute-Saône et de la Moselle, **n° 3041**. — Le 5 janvier 1948, une proposition de loi tendant à introduire la loi des 9 et 11 décembre 1905, portant sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dans les départements du

Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3087. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents du chemin de fer de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine (S.N.C.F.) ayant opté pour le régime de la loi du 30 décembre 1923 les avantages des majorations des rentes de vieillesse, stipulés par la loi de la sécurité sociale du 1<sup>er</sup> juillet 1946, n° 3277. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à maintenir aux salariés des professions agricoles et forestières des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle le régime de sécurité sociale institué par les ordonnances n° 45-2250 du 4 octobre 1945 et n° 45-2454 du 19 octobre 1945 et la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, n° 3664. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi des 30 et 31 octobre 1886 abrogeant la loi Falloux, n° 4755. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi tendant à laisser aux communes du département du Bas-Rhin la pleine propriété des appareils de vaporisation pour la destruction des doryphores de la pomme de terre, n° 4787. — Le 7 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la taxation des arbres fruitiers proposée par les commissions départementales des contributions directes des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, n° 4892. — Le 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter les lois n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance et n° 48-1404 du 9 septembre 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés politiques, n° 5875. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la commission des pensions sur la proposition de loi de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi 48-1404 du 9 septembre 1948, n° 5918. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 413 du Code de l'enregistrement, relatif à l'exonération des droits de mutation par décès des « Morts pour la France », n° 6235. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à autoriser le cumul de certaines pensions du régime général de sécurité sociale avec des pensions de régimes spéciaux, n° 7274. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant

au reclassement du personnel communal dans les départements d'Alsace et de Lorraine, n° 8965. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à déclarer l'ancien camp de Struthof-Natzwiller musée national, n° 9172. — Le 23 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 janvier 1902 et le décret du 17 février 1903, relatifs aux amodiations amiables aux associations de pêche et de pisciculture agréées, dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, pour la location de la pêche dans le Rhin, période du 1<sup>er</sup> janvier 1950 au 31 décembre 1954, n° 9567. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Wolff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en « Reichsmark » déposés dans une banque allemande en zone française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande, n° 9938. — Le 6 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement les textes législatifs concernant le non-licenciement des fonctionnaires et agents de l'Etat, ex-déportés et internés, veuves et mutilés de guerre, n° 10185. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en pratique les dispositions réglementaires et administratives relativement à l'enseignement de la langue allemande dans les institutions d'enseignement des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 10354. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le démantèlement et le transfert des machines-outils des ateliers de chemins de fer de Mulhouse (Haut-Rhin), n° 10717. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité pour difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 11156. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 10185) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement les textes législatifs concernant le non-licenciement

des fonctionnaires et agents de l'État, ex-déportés et internés, veuves et mutilés de guerre, n° 11550. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'École normale nationale d'apprentissage de Strasbourg et à prendre les mesures nécessaires à son plein et entier développement, n° 11821. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à assurer à tous les justiciables dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des droits égaux devant la justice, n° 11875. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 concernant les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht rentrés dans leur foyer après le 1<sup>er</sup> juin 1945, n° 12834.

### Interventions :

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Meuse [28 novembre 1946] (p. 22). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, PRÉSIDENT DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : *Soutient l'amendement de Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle* [10 juin 1947] (p. 2009); *le retire* [12 juin 1947] (p. 2035); AGRICULTURE, Chap. 108 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle* (p. 2051); *le retire* (ibid.). — Participe à la discussion : du projet de loi portant amnistie, Art. 9, 4<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à étendre le bénéfice de la loi aux incorporés de force dans l'armée allemande* [21 juin 1947] (p. 2306); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5029, 5030, 5031). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique gouvernementale vis-à-vis de l'U.R.S.S. et le rapatriement des Alsaciens-Lorrains [12 décembre 1947] (p. 5691); la développe (p. 5701, 5702, 5703). — Est entendu sur le procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance du 16 décembre 1947 : *Accusations lancées par M. Fontupt-Esperaber* [16 décembre 1947] (p. 5756, 5757). — Prend part à la discussion : du projet de loi

prorogeant la législation en vigueur dans les départements d'Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6271, 6272); Article unique : *Son amendement tendant à ne proroger la législation en vigueur que jusqu'au 31 décembre 1947* (p. 6272, 6273); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6486, 6487); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas maintenir en vigueur l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 relatif à la presse d'Alsace-Lorraine* [26 février 1948] (p. 1145, 1146); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1155), [27 février 1948] (p. 1175). — Est entendu pour un fait personnel : *Déclarations de M. Wasmer* [27 février 1948] (p. 1184). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 2 : *Son amendement relatif à la définition des déportés* [4 mars 1948] (p. 1310, 1311); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : Article unique : *Son amendement tendant à augmenter les crédits* [18 mars 1948] (p. 1934); *Son amendement tendant à réparer intégralement les dommages* (p. 1935); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance, 2<sup>e</sup> partie : déportés politiques; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer toute distinction entre les internés d'Alsace-Lorraine* [19 mars 1948] (p. 2006); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 juillet 1948] (p. 4824); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 100 : *Ses observations sur l'occupation en Allemagne* [30 juillet 1948] (p. 5144, 5145); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique suivie en Sarre* [30 juillet 1948] (p. 5147, 5148); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 702 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour les transferts de corps* [6 août 1948] (p. 5449); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement devant les déclarations de M. Karl

Schafer, Président du Parti national démocrate allemand revendiquant le retour de l'Alsace-Lorraine [26 novembre 1948] (p. 7285). — Prend part à la discussion des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale (Ses observations sur les déclarations de M. Karl Schafer réclamant le retour à l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine, le relèvement de l'Allemagne par les Américains dirigé contre l'U.R.S.S., les livraisons de minerais à l'Allemagne, l'intervention décisive soviétique en janvier 1945 pour sauver l'Alsace, l'attitude de M. Michelet sous l'occupation)* [2 décembre 1948] (p. 7349 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident du chemin de fer de Herrlisheim le 2 décembre 1948 [10 décembre 1948] (p. 7554). — Prend part à la discussion de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance, Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause : « pendant trois mois au moins »* [14 décembre 1948] (p. 7569); *Amendement de M. Roucaute tendant à inclure les formations affiliées au C. N. R.* (p. 7570); Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des postulants au titre de combattant volontaire de la Résistance* (p. 7572). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des propositions de loi relatives aux dommages de guerre* [28 décembre 1948] (p. 8074). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8154); — de la proposition de loi modifiant le statut définitif des déportés et internés de la résistance : *Renvoi à la Commission* [11 février 1949] (p. 534); — du projet de loi modifiant le Code du travail : *Motion préjudicielle de M. Besset tendant au renvoi au Conseil économique* [18 février 1949] (p. 683, 684); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir tel quel l'article 135 du Code du travail* (p. 710); Art. 3 : *Son amendement relatif aux conditions exigées des candidats délégués mineurs* (p. 713); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur, Chap. 183 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales en Alsace-Lorraine* [6 avril 1949] (p. 2452); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima*

*du 31 décembre 1948* [7 avril 1949] (p. 2186); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P.T.T., Chap. 301 : *Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [12 avril 1949] (p. 2311); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture, Chap. 167 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements de la direction des Eaux et Forêts (Ses observations sur les forêts d'Alsace-Lorraine)* [12 avril 1949] (p. 2341). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents lors de la tenue à Strasbourg de l'Union fédéraliste inter-universitaire [17 mai 1949] (p. 2549); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre, Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel (Application du statut des déportés)* [19 mai 1949] (p. 2675, 2676); Chap. 304 : *Cimetières militaires* (p. 2685); Chap. 320 : *Transfert des corps* (p. 2687); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine; Article unique : *Amendement de Mme Schell tendant à ne proroger cette législation spéciale que pour un an* [23 juin 1949] (p. 3680); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4485, 4486, 4487); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 109 : *Indemnités pour difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [28 juillet 1949] (p. 5426). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie illégale du journal *l'Humanité d'Alsace et de Lorraine* du 11 août 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les victoires commerciales de l'Allemagne, la révision de la frontière Oder-Neisse, les Français retenus en U.R.S.S.)* [25 novembre 1949] (p. 6281, 6282, 6283, 6284, 6343, 6344). — Dépose une demande d'interpellation sur la profanation des tombes de déportés de Dachau [8 décembre 1949] (p. 6700); la développe [13 décembre 1949] (p. 6803, 6804, 6805); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Serre demandant des sanctions contre les profanateurs*

(p. 6811). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6726). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accident de Munchausen, près de Colmar, le 10 janvier 1950 [13 janvier 1950] (p. 233); — sur l'interdiction de l'utilisation du dialecte alsacien par le personnel du téléphone avec les abonnés [26 janvier 1950] (p. 533). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2390, 2391). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application de l'accord franco-soviétique de rapatriement des criminels de guerre [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur les fonctionnaires des P. T. T. alsaciens* [3 mai 1950] (p. 3199); AGRICULTURE, Chap. 1790 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Forestiers d'Alsace-Lorraine)* [25 mai 1950] (p. 3911); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation intérieure (Personnel d'Alsace-Lorraine)* [7 juin 1950] (p. 4403); Chap. 5150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (Chemins de fer d'Alsace-Lorraine)* (p. 4441); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 3020 : *Matériel de la direction des mines (Licenciements dans les mines de potasse)* [13 juin 1950] (p. 4669); Chap. 5050 : *Subventions au Centre national de cinématographie (Films parlant allemand en Alsace-Lorraine)* (p. 4672, 4673); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4090 : *Amendement de M. Albert Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 4698); Chap. 4020 : *Primes d'aménagement et de déménagement (Logements attribués aux Français à Kehl)* (p. 4700); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur le rapatriement des prisonniers de guerre de la Wehrmacht en U. R. S. S.)* [20 juin 1950] (p. 5053, 5054); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant*

*à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Anciens combattants alsaciens lorrains de la Wehrmacht)* [24 juillet 1950] (p. 5880); Chap. 6020 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés* (p. 5904); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Politique de dénazification)* [26 juillet 1950] (p. 5995, 5996); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits pécuniaires des Forces françaises de l'intérieur et déportés* (p. 6002, 6003); — du projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle—Mulhouse à Blotzheim : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3397). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des anciens combattants*) [22 juin 1950] (p. 5178). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois : *Discussion générale* [20 octobre 1950] (p. 7083, 7084); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à dispenser de service les fils aînés des familles de 6 enfants* [27 octobre 1950] (p. 7304); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7530, 7531); Art. 2 : *Amendement de M. A. Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à vingt ans au moins de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7643); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7727, 7728, 7729, 7730) — Dépose une demande d'interpellation : sur la venue à Strasbourg d'Allemands sans passeport ni visa [29 novembre 1950] (p. 8279); — sur la non reconnaissance de la frontière d'Oder—Neisse par M. André-François Poncet à Kiel [2 février 1951] (p. 679). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3120 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition (Route internationale franco-suisse de Blotzheim, Haut-Rhin) [14 mars 1951] (p. 1944, 1945); Chap. 3200 : Entretien des bases aériennes (Aérodrome de Entzheim près de Strasbourg) (p. 1947, 1948); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : Ses observations sur la dissolution du cadre temporaire [5 avril 1951] (p. 2733); Chap. 1060 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Hauts commissaires (Réarmement et industrialisation de l'Allemagne, libération de Krupp) (p. 2753, 2754, 2755, 2756); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2756); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine [20 avril 1951] (p. 3651); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine) (p. 3671, 3672); Chap. 1520 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement technique (Ecoles d'apprentissage de Strasbourg) [21 avril 1951] (p. 3740); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Son amendement relatif au point de départ de la pension d'invalidité pour les Alsaciens Lorrains, soldats de la Wehrmacht [15 mai 1951] (p. 5192); Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Anciens combattants alsaciens lorrains, remboursements des marks des déportés) (p. 5195). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation d'une base aérienne américaine près de Strasbourg [21 mars 1951] (p. 2282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 15 : Son amendement tendant à affecter 4 milliards au logement des français de Kehl [13 avril 1951] (p. 3285); Son amendement tendant à reloger les habitants de Kehl par priorité sur les autres alsaciens (p. 3285); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 43 : Amendement de M. Robert Prigent tendant à rétablir l'article autorisant les mines domaniales de potasse à émettre un emprunt obligataire [19 avril 1951] (p. 3601, 3602, 3603). — Dépose une demande d'interpellation : sur la signature du pacte des marchands de canons franco alle-

mands, dénommé Plan Schuman [11 mai 1951] (p. 5045); — sur les déclarations de M. Konrad Adenauer réclamant la dénationalisation de Strasbourg et l'unification du port et de la ville avec Kehl [11 mai 1951] (p. 5045).

### ROUCAUTE (M. Gabriel), Député du Gard.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé : Membre de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), 23 janvier 1951] (p. 348); Vice-Président de cette Commission [J.O. du 21 décembre 1946] (p. 10803); Secrétaire de ladite Commission [J.O. du 30 janvier 1948] (p. 1012). Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 17 mai 1946, relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 1306**. — Le 24 décembre 1947, une proposition de loi tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 30 0/0, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la Caisse autonome nationale (C. A. N.), **n° 2992**. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines, **n° 4278**. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 205 du décret du 22 octobre 1947 portant application du décret du 27 novembre 1946 fixant l'organisation de la Sécurité sociale dans les mines, **n° 4279**. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente du charbon pour les usages domestiques, **n° 4409**. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à déposer un projet de loi accordant l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine

à l'occasion de la grève décidée le 4 octobre; 2° à prononcer l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion de ce conflit; 3° à faire réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les mineurs et similaires licenciés ou suspendus à la suite de ce conflit, n° 6074. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à statuer dans le plus bref délai sur la demande présentée par la Caisse autonome des mines à propos de la perception de l'impôt cédulaire sur les pensions et retraites minières, et à donner des instructions dans les départements miniers pour le remboursement des sommes prélevées au titre de cet impôt sur les retraites échues le 1<sup>er</sup> décembre 1948, n° 6313. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les secours nécessaires aux sinistrés du Massif de l'Aigoual dévasté par l'incendie, n° 6342. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 *ter*, prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1945, concernant la législation spéciale de retraites des ouvriers et employés des carrières de bauxite, n° 7321. — Le 16 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en accord avec le Conseil d'administration de la Caisse autonome des Mines, des mesures pour que le paiement des retraites minières ait lieu chaque mois, n° 7471. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué, n° 8352. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les prestataires de la Caisse autonome des mines, en attendant le vote de l'augmentation de 25 0/0 des retraites, une prime de vie chère de 3.000 francs payable le 1<sup>er</sup> décembre et renouvelable, n° 8360. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves, n° 8369. — Le 21 décembre 1949, une proposition de loi ten-

dant à compléter l'article 7 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 8797. — Le 22 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la modification du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenu foncier, n° 8819. — Le 24 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 8842. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur — décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées — décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, n° 10061. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 10 millions pour indemniser les viticulteurs du Gard sinistrés par l'orage de grêle du 16 juin 1950, n° 10374. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension servie aux veuves par la Caisse autonome nationale des Mines, n° 11395. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1951 la gratuité du transport du charbon alloué à tout le personnel occupé dans les mines, aux retraités et aux veuves de retraités mineurs, n° 11491. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à fixer l'ouverture du droit à pension pour le personnel des Mines à l'expiration du dernier mois entier du service, au lieu de la dernière année entière, n° 12462. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe e) à l'article 166 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 12650.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2581) ; Art. 2 : *Amendements de M.M. Farine et Guy Petit tendant à maintenir les écoles privées,*

*bâties par les mineurs* [14 mai 1948] (p. 2676); — de la proposition de loi relative aux nationalisations du gaz et de l'électricité : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2772); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4227 et suiv.); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [9 août 1948] (p. 5614, 5615); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées : *Question préalable posée par M. Michel* [20 août 1948] (p. 6031, 6032); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à étendre les incompatibilités aux fonctions d'ambassadeur, de gouverneur et de chargé de mission* (p. 6036); — du projet de loi portant modification des autorisations de dépenses et de crédits pour 1948 (Investissements) : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6359, 6360, 6361). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements du 26 octobre 1948 à Alès, lors des opérations de police contre les puits de mines [16 novembre 1948] (p. 6990); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur et les soi-disant interventions extérieures qui auraient déterminé des mouvements de grèves [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe : *Ses observations sur la grève des mineurs et la solidarité montrée à l'égard des grévistes* [17 novembre 1948] (p. 7051 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Camphin tendant à accorder une retraite après dix années de travail* [26 novembre 1948] (p. 7281); Art. 5 : *Amendement de M. Ginestet tendant à majorer l'allocation au décès et celle des orphelins de moins de 16 ans* (p. 7281); Art. 6 : *Majoration de 25 0/0 des prestations à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1948* (p. 7282); *Son amendement tendant à payer les retraités mensuellement dès mars 1949* (p. 7282, 7283); le retire (*ibid.*); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à indemniser les victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7467); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 décembre 1948] (p. 7959); — du projet de loi

consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8131, 8132, 8133, 8134, 8135); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 8143). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amnistie des mineurs* [20 janvier 1949] (p. 60); — sur une demande d'arbitrage sur sa proposition de résolution relative à l'impôt cédulaire sur les pensions et retraites minières [10 février 1949] (p. 450, 451). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant 16.700.000.000 d'économies sur les dépenses civiles* [31 mai 1949] (p. 2973, 2974); — d'une proposition de résolution relative à la sécurité sociale dans les mines : *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* [7 juillet 1949] (p. 4324); *Discussion générale* (p. 4349); — d'une proposition de résolution relative au régime des prestations familiales dans les mines : *Discussion générale* [25 janvier 1950] (p. 490); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 533); *Son amendement tendant à verser la prime aux prestataires de la Caisse autonome nationale des mines* (p. 549); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements prévus pour les Charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2901, 2902); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 2. Etat C : *Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour les Charbonnages de France* [19 juillet 1950] (p. 5616, 5617); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4080 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux fonds de retraite de la Caisse de la sécurité sociale dans les mines (Retraite des mineurs)* [5 juin 1950] (p. 4279); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 1000 : *Politique charbonnière du Gouvernement (Fermeture de la mine de Plaisance)* [14 mars 1951] (p. 1916, 1917).



**ROUCAUTE (M. Roger)**, *Député de l'Ardèche*.

Son élection est validée [3 février 1946] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la Défense nationale [27 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions : [27 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (appl. de l'Art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

#### Dépôts :

Le 28 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés ayant appartenu à des mouvements de résistance, les mêmes avantages qu'aux déportés ayant été inscrits aux réseaux de la France combattante; 2° la proposition de loi de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance; 3° la proposition de loi de M. Raulin-Laboureur et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de modifier la loi n° 46-1056 du 15 mai 1946, tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, **n° 788**. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'expropriation de l'usine de chaux et ciments de Lafarge et du Teil au profit de l'Etat et à sa mise en régie nationale, **n° 1285**. — Le 20 décembre 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer de nouveau la ville de Privas (Ardèche) au titre de ville de garnison, **n° 2454**. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance du 11 mai 1945 complété par l'article 2 de la loi n° 49-1736 du

5 septembre 1947 en faveur des déportés politique de l'île d'Aurigny, **n° 3693**. — Le 9 mars 1948, une proposition de résolution tendant à maintenir la culture du tabac dans le département de l'Ardèche, **n° 3727**. — Le 17 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrevements fiscaux et des délais de paiement aux cultivateurs ardéchois et drômois victimes des gelées de février, **n° 3833**. — Le 19 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Barel et plusieurs de ses collègues étendant aux veuves d'origine française mariées à un étranger victime civile de la guerre, le bénéfice de la loi du 20 mai 1946, **n° 3878**. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à fixer le pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi 48-1404 du 9 septembre 1948, **n° 5610**. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer par décret les modalités d'application des articles 8 à 13 du statut des déportés et internés de la Résistance; 2° à fixer par décret les modalités d'application du statut des déportés et internés politiques; 3° à fixer par décret les modalités d'application de la loi n° 49-418 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, **n° 8361**. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer par décret les modalités d'application de l'article 13 du statut des déportés et internés de la Résistance; 2° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer par décret les modalités d'application des articles 8 et 13 du statut des déportés et internés de la Résistance; 2° à fixer par décret les modalités d'application du statut des déportés et internés politiques; 3° à fixer par décret les modalités d'application de la loi n° 49-418 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, **n° 8718**. — Le 28 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche au sujet de l'impôt sur les bénéfices agricoles, **n° 8876**. — Le 31 décembre 1949, une proposition de loi tendant à suspendre tout envoi en Indochine et à

rapatrier les officiers, sous officiers, soldats et gendarmes, anciens déportés ou internés, **n° 8928**. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes des orages de grêle, qui se sont abattus dans le département de l'Ardèche, **n° 10963**. — Le 17 octobre 1950, une préposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, **n° 10991**. — Le 23 novembre 1950, une préposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer des secours et indemnités aux personnes et aux communes sinistrées par les inondations de la vallée du Rhône; 2° à accorder aux familles sinistrées l'exonération des impôts de 1950, **n° 11406**. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, **n° 11565**. — Le 12 décembre 1950, une proposition de loi tendant à faire effectuer mensuellement, par la Caisse autonome nationale des mines, le paiement des retraites minières, **n° 11595**. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant au maintien à plein effectif du dépôt S.N.C.F. et du Centre ferroviaire du Teil (Ardèche), **n° 12415**. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours, des dégrèvements fiscaux et des délais de paiement aux cultivateurs et viticulteurs ardéchois, victimes des gelées printanières de 1951. — **n° 13132**. — Le 18 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours, des dégrèvements fiscaux et des délais de paiement aux agriculteurs, du nord de l'Ardèche, victimes du violent orage de grêle du 4 mai 1951, **n° 13299**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); ARMÉES : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 344); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande*

*de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1302); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1304, 1305, 1306); Article additionnel : *Amendement de M. Terrenoire tendant à insérer un article nouveau concernant toutes les catégories de résistants* (p. 1310); Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1313); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1316); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1316); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement relatif au bénéfice de la campagne double pour le temps de déportation* (p. 1316); *le retire* (p. 1317); Art. 17 : *Son amendement concernant les modalités d'application de la loi* (p. 1319); — d'une proposition de loi fixant le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1948] (p. 7510, 7511); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Devemy et demande de renvoi à la Commission* (p. 7513); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la clause : « Pendant trois mois au moins »* [14 décembre 1948] (p. 7569); *Son amendement tendant à inclure les formations affiliées au C.N.R.* (p. 7570); Art. 8 : *Son amendement tendant à porter à un an le délai pour demander un prêt au titre de combattant volontaire de la Résistance* (p. 7573); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du statut des combattants de la Résistance* [10 décembre 1948] (p. 7524). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre lui-même : *Discussion générale* [9 mars 1949] (p. 1393, 1394); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 001 : *Son rappel au règlement (Son droit à la parole)* [19 mai 1949] (p. 2667); Chap. 100 : *Traitement du personnel (Application du statut des déportés et internés de la Résistance)* (p. 2673, 2674); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Application du statut des déportés)* (p. 2677). — Dépose une demande d'interpellation sur la libération anticipée de Xavier Vallat, ancien Commissaire aux questions juives [17 janvier 1950] (p. 278). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 6 : *Dis-*

*pense pour les orphelins de père* [2 mars 1950] (p. 1635); = du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Aubry** [21 juin 1950] (p. 5110). — Dépose une demande d'interpellation sur l'injustice fiscale dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois et l'importation de marrons d'Italie [19 octobre 1950] (p. 6988).

### **ROUGIER (M. Jean), Député du Lot.**

Son élection est validée [4 novembre 1950] (p. 7454). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [7 novembre 1950] (p. 7494); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille de la population et de la santé publique [21 novembre 1950] (p. 7934); [23 janvier 1951] (p. 346); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [14 novembre 1950] (p. 7662).

### **ROULON (M. Henri), Député de l'Aube.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [18 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196); [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049) — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la société des éleveurs Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276)

#### **Dépôts :**

Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

modifier les dispositions du décret du 18 octobre 1941 modifiant les décrets des 31 décembre 1922, 18 décembre 1937 et 20 août 1939, portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (Code de la route) en ce qui concerne les remorques attelées aux tracteurs agricoles, **n° 797**. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Desjardins tendant à modifier l'article 24 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par la loi du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 903**. — Le 2 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à délivrer, par priorité, des licences de voitures automobiles aux cultivateurs qui ont eu leurs véhicules détruits ou réquisitionnés par les Allemands, ou l'autorité militaire, pendant la guerre, **n° 1211**. — Le 16 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Desjardins tendant à modifier l'article 24 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 2031**. — Le 18 juillet 1947, une proposition de loi tendant à fixer à 1.943 francs le prix du quintal de blé, compte non tenu de la prime à l'hectare, **n° 2073**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Maurice Fredet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à constituer un stock de sécurité de semences de blés de printemps, **n° 2821**. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation institué par la loi n° 49-30 du 7 janvier certaines catégories de producteurs agricoles, **n° 3237**. — Le 20 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un contingent supplémentaire de 2 kilos de sucre par ménage pendant les mois de juillet et août 1948, **n° 5007**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dispenser du permis de conduire « poids lourds » les conducteurs de tracteurs agricoles, **n° 5431**. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer en faveur des vieux « Economiquement faibles », retraités,

allocataires ou petits rentiers : 1° Une augmentation de la ration de pain ; 2° Une carte spéciale leur permettant l'acquisition de cette ration à un prix inférieur au prix actuel, n° 5525. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un permis de conduire les tracteurs agricoles, n° 6553. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé, n° 9866. — Le 9 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Roulon et plusieurs de ses collègues relative à la fixation du prix du blé ; 2° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant : a) à abroger le décret n° 50-511 du 30 avril 1950, modifiant le décret n° 48-1548 du 1<sup>er</sup> octobre 1948 relatif à la fixation du prix du blé ; b) à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs ; 3° de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues annulant le décret n° 50-511 du 30 avril 1950 relatif à la fixation du prix du blé, n° 10242. — Le 5 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement un crédit de 100 millions à la disposition des vigneronnes de l'Aube sinistrés par les gelées, n° 13089.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation causée au blé par la gelée [28 janvier 1947] (p. 55) ; la développe [21 mars 1947] (p. 999, 1000) ; — sur l'appel sous les drapeaux des cultivateurs de la classe 1947 [29 avril 1947] (p. 1332) ; est entendu sur la date de discussion de cette interpellation [9 mai 1947] (p. 1568) ; — sur l'approvisionnement du pays en pain [29 avril 1947] (p. 1332) ; la développe [2 mai 1947] (p. 1420, 1421). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de discussion de son interpellation sur l'appel sous les drapeaux des cultivateurs de la classe 1947* [9 mai 1947] (p. 1548) ; — dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale* [25 juillet 1947] (p. 3529, 3530). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4915) ; — sur la politique

agricole du Gouvernement [28 novembre 1947] (p. 5234). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 1<sup>er</sup>, État 1, AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6278, 6279) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements au paragraphe premier de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 79) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* [5 mars 1948] (p. 1441, 1442). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du blé [31 juillet 1948] (p. 5184). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages ; Art. 2 : *Amendement de M.M. Defos du Rau et Tanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer* [28 décembre 1948] (p. 8040). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [4 février 1949] (p. 380) ; la développe : *Ses observations sur la mauvaise qualité des pommes de terre de semence bretonnes, le prix trop faible du blé, les bénéfices insuffisants laissés par la culture de la betterave à sucre, la nécessité de construire de nouvelles distilleries de betteraves* [24 février 1949] (p. 866, 867, 868, 869). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les betteraves* [11 février 1949] (p. 513, 514) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 15 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article* [2 juillet 1949] (p. 4109) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4857) ; — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6053, 6054, 6055) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la distillation des betteraves et le sort des distilleries)* [25 janvier 1950] (p. 503) ; *Ses observations sur la production betteravière, la capacité de raffinage des usines existantes, la question de l'alcool carburant et la querelle entre agriculteurs et pétroliers* [17 février 1950] (p. 1237, 1238, 1239, 1240) ; — des

interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2751, 2752); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1170 : *Amendement de M. Rincent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales des services agricoles* [24 mai 1950] (p. 3889); Chap. 1730 : *Direction des eaux et forêts (Forêts de Gascogne)* (p. 3898). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [21 juillet 1950] (p. 5732); la développe : *Ses observations sur le manque de main-d'œuvre, le prix du blé et de la betterave* [7 décembre 1950] (p. 8764, 8765, 8766). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6062); en qualité de *Rapporteur* (p. 6063, 6064); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lalle tendant à fixer le prix du blé avant le 1<sup>er</sup> août de chaque année* (p. 6071); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 10 : *Son amendement tendant à tenir compte des enfants à charge résidant à l'étranger* [16 mai 1951] (p. 5272). = S'excuse de son absence [6 juin 1947] (p. 1952).

### ROUSSEAU (M. Charles), Député de la Vendée.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 avril 1947] (**F. n° 51**); Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'Art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la

liberté à la vente et à l'expédition des poissons dits de luxe, **n° 1266**. — Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les décisions nécessaires pour fixer les prix de la sardine et du thon pour la campagne 1947, **n° 1267**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter le Code de Commerce, pour mettre fin à la pratique des paiements à l'avance exigés par certains industriels et maisons de gros, ainsi que par certaines sociétés de distribution, **n° 1740**. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à procéder dans les plus courts délais au déblocage des conserves de poisson dans les usines des côtes de l'Atlantique, **n° 3293**. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions de gas-oil et d'essence pour les bateaux de pêche, **n° 3294**. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à la liberté des investissements de capitaux, **n° 3356**.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Ravitaillement en poisson*) [13 février 1947] (p. 310 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi complétant et modifiant la législation économique : Art. 11 : *Son amendement tendant à ne permettre une perquisition qu'avec un mandat délivré par un juge d'instruction* [14 février 1947] (p. 338). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. André Monteil relative aux entreprises artisanales de pêche maritime [25 février 1947] (p. 459). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; ETAT A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Travaux de déblaiement et de remise en état des ports maritimes* [7 mars 1947] (p. 746); Chap. 808 : *Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche* (p. 746, 747); Chap. 909 : *Ports maritimes, équipement* (p. 747, 748). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [29 avril 1947] (p. 1332). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises

nationalisées [5 juin 1947] (p. 1915, 1917), [20 juin 1947] (p. 2282, 2286, 2287) ; — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ce que le blé français soit payé au même cours que le blé d'importation* [5 juin 1947] (p. 1934, 1935) ; *le retire* (p. 1935). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2606, 2607, 2608, 2609). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; ETAT A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECRÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE, Chap. 126 : *Police et inspection de la navigation et de la pêche* [18 juillet 1947] (p. 3193) ; Chap. 151 : *Enseignement maritime* (p. 3193). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération ; Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa* ; *Explications de vote* [30 juillet 1947] (p. 3709) ; Art. 20 : *Formalités de contrôle et de constitution de coopératives* (p. 3711) ; *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3720) ; — d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3762, 3763) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions industrielles, artisanales et commerciales : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4057). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [22 décembre 1947] (p. 6165, 6166) ; — du nouveau projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Amendement de M. Schauflyer tendant à substituer la notion du bénéfice réel à celle du chiffre d'affaires* [3 janvier 1948] (p. 21) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa tendant à accorder des délais de paiement aux créanciers de l'Etat* (p. 50) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 janvier 1948] (p. 93, 94) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 227). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de l'incendie du dépôt de l'Entraide française à Charenton [5 février 1948] (p. 450). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [19 février 1948] (p. 893) ; — de propositions de loi relatives à l'abrogation ou modification du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1429, 1430) ; — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs (*Ses observations sur la composition des commissions d'enquête*) [23 novembre 1948] (p. 7172, 7173) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 ; Art. 1<sup>er</sup> : MARINE MARCHANDE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts* (*Ses observations sur le naufrage du « Saint-Raphaël »*) [31 décembre 1948] (p. 8211) ; *le retire* (ibid.). — Prend part : à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2196, 2197) ; — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5896, 5897) ; — à la discussion du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7525, 7526) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gaborit tendant à exempter les mareyeurs de la taxe locale* (p. 7530) ; — à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 1100 : *Enseignement maritime* [3 janvier 1951] (p. 68) ; Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la pêche maritime (vedettes maritimes à Boulogne)* (p. 76, 77, 78) ; *le retire* (p. 78) ; Chap. 4060 : *Bourse pour les élèves de l'enseignement maritime* (p. 78) ; Chap. 4070 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 82) ; — à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 10 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction sur tout le territoire* [19 avril 1951] (p. 3519). = S'excuse de son absence [29 no-

vembre 1947](p. 5248); [15 mars 1949](p. 1622); [27 novembre 1950] (p. 8177). = Obtient des congés [29 novembre 1947] (p. 5248); [15 mars 1949] (p. 1622); [27 novembre 1950] (p. 8177).

**RUFFE (M. Hubert), député du Lot-et-Garonne.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission d'agriculture : [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des finances [17 janvier 1950] (p. 301).

**Dépôts :**

Le 21 mars 1947, une proposition de loi tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage, **n° 1016**. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence un crédit permettant d'intensifier la lutte contre l'invasion des criquets et d'indemniser les cultivateurs sinistrés du fait de cette invasion, **n° 2314**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à l'amélioration de la loi du 13 avril 1946, portant statut du fermage et du métayage, **n° 2594**. — Le 13 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 3379**. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser intégralement et dans l'immédiat les sommes perçues en billets de 5.000 francs par les planteurs de tabac au titre de paiement des livraisons de tabac, **n° 3647**. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la grêle et de l'ouragan qui a sévi en Lot-et-Garonne le 28 mai 1948, **n° 4410**. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la stabilisation des prix des baux à ferme, **n° 4692**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la

Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, **n° 4710**. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le prix du permis de chasse pour l'année 1948 au taux actuel tant que la pratique de la chasse ne sera pas organisée nationalement, **n° 4954**. — Le 29 juillet 1948, une proposition de loi tendant à la fixation du prix de base du blé servant au calcul du prix des fermages, **n° 5098**. — Le 26 novembre 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation des actes dits lois du 18 septembre 1940 et du 11 juin 1941, ainsi que de la circulaire ministérielle du 6 octobre 1947 et réinstituant l'échange en nature blé-pain, **n° 5667**. — Le 18 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 33 à 86 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 6530**. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler la culture du tabac aux cultures générales en vue de déterminer l'impôt agricole, **n° 7163**. — Le 28 juin 1949, une proposition de loi sur le prix des fermages et la référence 1939 quant à la quantité de produits exigibles, **n° 7671**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs, **n° 8207**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux agriculteurs du Lot-et-Garonne victimes de l'ouragan des 6 et 7 novembre dernier, **n° 8440**. — Le 27 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour la campagne 1949-1950 le prix du tabac à la production au même taux que pour la campagne 1948-1949, **n° 8856**. — Le 30 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les planteurs de tabac victimes de la sécheresse, **n° 9674**. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à fixer un juste prix des fermages par la révision de la loi du 31 décembre 1948, **n° 10102**. — Le 14 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 11 juin 1950 dans la région de Duras (Lot-et-Garonne), n° 10271. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à indemniser partiellement les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949, n° 10571. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à réduire le prix des fermages pour les preneurs victimes des calamités agricoles, n° 10604. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à instituer un abattement de 15 0/0 sur le prix des denrées servant au calcul du prix des fermages, n° 10964. — Le 16 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter le prix de revient dans la fixation du prix moyen global du tabac à la production, n° 11676. — Le 28 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux producteurs de tabac une prime de 35 francs par kilo de tabac livré, n° 13016.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme (*Repousse la demande de disjonction de l'amendement de M. David*) [20 décembre 1946] (p. 195) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction ; Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (problème des engrais et de l'habitat rural)* [6 mars 1947] (p. 692, 693) ; — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1926, 1927, 1928) ; Art 3 : *Amendements de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1955, 1956) ; *Explications de vote sur l'ensemble* [8 juillet 1947] (p. 2820). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 105 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'indemnité de résidence* [12 juin 1947] (p. 2051) ; Chap. 356 : *Contribution de l'Etat aux mesures de protection contre l'incendie* (p. 2064) ; Chap. 512 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 2069, 2070). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour faire

cesser les violations du statut du métayage [11 juillet 1947] (p. 3011). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer partiellement fermiers et métayers* [7 mars 1948] (p. 1517). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prix des baux à ferme*) [20 avril 1948] (p. 2103). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Rochet tendant à stabiliser le prix des baux à ferme : En qualité de *Rapporteur* [30 avril 1948] (p. 2412, 2413) ; *Discussion générale* (p. 2417) ; Article unique : *Contre-projet de M. Laurens permettant recours devant le tribunal paritaire* (p. 2422) ; *Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement du prix des baux en fonction du prix des céréales et produits laitiers* (p. 2438, 2439) ; *Abandonne son mandat de Rapporteur* (p. 2440) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la référence à la loi du 22 décembre 1946* (p. 2441) ; *Retire la proposition de loi en sa qualité de 1<sup>er</sup> signataire, ce qui entraîne sa reprise par la Commission* (p. 2446) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : En qualité de *Rapporteur* [7 juillet 1948] (p. 4391, 4392) ; — du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur le budget de l'Agriculture* [20 mai 1948] (p. 2777, 2778) ; Chap. 322 : *Protection de la forêt landaise* [25 mai 1948] (p. 2911) ; Chap. 522-2 : *Travaux d'équipement rural* (p. 2923) ; INTÉRIEUR, Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4955, 4959) ; — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8017, 8018) ; *Son amendement tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* [28 décembre 1948] (p. 8031) ; *Amendement de M. Rochet relatif aux conditions de paiement en nature* (p. 8033) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au nombre des denrées servant de référence pour les baux* [31 décembre 1948] (p. 8334) ; *Son amendement relatif au rôle du préfet* (p. 8334) ; *Son amendement tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* (p. 8334) ; *Son amendement*



relatif à l'avis de la commission consultative départementale (p. 8336) ; Art. 2 : Amendement de M. Delcos tendant à ne faire remettre en cause devant les tribunaux paritaires que les baux à entrée en jouissance postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1949 (p. 8338) ; Art. 3 : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme (ibid) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 8340) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions financières ; Article additionnel : Son amendement tendant à rétablir la commission paritaire des planteurs de tabac [29 décembre 1948] (p. 8115, 8116) ; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéficiaires agricoles : Ses explications de vote sur l'ensemble [8 mars 1949] (p. 1337, 1338) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 8 : Son amendement tendant à ne pas diminuer le contingent d'essence attribué aux agriculteurs [25 mai 1949] (p. 2901, 2902) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap 9459 : Mise en valeur des Landes [4 juillet 1949] (p. 4151, 4152) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 27 bis : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers [2 janvier 1950] (p. 6) ; — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : Ordre du jour de M. Marc Dupuy établissant les responsabilités du Gouvernement et demandant la satisfaction des réclamations des sinistrés [20 janvier 1950] (p. 396, 398, 399). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Suspension des travaux de l'Assemblée Nationale*) [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 865) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Interruption des travaux parlementaires*) [2 février 1950] (p. 893). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (ses observations sur la vente du tabac)* [17 février 1950] (p. 1228) ; — des interpellations sur la politique de l'alcool : Ordre du jour de M. Matton demandant l'extension des sucreries, l'utilisation de l'alcool comme carburant et le juste prix de la betterave [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2775, 2776) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils

pour 1950 ; AGRICULTURE : *Discussion générale (ses observations sur la baisse des prix agricoles)* [24 mai 1950] (p. 3859, 3860) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mai 1950] (p. 3956) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7425, 7426) ; Art. 6 : Amendement de M. Tricart tendant à fixer à un dixième l'écart entre les quantités maxima et minima de denrées représentant la valeur locative [16 mars 1951] (p. 2031, 2032) ; Art. 7 : Son amendement relatif au cas de perte de la récolte [6 avril 1951] (p. 2835) ; — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées ; Art. 7 : Son amendement tendant à porter à 30.000 francs l'allocation aux vieux paysans [6 décembre 1950] (p. 8691) ; Art. 13 : Amendement de M. Rochet tendant à financer l'allocation par majoration de 5 0/0 de l'impôt sur les sociétés [13 décembre 1950] (p. 9021, 9022) ; Son amendement tendant à exonérer de cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 250 francs (p. 9027). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au recouvrement du prélèvement exceptionnel [22 décembre 1950] (p. 9498). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du tabac pour la récolte de 1950 [26 janvier 1951] (p. 440) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 février 1951] (p. 1358, 1359, 1365) ; la développe (p. 1380, 1381, 1382, 1383). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Octroi de la prime de salaire unique aux exploitants agricoles* [13 février 1951] (p. 1086). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du tabac réclamé par la Fédération nationale des planteurs [15 mars 1951] (p. 1987). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 ; Art. 11 : Son amendement tendant à exonérer de cotisation les exploitants agricoles ayant élevé 4 enfants [16 mai 1951] (p. 5276).

**RUMEAU (Mlle Marcelle), Députée de la Haute-Garonne.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre

1946] (p. 101) ; de la Commission de l'Education nationale [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 299) ; [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désignée par la Commission de l'Education nationale pour faire partie de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [*J. O.* du 23 novembre 1947] (p. 11.611).

### Dépôts :

Le 4 mars 1947, un rapport au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant les Ministres de l'Economie nationale et de la Production industrielle à établir un contrôle permanent dans les entreprises dont l'activité est jugée essentielle aux besoins du pays, n° 803. — Le 22 mars 1947, un rapport au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, n° 1025. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'écoles maternelles ou de garderies d'enfants dans les communes dont la mairie aura reçu de quinze familles une demande d'ouverture de classe maternelle, n° 1137. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi budgétaire 47-579 du 30 mars 1947 relatif aux locaux administratifs, n° 1345. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à autoriser les municipalités qui possèdent un camp d'internement sur le territoire de leur commune à utiliser pour les travaux communaux les internés du camp comme travailleurs bénévoles, n° 1398. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi modifiant les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service, n° 1695. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de Gourdan-Polignan (Haute-Garonne) en école nationale professionnelle d'artisanat rural, n° 1955. —

Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant les lois du 19 juillet 1889 et du 25 juillet 1893 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service, n° 2505. — Le 28 août 1947, une proposition de loi tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine ou rurale, ou groupe scolaire, n° 2518. — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne prendre aucune sanction pour faits de grève contre les membres de l'enseignement public, n° 3255. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège municipal de garçons de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) et à prendre en charge tous les frais afférents à l'entretien et au fonctionnement de cet établissement scolaire, n° 3983. — Le 27 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Lhuissier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le service de surveillance de l'interclasse et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré, n° 4034. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir aux tuberculeux en convalescence dans leur foyer, la ration de pain à 450 gr. par jour, n° 4119. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux grands invalides et tuberculeux résidant dans les communes rurales, le bénéfice de l'attribution de 100 kilogs de charbon par mois, n° 4120. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans les communes rurales le régime de suralimentation aux « femmes allaitant », n° 4125. — Le 2 mars 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes âgés de moins de 21 ans, avec accompagnateurs à raison d'un accompagnateur pour 10 voyageurs ou fraction de 10, une réduction de 75 0/0 sur le prix des transports, n° 6644. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à attribuer une indemnité de trousseau de 2.000 francs à tout enfant

de 4 à 14 ans partant en camp ou colonie de vacances, n° 7795. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement, n° 8665. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine ou rurale, ou groupe scolaire, n° 9312. — Le 21 mars 1950, une proposition de loi tendant à rétablir les avantages tarifaires consentis antérieurement à 1947 par la S.N.C.F. à tout transport de jeunes de moins de 21 ans se rendant en camp ou colonie de vacances, n° 9561. — Le 16 juin 1950, une proposition de loi décidant pour 1950 l'ouverture de 1.200 classes maternelles sans suppression correspondante dans l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré, n° 10327. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget 1951 les crédits nécessaires : 1° à la création des 2.000 classes maternelles indispensables pour faire face à l'augmentation considérable de la population scolaire ; 2° à la construction des locaux scolaires nécessaires à l'accueil de ces enfants, n° 11301. — Le 8 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi (n° 10327) de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues décidant pour 1950 l'ouverture de 1.200 classes maternelles sans suppression correspondante dans l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré ; 2° la proposition de résolution (n° 11301) de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget 1951 les crédits nécessaires : 1° à la création des 2.000 classes maternelles indispensables pour faire face à l'augmentation considérable de la population scolaire ; 2° à la construction des locaux scolaires nécessaires à l'accueil de ces enfants, n° 11574. — Le 2 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à entreprendre sans tarder les travaux de remise en état de culture des terrains convertis en pistes de diversion des aérodromes de Toulouse par les Allemands, lors de l'occupation de notre pays ; 2° à indemniser les propriétaires en raison de la perte annuelle qu'ils subissent, n° 12063. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux économistes des écoles normales lésés par le décret du 19 décembre 1950, les mesures

transitoires prévues par ce décret pour les 30 0/0 des économistes des écoles normales en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 1949, n° 12289. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 12289) de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux économistes des écoles normales lésés par le décret du 19 décembre 1950, les mesures transitoires prévues par ce décret pour les 30 0/0 des économistes des écoles normales en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 1949, n° 13083.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires : Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 fr.* [22 juillet 1947] (p. 3396); *le retire* (ibid.); Chap. 333 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques scolaires de l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3409, 3410); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 2688, 2689, 2690); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (*Budget 1948*); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 811 : *Reconstruction de bâtiments scolaires du 1<sup>er</sup> degré* [25 février 1948] (p. 1065, 1066); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 361 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le contrôle médical et l'hygiène scolaire* [5 avril 1949] (p. 2063, 2064); Chap. 534 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement pour les camps et colonies de vacances* (p. 2086); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1450 : *Ecole nationale vétérinaire* [24 mai 1950] (p. 3892, 3893); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités à la S.N.C.F. (Réduction sur les voyages des jeunes)* [7 juin

1950] (p. 4420, 4421); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Administration académique (Hygiène scolaire)* [23 juin 1950] (p. 5222); Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires* (p. 5237, 5238); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ouverture d'écoles maternelles)* (p. 5247); Chap. 1430 : *Traitement des instituteurs d'écoles primaires (Ecoles maternelles privées)* [17 juillet 1950] (p. 5465); Chap. 1530 : *Etablissements d'enseignement technique (Collège de Gourdan Polignan)* (p. 5471); Chap. 1570 : *Contractuels des centres d'apprentissage* (p. 5479, 5480); Chap. 2490 : *Hygiène scolaire* (p. 5494, 5495); Chap. 3260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de déplacement (Assistants sociales des centres d'apprentissage)* (p. 5101); *le retire* (ibid.); Chap. 4090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse des écoles* [18 juillet 1950] (p. 5549); Chap. 5370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les camps et colonies de vacances* (p. 5568, 5569); Chap. 5490 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale (Décentralisation)* [19 juillet 1950] (p. 5593, 5594); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires* [4 août 1950] (p. 6709, 6710); Chap. 5370 : *Subventions aux camps et colonies de vacances* (p. 6714); Chap. 5490 : *Décentralisation lyrique, activité théâtrale* (p. 6714, 6715); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale (*Ses explications de vote*) [15 juin 1950] (p. 4815, 4816). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5133). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, Chap. 9330 : *Utilisation des crédits du Centre national de la recherche scientifique* [20 juillet 1950] (p. 5682); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre

1950] (p. 7942, 7943). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à la création d'écoles maternelles [15 décembre 1950] (p. 9155, 9156). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 100 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Assassinat de M. François Passaret en Haute-Garonne)* [3 février 1951] (p. 1049); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales (Economistes des écoles normales)* [21 avril 1951] (p. 3711); Chap. 1410 : *Ecoles primaires (Création de postes)* (p. 3712, 3713, 3714); Chap. 1440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux écoles primaires élémentaires (Taux des études surveillées)* (p. 3735, 3736); Chap. 2380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de l'hygiène scolaire* (p. 3753, 3754); *le retire* (p. 3754); Chap. 5380 : *Camps et colonies de vacances* [23 avril 1951] (p. 3777); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Œuvres laïques)* (p. 3778, 3779); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 3787); Chap. 4090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les caisses des écoles (Fournitures scolaires)* (p. 3813); Chap. 5340 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres médicaux scolaires* (p. 3817); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3500 : *Amendement de M. Giovoni tendant à disjoindre le chapitre relatif aux activités théâtrales* [22 mai 1951] (p. 5665). — Est entendue sur une question de Mme Braun à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale relative aux allocations accordées aux réfugiés espagnols [16 mars 1951] (p. 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Colonies de vacances)* [11 mai 1951] (p. 5084).



## S

**SAID MOHAMED CHEIK**, *Député des Comores.*

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 124). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale : [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la marine marchande et des pêches : [15 novembre 1949] (p. 6099), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348); Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de justice (Appl. de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à instituer une Assemblée représentative territoriale dans l'archipel des Comores, **n° 3108**. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire hâter la réforme agraire dans l'archipel des Comores, **n° 3210**. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 9 mai 1946, relative à l'autonomie administrative et finan-

cière des Comores, **n° 6845**. — Le 5 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à approuver la lettre adressée par M. Edouard Herriot, Président de l'Assemblée Nationale, à M. le Président de la République, le 19 janvier 1949, relative à l'inviolabilité des membres du Parlement, à l'occasion de l'arrêt de la Cour criminelle de Tananarive du 4 octobre 1948 ayant condamné les élus malgaches, **n° 7752**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à associer l'Assemblée Nationale au deuil éprouvé par les ailes françaises lors de l'accident de l'avion régulier d'Air-France « Paris - New-York », tombé aux Açores, le 28 octobre 1949, **n° 8292**. — Le 8 juin 1950, une proposition de loi tendant à prévoir les moyens de transport suffisants et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'A.O.F., d'A.E.F., de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre annuellement en pèlerinage à « La Mecque », **n° 10208**. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 15 millions à l'archipel des Comores en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dommages causés par le cyclone du 22 décembre 1950, **n° 11814**

**Interventions :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouverne-

ment : *Ses observations sur le problème palestinien* [4 mars 1948] (p. 1334, 1335, 1341) ; — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6478) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 décembre 1949] (p. 6587) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1280 : *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Situation des Malgaches prisonniers politiques)* [6 juin 1950] (p. 4338). = S'excuse de son absence [16 juillet 1947] (p. 3048). — Obtient un congé [16 juillet 1947] (p. 3048).

**SANO (M. Mamba)** *Député du territoire de la Guinée*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [27 février 1947] (p. 484). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission des territoires d'outre-mer : [18 février 1947] (p. 357), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission des pensions : [8 janvier 1949] (p. 38), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945), *Session du 14 juin 1949*, [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer les sociétés indigènes de prévoyance en coopératives agricoles et à en proposer un statut-type, n° 2330. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider aux frais d'installation, d'équipement et de lancement de la station du quinquina de Sérédou (Macenta), Guinée française, n° 2410. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 2 février 1948 sur la liberté du marché de l'or à l'A.O.F., à l'A.E.F.,

au Togo et au Cameroun, n° 4191. — Le 8 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les contingents de véhicules utilitaires de toutes marques attribués aux territoires d'outre-mer et à en rendre la vente libre, par application de l'arrêté du 31 mai 1948, portant suppression du régime des licences d'achats, pour véhicules automobiles utilitaires, n° 4487. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir sur les ondes métropolitaines les émissions consacrées aux folklores et aux compositeurs modernes d'outre-mer, à donner ces émissions fréquemment et régulièrement et à en confier la production et l'exécution à des artistes de nos pays d'outre-mer, n° 5460.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la jeunesse* [22 juillet 1947] (p. 3436). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire ; Art. 43 : *Définition des dépenses obligatoires pour les Assemblées* [4 août 1947] (p. 3910). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 4 : *Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 497, 498) ; Art. 7 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre cette loi aux invalides d'outre-mer* (p. 521, 522) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 109 : *Section technique d'agriculture tropicale* [9 juin 1948] (p. 3342, 3343) ; Chap. 114 : *Ecole supérieure d'agriculture tropicale* (p. 3345, 3346) ; FINANCES, Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinial tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5154, 5155) ; ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Ses observations sur le sort des anciens combattants africains* [5 août 1948] (p. 5402, 5403) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale ; Chap. 534 : *Camps et*

*colonies de vacances* [5 avril 1949] (p. 2084, 2085); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2411, 2412, 2413); Chap. 500 : *Office national des anciens combattants* [19 mai 1949] (p. 2689). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326).

**SARAVANE (M. Lambert)**, *Député des Etablissements français de l'Inde.*

Son élection est validée [20 mars 1947] (p. 964). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la presse [23 janvier 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conclure avec le Gouvernement de l'Union indienne une convention relative au statut futur des territoires de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, comportant notamment transfert de souveraineté sur ces territoires au profit de l'Union indienne et de soumettre le statut ainsi élaboré au consentement des populations, n° 11482. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi portant amnistie des infractions commises à Mahé à l'occasion des incidents des 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 octobre 1948, n° 11706.

#### Interventions :

Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1027); — sur une propo-

sition de résolution rendant hommage au Mahatma Gandhi à l'occasion de son décès : *Discussion générale* [30 janvier 1948] (p. 323). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1581, 1582, 1583); Art. 4 : *Son amendement tendant à spécifier le désir du Gouvernement d'intégrer la Cochinchine dans le Viet-Nam* (p. 1588); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Ses explications de vote sur l'article unique* [26 juillet 1949] (p. 5342, 5343); — du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur le régime Bao-Daï, sa faiblesse et son manque de popularité)* [28 janvier 1950] (p. 663, 664, 665, 666); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* (p. 683).

**SAUDER (M. Jean)**, *Député de la Moselle.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle : [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

#### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi relative au statut des cantonniers et chefs-cantonniers, n° 228. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à permettre le cumul de l'allocation aux vieux travailleurs et des rentes d'assurances sociales, n° 1108. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit en faveur des victimes de la catastrophe minière de la Petite-Rosselle, n° 3194.

**SAVARD (M. André)**, *Député de la Meuse.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre

de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique : [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); Est nommé secrétaire de cette Commission (*J.O.* du 20 janvier 1949) (p. 782); Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [28 mars 1950] (p. 2430); suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

### Dépôts :

Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille de nationalité française, quelle que soit son origine, **n° 1399**. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions du décret du 26 mai 1920, modifié par le décret du 13 décembre 1943, pour assouplir les conditions d'attribution de la Médaille de la famille française aux veuves de guerre, **n° 2847**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la carte de priorité aux malades atteints de paralysie des membres inférieurs à la suite de poliomyélite, **n° 4047**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Auguet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever pour certaines catégories d'enfants l'âge limite prévu en matière de réduction accordée aux familles nombreuses sur les tarifs de la S.N.C.F., **n° 4048**. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du régime dit « d'insalubrité » pour le personnel du service des égouts, **n° 4468**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour libérer l'Hôpital des Hauts-Clos de l'Aube, afin qu'il soit rendu très rapidement à ses fins d'origine, **n° 7821**. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 8509**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 8544**. — Le 25 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique, prévu à l'article 20 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, modifié par la loi n° 49-1568 du 7 décembre 1949, ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 9052**. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget du Ministère de l'Agriculture, **n° 9886**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par les orages qui se sont abattus dans la nuit du 20 au 21 juin dans la région de Saint-Mihiel (Meuse), **n° 10413**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite carte sociale des économiquement faibles, **n° 11316**.

### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 27). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 415 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes* [17 juillet 1947] (p. 3140, 3141); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Verdun du 20 au 27 septembre 1947 et l'emploi de la police contre la population de Verdun [28 octobre 1947] (p. 4915). — Pose une question à M. le Ministre de la Santé



publique et de la Population relative à l'argent de poche accordé aux vieillards bénéficiant de l'assistance au titre de la loi du 14 juillet 1905 [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat C, GUERRE, Chap. 961 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat d'immeubles* [9 juillet 1948] (p. 4541, 4542) ; *le retire* (p. 4543) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 500 : *Hygiène et salubrité (Laïcité)* [29 juillet 1948] (p. 5057, 5058) ; Chap. 524 : *Son amendement tendant à supprimer les subventions aux unions d'associations familiales* (p. 5070) ; RAVITAILLEMENT, Chap. 500 : *Application des restrictions, subventions aux collectivités locales* [2 août 1948] (p. 5219, 5220). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Minimum vital aux aveugles et grands infirmes* [4 août 1948] (p. 5335) ; — sur le procès-verbal de la séance du 4 août 1948 : *Débat sur le minimum vital accordé aux infirmes* [5 août 1948] (p. 5375, 5376) ; — au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Sur l'urgence* [5 août 1948] (p. 5390, 5391, 5392, 5393) ; — pour un rappel au Règlement : *Débat sur la proposition de loi sur les grands infirmes et aveugles* [13 août 1948] (p. 5794). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9040 : *Son amendement tendant à réduire de 700 millions les crédits pour construction de logements militaires (Ses observations sur le mauvais état des casernes de Verdun et de Montmédy)* [16 juin 1949] (p. 3423) ; — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes ; Art. 4 : *Amendement de Mlle Doutedu tendant à encourager par une prime les infirmes et invalides qui travaillent* [19 juillet 1949] (p. 4766) ; — d'une proposition de loi relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6401, 6402) ; Article unique : *Son amendement tendant à accorder un délai de huit jours seulement au Gouvernement pour publier un règlement d'administration publique* (p. 6402) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi

de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des anciens combattants pour les pensions des infirmes civils* [26 décembre 1949] (p. 7272) ; — d'un projet de loi relatif aux établissements privés pour mineurs déficients : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1950] (p. 1553). — Est entendu pour un rappel au Règlement : *Débat sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la carte spéciale des économiquement faibles* [3 mars 1950] (p. 1714, 1715). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Lamps tendant à rejeter tout texte contraire aux droits inscrits dans la Constitution* [3 mars 1950] (p. 1862, 1873, 1875) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2276, 2277, 2278, 2279, 2281, 2282) ; *Contre-projet de M. Gabelle tendant à accorder à tous les bénéficiaires de la retraite aux vieux travailleurs le voyage annuel gratuit prévu par la loi instituant la carte des économiquement faibles* (p. 2283, 2284). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion d'une proposition de loi relative à la carte des économiquement faibles* [30 mars 1950] (p. 2638). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la carte des économiquement faibles ; Article unique : *Octroi aux économiquement faibles d'un voyage annuel sur le réseau de la S. N. C. F. au taux des congés payés* [9 mai 1950] (p. 3356) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits pour la Santé publique, la révocation de M. Joliot-Curie et la lutte contre la tuberculose)* [12 juin 1950] (p. 4599, 4600, 4601, 4602, 4608) ; Chap. 4140 : *Assistance aux vieillards et infirmes* (p. 4623) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4639). — Dépose une demande d'interpellation : *sur la non-application de la loi du 2 août 1949 relative aux aveugles et grands infirmes* [24 février 1951] (p. 1618) ; — sur l'application de la loi du 2 août 1949 venant en aide aux aveugles et grands infirmes [16 mars 1951] (p. 2045). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au dévelop-

pement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION** : *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [3 avril 1951] (p. 2635, 2636) ; *Motion préjudicielle de Mme Herzog-Cachin demandant la modification du régime d'assistance* [26 avril 1951] (p. 4019) ; Chap. 1000 : *Ses observations sur le manque de lits dans les hôpitaux et les sanas pour tuberculeux* [4 mai 1951] (p. 4524, 4525) ; Chap. 1200 : *Contrôle sanitaire aux frontières* (p. 4528, 4529) ; Chap. 4050 : *Mesures générales de protection de la santé publique* (p. 4551) ; Chap. 4140 : *Assistance aux vieillards infirmes et incurables (Application de la loi Cordonnier)* (p. 4578, 4579, 4580) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* [5 mai 1951] (p. 4593) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer l'aide aux aveugles et grands infirmes* (p. 4603).

### **SCHAFF (M. Joseph),** *Député de la Moselle.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

### **Dépôts :**

Le 13 février 1947, une proposition de loi portant introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des textes législatifs et réglementaires modifiant ou complétant l'ordonnance du 6 décembre 1843 relative aux cimetières, **n° 544**. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter le principe

de non-rétroactivité des lois en ce qui concerne les pensions visées par l'ordonnance n° 45-1632 du 23 juillet 1945 et concédées antérieurement au 1<sup>er</sup> février 1945, **n° 655**. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels militaires et de la gendarmerie en exercice en Alsace et en Lorraine, le bénéfice des dispositions prévues par le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 portant attribution d'une indemnité dite de difficultés administratives aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 834**. — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le régime des servitudes militaires nées de l'existence des ouvrages de la ligne Maginot, **n° 1250**. — Le 23 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser le projet de mise en état de navigabilité de la Moselle entre Thionville et le Rhin, **n° 4019**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Hocquard et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à rendre applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'ordonnance n° 45-2707 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 47-1826 du 15 septembre 1947, relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux, **n° 4448**. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, déjà modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947, **n° 4585**. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiée par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947 ; II. — Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2<sup>o</sup> de M. Philippe Gerber, conseiller de la République, tendant à ajouter un article complémentaire à la loi du 9 avril 1947 modifiant l'ordonnance du 18 octobre 1945

relative aux frais de mission et aux indemnités de fonction des maires et adjoints, n° 4770. — Le 7 juillet 1948, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes âgés de moins de 21 ans, avec accompagnateurs à raison d'un accompagnateur pour 10 voyageurs ou fraction de 10, une réduction de 75 0/0 sur le prix des transports, n° 4899. — Le 30 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. Le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiée par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947 ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2° de M. Philippe Gerber, conseiller de la République, tendant à ajouter un article complémentaire à la loi du 9 avril 1947 modifiant l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 5111. — Le 3 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux conjointes de salariés, durant leur grossesse, des allocations de repos au moins égales à celles dont bénéficient les personnes privées de ressources suffisantes, n° 5139. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et les conventions annexes, n° 5366. — Le 25 août 1948, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. Le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiée par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947 ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2° de M. Philippe Gerber, conseiller de la République, tendant à ajouter un article complémentaire à la loi du 9 avril 1947 modifiant

l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 5391. — Le 27 janvier 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer la gratuité des transports aux sinistrés réfugiés hors de leur lieu de travail, n° 6192. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier l'article 3 de la loi du 5 mars 1943, relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, n° 6193. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 pour des faits commis dans le département de la Moselle, n° 6484. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1946 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 6724. — Le 19 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux vieux travailleurs salariés et aux économiquement faibles une réduction de 500/0 sur les tarifs ferroviaires appliqués par la S.N.C.F., n° 7208. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de MM. Chautard, Henri Teitgen, Defos du Rau, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la gratuité le transport des colis de secours gratuits collectés au profit des sinistrés des Landes et de la Gironde, n° 8471. — Le 24 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit de tous les sinistrés mobiliers, n° 8839. — Le 20 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'activité des

entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, n° 9015. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant relèvement des indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 9135. — Le 23 février 1930, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant attribution d'un édifice culturel au directoire d'Alsace et de Lorraine de l'Eglise évangélique de la confession d'Augsbourg, n° 9304. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-1279 du 17 août 1948 relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, n° 9533. — Le 17 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948, n° 9981. — Le 19 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949, accordant une indemnité dite « de difficultés administratives » aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 11074. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 11066) tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité des difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 2° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 11067) tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives aux fonctionnaires résidant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; 3° de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 11074) tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949, accordant une indemnité dite « de difficultés administratives » aux fonctionnaires et

agents civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; 4° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 11156) tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité pour difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 11545. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 11568. — Le 17 mars 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de l'article 44 de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895 concernant l'adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du Conseil municipal, n° 12554. — Le 5 avril 1951, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11893) de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité du voyage aux permissionnaires du contingent lors de leur permission de détente, n° 12701. — Le 17 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français, n° 12852. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 12030) tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la réalisation des marchés par les communes, n° 12974. — Le 16 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par les véhicules mécaniques, n° 13276.

#### Interventions :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux retraités proportionnels militaires devenus agents des chemins de fer [25 juin 1948] (p. 3986). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux frais de mission et indemnités des maires et adjoints ;

en qualité de *Rapporteur* [17 septembre 1948] (p. 6591); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 2 : *Amendement de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter à 15 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1424); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 118 : *Inspection générale de l'Administration* [6 avril 1949] (p. 2141); Chap. 133 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité spéciale en Alsace-Lorraine* (p. 2152); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Chap. 301 : *Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [12 avril 1949] (p. 2311); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7521). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement massif d'auxiliaires de la S.N.C.F. [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2442); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2473, 2474); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Logements gratuits)* [31 mai 1950] (p. 4068); *le retire* (ibid.); Chap. 5130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux dépenses de la gendarmerie* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4096); *le retire* (p. 4097); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de contentieux* (p. 4103); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression de lignes de la S. N. C. F.)* [6 juin 1950] (p. 4367, 4368); Chap. 3190 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le contrôle des transports routiers* [7 juin 1950] (p. 4410); *le retire* (ibid.); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S. N. C. F. (Equipement en autorails)* (p. 4430); *le retire* (ibid.); Chap. 5150 : *Prise en charge*

*par l'Etat du déficit de la S. N. C. F. (Réductions aux familles nombreuses)* (p. 4432); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la presse, propagande et documentation (Relations de bon voisinage entre Sarrois et Lorrains)* [26 juillet 1950] (p. 6001); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Ayance de 25 milliards à la S.N.C.F.* [2 août 1950] (p. 6485, 6490); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8538, 8539); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3030 : *Conseils, comités et commissions (Commission législative d'Alsace-Lorraine)* [13 février 1951] (p. 1079); Chap. 5050 : *Subventions aux collectivités locales atteintes par la guerre (Villages lorrains)* [15 février 1951] (p. 1170, 1171); Chap. 5080 : *Subventions pour l'équipement des services d'incendie et de secours* (p. 1171); P. T. T., Chap. 1210 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de résidence (Agents des localités sinistrées)* [2 mai 1951] (p. 4439); *le retire* (ibid.); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour fournitures à l'Administration centrale (Insuffisance des nettoyages des bureaux de postes)* (p. 4477); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence [23 février 1951] (p. 1546). — Obtient un congé [23 février 1951] (p. 1546).

**SCHAUFFLER (M. Charles)**, Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription).

*Questeur de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement : [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [J.O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage univer-

sel, du règlement et des pétitions : [9 août 1948] (p. 5577), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [17 mai 1949] (p. 2536); de la Commission des boissons : [7 juin 1949] (p. 3172), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

### Dépôts :

Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les contingents de farine attribués aux biscuiteries, n° 1887. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assainir la situation économique et alimentaire, par l'adoption de mesures propres à faciliter une utilisation étendue de la monnaie scripturale, condition indispensable au retour à la liberté de la production et la répartition, n° 2433. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime du forfait sur les bénéfices industriels et commerciaux un délai supplémentaire pour se libérer du montant du prélèvement auquel ils sont assujettis, n° 6363. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, n° 6990. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone des anciennes fortifications de Paris et la zone établie à titre de sauvegardé sur le territoire des communes de banlieue limitrophes de la ville de Paris, n° 7905. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 8423. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 mars 1948 apportant certains aménagements à la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel de

lutte contre l'inflation et instituant des commissions interdépartementales d'appel, n° 8453. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant : 1° à modifier la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers et réglementant le droit de vente d'immeubles par appartements; 2° à protéger les familles nombreuses contre les expulsions, n° 8599. — Le 23 décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 46-2140 du 4 octobre 1946, accordant à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 8829. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à faciliter l'acquisition de meubles par l'institution de prêts sur gage, n° 9269. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre l'examen des candidatures dans l'Ordre de la Légion d'honneur présentées au titre de la loi du 25 juin 1938 en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918, n° 9488. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du Code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants, n° 9709. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10183. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution du permis de circulation sur le réseau de la S.N.C.F. dit permis de « visites aux tombes » établi par l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921, n° 10547. — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10802. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'associer aux fêtes du tricentenaire de Jean-Baptiste de la Salle, n° 12330. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'application de la loi du 2 juin 1891 modifiées sur le pari mutuel urbain, n° 12521.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; RAVI-

TAILLEMENT : *Suppressions de directions* [19 décembre 1946] (p. 163). — Dépose une demande d'interpellation : sur les intentions du Gouvernement à l'égard du commerce français [14 janvier 1947] (p. 6); — sur les projets du Gouvernement à l'égard du commerce français [28 janvier 1947] (p. 42); est entendu sur la disjonction de cette interpellation (*ibid.*); la développe : *Elimination des intermédiaires, dirigisme, privilèges accordés aux coopératives, avantages donnés à certaines catégories de consommateurs* [13 février 1947] (p. 300 et suiv.), [20 février 1947] (p. 401); *Son ordre du jour motivé en conclusion de cette interpellation* (p. 402); — sur la politique économique du Gouvernement et la suite qu'il entend donner aux légitimes revendications des commerçants et des artisans français, manifestées par eux au cours des réunions tenues les 12 et 19 mai au Velodrome d'hiver [22 mai 1947] (p. 1723); la retire [25 juin 1947] (p. 2445). — Participe à la discussion du projet de loi d'amnistie; Art. 9, 2<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à remplacer les mots « combattants de la guerre 1939-1945 » par ceux de « combattants des deux guerres »* [21 juin 1947] (p. 2306); *Acceptation de son amendement par la Commission* [7 juillet 1947] (p. 2786). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement [25 juin 1947] (p. 2445, 2446); *Production de bicyclettes* [2 juillet 1947] (p. 2622); — sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2821, 2822, 2823). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique du Gouvernement et les privilèges des organismes prioritaires [13 novembre 1947] (p. 5003); — sur la politique économique du Gouvernement et les privilèges des organismes prioritaires [25 novembre 1947] (p. 5136). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 32 : *Son amendement concernant les retraites de la S. T. C. R. P. d'avant 1919* [16 décembre 1947] (p. 5764); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer les artisans et assimilés* [3 janvier 1948] (p. 16, 17); *Son amendement tendant à substituer la notion du bénéfice réel à celle du chiffre d'affaires* (p. 19, 20);

*Son amendement tendant à nécessiter un accord avec les organismes professionnels pour la fixation des coefficients* (p. 21); *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 69). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur l'abrogation du prélèvement exceptionnel* [10 février 1948] (p. 601). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 février 1948] (p. 1023). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les organismes prioritaires en ravitaillement* [2 mars 1948] (p. 1264). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1414, 1415, 1416); Art. 9 : *Son amendement tendant à nécessiter l'avis des organismes professionnels intéressés* [7 mars 1948] (p. 1525); le retire (p. 1526); *Articles additionnels : Son amendement tendant à insérer un article accordant aux agriculteurs et professions libérales l'abattement à la base pour enfants à charge* (p. 1256); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer le bénéfice réel au chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1549, 1550); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1561). — Est entendu : sur une motion d'ordre : *Continuation du débat* [18 mars 1948] (p. 1938); — au cours du débat sur l'institution de la Compagnie nationale Air-France : *Ses observations sur la continuation du débat en séance de nuit* [29 avril 1948] (p. 2368); — au cours du débat sur la proposition de loi de M. Duclos modifiant les lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2790). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Son amendement tendant à interdire le droit de reprise aux propriétaires ayant acquis leurs appartements depuis trois ans* [27 mai 1948] (p. 2947). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3283). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget

reconduit à l'exercice 1948; Etat A, P.T.T., Chap. 100 : *Ses observations sur les abonnements téléphoniques* [21 juin 1948] (p. 3742); EDUCATION NATIONALE, Chap. 507 : *Subvention au Collège de France et au Service de muséologie* [4 août 1948] (p. 5339). — Est entendu sur le règlement de l'ordre de jour : *Continuation de la discussion en séance de nuit* [28 juin 1948] (p. 4099, 4100). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. en deuxième lecture : *Coût de la continuation du débat en séance de nuit* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4265); — de projets de résolution relatifs aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Maton tendant à réduire de 60 millions le budget de l'Assemblée Nationale (Coût des séances de nuit)* [17 juillet 1948] (p. 4757, 4758); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Darou* [5 août 1948] (p. 5400). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Coût des séances de nuit* [23 septembre 1948] (p. 6868); *Coût des séances de nuit et méthodes de travail de l'Assemblée* [26 novembre 1948] (p. 7284). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme fiscale, les méfaits du dirigisme et la ruine de certains commerçants)* [22 décembre 1948] (p. 7844, 7845); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Crédit de 523.274.000 francs pour l'Assemblée de l'Union française* [30 décembre 1948] (p. 8152); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Élévation à 1.600 francs de cette allocation* [31 décembre 1948] (p. 8204). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* [21 janvier 1949] (p. 97); — de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits*

[1<sup>er</sup> février 1949] (p. 272); — du projet de loi modifiant le Code du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble, inutilité de ces débats* [18 février 1949] (p. 742); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Son amendement tendant à rendre les demandes en remises suspensives de paiement* [6 avril 1949] (p. 2132); *le retire* (p. 2133); *Son amendement tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime des forfaits, un délai supplémentaire pour acquitter le prélèvement* (p. 2133). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Coût des séances de nuit* [24 juin 1949] (p. 3790). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article additionnel : *Son amendement tendant à suspendre le recouvrement des rôles émis et à retarder la date d'exigibilité* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4027, 4028, 4029); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au Règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4336); — du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique : *Sa proposition de suspendre le débat (coût des séances de nuit)* [25 juillet 1949] (p. 5253); — d'une motion de confiance à M. Herriot (*Ses observations sur la longueur des débats et le coût d'une séance de nuit*) [18 octobre 1949] (p. 5833). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir l'égalité juridique et fiscale entre les coopératives et le commerce régulier [3 novembre 1949] (p. 5959). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Arrêt de la séance de nuit à minuit*) [29 novembre 1949] (p. 6432). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence (*Possibilité de continuer le débat*) [8 décembre 1949] (p. 6700); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [14 décembre 1949] (p. 6875); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6926); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Continuation du débat au-delà de minuit* [26 décembre 1949] (p. 7309); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discus-*



*sion générale* [29 décembre 1949] (p. 7522). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte d'Ivoire : *Son rappel au Règlement (dépenses entraînées par une séance de nuit)* [16 février 1950] (p. 1142). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de renvoi du débat (coût d'une séance de nuit)* [17 mars 1950] (p. 2159, 2160) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau autorisant le droit au maintien dans les lieux aux locataires ayant trois enfants* [24 mars 1950] (p. 2351, 2352). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre en faveur de l'enfance malheureuse [12 mai 1950] (p. 3650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; **RADIODIFFUSION** : *Continuation du débat (coût d'une séance supplémentaire)* [2 juin 1950] (p. 4215) ; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Chap. 5140 : *Indemnités à la S.N.C.F. (voyages annuels gratuits accordés aux ayants droit des morts au champ d'honneur)* [7 juin 1950] (p. 4418, 4419) ; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES** : *Discussion générale (Ses observations sur le statut des coopératives)* [16 juin 1950] (p. 4903, 4904, 4905) ; — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur le traitement des Députés, leurs lourdes dépenses et les frais occasionnés par l'obstruction du parti communiste)* [14 juin 1950] (p. 4788, 4789, 4790). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux ventes avec primes (*Son rappel au Règlement*) [21 juillet 1950] (p. 5711, 5712). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5724). — Est entendu sur le procès-verbal (*Retrait de l'ordre du jour de la proposition relative aux ventes avec primes*) [21 juillet 1950] (p. 5731, 5732), [28 juillet

1950] (p. 6126). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Mauvaise organisation des débats et coût des séances de nuit*) [6 février 1951] (p. 800). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum : *Rappel au règlement de M. Péron (séance au-delà de minuit non prévue)* [21 février 1951] (p. 1467) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant la représentation distincte aux femmes chefs d'entreprise* [13 mars 1951] (p. 1847, 1848) ; — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Vente avec coupon-prime* [14 mars 1951] (p. 1903, 1904, 1905) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Art. 1<sup>er</sup> bis : *Pose la question préalable contre l'article 1<sup>er</sup> bis prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* [21 mars 1951] (p. 2345, 2346). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des expulsions de locataires de bonne foi [10 avril 1951] (p. 3028). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale ; Ses observations sur les expulsions de locataires à Paris* [17 avril 1951] (p. 3377, 3378, 3379). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre au Maréchal Pétain de finir ses jours dans des conditions plus humaines [17 avril 1951] (p. 3390). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur la libération du Maréchal Pétain*) [17 avril 1951] (p. 3403, 3404). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 42 : *Son amendement tendant à limiter l'expansion des magasins à prix unique* [19 avril 1951] (p. 3600) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; **ÉDUCATION NATIONALE**, Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (situation des directeurs des écoles normales primaires)*

[21 avril 1951] (p. 3730, 3731). = S'excuse de son absence [18 mars 1947] (p. 867); [17 mai 1949] (p. 2536); [13 juillet 1950] (p. 5399); [2 novembre 1950] (p. 7374); [12 décembre 1950] (p. 8922); [30 janvier 1951] (p. 528). = Obtient des congés [18 mars 1947] (p. 867); [17 mai 1949] (p. 2536); [13 juillet 1950] (p. 5399); [2 novembre 1950] (p. 7374); [12 décembre 1950] (p. 8922); [30 janvier 1951] (p. 528). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [4 mai 1951] (p. 4567).

### SCHELL (Mme Anna), Député de la Moselle.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 88). = Est nommée membre : de la Commission de la production industrielle [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [29 mai 1947] (p. 1783).

### Dépôts :

Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement de toute avance pour frais d'honoraire, pharmaceutique et d'hospitalisation, **n° 1771**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les coupons d'achat pour certaines catégories de chaussures et pantoufles et à accorder un coupon supplémentaire « usage ville » à toute personne exerçant une profession, **n° 2187**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à délivrer le bon anniversaire de chaussures, au choix, soit en usage ville, soit en usage travail, **n° 2188**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer une distribution gratuite de charbon aux sinistrés des

récentes inondations des départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, **n° 3095**. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder une indemnisation représentant les trois quarts du salaire de base départemental aux ouvriers réduits au chômage par suite des inondations récentes des départements de l'Est. **n° 3275**. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'ouverture de crédits nouveaux pour l'aménagement d'immeubles domaniaux, de casernes désaffectées, et l'aménagement d'immeubles vétustes encore réparables, **n° 4189**. — Le 10 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'ouverture normale des boucheries et charcuteries, **n° 4525**. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de Mme Nédelec et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doubler les rations actuelles de savon de ménage et à assurer tous les deux mois la distribution de savon de toilette à tous les consommateurs, **n° 5253**. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 attribuant une indemnité de difficulté administrative à certains fonctionnaires, **n° 7002**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'allocation maternité à toute femme salariée ou conjointe de salarié assujetti aux assurances sociales, et ayant satisfait aux conditions requises par la loi sur l'acquisition de la nationalité française, dès la naissance de l'enfant, **n° 7467**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi concernant les droits des locataires des fonds de commerce, **n° 7718**. — Le 2 juillet 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 complétant la loi du 18 avril 1946 aux locataires de fonds de commerce, **n° 7739**. — Le 10 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux travailleurs de la mine du puits de Sainte-Fontaine du groupe de Sarre et de Moselle, les pertes de salaires subies découlant de l'accident du 7 juillet 1949 sur la base du salaire moyen journalier du mois de juin, **n° 7845**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 40 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, réglant les

rapports entre bailleurs et locataires, n° 8126. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à modifier le décret n° 49-1309 du 27 septembre 1949 relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 8312. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à payer les journées chômées imposées aux mineurs sur la base du salaire perçu par eux durant les deux quinzaines de paye précédant ce chômage, n° 9252. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations du département de la Moselle, n° 11524. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à introduire le bilinguisme dans les administrations publiques des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 11800. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi relative au recouvrement des prix de cession des mobiliers attribués aux sinistrés spoliés, n° 11872.

### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant amnistie; Art. 9, 4<sup>e</sup> alinéa : *Soutient l'amendement de M. Rosenblatt tendant à accorder le bénéfice de la loi aux incorporés de force dans l'armée allemande* [21 juin 1947] (p. 2306, 2307). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [10 juin 1947] (p. 2009); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [11 juillet 1947] (p. 3001); Chap. 709 : *Amendement de M. Gresa tendant à réduire les crédits pour couverture du déficit provenant de l'importation de produits industriels* (p. 3010); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 109 : *Indemnités aux fonctionnaires en Alsace-Lorraine (Ses observations sur les allocations aux sinistrés)* [19 juillet 1947] (p. 3257); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 711 : *Transfert des corps* [21 juillet 1947]

(p. 3334). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947, (p. 5031)]; — du projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements d'Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6272); Article unique : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à proroger la législation en vigueur jusqu'au 31 décembre 1947* (p. 6273); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, FINANCES, Chap. 507 : *Cas des veuves de déportés politiques étrangers* [27 décembre 1947] (p. 6326); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* (p. 6376). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre pour 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à augmenter les autorisations de paiement pour 1948* [30 décembre 1947] (p. 6503, 6504); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer expulsés, spoliés ou sinistrés* [7 mars 1948] (p. 1502). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les sinistrés de l'Est*) [16 mars 1948] (p. 1746). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; A 1. 5 : *Son amendement relatif au rôle du Commissaire du Gouvernement* [16 mars 1948] (p. 1764); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau indemnisant les chômeurs forcés* [18 mars 1948] (p. 1937). — Pose à M, le Ministre des Finances : une question relative à la création de différentes catégories pour l'impôt sur l'habitation [23 avril 1948] (p. 2245); — une question relative au taux de l'intérêt foncier sur les bâtiments industriels en Alsace-Lorraine [14 mai 1948] (p. 2657); — une question relative au budget des cultes en Alsace-Lorraine [14 mai 1948] (p. 2658) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées; Art. 2 : *Son amende-*

ment tendant à étendre les incompatibilités à certaines sociétés privées [20 août 1948] (p. 6037); — du projet de loi relatif aux loyers amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [25 août 1948] (p. 6223); Art. 6: *Son amendement tendant à accorder un sursis aux travailleurs quittant leur logement à la suite de la rupture de leur contrat de travail* (p. 6230); — du projet de loi, portant modification des autorisations d'engagement de dépenses pour 1948 (Investissements); Art. 3: *Équipement de l'Électricité de France* [27 août 1948] (p. 6385). — Dépose une demande d'interpellation sur l'assassinat par les C.R.S. d'un ouvrier, les brutalités et les arrestations illégales exercées par eux [16 novembre 1938] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur les grèves dans le bassin de la Moselle*) [18 novembre 1948] (p. 7089 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à relever les prestations des mineurs retraités* [26 novembre 1948] (p. 7279); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur: *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7456, 7457); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup>: TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur les mineurs grévistes emprisonnés)* [31 décembre 1948] (p. 8236, 8237); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 2: *Ouverture de 270 milliards de crédits pour la reconstruction (Inondations de la Moselle)* [3 mars 1949] (p. 1191); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine; Article unique: *Son amendement tendant à ne proroger cette législation spéciale que pour un an* [23 juin 1949] (p. 3680); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 C: *Son amendement tendant à supprimer l'article* [24 juillet 1949] (p. 5167, 5168); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2: *Son amendement tendant à supprimer l'article exonérant d'impôts les bénéfices affectés à la construction d'immeubles d'habitation* [30 juillet 1949] (p. 5644); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>,

Etat B, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 109: *Indemnités pour difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [28 juillet 1949] (p. 5426); Chap. 404: *Subventions aux organismes d'habitations à bon marché* (p. 5427). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des cartes grises de la préfecture de la Moselle [3 novembre 1949] (p. 5960). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne: *Discussion générale (Ses observations sur la concurrence allemande à la production française, la situation des Alsaciens-Lorrains retenus en U.R.S.S.)* [25 novembre 1949] (p. 6338, 6339, 6340); — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg: *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 403); Article unique: *Son amendement tendant à réserver en priorité les nouveaux logements aux rapatriés de Kehl* (p. 404); *Son amendement tendant à prévoir une priorité générale dans la ville de Strasbourg pour les rapatriés de Kehl* (p. 405); Article additionnel: *Son amendement tendant à exiger du gouvernement allemand de Bonn le remboursement des dépenses faites à Kehl* (p. 405); *Son rappel au règlement* (p. 405, 406); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2: *Investissements en Moselle* [26 avril 1950] (p. 2903); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1790: *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Forestiers d'Alsace-Lorraine)* [25 mai 1950] (p. 3911, 3912); INTÉRIEUR, Chap. 3020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conseils, comités et commissions (Bilinguisme en Alsace-Lorraine)* [31 mai 1950] (p. 4075, 4076, 4077); JUSTICE, Chap. 5010: *Education surveillée* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4140, 4141); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5080: *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour la Caisse de compensation des combustibles minéraux (Coût du charbon de la Ruhr)* [13 juin 1950] (p. 4678, 4679); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000: *Administration centrale (Dommages de la zone frontalière)* (p. 4694); Chap. 3030: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les paiements à l'Imprimerie nationale* (p. 4699); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE,

Chap. 1000 : *Traitements des Hauts Commissaires et du personnel temporaire (Politique française en Sarre)* [26 juillet 1950] (p. 5998, 5999); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; JUSTICE, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale pour les Cours d'appel (Condamnation des partisans de la paix)* [27 juillet 1950] (p. 6101, 6102); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S.N.C.F. (Démembrement du réseau d'Alsace-Lorraine)* [2 août 1950] (p. 6486, 6487); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur le sort de l'Alsace-Lorraine pendant l'occupation)* [25 octobre 1950] (p. 7189, 7190); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 3 : *Amendement de M. Meck tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht après le 25 août 1942* [16 novembre 1950] (p. 7766, 7767, 7768); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 8 relatif aux Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht* (p. 7796); *Amendement de M. Albert Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans une formation armée allemande après le 25 août 1942* (p. 7797, 7798); Art. 22 : *Amendement de Mlle Weber tendant à supprimer l'interdiction de séjour pour les Alsaciens-Lorrains, indignes nationaux* [4 novembre 1950] (p. 8508, 8509); *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber tendant à prévoir un régime spécial pour les interdits de séjour Alsaciens-Lorrains* (p. 8510, 8511); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Son amendement tendant à remplacer 1951 par 1950* [2 janvier 1951] (p. 6); — du projet de loi portant développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; HAUT COMMISSARIAT EN SARRE : *Sa motion tendant à supprimer les crédits au profit de la Caisse autonome de la reconstruction* [14 décembre 1950] (p. 9101, 9102); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1190 : *Indemnité de difficultés exceptionnelles en Alsace-Lorraine* [6 février 1951] (p. 814); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 5110 : *Son amendement tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le fonds*

*régulateur des prix (Subventions aux charbons importés)* [16 mai 1951] (p. 5236). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures d'expulsion dont sont menacées 103 familles sinistrées logées dans la caserne de Bitche, en Moselle [15 février 1951] (p. 1180). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 2 : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis relatif à la liquidation des dommages mobiliers* [18 avril 1951] (p. 3475); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article appliquant le régime des avances de trésorerie à la Sarre* [19 avril 1951] (p. 3593). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures d'expropriation portant sur 100 hectares de terrain pour la construction d'un aérodrome dans la région de Grotenquin (Moselle) [20 avril 1951] (p. 3648). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, ENERGIE : *Sa demande de disjonction des prêts aux Charbonnages de France* [6 mai 1951] (p. 4682, 4683); Etat C, ELECTRICITÉ DE FRANCE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (Barrage d'Ottmarsheim)* (p. 4731). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du plan Schuman à l'industrie mosellane [12 mai 1951] (p. 5111).

**SCHERER (M. Marc)**, Député de la Haute-Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); Est élu secrétaire de cette Commission [*J.O.* du 20 décembre 1946] (p. 10783), [*J.O.* du 29 janvier 1948] (p. 964); Est nommé : Vice-Président de cette Commission [7 décembre 1949] (**F. n° 475**) [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J.O.* du 27 janvier 1951] (p. 944); membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'Art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276);

membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [10 février 1948] (p. 584); membre titulaire de cette Commission [17 février 1948] (p. 776); Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention économique européenne et du programme du relèvement européen (Appl. de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) : [15 mars 1950] (F. n° 527) [24 février 1951] (F. n° 680); Est nommé juré de la Haute Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944) [4 mai 1948] (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 23 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Edouard Bonnefous et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proposer la réunion d'une Assemblée constituante européenne, n° 5348. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le centenaire de la mort de Frédéric Chopin, n° 6314. — Le 12 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur les propositions de résolution : 1° de M. d'Aragon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les plus brefs délais, devant les Nations Unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique; 2° de M. Paul Boulet, tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les plus brefs délais devant les Nations Unies, une proposition de Convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilité, auraient utilisé l'arme atomique, les armes chimiques ou bactériologiques, les bombardements massifs des villes ou, d'une façon générale, tout procédé de nature à terroriser les populations, n° 10249. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appuyer, au sein du Comité

des Ministres du Conseil de l'Europe la prise en considération et l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et du projet de convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, transmis à l'Assemblée nationale par la Commission permanente de l'Assemblée Consultative, n° 11093. — Le 10 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Marc Scherer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appuyer, au sein du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, la prise en considération et l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe et du projet de convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, transmis à l'Assemblée Nationale par la Commission permanente de l'Assemblée Consultative, n° 11239. — Le 21 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux à usage d'habitation, n° 13323.

### Interventions :

Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> Bureau : sur les opérations électorales du département de Meurthe-et-Moselle [28 novembre 1946] (p. 22); — sur les élections du territoire du Niger [28 janvier 1947] (p. 64). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 524); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES: *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3167, 3168). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou : *Son ordre du jour faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européenne* [26 juillet 1947] (p. 3604); *Sa modification à son ordre du jour tendant à faire passer la France par priorité sur l'Allemagne* (p. 3610, 3611). — Participe à la discussion : du projet de loi prévoyant la consultation des populations annexées à la France par le Traité de paix avec l'Italie, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> septembre

1947] (p. 4818). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Son ordre du jour de confiance* [11 mars 1948] (p. 1665). — Son rapport au nom du 6<sup>e</sup> Bureau sur les élections de la Mayenne [28 mai 1948] (p. 3039). — Prend part à la discussion des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur la création de l'Allemagne occidentale, la Ruhr et le fédéralisme)* [16 juin 1948] (p. 3560 et suiv.); *Son ordre du jour motivé de confiance* (p. 3578). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des établissements d'enseignement français en Europe orientale [5 août 1948] (p. 5408). — Prend part à la discussion des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Son ordre du jour regrettant la décision Clay-Robertson invitant le Gouvernement à faire connaître aux Gouvernements anglo-américains, l'opposition du peuple français* [2 décembre 1948] (p. 7360). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty [8 février 1949] (p. 400). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations du Secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) [24 février 1949] (p. 877); la développe : *Ses observations sur la déclaration, parue dans l'Humanité, de M. Thorez concernant son attitude devant une agression éventuelle de l'Union Soviétique et la position du parti communiste devant la politique extérieure française* [24 février 1949] (p. 877, 878, 879); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire demandant l'application du Code pénal aux déclarations de M. Thorez* (p. 901, 904, 905, 906). — Son rapport sur les élections du territoire du Niger [8 mars 1949] (p. 1375). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Niger; en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5555, 5556); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Son ordre du jour demandant l'internationalisation de la Ruhr, excluant l'Allemagne du Pacte atlantique, admettant l'Allemagne au Conseil de l'Europe et faisant confiance au Gouvernement* [25 novembre 1949] (p. 6349). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accord conclu entre un syndicat d'instituteurs

français et un syndicat d'instituteurs de l'Allemagne orientale [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur les conditions dans lesquelles l'Allemagne occidentale peut être appelée à participer à la défense commune des nations démocratiques d'Europe [24 octobre 1950] (p. 7118); la développe : *Ses observations sur l'impossibilité morale du réarmement allemand, la sagesse du plan Schuman n° 2, les négociations de Washington, la création de l'armée européenne* [25 octobre 1950] (p. 7181, 7182, 7183). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, en qualité de *Rapporteur* [14 novembre 1950] (p. 7691, 7692, 7693, 7694); *Question préalable posée par M. Marin* (p. 7701); *Contre-projet de M. de Raulin-Laboureur tendant à soumettre le texte créant des institutions européennes aux Assemblées françaises* (p. 7741). — S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [22 mai 1947] (p. 1710).

#### SCHMIDT (M. Robert), Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du Programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. N° 680). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice [20 mai 1947] (p. 1678).

#### Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envi-

sager la création d'une Caisse nationale des comités locaux d'assistance et de placement des libérés des prisons, n° 1195. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente des pneumatiques pour bicyclettes, n° 1383. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour assurer le retour à la liberté de fabrication et de vente du meuble, n° 1749. — Le 7 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les conditions de classement des garages dans les villes sinistrées, n° 1915. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les prescriptions du 26 décembre 1947 relatives aux factures consulaires et certificats d'origines et à réduire au minimum les formalités demandées aux exportateurs et importateurs français par le service des douanes, n° 3669. — Le 9 juillet 1948, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles, n° 4929. — Le 28 décembre 1948, une proposition de loi tendant à attribuer au Ministère de l'Industrie et du Commerce et au Ministère des Transports un contingent exceptionnel de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du Salon de l'automobile, n° 5960. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi relative aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 6155. — Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour remédier à la crise de la mévente qui sévit sur le marché de la pomme de terre, n° 6188. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation en vigueur sur la liberté des transports de camionnage urbain, n° 7170. — Le 23 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à diminuer le prix de ses services et notamment ceux des P. T. T. ; 2° à réduire les prix de revient de la S. N. C. F. par un plan de réforme interne du réseau et de la structure de cette société, lui permettant de réaliser son équilibre budgétaire total par ses propres moyens et indépendamment de toutes mesures susceptibles de nuire à l'activité des autres moyens de transport, n° 7254. — Le

13 juillet 1949, une proposition de loi tendant à rendre la liberté de vente de l'essence au 1<sup>er</sup> octobre 1949, n° 7894. — Le 27 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions des articles 257 à 302 du Code général des impôts directs, relatives à l'imposition des patentes, et par voie de conséquence à supprimer cette imposition, n° 8057. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la revalorisation des dettes contractées par certaines entreprises à l'égard de leurs salariés, n° 8989. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles en vue de procéder à une vérification de l'état civil des véhicules à l'occasion du changement des cartes grises, n° 10109. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 2657 du 24 juin 1941 portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires, n° 10189. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 12595) portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise, n° 12893.

### Interventions :

Participe à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Problème de l'industrie automobile* [20 février 1947] (p. 396, 397, 398, 399). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Coordination des moyens de transport)* [19 juin 1947] (p. 2239, 2240, 2241) ; Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 2247) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la définition de la région parisienne* [12 décembre 1947] (p. 5669) ; *le retire* (p. 5671) ; Art. 9 : *Son amendement concernant le droit de reprise du matériel par la régie* (p. 5677, 5678) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « titulaire » du 8<sup>e</sup> alinéa* [16 décembre 1947] (p. 5769) ; *Son amendement tendant à remplacer au 9<sup>e</sup> alinéa « voix consultative » par « voix délibérative »*



(p. 5769) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à supprimer au 11<sup>e</sup> alinéa les mots « et du comité consultatif »* (p. 5769) ; Art. 39 : *Son amendement concernant la composition et le fonctionnement du comité consultatif technique* [18 décembre 1947] (p. 5802) ; le retire (ibid) ; Art. 40 : *Son amendement relatif à l'exploitation éventuelle de lignes privées par la régie* (p. 5808) ; le retire (p. 5813) ; *Son amendement relatif aux attributions de l'assemblée générale de l'office* (p. 5814) ; le retire (ibid) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à rendre nécessaire la délibération du Conseil supérieur des transports* (p. 5846) ; Art. 47 : *Son amendement relatif au cahier des charges imposé aux entrepreneurs* (p. 5848) ; le retire (ibid) ; Art. 48 : *Son amendement relatif aux lignes au-delà des limites de la région parisienne* (p. 5849) ; le retire (ibid) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5851) ; *Son amendement tendant à supprimer le 1<sup>er</sup> alinéa* (ibid) ; le retire (ibid). — Pose une question à M. le Ministre de l'industrie et du Commerce relative au commerce de détail fait par l'Electricité de France [21 mai 1948] (p. 2850). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du prix des carburants et la politique pétrolifère du Gouvernement [17 juillet 1948] (p. 4772). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, Art. 5 bis : *Son amendement tendant à interdire le développement de l'activité routière de la S.N.C.F.* [31 mai 1949] (p. 2994) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* (p. 2995) ; *Sous-amendement de M. Delcos tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux pouvoirs du Ministre* (p. 3000).

### SCHMITT (M. Albert), Député du Bas-Rhin

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de

justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n° 20. — Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents-S.N.C.F. en service dans les départements libérés, l'indemnité dite de difficultés administratives, accordée aux fonctionnaires d'Etat par décret du 17 septembre 1946, n° 750. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents-S.N.C.F. en service dans les départements libérés, l'indemnité dite de difficultés administratives, accordée aux fonctionnaires d'Etat par décret du 17 septembre 1946, n° 1086. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1208. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la caisse de retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaire, n° 1209. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 pour des faits commis dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, n° 1475. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 5 avril 1947 relative au remplacement des Conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, n° 2136. — Le 9 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, n° 2369. — Le 20 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution de MM. Schaff,

Bergeret et Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à respecter le principe de non-rétroactivité des lois en ce qui concerne les pensions visées par l'ordonnance n° 45-1632 du 23 juillet 1945 et concédées antérieurement au 1<sup>er</sup> février 1945, n° 2958. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi tendant à accorder aux petits cheminots retraités, tributaires de la caisse autonome mutuelle des retraites, le bénéfice des majorations de retraites accordées aux fonctionnaires de l'Etat par les décrets n°s 47-148 du 16 janvier 1947 et 47-1372 du 24 juillet 1947 (art. 6) et modifiant ou complétant certaines dispositions de la loi du 22 juillet 1922 et de l'ordonnance du 2 décembre 1944, n° 3815. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires avec la S.N.C.F. en vue de créer à Strasbourg une direction régionale de la S.N.C.F., n° 4178. — Le 10 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, en accord avec la Société nationale des chemins de fer français une commission chargée de réexaminer la question du reclassement des agents des chemins de fer, n° 4577. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1572 du 25 août 1947, fixant les droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine et de leurs ayants cause à toutes les catégories d'agents publics soumis à l'application de l'ordonnance du 27 juin 1944, relative à l'épuration administrative, n° 4917. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer, en accord avec la Société nationale des chemins de fer français une commission chargée de réexaminer la question du reclassement des agents des chemins de fer, n° 4926. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, n° 5515. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la propo-

sition de loi de MM. Albert Schmitt, Meck et Sigrist tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1572 du 25 août 1947 fixant les droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine et de leurs ayants cause à toutes les catégories d'agents publics soumis à l'application de l'ordonnance du 27 juin 1944, relative à l'épuration administrative, n° 5824. — Le 22 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif au transfert des licences des buffets et buvettes des gares dans l'enceinte du domaine public des chemins de fer, n° 8822. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Marius Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à interdire tout licenciement de cheminots, tout démembrement de la S.N.C.F. (suppression ou suspension de trafic, fermeture atelier) sans vote préalable du Parlement, n° 10608. — Le 26 juillet 1950, une proposition de loi tendant à réglementer les rapports entre propriétaires et locataires de fonds de commerce, n° 10754. — Le 26 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 4 février 1949, n° 10755. — Le 19 octobre 1950, une proposition de loi tendant à déclarer applicable dans le ressort de la cour d'appel de Colmar l'article 89, Livré IV, titre premier, chapitre VII du Code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale, n° 11073. — Le 26 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le démantèlement et le transfert des machines-outils des ateliers de chemins de fer de Mulhouse (Haut-Rhin), n° 11118. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Marius Cartier et plusieurs de ses collègues (n° 11127) tendant à inviter le Gouvernement à donner son agrément à la fixation du salaire minimum vital garanti à 17.500 francs sans abattement de zone pour le personnel de la S.N.C.F. et l'application du coefficient 100 pour les services discontinus et le coefficient 120 pour le personnel du cadre permanent, n° 11661. — Le

3 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder au personnel de la S. N. C. F. une indemnité exceptionnelle et à fixer son salaire minimum, n° 12663. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12663) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder au personnel de la S. N. C. F. une indemnité exceptionnelle et à fixer son salaire minimum, n° 12702. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 12664) de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à satisfaire les revendications du personnel de la S. N. C. F. et à lui accorder notamment : 1° la péréquation intégrale des pensions et retraites; 2° une augmentation de 6.000 francs par mois, sans abattement de zone avec application de l'échelle mobile, n° 12703. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 12711. — Le 19 avril 1951, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat, définitive et sans contrepartie, des avances de trésorerie accordées en 1939 par l'Etat à la ville de Strasbourg et aux hospices civils de Strasbourg, à l'occasion et à la suite de l'évacuation et du repliement des hospices civils, n° 12892.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie: Art. 19 : *Son amendement tendant à faire bénéficier de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale dans le Bas-Rhin ou le Haut-Rhin* [30 juin 1947] (p. 2571). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Discussion générale (Grèves des transports)* [27 novembre 1947] (p. 5184, 5185, 5186, 5187). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de chemin de fer de Herrlisheim le 2 décembre 1948 [9 décembre 1948] (p. 7470). — Est entendu sur une question posée par M. Pierre Grouès au Ministre des Travaux publics, relative à l'accident ferroviaire d'Ambèrmenil le 4 juillet

1949 [2 décembre 1949] (p. 6580). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement français à l'égard de la S.N.C.F. et des cheminots [13 décembre 1949] (p. 6794). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7443); Art. 2 : *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Observations sur l'épuration en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7578, 7579, 7580, 7581, 7582); *Son amendement tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à vingt ans au moins de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7642, 7643); le retire (p. 7645); Art. 8 : *Amendement de Mme Schell tendant à supprimer l'article relatif aux Alsaciens-Lorrains engagés dans la Wehrmacht* [16 novembre 1950] (p. 7796, 7797); *Son amendement tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains engagés dans une formation armée allemande après le 25 août 1942* (p. 7797, 7798); Article additionnel : *Demande de disjonction présentée par la Commission des amendements relatifs à l'épuration administrative* [4 décembre 1950] (p. 8551). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la réorganisation de la S.N.C.F.* [14 novembre 1950] (p. 7705). — S'excuse de son absence [12 août 1948] (p. 5707). — Obtient un congé [12 août 1948] (p. 5707).

**SCHMITT (M. René)**, Député de la Manche.

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Président de cette Commission [17 janvier 1948]

(p. 1012), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392); membre titulaire de cette Commission [23 août 1947] (p. 4600); membre du conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction [19 mai 1948] (p. 2732); membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [13 mars 1951] (p. 1828). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (appl. de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152).

### Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les modalités d'attribution de l'indemnité provisionnelle dans les départements dont certaines villes sont plus importantes que le chef-lieu, n° 767. — Le 2 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. René Kuehn tendant à modifier l'article 41 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 1223. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 21 mai 1947 n° 47-884 relative à la conservation du souvenir du débarquement allié en Normandie, n° 1511. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires déportés pour fait de résistance des dispositions de l'article 19 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, n° 1512. — Le 7 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour habiliter les huissiers à représenter les sinistrés ; 2° de M. Pierre Chevallier tendant à modifier l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux huissiers de représenter les sinistrés au même titre que les avocats, les avoués et les notaires ; 3° de M. Crouzier tendant à modifier l'article 49 de

la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux anciens notaires ayant plus de dix années d'activité professionnelle de présider les Commissions cantonales et départementales de dommages de guerre, au même titre que les anciens avocats ou les anciens avoués ; 4° de MM. Crouzier, Thiriet et Mondon tendant à compléter l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, pour dispenser de l'autorisation du tribunal civil statuant en Chambre du Conseil, les donations entre vifs en ligne directe et les donations à titre de partage anticipé, de biens sinistrés et des droits à indemnité qui y sont attachés, n° 2279. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du Collège classique et moderne de jeunes filles de la ville de Cherbourg, n° 2510. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien des collèges techniques de filles et de garçons de la ville de Cherbourg, n° 2511. — Le 27 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux salariés, aux fonctionnaires, ainsi qu'aux retraités et pensionnés, une indemnité de cherté de vie uniforme, forfaitaire et sans abattement, n° 2718. — Le 25 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les projets de loi dont les dispositions sont prévues dans la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et notamment dans ses articles 4, 6, 10 et 19, n° 3557. — Le 25 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3565. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3679. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi n° 48-1973 portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 6278. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6881. — Le 31 mars 1949, une

proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6908. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article premier de la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948 portant élévation des plafonds fixés à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7584. — Le 28 juillet 1949, une proposition de loi tendant à établir un plan de financement de la reconstruction, n° 8083. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi autorisant le Président de la République à dénoncer la Convention internationale du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et à ratifier la Convention du 10 juin 1948 se substituant à la précédente, n° 8473. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder une aide immédiate de 50 millions de francs aux victimes du sinistre de Cherbourg des 24 et 25 novembre 1949, n° 8513. — Le 19 décembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnités des dommages de guerre, n° 8768. — Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence au financement de la part différée de 30 0/0 au-delà du plafond de 5 millions de francs en matière de dommages de guerre, n° 8769. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 9058. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dom-

mages de guerre, n° 9150. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de poissons et de crustacés, n° 9853. — Le 17 mai 1950, une proposition de loi tendant à exonérer les propriétaires de petites maisons familiales (H. B. M. et H. L. M.) construites sous le régime de la loi du 5 décembre 1922, dite loi Loucheur, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 9976. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi prorogeant la disposition de l'article unique de la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 10669. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues prorogeant la disposition de l'article unique de la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 10772. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les crédits de suppléance, afin d'assurer au maximum le fonctionnement des écoles primaires publiques, n° 11145. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Yvon et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 11331. — Le 13 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis (n° 11434) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 10669) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 11606. — Le 13 décembre 1950, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Yvon et plusieurs de ses collègues (n° 9489) tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 11607. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à réserver une priorité d'embauche à certains ouvriers des établissements industriels

de l'Etat précédemment licenciés, n° 11944. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, n° 11991. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'indemnisation des propriétaires de Gonneville et de Maupertus (Manche) expropriés en 1938 de leurs terrains transformés en aérodrome, n° 12048. — Le 7 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des « Mutuelles du logis » destinées à faciliter le groupement de personnes physiques en vue de la construction de logements et de l'accès à la propriété, n° 12101. — Le 9 février 1951, une proposition de loi tendant à allouer un secours de un million aux familles des victimes du chalutier cherbourgeois « Cachalot », disparu en mer le 4 février 1951, n° 12142. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application le décret n° 49-1224 du 28 août 1949 portant règlement de retraites applicables à certaines catégories d'agents de l'Etat, n° 12524. — Le 4 avril 1951, une proposition de loi tendant à instituer et à financer un plan de cinq ans de rénovation et de modernisation de la flottille de pêche artisanale, n° 12686. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 9860) de M. Denvers, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article premier de la loi du 20 décembre 1949, relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, n° 12737. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à reporter au 30 juin la date d'application de la pénalité encourue par certains contribuables et à suspendre les sanctions prévues à l'article 1664 du Code général des impôts, n° 12988. — Le 9 mai 1951, une proposition de loi prorogeant la loi n° 51-15 du 4 janvier 1951 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 13150. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 13150) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues prorogeant la loi n° 51-15 du 4 janvier 1951 sur l'organisation du travail de manuten-

tion dans les ports, n° 13159. — Le 15 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 7866) et la lettre rectificative (n° 10301) au projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 13252.

### Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction* [Cabinet Blum] (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Reconstruction* [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 44 : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacles* [6 février 1947] (p. 200) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Art. 43 : *Constructions expérimentales d'immeubles* [6 mars 1947] (p. 687, 688). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Elections au scrutin de liste avec panachage et représentation proportionnelle* [28 août 1947] (p. 4774) ; Art. 6 bis : *Son amendement tendant à une modification grammaticale* (p. 4776). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4783, 4784) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5226) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6017) ; Art. 1<sup>er</sup> ; *Son amendement tendant à exempter les sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6096, 6097). — Est entendu pour un fait personnel (*Politique de M. Billoux vis-à-vis de la Recons-*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

truction) [21 décembre 1947] (p. 6034, 6035). — Prend part à la discussion : du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt ; Art. 3 : *Echange et utilisation des titres de l'emprunt* [22 décembre 1947] (p. 6173) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [30 décembre 1947] (p. 6518). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale ; *Son rappel au règlement sur l'organisation du débat par le Président d'âge* [14 janvier 1948] (p. 157, 158). — En qualité de *Président de la Commission de la reconstruction*, prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] [p. 785] ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une modification de forme* [2 mars 1948] (p. 1255, 1262) ; Art. 2 : *Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* [17 mars 1948] (p. 1832) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas 2, 3, 4, 5 de l'article* (p. 1837) ; le retire (ibid.) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir un décret pour régler les travaux et l'emploi des crédits par les sociétés coopératives* (p. 1840) ; Art. 13 bis : *Son amendement relatif à l'avis de réunion de la société donné au délégué départemental de la reconstruction* (p. 1841) ; Art. 55 : *Son amendement relatif à la dissolution des associations syndicales* (p. 1866) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 1869) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer le troisième alinéa* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3062, 3064) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948) ; ETAT A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 809 : *Reconstruction des bâtiments scolaires du 2<sup>e</sup> degré* [25 février 1948] (p. 1065) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Son rappel au règlement* (p. 1086) ; Art. 23 : *Crédits pour les habitations à bon marché* (p. 1118) ; *Son amendement tendant à augmenter ces crédits* (ibid.) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le forfait et le bénéfice réel* [7 mars 1948]

(p. 1506) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Le Coutaller permettant aux sinistrés de convertir les titres de l'emprunt obligatoire en emprunt de la reconstruction* (p. 1527). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la loi relative au prélèvement, en deuxième lecture*) [8 mars 1948] (p. 1562, 1563) ; (*Débat sur le projet de loi relatif aux coopératives et associations de reconstruction*) [11 mars 1948] (p. 1645, 1646) ; — sur une motion d'ordre (*Débat sur la reconstruction*) [17 mars 1948] (p. 1844, 1845). — Prend part à la discussion du projet de loi créant la Caisse autonome de la reconstruction ; Art. 5 : *Son amendement tendant à remplacer le représentant du Ministère des Travaux publics par celui de la Reconstruction* [19 mars 1948] (p. 1999) — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Débat sur les coopératives de reconstruction*) [25 mai 1948] (p. 2914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : ETAT A, POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Chap. 102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'Inspection générale* [21 juin 1948] (p. 3743) ; RECONSTRUCTION, Chap. 502 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour la Fondation française du bâtiment* [18 juillet 1948] (p. 4786) ; FINANCES, Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5154) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à éviter la transformation de sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* [17 août 1948] (p. 5823) ; — du projet de loi relatif à l'application de l'accord de coopération économique franco-américain ; Art. 3 : *Nouvelle réduction de l'article* [19 août 1948] (p. 6003). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre : *Présence des faucons rouges* [25 novembre 1948] (p. 7224). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 10 : *Son amendement tendant à excepter les commerçants du paiement par titre* [23 décembre 1948] (p. 7918) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et alié-*

nubles (p. 7921) ; le retire (ibid.) ; Amendement de M. Nisse relatif au plan de financement prévu par la loi du 28 octobre 1946 (p. 7922) ; — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages : *Renvoi de la discussion* [27 décembre 1948] (p. 8020, 8021) ; — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative à la crise du logement ; Art 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reconduire l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant le régime des réquisitions* [28 décembre 1948] (p. 8054) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des propositions de loi relatives aux dommages de guerre* [28 décembre 1948] (p. 8072, 8073). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi : *Demande de renvoi de M. Denais à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8075, 8076) ; *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8153, 8154, 8155) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande du Gouvernement d'assimiler les spoliés et les sinistrés* (p. 8156) ; — de la proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Demande de renvoi de M. Denais à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8077) ; *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8128, 8129) ; Art 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à inclure les dommages causés par les services publics* (p. 8129) ; *Son amendement tendant à supprimer « cantonnement »* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Réunion des bureaux*) [20 janvier 1949] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 31 : *Dommages déclarés par les collectivités locales* [15 février 1949] (p. 593) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 29 bis : *Son amendement tendant à subventionner les offices d'habitations à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1359, 1360) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [25 février 1949] (p. 939), [2 mars 1949] (p. 1108, 1112, 1113) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le remplacement du vieux matériel de la S.N.C.F.* (p. 1142) ; Art 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S.N.C.F.* (p. 1148) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 15 milliards pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1395) ; le retire (p. 1396) ;

*Son amendement tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* (p. 1396) ; le retire (ibid.) ; ETAT B : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières (p. 1400, 1403) ; Art. 10 quater : *Ses explications de vote sur l'article* (p. 1410) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à spécifier « Ecoles primaires publiques »* (p. 1418) ; Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 1425) ; Art. 19 : *Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche* (p. 1433, 1434) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à affecter les majorations de crédits à la Caisse autonome de reconstruction* (p. 1433) ; le retire (ibid.) ; Art. 3 ter : *Paiement de dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide* (p. 1449) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2271, 2273) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2276) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme ; Etat A, Chap. 332 : *Phares, balises et signaux* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1081) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements pour mars 1949 : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1551). — Est entendu sur : la motion de censure de M. Capitant : *Sa proposition de fixer le débat sur la motion de censure de M. Duclos au 9 novembre 1949* [15 mars 1949] (p. 1645) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Date des vacances parlementaires* [5 avril 1949] (p. 2065) ; — une demande de modification de l'ordre du jour : *Discussion de la loi sur les dommages de guerre* [7 avril 1949] (p. 2175). — Prend part à la discussion : du projet de loi amendé par le Conseil de la République portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ; Art. 3 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* [7 avril 1949] (p. 2184) ; *Application de l'article 16 de la loi des maxima du 31 décembre 1948* (p. 2185, 2186) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ;



Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 502 : *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir les crédits pour subventions à l'Académie d'agriculture* [28 juillet 1949] (p. 5402) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux des sinistrés, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 juillet 1949] (p. 5627) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer « dans une autre localité »* (p. 5628) ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à supprimer « d'éviction »* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au Règlement (Présence du quorum)* [20 décembre 1949] (p. 7047) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Demande de renvoi de la discussion présentée par le Gouvernement* [3 février 1950] (p. 1005, 1006) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 4 : *Amendement de M. Lenormand tendant à augmenter de 100 milliards les crédits de la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7331) ; *Amendement de M. Coudray tendant à permettre la mobilisation des titres remis aux sinistrés* (p. 7336) ; *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 7342) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 7344) ; Art. 50 : *Son amendement relatif à l'émission de 50 milliards de titres d'emprunt nominatifs et inaliénables pour les sinistrés* (p. 7435, 7436) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 50 bis : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée relatif au paiement des sinistrés par des titres de la Caisse autonome de la reconstruction* [29 janvier 1950] (p. 791, 792) ; Art. 51 : *Remise de titres en paiement des dommages agricoles* (p. 793). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Election d'un Conseiller de la République représentant les Français à l'étranger* [27 décembre 1949] (p. 7363). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux versements du Fonds départemental de péréquation* [29 décembre 1949] (p. 7535) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un régime spécial dans les villes de 25.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7577) ; le retire (p. 7578). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Situation*

*des sinistrés de Cherbourg* [4 janvier 1950] (p. 124) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux allocations d'attente aux sinistrés* [1<sup>er</sup> janvier 1950] (p. 865). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 884) ; — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la prime de 3.000 francs)* [7 février 1950] (p. 1049) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Coffin tendant à humaniser les peines prévues par l'article 76 du Code pénal* [3 mars 1950] (p. 1804) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon* [8 mars 1950] (p. 1933). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi sur les dommages de guerre* [17 mars 1950] (p. 2162) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des conclusions de la Commission d'enquête sur le vin* [21 mars 1950] (p. 2237). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 mars 1950] (p. 2319, 2320, 2321) ; Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet tendant à prévoir la répartition des crédits entre les diverses catégories de sinistrés* [28 mars 1950] (p. 2496) ; *Amendement de M. Brillouet relatif à l'attribution des priorités nationales de reconstructions d'immeubles* (p. 2498) ; *Son amendement tendant à modifier la répartition des crédits en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2500) ; *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliard aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement* (p. 2501, 2502) ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à porter le plafond des dommages mobiliers à 500.000 francs* (p. 2510) ; *Amendement de M. Mondon tendant à n'appliquer l'article qu'après le règlement forfaitaire total des sinistrés au-dessus de 50 0/0* (p. 2510) ; *Amendement de M. Midol tendant à fixer le forfait pour les mobiliers détruits à 225.000 francs* (p. 2510) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pierre Chevullier tendant à faciliter l'acquisition de*

créances de dommages de guerre par les associations et coopératives de reconstruction (p. 2516) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : Dommages de guerre mobiliers [2 juin 1950] (p. 4168) ; Art. 3 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République permettant le nantissement des titres (p. 4173) ; Art. 13 : Amendement de M. Courant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation totale des collectivités locales pour leur outillage (p. 4175). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Heure de la prochaine séance* [28 mars 1950] (p. 2520) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la rentrée parlementaire au 25 avril* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 2, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* [26 avril 1950] (p. 2936, 2937) ; le retire (p. 2937) ; Art. 6 : *Crédits prévus pour les habitations à bon marché* [28 avril 1950] (p. 3047) ; *Son amendement tendant à porter de 37 milliards à 42 milliards les crédits pour les habitations à bon marché* (p. 3069, 3070) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à étendre le nombre des années pendant lesquelles les primes seront applicables et à consentir des taux plus favorables aux familles nombreuses* (p. 3075, 3076) ; le retire (p. 3076) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer l'appellation « habitation familiale » à « habitation à bon marché »* (p. 3083) ; le retire (p. 3084) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité de France et du Gaz de France* [3 mai 1950] (p. 3179, 3180). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Heure de la prochaine séance* [4 mai 1950] (p. 3263). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9010 : *Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux du Service des poudres* [10 mai 1950] (p. 3513) ; Etat A, GUERRE : *Amendement de M. Evrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'intendance* [11 mai 1950] (p. 3547) ; Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Son amendement tendant à réduire*

*de 1.200.000 francs les crédits pour le solde des officiers* (p. 3579) ; MARINE, Etat B : *Personnel ouvrier* (p. 3594, 3595) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits prévus pour ce chapitre (Licenciements dans les chantiers navals)* (p. 3595) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5760, 5766) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Demande de renvoi au mardi 13 juin, présentée par M. Joubert* [9 juin 1950] (p. 4581) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (Scandales de la mutuelle)* [13 juin 1950] (p. 4700, 4701) ; Chap. 5010 : *Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 4718) ; Chap. 3250 : *Amendement de M. Vée tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'imprimés (Revue professionnelle privée de Nancy)* [16 juin 1950] (p. 4901) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1080 : *Comité de coopération économique européenne (Français sinistrés de guerre à l'étranger)* [20 juin 1950] (p. 5067) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4070 : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer la contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* [4 août 1950] (p. 6713). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Mitterrand* [11 juillet 1950] (p. 5381). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hénault tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux causés par les services civils* [4 août 1950] (p. 6730, 6731) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, amendé par le Conseil de la République ; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la rémunération des agents des ponts et chaussées*

[4 août 1950] (p. 6762); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [19 octobre 1950] (p. 7019); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution ; Article unique : *Rectification d'une erreur de vote du groupe socialiste* [30 novembre 1950] (p. 8364); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Insuffisance des crédits de reconstruction)* [15 décembre 1950] (p. 9159); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour la subvention au Centre scientifique du bâtiment* (p. 9170); Chap. 6130 : *Frais de vente et de gestion des immeubles construits par l'Etat* (p. 9186); Art. 3 : *Son amendement tendant à lever la taxe de compensation sur les locaux insuffisamment occupés pendant la durée d'application de la loi* (p. 9187). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la réforme électorale* [19 décembre 1950] (p. 9292). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Toujas tendant à ne proroger que jusqu'au 31 décembre 1951 les textes en vigueur* [30 décembre 1950] (p. 9861, 9862). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au règlement de propriétaires expropriés à Gonnevillle (Manche) [23 février 1951] (p. 1566, 1567). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Deluchenal tendant à prévoir le groupement des listes apparentées* [23 février 1951] (p. 1579, 1580); INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Personnel de la Sûreté Nationale (Circulation dans la ville de Granville* [6 février 1951] (p. 816); RECONSTRUCTION ET URBANISME, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Indemnisation des Français sinistrés en Belgique)* [14 mars 1951] (p. 1923); P. T. T., amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la franchise postale à tous les militaires* [22 mai 1951] (p. 5669). — Est entendu

sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion en seconde lecture du projet de loi augmentant les allocations familiales* [1<sup>er</sup> mars 1951] (p. 1739). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur les prix agricoles* [9 mars 1951] (p. 1799). — Est entendu sur une attribution de compétence à une Commission : *Proposition de M. Depreux relative aux habitations à bon marché* [14 mars 1951] (p. 1914). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du statut des travailleurs de l'Etat aux ouvriers des arsenaux [7 avril 1951] (p. 2908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8070 : *Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées (Boulogne-sur-Mer)* [11 avril 1951] (p. 3112); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Déblaiement des ports maritimes (Cherbourg)* (p. 3116); MARINE MARCHANDE, Chap. 8021 : *Reconstitution du matériel des sociétés de sauvetage* (p. 3125). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et sur le respect du statut des ouvriers des arsenaux en matière de salaires [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3211, 3212). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 : DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à demander 500 milliards pour la reconstruction* [12 avril 1951] (p. 3190); Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards prévus* [13 avril 1951] (p. 3250, 3251, 3253, 3273); *Sa demande de suppression de la séance de nuit* (p. 3266); Art. 11 : *Amendement de M. Albert Rigal relatif à la gestion et à la location des logements non occupés par les propriétaires sinistrés* (p. 3280); Art. 14 : *Son amendement tendant à confier le plan de construction en série de logements aux organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 3283, 3284); *le retire* (p. 3284); *Suite du débat* (p. 3289); Article additionnel : *Amendement de M. Nisse tendant à accorder un délai supplémentaire aux sinistrés pour la déclaration des dommages* [18 avril 1951] (p. 3442, 3443); *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre*

1946 relatif au calcul du coût de la constitution du dommage en fonction de la valeur 1939 (p. 3447, 3448); Art. 24 : Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report de dommages agricoles sur d'autres constructions (p. 3450); Art. 26 : Amendement de M. Pierre Chevallier relatif aux mutations de dommages de guerre (p. 3463); Art. 2 : Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales (p. 3473); Son amendement tendant à prévoir un emprunt de 80 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction (p. 3493); Art. 4 : Amendement de M. Desson relatif au délai de mobilisation des titres remis aux sinistrés agricoles (p. 3498); Art. 5 : Son amendement tendant à prévoir la remise en nantissement des titres émis en application de la loi de finances du 30 janvier 1950 (p. 3500); Art. 10 : Prime à la construction (p. 3506); Réduction des crédits de 5 à 4 milliards [19 avril 1951] (p. 3521); Art. 10 bis : Son amendement tendant à prévoir des crédits pour la construction de logements pour les fonctionnaires des ministères civils (p. 3523); Art. 21 : Amendement de Mme Nautre tendant à porter le plafond des indemnités forfaitaires pour dommages mobiliers à 225.000 francs (p. 3524); Son amendement tendant à porter à 10 millions le montant des dommages sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Amendement de M. Yvon tendant à porter à 10 millions le montant des dommages pour les navires de pêche sur lesquels aucun abattement ne sera fait (p. 3525); Son amendement relatif aux dommages causés aux navires perdus en mer (p. 3526); Amendement de Mme Poinso-Chapuis relatif à l'évaluation du coût de la reconstruction des immeubles bâtis (p. 3527); Art. 26 : Amendement de M. Halbout relatif aux formalités de mutation des biens sinistrés (p. 3528); Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir la rescision pour lésion de la vente des dommages de guerre vendus à moins de 30 0/0 (p. 3536); Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à créer des commissions d'arrondissement des dommages de guerre (p. 3537); Sous-amendement de M. Nisse relatif au rôle des commissions d'arrondissement des dommages de guerre (p. 3537). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi relatif aux investissements [20 avril 1951] (p. 3644). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au taux de la

taxe sur les bétons [27 avril 1951] (p. 4119). — Est entendu pour une motion d'ordre : Vote en seconde lecture de la majoration des prestations familiales [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4401). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Article additionnel; Son amendement tendant à prévoir un plan de rénovation de la flotte de pêche artisanale [9 mai 1951] (p. 4881, 4882, 4883); Amendement de M. Leenhardt tendant à fixer à 20 milliards le montant maximum des garanties de l'Etat (p. 4883); Son rappel au règlement (Application de l'article 68 du règlement) (p. 4883); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant une loi réorganisant les sociétés nationales [22 mai 1951] (p. 5676, 5677); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : Discussion générale [14 mai 1951] (p. 5037); — du projet de loi relatif à la construction navale : Ses explications de vote sur l'ensemble [16 mai 1951] (p. 5243, 5244). — Pose à M. le Ministre des Postes, télégraphes et téléphones une question relative au paiement des mandats à domicile [18 mai 1951] (p. 5439). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : Son amendement tendant à supprimer le premier paragraphe interdisant la candidature des membres de l'Union française ou du Conseil économique chargés de mission dans les territoires d'outre-mer [22 mai 1951] (p. 5739).

**SCHNEITER (M. Pierre)**, Député de la Marne.

*Sous-Secrétaire d'Etat  
aux Affaires allemandes et autrichiennes.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet Robert SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet QUEUILLE)

du 14 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet PLEVEX)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée. [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des finances [4 février 1947] (p. 148).

**Dépôts :**

Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à doter d'un statut les exploitations publiques et les entreprises nationales, **n° 1522**. — Le 13 juin 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Binot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'Education nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 0/0 prévue par les autres Départements ministériels, **n° 1705**. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du code

civil concernant la plantation des arbres fruitiers, **n° 2634**. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant **n° 5591**. — Le 23 novembre 1948, un projet de loi tendant à interdire l'emploi de certains gaz toxiques dans la désinsectisation et la dératisation des locaux d'habitation, **n° 5635**. — Le 7 décembre 1948, un projet de loi tendant à accorder le droit d'exercer la médecine ou l'art dentaire à certains praticiens étrangers exerçant dans les établissements hospitaliers établis en France par des organismes étrangers et reconnus d'utilité publique, **n° 5725**. — Le 8 février 1949, un projet de loi portant création de bureau d'aide sociale, **n° 6349**. — Le 17 mai 1949, un projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics, **n° 7132**. — Le 21 juin 1949, un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée et sur le remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux, **n° 7545**. — Le 21 juin 1949, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 14 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme, **n° 7546**. — Le 5 juillet 1949, un projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine groupant en un laboratoire unique, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, **n° 7756**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi tendant au renforcement de la lutte contre l'avortement, **n° 8195**. — Le 22 novembre 1949, un projet de loi portant changement de dénomination de la Maison maternelle nationale de Saint-Maurice, **n° 8419**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi portant modification de l'article premier de la loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance, et constatation de nullité de la loi du 18 décembre 1941, **n° 8562**. — Le 28 février 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République Française à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée le 7 novembre 1949 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, **n° 9384**. — Le 25 avril 1950, un projet de loi relatif à la Fête

des mères, n° 9747. — Le 5 mai 1950, un projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, n° 9874. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à modifier les dispositions du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, n° 10954. — Le 30 novembre 1950, un projet de loi tendant à contrôler les adoptions d'enfants, n° 11462. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie, n° 11926. — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif à la formation du personnel d'encadrement des établissements recevant des mineurs atteints de déli- cences physiques ou psychiques, de troubles du caractère ou du comportement ou en danger, n° 12605.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique : Art. 11 : *Son amendement tendant à refuser la qualité d'officiers de police judiciaire aux fonctionnaires de la direction générale du contrôle et des enquêtes économiques* [14 février 1947] (p. 337) ; *le retire* (p. 338) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget de Reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 669) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 201 : *Equipped des organismes d'hygiène sociale* [7 mars 1947] (p. 751). — Prend part à la discussion : du rapport de M. Kriegel-Valrimont sur les opérations électorales du Tchad [20 mai 1947] (p. 1692) ; — du projet de loi approuvant un contrat entre le Gouvernement français et la banque internationale [23 mai 1947] (p. 1753, 1754). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [22 juillet 1947] (p. 3347). — Est entendu au cours de la discussion d'une proposition de loi octroyant des avances exceptionnelles à la ville de Marseille ; en qualité de *Rapporteur* [7 août 1947] (p. 4027, 4028) ; Art. 2 : *Création d'une commission surveillant les finances de la ville de Marseille* (p. 4029) ; nouveau texte : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4106) ; Art. 2 : *Commission chargée de surveiller la gestion financière de la ville de Marseille* (p. 4106) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; en qualité de

*Rapporteur* [21 août 1947] (p. 4528) ; — du projet de loi approuvant une convention entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Motion préjudicielle de M. Jacques Duclos tendant à suspendre le débat jusqu'à l'audition de M. le Président du Conseil* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4806) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour l'exercice 1947 : *Demande de renvoi de la discussion* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4806). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires allemandes et autrichiennes* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat 1 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à incorporer dans l'Etat 1 les chapitres concernant le Commissariat aux Affaires allemandes et autrichiennes* [26 décembre 1947] (p. 6262, 6263). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires allemandes et autrichiennes* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Amendement de M. Desjardins tendant à réduire de 5.000.000 les crédits pour l'Administration centrale* [29 juillet 1948] (p. 5045, 5046) ; Chap. 112 : *Inspecteurs de la population* (p. 5046) ; Chap. 117 : *Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les assistantes sociales* (p. 5047, 5048) ; Chap. 129 : *Contrôle sanitaire aux frontières* (p. 5048) ; Chap. 133 : *Service de la pharmacie (Hôpital de Saint-Ylié)* (p. 5049) ; Chap. 326 : *Laboratoire du Bouchet* (p. 5050) ; Chap. 401 : *Œuvres sociales* (ibid) ; Chap. 403 : *Mesures générales de protection de la santé publique (Situation outre-mer)* (p. 5050, 5051) ; Chap. 404 : *Dispensaires antituberculeux* (p. 5052) ; Chap. 405 : *Services anti-vénéériens départementaux* (p. 5054) ; Chap. 410 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les asiles d'aliénés* (p. 5055) ; Chap. 411 : *Assistance aux*

tuberculeux (p. 5055, 5056) ; Chap. 412 : *Assistance médicale gratuite* (p. 5056) ; Chap. 413 : *Subventions à la ville de Paris* (p. 5057) ; Chap. 5002 : *Lutte contre le paludisme* (p. 5059) ; Chap. 501 : *Centres de transfusion sanguine* (p. 5064) ; Chap. 502 : *Hygiène et prophylaxie dentaires* (ibid) ; Chap. 503 : *Ecoles d'infirmières et d'assistantes sociales* (p. 5065) ; Chap. 504 : *Ecoles de sages-femmes* (p. 5066) ; Chap. 506 : *Prophylaxie du cancer* (p. 5066) ; Chap. 507 : *Prophylaxie de la tuberculose* (p. 5066, 5067) ; Chap. 511-2 : *Prophylaxie du rhumatisme* (p. 5067) ; Chap. 514 : *Institut national d'hygiène* (p. 5068) ; Chap. 517 : *Centres régionaux d'action éducative sanitaire* (p. 5068) ; Chap. 519-2 : *Subventions à la Croix-Rouge* (p. 5069) ; Chap. 524 : *Amendement de M. Savard tendant à supprimer les subventions aux associations d'unions familiales* (p. 5070) ; Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions les subventions à l'Entr'aide française* (p. 5073, 5074) ; Chap. 528 : *Migrations intérieures (Transport de familles)* [30 juillet 1948] (p. 5117) ; Chap. 601 : *Etablissements thermaux affermés par l'Etat* (p. 5119) ; Chap. 701-2 : *Amendement de M. Renard tendant à réduire de 10 millions les crédits pour l'immigration de travailleurs étrangers* (p. 5119) ; Chap. 706-2 : *Retour des réfugiés dans leurs établissements d'origine* (p. 5121). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole ; Art. 2 : *Amendement de M. Perdon tendant à rattacher les travailleurs agricoles à la Sécurité sociale* [18 novembre 1948] (p. 7067) ; Art. 11 : *Amendement de M. Castera tendant à supprimer l'article* (p. 7070) ; Art. 23 : *Demande de disjonction présentée par M. Paumier* (p. 7073, 7074) ; Art. 33 : *Application de la loi en Alsace-Lor-*

*raine* (p. 7074) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 7075). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la modification du statut viticole [18 novembre 1948] (p. 7075). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier le statut viticole : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7238, 7239) ; Art. 3 : *Amendement de M. Paumier tendant à interdire l'arrachage des vignes existantes* (p. 7244). — Répond à une question : de M. Denais relative à l'abrogation de l'ordonnance du 13 octobre 1945 dont l'application prive les assurés sociaux d'une partie importante des ressources de la médecine [17 décembre 1948] (p. 7694) ; — de M. Noël relative à l'attribution de voitures au corps médical français en 1946 et notamment au corps médical de l'Aube [17 décembre 1948] (p. 7694) ; — de M. Just Evrard relative aux honoraires accordés dans les hôpitaux publics aux médecins accoucheurs et aux sages-femmes [11 février 1949] (p. 533). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à l'attribution de bons de lait aux mères de famille : *Discussion générale* [11 février 1949] (p. 546) ; Article unique : *Attribution de bons de lait en fonction de la prime d'allaitement* (p. 546, 547). — Est entendu sur la fixation de la date de la discussion des interpellations relatives à la dissolution de l'Entr'aide française [22 février 1949] (p. 797). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers : *Amendement de Mme Rabaté tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages disposant de moins de 16.000 francs par mois* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1032) ; *Amendement de M. Coudray tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages ne touchant pas l'allocation de salaire unique* (p. 1037) ; *Amendement de M. Palewski tendant à prévoir des mesures de compensation pour les locataires ayant une ou plusieurs personnes à charge* (p. 1034) ; *Amendement de M. Pierrard tendant à ne pas prélever les allocations logement sur les fonds de la Sécurité sociale* (p. 1036) ; *Amendement de M. Gabelle tendant à ne comprendre les allocations de salaire unique que pour moitié dans le calcul des ressources* (p. 1036) ; *Amendement de M. Pierrard tendant à prévoir des mesures en faveur des sinistrés* (p. 1039) ; *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas comprendre dans les ressources d'un ménage les allocations fami-*

liales de salaire unique (p. 1039) ; *Explications de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution* (p. 1040). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Allocation temporaire aux vieux* [9 mars 1949] (p. 1456). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1491, 1492) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1778, 1779, 1780) ; Chap. 420 : *Dépenses des services d'immigration en France* (p. 1781) ; Chap. 508 : *Subventions aux œuvres luttant contre la tuberculose* (p. 1785, 1786) ; Chap. 516 : *Etablissements nationaux de bienfaisance* (p. 1786) ; Chap. 531 : *Subventions à l'entraide française* (p. 1787) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Chap. 527 : *Amendement de M. Arthaud tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention à la Croix-Rouge française* [14 avril 1949] (p. 2487, 2488) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1892) ; Chap. 100 : *Sa demande de rétablir l'abattement pour les traitements du personnel de l'Administration centrale* (p. 1893) ; Chap. 105 : *Sa demande de rétablir l'abattement proposé par le Gouvernement pour les services à l'étranger (Agents diplomatiques)* (ibid) ; Chap. 305 : *Sa demande de rétablir l'abattement proposé par le Gouvernement pour les frais de représentation* (ibid) ; Chap. 314 : *Sa demande de rétablir l'abattement proposé par le Gouvernement pour frais de voyage* (p. 1893) ; Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 1893, 1894) ; Chap. 508 : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 35 millions l'abattement opéré sur la subvention à l'importation de céréales en Tunisie* (p. 1894) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* (p. 1895) ; Chap. 100 : *Réduction du personnel du cadre temporaire* (p. 1895) ; HAUT COMMISSARIAT EN SARRE ; Chap. 100 : *Traitement du personnel* (p. 1897) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Chap. 505 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les subventions à des organismes internationaux (Groupes fédéralistes)* [14 avril 1949] (p. 2481) ; Chap. 508 : *Subventions pour l'im-*

*portation de céréales en Tunisie* (p. 2482) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 11 bis : *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article autorisant la fabrication d'apéritifs à base d'alcool* [31 mai 1949] (p. 3006) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement : *Explications de vote sur l'ensemble* [8 juillet 1949] (p. 4401). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Bidault) [Decret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux coupures de courant dans les établissements hospitaliers : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6400, 6401) ; — d'une proposition de loi relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6401, 6402) ; — d'une proposition de loi portant réglementation des boissons non alcooliques : *Urgence* [14 décembre 1949] (p. 6851) ; — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Prise en charge de l'allocation par la caisse dont relève le bénéficiaire* [14 décembre 1949] (p. 6865, 6866) ; *Sa demande de renvoi de la proposition à la Commission* (p. 6866) ; — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1525, 1528) ; *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Hénault* (p. 1530) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. A. Hugues tendant à réglementer la fabrication et la vente des boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur de l'hygiène publique* (p. 1531, 1532) ; Art. 2 : *Amendement de M. Montagnier tendant à introduire un article nouveau interdisant la vente du coca-cola* (p. 1533, 1534) ; Art. 3 : *Amendement de M. Llante tendant à interdire provisoirement la vente du coca-cola en France et en Algérie* (p. 1535) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6735, 6736, 6737, 6738) ; — du projet de loi portant création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale ; Art. 3 : *Composition de ce conseil* [28 février 1950] (p. 1537) ; — d'une proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotisse-



ments défectueux : *Sa demande de renvoi du débat* [28 février 1950] (p. 1557, 1558). — Répond à une question de M. Julien relative à la fermeture de maisons de cure à Briançon [31 mars 1950] (p. 2720). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Suite de la discussion du budget de la Santé publique* [9 juin 1950] (p. 4580); — d'une proposition de loi relative au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4606, 4607, 4608, 4609); Chap. 1000 : *Sa demande de rétablir les crédits pour le personnel de l'Administration centrale* (p. 4611); *Amendement de M. A. Mercier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre : Incidents du sanatorium Paul Doumer à Liencourt (Oise)* (p. 4611, 4612); Chap. 1150 : *Personnel auxiliaire (Révocation du cuisinier Chicau)* (p. 4613); Chap. 1320 : *Indemnités du personnel des territoires d'outre-mer (Règlement sanitaire du département de la Martinique)* (p. 4614, 4615); Chap. 3150 : *Education sanitaire et sociale* (p. 4615, 4616); Chap. 3180 : *Amendement de M. Fredet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux congrès internationaux (Congrès national de chirurgie)* (p. 4616); Chap. 3250 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'échange de personnel médical en vertu du Traité de Bruxelles* (p. 4617); Chap. 4060 : *Centre national de soins aux brûlés* (p. 4618); Chap. 4070 : *Dispensaire d'hygiène sociale* (p. 4618); Chap. 4100 : *Assistance à l'enfance* (p. 4618); Chap. 4110 : *Hôpitaux psychiatriques (Déficience des asiles d'aliénés)* (p. 4621); Chap. 4140 : *Subventions à la Ville de Paris* (p. 4623); Chap. 4140 : *Assistance aux vieillards et infirmes* (p. 4624); Chap. 4190 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les dépenses d'immigration en France* (p. 4630); Chap. 5020 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* (p. 4632); Chap. 5040 : *Ecoles d'infirmières* (p. 4633, 4634); Chap. 5080 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour prophylaxie du cancer* (p. 4635); Chap. 5100 : *Prophylaxie des maladies vénériennes* (p. 4636); Chap. 5170 : *Etablissements nationaux de bien-faisance* (p. 4637); Chap. 5230 : *Formation de travailleuses familiales* (p. 4638); Chap. 5280 : *Remboursement à la Croix-Rouge de frais de transports* (p. 4638, 4639). — Donne sa démis-

sion de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Cordonnier relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes [26 janvier 1951] (p. 443, 444). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (3<sup>e</sup> cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [3 avril 1951] (p. 2634, 2635); *renvoi du débat* (p. 2637); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le plan Schuman et le statut du personnel temporaire* [5 avril 1951] (p. 2734); Chap. 1060 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des hauts commissaires (Libération de Krupp)* (p. 2736); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1000 : *Statut du personnel diplomatique* (p. 2759); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de M. Hertzog-Cachin demandant la modification du régime d'assistance* [26 avril 1951] (p. 4018, 4019); — Chap. 1090 : *Inspecteurs de la pharmacie (Personnel contractuel)* [4 mai 1951] (p. 4527, 4528); Chap. 1110 : *Suppression d'emplois de contrôleurs sanitaires* (p. 4528); Chap. 1120 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire (Personnel de l'hôpital de Lafond près de La Rochelle)* (p. 4528); Chap. 1200 : *Contrôle sanitaire aux frontières* (p. 4528, 4529); Chap. 1260 : *Envoi de personnel dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 4529); Chap. 1290 : *Liquidation du matériel hospitalier américain* (p. 4529); Chap. 3000 :

*Matériel de l'Administration centrale* (p. 4530); Chap. 3010 : *Loyers et impôts (Regroupement des services)* (p. 4530); Chap. 3060 : *Laboratoire national du Ministère* (p. 4530); Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins (Morts survenues à la suite des vaccins anti-diphthérique et anti-tétanique)* (p. 4531, 4532); Chap. 3110 : *Contrôle des spécialités (Cortisone)* (p. 4532, 4533); Chap. 3190 : *Echange de personnel médical en vertu du Traité de Bruxelles* (p. 4548); Chap. 4000 : *Prestations familiales (Statut du personnel hospitalier)* (p. 4549); Chap. 4030 : *Amendement de M. Alliot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (Réduction des crédits)* (p. 4550); Chap. 4040 : *Amendement de M. Mudry tendant à réduire de 1.000 francs les allocations viagères aux anciens auxiliaires (Personnel retraité de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains)* (p. 4550); Chap. 4050 : *Mesures générales de protection de la santé publique (Journées du sang)* (p. 4551); Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Hôpital de Troyes*) (p. 4553); Chap. 4060 : *Lutte anti-tuberculeuse à la Réunion* (p. 4569); Chap. 4070 : *Lutte anti-vénérienne* (p. 4569); Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4570); Chap. 4100 : *Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (Hôpitaux psychiatriques)* (p. 4571, 4572); Amendement de Mme Hertzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Recrudescence des malades mentaux, augmentation nécessaire du personnel médical spécialisé*) (p. 4573, 4574); Chap. 4110 : *Assistance aux tuberculeux (Tuberculose à la Guadeloupe)* (p. 4574, 4575); Chap. 4120 : *Assistance médicale gratuite* (p. 4576); Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Radiation de vieillards de la liste des bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite*) (p. 4577); Chap. 4130 : *Subventions à la Ville de Paris (Hôpitaux de la ville)* (p. 4578); Chap. 4190 : *Amendement de Mme Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations aux familles nécessiteuses* [5 mai 1951] (p. 4595); Chap. 4230 : *Assistance aux mères allaitant au sein* (p. 4595); Chap. 5000 : *Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au laboratoire de contrôle des médicaments (Shampooings mortels)* (p. 4596); Chap. 5020 : *Subventions aux centres de trans-*

*fusion sanguine (Sang pour les blessés d'Indochine)* (p. 4597); Chap. 5030 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'infirmeries* (p. 4598); Chap. 5070 : *Amendement de M. Alliot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le cancer* (p. 4599); Chap. 5170 : *Subventions aux offices d'assistance aux infirmes (Hôpital des Quinze-Vingts)* (p. 4600); Chap. 5320 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'assimilation des étrangers* (p. 4601); Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux subventions à l'Union nationale des associations familiales, présentée par Mme Douteau* (p. 4602); Article additionnel : *Amendement de M. Billat tendant à accorder l'allocation aux familles dont le soutien est mobilisé* (p. 4603); Amendement de M. Savard tendant à majorer l'aide aux aveugles et grands infirmes (p. 4603); Amendement de M. Roctore tendant à exempter d'impôt les organismes de lutte contre la polyomyélite (p. 4604). — Répond à une question : de M. Garet relative à l'octroi d'allocations familiales au profit d'enfants âgés de plus de 20 ans [6 avril 1951] (p. 2810); — de M. Pourtalet relative à la situation au Maroc [6 avril 1951] (p. 2810); — de Mme Rose Guérin relative à la libération d'Alfred Krupp [6 avril 1951] (p. 2811). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Discussion du budget de la Santé publique* [1<sup>er</sup> mai 1951] (p. 4400, 4401). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Schauflier [4 mai 1951] (p. 4568). — S'excuse de son absence [2 mai 1947] (p. 1419); [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient des congés [2 mai 1947] (p. 1419); [22 juillet 1947] (p. 3348).

**SCHUMAN (M. Robert)**, Député de la Moselle.

*Ministre des Finances*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947

*Président du Conseil des Ministres*

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Ministre des Affaires Etrangères*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Président du Conseil,  
Ministre des Affaires Etrangères*  
du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

*Ministre des Affaires Etrangères*  
(Cabinet QUEUILLE)  
du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre des Affaires Etrangères*  
(Cabinet BIDAULT)  
du 28 octobre 1949 au 20 juin 1950.

*Ministre des Affaires Etrangères*  
(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)  
du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

*Ministre des Affaires Etrangères*  
(Cabinet PLEVEN)  
du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

*Ministre des Affaires Etrangères*  
(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)  
du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946]  
(p. 39).

### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite, **n° 391**. — Le 13 février 1947, un projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947. Annexes : 2<sup>e</sup> volume — 1 à 5 — Affaires étrangères à Education nationale, 3<sup>e</sup> volume — 6 à 15 — Finances à travaux publics, 4<sup>e</sup> volume — 16 à 18 — Budgets annexes, **n° 545**. — Le 14 février 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 598**. — Le 14 février 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, **n° 604**. — Le 20 février 1947, un projet de loi tendant à faciliter la revision des règles applicables au calcul des intérêts servis à ses déposants par la Caisse des dépôts et consigna-

tions, **n° 634**. — Le 20 février 1947, un projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Banque de France et l'augmentation du montant de la quote-part française dans les organismes de Bretton-Woods, **n° 648**. — Le 27 février 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947, **n° 737**. — Le 4 mars 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (dépenses militaires), **n° 796**. — Le 6 mars 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre de l'Education nationale au titre du chapitre 3863 (Funérailles nationales de M. Champetier de Ribes), **n° 836**. — Le 20 mars 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, **n° 966**. — Le 25 mars 1947, un projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avances exceptionnelles du Trésor à la ville de Marseille, **n° 1030**. — Le 25 mars 1947, un projet de loi relatif au paiement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes, **n° 1033**. — Le 25 mars 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, **n° 1043**. — Le 27 mars 1947, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France au sujet du relèvement du montant de l'avance permanente de la Banque qui est porté de 10 à 50 milliards de francs en considération de l'amplitude actuelle des mouvements de fonds publics et en vue de réserver les avances provisoires de l'institut d'émission à la couverture des charges exceptionnelles du trésor, **n° 1075**. — Le 29 avril 1947, un projet de loi tendant à la fusion des groupements entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre institués dans la métropole et en Afrique du Nord, **n° 1175**. — Le 29 mai 1947, un projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils), **n° 1180**. — Le 22 mai 1947, un projet de loi approuvant un contrat entre le Gouvernement français et la banque internationale pour la reconstruction et le développement, **n° 1382**. — Le 29 mai 1947, un

projet de loi portant réforme du contentieux des contributions directes, n° 1466. — Le 29 mai 1947, un projet de loi portant fixation du tarif des patentes, n° 1480. — Le 29 mai 1947, un projet de loi portant autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics, fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1947 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 1503 et annexe. — Le 29 mai 1947, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 1504. — Le 5 juin 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 1579. — Le 5 juin 1947, un projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, n° 1583. — Le 5 juin 1947, une lettre rectificative au projet de loi portant réforme des finances locales, n° 1604. — Le 10 juin 1947, un projet de loi fixant les droits à pension des magistrats fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine qui ont fait l'objet de certaines mesures prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, n° 1624. — Le 12 juin 1947, un projet de loi approuvant une convention passée avec la Banque de Syrie et du Liban, n° 1635. — Le 12 juin 1947, un projet de loi tendant à sanctionner la violation des règles relatives à l'exécution des dépenses de l'Etat et portant création d'une « Cour de discipline budgétaire », n° 1653. — Le 17 juin 1947, un projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, n° 1718. — Le 23 juin 1947, un projet de loi relatif au paiement des effets de commerce, n° 1802. — Le 24 juin 1947, un projet de loi tendant à approuver deux conventions conclues entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France n° 1805. — Le 25 juin 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils et dépenses militaires), du budget extraordinaire (dépenses militaires) et des budgets annexes pour le mois de juillet 1947, n° 1820. — Le 8 juillet 1947, un projet de loi concernant les pénalités infligées aux comptables publics par le juge des comptes, n° 1942. — Le 11 juillet 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution

d'une allocation spéciale forfaitaire aux fonctionnaires civils ou militaires et agents de l'Etat, n° 1994. — Le 17 juillet 1947, un projet de loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'Assurance crédit, n° 2046. — Le 22 juillet 1947, un projet de loi présenté à l'Assemblée Nationale portant fixation du budget extraordinaire (dépenses militaires pour l'exercice 1947) n° 2092. — Le 22 juillet 1947, un projet de loi étendant les dispositions de l'article 18 du décret-loi du 30 octobre 1935 introduisant le monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° 2096. — Le 24 juillet 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (dépenses militaires) pour les mois d'août et de septembre 1947, n° 2106. — Le 31 juillet 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le mois d'août 1947, n° 2163. — Le 31 juillet 1947, une lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (dépenses militaires) pour les mois d'août et de septembre 1947, n° 2183. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de Reconstruction et d'Equipement pour l'exercice 1947, n° 2200. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi ouvrant les crédits nécessaires pour les secours de première urgence à allouer aux habitants de la ville de Brest et environs, victimes de l'explosion du 28 juillet 1947, n° 2206. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi relatif à la composition de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, n° 2209. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi relatif à la composition du Conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement, n° 2210. — Le 1<sup>er</sup> août 1947, un projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 2214. — Le 4 août 1947, une lettre rectificative au projet de loi n° 2092 portant fixation du budget extraordinaire (dépenses militaires pour l'exercice 1947), n° 2227. — Le 4 août 1947, un projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget ordinaire (dépenses militaires), n° 2231. — Le 4 août 1947, un projet de loi approuvant un accord entre le Gouvernement de la République française et le

Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, concernant l'octroi de crédits destinés à financer les achats de laines et autres produits néo-zélandais, **n° 2234**. — Le 6 août 1947, un projet de loi relatif à la reconstitution de documents administratifs, **n° 2253**. — Le 6 août 1947, un projet de loi autorisant la cession à l'Office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la Poudrerie nationale à Toulouse, **n° 2269**. — Le 7 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de l'attribution d'une indemnité provisionnelle aux ouvriers retraités des établissements industriels de l'Etat et aux personnels retraités de l'Imprimerie nationale, **n° 2281**. — Le 7 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits pour la célébration du centenaire de la Révolution de 1848 et de la Seconde République, **n° 2282**. — Le 7 août 1947, un projet de loi portant approbation de l'accord de paiement franco-polonais, **n° 2283**. — Le 7 août 1947, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la France d'outre-mer, de crédits en addition aux crédits ouverts par la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils) et par des textes spéciaux, **n° 2293**. — Le 7 août 1947, un projet de loi portant ouverture au Ministre de la France d'outre-mer, en addition aux crédits ouverts par la loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils) et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme de 105.000 francs et applicables au chapitre 322 : « Funérailles du gouverneur général Bayardelle », **n° 2294**. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française, **n° 2334**. — Le 8 août 1947, un projet de loi relatif à la taxe pour frais de chambres de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 2351**. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, **n° 2353**. — Le 8 août 1947, un projet de loi relatif à certains aménagements de la Dette de l'Etat, de la Société nationale des chemins de fer français et de la Ville de Paris, **n° 2356**. — Le 8 août 1947, un projet de loi instituant une Caisse nationale de la reconstruction, **n° 2358**. — Le 8 août 1947, un projet de loi relatif aux conditions de dégagement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat,

**n° 2359**. — Le 11 août 1947, un projet de loi relatif à l'arrondissement au franc du montant des effets de commerce, **n° 2386**. — Le 27 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire (services civils et militaires) **n° 2512**. — Le 28 août 1947, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, **n° 2521**. — Le 28 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1947, **n° 2522**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1946 à l'exercice 1947, **n° 2536**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un projet de loi tendant à accélérer la liquidation du Fonds commun institué par l'article 2 de l'acte, provisoirement applicable, dit « loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage », **n° 2538**. — Le 2 septembre 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, **n° 2547**. — Le 30 octobre 1947, un projet de loi portant réforme fiscale, **n° 2615**. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, **n° 2657**. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 2658**. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi et une lettre rectificative au projet de loi portant : 1<sup>o</sup> Reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47-1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947; 2<sup>o</sup> Autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, **n° 2659**. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant aménagement, dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), **n° 2660**. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits et majorations des évaluations de recettes au titre du budget général pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de

la Guyane française, n° 2661. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles d'équipement et de reconstruction), n° 2662. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948 et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses militaires ordinaires et dépenses militaires extraordinaires), n° 2663. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 2664. — Le 18 novembre 1947, un projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre, n° 2665. — Le 20 novembre 1947, un projet de loi portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, n° 2686. — Le 22 novembre 1947, un projet de loi complétant la législation des changes, n° 2696. — Le 29 novembre 1947, un projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail et à la défense de la République, n° 2737. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, n° 3126. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radio-électriques, n° 3127. — Le 6 mars 1948, un projet de loi relatif aux pouvoirs des Préfets et à la déconcentration administrative, n° 3705. — Le 29 avril 1948, un projet de loi tendant à la ratification des décrets portant réalisation d'économies en application de la loi n° 47-1127 du 25 juin 1947 portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, n° 4068. — Le 18 août 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords franco-italiens du 29 mai 1948, relatifs à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, et d'autre part, à la protection des appellations d'origine, et à la sauvegarde des dénominations de certains produits, n° 5302. — Le 20 août 1948, un projet de loi destiné à permettre le versement de 50 0/0 de la contribution française à l'Organisation internationale des réfugés

pour l'année 1<sup>er</sup> juillet 1948-1<sup>er</sup> juillet 1949, n° 5335. — Le 27 août 1948 un projet de loi destiné à assurer à l'Office national d'immigration les ressources financières complémentaires nécessaires à son fonctionnement, n° 5402. — Le 31 août 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-canadien du 5 mai 1948 concernant la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 5412. — Le 31 août 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux accords conclus le 13 janvier 1948 entre le Gouvernement français et la Commission préparatoire de l'Organisation Internationale pour les Réfugiés, n° 5413. — Le 31 août 1948, un projet de loi portant approbation de la Convention signée le 6 août 1948, entre la France et la Tchécoslovaquie et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune, établis en France et en Tchécoslovaquie, n° 5414. — Le 31 août 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928, signé à Prague le 18 mai 1948, n° 5417. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi portant approbation de la convention signée le 29 décembre 1947 entre la France et la Belgique et tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, n° 5557. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'amitié conclu à Paris, le 26 juin 1947, entre la France et la République des Philippines, n° 5562. — Le 9 décembre 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de paiement et de compensation monétaire du 16 octobre 1948, n° 5758. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention du 6 mars 1948 créant l'organisation maritime consultative intergouvernementale, n° 6178. — Le 15 février 1949, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2880) autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, n° 6458. — Le 1<sup>er</sup> mars 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à

ratifier l'accord culturel conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Sarre le 15 décembre 1948, n° 6617. — Le 22 mars 1949, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord résultant des lettres échangées le 17 mai 1946 entre les représentants de la France et de l'Italie complétées par des lettres interprétatives en date des 28 octobre et 2 novembre 1948 assurant provisoirement aux ressortissants de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre, le régime du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, n° 6833 et annexes V et VI. — Le 12 avril 1949, un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs au budget du Ministère des Affaires étrangères pour le fonctionnement de la nouvelle légation de France à Tel-Aviv, n° 7063. — Le 17 mai 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 30 mars 1949 entre la France et le Luxembourg, n° 7136. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention financière franco-syrienne signée le 7 février 1949 par Son Excellence le Ministre des Finances de la République syrienne et le Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de la République Française en Syrie, n° 7140. — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant approbation : 1° de la convention signée à Paris, le 18 octobre 1946, entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition et l'évasion en matière d'impôts sur les successions et de modifier et compléter la convention franco-américaine du 25 juillet 1939 relative aux impôts sur les revenus; 2° du Protocole signé à Washington le 17 mai 1948, modifiant et complétant la convention du 18 octobre 1946, n° 7141. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'Union douanière entre la France et l'Italie signé à Paris le 26 mars 1949, n° 7165. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, n° 7166. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à rati-

fier le Pacte de l'Atlantique signé à Washington le 4 avril 1949, n° 7168. — Le 16 juin 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948, n° 7475. — Le 13 juillet 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'Union internationale de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948, n° 7900. — Le 20 juillet 1949, un projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, n° 7948. — Le 30 juillet 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel au traité d'Union douanière entre la France et l'Italie signé à Paris le 26 mars 1949, n° 8133. — Le 29 novembre 1949, un projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, n° 8517. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide signée à Paris le 11 décembre 1948, n° 8565. — Le 8 décembre 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 29 août 1949 entre la France et la Belgique, n° 8636. — Le 26 décembre 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel au traité d'union douanière entre la France et l'Italie, n° 8851. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 8 avril 1949 à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôt sur les successions et un avenant signé à la même date à la Convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, n° 8976. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 8977. — Le 20 janvier 1950,

un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'extradition conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la Principauté de Monaco, **n° 9023**. — Le 20 janvier 1950, un projet de loi relatif à la ratification de l'accord du 1<sup>er</sup> août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie, **n° 9026**. — Le 8 février 1950, un projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu à Washington le 27 janvier 1950 entre la France et les États-Unis d'Amérique, **n° 9222**. — Le 8 mars 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim, **n° 9444**. — Le 25 avril 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord de paiements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950 et la Convention de prêt entre le Royaume de Belgique et la République française signés à Paris le 7 septembre 1949, **n° 9723**. — Le 25 avril 1950, un projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 3 mars 1950 entre la France et la Sarre, **n° 9752**. — Le 6 mai 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, **n° 9889**. — Le 23 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au service militaire, conclue le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark, **n° 9992**. — Le 31 mai 1950, un projet de loi autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, **n° 10127**. — Le 31 juillet 1950, un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 10.596.000 francs pour le fonctionnement de la Délégation française auprès du Conseil des suppléants du Pacte Atlantique, **n° 10830**. — Le 4 août 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'Union douanière entre la France et l'Italie, signée à Rome le 23 juin 1950, **n° 10921**. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le

23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, **n° 11005**. — Le 17 octobre 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948, **n° 11025**. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière signé à Genève le 19 septembre 1949, **n° 11095**. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière, **n° 11096**. — Le 2 novembre 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie et à l'exécution de certaines clauses du Traité de paix, **n° 11149**. — Le 16 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire, conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, **n° 11292**. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne, **n° 11392**. — Le 27 novembre 1950, un projet de loi tendant à accorder l'exonération d'impôts directs au personnel étranger employé par le Centre international de l'Enfance, **n° 11421**. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides, **n° 11451**. — Le 14 décembre 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, **n° 11616**. — Le 11 janvier 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 28 octobre 1950 à la Convention franco-suédoise du 24 décembre 1936 tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts



directs, n° 11896. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée entre la France et la Grande-Bretagne le 14 décembre 1950, en vue d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, n° 11922. — Le 13 mars 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République aux Etats-Unis et au Canada, n° 12454. — Le 26 avril 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11616) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord signé à Prague le 2 juin 1950 entre la France et la Tchécoslovaquie et relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale accordée par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, n° 12989. — Le 7 mai 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, n° 13110. — Le 9 mai 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, n° 13161.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils) ; LOI DE FINANCES, Art. 39 : *Rend hommage aux chefs de service du Ministère des Finances* [22 décembre 1946] (p. 248). — Est nommé *Ministre des Finances* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement ; COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 100 [31 janvier 1947] (p. 126). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité

et en retraite [31 janvier 1947] (p. 133, 134, 135) ; Art. 5 : *Amendement de M. Girard tendant à appliquer la loi aux départements d'outre-mer* (p. 137) ; *Amendement de M. Pineau relatif aux indemnités payées pour les heures supplémentaires effectuées par les ouvriers* (p. 138, 139). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions financières [4 février 1947] (p. 152) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. R. Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 153) ; Art. 4 : *Sa demande de disjonction* (p. 156) ; Art. 7 : *Droit de préemption de l'Administration de l'enregistrement* (p. 157) ; Art. 17 : *Amendement de M. René Mayer tendant à insérer un article nouveau en vue de modifier le droit de timbre des affiches lumineuses* (p. 159) ; *Amendement de M. Robert Buron tendant à diminuer le droit de timbre* (p. 159) ; Art. 17 bis : *Amendement de la Commission des finances tendant à étendre à tous les départements le droit de percevoir à leur profit certaines taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux* (p. 160) ; Art. 18 : *Confiscation des biens par décision judiciaire* (p. 161) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin tendant à instituer un contrôle sur le compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 164) ; Art. 19 : *Déclarations des biens appartenant à des personnes dont le patrimoine est confisqué* (p. 165) ; Art. 34 : *Délai de déclaration des créanciers chirographaires* [6 février 1947] (p. 195) ; Art. 42 : *Fixation du taux des frais de régie, fonds national d'amélioration de l'habitat* (p. 196) ; Art. 44 : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacles* (p. 198) ; Art. 26 (suite) : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à augmenter le délai accordé aux créanciers chirographaires pour exercer une action contre les patrimoines confisqués* (p. 200) ; Art. 44 : *Amendement de M. André Tourné tendant à accorder des faveurs fiscales aux spectacles taurins* (p. 201) ; Art. 45 : *Amendement de M. Jean Minjoz tendant à exonérer des taxes les associations ou œuvres des victimes de la guerre ou de l'occupation lorsqu'elles organisent une fête de bienfaisance* [6 février 1947] (p. 202) ; Art. 49 bis : *Amendement de M. Pierre Abelin tendant à maintenir, au profit de la Ville de Paris, le prélèvement de 1,50 0/0 sur les sommes engagées au pari mutuel* (p. 203) ; Art. 50 :

*Amendement de M. Robert Buron tendant à fixer à 9 0/0 le taux limite de la taxe à la production sur les entreprises de spectacles (ibid.); Art. 56 bis : Amendement de M. Jacques Grésa tendant à ne déduire des profits illicites à confisquer aucune provision de quelque nature que ce soit (p. 204); Art. 57 : Amendement de M. Robert Bétolaud relatif aux délais d'appel accordés aux personnes citées devant un Comité départemental de confiscation de profits illicites avant la publication de la loi du 5 avril 1946 (p. 206); Art. 57 bis : Date de clôture des opérations des comités départementaux de confiscation [7 février 1947] (p. 244, 245); Art. 59 : Amendement de M. Robert Buron tendant à financer l'Association française de normalisation par le produit de centimes additionnels à la patente (p. 246); Art. 67 ter : Rapports des contrôleurs des dépenses engagées et de la Commission des finances (p. 250); Art. 67 quinquies : Publicité et responsabilité dans les entreprises nationalisées (p. 252, 253); Amendement de M. Jean-Marie Louvel tendant à créer des commissions habilitées à vérifier sur place et sur pièces la situation des entreprises nationalisées (p. 253); Art. 80 : Amendement de M. Gozard tendant à supprimer le recouvrement des cotisations établies par les comités d'organisation (p. 256); Amendement de M. Pleven tendant à insérer un nouvel article en vue de considérer comme à la charge des parents, en regard de l'impôt général sur le revenu, les jeunes gens volontaires entre 1939 et 1946 et dont les études ont été retardées de ce fait (p. 257); Amendement de M. Pleven tendant à accorder aux sous-officiers et officiers de carrière déga-gés des cadres, l'amélioration de situation consentie aux personnels en activité (ibid.); Amendement de M. Pleven tendant à mettre à la disposition de la Caisse centrale de crédit hôtelier et de la Chambre syndicale des banques populaires, des avances portant intérêt au taux de 2 0/0 et remboursables en quinze ans (p. 263); Amendement de M. Joseph Laniel tendant à faire prendre en recettes par le budget général, toutes taxes et impositions instituées au profit d'organismes particuliers, publics ou semi-publics, dotés de l'autonomie financière (p. 264); Amendement de M. Gaborit tendant à soumettre les ostréiculteurs au régime fiscal des artisans (p. 264); Amendement de M. Pinay tendant à rétablir les dispositions antérieures permettant de reconstituer les stocks (ibid.); de ce projet de loi amendé par le*

*Conseil de la République : Observations sur l'ensemble [21 mars 1947] (p. 994). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Exploitation en régie des transports postaux pour Paris et pour la Seine [4 février 1947] (p. 168). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux [7 février 1947] (p. 241 et suiv.). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de missions et aux indemnités de fonction des maires et adjoints; Art. 4 : Amendements de M. Meck tendant à améliorer la rémunération des maires des communes de moins de 2.500 habitants et des communes suburbaines à caractère industriel des villes de plus de 100.000 habitants [25 février 1947] (p. 447 et suiv.); — sur le règlement de l'ordre du jour : Crédits pour l'équipement de modernisation [28 février 1947] (p. 540, 541). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de Reconstruction et d'Equipement pour l'exercice 1947 : Discussion générale [5 mars 1947] (p. 635, 639, 646, 649), [6 mars 1947] (p. 662, 664, 667, 669, 670, 671, 672); Art. 3 : Amendement de M. Joseph Laniel tendant à placer au premier rang de l'urgence, l'œuvre de reconstruction (p. 675); Art. 4 : Naissance des créances exigibles (p. 677); Art 6 : Engagement des dépenses sur crédits de programmes (ibid.); Art. 29 : Amendement de M. René Arthaud tendant à porter de 20 à 25 0/0 les subventions aux travaux pour les hôpitaux et hospices et les écoles d'infirmières [6 mars 1947] (p. 679); Amendement de M. Joseph Laniel tendant à attribuer au Ministère de la Reconstruction les sommes économisées sur les chapitre ne paraissant pas de première urgence (p. 680); Art. 42 : Amendement de M. Louis Siefridt tendant à substituer au taux de 2,50 0/0 celui de 2 0/0 pour les avances du Trésor aux communes intéressées par les opérations d'urbanisme (p. 686); Art. 43 : Amendement de M. Guiguen tendant à entreprendre la construction d'immeubles d'habitation à caractère définitif destinés au logement des populations sinistrées (p. 687); Art. 15, Etat A, AGRICULTURE : Discussion générale (Emprunts locaux) (p. 695, 696); Chap. 803 : Fonds de reconstitution des forêts domaniales détruites par faits de guerre [7 mars 1947] (p. 708, 709); Chap. 901 : Travaux d'équipement rural (p. 710); Chap. 903 : Restauration de l'habitat rural*

(p. 711); Chap. 907 : *Amendement de M. Pautier tendant à supprimer les crédits pour la mise en valeur de la Sologne* (p. 713); Chap. 923 : *Institut national de la recherche agronomique* (p. 715); Chap. 930 : *Entretien des prisonniers de guerre utilisés à des travaux de reconstruction et d'équipement* (p. 715, 716); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* (p. 716); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 720); Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à réduire les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les opérations de guerre* (p. 721); Chap. 911 : *Amendements de Mme Lempereur et de MM. Guy de Boysson et Marc Sangnier relatifs aux auberges de la jeunesse* (p. 724); Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 729); PRÉSIDENTE DU CONSEIL. Chap. 908 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire la participation de l'Etat aux dépenses du Commissariat à l'énergie atomique* (p. 736); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. Chap. 901 : *Equipped des organismes d'hygiène sociale* (p. 751); Chap. 902 : *Amendement de Mme Denise Bastide tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les dépenses d'équipement en vue de la protection de l'enfance* (p. 752); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 28 bis : *Communication aux Commissions des finances des autorisations de dépenses* (p. 758); Art. 43 quater : *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir la reconstitution de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 761); INTÉRIEUR, Chap. 902 : *Amendement de M. Jean Biondi tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour l'entretien des bâtiments des collectivités locales* (p. 766); Etat C, P. T. T., Chap. 902 : *Equipped en matériel électrique et radio-électrique* (p. 777); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 681); — du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministre de l'Education nationale, au titre du chapitre 3863 « *Funérailles nationales de M. Champetier de Ribes* » [6 mars 1947] (p. 673). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Budget d'équipement et de reconstruction* (p. 690); *Date de l'interpellation sur l'Algérie* (p. 691). — Intervient dans la discussion : des interpellations

relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 883 à 887); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946; Etat A, INTÉRIEUR : *Disjonction du chapitre 47 doté d'un crédit de 105 millions au titre de frais de transport de la sûreté nationale* [20 mars 1947] (p. 938); PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE, Chap. G : *Participation de l'Etat aux dépenses du Commissariat à l'énergie atomique* (p. 939); Dispositions spéciales, Art. 23 : *Décrets d'avances* (p. 947); Dispositions spéciales : *Amendements de M. Robert Prigent tendant à faciliter, aux contribuables sinistrés des poches de Dunkerque et de Saint-Nazaire, le règlement de leurs impôts* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 999). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de 1947 : *Discussion générale* [25 mars 1947] (p. 1046, 1047); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel titulaire du Ministère* (p. 1063, 1064); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 501 : *Centre national de la cinématographie* (p. 1068, 1069); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Traitements et rémunérations du personnel du groupement des contrôles radioélectriques* (p. 1073); Art. 3 ter : *Amendement de M. Louis Rollin tendant à suspendre les réquisitions et expropriations d'immeubles au profit des administrations publiques* [25 mars 1947] (p. 1083); Art. 4 : *Possibilité de transférer les crédits par décret* (p. 1084); Art. 7 : *Amendement de M. Blocquaux tendant à attribuer un pourcentage sur les recouvrements opérés, aux agents des régions financières* (p. 1085); Art. 7 bis : *Amendement de M. Liory-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* (p. 1086, 1087, 1088, 1089); Art. 7 ter : *Annulations de crédits d'un milliard par suppression de 50.000 emplois d'auxiliaires* (p. 1089, 1090); Art. 3 ter (suite) : *Amendement de M. Peytel tendant à ce que les baux renouvelés par les administrations publiques ne puissent produire effet au-delà du 12 juillet 1948* (p. 1090, 1091); Art. 20 : *Taxes versées par les candidats aux examens* (p. 1091); Art. 21 : *Amendement de M. Petsche tendant à disjoindre*

*cet article relatif à la suppression de la participation de l'Etat aux charges d'intérêt général des départements* (p. 1092); *Ses observations sur l'ensemble (Taxe à la production sur les laits condensés et en poudre)* (p. 1095). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1190, 1191, 1192); *Etat A, AIR, Chap. 312 : Amendement de M. Girardot tendant à réduire d'un million les crédits affectés à la propagande, la presse et l'information* (p. 1193); *Art. 5 : Installation à Morcenx d'une usine récupérée en Allemagne* (p. 1200). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1205). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Traitement de stagiaire aux élèves de quatrième année des écoles normales* (p. 1207). — Répond à une question : de M. Waldeck Rochet relative à la taxation des bénéfices agricoles [23 mai 1947] (p. 1745, 1746); — de M. Morice relative à l'abolition du barème B concernant les retraités proportionnels (*ibid*); — de M. Pierre Fayet relative au supplément temporaire augmentant le principal de la pension des anciens militaires et marins musulmans de l'Afrique du Nord (*ibid*). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Cogniot relative aux droits universitaires [23 mai 1947] (p. 1749); — du projet de loi approuvant le contrat entre le Gouvernement français et la Banque internationale [23 mai 1947] (p. 1754, 1755); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); *Art. 38 : Article additionnel de M. Bétolaud tendant à déduire du revenu imposable la moitié des sommes payées au titre de l'impôt général sur le revenu* [30 mai 1947] (p. 1837); *Art. 42 : Article additionnel de M. Garcia tendant à majorer de 10 0/0 les droits de mutation lorsqu'une donation ou une succession échoit à un condamné à une peine d'indignité nationale* (p. 1838); *Art. 54 : Article additionnel de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'abandon de la taxe ad valorem sur les vins* (p. 1839); *Art. 130 bis : Article additionnel de M. Grésa relatif à l'interdiction d'extension des locaux administratifs* (p. 1840,

1841); *Art. 130 septièmés : Article additionnel de M. Pleven tendant à maintenir la délégation de solde aux veuves de guerre* (p. 1841, 1842); *Article additionnel de M. Joseph Denais tendant à accorder un délai de deux mois pour faire connaître au contrôleur des contributions directes les résultats d'un exercice* (p. 1842); *Art. 15 : Amendement de M. Albert Gazier tendant à excepter de l'intégration dans le corps des ponts et chaussées les cantonniers du département de la Seine* (p. 1844); *Date de discussion de la suite du projet de loi* (p. 1848); *Art. 87 : Excédent des ressources de la Caisse autonome d'amortissement* [3 juin 1947] (p. 1879); *Art. 43 bis (nouveau) : Situation des porteurs de titres confisqués sous l'occupation* (p. 1879, 1880); *Art. 45 bis (nouveau) : Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* (p. 1880, 1881, 1882); *Etat A, PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 114 : Amendement de Mme Anna Schell tendant à rétablir les crédits pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle* [12 juin 1947] (p. 2034); *AGRICULTURE, Chap. 104 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Administration centrale (Allocations et indemnités diverses)* (p. 2049, 2050); *Chap. 342 : Compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 2059); *Chap. 345 : Frais de fonctionnement des commissions paritaires* (p. 2061, 2062); *Chap. 351 : Restauration et conservation des terrains en montagne* [12 juin 1947] (p. 2063); *Chap. 505 : Equipement rural* (p. 2067, 2068); *FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 101 : Personnel du service des statistiques* [19 juin 1947] (p. 2224); *TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Discussion générale (Indemnité pour travaux supplémentaires accordée aux fonctionnaires)* (p. 2239); *ECONOMIE NATIONALE : Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2660, 2661); *Chap. 606 : Rétablissement des crédits pour l'Institut de science économique* (p. 2687); *FINANCES, Chap. 081 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire les crédits pour pensions d'invalidité* [11 juillet 1947] (p. 2978); *Chap. 086 : Amendement de Mme Péri tendant à réduire les crédits pour rajustement des pensions civiles et militaires* (p. 2979); *Chap. 101 : Amendement de M. Bougrain tendant à réduire les crédits pour le personnel auxiliaire et contractuel* (p. 2980); *Chap. 130 : Indemnités pour comp-*

tables et services extérieurs (p. 2981); Chap. 350 : Amendement de M. Fagon tendant à augmenter les crédits pour remboursement de frais aux contributions indirectes (p. 2983); INTÉRIEUR, Chap. 502 : Amendement de M. Cayeux tendant à réduire les crédits pour la police municipale de Paris [17 juillet 1947] (p. 3105); Chap. 503 : Participation aux charges d'intérêt général des collectivités locales (p. 3106); EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : Traitements du personnel d'administration académique [22 juillet 1947] (p. 3390); Chap. 133 : Traitements du personnel des lycées et collèges (p. 3393); Chap. 136 : Traitements du personnel des écoles normales primaires (p. 3393, 3394); de ce projet de loi en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, Services civils); Art. 27 ter : Prorogation des fonctionnaires au-delà de la limite d'âge [31 juillet 1947] (p. 3738); Art. 27 quater : Confiscations prononcées par le Ministère des Finances (p. 3739); Art. 104 : Amendement de M. Buron tendant à augmenter les subventions à l'industrie du cinéma (p. 3742); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 : Discussion générale [31 juillet 1947] (p. 3746, 3747, 3751, 3768, 3769, 3770); Art. 1<sup>er</sup> : Evaluation des voies et moyens à 610.584.473.000 jr. (p. 3770, 3771); Art. 2 bis : Affichage de la liste des contribuables ayant encouru des majorations ou des amendes fiscales (p. 3771, 3772); Art. 2 quinquies : Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée [31 juillet 1947] (p. 3772, 3773, 3776, 3777); Application de l'article 48 du règlement (p. 3777, 3778, 3779, 3780); Art. 2 quater (nouveau) : Nouveau texte de la Commission élevant les droits de circulation sur les vins d'appellation contrôlée [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3853); Art. 14 : Amendement de M. Pleven tendant à augmenter les avances de l'Etat à la Caisse nationale de crédit agricole (p. 3855); Article 2 additionnel : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à instituer un dossier fiscal pour chaque contribuable (p. 3857, 3858); Amendement de Mme Rose Guérin tendant à déduire des bénéfices imposables le salaire du conjoint (p. 3858, 3859); Amendement de M. Bougrain tendant à appliquer en 1946 les articles 47 et 48 de la loi du 31 décembre 1945 (p. 3859); Amendements de MM. Rochet, Charpentier, Garavel tendant à modifier la base et le calcul de l'impôt sur les

benefices agricoles [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3860); Amendements de M. Jacques Duclos tendant à modifier le taux et le calcul des impôts sur les traitements et salaires (p. 3861, 3862); Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le calcul des charges de famille (p. 3862, 3863); Amendement de M. Rochet tendant à modifier le taux et la base de la cotisation additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 3867); Amendements de MM. Gaillard, Baurens, Mauroux tendant à modifier les droits sur les alcools (p. 3871); Amendements de MM. Guyon et Grésa tendant à annuler la loi du 5 octobre 1941 (p. 3873); Amendement de M. Bougrain tendant à créer une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations (p. 3873). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : Amendement de M. Fagon tendant à augmenter les crédits pour indemnités et allocations diverses à l'Administration centrale [7 août 1947] (p. 4023, 4024); P. T. T., Chap. 111 : Services techniques spécialisés (p. 4074); INTÉRIEUR, Chap. 508 : Annuités dues aux zones franches de Gex et Haute-Savoie (p. 4082); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Discussion générale (p. 4086). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Castera relative à l'institution de prix différentiels pour le blé; Art. 3 : Amendements de MM. Charpentier et Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de primes différentielles [6 juin 1947] (p. 1959, 1960); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et des courtiers d'assurances; Art. 14 : Amendement de M. Segelle tendant à ne pas indemniser les compagnies d'assurances [10 juin 1947] (p. 2007). — Répond à une question : de M. André Morice relative à l'indemnité de 20 0/0 aux retraités proportionnels [13 juin 1947] (p. 2107); — de M. André Morice sur la date de départ de la péréquation des retraites (p. 2108). — Est entendu : au cours du débat sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et de retraite des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2144, 2145, 2146); — sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion des projets financiers du Gouvernement) [19 juin 1947] (p. 2230). — Participe à la discussion : du projet de loi

portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2328, 2329); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. René Pleven tendant à réduire de 50 milliards les dépenses que le Gouvernement doit assumer (p. 2353, 2354, 2355); Amendement de M. Malleret tendant à réduire à 150 milliards les crédits militaires (*Intervention de M. Bentaïeb demandant les allocations familiales pour les soldats indigènes au même taux que pour les soldats français*) (p. 2358); Amendement de M. Lejeune tendant à réduire à 180 milliards les crédits militaires (p. 2359); Art. 5 : Cinquième quart de l'impôt de solidarité (p. 2362, 2363); Art. 7 : Amendements de MM. Jacques Duclos et Gilles Gozard tendant à instituer une taxe exceptionnelle sur les excédents de bénéfices des entreprises assujetties à l'impôt sur les B.I.C. (p. 2368, 2369); Amendement de M. Jacques Duclos tendant à appliquer aux personnes morales les mêmes impôts qu'aux personnes physiques (p. 2369); Amendement de M. Jacques Duclos tendant à affranchir de l'impôt les primes au rendement et à la production (p. 2370); Amendement de M. July tendant à majorer les taxes perçues sur les produits agricoles pour alimenter le fonds national de solidarité (p. 2373); Amendement de M. Félix Garcia tendant à mettre à la charge du propriétaire l'imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties (p. 2375); Art. 16 : Amendement de M. Pierre Meunier tendant à supprimer les articles relatifs aux mesures destinées à accélérer la rentrée des impôts directs en 1947 (p. 2376); Art. 22 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la valeur locative comme indice du revenu imposable (p. 2378, 2379); Amendement de M. Gozard visant à atteindre les contribuables résidant en meublé ou à l'hôtel (p. 2379, 2380); Amendement de M. Barrachin tendant à déduire de la valeur locative de la résidence principale une somme égale, pour chaque personne à charge, aux abattements en vigueur en matière de contribution mobilière (p. 2380); Amendement de M. Frédet tendant, pour les professions médicales et para-médicales, à déduire un domestique avant de procéder à la taxation forfaitaire (p. 2381); Amendements de MM. André et Terrenoire tendant à ne pas tenir compte de la présence de la première domestique du sexe féminin dans les familles d'au moins quatre enfants (p. 2381); Art. 33 :

*Amendement de M. Barrachin tendant à rétablir l'égalité de tous les chefs de famille devant les charges fiscales* (p. 2383); *Amendement de M. Lucas tendant à augmenter les allocations familiales des travailleurs agricoles* (p. 2384); *Amendement de M. Paul Ribeyre tendant à l'application immédiate de la loi du 22 août 1946 relative au taux des allocations familiales* (p. 2385); Art. 34 : Amendement de M. Bouxom tendant à porter à 7.700 francs le taux de calcul des allocations familiales (p. 2386); Art. 35 : Amendements de M. Musmeaux et de M. Segelle tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs (p. 2387); Art. 40 : Amendement de M. Gilles Gozard tendant à frapper d'une majoration supplémentaire de 10 0/0 les cotes émises pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu supérieures à 10.000 francs (p. 2389); Art. 40 : Amendement de M. Deixonne relatif au pari mutuel (p. 2390); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Pouvoirs du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2459); — du projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2397, 2398). — Est entendu au cours du débat sur la discussion d'urgence d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République et relative à l'élection des délégués du personnel dans les entreprises (*Renvoi de la discussion*) [3 juillet 1947] (p. 2676). — Répond à une question de M. Ballanger relative aux retenues opérées sur les retraites des vieux hospitalisés dans les asiles [4 juillet 1947] (p. 2744). — Est entendu au cours du débat sur une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative au forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion d'urgence* [4 juillet 1947] (p. 2757); *Avantages du forfait* (p. 2758). — Répond à une question : de M. A. Mercier concernant la réglementation de la culture du tabac [11 juillet 1947] (p. 2994); — de M. Bonnefous sur les impôts pesant sur les plus-values en écritures des bilans d'entreprises privées [11 juillet 1947] (p. 2994, 2995); — de M. Beugniet sur les avances aux caisses de congés payés du bâtiment [11 juillet 1947] (p. 2995). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3071, 3076, 3077, 3079, 3081, 3085); Art. 3 : Amendement de M. Albert

*Petit tendant à étendre aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* (p. 3087); — sur un rappel au règlement (*Demande de discussion d'une proposition de M. Joubert*) [17 juillet 1947] (p. 3107). — Répond à une question : de M. Biscarlet relative à l'exonération des passementiers à domicile de la taxe pour frais de la Chambre des métiers et de la taxe de transaction [18 juillet 1947] (p. 3177); — de M. Besset concernant l'assujettissement des travailleurs à domicile soit à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, soit à l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires [18 juillet 1947] (p. 3178); — de M. Denais concernant la réquisition des valeurs étrangères et l'indemnisation en résultant [18 juillet 1947] (p. 3178). — Est entendu au cours du débat sur l'adoption, en deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : Art. 9 : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte voté en première lecture, relatif à l'indemnité au concessionnaire* [24 juillet 1947] (p. 3465). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'août 1947 (budget ordinaire, dépenses civiles) : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3744, 3745); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3791); Art. 5 : *Interdiction aux Ministres d'ouvrir de nouveaux crédits* (p. 3893). — Répond à une question de M. Denais relative aux compensations assurées aux actionnaires expropriés de la Banque de France [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3840). — Est entendu dans la discussion du projet de loi octroyant des avances exceptionnelles à la ville de Marseille : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4028); Art. 2 : *Création d'une Commission surveillant les finances de Marseille* (p. 4029). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégagement de cadres des fonctionnaires; Art. 4 : *Amendement de M. Guillon tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant bénéficié de promotions abusives* [12 août 1947] (p. 4274, 4275); Art. 8 : *Conditions d'établissement des retraites et pensions pour les fonctionnaires licenciés* (p. 4280); Art. 14 : *Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des militaires* (p. 4282, 4284); *Amendement de*

*M. Malleret-Joinville tendant à garder par priorité certaines catégories de militaires* (p. 4284, 4285); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Amendement de M. Gresa tendant à modifier le calcul des bonifications de services accordées aux militaires et marins dégagés* [21 août 1947] (p. 4544); *Reprise du texte du Conseil de la République* (ibid.); — du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre 1947; Art. 4 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à réviser les bases guidant les commissions cantonales d'assistance statuant sur les demandes d'allocations* [19 août 1947] (p. 4399, 4400). — Demande la discussion d'urgence de deux projets de loi approuvant une convention entre le Ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France et concernant les subventions au charbon et à l'acier [28 août 1947] (p. 4784). — Participe à la discussion du projet de loi approuvant la convention entre le Ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France : *Demande de discussion d'urgence* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4804); *Discussion générale* (p. 4805, 4806); — d'une proposition de loi accordant des délais de paiement aux sinistrés et spoliés acquéreurs de biens sous séquestre : *Renvoi à la Commission des finances* [2 septembre 1947] (p. 4838). — Donne sa démission de *Ministre des Finances* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre des Finances* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1).

#### En cette qualité :

Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Débat sur le passage à la discussion des articles* [14 novembre 1947] (p. 5036, 5037); Art. 2 : *Modification proposée par la Commission des finances concernant la garantie de l'État accordée aux banques, assurances et établissements de crédit* (p. 5038); Art. 6 : *Création d'une Banque de réescompte en Sarre (problème des bénéfices de guerre)* (p. 5039); — Est désigné comme *Président du Conseil* [22 novembre 1947] (p. 5123). — Est entendu au cours du débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement* [22 novembre 1947] (p. 5124, 5126).

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

**En qualité de Président du Conseil des Ministres :**

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [22 novembre 1947] (p. 5128, 5129); — S'associe à l'hommage rendu au Speaker de la Chambre des Communes [27 novembre 1947] (p. 5148); — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la composition et la politique générale du Gouvernement : *Impôts sur les bénéficiaires agricoles* [27 novembre 1947] (p. 5156); *Définition de sa politique générale et sa réponse aux critiques* (p. 5160, 5161, 5162); *Explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* (p. 5189, 5191); — sur la demande de discussion d'urgence de deux projets de loi portant création de ressources nouvelles pour les collectivités locales et portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité : *Urgence du débat* [29 novembre 1947] (p. 5246, 5247); — sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi tendant à assurer la défense de la République et la protection de la liberté du travail [29 novembre 1947] (p. 5249). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la défense de la République : *Ses remerciements à l'Assemblée pour le vote de la loi* [25 novembre 1947] (p. 5302). — Est entendu : pour une communication du Gouvernement (*Situation des conflits sociaux*) [3 décembre 1947] (p. 5464); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le renvoi de la Mission française de rapatriement en U. R. S. S. [12 décembre 1947] (p. 5691). — sur le règlement de l'ordre du jour : *Projets financiers de M. René Mayer* [19 décembre 1947] (p. 5932). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Urgence du projet* [20 décembre 1947] (p. 5975); *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6038, 6039); *Explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6078, 6079, 6080); Art. 1<sup>er</sup> : *Dix amendements tendant à exempter les sinistrés* (p. 6099); *Amendements de MM. Courant et Lenormand tendant à exempter les sinistrés en reportant le prélèvement sur les dommages dus par l'État* (p. 6101, 6102); Art. 7 bis : *Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre de fonctionnaires* (p. 6156, 6157); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> :

*Création d'un impôt exceptionnel; Sa demande de vote par division* [31 décembre 1947] (p. 6672); *Sa communication à l'Assemblée annonçant le retrait du projet de loi au cours de la discussion* (p. 6679, 6680); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence du nouveau projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [31 décembre 1947] (p. 6681). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Question préalable posée par M. Jacques Duclos* [3 janvier 1948] (p. 7); *Passage à la discussion des articles* (p. 13); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Michaut tendant à insérer un alinéa concernant les sinistrés* (p. 14); Art. 2 : *Amendements de MM. Duclos et Schauffler tendant à exonérer les artisans* (p. 17, 18); *Amendements de MM. Delachenal, Duclos, Laurens et Bouvier tendant à exonérer les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (Pose la question de confiance sur le retour au texte Gouvernemental)* (p. 19); Art. 3 : *Pose la question de confiance sur les amendements de MM. Rochet, Garcia, Dixmier, Delachenal et de Sesmaisons tendant à réduire ou supprimer le prélèvement basé sur le revenu cadastral* (p. 26); *Pose la question de confiance sur les amendements de MM. Rochet, Laurens, de Sesmaisons et Delachenal tendant à réduire le taux du prélèvement sur les agriculteurs payant l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 30). *Pose la question de confiance sur les amendements de MM. de Sesmaisons, Dixmier, Bischarlet et Garcia tendant à exempter certaines catégories d'agriculteurs* (p. 31); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à exonérer les victimes des inondations dans l'Est* (p. 37); Art. 4 ter : *Pose la question de confiance au sujet des amendements de MM. Laniel, Michaut, Courant, Coudray, Kuehn, Vendroux, André, Kriegel-Valrimont et Fonlupt-Esperuber en faveur des sinistrés et des victimes des inondations de l'Est* (p. 48); *Explications de vote sur l'ensemble du projet* [5 janvier 1948] (p. 94). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence : d'un projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Sa communication à l'Assemblée au sujet de la dévaluation, de la*



création d'un marché libre du dollar et des négociations avec le Fonds monétaire international [26 janvier 1948] (p. 196, 197, 198); *Sur l'urgence du débat* [27 janvier 1948] (p. 224); *Renvoi du débat sur ce projet* [29 janvier 1948] (p. 297); Art. 2 : *Libre circulation de l'or* [30 janvier 1948] (p. 333). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif au retrait de la circulation des billets de 5.000 francs [29 janvier 1948] (p. 266, 267); *Question préalable posée par M. Jacques Duclos* [29 janvier 1948] (p. 270); *Clôture de la discussion et continuation du débat* (p. 282); Art. 2 : *Amendement de M. Ramadier tendant à n'opérer aucun prélèvement ni emprunt à l'occasion du retrait* (p. 284); Art. 6 : *Amendement de M. Reeb tendant à insérer un article nouveau rendant public le nom des déposants de plus de 300.000 francs ne payant pas d'impôt sur le revenu* (p. 289). — Est entendu : pour une motion d'ordre : *Continuation de la discussion sur la réglementation des changes* [29 janvier 1948] (p. 293); — sur une demande de modification de l'ordre du jour : *Pose la question de confiance contre la modification et la discussion de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs* [20 février 1948] (p. 979, 980). — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur le prélèvement exceptionnel* [4 mars 1948] (p. 1299, 1301). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1424); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* (p. 1434, 1435); *Amendements de M.M. Duclos et Violette tendant à fractionner l'emprunt en tranches* [6 mars 1948] (p. 1460); *Amendement de M. Bouvier tendant à ajouter un article nouveau accordant des délais nouveaux pour souscrire à l'emprunt* (p. 1464); *Amendements de M. Maillocheau tendant à permettre aux assujettis de s'acquitter avec des titres de rente* (p. 1465); Art. 2 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à suspendre le recouvrement pour ceux ayant fait des demandes de dégrèvement* (p. 1466); *Amendement de M. Dusseaulx relatif aux sinistrés* (p. 1466, 1467); *Amendement de M. Delachenal tendant à permettre aux sinistrés de s'acquitter avec leurs créances sur l'État* (p. 1467); Art. 3 : *Institution d'une commission départementale du prélèvement* (p. 1468, 1469);

Art. 9 bis : *Amendement de M. Courant tendant à modifier la compétence et la composition des commissions paritaires départementales* (p. 1475, 1476); Art. 4 : *Amendements de M. Duclos et Mme Nédelec tendant à exonérer les mutilés, déportés et prisonniers de guerre* (p. 1480); *Amendement de M. Mouton tendant à exonérer les déportés et anciens prisonniers de guerre* (p. 1480); *Amendements de M.M. Garot et Dusseaulx relatifs aux sinistrés de 1939-1940* [7 mars 1948] (p. 1501); *Amendement de M. Penoy relatif aux évacués de 1940* (p. 1502); Article additionnel : *Amendement de M. de Moro-Giafferri permettant de céder les titres d'emprunts émis* (p. 1512); Art. 7 : *Amendement de M. Temple tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles* (p. 1518); *Rappel au règlement de M. Palewski : demande de renvoi à la Commission* (p. 1519); *Amendement de M. Lenormand relatif aux sinistrés* (p. 1520); Art. 8 : *Amendement de M. Faraut relatif aux personnes dont les trois quarts du revenu sont un salaire* (p. 1522); Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer quatre articles nouveaux relatifs au Fonds national de modernisation et d'équipement* (p. 1530); Art. 5 : *Sous-amendement de M. Lamps tendant à supprimer le dernier amendement de M. de Tinguy* [8 mars 1948] (p. 1544); *Amendement de M. Mondon tendant à accorder des remises aux contribuables dont le chiffre d'affaires réel est inférieur à celui fixé* (p. 1546, 1547); *Amendement de M. Palewski tendant à ce que les demandes de remise soient suspensives de paiement* (p. 1547); *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer le bénéfice réel au chiffre d'affaires* (p. 1550); *Amendement de M. Rochet tendant à réduire de 10 0/0 le taux du prélèvement pour les agriculteurs* (p. 1551); *Amendement de M. Lenormand relatif aux sinistrés* (p. 1552); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1560, 1561). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la loi relative au prélèvement en deuxième lecture* [8 mars 1948] (p. 1562, 1563); — le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères [20 avril 1948] (p. 2089). — Excuse l'absence des Ministres devant répondre aux questions orales [30 avril 1948] (p. 2431). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié : *Demande de discussion d'urgence* [30 avril 1948]

(p. 2432, 2433); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Question préalable posée par M. Ribeyre* [13 mai 1948] (p. 2550, 2557); *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2650, 2651); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien de ces écoles* (p. 2674); *Amendements de MM. Farine et Petit tendant à maintenir les écoles privées si elles ont été bâties par les mineurs* (p. 2677); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 2682). — Est entendu : pour une motion d'ordre : *Vote sur la prise en considération du projet du Gouvernement pour les écoles privées des houillères* [14 mai 1948] (p. 2649); — sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage ment de cadres [27 mai 1948] (p. 2958); — pour une motion d'ordre : *Discussion immédiate du projet de loi relatif au dégage ment de cadres* [28 mai 1948] (p. 3036). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégage ment de cadres : *Pose la question de confiance contre les conclusions de la Commission* [28 mai 1948] (p. 3037); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses observations sur l'attitude du groupe communiste* [16 juin 1948] (p. 3578); *Ses observations sur le problème allemand* (p. 3591 et suiv.). — S'associe à l'hommage rendu à M. Pierre Bourdan, *Député*, à l'occasion de son décès [15 juillet 1948] (p. 4593). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Capdeville, Montel, Anxionnaz et Villon tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires* [17 juillet 1948] (p. 4742); *Renvoi de la discussion* (p. 4743); *Suite de la discussion de ces amendements* (p. 4748, 4749); *Pose la question de confiance contre la prise en considération du sous-amendement de M. Anxionnaz* (p. 4753); *Explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz* [19 juillet 1948] (p. 4851, 4852, 4854); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits militaires de 12 milliards* (p. 4858, 4859). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion du Budget* [17 juillet 1948] (p. 4753). — Donne sa démission de *Président du Conseil des Ministres* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Ministre des*

*Affaires étrangères* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J.O.* du 27 juillet 1948 p. 7363).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la rétrocession de terrains à l'Italie* [30 juillet 1948] (p. 5122, 5123); Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 5131, 5132); *Amendement de M. H. Teitgen tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* (p. 5134); *Amendement de M. Pleven tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (Institut de Shanghai)* (p. 5135); Chap. 501 : *Œuvres françaises à l'étranger (Dépenses en France)* (p. 5135); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 605 : *Amendement de M. Gaborit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs français en Allemagne* [30 juillet 1948] (p. 5146); Chap. 617 : *Ses observations sur la politique française en Allemagne* (p. 5147); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 100 : *Politique suivie en Sarre* (p. 5148); — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord franco-italien : *Discussion générale* [20 août 1948] (p. 6023, 6024); — du projet de loi concernant la liquidation de biens et droits italiens en Tunisie : *Discussion générale* [20 août 1948] (p. 6026); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Palewski tendant à se référer seulement à l'accord franco-italien* (p. 6027); Art. 4 : *Amendement de M. Palewski relatif à la liquidation des biens indivis* (p. 6027); Art. 13 : *Amendement de M. Pourtalet tendant à supprimer l'article* (p. 6029). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [31 août 1948] (p. 6404); — Est désigné comme *Président du Conseil* [31 août 1948] (p. 6404). — Est entendu au cours du débat sur sa demande d'investiture : *Sa déclaration et son programme de Gouvernement (Ses observations sur le prix de la vie, le sort du franc, les nouveaux impôts, la situation en Indochine, la composition de son cabinet)* [31 août 1948] (p. 6404, 6405, 6406); *Sa réponse aux divers orateurs* (p. 6414, 6415). — Est nommé *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* [5 septembre 1948] (*J.O.* du 5 septembre 1948, p. 8786).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [7 septembre 1948] (p. 6440, 6446, 6447,

6448, 6449). — Donne sa démission de *Président du Conseil* [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur le problème de la Ruhr*) [23 novembre 1948] (p. 7167). — Prend part à la discussion des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale (Ses observations sur le paiement des réparations, les échanges commerciaux avec l'Allemagne notamment de fer, la formation de la trizone, le nouveau statut juridique des mines de la Ruhr et leur gestion d'après l'ordonnance n° 75 Clay-Robertson, l'attitude soviétique lors du Congrès de Varsovie sur le sort des mines)* [2 décembre 1948] (p. 7343 et suiv.). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'admission des journalistes français au procès du Cardinal Mindszenty [8 février 1949] (p. 403, 404); — une demande de modification de l'ordre du jour (*Débat sur le pacte atlantique*) [22 mars 1949] (p. 1704, 1705). — Répond à une question de M. Joseph Denais relative aux démarches faites auprès du Gouvernement soviétique pour obtenir la restitution aux déportés français des bijoux confisqués [24 juin 1949] (p. 3770). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur les pétroles de Tunisie [30 juin 1949] (p. 3958, 3959, 3960); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le Conseil de l'Europe*) [8 juillet 1949] (p. 4439). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Motion préjudicielle de M. de Chambrun tendant à discuter d'abord les accords de Washington sur l'Allemagne occidentale* [9 juillet 1949] (p. 4457); *Discussion générale* (p. 4489, 4490); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cot tendant à prévoir un vote du Parlement sur l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe* (p. 4498, 4499); Art. 3 : *Désignation des suppléants* (p. 4501); Art. 5 : *Amendement de M. Giovoni tendant à supprimer l'article relatif aux dépenses du Conseil de l'Europe* (p. 4501, 4502); — du projet de loi portant ratification du pacte atlantique : *Question préalable posée par M. Billoux* [23 juillet 1949] (p. 5098); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 5102); *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5227, 5228,

5229, 5230, 5231); *Motion préjudicielle déposée par M. Malleret-Joinville* (p. 5250); *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5264); *Explications de vote sur l'article unique* (p. 5336, 5339); Article additionnel : *Amendement de M. Michelet tendant à demander au Gouvernement américain des précisions sur le comité de défense et les fournitures de matériel de guerre* (p. 5346). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [13 octobre 1949] (p. 5764).

**En qualité de Député :**

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5794). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Bidault) [Décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le nouvel accord de Bonn, la réduction du personnel d'occupation, la démilitarisation de l'Allemagne, le démantèlement d'usines, le statut de la Ruhr, la libération des échanges européens et l'union franco-italienne)* [24 novembre 1949] (p. 6230, 6231, 6232, 6233, 6234, 6235, 6243, 6247, 6250); *Ses observations sur la Sarre* (p. 6260); *Ses observations sur le contrôle de la Ruhr* [25 novembre 1949] (p. 6280); *Ses observations sur les Français retenus en U. R. S. S. et l'abandon des réparations sur la production courante* (p. 6283, 6288); *Sa proposition de continuer le débat dans la soirée jusqu'à épuisement de la question* (p. 6313); *Ses observations sur le rôle du Conseil de l'Europe* (p. 6334, 6335); *Ses observations sur la situation des 78 Alsaciens-Lorrains retenus à Odessa* (p. 6340, 6341, 6343); *Ordre du jour de MM. Bonte, Scherer et d'Astier de la Vigerie et sa réponse aux diverses observations des orateurs* (p. 6350, 6351); *Amendement de M. de Chambrun à l'ordre du jour de M. Scherer tendant à demander le prélèvement de réparations sur la production courante de l'Allemagne* (p. 6353, 6354). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les relations avec la Pologne [13 décembre 1949] (p. 6778, 6779, 6780). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Dachau : *Discussion générale (Ses observations sur le char-*

nier de la colline de Leitenberg, l'entretien par les autorités allemandes des tombes des déportés et l'ouverture de carrières dans l'ancien camp de concentration) [13 décembre 1949] (p. 6797, 6808, 6809, 6810, 6814); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Discussion générale (Ses observations sur l'unité de la Libye, l'article II du traité de paix avec l'Italie et la récente décision de l'O.N.U. accordant son indépendance à une Libye unifiée)* [13 décembre 1949] (p. 6821, 6822, 6823, 6825, 6826); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1992, 1993, 1994); [15 mars 1950] (p. 2046, 2048, 2049); Article unique : *Amendement de M. Pourtalet tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les modifications en cours d'application de l'accord* (p. 2096). — Répond à une question de Mme Brauu relative aux Français détenus à la prison de San Miguel de Los Reyes (Espagne) [17 mars 1950] (p. 2144). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur les réparations payées par l'Allemagne, le cimetière de Bir-Hakeim, le retour des prisonniers de guerre alsaciens, la politique soviétique)* [20 juin 1950] (p. 5058, 5059, 5060, 5061); Chap. 1000 : *Crédits de l'Administration centrale (Situation du personnel)* (p. 5064); Chap. 1040 : *Amendement de M. Bardoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents diplomatiques et consulaires à l'étranger* (p. 5067); Chap. 1060 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de représentation des services à l'étranger* (p. 5067); Chap. 1080 : *Comité de coopération économique européen (Français sinistrés de guerre à l'étranger)* (p. 5067, 5068); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du bâtiment* (p. 5068); Chap. 3090 : *Matériel des services à l'étranger* (p. 5068, 5069); Chap. 3140 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour frais de voyage* (p. 5069); Chap. 5010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les œuvres françaises à l'étranger* (p. 5070, 5071); Chap. 6000 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais d'assistance et de rapatriement (33 Français retenus en Espagne)* (p. 5072);

Chap. 6020 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation à des dépenses internationales (Commission des Caraïbes)* (p. 5073, 5074); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5943, 5944, 5945); [26 juillet 1950] (p. 5982, 5984, 5985); Chap. 1000 : *Réduction des effectifs de l'administration française en Allemagne* (p. 5990). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, (p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois : *Discussion générale* [20 octobre 1950] (p. 7081, 7082). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [20 octobre 1950] (p. 7088, 7089). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale (Réponse française à la note soviétique du 4 novembre 1950 proposant une conférence à 4)* [14 novembre 1950] (p. 7694, 7695, 7696). — Répond à une question de M. Pronteau relative à l'expulsion du Maroc, d'un conseiller de l'Union française [17 novembre 1950] (p. 7878). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne occidentale* [12 décembre 1950] (p. 8930); *Ses observations sur le refoulement de M. Joliot-Curie et la frontière franco-italienne* (p. 8974, 8975, 8976); Chap. 1020 : *Titularisation des auxiliaires* (p. 8976); Chap. 5060 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office des biens et intérêts privés* [13 décembre 1950] (p. 9002, 9003); Chap. 5070 : *Subventions à l'Office de protection des réfugiés (Enfants russes retenus en Allemagne)* (p. 9004, 9005); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE : *Motion de Mme Schell tendant à supprimer les crédits*

au profit de la Caisse autonome de la reconstruction [14 décembre 1950] (p. 9102); Chap. 5000 : Subventions diverses (Subventions aux théâtres et conservatoires d'Alsace-Lorraine) (p. 9102, 9103). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**SCHUMANN (M. Maurice)**, *Député du Nord* (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est désigné par les Commissions de la presse, des affaires étrangères, de la défense nationale et des finances pour faire partie de la Commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de la Radiodiffusion vers l'Étranger [19 mars 1951] (**F. n° 695**).

#### Dépôts :

Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier dans le plus bref délai les médaillés du travail de l'allocation aux vieux travailleurs, **n° 369**. — Le 23 juin 1947, une proposition de loi tendant à relever certaines personnes de l'inéligibilité prévue par la loi n° 46-2175 du 8 octobre 1946, **n° 1810**. — Le 16 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à saluer l'arrivée en France du Bateau de l'Amitié, **n° 2881**. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution relative à la mort du Mahatma Gandhi, **n° 3197**. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à rétablir la souveraineté de la commission paritaire en faveur des planteurs de tabac, **n° 5616**. — Le 26 novembre 1948, une proposition de loi tendant à l'annulation de l'acte dit loi du Gouvernement de fait de Vichy, en date du 12 juillet 1941, et à l'abrogation des articles 2 et 3 de la loi du 19 octobre 1919, concernant la servitude de *non ædificandi* et l'expropriation des terrains de 1<sup>re</sup> zone militaire ceinturant la ville de Lille, **n° 5664**. — Le 17 janvier 1950,

une proposition de loi tendant à modifier le 14<sup>e</sup> alinéa de l'article 2, paragraphe premier de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, **n° 8988**. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi tendant à considérer comme enfant à charge les jeunes gens morts pour la France, **n° 10660**. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à indemniser partiellement les dégâts occasionnés par la sécheresse de 1949 et les ouragans de 1950 aux récoltes de tabac, **n° 10930**. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 5 de la loi du 10 août 1922 réglementant l'exercice du privilège du Trésor, **n° 12447**. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 231 du Code général des impôts, **n° 12638**.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire [12 décembre 1946] (p. 80). — Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 115). — Demande à interpeller sur la politique du Gouvernement à l'égard des graves événements d'Indochine [20 décembre 1946] (p. 196). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'équilibre budgétaire : *Droit de grève et liberté syndicale* [18 février 1947] (p. 373). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents développements de la situation internationale [24 juillet 1947] (p. 3502). — Intervient dans la discussion : des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3593); *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen (Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan)* (p. 3607, 3608, 3609); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4202, 4203). — Dépose une demande d'interpellation sur l'avenir des Établissements français de l'Inde [30 octobre 1947] (p. 4983). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Son rappel au règlement (Renvoi en*

*Commission*) [26 janvier 1948] (p. 200); — sur le projet de loi relatif au retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 275); — sur le projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, *RADIODIFFUSION FRANÇAISE*, Chap. 100 : *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4139). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une Caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Christiaens tendant à distinguer les frontaliers des saisonniers* [30 juin 1948] (p. 4174); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2882); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4792). — Est élu membre de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5313, 5314, 5315, 5316, 5317, 5318, 5319). — Dépose une demande d'interpellation sur les avantages particuliers accordés aux travailleurs italiens [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la Sarre)* [24 novembre 1949] (p. 6260); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1949] (p. 7685); — des conclusions d'un rapport portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la procédure des Commissions d'enquête* [4 janvier 1950] (p. 136); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la situation économique de la France)* [7 février 1950] (p. 1050, 1051); — d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France : *Question préalable posée par M. Toujas* [16 mai 1950] (p. 3726, 3727). — Est entendu sur la fixation de la date de

discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5408). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8449); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 : *Discussion générale* [31 décembre 1950] (p. 9952). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 873, 874); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1361, 1365). = S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [27 avril 1950] (p. 3005).

### **SEGELLE (M. Pierre), Député du Loiret.**

*Ministre de la Santé publique  
et de la Population.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé : membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); [11 février 1947] (p. 276); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 39); [5 juin 1950] (p. 4231); [23 janvier 1951] (p. 348); Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965); [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783); membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 39); [21 mars 1950] (p. 2202); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [16 février 1948] (p. 1729); de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale

(*J. O.* du 28 mai 1947, p. 4891). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux travailleurs salariés et assimilés des professions non agricoles en ce qui concerne l'assurance-vieillesse (*J. O.* du 22 novembre 1947, p. 11561). — Est désigné par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, un projet de loi attribuant au Ministère de la Santé publique et de la Population un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième de la mort de Pasteur, **n° 254**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi prévoyant la création d'un Conseil supérieur de l'entraide sociale, **n° 292**. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, **n° 299**. — Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour des motifs politiques, **n° 412**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à instituer le Service national dentaire infantile, **n° 572**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi relative au thermalisme, **n° 584**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à la suppression du droit de seau en matière de naturalisation, **n° 588**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'assurance « longue maladie » aux assurés sociaux dont la première constatation de maladie est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1946 et dont l'invalidité a été reconnue avant cette date, **n° 589**. — Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'investissement des bénéfices des entreprises industrielles, en tous travaux

d'équipement susceptibles d'accroître la production, **n° 675**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter, dans la région parisienne, la date limite d'inscription sur les listes électorales aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et la date des élections, en raison de la grève des journaux, **n° 744**. — Le 5 mars 1947, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, **n° 828**. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de l'allocation temporaire aux vieux et à permettre à l'Etat de récupérer dans certains cas le montant des sommes déjà payées, **n° 877**. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un enseignement de vénéréologie sanctionné par un diplôme national, afin de donner des cadres qualifiés aux dispensaires antivénériens, **n° 998**. — Le 5 juin 1947, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la Sécurité sociale, la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la Sécurité sociale, la loi du 7 octobre 1946 et la loi du 30 octobre 1946, **n° 1572**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à éviter l'indemnisation des entreprises d'assurances par la Sécurité sociale, **n° 1655**. — Le 26 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier les articles 86 et 87 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut de la Mutualité, **n° 1838**. — Le 3 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence le décret du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1944, **n° 1906**. — Le 14 juillet 1947, une proposition de loi tendant à l'institution d'un diplôme national

de secouriste, n° 1989. — Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à permettre le paiement de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année en cours, n° 2057. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance (n° 45-2456) du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, n° 2265. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le Service national dentaire infantile, n° 2407. — Le 20 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations dites de « Reposance », n° 2675. — Le 27 décembre 1948, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre de l'année 1947; II. Les propositions de loi : 1° de MM. Jean Masson et Gaborit tendant à la prorogation jusqu'au 31 mars 1948 de la loi du 13 septembre 1946, instituant une allocation temporaire aux vieux autres que les salariés et élevant le taux de cette allocation à 1.200 francs par mois; 2° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à la prorogation de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs en vertu de la loi du 13 septembre 1946 et en portant le taux à 1.300 francs par mois, n° 3024. — Le 5 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales, n° 3257. — Le 12 février 1948, une proposition de loi étendant le bénéfice de l'assurance-invalidité aux fonctionnaires placés en position de disponibilité pour maladie, n° 3338. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale et ayant fait l'objet d'un avis non conforme du Conseil de la République tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales, n° 3469. — Le 26 février 1948, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Solinhac et plusieurs de ses collègues ten-

dant à modifier l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles; 2° de M. Bernard Lafay, transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à assurer à tous les Français couverts par une législation sociale le droit de bénéficier des médicaments agréés nécessaires à la conservation ou au rétablissement de leur santé, n° 3569. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux étudiants les dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 3740. — Le 17 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un taux de change préférentiel aux malades français hospitalisés dans des sanatoria situés à l'étranger, n° 4592. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4623. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4624. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4625. — Le 15 juillet 1948, une proposition de loi tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale, n° 4952. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les déportés politiques de la perte de leurs effets personnels, n° 5020. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation pure et simple de l'acte dit loi du 17 juillet 1940, ainsi qu'à la modification de l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, n° 5021. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Seguelle et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux étudiants, les dispositions



de l'ordonnance du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles ; 2<sup>o</sup> de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la Sécurité sociale des étudiants ; 3<sup>o</sup> de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux étudiants le bénéfice de la Sécurité sociale ; 4<sup>o</sup> de Mme Devaud et plusieurs de ses collègues, Conseillers de la République, relative à l'application aux étudiants des lois de Sécurité sociale, **n° 5058**. — Le 9 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Louis Rollin modifiant l'article 61 du titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements ; 2<sup>o</sup> de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 01 du chapitre IV du titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail (de la saisie-arrêt et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis), **n° 5225**. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, **n° 5260**. — Le 30 novembre 1948, une proposition de loi tendant à assurer la trésorerie des hôpitaux et hospices publics, **n° 5673**. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 344 du Code civil afin de faciliter l'adoption et la légitimation adoptive, **n° 5688**. — Le 16 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer d'urgence les conditions de logement des étudiants, **n° 5837**. — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi tendant à majorer le montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 5841**. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 6093**. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à instituer un Bureau national d'entraide, **n° 6536**. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé pu-

blique sur la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans délai les textes d'application prévus par la loi n° 46-1172 du 23 mai 1946 portant création de la société des Produits Bio-Chimiques et notamment le décret prévu à l'article 6, approuvant les statuts de cette société, **n° 6599**. — Le 3 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant, **n° 6651**. — Le 3 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le deuxième alinéa de l'article 17 du décret du 10 décembre 1929 portant atteinte aux droits de certains anciens combattants pensionnés pour tuberculose, **n° 6655**. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à permettre l'acquisition du Centre national de la pénicilline par le Centre national de transfusion sanguine, **n° 6720**. — Le 11 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'acquisition du Centre national de la pénicilline par le Centre national de transfusion sanguine ; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans délai les textes d'application prévus par la loi n° 46-1172 du 23 mai 1946 portant création de la société des Produits Bio-Chimiques et notamment le décret prévu à l'article 6, approuvant les statuts de cette société, **n° 6807**. — Le 31 mars 1949, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'acquisition du Centre national de la pénicilline par le Centre national de transfusion sanguine ; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans délai les textes d'application prévus par la loi n° 46-1172 du 23 mai 1946 portant création de la société des Produits Bio-Chimiques et notamment le décret prévu à l'article 6, approuvant les statuts de cette société,

**n° 6905.** — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à instituer un diplôme national de médecine du travail et d'hygiène industrielle, **n° 6966.** — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 18 août 1948 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, **n° 7068.** — Le 20 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale mettant gratuitement à la disposition de l'Œuvre de la transfusion sanguine d'urgence les installations et l'équipement du centre militaire d'étude et de fabrication de la pénicilline et prévoyant l'expropriation de l'immeuble sis 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel à Paris, **n° 7219.** — Le 9 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi tendant à modifier la Section première du Chapitre IV du Titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail relative à la saisie-arrêt et à la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés et commis (art. 61 à 73 b du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail) ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Louis Rollin modifiant l'article 61 du Titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail relatif à la saisie ou à la cession de certains salaires ou appointements ; 2<sup>o</sup> de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 61 du Chapitre IV du Titre III du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail (de la saisie-arrêt et de la cession des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis), **n° 7399.** — Le 21 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à activer l'examen des dossiers constitués en vue d'obtenir l'allocation temporaire aux vieux, **n° 7542.** — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les vacances des médecins appelés en consultation pour les congés de longue durée des fonctionnaires, **n° 7595.** — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la

loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la Sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 7624.** — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1948 ; 2<sup>o</sup> de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants dont le contrat médical est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 1949, **n° 7625.** — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 7626.** — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi tendant à améliorer la gestion des régimes de retraites prévus par la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariés, **n° 7730.** — Le 22 novembre 1949, un projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, **n° 8444.** — Le 8 décembre 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 12 juillet 1949 entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation, au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation, **n° 8637.** — Le 29 décembre 1949, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la Sécurité sociale et de la législation sanmarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949, **n° 8885.** — Le 24 janvier 1950, un projet de loi relatif aux élections des organismes de Sécurité sociale et d'allocations familiales, **n° 9038.** — Le 29 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier, **n° 9655.** — Le 7 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commis-

sion de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant ; 2<sup>o</sup> de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier, n<sup>o</sup> 10204. — Le 19 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élargir les attributions de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques (prévue par la loi du 24 septembre 1919), n<sup>o</sup> 10646. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, n<sup>o</sup> 10693. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n<sup>o</sup> 49-762 du 10 juin 1949, qui a notamment prévu l'expropriation de l'immeuble sis à Paris, n<sup>os</sup> 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, au profit de l'Œuvre de la Transfusion sanguine d'urgence, n<sup>o</sup> 11198. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 7 janvier 1950 entre la France et les Pays-Bas, n<sup>o</sup> 11290. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord intervenue le 28 janvier 1950, n<sup>o</sup> 11291. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n<sup>o</sup> 11411) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 5591) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, n<sup>o</sup> 12139. — Le 13 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 10126) autorisant le Président

de la République à ratifier la Convention internationale n<sup>o</sup> 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32<sup>e</sup> session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n<sup>o</sup> 12182.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* [Cabinet Blum] (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [16 janvier 1947] (1).

### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1947] (p. 534) ; — d'un projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer toute indemnité pour les compagnies d'assurances* [10 juin 1947] (p. 2006). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 35 : *Son amendement tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs* [23 juin 1947] (p. 2387). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles) ; ETAT A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3120, 3121) ; Chap. 109 : *Personnel temporaire de liquidation sanitaire des faits de guerre* (p. 3126) ; Chap. 112-2 : *Inspecteurs de la population* (p. 3127) ; Chap. 305 : *Achats de livres* (p. 3135) ; Chap. 320 : *Participation aux congrès internationaux* (p. 3135) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés : *Discussion générale* [28 décembre 1947] (p. 6407) ; Art. 10 : *Son amendement relatif au taux des allocations de vieillesse par rapport à l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 6411) ; — du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1947, en

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail* [29 décembre 1947] (p. 6442, 6443); Art. 2 : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa relatif au recouvrement des avances faites par le Trésor* (p. 6444); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur*; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Boutavant tendant à modifier le calcul des allocations familiales dans la Seine* [6 février 1948] (p. 468); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 53: *Son amendement tendant à ajouter un article relatif à la substitution du sous-locataire au locataire* [4 juin 1948] (p. 3221); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; ETAT A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100: *Ses observations sur l'ensemble du budget de ce Ministère* [29 juillet 1948] (p. 5038, 5039); Chap. 524: *Amendement de M. Savard tendant à supprimer les subventions aux associations familiales* (p. 5070, 5071); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; ETAT A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 508: *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour prophylaxie des maladies vénériennes* [14 septembre 1948] (p. 6519); — de sa proposition de loi appliquant aux étudiants les lois de sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1948] (p. 5331, 5332); Art. 2: *Fixation d'une limite d'âge* (p. 5333, 5334); Art. 3: *Amendement de M. Barangé tendant à prévoir le contre-seing du Ministre des Finances* (p. 5334); Art. 5: *Amendement de M. Barangé tendant à prévoir une participation plus faible de l'Etat, basée sur le montant des cotisations* (p. 5334, 5335); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [16 septembre 1948] (p. 6560); — de la proposition de loi portant majoration de l'allocation aux aveugles et grands infirmes, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1948] (p. 5394); — de la proposition de loi portant réorganisation du contentieux de la sécurité sociale, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [26 septembre 1948] (p. 6938); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale: *Discussion générale* [17 décembre 1948] (p. 7698); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis, supérieurs à ceux de la sécurité sociale* (p. 7700);

Art. 3: *Son amendement tendant à ne pas accorder les prestations à tous les militaires invalides à 50 0/0* (p. 7701, 7702); Art. 8: *Son amendement tendant à rendre autonome la caisse de sécurité sociale pour les militaires* (p. 7706); le retire (ibid.); Art. 13: *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7707, 7708, 7709); le retire (p. 7710); *Son amendement tendant à prévoir un régime spécial pour les familles des soldats servant outre-mer et résidant dans la métropole* (p. 7710); Art. 15: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7711); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs: *Discussion générale (Ses observations sur les subventions de l'Etat à la sécurité sociale)* [4 février 1949] (p. 349); — d'une proposition de résolution relative à la création de la Société des produits biochimiques, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1026, 1027); — des interpellations sur la dissolution de l'Entraide française: *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1481); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux: *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1492); — d'une proposition de loi relative à l'acquisition du Centre national de la pénicilline, en qualité de *Rapporteur* [22 mars 1949] (p. 1670, 1671, 1672); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population: *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1778); — du projet de loi portant application de la sécurité sociale aux militaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 8: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'autonomie de la Caisse de la sécurité sociale pour l'armée* [31 mars 1949] (p. 1925); — d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2441, 2442); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Arthaud tendant à maintenir ce Centre* (p. 2444); *Son amendement tendant à transférer le Centre de la pénicilline à l'Œuvre de la transfusion sanguine* (p. 2445); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 mai 1949] (p. 2947); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale: *Discussion générale* [10 juillet 1949]

(p. 4556, 4557, 4558, 4559, 4560, 4561), [11 juillet 1949] (p. 4601, 4602, 4632); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4710, 4711); — d'une proposition de loi relative à une indemnité exceptionnelle de congés payés : *Contre l'urgence* [21 juillet 1949] (p. 4911, 4912); — d'une proposition de loi portant ratification du Pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5273). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Bidault) [décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux paysans : *Urgence* [29 novembre 1949] (p. 6399, 6400); — du projet de loi fixant le statut social des ministres du culte catholique : *Discussion générale* [6 décembre 1949] (p. 6629); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6861); *Amendement de M. Mondon tendant à porter l'allocation temporaire à 2.500 francs par mois* (p. 6868); *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Duprat tendant à porter cette allocation à 3.000 francs par mois* (p. 6870, 6871); Art. 7 : *Amendement de M. Boucom tendant à insérer un article nouveau relatif aux infirmes ayant besoin d'une tierce personne* (p. 6873); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6875); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [16 décembre 1949] (p. 6950, 6951, 6952); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Joubert tendant à exclure de la loi les gens de maison* [20 décembre 1949] (p. 7046); Art. 31 A du Code du travail : *Amendement de M. Hugues tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* [23 décembre 1949] (p. 7198); *Amendement de M. André tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure des conventions collectives* (p. 7200, 7201); Art. 31 D du Code du travail : *Amendement de M. Devinat tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministre à une convention collective* (p. 7203); Art. 31 E du Code du travail : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 7205); Art. 31 F du Code du travail : *Amendement de M. André tendant à laisser le*

*soin de la convocation des commissions paritaires au Ministre du Travail* (p. 7207); *Amendement de M. Lespès tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie des travailleurs intéressée* [31 décembre 1949] (p. 7643); *Sous-amendement de M. Theeten tendant à supprimer l'ancienneté parmi les éléments pour déterminer la représentativité des organisations syndicales* [3 janvier 1950] (p. 29); Art. 31 G : *Amendement de M. Lespès relatif aux dispositions que doivent contenir toutes les conventions collectives* (p. 31); *Amendement de M. A. Hugues tendant à notifier à chaque salarié son coefficient personnel* (p. 32); *Amendement de M. Gazier tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal salaire égal »* (p. 32); *Sa demande de hâter la discussion de la loi* (p. 37); *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives la publication des rémunérations du travail et du capital* (p. 37); *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives la liaison entre la rémunération et la productivité* (p. 40); *Amendement de M. A. Hugues tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives le régime des retraites du personnel* (p. 41); Art. 31 H : *Amendement de M. Pierre André tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une Commission* (p. 42); Art. 31 J : *Amendement de M. Bichet tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention* (p. 58, 60); Art. 31 P : *Amendement de M. Hugues tendant à fixer par décret ministériel les éléments de la rémunération du personnel* (p. 87); Art. 31 X : *Amendement de M. Devinat tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 90, 104); *Amendement de M. Bichet tendant à permettre aux représentants des syndicats des diverses catégories de participer à la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 105); *Amendement de M. Gosset relatif à la représentation des entreprises publiques, des petites entreprises et des artisans* (p. 105); *Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des*

*conventions collectives traitant des problèmes agricoles* (p. 107); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 112, 113); *Amendement de M. Delachenal tendant à ce qu'une grève ne rompe pas le contrat de travail si la grève provient de la faute de l'employeur* (p. 115); Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 Y] : *Sous-amendement de M. Gazier tendant à ne pas tenir compte des conditions économiques générales pour la fixation des salaires* (p. 154); *Amendement de M. Chassaing tendant à prévoir la communication de ce décret au Bureau international du travail* (p. 156); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 908); Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 du Code du travail] : *Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions des transports* (p. 914); *Renvoi du débat* (p. 915); *Amendement de M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions collectives aux professions agricoles* (p. 925); Art. 31 F : *Amendement de MM. André, Lespès, Degoutte, Bichet et Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 956); *Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales* (p. 959); *Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant des conventions annexes pour chaque catégorie professionnelle* (p. 973); Art. 31 G : *Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi de personnel à capacité réduite* (p. 981); Art. 31 J : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à insérer un article supplémentaire ne prévoyant que des conventions régionales pour les travailleurs agricoles* (p. 986); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7133, 7134). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 425, 426, 427); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 429); *Amendement de*

*Mlle Archimède tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans la métropole* (p. 432); Article additionnel : *Amendement de Mlle Archimède tendant à majorer les allocations aux vieux travailleurs d'outre-mer dans la même proportion que dans la métropole* (p. 434, 435); Art. 5 : *Amendement de M. Duquesne tendant à assimiler aux périodes de salariat la durée des services militaires, de résistance et de déportation* (p. 436); Art. 7 : *Amendement de M. Moussu tendant à prévoir un dénombrement des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 437); — d'une proposition de résolution relative au régime des prestations familiales dans les mines : *Discussion générale* [25 janvier 1950] (p. 490, 491); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 529). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

#### En qualité de Député :

POSE à M. le Ministre des Finances une question relative à la situation de certains fonctionnaires d'outre-mer atteints par la limite d'âge [24 février 1950] (p. 1435). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5020 : *Subventions aux centres de transfusion sanguine* [12 juin 1950] (p. 4632); Chap. 5100 : *Prophylaxie des maladies vénériennes* (p. 4636); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 921); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 additionnel : *Amendement de M. Mazier relatif à la création d'un fonds d'aide sociale aux vieux travailleurs* [9 février 1951] (p. 1008); Art. 16 : *Cas des titulaires de pensions, retraites, secours versés par un régime vieillesse de la sécurité sociale* (p. 1009, 1010); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1110 : *Suppression d'emplois de contrôleurs sanitaires* [4 mai 1951] (p. 4528); Chap. 1200 : *Contrôle sanitaire aux frontières* (p. 4529); Chap. 3100 : *Contrôle des*

*sérums et vaccins (Morts survenues à la suite des vaccins antidiphthérique et antitétanique)* (p. 4530, 4531); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1916)* [12 mai 1951] (p. 5113, 5114, 5115).

**SENGHOR (M. Léopold-Sedar)**, Député du Sénégal.

Son élection est validée [27 décembre 1946] (p. 371). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission: [J. O. du 25 janvier 1950] (p. 922). — Est nommé: membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [23 janvier 1951] (p. 348); par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 novembre 1948] (p. 7150).

#### Dépôts :

Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer outre-mer, pour chaque administration ou service, à côté de la cadre général, un cadre commun unique par territoire et, pour l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, par groupe de territoires, cadre, où, dans l'établissement des traitements, suppléments et indemnités, toute discrimination raciale ou religieuse sera supprimée, **n° 1246**. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à unifier le statut du soldat dans l'armée française, **n° 1384**. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à placer l'enseignement dans les territoires d'outre-mer sous le contrôle du Ministère de l'Éducation nationale, **n° 1842**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la

proposition de loi de MM. Anjoulat, Boganda et Duveau tendant à instituer le conseil général de la Haute-Volta, **n° 3487**. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter de 7 francs C.F.A. à 15 francs C.F.A. le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais, **n° 3962**. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des territoires d'outre-mer, notamment au Tchad, en Oubangui et dans les autres territoires d'A.E.F., un plus grand nombre d'instituteurs métropolitains pour y développer rapidement la formation des cadres, l'enseignement scolaire et la formation professionnelle des enfants autochtones, **n° 4216**. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut-Conseil de l'Union française, **n° 5356**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Aubame et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la célébration solennelle du centenaire de la présence française au Gabon et à ouvrir les crédits nécessaires à cet effet, **n° 7810**. — Le 7 février 1950, une proposition de résolution tendant à décider l'envoi d'urgence en Côte d'Ivoire d'une commission parlementaire qui aura pour but de faire une enquête sur les graves incidents survenus depuis un an, dans ce territoire, **n° 9193**.

#### Interventions :

Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des Assemblées de groupe en Afrique noire: *Motion d'ajournement de M. Pleven tendant à ne discuter de cette loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française (Art. 74 de la Constitution)* [30 juillet 1947] (p. 3719); *Discussion générale* [4 août 1947] (p. 3888, 3889, 3890, 3898). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4428, 4429). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; **Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-**

MER, Chap. 100 : *Budgets locaux des colonies* [9 juin 1948] (p. 3317) ; *Sa réponse à M. Frédéric-Dupont sur les représentants de l'Etat du Viet-Nam en France* (p. 3330) ; Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 3345) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires : Art. 42 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder égalité de droits aux militaires indigènes du Maroc et de Tunisie* [6 août 1948] (p. 5491, 5492) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5874, 5875) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 51 : *Amendement de M. Silvanre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Sénégal, Soudan et Madagascar* [20 septembre 1948] (p. 6745, 6747) ; — du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1948] (p. 7513) ; *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Aumeran* (p. 7516, 7517) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Aumeran tendant à ne donner qu'un rôle consultatif au Haut Conseil* (p. 7521) ; Art. 3 : *Amendement de M. Aumeran tendant à fixer par une loi les modalités de fonctionnement du Haut Conseil* (p. 7522) ; *Amendement de M. Guillon tendant à solliciter l'avis de l'Assemblée de l'Union française* (p. 7522, 7523) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles de 1949 en seconde lecture : Art. 30 bis : *Traitement des magistrats de la France d'outre-mer* [31 décembre 1948] (p. 8343, 8344) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1955) ; — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Question préalable posée par M. Aumeran* [21 mai 1949] (p. 2767) ; Article additionnel : *Amendement de M. Temple tendant à prévoir une nouvelle délibération en cas de changement de statut du Viet-Nam* (p. 2792) ; — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de l'enseignement en A. O. F.)* [24 juin 1949] (p. 3578, 3579) ; — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion*

*générale* [9 juillet 1949] (p. 4487, 4488, 4489) ; Art. 2 : *Amendement de M. Temple tendant à choisir deux représentants de la délégation française dans l'Assemblée de l'Union française* (p. 4499) ; — d'une proposition de résolution célébrant le centenaire de la présence française au Gabon, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1949] (p. 4516). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7227, 7228) ; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production (Ses observations sur le décret différenciant le régime des fonctionnaires aux colonies, suivant leur origine)* [30 décembre 1949] (p. 7605, 7606) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 février 1950] (p. 1257, 1258, 1261) ; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Lamine-Guèye tendant à mentionner « pendant l'exercice courant »* [23 février 1950] (p. 1343) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à abroger le décret n° 49-1677 du 28 décembre 1949* (p. 1345) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 bis : *Répartition arbitraire des crédits* [15 juin 1950] (p. 4825). — Est entendu sur le report des questions orales [12 mai 1950] (p. 3655). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer : une question relative aux coopératives du Sénégal [9 juin 1950] (p. 4574, 4575) ; — une question relative aux listes électorales dans le territoire du Sénégal [9 juin 1950] (p. 4575). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille* [30 juin 1950] (p. 5309, 5310, 5311). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis ; Article additionnel : *Son rappel au règlement (Vote de l'article 52 avant les articles réservés)* [24 juillet 1950] (p. 5857) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir 10 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* [26 juillet 1950] (p. 6029, 6030) ; *Son amendement tendant à supprimer la représentation des*



tiraillleurs sénégalais (p. 6031) ; *Son amendement tendant à prévoir 10 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* (p. 6035, 6036) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [27 novembre 1950] (p. 8181, 8182, 8183) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à définir la notion de travailleur dans les territoires d'outre-mer* [2 décembre 1950] (p. 8463, 8464) ; *Son amendement relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer* [9 décembre 1950] (p. 8894, 8895) ; Article additionnel : *Amendement de M. Malbrant tendant à faire communiquer au Procureur de la République le bilan des syndicats* (p. 8901) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à fixer à deux ans la durée des contrats d'embauche* [20 décembre 1950] (p. 9336) ; *Son amendement tendant à prévoir des contrats de trois ans pour les travailleurs venant d'autres territoires* (p. 9337) ; Art. 70 : *Son amendement tendant à prévoir des décrets qui rendront obligatoires certaines dispositions facultatives* [17 février 1951] (p. 1313, 1314) ; le retire (p. 1315) ; Art. 90 : *Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires* [24 février 1951] (p. 1605) ; *Son amendement tendant à tenir compte de l'éloignement du lieu d'origine pour l'indemnité* (p. 1607) ; Art. 91 : *Son amendement tendant à fixer, par arrêtés des chefs de territoires, le taux minimum des indemnités* (p. 1623) ; Art. 104 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le consentement écrit devant le chef de canton* [17 mars 1951] (p. 2114) ; Art. 107 : *Amendement de M. Malbrant tendant à interdire la vente d'alcools et spiritueux dans les écomats* (p. 2128) ; Art. 109 : *Sous-amendement de M. Douala Manga Bell tendant à prendre l'avis de l'Assemblée représentative locale* (p. 2138) ; *Son amendement tendant à fixer la durée légale du travail à quarante heures par semaine* [7 avril 1951] (p. 2909, 2910) ; le retire (p. 2910) ; Art. 118 : *Congés payés accordés aux salariés* [29 avril 1951] (p. 4276) ; Art. 5 bis : *Amendement de M. Dumas tendant à supprimer l'article relatif à la surveillance des syndicats par les magistrats* [30 avril 1951] (p. 4368, 4369) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 : (Mise en cause de M. Jules Moch) *Ses explications de vote sur la question de con-*

*fiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8434). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la gestion des finances des collectivités publiques du Sénégal [2 février 1951] (p. 679, 680, 681). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1666, 1667). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur les programmes économiques des territoires d'outre-mer* [6 mars 1951] (p. 1766). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1260 : *Personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Dépolitisation des Gouverneurs)* [4 avril 1951] (p. 2697) ; Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats dans les territoires d'outre-mer (Commission d'enquête de la Côte d'Ivoire)* (p. 2704, 2705). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la situation des ménages de fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer [6 avril 1951] (p. 2814, 2815). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Petit nombre de Députés présents en séance* [7 avril 1951] (p. 2908, 2909). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des Députés dans les territoires d'outre-mer ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 avril 1951] (p. 3839, 3840, 3842, 3846) ; Art. 2 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à étendre le collège unique à tous les territoires d'outre-mer* (p. 3861) ; Art. 3 : *Catégories d'électeurs inscrites sur les listes électorales* (p. 3862) ; *Amendement de M. Boganda tendant à déclarer électeurs tous ceux qui payent l'impôt de capitation* (p. 3863) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir pour l'avenir le suffrage universel dans les territoires d'outre-mer* (p. 3865) ; *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le septième alinéa inscrivait sur les listes électorales les membres des associations coopératives et syndicales* (p. 3885) ; *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le septième alinéa incluant parmi les élec-*

teurs les membres des associations syndicales (p. 3886); Amendement de M. Cermolacce tendant à inclure les commerçants, industriels, planteurs et éleveurs (p. 3887); Amendement de M. Cristofol tendant à inclure les mères de famille (p. 3888); Art. 4 : Création de commissions chargées de la revision de listes électorales (p. 3889); Art. 5 : Amendement de M. Mercier tendant à supprimer le représentant de l'Administration dans les commissions chargées de la revision des listes électorales (p. 3890); Amendement de M. Cristofol relatif au rôle de ce représentant (p. 3890); Art. 7 : Amendement de M. Juglas tendant à prévoir le scrutin uninominal à un tour (p. 3894); Art. 8 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le scrutin majoritaire à un tour dans les territoires élisant plus de deux députés (p. 3896); Art. 12 : Formalités de déclaration de candidature (p. 3897); TABLEAUX ANNEXES : Amendement de M. Juge relatif aux ressortissants français des Nouvelles Hébrides (p. 3900); Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir le double collège en A. F. F. (p. 3900); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [22 mai 1954] (p. 5729); Art. 3 : Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant les catégories d'indigènes à inscrire sur les listes électorales (p. 5733); Amendement de M. Benoist tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les militaires et anciens militaires (p. 5735); Amendement de Mme Lefebvre tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants (p. 5736); Art. 5 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer « à titre consultatif » (p. 5736, 5737); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'alinéa déclarant nulle toute inscription intervenue depuis la clôture de la cession d'inscription (p. 5737); Amendement de M. Benoist relatif à la composition des commissions chargées des opérations électorales (p. 5737); Art. 11 : Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale interdisant la candidature des membres des Cabinets ministériels (p. 5739); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Réforme électorale dans les territoires d'outre-mer) [11 mai 1954] (p. 5072, 5073, 5074).

**SERRE (M. Charles)**, Député d'Oran (1<sup>er</sup> collège).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014); de la Commission des affaires économiques [7 juin 1949] (p. 3172) [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J.O. du 29 janvier 1947] (p. 1090). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678); Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre, **n° 324**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à accorder amnistie pour certaines infractions commises en Afrique du Nord, **n° 332**. — Le 13 février 1947, une proposition de loi rendant applicable à l'Algérie l'ordonnance du 22 mai 1945 élargissant les avantages institués par le décret-loi du 1<sup>er</sup> juin 1940 en matière de baux à ferme au profit des preneurs mobilisés, **n° 540**. — Le 18 juin 1947, une proposition de loi relative à l'établissement de l'égalité civile et de la justice sociale entre les travailleurs métropolitains, musulmans et indigènes des secteurs publics et privés, **n° 1732**. — Le 25 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Serre et plusieurs de ses collègues rendant applicable à l'Algérie l'ordonnance du 22 mai 1945 élargissant les avantages institués par le décret-loi du 1<sup>er</sup> juin 1940 en matière de baux à ferme au profit des preneurs mobilisés, **n° 1831**. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945,

**n° 2344.** — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi modifiant l'article 1321 du Code civil relatif aux contre lettres et unifiant les délais de présentation à la formalité de l'enregistrement des actes authentiques et sous seings privés, **n° 2866.** — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à interdire les prélèvements sur les recettes des entreprises nationalisées effectués au profit d'organismes privés et soustraits à l'autorité et au contrôle de l'État, **n° 4144.** — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi sur l'organisation générale de la Défense nationale, **n° 5019.** — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'industrie de la biscuiterie les contingents de farine, sucre et matières grasses nécessaires à une production égale à celle de l'avant-guerre, **n° 5038.** — Le 17 août 1948, une proposition de loi sur l'organisation générale des armées, **n° 5272.** — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée algérienne d'un projet de décision permettant aux propriétaires de titres d'emprunts à long terme émis par le Gouvernement général de l'Algérie d'obtenir l'échange de ces titres contre des rentes viagères spéciales de la Caisse autonome d'amortissement à capital aliéné, **n° 6076.** — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à établir l'égalité de tous les musulmans victimes de guerre devant les droits à réparation, **n° 6462.** — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à la suppression de l'article 759 du Code civil et à la modification de l'article 760 du même Code relatifs aux droits des enfants naturels légalement reconnus dans les successions de leurs père et mère, **n° 6463.** — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin d'améliorer le recensement des anciens militaires nord-africains, **n° 6464.** — Le 3 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Serre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée algérienne d'un projet de décision permettant aux propriétaires de titres d'emprunts à long terme émis par le Gouvernement général de l'Algérie d'obtenir l'échange de ces titres contre des rentes viagères spéciales de la Caisse autonome d'amortissement à capital aliéné, **n° 6657.** — Le 18 mai

1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la commémoration solennelle du 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Kousseri et de la réunion en un seul bloc des trois Afriques françaises-**n° 7193.** — Le 24 mai 1949, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 52 du Livre II du Code du travail (interdiction aux établissements industriels d'employer les jours fériés les mineurs de moins de 18 ans et les femmes), **n° 7260.** — Le 9 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant organisation des services de police dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 7840.** — Le 9 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas accepter l'admission de l'Allemagne ou d'Etats allemands successeurs du Reich au Conseil de l'Europe avant d'avoir saisi de ce problème l'Assemblée nationale, **n° 7844.** — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de MM. Triboulet, Jean Bouhey et René Kuehn tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la Libération et injustement évincés, **n° 7992.** — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à assurer la protection légale des salariés et fonctionnaires anciens déportés résistants, **n° 8189.** — Le 3 mars 1950, une proposition de loi tendant à créer à Oran une cour d'appel composée de deux chambres, **n° 9435.** — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Mokhtari tendant à accorder aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou des territoires d'outre-mer exerçant leurs attributions en France, le bénéfice de la gratuité des transports dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements pays ou territoires; 2<sup>e</sup> de Mme Sportisse et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires originaires d'Afrique du Nord, de Corse, des départements et des territoires d'outre-mer exerçant en France, le bénéfice du transport maritime gratuit à l'occasion de leur congé régulier; 3<sup>e</sup> de M. Jaquet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 pour faire bénéficier les fonctionnaires originaires de

l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer exerçant dans la métropole, des mêmes avantages pour la gratuité des transports lors de leurs congés que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements ou territoires, n° 9633. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi tendant à exclure de la compétence des juridictions militaires les crimes et délits commis par des personnes n'appartenant pas à l'armée, n° 10649. — Le 17 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie, n° 11063. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant à pourvoir effectivement de personnel le cadre des emplois permanents dépendant du Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11879 rectifié. — Le 12 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires à l'application des dispositions votées par le Parlement pour améliorer le sort des anciens combattants, invalides, veuves, orphelins, déportés et à l'indemnisation équitable des anciens prisonniers de guerre, déportés du travail ou autres victimes des guerres, n° 11898. — Le 19 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier le statut des Combattants volontaires de la Résistance, n° 12556.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement tendant à ce que, lors de la résiliation des contrats de concession en vue de leur transformation en régie, M. le Ministre des Finances soit consulté et participe à la signature des décrets* [4 mars 1947] (p. 587); *Amendement de M. Wasmer tendant à ce que les syndicats intercommunaux ayant pu bénéficier de concessions et de contrats intéressant des collectivités locales ne soient pas soumis à la procédure de résiliation et de révision* (p. 591); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de la fin de l'article* (p. 591); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer au mot « encourra » les mots « pourra encourir »* (p. 592); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à préciser les exonérations fis-*

*cales qui seront consenties à l'occasion de l'application de la loi* (p. 593); Art. 5 : *Son amendement tendant à ce que la loi n'ait pas d'effet rétroactif et à ce que jusqu'à la promulgation de la loi les indemnités de réquisition soient payées aux intéressés* (p. 594); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction de l'article relatif à l'indemnité d'éviction* (p. 595); *le retire* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à permettre aux collectivités locales qui obtiendront le rachat d'une concession en vue de sa transformation en régie de faire émettre des obligations par le Crédit foncier de France* (p. 596); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction du dernier alinéa* (p. 598); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ce que la collectivité se substitue au concessionnaire pour toutes les obligations découlant de subventions reçues de l'État* (p. 599); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa à intercaler après les mots « Ministre de l'Intérieur », « Ministre des Finances »* (p. 600); Art. 14 : *Son amendement tendant à faire fixer par le Conseil de préfecture l'indemnité de résiliation* (ibid.); Art. 15 : *Son amendement tendant à ce que les contrats qui ont fait l'objet d'une simple prorogation, sans novation, soient maintenus* (p. 600); *Son amendement tendant à insérer après l'article 15 deux nouveaux articles relatifs : 1° au cas où les concessionnaires ont été victimes de dommages de guerre; 2° à l'application de la loi à la France d'outre-mer* (p. 604). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; INTÉRIEUR : *Conférence de M. Mollet au Ministère de l'Intérieur* [26 juin 1947] (p. 2513); Chap. 101 : *Son amendement tendant à réduire de 5 0/0 les crédits pour traitements des fonctionnaires* (p. 2517, 2518, 2520); *le retire* (p. 2521); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 519 : *Fonctionnement des lignes aériennes* [4 juillet 1947] (p. 2726, 2727, 2728). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2592). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Statut politique de l'Algérie* [3 juillet 1947] (p. 2689); — au cours du débat sur l'adoption en deuxième lecture d'une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3457, 3458). — Intervient dans la discussion : du

projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4201, 4202); *Discussion générale* (p. 4220, 4221, 4222, 4223); [19 août 1947] (p. 4400, 4401, 4402, 4403, 4404), [20 août 1947] (p. 4456); *Rappel au règlement* (p. 4464); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer* [22 août 1947] (p. 4584, 4585); *Son amendement tendant à définir les départements d'Algérie comme une collectivité territoriale de la République française* (p. 4586); *le retire* (p. 4587); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer dans le premier alinéa les attributions de l'Assemblée algérienne* [23 août 1947] (p. 4607); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil du Gouvernement* (p. 4608); *le retire* (p. 4609); Art. 25 : *Son amendement tendant à préciser le mode de découpage des circonscriptions* (p. 4644); *le retire* (p. 4646); Art. 28 : *Son amendement relatif à la majorité nécessaire pour la validité d'un vote de l'Assemblée algérienne* [26 août 1947] (p. 4661); *le retire* (ibid.); Art. 43 : *Son amendement tendant à faire voter le budget de l'Algérie par les conseils généraux jusqu'à la réunion de l'Assemblée algérienne* (p. 4674, 4675); *Articles additionnels : Son amendement tendant à assurer l'égalité entre Français musulmans et non musulmans* (p. 4685, 4686); Art. 6 réservé : *Son amendement tendant à ne comprendre dans le premier collège que les citoyens de droit civil français et les musulmans déjà inscrits sur les listes du premier collège* (p. 4698); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4732); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4807, 4808); Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du deuxième alinéa voté par l'Assemblée Nationale définissant la qualité des membres du Conseil de Gouvernement* (p. 4808); Art. 25 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale, excluant du 1<sup>er</sup> Collège les membres des conseils des sociétés indigènes de prévoyance* (p. 4811, 4812). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Son amendement tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées en Afrique du Nord pour indignité*

*nationale* [7 juillet 1947] (p. 2772, 2773, 2774, 2776); Art. 15 : *Nouvelle rédaction de l'article* [8 juillet 1947] (p. 2807, 2808); Art. 15 *ter* : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie* (p. 2810). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134); *la développe* [27 novembre 1947] (p. 5151, 5152). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [28 novembre 1947] (p. 5217, 5218); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5230). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et transports une question relative à l'amélioration des liaisons maritimes et aériennes avec l'Algérie [19 décembre 1947] (p. 5922). — Prend part à la discussion du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs; Art. 2 : *Son amendement tendant à rembourser 100.000 francs dans un délai de huit jours* [29 janvier 1948] (p. 287). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Modification de votes avant le pointage* [30 janvier 1948] (p. 322). — Dépose une demande d'interpellation sur la misère des populations du Sud-Algérien [18 février 1948] (p. 865). — Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil supérieur de la marine marchande* [19 février 1948] (p. 917); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion des projets militaires* [9 mars 1948] (p. 1615). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AGRICULTURE, Chap. 313 : *Écoles d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2908, 2909); — du projet de loi relatif au dégageant des cadres; Art. unique : *Son amendement tendant à suspendre le recrutement des non titulaires* [3 juin 1948] (p. 3180); *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi à l'armée* (p. 3181); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe des mines de Kenadsa [8 juin 1948] (p. 3277) et est entendu sur la fixation de la date de discus-

sion de cette interpellation (p. 3278). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux contingents d'acier attribués à l'Algérie [25 juin 1948] (p. 3987). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 juin 1948] (p. 4009, 4010); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4224 et suiv.); GUERRE, Chap. 318 : *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits pour l'ameublement, l'habillement et le couchage* [9 juillet 1948] (p. 4520); Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* (p. 4522); MARINE, Chap. 905 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes* (p. 4562); Chap. 909 : *Son amendement tendant à réduire de 7 millions les crédits pour achats de terrains* (p. 4564); *le retire* (ibid.); Chap. 380 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais d'exploitation des constructions navales* (p. 4564, 4565); *le retire* (p. 4565); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête* [23 novembre 1948] (p. 7169); — du projet de loi portant modification du statut de la Banque de l'Algérie, en qualité de Rapporteur pour avis [9 décembre 1948] (p. 7449, 7450); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des titres cédés à l'Algérie et à la Tunisie* (p. 7452); *Son amendement tendant à substituer « République Française » à « Etat Français »* (p. 7452, 7453); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir deux administrateurs musulmans* (p. 7453); *Son amendement tendant à désigner le représentant du Ministère de l'Intérieur après avis du Gouverneur général de l'Algérie* (p. 7454); — du projet de loi tendant à fixer l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne prévoir dans la délégation du Gouvernement français que des Ministres* [10 décembre 1948] (p. 7521); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 mars 1949] (p. 1589); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Sa demande*

*de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Motion préjudicielle de M. Duclos tendant à organiser le débat* [15 mars 1949] (p. 1631). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 108 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements des fonctionnaires hors cadre de l'administration préfectorale* [6 avril 1949] (p. 2138, 2139); *le retire* (p. 2139); Chap. 516 : *Subventions aux fonds de progrès social en Algérie* (p. 2161, 2162); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [19 mai 1949] (p. 2659); Chap. 100 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Situation des anciens combattants musulmans d'Afrique française du Nord)* (p. 2680, 2681); Chap. 108 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux membres des Commissions chargés de l'examen des candidatures aux emplois réservés (Emplois réservés en Afrique du Nord)* (p. 2682, 2683); *le retire* (p. 2683); Chap. 300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les loyers et indemnités de réquisition* (p. 2684, 2685); *le retire* (p. 2685); Chap. 320 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le transfert des corps (Délai de demande de restitution par les familles)* (p. 2687); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3243, 3244); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel : *Son amendement tendant à communiquer à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Algérie* [7 juillet 1949] (p. 4379, 4380, 4381); *le retire* (p. 4381); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 1<sup>er</sup> : *Mise en liberté provisoire de tous les inculpés résistants* [29 juillet 1949] (p. 5482, 5483); — d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée d'immunité parlementaire amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5527). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne au sujet des réparations et de la sécurité militaire

[13 octobre 1949] (p. 5765); — sur les événements survenus à Dachau et le respect à exiger pour les tombes de déportés ou prisonniers morts en Allemagne [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur la politique que le Gouvernement appliquera à l'égard de l'Allemagne au sujet des réparations et de la sécurité militaire [3 novembre 1949] (p. 5959); la développe [22 novembre 1949] (p. 6163, 6164, 6165, 6166, 6167, 6168, 6169, 6170, 6171); *Discussion générale* [24 novembre 1949] (p. 6249), [25 novembre 1949] (p. 6292, 6393); *Amendement de M. de Chambrun à l'ordre du jour de M. Scherer tendant à demander le prélèvement des réparations sur la production courante de l'Allemagne* (p. 6353, 6354); — sur les événements survenus à Dachau et le respect à exiger pour les tombes de déportés ou prisonniers morts en Allemagne [3 novembre 1949] (p. 5959); la développe [13 décembre 1949] (p. 6798, 6799, 6806); *Son ordre du jour demandant la création de sanctuaires du souvenir à Dachau* (p. 6810, 6811). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1949] (p. 5983, 5984); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer l'article relatif aux droits de police des préfets* (p. 5985); *Amendement de M. Valentin relatif aux droits de police des préfets des départements d'outre-mer* (p. 5987); *Sa demande de disjonction de cet amendement* (ibid.); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux, présentée par le Gouvernement* (p. 5988); — des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics; Art. 29 : *Amendement de M. Viard tendant à prévoir l'incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée algérienne et de membre de l'Assemblée de l'Union française* [6 décembre 1949] (p. 6649); — des interpellations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6748); *Son amendement à l'ordre du jour de confiance tendant à exiger de l'Allemagne des livraisons de courant électrique* (p. 6752). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des interpellations sur les événements de Dachau* [9 décembre 1949] (p. 6757). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Dis-*

*cussion générale* [26 janvier 1950] (p. 542, 543); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saracane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations d'Indochine* [28 janvier 1950] (p. 683, 684, 685, 686, 687). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés rencontrées par les déportés pour bénéficier de la présomption d'origine [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; JUSTICE, Chap. 1380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la rémunération des greffes (Greffiers d'Algérie)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4133); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3090 : *Matériel des services à l'étranger (Coût de l'explosion de Texas-City)* [20 juin 1950] (p. 5068, 5069); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur le taux des pensions des veuves de guerre dans divers pays, les avantages accordés aux déportés, le bénéfice de la présomption d'origine pour leurs maladies et infirmités)* [21 juin 1950] (p. 5101, 5102, 5103); Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Présomption d'origine de maladie accordée aux anciens déportés)* [24 juillet 1950] (p. 5875, 5876); Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soins médicaux gratuits (Remboursement des spécialités pharmaceutiques)* (p. 5899); Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et résistants* (p. 5903, 5904); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5932, 5936, 5937, 5938, 5939); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le règlement des droits pécuniaires des F. F. I. et des déportés (Distribution des cartes de déportés)* [26 juillet 1950] (p. 6003, 6004); le retire (p. 6005). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conséquences politiques et économiques du pool franco-allemand de l'acier et du charbon [13 juin 1950] (p. 4688); — sur la politique du Gouvernement

au sujet de la répression des crimes de guerre [13 juin 1950] (p. 4688), [4 juillet 1950] (p. 5345); — sur les conséquences du projet de pool franco-allemand de l'acier et du charbon [4 juillet 1950] (p. 5345); — sur la politique du Gouvernement au sujet de la répression des crimes de guerre [13 juillet 1950] (p. 5400); — sur le projet de pool franco-allemand du charbon et de l'acier [13 juillet 1950] (p. 5400); — sur l'échange de prisonniers à organiser entre la France et le Vietmin [18 juillet 1950] (p. 5518). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Tourné tendant à rétablir la parité entre les taux des pensions d'invalidité et des traitements des fonctionnaires* [21 juillet 1950] (p. 5738). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative aux conséquences financières du plan de défense collective de la zone de l'Atlantique-Nord [28 juillet 1950] (p. 6151). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions prises à la dernière session du Conseil atlantique, notamment au sujet du réarmement de l'Allemagne [17 octobre 1950] (p. 6919); la développe (*Ses observations sur le danger du réarmement allemand, la garantie française de l'Etat de Bonn, l'augmentation du potentiel industriel allemand et les revendications allemandes contre la Pologne*) [24 octobre 1950] (p. 7119, 7120, 7121, 7122, 7123). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [24 octobre 1950] (p. 7112); — des interpellations sur le règlement allemand: *Son ordre du jour s'opposant au réarmement de l'Allemagne* [25 octobre 1950] (p. 7211, 7212); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Tourné relatif à la présomption d'origine pour les maladies et infirmités des démobilisés* [27 octobre 1950] (p. 7320, 7321); *Amendement de M. Boucom tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7326); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7345, 7346). — Dépose une demande d'interpellation sur la présence d'un Secrétaire d'Etat à un banquet d'ex-collaborateurs [2 novembre 1950] (p. 7374). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la situation en Indochine; *Son ordre du jour demandant des négociations*

*avec Ho Chi Minh* [22 novembre 1950] (p. 8047); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers—Mast): *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8162); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie: *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8286, 8287); Art. 26: *Amendement de M. Fayet tendant à n'appliquer la majoration de loyer qu'après la hausse de salaire* [30 novembre 1950] (p. 8331); Art. 38 bis: *Son sous-amendement tendant à fixer la date de mise en application de l'article* (p. 8335, 8336). — Dépose une demande d'interpellation sur le réarmement de l'Allemagne occidentale [9 décembre 1950] (p. 8894). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [12 décembre 1950] (p. 8960). — Dépose une demande d'interpellation sur les entretiens de Washington en ce qui concerne le problème allemand [2 février 1951] (p. 679); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [7 février 1951] (p. 862, 863). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030: *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux réparations civiles (Indemnités aux fonctionnaires épurés)* [20 février 1951] (p. 1349, 1350, 1351); *Droit de manifestation sur la voie publique et brutalités de la police contre des déportés manifestant place de l'Opéra contre l'armée allemande* [21 février 1951] (p. 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1060: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des Hauts Commissaires (libération de Krupp)* [5 avril 1951] (p. 2735). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences commises contre les rescapés des camps de déportation lors d'une manifestation organisée contre la venue à Paris de généraux allemands [20 février 1951] (p. 1352). — Prend part à la discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production: *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1389). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur le prix du tabac*) [21 février 1951] (p. 1410). — Prend part à la discussion: du projet de loi



portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951: *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1702, 1703); Art. 4: *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la Défense nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1706, 1707, 1708); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS: *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir aux débats en raison des retards pour la délivrance de titres de déportés-résistants* [5 mai 1951] (p. 4621, 4622); Chap. 6020: *Demande de disjonction du chapitre, présentée par Mme Claeys, relative à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* (p. 4624); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE: *Son amendement tendant à réduire de 1.500 millions les investissements en Sarre* [6 mai 1951] (p. 4705, 4706). = S'excuse de son absence [30 mai 1947] (p. 1834); [13 janvier 1948] (p. 129); [15 mars 1950] (p. 2059); [25 avril 1950] (p. 2806). = Obtient des congés [13 janvier 1948] (p. 129); [25 avril 1950] (p. 2806).

**SÉRVIN (M. Marcel)**, Député de la Haute-Saône.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

#### Dépôts :

Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, n° 755. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire rouvrir les travaux de la Commission interministérielle chargée d'exa-

miner les propositions de surclassement des localités, en vue de réviser les conditions d'attribution de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires exerçant dans les communes classées « déshéritées », n° 1659. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne permettre la fermeture d'aucune exploitation minière de quelque nature que ce soit, n° 4116. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge la totalité des dépenses résultant, pour les victimes et leur famille, de la catastrophe ferroviaire de Port-d'Atelier et à prendre toutes mesures pour que pareil accident ne puisse se renouveler, n° 6539. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les parités de traitement entre les classes et échelons du corps des administrateurs civils et du cadre provisoire des agents supérieurs, n° 7001. — Le 17 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône), n° 9975. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi abrogeant l'acte dit loi du 20 juillet 1940 et rétablissant le régime du forfait pour les bouilleurs de cru, n° 11174. — Le 23 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs, n° 11755. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant au maintien à Vesoul des arrondissements des services « Exploitation » et « Voies et Bâtiment » de la S.N.C.F., n° 11883.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, en qualité de Rapporteur: *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1166, 1170, 1171), [28 mars 1947] (p. 1226, 1229, 1230); Article unique: *Contre-projets de MM. André Morice et Yves Fagon* (p. 1241); *Amendement de M. André Morice tendant à permettre aux mutuelles de jouer un rôle important dans la gestion des risques* (p. 1250). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question relative à la mise

en service des autorails ou trains de voyageurs entre Vesoul et Dijon par Gray [23 mai 1947] (p. 1744). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* [29 mai 1947] (p. 1791, 1792); *Son amendement tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1946* (ibid.). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution de M. Duclos tendant à inviter le Gouvernement à faire un accord avec les fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1947] (p. 2926, 2927, 2929, 2930); — sur la discussion de la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3064); — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Duclos invitant le Gouvernement à élever les crédits pour l'acompte provisionnel, à diminuer ceux de la défense nationale* [16 juillet 1947]; (p. 3073, 3074) — Est entendu sur un rappel au règlement : *Date d'application de la loi sur la protection de la liberté du travail* [29 novembre 1947] (p. 5414). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Ses observations sur les sabotages dans les chemins de fer* [29 novembre 1947] (p. 5423). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 3449). — Prend part à la discussion ; du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. le général Malleret-Joinville tendant à définir exactement les effectifs des 64 compagnies* [9 décembre 1947] (p. 5578); Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder aux radiés des cadres une pension avec jouissance immédiate* (p. 5580, 5581, 5582); Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à tenir compte, dans le recrutement, de la valeur professionnelle* (p. 5584) ; Art. 6 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au droit de grève* (p. 5586, 5587, 5588) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Amendement de M. Rochet tendant à relever l'abattement pour les agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 151,6 1517), — Est entendu sur la Conférence des Présidents : *Débat sur la fermeture des houillères de Ronchamp* [20 avril 1948] (p. 2103). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines de Ronchamp [22 avril 1948] (p. 2197). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur son interpellation sur la fermeture des houillères* [27 avril 1948] (p. 2315). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégageement des cadres ; *Nouveau texte de la Commission (Statut de la fonction publique)* [3 juin 1948] (p. 3168, 3169, 3170); Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à licencier titulaires ou non-titulaires au choix suivant la compétence* (p. 3172); *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier les Résistants* (p. 3175); *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier d'abord les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* (p. 3178); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3182); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [9 août 1948] (p. 5588, 5589, 5590); *Amendement de M. Mont relatif aux conditions de suppression d'emplois* (p. 5598, 5599); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Question préalable posée par M. Bouvier* [20 septembre 1948] (p. 6753, 6754); *la reprend à son nom* (p. 6754); *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6775, 6776); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne prononcer de sanctions que dans le respect des garanties disciplinaires* (p. 6781, 6782); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 1<sup>er bis</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S. N. C. F.* [2 mars 1949] (p. 1147, 1148, 1149). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la mine de Ronchamp (Haute-Saône) [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Son amendement tendant à affecter 500 millions aux houillères menacées de fermeture* [28 décembre 1949] (p. 7490, 7491). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des houillères de Ronchamp (Haute-Saône) [17 mai 1950] (p. 3765); — sur la catastrophe minière de Ronchamp [21 décembre 1950] (p. 9431).

**SESMAISONS (M. Olivier de), Député de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture : [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); Est élu Vice-Président de cette Commission [*J.O.* du 31 décembre 1946] (p. 10803); [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011); [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 716); [*J.O.* du 25 janvier 1951] (p. 881); Est nommé juré à la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [19 juillet 1947] (p. 3242).

**Dépôts :**

Le 5 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux prisonniers et déportés des dégrèvements d'impôt pour la période de leur captivité ou de leur déportation, **n° 13**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de l'équipement des campagnes : eau, électricité, moyens de communication (chemins ruraux), améliorations foncières, **n° 418**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à un examen bienveillant par les Contributions directes des demandes d'exonération déposées par les cultivateurs dont les récoltes ont été particulièrement atteintes par la gelée et la grêle, **n° 430**. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans le courant de l'année 1947 une manifestation ayant pour but de présenter nos produits agricoles susceptibles d'être exportés, **n° 995**. — Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Crouzier et Barbier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, **n° 1377**. — Le 20 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Roulon et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du

décret du 18 octobre 1941 modifiant les décrets des 31 décembre 1922, 18 décembre 1937 et 20 août 1939, portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (Code de la route) en ce qui concerne les remorques attelées aux tracteurs agricoles, **n° 1378**. — Le 15 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 18 octobre 1941, modifiant les décrets des 31 décembre 1922, 18 décembre 1937 et 20 août 1939, portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (Code de la route) en ce qui concerne les remorques attelées aux tracteurs employés par les industriels forains lorsque leur vitesse ne dépassera pas 20 kilomètres à l'heure, **n° 2010**. — Le 24 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Crouzier et Barbier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, **n° 2109**. — Le 13 février 1948, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Crouzier et Barbier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, **n° 3377**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Crouzier et Barbier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, **n° 4826**. — Le 11 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Félix et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, toutes les mesures utiles pour équiper de pneumatiques les véhicules agricoles livrés aux cultivateurs, **n° 6058**. — Le 24 février 1949, une proposition de loi tendant à supprimer les juridictions d'exception à compétence économique, **n° 6582**. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la dévolution des terrains d'aviation militaires désaffectés, **n° 6731**. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi rendant applicables à l'Algérie, en ce qui concerne la récolte 1948, les dispositions

de la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, n° 6766. — Le 8 avril 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de MM. Monin, de Sesmaisons et Sourbet, tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la constitution d'une Commission des boissons; 2° de M. Paul Boulet tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, en vue de la création d'une Commission des boissons, n° 7006. — Le 12 avril 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la dévolution des terrains d'aviation militaires désaffectés, n° 7021. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à amnistier certaines infractions commises par les agriculteurs à la législation sur les prix, à la législation économique ou à l'occasion du fonctionnement des tribunaux paritaires, n° 7109. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, n° 9438.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à établir une équivalence entre le règlement en nature et en espèces* [20 décembre 1946] (p. 193). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); *Loi des Finances*, Art. 45 : *Son amendement tendant à fixer le maximum de 500 0/0 à la majoration appliquée au revenu cadastral* [22 décembre 1946] (p. 252); Art. 8 : *Assurances sociales* (p. 269). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique : *Application de la loi aux agriculteurs, renvoi de la loi à la Commission de l'agriculture* [14 février 1947] (p. 327); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à*

*permettre de vendre au-dessous du prix taxé* (p. 328); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser le bailleur agricole à entreposer des denrées* (p. 330); Art. 6 : *Son amendement tendant à rendre aux directeurs départementaux du contrôle économique les pouvoirs qui leur ont été enlevés* (p. 336); *le retire* (ibid.). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à interpréter l'article 33 du statut des baux ruraux; Article unique : *Amendement de M. Pierre Courant relatif au refus de renouvellement motivé par l'exercice du droit de reprise* [28 mars 1947] (p. 1272); — du projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille; Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre à l'agriculture le bénéfice du supplément temporaire* [28 mars 1947] (p. 1277); *le retire* (ibid.); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1278). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1589), [16 mai 1947] (p. 1634, 1635); — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Legendre tendant à fixer un prix unique et suffisamment rémunérateur* [5 juin 1947] (p. 1934); Art. 4 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à ce que le taux de la prime soit fixé dans les mêmes conditions que le prix du blé* [6 juin 1947] (p. 1964); Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* (p. 1963, 1964); de cette proposition de loi en deuxième lecture : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2815); Art. 4 : *Rôle des comités départementaux des céréales* (p. 2818); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 127 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'Institut national agronomique* [12 juin 1947] (p. 2052); *le retire* (ibid.); Chap. 519 : *Concours général agricole* (p. 2070); EDUCATION NATIONALE, Chap. 532 : *Subventions aux œuvres post-scolaires : Mouvements de jeunesse* [22 juillet 1947] (p. 3428). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article*

*fixant la contribution de l'Etat au financement des allocations familiales agricoles* [23 juin 1947] (p. 2359); *le retire* (p. 2360); Art 22 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la valeur locative comme indice du revenu imposable* (p. 2379). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagement de livraison de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3526); — d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Amendement de M.M. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupant plus de deux ouvrier* [25 juillet 1947] (p. 3538); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3762); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6045, 6046, 6047); Art. 3 : *Prélèvement sur les exploitants agricoles* [22 décembre 1947] (p. 6116); *Ses explications de vote sur les amendements de M.M. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6124); *Son amendement* (p. 6129); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de moitié le prélèvement sur les métayers* (p. 6129); *Son amendement tendant à diminuer le taux du prélèvement en faveur des agriculteurs* (p. 6131); Art. 7 : *Son amendement tendant à faciliter le paiement du prélèvement aux contribuables qui ne pourront pas emprunter* (p. 6149). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Art. 1<sup>er</sup> : Etat 1, AGRICULTURE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6277, 6278); Chap. 406 : *Son amendement irrecevable* (p. 6280); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales; Art. 5 : *Son amendement relatif aux travailleurs allant travailler dans une localité autre que celle de leur domicile* [28 décembre 1947] (p. 6401, 6402); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse aux non-salariés; Art. 4 : *Allocations aux artisans urbains et ruraux* [28 décembre 1947] (p. 6408); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art 70 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6451, 6452); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier*

*patrimonial et fiscal* (p. 6460); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [30 décembre 1947] (p. 6578); *le retire* (ibid.); — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 8 : *Son amendement relatif au délai d'exigibilité des contributions directes* [30 décembre 1947] (p. 6587); *le retire* (ibid.); Art. 13 : *Son amendement tendant à accorder des sursis au paiement de l'impôt* (p. 6587). — Prend part à la discussion : du nouveau projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement basé sur le revenu cadastral pour les exploitants agricoles* [3 janvier 1948] (p. 26); *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement sur les exploitants agricoles* (p. 29); *Son amendement prévoyant une aide aux jeunes agriculteurs en les exonérant du prélèvement* (p. 30); *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs ayant contracté un emprunt* (p. 30, 31); Art 4 bis : *Amendement de M. July tendant à réduire le prélèvement pour charges de famille* (p. 39); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr.; Art. 2 : *Son amendement tendant à rembourser dans les huit jours les déposants de moins de 400.000 francs* [29 janvier 1948] (p. 284, 285); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 359); — du projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées : *Contre l'urgence* [17 février 1948] (p. 796, 798); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 903 : *Restauration de l'habitat rural* [25 février 1948] (p. 1058); Chap. 921 : *Centre de recherches du génie rural* (p. 1060); — du projet de loi créant un impôt sur les bénéfices agricoles; Article unique : *Ses explications de vote* [27 février 1948] (p. 1174); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à tenir compte de la catégorie réelle du contribuable* [6 mars 1948] (p. 1470, 1471); Art. 9 quater : *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des délais si le contribuable s'est déjà acquitté pour la moitié* (p. 1479); — Art. 7 : *Son amendement tendant à diminuer le préleve-*

ment pour les viticulteurs et agriculteurs faisant des cultures spéciales [7 mars 1948] (p. 1514); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République; Art. 3: Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 9 quater [11 mars 1948] (p. 1672, 1673); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 bis: Amendement de M. Rochet tendant à porter de 10.000 francs à 40.000 francs l'abattement pour l'impôt sur les bénéfices agricoles [22 avril 1948] (p. 2184); Art. 14: Amendements de MM. Meunier et Delhoustre relatifs aux abattements pour charges de famille [23 avril 1948] (p. 2238); Art. 15: Son amendement tendant à abroger l'article 116 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille (p. 2246); Art. 23: Son amendement tendant à ne pas élever l'impôt foncier par rapport à 1939 plus que le prix du blé (p. 2254, 2255); Art. 31: Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les oisifs les anciens combattants [27 avril 1948] (p. 2276); le retire (p. 2277); Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les oisifs les personnes payant un impôt sur le revenu (p. 2277); le retire (ibid.); Art. 32: Son amendement tendant à permettre au recours d'être suspensif de la contrainte par corps (p. 2278); le retire (ibid.); Art. 33: Son amendement tendant à dégrever de la taxe d'oisiveté les personnes assujetties par la négligence de leurs employeurs (p. 2278); — de la proposition de loi tendant à stabiliser les prix des baux à ferme: Discussion générale [30 avril 1948] (p. 2418); Article unique: Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Laurens tendant à permettre le recours aux tribunaux paritaires [30 avril 1948] (p. 2423, 2424); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République: Ses explications de vote sur l'article unique [7 juillet 1948] (p. 4407, 4408); — du projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 0/0 sur les viandes fraîches; Article unique: Amendements de Mme Degrand et M. Arthaud tendant à appliquer partout cette suspension [30 avril 1948] (p. 2427); Son amendement relatif aux baux des fermes laitières (p. 2434); le retire (p. 2435); Amendement de M. Moussu relatif à l'établissement du prix des baux stipulés en céréales ou produits laitiers (p. 2438, 2439); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 14 bis: Son amendement tendant à supprimer les mots

« au moins tacite » [20 mai 1948] (p. 2799, 2800); le retire (ibid.); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles: Ses explications de vote sur la demande de renvoi au Conseil économique [25 mai 1948] (p. 2929, 2930); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de Rapporteur pour avis [8 août 1948] (p. 5546, 5547); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales: Art. 1<sup>er</sup>: Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale [24 août 1948] (p. 6166); Art. 9: Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa [25 août 1948] (p. 6197); — de la proposition de résolution tendant à l'extension de la prime de 2.500 francs aux ouvriers agricoles; Article unique: Ses explications de vote sur l'amendement de M. Vée relatif aux salariés recevant des avantages en nature [16 septembre 1948] (p. 6575); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 6: Son amendement tendant à accorder des délais supplémentaires aux contribuables [18 septembre 1948] (p. 6674, 6675); le retire (ibid.); Art. 9: Augmentation des droits de mutation (p. 6681); Art. 14: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 6689); Art. 15: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 6691); le retire (ibid.); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3: Son amendement tendant à supprimer la référence à l'année 1920 [25 novembre 1948] (p. 7244); — du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt: Discussion générale [7 décembre 1948] (p. 7402). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: Débat sur le cumul des fermages [7 décembre 1948] (p. 7407). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles: Discussion générale [16 décembre 1948] (p. 7643); Article unique: Son amendement tendant à rendre aux familles les terres réunies depuis 1939 dans un délai de trois ans après avis de la Commission consultative des baux ruraux (p. 7651); Amendement de M. Méhaignerie tendant à faire choisir par l'exploitant le fonds qu'il veut conserver [17 décembre 1948] (p. 7672, 7673); Son amendement tendant à ne pas démembrer les petites exploitations familiales (p. 7676); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre

particuliers ; Art. 2 : *Son amendement tendant à lier l'augmentation de la rente à l'augmentation du revenu du bien cédé en viager* [17 décembre 1948] (p. 7721) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à retarder jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1949 l'application de la réforme fiscale* [23 décembre 1948] (p. 7928, 7929) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8019, 8020) ; *Son amendement tendant à faire préciser la nature des cultures et leur classe* [28 décembre 1948] (p. 8030) ; *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* (p. 8036) ; Art. 2 : *Amendement de M. Desjardins tendant à appliquer la loi aux baux de l'Etat et des collectivités publiques* (p. 8041) ; — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à limiter à 25 0 0 des charges totales, les charges dues au titre des cotisations et impositions* [10 février 1949] (p. 482) ; *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer cette limitation qu'à partir de 1950* (p. 483) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* (*Ses observations sur les amendes infligées aux fraudeurs du marché du lait*) [25 février 1949] (p. 989, 990) ; *Ses explications de vote sur les ordres du jour de M.M. Hochet et Valay* (p. 1001) ; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1161, 1162) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. de Tinguy tendant à prévoir une procédure de conciliation pour l'évaluation des bénéfices agricoles* (p. 1170) ; Article unique : *Question préalable posée par M. Rochet* [8 mars 1949] (p. 1330) ; *Son amendement tendant à prévoir un représentant du syndicat intéressé pour chaque culture spéciale* (p. 1331) ; *Amendement de M. Prigent tendant à prévoir un aménagement par le Parlement du décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1336) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par*

*titres pour les éléments d'exploitation* [9 mars 1949] (p. 1451). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1643). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture ; Chap. 519-2 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour les activités de la jeunesse rurale* [12 avril 1949] (p. 2370) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République ; Art. 14 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole* [17 mai 1949] (p. 2543) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à prévoir dans le conseil d'administration de la mutualité sociale agricole deux représentants des familles* (p. 2544, 2548) ; — du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3970, 3971) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République : *Dispositions générales* ; Art. 32 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République amnistiant les infractions à la législation des prix* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4062) ; — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale ; Art. 4 : *Amendement de M. Gazier tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées aux associations privées* [13 juillet 1949] (p. 4743) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Rochet tendant à limiter le montant global des impôts pesant sur l'agriculture en 1949* [20 juillet 1949] (p. 4876) ; Art. 9 : *Amendement de M. Baurens tendant à prévoir l'audition de l'ingénieur directeur des services agricoles* (p. 4890) ; Art. 10 quater : *Assimilation fiscale des coopératives* (p. 4891) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à défalquer du bénéfice le montant des améliorations ou réparations* [21 juillet 1949] (p. 4979) ; *le retire* (ibid.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 juillet 1949] (p. 5639) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5445) ; — d'une proposition de loi reconduisant l'allo-

cation temporaire aux vieux paysans : *Urgence* [29 novembre 1949] (p. 6399, 6400) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Moussu tendant à étendre la loi aux professions agricoles* [20 décembre 1949] (p. 7044) ; Art. 31 D du Code du travail : *Son amendement tendant à déposer au greffe de la justice de paix les conventions collectives pour les professions agricoles* [23 décembre 1949] (p. 7203) ; Art. 31 F du Code du travail : *Son amendement tendant à exclure les professions agricoles des conventions collectives étendues* (p. 7205) ; *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux professions agricoles* [3 janvier 1950] (p. 29) ; le retire (ibid.) ; Art. 31 J : *Son amendement tendant à ne pas étendre le champ d'application de la convention aux professions agricoles* (p. 64) ; le retire (ibid.) ; Art. 31 X : *Son amendement tendant à fixer la composition de la commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 106, 107) ; le retire (p. 108) ; — du projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 du Code du travail) : *Son amendement relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* [2 février 1950] (p. 921, 922, 925) ; Art. 31 G : *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la liste des dispositions obligatoirement contenues dans les conventions collectives* [3 février 1950] (p. 975) ; Art. 31 Z : *Son amendement de forme* [8 février 1950] (p. 1069) ; Art. 31 Z-D : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle de l'exécution des clauses par les inspecteurs du travail* (p. 1070) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 27 : *Demande de renvoi à la Commission de l'Agriculture de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéficiaires agricoles* [30 décembre 1949] (p. 7618) ; — du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950 : *Question préalable posée par M. Mallez* [21 mars 1950] (p. 2225) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 2, Etat C : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 2 milliard les investissements en Indochine et à augmenter de 2 milliards les prêts agricoles* [26 avril 1950] (p. 2934) ; — du projet de loi

relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des stocks de blé, le manque de fonds de roulement dans l'agriculture)* [24 mai 1950] (p. 3851, 3852) ; Chap. 1350 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 3890, 3891) ; Chap. 1670 : *Direction générale du génie rural* (p. 3896) ; Chap. 3030 : *Frais d'enquêtes et statistiques* [25 mai 1950] (p. 3914) ; Chap. 3070 : *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement* (p. 3915, 3916) ; Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* (p. 3948) ; *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (tuberculose bovine)* (p. 3950) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; AGRICULTURE, Chap. 5030 : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale pour les missions, congrès et expositions* [27 juillet 1950] (p. 6106) ; — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'éducation nationale : *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4814, 4815). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Ses observations sur la déclaration ministérielle* [30 juin 1950] (p. 5334). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5653) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6200) ; PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 fr.* (p. 6218, 6219) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 août 1950] (p. 6726) ; — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6576, 6577) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6652) ; — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture ; Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article facilitant l'achat de tracteurs français neufs* [4 août 1950] (p. 6688) ; — d'une



proposition de loi relative à la famille et à la natalité française, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6724); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, amendé par le Conseil de la République; LOI DES CRÉDITS, Art. 20 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la comptabilisation de la taxe professionnelle sur le bois* [4 août 1950] (p. 6761); Art. 82 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des organismes stockeurs du commerce des grains* (p. 6765, 6768); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7418), [10 novembre 1950] (p. 7622, 7625), [17 novembre 1950] (p. 7865, 7866, 7867, 7868); Art. 1<sup>er</sup> : *Motion préjudicielle de M. Garcia tendant à repousser tous les amendements* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8424); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas dissocier la maison des terrains qui dépendent d'elle* [15 décembre 1950] (p. 9141, 9142); Art. 3 : *Expertises de valeurs des fonds* [20 décembre 1950] (p. 9382); Art. 5 : *Amendement de M. Tricart relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 588); Art. 6 : *Établissement des prix de fermage* [2 février 1951] (p. 667); *Deuxième alinéa de l'amendement de M. Defos du Rau relatif à la rémunération des investissements effectués dans la propriété* (p. 1128, 1129); *Amendement de M. Pirot tendant à permettre aux tribunaux paritaires de réviser les baux conclus à des prix normaux* [16 février 1951] (p. 1239, 1240); Art. 7 : *Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les avantages acquis au cours de baux antérieurs* [6 avril 1951] (p. 2791, 2792); *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir des exceptions à la règle accordant deux tiers au métayer* (p. 2800); *Amendement de M. Defos du Rau relatif aux produits des cultures innovées par le preneur* (p. 2818); Art. 8 : *Amendement de M. Michelet tendant à faciliter le droit de reprise sur les jardins, chasses, pêches et domaines des collectivités publiques* (p. 2860); *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise sur les terrains des entreprises commerciales ou industrielles* (p. 2861); *Proposition de M. Moussu de scinder le projet*

(p. 2864); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7465, 7466); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'article unique* [21 novembre 1950] (p. 7947); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [28 novembre 1950] (p. 8528); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8694); Art. 10 : *Demande de reprise du texte gouvernemental relatif au plafond des biens en capital* (p. 8695); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à mettre l'imposition additionnelle à la charge de l'exploitant, non du propriétaire* (p. 8716, 8717); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3050 : *Amendement de M. Masson tendant à rétablir les crédits pour frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950]; (p. 9551); Chap. 3060 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9552); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Création d'une faculté de médecine à Rennes* [20 avril 1951] (p. 3641); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2284); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 18 : *Son amendement tendant à nommer un représentant du Ministère de l'Agriculture dans la Commission des prêts en faveur des habitations à loyer modéré* [13 avril 1951] (p. 3287); Art. 10 : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux acquéreurs de logement dans les habitations à loyer modéré le bénéfice des primes à la construction* [19 avril 1951] (p. 3520); *Son amendement relatif aux primes à la construction pour les logements ruraux* (p. 3521); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 avril 1951] (p. 4140); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 4147); — du projet de loi

relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951 : *Discussion générale* [10 mai 1951] (p. 4979); Art. 2 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à mettre les nouveaux impôts à la charge des propriétaires* (p. 4995); Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les salaires, les viticulteurs* [16 mai 1951] (p. 5250); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 mai 1951] (p. 5317); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Article additionnel : *Son sous-amendement relatif au calcul du revenu imposable des propriétés foncières* [18 mai 1951] (p. 5546); = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557), [5 décembre 1947] (p. 5504), [24 octobre 1950] (p. 7101), [7 mai 1951] (p. 4752) — Obtient des congés [5 décembre 1947] (p. 5504), [24 octobre 1950] (p. 7101).

**SIEFRIDT (M. Louis)**, *Député de la Seine-Inférieure (2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la reconstructions et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); du Conseil d'Administration de la Caisse autonome de la reconstruction [19 mai 1948] (p. 2732). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

## NATIONALE

### Dépôts :

Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter les articles 5 et 6 de la loi du 22 août 1946, lixant le régime des prestations familiales, n° **1036**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 (allocations familiales) et 12 (allocations de salaire unique) de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 lixant le régime des prestations familiales, n° **1073**. — Le 27 mars 1947, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de MM. René Coty et Courant tendant à

assurer effectivement le droit de vote et d'éligibilité de tous les pilotes aux élections consulaires, n° **1115**. — Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de charbon attribué aux foyers domestiques, n° **1265**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 748 du Code de l'enregistrement aux stations balnéaires hydrominérales climatiques et de tourisme, n° **2709**. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° **3343**. — Le 12 février 1948, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de Mme Darras et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour amener dans un délai rapide le café en stock qui se trouve à la Côte d'Ivoire et dans les territoires d'outre-mer, n° **3366**. — Le 12 février 1948, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les moyens voulus pour assurer l'embarquement des marchandises qui se trouvent en souffrance dans les territoires d'outre-mer et à mettre à la disposition de ces territoires les moyens aériens et maritimes capables d'assurer leur évacuation, ainsi que le transport des passagers en instance de départ, n° **3367**. — Le 18 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'admission des titres de l'emprunt de la loi du 7 janvier 1948 en règlement des souscriptions aux emprunts émis par les groupements de sinistrés, n° **3452**. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les majorations de pensions d'ancienneté des fonctionnaires civils et militaires des rajustements des pensions de base fixés par le décret n° 47-148 du 16 janvier 1947 et celui n° 47-1372 du 24 juillet 1947, n° **4115**. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Yvon et plusieurs de ses collègues portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur, n° **4324**. — Le 16 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi

du 14 juillet 1905 relative à l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 4589. — Le 9 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Yvon et plusieurs de ses collègues portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur, n° 4937. — Le 20 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Sigrist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mieux développer le régime des prêts des crédits immobiliers, n° 6112. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à revaloriser l'assurance décès, n° 6186. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 9 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 portant fixation des maxima des dépenses publiques, n° 6293. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6466. — Le 24 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 74 du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande (loi du 17 décembre 1926), n° 6565. — Le 31 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, n° 6910. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 7094. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à la revalorisation des indemnités de réquisition de terrains pour l'implantation de constructions provisoires, n° 7185. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à assimiler certaines villes sinistrées aux villes de plus de 5.000 habitants pour l'application de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7409. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à compléter le décret du 26 mai 1920 portant création de la médaille de la famille française, n° 7509. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à fixer le taux minimum des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 8201. — Le 19 novembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 36 de la loi du 20 septembre 1948 fixant le régime des pensions civiles et militaires,

n° 8378. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, n° 8400. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la construction navale en France, n° 8401. — Le 21 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, n° 9057. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers encaissés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949, n° 9176. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de MM. Siefridt et Coudray, tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers encaissés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949, n° 9287. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers versés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, n° 9491. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, n° 9596. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi portant aménagement du prélèvement sur les loyers, n° 10479. — Le 2 août 1950, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à l'aide à la construction, n° 10866. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46 1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 11247. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, n° 11270. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à sauvegarder les intérêts généraux des villes sinistrées, n° 11271. —

8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 11569. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à protéger le domaine immobilier par la revalorisation des contrats d'assurance contre l'incendie, n° 11570.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 27 : *Son amendement tendant à ce que l'état F soit supprimé de la liste des crédits qui ne pourront être utilisés que jusqu'à concurrence de 60 0/0 de leur montant* [6 mars 1947] (p. 678); Art. 42 : *Son amendement tendant à substituer le taux de 2 0/0 à celui de 2,50 0/0 des avances du Trésor aux communes intéressées par les opérations d'urbanisme* (p. 686); *le retire* (ibid.); Art. 27 : *Soutient son amendement tendant à excepter du blocage des 10 0/0 l'état F concernant les dépenses de reconstructions immobilières et la reconstruction des matériels sinistrés* (p. 756); *le retire* (ibid.); Art. 28 : *Son amendement tendant à ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'état F soient débloqués en totalité et par priorité* (p. 757); *le retire* (p. 758); Art. 38 bis : *Constructions d'habitations à bon marché* (p. 759, 760). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire et exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que ces indemnités entrent en compte dans la détermination du montant des pensions d'invalidité* [28 mars 1947] (p. 1275); Art. 3 : *Son amendement tendant à porter de 10 à 25 0/0 des allocations familiales, le supplément temporaire pour charges de famille* (p. 1275, 1276); *le retire* (p. 1277); *Son amendement tendant à aligner les allocations familiales de province sur celles de Paris* (p. 1278); *le retire* (ibid.). — Pose : à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative à l'économie réalisée du fait de la substitution du système de la répartition au système de la capitalisation en matière d'assurance vieillesse [23 mai 1947] (p. 1745); — à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative au chiffre de nos pertes de guerre (p. 1747). — Est entendu dans

la discussion du projet de loi relatif à la réalisation d'économies et à l'aménagement de ressources; Art. 22 : *Son amendement tendant à déduire de la somme forfaitaire les pensions des lois du 31 mars et 24 juin 1919* [23 juin 1947] (p. 2382); Art. 35 : *Son sous-amendement tendant à ce que les femmes ou veuves de salariés qui ont élevé plusieurs enfants aient droit à l'allocation entière de 18.000 francs* (p. 2388). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (SECRETARIAT DE LA MARINE MARCHANDE), Chap. 403 : *Subventions à l'Etablissement des invalides de la marine* [18 juillet 1947] (p. 3208, 3209); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à assimiler les agglomérations industrielles aux villes de plus de 100.000 habitants* [11 décembre 1947] (p. 5610); Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau concernant les communes suburbaines* (p. 5612, 5613); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Amendement de M. Hugues tendant à instituer une nouvelle taxe pour le fonds départemental de péréquation* (p. 5614); *Son amendement tendant à créer des taxes spéciales pour les stations balnéaires, thermales et touristiques* (p. 5617); Art. 8 bis : *Nouvel alinéa concernant les taxes spéciales au profit des stations balnéaires, thermales et touristiques* (p. 5618); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés* [6 mars 1948] (p. 1481); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 4 bis : *Son amendement tendant à supprimer les trois derniers alinéas de l'article* [22 avril 1948] (p. 2178, 2179); Art. 10 : *Son amendement tendant à assimiler les revenus de certaines professions aux traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2220); Art. 14 : *Son amendement tendant à avantager les pères dont cinq enfants sont majeurs ou sont morts pour la France* (p. 2236, 2237, 2238); Art. 15 : *Son amendement tendant à abroger l'article 116 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille* (p. 2246); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 403 : *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour l'Établissement national des invalides de la marine [28 juillet 1948] (p. 5003, 5004); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10 : Amendement de M. M. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre [23 décembre 1948] (p. 7914, 7915); Son amendement tendant à rendre facultatif le paiement par titres (p. 7917); Ses explications de vote sur l'article (p. 7957); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et portant dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale [29 décembre 1948] (p. 8098, 8099); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : Article additionnel : Son amendement relatif à l'assurance-décès [4 février 1949] (p. 354); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 3<sup>ter</sup> : Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide [9 mars 1949] (p. 1447); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 31 : Son amendement tendant à n'appliquer l'interruption de la prescription pour les déclarations pour l'impôt de solidarité, qu'aux biens qui sont l'objet de litiges [2 juin 1949] (p. 3076); le retire (p. 3076); Art. 36 : Son amendement tendant à prévoir la liquidation des constructions provisoires du Ministère de la Reconstruction [3 juin 1949] (p. 3115); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris : Discussion générale [12 juillet 1949] (p. 4643); Art. 6 : Amendement de M. Elain tendant à prévoir des embranchements pour desservir tous les dépôts (p. 4671); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : Discussion générale [12 juillet 1949] (p. 4685, 4686, 4687); Amendement de M. Putinaud à l'ordre du jour de M. Gazier tendant à supprimer le septième alinéa [13 juillet 1949] (p. 4717); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale; Article additionnel : Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des Comptes [13 juillet 1949] (p. 4732); — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Article additionnel : Son amen-

dement tendant à ne pas appliquer la taxe locale aux chantiers de construction et réparations navales [30 décembre 1949] (p. 7580, 7581); Son amendement analogue (p. 7591); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, fixant le taux du prélèvement sur les loyers, en qualité de Rapporteur [17 mars 1950] (p. 2133, 2134); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : Discussion générale [28 mars 1950] (p. 2442); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : Discussion générale [28 mars 1950] (p. 2471, 2472, 2473); — du projet de loi relatif au développement des investissements pour l'exercice 1950; Art. 6 : Crédits prévus pour les habitations à bon marché [28 avril 1950] (p. 3064, 3065); Art. 7 : Son amendement tendant à prévoir des primes pour les familles nombreuses ayant reçu un prêt d'une société de crédit immobilier (p. 3076, 3077); le retire (p. 3077); Art. 11 : Son amendement tendant à accorder des remises d'intérêts aux emprunteurs du crédit immobilier (p. 3085, 3086); Article additionnel : Son amendement tendant à placer sous le contrôle technique du Ministère de la Reconstruction, les constructions de logements réalisées par les services publics [3 mai 1950] (p. 3170, 3171); Son amendement relatif aux primes d'assurances contre l'incendie (p. 3171); Art. 21 : Son amendement tendant à garantir les emprunts contractés par des propriétaires pour réparer leur maison quand ils ont l'aide du Fonds national de l'habitat (p. 3178); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : Prêts sociaux pour les habitations à loyer modéré [19 juillet 1950] (p. 5626, 5627); - - du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services publics en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement (Réforme du service du logement) [13 juin 1950] (p. 4713, 4714). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux chambres d'agriculture [4 août 1950] (p. 6653). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la construction, en qualité de Rapporteur pour avis [4 août 1950] (p. 6654, 6655); Art. 3 : Amendement de M. Guiguen tendant à

*exonérer de taxe les matériaux utilisés pour la construction d'habitations à loyer modéré par les sociétés coopératives ou les particuliers* (p. 6660); *Son amendement tendant à fixer les allègements fiscaux prévus après avis des commissions parlementaires intéressées* (p. 6664, 6662); *Son sous-amendement tendant à prévoir l'avis des commissions parlementaires intéressées pour la création du fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6663); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6664); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Suppression de personnel* [14 décembre 1950] (p. 9107, 9108); Chap. 4070 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services du logement* [15 décembre 1950] (p. 9164); Chap. 6060 : *Contrôle technique des travaux de reconstruction* (p. 9179); Chap. 6110 : *Liquidation du service des constructions provisoires* (p. 9181, 9182, 9183, 9184); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne maintenir de services du logement que dans les villes sinistrées à plus de 20 0/0* (p. 9187); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3248, 3249, 3250); Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas étendre les primes d'économies aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier* (p. 3282); Art. 18 : *Son amendement tendant à ne reconduire les lois mentionnées qu'en 1951* (p. 3286); Article additionnel : *Son amendement relatif aux formalités d'inscription d'hypothèques conventionnelles* (p. 3287); *Son amendement tendant à prévoir l'avance de 1 milliard au fonds national de l'habitat* (p. 3289); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à prévoir une aide de l'Etat aux fonctionnaires désirant faire construire* (p. 3289); *le retire* (ibid.).

**SIGNOR (M. Alain)**, Député du Finistère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), de la Commission de la marine marchande et

des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1947] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 avril 1947] (**F. n° 51**); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357).

### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de provoquer une réduction importante sur les prix des fournitures à la pêche maritime, **n° 398**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à étendre au domaine congéable, le bénéfice de la loi du 13 avril 1946, instituant le statut du fermage et du métayage, **n° 507**. — Le 14 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1° la proposition de loi de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à valider les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire du 3 août 1946 et augmentant les salaires agricoles de 25 0/0; 2° la proposition de loi de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues relative aux arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, **n° 593**. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux maraîchers se livrant à la culture des primeurs et dont les récoltes ont été gravement compromises par les récentes gelées, **n° 656**. — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves des inscrits maritimes le bénéfice de la retraite aux vieux travailleurs, **n° 657**. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux anciens marins de l'Etat, titulaires d'une pension d'ancienneté, le bénéfice de la loi du 22 mai 1946 en matière d'assurance-maladie et d'assurance-accident, **n° 689**. — Le 25 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues relative à la remise en valeur de terres incultes et tendant à favoriser l'accroissement de la produc-

tion agricole, n° 704. — Le 22 mars 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. — le projet de loi tendant à valider les arrêtés préfectoraux portant majoration de 25 0/0 des salaires agricoles; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à valider les arrêtés préfectoraux pris en application de la circulaire du 3 août 1946 et augmentant les salaires agricoles de 25 0/0; 2° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues relative aux arrêtés portant fixation des salaires en agriculture, n° 1021. — Le 6 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Renard et plusieurs de ses collègues tendant à octroyer aux salariés de la profession agricole l'égalité sociale en matière d'assurances sociales et d'accidents du travail, n° 1240. — Le 8 mai 1947 un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à étendre au domaine congéable le bénéfice de la loi du 13 avril 1946 instituant le statut du fermage et du métayage, n° 1257. — Le 29 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à nommer une Commission chargée d'enquêter sur les circonstances de la catastrophe survenue à Brest le 28 juillet 1947 et à inviter le Gouvernement à allouer un premier secours d'urgence aux victimes de cette catastrophe, n° 2157. — Le 27 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à étendre au domaine congéable le bénéfice de la loi du 13 avril 1946 instituant le statut du fermage et du métayage, n° 2500. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948, n° 5998. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à la reconnaissance du droit syndical intégral aux élèves des Ecoles normales supérieures et aux élèves-maitres en stage de formation professionnelle, n° 6434. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6798. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 et l'ar-

ticle 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 8267. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures propres à enrayer l'épidémie de cholérine qui sévit à l'île Molène depuis de nombreux mois, n° 8276. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer Quimper—Penmarch, et à compléter sur cette ligne le trafic marchandises par le trafic voyageurs, n° 8327. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves, n° 8873. — Le 24 janvier 1950, une proposition de loi tendant à transformer les classes d'application temporaires en classes d'application permanentes et à classer le personnel enseignant de ces classes dans la catégorie des maitres d'écoles annexes avec indices et traitements correspondants, n° 9048. — Le 24 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 10 millions aux familles des marins péris en mer au cours des sinistres maritimes les plus récents, n° 9617. — Le 22 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans les prochains comptes spéciaux du Trésor un crédit de 1 milliard 500 millions de francs en faveur de la Caisse centrale de Crédit coopératif, ce crédit étant destiné à couvrir les demandes d'avances formulées à cet établissement par les caisses régionales de Crédit maritime mutuel pour l'année 1951, n° 11401. — Le 29 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 28 septembre 1950 instituant une commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires et à dissoudre ladite commission, n° 11445. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche goémonière en élevant à 100 0/0 les droits de douane sur les quantités à importer pour compléter notre production nationale, en instituant une prime à la production pour encourager les pêcheurs, en assurant la reprise du fonctionnement de la Caisse de péréquation des producteurs d'iode, n° 11542. — Le 12 décembre 1950, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le relèvement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du carburant au prix international, la détermination d'un prix particulier du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection des pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, n° 11594. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 11542) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche goémonière en élevant à 100 0/0 les droits de douane sur les quantités à importer pour compléter notre production nationale, en instituant une prime à la production pour encourager les pêcheurs, en assurant la reprise du fonctionnement de la Caisse de péréquation des producteurs d'iode, n° 12228. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de cinq millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage des chalutiers concarnois « Moliva » et « Les flots bleus », n° 12278. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à dégager un crédit supplémentaire de 50 millions de francs pour le financement du Comité national d'entraide aux familles des marins-pêcheurs péris en mer, n° 12363.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 293). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Situation de la pêche* [20 février 1947] (p. 395). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. André Monteil relative aux entreprises artisanales de pêche maritime [25 février 1947] (p. 460); — au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 38 :

*Montant des avances consenties à la Caisse de crédit coopératif* [6 mars 1947] (p. 685). — Pose au Ministre des Travaux publics et des Transports une question sur la construction des bateaux et leur attribution aux patrons-pêcheurs [16 mai 1947] (p. 4631). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; (SECRETARIAT DE LA MARINE MARCHANDE), Chap. 406 : *Œuvres sociales pour les gens de mer* [18 juillet 1947] (p. 3210); Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* (p. 3212, 3213). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi étendant au domaine congéable le statut du fermage et du métayage, en qualité de *Rapporteur* [19 août 1947] (p. 4415); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Son accusation portée contre M. André Monteil* [29 novembre 1947] (p. 5320, 5321); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1<sup>er</sup> : MARINE MARCHANDE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts (Ses observations sur l'aide aux sociétés de sauvetage et la construction de vedettes de sauvetage)* [31 décembre 1948] (p. 8210, 8211); *le retire* (ibid.); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur l'insuffisance de la reconstruction du port de Brest)* (p. 8211, 8212); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs ou institutrices intérimaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1949] (p. 224); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 134 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* [5 avril 1949] (p. 2030); Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* (p. 2033); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2190, 2191, 2192), [8 avril 1949] (p. 2238). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter la législation du travail par la direction des Pâtes-papeteries Bollore [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*



les crédits de l'Éducation nationale pour l'aide aux étudiants [20 décembre 1949] (p. 7272, 7273); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement et demandant l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* [20 janvier 1950] (p. 389). — Pose une question à M. le Ministre de la Défense nationale relative à la condamnation à mort de trois soldats bretons en janvier 1949 pour des crimes de guerre commis au Viet-Nam [20 janvier 1950] (p. 420, 421). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa protestation contre l'attitude de la Présidente qui lui a retiré la parole* [20 janvier 1950] (p. 422). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur les atrocités françaises en Indochine)* [28 janvier 1950] (p. 655, 656). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses de la politique du Gouvernement dans l'industrie de la pêche maritime et les industries connexes (Conserveries, mareyages, fabriques d'iode) [3 mars 1950] (p. 1693). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2293, 2294, 2295). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Brest les 16 et 17 avril 1950 [25 avril 1950] (p. 2806); la développe [27 avril 1950] (p. 3012, 3013, 3014); *Discussion générale* (p. 3017, 3018). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Discussion générale* (p. 2989, 2990). — Dépose une demande d'interpellation sur le jugement scandaleux de M. Signor et de Mme Lambert [23 mai 1950] (p. 3795). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [9 novembre 1950] (p. 7583, 7584, 7585); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [16 décembre 1950] (p. 9236), [20 décembre 1950] (p. 9355, 9356, 9357); Art. 2 bis : *Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à supprimer l'article prévoyant des suppléants éventuels* (p. 9366, 9367); Art. 9 : *Son amendement tendant à appliquer la loi un mois après promulgation*

(p. 9372); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3290 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des ports maritimes (Douarnenez)* [19 décembre 1950] (p. 9274, 9275); *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Port de Bordeaux)* (p. 9276); MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la pêche maritime (Ramassage du goémon)* [3 janvier 1951] (p. 72, 73); le retire (p. 73); Chap. 4070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Secours aux familles des naufragés)* (p. 80, 81); Chap. 4080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions sociales (Assurances mutuelles)* (p. 82); le retire (ibid.); MARINE MARCHANDE, Chap. 5010 : *Subventions au fonds de Crédit maritime mutuel* [30 janvier 1951] (p. 550, 551, 552); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Gérance des écoles d'apprentissage et attitude de M. Tannay pendant la guerre)* (p. 554, 555, 556, 557); Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Établissement national des invalides de la marine* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 637); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à diminuer de 500 millions la contribution des marins pour les pensions maritimes* [2 février 1951] (p. 690, 691); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* [3 avril 1951] (p. 2611); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Écoles laïques* [20 avril 1951] (p. 3650, 3651); Chap. 1430 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de suppléances des écoles primaires (Statut des suppléants)* [21 avril 1951] (p. 3733, 3734); Chap. 1440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux écoles primaires élémentaires (Installation de classes temporaires d'application)* (p. 3736, 3737); Chap. 2420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour fonctionnaires suspendus de leurs fonctions (Répression dans l'enseignement)* (p. 3755, 3756, 3757). — Dépose une demande

d'interpellation sur l'aide à apporter aux familles des marins péris en mer [23 février 1951] (p. 1562). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951 ; Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Sa demande de disjonction des prêts pour le plan de modernisation et d'équipement* [6 mai 1951] (p. 4726) ; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Sa demande de disjonction des prêts pour la modernisation des entreprises* [9 mai 1951] (p. 4875) ; *le retire* (ibid.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 1 milliard 500 millions d'avances aux caisses de crédit maritime mutuel* (p. 4885) ; — du projet de loi relatif à la construction navale ; Art. 4 : *Son amendement tendant à abaisser à 1 0/0 le taux des bénéfices au-dessus duquel l'aide de l'Etat est réduite* [16 mai 1951] (p. 5242) ; *Son amendement tendant à prévoir une aide spéciale aux petites entreprises* (p. 5242).

### SIGRIST (M. Joseph), Député du Bas-Rhin.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission du ravitaillement [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3041), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôt :

Le 26 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mieux développer le régime des prêts des crédits immobiliers, n° 2499.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre, (Services civils), LOI DE FINANCES ; Art. 31 : *Impôts sur les viticulteurs* [22 décembre 1946] (p. 242). — Dépose

une demande d'interpellation sur la suppression de la Mission de rapatriement de Moscou [11 décembre 1947] (p. 5620) ; la développe [12 décembre 1947] (p. 5700, 5704). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Prélèvement sur les exploitants agricoles* [22 décembre 1947] (p. 6115) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547, 6548) ; — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* [5 mars 1948] (p. 1444) ; — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1897, 1898) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une caisse de compensation des loyers* [11 juin 1948] (p. 3438) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A. RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Ses observations sur la réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4142, 4143) ; — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7274) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse : *Discussion générale* [21 janvier 1949] (p. 96) ; — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles ; Art. 10 : *Amendement de M. Meck tendant à exonérer de la cotisation, les salariés cultivant pour leur consommation personnelle* [11 février 1949] (p. 511, 512) ; — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur (centenaire de 1848) ; Art 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à tripler le nombre des croix accordées* [17 février 1949] (p. 646, 647) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. ; Chap. 301 : *Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [12 avril 1949] (p. 2310, 2311) ; — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail ; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi à l'Alsace-Lorraine* [20 mai 1949] (p. 2736) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 26 G :

*Ses observations sur l'article relatif au taux des droits de succession* [25 juillet 1949] (p. 5209); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 8); — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 403); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 juillet 1950] (p. 6280, 6281); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Son amendement tendant à tenir compte du revenu cadastral pour les deux tiers seulement en Alsace-Lorraine* [13 décembre 1950] (p. 9027). = S'excuse de son absence [25 mars 1947] (p. 1040), [11 janvier 1949] (p. 1). — Obtient un congé [25 mars 1947] (p. 1040).

**SILVANDRE (M. Jean)**, *Député du Soudan.*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 300). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer : [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de la justice et de législation [11 février 1947] (p. 276); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [16 février 1948] (p. 1729); Est nommé Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 26 janvier 1951] (p. 913); Est désigné par la Commission de la France d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité directeur du F.I.D.E.S. [8 juillet 1949] (**F. n° 430**); Est nommé : membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [17 février 1951]

(p. 1306); par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**); Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944) [4 mai 1948] (p. 2484) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi maintenant en vigueur au delà du 1<sup>er</sup> juillet 1947 dans les territoires autres que l'Indochine relevant du Ministère de la France d'outre-mer certaines dispositions prorogées par la loi du 28 février 1947, **n° 2240**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 2542**. — Le 29 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la dévaluation en ce qui concerne le franc africain et le franc des départements d'outre-mer qui sont dotés d'une caisse de péréquation, **n° 3178**. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à faire attribuer le siège de la Côte d'Ivoire, actuellement vacant au territoire de la Haute-Volta et à faire procéder à une élection partielle dans ce territoire, **n° 3412**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Amadou Doucouré et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à incorporer dans l'armée coloniale, en qualité de pionniers du génie, les appelés de la deuxième portion du contingent en Afrique occidentale française, **n° 3488**. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Coulibaly Ouezzin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les travaux d'achèvement du chemin de fer du Mossi (de Bobo-Dioulasso à Ouagadougou), **n° 3489**. — Le 4 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues relative aux rapports des assurés sociaux avec

les Caisses générales de sécurité sociale instituées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, prévoyant des ressources pour le fonctionnement de ces Caisses et autorisant les Conseils généraux de ces départements à y réaliser la généralisation de la Sécurité sociale, **n° 4106**. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 5088**. — Le 2 août 1948, une proposition de loi sur la cession des actions de sociétés de capitaux, **n° 5129**. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque de l'Indochine, **n° 5354**. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi relatif à la création d'un Institut d'émission de l'Indochine, **n° 5355**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Very et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des mesures provisoires applicables dans les départements d'outre-mer jusqu'à la promulgation de dispositions législatives réglant les rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans lesdits départements, **n° 5987**. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — Le projet de loi tendant à autoriser la prorogation des sociétés arrivées à expiration pendant la durée des hostilités ; II. — La proposition de loi de M. Baurens et plusieurs de ses collègues relative à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, **n° 6306**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi d'amnistie des délits politiques dans les territoires d'outre-mer, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher et de Félix Auboué, **n° 7666**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Forcinal et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux

résistants poursuivis le bénéfice de la liberté provisoire : 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues concernant les détentions préventives de résistants, **n° 7921**. — Le 23 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la prorogation des sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, **n° 8002**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi du 9 mai 1946, relative à l'autonomie administrative et financière des Comores, **n° 8635**. — Le 4 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanaon et de Mahé et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, **n° 8949**. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1951 les dispositions de la loi n° 49-846 du 29 juin 1949 et de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers dans ces départements, **n° 10311**. — Le 4 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 14 août 1885 « sur les moyens de prévenir la récidive », **n° 11503**.

#### Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à amnistier la mutilation volontaire* [21 juin

1947] (p. 2304); Art. 4: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à amnistier tous les faits d'insoumission commis par les militaires* (p. 2302); Art. 9, 1<sup>er</sup> alinéa: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à amnistier certains criminels lorsque leur peine est correctionnelle* (p. 2305); Art. 9, 2<sup>e</sup> alinéa: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à remplacer le terme « combattants » par celui de « militaires »* (p. 2305); 4<sup>e</sup> alinéa: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à intercaler les mots « et raciaux » après « déportés et internés politiques »* (p. 2306); le retire (ibid.); Art. 10: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à faire bénéficier de l'amnistie les titulaires de la médaille de la Reconnaissance* (p. 2315); Art. 11: *Soutient l'amendement de M. Minjot tendant à élever le montant de l'amende au-dessus duquel l'amnistie ne s'appliquera pas* (p. 2317); — sur le projet de loi du Gouvernement tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires; Art. 4: *Extension aux territoires de l'Union française* [16 juillet 1947] (p. 3088). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE, Chap. 002: *Amendement de M. Augarde tendant à réduire les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Cas des pensionnés d'outre-mer)* [21 juillet 1947] (p. 3316). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion sur les assemblées locales en Afrique*) [29 juillet 1947] (p. 3685). — Intervient dans la discussion: du projet de loi fixant la compétence et l'organisation des Assemblées de groupe en Afrique noire; Art. 2: *Amendement de M. Malbrant tendant à assurer une représentation égale aux deux sections des Assemblées locales* [4 août 1947] (p. 3901); — du projet de loi prorogeant dans les territoires d'outre-mer les dispositions législatives déjà prorogées dans la métropole, en qualité de *Rapporteur* [9 août 1947] (p. 4161); — d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes de l'Afrique noire: *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4185). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4450, 4451). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend

part à la discussion: de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux: *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 632, 633, 634); *Ses explications de vote* (p. 664); *Nouvelle proposition transactionnelle* [17 février 1948] (p. 755); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Article additionnel: *Son amendement prévoyant la possibilité d'extension de la loi aux territoires d'outre-mer* [19 février 1948] (p. 890); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100: *Ses observations sur l'équipement de l'Afrique noire* [9 juin 1948] (p. 3331, 3332, 3333); Chap. 131: *Personnel d'autorité outre-mer* (p. 3347); FINANCES, Chap. 080: *Amendement de M. Forcinat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions d'invalidité* (p. 5153); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République: *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5724); Art. 31: *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir un régime différent dans les territoires d'outre-mer* [13 août 1948] (p. 5774); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5874); *Son amendement tendant à fixer à 44 la représentation des territoires d'outre-mer* (p. 5907); le retire (ibid.); Art. 51: *Son amendement tendant à reporter l'élection des conseillers d'outre-mer* (p. 5922, 5923); *Son amendement tendant à appliquer le régime normal de scrutin aux territoires d'outre-mer* (p. 5923); *Situation défavorisée du Soudan* (p. 5926); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Malbrant tendant à rendre deux sièges à l'Indochine* [20 septembre 1948] (p. 6736); Art. 51: *Son amendement tendant à appliquer le scrutin majoritaire à deux tours au Sénégal, Soudan et Madagascar* (p. 6745, 6746); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6330, 6331); — du projet de loi portant création d'un Institut d'émission de l'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6349); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit maximum de 900 milliards pour les dépenses civiles de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7933); — du projet de

loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8206); — de la proposition de loi relative aux loyers dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8216). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la situation des « Travailleurs de la deuxième portion » en Afrique occidentale française [28 janvier 1949] (p. 237, 238, 239). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à laisser la Commission libre du choix du Rapporteur* [22 février 1949] (p. 813); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1939, 1953); Chap. 111 : *École nationale de la France d'outre-mer* (p. 1959). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer [21 mai 1949] (p. 2797); la développe : *Ses observations sur le voyage de M. Gregh en A. O. F., le prix du cacao, le programme d'équipement du Cameroun* [21 juin 1949] (p. 3572, 3573, 3574, 3575). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 353 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'habillement et le couchage (Ses observations sur la suppression de l'intendance coloniale)* [23 juin 1949] (p. 3677, 3678); le retire (*ibid.*); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4147); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Subventions au F. I. D. E. S.* [6 juillet 1949] (p. 4296); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4360). — Est entendu pour un hommage au Président de l'Assemblée Nationale [8 juillet 1949] (p. 4396). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Amendement de M. Minjot tendant à modifier le titre de la proposition de loi* [8 juillet 1949] (p. 4337). — Est élu membre

suppléant de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'équipement des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5552); — du projet de loi portant prorogation de certaines sociétés arrivées à leur terme statutaire; Art. 3 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [30 juillet 1949] (p. 5629); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer « ou avoir fait acte reconnu de résistance »* [30 juillet 1949] (p. 5632). — Dépose une demande d'interpellation : sur le prix fixé par le Gouvernement pour les marchés passés entre les huiliers de l'A. O. F. et le groupement national d'achat des produits oléagineux [22 novembre 1949] (p. 6186); — sur l'élaboration d'un budget d'exécution des plans d'équipement et de développement dans les territoires d'outre-mer [22 novembre 1949] (p. 6186). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6474, 6475, 6476, 6477); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir la participation de l'État à 51 0/0 du capital* [2 décembre 1949] (p. 6561); Art. 3 : *Amendement de M. Burlot tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562); Art. 4 : *Amendement de MM. Burlot et Dureau tendant à inclure dans le Conseil d'administration un membre de la Caisse centrale de la France d'outre-mer* (p. 6581); Art. 8 : *Son amendement relatif à la contre-valeur des billets perdus* (p. 6586). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents; *Discussion du projet de loi relatif au referendum en Inde française* [21 février 1950] (p. 1280). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Pension des retraités militaires des territoires d'outre-mer* [23 février 1950] (p. 1327); Art. 4 : *Sous-amendement de M. Lamine Gueye tendant à mentionner « pendant l'exercice courant »* (p. 1343); — du projet de loi organisant un referendum dans les établissements français de l'Inde, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1950] (p. 1436, 1437); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonc-

tionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Ses observations sur le prix du pain en Afrique occidentale française)* [6 juin 1950] (p. 4315); Art. 2 : *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4321); Chap. 1240 : *Indemnité de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5823); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux, dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1950] (p. 5285, 5286); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5665, 5666, 5667); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5828, 5829); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 24 membres élus pour cinq ans par un collège unique* [24 juillet 1950] (p. 5843); Art. 5 : *Amendement de M. Senghor tendant à prévoir 10 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* [26 juillet 1950] (p. 6036); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juillet 1950] (p. 6092); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 juillet 1950] (p. 6027). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la libération des échanges entre les pays de l'O. E. C. E. et l'Afrique occidentale [20 octobre 1950] (p. 7063); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [14 novembre 1950] (p. 7689, 7690, 7691); retire sa demande d'interpellation (p. 7691). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* [2 décembre 1950] (p. 8466); Art. 109 : *Amendement de M. André Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire* [17 mars 1951] (p. 2134, 2135); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (libération des échanges dans les territoires d'outre-mer)* [5 décembre 1950] (p. 8637); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils,

amendé par le Conseil de la République, Art. 18 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer l'article enlevant aux assemblées locales la préparation du programme d'équipement* [21 mai 1951] (p. 5592).

**SIMONNET (M. Maurice-René)**, *Député de de la Drôme.*

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [6 mai 1947] (p. 1476); de la Commission de l'éducation nationale : [16 janvier 1948] (p. 194), [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 266), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des finances : [8 novembre 1949] p. 6002; [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347); Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

#### Dépôts :

Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager la prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement et d'entretien du collège technique de Romans, n° 3677. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier le Code des taxes sur le chiffre d'affaires, n° 5933. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans les délais prévus et dans son intégralité la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, n° 6008. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950; Etat A, Education nationale (Education nationale), n° 8426 (annexe n° 6). — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Lem-

pereur et plusieurs de ses collègues portant ouverture d'un crédit de sept millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason à l'occasion du premier Congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sceaux des Archives nationales, n° 9504. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale, n° 9815. — Le 28 avril 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Lempereur et de plusieurs de ses collègues portant ouverture d'un crédit de sept millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason, à l'occasion du premier Congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sceaux des Archives nationales, n° 9816. — Le 17 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mlle Weber et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer tous les pupilles de la Nation des droits d'inscription et d'examen, n° 9978. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950; Etat A, Education nationale (Education nationale) n° 10035 (annexe n° 6). — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Education nationale), n° 10886. — Le 14 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale, n° 11259. — Le 11 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur

la proposition de résolution (n° 11678) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux suppléants en stage de formation professionnelle dans les écoles normales : 1° un traitement égal à celui qu'ils percevraient s'ils étaient en exercice; 2° un poste à la fin de leur stage dans le département qui les a acceptés comme stagiaires, n° 11895. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale), n° 12695. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du Ministre de l'Education nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la mort de Balzac, n° 12827. — Le 13 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11763) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à remédier aux charges qui pèsent sur les départements pour le fonctionnement des Centres d'orientation professionnelle et à préserver l'existence de ces centres, n° 12841. — Le 9 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues (n° 5388) tendant à : a) assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur; b) attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement; c) préparer la réorganisation de la formation technique supérieure; 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues (n° 6448) tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur; 3° de M. Doutrillot et plusieurs de ses collègues (n° 9356) tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent; 4° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues (n° 9453) tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, n° 13140. — Le 15 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11037) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour



l'exercice 1951 (Education nationale),  
n° 13249.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 111 : *Elèves administrateurs de l'École nationale de la France d'outre-mer* [19 juin 1947] (p. 2222, 2223, 2224); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 500 : *Œuvres sociales* (p. 2236); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Renvoi de la discussion)* [22 juillet 1947] (p. 3347); *Discussion générale* (p. 3364, 3365); Chap. 103 : *Salaires du personnel auxiliaire de l'administration centrale* (p. 3387, 3388); Chap. 104 : *Indemnités pour l'administration centrale (Circulaires du Ministère)* (p. 3388); Chap. 157 : *Son amendement tendant à réduire de 2.055.000 francs les crédits des Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3398, 3399); *le retire* (p. 3400); Chap. 307 : *Bulletin officiel du Ministère de l'Éducation nationale* (p. 3405); Chap. 358 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de stage des Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3414); *le retire* (ibid.); Chap. 358-1 : *Participation de l'État aux frais de stage hors des Centres éducatifs; Son amendement tendant à supprimer les crédits de ce chapitre* (p. 3414); *le retire* (ibid.); Chap. 372-4 : *Travaux d'aménagement des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire* (p. 3417); Chap. 375 : *Information et documentation de l'éducation physique* (ibid.); Chap. 508 : *Son amendement tendant à étendre les subventions aux organismes d'œuvres sociales gérés par des étudiants* (p. 3424, 3425); *le maintient* (ibid.); Chap. 531 : *Œuvres complémentaires de l'école* (p. 3426); Chap. 532 : *Œuvres post-scolaires : Mouvements de jeunesse* (p. 3426, 3427); Chap. 533 : *Subventions aux maisons de culture* (p. 3428); Chap. 536 : *Subventions aux colonies de vacances* (ibid.). — Est entendu : au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget*) [17 juillet 1947] (p. 3148); — pour un fait personnel (*Son attitude pendant l'occupation*) [22 décembre 1947] (p. 6138). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi accordant des secours aux victimes de l'insurrection malgache, en deuxième lecture; Art. 1<sup>er</sup> : *Son*

*amendement tendant à considérer ces victimes comme des victimes de guerre* [26 décembre 1947] (p. 6275); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure trois articles nouveaux reconnaissant le droit aux réparations des victimes* (p. 6276); — du projet de loi portant réduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947; Etat I, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6312). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant transfert au Panthéon des cendres de V. Schoelcher, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4148); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à former des centres avec des maîtres artisans* [16 décembre 1948] (p. 7610); — du projet de loi portant fixation du budget général de 1949 (Dépenses civiles); Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la Sécurité sociale aux étudiants* [31 décembre 1948] (p. 8220). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1949] (p. 1). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Discussion générale* [25 janvier 1949] (p. 111, 112); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1179, 1180, 1181); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1414, 1416, 1417, 1418); *Son amendement tendant à prévoir des subventions pour la construction d'écoles primaires* (p. 1418); *Sous-amendement de M. Hamon tendant à prévoir une subvention de 100 0/0 pour la construction d'écoles dans les communes sinistrées* (p. 1420). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour éviter le renouvellement d'incendies tels que celui de Génissiat [10 mars 1949] (p. 1530). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer; Chap. 107 : *Agence économique des colonies* [31 mars 1949] (p. 1958); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction présentée par M. Hamon* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2008, 2009); Chap. 148 : *Personnel*

*des établissements publics d'enseignement technique* [5 avril 1949] (p. 2051); Chap. 406 : *Remboursement aux universités des exonérations de droits* (p. 2079); Chap. 408 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 2080); *le retire* (ibid.); Chap. 415 : *Bourses aux établissements de la direction de la Jeunesse et des Sports* (p. 2082); Chap. 512 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions aux œuvres sociales et estudiantines* (p. 2083); *le retire* (ibid.); Chap. 539 : *(Œuvres post-scolaires, maisons de la culture et associations d'éducation populaire* (p. 2088); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4144, 4147, 4148); Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009 : *Reconstruction des établissements du second degré* (p. 4153); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4229); *Son sous-amendement tendant à mentionner les trois Assemblées* [8 juillet 1949] (p. 4436); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son sous-amendement relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* [23 juillet 1949] (p. 5121, 5122); *le retire* (p. 5142); *Amendement de M. Temple relatif à la répartition de la taxe locale entre diverses communes intéressées* (p. 5124); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124, 5125); *Son amendement tendant à supprimer le mot « établissement »* [24 juillet 1949] (p. 5142); *le retire* (ibid.); *Ses observations sur l'article relatif à la répartition de la taxe locale* (p. 5142); *Ses observations sur la mise en application du texte* (p. 5143); *Son amendement relatif à la perception de la taxe locale dans les communes sinistrées* (p. 5151); Art. 42 bis : *Son amendement relatif à l'application de la taxe locale dans les communes sinistrées* (p. 5156); Art. 44 bis : *Répartition du produit de la taxe locale* (p. 5161); — d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée de l'immunité parlementaire, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5542); — du projet de loi relatif à la taxe

additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'autoriser qu'une majoration de 10 0/0 de la taxe locale* [29 décembre 1949] (p. 7534); Art. 2 : *Son amendement relatif à la répartition de la taxe locale entre communes et départements* [30 décembre 1949] (p. 7576); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guitton tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la taxe sur les chantiers de constructions navales* [31 décembre 1949] (p. 7681); Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder le même pourcentage sur les recettes de la taxe locale à toutes les communes* (p. 7681, 7682). — Est nommé *Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 3 milliards les crédits pour les dépenses civiles* [29 janvier 1950] (p. 768); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de son amendement* [31 janvier 1950] (p. 820); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Contre-projet de M. Thamier tendant à n'effectuer aucune réduction sur les crédits affectés à l'Education nationale* [8 juin 1950] (p. 4499); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale : *Urgence* [15 juin 1950] (p. 4818), en qualité de *Rapporteur* (p. 4826, 4827); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 novembre 1950] (p. 7934, 7935, 7936, 7940, 7941); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FINANCES, Chap. 0810 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [15 juin 1950] (p. 4870); Chap. 1000 : *Suppression d'emplois d'adjoints administratifs* [16 juin 1950] (p. 4895); Chap. 1180 : *Demande de rétablissement des crédits pour le secrétariat de la Loterie nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 4895, 4896); Chap. 1210 : *Demande de rétablissement des crédits pour les contrôleurs des dépenses engagées, présentée par le Gouvernement* (p. 4896); Chap. 1220 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'inspection des finances, présentée par le Gou-*

vernement (p. 4896); Chap. 1420 : *Personnel départemental de l'administration des contributions directes* (p. 4898); Chap. 1650 : *Personnel départemental de l'administration des contributions indirectes* (p. 4899); Chap. 1830 : *Services du casier fiscal, recherche des fraudes* (p. 4900); Chap. 3410 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel et les frais de fonctionnement, présentée par le Gouvernement* (p. 4901); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur [21 juin 1950] (p. 5111, 5112, 5113, 5118); *Discussion générale* [23 juin 1950] (p. 5206); Chap. 1000 : *Administration centrale (Réduction d'effectifs)* (p. 5220); Chap. 1060 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 5221); Chap. 1110 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des universités (Situation des chefs de travaux)* (p. 5226); Chap. 1150 : *Ecole normale supérieure* (p. 5226); Chap. 1190 : *Etablissements d'enseignement supérieur (Décentralisation des villes universitaires)* (p. 5227); Chap. 2340 : *Personnel des archives de France* [17 juillet 1950] (p. 5493); Chap. 3310 : *Amendement de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement dans l'enseignement agricole* (p. 5503); Chap. 3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 5506); Chap. 3610 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la cinématographie d'enseignement* [18 juillet 1950] (p. 5529); Chap. 3620 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement* (p. 5530); Chap. 3720 : *Célébrations et commémorations (Commémoration de Balzac)* (p. 5537); Chap. 3729 : *Matériel de la Manufacture de Sèvres* (p. 5538); Chap. 4020 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 5544); Chap. 4040 : *Prêt d'honneur aux étudiants* (p. 5545); Chap. 4050 : *Remboursements et exonérations de droits accordés par l'Etat* (p. 5545); Chap. 4060 : *Œuvres sociales pour les étudiants (Cité universitaire de Paris)* (p. 5546, 5547); Chap. 4070 : *Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 5548); Chap. 5000 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique* (p. 5560); Chap. 5160 : *Subventions à la fondation Thiers* (p. 5561); Chap. 5550 : *Amendement de*

*M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la subvention aux musées de France (Maison de Pasteur)* [19 juillet 1950] (p. 5596); *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à réduire de 1.000.000 francs les crédits pour les musées de France (Entretien des musées de peinture)* (p. 5597); Chap. 5640 : *Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir une subvention aux comités français pour l'université européenne* (p. 5607); Chap. 6090 : *Expéditions françaises à l'Himalaya* (p. 5609); Chap. 1370 : *Personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1950] (p. 5799); Chap. 4070 : *Contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* (p. 5800); Chap. 5000 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 5800); Chap. 5490 : *Activité théâtrale (Décentralisation)* (p. 5801); Chap. 5410 : *Œuvres post-scolaires et mouvements de jeunesse* (p. 5805); *Explications de vote sur l'ensemble du budget de l'Education nationale* (p. 5807, 5808); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chapitres réservés : *Etat-major du Président du Conseil* (p. 5808); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5050 : *Subventions au Centre national de cinématographie* (p. 5821); FRANCE D'OUTRE-MER, Chapitres réservés (p. 5823); Chap. 1240 : *Indemnités de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* (p. 5825); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4070 : *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale supprimant la contribution de l'Etat au régime de la Sécurité sociale des étudiants* [4 août 1950] (p. 6712); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 3040 : *Amendement de M. Noël tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux loyers et indemnités de réquisition* (p. 6716);— du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 800 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'étude des plans d'urbanisme, présentée par le Gouvernement* [20 juillet 1950] (p. 5678); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Amendement de Mme Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* (p. 5683); RECONSTRUCTION, Chap. 8000 : *Plan d'urbanisme du territoire* (p. 5687); Chap. 8070 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à rétablir les crédits pour l'urbanisme dans les*

villes sinistrées (p. 5688) ; TRAVAUX PUBLICS : Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des ponts des routes nationales (p. 5690). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du budget militaire en seconde lecture [21 juillet 1950] (p. 5755). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement, en qualité de Rapporteur pour avis [3 août 1950] (p. 6565) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République ; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de Rapporteur [4 août 1950] (p. 6726) ; Art. 10 : Amendement de M. Charpentier tendant à disjoindre l'article accordant aux caisses la possibilité de donner ou de refuser des exonérations (p. 6727) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 : Amendement de M. Schmitt tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la rémunération des agents des ponts et chaussées [4 août 1950] (p. 6762) ; Art. 49 : Amendement de M. Valentino tendant à reprendre le texte de l'Assemblée relatif au régime de la sécurité sociale appliqué aux fonctionnaires dans les départements d'outre-mer (p. 6763) ; Art. 82 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des organismes stockeurs du commerce des grains (p. 6766) ; — du projet de loi portant aide aux victimes des calamités agricoles, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : Amendement de M. Gabelle tendant à supprimer « par la commission susvisée » [4 août 1950] (p. 6769) ; — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants agricoles, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [4 août 1950] (p. 6774) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire ; Art. 2 : Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats [20 décembre 1950] (p. 9362) ; Art. 4 : Son amendement tendant à accorder aux remplaçants les prestations de la sécurité sociale (p. 9371) ; Art. 5 : Son amendement tendant à substituer « poste » à « emploi » (p. 9371) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 6 : Amendement de M. Bou-

vier-O' Cottereau tendant à prévoir des comptabilités spéciales [29 décembre 1950] (p. 9828) ; Art. 11 quater : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réformes (p. 9830, 9831) ; Son amendement tendant à prévoir des décrets pris en Conseil d'Etat pour l'application des mesures envisagées (p. 9831) ; Son amendement tendant à ne pas fixer de limite au comité central d'enquête (p. 9831) ; — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 5 : Date d'application de la loi [5 janvier 1951] (p. 229). — Est nommé Secrétaire d'âge de l'Assemblée Nationale [9 janvier 1951] (p. 309). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 9130 : Amendement de M. Airoidi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges nationaux d'éducation physique (Centre de Saint-Maur) [11 avril 1951] (p. 3095) ; Chap. 9380 : Amendement de Mme Vaillant-Couturier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire (p. 3097) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : Amendement de M. Juglas tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le F. I. D. E. S. (p. 3098) ; Art. 15 : Amendement de Mme Lempereur tendant à ne pas réduire les crédits pour les dépenses d'équipement de l'éducation nationale (p. 3138) ; Art. 17 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa faisant exception pour le Ministère de l'Intérieur (p. 3157) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : Art. 11 bis : Son amendement tendant à prévoir un fonds d'aide pour l'équipement de sécurité des théâtres de Paris [19 avril 1951] (p. 3563) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur [19 avril 1951] (p. 3605, 3606) ; Motion préjudicielle de M. Thamier tendant à exiger que le budget de l'Education nationale représente un sixième du budget ordinaire [20 avril 1951] (p. 3628) ; Motion préjudicielle de M. Giovoni tendant à demander une lettre rectificative augmentant les crédits (p. 3629) ; Chap. 1000 : Création d'emplois et recrutement d'instituteurs (p. 3659) ; Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs

les crédits de ce chapitre (*Enseignement de l'allemand en Alsace*) (p. 3673); *Création d'emplois* (p. 3674); Chap. 1070: *Reclassement des commis de l'Inspection académique* (p. 3677); Chap. 1140: *Ecoles normales supérieures* (p. 3702, 3703, 3704); *Demande de disjonction présentée par Mme Charbonnel* (p. 3705); Chap. 1170: *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités pour les écoles normales supérieures (Indemnités de transport aux élèves)* (p. 3705); *Indemnités aux élèves des écoles normales supérieures (Indemnités de congé de maladie)* (p. 3706); Chap. 1360: *Cadre unique (Professeurs certifiés)* (p. 3706); *Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Tracts de recrutement militaire)* (p. 3708); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes dans l'enseignement secondaire)* (p. 3708); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Application du statut Monod)* (p. 3708); Chap. 1380: *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Traitement des élèves-maitres)* (p. 3712); Chap. 1410: *Ecoles primaires (Création de postes)* (p. 3713, 3714); *Amendement de M. Schaufler tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* (p. 3731); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Professeurs de cours complémentaires)* (p. 3733); Chap. 1430: *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de suppléances des écoles primaires (Suppléances de la région parisienne)* (p. 3734, 3735); Chap. 1830: *Personnel du mobilier national et des manufactures de Sèvres et des Gobelins* (p. 3750); Chap. 2230: *Amendement de M. Cogniot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des archives de France* (p. 3572); Chap. 2380: *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction de l'hygiène scolaire* (p. 3574); Chap. 2420: *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fonctionnaires suspendus de leurs fonctions (Répression dans l'enseignement)* (p. 3756); Chap. 3020: *Frais de dépla-*

*cement de missions* [23 avril 1951] (p. 3787); Chap. 3040: *Achat et entretien de matériel automobile* (p. 3787); Chap. 3230: *Frais de déplacement dans l'enseignement secondaire* (p. 3788); Chap. 3250: *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques et matériel scolaire du second degré* (p. 3789); Chap. 3590: *Entretien des élèves des écoles normales supérieures* (p. 3807); *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3808); *Amendement de M. Airoldi tendant à porter le pécule des élèves à 72.000 francs par an* (p. 3809); Chap. 4020: *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3810); Chap. 4030: *Bourses exceptionnelles* (p. 3811); Chap. 4040: *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le prêt d'honneur aux étudiants* (p. 3812); Chap. 4060: *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales des étudiant (Cités universitaires)* (p. 3812, 3813); Chap. 5000: *Centre national de la recherche scientifique* (p. 3815); Chap. 5160: *Subventions pour l'aménagement de la fondation Thiers* (p. 3816); Chap. 5500: *Activités théâtrales* (p. 3820); Chap. 5630: *Services d'architecture (Statue de Foch, place du Trocadéro)* (p. 3821); *Article additionnel: Amendement de M. Thamier tendant à ne faire aucune réduction sur les crédits votés* (p. 3824); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4020: *Bourses de l'enseignement supérieur (Bourses aux étudiants démobilisés)* [22 mai 1951] (p. 5662); Chap. 4070: *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif à la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 5663); Chap. 4080: *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* (p. 5663); Chap. 5500: *Amendement de M. Giovoni tendant à disjoindre le chapitre relatif aux activités théâtrales* (p. 5665); Art. 12: *Exemptions d'impôts pour les associations sportives, touristiques et culturelles* (p. 5666, 5667); P. T. T., amendé par le Conseil de la République, Art. 3: *Amendement de Mme Reyraud tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant des réductions pour les communications téléphoniques des journaux et agences de presse* [22 mai 1951]

(p. 5669, 5670) ; Art. 4 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la redevance exigible des fonctionnaires logés* (p. 5670) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 6 : *Amendement de M. Devinat tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4197) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à aménager la représentation des listes apparentées même si elles ont moins de 5 0/0 des voix* (p. 4198) ; Art. 28 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le dernier alinéa annulant les bulletins ne portant pas mention des apparentements* (p. 4202, 4203) ; *Amendement de M. Mercier tendant à n'annuler que les bulletins imprimés ne mentionnant pas les apparentements* (p. 4203) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de Rapporteur ; Art. 3 : *Nouveau texte de la Commission* [16 mai 1951] (p. 5245) ; *Demande de retrait de l'article 3, présentée par le Gouvernement* (p. 5246) ; Article additionnel : *Amendement de M. Legendre tendant à exonérer de la taxe les betteraves à sucre dont le produit est exporté* (p. 5248) ; *Amendement de M. Charpentier tendant à détaxer les alcools exportés* (p. 5248) ; Art. 9 *ter* : *Amendement de M. de Tinguay tendant à majorer la prime de protection du raffinage des pétroles* (p. 5269) ; Art. 10 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir une subvention de 4 milliards, en 1951, au budget annexe des prestations familiales agricoles* (p. 5272) ; Art. 11 : *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer l'article énumérant les catégories d'exploitants dispensées de cotisations* (p. 5274) ; Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation proportionnelle à la taxe à la production et au taux de 0,30 0/0* (p. 5277).

**SION (M. Paul)**, Député du Pas-de-Calais (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948]

(p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu : Président de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10.803) ; [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1012) ; et Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782) ; [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717) ; [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10.804). — Est nommé membre de la Commission supérieure de la caisse nationale de retraite pour la vieillesse [4 février 1947] (p. 148). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen. (Application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (**F. n° 527**) ; [24 février 1951] (**F. n° 680**).

#### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 201 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 326**. — Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 concernant la comparution ou la représentation des parties devant la Commission de première instance en matière de sécurité sociale, **n° 445**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 201 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 743**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation du délai prévu par l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines pour la régularisation de la situation des ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées, **n° 1671**. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à majorer le montant de l'allocation

tion spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, n° 1839. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes accidents du travail, n° 1840. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, n° 1841. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation du délai prévu par l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines pour la régularisation de la situation des ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées, n° 2060. — Le 19 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 2448. — Le 19 août 1947, une proposition de résolution tendant à adresser les condoléances de l'Assemblée Nationale aux familles des victimes de la catastrophe minière de Whitehaven, n° 2457. — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes accidents du travail, n° 2862. — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, n° 2863. — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, n° 2864. — Le 3 février 1948, une proposition de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 3220. — Le 18 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 30 0/0, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la Caisse autonome nationale (C.A.N.); 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs; 3° de M. Fievez et plusieurs de ses collègues tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 40 0/0, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations

servies par la Caisse autonome nationale (C.A.N.), n° 3432. — Le 26 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. le projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; II. Les propositions de loi : 1° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 30 0/0, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la Caisse autonome nationale (C.A.N.); 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs; 3° de M. Fievez et plusieurs de ses collègues tendant à relever, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1947, de 40 0/0, le taux de la retraite des ouvriers mineurs et similaires et celui des prestations servies par la Caisse autonome nationale (C.A.N.), n° 3586. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 154 et 201 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 3698. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne, n° 3771. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant au rajustement des rentes accidents du travail, n° 3772. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes accidents du travail, n° 3773. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les familles des victimes de la catastrophe de Courrières, n° 3930. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 3994. — Le 2 juin 1948, un rapport au nom de la commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 154 et 201 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 4407. — Le 9 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de

M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 4496. — Le 9 août 1948, une proposition de loi tendant à proroger le délai fixé par l'article 12 de la loi du 16 octobre 1946, pour l'introduction des demandes de majoration des rentes accidents du travail prévues par ladite loi, n° 5220. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai fixé par l'article 12 de la loi du 16 octobre 1946, pour l'introduction des demandes de majoration des rentes accidents du travail prévues par ladite loi, n° 5255 (et nouvelle rédaction). — Le 25 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 5658. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 5776. — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 6079. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 6379. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre libre le commerce du charbon à usage domestique, n° 7375. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 156 a du Livre II du Code du travail, n° 7432. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues ten-

dant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière, n° 7573. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 7880. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la caisse autonome nationale des mineurs, n° 8408. — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué, n° 8800. — Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, n° 9092. — Le 31 janvier 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière ; 2° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué, n° 9107. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de Rruay-en-Artois, dans la nuit du 23 au 24 mai 1950, n° 10088. — Le 26 juillet 1950, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 10773. — Le 16 décembre 1950, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 11410) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 10597) adoptée par



l'Assemblée Nationale portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 11680. — Le 8 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 5 millions aux victimes de l'accident survenu le 7 février 1951 à la fosse n° 5 des mines de Bruay-en-Artois et à ordonner une enquête sur les responsabilités de cet accident, n° 12111. — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 11056) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans le cas où les intéressés ont été victimes de périodes de chômage involontaire, n° 12348. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, n° 12692. — Le 6 avril 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, n° 12727. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 10228 rectifié) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, n° 12871. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 12778) de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne les entreprises ayant fait l'objet d'arrêtés d'assimilation intervenus postérieurement au 27 août 1936, n° 12899. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : de M. Camphin et plusieurs de ses collègues (n° 11871 rectifié) tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 12727) tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, n° 13145.

#### Interventions :

Son ordre du jour de confiance à la suite de l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion

des entreprises nationalisées [20 juin 1947] (p. 2287); le retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder un abattement aux titulaires de pensions du travail ou de guerre* [22 décembre 1947] (p. 6142); le retire (p. 6143); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non salariés; Art. 28 bis : *Son amendement tendant à créer de nouveaux emplois au Ministère intéressé* [28 décembre 1947] (p. 6414); — du projet de loi relatif à diverses dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles; Art. 5 : *Son amendement tendant à exempter d'impôt cédulaire les heures supplémentaires* [30 décembre 1947] (p. 6585); — du projet de loi et de propositions de loi portant amélioration de la sécurité sociale des ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur* [26 février 1948] (p. 1143); — de sa proposition de résolution relative à la catastrophe de Courrières : *Discussion d'urgence* [20 avril 1948] (p. 2076); — d'une proposition de loi modifiant l'organisation de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7247); — du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1948] (p. 7277, 7278); Art. 5 : *Amendement de M. Ginestet tendant à majorer l'allocation-décès pour les orphelins de moins de 16 ans* (p. 7281); Art. 6 : *Amendement de M. Roucaute tendant à payer les retraites mensuellement dès mars 1949* (p. 7283); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1948] (p. 7552). — Est entendu sur une demande d'arbitrage sur la proposition de résolution relative à l'impôt cédulaire sur les pensions et retraites minières [10 février 1949] (p. 452). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 24 : *Son amendement tendant à autoriser le Ministre des Finances à augmenter de 15 milliards la dotation des entreprises nationales* [15 février 1949] (p. 588, 589); — du projet de loi modifiant le Code du travail; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la condition « titulaire »* [18 février 1949] (p. 710); Art. 3 : *Amendement de M. Besset tendant à supprimer l'article* (p. 712); Art. 11 : *Son amendement relatif aux fonctions des délégués de surface* (p. 722); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Répub-

blique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 mars 1949] (p. 1263); — d'une proposition de loi modifiant la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 2 : *Son amendement relatif au transport du gaz naturel* [20 mai 1949] (p. 2724); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2731); Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 2735); Art. 18 : *Son amendement tendant à augmenter les délais accordés pour formuler les demandes de majoration* (p. 2736); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5659); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [5 juillet 1949] (p. 4176, 4177); — d'une proposition de loi relative à la sécurité sociale dans les mines : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4323); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1949] (p. 4838); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les Charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2914, 2915). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique charbonnière du Gouvernement et les fermetures de puits de mines [3 août 1950] (p. 6562); — sur la politique du Gouvernement au sujet du rajustement des salaires dans les mines [9 novembre 1950] (p. 7567); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [21 novembre 1950] (p. 7952, 7953); — sur le péril qui menace nos houillères nationales du fait que le problème des salaires n'est pas résolu [6 décembre 1950] (p. 8708). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les directions régionales de la sécurité sociale* [20 mars 1951] (p. 2193); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires des directions régionales de la sécurité sociale* (p. 2193); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du

Trésor; Art. 25 : *Amendement de M. Minjoz tendant à exonérer d'impôts sur le revenu les intérêts des livrets de caisses d'épargne* [19 avril 1951] (p. 3597); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 73 : *Majoration de 15 0/0 des allocations de la Caisse de sécurité sociale dans les mines* [22 mai 1951] (p. 5763, 5764).

**SISSOKO (M. Fily Dabo)**, Député du Soudan.

*Sous-Secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 300). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [11 février 1947] (p. 276); de la Commission des pensions [11 février 1947] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [28 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la justice et de législation [24 février 1948] (p. 998); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); titulaire de la Commission de la réforme administrative [27 novembre 1950] (p. 8178); — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée). *Session du 7 novembre 1948* [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à aligner sur un pied d'égalité les pensions et retraites des anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer, avec celles de la métropole, n° 587. — Le 10 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter certaines dispositions de l'article 4 de la loi du 13 avril 1946 concernant les listes électorales dans les territoires d'outre-mer, n° 1976. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les services organisés pour la lutte anti-acridienne de moyens préventifs efficaces prêts à entrer en action à tout moment, n° 2098.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 904 : *Travaux d'aménagement du Cap-Vert* (p. 770). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 899, 900); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* [21 juillet 1947] (p. 3328). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes d'Afrique noire : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4184, 4185); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4515). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement outre-mer* [3 août 1948] (p. 5246); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marin tendant à réduire de 44 à 37 la représentation des territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5875, 5876); *Amendement de M. Guillon tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les territoires d'outre-mer* (p. 5908); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 51 : *Amendement de M. Silvandre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Soudan, Sénégal et Madagascar* [20 septembre 1948] (p. 6746, 6747). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* [8 septembre 1948] (p. 6471).

**En qualité de Député :**

— Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles de 1949 en seconde lecture; Art. 30 bis : *Traitements et indemnités des magistrats de la France d'outre-mer* [31 décembre 1948] (p. 8343, 8344); — du

projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 003 : *Allocation spéciale supplémentaire aux grands mutilés (Anciens combattants d'outre-mer)* [19 mai 1949] (p. 2672, 2673). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur les articles des journaux l'Aurore et Le Figaro relatifs à la part prise par les Députés des territoires d'outre-mer dans le vote du budget*) [29 janvier 1950] (p. 743, 744). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 février 1950] (p. 1261); [23 février 1950] (p. 1323, 1324, 1325, 1326). — Est entendu pour un fait personnel (*Sa réponse aux insinuations de M. Arthaud quant à la pureté de sa conscience*) [23 février 1959] (p. 1327). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1950] (p. 4322); Chap. 1240 : *Indemnité de résidence des fonctionnaires d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5825); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Article additionnel : *Son amendement tendant à spécifier que cette loi n'est applicable qu'à la Côte française des Somalis* [24 juillet 1950] (p. 5855, 5856, 5857); *le retire* (p. 5857); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Article unique : *Renouvellement électoral des conseillers tous les six ans* [26 juillet 1950] (p. 6028). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion de la ligne Paris—Bamako survenu à Bidon-V le 28 juillet 1950 [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6373). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 60 : *Amendement de M. Castellani relatif à la définition du tâcheron* [3 février 1951] (p. 736, 737); Art. 92 : *Définition des travailleurs adultes* [24 février 1951] (p. 1626, 1627); Art. 96 : *Amendement de M. Castellani tendant à payer les travailleurs absents n'importe quel jour* (p. 1630); Art. 97 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un an pour le paiement d'un employé qui a droit à une part sur les bénéfices* (p. 1633); Art. 98 : *Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le*

*service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail* [17 mars 1951] (p. 2103, 2104). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat pour la suite de la discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer*) [6 février 1951] (p. 802). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à inclure 15 représentants des territoires d'outre-mer* [7 février 1951] (p. 851); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1270 : *Amendement de M. Lucas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Procès des pères blancs de Dakar)* [5 avril 1951] (p. 2745, 2746); — d'une proposition de loi relative à l'élection des Députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3842); Art. 7 : *Amendement de M. Juglas tendant à prévoir le scrutin uninominal à un tour* (p. 3891, 3892); TABLEAUX ANNEXES : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir deux Députés en Oubangui-Chari* (p. 3901); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3905). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur la réforme électorale en seconde lecture*) [28 avril 1951] (p. 4151, 4152). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Situation des territoires d'outre-mer)* [11 mai 1951] (p. 5084, 5085, 5086). = S'excuse de son absence [13 novembre 1947] (p. 4992); [26 janvier 1948] (p. 193). = Obtient des congés [13 novembre 1947] (p. 4992); [26 janvier 1948] (p. 193).

**SMAIL (M. Amar)**, *Député d'Alger* (2<sup>e</sup> collège).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [31 mai 1947] (p. 141). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du ravitaillement [26 janvier

1948] (p. 195); de la Commission de l'intérieur [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [8 mars 1949] (p. 1329), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôt :

Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne, n<sup>o</sup> 2858.

### Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu : sur les opérations électorales du département d'Alger (2<sup>e</sup> collège) [31 janvier 1947] (p. 120); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2757). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4450, 4451); Art. 2 : *Droits civils des ressortissants français d'Algérie* [23 août 1947] (p. 4602). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : *Son amendement tendant à modifier les 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> circonscriptions de l'Algérois* [12 février 1948] (p. 679); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Article unique : *Amendement de M. Viollette relatif au territoire de Ghardaïa* [26 février 1948] (p. 1140); — de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Contre l'urgence* [20 mai 1948] (p. 2781); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (cas de M. Naegelen Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7075).

**SOLINHAC (M. Jean)**, *Député de l'Aveyron*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); [26 janvier 1948] (p. 194);

[18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [2 juillet 1949] (p. 4092); [19 janvier 1950] (p. 361); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3355); Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] p. 1678).

### Dépôts :

Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2340 du 13 octobre 1945 portant établissement d'une liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et de divers services publics et l'article 15 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime d'assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, n° 1219. — Le 4 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur : I. Les propositions de loi : de M. Serre tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre; 2° de M. René Pleva et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées, en 1944, sur le territoire métropolitain; 3° de MM. André Denis et Serre tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des Domaines et des surplus américains aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par faits de guerre ou saisies par l'autorité occupante sous condition de restitution de l'indemnité reçue; II. Les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés; 2° de MM. Edgar Faure et Morice tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles; 3° de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupa-

tion lors des ventes organisées par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, n° 1914. — Le 15 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs victimes de la grêle dans le département de l'Aveyron, n° 2016. — Le 6 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 concernant les indemnités dues aux propriétaires de biens frappés d'expropriation publique, n° 6357. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant application de l'acte dit « loi n° 1073 du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux établissements français de l'Océanie, n° 9621. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers, n° 9622. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers, n° 11203. — Le 21 décembre 1950, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de résolution : 1° de M. Lisette (n° 11083) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au territoire du Tchad en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par les trombes d'eau qui se sont abattues sur le territoire du Tchad en juillet, août et septembre 1950; 2° de M. Malbrant (n° 11202) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des trois derniers mois et pour

concourir à la réparation des dégâts subis, **n° 11723**. — Le 16 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de l'Aveyron en raison des dommages subis par suite d'orages de grêle les 29 et 30 avril et les 6, 7, et 8 mai 1951, **n° 13258**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2582); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2766, 2767); *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2876, 2877, 2878, 2879, 2880); Art. 2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national* (p. 2883); *Son amendement tendant à rembourser les élixirs* (p. 2885); Art. 4 : *Son amendement tendant à ajouter le mot « conforme » au deuxième alinéa* (p. 2887); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son amendement relatif à la répartition de la taxe locale entre diverses communes intéressées* [23 juillet 1949] (p. 5123); *le retire* [24 juillet 1949] (p. 5142); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 35 : *Son amendement relatif aux conditions de discipline, d'hygiène et de sécurité du travail* [20 décembre 1950] (p. 9341); Art. 38 : *Son amendement relatif au congédiement sans motif* (p. 9344); Art. 42 : *Son amendement tendant à définir les licenciements abusifs* (p. 9347, 9348); Art. 98 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la mention pour solde de tout compte* [17 mars 1951] (p. 2107); *le retire* (p. 2107); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 18 : *Son amendement relatif au dépôt dans les mairies des affiches électorales* [28 avril 1951] (p. 4204). = S'excuse de son absence [31 janvier 1947] (p. 111); [17 mai 1949] (p. 2536); [25 mai 1949] (p. 2875); [13 octobre 1949] (p. 5764); [2 mai 1950] (p. 3105); [12 décembre 1950] (p. 8922); [3 janvier 1951] (p. 62); [3 février 1951] (p. 726); [22 mai 1951] (p. 5656). — Obtient des congés [31 janvier 1947] (p. 111); [17 mai

1949] (p. 2536); [25 mai 1949] (p. 2875); [13 octobre 1949] (p. 5764); [2 mai 1950] (p. 3105); [12 décembre 1950] (p. 8922); [3 janvier 1951] (p. 62); [3 février 1951] (p. 726); [22 mai 1951] (p. 5656).

### SOURBET (M. Jean), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103). Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 3 juin 1949] (p. 5457), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716); [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944; modifiée) [30 novembre 1948] (p. 7302).

### Dépôts :

Le 31 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 11 juin 1941 relatif à l'échange blé-pain, **n° 7311**. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liguard et Sourbet tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, **n° 7585**. — Le 2 février 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liguard et Sourbet tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, **n° 9130**. — Le 28 avril 1950, une

proposition de loi tendant à compléter l'article 7 de la loi n° 50-340 du 18 mars 1950 concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, n° 9803. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de la Réole (Gironde), n° 10157. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2436 du 18 octobre 1945 relative à la fixation des prix des tabacs indigènes, n° 12430.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur une proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin [7 février 1947] (p. 223); — sur un projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Equipement en tracteurs)* [6 mars 1947] (p. 692); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 54 : *Son article additionnel tendant à remplacer la taxe ad valorem par un droit spécifique sur les vins* [30 mai 1947] (p. 1839); *Son article additionnel tendant à ramener le taux de la taxe à la production de 25 à 10 0/0* (ibid.); Dépenses civiles, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 319 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques* [12 juin 1947] (p. 2055). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 *quinquiès* : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3774, 3777); Art. 2 *quater* nouveau : *Élévation du droit de circulation sur les vins d'appellation contrôlée* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3853, 3854). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1926); de cette proposition de loi en deuxième lecture : *Discussion générale* [8 juin 1947] (p. 2816); Art. 4 : *Rôle des Comités départementaux des céréales* (p. 2818). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et

financière du Gouvernement [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2588, 2589). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour l'exercice 1947 : *Discussion générale (Subventions au charbon et à l'acier)* [2 septembre 1947] (p. 4849). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement, sa politique générale économique et agricole [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5165, 5166, 5167). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [3 décembre 1947] (p. 5484, 5485); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 4 : *Amendement de M. Laurens tendant à permettre aux souscripteurs de payer en bons du Trésor* [22 décembre 1947] (p. 6173); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les victimes de calamités agricoles en 1947* [3 janvier 1948] (p. 26); Art. 4 : *Amendement de M. Bardoux tendant à consentir un abattement à la base aux anciens combattants et pensionnés de guerre* (p. 34); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération d'amendements au deuxième paragraphe de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 80, 81); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire en 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 16 : *Amendement de M. Grésa tendant à reprendre le texte primitif concernant les droits sur les produits pétroliers* [5 janvier 1948] (p. 85). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 13 janvier : *Extinction des lumières dans la salle des séances* [14 janvier 1948] (p. 148, 149). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à excepter les produits dont le prix de vente était inférieur au prix de revient* [18 février 1948] (p. 861, 862); Art. 1<sup>er</sup> *bis* : *Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires* [19 février 1948] (p. 878, 879); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture tendant à faire signer par le Ministre de l'Agriculture les arrêtés relatifs aux produits agricoles* [24 février 1948] (p. 1018,

1019); *le retire* (p. 1019); — du projet de loi créant un impôt sur les bénéfiques agricoles : *Ses explications de vote sur l'article unique* [27 février 1948] (p. 1174); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendées par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Limitation du prélèvement à 60 0/0 des bénéfiques pour les agriculteurs* [11 mars 1948] (p. 1673, 1674); — d'une proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du Conseil* [14 mai 1948] (p. 2634); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2637, 2638); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles : *Sa demande de renvoi à la Commission* [25 mai 1948] (p. 2930, 2931); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Fabrication d'alternateurs)* [22 juin 1948] (p. 3815); — de la proposition de loi de M. Rochet, amendée par le Conseil de la République, portant stabilisation du prix des baux à ferme : *Demande de retrait de l'ordre du jour* [2 juillet 1948] (p. 4282); *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4394, 4395); Article unique : *Ses explications de vote* (p. 4408); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5532); Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5645); — de la proposition de résolution tendant à étendre aux travailleurs agricoles la prime de 2.500 francs : *Son amendement tendant à compléter l'article unique en prévoyant des commissions paritaires pour la répartition de la prime* [16 septembre 1948] (p. 6571, 6573, 6574); *le retire* (p. 6575); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Dejos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7648); *Son amendement tendant à faire valider par le Ministre de l'Agriculture les décisions des Commissions consultatives* [17 décembre 1948] (p. 7678); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7682); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* [27 décembre 1948] (p. 8020); — d'une propo-

sition de loi relative aux impôts sur les bénéfiques agricoles; Article unique : *Question préalable posée par M. Rochet* [8 mars 1949] (p. 1330); *Amendement de MM. Dusseaulx et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1336); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 167 : *Amendement de M. Garcia tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements de la direction générale des Eaux et Forêts* [12 avril 1949] (p. 2338); Chap. 174 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 20 millions la contribution de l'Etat aux dépenses des Conseils agricoles départementaux* (p. 2346, 2347); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Ses explications de vote sur l'article créant un double secteur de l'essence* [25 mai 1949] (p. 2905, 2906); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4867, 4868); *Proposition de M. David de suspendre le débat* [21 juillet 1949] (p. 4967). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Jonction de sa proposition de loi sur l'échange blé-pain aux propositions de loi analogues* [26 juillet 1949] (p. 5295). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5932, 5933); — à la discussion du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Discussion générale* [8 novembre 1949] (p. 6007). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution relative au prix du tabac*) [3 janvier 1950] (p. 55). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 231); [19 janvier 1950] (p. 370); [20 janvier 1950] (p. 392, 394); *Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement* (p. 401); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des produits agricoles : blé, tabac et betterave, la vente des tabacs étrangers en France, les difficultés du marché du vin, la reprise de l'alcool vinique par l'Etat)* [17 février 1950] (p. 1227, 1228, 1229, 1230); — d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de



Bordeaux, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2673); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Reyraud tendant à supprimer l'article relatif à l'augmentation des recettes du Conseil interprofessionnel* (p. 2673, 2674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à limiter les cotisations à 8 francs par hectolitre* (p. 2674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à ne pas rendre obligatoires les cotisations* (p. 2674); Art. 3 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à ce que les fonds disponibles soient déposés à la Caisse de crédit agricole et non au Trésor* (p. 2675); Art. 5 : *Amendement de M. Rochet tendant à n'exclure que les plus petites parcelles du bénéfice du statut* [26 janvier 1951] (p. 430); Art. 7 : *Amendement de M. Fabre tendant à ne pas partager le cheptel également par tiers* [6 avril 1951] (p. 2817); *Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le jeu* (p. 2837); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2840); Art. 11 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder le droit de reprise sur des terrains d'entreprises commerciales ou industrielles* (p. 2861); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Levée de la séance)* [4 janvier 1951] (p. 148, 149); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à accorder 60 0/0 de la taxe locale aux communes, 15 0/0 aux départements et à prévoir un régime spécial dans la Seine* [5 janvier 1951] (p. 220); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3290 : *Service de la protection des végétaux* [25 mai 1950] (p. 3922, 3923, 3924); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7617, 7618, 7619, 7620); *Contre-projet de M. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8416). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du tabac [26 janvier 1951] (p. 440); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 février 1951] (p. 1357, 1358); la développe (p. 1366, 1367, 1368, 1390). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur les prix agri-*

*coles* [9 mars 1951] (p. 1799, 1800). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur le prix du tabac*) [13 mars 1951] (p. 1834, 1835). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du tabac à la production [14 mars 1951] (p. 1014); la retire [16 mars 1951] (p. 2087). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la crise viticole et la subvention au maïs importé* [9 avril 1951] (p. 2970); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 11 : *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer l'article énumérant les catégories d'exploitants dispensés de cotisations* [16 mai 1951] (p. 5273, 5274); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 mai 1951] (p. 5317). = S'excuse de son absence [27 février 1947] (p. 784); [11 mars 1947] (p. 795); [16 mai 1947] (p. 1613). — Obtient des congés [27 février 1947] (p. 484); [16 mai 1947] (p. 1613).

#### SPORTISSE (Mme Alice), Député d'Oran (1<sup>er</sup> Collège).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommée membre : de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 février 1951] (p. 348).

#### Dépôts :

Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, exception faite des articles 42 et 52; et à l'abrogation du décret du 31 janvier 1929 fixant les taux et règles d'allocation des pensions des militaires indigènes de l'Afrique du Nord et à leurs ayants cause, n° 1688. — Le 20 juin 1947,

une proposition de loi tendant à accorder, à grades et charges égales, aux officiers, sous-officiers, caporaux et soldats algériens d'origine musulmane, ayant ou non abandonné leur statut d'origine personnel, l'égalité des soldes et indemnités avec celles de leurs camarades algériens d'origine européenne, n° 1765. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi portant fixation des circonscriptions électorales pour la désignation des membres de l'Assemblée algérienne et tendant à modifier, en ce qui concerne les conditions de cette élection, la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947, portant statut de l'Algérie, n° 3156. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur : I. sur les propositions de loi : 1° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues relative à la sécurité sociale en Algérie; 2° de M. Augarde et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de la sécurité sociale en Algérie; 3° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues relative à la sécurité sociale en Algérie; II. la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à introduire la sécurité sociale en Algérie, n° 3790. — Le 2 mars 1949, une proposition de loi tendant à la suppression du régime spécial des territoires du Sud en Algérie, n° 6634. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Mokhtari et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le personnel enseignant du premier degré d'Algérie dans ses droits acquis; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à respecter les droits acquis des instituteurs d'Algérie en ce qui concerne la retenue pour la retraite sur leur traitement supplémentaire de 25 0/0, n° 7607. — Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer un premier secours de 300 millions aux victimes du raz de marée qui, les 12 et 13 décembre 1949, a ravagé les côtes d'Oranie, n° 8761. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires originaires d'Afrique du Nord, de Corse, des départements et des territoires d'outre-mer exerçant en France, le bénéfice du transport maritime gratuit à l'occasion de leur congé régulier, n° 9510. — Le 28 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne instituant un

régime particulier de retraites et de prévoyance du personnel des mines d'Algérie, n° 9644.

### Interventions :

Est entendue au cours du débat sur la validation de M. Pantaloni, Député de Constantine [30 janvier 1947] (p. 98). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; INTÉRIEUR, Chap. 311 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement des compagnies républicaines de sécurité* [26 juin 1947] (p. 2525); *le retire* (ibid); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; Chap. 305 : *Construction et entretien de cimetières en Italie* [21 juillet 1947] (p. 3323, 3324). — Est entendue dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4196, 4197); *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4422, 4423, 4424, 4425, 4426, 4427, 4428); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Djemad Cherif tendant à inclure l'Algérie dans l'Union française* [22 août 1947] (p. 4569, 4570, 4571); Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder le droit de vote aux femmes musulmanes* [23 août 1947] (p. 4602); Art. 3 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à faire nommer par le Gouvernement de la République un représentant en Algérie* (p. 4604); Art. 4 : *Amendement de M. Bouret tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les affaires propres à l'Algérie* (p. 4607); Art. 11 : *Amendement de M. le général Aumeran tendant à insérer un article nouveau prévoyant la discussion des questions en sections séparées* [26 août 1947] (p. 4641); Art. 28 : *Amendements de MM. Fayet et Rabier concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne* (p. 4660); Art. 31 bis : *Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée algérienne les délégués algériens au Parlement de l'Union française* (p. 4663); Art. 32 : *Son amendement relatif au rôle du Conseil de Gouvernement dans la convocation des Commissions* (p. 4663); Art. 35 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4664); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* (p. 4665); Art. 39 : *Son*

amendement concernant l'organisation future des territoires du Sud (p. 4670) ; Art. 44 : Son amendement tendant à rendre nécessaire l'avis du Conseil de Gouvernement pour prendre un décret portant règlement d'administration publique (p. 4675) ; Articles additionnels : Son sous-amendement tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes (p. 4684) ; Art. 6 réservé : Son amendement tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 7 mars 1944 et à les appliquer aux femmes musulmanes (p. 4698) ; Art. 11 réservé : Amendement de M. Bouret tendant à inclure un article nouveau nécessitant la majorité des deux tiers quand la majorité absolue n'est pas constatée dans chaque collège [27 août 1947] (p. 4726, 4727). -- Prend part à la discussion : du projet de loi sur la défense de la République ; Art. 4 : Application de la loi à l'Algérie [29 décembre 1947] (p. 5300) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947 ; Etat 1, INTÉRIEUR : Discussion générale [27 décembre 1947] (p. 6326, 6327, 6328) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse aux non-salariés : Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi [28 décembre 1947] (p. 6415) ; — du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie : Article unique : Son contre-projet concernant le découpage des circonscriptions et le nombre de sièges attribués [12 février 1948] (p. 657, 658, 659, 660) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet (p. 680) ; — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : Accords économiques de l'Ouest européen [4 mars 1948] (p. 1336, 1337, 1338, 1339, 1340). — Dépose une demande d'interpellation : sur la dissolution de la municipalité d'Oran par le Ministre de l'Intérieur [20 mars 1948] (p. 2063) ; — sur l'accident des mines de Kenadsa [13 mai 1948] (p. 2603). -- Est entendue : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [8 juin 1948] (p. 3278) ; — au cours du débat sur la demande d'investiture de M. André Marie Président du Conseil désigné : Ses explications de vote sur la motion d'investiture déposée par M. Queuille [24 juillet 1948] (p. 4892, 4893) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents (Débat sur la Sécurité sociale en Algérie) [3 août 1948] (p. 5208). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ;

Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : Ses observations sur les pensions aux veuves et orphelins de guerre [5 août 1948] (p. 5401, 5402) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 41 : Question préalable posée par M. Viard [13 août 1948] (p. 5785) ; Art. 41 bis : Son amendement tendant à prévoir en Algérie des délégués élus par le suffrage universel à la représentation proportionnelle [18 août 1948] (p. 5915, 5916) ; Art. 41 ter : Son amendement analogue pour le 2<sup>e</sup> collège (p. 5918) ; Art. 46 : Son amendement relatif au déroulement des opérations électorales (p. 5918) ; le retire (ibid) ; — de la proposition de loi tendant à abroger le décret du 30 mars 1935 dit « Régnier » : Discussion générale [21 septembre 1948] (p. 6813) ; — du projet de loi portant modification du statut de la Ranque d'Algérie : Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 7450, 7451) ; Art. 2 : Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration (p. 7453) ; Son amendement tendant à augmenter le nombre des membres du conseil d'administration (p. 7453) ; Son amendement tendant à interdire les fonctions d'administrateur de la banque aux personnes ayant des fonctions dans des banques privées (p. 7454). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique suivie en Algérie par le Gouvernement et l'Administration des services du Gouvernement général [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 280). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (Débat sur l'application de la Sécurité sociale en Algérie) [22 février 1949] (p. 819). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Garaudy : Discussion générale [4 mars 1949] (p. 1273). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Mascara provoqués par les soldats de la Légion étrangère [20 mai 1949] (p. 2753). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du pacte atlantique : Discussion générale [26 juillet 1949] (p. 5282, 5283, 5284, 5285, 5286). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude odieuse du préfet d'Oran et les incidents survenus au port d'Oran le 25 février 1950 [28 février 1950] (p. 1524) ; et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [21 mars 1950] (p. 2221, 2222). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la

France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2061, 2062, 2063) ; — des conclusions d'un rapport sur la commission d'enquête sur le vin : *Discussion générale* [29 mars 1950] (p. 2608, 2609, 2610) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, MARINE, Chap. 481 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Chantier naval d'Oran)* [11 mai 1950] (p. 3596) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 3600 : *Enseignement dans la France d'outre-mer (éducation des Nord-africains)* [18 juillet 1950] (p. 5529) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5963, 5964, 5965) ; — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (politique de M. Nuegelen Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7070, 7071, 7072) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 2 : *Amendement de M. Quilici tendant à amnistier les condamnés algériens à la dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7641, 7642) ; *Amendement de M. Bentaïeh tendant à amnistier les Algériens et Alsaciens-Lorrains condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale* (p. 7645, 7646) ; Art. 3 : *Amendement de M. Bentaïeh tendant à amnistier les Nord-africains venus en France avec un contrat de travail ou appelés*

*par l'armée* [16 novembre 1950] (p. 7771) ; Art. 10 : *Amendement de M. Bentaïeh tendant à amnistier les soldats et travailleurs nord-africains amenés dans la métropole* [17 novembre 1950] (p. 7891, 7892) ; — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8288, 8289) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Dominjon tendant à faire fixer par le Gouvernement général, les communes où le maintien dans les lieux ne sera plus appliqué* (p. 8289) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à assurer le relogement des locataires évincés pour des travaux* (p. 8295) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à faire reloger par le propriétaire les locataires évincés pour des travaux* (p. 8295) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article permettant la reprise si elle est prévue dans le bail* (p. 8301) ; Art. 26 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir des majorations semestrielles égales à un huitième du loyer actuel* [30 novembre 1950] (p. 8329) ; Art. 64 : *Amendement de M. Rabier tendant à prévoir la mise en application en Algérie de l'allocation logement avant 1951* (p. 8339) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9715, 9716) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Art. 63 : *Son amendement relatif à l'octroi de la mise en disponibilité* [16 avril 1951] (p. 3340) ; Art. 66 : *Son amendement relatif au cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles* (p. 3341) ; Art. 69 : *Son amendement tendant à accorder la mise en disponibilité aux mères d'un enfant infirme* (p. 3341).

## T

**TAILLADE (M. Clément), Député du Tarn.**

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [11 mars 1947] (p. 796); de la Commission des Finances [3 décembre 1947] (p. 5451); [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la défense nationale [15 novembre 1949] (p. 6099); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice. (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); [23 novembre 1948] (p. 7150), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950] (p. 3674). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

**Dépôts :**

Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des

dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), radiodiffusion française, **n° 4046**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7654**. — Le 26 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 8032**. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 mai 1946 concernant le sursis à l'expulsion des locataires de nationalité française prononcée au profit de sujets étrangers, **n° 9182**. — Le 23 février 1950, une proposition de loi portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, **n° 9323**.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 10<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département des Deux-Sèvres [28 novembre 1946] (p. 33). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); **ECONOMIE NATIONALE : Discussion générale** [3 juillet 1947] (p. 2657, 2658). — Intervient dans la discus-

sion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1947 (Budget général); Article additionnel: *Amendement de M. Mauroux tendant à modifier les droits sur les alcools* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3871). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Art. 20: *Amendement de M. Blanchet tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale de crédit agricole* [25 février 1948] (p. 1115); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, **RADIODIFFUSION FRANÇAISE**, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4136, 4137); Chap. 100: *Réorganisation de la radio* (p. 4145); *Amendement de M. Rivet tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 4146); Chap. 104: *Emissions artistiques* (p. 4147); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur; Article unique: *Son amendement tendant à préciser: « Du fait de l'exercice de la liberté du travail »* [9 décembre 1948] (p. 7461); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949; Art. 37 bis: *Son amendement tendant à reporter au 31 janvier 1949 la majoration de 10 0/0 sur les contributions non acquittées en temps voulu* [31 décembre 1948] (p. 8263, 8264); Art. 42: *Augmentation de la taxe radiophonique* (p. 8272, 8273, 8275, 8276); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Art. 3: *Amendement de M. Blocquaux tendant à inclure les résultats des comptes spéciaux du Trésor* [10 février 1949] (p. 468, 469). — Dépose une demande d'interpellation sur la radiodiffusion française [22 mars 1949] (p. 1726). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1949] (p. 4771); Art. 2: *Amendement de M. Desson tendant à augmenter la taxe radiophonique* (p. 4806); *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'article* (ibid.); Art. 4: *Amendement de M. Pierrard relatif au remboursement des services rendus par la radiodiffusion française aux divers Ministères* [21 juillet 1949] (p. 4924); *Amen-*

*dement de M. Genest tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs et les économiquement faibles* (p. 4925); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 101: *Amendement de M. Marcel Noël tendant à augmenter de 1 million l'abattement sur les émoluments du personnel contractuel* (p. 4937); Chap. 103: *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux services techniques* (p. 4937); Chap. 108: *Amendement de M. Desson tendant à ouvrir un crédit de 49.350.000 francs pour les émissions artistiques* (p. 4939); *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques* (p. 4939, 4940); Chap. 115: *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la radiodiffusion de Tunisie* (p. 4941). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Budget de la Radiodiffusion française* [21 juillet 1949] (p. 4914). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative à l'unification à un mois des délais d'enregistrement et à l'application de cette mesure [25 novembre 1949] (p. 6296). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 45: *Sous-amendement de M. Abelin tendant à prévoir le reclassement des 2.000 agents du contrôle économique mis au service de la lutte contre la fraude fiscale* [27 décembre 1949] (p. 7425); Art. 27: *Sous-amendement de M. Paumier tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 3.000 francs* [30 décembre 1949] (p. 7620). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage: *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7620, 7621); *Contre-projet de M. Hugues* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8422); Art. 1<sup>er</sup>: *Sous-amendement de M. Roques tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* [15 décembre 1950] (p. 9137, 9138); Art. 5: *Son amendement relatif à la durée du bail* [31 janvier 1951] (p. 592); Art. 8: *Son amendement tendant à permettre la reprise à un propriétaire non agriculteur* [6 avril 1951] (p. 2847); *Amendement de M. E. Hugues tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la définition de la direction des travaux agricoles* (p. 2851); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan

d'économies ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à abroger l'article du budget des Travaux publics bloquant la moitié de la subvention à la S. N. C. F.* [8 mai 1951] (p. 4805, 4806) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 mai 1951] (p. 5586) ; *RADIODIFFUSION FRANÇAISE*, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 mai 1951] (p. 5594) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, amendé par le Conseil de la République : Art. 17 : *Son amendement tendant à laisser au Ministère de l'Agriculture une grande latitude pour l'emploi des crédits* [21 mai 1951] (p. 5593). = S'excuse de son absence [22 mai 1951] (p. 5752).

### TEITGEN (M. Henri), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 194) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 299) ; [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; — Est nommé : membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452) ; Président de la Commission des immunités parlementaires [*J. O.* du 11 mars 1949] (p. 2531) ; [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718) ; [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883) ; et membre la même Commission [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommé juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (instituée par l'art. 58 de la Constitution) [8 mars 1949] (p. 1328).

### Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins pêcheurs

ostréiculteurs et artisans des professions annexes, privés de leurs moyens de travail à la suite de la tempête qui a sévi sur le bassin d'Arcachon, n° 198. — Le 12 avril 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 18 *bis* du Règlement, n° 7067. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre des démarches immédiates en vue de proposer que la rencontre du Président Truman et du Maréchal Staline puisse avoir lieu à Paris, n° 7268. — Le 5 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les propositions de résolution de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à préciser l'interprétation définitive que l'Assemblée Nationale donne à l'étendue des autorisations de poursuites consenties pour certains de ses membres, n° 7754. — Le 13 janvier 1950, une proposition de loi tendant à régler les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal, n° 8967. — Le 28 janvier 1950, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 9085. — Le 3 mars 1950, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu à Washington le 27 janvier 1950 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, n° 9440. — Le 21 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, un solennel hommage à la mémoire de Henri Bergson, n° 11726.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire [10 décembre 1946] (p. 69) ; — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 80 : *Soutient l'amendement de M. Gaborit tendant à soumettre les ostréiculteurs au régime fiscal des artisans* [7 février 1947] (p. 264) ; — sur les interpellations relatives aux

événements de Madagascar : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour déposé par M. Duclos comportant l'institution d'une Commission d'enquête* [9 mai 1947] (p. 1565); — sur la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1986, 1987, 1988). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2117). — Intervient dans la discussion : des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3600, 3601); — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Pénétration soviétique en Allemagne* [28 octobre 1947] (p. 4921). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée* [21 novembre 1947] (p. 5103). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Discussion générale : (Administration française en Allemagne)* [27 novembre 1947] (p. 5187, 5188); — d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement; Article unique : *Ses explications de vote sur le deuxième amendement de M. Demusois permettant aux députés demandant un scrutin public à la tribune d'avoir pour cosignataires des députés appartenant à d'autres groupes* [29 novembre 1947] (p. 5266); — d'un projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1947] (p. 5314); *Son rappel au règlement* [3 décembre 1947] (p. 5478). — Est entendu pour un fait personnel : *Son rappel au règlement (Attitude de M. Thorez à la tête du parti communiste)* [5 décembre 1947] (p. 5525, 5526). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Art. 1<sup>er</sup>, Etat 1 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à incorporer dans cet état les chapitres concernant le Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes* [26 décembre 1947] (p. 6261, 6262, 6263). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Proposition de M. Jacques Duclos de surseoir à l'élection du reste du Bureau* [14 janvier 1948] (p. 155, 156). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : **AFFAIRES ÉTRANGÈRES,**

Etat A, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres françaises à l'étranger* [30 juillet 1948] (p. 5134), *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5583, 5584); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale (Ses observations sur la permanence du danger allemand, la dénazification, les conséquences du plan Marshall pour l'Europe et l'Allemagne, l'attitude des communistes, la nationalisation des mines de la Ruhr au profit de l'État allemand)* [2 décembre 1948] (p. 7328 et suivantes). — Prête serment en qualité de juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Est entendu sur l'inscription à l'ordre du jour de la loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale [5 juillet 1949] (p. 4215). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [5 juillet 1949] (p. 4226); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Gaillard tendant à supprimer l'immunité parlementaire pendant les intersessions* [8 juillet 1949] (p. 4435); Art. 2 : *Amendement de M. Minjot tendant à substituer « l'Assemblée » à la « Chambre »* (p. 4436); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4438, 4439). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations sur le résultat du vote sur la motion préjudicielle de M. P. H. Teitgen au sujet de l'étendue des autorisations de poursuites* [7 juillet 1949] (p. 4257). — Prend à la discussion du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4483, 4484, 4485). — Est entendu sur un incident : *Bagarres dans les couloirs* [26 juillet 1949] (p. 5292). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée d'immunité parlementaire amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5541); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République limitant la levée aux seuls faits visés* [30 juillet 1949] (p. 5553, 5554); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 5555); Article additionnel : *Son amendement tendant à*



repandre le texte du Conseil de la République (ibid) — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie des forêts des Landes [13 octobre 1949] (p. 5765, 5766). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur des demandes en autorisation de poursuites (M. de Récy) : *Discussion générale* [3 novembre 1949] (p. 5955); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur la situation en 1920 et celle de nos jours, l'Union européenne, la position de l'Europe occidentale devant l'Europe soviétique et les obstacles apportés par la Grande-Bretagne à la formation de l'Europe occidentale)* [25 novembre 1949] (p. 6327, 6328, 6329, 6330); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Vote par scrutin)* [26 décembre 1949] (p. 7274). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Tenue d'une session extraordinaire* [31 décembre 1949] (p. 7670); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Pression faite par des intérêts particuliers sur des parlementaires* [3 janvier 1950] (p. 26). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 366, 367, 368, 369); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 janvier 1950] (p. 586, 587, 588, 589, 590); *Motion préjudicielle de M. Defferre tendant à affirmer l'indépendance du Viet-Nam quel que soit son Gouvernement* (p. 606); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* [28 janvier 1950] (p. 684, 687); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2013, 2014, 2015, 2016). — Est entendu sur le conflit de compétence entre deux commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2128, 2129). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin : *Sa motion flétrissant l'attitude de M. Gros qui a gardé par devers lui une lettre adressée à la Commission d'enquête* [29 mars 1950] (p. 2619, 2620); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et

M. Signor) : *Ordre du jour de M. de Moro-Giafferri constatant la régularité de l'action gouvernementale* [27 avril 1950] (p. 2999, 3000, 3005). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Urgence d'une proposition de loi concernant l'immunité parlementaire de Mme Lambert et M. Signor* [9 mai 1950] (p. 3377, 3378). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7077); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe : *Question préalable posée par M. Billoux* [14 novembre 1950] (p. 7720, 7721). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8616, 8617). — S'excuse de son absence [8 juillet 1947] (p. 2815). — Obtient un congé [8 juillet 1947] (p. 2815).

**TEITGEN (M. Pierre-Henri)**, Député de l'Ille-et-Vilaine.

*Vice-Président du Conseil*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

*Ministre des Forces armées*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 octobre 1947 au 24 novembre 1947.

*Ministre des Forces armées*

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

*Vice-Président du Conseil*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Ministre d'Etat, chargé de l'Information*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Com-

mission de la défense nationale [30 novembre 1948] (p. 7302); [18 janvier 1949] (p. 34); [2 novembre 1950] (p. 7375); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [24 octobre 1950] (p. 7102); [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 3 juin 1947, un projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 1535. — Le 30 juin 1947, un projet de loi modifiant l'article 141 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 1873. — Le 14 novembre 1947, un projet de loi sur l'organisation militaire, n° 2649. — Le 5 décembre 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général Leclerc, n° 2773. — Le 5 décembre 1947, un projet de loi portant que le général d'armée Leclerc de Hauteclocque qui a bien mérité de la Patrie sera inhumé à l'Hôtel national des Invalides, n° 2774. — Le 18 décembre 1947, un projet de loi sur l'organisation des forces armées, n° 2922. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi fixant les cadres et effectifs militaires, n° 3164. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi modifiant les limites d'âge fixées par l'ordonnance n° 45-1847 du 18 août 1945 en ce qui concerne les médecins détachés définitivement à l'armée de l'air, n° 3173. — Le 28 janvier 1948, un projet de loi tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, n° 3174. — Le 18 février 1948, un projet de loi portant déclassement d'une partie des fortifications de la place d'Orléansville (Algérie), n° 3445. — Le 18 février 1948, un projet de loi portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre, n° 3446. — Le 24 février 1948, un projet de loi portant déclassement partiel de la place de Tlemcen, n° 3514. — Le 24 février 1948, un projet de loi relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1948 et à la dispense de service actif en faveur des jeunes gens des classes 1946 et 1947 en résidence à l'étranger, n° 3516. — Le 16 mars 1948, un projet de loi relatif à l'admission dans le cadre actif d'officiers de réserve de l'armée de mer dans les conditions de l'ordonnance du 13 décembre 1944, n° 3795. — Le 30 avril

1948, un projet de loi abrogeant l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1943 et modifiant celle du 19 mai 1943 relatives à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie, n° 4093. — Le 13 mai 1948, un projet de loi portant extension aux condamnations prononcées par les cours de justice, des dispositions des Codes de justice militaire relatives à la suspension de l'exécution du jugement, n° 4150. — Le 13 mai 1948, un projet de loi portant déclassement de deux parcelles de terrain dépendant de la place de l'Ecluse, n° 4158. — Le 13 mai 1948, un projet de loi relatif au recrutement des forces armées, n° 4161. — Le 13 mai 1948, une lettre rectificative au projet de loi n° 2922 sur l'organisation des forces armées, n° 4163. — Le 19 mai 1948, un projet de loi relatif à la durée du service actif dans les forces armées, n° 4243. — Le 23 juin 1948, un projet de loi tendant à fixer les contingents de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement, des armées de terre, de mer, de l'air et du personnel militaire des services de la France d'outre-mer, n° 4683. — Le 25 juin 1948, un projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale, n° 4716. — Le 30 juin 1948, un projet de loi portant déclassement d'un terrain militaire dépendant de l'ouvrage de la Miotte, n° 4785. — Le 9 juillet 1948, un projet de loi portant validation et modification de l'acte dit loi n° 531 du 4 octobre 1943 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, n° 4933. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sanctionner les gaspillages signalés par le dernier rapport de la Cour des Comptes, n° 5973. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation, et à la protection des secrets de la défense nationale, n° 7387. — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation, et à la protection des secrets de la défense nationale, n° 8025. — Le

23 février 1950, un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 23 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 9291. — Le 1<sup>er</sup> avril 1950, un projet de loi relatif à certaines intégrations complémentaires dans le corps des administrateurs civils, n° 9704. — Le 8 juin 1950, un projet de loi portant institution d'un conseil supérieur de la presse et d'un conseil supérieur des journalistes, n° 10222. — Le 12 juin 1950, un projet de loi portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 10257. — Le 15 juin 1950, un projet de loi relatif à l'aménagement de la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat, n° 10308. — Le 24 juin 1950, un projet de loi portant modification de l'article 19 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires, n° 10464. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département d'Ille-et-Vilaine en raison des dommages subis par suite d'orages et de grêle par divers cantons du département, n° 10578.

### Interventions :

Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement (*Exécution de 7 musulmans à Constantine* [17 décembre 1946] (p. 115). — Est nommé *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin tendant à prévoir une prorogation à terme du compte spécial du ravitaillement général* [25 février 1947] (p. 451) ; Art. 5 : *Entreprises réquisitionnées* (p. 455) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947) ; Art. 20 bis (nouveau) : *Age limite d'accession aux emplois publics* [29 mai 1947] (p. 1787) ; Art. 22 : *Sanctions disciplinaires au titre de l'épuration administrative* (p. 1788) ; Art. 27 bis (nouveau) : *Amendement de M. Joseph Denais tendant à reculer à l'âge de 28 ans l'embauchage dans les services publics* (p. 1790) ; Art. 27 ter (nouveau) : *Prorogation*

*accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* (p. 1791, 1792) ; Art. 63 à 68 : *Demande le rétablissement de ces articles relatifs aux commissions de taxation d'office* (p. 1795) ; Art. 87 : *Excédent des ressources de la Caisse autonome d'amortissement* (p. 1797) ; Art. 104 : *Avances à l'industrie cinématographique* (p. 1798) ; Art. 110 : *Demande le rétablissement de l'article relatif à la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* (p. 1799) ; Art. 124 bis (nouveau) : *Amendement de M. Marcel Hamon tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1947 les indemnités des maîtres stagiaires aux élèves-maîtres et maîtresses des écoles normales* (p. 1801) ; Art. 126 : *Amendement de M. Gaston Julian tendant à dégrever des sommes dues à la C. A. R. C. O. les entreprises dont le chiffre d'affaires n'a pas dépassé 4 millions* (p. 1802, 1803) ; Art. 129 : *Préparation prémilitaire* (p. 1805, 1806) ; *Amendements de M. Farine et de M. René Pleven* (p. 1806) ; Art. 130 quinquies : *Demande la disjonction du deuxième alinéa établissant la responsabilité personnelle des fonctionnaires du relèvement pour leurs fautes de service* (p. 1807) ; Art. 130 sexies : *Demande la disjonction du deuxième alinéa tendant à rattacher à la Présidence du Conseil les services qui dépendaient jusqu'à présent du Ministère de l'Economie nationale* (p. 1808) ; Art. 130 septies : *Baux à loyer souscrits par les administrations publiques à caractère industriel ou commercial* (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du rapport de M. Deixonne sur l'attribution d'une indemnité d'attente au personnel scientifique des bibliothèques, musées et laboratoires* [29 mai 1947] (p. 1810) ; *Discussion des lois électorales* [3 juin 1947] (p. 1889). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève : *Urgence du débat* [18 juin 1947] (p. 2181) ; — du projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2188) ; Art. 1<sup>er</sup>, 9<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier la diffamation par la presse* (p. 2196) ; Art. 1<sup>er</sup>, 45<sup>e</sup> alinéa : *Amendement de M. Bentaïeb tendant à supprimer le quarante-cinquième alinéa et à faire bénéficier de l'amnistie certains délits commis entre le 16 janvier 1947 et le 16 juin 1947 en Algérie* (p. 2197) ; *Ses observations sur l'ensemble de l'article premier* (Question des quintuples droits et des distillateurs) (p. 2198) ; Art. 6 : *Amen-*

dement de M. Grimaud tendant à amnistier les fraudes commises dans les examens [21 juin 1947] (p. 2303) ; Art. 7 : Amendement de M. Courant tendant à supprimer cet article relatif à l'amnistie des jaillis (p. 2304) ; Art. 9, 1<sup>er</sup> alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier certains criminels lorsque la peine est correctionnelle (p. 2305) ; Art. 9 : 2<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Dixmier tendant à ajouter les mots « de la guerre 1914-1918 » à ceux « de la guerre 1939-1945 » (p. 2306) ; 4<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Minjoz tendant à intercaler les mots « et raciaux » après « déportés et internés politiques » (p. 2306) ; Amendements de M. Rosenblatt et de M. Mondan tendant à accorder le bénéfice de la loi aux incorporés de force dans l'armée allemande (p. 2306, 2307) ; 9<sup>e</sup> alinéa : Amendement de M. Badie tendant à amnistier les infractions à la législation économique (p. 2311) ; Amendements de M. Guy Petit et de M. Rollin ayant le même objet (p. 2312, 2313) ; Amendement de M. Ramarony tendant à amnistier les jeunes résistants criminels (p. 2314) ; Distinction entre la « grâce amnistiante » accordée après avis du Conseil supérieur de la magistrature et l'amnistie accordée par décret ordinaire (p. 2315) ; Art. 11 : Amendement de MM. Frédéric-Dupont, Courant et Minjoz tendant à relever le plafond des amendes au-dessous duquel l'amnistie est accordée (p. 2317, 2318) ; Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à amnistier les infractions punies d'amende quel que soit le chiffre de celle-ci (p. 2318) ; Date de la discussion (p. 2319) ; Art. 14 : Amendement de M. Mabrut tendant à ce que les demandes puissent être introduites après la clôture de l'information [30 juin 1947] (p. 2563) ; Demande la disjonction de l'alinéa 4 relatif à la restitution des amendes et des confiscations (p. 2563, 2564) ; Amendement de M. Dreyfus-Schmidt relatif aux bénéficiaires de l'article 6 de la loi du 6 avril 1946 (p. 2665) ; Amendements de M. Boisdon tendant à accorder aux délinquants la restitution des amendes et confiscations (p. 2565) ; Art. 15 : Amendement de M. Viatte tendant à amnistier les infractions économiques sans gravité (p. 2567) ; Art. 18 : Amendement de M. Minjoz tendant à ajouter le mot « amnistiante » après « grâce » (p. 2569, 2570) ; Art. 19 : Amendements de MM. Desjardins et Gau tendant à amnistier les condamnés par les

cours de justice et les chambres civiques (p. 2574) ; Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées en Afrique du Nord pour indignité nationale [7 juillet 1947] (p. 2774) ; Amendement de M. Bentaïeb tendant à amnistier crimes et délits de collaboration commis par les musulmans (p. 2778) ; Amendement de M. Boisdon tendant à éviter toute sanction disciplinaire aux personnes qui ont rendu des services dans la Résistance (p. 2779) ; Amendement de M. Peytel tendant à amnistier les mineurs de 21 ans condamnés pour collaboration et ayant été l'objet d'une citation dans les Forces de la Libération (p. 2779) ; Art. 22 : Observations concernant la non-restitution à tous les bénéficiaires de l'amnistie des confiscations et amendes fiscales (p. 2781) ; Art. 25 : Amendement de M. Bentaïeb tendant à ce que les musulmans amnistiés ne subissent pas de confiscation pour profits illicites (p. 2782) ; Art. 27 : Amendements de MM. Dreyfus-Schmidt et Bouxom tendant à la réintégration des militaires quand les actes à eux reprochés ont été accomplis pour la Libération (p. 2784) ; Art. 30 : Amendement de M. Badie tendant à ne pas inscrire au casier judiciaire les condamnations ayant fait l'objet d'une réhabilitation (p. 2785) ; Art. 31 : Amendement de M. Badie tendant à sanctionner les fonctionnaires judiciaires qui n'auraient pas détruit les pièces des procès amnistiés (p. 2785) ; Art. 32 : Demande d'ajournement (p. 2785) ; Art. 9-2 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2786, 2787, 2788) ; Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à préciser la définition des formations de Résistance (p. 2788, 2789) ; Art. 9 ter : Nouvelle rédaction de l'article 11 bis [8 juillet 1947] (p. 2805) ; Amendement de M. Charpin tendant à remplacer les mots « ou d'une de ces peines seulement » par « ou d'une amende seule n'excédant pas 200.000 francs » (p. 2806) ; Art. 14 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2807) ; Art. 15 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2807, 2808) ; Art. 15 bis : Amnistie en Algérie (p. 2809) ; Art. 15 ter : Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie (p. 2810, 2811). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Fin de la discussion du projet de loi d'amnistie) [21 juin 1947] (p. 2320). — Est entendu

au cours du débat : sur une proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle (*Renvoi de la discussion*) [8 juillet 1947] (p. 2812); — sur la demande de discussion d'une proposition de résolution de M. Ducloux tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2930); — sur la discussion d'une proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3062, 3063, 3064, 3066); Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à accorder aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* (p. 3087, 3088). — Est entendu dans la discussion du projet de loi de dégageant de cadres de fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Gresa tendant à ajourner le débat* [12 août 1947] (p. 4256); *Discussion générale* (p. 4267); Art. 1<sup>er</sup> : *Personnel touché par la loi* (p. 4269); *Amendement de M. Toujas tendant à tenir compte du statut des fonctionnaires dans l'établissement des catégories touchées par la loi* (p. 4271); Art. 3 : *Demande de M. Benoist de renvoi à la Commission* [12 août 1947] (p. 4273); Art. 5 : *Amendement de M. Tournaud tendant à garder par priorité les pupilles de la Nation* (p. 4275); *Amendement de M. Barthélemy tendant à préciser les fonctions des Commissions paritaires de licenciement* (p. 4276); Art. 7 : *Amendement de M. Llante tendant à soumettre à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique le reclassement des fonctionnaires* (p. 4278); *Amendement de M. Angeletti tendant à reclasser de préférence les catégories prioritaires de l'article 5* (p. 4279); Art. 15 : *Amendement de M. Angeletti tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* (p. 4285). — Est entendu au cours du débat sur une motion d'ordre (*Modification de l'ordre du jour*) [12 août 1947] (p. 4262). — Participe à la discussion d'une proposition de loi de M. Triboulet concernant la représentation des sinistrés en vue de l'attribution des dommages de guerre; Art. 3 : *Amendement de M. Courant tendant à étendre la représentation pour l'introduction des demandes de dommages et à réserver aux avocats du barreau la défense des sinistrés devant les diverses juridictions* [22 août 1947] (p. 4575) — Donne sa démission de *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil* [22 octobre

1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1) — Est nommé *Ministre des Forces armées* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1).

#### En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur les interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5072). — Donne sa démission de *Ministre des Forces armées* [20 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Ministre des Forces armées* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

#### En cette qualité :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget ordinaire (Dépenses militaires) du mois de décembre 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5213, 5214, 5216). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. Plevin tendant à déclarer que le général Leclerc a bien mérité de la Patrie; *Rend hommage au général Leclerc* [29 novembre 1947] (p. 5245). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5279, 5280); *Sabotage du train Genève—Paris* (p. 5289); *Annonce de la mort du général Leclerc dans le journal L'Humanité* (p. 5290) — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Livry-Level sur les causes de l'accident mortel du général Leclerc [16 décembre 1947] (p. 5774, 5775). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 3 : **BUDGETS ANNEXES**, Chap. 101 : *Amendement de M. Montel tendant à réduire les crédits de 1 million de francs pour les constructions aéronautiques* [24 décembre 1947] (p. 6235); *Ses explications sur l'ensemble du projet de loi* (p. 6237, 6238); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du 1<sup>er</sup> trimestre 1948 [30 décembre 1947] (p. 6524); Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.525.000 francs*

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

[30 décembre 1947] (p. 6527, 6536, 6537, 6538, 6540); Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* (p. 6552, 6553); Art. 10 : *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination d'officiers généraux* (p. 6555, 6556); — de la proposition de résolution de M. Rosenblatt invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [30 décembre 1947] (p. 6547); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 6.731.246.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6563, 6564); — de la proposition de résolution de M. Pierre Grouès relative à l'attribution de récompenses au titre de la Résistance : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6683); — du projet de loi relatif au rappel en activité des officiers en non-activité; Art. 3 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de résistance* [31 décembre 1947] (p. 6686); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 390); — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à limiter à un an le service fait par cette classe* [11 mars 1948] (p. 1637, 1638); *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* (p. 1639, 1640); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1954, 1955); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1<sup>er</sup>, INTÉRIEUR, Chap. 6013 : *Subventions aux populations d'Algérie* [19 mars 1948] (p. 1982, 1983); Art. 4, Etat C, AIR, Chap. 3062 : *Fournitures de rechange de l'aéronautique* (p. 1990); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1938 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2982, 2983). — Répond à une question de M. Villon relative au service militaire aux colonies et en Indochine [4 juin 1948] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la

S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Stocks d'armes de l'armée de l'air)* [22 juin 1948] (p. 3800, 3801); *Reconversion et fabrication de tracteurs* (p. 3814, 3815); *Cas du général Léchères* [23 juin 1948] (p. 3847); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Pinay tendant à dissoudre la S.N.E.C.M.A.* (p. 3879); *Son exposé du projet gouvernemental* [24 juin 1948] (p. 3938 et suiv.), [25 juin 1948] (p. 3964, 3965 et suiv.); Art. 2 : *Amendements de MM. Bouvier-O' Cottereau, Métayer et Bétolaud relatifs aux activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* (p. 3991, 3992); *Amendement de M. Marty tendant à interdire les participations étrangères* (p. 3994); Art. 3 : *Amendement de Mme Nèdelec tendant à rajuster les prix de la S.N.E.C.M.A. avec effet rétroactif* (p. 3997); Art. 4 : *Amendement de M. Palewski tendant à maintenir le Comité consultatif* (p. 4002); — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux : *Discussion générale* [23 juin 1948] (p. 3865); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat tendant à étendre cette loi aux années à venir* (p. 3866); *Amendement de M. Billat tendant à appliquer la loi aux soldats ayant déjà trois mois de services* (p. 3866, 3867); *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à accorder ces permissions aux soldats ayant eu moins de dix jours de prison* (p. 3867); Art. 6 : *Amendement de M. Billat tendant à suspendre les permissions en cas de conflit seulement* (p. 3868); Art. 7 : *Extension à l'Afrique du Nord* (p. 3868); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4420). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du projet sur la S.N.E.C.M.A.*) [23 juin 1948] (p. 3881) — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 : *Attitude de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4190, 4191, 4192, 4194); *Accords militaires de Londres* (p. 4203); *Sa réponse aux divers orateurs et son plan d'équipement de l'armée* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4241 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Villon tendant à réduire les crédits à 270 milliards* [7 juillet 1948] (p. 4409, 4413); Etat A : Chap. 1011 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour l'Administration centrale de*

*l'Air* (p. 4413, 4414); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 4415); Chap. 1012 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 45 millions les crédits pour le personnel militaire de l'Administration centrale de la Guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); Chap. 1013 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 fr. les crédits pour les services de l'Administration centrale de la Marine* (p. 4438); *Réduction de 10 0/0 dans l'ensemble* (p. 5439); Chap. 1021 : *Traitements des civils de l'Administration centrale de l'Air* (p. 4441); Chap. 1030 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 70 millions les crédits pour la gendarmerie* (p. 4443); Chap. 1060 : *Service cinématographique des armées* (p. 4444); Chap. 1082 : *Frais de justice militaire* (p. 4445, 4446); *Amendement de M. Livry-Level tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 4446); Chap. 1091 : *Personnel de la sécurité de l'air* (p. 4446); Chap. 1092 : *Personnel de la sécurité militaire (Guerre)* (p. 4447); Ch. 1101 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux* (p. 4448); *Sa demande de rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement* (p. 4449); Chap. 1102 : *Sa demande de rétablissement de crédits pour les services sociaux de la guerre* (p. 4449); Chap. 3000 : *Amendement de M. Villon tendant à supprimer les crédits pour les services de presse et d'information* (p. 4463, 4464); *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4464); *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à insérer un nouveau chapitre attribuant 4.800.000 francs à l'Institut des hautes études de défense nationale* (ibid.); Chap. 3021 : *Matériel et entretien des bâtiments de l'Administration centrale* (p. 4465); Chap. 3040 : *Primes d'alimentation de la gendarmerie* (ibid.); Chap. 3070 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel et l'équipement de la gendarmerie* (ibid.); Chap. 5000 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire d'un million les installations du service des poudres* (p. 4467); Chap. 7000 : *Bureau liquidateur des F. F. I.* (p. 4468); Chap. 7010 : *Fonctionnement de ce bureau liquidateur* (ibid.); *Reconstitution de l'ordre de bataille de la Résistance* (ibid.); Chap. 7020 : *Amendement de M. Giovonni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits pécuniaires des*

*F. F. I.* (p. 4469); Chap. 7051 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à réduire les crédits pour les militaires dégaçés des cadres* (p. 4470, 4471); Chap. 7062 : *Amendement de M. Buron tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel de liquidation des hostilités* (p. 4471); Chap. 7071 : *Liquidation des marchés résiliés* (p. 4471); *Amendement de M. Girardot tendant à réduire d'un million les crédits de ce chapitre* (ibid.); Chap. 7073 : *Liquidation des marchés résiliés (Marine)* (p. 4472); Chap. 7082 : *Dépenses diverses : Solde des anciens prisonniers de guerre* (p. 4472, 4473). Chap. 7092 : *Rapatriement et démobilisation des malades et blessés d'Extrême-Orient* (p. 4473); Chap. 9010 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à réduire de 86 millions les subventions au service des poudres* (p. 4473, 4474); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 fr. ces subventions* (p. 4475, 4476); *Transmission des crédits de la section commune au Conseil de la République* (p. 4477). — SECTION GUERRE : *Question préalable posée par M. Monteil* (p. 4477); Chap. 120 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 3.200 millions les crédits pour solde des officiers* (p. 4479, 4480, 4481); Chap. 122 : *Sa demande de rétablissement des crédits demandés pour la solde des sous-officiers et soldats* (p. 4492); Chap. 335 : *Carburants* [9 juillet 1948] (p. 4527); Chap. 342 : *Entretien des immeubles du domaine militaire* (p. 4536); Etat B, Chap. 905 : *Amendement de M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour équipement du service des transmissions* (p. 4537, 4538); Etat C, Chap. 961 : *Amendement de M. Savard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat d'immeubles* (p. 4542); *Transmission du budget déjà voté au Conseil de la République* (p. 4567); — AIR : *Insuffisance des crédits alloués à l'Air* [15 juillet 1948] (p. 4599); Chap. 135 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les ouvriers du personnel civil extérieur* (p. 4603, 4604); Chap. 318 : *Amendement de M. Montel tendant à réduire les crédits pour l'ameublement (Frigidaires et épilucheuses)* (p. 4604, 4605); Chap. 323 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction* (p. 4614, 4615); Chap. 327 : *Amendement de M. Livry-Level tendant*

à rétablir les crédits pour l'entretien du matériel automobile (p. 4618); Chap. 329 : Situation des troupes aéroportées (p. 4621); Chap. 331 : Amendement de M. Gresa tendant à réduire les crédits pour l'armement de l'armée de l'air (p. 4623); Chap. 804 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour reconstructions aéronautiques [16 juillet 1948] (p. 4649); Chap. 912 : Question préalable de M. Clostermann relative au matériel de série (p. 4651); Ses observations sur ce chapitre (p. 4652, 4653); Chap. 923 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour études et prototypes (p. 4653). Chap. 942 : Acquisitions immobilières (p. 4654); Etat C, Chap. 130 : Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des constructions aéronautiques (p. 4655); Chap. 131 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (p. 4657); Rétablissement des crédits de ce chapitre (p. 4657); Chap. 331 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour fabrications (p. 4658, 4659); Chap. 332 : Entretien des matériels et rechange (p. 4659); Chap. 930 : Acquisitions immobilières (ibid.); Chap. 931 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour travaux neufs (p. 4661); Etat D, Chap. 930 : Amendement de M. Gresa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux neufs (p. 4662, 4663); Chap. 932 : Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits pour l'équipement technique (p. 4663); SERVICE DES ESSENCES, Etat C, Chap. 191 : Sa demande de rétablissement de crédits pour le personnel civil (p. 4695); Chap. 390 : Achats de carburants et de matériel (p. 4696); Chap. 394 : Entretien et renouvellement du matériel (ibid.); SERVICE DES POUDRES, Chap. 170 : Crédits pour le personnel (p. 4698); Sa demande de rétablissement de crédits (ibid.); Chap. 171 : Produits antibiotiques (4699, 4700, 4701); Chap. 3704 : Acquisitions immobilières (p. 4702); Art. 1<sup>er</sup> : Amendements de MM. Capdeville, Montel, Anzionnaz et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires (p. 4745, 4746, 4747, 4748). — Donne sa démission de *Ministre des Forces armées* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet A. Marie)

[26 juillet 1948] (p. 7363). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* [31 août 1948] (p. 6404).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres [26 novembre 1948] (p. 7275); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale; en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1948] (p. 8003); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative à la crise du logement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1948] (p. 8057); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires de 1949; Art. 42 : *Rappel au règlement de M. Kriegel-Valrimont* [31 décembre 1948] (p. 8278); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 2, Etat A, Chap. 923-2 : Amendement de M. Aubry tendant à réduire de 40 millions les crédits pour l'Office national d'études et de recherches aéronautiques [31 décembre 1948] (p. 8297); Art. 5 : *Répartition des crédits par décret* (p. 8298); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8311, 8312, 8313); — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (Affaire Saint-Rapt-Brice) : *Ses explications de vote sur les ordres du jour demandant la création d'une Commission d'enquête* [8 février 1949] (p. 424); — d'une proposition de loi relative à la déréquisition des véhicules automobiles; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [22 février 1949] (p. 806); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur la politique extérieure du parti communiste et le joug que fait peser sur l'Europe l'Union Soviétique)* [24 février 1949] (p. 898, 899); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1129); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1219, 1220); Art. 3,



**BUDGETS ANNEXES** : Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 40 millions les crédits pour le Service des poudres (p. 1233); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F. [31 mai 1949] (p. 2960); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : Discussion générale [9 juin 1949] (p. 3253, 3254), [10 juin 1949] (p. 3306); Etat A, AIR, Chap. 120 : Amendement de M. Villon tendant à réduire de 143 millions les crédits pour la solde des officiers [16 juin 1949] (p. 3434); FRANCE D'OUTRE-MER : Ses observations sur la guerre d'Indochine [22 juin 1949] (p. 3656, 3657); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques, en qualité de Rapporteur [24 juin 1949] (p. 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3772, 3773, 3774); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Pleven tendant à supprimer l'article [28 juin 1949] (p. 3845); Art. 1<sup>er</sup> ter : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à conserver les usines de Bordeaux du groupe de la S. N. C. A. S. O. (p. 3846); Amendement de M. Peyrat tendant à maintenir l'usine de la S. N. C. A. C. à Châteauroux (p. 3853, 3854); Amendement de M. Pleven tendant à laisser le choix au Gouvernement des usines à aliéner parmi toutes celles existantes (p. 3855, 3856, 3857, 3858, 3859); Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation de la rentabilité et de la cadence de production des usines (p. 3865); Amendement de M. Villon tendant à n'aliéner aucune usine avant le vote du programme prévu à l'article premier (p. 3884); Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la fin du deuxième alinéa (p. 3885); Amendement de Mme F. Lefebvre tendant à prévoir que la communication aux commissions de la liste des usines aliénées ne sera pas faite pendant les vacances parlementaires (p. 3886); Explications de vote sur l'article (p. 3886); Art. 4 : Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux sociétés aéronautiques (p. 3891); Art. 6 : Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article (p. 3899); Art. 7 : Demande de disjonction présentée par le Gouvernement (p. 3902); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [29 juillet 1949] (p. 5489); Art. 1<sup>er</sup> : Désignation des

usines à maintenir en activité (p. 5490); Art. 1<sup>er</sup> quater B : Amendement de M. Peyrat tendant à supprimer l'article (p. 5490); — d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale : Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat [5 juillet 1949] (p. 4227, 4229, 4232); Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés [8 juillet 1949] (p. 4427, 4428, 4429); — du projet de loi portant suppression des cours de justice : Ses explications de vote sur l'ensemble [6 juillet 1949] (p. 4275, 4276). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance : Ses observations sur l'activité des cours de justice [19 juillet 1949] (p. 4783, 4784). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique : Discussion générale [25 juillet 1949] (p. 5237, 5238, 5239, 5240, 5241); Motion préjudicielle déposée par M. Malleret-Joinville (p. 5250); Discussion générale [26 juillet 1949] (p. 5310). — Est élu membre de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Débat sur les immunités parlementaires en seconde lecture [29 juillet 1949] (p. 5496). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé de l'Information* (Cabinet Bidault); [Décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de MM. Mont et Noël tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil [22 décembre 1949] (p. 7130, 7131); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 Y du Code du travail) : Amendement de MM. Devinat et Bichet tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention [3 janvier 1950] (p. 59, 60, 61); Amendement de M. Bichet tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé » (p. 64, 65); — du projet de loi relatif aux conventions collec-

tives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Non rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1073, 1074); *Amendement de M. Ramarony tendant à disjoindre l'article* (p. 1077, 1081, 1082); Art. 2 bis : *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève* (p. 1084); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1090); — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 284, 285); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale* [7 février 1950] (p. 1040); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 mars 1950] (p. 1990, 1991, 1992). — Répond à une question de M. Minjoz relative au congé de longue durée pour tuberculose localisée non pulmonaire [17 mars 1950] (p. 2145). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de guerre* [30 mars 1950] (p. 2671, 2672). — Répond à une question : de M. Biondi relative aux nominations à la Cour des comptes par décret du 10 février 1950 [28 avril 1950] (p. 3061); — de M. Bruyneel relative au nombre de directeurs dans les Ministères [28 avril 1950] (p. 3061); — de M. Barel relative aux manifestations du 28 mars à Nice contre la bombe atomique [2 juin 1950] (p. 4180). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; **RADIODIFFUSION** : *Motion préjudicielle de M. Gosset tendant à instituer un débat sur la publicité à la radiodiffusion* [2 juin 1950] (p. 4187); Chap. 1000 : *Ses observations sur le budget de la Radiodiffusion française* (p. 4200, 4201, 4202, 4203, 4204, 4205, 4206, 4207); *Réduction du personnel de l'Administration centrale* (p. 4210); *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Administration centrale (emplois en surnombre)* (p. 4210);

Chap. 1090 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les émissions artistiques* (p. 4211); Chap. 1100 : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (émissions vers l'étranger)* (p. 4212); Chap. 1180 : *Indemnités au personnel des services d'outre-mer* (p. 4212); Chap. 3010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel technique* (p. 4213); Chap. 3070 : *Droits d'auteurs* (p. 4213); *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteurs* (p. 4213); Chap. 3130 : *Sa demande de rétablissement des crédits (remboursements à l'Imprimerie nationale)* (p. 4214); Chap. 6030 : *Participation de la Radiodiffusion à la S. O. F. I. R. A. D.* (p. 4214); *Amendement de M. Barel tendant à supprimer les crédits pour participation à des entreprises annexes* [5 juin 1950] (p. 4231); Chap. 6090 : *Amendement de M. Desson tendant à supprimer les crédits pour financement de travaux de reconstruction et d'équipement* (p. 4223); **PRÉSIDENT DU CONSEIL**, Chap. 1000 : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'Administration centrale (censure cinématographique)* [14 juin 1950] (p. 4744, 4745, 4747, 4748); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guyon tendant à accorder la troisième majoration de reclassement le 1<sup>er</sup> décembre 1950* [15 juin 1950] (p. 4845, 4846, 4847, 4848, 4849); *Sa demande de renvoi à la commission* (p. 4849); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5269). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat chargé de l'Information* [29 juin 1950] (p. 5278).

#### **En qualité de Député :**

Est entendu sur le procès-verbal (*Sa réponse à M. Deshors au sujet des propos à lui prêtés quand il se comparait à Robespierre et à Danton*) [24 octobre 1950] (p. 7117). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur les dangers du réarmement de l'Allemagne, la nécessité de cette opération à la fois politique et militaire)* [25 octobre 1950] (p. 7202, 7203, 7204, 7205, 7206, 7207, 7208); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à supprimer*

le dernier alinéa liant la durée du service à celle pratiquée dans les autres pays européens [27 octobre 1950] (p. 7319) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7327, 7330, 7331, 7333) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7475, 7476, 7477, 7478, 7479, 7480). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative aux enquêtes sur les candidats à des postes de l'enseignement public [17 novembre 1950] (p. 7876, 7877, 7878). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9292). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 38 : *Amendement de M. Solinhac relatif au congédiement sans motif* [20 décembre 1950] (p. 9334) ; *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas exiger de l'employeur un certificat dans les cas de congédiement* (p. 9344, 9345) ; — d'une proposition de loi donnant un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles* [20 décembre 1950] (p. 9363, 9364) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9443, 9444, 9445) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9881) ; — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 524) ; *Amendement de Mlle Prévost tendant à exempter d'impôts les opérations de liquidation des sociétés de presse dissoutes* (p. 525, 526) ; *Motion de M. Lamps demandant le renvoi à la Commission des finances* [2 février 1951] (p. 695, 696, 697) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. d'Aragon tendant à élire les députés métropolitains au scrutin uninominal avec représentation proportionnelle* [23 février 1951] (p. 1548) ; *Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir le groupement de listes apparentées* (p. 1576, 1577, 1578,

1579) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* [15 mars 1951] (p. 1991, 1992) ; Art. 6 : *Amendement de M. Barrachin tendant à prévoir des apparentements nationaux qui devront être respectés sur le plan départemental* [19 mars 1951] (p. 2154) ; *Amendement de M. Chambeiron tendant à prévoir la publication des listes apparentées par les soins des préfets* (p. 2155) ; *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le septième alinéa relatif à la rupture des apparentements* (p. 2160) ; Art. 16 bis : *Amendement de M. Weil-Reynal relatif au panachage associé au vote préférentiel* [21 mars 1951] (p. 2426) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2467) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Delcos tendant à prévoir le scrutin uninominal à deux tours* [26 avril 1951] (p. 4047) ; *Sous-amendement de M. Bour tendant à prévoir le scrutin de liste départemental majoritaire à un tour* (p. 4049) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Son amendement tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le salaire minimum des maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2216, 2217, 2233, 2236, 2237) : *Son rappel au règlement (renvoi à la commission de son amendement)* (p. 2218) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une indemnité compensatrice aux maîtres laïques des établissements d'enseignement libre qui ne reçoivent pas le minimum professionnel garanti* (p. 2263) ; le retire (ibid) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Création d'une faculté de médecine à Rennes* [20 avril 1951] (p. 3640) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 ; DÉPENSES MILITAIRES, Art. 1<sup>er</sup> : *Demande présentée par le Gouvernement de reprendre le texte ouvrant des crédits pour un mois entier* [21 mars 1951] (p. 2405, 2406). = S'excuse de son absence [27 décembre 1946] (p. 370).

**TEMPLE (M. Emmanuel)**, Député de l'Aveyron.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Com-

mission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des territoires d'outre-mer [4 février 1947] (p. 148); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 364); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des affaires économiques [23 janvier 1951] (p. 347); Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée). Session du 7 décembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Dépôts :

Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les militaires des armées de terre, de mer et de l'air qui ont participé aux campagnes d'Afrique (Abyssinie, Libye, Tripolitaine, Fezzan et Tunisie), d'Italie, de France, d'Allemagne et d'Autriche des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts de crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 901. — Le 10 juin 1947, une proposition de loi tendant à créer un office français de la radiodiffusion, n° 1621. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle et d'orages dans le département de l'Aveyron, n° 2420. — Le 19 août 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 166 du Code général des impôts directs, n° 2451. — Le 28 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer l'éducation physique et à encourager la pratique des sports par des mesures appropriées, n° 2380. — Le 1<sup>er</sup> juin 1948, une proposition de loi tendant à imposer à tout possesseur de véhicule automobile l'obligation de s'assurer contre le risque d'accidents aux tiers, n° 4386 (rectifié). — Le 8 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer, ou à autoriser la création d'un organisme de pari mutuel sportif, en vue d'obtenir les ressources nécessaires à l'éducation physique de la jeunesse et à l'équipement sportif du pays, n° 4480. — Le 11 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir, en faveur des agriculteurs sous les drapeaux, les permis-

sions agricoles et à échelonner ces dernières au cours des mois d'été, n° 4534. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre mer sur la résolution de de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à augmenter le contingent des croix de la Légion d'honneur à mettre à la disposition du Président de la République, au titre du Ministère de la France d'outre-mer, n° 5174. — Le 18 août 1948, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant création d'un centre national du tourisme, n° 5296. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à la réforme du régime de l'entreprise pour une plus juste rémunération du travail et un accroissement de la production, n° 5558. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à instituer une plus juste rémunération du travail, n° 5559. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à attribuer aux économiquement faibles un billet annuel délivré au taux des billets de « congés payés », n° 6811. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de la mise à la disposition des agriculteurs du matériel et des produits qui leur sont nécessaires pour la culture à des prix qui répondent à la baisse des produits agricoles, n° 7119. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant : 1° à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 184 du Code général des impôts à des artisans employant plus d'un ouvrier; 2° à modifier les dispositions de l'article 286 du Code général des impôts, n° 12425.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 803: *Fonds de reconstitution des forêts domaniales détruites par faits de guerre* [7 mars 1947] (p. 709); Chap. 901: *Travaux d'équipement rural* (p. 710). — Est entendu au cours du débat: sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 5: *Son amendement tendant à ce que, lorsqu'une décision de justice est intervenue, le propriétaire expulsé ait le droit de reprendre dans le plus bref délai son appartement*

[26 mars 1947] (p. 1123) ; — sur une proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1921) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer les mots « rendement moyen » à ceux de « rendement normal »* (p. 1936) ; Art. 3 : *Amendements de M. Paul Ribeyre et de M. Charpentier tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1957). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, HAUT-COMMISSARIAT DE LA DISTRIBUTION, Chap. 700 : *Prix de vente du lait* [12 juin 1947] (p. 2038, 2039) ; AGRICULTURE, Chap. 339 : *Fonds forestier national* (p. 2058) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3292, 3293) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3357). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2749, 2750) ; — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3038). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3490, 3491) ; — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4418, 4419, 4420) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat* [26 août 1947] (p. 4670) ; *Accepte le renvoi aux dispositions annexes* (ibid.) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat* (p. 4685, 4687). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [3 décembre 1947] (p. 5485) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5984, 5985, 5986) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 février 1948] (p. 890, 891) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 7 : *Son amendement tendant à diminuer le taux du*

*prélèvement pour les viticulteurs* [7 mars 1948] (p. 1514) ; *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles* (p. 1517) ; — de la proposition de loi relative à l'accession aux services publics en vertu de l'ordonnance du 25 juin 1945 ; Article unique : *Son amendement tendant à inclure les combattants de 1914-1915* [16 mars 1948] (p. 1720) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1948, amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : *Amendement de M. Deixonne relatif aux crédits pour l'équipement hydro-électrique* [20 mars 1948] (p. 2051) ; — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Contre l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2553) ; *Discussion générale* (p. 2581, 2582, 2583) ; *Renvoi de la discussion* [14 mai 1948] (p. 2659) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir le statu quo sur le désir des familles des élèves* (p. 2672, 2673) ; — de la proposition de résolution tendant à adresser un hommage à l'Etat d'Israël : *Demande de discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2743) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 522-2 : *Travaux d'équipement rural* [25 mai 1948] (p. 2923) ; JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de première instance* [2 juin 1948] (p. 3113, 3114) ; *Amendements de MM. Mabrut et Badie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits* (p. 3117) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'ensemble de ce budget et la politique d'éducation actuelle* [3 août 1948] (p. 5236 et suiv.) ; — de la proposition de loi portant modification de la loi nationalisant les combustibles minéraux ; Art. 8 : *Amendement de M. Charlot relatif à l'ensemble industriel de Decazeville* [29 juillet 1948] (p. 5024) ; — de la proposition de résolution tendant à l'extension de la prime de 2.500 francs aux travailleurs agricoles : *Ordre de la discussion des amendements* [16 septembre 1948] (p. 6572) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6633, 6634) ; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son sous-amendement tendant à ne pas imposer dans le revenu général la part des traitements et salaires* (p. 6661) ; — du projet de loi relatif à la réunion de plusieurs justices de paix : *Discussion générale* [7 dé-

cembre 1948] (p. 7405) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1<sup>er</sup> février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8100) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'obligation du paiement par chèque aux notaires au-dessous de 200.000 francs* (p. 8106, 8107) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'effondrement des prix agricoles par rapport aux prix industriels, l'augmentation du nombre des intermédiaires et commerçants, les marges excessives prises par les transporteurs et les revendeurs, la nécessité d'améliorer le « marketing » ou organisation de transports, de stockage et de distributions, la nécessité d'équiper la campagne française)* [25 février 1949] (p. 975, 983, 984, 988, 989). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Connaissance de l'ordre du jour par les Députés* [4 mars 1949] (p. 1255). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 10 *quater* : *Ses explications de vote sur l'article* [9 mars 1949] (p. 1409, 1410) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 *ter* : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2271). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Fixation de la date de rentrée parlementaire au 17 mai* [12 avril 1949] (p. 2326). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale, amendé par le Conseil de la République ; Chap. 407 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les œuvres sociales en faveur des étudiants* [14 avril 1949] (p. 2485). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Statut de la Cochinchine* [19 mai 1949] (p. 2691). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir une nouvelle délibération en cas de changement de statut du Viet-Nam* [21 mai 1949] (p. 2792, 2793) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2796) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Répu-

blique ; Art. 2 *bis* : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer « dès la promulgation de la présente loi »* [3 juin 1949] (p. 3144, 3145) ; Art. 3 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer la restriction « dans l'Union française »* (p. 3147) ; — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 mai 1949] (p. 2944, 2945) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 35 : *Son amendement tendant à admettre les titres de l'emprunt exceptionnel pour les emprunts des collectivités locales* [3 juin 1949] (p. 3112) ; le retire (ibid.). — Est entendu pour une interversion de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers* [3 juin 1949] (p. 3130). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3203) ; État A, AIR, Chap. 135 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel civil du service du matériel* [16 juin 1949] (p. 3436) ; Chap. 317 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le chauffage et l'éclairage* (p. 3437) ; Chap. 318 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'habillement et le campement* (p. 3438) ; Chap. 320 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* (p. 3438) ; le retire (p. 3439) ; Chap. 322 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* (p. 3439) ; Chap. 325 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique* (p. 3442) ; Chap. 326 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le matériel de télécommunication* (p. 3442) ; Chap. 327 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'entretien du matériel roulant* (p. 3442) ; Chap. 328 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien de l'armement* (p. 3443) ; Chap. 330 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'achat de carburant* (p. 3443) ; Chap. 335 : *Son amendement*

tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles [17 juin 1949] (p. 3468) ; Chap. 904 : Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les services du matériel (p. 3469) ; Chap. 908 : Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'achat de surplus pour les services de santé (p. 3469, 3470) ; Chap. 942 : Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les acquisitions immobilières (p. 3489) ; GUERRE, Chap. 903 : Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement du service du génie présentée par le Gouvernement (p. 3518). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Débat sur la sécurité sociale [9 juillet 1949] (p. 4491). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe ; Art. 2 : Son amendement tendant à choisir deux représentants de la délégation française dans l'Assemblée de l'Union française [9 juillet 1949] (p. 4499) ; — d'une proposition de résolution célébrant le centenaire de la présence française au Gabon : Discussion générale [10 juillet 1949] (p. 4516, 4517, 4518) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Discussion générale [20 juillet 1949] (p. 4853) ; Art. 42 : Son amendement relatif à l'application de la taxe locale aux entreprises construisant des barrages [23 juillet 1949] (p. 5121, 5122) ; Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages (p. 5122) ; Son amendement relatif à la répartition de la taxe locale entre les diverses communes intéressées (p. 5123, 5124) ; le retire (p. 5142) ; Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer le mot « ordinaire » [24 juillet 1949] (p. 5143). — Est entendu pour une modification à l'ordre du jour de la séance du 6 décembre 1949 : Discussion du statut de l'entreprise Berliet [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6479). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar ; Art. 3 : Amendement de M. Duveau tendant à ouvrir des crédits sans intérêt au Crédit agricole [2 décembre 1949] (p. 6595). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative aux achats d'huile d'olive en Espagne [2 décembre 1949] (p. 6579, 6580). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ;

Art. 3 : Ses explications de vote sur l'article [26 décembre 1949] (p. 7307) ; Art. 50 : Son amendement relatif à l'indemnisation des dommages agricoles [27 décembre 1949] (p. 7436) ; Art. 27 : Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles) [30 décembre 1949] (p. 7614, 7615) ; Sa demande de renvoi de cet amendement à la Commission de l'Agriculture (p. 7617). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Election d'un conseiller de la République représentant les Français à l'étranger [27 décembre 1949] (p. 7363). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Art. 23 : Amendement de M. Mallez tendant à recruter les nouveaux fonctionnaires parmi ceux licenciés par les autres administrations [31 décembre 1949] (p. 7662) ; — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendement de M. Simonnet tendant à accorder le même pourcentage sur les recettes de la taxe locale à toutes les communes [31 décembre 1949] (p. 7682) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [8 février 1950] (p. 1091) ; — des interpellations sur les prix agricoles : Discussion générale (Ses observations sur les subventions aux produits agricoles, l'augmentation de l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles, l'augmentation du nombre des intermédiaires et les conditions de vente des produits agricoles) [21 février 1950] (p. 1272, 1273, 1274) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : Discussion générale [24 mars 1950] (p. 2391, 2392) ; — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises : Discussion générale [28 mars 1950] (p. 2437) ; — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne ; Art. 2 : Amendement de M. Minjoz tendant à substituer le trésorier-payeur général au préfet pour présider les comités des caisses d'épargne [9 mai 1950] (p. 3362) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE : Dis-

*discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix agricoles, la situation du prix de revient du blé par le décret du 30 avril)* [24 mai 1950] (p. 3877, 3878); INTÉRIEUR : *Sa demande de suspension du débat* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4095); *Ses explications de vote sur le budget de l'Industrie et du Commerce* [22 juillet 1950] (p. 5822); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 : *Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* [21 juillet 1950] (p. 5745, 5746, 5747); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6209); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (Difficultés de l'industrie gantière dans l'Aveyron)* [2 août 1950] (p. 6487); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6545); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [19 octobre 1950] (p. 7019, 7020); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Son amendement à l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier relatif à la création d'une armée européenne* [25 octobre 1950] (p. 7228); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction des amendements prévoyant des cas de dispenses, présentée par le Gouvernement* [27 octobre 1950] (p. 7310); *Son amendement tendant à prévoir des permissions agricoles* (p. 7321); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7342); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'article unique* [21 novembre 1950] (p. 7947); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9436); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 188, 189). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entre-

tiens de Washington [7 février 1951] (p. 874, 875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* [15 mars 1951] (p. 1991); *Demande de suspension de séance, présentée par M. Minjoz* [21 mars 1951] (p. 2338, 2339); Art. 16 bis : *Son amendement relatif au panachage et au vote préférentiel* [21 mars 1951] (p. 2427); le retire (p. 2428); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale (Ses observations sur la sécurité sociale des étudiants)* [16 mars 1951] (p. 2058); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5320 : *Internats de l'enseignement technique (Orientation des élèves)* [23 avril 1951] (p. 3774); Chap. 6081 : *Fonds national sportif (Concours de pronostics)* (p. 3782, 3783, 3784); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils : *Discussion générale (Ses observations sur le conseil supérieur des pétroles)* [10 avril 1951] (p. 3067); AGRICULTURE, Chap. 9011 : *Equipement rural (Electrification rurale)* [11 avril 1951] (p. 3120, 3121); RECONSTRUCTION, Chap. 8001 : *Son rappel au règlement (Son amendement non soutenu)* (p. 3127); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3414); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de soutien des hydrocarbures (Schistes de Séverac-le-Château en Aveyron)* [19 avril 1951] (p. 3550, 3551, 3552); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 195 : *Amendement de M. Castellani relatif à l'exécution des jugements devenus définitifs (Impossibilité de faire séance avec si peu de parlementaires présents)* [29 avril 1951] (p. 4301); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; JUSTICE, Chap. 1070 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* [7 mai 1951] (p. 4762). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du budget* [8 mai 1951] (p. 4838, 4839). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances



pour 1951; Art. 2 : *Son amendement tendant à prélever sur le fonds régulateur des prix de quoi compenser la diminution du prix du blé* [18 mai 1951] (p. 5505). — S'excuse de son absence [25 avril 1950] (p. 2806). — Obtient un ccugé [25 avril 1950] (p. 2806).

**TERPEND-ORDASSIÈRE (M. Jean), Député de l'Isère.**

Son élection est validée. [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre de la Commission de la presse [14 décembre 1948] (p. 7566); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [15 mars 1950] (**F. n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

**Dépôts :**

Le 27 février 1947, une proposition de loi portant statut de la mutualité agricole, **n° 740**. — Le 17 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, **n° 5281**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à rétablir et à organiser l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, **n° 6620**. — Le 23 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut

du fermage et du mélagage, modifiée par la loi du 13 avril 1946, **n° 7255**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 907 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* [7 mars 1947] (p. 747); — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1628, 1629); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A; AGRICULTURE, Chap. 362 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les conseils agricoles départementaux* [12 juin 1947] (p. 2065, 2066). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale* [25 juillet 1947] (p. 3530, 3531); Art. 3 : *Son amendement tendant à préciser la rétribution et le décompte des heures supplémentaire* [29 juillet 1947] (p. 3677, 3678); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'agriculture* [28 août 1947] (p. 4756, 4757). — Est entendu sur la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : *Sees explications de vote sur la question de confiance posée contre la modification de l'ordre du jour et la discussion de la proposition de loi* [24 février 1948] (p. 1009). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole : en qualité de *Rapporteur* [18 novembre 1948] (p. 7066); Art. 3 : *Amendement de M. Perdon tendant à ne tenir compte que des cotisations dues personnellement par les électeurs* (p. 7068); Art. 8 bis : *Amendement de M. Perdon tendant à augmenter le nombre des délégués du deuxième collège* (p. 7069); Art. 11 : *Amendement de M. Castera tendant à supprimer l'article* (p. 7070); Art. 15 : *Amendement de M. Castera tendant à supprimer*

*l'article* (p. 7072); Art. 23 : *Demande de disjonction présentée par M. Paumier* (p. 7073); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 161 : *Direction du génie rural et de l'hydraulique agricole* [12 avril 1949] (p. 2336); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [17 mai 1949] (p. 2544); Art. 5 : *Amendement de M. Laurens tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne prévoyant pas de collèges cantonaux* (ibid.); Art. 12 : *Amendement de M. Castera tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'élection des délégués cantonaux* (p. 2542); Art. 14 : *Amendement de M. Laurens relatif à la composition du Conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole* (p. 2543); Art. 18 : *Amendement de M. Perdon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant le renouvellement des conseils d'administration, chaque année par moitié* (p. 2545); Art. 25 : *Amendement de M. Asseray tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant des exceptions à la règle de l'incompatibilité des fonctions d'administrateur avec certaines autres professions* (p. 2546); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mai 1949] (p. 2579); — du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 juin 1949] (p. 3969, 3970); — du projet de loi portant création d'un budget des prestations familiales agricoles, amendé par le Conseil de la République: Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa relatif à l'inclusion des frais de gestion et d'action sociale dans le budget annexe* [2 juillet 1949] (p. 4105); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 décembre 1949] (p. 6901, 6902); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 11 *ter* : *Son amendement tendant à élever le plafond des subventions de l'État pour restauration de l'habitat rural* [3 mai 1950] (p. 3174); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 11 *ter* : *Son amendement tendant à augmenter la participation de l'État aux travaux de restauration de l'habitat rural* [19 juillet 1950] (p. 5629); —

du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. David tendant à transférer les crédits pour activités culturelles de la jeunesse rurale aux crédits prévus pour les foyers ruraux* [25 mai 1950] (p. 3941, 3942); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 5410 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ajouter « organisation des loisirs et tourisme »* [19 juillet 1950] (p. 5588); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir une décision du Conseil d'administration des caisses d'allocations familiales agricoles* [31 juillet 1950] (p. 6278); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6281); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux prêts des caisses de crédit agricole mutuel libres* [4 août 1950] (p. 6619, 6620); Art. 3 : *Son amendement tendant à solliciter des subventions des collectivités locales en faveur du Fonds de garantie de la Caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6650); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 1310 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* [22 décembre 1950] (p. 9530). = S'excuse de son absence [28 novembre 1950] (p. 8234). — Obtient un congé [28 novembre 1950] (p. 8234).

### TERRENOIRE (M. Louis), Député de l'Orne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [25 mai 1949] (p. 2878).

### Dépôts :

Le 16 décembre 1947, une proposition de loi portant élévation de la limite d'âge des maîtres-

ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, n° 2860. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les lois qui s'opposent à ce que les malades pensionnés définitifs depuis plus de cinq ans, obtiennent une augmentation nouvelle du taux de la pension, n° 4459. — Le 2 août 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 13 mai 1943 en ce qui concerne la limite d'âge des maîtres-tailleurs et cordonniers des troupes coloniales, n° 5130. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin au régime actuel de détention de Philippe Pétain, à lui fixer une résidence et des conditions d'existence qui concilient les sentiments d'humanité qui dictent cette mesure et les nécessités de l'ordre public, n° 8415. — Le 11 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter temporairement les établissements d'enseignement primaire et secondaire libres de la taxe proportionnelle de 5 0/0 sur les traitements et salaires, n° 9944.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1431); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 22 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la présence de la première domestique dans les familles d'au moins quatre enfants* [23 juin 1947] (p. 2381); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6082); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* [4 mars 1948] (p. 1306); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau concernant toutes les catégories de résistants* (p. 1309); Art. 4 : *Son amendement relatif aux travailleurs du S.T.O. volontaires* (p. 1312) — Dépose une demande d'interpellation : sur les accords de Londres sur l'Alle-

magne [8 juin 1948] (p. 3293); la développe : *Ses observations sur la Conférence de Londres, le contrôle de la Ruhr, le fédéralisme allemand* [11 juin 1948] (p. 3475 et suiv.); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur à des journalistes étrangers concernant le général de Gaulle [30 juin 1948] (p. 4210). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [6 juillet 1948] (p. 4371). — Dépose une demande d'interpellation sur la réparation du journal *La Tribune de Saint-Etienne* [5 août 1948] (p. 5408). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6805, 6806, 6807, 6808); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Dusseaulx prévoyant la création d'une commission d'enquête sur l'activité du parti communiste* [24 novembre 1948] (p. 7193, 7194); *Amendement de M. Duclos tendant à prévoir une enquête sur l'activité du R. P. F.* (p. 7197 et suiv.); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7370); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Son ordre du jour demandant l'application du Code pénal, article 75 à 83, aux déclarations du secrétaire général du parti communiste* [24 février 1949] (p. 899, 900, 901); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Demande de M. Serre de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590, 1591). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars 1949] (p. 1634). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1908, 1909). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1949] (p. 3914). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne [22 novembre 1949] (p. 6157); la développe : *Ses observations sur les accords de Bonn, la fiction de l'Union européenne, les difficultés de l'union économique franco-italienne* [24 novembre 1949] (p. 6251, 6252, 6253, 6254); — sur le sabotage de la défense nationale par la C.G.T. communiste dans les ports et la S.N.C.F. [13 janvier 1950]

(p. 233). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Vietnam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Ses explications de vote sur l'article unique* [28 janvier 1950] (p. 688). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Nice démontrant la volonté de sabotage du parti communiste [17 février 1950] (p. 1219). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [28 février 1950] (p. 1543). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2441, 2442); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Sa motion préjudicielle tendant à mettre en résidence surveillée le maréchal Pétain* [9 novembre 1950] (p. 7550, 7551); — du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à dégrever les établissements d'enseignement libre* [18 mai 1951] (p. 5511). = S'excuse de son absence [6 février 1947] (p. 200); [20 mai 1947] (p. 1678); [22 mai 1947] (p. 1710); [21 mai 1949] (p. 2760); [27 octobre 1949] (p. 5935); [6 février 1951] (p. 758). = Obtient des congés [6 février 1947] (p. 200); [21 mai 1949] (p. 2760); [6 février 1951] (p. 758).

### THAMIER (M. Henri), Député du Lot.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'éducation nationale [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice. (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n° 370. — Le 6 février 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Waldeck Rochet tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison de vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires; 2° de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin, depuis le 20 juin 1940 jusqu'à ce jour, n° 466. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs du Lot victimes de la grêle depuis juillet 1947, n° 2501. — Le 13 février 1948, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à désigner une Commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), n° 3385. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 48-855 du 22 mai 1948 relatif aux attributions de l'Union nationale et des unions départementales ou locales des associations familiales, n° 4355. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage; 2° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le prêt au mariage, n° 4723. — Le 8 août 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux stations de la Côte d'Azur et autres régions touristiques un ravitaillement normal respectant les attributions de la population et les besoins des touristes, n° 5212. — Le 23 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer avant le 1<sup>er</sup> janvier 1951 l'intégralité du reclassement de la fonction enseignante, à améliorer le reclassement pour certaines catégories et à poursuivre, sans abat-

tement, les versements d'attente, n° 8832. — Le 24 février 1950 une proposition de loi tendant à abroger les dispositions prises en violation des articles 2 et 19 de la loi du 19 octobre 1948 en ce qui concerne le droit au logement et les prestations en nature des fonctionnaires de l'enseignement, n° 9343. — Le 28 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à annuler les mesures tendant à réduire les superficies consacrées à la culture du tabac ; 2° à cesser toute importation de tabac américain pouvant concurrencer la production française, n° 9374. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale, n° 9767 (rectifié). — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à reporter au 30 juin la date du paiement du deuxième tiers provisionnel des impôts dus en 1950 et à supprimer la majoration de 10 0/0 pour les impôts mis en recouvrement par anticipation, n° 9844. — Le 24 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer un premier secours aux sinistrés et aux communes éprouvées par les violents orages qui viennent de s'abattre sur le Lot ; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés les facilités de crédit indispensables ; 4° à exonérer ces sinistrés des impôts de 1950, n° 10456. — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre d'urgence toutes les mesures pour que les bourses attribuées dans les cours complémentaires correspondent aux besoins réels ; 2° à envisager, lors de la préparation du budget de 1951, des crédits suffisants pour l'attribution des bourses aux élèves des divers ordres d'enseignement, n° 11129. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à attribuer une indemnité forfaitaire de fonction d'un montant égal à 12 0/0 du traitement moyen à chaque inspecteur primaire dès le 1<sup>er</sup> janvier 1951, n° 11212. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant : 1° à fixer le montant des crédits affectés à l'Education nationale au sixième de l'ensemble du Budget ordinaire et du Budget de Reconstruction et d'équipement ; 2° à interdire l'application de la loi des maxima sur ce budget, n° 11514. — Le 16 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gou-

vernement à inscrire au budget de 1951, pour la réalisation d'un vaste programme de constructions scolaires, des crédits de paiement notoirement supérieurs à ceux attribués en 1950, n° 11677. — Le 16 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux suppléants en stage de formation professionnelle dans les écoles normales : 1° un traitement égal à celui qu'ils percevraient s'ils étaient en exercice ; 2° un poste à la fin de leur stage dans le département qui les a acceptés comme stagiaires, n° 11678.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission du ravitaillement [7 février 1947] (p. 223) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 938 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les constructions scolaires de l'enseignement du premier degré* [7 mars 1947] (p. 737) ; *le retire* (ibid.) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* (p. 749). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions la charge du Trésor résultant du prix de vente du pain* [12 juin 1947] (p. 2040, 2042) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale (Colonies de vacances)* [17 juillet 1947] (p. 3116, 3117). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2823, 2824) ; Art. 3 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à imposer aux acheteurs de réserver une part de leurs achats au plan de congélation* (p. 2829). — Pose une question à M. le Président du Conseil concernant le prix du vin rationné dans le département du Lot [11 juillet 1947] (p. 2993). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat I, FINANCES : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6325,

6326); PRÉSIDENTE DU CONSEIL : (p. 6355, 6356); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 69<sup>ter</sup> : *Amendement de Mme Rabaté relatif au paiement des notes d'électricité à caractère rétroactif* [27 avril 1948] (p. 2309, 2310). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur le décret Poinso-Chaupis et la laïcité*) [4 juin 1948] (p. 3224, 3225). — Prend part à la discussion : de sa proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3403, 3404); *Sur demande de discussion d'urgence* (p. 3408); — du projet de loi relatif aux loyers, titre II, allocation logement; Art. 64 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux jeunes ménages pendant trois ans* [18 juin 1948] (p. 3718, 3719); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4184, 4185); *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Mouchet relatif au taux de blutage, supprimant la date du 1<sup>er</sup> juillet 1948* (p. 4185); *Son amendement tendant à fixer la date d'augmentation de la ration au 15 juillet 1948* (*ibid.*). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux du 3 mars 1945 relative aux associations familiales : *Sur l'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4985, 4986). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 104 : *Amendement de Mme Degrand tendant à rétablir les crédits prévus pour l'inspection générale* [2 août 1948] (p. 5216); Chap. 308 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour frais de déplacements* (p. 5218); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Personnel de l'administration académique* [3 août 1948] (p. 5260, 5261); Chap. 609-3 : *Participation aux Jeux olympiques* [4 août 1948] (p. 5351). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Sur l'urgence* [5 août 1948] (p. 5392, 5393); — sur la proposition de loi portant majoration de l'allocation aux aveugles et grands infirmes; Article unique : *Son contre-projet tendant à accorder les taux des pensions militaires aux infirmes*

[5 août 1948] (p. 5394); *Son amendement tendant à unifier le taux de l'allocation dans toute la France* (p. 5395); — sur le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Article additionnel : *Amendement de M. Paumier relatif à la Commission paritaire fixant le prix des tabacs indigènes* [20 août 1948] (p. 6095). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit maximum de 900 milliards pour les dépenses civiles de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7934); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des limites budgétaires* [28 janvier 1949] (p. 221); Art. 4 : *Son amendement tendant à augmenter le nombre de postes de titulaires créés* (p. 222); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2035, 2036); Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 2096); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2 : *Amendement de M. Garaudy tendant à ne pas réduire les crédits de l'Éducation nationale* [31 mai 1949] (p. 2979, 2980); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à assimiler la culture du tabac aux cultures non spécialisées* [20 juillet 1949] (p. 4871); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour les constructions scolaires* [26 décembre 1949] (p. 7243, 7244); Art. 40 : *Reclassement de la fonction publique* [27 décembre 1949] (p. 7410, 7411); *Son amendement tendant à ne pas supprimer les versements d'attente institués en 1946* (p. 7414). — Dépose une demande d'interpellation sur la grâce accordée à Bonel, agent de la Gestapo à Figeac [26 janvier 1950] (p. 533). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à la mesure de grâce prise en faveur d'un tortionnaire de la Gestapo [17 février 1950] (p. 1220, 1221). — Est entendu sur l'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'arbitrage sur sa proposition de loi interdisant toute réduction de crédits sur le budget de l'Éducation nationale [3 mai 1950] (p. 3229). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution rela-

tive à la commémoration de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvick : *Sa motion préjudicielle tendant à ne pas réduire les crédits de l'Education nationale* [9 mai 1950] (p. 3394); *Discussion générale* (p. 3394, 3395); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3684, 3685); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3759); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4018, 4019), [8 juin 1950] (p. 4497); *Son contre-projet tendant à n'effectuer aucune réduction des crédits affectés à l'Education nationale* (p. 4499, 4500, 4501, 4502, 4504); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale : *Urgence* [15 juin 1950] (p. 4818, 4819); *Discussion générale* (p. 4827); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7935, 7936). — Est entendu : sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5132); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Suite de la discussion du budget des anciens combattants*) [22 juin 1950] (p. 5164). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090 : *Administration académique (Reclassement des inspecteurs primaires)* [23 juin 1950] (p. 5221); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Inspecteurs primaires)* (p. 5223, 5224, 5225); Chap. 1360 : *Cadre d'exécution des lycées (Reclassement des agents des lycées)* (p. 5228); Chap. 1390 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des écoles normales primaires (Traitements des professeurs d'écoles normales)* (p. 3236, 3237); Chap. 1420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des écoles primaires élémentaires (Statut des élèves maîtres)* (p. 5247); Chap. 1430 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements des instituteurs des écoles primaires (Statut des instituteurs auxiliaires)* [17 juillet

1950] (p. 5465, 5466); Chap. 1530 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement technique (Création de postes de professeurs)* (p. 5473, 5474); Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement technique* [18 juillet 1950] (p. 5550). — Dépose une demande d'interpellation sur les réductions de crédit prévues au budget de l'Education nationale [17 octobre 1950] (p. 6919). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des diverses interpellations du groupe communiste*) [2 novembre 1950] (p. 7390). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 14 : *Non réintégration dans les fonctions et emplois publics* [28 novembre 1950] (p. 8214, 8215); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art 2 : *Son amendement tendant à confier la décision du nombre de suppléants à l'inspecteur d'académie et non au Ministre* [20 décembre 1950] (p. 9360, 9361); *le retire* (p. 9361); Art 2 bis : *Amendement de Mme Guérin tendant à supprimer l'article prévoyant des suppléants éventuels* (p. 9367); Art. 9 : *Amendement de M. Signor tendant à appliquer la loi un mois après promulgation* (p. 9373); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9373); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de missions (Achats de tabac aux Etats-Unis)* [23 décembre 1950] (p. 9558, 9559, 9560). — Est entendu sur le report des questions orales [16 février 1951] (p. 1252). — Pose à M. le Ministre : des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à l'amélioration des transports ferroviaires dans la région de Cahors [23 février 1951] (p. 1563); — du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au licenciement arbitraire opéré dans une usine du Lot [23 février 1951] (p. 1567). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale (Crédits accordés à l'Education nationale)* [21 mars 1951] (p. 2312, 2313); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils : *Sa motion*

préjudicielle demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires [10 avril 1951] (p. 3068); Art. 15 : Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour les dépenses d'équipement de l'Éducation nationale [11 avril 1951] (p. 3137, 3138); Son amendement tendant à ne pas faire de transfert de crédits sans autorisation du Parlement (p. 3139); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE : Sa motion préjudicielle tendant à exiger que le budget de l'Éducation nationale représente un sixième du budget ordinaire [20 avril 1951] (p. 3625, 3626, 3627, 3628, 3629); Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Sort des agents de l'administration centrale) (p. 3674); Amendement de M. Pronteau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Publication de journaux scolaires) (p. 3674); Chap. 1070 : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel de l'administration académique (Statut des inspecteurs d'académie) (p. 3676); le retire (ibid); Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Reclassement des inspecteurs d'académie) (p. 3676); Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports) (p. 3676); Reclassement des commis de l'inspection académique (p. 3677); Chap. 1090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auxiliaires des territoires d'outre-mer (p. 3678); Chap. 1100 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'administration académique (Indemnités de bureaux) (p. 3678); Chap. 1360 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le cadre unique (Application du statut Monod) (p. 3708, 3709); Organisation des débats (Temps de parole) (p. 3709); Chap. 1380 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Traitement des élèves maîtres) (p. 3711); Chap. 1410 : Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Congés de maladie) (p. 3732, 3733); Chap. 1430 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de suppléances (Sup-

pléants de la région parisienne) (p. 3734, 3735); le retire (p. 3735); Chap. 1520 : Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les établissements d'enseignement technique (Surveillance de l'École des arts et métiers) (p. 3741); Chap. 2230 : Amendement de M. Cogniot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des archives de France (p. 3752); Chap. 3650 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux de la Jeunesse et des Sports (Centre des Marquisats à Annecy) [23 avril 1951] (p. 3768, 3769); Chap. 3370 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Auberges de la jeunesse (p. 3775, 3776); Chap. 5420 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres postsecondaires (p. 3780, 3781); Article additionnel : Son amendement tendant à détaxer les activités des associations sportives (p. 3787); Chap. 3590 : Amendement de M. Garaudy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des élèves des écoles normales supérieures (p. 3808); Chap. 4000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (p. 3809); Chap. 4180 : Amendement de Mlle Lamblin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocations de logements (Constructions scolaires) (p. 3815); Chap. 5440 : Amendement de M. Cogniot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à l'enseignement et à la production artistique (p. 3817); Article additionnel : Son amendement tendant à ne faire aucune réduction sur les crédits votés (p. 3824). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (Suppressions des abattements des zones de salaires) [25 avril 1951] (p. 4001, 4002). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : Contre-projet de M. Allonneau tendant à établir un présalaire proportionnel au traitement des fonctionnaires [12 mai 1951] (p. 5133); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Airoldi tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946 (p. 5135); Art. 3 : Demande du Gouvernement de réserver l'article (p. 5136); Art. 1<sup>er</sup> : Application de la loi des maxima à l'article prévoyant une charge de 18 milliards



pour le présalaire (p. 5137, 5139, 5140, 5141); *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* (p. 5141, 5142).

**THEETEN (M. Paul)**, Député du Nord, (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre mer [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1949] (p. 34); [20 février 1951] (p. 1338); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); de la Commission des affaires économiques [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné : par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité de gestion de fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025); par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [8 juillet 1949] (**F. 439**); pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est élu vice-président suppléant de la Haute Cour de justice (appl. de la loi du 27 décembre 1945, mod. l'ord. du 18 novembre 1944) [13 novembre 1947] (p. 4997); [4 mai 1948] (p. 2501).

#### Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à attribuer la carte d'ancien combattant aux anciens combattants de la guerre 1940-1945, **n° 694**. — Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'à l'âge de 21 ans le bénéfice de la carte de réduction pour les familles nombreuses sur les réseaux de la S. N. C. F.,

**n° 896**. — Le 9 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article premier du décret 46-1785 du 9 août 1946 concernant le tarif des huissiers, **n° 1286**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter, pour une période transitoire, la durée du travail, de quarante à quarante-huit heures, **n° 2896**. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 48-180 du 29 janvier 1948 fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant, **n° 3748**. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 relative au certificat médical pré-nuptial, **n° 4690**. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi modifiant exceptionnellement pour l'année 1948 l'application du décret n° 47-2332 du 15 décembre 1947 concernant les licences des débits de boissons, **n° 4877**. — Le 5 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élever le plafond d'exemption du droit de timbre de quittance, **n° 5178**. — Le 5 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le fonctionnement des Commissions paritaires de prélèvement, **n° 5179**. — Le 5 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, **n° 5180**. — Le 23 septembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret n° 46-1785 du 9 août 1946, concernant le tarif des huissiers, **n° 5522**. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à rétablir la souveraineté de la Commission paritaire pour la fixation du prix des tabacs, **n° 5573**. — Le 7 décembre 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 3 du décret du 4 juin 1948 et à modifier l'article 6 du décret du 4 septembre 1945 relatifs aux frais de déplacements des huissiers, **n° 5735**. — Le 6 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 206 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, instituant une Commission départementale de conciliation en cas de contestation sur l'application des droits d'enregistrement prévus en cas de vente d'immeubles, **n° 6952**. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 413 du Code de

l'enregistrement relatif aux conditions d'exonération des droits de succession dus par les héritiers des victimes de guerre, n° 6979. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 5 millions de francs aux sinistrés de la ville de Rosendaël (Nord) à la suite de l'inondation occasionnée par la rupture de la digue de Dunkerque en mars dernier, n° 6988. — Le 16 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> août la date d'exigibilité, sans pénalité, du montant des taxes locatives, n° 7455. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les entreprises de transport public de voyageurs à verser globalement le montant de la taxe locale au receveur central des finances du chef-lieu de chaque département, n° 8144. — Le 2 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre, en matière de contributions directes, aux souscriptions d'actions émises par les sociétés de construction, d'habitations, des règles d'amortissement valables pour les capitaux investis dans les constructions réalisées par des entreprises particulières, n° 8584. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la grande guerre, n° 9508. — Le 29 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 décembre 1945, modifié par l'article 3 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, relatives au régime de l'assurance-vieillesse, n° 9665. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la reconstruction définitive du pont de Château-Rouge à Tourcoing (Nord), n° 9724. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 (alinéa 1) de l'acte dit loi n° 217 du 12 avril 1943 relative à la publicité par panneaux-réclame, par affiches et aux enseignes, n° 9725. — Le 11 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à augmenter la tranche de crédits accordée au département du Nord pour l'entretien et l'amélioration de son réseau routier; 2° à décider d'entreprendre la construction de l'autoroute Paris—Lille au cours de l'année 1950, n° 9927.

— Le 16 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 194 du Code général des impôts en ce qui concerne le nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable, n° 9964. — Le 30 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 25 millions de francs aux personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu sur la région de la Bassée, n° 10509. — Le 15 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions : 1° pour étudier les possibilités d'augmentation du prêt; 2° pour accorder un voyage gratuit aller et retour aux militaires du contingent, n° 11136. — Le 21 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour accorder des réductions de taxes aux expéditeurs de paquets poste avions, de colis postaux avion et de mandats adressés à des militaires opérant en Indochine, n° 11349. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever d'urgence les taux du prêt des sous-officiers, caporaux et soldats pendant la durée légale du service militaire et à accorder un voyage gratuit aller et retour aux militaires du contingent, n° 11519. — Le 19 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures propres à confirmer les anciens combattants d'Indochine dans leurs droits tirés de la loi du 31 mars 1919 et du décret du 23 décembre 1949, n° 11698. — Le 23 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, n° 11925. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à relever le chiffre maximum des ressources dans la limite desquelles est accordée l'allocation temporaire aux vieux, n° 12061. — Le 3 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1951 le délai prévu pour le paiement du premier tiers provisionnel pour l'année 1951, n° 12071. — Le 3 avril 1951 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à admettre dans la catégorie des monuments historiques et sites

classés les vieux moulins à vent de la Flandre française et à octroyer une aide matérielle aux meuniers exploitant ces moulins selon les méthodes artisanales, n° 12677. — Le 17 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9875) tendant à ratifier le décret du 11 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 25 octobre 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire, n° 12858. — Le 17 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9873) tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 20 septembre 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 9 juin 1938 sur le régime de l'admission temporaire dans ce territoire, n° 12859. — Le 27 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter l'échéance du deuxième tiers provisionnel au 30 juin, n° 12994.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1853), [20 juin 1947] (p. 2269, 2270); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Situation des combattants de la guerre 1939-1945)* [21 juillet 1947] (p. 3305, 3306); Chap. 305 : *Construction de cimetières militaires en Italie* (p. 3324). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique du département du Nord [28 octobre 1947] (p. 4915); — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 décembre 1947] (p. 6159, 6160, 6161); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, ÉDUCATION NATIONALE, : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6302, 6303); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre

en 1948; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par l'inondation du Midi* [30 décembre 1947] (p. 6516, 6517); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du premier trimestre 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6541); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions financières et budgétaires; Art. 24 : *Son amendement tendant à exempter de taxes spéciales les casinos* [30 décembre 1947] (p. 6604); *le retire* (ibid.); — de la proposition de résolution de M. Pierre-Grouès relative à l'attribution de récompenses au titre de la Résistance : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6683); — du projet de loi relatif au rappel en activité des officiers en non-activité; Art. 3 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de résistance* [31 décembre 1947] (p. 6686); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [5 janvier 1948] (p. 92, 93). — Donne sa démission de vice-président suppléant de la Haute Cour de justice [3 février 1948] (p. 342). — Est réélu vice-président suppléant de la Haute Cour de justice [4 mai 1948] (p. 2501). — Pose une question à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population relative à l'attribution de bons d'achat d'automobiles aux médecins [21 mai 1948] (p. 850). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur les traitements aux colonies* [9 juin 1948] (p. 3322); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3598); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 juin 1948] (p. 4009); — du projet de loi instituant une Caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Christiaens distinguant les travailleurs saisonniers et les frontaliers* [30 juin 1948] (p. 4173, 4174); Art. 3 ;

*Son amendement tendant à inclure les industries du sucre et des cuirs* (p. 4177); *le retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil d'administration de cette caisse* (p. 4177); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4179); -- du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6640, 6641); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur les impôts cédulaires trop lourds pour ceux qui ne peuvent pas frauder, la ruine des épargnants, la mauvaise utilisation des ressources françaises, la faiblesse de la politique économique du Gouvernement, l'aide américaine et le plan Marshall)* [22 décembre 1948] (p. 7842, 7843, 7844). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Union douanière avec l'Italie* [29 mars 1949] (p. 1815); — sur un rappel au Règlement : *Application abusive de la loi des maxima* [30 mars 1949] (p. 1877, 1878). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 4 : *Son amendement tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* [31 mars 1949] (p. 1931, 1932). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative au ravitaillement en café de la France et plus particulièrement du Nord et du Pas-de-Calais [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1999). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article instituant un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2901); *le retire* (ibid.). — Pose une question à M. le Garde des Sceaux relative à une nouvelle promotion de la médaille de la Résistance [17 juin 1949] (p. 3484). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur le développement agricole de l'Afrique et l'industrialisation textile de l'A. O. F.)* [21 juin 1949] (p. 3581, 3582). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de la proposition de loi portant report de l'exigibilité des taxes sur les valeurs locatives* [28 juin 1949] (p. 3834). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits

pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4210); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 39 : *Avances à la S. N. C. F.* [7 juillet 1949] (p. 4375, 4377); — des interpellations relatives au fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4614, 4627, 4628, 4629); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie* [22 juillet 1949] (p. 5016); Chap. 3150 : *Dépenses de fonctionnement des services sociaux* (p. 5016). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui ont marqué le 11 novembre à Paris pour la commémoration de la fête de l'armistice [22 novembre 1949] (p. 6186). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Date de discussion des interpellations sur le Fezzan* [8 décembre 1949] (p. 6673, 6674). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Sous-amendement à l'amendement de M. Darou tendant à inclure les anciens combattants des territoires d'outre-mer* [8 décembre 1949] (p. 6693); *Son amendement à la motion préjudicielle de M. Devémy tendant à inclure les anciens combattants des territoires d'outre-mer* (p. 6694, 6695); *le retire* (p. 6695); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6825); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6907, 6908); Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 F du Code du travail) : *Sous-amendement tendant à supprimer l'ancienneté parmi les éléments devant déterminer la représentativité des organismes syndicaux* [3 janvier 1950] (p. 27, 28). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux facilités bancaires à accorder aux créanciers de la S. N. C. F. [16 décembre 1949] (p. 6961). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies possibles, l'augmentation du revenu national en 1950, une saine gestion financière et le renouvellement du matériel de l'industrie*

cotonnière) [22 décembre 1949] (p. 7160, 7161, 7162, 7179) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à spécifier : « ou dans un rayon de 20 kilomètres »* [27 décembre 1949] (p. 7382) ; *Son amendement tendant à inclure les camionneurs n'utilisant que 3 ouvriers* (p. 7382) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à inclure les transports de main-d'œuvre effectués par une entreprise pour son usage personnel* (p. 7382) ; *Son amendement tendant à inclure les communautés religieuses et les ministres du culte* (p. 7382) ; le retire (ibid) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits d'investissements pour les habitations à bon marché* [28 décembre 1949] (p. 7488) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits d'investissements pour l'auto-route Paris-Lille* (p. 7488) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux villes de plus de 10.000 habitants dans le Nord* [30 décembre 1949] (p. 7578) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à ne pas verser la prime dans les entreprises publiques déficitaires* [26 janvier 1950] (p. 548) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à prévoir des aménagements fiscaux pour les entreprises gênées par le paiement de la prime* (p. 552) ; le retire (p. 552) ; *Ses explications de vote* (p. 552) ; — d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à étendre l'article additionnel aux artisans et commerçants* [2 février 1950] (p. 891) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 908) ; Art. 1<sup>er</sup> (Art. 31 A du Code du travail) : *Son amendement tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle* (p. 926) ; le retire (p. 928) ; Art. 31 F : *Son amendement tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organismes syndicaux* (p. 932) ; *Son amendement tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales* (p. 958, 959, 960) ; Art. 31 O : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil*

*de la République relatif aux primes à la productivité* (p. 990, 991) ; *Demande de renvoi de la discussion, présentée par le Gouvernement* (p. 1005, 1006) ; Art. 31 R : *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution de la convention par les groupements de travailleurs* [8 février 1950] (p. 1067) ; Art. 31 V : *Publicité donnée aux conventions collectives* (p. 1067) ; Art. 3 bis : *Amendement de M. André tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* (p. 1078) ; Art. 2 bis : *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève* (p. 1084) ; Art. 19 : *Discussion des conventions avant la promulgation de la loi* (p. 1088) ; — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Sa demande de renvoi à la Commission* [24 février 1950] (p. 1418) ; — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1529) ; — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1624) ; Art. 4 bis : *Son amendement relatif à l'affectation des hommes mariés sans enfant dans les garnisons proches de leur domicile* (p. 1631) ; le retire (ibid) ; Art. 6 : *Dispense pour les orphelins de père* (p. 1635) ; — du projet de loi relatif aux élections au conseil d'administration des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République rétablissant le panachage* [3 mars 1950] (p. 1669, 1670) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2001). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la police de la route [17 mars 1950] (p. 2145). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exonérer les véhicules à gaz de ville et à gaz naturel* [17 mars 1950] (p. 2157) ; — du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. E. L. Lambert tendant à reprendre*

le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de guerre [30 mars 1950] (p. 2671). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la répartition des crédits du plan Marshall en 1949 [31 mars 1950] (p. 2723). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : Son amendement tendant à ne pas créer d'industries ou d'entreprises annexes à la S.N.C.F. avec les crédits d'investissements [26 avril 1950] (p. 2909, 2910); le retire (p. 2910); Art. 7 : Son amendement relatif à l'amortissement des capitaux investis dans les constructions nouvelles [28 avril 1950] (p. 3074); Art. 23 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité et du Gaz de France [3 mai 1950] (p. 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 397.998 millions [19 juillet 1950] (p. 5614); — des interpellations sur l'arrestation de 2 députés (Mme Marie Lambert, M. Signor) : Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de confiance de M. de Moro-Giufferré [27 avril 1950] (p. 3009); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 900 : Installation de bases aériennes (aérodromes de Lesquin, Nord) [11 mai 1950] (p. 3532); Etat A, GUERRE, Chap. 3095 : Convocation des réserves (p. 3553); Chap. 3115 : Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire (p. 3554); Etat B, MARINE, Chap. 381 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les marchés passés pour l'entretien de la flotte (p. 3599); le retire (ibid); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : Ses observations sur le budget de la France d'outre-mer (p. 3607); Chap. 4500 : Amendement de M. Guesdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service social outre-mer (relèves en Indochine) (p. 3615); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; Etat C, ORDRE DE LA LIBÉRATION, Chap. 1200 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités diverses (médaille de la Résistance) [12 mai 1950] (p. 3656); le retire (ibid); Etat A, DÉFENSE NATIONALE : (SERVICE DE LA DOCUMENTATION EXTÉRIEURE

ET DU CONTRE-ESPIONNAGE) : Discussion générale (p. 3659); RADIODIFFUSION : Discussion générale (ses observations sur la radiodiffusion de Lille) [2 juin 1950] (p. 4193); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4140 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes de changes aux travailleurs immigrés italiens (ses observations sur les accords franco-italiens et franco-belges) [5 juin 1950] (p. 4281, 4282); le retire (p. 4282); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Discussion générale (ses observations sur l'entretien des routes) [7 juin 1950] (p. 4389, 4390, 4392); Chap. 3300 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des routes et ponts (routes du Nord) (p. 4412); le retire (ibid); Chap. 3320 : Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des voies navigables (p. 4414); FINANCES : Discussion générale (ses observations sur le libéralisme économique et les accords commerciaux prévus avec les pays voisins [15 juin 1950] (p. 4851, 4856, 4859, 4860); Chap. 1600 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des douanes (importation d'équipement industriel) [16 juin 1950] (p. 4898, 4899); le retire (p. 4899); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Discussion générale (ses observations sur le rééquipement de l'industrie française) [16 juin 1950] (p. 4923); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Discussion générale (ses observations sur le cimetière de Bir-Hakeim) [20 juin 1950] (p. 5058); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : Discussion générale (ses observations sur les associations d'anciens combattants et le capital décès versé aux ayants cause des militaires tués en Indochine) [24 juin 1950] (p. 5109); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5490 : Activité théâtrale (décentralisation) [19 juillet 1950] (p. 5592); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : Contre-projet de M. Bardoux tendant à étendre le texte à d'autres catégories d'artisans [23 mai 1950] (p. 3780, 3781); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : Discussion générale [23 mai 1950] (p. 3812); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Assemblée de l'Union française (réorganisation de cette Assemblée) [14 juin

1950] (p. 4794) ; *le retire* (ibid) ; — d'une proposition de résolution relative à la fermeture des mines de Bert-Montcomboux : *Urgence* [22 juin 1950] (p. 5141). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet d'amnistie*) [18 juillet 1950] (p. 5553). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS : *Discussion générale* [20 juillet 1950] (p. 5667) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder la priorité aux veuves de guerre pour le paiement des dommages de guerre* [21 juillet 1950] (p. 5743) ; Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à inclure les anciens combattants inscrits au bureau de bienfaisance* (p. 5747) ; *Son amendement tendant à porter à 2.400 francs les retraites des anciens combattants âgés de plus de 55 ans* (p. 5747, 5748). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet de loi relatif à l'amnistie*) [25 juillet 1950] (p. 5949). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6154, 6155, 6156) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 79 : *Amendement de M. Robert Prigent tendant à relever à 0,70/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [2 août 1950] (p. 6512). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet d'amnistie* [17 octobre 1950] (p. 6931). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7273, 7274, 7275) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à affecter les chefs et soutiens de famille à des garnisons proches de leur domicile* [27 octobre 1950] (p. 7310) ; *Son amendement tendant à augmenter le prêt* (p. 7322, 7323) ; *le retire* (p. 7323) ; Art. 3 : *Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7329) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7342) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> A : *Amendement de M. Tourné tendant à affecter orphelins, chefs et soutiens*

*de famille dans les unités proches de leur domicile* [23 novembre 1950] (p. 8081) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 7 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés engagés volontaires pour l'Indochine* [16 novembre 1950] (p. 7795) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés ayant accompli le tiers de leur peine* (p. 7827, 7828) ; *le retire* (p. 7828) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pierard tendant à interdire la réintégration d'amnistiés dans la presse* [28 novembre 1950] (p. 8219) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 37 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux titulaires d'une carte d'économiquement faible* [13 décembre 1950] (p. 9035) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat B, Chap. 3260 : *Entretien des routes et ponts* [22 décembre 1950] (p. 9482) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9704, 9705) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards* [29 décembre 1950] (p. 9781) ; — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine ; Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure les officiers de réserve ayant servi dans les unités combattantes* [3 janvier 1951] (p. 90) ; Art. 6 : *Résiliation du contrat en cas d'incapacité physique* (p. 93) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à élargir la représentation des organisations d'employés et d'ouvriers* [7 février 1951] (p. 847) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1850) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 920, 921, 922) ; *Son amendement tendant à majorer les allocations des travailleurs indépendants de 20 0/0* (p. 927) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à faire présider la commission prévue par le Président de la Commission du travail* (p. 941). — Pose à M. le Ministre du Travail une question relative au calcul des salaires à la S.N.E.C.M.A. [9 février 1951] (p. 982). —

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1362). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres-primés, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Weill-Reynal tendant à ne pas interdire les escomptes ou remises en espèces* [14 mars 1951] (p. 1908); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Indemnisation des Français sinistrés en Belgique)* [14 mars 1951] (p. 1923); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'aide aux travailleurs immigrés* [21 mars 1951] (p. 2258); *le retire* (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Ses observations sur les exportations de matières premières* [25 avril 1951] (p. 3942); FINANCES, amendé par le Conseil de la République; Chap. 1620 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée pour le contrôle économique (Suppression des brigades polyvalentes)* [25 avril 1951] (p. 3954, 3955); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Industries exportatrices* [25 avril 1951] (p. 3958, 3959); Chap. 5040 : *Amendement de M. Greffier tendant à supprimer le chapitre subventionnant l'association française pour l'accroissement de la productivité* [25 avril 1951] (p. 3974); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Ses observations sur le manque de papier journal* [3 avril 1951] (p. 2607); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Culture industrielle du textile)* [4 avril 1951] (p. 2679, 2680); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre obligatoire l'inscription sur les listes électorales* [21 mars 1951] (p. 2453, 2454). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition faisant du 8 mai une fête nationale* [10 avril 1951] (p. 3043, 3044); — sur les explications de vote sur plusieurs questions de confiance pour l'ajournement de débats inscrits à l'ordre du jour : *Proposition faisant du 8 mai*

*un jour férié* [25 avril 1951] (p. 3997). = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557); [17 mai 1949] (p. 2536). = Obtient un congé [17 mai 1949] (p. 2536).

### THIBAUT (M. Edouard), Député du Gard.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); [23 janvier 1951] (p. 348), de la Commission de la presse [3 décembre 1947] (p. 5451); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950] (p. 3674).

### Dépôts :

Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander aux conseils d'administration des Houillères des bassins du Gard, de l'Aveyron et de la Loire, de donner à bail, aux associations de parents d'élèves, les locaux des anciennes écoles privées des mines, n° 2340. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi relative aux écoles privées des houillères nationales, n° 4132. — Le 1<sup>er</sup> février 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 6257 (rectifié). — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi concernant l'emploi de certains extraits dilués dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptibles de mettre en danger la santé publique, n° 8347.

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [13 mai 1947] (p. 1594); — du projet de loi relatif aux écoles privées des Houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2559, 2560, 2561, 2595); Art. 1<sup>er</sup> : *Son*



*contre-projet tendant à laisser les locaux scolaires à la disposition des conseils d'administration des houillères* [14 mai 1948] (p. 2668); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur les fonctionnaires coloniaux* [9 juin 1948] (p. 3321, 3322, 3323, 3324); Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 3345); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1949, 1950); Chap. 401 : *Œuvres sociales de la France d'outre-mer* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 1976); — d'une proposition de loi portant réglementation des boissons non alcooliques : *Urgence* [14 décembre 1949] (p. 6851, 6852); — d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des Houillères aux communes minières : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5647, 5648). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

**THIRIET (M. Jules)**, Député de la Moselle.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu secrétaire de cette commission [*J.O.* du 30 janvier 1948] (p. 1012); [*J.O.* du 20 janvier 1949] (p. 783); [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945). *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le régime des servitudes militaires nées de l'existence des ouvrages de la ligne Maginot, n° 1603.

— Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi validée n° 11, du 8 juin 1944, instituant un fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines, n° 2051. — Le 16 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de MM. Thiriet, Caron et Moussu tendant à modifier l'article 10 de la loi validée n° 11, du 8 juin 1944, instituant un fonds de garantie des risques de guerre sur stocks de céréales et de farines, n° 2867. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à exonérer les agriculteurs dépossédés de leurs exploitations agricoles, par l'annexion de fait des départements du Rhin et de la Moselle, de l'impôt sur les bénéfices agricoles, pour une durée égale à celle de leur déposition, n° 2887. — Le 30 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et des Vosges, victimes des inondations de décembre 1947, n° 3051. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un mois de permission à tous les militaires dont les familles ont été victimes des inondations, n° 3080. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité pour l'achat d'une voiture automobile à tous les invalides, par suite de l'amputation ou de la paralysie d'un membre inférieur, n° 4196. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi portant modification de l'article 5 de la loi n° 48-465, du 21 mars 1948, instituant une Caisse autonome de la reconstruction, n° 5747. — Le 12 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1949 la période pendant laquelle les demandes de restitution des dépouilles mortelles des victimes civiles et leur transfert aux frais de l'Etat peuvent être prises en considération, n° 7868. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 8716. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le

projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg, n° 9493.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour 1947 ; ETAT A, AGRICULTURE, Chap. 903 : *Restauration de l'habitat rural* [7 mars 1947] (p. 714). — Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1621). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3763); — du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre ; Art. 8 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer l'article 17 de la loi du 28 octobre 1946* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3831); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [14 novembre 1947] (p. 5040); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter partiellement les sinistrés et spoliés* [22 décembre 1947] (p. 6093, 6094). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions et aménagements provisoires* [30 décembre 1947] (p. 6507). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Dommages de guerre*) [17 février 1948] (p. 792). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction ; Art. 2 : *Régime des sociétés coopératives* [2 mars 1948] (p. 1279, 1280, 1281); *Son amendement relatif à la vocation des sociétés coopératives* (p. 1281); *le retire* [17 mars 1948] (p. 1828); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3060, 3063); Art. 54 *ter* : *Son amendement tendant à*

*supprimer cet article nouveau* (p. 3072); Art. 55 : *Son amendement tendant à reprendre l'article supprimé* (p. 3073); *le retire* (ibid.); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les expulsés par l'ennemi* [7 mars 1948] (p. 1502); *le retire* (p. 1503); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; *Discussion générale (Ses observations sur le prix des engrais)* [25 février 1949] (p. 994); *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Rochet et Valay* (p. 1003); — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 2 *bis* : *Son amendement relatif aux agriculteurs ayant contracté un emprunt auprès d'une caisse de crédit agricole* [20 juillet 1949] (p. 4885, 4886); *le retire* (p. 4886); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2321, 2322, 2323); [28 mars 1950] (p. 2456); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 7 : *Amendement de M. Mondon tendant à permettre aux collectivités locales de majorer les primes annuelles prévues* [28 avril 1950] (p. 3081); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 1150 ; *Direction départementale des services agricoles (effectif des services)* [24 mai 1950] (p. 3887); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1010 : *Personnel des services extérieurs (Répartition du personnel des délégations départementales)* [13 juin 1950] (p. 4695); Chap. 6070 : *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertise des dommages de guerre* [14 juin 1950] (p. 4737); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, INTÉRIEUR, Chap. 8010 : *Réparation des routes départementales endommagées par la guerre* [20 juillet 1950] (p. 5685); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6577). — Est entendu sur un incident (*Irruption d'une délégation dans les bureaux des groupes au Palais Bourbon*) [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8428). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un pro-

gramme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9943); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 190). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION**, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [12 avril 1951] (p. 3195, 3196); Art. 22 : *Son amendement tendant à ajouter «habituellement»* [18 avril 1951] (p. 3448); Art. 23 : *Son amendement relatif à l'enlèvement des dépôts provenant de déblaiements* (p. 3449); *le retire (ibid.)*; Art. 24 : *Son amendement tendant à permettre le report de dommages agricoles sur d'autres constructions* (p. 3450); Art. 25 : *Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession de dommages de guerre* (p. 3457); Art. 26 : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir la rescision pour lésion de la vente des dommages de guerre vendus à moins de 30 0/0 de leur valeur* (p. 3536); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **EDUCATION NATIONALE**, Chap. 1000 : *Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine* [20 avril 1951] (p. 3651). = S'excuse de son absence [6 mai 1947] (p. 1476); [20 mai 1947] (p. 1678); [22 juillet 1947] (p. 3348); [3 janvier 1948] (p. 66); [15 mars 1949] (p. 1622). — Obtient des congés [22 juillet 1947] (p. 3348); [3 janvier 1948] (p. 66); [15 mars 1949] (p. 1622).

**THOMAS (M. Eugène)**, *Député du Nord*  
(3<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

*Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.*

(Cabinet RAMADIER)

du 9 mai 1947 au 22 octobre 1947.

*Secrétaire d'Etat*  
*à la Présidence du Conseil (P.T.T.).*

(Cabinet RAMADIER)

du 27 octobre 1947 au 24 novembre 1947

*Secrétaire d'Etat aux P.T.T.*

(Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 26 juillet 1948

*Secrétaire d'Etat aux P.T.T.*

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat*  
*à la Présidence du Conseil (P.T.T.).*

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 11 septembre 1948.

*Secrétaire d'Etat*  
*à la Présidence du Conseil (P.T.T.).*

(Cabinet QUEUILLE)

Du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

*Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.*

(3<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); [11 février 1947] (p. 276); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103).

### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, un projet de loi autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, n° 210. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi autorisant la création d'une société dite « messageries

coopératives de la presse » chargée du groupe, du transport et de la distribution des journaux et publications périodiques, n° 293. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi sur le transport des périodiques, n° 303. — Le 20 juin 1947, un projet de loi accordant au Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, un contingent exceptionnel de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion du 12<sup>e</sup> congrès de l'Union postale universelle, n° 1790. — Le 8 août 1947, un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones, n° 2332. — Le 18 février 1948, un projet de loi concernant la distribution dans les hôtels et agences de voyage des objets recommandés ou avec valeur déclarée, n° 3456. — Le 11 mars 1948, un projet de loi portant réforme du cadre principal des agents des télécommunications relevant du secrétariat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, n° 3756. — Le 20 décembre 1948, un projet de loi relatif aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 5862. — Le 23 décembre 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale des télécommunications signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique) le 2 octobre 1947, n° 5896. — Le 21 juin 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les conventions et arrangements de l'Union postale universelle signés à Paris le 5 juillet 1947, n° 7548. — Le 29 décembre 1949, un projet de loi relatif à la procédure de fixation des conditions d'admission des objets de correspondance dans le service postal, n° 8888.

### Interventions :

Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Léon Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [16 janvier 1947] (1). — Est nommé

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

*Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Ramadier) [Décret du 9 mai 1947] (*J. O.* du 10 mai 1947, p. 4334).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; P.T.T., BUDGET ANNEXE : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2947, 2948) ; Chap. 102 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour l'Inspection générale* [11 juillet 1947] (p. 2968) ; Chap. 103 : *Services d'études, recherches* (p. 2968, 2969) ; Chap. 306 : *Matériel postal* (p. 2972) ; Chap. 310 : *Transport de matériel et de correspondances (ligne aérienne Paris—Nice)* (p. 2972, 2973, 2974) ; Chap. 313 : *Amendements de MM. Laurens et Barthélemy tendant à réduire et augmenter les crédits pour entretien du parc automobile* (p. 2975) ; Chap. 402 : *Œuvres sociales* (p. 2976) ; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Chap. 108 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour indemnités aux services extérieurs* [16 juillet 1947] (p. 3057) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : Etat A, P. T. T., Chap. 121 : *Amendement de M. Reeb tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour le Centre national d'études des télécommunications* [7 août 1947] (p. 4075, 4076) ; Chap. 308 : *Matériel du Centre national des télécommunications* (p. 4077). — Répond à une question de M. Barthélemy concernant le calcul de l'allocation de salaire unique pour les fonctionnaires des P. T. T. [8 août 1947] (p. 4117). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) (1) — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [27 octobre 1947] (*J. O.* du 28 octobre 1947, p. 10718) (1). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [20 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet R. Schuman) [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations sur l'échec de la grève des postiers* [29 novembre 1947] (p. 5310) ; — du

(1) A la suite d'un remaniement du Cabinet Ramadier.

projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 5 : BUDGETS ANNEXES : Amendement de M. Poumadère tendant à réduire les crédits pour le service de la distribution des P.T.T. [27 décembre 1947] (p. 6384) ; — de propositions de résolution relatives à la catastrophe de Courrières : Discussion générale [20 avril 1948] (p. 2076) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, P.T.T., Chap. 100 : Ses observations sur le budget, la marche du travail dans les divers services [21 juin 1948] (p. 3740 et suiv.) ; Chap. 103 : Amendement de M. Anxionnaz tendant à rétablir les crédits pour les services d'études et de recherches (p. 3745) ; Chap. 106 : Différences de traitement entre les agents des P. T. T. et ceux des Finances (p. 3746) ; Chap. 108 : Amendement de Mme Reyraud tendant à diminuer de 1.000 francs les crédits pour les recettes-distributions (p. 3747) ; Chap. 111 : Services techniques spécialisés (ingénieurs des travaux sous-marins) (p. 3747) ; Chap. 117 : Amendements de M.M. Midol, Barthélemy, Poumadère et Dutard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (p. 3747, 3748) ; Chap. 312 : Achat de matériel automobile (p. 3750) ; GROUPEMENT DES CONTROLES RADIOÉLECTRIQUES, Chap. 100 : Scandale de la gestion du lieutenant-colonel Bodin [28 juin 1948] (p. 4097). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (P. T. T.) (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (P. T. T.) [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (P. T. T.) (2<sup>e</sup> Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (P. T. T.) [8 septembre 1948] (p. 6471). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (P. T. T.) (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949 ; Art. 38 : BUDGET ANNEXE

DES P.T.T. [31 décembre 1948] (p. 8268, 8269, 8270) ; Art. 41 bis : *Tarifs réduits accordés par les P.T.T.* (p. 8271, 8272) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget de la Caisse nationale d'épargne : Discussion générale [7 avril 1949] (p. 2187, 2188) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur le budget des P. T. T. : Discussion générale [8 avril 1949] (p. 2263), [12 avril 1949] (p. 2293, 2294, 2295, 2296, 2297) ; Etat A, Chap. 100 : Traitement du personnel titulaire de l'Administration centrale (p. 2297) ; Chap. 105 : Amendement de M. Bour tendant à réduire l'annulation de crédit de 4.475.000 francs sur les services spéciaux (p. 2298) ; Chap. 107 : Services intérieurs des bureaux (p. 2299) ; Chap. 110 : Amendement de M. Coudray tendant à augmenter l'annulation de 100.000 francs sur les services d'acheminement des correspondances (p. 2300) ; Chap. 1242 : Reclassement de la fonction publique (p. 2303) ; Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation de crédits pour le reclassement de la fonction publique (p. 2303, 2304) ; Chap. 125 : Contribution à la constitution des pensions de retraite (p. 2304, 2305) ; Chap. 301 : Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine (p. 2312) ; Chap. 303 : Sa demande de rétablissement de crédits supplémentaires pour le mobilier des services extérieurs (p. 2312) ; Chap. 304 : Amendement de M. Fagon tendant à augmenter de 1.000 francs les crédits pour travaux d'impression (p. 2313) ; Chap. 306 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel postal (p. 2313) ; Chap. 309 : Rattachement des abonnés au téléphone (p. 2314) ; Chap. 310 : Amendement de M. Mauroux tendant à augmenter de 10 millions l'annulation de crédits sur le transport des correspondances (p. 2315) ; Chap. 313 : Amendement de M. Mauroux tendant à augmenter de 10 millions l'annulation de crédits sur l'entretien du matériel automobile (p. 2316) ; Chap. 106 : Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 1 million l'annulation de crédits pour le service des directions (Transformation d'emplois) [14 avril 1949] (p. 2448) ; Sa demande de rétablissement des crédits prévus (p. 2449) ; Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation sur les crédits de ce chapitre (Création de 60 emplois de directeurs adjoints) (p. 2449) ; de ce projet de loi

amendé par le Conseil de la République ; Etat F, Chap. 117 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les indemnités éventuelles et spéciales* [9 juin 1949] (p. 3214, 3215). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (P. T. T.) [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre des P. T. T.* (Cabinet Bidault) ; [Décret du 28 octobre 1949] (*J. O.* du 28 octobre 1949 p. 10766). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la majoration des indemnités pour accidents du travail en Algérie : *Urgence* [27 juillet 1950] (p. 6058, 6059) ; *discussion générale* (p. 6059) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte du Conseil de la République faisant partir l'application de la loi du 31 mai 1950* [4 août 1950] (p. 6749) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6750, 6751) ; Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxe sur l'affichage et la publicité* (p. 6754). — Répond à une question : de M. Barel relative à l'interdiction en France du journal italien *l'Unità* [20 octobre 1950] (p. 7066) ; — de M. Michaud relative à l'exécution d'un mandat d'arrêt contre l'ancien député Léon Figuières [10 novembre 1950] (p. 7634, 7635). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative aux agressions contre certaines organisations politiques (*Attentat contre M. Jacques Duclos*) [14 novembre 1950] (p. 7688). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers en Algérie : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8289) ; Art. 4 : *Amendement de M. Viard tendant à réputer locataires de bonne foi, les bénéficiaires de réquisitions pendant un délai d'un an* (p. 8292) ; Art. 9 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à soumettre les litiges en instance à la*

*nouvelle loi* (p. 8294) ; *Amendement de M. Djemud tendant à ne pas permettre l'expulsion de logis insalubres sans relogement* (p. 8294) ; Art. 10 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à assurer le relogement des locataires évincés pour des travaux* (p. 8295) ; Art. 18 : *Amendement de M. Fayet tendant à limiter à une seule fois l'exercice du droit de reprise* (p. 8298) ; Art. 19 : *Amendement de M. Fayet tendant à n'autoriser de reprise que sur les immeubles achetés avant 1939* (p. 8299) ; Art. 20 : *Amendement de M. Fayet tendant à supprimer l'article prévoyant la possibilité de reprise sans conditions pour certaines catégories* (p. 8299, 8300) ; Art. 26 : *Amendement de M. Fayet tendant à n'appliquer les majorations de loyers qu'après une hausse des salaires* [30 novembre 1950] (p. 8332) ; Art. 71 : *Amendement de M. Dominjon tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement* (p. 8394) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8324). — Répond à une question de M. Rollin relative à l'expulsion des locataires de bonne foi [8 décembre 1950] (p. 8833). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Auguet sur la révocation des maires et adjoints communistes de Paris [12 décembre 1950] (p. 8948, 8949). — Répond à une question : de M. Bouxomi relative à la délivrance de certificats de vie [15 décembre 1950] (p. 9155) ; — de Mlle Rumeau relative à la création de classes d'écoles maternelles [15 décembre 1950] (p. 9155) ; — de M. Ballanger relative aux bourses nationales des cours complémentaires en Seine-et-Oise [15 décembre 1950] (p. 9156) ; — de M. Duveau relative à l'application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 20 septembre 1948 relative à la péréquation des pensions [15 décembre 1950] (p. 9156) ; — de M. Castera relative au contrôle de l'accès à certains emplois (*Gérance d'un débit de tabac*) [22 décembre 1950] (p. 9498) ; — de M. Ruffe relative au recouvrement du prélèvement exceptionnel [22 décembre 1950] (p. 9498) ; — de M. Cayeux relative à la circulation dans l'agglomération parisienne [26 janvier 1951] (p. 442). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 1030 : *Personnel technique de protection*

contre l'incendie (*Retraite des sapeurs-pompiers de Paris*) [6 février 1951] (p. 810, 811); Chap. 1240 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 100 francs les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale (Assassinat de M. François Passeret en Haute-Garonne)* [13 février 1951] (p. 1054, 1055); *Amendement de M. Fievez tendant à réduire de 5 milliards 500 millions les crédits de ce chapitre (Création de nouvelles unités de C. R. S.)* (p. 1058); Chap. 1290 : *Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocation au personnel de la Sûreté nationale (Indemnité horaire de nuit à Colmar)* (p. 1062, 1063); Chap. 1330 : *Indemnité de résidence* (p. 1063); Chap. 3030 : *Conseils, Comités et Commissions (Commission législative d'Alsace-Lorraine)* (p. 1079); Chap. 3080 : *Dépenses relatives aux élections* (p. 1081); Chap. 3140 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les transports de la Sûreté nationale* (p. 1081); Chap. 3220 : *Matériel de la défense passive (Protection contre le danger atomique)* (p. 1084); Chap. 3300 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les travaux neufs de la Sûreté nationale* (p. 1095); Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité* (p. 1100); Chap. 5070 : *Participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des services d'incendie* [15 février 1951] (p. 1171); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République; Chap. 1180 : *Personnel auxiliaire des préfectures* [25 avril 1951] (p. 3950); Chap. 1240 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel de la Sûreté nationale* (p. 3950, 3951); Chap. 3300 : *Amendement de M. Leenhardt relatif aux travaux neufs de la Sûreté nationale* (p. 3951). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (3<sup>e</sup> Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Cayol relative aux manifestations de mouvements de jeunesse étudiante [6 avril 1951] (p. 2813). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République :

*Explications de vote sur la motion préjudicielle de M. Cot (Attitude communiste pro-R.P.F.)* [7 mai 1951] (p. 4782).

**THORAL (M. Claude), Député du Cher.**

Son élection est validée [26 janvier 1948] (p. 196). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des boissons [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier, (Allier) [8 juin 1948] p. 3276). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484); [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à rendre libres l'achat, la vente et le transport de l'avoine, n<sup>o</sup> 5884. — Le 24 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer en partie à la viande de bœuf, pour la fourniture de l'armée, la viande de porc frais ou congelé, n<sup>o</sup> 6577. — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre un terme aux détentions préventives anormalement prolongées, n<sup>o</sup> 6714. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Thoral et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à substituer en partie à la viande de bœuf, pour la fourniture de l'armée, la viande de porc frais ou congelé, n<sup>o</sup> 7098. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à permettre le paiement d'une part de certains impôts par remise de titres du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n<sup>o</sup> 8246.

**Interventions :**

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2768, 2769, 2770). = S'excuse de son absence [11 janvier 1949] (p. 1); [10 novembre 1950] (p. 7613).

**THOREZ (M. Maurice)**, *Député de la Seine* (4<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil.*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 4 mai 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40).

**Dépôts :**

Le 25 mars 1947, un projet de loi portant création du « Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique », n° 1052. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à doter les entreprises publiques d'un statut, n° 1289. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 32 de la loi du 19 octobre 1946 et à fixer le minimum vital applicable aux fonctionnaires, n° 3764. — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 20 mai 1950 sur la banlieue de Paris, notamment sur les territoires des communes de Ronneuil, Créteil, Saint-Maur, Thiais, Choisy-le-Roi et Oly; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10021. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 1 milliard de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites ou se produiront en 1950, n° 10084.

**Interventions :**

Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 111). — Est nommé *Ministre d'Etat, Vice-Président*

*du Conseil* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939). — Est relevé de ses fonctions de *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil* [Décret du 4 mai 1947] (*J. O.* du 5 mai 1947, p. 213).

**En qualité de Député :**

Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2754). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3547, 3548). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Pénétration soviétique en Allemagne* [28 octobre 1947] (p. 4921). — Est entendu : pour un fait personnel : *Son attitude à la tête du parti communiste* [5 décembre 1947] (p. 5524, 5525); — sur une communication du Gouvernement sur la situation sociale [6 décembre 1947] (p. 5538, 5539); — au cours du débat sur la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Son voyage en Italie et sa visite à Saint-Pierre-de-Rome* [14 janvier 1948] (p. 152, 153). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Sa visite à l'usine de Villeneuve-Saint-Georges* [22 juin 1948] (p. 3796). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. R. Schuman) : *Ses observations sur le pouvoir d'achat des citoyens soviétiques* [31 août 1948] (p. 6411). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur ses déclarations en qualité de secrétaire général du parti communiste : *Discussion générale (Ses observations sur la volonté de paix de l'Union Soviétique, la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les Etats-Unis et le rôle néfaste du Plan Marshall, le sabotage de l'alliance franco-soviétique par le Gouvernement de M. Queuille)* [24 février 1949] (p. 881, 882, 883, 884, 885); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1564, 1567); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur les instructions données à M. Bollaert en 1947 et l'attitude des Ministres communistes devant le conflit indochinois)* [28 janvier 1950]



(p. 646, 647). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) [30 juin 1950] (p. 5320).

### THULLIER (M. René), Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102).

#### Dépôts :

Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 7796. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes des deux orages de grêle qui se sont abattus le 23 mai 1950 sur de nombreuses communes du sud de l'Aisne, n° 10120. — Le 7 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage qui a dévasté, le 1<sup>er</sup> juin, jardins et potagers de la ville de Château-Thierry, n° 10196. — Le 17 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la mutation d'un premier contingent de 80 agents du dépôt S.N.C.F. de Château-Thierry et à ne procéder à aucune suspension ou suppression de trafic, d'atelier ou de dépôt avant un examen préalable et approfondi des plans de transports départementaux par l'Assemblée Nationale, n° 12255. — Le 7 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'utilisation de la radiodiffusion française par tous les partis et formations politiques pour leur propagande électorale, n° 12742. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages aux veuves d'anciens combattants des deux guerres, n° 13121.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du département de la Drôme

[11 février 1947] (p. 282); — sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Flat A, AGRICULTURE, Chap. 800 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits de 2 millions pour le fonctionnement des établissements d'enseignement agricole* [7 mars 1947] (p. 708); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le cas où un journal ne pourrait pas trouver ou constituer des coopératives de messageries* [27 mars 1947] (p. 1156); Art. 13 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « toute société de presse » par « toute société coopérative de messageries de presse »* (p. 1162); *le retire* (p. 1163). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3630). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 juillet 1947] (p. 3656); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 novembre 1947] (p. 5422); Art. 3 : *Son rappel au règlement (Violation continuelle du règlement)* [3 décembre 1947] (p. 5478). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [17 février 1948] (p. 756); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Contre-projet de M. Grenier* [18 mars 1948] (p. 1898); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2896); — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Deixonne relatif à la prohibition d'importation en France de publications non conformes à la loi* [2 juillet 1949] (p. 4098); Art. 12 : *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importation des dessins étrangers* (p. 4102, 4103, 4104); *Son rappel au règlement (Ses observations sur l'attitude du Gouvernement au sujet de*

*l'article 12*) (p. 4104); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 108 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les émissions artistiques* [21 juillet 1949] (p. 4939, 4940); Chap. 109 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux émissions artistiques* (p. 4940); Chap. 115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Radiodiffusion de Tunisie* (p. 4941). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction en France de la projection du film soviétique « Mitchourine » [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement à la motion préjudicielle de M. Bétolaud tendant à rejeter en bloc le projet de loi discuté* [3 mars 1950] (p. 1858, 1859); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; **RADIODIFFUSION**, Chap. 1000 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (emplois en surnombre)* [2 juin 1950] (p. 4210); Chap. 1010 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel (titularisation des contractuels)* (p. 4210); Chap. 1040 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (dépistage des fraudes)* (p. 4211); Chap. 1070 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service technique (heures supplémentaires)* (p. 4211); *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (travaux dangereux)* (p. 4211); Chap. 1240 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mesures diverses en faveur du personnel* (p. 4212); Chap. 3070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteurs* (p. 4213); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zones pour les salariés et les retraités victimes de calamités agricoles* [4 août 1950] (p. 6626); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investis-

sements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; **TRAVAUX NEUFS** : *Autorisation de programme accordée à la Radiodiffusion française* [4 août 1950] (p. 6721); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, Chap. 5010 : *Œuvres françaises à l'étranger (Projection de films français en Allemagne)* [12 décembre 1950] (p. 8979, 8980). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la projection de films français en Allemagne occidentale [15 décembre 1950] (p. 9151). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Discussion générale* [4 janvier 1951] (p. 122, 123, 124, 125, 126); *Sa demande de renvoi à la Commission pour examen de nouveaux amendements* (p. 134); — du projet de loi portant dévolution des biens de presse : *Organisation du débat* [30 janvier 1951] (p. 507); *Règlement de l'ordre du jour* (p. 513); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à l'évaluation par les experts des indemnités dues* (p. 520, 521); *Son amendement tendant à augmenter le délai pour l'examen du rapport des experts et à motiver les décisions de la Commission* (p. 522); *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* (p. 524, 525); *Amendement de M. Bétolaud tendant à restituer aux entreprises les biens autres que ceux servant à la publication du journal* (p. 527, 528); Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer l'évaluation des biens à indemniser suivant la procédure habituelle* [2 février 1951] (p. 712); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement tendant à établir un mode de calcul spécial pour les productions saisonnières* [9 février 1951] (p. 970, 971); *Son amendement relatif à l'établissement des prix moyens des denrées retenues pour les produits saisonniers* [14 février 1951] (p. 1142); Art. 6 : *Amendement de M. Lucas relatif au prix moyen du lait et du beurre pour les baux spécifiés en produits laitiers* [16 février 1951] (p. 1235). — Dépose une demande d'interpellation : sur les raisons pour lesquelles le dépôt des chemins de fer de Château-Thierry va être privé d'un effectif de 80 cheminots [13 février 1951] (p. 1070); — sur le manque de papier journal et la hausse considérable du prix [20 février 1951]

(p. 1352); — sur le déplacement de 100 agents S.N.C.F. de la gare de Château-Thierry [14 mars 1951] (p. 1914); — sur les manœuvres du cartel du papier journal ayant abouti à des hausses de prix [16 mars 1951] (p. 2045). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer « électeurs inscrits » à « suffrages exprimés »* [21 mars 1951] (p. 2334); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Ses observations sur le manque de papier journal* [3 avril 1951] (p. 2606, 2607); RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (droit de grève des fonctionnaires de la radio)* [10 avril 1951] (p. 2996); *Amendement de M. Borra tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (situation des auxiliaires de Radio-France à Alger)* (p. 2997); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (suppression d'emplois)* (p. 2998); *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement* (p. 2999); Chap. 1090 : *Emission de Rennes-Bretagne* (p. 3002); Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les droits d'auteur (rémunération des œuvres inédites)* (p. 3006, 3007); Chap. 3100 : *Frais de déplacement et de mission* (p. 3029); Chap. 6080 : *Travaux de reconstruction et d'équipement (maison de la radio)* (p. 3034); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux émissions compensées* [21 mai 1951] (p. 5595, 5596); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Amendement de M. Verneyras tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au Centre de cinématographie* [7 mai 1951] (p. 4758); Art. 9 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au fonds d'aide temporaire au cinéma* [9 mai 1951] (p. 4895); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement du Conseil de la République sur la subvention au Centre national de cinématographie* [18 mai 1951]

(p. 5462); Art. 9 : *Son amendement relatif au financement du Centre national du cinéma* (p. 5488); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, amendé par le Conseil de la République; Art. 16 : *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir le texte voté en première lecture créant une taxe sur la publicité diffusée par les postes étrangers de langue française* [21 mai 1951] (p. 5594).

**TILLON (M. Charles)**, Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre de la Reconstruction.*

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 4 mai 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [21 janvier 1947] (p. 27); [29 mai 1947] (p. 1783); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [21 janvier 1947] (p. 27).

### Dépôts :

Le 4 mars 1947, un projet de loi relatif au remembrement amiable en vue de la reconstruction, n° 812. — Le 29 avril 1947, un projet de loi instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, n° 1191. — Le 25 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'application au personnel ouvrier titulaire du S. E. I. T. A. assujetti à la loi de retraites du 2 août 1949 des dispositions des articles 86 et 93 de la loi du 19 octobre 1946, n° 12963.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 27;

*Amendement de M. Coudray tendant à ce que le blocage de 40 0/0 des crédits ne paralyse pas les associations syndicales de remembrement* [7 mars 1947] (p. 757); Art. 28 : *Amendement de M. Siefridt tendant à ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'état F soient débloqués en totalité et par priorité* (p. 758); Art. 38 bis : *Habitations à bon marché* (p. 759, 760). — Est relevé de ses fonctions de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* [Décret du 4 mai 1947] (*J. O.* du 5 mai 1947, p. 4213).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Déraillement du train Arras—Paris par suite de sabotage* [29 novembre 1947] (p. 5416); *Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie, tendant à sanctionner les atteintes au droit de grève* [3 décembre 1947] (p. 5455); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* (p. 5482, 5483, 5484); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 6.731.246.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6564). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour désorganiser l'industrie aéronautique française [28 janvier 1948] (p. 258). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale* [22 juin 1948] (p. 3800, 3801); *Détournement de stocks d'armes; Reconversion et fabrication de tracteurs* (p. 3814, 3815); *Activité passée de Gnome et Rhône en 1940, pendant l'occupation, rapport Chalandon, rôle de la D. G. E. R. et du colonel Passy* (p. 3818, 3819, 3820); *Cas du général Lechère* [23 juin 1948] (p. 3847); *Gestion financière de la S. N. E. C. M. A., politique aéronautique définie à Londres, le moteur Marchal, la construction de motocyclettes, et de l'hélicoptère LC 2001, les manœuvres d'Hispano-Suiza, la collaboration aérienne avec les Anglais* (p. 3848 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa réponse à MM. Burlot et Maroselli* [24 juin 1948] (p. 3931, 3933, 3936); *Situation de l'aviation militaire en 1944-1945* (p. 3938, 3939); *Mauvaise qualité des moteurs* [25 juin 1948] (p. 3966); *Sa réponse à M. Teitgen, Ministre, contrat du Docteur Roumilhac, différents moteurs* (p. 3970 et suiv.); Art. 2 : *Demande de disjonction de M. Gréa* (p. 3988); Art. 3 : *Amendement de M. Béto-*

*laud tendant à supprimer le mot « éventuellement » au deuxième alinéa* (p. 3999, 4000); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions (Ses observations sur l'importance exagérée des crédits militaires, le sabotage de la défense nationale, l'influence de l'état-major américain, le pacte de Bruxelles, la place de la France dans l'armée de l'Union occidentale)* [31 décembre 1948] (p. 8287, 8288, 8289, 8290, 8291, 8292); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 3 : *Budgets annexes (Ses observations sur le Cormoran et le Latécoère)* [3 mars 1949] (p. 1230, 1231); *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 40 millions les crédits pour le service des poudres (Fabrication de pénicilline à l'usine de Morcenx)* (p. 1233, 1234); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1496); Art. 4 : *Ses observations sur la construction de nouveaux prototypes* (p. 1497, 1498, 1499); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1525); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3305, 3306, 3307); Etat A, AIR, Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'Air* [17 juin 1949] (p. 3486); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Sa motion préjudicielle* [24 juin 1949] (p. 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788); Art. 1<sup>er</sup> ter : *Rappel au règlement de M. L'Huillier; Renvoi du débat* [28 juin 1949] (p. 3847); Art. 3 : *Transformation des créances de l'Etat en apport de capital* (p. 3891); Art. 4 : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux sociétés aéronautiques* (p. 3891, 3892); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3903, 3904, 3905). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le rôle des communistes dans la Résistance*) [20 octobre 1949] (p. 5892, 5893). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'hydravion Latécoère [30 mars 1950] (p. 2639). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements d'Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance*

au Gouvernement de M. Chevallier (Terme de « bicot » utilisé par M. Moch dit « dix pour cent ») [19 octobre 1950] (p. 7013, 7014, 7015, 7016, 7017); *Contre la censure proposée contre lui* (p. 7017, 7018, 7019).

**TINAUD (M. Jean-Louis)**, *Député des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; — titulaire de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article premier de la loi du 4 mars 1943 relatif aux souscriptions d'actions des sociétés anonymes, **n° 3651**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, **n° 3843**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, **n° 3844**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, **n° 3845**. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Paul

Duclercq et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à modifier l'article 49 du titre III de la loi du 24 juillet 1867 relative aux sociétés par actions, **n° 3846**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, **n° 4812**. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la validation de décisions d'assemblées tenues par des sociétés pendant la période de suspension générale des délais, **n° 6194**. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, **n° 8670**. — Le 25 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la pêche sardinière française en tenant compte des besoins de la consommation intérieure et de l'utilité des importations, **n° 9049**. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution : 1° de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler le contingent supplémentaire de 150.000 caisses de sardines en conserve, en provenance du Maroc, ainsi que les importations venant du Portugal, de l'Espagne et de tous autres pays ; 2° de M. Jean-Louis Tinaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la pêche sardinière française en tenant compte des besoins de la consommation intérieure et de l'utilité des importations, **n° 9319**.

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Verdun et les sanctions que le Gouvernement compte prendre [28 octobre 1947] (p. 4914). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les contribuables non soumis à l'impôt de solidarité* [22 décembre 1947] (p. 6144) ; — du projet de

loi relatif aux loyers; Art. 34 : *Son amendement relatif à la procédure si le loyer excède 10.000 fr. par an* [5 mars 1948] (p. 1384); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance* [2 juin 1948] (p. 3114, 3115); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées, en qualité de *Rapporteur* [20 août 1948] (p. 6030); *Question préalable posée par M. Michel* (p. 6032); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Chambeiron tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés d'économie mixte* (p. 6034); *Amendement de M. Deixonne tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant l'aide de l'Etat* (p. 6034); *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de « représentant »* (p. 6035); *Amendement de M. Billat tendant à inclure les entreprises « privées »* (p. 6036); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration : *Discussion générale* [26 novembre 1948] (p. 7267, 7268); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires de 1949; Art. 37 bis : *Amendement de M. Caron tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins de guerre* [31 décembre 1948] (p. 8264). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative au statut du personnel des inspections académiques [24 février 1950] (p. 1435). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2666). — Dépose une demande d'interpellation sur le renouvellement des contingents d'importation de conserves de poissons en franchise de droits de douane [30 mai 1950] (p. 3983). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (ses observations sur les importations de sardines du Maroc en concurrence avec les sardines de Saint-Jean-de-Luz)* [8 juin 1950] (p. 4514, 4512); EDUCATION NATIONALE, Chap. 6190 : *Comités et commissions techniques paritaires (subventions à l'enseignement libre)* [19 juillet 1950] (p. 5611, 5612); — du projet de loi relatif au développement des dépenses

d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Recevabilité de son amendement tendant à reprendre les crédits prévus pour les investissements en Indochine* [19 juillet 1950] (p. 5620, 5621); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 12 : *Effets de l'amnistie* [21 novembre 1950] (p. 7960, 7961); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général; Art. 8 : *Son amendement tendant à maintenir les droits acquis du personnel des messageries maritimes* [22 décembre 1950] (p. 9515). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative à l'indemnisation des propriétaires de voitures saisies par l'armée allemande [13 avril 1951] (p. 3264). — S'excuse de son absence [18 février 1947] (p. 355), [27 mars 1947] (p. 1153), [20 mai 1947] (p. 1686), [3 juin 1947] (p. 1874), [10 juillet 1947] (p. 2892), [28 juin 1949] (p. 3887), [16 mai 1950] (p. 3700), [30 janvier 1951] (p. 505). — Obtient des congés [18 février 1947] (p. 355), [27 mars 1947] (p. 1153), [20 mai 1947] (p. 1686), [3 juin 1947] (p. 1874), [28 juin 1949] (p. 3887), [16 mai 1950] (p. 3700), [30 janvier 1951] (p. 505).

## TINGUY DU POUET (M. Lionel de),

*Député de la Vendée.*

*Sous-Secrétaire d'État aux Finances  
et Affaires économiques.*

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950.

*Ministre de la Marine marchande*

(2<sup>e</sup> Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

**Dépôts :**

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte, dans l'application de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945, des difficultés particulières dans lesquelles s'est trouvée placée toute une catégorie d'évadés (prisonniers de guerre, déportés, internés civils) qui ont été utilisés momentanément dans un emploi et une résidence autres que leur emploi ordinaire et leur résidence d'attache, n° 1314. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), (Etat C, Radiodiffusion française), n° 1556. — Le 31 juillet 1947, une proposition de loi relative à l'application des mesures financières concernant la limite d'âge des fonctionnaires, n° 2198. — Le 8 août 1947, une proposition de loi tendant à réorganiser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative, n° 2341. — Le 12 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, n° 2416. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier certaines conditions d'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur le statut des huissiers, n° 2562. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, n° 2635. — Le 20 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à ajourner l'application de l'article 21 de la loi de finances du 8 août 1947; 2° de MM. de Tinguy et Yves Fagon tendant à modifier l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, n° 2959. — Le 30 décembre 1947, une proposition de loi relative au contrôle de la Cour des Comptes sur les organismes para-étatiques, n° 3053. — Le 3 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3076. — Le 5 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis, transmis par M. le Président du Conseil de la Répu-

blique, sur le projet de loi portant réforme fiscale, n° 3085. — Le 5 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis, transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire et portant création de ressources nouvelles, n° 3086. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 janvier 1948 portant prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3234. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (Agriculture I. — Services de l'Agriculture), n° 4046. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à se tenir dans la limite des majorations d'impôt sur les bénéfices agricoles qu'il a pris l'engagement de respecter, n° 4061. — Le 10 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à se tenir dans la limite des majorations d'impôt sur les bénéfices agricoles qu'il a pris l'engagement de respecter, n° 4506. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant : 1° création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; 2° fixation de ce budget pour le 2° semestre de l'exercice 1948; et 3° couvrant le déficit du régime des prestations familiales agricoles pour les exercices antérieurs, n° 4888. — Le 8 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le remboursement des souscriptions faites à l'emprunt 3 0/0 émis en vertu de la loi du 7 janvier 1948, quand le souscripteur en fera la demande et que le montant de sa souscription est supérieur à ses obligations légales, définies par les lois et décrets relatifs au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 5214. — Le 20 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole, des vins délimités de qualité supérieure,

**n° 5343.** — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 6361.** — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'agriculture par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6514.** — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter pour 1949 les charges fiscales des agriculteurs, **n° 6534.** — Le 1<sup>er</sup> mars 1949, une proposition de loi tendant à instaurer une procédure spéciale d'évaluation des bénéficiaires agricoles et à reporter au 15 mai la réunion de la Commission centrale des impôts directs, **n° 6615.** — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'Agriculture par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7092.** — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 7333.** — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à permettre la révision du montant des patentes en 1949, **n° 7452.** — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'avances du Trésor à la Caisse nationale de crédit agricole, **n° 7457.** — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Theetten et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> août la date d'exigibilité, sans pénalité, du montant des taxes locatives, **n° 7525.** — Le 21 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la révision du montant des patentes en 1949, **n° 7537.** — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à permettre la

révision du montant des patentes en 1949, **n° 7875.** — Le 27 juillet 1949, une proposition de loi relative au droit à la carte du combattant des anciens prisonniers de guerre, **n° 8056.** — Le 30 mars 1950, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (prêts et garanties pour l'exercice 1950), **n° 9683.** — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi relative au régime des pensions des fonctionnaires de l'Institut national de la statistique et des Etudes économiques, anciens officiers, **n° 11246.** — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une Commission de l'épargne mobilière chargée d'étudier le développement de cette catégorie d'épargne, sa défense et son utilisation rationnelle dans l'intérêt de la nation, **n° 11314.** — [Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de loi tendant à assouplir le régime légal de certains cépages, **n° 12053.** — Le 7 février 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'épargne logement, **n° 12108.** — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11046) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Postes, télégraphes et téléphones. — Caisse nationale d'épargne). (II. — Dispositions concernant le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne), **n° 12492.** — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes de l'ouragan qui a sévi le 13 mars 1951, sur le département de la Vendée, **n° 12624.** — Le 20 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11048) et la lettre rectificative (n° 12902) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (P.T.T. — C.N.E.), (Dispositions concernant le budget annexe de la Caisse nationale d'épargne), **n° 12919.**

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947, en qua-



lité de *Rapporteur*, JUSTICE : *Commission des dommages de guerre* [19 décembre 1946] (p. 156); LOI DE FINANCES, Art. 22 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* [21 décembre 1946] (p. 228); Art. 31 : *Son amendement tendant à permettre à l'agriculture de justifier ses recettes en cas de dénonciation de forfait* [22 décembre 1946] (p. 245); — sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 57 bis : *Date de clôture des opérations des comités départementaux de confiscation* [7 février 1947] (p. 244); Art. 80 bis : *Son amendement tendant à faire participer un membre du Conseil de la République à la Commission de contrôle de la circulation monétaire* (p. 265); Art. 80 ter : *Son amendement tendant à faire distribuer au Conseil de la République le rapport annuel de la Commission de contrôle de la circulation monétaire* (ibid.). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 14 : *Son amendement tendant à remplacer les deux premiers alinéas par un alinéa unique* [4 mars 1947] (p. 600); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat C, RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 780, 781); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [25 mars 1947] (p. 1045, 1046). — Dépose une demande d'interpellation sur les retards et les insuffisances de l'aide apportée aux victimes de la guerre, spécialement en matière de pension aux invalides et aux veuves, et en matière de liquidation des droits des déportés et des prisonniers de guerre [28 mars 1947] (p. 1279). Est entendu sur la fixation de la date de discussion [20 mai 1947] (p. 1686). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 130 septième : *Article additionnel de M. Pleven tendant à maintenir la délégation de solde aux veuves de guerre* [30 mai 1947] (p. 1841); RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [15 juillet 1947] (p. 3031, 3032, 3035, 3036);

Chap. 100 : *Traitements du personnel d'administration et des services extérieurs* [16 juillet 1947] (p. 3048, 3049); *Amendement de M. Bougrain tendant à réduire les crédits de ce chapitre* (p. 3049); Chap. 103 : *Traitements et indemnités pour les services techniques et administratifs* (p. 3050); Chap. 110 : *Rémunération du personnel* (ibid.); Chap. 114 : *Traitements et cachets pour la région d'Alger* (p. 3051); Chap. 301 : *Amendement de M. Vedrines tendant à augmenter les crédits pour le matériel d'exploitation et d'essai* (p. 3052); Chap. 306 : *Entretien du matériel automobile* (ibid.); sur ce projet de loi en seconde lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, services civils); Art. 27 ter : *Prorogation des fonctionnaires au-delà de la limite d'âge* [31 juillet 1947] (p. 3738, 3739). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, RADIODIFFUSION, Chap. 103 : *Salaires des auxiliaires* [7 août 1947] (p. 4049); Chap. 104 : *Amendement de M. Rivet tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions artistiques* (p. 4049); Chap. 110 : *Amendement de M. Jouse tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions d'informations* (p. 4050); — de la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [17 juin 1947] (p. 2141, 2142, 2143); — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2365); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Pouvoirs du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2456, 2457, 2458); Art. 11 : (p. 2459, 2460); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : Dépenses militaires; AIR, Etat B, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'armée de l'air* [6 août 1947] (p. 3965, 3966); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de dégage-ment des cadres des fonctionnaires; Art. 4 : *Amendement de M. Guillon tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant bénéficié de promotions abusives* [12 août 1947] (p. 4274); Art. 5 : *Amendement de M. Tour-*

taud tendant à garder par priorité les pupilles de la nation (p. 4275); Amendement de M. A. Rigal tendant à garder en priorité les anciens combattants et prisonniers de guerre (p. 4276); Amendement de M. Barthélemy tendant à préciser les fonctions des commissions paritaires de licenciement (p. 4277); Art. 6 : Amendement de M. Barthélemy tendant à tenir compte de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique dans les licenciements (p. 4277); Art. 7 : Amendement de M. Llante tendant à soumettre à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique le reclassement des fonctionnaires (p. 4278); Amendement de M. Angeletti tendant à reclasser par préférence les catégories prioritaires de l'article 5 (p. 4279); Art. 14 : Amendement de M. Michelet concernant le licenciement des fonctionnaires (p. 4282, 4283); Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à garder par priorité certaines catégories de militaires (p. 4285); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Explications de vote sur la question de confiance (Subvention au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4864, 4865); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission des finances [5 décembre 1947] (p. 5508, 5509, 5510, 5514); Art. 1<sup>er</sup> : Sa demande de réserver l'article [6 décembre 1947] (p. 5543); Art. 1<sup>er</sup> bis : Sa demande de disjonction (p. 5545, 5546); *Maintien du régime de subventions en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1945* [11 décembre 1947] (p. 5608, 5609); Son amendement tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1945 (p. 5609, 5610); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à modifier le montant des subventions (p. 5610); le retire (ibid.); Art. 2 : Son amendement concernant les subventions compensatrices pour les départements pauvres (p. 5611); Art. 8 : Amendement de M. Hugues tendant à instituer un fonds départemental de péréquation (p. 5613, 5614); Amendement de M. Hugues tendant à instituer une seconde taxe pour le fonds départemental de péréquation (p. 5614); Amendement de M. Billères tendant à instituer une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics au profit du fonds départemental de péréquation (p. 5615); Amendement de M. Siefridt tendant à créer des taxes spéciales

pour les stations balnéaires, thermales et touristiques (p. 5617); Art. 10 : Sa demande de disjonction de l'article (p. 5617); Amendement de M. Minjoz tendant à inclure un article nouveau concernant la taxe sur les chiens (p. 5618); Art. 8 bis : *Nouvel alinéa concernant les taxes additionnelles au profit des stations balnéaires, thermales et touristiques* (p. 5618); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis [21 décembre 1947] (p. 5998); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Adoption partielle du texte du Conseil de la République, sa demande de vote par division* (p. 5999); Art. 10 : Son amendement tendant à rétablir le texte du Conseil de la République (p. 6000); Art. 11 : Son amendement tendant à apporter une modification grammaticale au texte du Conseil de la République (p. 6001). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Demande de discussion d'un projet déjà retardé* [6 décembre 1947] (p. 5547). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, en qualité de Rapporteur [6 décembre 1947] (p. 5549); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Denais tendant à substituer un emprunt au prélèvement* [22 décembre 1947] (p. 6090); *Son amendement prévoyant l'émission d'un emprunt de 3 0/0 obligatoire* (p. 6092); le retire (ibid.); *Dix amendements tendant à exempter les sinistrés*, en qualité de Rapporteur spécial de la Commission des finances (p. 6099); *Nouvel amendement de M. Courant tendant à exempter les sinistrés en imputant le prélèvement sur les dommages dus par l'Etat* (p. 6100, 6101); Art. 2 : *Interprétation de l'amendement de M. Rigal repris par MM. Delachenal et Duclos* (p. 6110); Amendement de M. Mauroux tendant à ce que le contribuable soumis au régime du bénéfice réel puisse obtenir une détaxe (p. 6111); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le prélèvement s'il est inférieur à 2.500 francs* (p. 6111); Art. 3 : *Amendements de MM. Pleven, Vée et Moussu tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* (p. 6133, 6134); *Amendements de MM. Triboulet et Waldeck Rocket tendant à établir égalité de traitement entre agriculteurs et commerçants* (p. 6136, 6137); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6164); — du projet de loi autorisant l'émission d'un em-

prunt; Art. 2 : *Amendement de M. Louvel autorisant les assujettis à se libérer en souscrivant aux emprunts des associations de sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6170); *Son amendement tendant à permettre aux contribuables de faire souscrire une tierce personne à leur place* (p. 6170, 6171); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier permettant l'utilisation des titres de l'emprunt en garantie d'avances aux agriculteurs pour l'achat de matériel agricole* (p. 6172); Art. 4 : *Amendement satisfait de M. Crouzier concernant l'exemption accordée aux sinistrés* (p. 6174); — de la proposition de résolution de M. Rosenblatt invitant le Gouvernement à aider les victimes des inondations des départements de l'Est, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1947] (p. 6547); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 26 : *Amendements de M.M. Coudray, Cartier et Ribeyre tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs* [30 décembre 1947] (p. 6604, 6605); Art. 3 *quinquies*, en nouvelle délibération : *Mesures concernant la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 6615, 6616); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6681); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6681, 6682); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6682); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en qualité de *Rapporteur* [3 janvier 1948] (p. 2, 3); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Montel tendant à bloquer au Crédit national le produit du prélèvement en vue de la reconstruction* (p. 14); Art. 2 : *Amendements de M.M. Duclos et Schauflyer tendant à exonérer les artisans* (p. 17); *Amendements de M.M. Delachenal, Duclos, Laurens et Bouvier tendant à prévoir un large abattement à la base pour les contribuables payant l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 19); Art. 3 : *Prélèvement sur les exploitants agricoles* (p. 24);

*Amendements de M.M. Rochet, Dixmier, Garcia, Delachenal et de Sesmaisons tendant à réduire ou supprimer le prélèvement sur le revenu cadastral pour les exploitants agricoles* (p. 26); *Amendements de M.M. Delachenal, Sourbet, Gros, Biscarlet et Desson tendant à exonérer les victimes de calamités agricoles en 1947* (p. 28); *Amendements de M.M. Rochet, Sesmaisons, Laurens et Delachenal tendant à réduire le taux du prélèvement sur les exploitants soumis à l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 30); *Amendements de M.M. de Sesmaisons, Biscarlet, Dixmier et Garcia tendant à exempter certaines catégories d'agriculteurs* (p. 31); Art. 4 : *Amendements de M.M. Lamps, de Moro-Giafferri, Delachenal, Montel, Bardoux, Giacobbi tendant au relèvement de l'abattement à la base pour les professions non commerciales* (p. 34); Art. 4 *bis* : *Amendement de M. July tendant à réduire le prélèvement pour charges de famille* (p. 39); Art. 4 *ter* : *Amendements de M.M. Laniel, Michaut, Courant, Coudray, André, Kuehn, Vendroux, Kriegel-Valrimont et Fonlupt-Esperaber en faveur des sinistrés et des victimes des inondations de l'Est* (p. 45); Art. 6 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à insérer un nouvel article permettant de s'acquitter du prélèvement en souscrivant aux emprunts locaux d'équipement rural* (p. 50); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1948] (p. 84); Art. 2 : *Disjonction de l'article 2 nouveau introduit par le Conseil de la République* (ibid.); Art. 3 *quater* : *Modification de forme* (ibid.); Art. 4 : *Reprise du texte voté en première lecture* (ibid.); Art. 12 *bis* : *Modification de forme* (ibid.); Art. 13 *bis* : *Modification de forme et reprise du reste du texte voté en première lecture* (p. 85); Art. 16 : *Modification des droits sur les produits pétroliers* (ibid.); Art. 24 : *Modification de forme* (p. 86); — du projet de loi portant réforme fiscale, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1948] (p. 89); Art. 12 : *Reprise du texte voté en première lecture concernant les réductions pour charges de famille* (p. 89); Art. 17 : *Retour au texte, déjà voté par l'Assemblée, relatif au barème tenant compte des éléments du train de vie* (p. 89); Art. 58 *bis* : *Suppression de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires* (p. 90);

Art. 59 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer le premier paragraphe relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 90); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1948] (p. 95); Art. 3 : *Reprise du texte voté en première lecture relatif aux modalités de souscription* (p. 95); Art. 4 : *Adoption du texte amendé* (p. 96); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses d'équipement et de reconstruction en 1948 (Dépenses civiles), en qualité de *Rapporteur* [6 janvier 1948] (p. 114); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs; Art. 1<sup>er</sup> : *Démonétisation de ces billets* [29 janvier 1948] (p. 283). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel : *Contre l'urgence* [4 février 1948] (p. 403). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 411, 412); Art. 8 : *Son amendement tendant à accorder des majorations égales en pourcentage aux pensions et aux traitements* [6 février 1948] (p. 523); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1168, 1169); — de la proposition de résolution de M. Zunino invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations du Var, en qualité de *Rapporteur* [10 février 1948] (p. 600); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Ses explications de vote* [12 février 1948] (p. 664); *Nouvelle proposition transactionnelle* [17 février 1948] (p. 755). — Est entendu sur un incident : *Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux* [12 février 1948] (p. 665, 666). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1054); Chap. 921 : *Centre de recherches du génie rural* (p. 1060, 1061); Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse de crédit agricole en faveur des prison-*

*niers et déportés* (p. 1115); — du projet de loi créant un impôt sur les bénéfices agricoles, en qualité de *Rapporteur* [27 février 1948] (p. 1172); Article unique : *Amendement de M. Rochet relatif à la révision des forfaits pour les bénéfices agricoles* (p. 1173, 1174); *Ses explications de vote* (p. 1174); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Duclos tendant à abroger le prélèvement* [5 mars 1948] (p. 1436); *Fractionnement de l'emprunt en tranches* (p. 1438, 1439); Art. 9 quater : *Son amendement tendant à accorder des délais si le contribuable s'est déjà acquitté pour la moitié* (p. 1478, 1479); Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre aux contribuables soumis au B. I. C. d'opter entre le calcul d'après le bénéfice réel et celui d'après le chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1540, 1542); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à supprimer le dernier alinéa de son amendement* (p. 1544); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1933); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 4 bis : *Son amendement relatif aux entreprises victimes de la guerre* [22 avril 1948] (p. 2178); *Amendement de Mlle José Dupuis tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices investis dans l'exploitation* (p. 2178); Art. 5 bis : *Amendement de M. Rochet tendant à porter l'abattement de 10.000 à 40.000 francs pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 2183, 2184); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif à la détermination forfaitaire du montant des frais déductibles par hectare* (p. 2190); Art. 68 : *Garantie de l'Etat pour les spoliés* [27 avril 1948] (p. 2307). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 27 avril : *Taxation des bénéfices agricoles* [29 avril 1948] (p. 2332). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 40/0 sur les viandes fraîches, en qualité de *Rapporteur* [30 avril 1948] (p. 2425); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 62 bis : *Son amendement tendant à éviter que les majorations de loyers entraînent des majorations d'impôts pour 1948* [4 mai 1948] (p. 2474); *Exemption de majorations d'impôts à la suite des majorations de loyers* (p. 2475, 2478); Art. 62 ter : *Exemption d'impôts fonciers pour les constructions nouvelles* (p. 2479); Art. 62

quater : *Son amendement tendant à supprimer l'article exonérant de droits de mutation les nouvelles constructions* (p. 2480); *le retire* (ibid.); — de la proposition de loi relative au calcul de l'impôt sur les bénéfices des exploitations agricoles, en qualité de *Rapporteur* [4 mai 1948] (p. 2506); — de la proposition de loi relative à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, en qualité de *Rapporteur* [4 mai 1948] (p. 2507); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2654, 2655); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2669); Art. 2 : *Amendements de M.M. Farine et Petit tendant à maintenir les écoles libres bâties par les mineurs* (p. 2676); *Son amendement tendant à insérer un article prévoyant l'application de la législation sur les loyers* (p. 2680); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2684, 2685); — du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur spécial* [20 mai 1948] (p. 2776, 2777); Chap. 119 : *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits pour les écoles nationales d'agriculture* (p. 2778, 2779); Chap. 129 : *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits pour l'Institut de la recherche agronomique* (p. 2780); Chap. 144 : *Amendement de M. Valentino tendant à réduire les crédits pour les services vétérinaires* [25 mai 1948] (p. 2898); Chap. 165 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire les crédits pour la Direction des eaux et forêts* (p. 2901); Chap. 169-2 : *Exploitations en régie* (p. 2904); Chap. 171 : *Subventions aux conseils agricoles départementaux* (p. 2906); Chap. 312 : *Ecoles nationales d'agriculture* (p. 2908); Chap. 313 : *Ecoles d'agriculture* (p. 2909); Chap. 316 : *Contrôle des lois sociales agricoles* (p. 2910); Chap. 357 : *Chasses* (p. 2913); Chap. 509 : *Amendement de Garavel tendant à réduire les crédits pour les missions et congrès* (p. 2917); Chap. 510 : *Subventions aux assurances contre la grêle* (p. 2919); Chap. 518 : *Recherches pour la viticulture* (p. 2922); Chap. 503-2 : *Subventions à la culture des céréales* (p. 2925); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les contractuels de l'Administration centrale* [2 août 1948] (p. 5192); Chap. 123 : *Son amendement tendant*

*à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique* (p. 5196); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [5 août 1948] (p. 5405, 5406); Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Droits des prisonniers)* [6 août 1948] (p. 5426, 5427, 5428); — du projet de loi relatif au dégageant des cadres, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juin 1948] (p. 3164, 3165, 3170); Article unique : *Son amendement tendant à licencier titulaires ou non titulaires suivant leur compétence* (p. 3172); *Son amendement relatif aux fonctionnaires volontairement dégages des cadres* (p. 3173); *Amendements de M.M. Badie, Kuehn et Bruyne et tendant à ne pas licencier les Résistants* (p. 3174); *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier par priorité les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* (p. 3178, 3179); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5378 et suiv.); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5520), [10 août 1948] (p. 5634); Art. 3 : *Amendement de M. Costes tendant à supprimer l'article* (p. 5637); *Amendements de M.M. Mont, Viatte, Gabelle et Garcia relatifs au financement de la sécurité sociale* (p. 5638); *Amendement de M. Tourtaud relatif aux fonds des caisses d'assurance vieillesse* (p. 5641); *Amendement de M. Garcia relatif au financement de la sécurité sociale agricole* (p. 5641); *Amendement de M. Alphonse Denis relatif à l'allocation temporaire aux économiquement faibles* (p. 5643); Art. 5 : *Réforme fiscale* (p. 5644); *Amendement de M. Paumier tendant à limiter au 1<sup>er</sup> novembre 1948 les pouvoirs du Gouvernement* (p. 5662); *Amendement de M. Pinay tendant à ne pas réformer le budget des collectivités locales* (p. 5662, 5663); *Amendement de M. Auguet établissant un plan de réforme fiscale* (p. 5664); *Amendement de M. Duclos tendant à soumettre la réforme fiscale au Parlement avant le 1<sup>er</sup> novembre 1948* (p. 5665); *Amendement de M. Lamps tendant à prévoir le dépôt du projet avant le 15 novembre 1948* (p. 5666); *Amendement de M. Cristofol relatif aux compléments familiaux pour charges de famille* (p. 5666); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à insérer un article limitant les pouvoirs régle-*

mentaires visés à l'article 6 (p. 5668); Art. 7 : Amendement de M. Fievez relatif aux attributions des comités d'entreprises (p. 5673); Amendement de M. Valentino tendant à excepter les entreprises ayant seulement bénéficié du concours financier de l'Etat (p. 5674); Amendements de MM. Gabriel Paul et André Denis tendant à excepter les centres d'apprentissage et de formation professionnelle (p. 5675); Amendement de M. Marc Dupuy relatif à la réforme des régimes de la sécurité sociale (p. 5676); Amendement de M. Garcia tendant à excepter de la compétence des pouvoirs réglementaires la sécurité sociale agricole (p. 5677); Amendement de M. Musmeaux tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur de la sécurité sociale avant toute réforme (ibid.); Amendement de M. Guiguen tendant à respecter les droits acquis des sinistrés et réfugiés (p. 5679); Amendement de M. Paumier tendant à limiter au 1<sup>er</sup> novembre 1948 l'application de la loi et à faire ratifier les mesures prises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949 (p. 5681); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Amendement de M. de Menthon tendant à reprendre le texte voté en première lecture [17 août 1948] (p. 5824); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948; Art. 30 : Amendement de M. Barel tendant à réduire l'impôt progressif sur les jeux [20 août 1948] (p. 6064); Amendement de M. Truffaut relatif à l'évaluation du mobilier pour les successions (p. 6065); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : Discussion générale [18 septembre 1948] (p. 6599, 6600, 6601, 6627); Art. 1<sup>er</sup> A : Son amendement tendant à modifier les majorations des impôts directs (p. 6655, 6656); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [24 septembre 1948] (p. 6889); Art. 1<sup>er</sup> bis : Modification de rédaction (ibid.); Art. 1<sup>er</sup> A : Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 6890, 6891); Amendement de M. Viatte tendant à prévoir des sanctions pour les contribuables défaillants (p. 6892); Art. 7 : Amendement de M. Paumier tendant à disjoindre l'article (p. 6895); Art. 12 : Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à substituer la date du 1<sup>er</sup> janvier 1940 à celle du 1<sup>er</sup> janvier 1936 (p. 6896); — du projet de loi portant création d'une cour de discipline budgétaire, en qualité de Rapporteur [18 septembre 1948] (p. 6693); — du projet de loi relatif à l'Office national d'immigration, en qualité de Rapporteur [24 septembre 1948] (p. 6884, 6885); — du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagements de dépenses, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [24 septembre 1948] (p. 6885); Art. 4 : Amendement de M. Paumier tendant à reprendre le chiffre des crédits prévus initialement pour la S. N. C. F. (p. 6886); Art. 4 ter : Amendements de MM. Louvel et Paumier tendant à supprimer l'article prévoyant un abattement de 4 milliards (p. 6888); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes du Pacifique-Sud, en qualité de Rapporteur [24 septembre 1948] (p. 6898); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : Discussion générale (Ses observations sur l'obscurité des textes financiers, la nécessité d'une refonte de la procédure budgétaire, la diminution du nombre des fonctionnaires) [10 décembre 1948] (p. 7543 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : Modalités du vote du budget Ministère par Ministère (p. 7547); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects [23 décembre 1948] (p. 7905, 7906); Art. 13 bis : Son amendement tendant à prévoir le licenciement de fonctionnaires et de personnel des entreprises nationalisées (p. 7923); Amendement de M. Bouxom tendant à prévoir la réorganisation des services de lutte contre la fraude fiscale (p. 7923); Amendement de M. Félix tendant à prévoir la réforme des affaires nationalisées et de la sécurité sociale (p. 7923); Art. 3 : Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement (p. 7946, 7948); Art. 9 bis : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à créer une taxe exceptionnelle sur les sociétés ayant échappé au prélèvement Mayer (p. 7955); Art. 10 : Deuxième lecture de l'article (p. 7956); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1948] (p. 8322); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Auguet tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif à l'application de la réforme fiscale (p. 8323); Art. 18 bis : Modification de forme (p. 8324); Art. 47 : Prorogation du délai de recouvrement

des rôles (p. 8325); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales; Article unique : *Son amendement tendant à avancer 150 millions aux Houillères non nationalisées* [30 décembre 1948] (p. 8142); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M.M. Louvel, Abelin et Poimboeuf tendant à confier les fonctions de l'O. C. R. P. I. à une Direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* [31 décembre 1948] (p. 8305); Art. 2 : *Amendement de M. Poimboeuf tendant à supprimer la taxe couvrant les dépenses du service de répartition* (p. 8307); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des Comptes, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8310, 8311); *Amendement de M. Ramette tendant à approuver la Commission des finances de s'être saisie du rapport de la Cour des Comptes* (p. 8318); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles, en qualité de *Rapporteur* [10 février 1949] (p. 473, 474, 475); *Demande de M. Chautard de renvoi à la Commission de la justice* (p. 475); *Discussion générale* (p. 476, 477, 478); Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à ne pas prévoir de ressources complémentaires* (p. 479); *Amendement de M. Charpentier tendant à limiter à 25 0/0 des charges totales, les charges dues au titre des cotisations et impositions* (p. 480, 483); *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer cette liquidation qu'à partir de 1950* (p. 483); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour vins et eaux-de-vie* (p. 484); *Amendement de M. Charpentier tendant à faire payer par le budget général, les agents de l'Etat du service des prestations familiales agricoles* [11 février 1949] (p. 508, 509); *Amendement de M. Paumier tendant à faire payer au moins partiellement par le budget général les agents de l'Etat du service des prestations familiales agricoles* (p. 509); *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au reversement des frais de fonctionnement* (p. 509); Art. 5 : *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir le visa du Ministre du Travail* (p. 510, 511); Art. 8 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir des modifications uniquement par des lois et non par des décrets*

(p. 511); Art. 10 : *Amendement de M. Meck tendant à exonérer de la cotisation les salariés cultivant pour leur consommation personnelle* (p. 512); *Amendement de M. Rochet tendant à ne pas augmenter les cotisations en 1949* (p. 512); Art. 15 : *Amendement de M.M. Paumier, Roulon, Masson et Charpentier tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les betteraves* (p. 514); Art. 16 : *Amendement de M. Guyon tendant à supprimer l'article attribuant le reversement du service des alcools au budget des prestations familiales agricoles* (p. 516); *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 4 de la loi du 24 septembre 1941 interdisant les apéritifs à base d'alcool* (p. 517, 518); Art. 17 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à disjoindre les articles 17 à 24* (p. 520); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Application de la sécurité sociale aux professions agricoles* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4069); Art. 2 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à maintenir le fonds de solidarité agricole en reprenant le texte du Conseil de la République* (p. 4070); Art. 15 : *Amendement de M. Roullon tendant à disjoindre l'article* [2 juillet 1949] (p. 4109); Art. 17 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer les articles 17 à 24* (p. 4111); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 mars 1949] (p. 1158, 1159, 1161, 1165); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à prévoir une procédure de conciliation pour l'évaluation des bénéfices agricoles* (p. 1169, 1170); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 1170, 1171); en qualité de *Rapporteur* [8 mars 1949] (p. 1329); Article unique : *Question préalable posée par M. Rochet* (p. 1330); *Amendement de M. Valay tendant à prévoir un représentant du Ministre de l'Agriculture dans la sous-commission d'évaluation des bénéfices* (p. 1331); *Amendement de M. Rochet tendant à maintenir les impôts pour 1949 au niveau de ceux de 1948* (p. 1332); *Amendement de M.M. Dusseaux et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1333, 1334, 1336); — du projet de loi relatif aux Comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Amendement de M. Grenier tendant à ne pas limiter le texte aux entreprises nationales existantes* [8 mars 1949] (p. 1356);

— du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 10 quater : *Amendement de M. Pounadère relatif au mode de financement des travaux d'équipement rural* [9 mars 1949] (p. 1407) ; *Observations sur l'équipement rural* (p. 1408, 1410) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article nouveau concernant l'emploi des fonds libres par les collectivités locales* (p. 1413, 1414). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt (*Réponse au Ministre des Finances*) [10 mars 1949] (p. 1505). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget local de Saint-Pierre et Miquelon, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1949] (p. 1747, 1748). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Date des vacances parlementaires*) [5 avril 1949] (p. 2065) ; *Son amendement tendant à fixer au 10 mai la date de la rentrée parlementaire* (p. 2066). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture, en qualité de *Rapporteur* [12 avril 1949] (p. 2317, 2318) ; Chap. 117 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour l'Institut national agronomique* (p. 2333) ; Chap. 125 : *Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations aux établissements d'enseignement agricole* (p. 2234) ; Chap. 144 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour les services sanitaires et vétérinaires* (p. 2234) ; Chap. 160 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des haras* (p. 2235) ; Chap. 161 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour la direction du génie rural* (p. 2337) ; Chap. 174 : *Contribution de l'Etat aux dépenses des conseils agricoles départementaux* (p. 2344) ; *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 20 millions de francs cette contribution de l'Etat* (p. 2346) ; Chap. 301 : *Matériel de l'administration centrale* ((p. 2348) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'abattement sur ce chapitre* (p. 2348) ; Chap. 310 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 5.400.000 francs l'abattement sur le matériel des directions départementales des services agricoles* (p. 2348, 2349) ; Chap. 318 : *Amendement de M. Masson tendant à augmen-*

*ter de 17 millions l'abattement sur les frais d'enquêtes statistiques* (p. 2350) ; Chap. 322 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 francs l'abattement sur le service de la protection des végétaux* (p. 2350) ; Chap. 323 : *Matériel des écoles nationales vétérinaires* (p. 2351) ; Chap. 344 : *Amendement de M. Halbout tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais d'établissement des cartes professionnelles d'exploitants agricoles* (p. 2354) ; Chap. 500 : *Subventions à l'Institut national de la recherche agronomique* (p. 2359, 2360) ; Chap. 522 : *Subventions aux associations de migration rurale* (p. 2371, 2372) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre ; Chap. 100 : *Traitement du personnel (Solde due aux prisonniers de guerre)* [19 mai 1949] (p. 2674, 2675) ; *Amendement de M. Mouton tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Pécule des prisonniers de guerre)* (p. 2677, 2678) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 2 : *Son amendement tendant à créer un budget spécial du service des alcools* [31 mai 1949] (p. 2982, 2983, 2984, 2985) ; Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3061) ; *Son rappel au règlement* (p. 3061, 3062) ; Art. 26 : *Son sous-amendement tendant à inclure tous les établissements saisonniers* (p. 3070) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer deux articles nouveaux créant un budget annexe du service des alcools en 1950* [3 juin 1949] (p. 3117, 3118) ; *le retire* (p. 3118) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 18 bis : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte accordant des délais supplémentaires pour le paiement des impôts dus* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4058, 4059) ; Art. 23 bis : *Amendement de M. Bardoux tendant à reprendre l'article du Conseil de la République facilitant l'exportation des produits français* (p. 4060) ; Art. 26 bis : *Sa demande de reprise du texte voté en première lecture établissant des patentes saisonnières* (p. 4060) ; Art. 31 : *Amendement de M. Gabelle tendant à mettre un terme au redressement de déclarations pour l'impôt de solidarité par l'administration* (p. 4061, 4062) ; Art. 33 : *Amendement de M. Monteil tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de la C. C. D. V. T.*



(p. 4064); Art. 39: *Amendement de M. Félix tendant à reprendre l'article relatif aux brevets d'invention* (p. 4066); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales applicables aux salariés des professions agricoles: *Demande de discussion d'urgence* [24 juin 1949] (p. 3753); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 3789); — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes en 1949, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1949] (p. 3989, 3990); Article unique: *Contre-projet de M. Auguet tendant à retenir pour base de calcul la valeur locative fixée en 1948* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4005, 4008); *Contre-projet de M. L'Huillier tendant à ce que la valeur locative en 1949 pour l'établissement des patentes ne dépasse pas la valeur locative fixée pour 1948* (p. 4009, 4010); *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à dégrever les contribuables ayant subi des majorations de patente en 1949* (p. 4011); *Amendement de M. Rollin tendant à prévoir un abattement de 40 0/0 sur la contribution des patentes* (p. 4014); *Amendement de M. Chaze tendant à accorder des abattements de façon à ramener les recettes au niveau des prévisions des collectivités locales* (p. 4015); *Amendement de M. Ribeyre tendant à rendre les conseils généraux seuls qualifiés pour se prononcer contre les abattements* (p. 4017, 4018); Article additionnel: *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale* (p. 4027); *Amendement de M. Schaufler tendant à suspendre le recouvrement des rôles émis et à retarder la date d'exigibilité* (p. 4027, 4028); *Amendement de M. Guy Petit tendant à harmoniser le taux des abattements que voteront les assemblées locales* (p. 4030); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [13 juillet 1949] (p. 4744); Art. 3: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant une révision du tableau des patentes* (ibid.); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire au vieux (*Ajournement du débat*) [2 juillet 1949] (p. 4114, 4115). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Débat sur la sécurité sociale* [9 juillet 1949] (p. 4491). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 quater: *Amendement de M. Hugues tendant à soumettre les coopératives aux impôts indirects* [20 juillet 1949] (p. 4893, 4894); *Son*

*sous-amendement tendant à préciser les conditions dans lesquelles les coopératives agricoles seront soumises aux impôts indirects* [21 juillet 1949] (p. 4954, 4955); Art. 10 sexies: *Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article 234 du décret portant réforme fiscale du 9 décembre 1948* (p. 4960); *Amendement de M. Valay tendant à modifier l'article 234 du décret portant réforme fiscale relatif aux coopératives agricoles* (p. 4964); Art. 4: *Son sous-amendement tendant à exonérer les bois pendant les trente premières années de l'exploitation* (p. 4979); Art. 10 bis: *Amendement de M. Jean Masson relatif au calcul des charges d'exploitation* (p. 4981, 4982); Art. 42: *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* [23 juillet 1949] (p. 5119); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124); *Motion de M. Hugues tendant à ajourner le débat* [24 juillet 1949] (p. 5141); *Suite du débat* (p. 5144); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 5153); Art. 42 bis: *Amendement de M. P. Meunier relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5154, 5155); Art. 43: *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5156); Art. 43 bis: *Son amendement tendant à reprendre l'article 42 précédemment repoussé en supprimant la taxe locale à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 5158, 5159); *Retire la deuxième partie de l'amendement* (p. 5159, 5160); Art. 13 G: *Amendement de M. Mauroux tendant à accorder aux établissements de bienfaisance des réductions pour charges de famille* (p. 5184); Art. 28 B: *Ses observations sur l'article relatif à l'estimation des biens pour les droits de succession* (p. 5190); Art. 29: *Réévaluation des insuffisances de déclaration pour les droits de succession* (p. 5193); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5636); Art. 7 bis: *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation appliquée au contribuable qui dénonce son forfait pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 5637); Art. 8: *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au partage des impôts entre bailleurs et métayers* (p. 5637); Art. 10 sexies: *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte de l'Assemblée*

*Nationale tendant à étendre les exonérations pour les opérations commerciales effectuées par les coopératives agricoles* (p. 5638, 5639); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations commerciales exemptées du paiement de la taxe locale* (p. 5640); Art. 4: *Amendements de MM. Guillon et Cristofol tendant à soumettre les chantiers navals au paiement de la taxe locale* (p. 5642) Art. 7: *Demande de reprise du texte du Conseil de la République rétablissant la taxe locale en 1950 présentée par le Gouvernement* (p. 5643); Art. 2: *Amendement de Mme Schell tendant à supprimer l'article exonérant d'impôts les bénéfices affectés à la construction d'immeubles d'habitation* (p. 5644); Art. 5: *Amendement de M. Tourtaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au calcul de la surtaxe sur le revenu* (p. 5645); Art. 7 bis: *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre l'article accordant aux contribuables un délai plus long pour opter* (p. 5646); Art. 15: *Amendement de M. Cristofol tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au prix des licences des débits de boissons* (p. 5647, 5648); Art. 4: *Amendement de MM. Cristofol et Delachenal tendant à rendre l'élection de domicile obligatoire en vue de la perception de la taxe locale* (p. 5650, 5651); *Son amendement relatif à la répartition du produit de la taxe locale prélevée sur une entreprise de travaux publics entre plusieurs communes intéressées* (p. 5651); — d'une proposition de loi accordant des allocations au personnel des chantiers de Provence; Article unique: *Son amendement tendant à accorder des allocations de chômage pendant la fermeture des chantiers et ateliers de Provence à Port-de-Bouc* [30 juillet 1949] (p. 5593); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat en deuxième lecture; Art. 4: *Amendement de M. Barangé relatif au décompte du temps de travail par année de service sans majoration pour heures supplémentaires* [30 juillet 1949] (p. 5615, 5616); Art. 26: *Amendement de M. Barangé tendant à ne pas accorder aux ouvriers employés par l'Etat des avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires* (p. 5617); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [30 juillet 1949] (p. 5652); —

d'une proposition de loi portant majoration d'indemnités pour accidents du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 6: *Son amendement tendant à substituer le taux de 180.000 francs à celui de 150.000 francs* [30 juillet 1949] (p. 5660). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions de la manifestation des combattants prisonniers le 3 septembre à Paris [13 octobre 1949] (p. 5766). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (Cabinet Bidault) [Décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires: *Urgence* [24 novembre 1949] (p. 6211, 6212); *Discussion générale* (p. 6212). — Répond à une question: de M. Malbrant relative à la participation de la métropole aux dépenses supportées par l'Afrique équatoriale française pour le service des emprunts [25 novembre 1949] (p. 6295, 6296); — de M. Denais relative à la modification des prix fixés pour le rhum et le sucre des Antilles [25 novembre 1949] (p. 6296); — de M. Taillade relative à l'unification des délais d'enregistrement et à l'application de cette mesure pour l'enregistrement de pièces par les sociétés [25 novembre 1949] (p. 6296); — de M. Maurice Guérin relative aux dépenses de congés payés incombant aux entreprises en cas de rupture de contrat de travail [25 novembre 1949] (p. 6296); — de M. Poimboeuf relative à l'importation en France d'une eau minérale allemande « Appollinaris » [25 novembre 1949] (p. 6296); — de M. Olmi relative aux activités permises aux seuls possesseurs d'un diplôme de géomètre-expert reconnu par l'Etat et à l'exclusion de toutes ces activités, des ingénieurs agronomes et des ingénieurs agricoles des écoles nationales d'agriculture [25 novembre 1949] (p. 6297); — de M. Paumier relative aux contrats d'engraissement pour les porcs [25 novembre 1949] (p. 6297, 6298); — de Mme Charbonnel relative à la situation vis-à-vis de la sécurité sociale d'un élève de première année de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm [25 novembre 1949] (p. 6298). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires: *Discussion géné-*

rule [29 novembre 1949] (p. 6417, 6418, 6422, 6423); — du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercices clos; Art. 1<sup>er</sup>: *Ouverture d'un crédit de 7 milliards 511 millions pour les caisses d'allocations familiales agricoles* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6519, 6520); Etat A: *Amendement de M. Bichet tendant à rétablir les subventions à l'Agence France-Presse* (p. 6520, 6521). — Répond à une question: de M. Badie relative à la rétrocession aux commerçants de stocks d'alcool détenus par l'Etat [2 décembre 1949] (p. 6578); — de M. Barel relative aux résultats de l'application de la retenue de 6 0/0 sur le traitement des fonctionnaires et le total des arrérages des pensions servies à ces fonctionnaires [2 décembre 1949] (p. 6578, 6579); — de M. Deixonne relative à l'assimilation des dessinateurs de journaux aux dessinateurs au point de vue fiscal [2 décembre 1949] (p. 6579); — de M. Temple relative aux achats d'huile d'olive d'Espagne [2 décembre 1949] (p. 6579, 6580); — de M. Pierre Grouès relative à l'accident ferroviaire d'Ambermenil le 4 juillet 1949 [2 décembre 1949] (p. 6580). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence: *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6725, 6726); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* [20 décembre 1949] (p. 7019, 7020, 7021); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7022). — Répond à une question: de M. Chambeiron demandant la liste nominative des entreprises débitrices à l'égard de l'Impex [9 décembre 1949] (p. 6739); — de M. Coudray relative au financement de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre [9 décembre 1949] (p. 6739, 6740); — de M. Gabelle relative au paiement par chèque bancaire ou postal des coupons de rente française [9 décembre 1949] (p. 6740); — de M. Mont relative au coefficient d'augmentation des valeurs locatives d'après les plafonds fixés par les tribunaux [9 décembre 1949] (p. 6740); — de M. Theetten relative aux facilités bancaires à accorder à des créanciers de la S. N. C. F. [16 décembre 1949] (p. 6961); — de M. Lespès relative aux recettes et dépenses du Centre national du commerce extérieur et du *Moniteur officiel du commerce et de l'industrie*

[16 décembre 1949] (p. 6961); — de M. Paumier relative à la revision du revenu cadastral [16 décembre 1949] (p. 6962); — de M. Fagon relative à la constitution du corps d'adjoints techniques à l'Institut national de la statistique et des études économiques [16 décembre 1949] (p. 6962); — de M. Devemy relative au remboursement des frais médicaux de certains pensionnés et mutilés [16 décembre 1949] (p. 6962, 6963). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux; Art. 5: *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer « sur proposition du directeur départemental de la population »* [16 décembre 1949] (p. 6967). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence* [16 décembre 1949] (p. 6972, 6973, 6974). — Prend part à la discussion: du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4: *Amendement de M. Louvel tendant à augmenter les crédits de la Reconstruction de 100 milliards* [26 décembre 1949] (p. 7312); *Amendement de M. Lenormand tendant à augmenter de 100 milliards les crédits de la Reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7332); *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* (p. 7333); *Amendement de M. Coudray tendant à permettre la mobilisation des titres remis aux sinistrés* (p. 7336, 7337); *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10 0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 7342, 7343); *Explications de vote sur l'article* (p. 7345); *Sa demande de suspension des débats* (p. 7351); Art. 13: *Amendement de M. Louvel tendant à fixer les taxes sur les produits pétroliers et à supprimer la caisse de compensation* (p. 7388); Art. 25: *Amendement de M. de Chambrun tendant à exiger 50 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* (p. 7391); Art. 4: *Amendement de M. Marcel David tendant à supprimer la référence à l'article 25 de la convention de 1937* (p. 7420); Art. 44: *Amendement de M. Dusseaulx tendant à supprimer l'article* (p. 7423); Art. 46: *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article relatif aux avoirs à l'étranger* (p. 7426, 7427); Art. 48: *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir des emprunts pour la Caisse autonome de la reconstruction et la S.N.C.F.* (p. 7428, 7429); *Amendement de M. Midol tendant à prévoir des emprunts pour l'aéroport de Paris*

(p. 7430); *Amendement de M. Louvel tendant à prévoir des suppressions de crédits en cas de succès des emprunts* (p. 7430); *Amendement de M. Greffier tendant à attribuer une partie de l'emprunt à la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 7430); *Amendement de M. Lareppe tendant à prévoir sur le montant des emprunts 10 milliards pour les spoliés* (p. 7430, 7431); Article additionnel: *Amendement de M. Greffier tendant à prévoir des emprunts lancés directement par la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 7431); Art. 50: *Emission de titres d'emprunts remis aux sinistrés* (p. 7432); *Amendement de M. Crouzier tendant à faire émettre 40 milliards de nouveaux titres d'emprunt pour les sinistrés* (p. 7433, 7434); *Sa demande de disjonction de l'amendement* (ibid.); *Amendement de M. Hénault relatif à l'émission de titres remis aux sinistrés non prioritaires* (p. 7434, 7435); *Sous-amendement de M. Halbout tendant à indemniser la part des travaux laissée à la charge du sinistré non prioritaire* (p. 7436); Art. 5: *Amendement de M. Médecin tendant à réduire de 1 million les crédits d'investissements pour l'industrie touristique* [28 décembre 1949] (p. 7487, 7488); *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1 million les crédits d'investissements pour les habitations à bon marché* (p. 7488); *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'autoroute Paris—Lille* (p. 7488); *Amendements de M.M. Rabier et Moktari tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les investissements en Algérie* (p. 7489); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 48: *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emprunts contractés par la Caisse autonome de la reconstruction et la S. N. C. F.* [29 janvier 1950] (p. 790); Art. 50 bis: *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée relatif au paiement des sinistrés par titres de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 791, 792); Art. 51: *Remise de titres de la Caisse autonome de la reconstruction en paiement des dommages agricoles* (p. 793). — Est entendu sur une motion d'ordre: *Demande de suspension de séance* [28 décembre 1949] (p. 7470). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règle-

ment des conflits du travail: *Sa demande de suspension de la séance* [31 décembre 1949] (p. 7641); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés: Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 430); *Amendement de Mlle Archimède tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans la métropole* (p. 432); *Amendement de M. J. Denais tendant à porter à 120.000 francs et 180.000 francs (montant de l'exonération à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu) le plafond de revenu en dessous duquel est accordée l'allocation* (p. 433); Article additionnel: *Amendement de M. de Lepervanche tendant à prévoir un taux spécial dans la zone du franc C.F.A.* (p. 433, 434). — Répond à une question: de M. Anxionnaz relative au remboursement de pénalités injustement exigées [27 janvier 1950] (p. 596); — de M. Paumier relative à l'attribution de matières premières à la Monnaie [27 janvier 1950] (p. 596, 597); — de M. Minjoz relative à l'organisation financière des offices d'habitations à bon marché [27 janvier 1950] (p. 597); — de M. Ramonet relative aux relations ferroviaires entre l'Indre et la Vienne dans la zone de l'Etoile du Blanc [27 janvier 1950] (p. 598). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloiles-Mines: *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 883). — Répond à une question: de M. Denais relative à l'usage des commandements adressés aux contribuables [3 février 1950] (p. 970); — de M. Denais relative au prix de l'alcool réquisitionné [3 février 1950] (p. 970); — de M. Denais relative à la situation de certains français propriétaires d'un dépôt d'or en Grande-Bretagne [17 février 1950] (p. 1222); — de M. Lespès relative aux frais de perception de l'impôt cédulaire de 5 0/0, au titre des gens de maison [17 février 1950] (p. 1222); — de M. Krieger relative à la restitution par les banques allemandes de dépôts effectués pendant l'occupation par des entreprises d'Alsace-Lorraine [24 février 1950] (p. 1435); — de M. Segelle relative à la situation de certains fonctionnaires d'outre-mer atteints par la limite d'âge [24 février 1950] (p. 1436); — de M. Montel relative à l'appli-

cation de la règle du cumul pour les traitements versés en Allemagne [24 février 1950] (p. 1436). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Berger tendant à prévoir l'aménagement des lotissements créés entre le 19 juillet 1924 et le décret-loi du 8 août 1935 [2 mars 1950] (p. 1620, 1621) ; Application de l'article premier de la loi des maxima (p. 1621) ; Demande de renvoi à la commission présentée par M. Truffant (p. 1622) ; — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : Urgence [14 mars 1950] (p. 1968) ; Discussion générale (p. 1973, 1974, 1975) ; Contre-projet de M. Cherrier invitant le Gouvernement à faire à tous les retraités deux versements trimestriels en attendant la réalisation de la péréquation (p. 1977) ; Sous-amendement de Mlle Weber tendant à prévoir trois mensualités pour les retraités d'Alsace-Lorraine (p. 1978) ; — d'une proposition de loi relative au taux de la pension de certains orphelins de guerre : Urgence [14 mars 1950] (p. 1979) ; Art. 1<sup>er</sup> : Application de la loi des maxima (p. 1980, 1981) ; Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Aubry [17 mars 1950] (p. 2124) ; — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : Demande de renvoi à la commission présentée par M. Bacon [17 mars 1950] (p. 2133) ; — du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950 : Question préalable posée par M. Mallez [21 mars 1950] (p. 2226, 2227) ; — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : Discussion générale [23 mars 1950] (p. 2273, 2274) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Abelin tendant à appliquer les dispositions prévues sans versement de la subvention de l'Etat (p. 2274, 2275) ; Art. 2 : Amendement de M. Penoy tendant à prévoir un décret fixant la composition du conseil d'administration de la C.A.M.R. (p. 2275) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : Urgence [23 mars 1950] (p. 2276) ; Contre-projet de M. Gabelle tendant à accorder à tous les bénéficiaires de la retraite aux vieux travailleurs, le voyage annuel gratuit prévu par la loi instituant les cartes des économiquement faibles (p. 2282, 2283) ; — d'une proposition

de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : Discussion générale [28 mars 1950] (p. 2443) ; Sa demande d'application de l'article premier de la loi des maxima (p. 2444) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Etat A, Chap. 8500 : Amendement de M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S.N.C.F. [28 mars 1950] (p. 2487, 2488, 2489) ; Application de l'article 17 de la Constitution (p. 2490) ; Chap. 8530 : Amendement de M. Crouzier tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour la S.N.C.F. (p. 2491) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Livry-Level tendant à insérer un article prélevant 6 milliards sur les crédits de la S.N.C.F. au profit des sinistrés mobiliers (p. 2493) ; Amendement de M. Nisse tendant à imputer le coût des constructions expérimentales sur les investissements productifs et non sur les dommages de guerre (p. 2493, 2494) ; Art. 2 : Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement (p. 2501, 2502, 2503) ; Rectification des crédits de programmes (p. 2504, 2505) ; Amendement de M. Hénault tendant à accorder des crédits supplémentaires aux sinistrés agricoles (p. 2507) ; Amendement de M. Midol tendant à prévoir un emprunt au profit de la Caisse autonome de la reconstruction (p. 2508) ; Art. 3 bis : Amendement de M.M. Coudray et Triboulet relatifs à la mobilisation des titres remis aux sinistrés en 1949 (p. 2509) ; Art. 11 : Amendement de M. Halbout relatif aux logements construits grâce au préfinancement (p. 2515) ; Art. 12 : Amendement de M. Garçé tendant à transformer la caisse des marchés en établissements bancaires finançant les marchés des coopératives de reconstruction (p. 2517) ; Art. 14 bis : Application de la loi du 23 avril 1949 sur les spoliations (p. 2518) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [2 juin 1950] (p. 4164, 4165) ; Art. 3 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République permettant le nantissement des titres (p. 4172, 4173). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Discussion du statut des fonctionnaires des départements des territoires d'outre-mer [31 mars 1950] (p. 2694).

— Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer : *Urgence* [31 mars 1950] (p. 2697) ; Art. 2 : *Indemnité de résidence accordée aux fonctionnaires des départements d'outre-mer* (p. 2702) ; *Amendement de M. Truffaut relatif au supplément spécial de recrutement* (p. 2707) ; *Amendement de M. Valentino relatif au calcul de l'indemnité de résidence dans les départements d'outre-mer* (p. 2709) ; Art. 3 : *Amendement de M. Girard tendant à remplacer l'indemnité de recrutement par une majoration générale de 40 0/0* (p. 2710) ; Art. 4 : *Sa demande de modification de la forme* (p. 2711) ; Art. 5 : *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir, dans un délai de six mois, des décrets modifiant la réglementation en vigueur et limitant la hausse des dépenses de personnel* (p. 2712) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2786, 2787) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 6 : *Amendement de M. Bergeret relatif à la consolidation des avances faites par le Trésor aux sociétés nationales d'économie mixte* [25 avril 1950] (p. 2815) ; *Allocation temporaire aux vieux* (p. 2816) ; Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* (p. 2818, 2819) ; Art. 16 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'article relatif aux opérations de compensation sur denrées et produits alimentaires* (p. 2820) ; Art. 16 bis : *Règlement des créances dues aux Gouvernements alliés* (p. 2820) ; Art. 17 bis : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article abrogeant l'article 10 du décret du 28 juin 1947* (p. 2821) ; Art. 18 : *Emission de pièces de monnaies* (p. 2821, 2822) ; Art. 25 : *Amendement de M. Babet tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à la création d'une caisse de prêt aux artisans* (p. 2822, 2823) ; Art. 26 : *Amendement de M. Fagon relatif à la situation des fonctionnaires nommés administrateurs d'entreprises publiques ou de sociétés d'économie mixte* (p. 2823, 2824) ; Art. 30 : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre l'article limitant le cumul de mandats d'administrateur de sociétés* (p. 2824, 2825) ; Art. 35 : *Amendement de M. Darou tendant à élever le plafond des dépôts de la Caisse d'épargne* (p. 2826) ; Article additionnel : *Amendement de M. Marie tendant à prévoir la majoration de la taxe d'en-*

*couragement aux textiles nationaux* (p. 2828) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2, Etat C : *Amendement de M. Pineau tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour le tourisme* [26 avril 1950] (p. 2930, 2931) ; *Reconstitution de la flotte marchande* (p. 2932) ; Art. 6 : *Amendement de MM. Lenormand, Laniel et Schmitt tendant à augmenter les crédits prévus pour les habitations a bon marché* [28 avril 1950] (p. 3070, 3071) ; *Application de l'article 17 de la Constitution* (ibid.) ; *Amendement de M. Coudray tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédit immobilier* (p. 3072). — Répond à une question de Mme Peyroles relative à l'application de l'article 7<sup>ter</sup> du Code général des impôts directs [28 avril 1950] (p. 3062). — Prend part à la discussion ; d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Urgence* [16 mai 1950] (p. 3674) ; *Discussion générale (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi des maxima)* (p. 3677, 3678, 3679, 3680) ; Article unique : *Sa demande de renvoi à la commission* (p. 3680) ; — d'une proposition de résolution accordant des secours aux familles de marins péris en mer : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3681) ; — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Urgence* [16 mai 1950] (p. 3682) ; Article unique : *Amendement de M. Bardoux tendant à étendre l'article aux artisans employant seulement une main-d'œuvre familiale ou un apprenti* [30 mai 1950] (p. 3986, 3987) ; Article additionnel : *Amendement de M. Poumadère tendant à rembourser les impôts payés au titre de 1948* (p. 3987, 3988) ; *Amendement de M. Duquesne tendant à annuler les impositions substituant la taxe proportionnelle sur les bénéfices aux retenues à la source sur les salaires* (p. 3988, 3989) ; *Amendement de M. Biscarlet tendant à exempter de la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile* (p. 3989) ; — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Auban tendant à étendre la loi aux victimes civiles de la guerre* [30 mai 1950] (p. 3992) ; Art. 2 : *Amendement de M. Aubry tendant à placer la loi dans le cadre de celle créant la sécurité sociale* (p. 3994, 3995) ; *Amendement de M. Fagon tendant à défendre les droits des invalides hors guerre* (p. 3996) ;

Art. 3 : *Amendement de M. Vulentino tendant à étendre la loi aux invalides des départements d'outre-mer* (p. 3997) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4060 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4361, 4362) ; FINANCES : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4859, 4861, 4863, 4864) ; Chap. 0260 : *Service des titres émis pour rembourser les dommages de guerre* (p. 4865, 4866) ; Chap. 0400 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le service des emprunts contractés par les compagnies de navigation subventionnées* (p. 4866) ; Chap. 0810 : *Amendement de M. Aubry tendant à réduire de 1 million les crédits pour pensions d'invalidité* (p. 4867) ; *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4869, 4870, 4871) ; Chap. 1000 : *Crédits pour le personnel de l'administration centrale (situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [16 juin 1950] (p. 4893) ; *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (cadres d'hommes d'équipes)* (p. 4894) ; *Amendement de M. Lamps tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (palais d'agents gardiens de bureaux)* (p. 4894) ; *Amendement de M. Lamps tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (création d'un corps d'huissiers-chefs)* (p. 4894) ; *Suppression d'emplois d'adjoints administratifs* (p. 4895) ; Chap. 1180 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le secrétariat général de la loterie nationale* (p. 4895) ; Chap. 1210 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les contrôleurs des dépenses engagées* (p. 4896) ; Chap. 1220 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'inspection des finances* (p. 4896) ; Chap. 1290 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel du service des laboratoires* (p. 4897) ; Chap. 1420 : *Personnel départemental de l'administration des contributions directes* (p. 4897, 4898) ; Chap. 1600 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des douanes (importation de matériel d'équipement industriel)* (p. 4898, 4899) ; Chap. 1050 : *Personnel départemental de l'administration des contributions indirectes* (p. 4899) ; Chap. 1830 : *Service du casier fiscal (recherche des fraudes)* (p. 4900) ; Chap. 3030 : *Loyers et indemnités*

*de réquisition (immeubles du boulevard Davout)* (p. 4900) ; Chap. 3410 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel et frais de fonctionnement* (p. 4901) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1220 : *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Institut national de statistiques et d'études économiques* [16 juin 1950] (p. 4941) ; — d'une proposition de résolution relative aux fonctionnaires retraités en zone C.F.A. : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4821, 4822) ; — d'une proposition de loi relative à la rémunération des fonctionnaires des territoires d'outre-mer, amendée par le Conseil de la République ; Art 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne différenciant pas trois catégories de cadres distinctes* [15 juin 1950] (p. 4823, 4824) ; *Sa demande de suspension du débat* (p. 4824) ; Art. 2 bis : *Répartition arbitraire des crédits* (p. 4825) ; — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale ; Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4828, 4829) ; — d'une proposition de loi relative au régime des pensions des personnels ouvriers de l'Etat : *Discussion générale (Application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi des maxima)* [22 juin 1950] (p. 5137) ; — d'une proposition de loi accordant des indemnités au personnel licencié de la S.N.E.C.M.A. : *Urgence* [22 juin 1950] (p. 5139) ; — d'une proposition de loi relative au cumul des pensions de retraite et des traitements dans les Houillères : *Discussion générale* [22 juin 1950] (p. 5142, 5143). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre de la Marine Marchande* (Cabinet Qucuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire ; Article unique : *Amendement de M. Viard tendant à valider les décisions et arrêtés du gouverneur général de l'Algérie du 26 août 1950 à la date de la promulgation de cette loi* [20 octobre 1950] (p. 7075) ; — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 ; Art. 36 bis : *Question préalable posée par*

*M. Bétolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9893, 9894); *Demande de disjonction de l'article, présentée par M. Mondon* (p. 9894, 9895); *Amendement de M. Courant tendant à supprimer l'article* (p. 9895, 9896); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 décembre 1950] (p. 9947, 9948); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 175, 176, 191). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur la taxe locale*) [5 janvier 1951] (p. 216). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* [10 mars 1951] (p. 2334); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, en qualité de *Rapporteur* [4 mai 1951] (p. 4522); Art. 1<sup>er</sup> : *Utilisation des excédents de la Caisse d'épargne* (p. 4523); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 septièm : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* [15 mai 1951] (p. 5188, 5189, 5190); Chap. 6040 : *Ayants droit des prisonniers de guerre morts en captivité* [17 mai 1951] (p. 5340, 5341); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte de l'Assemblée accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* [21 mars 1951] (p. 2294); Art. 4 : *Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer l'alinéa prévoyant un régime spécial pour les communes de la Seine* (p. 2296, 2297); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Question préalable posée par M. Schaufier contre l'article prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* [21 mars 1951] (p. 2346, 2347); *Amendement de M. Citerne tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de 7 députés* (p. 2415); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République;

Art. 3 : *Demande de rétablissement du texte du Conseil de la République tenant compte de la situation des descendants; présentée par le Gouvernement* [21 mars 1951] (p. 2439, 2440); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2444, 2445); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES CIVILES, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 mars 1951] (p. 2441, 2442); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES MILITAIRES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 mars 1951] (p. 2442); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8001 : *PLAN D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE* [11 avril 1951] (p. 3126); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectés aux priorités nationales* [18 avril 1951] (p. 3472); — du nouveau projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Fixation de la date du vote sur la question de confiance au lundi suivant* [2 mai 1951] (p. 4484); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 7 bis : *Amendement de M. Pqumier tendant à vendre le carburant agricole la moitié du prix de l'essence ordinaire* [8 mai 1951] (p. 4832); — du projet de loi relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 9 ter : *Son amendement tendant à majorer la prime de protection du raffinage des pétroles* [16 mai 1951] (p. 5269, 5270); *le retire* (p. 5270); *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 5270); — du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires les mareyeurs* [18 mai 1951] (p. 5220); Art. 14 sexièm : *Exonérations d'impôts en faveur des établissements d'enseignement libre* (p. 5524); *Demande de deuxième délibération de l'article 14. sexièm, présentée par M. Deixonne* (p. 5551); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 14 nonièm : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre la date du 1<sup>er</sup> septembre 1951 pour la taxe sur le vin* [22 mai 1951] (p. 5745); — du second projet



de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 14 bis : Amendement de M. Lamps tendant à disjointre l'article exonérant de certaines taxes les écoles libres [22 mai 1951] (p. 5754); Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité d'une loi de finances) (p. 5766); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Demande de seconde délibération [22 mai 1951] (p. 5769). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). — Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

**TOUBLANC (M. Etienne), Député de la Loire-Inférieure.**

Son élection est validée [17 décembre 1948] (p. 7670). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), de la Commission du ravitaillement [25 mai 1949] (p. 2878), de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347), de la Commission de l'éducation nationale [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

**Dépôts :**

Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 sur les dommages de guerre, n° 9005. — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le mode de financement des allocations familiales agricoles et à étendre le bénéfice de l'allocation de salaire unique aux exploitants agricoles, aux artisans ruraux et aux allocataires non salariés du régime général, n° 9165. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans la région nantaise (Loire-Inférieure), n° 10554. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à remplacer l'article 94 du Code du vin, n° 13128.

**Interventions :**

S'excuse de son absence [7 mai 1951] (p. 4778). — Obtient un congé [7 mai 1951] (p. 4778).

**TOUCHARD (M. Auguste), Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Vice-Président de cette Commission (J.O. du 20 décembre 1946, p. 10.784), (J.O. du 30 janvier 1948, p. 1011). — Est nommé : membre de la Commission consultative des pensions (J.O. du 28 mai 1947, p. 4891); membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392), — Est désigné par la Commission des pensions en vue de la représenter au sein de la commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires (J.O. du 19 juin 1948, p. 5965).

**Dépôts :**

Le 21 décembre 1946, une proposition de loi tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 181. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi relative à la retraite anticipée facultative des anciens combattants et victimes de guerre en service dans les administrations et établissements appartenant à un titre quelconque à la fonction publique, dans le cadre de l'Etat, des départements, des communes et des territoires de la France d'outre-mer, n° 321. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 458. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier la fabrication et l'attribution des appareils de

prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés de guerre, n° 658. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la retraite à tous les titulaires de la carte du combattant, n° 659. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions d'application de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés, n° 772. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi relatif à la codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité et les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, n° 1652. — Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget des pensions les crédits nécessaires, afin de revaloriser la retraite du combattant, n° 1828. — Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre et aux veufs victimes de la guerre employés dans les ministères le titre de chef de famille ainsi que le bénéfice de l'indemnité de résidence familiale instituée par la loi du 31 octobre 1941, n° 1829. — Le 18 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 mars 1919 sur les pensions militaires d'invalidité, n° 2065. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à réparer en faveur des retraités de l'Imprimerie nationale une injustice commise par Vichy ; 2° de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir dans leurs droits les retraités de l'Imprimerie nationale victimes de la loi du 30 avril 1941, n° 2306. — Le 8 août 1947, une proposition de loi tendant à améliorer les conditions de travail, de salaires, de vie, d'habitat et de sécurité des concierges d'immeubles à usage d'habitation, n° 2320. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, n° 2327. — Le 18 novembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des Associations d'anciens combattants et victimes de la

guerre, n° 2666. — Le 5 décembre 1947, une proposition de loi concernant le dégagement des fonctionnaires, employés, agents et ouvriers des administrations de l'Etat, des départements, des communes et des territoires de l'Union française, anciens combattants, pensionnés et victimes de guerre, n° 2784. — Le 26 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance du 2 septembre 1943 portant réorganisation des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 3009. — Le 27 décembre 1947, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions d'invalidité des mutilés, des veuves, des ascendants et orphelins de guerre, n° 3015. — Le 31 décembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance du 11 mai 1945 complété par l'article 2 de la loi n° 47-1736 du 5 septembre 1947 en faveur des déportés politiques de l'île d'Aurigny, n° 3068. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret loi du 17 juin 1938 relatif au statut des grands mutilés de guerre, n° 3403. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi portant réforme de la loi du 14 avril 1924 et à faire connaître à l'Assemblée Nationale les modalités suivant lesquelles il compte réaliser, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, la première étape de la péréquation des pensions de retraite civiles et militaires, n° 3600. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 janvier 1939 relative à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation, n° 3824. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi portant application du coefficient 7,2 aux pensions principales d'invalidité et du coefficient 10,2 aux allocations des grands mutilés de guerre à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948, n° 3916. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants de la guerre 1939-1945 et leurs ayants cause des dispositions de la loi du 4 août 1923 sur les caisses de retraites

mutualistes, n° 4190. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi portant dérogation exceptionnelle, par mesure réparatrice envers une catégorie de victimes de guerre, à la règle de l'antériorité du mariage fixée par l'article 23 de la loi du 14 avril 1924, modifié par des textes subséquents, n° 4329. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les combattants de la guerre 1939-1945 et leurs ayants cause des dispositions de la loi du 4 août 1923 sur les caisses de retraites mutualistes, n° 4446. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les aveugles civils de nationalité étrangère résidant dans le département de la Seine, des avantages concédés aux aveugles français sur les transports parisiens, n° 4526. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à ouvrir de nouveaux délais aux veuves de militaires de carrière décédés en activité et ayant laissé périmer leurs droits à l'allocation complémentaire rémunérant les services du mari (art. 76 de la loi du 30 décembre 1928), n° 4869. — Le 19 novembre 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires anciens combattants délégués dans les congrès des victimes de guerre, le bénéfice de l'article 88 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, n° 5624. — Le 19 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 54, paragraphe 2, titre V du décret 47-1297 du 10 juillet 1947, sur les emplois réservés, n° 5625. — Le 25 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les incidents qui se sont déroulés, lors de la manifestation des anciens combattants, le 11 novembre 1948, n° 5647. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant à attribuer la carte du combattant 1914-1918 aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé des points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieures, n° 5760. — Le 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants émettrices de participations de la Loterie nationale, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 5876. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à

revaloriser la retraite du combattant, n° 6123. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à attribuer la carte du combattant à certaines unités des régiments territoriaux qui ont combattu au Maroc ou dans le Sud tunisien au cours de la guerre 1914-1918, n° 6126. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre la sécurité sociale aux grands invalides et aux veuves de guerre qui n'exercent pas ou n'ont pas exercé une fonction salariée, n° 6130. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à porter à mille francs la redevance prévue par l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948 en matière d'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, n° 6131. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues portant dérogation exceptionnelle, par mesure réparatrice envers une catégorie de victimes de guerre, à la règle de l'antériorité du mariage fixée par l'article 23 de la loi du 14 avril 1924, modifié par des textes subséquents, n° 6207. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir de nouveaux délais aux veuves de militaires de carrière décédés en activité et ayant laissé périmer leurs droits à l'allocation complémentaire rémunérant les services du mari (art. 76 de la loi du 30 décembre 1928), n° 6208. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 54, paragraphe 2, titre V du décret 47-1297 du 10 juillet 1947, sur les emplois réservés, n° 6209. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la carte du combattant 1914-1918 aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé des points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieures, n° 6210. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du

combattant; 2° de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 6640. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à la création de centres de rééducation fonctionnelle et professionnelle en faveur des grands mutilés de guerre, n° 6880. — Le 7 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires, n° 6974. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi relative aux fonctionnaires, employés ou ouvriers d'une administration publique, d'origine étrangère, anciens combattants des armées alliées, ayant acquis la nationalité française, n° 7120. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à la création de centres de rééducation fonctionnelle et professionnelle en faveur des grands mutilés de guerre, n° 7326. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement des décorations militaires et de la retraite du combattant et à souligner qu'en aucun cas les ressources qu'elles constituent ne puissent entrer en ligne de compte pour le calcul des ressources des hospitalisés au titre de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 7801. — Le 12 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la Loterie nationale au financement de la revalorisation de la retraite du combattant, n° 7861. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la Loterie nationale au financement de la revalorisation de la retraite du combattant, n° 8365. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à majorer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 8474. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 8511. — Le 23 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour le transfert des corps des anciens combattants et victimes de la

position de loi tendant à étendre aux ascendants et descendants directs des personnes tuées par bombardement pendant la dernière guerre, les mêmes avantages de transport accordés aux parents de soldats ou de victimes civiles qui ont obtenu la mention « Mort pour la France », n° 9497. — Le 9 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi sur la péréquation des pensions des sapeurs-pompiers de Paris, n° 9900. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions, n° 10573. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945, n° 10663. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi créant une catégorie nouvelle de ressortissants des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10742. — Le 26 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 50 956 du 8 août 1950, relatif à la revalorisation de la retraite du combattant, n° 11121. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décembre 1948, et à augmenter la redevance sur l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre pour les employeurs qui se refusent à souscrire à la loi, n° 11209. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à évincer des opération de la « révision des pensions dites abusives » celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 11213. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-1223 du 3 octobre 1950 concernant la réduction des effectifs du service des restitutions de corps du Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre, en application du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, n° 11284. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la

loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945, n° 11394. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de loi tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret-loi du 17 juin 1938, n° 11487. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux invalides militaires du temps de paix, les mêmes barèmes et avantages qu'aux mutilés de guerre par le bénéfice de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du Code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947), n° 11488. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 20 mars 1939 concernant les redevances dues par les employeurs en application de la loi du 26 avril 1924 sur les emplois obligatoires et le retour de celles-ci à l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11614. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 174 de la loi n° 46 2154 du 7 octobre 1946 en vue de relever de 18.000 francs à 48.000 francs, le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France, n° 11713. — Le 27 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser le personnel des foyers des victimes de guerre, n° 11772. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11488) de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux invalides militaires du temps de paix, les mêmes barèmes et avantages qu'aux mutilés de guerre pour le bénéfice de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du Code des pensions (décret n° 47 2084 du 20 octobre 1947), n° 12032. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter au 1<sup>er</sup> septembre 1950 le minimum vital à 146.000 francs par an en application de l'article 65 de la loi du 20 septembre 1948, n° 12046. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11772) de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à titulariser

le personnel des foyers des victimes de guerre, n° 12227. — Le 6 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer : 1° la péréquation intégrale des pensions aux retraités de la régie autonome des transports parisiens; 2° à augmenter de 6.000 francs par mois tout le personnel de la R. A. T. P., n° 12426. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> mai 1951, aux pensions militaires d'invalidité, aux pensions de veuves de guerre, d'orphelins, d'ascendants, ainsi qu'aux allocations provisoires, l'augmentation de 11,55 0/0 (correspondant à celle accordée aux travailleurs) sur le montant des pensions perçues au 25 décembre 1950, n° 12862. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 42 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 12881. — Le 2 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre au Ministère des Anciens Combattants et victimes de la Guerre, l'Hôtel national des Invalides, n° 13057. — Le 11 mai 1951, une proposition de loi tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, n° 13224.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JUSTICE, Chap. 602: *Fonctionnement des tribunaux des pensions* [15 juillet 1947] (p. 3029); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 410: *Subventions aux organismes d'habitations à bon marché* [19 juillet 1947] (p. 3266); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3296, 3297, 3298); Chap. 315: *Appareillage des mutilés* (p. 3327). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégagement des cadres de fonctionnaires; Art. 8: *Conditions d'établissement de pensions ou retraites pour les licenciés* [12 août 1947] (p. 4279, 4280); Art. 11: *Son amendement concernant le droit à pension des veuves d'anciens combattants* (p. 4281). — Pose

à M. le Ministre des Forces armées une question concernant le rétablissement et le paiement de la prime spéciale aux services de la garde républicaine de Paris [19 décembre 1947] (p. 5919). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat I, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 002 : *Son amendement relatif aux allocations d'attente aux anciens combattants* [26 décembre 1947] (p. 6283) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement des fonctionnaires : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 422, 423, 424) ; Art. 6 : *Crédits accordés aux victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 514) ; *Amendement de M. Aubry tendant à réduire ces crédits de 1.000 francs* (p. 519) ; Art. 7 : *Son amendement relatif au relèvement des pensions de guerre* (p. 519) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 528) ; *Son amendement tendant à substituer la date du 31 décembre 1950 à celle du 31 décembre 1949* (p. 531) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1168) ; *Son amendement tendant à reprendre l'article* (p. 1169) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1171, 1172) ; — du projet de loi relatif au statut des déportés et internés de la Résistance ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à assimiler déportés politiques et déportés résistants* [19 mars 1948] (p. 2005). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants victimes de guerre [8 juin 1948] (p. 3280). — Prend part à la discussion : de cette interpellation : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5365 et suiv.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre* [6 août 1948] (p. 5447, 5448) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer au premier alinéa « depuis six mois au moins »* [6 août 1948] (p. 5483) ; *Amendement de M. Gresa tendant à liquider la pension sur la base du*

*traitement moyen des six derniers mois* (p. 5483) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission* (p. 5494). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du 11 novembre 1948 à Paris et l'arrestation des députés Pierre Villon et Waldeck L'Huillier [16 novembre 1948] (p. 6990). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [25 novembre 1948] (p. 7214, 7215) ; *Son récit des brutalités policières lors des incidents des Champs-Élysées* (p. 7222 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 décembre 1948 : *Sa réponse à M. Devémy* [16 décembre 1948] (p. 7606). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 39 : *Son amendement tendant à exonérer les associations d'anciens combattants de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [29 décembre 1948] (p. 8109, 8110) ; — d'une proposition de loi modifiant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance : *Renvoi à la Commission* [11 février 1949] (p. 534) ; — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers : *Amendement de Mme Péri tendant à prévoir des mesures de compensation pour les veuves et ascendants de guerre* [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 1035) ; *Son amendement tendant à prévoir des mesures de compensation pour les grands invalides de guerre* (ibid.). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants [22 mars 1949] (p. 1702). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. ; Chap. 124-2 : *Reclassement de la fonction publique* [12 avril 1949] (p. 2303) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2405, 2406, 2407), [18 mai 1949] (p. 2590, 2591, 2592) ; *Ses observations sur les invalides de guerre à l'Hôtel des Invalides* [19 mai 1949] (p. 2651) ; Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel (Centres de rééducation pour mutilés de guerre)* (p. 2679) ; Chap. 320 : *Transfert des corps* (p. 2687,

2688) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Chap. 001 : *Retraite du combattant* [9 juin 1949] (p. 3211). — Dépose une demande d'interpellation sur la législation des pensions d'invalidité instituée par le Gouvernement de Vichy [10 juin 1949] (p. 3313). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [5 juillet 1949] (p. 4196, 4197, 4198, 4199). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution exemptant de taxe certains chauffeurs de taxis : *Urgence* [6 juillet 1949] (p. 4259, 4260) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République ; Art. 26 : *Amendement de M. Barangé tendant à ne pas accorder aux ouvriers employés par l'Etat des avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires* (p. 5617) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5618) ; — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Urgence* [8 décembre 1949] (p. 6675, 6676) ; *Discussion générale* (p. 6687, 6688, 6689) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 40 : *Reclassement de la fonction publique* [27 décembre 1949] (p. 7409, 7410) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2393, 2394, 2395) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; Etat C, LÉGION D'HONNEUR, Chap. 700 : *Traitement des membres de l'ordre* [12 mai 1950] (p. 3657) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5180 : *Aide aux internats du second degré* [18 juillet 1950] (p. 5561) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant* [24 juillet 1950] (p. 5873, 5874) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Situation des anciens combattants volontaires français de la guerre d'Espagne)* (p. 5878) ; Chap. 4070 : *Amendement de M. Maillocheau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'appareillage des mutilés* (p. 5900) ; Chap. 5000 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens*

*combattants (Liquidation des dossiers des pupilles de la nation)* (p. 5902) ; *Ses explications de vote sur l'article unique* [26 juillet 1950] (p. 6014) ; — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail ; Art. 6 : *Octroi du bénéfice de la présomption d'origine* [23 mai 1950] (p. 3786) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6552) ; — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 3991, 3992) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; Art. 10 : *Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* [21 juillet 1950] (p. 5746) ; *Son amendement tendant à porter à 2.400 fr. la retraite des anciens combattants âgés de plus de 55 ans* (p. 5747, 5748) ; *Suite du débat* (p. 5754) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Art. 36 A : *Son amendement tendant à élever le taux des retraites des sapeurs-pompiers de Paris* [2 août 1950] (p. 6441) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les réductions de crédits prévues au budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés* [17 novembre 1950] (p. 7885) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 : *Amendement de M. Aubry tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides* [2 janvier 1951] (p. 7, 8). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Revendications des anciens combattants et victimes de la guerre* [5 décembre 1950] (p. 8631, 8632). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, Chap. 0700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les médaillés*

*militaires* [12 décembre 1950] (p. 8957) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux ; Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir le paiement d'une indemnité en cas d'éviction pour reconstruction* [6 février 1951] (p. 766) ; *Son amendement tendant à prévoir une indemnité pour le locataire évicé si l'immeuble n'est pas reconstruit en un an* (p. 767) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; JUSTICE, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement des tribunaux des pensions* [16 février 1951] (p. 1258, 1259) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 2 : *Amendement de Mme Péri tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0* [15 mai 1951] (p. 5178) ; Art. 2 *sexies* : *Élévation du taux de base de la retraite du combattant* (p. 5186, 5187) ; Chap. 700 : *Demande de vote du chapitre relatif à des dépenses obligatoires, présentée par le Gouvernement* (p. 5195) ; Chap. 4060 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'appareillage des mutilés (Insuffisance des centres d'appareillage)* [16 mai 1951] (p. 5282) ; Chap. 5000 : *Utilisation de l'Hôtel des Invalides* (p. 5325) ; Chap. 5020 : *Abrogation de la forclusion* (p. 5337) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 mai 1951] (p. 5723). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les grèves de la R. A. T. P.* [20 mars 1951] (p. 2219, 2220). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de 8 députés* [21 mars 1951] (p. 2415). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des victimes de guerre [21 mars 1951] (p. 2469). — Est entendu sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour : *Proposition faisant du 8 mai un jour férié* [25 avril 1951] (p. 3993, 3994). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée

Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Majoration de la retraite du combattant)* [11 mai 1951] (p. 5081, 5082).

**TOUJAS (M. Jean)**, Député des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée, [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) : titulaire de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

#### Dépôts :

Le 13 août 1947, une proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion, n° 2434. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1947, une proposition de loi tendant à suspendre l'exécution de certains jugements d'expulsion, n° 2544. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à surseoir à toute augmentation de prix des loyers, tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires et pensions, n° 5782. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à préciser le mode de calcul de la valeur locative, n° 6401. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à la suppression de l'article 3 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 6421. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier certains délits politiques commis en Algérie, n° 7594.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à proroger la législation sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel (délai de prorogation) [20 décembre 1946] (p. 190) ; — sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Discus-*



sion générale [26 mars 1947] (p. 1111); Art. 2 : Amendement de M. André Mercier tendant à ce que les locaux occupés par les syndicats ou unions de syndicats soient considérés comme locaux à usage professionnel (p. 1115); Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel en vue de majorer les loyers (p. 1111); Art. 5 : Maintien dans les lieux (p. 1124). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : Discussion générale [24 juillet 1947] (p. 3493, 3494, 3495, 3496); Demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Lecourt concernant les rapports entre bailleurs et locataires [28 juillet 1947] (p. 3624, 3625); Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947 [28 juillet 1947] (p. 3629); — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer les articles 3, 4, 5, 6, 7 [29 juillet 1947] (p. 3651, 3652); Amendement de M. Minjoz concernant les conditions du droit de reprise (p. 3654); Art. 6 : Amendement de M. Citerne tendant à modifier le cinquième alinéa (p. 3669); Amendement de M. Amiot tendant à modifier le onzième alinéa (p. 3669, 3670); Amendement de M. Mondon tendant à faire régler par décret le fonctionnement des commissions prévues par l'article (p. 3670); Art. 7 : Amendement de M. Mondon tendant à préciser le fonctionnement des commissions des loyers (p. 3671); Explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 3675). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à tenir compte du statut général des fonctionnaires dans l'établissement des catégories de fonctionnaires touchés par la loi [12 août 1947] (p. 4271); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : Sa proposition de la question préalable [29 novembre 1947] (p. 5319 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article [3 décembre 1947] (p. 5460 et suiv.); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : Discussion générale [18 décembre 1947] (p. 5864, 5865); Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de M. Faure tendant à calculer la valeur relative des loyers en points et à fixer un nouveau barème (p. 5868); Son amendement tendant

à proroger pour un an au lieu de six mois la loi du 30 juillet 1947 sur les loyers (p. 5869, 5870); Ses explications de vote sur l'amendement de M. Gazier relatif au maintien dans les lieux des locataires dans les hôtels (p. 5870); Art. 2 : Son amendement tendant à modifier les taux de majoration des loyers (p. 5871); Amendement de M. Lenormand concernant les loyers des locaux réparés ou reconstruits depuis la 2<sup>e</sup> guerre mondiale [18 décembre 1947] (p. 5872); Amendement de M. Garet relatif à la juridiction compétente en matière de reprise par le propriétaire (p. 5874); Amendement de M. Berger tendant à suspendre toute expulsion jusqu'au vote de la loi définitive (p. 5874, 5875); — de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 nouveau : Mesures en faveur des économiquement faibles [27 décembre 1947] (p. 6332, 6383); Art. 2 ter : Procédure en cas de contestation entre locataire et propriétaire (p. 6333); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat 1, JUSTICE, Chap. 402 : Son amendement relatif à l'entretien des mineurs délinquants [27 décembre 1947] (p. 6353, 6354, 6355). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : Proposition de loi de M. de Moro-Giafferri de renvoi à la Commission [3 février 1948] (p. 349, 350); Art. 2 bis : Sous-amendements de M.M. Faure et Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux bâtiments construits depuis septembre 1939 [10 février 1948] (p. 564); Amendement de M. Mondon tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles construits ou à construire (p. 567); Art. 3 : Amendements de M.M. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer dans le premier alinéa toutes allusions aux clauses et conditions du contrat primitif (p. 571); Art. 3 ter : Son amendement relatif au maintien dans les lieux pour les personnes morales [13 février 1948] (p. 707); Art. 7 : Son amendement tendant à substituer aux mots « du dernier occupant » les mots « de l'occupant » [17 février 1948] (p. 757); Art. 6 : Amendement de M. Gallet relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail [2 mars 1948] (p. 1236); Art. 9 : Amendement de M. Berger tendant à faire commencer les travaux dans le mois suivant l'éviction (p. 1242); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [25 août 1948] (p. 6222, 6223); Art. 3 : Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le troisième

alinéa relatif aux sous-locations (p. 6226, 6227); Amendement de M. Mondon tendant à supprimer le cinquième alinéa (ibid.); Art. 6 : Amendement de Mme Schell tendant à accorder un sursis aux travailleurs quittant leur logement par suite de la rupture de leur contrat de travail (p. 6230, 6231); Art. 8 : Son amendement tendant à n'accorder que trois mois au propriétaire pour commencer les travaux (p. 6231); Art. 13 : Son amendement tendant à limiter les motifs que peut invoquer un propriétaire contre un locataire (p. 6247); Art. 13 bis : Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux retraités (p. 6254); Ses explications de vote sur l'article (p. 6257); Art. 14 quater : Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer l'article (p. 6259); Art. 24 : Son amendement tendant à ne pas augmenter le loyer pour les sous-locataires [26 août 1948] (p. 6288); Art. 27 : Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux au sous-locataire (p. 6289); Art. 34 : Son amendement tendant à modifier les taux (p. 6291); — de propositions de loi relatives aux loyers : Discussion générale [28 janvier 1949] (p. 245); Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté [4 février 1949] (p. 372); Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz (p. 372, 373, 378); Amendement de M. Pierrard à la proposition de résolution tendant à prélever les allocations logement sur les fonds de la sécurité sociale [1<sup>er</sup> février 1949] (p. 1036); Amendement de M. Pierrard tendant à prévoir des mesures en faveur des sinistrés (p. 1039); Art. 2 : Son amendement tendant à ramener au taux fixé d'après le calcul de la surface corrigée les loyers trop élevés [8 mars 1949] (p. 1296, 1298); Amendement de M. Chautard tendant à diminuer les loyers supérieurs à 300 0/0 du taux obtenu par le calcul de la surface corrigée (p. 1299); Art. 3 bis : Son amendement tendant à prévoir une loi à chaque augmentation semestrielle (p. 1303, 1304); Art. 1 bis : Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux (p. 1308). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites engagées contre des résistants dans le département des Hautes-Pyrénées [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Citerne tendant à reporter au 31 juillet 1950 la suppres-

sion des cours de justice [7 juin 1949] (p. 3198). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur les cours de justice [9 juin 1949] (p. 3208, 3209). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux loyers : Discussion générale [16 juin 1949] (p. 3386); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. A. Petit tendant à ne pas majorer les loyers dans le deuxième semestre de 1949 (p. 3387). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi amnistiant certains délits politiques en Algérie, en qualité de Rapporteur [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6466, 6467). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des usines Morane-Saulnier d'Ossun (Hautes-Pyrénées) [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 3 bis : Non-rupture du contrat de travail par une grève [4 janvier 1950] (p. 158); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre : Discussion générale [23 février 1950] (p. 1348, 1349); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à ne pas maintenir le décret relatif aux inventions intéressant la défense nationale (p. 1350); Art. 2 : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 1352); Art. 4 : Amendement de M. Halbout tendant à mettre fin aux réquisitions d'immeubles par les services publics dans les communes sinistrées (p. 1353); Art. 5 : Son amendement relatif à l'application de la loi en Algérie (p. 1354); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Maintien de la loi relative à la presse de la Résistance [28 février 1950] (p. 1559); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1560); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : Sa motion demandant la levée de la séance [3 mars 1950] (p. 1734); Passage à la discussion des articles (p. 1758); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; Article unique : Amendement de M. Berger tendant à substituer la date du 31 décembre 1950 à celle du 1<sup>er</sup> avril 1952 [30 mars 1950] (p. 2666); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à exempter du droit de reprise les mutilés, inva-

*lides et vieillards de plus de 75 ans* [16 mai 1950] (p. 3697) ; Art. 4 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente* (p. 3704) ; Art. 6 : *Amendement de M. Berger tendant à faire rembourser le locataire acquéreur de son appartement qui ne pourrait payer la totalité des versements* (p. 3719) ; *Amendement de M. Citerne tendant à permettre de plein droit la résiliation de toute promesse d'achat* (p. 3720) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bourbon tendant à obliger le vendeur à faire connaître aux acheteurs les dispositions de loi* (p. 3720, 3721) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à appliquer la loi dans toutes les communes* (p. 3723) ; — d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France : *Pose la question préalable* [16 mai 1950] (p. 3725, 3726, 3727). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement du personnel de la Société du matériel de forage à Tarbes [19 juin 1950] (p. 4962). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit : *Discussion générale* [26 juillet 1950] (p. 6033, 6034) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas faire déterminer par décret les catégories d'outillage et de matériel qui bénéficieront de crédits* [27 juillet 1950] (p. 6093) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à prévoir les crédits à moyen terme pour les artisans et commerçants* (p. 6094) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article obligeant les emprunteurs à fixer une plaque sur le matériel nanti* (p. 6095). — Dépose une demande d'interpellation sur la révocation d'ouvriers de l'arsenal de Tarbes [17 octobre 1950] (p. 6920), et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 décembre 1950] (p. 8943, 8945, 8946). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les articles premier à 5* [9 novembre 1950] (p. 7574, 7575, 7576) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale quelle que soit la durée de la peine* [10 novembre 1950] (p. 7638, 7639) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à une peine inférieure à dix ans de dégradation nationale* (p. 7639) ; Art. 3 : *Amendement de*

*M. Michelet tendant à amnistier les condamnés à moins de cinq ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7665, 7666) ; *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant l'amnistie aux peines inférieures à cinq ans de prison* (p. 7666) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte des grâces déjà intervenues* (p. 7670) ; le reprend (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à exclure de la loi les condamnations prononcées par la Haute Cour* [16 novembre 1950] (p. 7783, 7784) ; *Son amendement tendant à exclure du bénéfice de la libération conditionnelle les condamnés par la Haute Cour* (p. 7784, 7785) ; *Son amendement tendant à ne pas amnistier les condamnés pour meurtres, délations ou trahisons* (p. 7785) ; Art. 6 : *Amendement de M. Michelet tendant à supprimer « à titre principal »* (p. 7790) ; Art. 7 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas amnistier les contumaces* (p. 7794) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intérieures* (p. 7828) ; Titre 2 : *Son amendement tendant à supprimer le titre limitant les effets de la dégradation nationale* [4 décembre 1950] (p. 8500) ; Art. 20 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir parmi les exclusions le droit de diriger un mouvement de jeunesse* (p. 8505) ; Art. 25 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux effets de l'épuration administrative* (p. 8545) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés pour manifestations contre les missions étrangères d'inspection (incidents de Tarbes)* (p. 8559, 8560) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux effets civils de l'amnistie* [2 janvier 1951] (p. 11) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 19, 20). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Injures adressées à M. Meck au cours du débat sur l'amnistie*) [16 novembre 1950] (p. 7820). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers en Algérie ; Art. 7 : *Amendement de M. Rabier tendant à accorder le maintien dans les lieux aux partis politiques légalement reconnus* [29 novembre 1950] (p. 8293) ; *Son sous-amendement tendant à supprimer « pour une durée de dix-huit mois »* (p. 8293) ; Art. 9 : *Amendement de M. Dominjon tendant à exclure le cas de rupture du contrat de travail* (p. 8294, 8295) ; Art. 20 : *Amendement de M. Viard tendant à limiter le droit de*

*reprise aux immeubles achetés depuis deux ans au moins* (p. 8301); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux : *Discussion générale* [14 décembre 1950] (p. 9068, 9069); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Son rappel au règlement* [16 décembre 1950] (p. 9240); *Amendement de Mme Darras tendant à accorder un treizième mois d'allocations familiales* (p. 9242); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal : *Discussion générale* [30 décembre 1950] (p. 9864); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne proroger les textes en vigueur que jusqu'au 31 mars 1951* (p. 9864, 9862); Article additionnel : *Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas opposer la loi au propriétaire évincé, par une décision de justice, d'un local d'habitation et qui veut reprendre un local commercial* (p. 9869); *Amendement de M. Grimaud tendant à rajuster provisoirement la valeur des loyers commerciaux* (p. 9871); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 32 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la liquidation des cours de justice* [30 décembre 1950] (p. 9894); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels ou artisanaux; Art. 7 : *Amendement de Mme Reyraud relatif à un immeuble reconstruit où le locataire ne peut plus exercer sa profession* [6 février 1951] (p. 768); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 3190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des mineurs détenus dans les établissements d'éducation surveillée* [16 février 1951] (p. 1255, 1256); INTÉRIEUR, Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards (expulsion de locataires)* [27 février 1951] (p. 1653); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions en temps de guerre : *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1698, 1699); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas maintenant en vigueur des décrets relatifs au recrutement de l'armée, aux cadres de réserve et aux inventions concernant la défense nationale* (p. 1699); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au contingentement et à l'approvisionnement dans les territoires d'outre-mer* (p. 1699);

Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article appliquant la loi en Algérie* (p. 1699, 1700); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 2 de la loi du 28 février 1950 relative à la réquisition de la main-d'œuvre en France* (p. 1700); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Suite du débat* [17 avril 1951] (p. 3389); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à donner à la mesure transitoire un caractère définitif* [28 avril 1951] (p. 4159); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion Billoux (baux commerciaux)* [10 mai 1951] (p. 4956, 4957); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 25 : *Sa demande de disjonction de l'article premier créant l'allocation compensatrice des loyers pour les économiquement faibles* [18 mai 1951] (p. 5538); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : *Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant 2 milliards pour les locataires économiquement faibles* [22 mai 1951] (p. 5746, 5748); — d'une proposition de loi prorogeant la législation dans les départements d'Alsace-Lorraine, amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Situation des magistrats* [22 mai 1951] (p. 5743).

### TOURNÉ (M. André), Député des Pyrénées-Orientales.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des pensions en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du comité d'administration de l'office national et des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre [26 janvier 1947] (p. 1043). — Est nommé membre de la Commission des

immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé président de la Commission chargée d'examiner des pièces concernant la condamnation de MM. Ravoahangy, Raseta, et Rabemananjara, députés [8 novembre 1949] (**F. n° 461**). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice. (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196) ; [4 mai 1948] (p. 2484).

### Dépôts :

Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à créer, le 1<sup>er</sup> janvier 1948 au plus tard, dans tous les trains de grandes lignes de France et de l'Union française, des wagons-maternité dits « de la mère et de l'enfant », **n° 639**. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode de perception de l'impôt sur les bénéfices agricoles actuellement en vigueur dans la viticulture et à le remplacer par une fiscalité plus équitable, **n° 1117**. — Le 29 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à conférer la qualité d'ancien combattant aux marins du commerce et marins pêcheurs remplissant certaines conditions de navigation pendant les hostilités, **n° 1152**. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux militaires des troupes françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche, et à augmenter le nombre réglementaire des timbres-poste octroyés aux militaires des unités stationnées sur le territoire métropolitain, **n° 1339**. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les propriétaires viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes de la grêle qui s'abattit les 28 avril et 7 mai 1946 sur plusieurs dizaines de villages, causant, dans la plupart d'entre eux, des dégâts allant jusqu'à 100 0/0 de perte de la récolte, **n° 1372**. — Le 3 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier certaines catégories de conscrits des premier et deuxième contingents de la

classe 1947, des mêmes avantages de réduction ou d'exemption de service militaire, accordés aux jeunes gens de la classe 1946, **n° 1548**. — Le 18 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif à l'appel de la classe 1947, **n° 2067**. — Le 8 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 relatif au statut des grands mutilés de guerre, **n° 2321**. — Le 26 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux milliers de propriétaires viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales victimes de nouveaux orages de grêle tombée à la veille des vendanges, pendant la journée du 9 août 1947, causant dans les vignobles producteurs de vins supérieurs et de vins doux naturels des pertes irréparables, **n° 2496**. — Le 24 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux pour l'expédition des colis adressés aux militaires effectuant leur temps de service ou rappelés sous les drapeaux, **n° 3534**. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas appeler sous les drapeaux les hommes des classes 1941 à 1945 qui n'ont pas effectué de service militaire, **n° 4121**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Desjardins et July tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, otages et déportés de la grande guerre ; 2<sup>o</sup> de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution d'une médaille aux prisonniers civils, déportés, otages et internés de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, **n° 4443**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai un projet de loi portant application du coefficient 7,2 aux pensions principales d'invalidité et du coefficient 10,2 aux allocations des grands mutilés de guerre à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948, **n° 4445**. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à créer un organisme d'Etat de défense contre la grêle, sur tout le territoire national, **n° 4612**. — Le 21 décembre 1948, une proposition de résolu<sup>ti</sup>

tion tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la vente du tabac et des cigarettes au détail afin de permettre aux « économiquement faibles » de se procurer plus facilement du tabac, n° 5879. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à accorder immédiatement à tous les docteurs français une attribution supplémentaire d'essence de 250 litres pour le mois de janvier en vue de leur permettre de combattre l'épidémie de grippe, n° 6087. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions d'invalidité ainsi que leurs accessoires, n° 6128. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder la franchise postale pour les lettres et colis adressés par les vieux travailleurs salariés et les économiquement faibles à leurs enfants, petits-enfants se trouvant sous les drapeaux dans la métropole, territoires d'outre-mer ou en occupation, n° 6367 (rectifié). — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à porter le prêt des soldats du contingent à 30 francs par jour à partir du 15 mai 1949, n° 6424. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la carte du combattant à certaines unités des régiments territoriaux qui ont combattu au Maroc ou dans le Sud Tunisien au cours de la guerre 1914-1918, n° 6480. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer l'arrêté interministériel du 4 mai 1948 concernant les modalités de l'ordonnance de la carte du combattant, n° 6506. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration journalière de vin des soldats des trois armes, à trois quarts de litre de vin par jour et par homme, n° 6604. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sergents, sergents-chefs ou sergents-majors célibataires, servant au delà de la durée légale du service, la permission permanente de la nuit dans les mêmes conditions que pour les adjudants, adjudants chefs célibataires

et que pour les sous-officiers mariés, n° 6607. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les moindres délais, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, un projet de loi portant abrogation des dispositions de l'article 35 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 reconduisant la loi du 30 mars 1928 relative au statut des sous-officiers et portant création d'un nouveau statut démocratique du sous-officier de carrière des trois armes, n° 6608. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires, n° 7480. — Le 22 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à distribuer à tous les consommateurs, en plus de la ration normale de juillet, trois kilos de sucre en vue de confectionner des confitures, n° 7564. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7239) concernant M. Quilici, n° 7657. — Le 8 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, une prime exceptionnelle de 500 francs à chacun des soldats du contingent des trois armes, n° 7759. — Le 6 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues relative au droit à la carte du combattant des anciens prisonniers de guerre, n° 8613. — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'occasion des fêtes de Noël, une prime exceptionnelle de 1.000 francs à chacun des soldats des trois armes, n° 8664. — Le 19 décembre 1949, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des feux de forêts du département des Pyrénées-Orientales, n° 8772. — Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à interdire à partir du 1<sup>er</sup> mai 1950 toute importation d'oranges d'Espagne en vue de préserver les récoltes de fruits français de la contamination par la mouche des fruits, n° 9798. — Le 2 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du

31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget du Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre, n° 9818. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, une prime exceptionnelle de 1.000 francs à chaque soldat et marin du contingent, n° 10343. — Le 19 octobre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres des familles d'exploitants agricoles assimilés aux salariés agricoles, n° 11078. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à établir la présomption d'origine pour toutes les affections ou maladies contractées par les soldats du contingent au cours de leur service militaire, dans les conditions prévues par l'article 150 de la loi du 31 décembre 1937, n° 11162. — Le 4 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime de 50 francs le degré hecto à tous les vins de qualité supérieure bénéficiant d'une destination spéciale en vue de la fabrication d'apéritifs, n° 11180. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement des décorations militaires et de la retraite du combattant et à souligner qu'en aucun cas les ressources qu'elles constituent ne puissent entrer en ligne de compte pour le calcul des ressources des hospitalisés au titre de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables, n° 11222. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ne pas reconduire, en 1951, le budget de 1950 des Anciens combattants et victimes de guerre; 2° à prévoir l'inscription des crédits nécessaires à l'aboutissement des légitimes revendications des Anciens combattants et victimes de guerre dans le projet de budget 1951; 3° à décider qu'aucune loi des maxima ne pourra s'appliquer au budget de 1951, n° 11245. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour réinstaller une école normale de garçons à Perpignan et une école normale de filles à Foix, n° 11433. — Le 30 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi autorisant le Président de la

République à ratifier les quatre conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, n° 11471. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ne pas reconduire, en 1951, le budget de 1950 des Anciens combattants et victimes de guerre; 2° à prévoir l'inscription des crédits nécessaires à l'aboutissement des légitimes revendications des anciens combattants et victimes de guerre dans le projet de budget 1951; 3° à décider qu'aucune loi des maxima ne pourra s'appliquer au budget de 1951, n° 11494. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11240) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1951 un crédit de 5 milliards pour réaliser la 2<sup>e</sup> tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, n° 11558. — Le 7 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6974) de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires, n° 11559. — Le 8 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 6291) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures urgentes dans le domaine de la réorganisation administrative du Ministère des Anciens combattants et Victimes de Guerre, n° 11576. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à reconduire la Convention passée entre le Ministère des Anciens combattants et la S. N. C. F. relative à la carte à double barre rouge dont sont titulaires un certain nombre de grands mutilés de guerre, n° 11611. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à créer le statut des sourds de guerre, n° 11615. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de M. Touchard et plusieurs de ses collègues (n° 658) tendant à inviter le Gouvernement à intensifier la fabrication et l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes

aux centres d'appareillage des mutilés de guerre; 2<sup>o</sup> de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 8114) tendant à inviter le Gouvernement à : 1<sup>o</sup> accorder aux centres d'appareillage les matières premières indispensables pour la fabrication d'appareils de prothèse, orthopédiques; 2<sup>o</sup> faire aménager ces centres d'une façon plus salubre, n<sup>o</sup> 11647. — Le 21 décembre 1950, une proposition de loi tendant à faire prendre en charge par l'Etat l'exécution et le paiement des travaux, qui restent à effectuer au nouveau lycée de garçons de Perpignan, n<sup>o</sup> 11739. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les militaires du contingent, soldats et marins, la gratuité de transports sur les chemins de fer et sur les autobus, pour tous les voyages relatifs aux permissions de longue durée, permissions agricoles ou permissions exceptionnelles, n<sup>o</sup> 11853. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi tendant à mettre en valeur, la ligne de chemin de fer de montagne de Perpignan—Villefranche-du-Conflent—Latour-de-Carol, menacée de suppression, n<sup>o</sup> 12001. — Le 6 février 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'acheminement plus facile entre producteurs et consommateurs des petits fûts de vin et à procurer du fret supplémentaire à la S. N. C. F., n<sup>o</sup> 12086. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 11893) de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité du voyage aux permissionnaires du contingent lors de leur permission de détente, n<sup>o</sup> 12130. — Le 17 février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 11879 rectifié) de M. Charles Serre tendant à pourvoir effectivement de personnel le cadre des emplois permanents dépendant du Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, n<sup>o</sup> 12256. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à libérer à partir du 15 avril 1951 tous les soldats du premier contingent de la classe 1950 incorporés au cours de la deuxième quinzaine d'avril 1950 et nés entre le 1<sup>er</sup> novembre 1929 et le 30 avril 1930, n<sup>o</sup> 12361. — Le 2 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre le prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix

du sulfate de cuivre et du soufre. n<sup>o</sup> 12411. — Le 6 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préserver la production française de fruits en interdisant immédiatement toute importation d'agrumes d'Espagne, n<sup>o</sup> 12722. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 11615) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à créer le statut des sourds de guerre, n<sup>o</sup> 12815. — Le 18 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n<sup>o</sup> 50-400 du 3 avril 1950, portant autorisation de transformation d'emplois et réforme d'auxiliarat, n<sup>o</sup> 12878. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 du Code des pensions militaires d'invalidité et victimes de la guerre, n<sup>o</sup> 12884. — Le 19 avril 1951, une proposition de résolution tendant à venir en aide aux viticulteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes d'un orage de grêle, qui s'abattit sur leurs communes, le 7 avril 1951, n<sup>o</sup> 12887. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 12120) de M. Billat et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder aux salariés du commerce et de l'industrie appelés à accomplir une période de réserve, une indemnité égale à leur salaire durant toute la durée de leur période, n<sup>o</sup> 13187. — Le 21 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des derniers orages de grêle tombés dans les Pyrénées-Orientales, n<sup>o</sup> 13315.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 44 : *Son amendement en vue d'obtenir des joueurs fiscaux pour les spectacles taurins* [6 février 1947] (p. 201); — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 716). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 505 : *Hôtels d'Amélie-les-Bains et de Vernet-les-Bains* [19 juin 1947] (p. 2253);



Chap. 507 : *Situation de Port Vendres* (p. 2253, 2254) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2704-2705) ; *Aérodromes* (p. 2708) ; FINANCES, Chap. 081 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les pensions d'invalidité* [11 juillet 1947] (p. 2977, 2978) ; *le maintient* (p. 2978) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 507 : *Prophylaxie de la tuberculose* [17 juillet 1947] (p. 3144, 3145) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SecrÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE, Chap. 314 : *Surveillance et protection des pêches maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3194) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 406 : *Ses observations sur les sinistrés des Pyrénées-Orientales* [19 juillet 1947] (p. 3264, 3265) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire les crédits de 1.000 francs pour l'Office national des combattants et victimes de guerre* [21 juillet 1947] (p. 3328). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant évaluation des voies et moyens pour le Budget général de l'exercice 1947 ; Art. 2 quinquies : *Amendement de M. Marceau Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale pour les vins à appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3776) ; Art. 2 additionnel : *Amendement de M. Guyon tendant à classer vins ordinaires les vins doux naturels d'appellation contrôlée* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3869). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) amendé par le Conseil de la République, Etat A, RADIO-DIFFUSION, Chap. 301 : *Matériel d'exploitation technique et d'expérimentation (Radio-Roussillon)* [7 août 1947] (p. 4050) ; — du projet de loi sur la défense de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Encadrement des hommes qui ont libéré le département du Rhône* [29 novembre 1947] (p. 5288) ; *Mobilisation de 80.000 hommes* (p. 5289) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement* [29 novembre 1947] (p. 5397) ; *Ses explications de vote* (p. 5399 et suiv.) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947 ; Etat 1, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les traitements du personnel de l'administration centrale* [26 décembre 1947] (p. 6284, 6285) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [27 dé-

cembre 1947] (p. 6378) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 13 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire les crédits des deux tiers pour les départements ravagés par les inondations du Midi* [30 décembre 1947] (p. 6514) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6537, 6538, 6539, 6540). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements provoqués par des groupes armés qui ont occupé les locaux municipaux de Perpignan au moment des grèves [15 janvier 1948] (p. 177). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 425, 426, 428, 433, 434) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de un million* (p. 442) ; [6 février 1948] (p. 486, 487) ; Art. 14 : *Ses observations sur l'abus de l'article 17 de la Constitution et l'insuffisance des crédits accordés* (p. 529, 530, 531) ; — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1635, 1636) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* (p. 1640). — Dépose une demande d'interpellation sur les arrestations de résistants [16 mars 1948] (p. 1767). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [18 mars 1948] (p. 1907, 1908, 1911). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1953, 1954) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (lettre de M. Bougrain à la S. N. C. A.S.O.)* (p. 1960, 1961, 1962) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 51 ter : *Exonération des recettes des terrains de sport de la taxe sur les transactions* [27 avril 1948] (p. 2283) ; Art. 52 : *Droits de circulation sur les vins à appellation contrôlée* (p. 2284) ; *Amendement de M. Guyon tendant à fixer à 240 francs par hectolitre les droits de circulation des vins à appellation contrôlée* (p. 2287, 2288) ; — du projet de loi instituant la Compagnie Air-France ; Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un article accordant la gra-*

tuité de transport aux invalides de guerre [29 avril 1948] (p. 2348). — Dépose une demande d'interpellation sur le rejet du pourvoi en cassation de deux F. F. I. condamnés à mort [20 mai 1948] (p. 2808). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 510 : *Subvention aux assurances contre la grêle* [25 mai 1948] (p. 2918); INTÉRIEUR, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de l'administration centrale de 10 millions (événements de Perpignan)* [19 juillet 1948] (p. 4840, 4841); AVIATION CIVILE, Chap. 352 : *Entretien des bases aériennes (aérodrome de Perpignan)* [29 juillet 1948] (p. 5033, 5034); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 411 : *Assistance aux tuberculeux* (p. 5055); Chap. 601 : *Etablissements thermaux affermés par l'Etat* [30 juillet 1948] (p. 5118, 5119); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [5 août 1948] (p. 5404 et suiv.); Chap. 100 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (droits des prisonniers)* [6 août 1948] (p. 5426); Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* (p. 5429, 5430). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur le rejet du pourvoi en cassation de deux F. F. I. condamnés à mort [28 mai 1948] (p. 3033, 3034, 3035, 3036). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Etat A, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 70 millions les crédits de la gendarmerie (soldes)* [8 juillet 1948] (p. 4442, 4443); Chap. 1082 : *Frais de justice militaire* (p. 4444, 4445); Chap. 7051 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 4470); Chap. 7082 : *Dépenses diverses : soldes des anciens prisonniers de guerre* (p. 4472-4473); GUERRE, Chap. 324 : *Préparation militaire* (p. 4523, 4524, 4525); Chap. 335 : *Carburants* (p. 4528); AIR, Chap. 329 : *Situation des troupes aéroportées* [15 juillet 1948] (p. 4619, 4620, 4621, 4622); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Amendement de M. Ouezin Coulibaly tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour la solde des officiers (inégalités entre blancs et indigènes)* [16 juillet 1948] (p. 4716); Chap. 653 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs*

*les crédits pour frais de justice et réparations civiles* [17 juillet 1948] (p. 4736, 4737); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 63 : *Amendement de M. Paumier tendant à élever le plafond des avances aux agriculteurs victimes des calamités publiques* [20 août 1948] (p. 6085). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du 11 novembre 1948 à Perpignan [25 novembre 1948] (p. 7214); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 7218, 7219); *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la suite* (p. 7224, 7225). — Prend part à la discussion : de propositions de loi portant statut des combattants volontaires de la Résistance; Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause : « Pendant 3 mois au moins »* [14 décembre 1948] (p. 7570); Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des postulants au titre de combattant volontaire de la Résistance* (p. 7572); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7575, 7576); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit maximum de 900 milliards pour les dépenses civiles de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7935, 7936); — d'un projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8149, 8150, 8151); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur la préparation de la guerre par le Gouvernement français)* [24 février 1949] (p. 886, 887); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des vins et des fruits du Roussillon)* [25 février 1949] (p. 999, 1000); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme; Etat A, Chap. 124 : *Ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1075). — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite par des policiers chez la générale Oliva-Roget à Bages (Pyrénées-Orientales) [2 mars 1949] (p. 1150). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 1<sup>er</sup>;

*Ouverture d'un crédit de 58 milliards 966 millions pour deux mois (Ses observations sur l'insuffisance du prêt et la prime d'alimentation, la situation misérable des sous-officiers, la nécessité de créer une direction autonome de la gendarmerie, l'envoi de gendarmes en Indochine et en Allemagne)* [3 mars 1949] (p. 1221, 1222, 1223, 1224, 1225); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1495). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur le cas de la générale Oliva-Roget* [8 mars 1949] (p. 1340). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Roucaute : *Discussion générale* [9 mars 1949] (p. 1391, 1392); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 10 *quater* : *Ses explications de vote sur l'article* [9 mars 1949] (p. 1409); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 mars 1949] (p. 1935, 1936); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 502 : *Amendement de M. Gros tendant à réduire de 1.000 francs la participation française à l'Office international du vin* [12 avril 1949] (p. 2361, 2362); Chap. 513 : *Aide à l'amélioration de la production agricole* (p. 2366, 2367); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2392, 2393, 2394); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet* (p. 2395); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 100 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Pensions des invalides révisées par les lois de Vichy)* [19 mai 1949] (p. 2681, 2682); *le retire* (p. 2682); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Article unique : *Ses explications de vote* [9 juin 1949] (p. 3211, 3212); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 3.500 millions les crédits pour la gendarmerie* [14 juin 1949] (p. 3336, 3337); Chap. 1080 : *Amendement de M. Dassonville tendant à*

*réduire de 80 millions les crédits pour le personnel de la justice militaire* (p. 3337, 3340, 3341); ATR, Chap. 323 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les écoles d'instruction* [16 juin 1949] (p. 3440); GUERRE, Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire de 2 milliards les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* [17 juin 1949] (p. 3493, 3494, 3495, 3496, 3497); Chap. 316 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3507); *le retire* (ibid.); Chap. 320 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité de déplacement* (p. 3508); Chap. 321 : *Amendement de M. Billiat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports* (p. 3509); Chap. 334 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le télégraphe et le téléphone* (p. 3514); *le retire* (ibid.); Chap. 901 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du service de santé* (p. 3517); *le retire* (ibid.); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 156 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des gendarmes (Ses observations sur les gardes républicains)* [23 juin 1949] (p. 3673, 3674); Chap. 351 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Ses observations sur l'autorisation de ramener 100 kilos de bagages d'Indochine)* (p. 3675, 3676); Chap. 356 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement du service de santé* (p. 3689, 3690); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie* [22 juillet 1949] (p. 5014, 5015); Chap. 3150 : *Dépenses de fonctionnement des services sociaux* (p. 5016); GUERRE, Chap. 122 : *Solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 5020); Chap. 316 : *Prime d'alimentation* (p. 5023, 5024); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9059 : *Travaux de voirie (Urbanisme)* [5 juillet 1949] (p. 4191). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder une prime exceptionnelle aux soldats pour le 14 juillet* [13 juillet 1949] (p. 4703, 4704). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 *qua-*

ter : *Amendement de M. Hugues tendant à soumettre les coopératives agricoles aux impôts et taxes indirectes* [21 juillet 1949] (p. 4955, 4956); Art. 10 *sexies* : *Son amendement tendant à supprimer l'article 234 du décret portant réforme fiscale* (p. 4959, 4960); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 4967). — Dépose une demande d'interpellation : sur les condamnations frappant des résistants et des responsables de comités de Libération pour avoir pratiqué des réquisitions illégales [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur les mesures prises par le préfet des Pyrénées-Orientales contre les partisans de la paix [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la grève des soins décrétée par les syndicats nationaux de médecins et de pharmaciens dont sont victimes les mutilés de la guerre [15 novembre 1949] (p. 6135). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion de la proposition de loi revalorisant les pensions d'invalidité* [8 décembre 1949] (p. 6674). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Motion préjudicielle de M. Deveny* [8 décembre 1949] (p. 6690, 6692, 6693); *Nouvelle motion préjudicielle de M. Deveny invitant la Commission des finances et le Gouvernement à examiner le problème des anciens combattants* (p. 6694, 6695); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour les anciens combattants et victimes de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7245, 7246); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits des anciens combattants pour la revalorisation des pensions des invalides* (p. 7270, 7271); *Demande de disjonction des amendements tendant à maintenir les crédits des anciens combattants au même chiffre qu'en 1949, présentée par le Gouvernement* (p. 7279); Art. 3 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour liquidation des soldes des F. F. I.* (p. 7305); *Son amendement tendant à affecter 1.752 millions à l'augmentation du prêt* (p. 7306); *Son amendement tendant à affecter 2 milliards 625 millions à l'augmentation de la prime d'alimentation* (p. 7306, 7307); Art. 5 : *Amendement de Mme Boutard tendant à augmenter de 5 milliards les crédits pour les prêts aux jeunes ménages* [28 décembre 1949] (p. 7490). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950]

(p. 194). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Sa motion demandant l'affichage des noms figurant sur le chèque de Vanco* [28 janvier 1950] (p. 682); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [29 janvier 1950] (p. 769, 770, 771). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre [7 février 1950] (p. 1018); la développe [24 mars 1950] (p. 2365, 2366, 2367); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Deveny* (p. 2411, 2412). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [16 février 1950] (p. 1142). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1623, 1624, 1625, 1626, 1627); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Sa demande de suspension de séance* [3 mars 1950] (p. 1742); *Son contre-projet tendant à abroger le paragraphe 3 de l'article 76 du Code pénal* (p. 1758, 1759, 1760, 1761, 1762); — des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin : *Motion de M. H. Teitgen flétrissant l'attitude de M. Gros qui a gardé par devers lui une lettre adressée à la Commission d'enquête* [29 mars 1950] (p. 2620); *Rappel au règlement de M. Le Coutaller (Irrégularité du vote de M. Minjot)* (p. 2623). — Dépose une demande d'interpellation sur la réparation du journal l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales* [2 mai 1950] (p. 3123). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut des réfractaires : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3366, 3367); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3368, 3369); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3080 : *Frais de déplacement de la gendarmerie* [10 mai 1950] (p. 3507); Chap. 7042 : *Militaires rapatriés d'Indochine* (p. 3513); Etat A, GUERRE, Chap. 1005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits prévus pour la solde des officiers (Solde due*

aux prisonniers de guerre) [11 mai 1950] (p. 3537); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1500 : *Ses observations sur le budget de la France d'outre-mer* (p. 3605, 3606, 3607, 3608, 3609); *Sa motion préjudicielle tendant à réduire de 100 milliards le budget militaire de la France d'outre-mer* (p. 3609); Chap. 4500 : *Amendement de M. Guesdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service social d'outre-mer (Sort des rapatriés d'Indochine)* (p. 3615, 3616); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 50 : *Echange des prisonniers français contre les prisonniers du Viet-Minh* [22 juillet 1950] (p. 5798); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1390 : *Service de la protection des végétaux (Protocole franco-italien du 7 mars 1950)* [24 mai 1950] (p. 3891, 3892); JUSTICE, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Conseil supérieur de la magistrature (Arrestation de résistants)* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4124, 4125, 4126); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 5000 : *Amendement de M. Dassonville tendant à supprimer les crédits pour la revue de la Défense nationale* [14 juin 1950] (p. 4771, 4772); FINANCES, Chap. 0810 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [15 juin 1950] (p. 4869, 4870, 4871); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 6000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour frais d'assistance et de rapatriement (33 Français retenus en Espagne)* [20 juin 1950] (p. 5072); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur la réduction de personnel du Ministère, la politique du Gouvernement vis-à-vis des victimes de guerre et des collaborateurs, le poème Sang rouge et Marché noir et les 500 millions donnés aux déportés)* [21 juin 1950] (p. 5093, 5098, 5099, 5100, 5101); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3520 : *Dépenses de fonctionnement des centres d'apprentissage (Centre Charles-Blanc à Perpignan)* [18 juillet 1950] (p. 5523, 5524, 5525); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Motion de M. Forcinal demandant le renvoi du budget des anciens combattants à la Commission des finances* [21 juillet 1950] (p. 5726); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à rétablir la parité*

*entre les taux des pensions d'invalidité et des traitements des fonctionnaires* (p. 5737, 5738, 5739, 5740). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation du républicain espagnol Galiano [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur le retard apporté à la délivrance de la carte de combattant aux anciens combattants 1939-1945 [20 octobre 1950] (p. 7062). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du budget des anciens combattants*) [21 juillet 1950] (p. 5774). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'importation abusive de fruits et de légumes de l'étranger [24 juillet 1950] (p. 5867, 5868); la développe [7 décembre 1950] (p. 8766, 8767). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à maintenir le service à un an* [27 octobre 1950] (p. 7305); *Son amendement tendant à maintenir le service à douze mois* (p. 7316); *Son amendement relatif à la présomption d'origine pour les maladies et infirmités des démobilisés* (p. 7319, 7320, 7321); *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à porter la solde à 30 francs par jour* (p. 7322, 7323); *Son amendement tendant à augmenter la ration de vin* (p. 7323, 7324); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des examens et épreuves de sélection* (p. 7337, 7338); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A : *Son amendement tendant à affecter orphelins, chefs et soutiens de famille dans les unités proches de leur domicile* [23 novembre 1950] (p. 8080, 8081); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7380, 7381, 7382, 7383, 7384, 7385); Article additionnel : *Son amendement tendant à proroger le délai prévu par la loi du 16 août 1947 amnistiant les résistants (Affaire Kobaczinsky)* [4 décembre 1950] (p. 8562, 8563, 8564); *le retire* (p. 8566); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 27 quater : *Son amendement relatif aux droits des tiers contre les résistants poursuivis* [2 janvier 1951] (p. 14, 15, 16). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi relative à la présomption d'origine pour les militaires sous les drapeaux [10 novembre 1950] (p. 7614); — le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget des Anciens combattants*)

[6 décembre 1950] (p. 8686); *Situation des anciens combattants et victimes de la guerre* [12 décembre 1950] (p. 8967). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, GUERRE, Chap. 3025 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement* [29 décembre 1950] (p. 9795, 9796, 9797); Chap. 9001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'intendance (Prime de 1.000 francs aux soldats du contingent)* (p. 9797). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Dépose une demande d'interpellation : sur la traduction devant un tribunal militaire d'un officier et de journalistes accusés faussement par un Ministre [23 janvier 1951] (p. 346); — sur la dissolution de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique [30 janvier 1951] (p. 519); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 février 1951] (p. 1070, 1071); — sur le respect des droits des anciens combattants et victimes de la guerre [31 janvier 1951] (p. 593). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement : Erreur dans le dépouillement du scrutin*) [2 février 1951] (p. 710, 717). — Dépose une demande d'interpellation sur les importations abusives de fruits et de légumes de l'étranger [6 février 1951] (p. 784). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Arrivée de généraux allemands à Paris)* [15 février 1951] (p. 1196, 1197, 1198); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République; Chap. 1000 : *Création d'un corps d'adjoints administratifs* [5 avril 1951] (p. 2761); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Demande de renvoi à la Commission, des propositions intéressant les anciens combattants, présentée par le Gouvernement* [15 mai 1951] (p. 5154); Art. 2 : *Son amendement tendant à doubler les pensions d'invalidité inférieures à 80 0/0* (p. 5176, 5177); Art. 2 septiès : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* (p. 5189); Chap. 1020 : *Personnel*

*temporaire et contractuel (Manque de personnel)* (p. 5198); Chap. 4020 : *Prestations en espèces au titre de la Sécurité sociale (Application de la sécurité sociale à toutes les victimes de guerre)* [16 mai 1951] (p. 5281); Chap. 4050 : *Soins médicaux gratuits* (p. 5281); Chap. 5010 : *Subventions aux associations et œuvres diverses (Révision du barème pour les sourds et sort des espagnols républicains)* [17 mai 1951] (p. 5325, 5326); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5342, 5343). — Dépose une demande d'interpellation : sur la revalorisation des pensions des victimes de guerre et la retraite du combattant [15 mars 1951] (p. 1987); — sur les importations de fruits et légumes de l'étranger [21 mars 1951] (p. 2282); — sur la déportation des républicains espagnols arrêtés en septembre 1950 [12 avril 1951] (p. 3203). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3408, 3409). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification de l'ordre du jour demandée par le Gouvernement*) [18 avril 1951] (p. 3456). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre une question relative à l'octroi du bénéfice de la sécurité sociale aux victimes de guerre [4 mai 1951] (p. 4536, 4537). — Dépose une demande d'interpellation : sur la pénurie de soufre et de sulfate de cuivre [5 mai 1951]; (p. 4609, 4610); — sur les envois de soldats du contingent en Indochine [11 mai 1951] (p. 5045). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1001 : *Sort des familles des victimes de l'accident de Toulon le 24 novembre 1947* [17 mai 1951] (p. 5373); DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7012 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de liquidation des F.F.I.* (p. 5384); GUERRE, Chap. 1025 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des hommes (Augmentation du prêt)* [18 mai 1951] (p. 5408, 5409); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Ration de vin)* (p. 5410, 5411); Chap. 3065 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

*les crédits pour les transports (Paiement des frais de voyage des permissionnaires)* (p. 5441, 5442); Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Disjonction des amendements communistes)* (p. 5441); Art. 23 : *Sa motion tendant à libérer les jeunes gens de la classe 1949 et à porter le prêt à 30 francs par jour* (p. 5447); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la loi relative à la présomption d'origine pour les militaires du contingent* (p. 5456, 5457); *Son amendement tendant à payer aux anciens prisonniers de guerre le reliquat de solde dû pour les années de captivité* (p. 5457). — Est entendu pour un incident (*Irrégularités du vote de la loi de finances*) [22 mai 1951] (p. 5766, 5767).

**TOURTAUD (M. Auguste)**, Député de la Creuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102). — Est élu secrétaire de la Commission des finances (*J.O.* du 19 janvier 1950, p. 716); [*J.O.* du 25 janvier 1951, p. 882).

#### Dépôts :

Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées. — Budget annexe du Service des essences et Budget annexe du Services des poudres), n° 4722. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Budget annexe du Service des essences et Budget annexe du Service des Poudres), n° 5359. — Le 30 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la titularisation des

instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service, sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 5995. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 84 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale, n° 6535. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant la cession à l'office national industriel de l'azote de l'usine sulfurique de Borde-Longue, dépendant de la Poudrerie nationale à Toulouse, n° 7013. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget des Dépenses militaires pour l'exercice 1949, (Défense nationale : Budgets annexes des Poudres et du Service des essences), n° 7384. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer sans délai le reliquat de la prime à l'hectare prévue par la loi du 8 juillet 1947, visant à encourager la culture du blé et du seigle, n° 8549. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par l'orage qui s'est abattu le 12 juin 1950 sur différentes localités du département de la Creuse, notamment Nohant, Soumans, Verneiges; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 10345. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi tendant à obtenir pour le marché de la viande un prix minimum à la consommation et une meilleure rémunération aux producteurs, n° 10743. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à introduire la progressivité dans le calcul des droits de mutation à titre onéreux des immeubles, des fonds de commerce et des cessions d'office, n° 11499. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à assurer le réemploi des enseignants anciens malades, n° 11874.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général pour l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel de l'Administration centrale* [22 juillet 1947] (p. 3386, 3387);

Chap. 167 : *Personnel auxiliaire des écoles d'éducation physique* (p. 3400) ; Chap. 195 : *Traitements du personnel des écoles nationales d'art des départements* (p. 3402) ; Chap. 366 : *Frais de stage des maîtres et élèves-maîtres d'éducation physique* (p. 3417) ; Chap. 606 : *Formation prémilitaire* (p. 3440). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 (*Dépenses militaires*) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3930) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Chap. 903 : *Service cinématographique des armées* [9 août 1947] (p. 4152) ; — du projet de loi de dégagement de cadres de fonctionnaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à une précision de forme dans la rédaction* [12 août 1947] (p. 4272) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les pupilles de la nation* (p. 4275). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; SERVICE DES ESSENCES : en qualité de *Rapporteur spécial* [16 juillet 1948] (p. 4694 et suiv.) Etat C, Chap. 191 : *Demande de rétablissement de crédits pour le personnel civil* (p. 4695) ; SERVICE DES POUDRES : en qualité de *Rapporteur spécial* (p. 4697, 4698) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 142 : *Indemnités spéciales aux écoles primaires* [3 août 1948] (p. 5274, 5275) ; Chap. 361 : *Cinématographie d'enseignement* [4 août 1948] (p. 5315) Chap. 386-1 : *Reconstitution des réserves du mobilier national* (p. 5319, 5320) ; Chap. 532 : *Mouvements de jeunesse et maisons de jeunes* (p. 5343, 5344) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 3 : *Son amendement tendant à sauvegarder les fonds des caisses de l'assurance vieillesse* [10 août 1948] (p. 5639, 5640, 5641) ; — du projet de loi lixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examen pour le brevet élémentaire* [29 décembre 1948] (p. 8104) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de 1949 (dépenses civiles) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [31 décembre 1948] (p. 8239). — Son rapport supplémentaire sur les élections du département du Rhône [25 janvier 1949] (p. 119). — Prend part à la discussion : d'une

proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative : *Discussion générale* [10 février 1949] (p. 454, 455, 456) ; Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2, ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles* (p. 460) ; Art. 3 : *Amendement de M. Gozard tendant à faire produire les comptes en fin de trimestre et non pas en fin de mois* (p. 468) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [15 février 1949] (p. 568, 569, 570) ; — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéficiaires agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1168) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du Travail et de la Sécurité sociale ; Chap. 506 : *Centre de formation professionnelle accélérée* [22 mars 1949] (p. 1700, 1701) ; — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne réclamer la majoration de 10 0/0 qu'après décision des commissions paritaires* [6 avril 1949] (p. 2129) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 5 : *Son sous-amendement tendant à établir une taxe de 2 0/0 sur les réserves des sociétés* (p. 2131, 2132) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions économiques et financières ; Art. 2 : *16 milliards 700 millions d'économies à réaliser sur le budget des dépenses civiles* [31 mai 1949] (p. 2970, 2971) ; Art. 6 : *Amendement de M. Schmidt tendant à reprendre l'article disjoint relatif à la coordination des transports* (p. 2998) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à soumettre les prévisions pour renouvellement de stocks à la taxe additionnelle de 16 0/0* [2 juin 1949] (p. 3055) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à maintenir la taxe additionnelle sur les incorporations au capital des réserves de réévaluation* (p. 3055) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat C, SERVICE DES ESSENCES, en qualité de *Rapporteur spécial* [23 juin 1949] (p. 3722) ; SERVICE DES POUDRES, en qualité de *Rapporteur spécial* (p. 3724) ; Chap. 370 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel et le fonctionnement du service, présentée par le Gouvernement* (p. 3725) ; Chap. 370-2 : *Demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction des usines du service, présentée par le Gouvernement* (p. 3725) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 3 : *Amendement de M. J. Duclos tendant*



à confisquer les profits de changes par les sociétés, grâce à l'achat à terme de devises étrangères [7 juillet 1949] (p. 4365, 4366) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4381, 4382) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 2 bis : Son amendement tendant à exonérer les vieux cultivateurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs [20 juillet 1949] (p. 4883) ; Art. 13 E : Son amendement tendant à appliquer l'article 23 du Code des impôts directs aux maîtres-artisans [24 juillet 1949] (p. 5183) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au calcul de la surtaxe sur le revenu [30 juillet 1949] (p. 5644, 5645) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 : Discussion générale [28 juillet 1949] (p. 5400) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B. AGRICULTURE, Chap. 5222 : Subventions aux travaux d'équipement rural (p. 5410) ; Chap. 525 : Subventions pour création de foyers ruraux (p. 5420) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercice clos : Discussion générale [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6518) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A : Amendement de M. Bichet tendant à rétablir les subventions à l'agence France-Presse (p. 6521) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M.M. Mont et Noël tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil [22 décembre 1949] (p. 7131) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à reprendre les chiffres d'ensemble fixés par la Commission des finances [26 décembre 1949] (p. 7251) ; Art. 41 : Sa demande de suspension de séance [27 décembre 1949] (p. 7418) ; Art. 30 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article majorant l'impôt sur les traitements et salaires [28 décembre 1949] (p. 7475) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 ; Article additionnel : Son amendement tendant à payer le reliquat de la prime à l'hectare pour l'encouragement de la culture du blé [31 décembre 1949] (p. 7665) ; — des interpellations sur les prix agricoles : Discussion générale (ses observations sur le paiement de la prime à l'hectare pour la culture du blé et du seigle) [21 février 1950] (p. 1288, 1289, 1290, 1293) ; — du projet de loi relatif à la répression de

certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève [3 mars 1950] (p. 1820 à 1833) ; Sous-amendement de M. Garcia tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation toute mesure étrangère contre les paysans et l'agriculture (p. 1839) ; — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 18 : Amendement de M. Paumier tendant à disjoindre l'article créant une taxe de 10/0 sur les produits agricoles [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2783) ; — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne : Discussion générale [9 mai 1950] (p. 3359). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture et les licenciements massifs dans les mines de charbon de Lavaveix et Basmareau [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : Discussion générale [30 mai 1950] (p. 4017, 4018) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : Formation professionnelle accélérée (fermeture du centre de Guéret) [5 juin 1950] (p. 4283, 4284, 4285) ; FINANCES : Discussion générale (ses observations sur les résultats de l'emprunt de 5 0/0, la réforme de l'administration des finances) [15 juin 1950] (p. 4861, 4862) ; Chap. 1000 : Amendement de M. Lamps tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (principalat d'agents gardiens de bureaux) [16 juin 1950] (p. 4894) ; Chap. 1290 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service des laboratoires (p. 4897) ; Chap. 1420 : Personnel départemental de l'Administration des contributions directes (p. 4897, 4898) ; Chap. 1650 : Personnel départemental de l'Administration des contributions indirectes (p. 4899) ; Chap. 1830 : Services du casier fiscal (recherche des fraudes) (p. 4899, 4900) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4903) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; AGRICULTURE, Chap. 4040 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses d'enseignement agricole [26 décembre 1950] (p. 9618) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de

réarmement ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9775, 9776, 9777) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards compensé par des recettes nouvelles* [5 janvier 1951] (p. 211, 212) ; — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951 ; Art. 30 : *Sa demande de disjonction de l'article prorogeant les effets de la loi de dégagement de cadres* [30 décembre 1950] (p. 9890, 9891).

### TRIBOULET (M. Raymond), Député du Calvados.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 195) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 300) ; [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la défense nationale [17 janvier 1950] (p. 299) ; [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) (*Session du 7 décembre 1948*) [30 novembre 1948] (p. 7302).

### Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, pour le ravitaillement du pays en viande, à mettre en vigueur de façon sérieuse la loi du 4 octobre 1946, instituant les achats prioritaires, **n° 442**. — Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour habiliter les huissiers à représenter les sinistrés, **n° 494**. — Le 11 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à solenniser l'anniversaire du débarquement du 6 juin 1944 et à promouvoir l'équi-

pement touristique de la zone du débarquement, **n° 519**. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à préciser l'interprétation de l'article 2 de la loi du 13 avril 1946 concernant les tribunaux paritaires de fermage, **n° 801**. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Triboulet, tendant à inviter le Gouvernement, pour le ravitaillement du pays en viande, à mettre en vigueur de façon sérieuse la loi du 4 octobre 1946, instituant les achats prioritaires, **n° 910**. — Le 13 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent des voitures automobiles mises à la disposition des vétérinaires, **n° 1296**. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, concernant la révision des baux commerciaux, **n° 1478**. — Le 3 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 455 septième du Code de l'enregistrement relatif aux droits sur la première mutation, **n° 1546**. — Le 18 juin 1947, une proposition de loi tendant à relever l'abattement à la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 1725**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à considérer au point de vue fiscal, la femme du travailleur indépendant comme une salariée, **n° 1759**. — Le 4 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à attribuer par priorité et à crédit, aux sinistrés, ce qui, dans les surplus américains, peut être utile pour la réorganisation de leur commerce ou de leur industrie, **n° 1910**. — Le 20 août 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à la vente et à l'expédition des poissons dits de luxe ; 2° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du poisson, **n° 2458**. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (loi du 7 janvier 1948) en faveur des anciens prisonniers de guerre, **n° 3285**. — Le 13 février 1948, un rapport au nom de la Commission du ravi-

taillement sur la proposition de résolution de M. Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à procéder dans les plus courts délais au déblocage des conserves de poisson dans les usines des côtes de l'Atlantique, n° 3391. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à l'exonération du prélèvement exceptionnel du 7 janvier 1948 en faveur des artisans pêcheurs et des chauffeurs de taxi, n° 3491. — Le 18 mars 1948, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi instituant une Caisse autonome de la reconstruction, n° 3851. — Le 14 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12, paragraphe 6°, de l'ordonnance du 15 août 1945, instituant un impôt de solidarité nationale, n° 4210. — Le 20 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, n° 5011. — Le 16 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 53 de la loi du 16 juin 1948, relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux Associations syndicales de reconstruction, n° 5608. — Le 7 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à donner aux entreprises sinistrées la possibilité d'amortir, au point de vue fiscal, les immobilisations reconstituées sur le coût total à 50 ou 100 0/0, au fur et à mesure des dépenses, sans perdre l'exonération fiscale des indemnités reçues, n° 5729. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants, émettrices de participations de la loterie nationale, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 6011. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'Université de Paris une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 6101. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à intégrer dans le corps préfectoral, les délégués venus de la résistance, promus à la libération et injustement évincés, n° 6172. — Le 24 février 1949, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des

dommages de guerre sur : I. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour l'exercice 1949 ; II. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement (reconstruction, modernisation et équipement) pour le premier trimestre de 1949, n° 6578. — Le 10 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires et autorisation d'engagement de dépenses au titre des dépenses militaires pour le mois de juin 1949, n° 7416. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à Madame la générale Giraud une pension exceptionnelle, n° 7596. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Rencurel tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires décédés en Indochine et à Madagascar, la mention « Mort pour la France », n° 7953. — Le 22 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 48 (alinéa 2) du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7980. — Le 27 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix du blé pour la récolte 1949 en se conformant aux calculs prévus par le décret du 22 mars 1947, n° 8051. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, n° 8306. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 8462. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1951 les délais fixés par les lois du 5 juillet 1949 et du 31 décembre 1949 pour l'application des taux réduits de la taxe additionnelle au droit d'apport, n° 9104. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Dusseaulx et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement annuel de la médaille

militaire, n° 9357. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, n° 9376. — Le 27 avril 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Section commune), n° 9781. — Le 16 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de MM. Penoy et Bloquaux tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires; 2° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de réglementer la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques; 3° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de leur loyer les sinistrés logés en baraques, n° 9974. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi n° 682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, modifiant l'article 21 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, n° 10439. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-1035 du 31 juillet 1949 réduisant le bénéfice forfaitaire agricole en cas de calamités, n° 10525. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Devinat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la reconstruction, à Paris, du monument du général Mangin détruit par les Allemands en juin 1940, n° 10551. — Le 20 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 11085. — Le 16 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction

et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de MM. Penoy et Blocquaux tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 et à éviter à certaines catégories de sinistrés le paiement d'un loyer pour occupation de baraquements provisoires; 2° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947, afin de réglementer la perception des redevances notifiées aux occupants des baraques; 3° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement de leur loyer les sinistrés logés en baraques, n° 11295. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 11333. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 25 mai 1939, tendant à l'attribution de secours aux personnes physiques françaises qui étaient fixées en Russie avant la guerre, n° 11473. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1666 et 1667 du Code général des impôts, concernant le sursis de paiement, n° 11474. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 11638. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1947, sur le fonctionnement des tribunaux paritaires de baux ruraux, n° 11888. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 685-2 du Code général des impôts fixant les droits d'enregistrement des baux ruraux, n° 12370. Le 9 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 12056) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8758) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, n° 12438. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 59-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1950, n° 12450. —

Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 186, 1<sup>re</sup> partie du Code général des impôts, établissant une réduction d'impôts pour les chefs de famille, n° 12755. — Le 24 avril 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des versements forfaitaires de 5 0/0 du salaire de chaque matelot embarqué, les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, n° 12946. — Le 11 mai 1951, un avis au nom de la Commission nationale sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale : Section commune), n° 13222. — Le 12 mai 1951, une proposition de loi ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la Libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919, n° 13233.

### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de discussion de la loi de finances* [19 décembre 1946] (p. 174). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à permettre le troc pour les besoins de l'exploitation agricole* [14 février 1947] (p. 329); — sur la proposition de loi tendant à réglementer le temps de travail et le repos hebdomadaire dans les professions agricoles : *Renvoi devant le Conseil économique* [4 mars 1947] (p. 559). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Ses observations sur l'ensemble* [26 mars 1947] (p. 1129); — d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux; Art. 2 : *Confirmation du mandat des assesseurs des tribunaux paritaires* [28 mars 1947] (p. 1258). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incapacité du Gouvernement à définir et pratiquer une politique de l'élevage et de la viande [9 mai 1947] (p. 1570); sur la fixation de la date [20 mai 1947] (p. 1681); la retire [25 juillet 1947] (p. 3575). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HAUT-COMMISSARIAT

A LA DISTRIBUTION, Chap. 601 : *Confection des imprimés nécessaires aux mesures de restriction* [12 juin 1947] (p. 2038); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3168, 3169); RECONSTRUCTION ET URBANISME; Chap. 106 : *Amendement de M. Lenormand tendant à augmenter les crédits pour les représentants ouvriers* [19 juillet 1947] (p. 3256). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 18 : *Son amendement tendant à modifier la catégorie des villes sinistrées recevant des participations de l'Etat* [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3856). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 100 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'Administration centrale* [7 août 1947] (p. 4043, 4044, 4045); Chap. 101 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour indemnités au personnel* (p. 4046); *le retire* (ibid.). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources fiscales; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer la valeur locative comme indice du revenu imposable* [23 juin 1947] (p. 2378, 2379); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2396). — Dépose une demande d'interpellation sur le « dirigisme », notamment en matière de ravitaillement [23 juin 1947] (p. 2398); la développe [25 juin 1947] (p. 2440, à 2445). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Production agricole* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2603); *Ordre du jour de confiance au Gouvernement* [2 juillet 1947] (p. 2644); — sur la proposition de loi de M. Delahoutre, amendée par le Conseil de la République, relative au forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles : *Avantages du forfait* [4 juillet 1947] (p. 2758); — sur le projet de loi visant à la réalisation du plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2824, 2825, 2826); Art. 3 : *Son amendement tendant à faire contrôler la congélation et le stockage par un organisme professionnel* (p. 2827, 2828); *Demande le renvoi à la Commission* (p. 2828); Art. 6

nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagement de livraison de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3523, 3524, 3525, 3526). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3761); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget de la reconstruction et de l'équipement, exercice 1947 : Art. 5 : *Montant des crédits pour dommages de guerre et reconstruction (Emprunts émis par les groupes de sinistrés)* [8 août 1947] (p. 4104, 4105). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de définir et pratiquer une politique du logement et de la reconstruction [28 octobre 1947] (p. 4914). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du 14 novembre [13 novembre 1947] (p. 5004, 5005); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5136). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de définir enfin et de pratiquer une politique du logement et de la reconstruction [27 novembre 1947] (p. 5194). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Discussion générale* [5 décembre 1947] (p. 5514); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Maintien du régime de subventions en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1947; Ses explications de vote sur la demande de disjonction* [6 décembre 1947] (p. 5548); Art. 8 : *Son amendement tendant à tenir compte des sinistrés de guerre dans la répartition du Fonds de péréquation* [11 décembre 1947] (p. 5616) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur la politique de reconstruction* [16 décembre 1947] (p. 5780). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs de la région parisienne; Art. 40 : *Amendements de MM. Bichet, Robert Schmidt et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées* [18 décembre 1947] (p. 5811); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés en imputant sur les dommages de guerre le prélèvement* [22 décembre 1947] (p. 6094, 6095); Amende-

ment de M. Courant tendant à exempter les sinistrés (p. 6102); Art. 3 : *Son amendement tendant à obtenir égalité de traitement entre agriculteurs et commerçants* (p. 6134, 6135); Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les membres de professions libérales de plus de 65 ans* (p. 6140, 6141); Art. 5 : *Son amendement tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction* (p. 6145, 6146, 6147); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6669, 6673); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, PRÉSIDENTICE DU CONSEIL, Chap. 601 : *Son amendement relatif à la confection et distribution des imprimés nécessaires aux mesures de restriction* [27 décembre 1947] (p. 6357); *le retire* (p. 6358); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 103 : *Son amendement relatif aux allocations et indemnités au personnel de l'Administration centrale* (p. 6372, 6373); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales en nouvelle délibération; Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6432, 6433); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6488, 6489); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 : *Amendement de M. Lucas relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6599); Article 3 quinquies : *Mesures concernant la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 6616); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6664); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjoz tendant à rendre la loi applicable dans toutes les communes* [3 février 1948] (p. 348); Art. 3 : *Amendements de MM. Buron et Claudius Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* [10 février 1948] (p. 574); Art. 6 : *Amendement de M. Auban tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi ou assimilées comme vivant au foyer* [13 février 1948] (p. 710, 711); Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre*

*Particule à diverses catégories de victimes de guerre* [2 mars 1948] (p. 1232); Art. 6: *Amendement de M. Gallet relatif aux ouvriers dont le titre d'occupation est accessoire du contrat de travail* (p. 1236, 1237); Art. 33: *Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* [5 mars 1948] (p. 1380); Art. 48: *Montant du loyer dans les immeubles sinistrés* [9 mars 1948] (p. 1605); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 1605, 1606); Art. 53: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1716); Art. 14 bis: *Son amendement tendant à supprimer la référence à l'article 13 bis* [20 mai 1948] (p. 2798, 2799); Chap. III, Art. 16: *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental initial* [11 juin 1948] (p. 3430, 3438, 3439); Art. 23: *Amendement de M. Minjoz tendant à ne rembourser que les prestations préalablement fournies* [17 juin 1948] (p. 3623); *Son amendement tendant à étendre le nombre des prestations remboursées aux propriétaires* (p. 3627); *Son amendement tendant à inclure l'entretien des appareils de chauffage* (p. 3627); *le retire* (p. 3628); *Son amendement tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge* (p. 3628, 3631); *Son amendement tendant à inclure les tapis* (p. 3631, 3632); *Son amendement tendant à inclure la consommation d'eau dans les prestations* (p. 3631, 3632); *Son amendement tendant à inclure dans les prestations le conditionnement d'air et l'abonnement téléphonique* (p. 3632); Art. 25: *Amendements de MM. Rollin et Citerne tendant à renvoyer la hausse des loyers à une loi ultérieure* (p. 3644); Titre II, ALLOCATION-LOGEMENT: *Motion préjudicielle de Mme Rabaté* [18 juin 1948] (p. 3713); Art. 64: *Amendement de M. Coudray tendant à verser l'allocation aux propriétaires d'après la valeur locative du local qu'ils habitent* (p. 3720, 3721); Art. 16 f: *Amendement de M. Minjoz relatif aux sources de paiement des primes de déménagement et de réemménagement* [23 juin 1948] (p. 3832, 3834); Art. 70: *Institution d'un fonds commun de l'allocation-logement* [24 juin 1948] (p. 3899); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3925); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendements de M. Minjoz et Mme Schell tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [25 août 1948] (p. 6224); Art. 11: *Son rappel au règlement (vitesse des*

*débats)* (p. 6232); Art. 13 bis: *Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise* (p. 6249); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés* (p. 6254); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6256); Art. 16: *Son amendement tendant à intercaler «où la loi est applicable»* [26 août 1948] (p. 6281, 6282, 6283); Art. 13 bis: *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans* (p. 6311, 6312, 6313); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique: *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 384, 385); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Anzionnaz tendant à réduire les crédits; ses explications de vote* [6 février 1948] (p. 490); Art. 5: *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne diminuer en aucun cas l'indemnité de résidence* (p. 507, 508); — de la proposition de résolution relative à l'amélioration du sort des rentiers-viagers: *Contre-projet de M. Frédéric-Dupont sous forme de proposition de loi* [13 février 1948] (p. 721). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les coopératives de reconstruction*) [13 février 1948] (p. 748). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction: *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 785); Art. 1<sup>er</sup>: *Constitution des groupements de sinistrés en coopératives ou associations* [2 mars 1948] (p. 1254, 1255); Art. 2: *Amendements de MM. Midol, Guittou et Thiriet concernant les coopératives agricoles* [17 mars 1948] (p. 1828, 1829); Art. 5: *Son amendement relatif aux délais-limites de l'instruction des dossiers des coopératives* (p. 1834); Art. 6: *Son amendement tendant à fixer un délai à l'établissement des statuts des sociétés coopératives* (p. 1836); Art. 18: *Amendement de M. Midol tendant à autoriser les propriétaires à former des associations sans attendre le remembrement* (p. 1853, 1854); Art. 21: *Son amendement tendant à insérer l'article 36 après l'article 21* (p. 1855); *le retire* (ibid.); Art. 44: *Amendement de M. Billoux tendant à transmettre au préjet les pouvoirs du Ministre pour la revalorisation des marchés* (p. 1863); Art. 55: *Amendement de M. Schmitt relatif à la dissolution des associations syndicales* (p. 1866, 1867); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 1869); de ce projet de

loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3060, 3063); Art. 15 : *Concurrence entre les entrepreneurs pour les travaux* (p. 3068, 3069); *Amendement de M. Marin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 3070, 3071); Art. 54 *ter*: *Amendement de M. Thiriet tendant à supprimer cet article nouveau* (p. 3073); — du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées: *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 843, 844, 845, 846, 847); Art. 1<sup>er</sup> *bis*: *Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires* [19 février 1948] (p. 870); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>: *Déclaration obligatoire par les vendeurs et dépositaires* [24 février 1948] (p. 1018); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1023); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République; Art. 6: *Annulation des actes contraires à cette loi* [2 mars 1948] (p. 1252); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1252); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1430, 1431); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Duclos tendant à l'abrogation du prélèvement* (p. 1436, 1437); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1948] (p. 1558); — du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République; Art. 19: *Fonctions du directeur général de la Régie* [16 mars 1948] (p. 1702); — du projet de loi créant une caisse autonome de la reconstruction, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 mars 1948] (p. 1996, 1997); Art. 2: *Amendement de M. Midol tendant à limiter les charges supportées par cette caisse* (p. 1997, 1998); Art. 5: *Son amendement tendant à remplacer le représentant du Ministère des Travaux publics par celui de la Reconstruction* (p. 1999); *Son amendement relatif au renouvellement des membres désignés et à la nomination du président du conseil d'administration* (p. 1999, 2000, 2001); Art. 6: *Son amendement de forme* (p. 2002); le retire (*ibid.*); *Amendement de M. Midol tendant à faire consulter le conseil d'administration sur le programme de travaux* (p. 2002). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Débat sur son interpellation*

*sur la reconstruction* [20 avril 1948] (p. 2102). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 28 *bis*: *Amendement de M. Guillon tendant à reporter au 31 mai 1948 la majoration de 10 0/0 pour impôts non payés* [23 avril 1948] (p. 2261, 2262); — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme; Article unique: *Contre-projet de M. Laurens tendant à permettre le recours devant les tribunaux paritaires* [30 avril 1948] (p. 2424); *Son amendement tendant à supprimer la référence à la loi du 22 décembre 1946* (p. 2440, 2441); — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 mai 1948] (p. 2521); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles: *Demande de M. Montillot de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2929); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3593, 3594). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Besset sur les incidents de Clermont Ferrand le 15 juin 1948: *Son rappel au règlement (publication des insultes)* [18 juin 1948] (p. 3705). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A.: *Discussion générale* [22 juin 1948] (p. 3800); — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux; Art. 6: *Amendement de M. Billat tendant à suspendre les permissions en cas de conflit* [23 juin 1948] (p. 3868); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948: *Discussion générale (Recrutement des élèves officiers)* [11 juillet 1948] (p. 4249); Etat A. Chap. 1011: *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour l'administration générale de l'Air* [7 juillet 1948] (p. 4415); Chap. 1013: *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'administration centrale de la Marine* [8 juillet 1948] (p. 4439); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12 milliards les crédits militaires* [19 juillet 1948] (p. 4859). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du ravitaillement notamment du poisson [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4268). — Est entendu sur



les propositions de la Conférence des Présidents (*Mise en vacances de l'Assemblée*) [15 juillet 1948] (p. 4607). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du logement et de la reconstruction [29 juillet 1948] (p. 5075); — sur la politique du ravitaillement [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique du ravitaillement* [2 août 1948] (p. 5209, 5210, 5211, 5212); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à rétablir les crédits demandés pour l'administration centrale* (p. 5215); Chap. 500 : *Subventions aux collectivités locales : Application des restrictions* (p. 5220); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 500 : *Office national des anciens combattants et victimes de guerre* [6 août 1948] (p. 5430, 5433); — du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5434); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre l'article du projet gouvernemental* (p. 5435); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter au Gouvernement présent les pouvoirs de cette loi* [9 août 1948] (p. 5585, 5586, 5587, 5588); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 août 1948] (p. 6221). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique [7 septembre 1948] (p. 6440); la développe (p. 6442, 6443, 6444, 6448). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6485). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Continuation du débat* [18 septembre 1948] (p. 6648, 6649); Art. 1<sup>er</sup> A : *Son amendement tendant à excepter de majorations d'impôts les sinistrés* (p. 6662, 6663); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Autorisation de fabriquer des apéritifs à base d'alcool* [24 septembre 1948] (p. 6894); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Son amendement de forme tendant à corriger l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7368); — du projet de loi relatif à la procédure de

vote du budget de l'exercice 1949; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre 1945 prévoyant l'examen du détail des crédits par les Commissions des finances* [10 décembre 1948] (p. 7548 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la Commission* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7642); Article unique : *Son amendement tendant à accorder un délai aux chefs de famille exploitants, installant un de leurs enfants dans un fonds réuni au leur* [17 décembre 1948] (p. 7671, 7675, 7676); *Son amendement tendant à faire déclarer par l'exploitant les fonds susceptibles d'amodiation et le fonds qu'il veut conserver* (p. 7671); *Amendement de M. Méhaignerie tendant à faire choisir par l'exploitant le fonds qu'il veut conserver* (p. 7672, 7673); *Son sous-amendement tendant à prévoir des sanctions en cas de non déclaration par l'exploitant* (p. 7673, 7674); *Son amendement tendant à faire tenir compte par le tribunal, pour les demandes d'amodiation, des questions économiques d'exploitation* (p. 7676); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à préciser le point de départ du délai accordé* (p. 7676); le retire (p. 7677); *Son amendement tendant à laisser pour neuf ans à l'exploitant les terres dont l'amodiation n'aura pas été demandée pendant le délai accordé* (p. 7677, 7678); le retire (ibid.); — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département de la Seine Inférieure [16 décembre 1948] (p. 7658). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le fonctionnement des administrations préfectorales)* [20 décembre 1948] (p. 7770); *Ses observations sur la construction de l'hôpital de Saint-Lô* (p. 7777); Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1949] (p. 7906, 7907); Art. 10 : *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse, tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* (p. 7913, 7914); — de la proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés : *Discussion générale* [28 décembre 1948] (p. 8069, 8070); — du projet de loi liant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation

du Gaz de France; Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales* [30 décembre 1948] (p. 8174); Article additionnel : *Son sous-amendement de forme* (p. 8178); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Réduction graduelle du déficit du Gaz de France* [31 décembre 1948] (p. 8331); — d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 3 : *Interdiction de majoration d'impôt du fait des augmentations des loyers* [31 décembre 1948] (p. 8329); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ruffe tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* [31 décembre 1948] (p. 8335); Art. 3 : *Amendement de M. Ruffe tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme* (p. 8339); — de propositions de loi relatives aux loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Palewski tendant à étendre l'allocation logement* [8 février 1949] (p. 395, 396); *Renvoi à la Commission* (p. 396); *Son rappel au règlement (Ordre du débat pour la proposition de résolution)* [1<sup>er</sup> mars 1949] (p. 1034); Art. 2 : *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* [8 mars 1949] (p. 1301); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel* (p. 1311); de ces propositions de loi, amendées par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Amendement de M. Ramarony tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'accord entre locataires et propriétaires sur le décompte de la surface corrigée* [14 avril 1949] (p. 2469); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 bis : *Son rappel au règlement; Donne lecture de la nouvelle rédaction de l'article* [15 février 1949] (p. 591); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 29 bis A : *Ouverture de crédits pour le développement de la construction de logements à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1359); — de la proposition de loi portant prorogation des délais impartis aux locataires : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 626); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataire de garnis et chambres

meublées : *Question préalable posée par M. Frédéric-Dupont* [17 février 1949] (p. 632). — Est entendu sur une question posée par M. Christiaens au Ministre des Travaux publics relative à l'approvisionnement des économats et coopératives de la S. N. C. F. [18 février 1949] (p. 696). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'organisation administrative : *Pose la question préalable* [22 février 1949] (p. 783, 784, 785, 786, 789); — de la proposition de loi relative à la dérèglementation des véhicules automobiles : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 804); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 805); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 février 1949] (p. 938, 939); Art. 2 : *Amendement de M. Schmitt tendant à prévoir 15 milliards pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1396); *Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas diminuer les indemnités pour dommages mobiliers* (p. 1396); *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer la référence à la loi des maxima budgétaires* (p. 1397); *Son amendement relatif aux redevances d'occupation des constructions provisoires* (p. 1397, 1398); Etat B : *Son amendement tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* (p. 1398, 1399, 1401); Art. 11 : *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir le financement des reconstructions admises en priorité en 1948* (p. 1421, 1422); Art. 2 : *Ouverture de crédits pour les dommages mobiliers et immobiliers* (p. 1422, 1423); *Son amendement tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour les dommages immobiliers* (p. 1423, 1427); *Son amendement tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* (p. 1423, 1425); *Son amendement tendant à augmenter de 2.200 millions les crédits pour la reconstruction industrielle, commerciale et agricole* (p. 1428); *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les travaux de distribution d'eau, de gaz et d'électricité* (p. 1429); *Son amendement tendant à diminuer les crédits pour les travaux préliminaires* (p. 1429); *Son amendement tendant à diminuer les crédits pour les constructions provisoires et rapports urgents* (p. 1429); *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour les constructions expérimentales* (p. 1431); Art. 3 : *Amendement de M. Lenormand tendant à affecter les ressources nouvelles,*

le cas échéant, à la reconstruction (p. 1442, 1443); Son amendement tendant à affecter les majorations de ressources à la Caisse autonome de reconstruction (p. 1444); Art. 3 ter : *Paiement des dommages aux sinistrés et remplacement de 30 milliards de titres par 30 milliards d'argent liquide* (p. 1445, 1446); Son amendement tendant à payer tous les sinistrés prioritaires de 1948 en espèces (p. 1450); le retire (ibid.); Art. 3 quater : *Nouvelle réduction de l'article* (p. 1452); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 ter : *Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles* [8 avril 1949] (p. 2271, 2272); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Garaudy : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1270, 1271); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires étrangères; Chap. 508 : *Son amendement tendant à porter à 35 millions l'abattement sur les subventions à l'importation de céréales en Tunisie* [30 mars 1949] (p. 1894); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 505 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les subventions à des organismes internationaux (Groupes fédéralistes)* [14 avril 1949] (p. 2481); Chap. 508 : *Subventions pour l'importation de céréales de Tunisie* (p. 2482). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative aux sociétés professionnelles chargées de la congélation de la viande et de l'acquisition des aliments pour le bétail régies par les décrets du 11 octobre 1947 [8 avril 1949] (p. 2247). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection du conseil d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mai 1949] (p. 2579); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur les budgets des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2988); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Baudry-d'Asson tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas où la demande d'amodiation ne serait pas recevable*

[10 juin 1949] (p. 3279); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3280); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 juin 1949] (p. 3308); Chap. 318 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits d'habillement et de campement* (p. 3311); le retire (ibid.); Chap. 362 : *Son amendement de forme supprimant la référence à l'article 6 de la loi du 31 décembre 1948* (p. 3311); — d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 4 : *Amendement de M. Guittou tendant à étendre la loi aux bénéficiaires de réquisitions ou aux bénéficiaires de réquisitions converties en locations amiables* [16 juin 1949] (p. 3392, 3393); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, MARINE, Chap. 318 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement, présentée par le Gouvernement* [21 juin 1949] (p. 3531); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 153 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 13 milliards les crédits pour le personnel non officier* [23 juin 1949] (p. 3668); Art. 47 ter : *Amendement de M. Pierre Grouès tendant à prévoir une contribution de un dix-millième des dépenses militaires pour les organisations fédérales mondiales* (p. 3737); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3808); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3841, 3842); Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 3884, 3885); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction des ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4210); Chap. 805 : *Déblaiement des ports* (p. 4211); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Michel tendant à ne pas accorder au Gouvernement l'autorisation de vendre les titres des sociétés où l'Etat est majoritaire* [6 juillet 1949] (p. 4302); — d'une proposition de résolution relative à la sécurité sociale dans les mines : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Faure* [7 juillet 1949] (p. 4324); — du projet de loi relatif aux astreintes en matière d'expulsion, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 :

*Demande de vote par division présentée par le Gouvernement* [8 juillet 1949] (p. 4402); — des interpellations relatives au fonctionnement de la sécurité sociale: *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4614, 4625); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4716); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale: *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4738, 4739); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: *Son rappel au règlement (Application de l'art. 48 du règlement)* [21 juillet 1949] (p. 4961, 4962); Art. 10 *sexies*: *Sous-amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à inclure les coopératives d'achat* (p. 4964). — Dépose une demande d'interpellation sur l'octroi d'avantages à l'occasion des vacances au seul personnel de la sécurité sociale [28 juillet 1949] (p. 5468); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 juillet 1949] (p. 5517, 5518). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet: *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6123, 6124); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Joubert tendant à exclure de la loi les gens de maison* [20 décembre 1949] (p. 7047); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Ses explication de vote sur la question de confiance sur la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7229, 7230, 7231); Art. 3: *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7298, 7299, 7300); Art. 4: *Ouverture d'un crédit de 329 milliards pour les dommages de guerre* (p. 7308); *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7332, 7333, 7334); *Son amendement tendant à augmenter les crédits de la reconstruction de 60 milliards* (p. 7335); Art. 4: *Ses explications de vote sur l'article* [27 décembre 1949] (p. 7343, 7344); Art. 39: *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article relatif au transfert des crédits pour la défense nationale* (p. 7405, 7406); *Nouveau texte de l'article modifié par la Commission de la défense nationale* (p. 7408); Art. 50: *Son amendement tendant à offrir des titres d'emprunt à tous les sinistrés non prioritaires* (p. 7432, 7433, 7434); le retire (p. 7434); *Amendement de M. René Schmitt relatif à l'émission de 50 milliards*

*d'emprunts nominatifs et inaliénables pour les sinistrés* (p. 7436); Art. 48: *Son amendement tendant à prévoir des emprunts pour la Caisse autonome de la reconstruction et la S. N. C. F.* (p. 7428, 7429); Art. 27: *Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy-Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles)* [30 décembre 1949] (p. 7615); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 42 B: *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article réduisant le nombre des fonctionnaires* [29 janvier 1950] (p. 786); Art. 43 A: *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des entreprises nationales* (p. 787); Art. 48: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emprunts contractés par la Caisse autonome de reconstruction et de la S. N. C. F.* (p. 789, 790); Art. 50 bis: *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au paiement des sinistrés par des titres de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 792); Art. 51: *Remise de titres de la Caisse autonome de la reconstruction en paiement des dommages agricoles* (p. 793); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950: Art. 27 et suivants: *Equilibre des dépenses et des recettes* [31 décembre 1949] (p. 7666); Art. 27 bis: *Son rappel au règlement (Diffusion insuffisante de l'amendement de M. Robert Prigent)* (p. 7669); — des interpellations sur les prix agricoles: *Discussion générale (Observations sur le prix de la betterave et des pommes)* [24 janvier 1950] (p. 460); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat: *Son rappel au règlement (Droit à la parole des députés)* [3 mars 1950] (p. 1737); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis: *Motion préjudicielle de M. de Chambrun tendant à ajourner la ratification* [14 mars 1950] (p. 1996); *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2059, 2060, 2061); — d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République relatif à l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 6: *Amendement de M. E. Hugues tendant à reprendre le texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire* [17 mars 1950] (p. 2149);

— d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2442, 2443); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2470, 2471); Art. 3 bis : *Son amendement relatif à la mobilisation des titres remis aux sinistrés en 1949* (p. 2509); Art. 11 : *Son amendement tendant à autoriser les associations de remembrement à donner des terrains pour construire des immeubles en préfinancement* (p. 2515); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République diminuant de 6 milliards les crédits pour la S.N.C.F.* [2 juin 1950] (p. 4165, 4166); Art. 2 : *Dommages de guerre mobiliers* (p. 4167, 4168); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République permettant le nantissement des titres* (p. 4172, 4173); *le retire* (p. 4173). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*heure de la prochaine séance*) [28 mars 1950] (p. 2520). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (affaire Revers-Mast) : *Ordre de la discussion* [4 mai 1950] (p. 3257); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 mai 1950] (p. 3413, 3414); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1023 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'administration centrale de la marine* [10 mai 1950] (p. 3501); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel de la justice militaire* (p. 3502, 3503); *le retire* (p. 3503); Chap. 1110 : *Personnel officier du service de santé* (p. 3504); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'information* (p. 3505); *le retire* (ibid.); Chap. 3030 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement du personnel de l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 3505); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour dépenses de matériel et d'entretien* (p. 3506); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les allocations versées par les services sociaux*

(p. 3508); Chap. 7001 : *Son amendement tendant à augmenter de 12.500.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 3509); Chap. 7012 : *Son amendement tendant à réduire de 88 millions les crédits pour le personnel de liquidation* (p. 3511, 3512); Chap. 7032 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les dépenses résultant des hostilités* (p. 3512); Etat A, GUERRE, Chap. 3115 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire et le perfectionnement de la réserve* [11 mai 1950] (p. 3555); Art. 18 : *Son amendement tendant à exiger des connaissances techniques minima des officiers-ingénieurs militaires de l'air* (p. 3622); Art. 19 : *Son amendement tendant à exiger la connaissance des télécommunications des ingénieurs des travaux de l'air* (p. 3623); Art. 23 : *Son amendement tendant à prévoir davantage de nominations dans les grades supérieurs de l'armée de l'air* (p. 3623); Art. 24 : *Son amendement tendant à prendre sur contrat les officiers subalternes de réserve de l'air* (p. 3624); *le retire* (ibid.); Art. 25 : *Son amendement relatif au recrutement du corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique* (p. 3624); Art. 33 : *Son amendement tendant à conférer un statut militaire aux A.F.A.T.* (p. 3627); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Aviation de transport (Construction de 15 Armagnac)* [21 juillet 1950] (p. 5770, 5771); Art. 6, Etat C, Chap. 3317 : *Amendement de M. Grésa tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les avions de transport civils* [22 juillet 1950] (p. 5797); Art. 15 : *Réorganisation des télécommunications des départements militaires* (p. 5790); Art. 18 : *Intégration des ingénieurs de l'Ecole centrale dans le corps des ingénieurs militaires de l'air* (p. 5791); Art. 23 : *Son amendement relatif à la nomination d'officiers supérieurs et généraux de l'Air* (p. 5793, 5794); Art. 31 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif à l'avancement des anciens élèves de Polytechnique* (p. 5796, 5797). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour : *Discussion du budget de la Reconstruction* [11 mai 1950] (p. 3571). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, Art. 4 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente* [16 mai 1950]

(p. 3702, 3703); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE, Chap. 5050 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à transférer les crédits prévus pour les activités culturelles aux crédits pour les subventions aux foyers ruraux* [25 mai 1950] (p. 3943); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [9 juin 1950] (p. 4562); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 3040 : *Frais de fonctionnement de l'Administration centrale* [16 juin 1950] (p. 4943); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. RECONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juillet 1950] (p. 6102); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4827, 4828). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition du gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5415). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République, Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Terpend tendant à demander la participation de l'État aux travaux de restauration de l'habitat rural* [19 juillet 1950] (p. 5629); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; TRAVAUX NEUFS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A. TRAVAUX PUBLICS, Chap. 9209 : *Travaux de défense contre la mer (Plage de Deauville)* [20 juillet 1950] (p. 5677); Etat B. ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 8060 : *Protection des monuments historiques endommagés (Église Saint-Jean à Caen)* (p. 5684); TRAVAUX PUBLICS, Chap. 8030 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des ponts des routes nationales* (p. 5689, 5690); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Motion de M. Forcinal demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances* [21 juillet 1950] (p. 5727); *suite du débat* (p. 5754); — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 24 : *Son amendement relatif au délai d'homologation des contrats de nantissement* [27 juillet 1950] (p. 6098); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles;

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES

AGRICILES, Art. 8 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article relatif au calcul des prestations familiales selon un salaire de base variant avec l'âge des enfants à charge* [31 juillet 1950] (p. 6273, 6274); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires en 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le fonctionnement anormal des institutions parlementaires)* [31 juillet 1950] (p. 6315, 6316); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 28 *ter* : *Allègements fiscaux éventuels par décrets (Taux des impôts en Normandie)* [2 août 1950] (p. 6425); Art. 75 *ter* : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la Sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires* (p. 6484); Art. 79 : *Son amendement relatif à la procédure devant les comités départementaux de confiscation des profits illicites* (p. 6513); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6518); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 4 *bis* : *Amendement de M. Paumier tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 1421 du Code des impôts directs n'accordant pas de dégrèvement aux agriculteurs non assurés* [4 août 1950] (p. 6623, 6624); Art. 7 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir la création dans un délai d'un an d'une caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles* (p. 6647); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif, en qualité de *Rapporteur* [26 octobre 1950] (p. 7246, 7247, 7248, 7275); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Villon tendant à affirmer l'égalité du service militaire pour tous les Français* [27 octobre 1950] (p. 7303); *Divers amendements tendant à prévoir des cas de dispense* (p. 7207, 7208); *Demande de disjonction des amendements prévoyant des dispenses, présentée par le Gouvernement* (p. 7310); *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les chefs et soutiens de famille dans des garnisons proches de leur domicile* (p. 7310); *Amendement de M. Manceau tendant à abroger le décret du 11 septembre 1950 prorogeant le service de trois mois* (p. 7317); *Amendement de M. Billiat tendant à prévoir des libérations anticipées pour certaines catégories* (p. 7318); *Amendement de M. Tourné relatif à la présomption d'origine*

pour les maladies et infirmités des démobilisés (p. 7319, 7320, 7321); Art. 3 : Sort des sursitaires (p. 7327); Amendement de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge (p. 7333); Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge jusqu'en 1952 (p. 7334); Art. 5 : Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer l'article permettant l'appel aux moments les plus favorables pour le Gouvernement (p. 7335); Amendement de M. Farinez tendant à incorporer les agriculteurs en automne (p. 7336); Art. 7 : Amendement de M. Malleret-Joinville relatif à l'envoi des hommes du contingent dans les territoires d'outre-mer (p. 7339); Art. 11 : Amendement de M. Manceau tendant à supprimer l'article appliquant la loi aux hommes de la classe 1950 (p. 7340, 7341); Art. 12 : Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer les articles 43 et 44 de la loi du 31 mars 1928 (p. 7341); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 7343); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A : Amendement de M. Tourné tendant à affecter orphelins, chefs et soutiens de famille dans des unités proches de leur domicile [23 novembre 1950] (p. 8080, 8081); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Maurellet tendant à prévoir la réduction du service militaire en cas de réduction dans les autres états européens (p. 8082); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Guesdon tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux prêts des militaires servant dans les territoires d'outre-mer (p. 8083); Art. 3 : Amendement de M. Manceau tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les sursitaires ajournés et réformés (p. 8034); — des interpellations sur la situation en Indochine : Discussion générale [22 novembre 1950] (p. 8032, 8033, 8045); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Article additionnel : Amendement de M. Brusset tendant à abroger l'article 14 de la loi sur les dommages de guerre [4 décembre 1950] (p. 8536, 8538); Art. 25 : Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite (p. 8543); — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à interdire la délégation de l'indemnité parlementaire à un parti ou une association

[12 décembre 1950] (p. 8926, 8927); le retire (p. 8927); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : Ses observations sur la détention de Français en U. R. S. S. [12 décembre 1950] (p. 8933); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : Réduction d'effectifs [15 décembre 1950] (p. 9158); Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9159); Chap. 4000 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux prestations familiales dues au personnel du déminage (p. 9162); Chap. 4070 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services du logement (p. 9165); Chap. 5000 : Subventions aux coopératives de reconstitution mobilière (p. 9169); Chap. 5010 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les subventions au Centre scientifique du bâtiment (p. 9170); Chap. 6010 : Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour honoraires d'avoués et frais judiciaires (p. 9171); le retire (p. 9172); Dépôt d'une lettre rectificative (p. 9179); Chap. 4000 : Prestations familiales du personnel du déminage (p. 9186); Art. 3 : Son amendement relatif au fonctionnement des services du logement (p. 9186, 9187); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 4 : Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article relatif aux formalités de vente [20 décembre 1950] (p. 9388, 9389); Son sous-amendement tendant à réduire à deux mois le délai pour notification au bénéficiaire du droit de préemption avant la vente (p. 9389); Son rappel au règlement (p. 9390, 9391); Article additionnel : Amendement de M. M. Lucas et Rincant relatif au délai accordé aux bénéficiaires du droit de préemption pour faire valoir leurs droits [26 janvier 1951] (p. 418); Art. 5 : Amendement de M. Roques relatif à la procédure en cas de vente (p. 424); Art. 8 : Exercice du droit de reprise [6 avril 1951] (p. 2845); Son amendement tendant à tenir compte des conditions d'exploitation du fonds (p. 2855); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire [29 décembre 1950] (p. 9767, 9768, 9769); Art. 5 : Amendement de M. Grésa tendant à supprimer l'article relatif à l'énumération des ressources

du *Fonds de défense nationale* (p. 9825) ; Art. 6 : *Amendement de M. Bouvier O'Clottereau tendant à prévoir une comptabilité spéciale* (p. 9828) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 293) ; — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 3 : *Participation de l'Etat au Fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 203) ; *Son amendement tendant à prévoir une taxe facultative de 1 0/0 sur les ventes au détail* (p. 207, 208) ; *le retire* (p. 209) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux ; Art. 7 : *Son amendement tendant à permettre au propriétaire de refuser le renouvellement du bail moyennant une indemnité égale à deux ans de loyer* [6 février 1951] (p. 766) ; *Amendement de M. Coudray tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit* (p. 769) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Art. 48 du règlement)* [8 février 1951] (p. 927) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Personnel de la Sûreté nationale (Trafic automobile à Lisieux)* [13 février 1951] (p. 1050) ; Chap. 1330 : *Indemnité de résidence* (p. 1063) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5650 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la subvention pour l'Université fédéraliste mondiale, présentée par M. Giovanni* [23 avril 1951] (p. 3821) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1951] (p. 1712) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir, parmi les représentants des associations familiales, un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1850) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1951] (p. 2307, 2308) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 ; DÉPENSES MILITAIRES : *Explications*

*de vote sur l'ensemble (Organisation militaire du Pacte atlantique)* [21 mars 1951] (p. 2411) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à ne pas rayer des listes électorales les condamnés à moins de 200.000 francs d'amende* [21 mars 1951] (p. 2457) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards prévus pour la reconstruction* [13 avril 1951] (p. 3270, 3271) ; Article additionnel : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946 relatif au calcul du coût de la reconstitution du dommage en fonction de la valeur 1939* [18 avril 1951] (p. 3446, 3447) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à permettre un aménagement nouveau dans une reconstitution industrielle* (p. 3449, 3450) ; *le retire* (p. 3450) ; *Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report de dommages agricoles sur d'autres constructions* (p. 3450) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la procédure de recouvrement des recettes des associations de remembrement* (p. 3466) ; *Son amendement relatif aux formalités de la procédure de recouvrement* (p. 3466) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à réserver le produit des emprunts aux sinistrés ayant entrepris eux-mêmes des travaux* (p. 3498) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 26 : *Son amendement relatif à l'indemnisation des commerçants et industriels privés du report de leur droit au bail* [19 avril 1951] (p. 3525) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Dépôt d'un nouveau projet de réforme électorale* [28 avril 1951] (p. 4136). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 28 : *Motion de délai relatif à la mention de l'apparetement dans les circulaires* [28 avril 1951] (p. 4202) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 : *Discussion générale (Brigades polyvalentes)* [30 avril 1951] (p. 4355) ; — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Suppression de la direction de l'architecture* [7 mai 1951] (p. 4754). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Déclarations du général de Gaulle à Bayeux*



sur le programme du R. P. F. [12 mai 1951] (p. 5099). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5351, 5352) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 912 : *Prix de cession du matériel lourd* (p. 5371) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour transport du personnel militaire (Paiement du voyage pendant les permissions de détente)* (p. 5371) ; Art. 2, Etat B, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 950 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour installations domaniales (Base de Cam Ranh)* (p. 5372) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951 ; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes du personnel employé à l'administration centrale de la guerre (Inspecteur général des forces armées)* [17 mai 1951] (p. 5374) ; CORPS DE CONTROLE, Chap. 1051 : *Son amendement tendant à réduire de 650.000 fr. les crédits pour les soldes des corps de contrôle de l'air (Indemnité de frais de service)* (p. 5377) ; *le retire* (ibid.) ; CABINETS DES MINISTRES, Chap. 3050 : *Voitures automobiles* (p. 5379) ; GENDARMERIE, Chap. 3090 : *Matériel (Achat de machines à écrire)* (p. 5380) ; SERVICES DIVERS, Chap. 3240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le transport des correspondances militaires* (p. 5381) ; *le retire* (ibid.) ; Etat A, SUBVENTIONS, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les installations du service des poudres* (p. 5381) ; *le retire* (ibid.) ; DÉPENSES DIVERSES, Chap. 6040 : *Frais de réception du matériel étranger* (p. 5381, 5382) ; DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres (Rappel des dégagés)* (p. 5382) ; Chap. 7012 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de liquidation des F. F. I.* (p. 5384) ; INVESTISSEMENTS, Chap. 9021 : *Son amendement tendant à réduire de 77 millions les crédits pour le service des essences* [18 mai 1951] (p. 5407) ; Chap. 9090 : *Installations du service de santé* (p. 5407, 5408) ; Art. 9 : *Son*

*amendement relatif aux arrêtés permettant des transferts de crédits* (p. 5443) ; *le retire* (p. 5444) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à accorder une bonification d'un an aux officiers sortant de l'école navale* (p. 5446) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à intercaler « sur demande des intéressés »* (p. 5447) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret fusionnant les trois corps de la gendarmerie* (p. 5449, 5450) ; Art. 36 : *Intégration d'officiers étrangers des puissances alliées naturalisés dans l'armée française* (p. 5451) ; Art. 40 : *Demande de rétablissement de l'article relatif aux travaux du service du génie, présentée par le Gouvernement* (p. 5454) ; Art. 41 : *Son amendement tendant à octroyer la franchise des droits de douane aux matériel et équipement militaires* (p. 5454). — Est entendu sur le report de sa question orale sur la reconstruction [18 mai 1951] (p. 5440).

**TRICARD (M. Jean)**, Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [19 mai 1948] (p. 2732). = Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à procéder à des dégrèvements d'impôts sur les bénéfices agricoles en faveur des cultivateurs dont le cheptel a été atteint par les épidémies de fièvre aphteuse ; 2° à exonérer ces cultivateurs lorsque les pertes subies sont au moins égales au montant de cet impôt, n° 6200. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un avis au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi (n° 8302) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses (Dispositions relatives à la taxe d'abatage perçue par les communes), n° 11486. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, une proposition de résolu-

tion tendant à inviter le Gouvernement à allouer les crédits nécessaires en vue de terminer les installations hydro-électriques de Peyrat-le-Château, notamment par la construction des ouvrages de la Basse Maulde, **n° 11492**. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 11492) de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser en temps opportun aux Caisses départementales d'allocations familiales agricoles, le produit des taxes en provenance du budget annexe des prestations familiales agricoles, **n° 12774**.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses pour l'élevage français de l'arrêté du 28 décembre 1949 supprimant le contingentement des importations de bétail [30 décembre 1949] (p. 7595). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le manque de débouchés pour les produits agricoles français, le prix élevé des tracteurs, l'accord commercial franco-allemand, les importations de produits agricoles étrangers)* [21 février 1950] (p. 1290, 1291, 1292, 1293); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les commissions consultatives départementales des baux ruraux* [25 mai 1950] (p. 3921); *le retire (ibid.)*; Chap. 5160 : *Encouragement à la sélection animale* (p. 3953); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Centre d'insémination artificielle)* (p. 3953); *le retire (ibid.)*; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7497, 7498, 7499, 7500); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à inclure les parcelles dans le champ d'application de la loi* [15 décembre 1950] (p. 9139); *Sous-amendement de M. Gallet tendant à conserver le droit de préemption au preneur s'il est parent du cédant* (p. 9140); Art. 2 : *Amendement de M. Valay tendant à ne pas dissocier une maison des terrains qui l'entourent* (p. 9143); Art. 3 : *Amen-*

*dement de M. Pirot tendant à supprimer l'article permettant à des agriculteurs seulement, l'achat de certaines terres* [20 décembre 1950] (p. 9282, 9283, 9284); Art. 5 : *Droit de préemption dans le cas de vente par adjudication* (p. 9393); Art. 5 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* [26 janvier 1951] (p. 421); *Son amendement relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 596); Art. 6 : *Amendement de Mme Lambert tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* [2 février 1951] (p. 674, 675); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation des prix des baux par référence aux quantités produites en 1939* [14 février 1951] (p. 1128); *Discussion commune des amendements* [16 février 1951] (p. 1238); *Amendement de M. Pirot tendant à permettre aux tribunaux paritaires de refuser tous les baux conclus à des prix anormaux* [16 février 1951] (p. 1239, 1240); *Son amendement tendant à fixer à un dixième l'écart entre les quantités maxima et minima de denrées représentant la valeur locative* [16 mars 1951] (p. 2031); Art. 7 : *Amendement de M. Garcia tendant à maintenir les avantages acquis au cours de baux antérieurs* [6 avril 1951] (p. 2790); *Son amendement tendant à ne pas prévoir le cas de décisions contraires des tribunaux paritaires* (p. 2795, 2796, 2799, 2800); *Amendement de Mme Marie Lambert tendant à ne pas remettre en cause les avantages déjà acquis par les preneurs* (p. 2821); *Amendement de M. Ruffe relatif au cas de perte de la récolte* (p. 2835); *Son amendement tendant à appliquer l'article à partir de 1951* (p. 2838); Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas transmettre à un tiers acquéreur le congé donné à fin du droit de reprise* (p. 2855); *Amendement de M. Roques tendant à accorder le droit de reprise au bailleur au profit de jeunes agriculteurs* (p. 2858); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 4040 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses d'enseignement agricole* [26 décembre 1950] (p. 9618, 9619); AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Subventions au maïs importé*

[26 janvier 1951] (p. 474, 475); Art. 8 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les articles relatifs à la taxe sur les viandes abattues* (p. 482); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Son amendement relatif aux taxes municipales sur les viandes* [9 avril 1951] (p. 2970, 2971, 2972); Art. 10 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'imposant pas la pesée de la viande nette pour l'assiette des taxes* (p. 2972, 2973).

**TRUFFAUT (M. Pierre), Député de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur les déficits constatés dans l'exploitation des services publics des collectivités locales [14 septembre 1948] (p. 6512). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

**Dépôts :**

Le 20 février 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Badiou et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la résiliation des contrats de concessions passés par les collectivités locales, **n° 630 (et annexe)**. — Le 20 février 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45 2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; 2° la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues relative au barème des indemnités de fonctions allouées aux maires et aux adjoints par l'ordonnance n° 45 2399 du 18 octobre 1945 **n° 631**. — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le personnel des services civils de la marine, rappelé à l'activité

par les autorités maritimes le 1<sup>er</sup> septembre 1939, des droits à pensions acquis pour les services accomplis pendant le temps de leur rappel, **n° 739**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A Intérieur, **n° 1556**. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 200 millions de francs applicable au chapitre 6013 : secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone de « l'île de la Réunion »; II. les propositions de loi : 1° de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à accorder immédiatement un premier crédit de 100 millions de francs pour réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes du cyclone des 26-27 janvier 1948 qui s'est abattu sur l'île de la Réunion; 2° de M. Juy et plusieurs de ses collègues tendant à prévoir un secours immédiat en faveur du département de l'île de la Réunion, victime d'un terrible cyclone et des mesures monétaires et financières susceptibles d'aider l'économie de ce territoire; III. les propositions de résolution : 1° de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux populations de la Réunion que vient de dévaster un cyclone d'une violence sans précédent; 2° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence au département de la Réunion des secours en nature et en argent pour venir en aide aux victimes du cyclone qui vient de ravager ce département, **n° 3563**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du bud. et général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), et rapport sur les lettres rectificatives n° 48-33 et 48-46 Intérieur, **n° 4046**. — Le 7 juillet 1948 un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes des calamités publiques qui ont affecté divers départements, **n° 4883**. —

Le 8 juillet 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, déjà modifiée par la loi n° 47-589 du 4 avril 1947 **n° 4907**. — Le 8 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de l'Intérieur sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, déjà modifiée par la loi n° 47-655 du 9 avril 1947 ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 9 avril 1947 relative aux indemnités des maires et adjoints ; 2° de M. Philippe Gerber, conseiller de la République, tendant à ajouter un article complémentaire à la loi du 9 avril 1947 modifiant l'ordonnance du 18 octobre 1945 relative aux

frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, **n° 5392**. — Le 7 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, **n° 5445**. — Le 21 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les planteurs de tabac des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont les cultures ont eu à souffrir de l'antracnose, **n° 5505**. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit au budget de l'Intérieur, **n° 5685**. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 50 millions en vue de secourir les sinistrés victimes des inondations de Sainte-Barbe-du-Tiélat (département d'Oran) ; 2° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux populations de Sainte-Barbe-du-Tiélat en Algérie, victimes de graves inondations, des secours en nature et en argent, et à prendre des précautions rapides et efficaces pour empêcher le retour de pareilles catastrophes, **n° 5691**. — Le 28 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédit au budget de l'Intérieur, **n° 5952**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre du budget général de l'exercice 1948, **n° 6022**. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'Intérieur par la loi n° 48 1992 du 31 décembre 1948, **n° 6508**. — Le 5 avril 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur la résolution de l'Assemblée de l'Union Française tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfec-

tion du réseau routier de l'Est-Algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie, n° 6933. — Le 5 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux nombreuses victimes de la tempête du 1<sup>er</sup> mars 1949 sur la côte de la mer du Nord ; 2° de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence les crédits nécessaires pour effectuer des travaux de protection nécessités par suite des dégâts survenus aux ouvrages de protection des ports du littoral de la mer du Nord et de Dunkerque en particulier, et à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux foyers sinistrés par suite de la même tempête, n° 6934. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'Intérieur par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7088. — Le 19 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux familles des victimes de l'accident survenu le 18 mai 1949 à la fabrique de dynamite d'Ablon (Calvados), n° 7206. — Le 7 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de MM. Theetten et Nisse tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 5 millions de francs aux sinistrés de la ville de Rosendaël (Nord) à la suite de l'inondation occasionnée par la rupture de la digue de Dunkerque en mars dernier, n° 7370. — Le 7 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours d'urgence de 500 millions de francs aux trois départements algériens victimes des inondations du 28 avril 1949 et plus particulièrement à la commune mixte de Laghouat ; 2° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, notamment par des dégrèvements fiscaux, aux producteurs fruitiers des Hautes-Alpes dont les vergers ont été atteints par les gelées prin-

tanières ; 3° de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, n° 7371. — Le 7 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence au département du Morbihan, un crédit de 32.495.796 francs, afin d'indemniser les victimes des dégâts causés par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, n° 7372. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de MM. Jean-Raymond Guyon et Audeguil tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les cultivateurs et habitants du département de la Gironde, victimes des intempéries du 15 juin 1949 ; 2° de MM. Ramarony et Sourbet tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des secours d'urgence aux agriculteurs du département de la Gironde qui ont souffert de l'ouragan du 15 juin 1949 ; 3° de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viti-culteurs sinistrés de la Gironde à la suite de l'orage de grêle du 15 juin, des indemnités, des crédits à faibles intérêts et des dégrèvements d'impôts, n° 7770. — Le 22 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à toutes les victimes de la tempête qui a sévi sur nos côtes les 24, 25 et 26 octobre 1949, 2° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager toutes mesures utiles pour venir en aide aux populations des côtes bretonnes, victimes de la tempête des 24 et 25 octobre 1949, n° 8422. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Intérieur, n° 8426 (états législatifs et articles de loi) (annexe n° 11). — Le 1<sup>er</sup> décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1° la proposition de loi de MM. René Schmitt et Guilbert tendant à accorder une aide immédiate de 50 millions de francs aux victimes du sinistre de Cherbourg des

24 et 25 novembre 1949; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Hénauld tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg un secours d'extrême urgence de 50 millions pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et de l'inondation survenus dans la nuit du 24 au 25 novembre 1949, n<sup>o</sup> 8538. — Le 9 décembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi de MM. René Schmitt et Guilbert tendant à accorder une aide immédiate de 50 millions de francs aux victimes du sinistre de Cherbourg des 24 et 25 novembre 1949; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Hénauld tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg un secours d'extrême d'urgence de 50 millions pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et de l'inondation survenus dans la nuit du 24 au 25 novembre 1949, n<sup>o</sup> 8666. — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis par le littoral oranais, et le port d'Arzew en particulier, à la suite du raz de marée du 13 décembre 1949; 2<sup>o</sup> de Mme Sportisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à allouer un premier secours de 300 millions aux victimes du raz de marée qui, les 12 et 13 décembre 1949, a ravagé les côtes d'Oranie; 3<sup>o</sup> de M. Jeanmot tendant à inviter le Gouvernement à accorder une contribution de 50 millions à titre de secours immédiat pour les victimes du raz de marée des 12 et 13 décembre 1949 en Algérie, n<sup>o</sup> 8806. — Le 27 janvier 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension aux personnels du service actif des égouts; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Charles Schauffler et plusieurs de ses collègues tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, n<sup>o</sup> 9076. — Le 28 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-

les-Mines; 2<sup>o</sup> de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines un premier secours d'urgence de dix millions, n<sup>o</sup> 9090. — Le 15 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Triboulet, Jean Bouhey et René Kuehn tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la Libération et injustement évincés, n<sup>o</sup> 9492. — Le 24 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n<sup>o</sup> 48-1279 du 17 août 1948 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, n<sup>o</sup> 9625. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un contrôle strict de l'emploi des allocations familiales par les parents qui en sont bénéficiaires, n<sup>o</sup> 9876. — Le 10 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des Finances sur la proposition de résolution de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis dans l'Algérois et sa région Est en particulier, à la suite des inondations de mars et avril, n<sup>o</sup> 9911. — Le 10 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Aubry tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage qui s'est abattu sur le département d'Ille-et-Vilaine le 23 août 1949, n<sup>o</sup> 9912. — Le 10 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant relèvement des pensions de sapeurs-pompiers, n<sup>o</sup> 9914. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adaptant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi n<sup>o</sup> 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, n<sup>o</sup> 10016. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Intérieur,

**n° 10035 (annexe n° 11).** — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948, **n° 10158.** — Le 2 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Etouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un crédit de cent millions de francs au titre de premier secours aux sinistrés par l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne le 20 mai 1950 ; 2° de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 1 milliard de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites ou se produiront en 1950 ; II. — Les propositions de résolution : 1° de MM. Peytel et Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la grêle tombée le samedi 20 mai 1950 sur la banlieue parisienne ; 2° de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 20 mai 1950 sur la banlieue de Paris, notamment sur les territoires des communes de Bonneuil, Créteil, Saint-Maur, Thiais, Choisy-le-Roi et Orly ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 3° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes du cyclone du 20 mai qui s'est abattu sur la localité de Pontault-Combault ; 4° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950 ; 5° de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) le 20 mai 1950 ; 6° de M. Barbier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement

à accorder l'aide nécessitée par le cataclysme dont a été victime une partie du département des Vosges dans la nuit du 22 mai 1950 ; 7° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département du Doubs, en raison des dommages subis dans l'arrondissement de Pontarlier ; 8° de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur un certain nombre de communes des cantons de Châtillon-sur-Loire, Briare, Gien et plus particulièrement sur les communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou, Ousson, Beaulieu-sur-Loire, etc. ; 9° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence aux sinistrés par la grêle du 25 mai 1950 des régions de Pontarlier à Besançon (Doubs) ; 10° de MM. Jean-Moreau et Chamant tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans le département de l'Yonne le 20 mai 1950 ; 11° de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la vallée du Cher (Loir-et-Cher), le 23 mai 1950 ; 12° de M. Llanté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 23 mai 1950 dans le département de l'Aude ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 13° de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 21 mai 1950 dans la région du Roerlais ; 14° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950 ; 15° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur la région de Chabris et des environs dans le département de l'Indre ; 16° de M. Védrières et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouver-

vernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Saint-Désiré, Doyet, Chamblet, Ygrande et diverses autres localités du département de l'Allier ; 17° de Mme Boutard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes des orages et des chutes de grêle qui se sont produits dans le département d'Indre-et-Loire en différents endroits et en particulier dans la région lochoise ; 18° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Pouilly-sur-Loire, Saint-Andelain et dans la région nivernaise ; 19° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de Bruay-en-Artois, dans la nuit du 23 au 24 mai 1950 ; 20° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté plusieurs communes du département du Tarn le 23 mai 1950 ; 21° de MM. Dezarnaulds et Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson, victimes d'une calamité agricole, le 23 mai 1950 ; 22° de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs audois dont la récolte a été anéantie par les violents orages de grêle du 23 mai 1950 ; 23° de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans le département de l'Allier au cours du mois de mai 1950 ; 24° de M. Thuillier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes des deux orages de grêle qui se sont abattus le 23 mai 1950 sur de nombreuses communes du sud de l'Aisne ; 25° de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement ; 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans le Tarn le 23 mai 1950 ; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 26° de M. Gabelie tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours

exceptionnel aux victimes de la grêle et de la tornade qui se sont abattues sur le département du Loiret les 21 et 22 mai 1950 ; 27° de MM. Beille-Soult, Deixonne et Taillade tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cent millions destinés aux victimes des dégâts causés par la grêle dans les communes de Saint-Sulpice, Lugan, Garrigues, Grouseur, Saint-Aignan, Saint-Lieux, Parisot, Montans, Levant, Saint-Jean-de-Rives, Ambres, Coufouleux, Peyroles, Cadalen, Aussac, Fénols, Técon, Roustiac, Carlus et Le Séquestre (Tarn) ; 28° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées de Loir-et-Cher une indemnité compensatrice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle ; 29° de M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu dans le département de l'Aude le 23 mai 1950 ; 30° de M. Mitterrand tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de l'orage et de la grêle qui se sont abattus dans la région de Montsauche, Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Decize, Pouilly-sur-Loire, etc., et dans la plupart des cantons du département de la Nièvre ; 31° de Mme Nautré et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé, le 21 mai 1950, de nombreuses communes du département de la Marne ; 32° de MM. Moussu et Joannès Dupraz tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de Touraine ; 33° de M. Moquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 30 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 21 mai 1950 ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950 ; 34° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Bouches-du-Rhône, notamment sur le territoire de la commune de Sénas ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à



indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts; 4° à accorder à la Caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêts aux sinistrés, n° 10168 (rectifié). — Le 16 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un crédit de cent millions de francs au titre de premier secours aux sinistrés par l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne le 20 mai 1950; 2° de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 1 milliard de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites ou se produiront en 1950; 3° de M. Delachenal tendant à indemniser les victimes de l'orage du 26 mai 1950 en Savoie; 4° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer du paiement du prélèvement exceptionnel, de l'impôt foncier, de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive les producteurs victimes des calamités agricoles; 5° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 1421 du Code général des impôts et permettant à tous les cultivateurs victimes de la grêle de bénéficier de dégrèvements d'impôt foncier; II. — Les propositions de résolution : 1° de MM. Peytel et Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la grêle tombée le samedi 20 mai 1950 sur la banlieue parisienne; 2° de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : a) à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 20 mai 1950 sur la banlieue de Paris, notamment sur les territoires des communes de Bonneuil, Créteil, Saint-Maur, Thiais, Choisy-le-Roi et Orly; b) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; c) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950; 3° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes du cyclone du 20 mai qui s'est abattu sur la localité de Pontault-Combault; 4° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les

personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950; 5° de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) le 20 mai 1950; 6° de M. Barbier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide nécessitée par le cataclysme dont a été victime une partie du département des Vosges dans la nuit du 22 mai 1950; 7° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département du Doubs, en raison des dommages subis dans l'arrondissement de Pontarlier; 8° de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur un certain nombre de communes des cantons de Châtillon-sur-Loire, Briare, Gien et plus particulièrement sur les communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou, Oussen, Beaulieu-sur-Loire, etc.; 9° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence aux sinistrés par la grêle du 25 mai 1950 des régions de Pontarlier à Besançon (Doubs); 10° de MM. Jean Moreau et Chamant tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans le département de l'Yonne le 20 mai 1950; 11° de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la vallée du Cher (Loir-et-Cher), le 23 mai 1950; 12° de M. Llante et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 23 mai 1950 dans le département de l'Aude; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950; 13° de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 21 mai 1950 dans la région du Réolais; 14° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à

secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950; 15° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur la région de Chabris et des environs dans le département de l'Indre; 16° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Saint-Désiré, Doyet, Chamblet, Ygrande et diverses autres localités du département de l'Allier; 17° de Mme Boutard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes des orages et des chutes de grêle qui se sont produits dans le département d'Indre-et-Loire en différents endroits et en particulier dans la région lochoise; 18° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Pouilly-sur-Loire, Saint-Andelain et dans la région nivernaise; 19° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de Bruay-en-Artois, dans la nuit du 23 au 24 mai 1950; 20° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté plusieurs communes du département du Tarn le 23 mai 1950; 21° de MM. Dezarnaulds et Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson, victimes d'une calamité agricole, le 23 mai 1950; 22° de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs audois dont la récolte a été anéantie par les violents orages de grêle du 23 mai 1950; 23° de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans le département de l'Allier au cours du mois de mai 1950; 24° de M. Thuillier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes des deux orages de grêle qui se sont abattus le 23 mai 1950 sur de

nombreuses communes du sud de l'Aisne; 25° de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans le Tarn le 23 mai 1950; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950; 26° de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la grêle et de la tornade qui se sont abattues sur le département du Loiret les 21 et 22 mai 1950; 27° de MM. Reille-Soult, Deixonne et Taillade tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cent millions destinés aux victimes des dégâts causés par la grêle dans les communes de Saint-Sulpice, Lugan, Garrigues, Girusseur, Saint-Aignan, Saint-Lieux, Parisot, Montans, Levant, Saint-Jean-de-Rives, Ambres, Coufouleux, Peyroles, Cadalen, Aussac, Fénols, Técon, Rouffiac, Carlus et Le Séquestre (Tarn); 28° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées de Loir-et-Cher une indemnité compensatrice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle; 29° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle, au cours de la semaine du 22 au 28 mai 1950; 30° de M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu dans le département de l'Aude le 23 mai 1950; 31° de M. Mitterrand tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de l'orage et de la grêle qui se sont abattus dans la région de Montsauche, Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Decize, Pouilly-sur-Loire, etc. et dans la plupart des cantons du département de la Nièvre; 32° de Mme Nautré et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé, le 21 mai 1950, de nombreuses communes du département de la Marne; 33° de MM. Moussu et Joannès Dupraz tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de Touraine; 34° de M. Moquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement 1° à attribuer im-

médiatement un premier secours de 30 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 21 mai 1950 : 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950; 35° de MM. Sourbet et Ramarony tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de La Réole (Gironde); 36° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Bouches-du-Rhône, notamment sur le territoire de la commune de Sénas; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts; 4° à accorder à la Caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêt aux sinistrés; 37° de M. Billères tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département des Hautes-Pyrénées dans la période du 15 au 25 mai 1950; 38° de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) pendant le mois de mai 1950; 39° de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune de Saint-Hilaire-du-Rosier (Isère) victime de la grêle, une somme de 10 millions de francs à titre de premier secours; 40° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux personnes sinistrées par l'orage de grêle qui s'est abattu le 26 mai 1950 sur les localités du Rhône; 41° de M. Thuillier tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage qui a dévasté, le 1<sup>er</sup> juin, jardins et potagers de la ville de Château-Thierry; 42° de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus au cours du printemps de 1950 dans le département du Gers; 43° de MM. Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attri-

buer immédiatement un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs sinistrés par le violent orage de grêle qui s'est abattu, le 3 juin 1950, dans le Var, notamment sur les territoires des importantes communes agricoles de : Barjols, Tavernes, Varages, Pontevès, Montmayan, Bruc-Auriac et Bras; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder à ceux-ci l'exonération totale de leurs impôts de 1950; 44° de M. Brault et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans les cantons de Creil, Clermont, Liancourt, et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950; 45° de M. Bégouin tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les victimes du cyclone qui, au cours de la semaine du 20 au 27 mai 1950, a ravagé plusieurs localités de Seine-et-Marne; 46° de MM. Jean Charlot et Arnal tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer d'urgence un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs du département du Var, sinistrés, par suite de la tempête et de la grêle qui a ravagé le 3 juin 1950 la région Nord-Ouest du département; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés et leur exonération d'impôts au titre de 1950; 47° de M. Brault et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 25 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans la petite commune de Maysel, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, 48° de M. Edouard Daladier tendant à inviter le Gouvernement à allouer des secours et indemnités de 300 millions de francs aux victimes du gel et des orages dans le département du Vaucluse; 49° de M. Nisse tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager des pertes qu'ils ont subies les victimes des orages qui se sont abattus les 23 mai et 8 juin 1950 dans l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe (Nord); 50° de M. Maton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser par l'octroi d'un premier secours de

50 millions les victimes des orages qui ont saccagé, ces temps derniers de nombreuses communes du département du Nord et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950; 51° de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 6 millions, les victimes de l'orage survenu au sud de la région chartraine le 26 mai 1950, notamment dans les communes de Berchères-les-Pierres et Sours et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, au prorata des dégâts subis; 52° de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre d'indemnité un premier secours de 25 millions aux victimes des orages qui ont saccagé notamment le 6 juin dans le département du Puy-de-Dôme de nombreuses communes de la vallée de la Cauze-Pavin, telles Saint-Floret, Chevrac, Launier, Saint-Vincent, Perrier, Mailbaud, etc., et à prendre toute mesure d'exonération d'imposition en faveur des sinistrés au titre 1950 jusqu'à concurrence du montant des dégâts subis; 53° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 11 juin 1950 dans la région de Duras (Lot-et-Garonne); 54° de MM. Bocquet et Gosset tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de l'Avesnois et du bassin de la Sambre; 55° de M. Coflin tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par la grêle de la région de Chateaufort (Cher) et à prévoir leur exonération d'impôts au titre de 1950; 56° de M. Cerclier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle des cantons de Boussac et de Chambon-sur-Vouge (Creuse); 57° de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu les 11 et 12 juin 1950 en Gironde; 58° de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans

le département de l'Allier, n° 10330. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires pour réparer les pertes subies par les habitants de la région de La Rochelle et de Saint-Jean-d'Angély à la suite des violents orages de grêle et des tempêtes survenus les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1950, n° 10535. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la Républidue sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, (Intérieur), n° 10920. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés victimes des inondations provoquées par la crue du Rhône, de l'Ain et de l'Isère le 12 novembre 1950; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 11360. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Emmanuel Véry tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes de l'incendie qui a ravagé le village du Marin (Martinique) un secours immédiat de 15 millions; 2° de M. Bissol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours de 15 millions de francs aux victimes de l'incendie de la commune du Marin (Martinique) n° 11389. — Le 3 janvier 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 6826) portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national; 2° de M. Fernand Chevalier et plusieurs de ses collègues (n° 6909) portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public, n° 11847. — Le 31 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11041) relatif au développement

des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur), (II. — Projet de loi. — Tableaux législatifs et comparatifs), n° 12008. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9916) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'État et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la Résistance, n° 12019. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues (n° 9904) tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, n° 12027. — Le 1<sup>er</sup> février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues (n° 11997) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux patrons et marins pêcheurs de l'île d'Houat (Morbihan) victimes de la tempête du 27 janvier 1951, n° 12040. — Le 3 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11041) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 12049) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Intérieur), n° 12073. — Le 6 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues (n° 12007) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cinq millions de francs aux marins pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserves de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition depuis le 10 octobre 1950 du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest; 2<sup>o</sup> de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 12016) tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence les crédits nécessaires à l'octroi d'un secours aux marins pêcheurs ainsi qu'aux travailleurs des usines de conserves de la région de Saint-Jean-de-Luz, secours en aucun cas inférieur au montant de l'allocation de chômage, n° 12080. — Le 9 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions

de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Sion (n° 12114) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 5 millions aux victimes de l'accident survenu le 7 février 1951 à la fosse n° 5 des mines de Bruay-en-Artois et à ordonner une enquête sur les responsabilités de cet accident; 2<sup>o</sup> de M. Camphin et plusieurs de ses collègues (n° 12143) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 5 millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe du puits 5 bis des houillères du Groupe de Bruay-en-Artois, à prendre toutes mesures immédiates pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels dans les mines, n° 12147. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. René Schmitt et Guilbert (n° 12142) tendant à allouer un secours d'un million aux familles des victimes du naufrage du chalutier cherbourgeois « Cachalot », disparu en mer le 4 février 1951, n° 12204. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 12333) de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de 10 millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage du chalutier « Duc-de-Normandie » de Fécamp, n° 12519. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues (n° 12351) tendant à accorder un secours d'urgence de 5 millions de francs aux marins-pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserve de Saint-Jean-de-Luz réduits au chômage et à la misère par suite de la disparition depuis le 10 octobre 1950 du thon et de la sardine des côtes du Sud-Ouest; 2<sup>o</sup> de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 12485) tendant à ouvrir au budget de 1951 un crédit de 10 millions de francs pour être distribué aux marins-pêcheurs et ouvriers de la conserve de Saint-Jean-de-Luz et Capbreton réduits à la misère par des difficultés exceptionnelles de pêche, n° 12520. — Le 3 avril 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 11260) portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950, autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxi-

liariat; 2<sup>o</sup> de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 12000) portant recrutement, dans le corps des agents spéciaux de la Sûreté nationale, des fonctionnaires et agents de la Sûreté nationale et des polices d'État dégagés des cadres ou licenciés par application de la loi du 3 septembre 1947 et des textes qui l'ont modifiée et complétée, n<sup>o</sup> 12674. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n<sup>o</sup> 12719) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 11041) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951. Intérieur) n<sup>o</sup> 12763. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 12363) tendant à dégager un crédit supplémentaire de 50 millions de francs pour le financement du Comité national d'entraide aux familles des marins-pêcheurs péris en mer; 2<sup>o</sup> de M. Girardot et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 12564) tendant à l'indemnisation des particuliers et des collectivités ayant subi des dégâts par suite de la crue de la Durance dans le département des Basses-Alpes les 13 et 14 mars 1951. — II. Les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Chambeiron (n<sup>o</sup> 10843) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés vosgiens victimes de l'orage du 28 juillet 1950; 2<sup>o</sup> de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 10848) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des mois de mai et juin 1950; 3<sup>o</sup> de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 10963) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département de l'Ardèche; 4<sup>o</sup> de M. Kauffmann (n<sup>o</sup> 10971) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Bas-Rhin sinistrés à la suite de graves orages accompagnés de chutes de grêle qui ont dévasté les cultures au cours du mois d'août; 5<sup>o</sup> de M. Bourbon et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11266) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux municipalités et aux sinistrés victimes des récentes inondations un premier secours de 500 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1950; 6<sup>o</sup> de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues

(n<sup>o</sup> 11268) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux familles sinistrées par les récentes inondations dans la région du Rhône et de la Saône; 7<sup>o</sup> de M. Dominjon (n<sup>o</sup> 11269) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations de la vallée de l'Ain; 8<sup>o</sup> de M. Tony Bévillon (n<sup>o</sup> 11323) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain; 9<sup>o</sup> de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11406) tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à attribuer des secours et indemnités aux personnes et aux communes sinistrées par les inondations de la Vallée du Rhône; 2<sup>o</sup> à accorder aux familles sinistrées l'exonération des impôts de 1950; 10<sup>o</sup> de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11407) tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les victimes de la tempête qui a soufflé sur les côtes bretonnes le 20 novembre 1950 et à faire réparer d'urgence les baraques endommagées; 11<sup>o</sup> de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11446) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département du Jura un premier secours de 200 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1951; 12<sup>o</sup> de Mme Schell et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11524) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations du département de la Moselle; 13<sup>o</sup> de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11529) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département de Saône-et-Loire un premier secours d'urgence et une exonération fiscale; 14<sup>o</sup> de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11686) tendant à inviter le Gouvernement à faire parvenir d'urgence au Comité national d'entraide aux familles des marins péris en mer, la somme de 10 millions de francs; 15<sup>o</sup> de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 11701) tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de Saône-et-Loire victimes des inondations du Doubs et de la Saône; 16<sup>o</sup> de M. d'Astier de la Vigerie (n<sup>o</sup> 11848) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles

des victimes de l'incendie qui a eu lieu à Bruz (Ille-et-Vilaine) le 30 décembre 1950, un secours de 10 millions de francs; 17° de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues (n° 11950) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés de l'incendie de Pointe-à-Pitre du 14 janvier 1951; 18° de M. Valentino et plusieurs de ses collègues (n° 11985) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat de 200 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu à Pointe-à-Pitre, le 14 janvier 1951; 19° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 12215) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 5 millions de francs pour secourir les sinistrés de la tornade qui a ravagé la Côte ouest de Port-de-Bouc le 12 février 1951; 20° de M. Ihuel et plusieurs de ses collègues (n° 12275) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un crédit exceptionnel de 10 millions pour la reconstruction de la flottille de l'Île d'Houat détruite par la tempête du 28 janvier 1951; 21° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 12278) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat de cinq millions en faveur des familles des marins péris en mer au cours du naufrage des chalutiers concarnois « Moliva » et « Les flots bleus »; 22° de M. Morand et plusieurs de ses collègues (n° 12526) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un secours d'urgence afin de venir en aide aux victimes les plus nécessiteuses de l'ouragan qui s'est abattu sur une partie des départements du Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure et de la Sarthe; 23° de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues (n° 12542) tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai les crédits nécessaires: 1° à venir en aide aux sinistrés des inondations du 14 mars 1951 dans le Vaucluse et notamment à Pertuis, Apt, Cavaillon et Sorgues; 2° au rétablissement des ouvrages d'art emportés par la crue de la Durance du 14 mars 1951; 24° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues (n° 12557) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et des intempéries dans les Hautes-Alpes; 25° de M. Charles Lussy (n° 12563) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés des inondations dont le département de Vaucluse vient d'être victime et, notamment, à procéder

d'urgence au rétablissement des ouvrages d'art établissant la communication routière sur la Durance; 26° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 12573) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les particuliers et les collectivités victimes des dégâts occasionnés par la crue de la Durance dans le département des Bouches-du-Rhône, en accordant des secours, des exonérations d'impôts et des subventions pour permettre la reconstruction ou la réparation des ouvrages d'art détruits ou endommagés par la crue et pour permettre l'organisation de la défense contre les crues de la Durance; 27° de M. Louis Michaud et plusieurs de ses collègues (n° 12590) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en faveur des victimes du chalutier « Le Fureteur » de la flotte de l'île d'Yeu, disparu en mer le 13 mars 1951; 28° de M. Mudry et plusieurs de ses collègues (n° 12598) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions pour venir en aide aux populations sinistrées par les inondations survenues en Savoie en mars 1951; 29° de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues (n° 12624) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes de l'ouragan qui a sévi le 13 mars 1951, sur le département de la Vendée; 30° de M. Félix (n° 12626) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Loire-Inférieure victimes du cyclone qui s'est abattu sur la région au mois de mars 1951; 31° de M. André-François Mercier (n° 12639) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux personnes et aux collectivités qui ont été victimes des orages qui ont sévi récemment sur le département des Deux-Sèvres; 32° de M. Dufour et plusieurs de ses collègues (n° 12661) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les ouvriers et leur employeur victimes des dégâts occasionnés par l'avalanche qui est venue s'écraser à l'Alpe de Venosc (Isère) sur les ardoisières exploitées par un petit industriel réduisant au chômage et à la misère les ouvriers de l'entreprise et causant 10 millions de dégâts, n° 12767. — Le 25 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'élaboration des textes

portant réforme de la fiscalité française, n° 12962. — Le 17 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 13113) de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 3 mai 1951 dans la région de Langon en leur accordant un secours de première urgence, des indemnités et des dégrèvements sur les impôts payables en 1951, n° 13291.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [25 février 1947] (p. 445) ; — sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances : Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 574, 578) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire signer les décrets de résiliation par le Ministre des Finances* (p. 590) ; le retire (ibid.) ; Art. 6 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte adopté par le Gouvernement pour la question du Métropolitain et à l'appliquer à l'indemnité d'éviction* (p. 595) ; Art. 7 et 8 : *Son amendement tendant à supprimer ces deux articles relatifs au cas où une concession est donnée à une société par actions cotées en Bourse* (p. 596). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale : Son exposé en qualité de Rapporteur (Casernements prêtés par l'armée, matériel de transmission, chemins ruraux)* [7 mars 1947] (p. 764, 765) ; — du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réduire de 250 millions l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2003) ; *Chiffre de l'indemnité* (p. 2004) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier le tableau en conséquence des modifications de l'article premier* (p. 2005) ; Art. 14 : *Amendement de M. Pierre André tendant à ne pas accorder d'autre indemnisation aux bénéficiaires de l'article 2* (p. 2007). — Est entendu au cours

du débat : sur le projet de loi portant fixation des crédits pour le budget ordinaire de 1947 (Dépenses civiles) ; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1947] (p. 2506, 2507, 2508) ; Chap. 101 : *Amendements de MM. Serre et Paillard tendant à réduire les crédits* (p. 2519, 2520) ; Chap. 121 : *Assimilation des inspecteurs de police régionale et des inspecteurs de la Sûreté nationale* (p. 2523) ; Chap. 308 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits pour frais de déménagements* [26 juin 1947] (p. 2524) ; Chap. 309 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 2524) ; Chap. 310 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits pour frais d'enquête et de surveillance de la Sûreté nationale* (p. 2525) ; Chap. 313 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les dépenses de matériel pour la Sûreté nationale* (p. 2526) ; Chap. 314 : *Abattement des crédits du circuit de sécurité* (p. 2526) ; Chap. 318 : *Amendement de M. Fiévez tendant à fondre les chapitres relatifs à l'achat et à l'entretien du matériel automobile* (p. 2527) ; Chap. 329 : *Amendement de M. Fiévez tendant à fondre les trois chapitres relatifs aux bâtiments de la Sûreté nationale* (ibid.) ; Chap. 326 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits de matériel de la Sûreté nationale* (p. 2528) ; Chap. 327 : *Amendement de M. Gaillard tendant à réduire les crédits d'achat de matériel automobile de la Sûreté nationale* (ibid.) ; Chap. 328 : *Amendements de MM. Fiévez et Gaillard tendant à réduire les crédits de bâtiments de la Sûreté nationale* (ibid.) ; Chap. 329 : *Amendement de M. Gaillard tendant à réduire les crédits pour travaux neufs de la Sûreté nationale* (p. 2529) ; Chap. 500 et 505 : *Réduction de 7 0/0 des subventions attribuées aux collectivités locales* (p. 2530) ; Chap. 500 : *Subventions à la Préfecture de police et aux collectivités locales* [17 juillet 1947] (p. 3104, 3105) ; Chap. 502 : *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire les crédits pour la police municipale de Paris* (p. 3105) ; Chap. 503 : *Participation aux charges d'intérêt général des collectivités locales* [17 juillet 1947] (p. 3105) ; COMMERCE, Chap. 604 : *Situation des inventeurs* (p. 3112) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECRÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE, Chap. 518 : *Subventions à l'Office scientifique des pêches maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3216) ;



RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 406 : *Participation de l'Etat aux subventions communales* [19 juillet 1947] (p. 3265) ; — sur le projet de loi portant création de postes préfectoraux dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 juillet 1947] (p. 2894) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « de première classe » après « préfets »* (p. 2895) ; — sur l'adoption, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [24 juillet 1947] (p. 3456, 3457) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée* (p. 3458, 3459, 3460) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « ou annulée » dans la première phrase* (p. 3462, 3463) ; *Interprétation de l'article 5* (p. 3463, 3464) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée Nationale relatif à l'indemnité au concessionnaire* (p. 3464, 3465). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 (Budget de l'Intérieur), en qualité de *Rapporteur* [28 novembre 1947] (p. 5231, 5232) ; — du projet de loi portant réorganisation des Compagnies républicaines de sécurité, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [9 décembre 1947] (p. 5568) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier l'alinéa 4 concernant le calcul de l'indemnité de licenciement* (p. 5582, 5583) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à limiter l'indemnité de licenciement en cas de réintégration* (p. 5584) ; Art. 6 : *Son amendement prévoyant la promulgation d'un statut des C.R.S. dans un délai de trois mois* (p. 5585) ; — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés ; Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter l'article par les mots « agent général d'assurances »* [28 décembre 1947] (p. 6409) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4 : *Amendement de M. Burlot relatif à l'abattement à la base pour les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux* [3 janvier 1948] (p. 36) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les secours aux victimes du cyclone de la Réunion, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1948] (p. 1820) ;

— de la proposition de résolution de M. Pinay relative au délai de forclusion pour la souscription à l'emprunt libérateur, en qualité de *Rapporteur* [29 avril 1948] (p. 2370) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 : *Taux de l'impôt sur les B.I.C. pour les exploitations ostréicoles* [13 mai 1948] (p. 2573) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les victimes des inondations du Guil, de la Durance et de la Clarée, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1948] (p. 2844) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 509 : *Situation de la S.N.C.F. et de son personnel* [21 juin 1948] (p. 3767) ; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1948] (p. 4825 et suiv.) ; Chap. 100 : *Secours aux victimes des calamités publiques* (p. 4838, 4839) ; *Suppression de la Direction des affaires générales* (p. 4842) ; Chap. 107 : *Tribunaux administratifs d'Alsace-Lorraine* (p. 4842, 4843) ; Chap. 108 : *Amendement de M. Fagon tendant à rétablir les crédits prévus pour les préfets « hors cadres »* [27 juillet 1948] (p. 4915) ; Chap. 117 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 4.082.000 francs les crédits pour l'Inspection générale* (p. 4915, 4916) ; Chap. 121 : *Personnel de la Sûreté nationale* (p. 4917) ; *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire les crédits de ce chapitre* (p. 4918) ; Chap. 125 : *Indemnités au personnel de la Sûreté nationale* (p. 4920) ; Chap. 128 : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 8 millions les crédits pour le service Z (masques à gaz)* (p. 4921) ; Chap. 309 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 4925) ; *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire les crédits de ce chapitre (ibid.)* ; Chap. 311 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 142 millions les crédits pour frais de déplacement des C.R.S.* (p. 4930) ; Chap. 318 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 150 millions les crédits pour entretien du matériel automobile* (p. 4931) ; Chap. 319 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 4932) ; Chap. 326 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire les crédits pour le matériel de la Sûreté nationale* (p. 4933) ; Chap. 327 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de*

52 millions les crédits pour achat de matériel automobile (p. 4934) ; Chap. 502 : Subventions à la police municipale de Paris (p. 4934, 4935) ; Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à réduire de 1.344 millions ces subventions (p. 4935, 4936) ; Chap. 503-2 : Subventions aux départements pauvres [28 juillet 1948] (p. 4960) ; Chap. 506 : Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 50 millions les crédits pour les services d'incendie et de secours (p. 4961) ; Chap. 506-6 : Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le laboratoire du feu (p. 4962) ; Chap. 512 : Dépenses de fonctionnement de la gendarmerie (p. 4964) ; Chap. 601 : Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 100 francs les crédits pour secours aux victimes des calamités publiques (p. 4967, 4968) ; FINANCES, Chap. 105 : Indemnités aux membres du Conseil national des assurances [31 juillet 1948] (p. 5168, 5169, 5170) ; — des propositions de résolution tendant à apporter une aide aux victimes des inondations des Alpes, en qualité de Rapporteur [24 juin 1948] (p. 3914, 3915) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes de calamités publiques, en qualité de Rapporteur [7 juillet 1948] (p. 4417, 4418) ; — d'une proposition de loi relative à la résiliation et la révision des contrats passés par les collectivités locales, en qualité de Rapporteur pour avis [28 juillet 1948] (p. 4992) ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement relatif au délai accordé aux collectivités pour la réorganisation de leurs services et à la procédure de réorganisation (p. 4992, 4993) ; Son amendement permettant aux collectivités de choisir entre les éventualités prévues (ibid.) ; Art. 2 : Son amendement accordant une prolongation de quatre mois aux collectivités (p. 4993) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ; Art. 25 : Amendement de M. Barangé tendant à interdire de mettre d'office à la retraite les fonctionnaires invalides [6 août 1948] (p. 5485) ; Art. 52 : Amendement de M. Barangé relatif aux conditions de paiement des pensions (p. 5494) ; Art. 60 : Amendement de M. Barangé tendant à supprimer l'article (p. 5496). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Débat sur le projet de loi concernant le redressement économique [6 août 1948] (p. 5499). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens

pour l'exercice 1948 ; Art. 30 : Son amendement tendant à modifier l'évaluation du mobilier dans les déclarations de succession [20 août 1948] (p. 6065) ; le retire (ibid.) ; Art. 59 : Amendement de M. Bergasse tendant à augmenter les avances à la ville de Marseille (p. 6082) ; Art. 96 : Amendement de M. Burlot tendant à supprimer l'article (p. 6089) ; — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à augmenter de 200 millions l'ouverture de crédits [23 août 1948] (p. 6112, 6113) ; — de la proposition de loi relative aux élections cantonales ; Art. 27 : Prise en charge par l'Etat des frais d'élection [25 août 1948] (p. 6212) ; — du projet de loi relatif à la réparation des dégâts causés par crues et orages, en qualité de Rapporteur [27 août 1948] (p. 6391, 6392) ; — du projet de loi relatif aux frais de mission des maires et adjoints, en qualité de Rapporteur pour avis [17 septembre 1948] (p. 6591) ; — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des secours aux sinistrés de la Martinique, en qualité de Rapporteur [2 décembre 1948] (p. 7357) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur, en qualité de Rapporteur [9 décembre 1948] (p. 7456) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : Discussion générale (Ses observations sur le décret portant réforme fiscale, l'échec de l'impôt sur le revenu, la fraude fiscale, le budget des collectivités locales, la possibilité d'emprunt) [23 décembre 1948] (p. 7876, 7877, 7878) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur, en qualité de Rapporteur [30 décembre 1948] (p. 8126) ; — du projet de loi portant création de subventions spéciales aux collectivités locales pour l'exercice 1948, en qualité de Rapporteur [30 décembre 1948] (p. 8170) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1948, en qualité de Rapporteur [21 janvier 1949] (p. 83) ; — du projet de loi portant relèvement des pensions des sapeurs-pompiers communaux volontaires ; Art. 2 : Son amendement de forme [21 janvier 1949] (p. 90) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur ; Chap. 108 : Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fonctionnaires hors-cadre de l'Administration préfectorale [6 avril 1949]

(p. 2139); Chap. 118 : *Inspection générale de l'Administration* (p. 2142); Chap. 122 : *Personnel de la sûreté nationale* (p. 2143, 2144); Chap. 129 : *Personnel du service « Z » et sapeurs-pompiers* (p. 2150, 2151); Chap. 300 : *Matériel de l'Administration centrale, achat d'immeubles* (p. 2152, 2153); Chap. 309 : *Frais de déplacement de la sûreté nationale* (p. 2153); Chap. 310 : *Frais d'enquête de la sûreté nationale* (p. 2154); Chap. 312 : *Dépenses de transport de la sûreté nationale* (p. 2154); Chap. 500 : *Subventions de l'Etat à la Préfecture de la Seine* (p. 2156, 2157); Chap. 515 : *Participation de l'Intérieur aux dépenses de la gendarmerie* (p. 2160); Chap. 516 : *Subventions aux fonds de progrès social en Algérie* (p. 2161, 2162); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2477); Chap. 326 : *Subvention pour les pistes transahariennes* (p. 2478); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la *Marine marchande* : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les transports dans les îles côtières de l'Atlantique)* [8 avril 1949] (p. 2256, 2257); — des propositions de loi relatives aux loyers, amendées par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis A : *Amendement de M.M. Citerne et Minjot tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* [14 avril 1949] (p. 2465); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : *Son amendement relatif à la circulation entre le continent et les îles du littoral Atlantique* [31 mai 1949] (p. 2997, 2999); *Son sous-amendement relatif aux conditions de transport avec la Corse et les îles littorales* (p. 3000); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la *Fermeture de l'Arsenal maritime de Rochefort* [7 juin 1949] (p. 3177). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9169 : *Demande de rétablissement des crédits pour les immeubles de la sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* [5 juillet 1949] (p. 4202, 4203); — du projet de loi portant statut du personnel des communes, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 novembre 1949] (p. 6005); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 6005); Art. 20 : *Nouvelle*

*réduction de l'article relatif aux conditions de recrutement* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6499); *Son amendement relatif aux règles de recrutement* (p. 6499, 6500); *Son amendement tendant à fixer la liste des diplômes exigés et le programme des concours par analogie avec l'Etat* (p. 6501); Art. 19 : *Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6505); *Son amendement tendant à fixer à 35 ans pour toutes les communes la limite d'âge pour le recrutement* (p. 6524, 6525); *Son amendement tendant à ne fixer aucune limite d'âge dans les communes de moins de 2.500 habitants* (p. 6525); *le retire* (ibid.); Art. 21 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement* (p. 6528, 6529); *Amendement de M. Fagon tendant à faire établir par le comité paritaire national les échelles de traitement* (p. 6530); Art. 21 bis : *Son amendement relatif à la définition de la rémunération du personnel* [2 décembre 1949] (p. 6587); Art. 23 : *Son amendement tendant à rétablir l'article 23 supprimé par la Commission* (p. 6591); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Allouneau tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois analogues de l'Etat* (p. 6591); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 décembre 1949] (p. 7512); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder au Conseil général de la Seine les mêmes facultés qu'aux conseils municipaux pour décider des majorations* (p. 7533, 7534). — Dépose une demande d'interpellation sur le caractère illégal du décret du 15 décembre 1949 autorisant le *Ministre des Finances* à modifier la structure des conseils d'administration des sociétés d'assurances nationalisées [17 janvier 1950] (p. 279). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement et demandant l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* [20 janvier 1950] (p. 400); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 A : *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer l'article relatif au maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* [29 janvier 1950] (p. 754); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements

défectueux ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de renvoi à la Commission* [2 mars 1950] (p. 1621) ; — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 mars 1950] (p. 2699) ; Art. 2 : *Son amendement relatif au supplément spécial de recrutement* (p. 2703, 2704) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir dans un délai de six mois des décrets modifiant la réglementation en vigueur et limitant la hausse des dépenses de personnel* (p. 2712) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services publics en 1950 ; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur* [31 mai 1950] (p. 4030, 4031, 4032, 4033) ; Chap. 100 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration préfectorale, présentée par le Gouvernement* (p. 4069, 4070) ; Chap. 1240 : *Inspection générale de l'administration préfectorale* (p. 4070, 4071) ; Chap. 1280 : *Personnel de la Sûreté nationale (Police féminine)* (p. 4072) ; Chap. 1420 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 4073) ; Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 4074) ; Chap. 3020 : *Amendement de M. Pourtalet tendant à réduire de 8.625.000 francs les crédits pour conseils, comités et commissions (Délimitation des frontières)* (p. 4075, 4076) ; Chap. 3040 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement du personnel des préfectures, présentée par le Gouvernement* (p. 4077) ; Chap. 3070 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais d'élections, présentée par le Gouvernement* (p. 4077) ; Chap. 3080 : *Mécanographie, location de machines* (p. 4078) ; Chap. 3130 : *Demande de rétablissement des crédits pour les transports de la Sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 4079) ; Chap. 3180 : *Demande de rétablissement des crédits pour le service des transmissions de la Sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 4080) ; Chap. 3200 : *Amendement de M. Mont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection civile (Masques à gaz)* (p. 4080, 4081) ; Chap. 3290 : *Demande de rétablissement des crédits pour les travaux neufs de la Sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 4082) ; Chap. 4050 : *Amendement*

*de M. Moch tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour le service des œuvres sociales* (p. 4082) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. L'Huillier tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour subventions à la police municipale de Paris et de la Seine* (p. 4083) ; Chap. 507 : *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir, pour mémoire, le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4095) ; Chap. 5060 : *Amendement de M. Mont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de réparations des édifices culturels des collectivités locales* (p. 4096) ; Chap. 5130 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux dépenses de gendarmerie* (p. 4097) ; Chap. 5160 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux organismes de secours des Algériens résidant en France* (p. 4098) ; Chapitres réservés : *Rendement de la taxe locale* [22 juillet 1950] (p. 5801, 5804, 5805, 5821) ; Chap. 5021 : *Participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des collectivités locales* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6351) ; *Amendement de M. L'Huillier tendant à doter le chapitre de 3.790 millions* (p. 6360) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6362) ; INTÉRIEUR, Art. 3 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxe sur l'affichage et la publicité* [4 août 1950] (p. 6753, 6754) ; *Amendement de M. Hugues tendant à exonérer de la taxe les affiches de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.* (p. 6755) ; *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire le taux pour la durée de l'affiche* (p. 6755) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Diminution de crédits pour l'administration centrale par suite de non création d'emplois* (p. 6757) ; Chap. 5020 : *Réorganisation administrative de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 6759). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget de l'Intérieur*) [31 mai 1950] (p. 4042). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; LOI DES CRÉDITS, Article additionnel : *Amendement de M. Maurice Guérin tendant à prévoir des avenants à la convention entre l'Etat et la S.N.C.F.* [2 août 1950] (p. 6491) ; — du projet de loi instituant

une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6571); — d'une proposition de loi relative à l'extension en Algérie des législations sur les accidents du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République faisant partir l'application de la loi du 31 mai 1950* [4 août 1950] (p. 6748, 6749); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les derniers alinéas de l'article et à éliminer les fonctionnaires du Conseil de surveillance* [29 décembre 1950] (p. 9826); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 janvier 1951] (p. 173, 174); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes* (p. 222); Art. 4 : *Dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> mars 1951* (p. 225); Art. 2 : *Amendement de M. L'Huillier tendant à prévoir des subventions du Gouvernement au Fonds national de péréquation* (p. 227); *Son amendement relatif à la répartition par le fonds de péréquation entre communes riches et pauvres* (p. 227, 228); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur* [6 février 1951] (p. 785, 786, 787, 788); Chap. 1200 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'inspection générale de l'administration, présentée par le Gouvernement* (p. 815); Chap. 1280 : *Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel titulaire de la Sûreté nationale (Dégagement de fonctionnaires)* [13 février 1951] (p. 1060); Chap. 1290 : *Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations au personnel de la Sûreté nationale (Indemnité horaire de nuit à Colmar)* (p. 1063); Chap. 1330 : *Indemnité de résidence* (p. 1063); Chap. 3140 : *Demande de rétablissement des crédits pour les transports de la Sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1081); Chap. 3190 : *Amendement de M. Ginestet tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le service*

*des transmissions* (p. 1082); Chap. 3230 : *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer les crédits pour l'achat de matériel automobile* (p. 1093); Chap. 3240 : *Demande de rétablissement des crédits pour loyer et indemnités de réquisition, présentée par le Gouvernement* (p. 1094); Chap. 3300 : *Demande de rétablissement des crédits pour les travaux neufs de la Sûreté nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1095, 1096); Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour la subvention à la police municipale de Paris et de la Seine, présentée par le Gouvernement* (p. 1104); *Suite du débat* (p. 1105); Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1162, 1163, 1164, 1165); Chap. 5030 : *Amendement de M. Farine tendant à rétablir les crédits de 70 millions pour subventions aux départements pauvres* (p. 1169); Chap. 5040 : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions exceptionnelles (Installation de cabines téléphoniques dans les communes rurales)* (p. 1170); Chap. 5170 : *Subventions pour limitation du prix du pain aux Antilles* [20 février 1951] (p. 1344, 1345); Chap. 6030 : *Amendement de M. Djemad tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de contentieux et de réparations civiles (Activité de la police en Algérie)* [21 février 1951] (p. 1425); Art. 5 : *Son amendement tendant à transférer du budget de l'Intérieur au budget de l'Agriculture la subvention pour le prix du pain aux Antilles* [27 février 1951] (p. 1653, 1654); Art. 6 : *Rattachement du budget de la Préfecture de police au budget de l'Intérieur* (p. 1654); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 avril 1951] (p. 3949, 3950); Chap. 3040 : *Documentation adressée aux communes* (p. 3951); Chap. 5010 : *Amendement de M. L'Huillier tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée pour la subvention à la police municipale de Paris* (p. 3952); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Discussion générale (Vote des subventions aux collectivités locales)* [21 février 1951] (p. 1441); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 3 : *Non prise en considération de la situation des descendants* [21 mars 1951] (p. 2286, 2287); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Prési-

dent de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2289); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1951] (p. 2292); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* (p. 2293, 2294); Art. 2 : *Compensation aux dépens des communes ayant des biens fonciers* (p. 2295); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer*

*le deuxième alinéa prévoyant un régime spécial pour les communes de la Seine* (p. 2296); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2297); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin de liste avec panachage* [21 mars 1951] (p. 2339); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux; Art. 1<sup>er</sup> : *Subventions de l'Etat pour les lotissements défectueux* [11 mai 1951] (p. 5039). = S'excuse de son absence [7 décembre 1950] (p. 8741). — Obtient un congé [7 décembre 1950] (p. 8741).

ASSEMBLÉE  
NATIONALE



## V

**VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude)**, *Député de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

**Dépôts :**

Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances, n° 4413. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux familles des déportés étrangers « non rentrés » le bénéfice du jugement déclaratif de décès prévu par la loi n° 46-855 du 30 avril 1946, n° 6489.

**Interventions :**

Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3596, 3597). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Son amendement tendant à sauvegarder les droits des locataires ayant des intérêts professionnels dans leur logement* [25 août 1948] (p. 6232); Art. 12 bis : *Son amendement tendant à excepter du droit de*

*reprise les locataires professionnels mixtes* (p. 6233); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 6257, 6258); Art. 20 bis : *Augmentation des loyers d'après le prix de base au mètre carré* [26 août 1948] (p. 6284, 6285); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur la crainte d'une nouvelle guerre en France et la volonté de paix du peuple français)* [24 février 1949] (p. 887, 888); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre menée en Indochine)* [3 mars 1949] (p. 1220); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1525). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur le Congrès des partisans de la paix* [12 avril 1949] (p. 2325). — Dépose une demande d'interpellation : sur la limitation du nombre des visas accordés aux délégués au Congrès mondial des partisans de la paix [12 avril 1949] (p. 2417); — sur la profanation des tombes de Dachau [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950 : *Discussion générale* [10 mai 1950] (p. 3483, 3484, 3485); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel*

*des écoles primaires élémentaires (Constructions scolaires à Paris)* [23 juin 1950] (p. 5242, 5243) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Pose la question préalable* [24 octobre 1950] (p. 7104, 7105, 7106, 7107) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement pour les services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire (Région parisienne)* [11 avril 1951] (p. 3096, 3097).

**VALAY (M. Gabriel)**, *Député des Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription)*.

*Ministre de l'Agriculture.*

(Cabinet BIDAUT)

du 2 décembre 1949 au 29 juin 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102) ; [26 janvier 1948] (p. 194) ; [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049) ; [18 janvier 1949] (p. 34) ; [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'un groupement national interprofessionnel des engrais et amendements, n° 1145. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à instituer un contrôle des usagers sur la gestion de la Compagnie française d'irrigation concessionnaire du Canal des Alpes, n° 1497. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. René Simard, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à organiser l'agriculture par la création de fermes-témoins départementales en vue de rechercher les divers prix de revient des principaux produits agricoles pendant la période de pénurie, n° 1883. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 3414. — Le 16 décembre 1948, un rapport

au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. de Baudry d'Asson et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage en vue de régler à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949 le mode de calcul des fermages, n° 5821. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage, en vue de régler à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1949 le mode de calcul des fermages, n° 6044. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date d'application du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 6482. — Le 16 février 1950, un projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 9235. — Le 23 mars 1950, un projet de loi complétant la loi du 14 août 1885 sur la surveillance des étalons, n° 9589. — Le 23 mars 1950, un projet de loi constatant la nullité de l'acte dit « loi du 19 novembre 1941, relative à l'achèvement du barrage de Castillon sur le Verdon », n° 9592. — Le 5 mai 1950, un projet de loi fixant les conditions d'assujettissement au régime agricole des prestations familiales des personnes exerçant, à titre accessoire, une activité professionnelle agricole, n° 9872. — Le 8 juin 1950, un projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, n° 10218. — Le 13 février 1951, une proposition de loi relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 12185. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 12185) de M. Valay relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 13067. — Le 16 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 12185) de M. Valay relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale, n° 13283.



**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6663, 6664); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au premier paragraphe de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 77); — du projet de loi relatif au calcul des allocations familiales; Art. 2 : *Son amendement relatif aux prestations au titre agricole* [6 février 1948] (p. 469); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 5 : *Son amendement tendant à limiter le prélèvement pour les agriculteurs à 70 0/0 de leurs bénéfices* [8 mars 1948] (p. 1550, 1551); — de la proposition de loi tendant à la stabilisation du prix des baux à ferme ; Article unique : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Laurens* [30 avril 1948] (p. 2423); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7237 et suiv.); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Sous-amendement de M. Tanguy Prigent tendant à exonérer aussi les sociétés coopératives agricoles* [23 décembre 1948] (p. 7907); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages, en qualité de *Rapporteur* [27 décembre 1948] (p. 8015, 8016); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Rochet tendant à proroger la loi du 10 juillet 1948* (p. 8018); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à faire préciser la nature des cultures et leur classe* [28 décembre 1948] (p. 8030); *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer la référence à l'année 1939* (p. 8031); *Amendement de M. Rochet tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* (p. 8032); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à tenir compte des améliorations apportées aux fonds quelle que soit leur date* (p. 8033); *Amendement de M. Olmi tendant à préciser le calcul du fermage quand la denrée produite ne figure pas sur la liste retenue par le préfet* (p. 8037); Art. 2 : *Amendement de M.M. Defos du Rau et Tanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du*

*loyer* (p. 8038); *Amendement de M. Defos du Rau tendant à limiter le délai pour demander la révision du bail* (p. 8040); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8332, 8333); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ruffe relatif au nombre des denrées servant de référence pour les baux* (p. 8334); *Amendement de M. Ruffe relatif au rôle des préfets* (ibid.); *Amendement de M. Ruffe tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* (p. 8334); *Amendement de M. Ruffe relatif à l'avis de la commission consultative départementale* (p. 8336); Art. 2 : *Amendement de M. Delcos tendant à ne faire remettre en cause devant les tribunaux paritaires que les baux à entrée en jouissance postérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1949* (p. 8337); Art. 3 : *Amendement de M. Ruffe tendant à reprendre l'article relatif aux prix transitoires des baux à ferme* (p. 8338); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer qu'en 1950 la limitation des charges dues au titre des cotisations et impositions* [10 février 1949] (p. 483, 484); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [11 février 1949] (p. 537); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le septième alinéa* [2 juillet 1949] (p. 4105); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement (*Son ordre du jour de confiance au Gouvernement*) [25 février 1949] (p. 1000); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1164, 1165); Article unique : *Son amendement tendant à prévoir un représentant du Ministre de l'Agriculture dans la sous-commission d'évaluation des bénéfices* [8 mars 1949] (p. 1331); *Amendement de M. Prigent tendant à prévoir un aménagement par le Parlement du décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* (p. 1336); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture; Chap. 519; *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour les activités culturelles de la jeunesse rurale* [12 avril 1949] (p. 2369, 2370); — du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé; *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3977, 3978); — du projet de loi portant aménage-

ments fiscaux; Art 10 quater: *Son sous-amendement tendant à spécifier « présentement »* [20 juillet 1949] (p. 4892, 4893); *Amendement de M. Hugues tendant à soumettre les coopératives aux impôts indirects* (p. 4893, 4894); Art. 10 sexiès: *Son amendement tendant à modifier l'article 234 du décret portant réforme fiscale, relatif aux coopératives agricoles* [21 juillet 1949] (p. 4962, 4963); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 juillet 1949] (p. 5059); — d'une proposition de loi relative au prix du blé; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* [28 juillet 1949] (p. 5465, 5466). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Bidault) [décret du 2 décembre 1949] (*J.O.* du 3 décembre 1949 p. 11622).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative au statut du fermage; Article unique: *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir l'extension de l'ordonnance du 4 décembre 1944 aux départements d'outre-mer* [14 décembre 1949] (p. 6852, 6853); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Moussu tendant à étendre la loi aux professions agricoles* [20 décembre 1949] (p. 7044, 7045); *Amendement de M. Joubert tendant à ne pas soumettre à la loi les exploitations familiales agricoles n'occupant pas plus de deux ouvriers* (p. 7049); Art 31 X du Code du travail: *Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 108); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 24: *Amendement de M. E. Hugues tendant à ne maintenir que 100 postes des services du ravitaillement* [31 décembre 1949] (p. 7686, 7687); — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes: *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 230, 239); [19 janvier 1950] (p. 350, 368, 373); *Ses observations sur l'histoire de la forêt des Landes, les mesures préventives prises contre les incendies, la situation au cours de l'été 1949 et l'écoulement du bois brûlé* [20 janvier 1950] (p. 390, 391, 392, 393, 394, 395); *Ordre du jour de M. Marc Dupuy établissant la responsabilité du Gouvernement et demandant la satis-*

*faction des réclamations des sinistrés* (p. 399); *Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement et demandant la défense préventive de la forêt contre le feu, l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* (p. 400, 401); — des interpellations sur les prix agricoles: *Discussion générale (Ses observations sur la distillation de la betterave)* [24 janvier 1950] (p. 459); *Ses observations sur la détaxe des carburants agricoles, le prix des fromages, le prix de la betterave à sucre et le stockage des produits laitiers* [25 janvier 1950] (p. 496, 497, 502, 503, 507); *Ses observations sur la vente des céréales algériennes et la culture de l'olive* [21 février 1950] (p. 1268, 1286, 1288, 1289); *Ses observations sur les expulsions de fermiers faites dans les Landes par les C.R.S.* [24 février 1950] (p. 1449, 1453); *Ses observations sur l'augmentation de la production agricole, les exportations grandissantes, la menace de crise agricole, la diminution des emblavures depuis 1938, la réglementation de la minoterie, le marché du lait et de la viande, la découverte de débouchés pour la viticulture, l'accord commercial franco-allemand, l'Union douanière franco-italienne, les charges sociales de l'agriculture* (p. 1466, 1467, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473); *Ordres du jour présentés par M M. Jean Masson, Moussu, Waldeck Rochet et Antier* (p. 1486); *Explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* (p. 1493). — Répond à une question de M. Gros relative à l'importation de vins étrangers [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées: *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2644); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE: *Discussion générale* [24 mai 1950] (p. 3848, 3849, 3854, 3856, 3862, 3863, 3866, 3872, 3876, 3877, 3878); *Motion préjudicielle de M. Legendre tendant à ajourner le débat* (p. 3868); Chap. 1000: *Dépôt d'une lettre rectificative* (p. 3885); Chap. 1030: *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'Administration centrale* (p. 3885); Chap. 1100: *Sa demande de rétablissement des crédits pour les indemnités de déplacement dans les territoires d'outre-mer* (p. 3886); Chap. 1150: *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions*

départementales des services agricoles (Economies prévues par la Commission des économies) (p. 3886, 3887); Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Reclassement des ingénieurs des services agricoles) (p. 3887); Direction départementale des services agricoles (p. 3887); Chap. 1170 : Amendement de M. Rincant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction départementale des services agricoles (p. 3888); Chap. 1300 : Amendement de M. Vée tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Institut national de la recherche agronomique (p. 3890); Chap. 1390 : Service de la protection des végétaux (Protocole franco-italien du 7 mars 1950) (p. 3892); Chap. 1450 : Ecole nationale vétérinaire (p. 3892, 3893); Chap. 1560 : Service de la répression des fraudes (p. 3894, 3895); Chap. 1630 : Service des haras (p. 3895); Chap. 1670 : Direction générale du génie rural (p. 3896); Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés pour ce chapitre (p. 3897); Chap. 1730 : Direction des eaux et forêts (Forêt de Gascogne) (p. 3898, 3899); Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Situation des agents forestiers) (p. 3899); Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Statut des agents forestiers d'Alsace-Lorraine) (p. 3900); Chap. 1770 : Personnel ouvrier de la direction des eaux et forêts [25 mai 1950] (p. 3911); Chap. 1780 : Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exploitations en régie (p. 3911); Chap. 1790 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des eaux et forêts (Forêts d'Alsace-Lorraine) (p. 3912); Chap. 1800 : Contrôle de la reconstitution des olivaires (p. 3912); Chap. 1820 : Amendement de M. Durroux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sinistres agricoles (p. 3912); Chap. 3010 : Matériel de l'Administration centrale (p. 3913); Chap. 3020 : Travaux d'entretien (Hôtel de Castries) (p. 3913); Chap. 3022 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la liquidation des services du ravitaillement (p. 3913); Chap. 3030 : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour les frais d'enquêtes et statistiques (p. 3914, 3915); Chap. 3070 : Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant

à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et frais de déplacement (p. 3916); Chap. 3090 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la consommation de fourrages (p. 3916); Chap. 3100 : Achat de matériel automobile (p. 3916, 3917); Chap. 3160 : Entretien des jardins d'essais dans les territoires d'outre-mer (p. 3917, 3918); Chap. 3190 : Ecole nationale d'enseignement agricole (p. 3918); Chap. 3200 : Amendement de M. Baurens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole et horticole (p. 3919); Chap. 3240 : Fonctionnement des commissions paritaires du travail (p. 3920); Chap. 3250 : Amendement de M. Tricart tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Commission consultative départementale des baux ruraux (p. 3921); Chap. 3290 : Amendement de M. Lussy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Ravages de la gelée) (p. 3922, 3923); Chap. 3350 : Amendement de M. Césaire tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la répression des fraudes (Personnel des services de conditionnement dans les territoires d'outre-mer) (p. 3925, 3926); Chap. 3450 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le fonctionnement du comité directeur du machinisme agricole (p. 3931, 3932); Chap. 3510 : Amendement de M. Peumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'entretien des forêts domaniales (Modification du Code forestier) (p. 3932, 3933); Amendement de M. Poulain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Forêt de Hesdin) (p. 3933); Chap. 3530 : Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les forêts domaniales des Landes (p. 3933); Chap. 3550 : Amendement de M. Castera tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly (p. 3934); Amendement de M. Cerclier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Réorganisation de la chasse) (p. 3934); Chap. 3580 : Sa demande de rétablissement des crédits pour l'étude des questions intéressant la production agricole (p. 3934); Chap. 3600 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la commission de surveillance des taureaux et bœliers (p. 3935); Chap. 4050 : Bourses pour les écoles d'agriculture (p. 3536); Chap. 4060 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les œuvres sociales (p. 3936); Chap. 5000 : Participation

de la France aux dépenses d'organismes internationaux (p. 3938, 3939); Chap. 5020 : Sa demande de rétablissement des crédits pour la vulgarisation et l'information éducatives (p. 3940); Chap. 5030 : Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 5 millions les crédits pour congrès, missions et expositions (p. 3940); Chap. 5050 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à transférer les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale aux subventions aux joyers ruraux (p. 3943, 3944, 3945); Chap. 5110 : Subventions à l'association nationale des migrations rurales (p. 3947, 3948); Chap. 5120 : Prophylaxie des maladies contagieuses (p. 3948, 3949); Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Tuberculose bovine) (p. 3950); Chap. 5031 : Continuation du débat (p. 3951); Chap. 5140 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les recherches concernant l'hydraulique agricole (p. 3951); Chap. 5150 : Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (Prix du lait) (p. 3952); Chap. 5160 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement à la sélection animale (Race bovine de Villard-de-Lans) (p. 3953); Chap. 5170 : Amendement de M. Mabrut tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les encouragements aux exploitants agricoles (Stocks de seigle) (p. 3954); Chap. 5230 : Subventions aux aliments du bétail (p. 3955). — Répond à une question de M. Pouyet relative à la déchéance de membres de la chambre d'agriculture de l'Allier [2 juin 1950] (p. 4184). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [29 juin 1950] (p. 5278).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8694); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas dissocier une maison des terrains qui l'entourent* [15 décembre 1950] (p. 9142); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3240 : Amende-

ment de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions paritaires du travail [23 décembre 1950] (p. 9565); Chap. 5130 : *Son amendement tendant à prévoir des prêts des caisses de crédit agricole en faveur des émigrants* [26 décembre 1950] (p. 9628); Chap. 5180 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'encouragement aux exploitants agricoles* [26 janvier 1951] (p. 452); Chap. 5190 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le concours général agricole* (p. 453); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'utilisation de la taxe professionnelle de la production forestière* (p. 479); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Vote par division de l'amendement de M. Defos du Rau* [14 février 1951] (p. 1129); *Dernier alinéa de l'amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation des loyers par référence à des exploitations similaires* (p. 1129); *Ordre de discussion des amendements* (p. 1130); *Son amendement relatif aux baux conclus sans modification du prix du bail* [16 mars 1951] (p. 2027); le retire (ibid.); Art. 7 : *Amendement de M. Roques tendant à supprimer l'expression « prix du bail »* [6 avril 1951] (p. 2801); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2840); *Proposition de M. Delcos de scinder le projet en deux parties* (p. 2841); Art. 8 : *Sous-amendement de M. David tendant à mentionner « dans les conditions réglées par décret »* (p. 2849); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4617); Chap. 5240 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au maïs importé* (p. 4620); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* [6 mai 1951] (p. 4701, 4702); Art. 5 : *Son amendement tendant à augmenter de 4 milliards les crédits pour l'agriculture et l'industrie de l'azote* (p. 4732); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 9 *quater* : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 mai 1951] (p. 5316).

**VALENTINO (M. Paul)**, *Député de la Guadeloupe.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [21 décembre 1946] (p. 202); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la France d'outre-mer [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [29 novembre 1949] (p. 6413); [25 juillet 1950] (p. 5914); [23 janvier 1951] (p. 348); de la commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p.148).

#### Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 383**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *in fine* de la loi du 9 mars 1946, portant amnistie de certaines infractions commises en Algérie à l'occasion des événements des 1<sup>er</sup> et 8 mai 1945, **n° 713**. — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1944 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de baux ruraux, modifiée par la loi du 13 avril 1946, **n° 937**. — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à remplacer les dispositions du chapitre IV du titre III du Code du travail dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion par certaines dispositions de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 938**. — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à autoriser l'institution d'offices publics à la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, pour le raffinage du sucre, la bonification des rhums et tafias, et la traite de ces produits, **n° 939**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à la suppression de la promulgation coloniale dans le département d'outre-mer, **n° 1093**. — Le 27 mars 1947, une

proposition de loi déclarant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion les dispositions de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts du Crédit mutuel agricole aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, **n° 1096**. — Le 29 mars 1947, une proposition de loi tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à établir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence, **n° 1154**. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à établir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence, **n° 1188**. — Le 4 mai 1947, une proposition de loi tendant à introduire l'administration préfectorale dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, et prévoyant des pouvoirs spéciaux pour les préfets de ces départements, **n° 1233**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Jaquet et plusieurs de ses collègues abrogeant l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, **n° 3735**. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi relative au régime législatif des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 3763**. — Le 16 mars 1948, une proposition de loi complétant la loi n° 46-2242 du 16 octobre 1946 portant rajustement des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit, pour son application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 3816**. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, **n° 3828**. — Le 18 mars 1948, une proposition de loi instituant une allocation aux vieux travailleurs des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion qui ne pourraient être immatriculés par les caisses

générales de sécurité sociale prévues par le décret du 17 octobre 1947 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans lesdits départements, n° 3865. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi relative aux rapports des assurés sociaux avec les caisses générales de sécurité sociale instituées dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, prévoyant des ressources pour le fonctionnement de ces caisses et autorisant les conseils généraux de ces départements à y réaliser la généralisation de la sécurité sociale, n° 3946. — Le 15 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention au département de la Guadeloupe pour lui permettre de réparer les effets d'une double catastrophe, n° 4568. — Le 26 juin 1948, une proposition de loi tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière, n° 4735. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de loi tendant à la prorogation provisoire des anciennes banques d'émission de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, n° 4801. — Le 6 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, n° 4874. — Le 30 juillet 1948, une proposition de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du Budget général pour l'exercice 1948 en faveur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (départements créés par la loi du 19 mars 1946), n° 5116. — Le 8 mars 1949, une proposition de loi tendant à rendre effective dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946 l'application de l'ordonnance n° 45-2468 du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n° 6717. — Le 6 avril 1949, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale concernant l'incendie involontaire en forêt, n° 6955. — Le 7 juin 1949, une proposition de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française certaines exemptions fiscales contenues dans la loi du 1<sup>er</sup> sep-

tembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 7368. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux à usage d'habitation ou professionnel dans les départements d'outre-mer, n° 7503. — Le 21 juin 1949, une proposition de loi relative au régime financier des départements créés par la loi du 19 mars 1946, n° 7560. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la promulgation coloniale dans les départements d'outre-mer n° 7927. — Le 27 juillet 1949, une proposition de loi relative à la création de sociétés de caution mutuelle dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane française et de la Réunion et autorisant la Caisse centrale de la France d'outre-mer à accorder des prêts artisanaux, n° 8047. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi étendant le champ d'application de la loi n° 49-489 du 10 avril 1949 portant application aux militaires du régime de sécurité sociale, n° 10071. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant au paiement aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, de la prime instituée par l'arrêté interministériel du 7 février 1950, n° 10924. — Le 26 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat de 200 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu à Pointe-à-Pitre, le 14 janvier 1951, n° 11985.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite : *Pensions servies par la Caisse coloniale des retraites* [31 janvier 1947] (p. 135); — sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; Art. 4 : *Son amendement en vue d'étendre la loi à la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la*

*Réunion* [25 février 1947] (p. 449); — sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à distinguer les cas dans lesquels la résiliation sera de droit* [4 mars 1947] (p. 589); *Son amendement visant les collectivités ayant investi plus des trois cinquièmes de la valeur des biens exploités, soit en concession, soit en régie intéressée* (p. 590); Art. 16 : *Son amendement tendant à l'application par arrêtés locaux des dispositions de la loi à la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion* (p. 603). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2195); Art. 9, 7<sup>e</sup> alinéa : *Son amendement tendant à préciser que la définition du « résistant » n'est valable que pour l'application de la présente loi* [21 juin 1947] (p. 2307); *Détermination des bénéficiaires de l'article 9* (p. 2315); Art. 19 : *Amendement de M. Desjardins tendant à amnistier les condamnés à cinq ans d'indignité nationale ou moins* [7 juillet 1947] (p. 2780); Art. 9 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2787, 2788); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à préciser la définition des formations de résistance* (p. 2788); Art. 32 : *Son amendement tendant à étendre aux territoires d'outre-mer l'application de la loi* (p. 2791). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Cour de cassation; Art. 38 : *Amendement de M. Grimaud tendant à contraindre le greffier à signifier le mémoire du demandeur dans un délai de quinze jours* [30 juin 1947] (p. 2556); Art. 54 : *Amendement de M. Faure tendant à ne pas prévoir le cas de guerre maritime* (p. 2559); Art. 56 : *Amendement de M. Mondon relatif à l'admission provisoire à l'assistance judiciaire* (p. 2559); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Nécessité de l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz dans l'union française* [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2609). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2705, 2706); SECRETARIAT DE LA MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3189, 3191); Chap. 125 : *Services de l'inscription maritime* (p. 3192); Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* (p. 3213, 3214). — Est entendu au

cours de la discussion : sur le vote sans débat d'un projet de loi concernant la revision des nominations et promotions abusives entre le 17 juin 1940 et le 17 août 1945 en Indochine [4 juillet 1947] (p. 2741); — sur le procès-verbal : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur* [8 juillet 1947] (p. 2803, 2804); — sur le projet de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2897, 2898, 2899, 2900). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement concernant les sous-locataires de bonne foi*; [29 juillet 1947] (p. 3650) *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Amendement de M. Minjot concernant les conditions du droit de reprise* (p. 3654); Art. 3 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires en retraite* (p. 3655); — du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 28 : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie et outre-mer* [30 juillet 1947] (p. 3712). — Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3808). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés maritimes : *Discussion générale* [10 août 1947] (p. 4214). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 26 bis : *Son amendement relatif à la perception des impôts dans les départements d'outre-mer* [30 décembre 1947] (p. 6606, 6607); — du projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 254); [29 janvier 1948] (p. 295, 296); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales; Art. 2 : *Son amendement concernant les prestations familiales en faveur des travailleurs des départements d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 471, 472); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer le reclassement dans les départements d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 495, 496); Art. 5 : *Son amendement relatif à l'indemnité de résidence dans les départements d'outre-mer* (p. 509); *le retire* (ibid.); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux ;

*Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Pleven* [12 février 1948] (p. 664). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique gouvernementale dans les nouveaux départements d'outre-mer [5 mars 1948] (p. 1445); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 mars 1948] (p. 1730, 1731, 1732); [8 juin 1948] (p. 3277). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [9 mars 1948] (p. 1615). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 : *Application de la législation financière métropolitaine dans les nouveaux départements* [22 avril 1948] (p. 2179, 2180, 2181); *Son amendement tendant à établir un régime provisoire dans les nouveaux départements* (p. 2182); Art. 27 : *Son amendement relatif à la perception des impôts dans les départements d'outre-mer* [23 avril 1948] (p. 2257, 2258); Art. 53 : *Régime fiscal des poudres et boissons fermentées* [27 avril 1948] (p. 2300, 2301); Art. 64 : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article maintenant un régime fiscal séparé pour les départements d'outre-mer* (p. 2303, 2304, 2305, 2306). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [4 mai 1948] (p. 2505). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les nouveaux départements d'outre-mer : *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2821); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2822); *la retire* (ibid.); *Passage à la discussion des articles* (p. 2824); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 2825); *Ses observations sur l'ensemble de l'article premier* (p. 2830); *Ses observations sur l'ensemble du projet* (p. 2835, 2836); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 144 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services vétérinaires* [25 mai 1948] (p. 2897, 2898); Chap. 151 : *Direction de la répression des fraudes* (p. 2898); Chap. 163 : *Services de l'hydraulique agricole* (p. 2900); Chap. 169 2 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les exploitations en régie* (p. 2904, 2905); Chap. 305 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour indemnités de déplacement* (p. 2906, 2907); Chap. 310-2 : *Reconstitution agricole de certaines régions* (p. 2907); Chap.

313 : *Ecoles d'agriculture* (p. 2908); Chap. 320 : *Apprentissage agricole* (p. 2911); Chap. 517 : *Reconstitution des oliviers* (p. 2921); TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le discours de M. le Ministre de la France d'outre-mer* [8 juin 1948] (p. 3291); PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Assimilation des nouveaux départements d'outre-mer* [26 juin 1948] (p. 4046, 4047, 4049); RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur les rations aux Antilles* [2 août 1948] (p. 5207, 5208); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement aux Antilles* [3 août 1948] (p. 5258, 5259); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Sa demande de renvoi à la Commission* [22 juin 1948] (p. 3807). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille (*Ses observations sur la discussion du budget de la Présidence du Conseil*) [28 juin 1948] (p. 4059). — Dépose une demande d'interpellation sur le démembrement illégal du domaine privé du département de la Guadeloupe [9 juillet 1948] (p. 4571). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance-vieillesse; Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre la loi aux nouveaux départements d'outre-mer* [16 juillet 1948] (p. 4680, 4681, 4682); *Amendement de M. Girard tendant à élever les allocations vieillesse des vieux travailleurs des départements d'outre-mer* (p. 4691, 4692); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5369, 5370); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5373). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique, financière et monétaire du Gouvernement dans les départements d'outre-mer [4 août 1948] (p. 5351). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas réorganiser les entreprises et établissements appartenant aux collectivités locales* [9 août 1948] (p. 5616, 5617); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas modifier les taux des cotisations ouvrières et patronales* [10 août 1948] (p. 5639); *la retire* (ibid.); Art. 5 : *Réforme fiscale* (p. 5647, 5648); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à insérer un article limitant les pouvoirs réglementaires visés à l'article 6* (p. 5668); Art. 7 : *Extension de la compétence du pouvoir réglementaire* (p. 5670);



*Son amendement tendant à excepter les entreprises ayant seulement bénéficié du concours financier de l'Etat* (p. 5674); *Son amendement tendant à excepter les règles de fonctionnement du régime de la Sécurité sociale* (p. 5675, 5676); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif aux paiements entre l'Union française et l'étranger* (p. 5677, 5678); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 31 : *Son amendement tendant à prévoir un régime différent dans les départements d'outre-mer* [13 août 1948] (p. 5774); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 15 : *Son rappel au règlement (Discussion de son amendement)* [20 août 1948] (p. 6053, 6054); Art. 16 septième : *Droits de quai dans les départements d'outre-mer* (p. 6057); Art. 51 bis : *Son amendement tendant à accorder des primes aux cultures vivrières aux Antilles* (p. 6080); *Disjoint en vertu de l'article 48 du règlement* (p. 6080); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour l'exercice 1948 (Subventions); Article unique : *Son amendement tendant à accorder 500 millions de subventions à la Caisse centrale de la France d'outre-mer* [23 août 1948] (p. 6128, 6129); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 août 1948] (p. 6141); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à renouveler les conseils généraux avant le Conseil de la République* (p. 6169); Art. 31 : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif au vote par correspondance des réfugiés* [25 août 1948] (p. 6213); Art. 32 bis : *Amendement de M. Rabier tendant à fixer la date des élections cantonales en Algérie* (p. 6214); Article additionnel : *Amendement de M. de Menthon tendant à renouveler les conseils généraux dans les trois mois avant la réforme de l'organisation départementale* (p. 6216); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 septembre 1948] (p. 6839); Art. 2 : *Renouvellement intégral tous les six ans des conseils généraux* (p. 6841); *Sa demande de renvoi de la discussion* (p. 6842); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6636, 6637, 6638, 6639); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas réaliser d'économies dans les sociétés con-*

*trôlées par l'Etat* (p. 6654). — Est entendu sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence [22 septembre 1948] (p. 6837, 6838). Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs; Article additionnel : *Amendement de M. Girard relatif au taux de l'allocation dans les départements d'outre-mer* [4 février 1949] (p. 355); *Son amendement tendant à prévoir des décrets pour appliquer la loi du 2 novembre 1945 aux départements d'outre-mer* (p. 356); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 5, Etat E : *Son amendement tendant à substituer « mémoire » à « néant »* [15 février 1949] (p. 583). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Extension de l'ordonnance de 1944 instituant des Commissions paritaires pour les baux ruraux aux départements d'outre-mer*) [15 février 1949] (p. 599). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au traitement des fonctionnaires des anciens cadres locaux des nouveaux départements d'outre-mer [18 février 1949] (p. 697). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant la date des élections aux conseils généraux dans les départements d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de renvoi à la Commission* [22 février 1949] (p. 800, 801); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des dispositions de la loi du 10 août 1871* (p. 801); Art. 3 : *Amendement de M. Césaire tendant à supprimer l'article* (p. 802); *Amendement de M. Girard tendant à prévoir un nouveau découpage des circonscriptions* (p. 803). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer*) [29 mars 1949] (p. 1815). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1858); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Girard tendant à modifier la composition du conseil d'administration des caisses de la sécurité sociale* (p. 1859); *Son amendement tendant à prévoir une liste de candidats au conseil d'administration des caisses de la sécurité sociale* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 1860); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 132 : *Traitements des professeurs des lycées et collèges* [1<sup>er</sup> avril

1949] (p. 2015); Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2033); Chap. 355 : *Centres d'apprentissage* (p. 2062); Chap. 394 : *Frais de voyage des professeurs d'outre-mer en congé* (p. 2077); Chap. 408 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 1.000 francs la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 2080); Chap. 539 : *Œuvres postsecondaires; maisons de la culture et associations d'éducation populaire* (p. 2088); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2320, 2321); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3059); — du projet de loi relatif à la législation des loyers dans les départements d'outre-mer; Article unique : *Son amendement relatif à la transmission du droit au maintien dans les lieux* [28 juin 1949] (p. 3810, 3811); — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4031); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4568, 4569, 4570, 4571); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à appliquer le décret du 7 novembre 1879 et à prévoir 36 conseillers généraux pour la Guadeloupe et la Martinique et 15 pour la Guyane* (p. 4575); Art. 2 : *Regroupement des petites communes* (p. 4584); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la réorganisation des justices de paix* (p. 4584, 4582); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la taxe locale dans les départements d'outre-mer* [24 juillet 1949] (p. 5152); Art. 42 bis : *Son amendement analogue* (p. 5156); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 324 : *Matériel des bases aériennes* [28 juillet 1949] (p. 5429); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mlle José Dupuis tendant à supprimer les mots « ou avoir fait acte reconnu de résistance »* [30 juillet 1949] (p. 5632); — du projet de loi

relatif à la réparation des accidents du travail dans les départements d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Application de la loi à titre transitoire*. [30 juillet 1949] (p. 5657); — du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5983, 5984); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux droits de police des préfets des départements d'outre-mer* (p. 5986, 5987); *le retire* (p. 5988); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux, présentée par le Gouvernement* (p. 5988); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6475, 6477). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique et sociale des Antilles [2 décembre 1949] (p. 6595). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative au statut du fermage; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir l'extension de l'ordonnance du 4 décembre 1944 aux départements d'outre-mer* [14 décembre 1949] (p. 6852, 6853); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 7 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à insérer un article nouveau accordant une allocation de 1.000 francs par mois aux vieux travailleurs non salariés des départements d'outre-mer* [14 décembre 1949] (p. 6873); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la taxe sur les véhicules lourds)* [22 décembre 1949] (p. 7182); Art. 44 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le blocage des prix dans les départements d'outre-mer* [27 décembre 1949] (p. 7424); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les articles 8 et 9 dans les départements d'outre-mer* [28 décembre 1949] (p. 7474); Art. 7 : *Son amendement relatif à la perception des impôts dans les départements d'outre-mer au profit des budgets locaux* (p. 7495); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Marcel David portant création de ressources nouvelles* [31 janvier 1950] (p. 819); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 14 : *Son*

*amendement tendant à percevoir les impôts au profit des budgets locaux dans les départements d'outre-mer* [31 décembre 1949] (p. 7658, 7659); *le retire* (p. 7659); Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer de majoration d'impôt dans les départements d'outre-mer* (p. 7659); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Article additionnel : *Amendement de Mlle Archimède tendant à majorer les allocations aux vieux travailleurs d'outre-mer dans la même proportion que dans la métropole* [20 janvier 1950] (p. 435); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Son amendement tendant à prévoir une augmentation de 20 0/0 des allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [26 janvier 1950] (p. 550); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article 16-1 de la loi de finances dans les départements d'outre-mer* [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 864, 865); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance de l'agriculture aux Antilles, le marché du sucre de canne et de la banane)* [24 février 1950] (p. 1477, 1478, 1479). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion du statut des fonctionnaires des départements des territoires d'outre-mer* [31 mars 1950] (p. 2694). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif au supplément spécial de recrutement* [31 mars 1950] (p. 2704, 2705, 2707); *Son amendement relatif au calcul de l'indemnité de résidence dans les départements d'outre-mer* (p. 2708, 2709); Art. 5 : *Son amendement tendant à étendre, à titre transitoire, le régime de la sécurité sociale institué pour les fonctionnaires métropolitains aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer* (p. 2711); Art. 7 : *Amendement de M. Truffaut tendant à prévoir dans un délai de six mois des décrets modifiant la réglementation en vigueur en limitant la hausse des dépenses de personnel* (p. 2712). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la proposition de loi relative à la rémunération des fonctionnaires des territoires d'outre-mer* [16 mai 1950] (p. 3705). — Prend part à la

discussion : d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite des grèves : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3755, 3757); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur les problèmes agricoles aux Antilles)* [24 mai 1950] (p. 3866, 3867); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4030 : *Fonds national de chômage à la Guadeloupe* [5 juin 1950] (p. 4264, 4265); FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur l'organisation financière des départements d'outre-mer)* [15 juin 1950] (p. 4862, 4863, 4864); Chap. 1000 : *Administration centrale (Rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer)* [16 juin 1950] (p. 4890, 4891, 4893); Chap. 1420 : *Personnel départemental de l'Administration des contributions directes* (p. 4897); AVIATION CIVILE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (Ligne d'Air-France aux Antilles)* [20 juin 1950] (p. 5029); *le retire* (ibid.); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1300 : *Ses explications de vote sur le budget de la France d'outre-mer* [22 juillet 1950] (p. 5826); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6751); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre la loi aux invalides des départements des territoires d'outre-mer* [30 mai 1950] (p. 3996, 3997). — Dépose une demande d'interpellation sur la retenue sur les traitements des fonctionnaires des territoires d'outre-mer des journées de grève de mars-avril 1950 [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4100). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majorations familiales de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 3 : *Octroi de la majoration aux travailleurs des territoires d'outre-mer* [31 mai 1950] (p. 4046); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [24 juillet 1950] (p. 5858, 5859); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 49 N : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à l'application de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer*

[2 août 1950] (p. 6450, 6451); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 49 N: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au régime de la sécurité sociale appliqué aux fonctionnaires dans les départements d'outre-mer* [4 août 1950] (p. 6763); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 2: *Son rappel au règlement* [16 décembre 1950] (p. 9234); Article additionnel: *Son amendement tendant à appliquer la majoration des allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 9244, 9245); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 3: *Situation scolaire à la Guadeloupe* [20 décembre 1950] (p. 9369, 9370); Art. 6: *Situation scolaire à la Guadeloupe* (p. 9372); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à majorer de 50 0/0 les allocations familiales dans les territoires d'outre-mer* [30 avril 1951] (p. 4338, 4339, 4340, 4343); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B. AGRICULTURE: *Caisse nationale de crédit agricole pour des prêts dans les territoires d'outre-mer* [6 mai 1951] (p. 4698, 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE: *Amendement de Mlle Archimède tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les territoires d'outre-mer* (p. 4707); Article additionnel: *Son amendement tendant à prévoir des prêts aux artisans par des sociétés de caution mutuelle dans les départements d'outre-mer* (p. 4735); *Son amendement tendant à prévoir 300 millions pour l'équipement rural des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4736); Article additionnel: *Son amendement tendant à créer des sociétés d'économie mixte pour la construction de logements* [9 mai 1951] (p. 4880, 4881); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Article additionnel: *Son amendement tendant à ne pas percevoir ces taxes dans les départements d'outre-mer* [10 mai 1951] (p. 4995); Art. 2: *Son amendement tendant à ne pas étendre aux départements des territoires d'outre-mer l'augmentation de la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 4995); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires: *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la vie aux Antilles)* [11 mai 1951] (p. 5056, 5057); —

du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel: *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur le revenu dans les départements d'outre-mer* [18 mai 1951] (p. 5511); Art. 15: *Son amendement relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires des départements d'outre-mer* (p. 5531); Art. 15 bis: *Son amendement tendant à ne pas percevoir dans les départements d'outre-mer les taxes prévues pour les prestations familiales agricoles* (p. 5533); Article additionnel: *Son amendement tendant à favoriser la construction dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 5543).

**VARENNE (M. Alexandre),** Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39).

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la date de discussion d'une interpellation sur les affaires d'Indochine [6 février 1947] (p. 188). — Dépose une demande d'interpellation sur les affaires d'Indochine et la mise en marche des institutions de l'Union française. (p. 206). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [18 février 1947] (p. 356).

**VÉDRINES (M. Henri),** Député de l'Allier.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre: de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la Presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier, (Allier), [8 juin 1948] (p. 3276).

**Dépôts :**

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la rupture des contrats affermant le domaine thermal de l'Etat à des sociétés privées d'exploitation et à la nationalisation de toutes les ressources thermales appartenant à des sociétés privées, **n° 342**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails rapides sur les lignes de chemin de fer : de Montluçon à Clermont-Ferrand par Nérès-les-Bains, Marcellat et Gouttières, de Moulins à Gannat par la Ferté-Haute-Rive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, de Moulins à Montluçon, **n° 343**. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, **n° 527**. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale complétant et modifiant la législation économique, **n° 921**. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, pour le cas où la récolte prochaine ne permettrait pas de revenir à la liberté de vente du vin, un prix du vin de consommation courante, comportant en faveur des régions de petite culture, où le prix de revient est supérieur au prix de revient national, une majoration destinée à compenser la différence entre ces deux prix, **n° 1404**. — Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant au remboursement immédiat des billets de 5.000 francs déposés par les retraités et les pensionnés civils et militaires, **n° 3464**. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi relative à la nationalisation de la Société « Francolor », **n° 4634**. — Le 24 juin 1948, une proposition de résolution relative aux pouvoirs de la Commission chargée d'enquêter sur la gestion de la Société des éleveurs du Bourbonnais, **n° 4699**. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 30 septembre 1948, le délai de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, **n° 4768**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, une proposition de loi tendant : 1° à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 le délai de souscription à l'emprunt libératoire institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948; 2° à modifier

l'article 7 de la loi du 12 mars 1948 sur le prélèvement exceptionnel, **n° 4807**. — Le 17 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter sa décision de fermeture des mines de schiste bitumineux et de l'usine de fabrication d'huile de schiste de Saint-Hilaire (Allier), **n° 5855**. — Le 20 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter le décret du 15 juin 1938 et portant à 300.000 francs la part du cheptel mort et vif au-dessous de laquelle les métayers sont assurés sociaux obligatoires, **n° 7925**. — Le 29 mars 1950, une proposition de loi tendant à maintenir le prix du gaz à son taux actuel : 1° en faisant supporter par l'Etat les indemnités pour charges extracontractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, et réclamées aux villes et aux communes par Gaz de France ou diverses sociétés gazières; 2° en prenant des mesures économiques et techniques permettant de supprimer le déficit financier de l'exploitation et de la distribution du gaz, **n° 9669**. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la société des Eleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), **n° 10062**. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Saint-Désiré, Doyet, Chamblet, Ygrande et diverses autres localités du département de l'Allier, **n° 10083**. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la fermeture des mines de Bert-Montcombroux (Allier) et à continuer les travaux de la centrale thermique, **n° 10085**. — Le 27 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Biscarlet et plusieurs de ses collègues tendant à empêcher toute fermeture de mines, dans les houillères nationales ou privées ou d'usines métallurgiques sans que la décision ait été préalablement soumise au Parlement, **n° 10784**. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la reprise immédiate de l'exploitation des mines de Bert-Montcombroux, de Buxières-les Mines et de Commeny (Allier), **n° 11437**. — Le 5 janvier 1951, une proposi-

tion de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires, pour le maintien en activité, sans licenciement de main-d'œuvre, ni chômage partiel, et pour le développement, conformément aux prévisions initiales du plan de modernisation, et d'équipement, des industries sidérurgiques et métallurgiques du Centre et notamment des aciéries et usines métallurgiques de Montluçon et de Commentry, n° 11878. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues (n° 10085) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la fermeture des mines de Bert-Montcombroux (Allier) et à continuer les travaux de la centrale thermique; 2° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues (n° 11437) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la reprise immédiate de l'exploitation des mines de Bert-Montcombroux; de Buxières-les-Mines et de Commentry (Allier), n° 13041.

### Interventions :

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du territoire de l'Oubangui-Chari (Collège des autochtones) [19 décembre 1946] (p. 178). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Rapporteur* [14 février 1947] (p. 324 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Deshors tendant à éviter aux producteurs agricoles les peines frappant la rétention de stock* (p. 331); Art. 11 : *Amendement de M. René Pleven tendant à faire désigner un gérant aux entreprises fermées pour sanctions économiques* (p. 339); sur ce même projet en deuxième lecture [20 mars 1947] (p. 964); Art. 1<sup>er</sup> : *Dérogations à la loi accordées par le Ministre de l'Economie nationale et le Ministre compétent* (ibid.); Art. 5 bis : *Echelle des peines et possibilité du sursis* (p. 965); Art. 10 : *Tenue d'une comptabilité matière par toute entreprise soumise à la cédule des B.I.C.* (p. 966); Art. 11 bis : *Déduction des pertes d'exploitation du montant des amendes* (p. 969, 970). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Prend part à la discussion : des interpellations

relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1646, 1647); — de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947]; (p. 2263, 2264); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 102 : *Son amendement tendant à réduire les crédits des services extérieurs de 100.000 francs* [10 juillet 1947] (p. 2933); *le retire* (ibid.); Chap. 108 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les crédits pour l'information à l'étranger* (p. 2935); RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le matériel d'exploitation et d'essai* [16 juillet 1947] (p. 3052); *le retire* (ibid.). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative : *Fonctionnement de la Commission* [24 juillet 1947] (p. 3486). — Dépose une demande d'interpellation : sur les poursuites engagées contre des journaux en violation des lois républicaines [15 janvier 1948] (p. 177); — sur l'emploi de forces de police contre une paisible manifestation paysanne à Moulins le 18 janvier 1948 [26 janvier 1948] (p. 202). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Amendement de Mme Schell tendant à exonérer sinistrés, spoliés et expulsés* [7 mars 1948] (p. 1502, 1503); Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles* (p. 1517); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Sa motion préjudicielle concernant les grèves de Clermont-Ferrand* [16 juin 1948] (p. 3572, 3573); *Ses explications de vote sur la motion préjudicielle* (p. 3576, 3577); — de la proposition de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et l'emprunt libérateur : *Discussion d'urgence* [30 juin 1948] (p. 4210); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, ANCIENS COMBATTANTS; Chap. 100 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Droits des prisonniers)* [6 août 1948] (p. 5427); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 2 : *Son amendement tendant à réorganiser les entreprises nationales dans le*

cadre des lois de nationalisation [9 août 1948] (p. 5616); Son amendement tendant à interdire les apports de capitaux étrangers dans ces entreprises (p. 5617); Son amendement tendant à interdire les modifications du statut du personnel (p. 5618); Art. 7 : Amendement de M. Fievez relatif aux attributions des comités d'entreprises (p. 5673); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 3 : Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour le fonds de modernisation et d'équipement [23 décembre 1948] (p. 7951, 7952, 7953); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France; Article additionnel : Amendement de M. Pleven tendant à insérer un article relatif à la réduction du déficit du Gaz de France [30 décembre 1948] (p. 8178, 8179); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : Contre-projet de M. Aubry tendant à relever ces pensions [12 avril 1949] (p. 2388, 2389); Discussion générale (p. 2393); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : Discussion générale [18 mai 1949] (p. 2584, 2585), [19 mai 1949] (p. 2658); Chap. 100 : Traitements du personnel (Solde due aux prisonniers de guerre) (p. 2674); Amendement de M. Mouton tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le traitement du personnel (Observations sur le pécule des prisonniers de guerre) (p. 2678); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, en qualité de Rapporteur pour avis [23 mai 1949] (p. 2822); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre — Paris; Art. 5 : Son amendement tendant à interdire la participation de capital étrangère [12 juillet 1949] (p. 4669, 4670); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4674). — Dépose une demande d'interpellation : au sujet des revendications des combattants prisonniers de guerre [13 octobre 1949] (p. 5765); — au sujet des revendications des combattants anciens prisonniers de guerre [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : Son amendement tendant à augmenter de 1370 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunications [26 décembre 1949] (p. 7265, 7266, 7267); Son amendement tendant

à réduire de 4 milliards les subventions au charbon (p. 7279, 7280); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 43 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux prêts du fonds de modernisation et d'équipement [29 janvier 1950] (p. 787); Son amendement tendant à limiter le contrôle aux prêts faits à des entreprises privées (p. 787, 788). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions scandaleuses dans lesquelles 300 ouvriers ont été gazés au chantier de désobusage du bois de Chapeau [16 février 1950] (p. 1124). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Prunteau tendant à punir de réclusion les auteurs des actes contraires aux principes de la Constitution [3 mars 1950] (p. 1802); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à supprimer les cinq premiers articles en abrogeant le relèvement de la taxe sur les transporteurs routiers [17 mars 1950] (p. 2153, 2154); Son amendement tendant à détaxer les artisans qui ne sont pas entrepreneurs de transports (p. 2156); Son amendement tendant à éronérer les véhicules ayant une charge utile inférieure à 2 tonnes (p. 2157); Amendement de M. J.-P. David tendant à surtaxer les véhicules ayant une charge utile supérieure à 2 tonnes (p. 2158); Art. 2 : Amendement de M. J.-P. David tendant à ne pas fractionner les paiements de cet impôt inférieurs à 10.000 francs (p. 2160); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : Discussion générale [26 avril 1950] (p. 2892); Art. 2 : Investissements prévus pour le Gaz de France (p. 2897, 2898); Son amendement tendant à poursuivre jusqu'à achèvement les travaux en cours (p. 2908); Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Gaz de France (p. 2917); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : Politique charbonnière du Gouvernement (Houillères du Centre) [5 décembre 1950] (p. 8633, 8636); Chap. 5030 : Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le centre de documentation de l'O.E.C.E. (p. 8644); AGRICULTURE, Chap. 3080 : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés

pour frais de déplacement, de missions [23 décembre 1950] (p. 9556, 9557); Chap. 3320 : *Prêts aux victimes des calamités agricoles* (p. 9587, 9589).

**VÉE (M. Gérard.)**, *Député de l'Yonne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [21 décembre 1946] (p. 202), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires étrangères [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission du ravitaillement [11 mars 1947] (p. 796); [26 janvier 1948] (p. 195). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'agriculture (*J. O.* du 20 janvier 1949, p. 782). (*J. O.* du 19 janvier 1950, p. 716); (*J. O.* du 25 janvier 1951, p. 881). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison de ce vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) Session du 7 décembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin, depuis le 20 juin 1940 jusqu'à ce jour, **n° 252**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des droits de garde les porteurs d'emprunts étrangers ne donnant pas lieu à paiement, **n° 329**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le rajustement des indemnités de réquisition au bénéfice de certaines catégories de prioritaires, **n° 330**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la parité de taux entre l'allocation d'assistance prévue

par la loi du 14 juillet 1905 et la retraite des vieux, **n° 573**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les travailleurs agricoles d'une protection sociale égale à celle des autres travailleurs dans le cadre d'un régime adapté à leurs conditions de vie, **n° 574**. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer au sein des offices départementaux la juste représentation de la petite et moyenne culture, **n° 1178**. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer des commissions cantonales chargées d'examiner et de statuer sur les demandes d'allocation temporaire et à modifier les taux prévus à l'article 3 du décret 47-451 du 13 mars 1947 concernant l'allocation temporaire aux vieux travailleurs, **n° 1332**. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, **n° 1519**. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier la composition du Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales, à lui conférer les attributions antérieurement dévolues au Conseil central de l'Office du blé pour la fixation du prix du blé et à étendre ses attributions à la fixation du prix des céréales secondaires, **n° 1578**. — Le 19 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de l'Yonne, victimes des orages du mois d'août, **n° 2446**. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi concernant les jardins ouvriers, **n° 2574**. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics, jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, **n° 3357**. — Le 19 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déterminer les conditions dans lesquelles l'Administration des contributions directes sera appelée à taxer d'office dans le courant de l'année 1948, les contribuables qui, pour des raisons diverses, n'auraient pu être cités devant les comités de confiscation des profits illicites avant la cessa-



tion d'activité de ceux-ci, n° 4237. — Le 8 juin 1948, un rapport au nom de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production, la livraison et la répartition du vin, n° 4485. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Ninne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence en vue de fournir aux producteurs agricoles de la Réunion, du maïs de semence, n° 4673. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, n° 4939. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des exonérations de cotisation aux allocations familiales les veuves cultivant une petite exploitation agricole, n° 6243. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le ravitaillement des populations des départements créés par la loi du 19 mars 1946 par des mesures destinées à encourager la culture vivrière, n° 6364. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les permissions agricoles à l'occasion des travaux de printemps, aux jeunes soldats agriculteurs n'ayant pu bénéficier de cette permission en automne dernier, n° 6493. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre aux boulangers la liberté de choisir leurs meuniers, n° 7348. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander au titre des réparations ou à prélever sur les sommes revenant à l'Etat français au titre des réparations et versées par l'Agence interalliée des réparations, les sommes nécessaires au remboursement de marks de camp et au paiement du pécule des prisonniers de guerre, n° 7439. — Le 21 juin 1949, une proposition de loi tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé, n° 7554. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les proposition de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le décret du 22 mars 1947 portant fixation du prix du blé par l'institution d'un prix différentiel en faveur

des petits et moyens producteurs; 2° de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé, n° 7896. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi étendant à la pisciculture les dispositions de l'article 11 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 8725. — Le 23 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur pour la campagne 1950-1951 les dispositions instituant une prime mensuelle de conservation et la taxe permanente dégressive destinée au financement de la résorption des excédents de blé, n° 10018. — Le 8 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'appellation des Chambres de commerce, n° 10211. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale modifiée par la loi du 12 juillet 1941, n° 10599. — Le 20 juillet 1950, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, n° 10659. — Le 21 juillet 1950, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. Le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49); II. Les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 10707. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles, n° 11150. — Le 28 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécu-

rité sociale aux grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, n° 11785. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à assimiler la profession d'aviculteur à la profession agricole en matière fiscale, n° 12434. — Le 19 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier la constitution et les attributions du Conseil central de l'Office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain, n° 12560. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 4400) tendant à modifier la composition du Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales (O. N. I. C.) et à lui conférer les attributions prévues antérieurement par la loi du 15 août 1936; 2° de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues (n° 12560) tendant à modifier la constitution et les attributions du Conseil central de l'Office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain, n° 13075. — Le 15 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 10599) de M. Gérard Vée et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale, modifiée par la loi du 12 juillet 1941, n° 13281.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 31 : *Son amendement relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 décembre 1946] (p. 245); *le retire* (ibid); Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* (p. 268). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin : *Son amendement ayant pour but d'étendre les attributions de cette Commission d'enquête* [7 février 1947] (p. 224). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au problème du blé [21 mars 1947] (p. 1007); — des interpellations relatives au problème du blé; du pain et de la viande (*blé*) [16 mai 1947]

(p. 1615 à 1620); — de la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [22 mai 1947] (p. 1720, 1721); Art. 2 : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Pleven, de l'article relatif aux primes* [5 juin 1947] (p. 1938); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier et de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1956); Art. 4 : *Son amendement tendant à ce que le taux de la prime soit fixé dans les mêmes conditions que le prix du blé* (p. 1961); Art. 5 : *Son amendement tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* [6 juin 1947] (p. 1961, 1963); Art. 4 : *Rôle des comités départementaux des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2818); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 319 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques* [12 juin 1947] (p. 2055); Chap. 362 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les conseils agricoles départementaux* (p. 2065); *le retire* (p. 2066). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Indemnités pour charges de famille*) [8 juillet 1947] (p. 2832); — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de l'importance des affaires traitées dans le nombre des voix attribuées aux coopératives* [30 juillet 1947] (p. 3710); — d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 10 nouveau : *Application de la loi en Algérie par règlement d'administration publique* [30 juillet 1947] (p. 3721); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du ravitaillement* [28 août 1947] (p. 4756, 4760); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurents tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6124, 6125, 6128); *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* (p. 6133). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au calcul des prestations fami-

liales; Art. 2 : *Son sous-amendement relatif aux prestations familiales agricoles* [6 février 1948] (p. 470); — Dépose une demande d'interpellation sur le ravitaillement en pain [12 février 1948] (p. 682). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1253); — du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'au moins 25.000 francs* [30 avril 1948] (p. 2445); — de propositions de loi relatives au cumul des exploitations agricoles : *Ses explications de vote sur la demande de renvoi au Conseil économique* [25 mai 1948] (p. 2930); *Demande de M. Sourbet de renvoi à la Commission* (p. 2931); — de propositions de loi relatives à la révision des zones de salaires : *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4080); — de la proposition de résolution tendant à étendre aux travailleurs agricoles la prime de 2.500 francs; Article unique : *Son amendement additionnel relatif au cas des salariés nourris* [16 septembre 1948] (p. 6571, 6572, 6574); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Lenormand tendant à interdire la réunion d'exploitations agricoles* [16 décembre 1948] (p. 7650); *Amendement de M. Halbout tendant à faire fixer par les préjets avant 1949 les surfaces minima au-dessus desquelles le cumul pourra être annulé* (p. 7652); *Son sous-amendement tendant à substituer 1950 à 1949* (ibid.); *Sous-amendement de M. Laurens tendant à faire dépendre la décision préfectorale de l'avis de la Commission consultative* (p. 7654); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [17 décembre 1948] (p. 7682); — d'une proposition de loi relative au mode de calcul des fermages : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1948] (p. 8042); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 février 1949] (p. 536); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Rochet et Valay* [25 février 1949] (p. 1002); — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Urgence* [28 juillet

1949] (p. 5392); En qualité de *Rapporteur* (p. 5399, 5441, 5442, 5443, 5444, 5445); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lalle tendant à supprimer l'article* (p. 5463, 5465); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1<sup>er</sup>, Art. 31 X du Code du travail : *Son amendement tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 106, 107). — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'écoulement des surplus de blé, l'organisation de la profession meunière)* [24 février 1950] (p. 1462, 1463, 1464); — des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin, en qualité de *Rapporteur (Ses observations sur la production de vin en France et en Afrique du Nord, les stocks de vin existant en 1945, la ration distribuée par les services du ravitaillement, les fraudes signalées par M. Farge et les transports de vin d'Algérie en France)* [29 mars 1950] (p. 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580); *Amendement de M. Citerne à la proposition de résolution tendant à envoyer devant la Haute Cour de justice M.M. Pineau, Moch et Gouin* (p. 2616, 2617, 2618); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique* [24 mai 1950] (p. 3890); le retire (ibid.); FINANCES, Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'imprimés (Recue professionnelle privée de Nancy)* [16 juin 1950] (p. 4901); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5651, 5652); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6065, 6066); Art. 2 : *Amendement de M. Rochet tendant à instituer un prix différentiel selon le prix de revient* (p. 6071); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 août 1950] (p. 6681); *Contre-projet de M. Paumier diminuant de 50 0/0 les taxes sur les carburants agricoles* (p. 6683); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à spécifier que la ristourne est annuelle*

(p. 6685); *Son amendement tendant à étendre la ristourne à l'essence consommée par des moteurs fixes* (p. 6685, 6686); *le retire* (p. 6686); *Ristourne en faveur du carburant utilisé par les moteurs fixes* (p. 6687); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article facilitant l'achat de tracteurs français neufs* (p. 6687, 6688); Art. 4 : *Amendement de M. L. Lambert tendant à payer la ristourne tous les trois mois* (p. 6688). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix du blé en 1950 [17 octobre 1950] (p. 6920); la développe (*Ses observations sur le prix du blé, frais et marges des intermédiaires*) [7 décembre 1950] (p. 8783, 8784, 8785); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Moussu* [8 décembre 1950] (p. 8861). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 novembre 1950] (p. 8252, 8253); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à mettre l'allocation à la charge de la caisse dont relevait l'activité principale de l'intéressé* [6 décembre 1950] (p. 8687, 8688); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* (p. 8693); *Son amendement tendant à fixer à 500 francs le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas due* (p. 8709); Art. 13 : *Son amendement tendant à fixer la participation de la collectivité à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* (p. 8712, 8713, 8716); *Demande de vote sur l'article, présentée par la Commission* (p. 8721); Art. 34 : *Son amendement tendant à reporter de six mois la mise en application de la loi* (p. 8724); Art. 13 : *Nouveau mode de financement de la loi* [13 décembre 1950] (p. 9019); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour la subvention au Centre national de cinématographie* [7 décembre 1950] (p. 8748, 8749); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder l'aide de l'Etat à toutes les demandes d'aide temporaire de producteurs de cinéma* (p. 8749, 8750); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'application du salaire minimum garanti* [17 mai 1951] (p. 5277). = S'excuse

de son absence [27 novembre 1947] (p. 5147). — Obtient un congé [27 novembre 1947] (p. 5147).

**VENDROUX (M. Jacques)**, Député du Pas-de-Calais (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1949] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité nationale [17 décembre 1947] (p. 103); de la Commission des affaires étrangères [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la presse [11 février 1947] (p. 276); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions, [2 mai 1950] (p. 3106). — Est nommé : secrétaire de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [*J.O.* du 2 juin 1950 p. 5999]; membre de la Commission des pensions [20 février 1951] (p. 1338). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est appelé à remplir les fonctions de juré près la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 14 février 1947 une proposition de loi tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, **n° 560**. — Le 13 juin 1947 une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-1065 du 16 mai 1946 sur les comités d'entreprise, **n° 1699**. — Le 17 juin 1947 une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2718 du 2 novembre 1945 qui étend aux militaires des F.F.I. les avantages accordés aux anciens prisonniers de guerre et anciens déportés, **n° 1721**. — Le 19 juin 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'octroi d'une aide financière en faveur des exploitants ayant remis en

culture des terres minées ou bouleversées, ainsi qu'un régime d'allocations exceptionnelles d'engrais chimiques pour la reconstitution de leur potentiel cultural, **n° 1753**. — Le 15 juillet 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une réduction du tarif des chemins de fer (voyageurs) en faveur des jeunes gens en cours d'études qui sont en mesure de justifier de l'insuffisance de leurs ressources, **n° 2015**. — Le 29 janvier 1948 une proposition de loi tendant à interdire la nomination de membres du Parlement à des emplois civils ou militaires relevant du pouvoir exécutif, **n° 3181**. — Le 30 janvier 1948 une proposition de loi tendant à préciser les modalités d'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, **n° 3199**. — Le 19 février 1948 un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre, **n° 3467**. — Le 4 mai 1948 un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention créant la Commission du Pacifique-Sud, **n° 4142**. — Le 29 décembre 1948 une proposition de loi tendant à faire participer les sénateurs, membres du Conseil de la République, au jury de la Haute-Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, **n° 5962**. — Le 20 janvier 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer officiellement la date du premier tour de scrutin des élections cantonales prévues par la loi n° 48-1480 du 25 septembre 1948, **n° 6092**. — Le 20 janvier 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les règles assurant la rémunération des travaux supplémentaires effectués par les agents des contributions indirectes pour le compte des collectivités locales, **n° 6094**. — Le 17 mai 1949 une proposition de résolution tendant à modifier l'article 94 du Règlement de l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de conversion automatique des questions écrites en questions orales, **n° 7129**. — Le 3 juin 1949 un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord culturel conclu entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la Sarre le 15 décembre 1948,

**n° 7357**. — Le 13 octobre 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au Syndicat des digues et dunes du Calaisis un crédit de 590.000 francs, au titre de secours aux victimes des calamités publiques, **n° 8147**. — Le 13 octobre 1949 une proposition de loi tendant à renforcer la réglementation des baignades collectives, **n° 8149**. — Le 25 avril 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de l'amnistie aux cultivateurs qui ont été frappés d'amendes administratives en vertu des lois et décrets réglementant la livraison et la collecte des produits agricoles et l'ensemencement des céréales, **n° 9744**. — Le 30 juin 1950 une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des Comités d'entreprise, **n° 10499**. — Le 11 juillet 1950 un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 3 mars 1950 entre la France et la Sarre, **n° 10550**. — Le 28 juillet 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la disproportion entre les indemnités allouées aux sinistrés par faits de guerre et celles versées aux prestataires de réquisitions, ainsi qu'à tenter de réaliser une parité dans les indemnités allouées à ces deux catégories de dépossédés, **n° 10799**. — Le 23 novembre 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer totalement ou, en tout cas, à fixer à des taux très réduits, les droits de mutations à percevoir sur la valeur des biens acquis par des sinistrés, **n° 11409**. — Le 7 décembre 1950 une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> mai 1924 portant modification de certaines dispositions de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, **n° 11539**. — Le 21 décembre 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à frapper d'une taxe spéciale la revente immédiate des automobiles sorties d'usine, **n° 11722**. — Le 13 février 1951 une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 3 de la Constitution de façon à rendre possible un referendum sur le mode de scrutin par lequel le peuple désire élire ses représentants, **n° 12162**. — Le 6 mars 1951 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à subordonner à son autorisation une opération en cours de discussion

avec l'Etat de Minas (Brésil) au règlement du litige concernant la Banque hypothécaire et agricole de l'Etat de Minas, et des autres dettes de cet Etat à l'égard des épargnants français, n° 12424. — Le 13 avril 1951 une proposition de loi tendant à instituer le vote par procuration en faveur des électeurs que leurs obligations militaires tiennent éloignés du lieu de leur domicile légal, n° 12835.

### Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Robert Bichet sur la distribution des journaux; Art. 11 : *Amendement de M. Lucien Dutard tendant à ce que 25 0/0 des excédents distribuables soient versés au comité d'entreprise* [27 mars 1947] (p. 1162); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Conditions et date d'exigibilité du prélèvement* [22 décembre 1947] (p. 6148); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Création d'un impôt exceptionnel; Ses explications de vote* [31 décembre 1947] (p. 6673); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 *ter* : *Son amendement tendant à étendre les avantages prévus aux détenteurs d'un récépissé d'un dossier de dommages de guerre* [3 janvier 1948] (p. 43); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr.; Art. 2 : *Amendement de M. Bruyvel permettant d'utiliser ces billets en paiement de dettes envers l'Etat* [29 janvier 1948] (p. 288); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre, en qualité de *Rapporteur* [26 février 1948] (p. 1149, 1150, 1151); Art. 2 : *Amendement de M. Wasmer créant un greffe à Saarbrück* [27 février 1948] (p. 1176); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 16 *bis* : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux déportés et internés de 1914-1918* [4 mars 1948] (p. 1319); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Son amendement tendant à limiter le prélèvement aux deux tiers du bénéfice net* [8 mars 1948] (p. 1548); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ratification de la convention créant la Commission du Pacifique Sud, en qualité de *Rapporteur* [4 mai 1948] (p. 2510); — du projet de loi instituant une caisse de compensation

des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers; Art. 2 : *Son amendement tendant à exclure le Pas-de-Calais du ressort de cette caisse* [30 juin 1948] (p. 4175, 4176). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés de reconstruction dans la région de Boulogne-sur-Mer, par suite de la carence du Ministère de la Reconstruction [10 mars 1949] (p. 1530). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Contre-projet de M. Guy Petit tendant à dégrever les contribuables ayant subi des majorations de patente en 1949* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4011); *Son amendement tendant à ne pas mettre à la charge des collectivités locales les frais résultant de la modification des rôles* (p. 4026); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la Sarre)* [24 novembre 1949] (p. 6259, 6260, 6261). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations de M. le Ministre des Affaires étrangères au cours de son voyage en Allemagne [20 janvier 1950] (p. 418). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 2 : *Règlement d'administration publique pour l'application de la loi* [28 février 1950] (p. 1532); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2000, 2001, 2002); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5956, 5957). — Dépose une demande d'interpellation sur la ratification des conventions signées avec la Sarre depuis cinq mois [4 août 1950] (p. 6772). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de M. Naegelen Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7076, 7077); — du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois, en qualité de *Rapporteur* [20 octobre 1950] (p. 7079, 7080, 7081). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance de la répartition intérieure de charbon gras et flambant [27 oc-

tobre 1950] (p. 7315). Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [7 novembre 1950] (p. 7532). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7724, 7725, 7726); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (Importation de charbon américain et allemand)* [7 décembre 1950] (p. 8752); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'application du plan Schuman* [5 avril 1951] (p. 2732, 2733). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 873). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Bichet tendant à suspendre le débat et à prévoir un referendum sur ce sujet* [22 février 1951] (p. 1485, 1487). — S'excuse de son absence [15 juillet 1947] (p. 3016). — Obtient un congé [15 juillet 1947] (p. 3016).

**VERGÈS (M. Raymond)**, *Député de la Réunion.*

Son élection est validée [25 janvier 1949] (p. 113). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [21 janvier 1947] (p. 327), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

**Dépôts :**

Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et

de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à supprimer de la liste des locaux inoccupés, les maisons de campagne appartenant aux chefs de familles nombreuses et habitées par leurs enfants durant les vacances scolaires, n° 3839. — Le 21 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11924) de M. de Lepervanche et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 et à maintenir l'organisme autonome du chemin de fer et du port de la Réunion dit « C. P. R. », n° 12933.

**Interventions :**

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi classant comme départements français la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2895); — sur une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des secours aux victimes du cyclone de la Réunion [30 janvier 1948] (p. 324, 325); — sur une proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse; Art. 3 : *Amendement de M. Girard tendant à élever les allocations aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer* [16 juillet 1948] (p. 4692); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 601 : *Secours aux victimes des calamités publiques* [28 juillet 1948] (p. 4966, 4967); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5002 : *Lutte contre le paludisme en Corse* [29 juillet 1948] (p. 5058, 5059); FINANCES, Chap. 358 : *Indemnités pour difficultés d'existence (Sort des fonctionnaires de la Réunion)* [31 juillet 1948] (p. 5177, 5178); EDUCATION NATIONALE, Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* [4 août 1948] (p. 5322); Art. 17 : *Amendement de M. Girard tendant à ajouter un alinéa relatif aux fonctionnaires d'outre-mer* [6 août 1948] (p. 5462). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Discussion générale* [25 janvier 1949] (p. 110, 111). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de la loi du 19 mars 1946 portant érection en départements de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane [1<sup>er</sup> fé-

vrier 1949] (p. 280). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au découpage des circonscriptions électorales des départements d'outre mer : *Urgence* [30 juin 1949] (p. 3950); *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4572, 4573); Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des cantons de la Réunion* (p. 4581); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4146, 4147); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4690, 4691); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste dans les départements d'outre-mer* [21 mars 1951] (p. 2327); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION**. Chap. 1260 : *Envoi de personnel dans les territoires d'outre-mer* [4 mai 1951] (p. 4529); *Lutte anti-tuberculeuse à la Réunion* (p. 4569).

**VERMEERSCH (Mme Jeannette)**, *Député de de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

#### Dépôts :

Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles de la loi du 22 août 1946, relatifs aux conditions d'attribution des allocations maternité, **n° 1662**. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'attribution d'une carte de pain supplémentaire aux familles de 3 et 4 enfants et à attribuer un supplément de pain aux familles de 2 enfants,

**n° 3964**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs au personnel des services domestiques (gens de maison), **n° 8331**. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article premier de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », **n° 9284**. — Le 12 avril 1951, une proposition de loi tendant à majorer de 50 0/0 pour le mois d'avril 1951 les prestations familiales, **n° 12789**.

#### Interventions :

Est entendue sur une communication du Gouvernement sur la situation sociale [6 décembre 1947] (p. 5538, 5539). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur l'exploitation coloniale en Indochine et en Afrique, les atrocités commises par les troupes françaises et la volonté de guerre des pays impérialistes et colonialistes)* [27 janvier 1950] (p. 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 625). — Dépose une demande d'interpellation : sur les poursuites engagées contre 24 femmes de France qui avaient voté pour la paix [14 juin 1950] (p. 4752). — sur l'emprisonnement de Françaises qui luttèrent pour la paix [19 juillet 1950] (p. 5607).

**VERNEYRAS (M. Paul)**, *Député de la Seine (3<sup>e</sup> circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication et des transports [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [28 février 1950] (p. 1524); de la Commission nationale de la presse et d'information instituée par l'article 20 de la loi du 11 mai 1946 [28 janvier 1947] (p. 40). — Est appelé à



figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

### Dépôts :

Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1940 portant résorption du personnel en excédent de la S. T. C. R. P., n° 3613. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 14 du Règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant la télévision à l'examen, pour le fond, de la Commission de la presse, n° 5926. — Le 19 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'Université de Paris une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne ; 2<sup>o</sup> de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris d'une réduction de 50 0/0 sur les transports en commun de la région parisienne ; 3<sup>o</sup> de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 8773. — Le 29 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, n° 9095. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, n° 11481. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 10767) de MM. Bour et Verneyras tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite du poids des journaux quotidiens afférente à la première tranche du barème d'affranchissement, n° 12251.

— Le 25 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 12953.

### Interventions :

Son rapport, au nom du 2<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Charente [28 novembre 1946] (p. 11). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République ; Etat A, *RADIODIFFUSION*, Chap. 103 : *Salaires des auxiliaires* [7 août 1947] (p. 4048) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 6 : *Crédits accordés aux victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 512, 513, 514) ; — de la proposition de résolution relative aux accords Blum—Byrnes : *Son amendement tendant à faire limiter le nombre des journaux filmés* [18 mars 1948] (p. 1899) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, *INFORMATION*, Chap. 100 : *Publicité dans la presse* [28 juin 1948] (p. 4090) ; Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits destinés à « France-Presse »* (p. 4091). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et Transports une question relative à la remise en vigueur de tarifs réduits de week-end [9 juillet 1948] (p. 4536). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma ; Art 3 : *Ses explications de vote (Situation des exploitants)* [30 juillet 1948] (p. 5097, 5098) ; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'aide à accorder aux films réalisés avec des participations étrangères* (p. 5098, 5099) ; *Son amendement tendant à étendre la loi à tous les départements français* (p. 5099) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Ses observations sur le quatrième alinéa concernant les co-productions* [16 septembre 1948] (p. 6539) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6559) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949 ; Art. 38 : *Budget annexe des P. T. T.* (p. 8270) ; Art. 41 bis :

*Tarifs réduits accordés par les P.T.T.* (p. 8272). — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce ; Chap. 505 : *Son amendement tendant à réduire l'abattement pour la subvention au Centre national de la cinématographie* [30 mars 1949] (p. 1880) ; *le retire* (p. 1881) ; — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la Présidence du Conseil ; Etat A, Chap. 305 : *Son amendement tendant à diminuer de 1 million 500.000 francs l'abattement sur les frais de fonctionnement des services de documentation* [8 avril 1949] (p. 2225) ; Etat B, Chap. 500 : *Son amendement tendant à diminuer de 23 millions 850.000 francs l'abattement sur la subvention à « France-Presse »* (p. 2226). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de M. de Moro-Giafferri de fixer la rentrée parlementaire au 17 mai 1949*) [14 avril 1949] (p. 2492). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le Centre Eugène-Napoléon)* [19 mai 1949] (p. 2649, 2650, 2651) ; — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2940) ; — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 février 1950] (p. 1316) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4644, 4645) ; Chap. 5050 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux subventions au Centre national de cinématographie (festival de Cannes)* (p. 4673) ; INFORMATION, Chap. 5010 : *Amendement de M. Mont tendant à prévoir une subvention pour les œuvres sociales de la presse* [14 juin 1950] (p. 4766) ; *Sa demande de modification de l'ordre de discussion des budgets* [22 juillet 1950] (p. 5821) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 décembre 1950] (p. 8574) ; — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Discussion générale* [5 décembre 1950] (p. 8619) ; Chap. 5040 :

*Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'aide temporaire au cinéma* [7 décembre 1950] (p. 8745, 8746) ; *Sous-amendement de M. E. Hugues tendant à réduire d'un million les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 8749) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gosset relatif aux réserves constituées par les entreprises de presse* [30 avril 1951] (p. 4358) ; — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au Centre de cinématographie* [7 mai 1951] (p. 4758) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux frais de gestion du Fonds d'aide temporaire au cinéma* [8 mai 1951] (p. 4833, 4834) ; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire l'abattement sur la subvention au Centre national de cinéma* [9 mai 1951] (p. 4897, 4898) ; *le retire* (p. 4898).

**VÉRY (M. Emmanuel)**, Député de la Martinique.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [22 mai 1947] (p. 1722). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 février 1947] (p. 276) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du ravitaillement [13 décembre 1949] (p. 6793) ; de la Commission de l'intérieur [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'intérieur [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717) [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 décembre 1948] (p. 7390).

**Dépôts :**

Le 30 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gou-

vernement à octroyer une subvention au département de la Martinique pour lui permettre de secourir les sinistrés et réparer les dommages causés par les pluies et inondations d'octobre 1948, n° 5676. — Le 28 décembre 1948, une proposition de loi tendant à instituer des mesures provisoires applicables dans les départements d'outre-mer jusqu'à la promulgation de dispositions législatives réglant les rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans lesdits départements, n° 5948. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi portant aliénation de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 7488. — Le 5 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à considérer le cas des fonctionnaires des départements d'outre-mer en ce qui concerne le paiement des journées de grève et les sanctions éventuelles qu'il pourrait prendre, n° 9882. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, n° 10406. — Le 18 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes de l'incendie qui a ravagé le village de Marin (Martinique) un secours immédiat de 15 millions, n° 11341. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi concernant la mise en recouvrement des rôles généraux, primitifs et supplémentaires des anciennes contributions directes et taxes assimilées dans les départements d'outre-mer et portant l'exonération fiscale partielle pour les années 1948, 1949 et 1950, n° 11561. — Le 14 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues (n° 9904) tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, n° 11641. — Le 6 février 1951, un 2<sup>e</sup> rapport

supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues (n° 9904) tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, n° 12082. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8781) de M. Damas tendant à supprimer le territoire de l'Inini dans le département de la Guyane française, n° 13074. — Le 10 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8781) de M. Damas tendant à supprimer le territoire de l'Inini dans le département de la Guyane française, n° 13170.

### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 130); Art. 5 : *Soutient l'amendement déposé par M. Charles Lussy tendant à prévoir des décrets pour étendre le bénéfice de la loi aux nouveaux départements d'outre-mer* (p. 139); *le retire* (ibid). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6598, 6599, 6600); *le retire* (p. 6601). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Valentino sur la politique gouvernementale dans les départements d'outre-mer [16 mars 1948] (p. 1731). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à ajouter un article prévoyant l'intégration du personnel avec effet rétroactif à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1948* [4 novembre 1949] (p. 5989); — d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite de grèves, en qualité de *Rapporteur* [17 mai 1950] (p. 3754, 3755, 3756, 3757); — d'une

proposition de loi relative au maintien dans les lieux dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5286); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les difficultés de la vie à la Martinique* [16 mars 1951] (p. 2066, 2067).

**VIARD (M. Paul-Emile)**, *Député d'Alger* (1<sup>er</sup> collège).

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

### Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à dispenser du stage certains avocats retardés du fait de la guerre, n° 319. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travailleurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales, n° 4266. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi portant aménagement des mesures transitoires prévues par l'ordonnance du 3 mai 1945 qui abroge l'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur la légitimation de certains enfants naturels, n° 4267. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier et à compléter le règlement de l'Assemblée Nationale en vue de déterminer la procédure de consultation de l'Assemblée algérienne, n° 4809. — Le 18 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur l'avis donné par le Conseil de la République

sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'élection des Conseillers de la République, n° 5492. — Le 17 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Cudenet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2 et 10 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 5851. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 15 et 16 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut de l'Algérie, n° 6132. — Le 15 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de déterminer la procédure de consultation de l'Assemblée algérienne, n° 6823.

### Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à limiter les possibilités de résiliation et de révision des contrats passés par les collectivités locales* [4 mars 1947] (p. 586); Art. 15 : *Amendement de M. Serre tendant à l'application par décrets de la loi en France d'outre-mer* (p. 601, 602). — Son rapport sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1605). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiant les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juillet 1947] (p. 2776). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4511, 4512, 4513, 4514, 4515, 4516, 4517, 4518); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme des départements d'outre-mer* [22 août 1947] (p. 4581, 4582, 4583, 4584, 4585); *Son amendement tendant à définir l'Algérie comme une collectivité territoriale de la République française* (p. 4586); Art. 4 : *Amendement de M. Bouret tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les intérêts propres à l'Algérie* [23 août 1947] (p. 4608); Art. 5 : *Amendements de M.M. Rabier, Fayet et Augarde tendant à modifier la*

*composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4610); Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer avant l'article 7 quatre alinéas réglant le régime législatif de l'Algérie* [25 août 1947] (p. 4627, 4628, 4629); *Son amendement tendant à préciser les cas où les lois de la République française peuvent être appliquées à l'Algérie* (p. 4629); Art. 25 : *Son amendement tendant à substituer au mot « décret » le mot « loi »* [26 août 1947] (p. 4646); Art. 26 : *Son amendement relatif au contentieux des élections* (p. 4647); Art. 27 : *Son amendement relatif à l'indemnité annuelle des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4647, 4648); *le retire* (p. 4648); Art. 37 : *Son amendement tendant à laisser les services de l'éducation nationale sous l'autorité du Ministre* (p. 4666, 4667, 4668); *Amendement de M. Djemad tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa* (p. 4669); Art. 40 : *Son amendement tendant à ne laisser subsister que le troisième alinéa de l'article concernant l'extension de certaines lois à l'Algérie* (p. 4671, 4672); Art. 41 : *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer l'article* (p. 4673); Art. 43 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pas attribuer à l'Assemblée financière le pouvoir de voter le budget temporairement* (p. 4675); Art. 44 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à rendre nécessaire l'avis du Conseil de Gouvernement pour les décrets d'application du statut de l'Algérie* (p. 4675); *Articles additionnels : Amendement de M. Rabier tendant à rendre obligatoire l'enseignement de l'arabe en Algérie* (p. 4690); Art. 6 réservé : *Son amendement tendant à rendre homogène le 1<sup>er</sup> collège* (p. 4696, 4697); Art. 11 réservé : *Amendements de MM. Giacobbi et Bouret tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4722, 4723); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4738, 4739); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République*; Art. 5 : *Amendement de M. Serre tendant à reprendre le texte du deuxième alinéa voté par l'Assemblée Nationale définissant la qualité des membres du Conseil de Gouvernement* [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4808); Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa les mots « directeur général de l'éducation nationale en Algérie »* (p. 4813). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de

l'Assemblée de l'Union française [14 novembre 1947] (p. 5043); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Léon Blum) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présenté par M. Lussy* [21 novembre 1947] (p. 5116, 5117). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale et la composition du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5135). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [27 novembre 1947] (p. 5189, 5190); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6041, 6042, 6043); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 275, 276, 277); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 8 : *Amendement de M. Feraud tendant à ajouter un article relatif aux contribuables dont les trois quarts du revenu sont un salaire* [7 mars 1948] (p. 1522); — du projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 18 : *Evaluation de la valeur des actions à racheter* [29 avril 1948] (p. 2378); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mai 1948] (p. 2683); — du projet de loi relatif au dégage-ment des cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission* [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3056); — des interpellations concernant la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour* [16 juin 1948] (p. 3583 et suiv.); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux : COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4388); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir de grands électeurs* [12 août 1948] (p. 5742); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5744); Art. 12 : *Amendement de M. Demusois tendant à faire élire les délégués par les électeurs à la représentation proportionnelle* (p. 5745, 5746); Art. 19 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs aux sanctions*

contre les délégués n'ayant pas pris part au vote (p. 5748); Art. 32 : Son amendement tendant à ne pas limiter les élections partielles [13 août 1948] (p. 5774, 5775); Son amendement tendant à excepter le cas de démission (p. 5777); Art. 33 : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 5777); Art. 41 : Pose la question préalable sur l'article (p. 5785); Art. 8 : Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux [17 août 1948] (p. 5847); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à faire nommer 11 conseillers par l'Assemblée [18 août 1948] (p. 5871); le retire (p. 5894); Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français des protectorats (p. 5879); Art. 56 : Amendement de M. Bour tendant à supprimer l'article (p. 5927, 5928); Art. 57 : Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée Nationale les conseillers pour le Maroc sur présentation par le Gouvernement (p. 5931); le retire (ibid.); Amendement de M. Bour tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation des groupes (p. 5931); Art. 61 bis : Sous-amendement de M. Marin tendant à ne pas élire de candidat écarté au suffrage universel (p. 5933, 5934); Art. 21 : Amendement de M. Cristofol tendant à interdire les candidatures multiples (p. 5935); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [20 septembre 1948] (p. 6734); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Malbrant tendant à restituer deux sièges à l'Indochine (p. 6735); Art. 3 : Date de réunion du Conseil nouvellement élu (p. 6738, 6739); Art. 8 bis : Cas où un député ou un conseiller général serait délégué de droit (p. 6740, 6741); Art. 51 : Amendement de M. Silvanre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Sénégal, au Soudan et à Madagascar (p. 6745, 6746); Art. 59 : Mode d'élection du conseiller pour l'Indochine (p. 6748). — Son rapport sur une pétition [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée Nationale, en qualité de Rapporteur [21 décembre 1948] (p. 7785, 7786); Question préalable posée par M. Péron (p. 7787). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 917). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers; Art. 2 : Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires [8 mars

1949] (p. 1299, 1300); Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement tendant à considérer comme locataires de bonne foi les locataires de locaux réquisitionnés ayant versé davantage qu'il n'a été prévu par la réquisition (p. 1308); le retire (ibid.); Article additionnel : Son amendement tendant à revenir au droit commun pour certaines catégories d'immeubles (p. 1314, 1315); le retire (ibid.); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : Son ordre du jour tendant à renforcer le contrôle de la sécurité sociale [13 juillet 1949] (p. 4708). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics; Art. 29 : Son amendement tendant à prévoir l'incompatibilité entre les fonctions de membre de l'Assemblée algérienne et de membre de l'Assemblée de l'Union française [6 décembre 1949] (p. 6649); — d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi-Ali-Bounab : Urgence [13 décembre 1947] (p. 6770); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : Discussion générale [13 décembre 1949] (p. 6826, 6827); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 27 : Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy Prigent relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices des exploitations agricoles) [30 décembre 1949] (p. 7615). — Son rapport sur une pétition [1<sup>er</sup> février 1950] (p. 868). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand) [25 juillet 1950] (p. 5959, 5960, 5961); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire, Article unique : Son amendement tendant à valider les décisions et arrêtés du Gouverneur général de l'Algérie du 26 août 1950 à la date de la promulgation de cette loi [20 octobre 1950] (p. 7074); le retire (p. 7075). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne et sur le réarmement de ce pays [24 octobre 1950] (p. 7118); la développe : Ses observations sur le danger du réarmement allemand, les conclusions de nouveaux accords atlantiques [25 octobre 1950]

(p. 7183, 7184, 7185). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 4 : *Son amendement tendant à réputer locataires de bonne foi, les bénéficiaires de réquisitions pendant un délai d'un an* [29 novembre 1950] (p. 8291, 8292); Art. 7 : *Amendement de M. Rabier tendant à accorder le maintien dans les lieux aux partis politiques légalement reconnus* (p. 8292, 8293); Art. 10 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à assurer le relogement des locataires évincés pour des travaux* (p. 8295); Art. 20 : *Amendement de M. Fayet tendant à supprimer les deux premiers alinéas prévoyant la possibilité de reprise sans conditions pour certaines catégories* (p. 8300); *Son amendement tendant à limiter le droit de reprise aux immeubles achetés depuis deux ans au moins* (p. 8301); Art. 25 : *Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer l'article appliquant la loi à tous les occupants à la date de la promulgation* [30 novembre 1950] (p. 8328); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le cas d'immeubles démolis pour des raisons d'utilité publique* (p. 8393); Art. 71 : *Amendement de M. Dominjon tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement* (p. 8394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendement de M. Dominjon tendant à enlever de la loi les paragraphes concernant les réquisitions* [30 décembre 1950] (p. 9873); Art. 20 : *Son amendement tendant à reprendre le texte relatif au droit de reprise* (p. 9875); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Deuxième délibération de la proposition de résolution* [30 novembre 1950] (p. 8369); — des interpellations sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Pierre Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8438); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : *Amendement de M. Pierre Chevallier relatif au cas des immeubles démolis puis reconstruits* [30 décembre 1950] (p. 9870); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9937, 9938); — d'une proposition de

loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir des représentants de l'Algérie* [7 février 1951] (p. 856, 857); *le retire* (p. 857); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1849, 1850). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion en seconde lecture du projet augmentant les allocations familiales* [1<sup>er</sup> mars 1951] (p. 1739, 1740). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Quilici tendant à appliquer en Algérie le même régime qu'en France* [15 mars 1951] (p. 1997); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 14 bis : *Son amendement relatif à l'application du fonds de soutien des hydrocarbures en Algérie* [19 avril 1951] (p. 3593); — du 2<sup>e</sup> projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 10 : *Amendement de M. Cadi tendant à organiser les circonscriptions en Algérie pour un scrutin uninominal majoritaire à deux tours* [28 avril 1951] (p. 4200, 4201). = S'excuse de son absence [28 novembre 1946] (p. 1), [11 février 1947] (p. 275), [28 avril 1950] (p. 3059), [14 novembre 1950] (p. 7661). = Obtient des congés [11 février 1947] (p. 275), [28 avril 1950] (p. 3059), [14 novembre 1950] (p. 7661).

## VIATTE (M. Charles), Député du Jura.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 402), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 403), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); du Conseil supérieur de la sécurité sociale [4 février 1947] (p. 148); de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale.

(*J. O.* du 28 mai 1947 p. 4891). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678); [23 novembre 1948] (p. 7150); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, la loi du 7 octobre 1946 et la loi du 22 octobre 1946, **n° 79**. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'École du bois de Mouchard (Jura) en une école nationale professionnelle du bois, **n° 463**. — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> mars 1947 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, **n° 548**. — Le 14 février 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les proposition de résolution : 1<sup>o</sup> de MM. André et Morice tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 25 février 1947 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale ; 2<sup>o</sup> de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> mars 1947 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, **n° 559**. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du Commissariat général au plan de modernisation et d'équipement, **n° 890**. — Le 25 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'immatriculation des agriculteurs, artisans, commerçants, professions libérales et personnes n'exerçant aucune activité profession-

nelle aux organismes de sécurité sociale, **n° 1037**. — Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi tendant à accorder des indemnités aux agents d'assurances et courtiers, par suite du transfert de la gestion du risque accident du travail aux organismes de sécurité sociale ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion des risques d'accidents du travail aux organismes de sécurité sociale ; 2<sup>o</sup> de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des indemnités aux agents et courtiers d'assurances par suite du transfert de la gestion du risque d'accidents du travail aux organismes de sécurité sociale, **n° 1141**. — Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale, la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, la loi du 7 octobre 1946 et la loi du 30 octobre 1946, **n° 1142**. — Le 8 mai 1947, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser l'école du bois de Mouchard (Jura) ; 2<sup>o</sup> de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge des budgets des Ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture les frais d'administration, d'entretien et de fonctionnement du collège technique et moderne et école du bois de Mouchard (Jura) qui serait ainsi transformée en école nationale professionnelle du bois ; 3<sup>o</sup> de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école du bois de Mouchard (Jura) en une école nationale professionnelle du bois, **n° 1274**. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 concernant la comparution ou la représentation des parties devant la Commission de première instance en matière de sécurité sociale ; 2<sup>o</sup> de M. Beugniz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 portant



réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 1657**. — Le 30 juin 1947, une proposition de loi tendant à réglementer l'enseignement par correspondance, **n° 1863**. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à instaurer à tous les degrés un enseignement de l'organisation scientifique du travail et à créer dans les facultés et les écoles supérieures des centres d'études de l'art administratif, **n° 2174**. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement du tourisme en Franche-Comté, **n° 2309**. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant organisation du Centre national de la recherche scientifique, **n° 2925**. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 2948**. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Coguiot et plusieurs de ses collègues tendant à lever l'interdiction de recruter du personnel scientifique et technique non titulaire en ce qui concerne le Centre national de la recherche scientifique, **n° 3362**. — Le 12 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 novembre 1945 portant organisation du Centre national de la recherche scientifique, **n° 3363**. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à compléter l'article 54 G du Livre II du Code du travail, en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, **n° 3426**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité

sociale à la situation des cadres, **n° 3479**. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant création du « Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique », **n° 3822**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à organiser la sécurité sociale des étudiants, **n° 3900**. — Le 23 avril 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 4017**. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer dans les dispensaires et services hospitaliers antivénériens l'emploi du graphique sérologique du contrôle basé sur l'application de la photométrie, **n° 4469**. — Le 8 juin 1948, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Auxionnaz tendant à faire étendre le bénéfice de la sécurité sociale à tous les militaires en activité de service ou non ainsi qu'à leur famille, **n° 4488**. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser aux divers personnels de la fonction enseignante un acompte réduisant les disparités existant entre les traitements de ces personnels et ceux d'autres fonctionnaires classés à indice égal sur la grille du prochain reclassement, **n° 4687**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 4811**. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à assurer définitivement l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'ordonnance du 4 octobre 1945, **n° 5183**. — Le 8 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la

mutualité sociale agricole, n° 5211. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. le projet de loi tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie ; II. la proposition de résolution de M. Bougrain tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au Ministre de l'Éducation nationale un contingent spécial de Croix dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition du centenaire de la Révolution de 1848, n° 5752. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à disjoindre du projet de décret portant réforme fiscale les dispositions concernant les coopératives agricoles, n° 5902. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi relative au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale et allocations familiales, n° 6141. — Le 21 janvier 1949, une proposition de loi tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale, n° 6146. — Le 25 janvier 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'équipement scientifique du pays en consacrant une partie des crédits du plan Marshall à l'achat d'instruments de mesures, n° 6158. — Le 25 janvier 1949 une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1948, n° 6159. — Le 15 février 1949 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale, n° 6445. — Le 15 février 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le prix du pain consécutivement à l'augmentation du taux de blutage, n° 6449. — Le 18 février 1949 une proposition de loi tendant à consacrer les droits à la pleine liberté intellectuelle et spirituelle des futurs membres de l'enseignement public, n° 6526. — Le 7 avril 1949 une proposition de loi tendant à préciser les dispositions du décret n° 49-426 du 25 mars 1949 renforçant le contrôle sur les organismes de sécurité sociale,

n° 6963. — Le 30 juin 1949 un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale tendant à accorder un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de 1848 et du tricentenaire des traités de Westphalie, n° 7700. — Le 6 juillet 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le fonctionnement d'un certain nombre d'écoles paysannes au cours de l'année scolaire 1949-1950, n° 7760. — Le 9 juillet 1949 un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de la loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à étendre le contrôle de la Cour des Comptes aux organismes de sécurité sociale, n° 7842. — Le 27 juillet 1949 une proposition de loi tendant à modifier le taux du salaire de base servant à calculer les prestations familiales des travailleurs indépendants, n° 8046. — Le 27 juillet 1949 un rapport d'information au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale chargée d'enquêter sur l'extension aux départements d'outre-mer de la législation sociale applicable dans la métropole, n° 8055. — Le 28 juillet 1949 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de MM. Viatte et Segelle tendant à modifier le taux du salaire de base servant à calculer les prestations familiales des travailleurs indépendants, n° 8075. — Le 8 décembre 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché des fromages de garde, n° 8621. — Le 30 décembre 1949 une proposition de loi tendant à fixer à cinq ans la durée du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et à modifier certaines dispositions de la loi du 30 octobre 1946 relative aux modalités d'élections desdits administrateurs, n° 8912. — Le 10 janvier 1950 une proposition de loi tendant à organiser l'assurance-décès des membres des professions artisanales, n° 8963. — Le 3 février 1950 une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux ménages ou personnes ne bénéficiant que d'un seul revenu professionnel provenant d'une activité salariée et n'ayant qu'un enfant unique à charge de plus de dix ans, n° 9181. — Le 16 février 1950 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécu-

rité sociale sur : I. Le projet de loi relatif aux élections des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à la prolongation de la durée du mandat des administrateurs de caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales ; 2<sup>o</sup> de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à cinq ans la durée du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et à modifier certaines dispositions de la loi du 30 octobre 1946 relative aux modalités d'élections desdits administrateurs ; 3<sup>o</sup> de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues relative aux élections et à la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, **n° 9247**. — Le 24 mars 1950 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Siefridt, Fauvel et Guilbert tendant à compléter l'article 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres ; 2<sup>o</sup> de M. Degoutte prorogeant le délai de douze mois prévu à l'article 127 *bis* de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 sur la sécurité sociale des cadres ; 3<sup>o</sup> de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un nouveau délai aux bénéficiaires de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 « tendant à adapter la législation de sécurité sociale à la situation des cadres » pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse ; 4<sup>o</sup> de M. Gazier et plusieurs de ses collègues prorogeant le délai d'application pour l'article 6 de la loi du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 9630**. — Le 3 mai 1950 une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 9842**. — Le 9 mai 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'industrie française de la taille du diamant, **n° 9885**. — Le 11 mai 1950 un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de la loi de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, **n° 9928**. — Le 23 mai 1950 un rapport au nom de la Commission du travail et de la

sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 10004**. — Le 8 juin 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique de stockage des fromages de garde, **n° 10027**. — Le 8 juin 1950 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2<sup>o</sup> de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, **n° 10231**. — Le 23 juin 1950 une proposition de loi tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, **n° 10432**. — Le 23 juin 1950 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à organiser l'assurance-décès des membres des professions artisanales, **n° 10438**. — Le 24 juin 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté dans le travail de la meunerie française, **n° 10460**. — Le 17 novembre 1950 un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. Les propositions de loi :

1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 11334. — Le 12 décembre 1950 un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi (n° 8715) et les lettres rectificatives (n°s 9556-10441) au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues (n° 8372) tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 8487) tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 11600. — Le 17 février 1951 un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur projet de loi (n° 11047) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 12257. — Le 15 mars 1951 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10432) de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, n° 12505. — Le 19 avril 1951 un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi (n° 12156) relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la remise des majorations de retard ; II. Les propositions de loi : 1° de

M. Coudray et plusieurs de ses collègues (n° 11217) tendant à réduire de 1 à 0,500/00 le taux de majoration par jour de retard du paiement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales ; 2° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 11311) tendant à diminuer le taux des intérêts de retard perçus par la sécurité sociale en vertu de l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; 3° de M. Max Brusset (n° 12270) tendant à réduire les pénalités encourues pour non-paiement des cotisations de sécurité sociale, n° 12900. — Le 4 mai 1951 un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 8657) de M. Frédéric-Dupont relative au placement des artistes de variétés, n° 13082.

### Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Ses explications de vote* [23 décembre 1946] (p. 336). — Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne [30 janvier 1947] (p. 105). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution relative aux élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale [14 février 1947] (p. 340) ; — sur la proposition de loi sur l'organisation administrative de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [27 février 1947] (p. 504) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* [7 mars 1947] (p. 728) ; Chap. 936 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les travaux nécessaires à l'enseignement supérieur* (p. 732, 733) ; *le retire* (p. 734) ; — sur le projet de loi relatif au régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1168, 1169), [28 mars 1947] (p. 1223, 1225) ; — sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances, en qualité de *Rapporteur* [10 juin 1947] (p. 2002) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réduire à 250 millions l'indemnité annuelle* (p. 2004) ; Art. 7 : *Montant des*

indemnités versées pendant les deux premières années (p. 2006); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises (*Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique*) [26 juin 1947] (p. 2487); *Discussion générale* (p. 2494, 2495); sur cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : *Discussion d'urgence (Son intervention sur le renvoi de la discussion)* [3 juin 1947] (p. 2677); *Discussion générale* (p. 2678); — sur le projet de loi d'amnistie; Art. 15 : *Son amendement tendant à amnistier les infractions économiques légères* [30 juin 1947] (p. 2536). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 105 : *Traitements du personnel de la Sécurité sociale* [9 juillet 1947] (p. 2853); Chap. 1103 : *Crédits pour les attachés du travail* (p. 2856); Chap. 303 : *Son amendement tendant à réduire de 4 millions les crédits de l'Imprimerie nationale* (p. 2856); *le retire* (p. 2857); Chap. 308 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour achat d'automobiles* (p. 2858); Chap. 311 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour récompenses honorifiques* (p. 2859); *le retire* (ibid.); Chap. 410 : *Acompte pour la retraite des vieux* (p. 2862); Chap. 501 : *Son amendement tendant à réduire de 960.000 francs les crédits pour bourses d'études au Centre d'études du service social* (p. 2863); Chap. 722 : *Son amendement tendant à réduire les crédits des unités gardant les prisonniers de guerre* (p. 2867); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3116, 3120, 3121); Chap. 526 : *Subventions à l'Entraide française* [18 juillet 1947] (p. 3162); EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1 million de francs* [22 juillet 1947] (p. 3387); *le retire* (ibid.); Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'administration économique* (p. 3389); *le retire* (p. 3390); Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* (p. 3393); Chap. 258 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le traitement des fonctionnaires en congé de longue durée* (p. 3404); *le retire* (ibid.); Chap. 321 : *Frais généraux de l'enseignement secondaire (Regrou-*

*pement des collègues)* (p. 3406); Chap. 351 : *Frais de stage des maîtres des centres d'apprentissage* (p. 3413); Chap. 613 : *Application de la législation sur les accidents du travail* (p. 3441). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Croizat sur les déclarations de M. Daniel Mayer, *Ministre du Travail* [6 décembre 1947] (p. 5542). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non-salariés, en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1947] (p. 6404, 6405, 6406); Art. 4 : *Allocation aux artisans urbains et ruraux* (p. 6408, 6409); Art. 10 : *Cumul de cette allocation avec l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 6409, 6410, 6411); Art. 13 : *Cotisations nécessaires au financement de ces allocations* (p. 6412); Art. 16 : *Commissions fixant l'affiliation aux caisses des intéressés* (p. 6412); Art. 17 : *Amendement de M. Lamps relatif aux orrages des allocations et au fonctionnement des caisses de paiements* (p. 6413); Art. 27 : *Décrets d'application* (p. 6414); Art. 28 bis : *Amendement de M. Sion tendant à créer de nouveaux emplois au Ministère intéressé* (p. 6414); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1947] (p. 6363); *Discussion générale* (ibid.); — d'une proposition de loi de M. Boutavant relative à l'augmentation de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [29 décembre 1947] (p. 6437); — du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux au 4<sup>e</sup> trimestre 1947; Art. 2 : *Amendement de M. Rissol tendant à accorder aux vieux des nouveaux départements d'outre-mer cette allocation* [29 décembre 1947] (p. 6446); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 465, 466); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à modifier la base de calcul des allocations familiales dans la Seine* (p. 467); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 472); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 8 bis : *Son amendement relatif au cumul des pensions de guerre avec les allocations aux économiquement faibles* [6 février 1948] (p. 523); — d'une proposition de résolution accordant une prolongation de délai demandée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948 (p. 808);

du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1064, 1065); Chap. 934: *Centre national de la recherche scientifique* (p. 1067) — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Césaire sur les incidents de Fort-de-France à la Martinique le 6 février 1948 [4 mai 1948] (p. 2486). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la situation des cadres de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1948] (p. 2629); — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes; Art. 13: *Son amendement tendant à tenir compte du nombre des malades soignés* [19 mai 1948] (p. 2718); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques: *Inscription à l'ordre du jour de la séance du 25 mai* [20 mai 1948] (p. 2769); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 168: *Fonds forestier national* [25 mai 1948] (p. 2903). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Extension de la sécurité sociale aux militaires*) [21 juin 1948] (p. 3770). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux loyers; Art. 70: *Institution d'un fonds commun de l'allocation logement* [24 juin 1948] (p. 3900); Art. 16 b: *Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer la hausse des loyers aux économiquement faibles vivant seuls ou avec leur conjoint* (p. 3902, 3903); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A.: Art. 1<sup>er</sup>: *Diffusion des déclarations de M. Teitgen, Ministre des Forces armées* [25 juin 1948] (p. 3970); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à verser un acompte aux membres de la fonction enseignante, en qualité de *Rapporteur* [25 juin 1948] (p. 4014); — du projet de loi fixant les contingents de décorations: *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4353); — de la proposition de loi amendée par le Conseil de la République tendant à stabiliser le prix des baux à ferme: *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4398); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance-vieillesse; Art. 3: *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 36.000 francs le taux de l'assurance-vieillesse* [16 juillet 1948] (p. 4687); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République:

*Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5369, 5370); Art. 22: *Son amendement tendant à reprendre l'article introduit par le Conseil de la République concernant les départements d'outre-mer* (p. 5372); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 juillet 1948] (p. 4971); Chap. 111: *Directions régionales de la sécurité sociale* (p. 4972, 4973); Chap. 706: *Formation professionnelle* (p. 4979); Chap. 710: *Contrôle social des Nord's Africains* (p. 4984); EDUCATION NATIONALE; Chap. 316: *Observatoires et Institut de physique du globe* [4 août 1948] (p. 5304); Chap. 322: *Examens et concours du second degré* (p. 5304, 5305); Chap. 360: *Coordination de l'enseignement outre-mer* (p. 5314); Chap. 441: *Bourses des élèves des centres d'apprentissage* (p. 5326, 5327); Chap. 500: *Centre national de la Recherche scientifique* (p. 5330, 5331); — de la proposition de loi portant application de la sécurité sociale aux étudiants: *Discussion générale* [4 août 1948] (p. 5333); Art. 5: *Amendement de M. Barangé tendant à baser la participation de l'Etat sur les cotisations des étudiants* (p. 5335); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5518, 5519, 5520); Art. 4: *Sous-amendement de M. Buron tendant à supprimer « l'application des mesures législatives ou réglementaires existantes »* [9 août 1948] (p. 5620); Art. 3: *Son amendement relatif à la réforme du financement de la Sécurité sociale* [10 août 1948] (p. 5637, 5638, 5639); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> A: *Son amendement tendant à prévoir des sanctions pour les contribuables défaillants* [24 septembre 1948] (p. 6892). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour faire cesser l'injustice dont sont victimes les travailleurs indépendants en matière de prestations familiales [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe: *Ses observations sur les sommes dérisoires versées aux artisans, l'insuffisance des cotisations versées par les travailleurs indépendants et le déficit de leur caisse, le régime des exonérations et la possibilité de faire cotiser les personnes morales* [17 décembre 1948] (p. 7728 et suiv.). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [7 décembre 1948] (p. 7406). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour moraliser le marché laitier en Franche-Comté et l'exécution de jugements frappant des trafiquants [7 décembre 1948] (p. 7409). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 décembre 1948] (p. 7697, 7698); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet* (p. 7699); le retire (ibid.); Art. 7 : *Amendement de M. Fagon tendant à rendre la cotisation de l'Etat égale à celle des bénéficiaires* (p. 7705); Art. 8 : *Son amendement tendant à instituer une seule caisse de Sécurité sociale pour l'ensemble du territoire* (p. 7705); Art. 13 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7707); le retire (ibid.); *Amendement de M. Segelle tendant à fixer par décret le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7708, 7709, 7710); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la date du 1<sup>er</sup> juin 1949 à celle du 1<sup>er</sup> février 1949* (p. 7711, 7712); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale (Ses observations sur la Constitution par M. Croizat d'un fonds de sécurité de 19 milliards)* [4 février 1949] (p. 348). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote*) [10 février 1949] (p. 449). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux salariés membres du conseil général ou municipal, en qualité de *Rapporteur* [11 février 1949] (p. 547); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative (*Question préalable posée par M. Triboulet*) [22 février 1949] (p. 784). — Retire sa demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour moraliser le marché laitier en Franche-Comté [25 février 1949] (p. 1006). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à accorder au Centre national de la recherche scientifique, une subvention de 10 milliards* [9 mars 1949] (p. 1420); — des interpellations sur la dissolution de l'Entr'aide française : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1483); — du projet de loi

portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à porter l'allocation à 4.000 francs* [10 mars 1949] (p. 1493). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur l'Entr'aide française*) [10 mars 1949] (p. 1500). — Dépose une demande d'interpellation sur l'injustice dont sont victimes les travailleurs indépendants au regard des prestations familiales [12 mars 1949] (p. 1612); — la développe [10 juillet 1949] (p. 4519, 4520, 4521, 4522, 4523, 4524, 4525); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4714, 4715). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du Travail et de la sécurité sociale; Chap. 318 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les commissions de classement des communes dans les zones de salaire* [22 mars 1949] (p. 1694, 1695, 1696); le retire (p. 1697); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 106 : *Amendement de M. Deiconne tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de l'inspection générale de l'enseignement* [1<sup>er</sup> avril 1949] (p. 2011); Chap. 115 : *Traitement des élèves des écoles normales supérieures* (p. 2012); Chap. 132 : *Traitement des professeurs des lycées et collèges* [5 avril 1949] (p. 2026, 2027); Chap. 134 : *Traitement du personnel des écoles normales primaires* (p. 2029); Chap. 307 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bulletin officiel du Ministère de l'Education nationale* (p. 2059); le retire (ibid.); Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique* (p. 2082); Chap. 539 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres post-scolaires et maisons de la culture* (p. 2089); le retire (p. 2090) Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le blocage de 25 0/0 des crédits jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1949 et une réforme de l'enseignement* (p. 2096, 2097); le retire (p. 2097); — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de recherches scientifiques [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [5 juillet 1949] (p. 4177); Art. 6 : *Son amendement ten-*

dant à préciser les personnes rattachées à cette organisation (p. 4183); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 juillet 1949] (p. 4729); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à fixer par une loi les sanctions éventuelles* (p. 4729); *Son amendement tendant à faire supporter au budget général les frais de contrôle* (ibid.); Article additionnel: *Son amendement tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des comptes* (p. 4730, 4731); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 décembre 1949] (p. 7133, 7135); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 7135); Art. 2: *Création d'emplois à la Cour des comptes* (p. 7136); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la Sécurité sociale; Art. 4: *Amendement de M. Gazier tendant à surveiller l'emploi des subventions accordées à des associations privées* [13 juillet 1949] (p. 4742, 4743). — Est entendu sur le Règlement, de l'ordre du jour (*Débat sur la proposition de loi relative aux allocations familiales des travailleurs indépendants*) [29 juillet 1949] (p. 5496, 5497). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1949] (p. 5513); Art. 2: *Amendement de Mme Denise Bastide tendant à substituer le chiffre de 10.500 francs à celui de 9.000 francs* (p. 5513, 5514); *Amendement de M. Gaborit tendant à prévoir le calcul des prestations sur la base de 9.000 francs par mois à partir du moment où les cotisations permettront le relèvement des allocations* (p. 5514, 5515); [30 juillet 1949] (p. 5584); *Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le relèvement des prestations familiales dès que les cotisations le permettront* (p. 5584, 5585, 5586); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à faire centraliser les propositions des conseils d'administrations de la Sécurité sociale par les unions de travailleurs indépendants* (p. 5588); — du projet de loi fixant le statut social des ministres du culte catholique, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1949] (p. 6629); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Le Coutaller tendant à restreindre l'article aux prêtres se limitant à une activité religieuse* (p. 6629); — d'une proposition de loi recon-

duisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles: *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6862, 6863, 6865); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Duprat tendant à porter à 3.000 francs par mois l'allocation temporaire, seulement à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1950* (p. 6869, 6870); Art. 7: *Amendement de Mlle Archimède tendant à insérer un article nouveau accordant une allocation de 1.000 francs par mois aux vieux travailleurs non salariés des départements d'outre-mer* (p. 6873, 6874). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1950] (p. 1186, 1187); Art. 1<sup>er</sup>: *Contre-projet de M. Duprat tendant à reprendre le texte de sa proposition de loi* (p. 1190, 1191); Art. 2: *Amendement de M. Duprat tendant à insérer un article supprimant la représentation patronale dans les conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale* (p. 1191, 1192, 1193); *Amendement de M. André tendant à interdire les fonctions d'administrateur au personnel salarié de la sécurité sociale* (p. 1194, 1195); *Amendement de Mme Claeys tendant à créer des commissions d'usagers participant à la gestion des caisses d'allocations familiales* (p. 1195, 1196); Art. 5: *Amendement de M. André tendant à remplacer le chiffre de 4 par celui de 5* (p. 1198); *Amendement de M. André tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections* (p. 1198, 1199); Art. 10: *Amendement de M. Besset tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 assurés* (p. 1203); *Amendement de M. Coffin tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 50 employés* (p. 1204); Art. 10: *Amendement de M. Degoutte tendant à permettre aux cotisants aux allocations familiales non allocataires de devenir électeurs* (p. 1206); *Amendement de M. Degoutte tendant à remplacer le président du tribunal civil par le trésorier payeur général* (p. 1206); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 mars 1950] (p. 1668, 1669); Art. 5: *Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République rétablissant le panachage* (p. 1669, 1670); Art. 10: *Modalité des élections des membres des*



*conseils d'administration* (p. 1675, 1676); *Amendement de M. Gazier tendant à créer une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 ouvriers* (p. 1679). — Est entendu sur la prorogation d'un délai imparti au Conseil de la République pour l'examen de la loi relative aux élections des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1950] (p. 1422). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques; Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie et dans les territoires d'outre-mer* [28 février 1950] (p. 1535); — d'une proposition de loi prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales, en qualité de *Rapporteur* [9 mai 1950] (p. 3357); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 juin 1950] (p. 4237); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Subventions au Commissariat à l'énergie atomique* [14 juin 1950] (p. 4760); FINANCES, Chap. 1000 : *Administration centrale (situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [16 juin 1950] (p. 4893, 4894); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le marché du lait et du fromage)* (p. 4918, 4919, 4920, 4929); ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme de l'enseignement, le manque de locaux, la désaffection des étudiants pour le doctorat, les bourses accordées aux étudiants étrangers)* [22 juin 1950] (p. 5169, 5170, 5171); Chap. 1370 : *Personnel des lycées et collèges (Situation des lycées d'outre-mer)* [23 juin 1950] (p. 5228); Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Enseignement primaire à la Martinique)* (p. 5240, 5241); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4491, 4492, 4493); *Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour la recherche scientifique* [15 juin 1950] (p. 4814); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale : *Urgence* [15 juin 1950] (p. 4819); Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* (p. 4829). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget des anciens combattants*

[22 juin 1950] (p. 5179). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à porter à 4.000 francs l'allocation temporaire* [23 juin 1950] (p. 5195); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6543, 6544); *Assainissement des marchés du fromage et cessation des importations* (p. 6549); *Amendement de M. Delcos tendant à défendre tous les produits agricoles contre les importations* (p. 6550, 6551); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur* [28 novembre 1950] (p. 8249, 8250, 8251); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Beugniez tendant à retenir l'activité professionnelle antérieure quand la dernière activité ne permet pas l'allocation* [6 décembre 1950] (p. 8687); *Amendement de M. Vée tendant à mettre l'allocation à la charge de la caisse dont relevait l'activité principale de l'intéressé* (p. 8688); Art. 5 : *Modification de forme* (p. 8690); Art. 7 : *Amendement de M. Ruffe tendant à porter à 30.000 francs l'allocation aux vieux paysans* (p. 8691); Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* (p. 8692, 8693); Art. 10 : *Demande de reprise du texte gouvernemental relatif au plafond des biens en capital au-dessus duquel l'allocation n'est plus due* (p. 8695); *Amendement de M. Kaufmann tendant à exclure bâtiments et outils pour le calcul du revenu* (p. 8695); *Amendement de M. E. Hugues tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants* (p. 8696, 8697); Art. 11 : *Droits des conjoints à charge* (p. 8699); Art. 12 : *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'article prévoyant le remboursement de l'allocation vieillesse par les héritiers si l'héritage est supérieur à un million* (p. 8708); Art. 9 : *Sous-amendement de M. Rochet tendant à fixer à 750 francs le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est pas due* (p. 8710, 8711); Art. 13 : *Demande de réserver l'article, présentée par le Gouvernement* (p. 8712); *Amendement de M.M. Vée et Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'État à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* (p. 8714, 8715, 8718); *Sa demande de vote sur l'article* (p. 8720); *Demande présentée par la commission de résér-*

ver les articles 13 à 17 (p. 8721, 8722) ; Art. 21 : Demande de reprise du texte gouvernemental présentée par le Gouvernement (p. 8722) ; Art. 26 : Amendement de M. Puumier tendant à supprimer les articles 26 à 29 relatifs au recouvrement des cotisations (p. 8723) ; Art. 13 : Nouveau mode de financement de la loi [13 décembre 1950] (p. 9018, 9019) ; Amendement de M. Rochet tendant à financer l'allocation par une majoration de 50/0 de l'impôt sur les sociétés (p. 9022, 9023) ; Amendement de M. Ruffe tendant à exonérer de cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 250 fr. (p. 9027) ; Art. 17 : Prélèvement sur le budget annexe des prestations familiales agricoles (p. 9030) ; Amendement de Tanguy Prigent tendant à prévoir une cotisation additionnelle à la surtaxe progressive (p. 9030) ; Art. 36 : Paiement à domicile de l'allocation (p. 9034) ; Art. 37 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder l'allocation aux personnes ayant moins de 144.000 francs de revenu par an (p. 9034, 9035) ; Art. 39 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à prévoir une subvention de l'Etat pour les dépenses d'attribution de l'allocation (p. 9036). — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (Ses observations sur les importations de fromage) [8 décembre 1950] (p. 8850) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : Discussion générale [16 décembre 1950] (p. 9228, 9229) ; Art. 6 : Application de la loi des maxima (p. 9240) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire ; Art. 2 : Son amendement tendant à garantir la liberté de conscience des candidats [20 décembre 1950] (p. 9362) ; le retire (p. 9365). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Bétolaud tendant à majorer les allocations des travailleurs indépendants [8 février 1951] (p. 928) ; Art. 2 : Son sous-amendement tendant à faire présider la commission prévue par le Président de la Commission du travail (p. 941) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 9 : Son sous-amendement tendant à favoriser les chômeurs involontaires non inscrits au fond de chômage [9 février 1951] (p. 1004, 1005) ; Article additionnel : Son amendement tendant à prévoir un

fonds des cotisations volontaires au profit des allocataires (p. 1008) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : en qualité de Rapporteur pour avis [16 mars 1951] (p. 2060, 2061) ; Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Déficit de la sécurité sociale des fonctionnaires) [20 mars 1951] (p. 2189) ; Chap. 1110 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les directions régionales de la sécurité sociale (p. 2192, 2193) ; le retire (p. 2193) ; Chap. 1120 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la sécurité sociale (p. 2193) ; Chap. 3050 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais d'enquête de la main-d'œuvre (p. 2195) ; Chap. 3070 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les nord-africains (Misère des immigrés nord-africains) (p. 2199) ; Chap. 5050 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes [21 mars 1951] (p. 2261) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1340 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités des comptables (Situation des percepteurs des petites villes) [3 avril 1951] (p. 2582) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1070 : Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration académique (Statut du personnel des inspections académiques) [20 avril 1951] (p. 3677) ; Le retire (ibid.) ; Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des universités (Reclassement des professeurs d'universités) (p. 3679) ; Chap. 2380 : Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de l'hygiène scolaire [21 avril 1951] (p. 3754) ; Chap. 5380 : Camps et colonies de vacances (œuvre des jeunes laïques) [23 avril 1951] (p. 3778) ; Chap. 3390 : Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour les écoles nationales de perfectionnement (Etablissements de Crotenay) (p. 3806, 3807) ; Chap. 5620 : Œuvres complémentaires de l'école (Ligue de l'enseignement) (p. 3821) ; Art. 3 : Son amendement tendant à transformer les observatoires en établissements publics autonomes (p. 3822,

3823); *le retire* (p. 3823). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à l'indemnisation de propriétaires de véhicules réquisitionnés par l'autorité militaire [6 avril 1951] (p. 2812, 2813). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 900 : *Frais d'études des travaux d'équipement (Collège de Champagnolles)* [11 avril 1951] (p. 3093, 3094) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 16 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux remboursements des caisses professionnelles de retraite* [19 avril 1951] (p. 3594, 3595, 3596) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* [28 avril 1951] (p. 4146) ; *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4333) ; *Renvoi du débat* (p. 4341) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à n'appliquer la majoration qu'en avril 1951* (p. 4342) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* [12 mai 1951] (p. 5107) ; *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* (p. 5119, 5121). — Est entendu sur un incident (*Irrégularités du vote de la loi de finances*) [22 mai 1951] (p. 5767).

**VIDAL (M. Roger)**, voy. **GREFFIER (M. Paul)**.

**VIELJEUX (M. Christian)**, *Député de la Charente-Maritime*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exer-

cice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 103 bis : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article 103 bis relatif aux ressources du fonds de solidarité agricole* [22 décembre 1946] (p. 257). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

**VIÉNOT (Mme Andrée)**, *Députée des Ardennes*.

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.*

(Cabinet Blum)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [4 mai 1947] (p. 1459).

#### Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique et sportive de la jeunesse, les activités de plein air et les activités de culture populaire, n° 676. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à organiser les activités physiques et sportives des jeunes travailleurs, n° 1851.

#### Interventions :

Est nommée *Sous-Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports* (Cabinet L. Blum) (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691). Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports* [16 janvier 1947] (1).

#### En qualité de Député :

Est entendue au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947) ; Art. 129 : *Formation prémili-*

(1) M. Léon Blum, Président du Gouvernement provisoire de la République, a remis sa démission à M. Vincent Auriol, le 16 janvier 1947, à la suite de l'élection de celui-ci à la Présidence de la République.

taire [29 mai 1947] (p. 1803, 1804, 1805); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3376, 3377); Chap. 157 : *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3399); Chap. 357 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3414); Chap. 532 : *Subventions aux œuvres post-scolaires: Mouvements de jeunesse* (p. 3427, 3428); Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovi tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse* (p. 3437). = Se démet de son mandat de Député [13 novembre 1947] (p. 4992).

**VILLARD (M. Jean)**, Député du Rhône, (2<sup>e</sup> circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348); titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge à la Haute Cour de justice (appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

#### Dépôts :

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les agriculteurs n'exploitant pas de vignes perçoivent les rations de vins de la catégorie T 3, n° 1334. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel, en

faveur de certaines catégories d'agriculteurs, notamment les viticulteurs et les arboriculteurs, n° 3632. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève, n° 8673. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel, n° 8675. — Le 9 décembre 1949, un rapport de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947 demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le Code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles, n° 8677. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi ratifiant : 1° la délibération du Conseil du Gouvernement de l'A.E.F. du 30 mai 1947 relative : a) à l'abrogation du décret du 21 septembre étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo; b) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'A.E.F. et le Cameroun; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du Conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'A. E. F. et le Cameroun, n° 8679. — Le 9 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article premier de la libération de ladite Assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère, n° 8681.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales : du département du Bas-Rhin [28 novembre 1946] (p. 27) ; — du département d'Oran (2<sup>e</sup> collège) [31 janvier 1947] (p. 116). — Pose une question à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce concernant la réorganisation des entreprises du gaz et de l'électricité [30 avril 1948] (p. 2431). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; État A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 109 : *Section technique d'agriculture tropicale* [9 juin 1948] (p. 3343, 3344). — Pose une question à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce relative au travail national ne supportant ni charges sociales ni charges fiscales qui constituent un danger permanent pour l'artisanat [2 décembre 1949] (p. 6578). = S'excuse de son absence [20 septembre 1948] (p. 6732), [17 mai 1949] (p. 2536), [21 décembre 1949] (p. 7104), [26 janvier 1950] (p. 518), [23 mai 1950] (p. 3794), [11 juillet 1950] (p. 5367), [16 mars 1951] (p. 2057). = Obtient des congés [20 septembre 1948] (p. 6732), [17 mai 1949] (p. 2536), [21 décembre 1949] (p. 7104), [26 janvier 1950] (p. 518), [23 mai 1950] (p. 3794), [11 juillet 1950] (p. 5367), [16 mars 1951] (p. 2057).

**VILLON (M. Pierre), Député de l'Allier.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 34), [18 janvier 1949] (p. 35), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la Défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 351). — Est élu vice-président de la Commission de la défense nationale (J. O. du 21 décembre 1946, p. 10803). — Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'enquêter et de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

**Dépôts :**

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 232. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'architecte, n° 1611. — Le 25 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 1817. — Le 28 août 1947, une proposition de résolution tendant à désigner une Commission spéciale d'enquête parlementaire pour examiner la gestion et les comptes de la Société des Eleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), n° 2519. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à la désignation d'une Commission d'enquête parlementaire, n° 2761. — Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à arrêter les rappels et à démobiliser le premier contingent de la classe 47, le deuxième contingent de la classe 46 rappelés en vertu de la loi de 1928, et les 80.000 réservistes rappelés en vertu de la loi dite « tendant à la défense de la République », n° 2826. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter la durée du service militaire à 12 mois et à ne pas utiliser les soldats du contingent hors d'Europe ou du bassin méditerranéen, n° 4134. — Le 20 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre les ajournés, omis et sursitaires aux obligations de leur classe d'âge en ce qui concerne la durée du service militaire actif, n° 4274. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi relative aux dépenses militaires de 1948, n° 4771. — Le 29 juin 1949, une proposition de résolution tendant à l'envoi au Viet-Nam d'une Commission parlementaire chargée d'enquêter sur des atrocités commises par des éléments du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et d'établir les responsabilités, n° 7675. — Le 11 mai 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux militaires de toutes armes, conformément aux principes d'égalité et aux droits civiques qui leur sont attribués par la

Constitution, le droit à la lecture des journaux de toutes opinions, n° 13225.

### Interventions :

Son rapport au nom du 3<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir [28 novembre 1946] (p. 14). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer le recouvrement des cotisations établies par les comités d'organisation* [7 février 1947] (p. 256); — sur les opérations électorales du Gabon—Moyen-Congo [25 février 1947] (p. 463); — sur l'interpellation de M. Pierre André relative aux attributions du Ministre de la Défense nationale à la suite du décret n° 47-256 du 7 février 1947 et ses répercussions sur le moral des troupes qui se battent en Indochine [11 mars 1947] (p. 808). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses militaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1186, 1187, 1190). — Dépose une demande d'interpellation sur un certain nombre de faits troublants qui se sont produits dans le département de l'Allier depuis quelques mois, faits qui ont donné lieu à des enquêtes policières mais qui ne semblent avoir en aucun cas été suivis de sanctions [16 mai 1947] (p. 1660); est entendu sur la fixation de la date de discussion [20 mai 1947] (p. 1685). — Son rapport sur une pétition [25 juin 1947] (p. 2467). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale (Sa motion préjudicielle tendant à ne discuter que d'un seul douzième provisoire)* [31 juillet 1947] (p. 3785, 3786); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ramener les crédits de 56.301.648.000 francs à 35 milliards* (p. 3802, 3803); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3803, 3804); — du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3929, 3932, 3933); GUERRE : *Sa demande de réserver le chapitre 907* (p. 3934); MARINE, Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour les constructions neuves* [6 août 1947] (p. 3989,

3990); Chap. 906-2 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'aéronautique navale* (p. 3991); Etat B, Chap. 906-2 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel de série de l'aéronautique navale* (p. 3993); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de dégagement de cadres de fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4262, 4263, 4264, 4265, 4266); Art. 4 : *Son amendement tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant agi contre la Résistance* (p. 4273, 4274); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5215, 5216); *Sa réponse à M. Métayer* (p. 5217); — d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la proposition* [29 novembre 1947] (p. 5269). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5275, 5276, 5277, 5278, 5279, 5280, 5281). — Est entendu : pour un rappel au règlement (*Date effective de la séance du 1<sup>er</sup> décembre*) [29 novembre 1947] (p. 5413); — sur un fait personnel (*Attitude de M. Pierre Cot vis-à-vis du parti communiste*) [3 décembre 1947] (p. 5488). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Modifications de l'article 18 relatif aux Commissions* [20 décembre 1947] (p. 5961, 5962, 5963, 5964); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires pour le premier trimestre 1948; Art. 1<sup>er</sup> : *Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6538); *Amendement de M. Anzionnaz tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant le vote de trois douzièmes au lieu de deux* (p. 6549); *Son amendement tendant à réduire les crédits de cinq milliards* (p. 6549, 6550); Art. 10 : *Amendement de M. Masson tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination d'officiers généraux* (p. 6556); — de la proposition de résolution de M. Pierre-Grouès relative à l'attribution de récompenses au titre de la Résistance : *Discussion générale* [31 décembre 1947] (p. 6684); — du projet de loi portant

ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948); Etat A : PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 902 : *Sa demande de disjonction des chapitres 902 à 907* [25 février 1948] (p. 1080, 1081); — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948 : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1632, 1633, 1634); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de M.M. Delachenal et Manceau tendant à fractionner l'incorporation* (p. 1640); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Réponse aux accusations de M. Métyer)* (p. 1641, 1642); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1947, 1948, 1949 et suiv.); *Sa réponse aux accusations du livre de Jean Valtin* (p. 1949 et suiv.). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Lenteur des Ministres à répondre aux questions orales*) [21 mai 1948] (p. 2851). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2976, 2977, 2978, 2980). — Pose à M. le Ministre des Forces armées une question relative au service militaire en Indochine [4 juin 1948] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 19 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à établir un loyer-type lié au salaire moyen départemental* [15 juin 1948] (p. 3514); — de la proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux; Art. 6 : *Amendement de M. Billat tendant à suspendre les permissions en cas de conflit* [23 juin 1948] (p. 3868). — Son rapport sur une pétition [28 juin 1948] (p. 4102). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4161); *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4190, 4191); *Ses observations sur le budget, les effectifs, les accords militaires de Londres et Bruxelles* (p. 4201 et suiv.); *Campagne d'Indochine* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4235); *Interruptions venant des bancs de la droite* (p. 4255, 4256); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à réduire les crédits à 270 milliards* [7 juillet 1948] (p. 4409, 4410, 4411, 4412); Chap. 1011 : *Son amendement tendant à réduire de 40 millions les crédits de l'Administration centrale de l'air* (p. 4415); *Demande de M. Capdeville de renvoi du débat*

(p. 4416); Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 45 millions les soldes et indemnités du personnel militaire de l'Administration centrale de la guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits du même chapitre de 13.708.000 francs* (ibid.); Chap. 1013 : *Son amendement tendant à réduire de 25 millions les crédits pour les services de l'Administration centrale de la marine* (p. 4437); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour le même chapitre* (p. 4438); *Réduction de 10 0/0 sur l'ensemble des crédits* (p. 4439); *Proposition de M. Montel de voter le budget en bloc* (p. 4440, 4441); Chap. 1021 : *Traitements des civils employés par l'Administration centrale de l'air* (p. 4441); Chap. 1101 : *Son amendement tendant à réduire de 88 millions les crédits pour les services sociaux* (p. 4448); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les services de presse et d'information* (p. 4463); Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacements du personnel des services sociaux* (p. 4466); Chap. 7010 : *Reconstitution de l'ordre de bataille de la Résistance* (p. 4468); GUERRE, Chap. 122 : *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits demandés pour la solde des sous-officiers et soldats* (p. 4492, 4493); Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* [9 juillet 1948] (p. 4521, 4522); Etat C, Chap. 161 : *Amendement de M. Bartolini tendant à élever les crédits pour le personnel ouvrier des fabriques d'armement* (p. 4540); *Transmission du budget déjà voté au Conseil de la République* (p. 4567); AIR, Chap. 120 : *Amendement de M. Gresa tendant à réduire d'un million les crédits pour la solde des officiers* [15 juillet 1948] (p. 4601); Chap. 318 : *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour l'ameublement (éplucheuses et frigidaires)* (p. 4605, 4606); Chap. 323 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction* (p. 4615, 4616); Chap. 912 : *Matériel de série de l'air* [16 juillet 1948] (p. 4651); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Son amendement tendant à réduire de cinq milliards les crédits de solde des troupes coloniales (Guerre d'Indochine)* (p. 4711, 4712, 4713, 4714); Chap. 357 : *Service de l'artillerie* [17 juillet 1948] (p. 4731); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires*

de 42 milliards (p. 4741, 4742); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anzionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits de 12 milliards et un francs* [19 juillet 1948] (p. 4854, 4855); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 août 1948] (p. 6327, 6328). Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du statut de la S.N.E.C.M.A. en deuxième lecture* [1<sup>er</sup> juillet 1948] (p. 4261); — sur une motion d'ordre : *Renvoi de la discussion du budget militaire* [9 juillet 1948] (p. 4561); — Son rapport supplémentaire sur l'élection de Mme Marie Lambert, *Député du Finistère*, en remplacement de M. Hervé démissionnaire [9 juillet 1948] (p. 4573). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance de la veille : *Sa réponse à M. Forcinat* [17 juillet 1948] (p. 4728). — Dépose une demande d'interpellation sur la gestion de la Société des éleveurs du Bourbonnais et l'action entreprise par le Gouvernement contre les spéculateurs et trafiquants [16 novembre 1948] (p. 6990). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre : *Son récit des bagarres sur les Champs-Élysées* [25 novembre 1948] (p. 7220). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à réduire de 150 milliards les crédits pour les dépenses civiles de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7936); Art. 2 : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à réduire de 150 milliards les crédits pour les dépenses militaires* (p. 7944, 7945); Art. 3 : *Amendement de M. Védrines tendant à réduire d'un million les crédits pour le fonds de modernisation et d'équipement* (p. 7952); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale; Article unique : *Amendement de M. Michelet tendant à intercaler « de l'organisme d'études »* [27 décembre 1948] (p. 8010); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949 : Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne voter qu'un douzième provisoire* [31 décembre 1948] (p. 8294); *Son amendement tendant à réduire les crédits à 58 milliards 333 millions* (p. 8295); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 8301); — du projet de loi

concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : *Contre-projet de M. Girardot tendant à respecter la loi du 31 mars 1928* [31 mars 1949] (p. 1930); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1934, 1935); *Amendement de M. Cayeux tendant à faire soumettre au Parlement le décret portant libération anticipée* (p. 1935); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 3 : *Son amendement tendant à réaliser 150 milliards d'économies sur le budget des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2991, 2992). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'armée* [9 juin 1949] (p. 3208, 3209). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative aux subventions accordées à la revue *Defense nationale* et à la participation de généraux en activité à la rédaction de cette revue [10 juin 1949] (p. 3289). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3304, 3305); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1001 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour les traitements du Secrétaire d'Etat à l'Air et de son cabinet* [14 juin 1949] (p. 3329); Chap. 1011 : *Son amendement tendant à réduire de 82 millions les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de l'air* (p. 3329); Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 110 millions les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la guerre* (p. 3331); *le retire* (ibid.); Chap. 1013 : *Son amendement tendant à réduire de 60 millions les crédits pour le personnel de l'Administration centrale de la marine* (p. 3331); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 3331, 3332); Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 3.500 millions les crédits pour la gendarmerie* (p. 3336, 3337); Chap. 1080 : *Son rappel au règlement* (p. 3338); Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le personnel civil et militaire des services sociaux* [16 juin 1949] (p. 3404, 3405); Chap. 1130 : *Amendement de Mme Braun tendant à supprimer les crédits pour missions temporaires à l'étranger* (p. 3406); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 12 millions les crédits pour les services de presse* (p. 3406, 3407); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits pour*



*frais de déplacement pour l'administration centrale* (p. 3407); Chap. 3020 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour dépenses de fonctionnement de matériel et d'entretien de l'Administration centrale* (p. 3407); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du parc automobile* (p. 3408); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 25 millions les crédits pour l'alimentation de la gendarmerie* (p. 3408); *le retire* (ibid.); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 25 millions les crédits pour l'habillement et le logement de la gendarmerie* (p. 3408); *le retire* (ibid.); Chap. 3051 : *Son amendement tendant à réduire de 300 millions les crédits pour les programmes d'équipement de la gendarmerie* (p. 3408, 3409); Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour frais de déplacement de la gendarmerie* (p. 3409); Chap. 3070 : *Son amendement tendant à réduire de 150 millions les crédits pour dépenses de matériel de la gendarmerie* (p. 3409); Chap. 3080 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour l'entretien des immeubles de la gendarmerie* (p. 3409); Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour la justice militaire* (p. 3410); Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour frais de déplacement de la sécurité militaire* (p. 3410); Chap. 3140 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits pour frais de déplacement des services sociaux* (p. 3410); Chap. 3150 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour les dépenses de fonctionnement des services sociaux* (p. 3410); Chap. 7060 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour la reconstruction des casernes de gendarmerie* (p. 3422); Chap. 9000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions au service des poudres (Frais de recherches)* (p. 3422); Chap. 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions au service des poudres (Constructions nouvelles)* (p. 3422); *le retire* (ibid.); AIR, Chap. 120 : *Son amendement tendant à réduire de 113 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 3434); Chap. 325-2 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les réparations et l'entretien du matériel aéronautique* (p. 3442); Chap. 912 : *Matériel de*

*série de l'armée de l'air* [17 juin 1949] (p. 3473, 3478, 3479); GUERRE, Chap. 321 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports* (p. 3509); FRANCE D'OUTRE MER : *Ses observations sur la guerre d'Indochine* [22 juin 1949] (p. 3656, 3657); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 35 0/0 les crédits de la défense nationale et de 50 0/0 les crédits de la France d'outre-mer* [23 juin 1949] (p. 3965, 3966); Art. 6 : *18 milliards 900 millions d'économies sur les dépenses militaires* (p. 3729). — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1949 Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 23 milliards les douzièmes provisoires* [10 juin 1949] (p. 3309); *Son amendement tendant à réduire de 12 milliards 400 millions les douzièmes provisoires* (p. 3309, 3310); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pleven tendant à laisser au Gouvernement le choix des usines à aliéner* [28 juin 1949] (p. 3882, 3883); *Son amendement tendant à n'aliéner aucune usine avant le vote du programme à l'article premier* (p. 3883, 3884); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3887). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5938). — Son rapport sur une pétition [1<sup>er</sup> décembre 1949] (p. 6538). — Pose une question à M. le Ministre de l'Intérieur relative à la mise en résidence forcée dans l'Allier de deux mineurs espagnols du Gard [2 décembre 1949] (p. 6580). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Son amendement tendant à diminuer de 200 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7301, 7302); Art. 39 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer l'article relatif aux transferts de crédits pour la défense nationale* [27 décembre 1949] (p. 7404, 7405, 7406, 7407); *Nouveau texte de l'article modifié par la Commission de la défense nationale* (p. 7407, 7408). — Son rapport sur une pétition [2 janvier 1950] (p. 17). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord bilatéral relatif à l'envoi en France de matériel de guerre américain [16 février 1950] (p. 1124). — Prend part à la discussion : du projet de loi

relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre: *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi à la Commission de la défense nationale* [23 février 1950] (p. 1348); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4: *Restitution aux propriétaires de terrains utilisés comme champs d'aviation* [28 février 1950] (p. 1559, 1560); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1560); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950: *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1624); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1638); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat: Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Pronteau tendant à punir de réclusion les auteurs des actes contraires au principe de la Constitution (Ses observations sur la situation militaire de la France)* [3 mars 1950] (p. 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803); *Sous-amendement de Mme Ginollin tendant à blâmer la mise en liberté de policiers condamnés pour collaboration* (p. 1817); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis: *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2052); Article unique: *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* (p. 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086); *Amendement de M. Pourtalet tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les modifications en cours d'application de l'accord* (p. 2096, 2097). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à la liberté d'expression des opinions politiques des officiers [5 mai 1950] (p. 3332). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950: *Son rappel au règlement* [10 mai 1950] (p. 3474); *Sa motion préjudicielle tendant à réduire de 200 milliards les dépenses militaires* (p. 3497, 3498, 3499, 3500); Art. 1<sup>er</sup>: Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap 3070: *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement, le couchage et le chauffage des gendarmes* (p. 3506); *Son rappel au règlement (Droit à la parole du parti communiste)* (p. 3514); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [11 mai 1950] (p. 3629, 3630, 3631). — Dépose une demande d'interpellation sur les

licenciements dans les mines de charbon du département de l'Allier [17 mai 1950] (p. 3765). — Son rapport sur une pétition [21 juillet 1950] (p. 5778). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations des libertés démocratiques en Sarre sous l'autorité du Haut Commissaire français [19 octobre 1950] (p. 6988). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois: *Discussion générale* [20 octobre 1950] (p. 7084, 7085); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à affirmer l'égalité du service militaire pour tous les Français* [27 octobre 1950] (p. 7303); *Rappel au règlement de M. Gosset (Discussion commune des amendements relatifs aux cas de dispenses)* (p. 7307); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa liant la durée du service à celle observée dans les autres états européens* (p. 7318, 7319); *Amendement de M. Tourné relatif à la présomption d'origine pour les maladies et infirmités des démobilisés* (p. 7319); Art. 3: *Son amendement tendant à faire suivre aux sursitaires et ajournés le sort de leur classe d'âge* (p. 7327, 7328); *Amendement analogue de M. Pierre-Henri Teitgen* (p. 7331, 7333); *Amendement de M. E. L. Lambert tendant à faire suivre aux sursitaires et ajournés le sort de leur classe d'âge jusqu'en 1952* (p. 7334); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7343, 7344); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 novembre 1950] (p. 8036); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art 2: *Amendement de M. A. Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à 20 ans au moins de dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7644, 7645); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement: *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9716, 9717, 9718, 9719); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES MILITAIRES: *Discussion générale (Installation des forces américaines en France)* [21 mars 1951] (p. 2403, 2404, 2405). — Dépose une demande d'interpellation sur l'irrégularité de la circulaire du Ministre du Travail du 22 août 1950, privant les métayers de leur droit à l'allocation vieillesse [2 mai 1951] (p. 4427). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de

crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'installation de bases américaines en France)* [17 mai 1951] (p. 5367); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre l'introduction des journaux librement dans les casernes* [18 mai 1951] (p. 5456); *Son amendement tendant à permettre aux militaires de carrière de résilier leur contrat d'engagement* (p. 5456); *Amendement de M. Tourné tendant à payer aux anciens prisonniers de guerre le reliquat de solde dû pour les années de captivité* (p. 5457); — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1<sup>er</sup>, ÉTATS ASSOCIÉS, Chap. 1535 : *Amendement de Mme Hélène Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des hommes (envoi de non volontaires en Indochine)* [18 mai 1951] (p. 5458, 5459).

**VIOLETTE (M. Maurice)**, *Député d'Eure-et-Loir.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'éducation nationale [15 novembre 1949] (p. 6099); de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950] (p. 3674). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

#### Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue

avant la loi fixant la date de cessation des hostilités, n° 761. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 31 août 1946 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n° 906. — Le 27 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 18 du Règlement, n° 2730. — Le 3 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 10 du Règlement, n° 2764 (rectifié). — Le 3 décembre 1947, une proposition de loi tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère, n° 2765. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à développer en France la production du blé d'exportation, n° 10901. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à donner à nouveau à la meunerie la liberté de son approvisionnement, n° 10917.

#### Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 52). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la discussion de la loi de finances*) [19 décembre 1946] (p. 174). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES : *Discussion générale (Evaluation des recettes or inaires, reclassement des fonctionnaires, diminution du nombre des fonctionnaires, subventions économiques, hausse des prix, déficit des entreprises nationalisées, budget extraordinaire, charges de trésorerie, retraits dans les caisses d'épargne)* [21 décembre 1946] (p. 206 et suiv.); *Expropriation des petits commerçants* (p. 216). — Est entendu au cours du débat sur l'élection du bureau définitif (*Interdiction du panachage*) [14 janvier 1947] (p. 4). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (*Répercussions financières sur les collectivités locales et notamment les hôpitaux*) [31 janvier 1947] (p. 134); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 7: *Droit de préemption de l'administration de l'en-*

*registrement* [4 février 1947] (p. 153); Art 17 bis : *Amendement de la Commission des finances étendant à tous les départements une disposition en vue de faire percevoir à leur profit certaines taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux* (p. 160); Art. 18 : *Confiscation des biens par décision judiciaire* (p. 162); Art. 24 . *Son amendement tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les droits des tiers de bonne foi qui ont traité après le 1<sup>er</sup> juin 1944 et avant le jugement ordonnant la confiscation* [6 février 1947] (p. 189). — Est entendu au cours du débat : sur une proposition de résolution relative à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'acompte provisionnel [18 février 1947] (p. 370); — sur un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; Art. 4 : *Soutient l'amendement de M. Pleven tendant à n'autoriser le cumul d'une indemnité parlementaire avec les indemnités de maire et adjoint qu'à concurrence de 50 0/0 de ces dernières indemnités* [25 février 1947] (p. 448) — Prend part à la discussion ; sur le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 39 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à ce que la Conférence des Présidents répartisse les interventions* [4 mars 1947] (p. 568); *Son amendement tendant à ce que la Conférence des Présidents fixe les interventions avec l'accord des orateurs inscrits* (p. 569); Art. 70 : *Droit d'amendement* (p. 569, 570); Art. 71 : *Discussion des amendements* (p. 571). — sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Son amendement tendant à ce que le texte s'applique aux régies créées en application de la loi et non pas aux régies existantes* [4 mars 1947] (p. 589). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Art. 32 : *Dépenses engagées par l'administration des Chemins de fer de la Méditerranée au Niger* [6 mars 1947] (p. 685). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique française en Indochine [14 mars 1947] (p. 847 à 852); — de sa proposition de loi tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945, ne pourraient participer, ni à l'élection du bureau, ni à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 960); — des interpellations

relatives aux événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 1512). — Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du Tchad [20 mai 1947] (p. 1690); — sur la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [22 mai 1947] (p. 1721, 1722); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 110 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [29 mai 1947] (p. 1799); Art. 126 : *Demande la disjonction de l'article relatif aux cotisations à la C.A.R.C.O.* (p. 1802); de ce projet de loi en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, dépenses civiles); Art. 104 : *Amendement de M. Buron tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma* [31 juillet 1947] (p. 3742); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 1<sup>er</sup> : *Evaluation des voies et moyens à 610.584.473.000 fr.* [31 juillet 1947] (p. 3770, 3771). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1928, 1929). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date des débats sur la levée de l'immunité parlementaire des députés malgaches* [5 juin 1947] (p. 1940). — Prend part à la discussion de la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches, en qualité de *Président de la Commission : Motion préjudicielle de M. de Chambrun* [6 juin 1947] (p. 1979, 1980, 1981, 1984, 1985). — Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance (*Sécurité des délibérations de l'Assemblée Nationale*) [23 juin 1947] (p. 2325); — sur la demande d'interpellation de M. Gazier relative à la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2393, 2394). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de l'interpellation sur le statut politique de l'Algérie*) [25 juin 1947] (p. 2462). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2398); la développe [25 juin 1947] (p. 2434 à 2437). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour de justice : *Discussion*

*générale* [9 juillet 1947] (p. 2875); — sur la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel [16 juillet 1947] (p. 3069); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans la majorité politique (*Demande de rejet*) [6 août 1947] (p. 3974). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles; Art. 2 : *Amendements de M.M. Ribeyre et Pinçon tendant à ne pas appliquer la loi aux entreprises occupent au plus deux ouvriers* [25 juillet 1947] (p. 3533). — Est entendu au cours du débat sur la demande d'autorisations de poursuite contre MM. Ravochangy et Rabemananjara [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3823). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); MARINE : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3972). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4136, 4137, 4138, 4139, 4140); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du 27 août : *Inconvénient de la hâte avec laquelle sont votés plusieurs textes importants* [26 août 1947] (p. 4676); — dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable posée par le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4192, 4193); *Explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [21 août 1947] (p. 4546, 4547); Art. 2 : *Amendement de M. Capitant tendant à distinguer la citoyenneté de la République française et celle de l'Union française* [23 août 1947] (p. 4603, 4604); Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau créant cinq Secrétaires d'Etat assistant le Gouverneur général* (p. 4605, 4606); Art. 4 : *Amendement de M. Bouret tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les intérêts propres à l'Algérie* (p. 4608); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4608); *le retire* (p. 4609); *Amendements de M.M. Rabier, Fayet et Augarde tendant à modifier la composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4610); Art. 7 : *Amendements de M.M. Capitant et Viard tendant à préciser les cas où les lois françaises peuvent*

*être appliquées à l'Algérie* [25 août 1947] (p. 4630); Art. 11 : *Son amendement tendant à autoriser l'Assemblée algérienne à délibérer et voter des règlements algériens* (p. 4633, 4634); *le retire* (p. 4634); *Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les lois algériennes* (p. 4635); Art. 25 : *Amendements de M.M. Rabier, Mayer et Fayet concernant la composition et le mode d'élection de l'Assemblée algérienne* [26 août 1947] (p. 4645); Art. 27 : *Amendements de M.M. Rabier et Fayet tendant à insérer un article nouveau relatif à l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4649); Art. 30 : *Droit du Gouverneur général d'assister aux séances de l'Assemblée algérienne et d'y prendre la parole* (p. 4662); Art. 37 : *Son amendement tendant à placer tous les services sous l'autorité du Gouverneur général* (p. 4666, 4667, 4668); Art. 40 : *Amendement de M. Viard tendant à ne laisser subsister que l'alinéa 3 concernant l'extension de certaines lois à l'Algérie* (p. 4672); Art. 41 : *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer l'article* (p. 4673); *Articles additionnels : Sous-amendement de Mme Sportisse tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes* (p. 4684, 4685); *Amendements de M.M. Rabier et Serre tendant à assurer l'égalité entre Français musulmans et non musulmans* (p. 4686, 4687); Art. 6 réservé : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4693, 4694); Art. 11 réservé : *Amendements de M.M. Giacobbi et Bouret tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4721). — Participe à la discussion du projet de loi portant répression des manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées contingentes; Article unique : *Amendement de M. Pinay tendant à ajouter le mot «manifestement» après «tentera»* [28 août 1947] (p. 4767); *Son amendement tendant à préciser les délits qui peuvent entraîner la suspension d'un journal* (p. 4768, 4769). — Prend part à la discussion : *des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement* [27 novembre 1947] (p. 5162); — du projet de loi tendant à la défense de la République : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. Garaudy* [29 novembre 1947] (p. 5255); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explica-*

tions de vote sur le passage à la discussion des articles [22 décembre 1947] (p. 6072, 6073) ; — du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 74 : Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article [29 décembre 1947] (p. 6455) ; Art. 88 : Amendement de M. Duclos relatif au dossier patrimonial et fiscal (p. 6458, 6459, 6460) ; Art. 93 : Règlement de la situation des contribuables pour la période de guerre (p. 6466) ; Art. 94 : Ses observations sur le recours contentieux (p. 6467) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du premier trimestre 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture d'un crédit de 38.143.425.000 francs [30 décembre 1947] (p. 6536). — En qualité de Doyen d'âge, préside la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 14 janvier 1948 (p. 159). — Donne lecture de la liste élue des candidats au Bureau de l'Assemblée Nationale [14 janvier 1948] (p. 159). — Est entendu sur la démission de membres du Bureau de l'Assemblée [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : Question préalable posée par M. J. Duclos [29 janvier 1948] (p. 270) ; Discussion générale (p. 270, 271). — Est entendu sur un incident : Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux [12 février 1948] (p. 665, 666). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : Discussion générale [18 février 1948] (p. 852) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Leenhardt tendant à préciser sur quelle base est établi le prix illicite (p. 856, 857) ; Son amendement tendant à substituer à la date du 15 janvier 1948 celle du 10 février 1948 (p. 857) ; Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles (p. 863, 864) ; Retire son amendement (p. 864) ; Art. 2 : Amendement de M. Llante tendant à supprimer l'article [19 février 1948] (p. 880, 881) ; Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase (p. 882) ; Son amendement tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 1<sup>er</sup> mars 1948 (p. 882) ; le retire (ibid) ; Art. 3 : Amendements de MM. Ramarony et Faure relatifs aux poursuites en cas d'infractions (p. 885, 886, 887) ; Amendement de M. Moisan tendant à ajouter un alinéa permettant aux associations et syndicats de se porter parties civiles (p. 889). — Est entendu : sur la demande d'inscription

à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Pelsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre cette inscription [24 février 1948] (p. 1011) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente (Confusion des débats) [26 février 1948] (p. 1134). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie, amendé par le Conseil de la République ; Article unique : Son amendement relatif au territoire de Ghardaïa [26 février 1948] (p. 1140, 1141) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Discussion générale [5 mars 1948] (p. 1431, 1432) ; Art 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à fractionner l'emprunt en plusieurs tranches et à faciliter l'exonération en souscrivant à plusieurs tranches [6 mars 1948] (p. 1458) ; de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République ; Art. 3 : Amendement de M. Gozard tendant à reprendre le texte déjà voté [11 mars 1948] (p. 1671, 1672) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 47 : Dispositions spéciales pour les immeubles sinistrés [9 mars 1948] (p. 1603) ; Art 48 : Montant du loyer dans les immeubles sinistrés (p. 1605) ; Art. 49 : Remboursement par le propriétaire des frais d'aménagement faits par le locataire (p. 1606) ; Son amendement tendant à n'appliquer l'article qu'aux immeubles voisins de conduites d'eau, gaz et électricité (p. 1607) ; Art. 52 bis : Demande de renvoi à la commission (p. 1610). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (Discussion sur le statut du fermage) [25 mai 1948] (p. 2915). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Etat A, Chap. 9010 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions au service des poudres [8 juillet 1948] (p. 4475) ; SECTION GUERRE, Chap. 120 : Solde des officiers en Algérie (p. 4479) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : Amendement de de M. Coulibaly tendant à réduire de 2.000 fr. les crédits pour la solde des officiers (Inégalité entre blancs et noirs) [16 juillet 1948] (p. 4716) ; Art. 1<sup>er</sup> : Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits [19 juillet 1948] (p. 4849, 4850) ; — du projet de loi portant aménagement du budget

reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Ses observations sur l'état sanitaire* [29 juillet 1948] (p. 5041, 5042) ; — des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6455) ; — du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*Procès de Madagascar*) [23 septembre 1948] (p. 6856) ; — de la proposition de loi relative aux élections cantonales amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections* [23 septembre 1948] (p. 6861) ; — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à fixer la date du renouvellement en octobre 1948* [25 septembre 1948] (p. 6922) ; — du projet de loi relatif à la publicité des protêts : *Discussion générale* [20 mai 1949] (p. 2728) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières ; Art. 19 : *Dispositions tendant au développement du commerce extérieur* [2 juin 1949] (p. 3065) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Amendement de M. Benoit tendant à disjoindre l'article* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4043) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A. DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3412) ; GUERRE, Chap. 122 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 2 milliards les crédits pour la solde de la troupe* [17 juin 1949] (p. 3496) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A. MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* [22 juillet 1949] (p. 5032) ; — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques ; Art. 4 : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux sociétés aéronautiques* [28 juin 1949] (p. 3894) ; — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3989) ; Article unique : *Amendement de M. Rollin tendant à prévoir un abattement*

*de 40 0/0 sur la contribution des patentes* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4014) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers des locaux d'habitation et professionnels : *Demande présentée par le Gouvernement de renvoi à la Commission des finances* [6 juillet 1949] (p. 4265). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Arrêt de la Cour de cassation confirmant la sentence de Tananarive*) [7 juillet 1949] (p. 4349). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4420) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4863) ; Art. 2 bis : *Amendement de M. Charpentier tendant à frapper d'une surtaxe les exploitations ayant un revenu cadastral supérieur à 2.500 francs* (p. 4886) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Urgence* [28 juillet 1949] (p. 5393) ; *Discussion générale* (p. 5442) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6006) ; *Discussion générale* (p. 6008, 6009, 6010, 6011) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à tenir compte de l'importance des communes* [10 novembre 1949] (p. 6031) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer la possibilité pour les syndicats d'introduire des instances devant les tribunaux administratifs* (p. 6032) ; *Amendement de M. E. Hugues tendant à insérer six articles relatifs à la réglementation du droit de grève* (p. 6034, 6035) ; Art. 4 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer « de nature à compromettre son indépendance »* (p. 6038) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa faisant couvrir par la collectivité locale l'agent condamné pour des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions* (p. 6039, 6040) ; *le retire* (p. 6040) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à n'établir de dossier pour chaque agent que dans les communes où existe un service du personnel* (p. 6041) ; *Son amendement tendant à substituer « prend un emploi » à « est muté »* (p. 6041) ; Art. 12 : *Ses observations sur l'interprétation de l'article* (p. 6041) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes* (p. 6042, 6043) ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article*

(p. 6493) ; le retire (ibid.) ; Art. 16 : Amendement de M. Cayol relatif aux fonctions des commissions paritaires inter-communales (p. 6494) ; Art. 19 : Amendement de M. Defos du Bau tendant à supprimer l'article excluant les personnes de plus de 35 ans de la candidature aux emplois communaux (p. 6497) ; Art. 20 : Amendement de M. Alloneau relatif aux fonctions des commissions paritaires inter-communales (p. 6501) ; Amendement de M. Meck tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif au recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale (p. 6503) ; Art. 21 : Son amendement tendant à supprimer l'article fixant les échelles de traitement (p. 6527, 6528) ; Son amendement tendant à tenir compte de l'importance des communes pour les rémunérations (p. 6529) ; le retire (ibid.) ; Art. 21 bis : Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas prévoyant des avantages accessoires à déterminer par le Comité paritaire national [2 décembre 1949] (p. 6588) ; Art. 22 : Son amendement tendant à faire fixer les primes de rendement par les conseils municipaux (p. 6590) ; Son amendement tendant à supprimer « faisant équipe » (p. 6591) ; le retire ainsi que tous ses autres amendements (p. 6591) ; — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : Urgence [10 novembre 1949] (p. 6044) ; — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : Discussion générale [29 novembre 1949] (p. 6422). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de la réforme des finances locales [29 novembre 1949] (p. 6430) ; — le règlement de l'ordre du jour (Discussion de la loi de finances) [19 décembre 1949] (p. 7007). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Discussion générale (Ses observations sur le développement de l'administration, les économies à réaliser, les suppressions d'emplois et l'impôt sur les sociétés) [21 décembre 1949] (p. 7095, 7096) ; Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent à l'article 27 bis de la loi de finances reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers [2 janvier 1950] (p. 2, 3) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 27 bis : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'amendement de

M. Marcel David portant création de ressources nouvelles [31 janvier 1950] (p. 818, 819) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 1<sup>er</sup> [Art. 31 G du Code du travail] : Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de fonctionnement de l'apprentissage [3 janvier 1950] (p. 35) ; Art. 4 : Amendement de M. Delachenal tendant à ce qu'une grève ne rompe pas le contrat de travail si elle provient de la faute de l'employeur [4 janvier 1950] (p. 115) ; — d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet Nam et l'affaire Revers—Mast (Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci) [17 janvier 1950] (p. 291) ; — des interpellations sur les prix agricoles : Discussion générale (Ses observations sur la distillation de la betterave) [24 janvier 1950] (p. 459) ; Ses observations sur la fiscalité agricole [25 janvier 1950] (p. 505) ; — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : Discussion générale [7 février 1950] (p. 1036) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : Question préalable posée par M. Péron [3 mars 1950] (p. 1720, 1721, 1722) ; Discussion générale (p. 1740) ; Art. 1<sup>er</sup> : Application de la peine de réclusion aux infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal (p. 1770, 1774, 1775) ; — du projet de loi relatif au recensement agricole mondial en 1950 : Question préalable posée par M. Mallez [21 mars 1950] (p. 2227, 2228) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : Crédits d'Électricité de France [26 avril 1950] (p. 2903, 2904) ; — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires ; Article unique : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima [24 juin 1950] (p. 5266, 5267) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : Reconstruction des voies ferrées de la S.N.C.F. (ligne de Bort—Eygurande) [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6376) ; — des interpellations sur les



événements d'Indochine : *Discussion générale* (*Ses observations sur le discours de M. Mendès-France et l'impossibilité de traiter avec Ho Chi Minh*) [19 octobre 1950] (p. 7012, 7013) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 10 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à amnistier les soldats et travailleurs nord-africains amenés dans la métropole* [17 novembre 1950] (p. 7890, 7891) ; — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8031, 8032) ; *Son ordre du jour demandant un effort pour rétablir la situation en Indochine* (p. 8050) ; *le retire* (p. 8057) ; — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers—Mast) : *Amendement de M. Frédéric-Dupont à l'ordre du jour de M. Duveau déplorant l'impunité des agents du Viet Minh et exprimant ses regrets à l'armée d'Indochine* [28 novembre 1950] (p. 8239) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8356) ; — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Mise en cause de M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8446, 8447) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* [7 décembre 1950] (p. 8770) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire ; Art. 2 : *Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats* [20 décembre 1950] (p. 9362) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9931, 9932) ; — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 200, 201, 202) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 13 février* [25 janvier 1951] (p. 366). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur le programme*

*de M. Queuille et la réforme électorale* [9 mars 1951] (p. 1797, 1798, 1799). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Art. 80 : *Amendement de M. Fagon tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3346) ; Art 86 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au rôle du comité paritaire national* (p. 3348) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3351, 3353) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 26 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à substituer l'autorisation administrative à l'autorisation judiciaire pour la mutation des dommages de guerre* [18 avril 1951] (p. 3461) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (*Inconvénients de la représentation proportionnelle*) [27 avril 1951] (p. 4106, 4110). = S'excuse de son absence [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4815), [20 avril 1948] (p. 2075). = Obtient des congés [1<sup>er</sup> septembre 1947] (p. 4815), [20 avril 1948] (p. 2075).

#### VUILLAUME (M. Jean), Député de la Meuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194), [23 janvier 1951] (p. 347). = Est nommé juré de la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [11 février 1947] (p. 276), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150) ; *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition

de loi de M. d'Aragon tendant à porter de quatre-vingts à cent vingt l'effectif des boudets nationaux, n° 4631. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Penoy tendant à compléter la liste des établissements insalubres ou dangereux, n° 8639. — Le 23 mars 1950,

un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chaque région sanitaire, un établissement de post-cure pour les convalescents de poliomyélite, n° 9579.





## W

### WAGNER (M. Jean), *Député du Haut-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [16 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; du Conseil supérieur de la protection civile (*J. O.* du 28 mai 1947, p. 4891) ; de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> août 1947] (p. 3837).

#### Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi tendant à suspendre l'application de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 relative aux circonscriptions administratives jusqu'aux prochaines élections municipales, **n° 113**. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'article 114 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, **n° 126**. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Wagner et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre l'application de l'article 11 de l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 relative aux circonscriptions administratives jusqu'aux prochaines élec-

tions municipales, **n° 925**. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à supprimer l'approbation préfectorale des procès-verbaux des adjudications faites pour le compte des communes, des syndicats de communes ou des établissements communaux et des marchés passés par écrit par ces mêmes collectivités, **n° 1092**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à établir un code municipal, **n° 1676**. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre, **n° 4185**. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux sépultures perpétuelles des victimes civiles de la guerre, **n° 5094**. — Le 30 juin 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certains fonctionnaires alsaciens et lorrains de l'article 5 de la loi du 3 septembre 1947 modifiée par la loi du 22 juillet 1948 et relative aux conditions de dégagement des cadres des fonctionnaires, **n° 7680**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, une proposition de loi tendant : 1° à l'aménagement d'un régime transitoire pour la mise en application des nouvelles limites d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat ; 2° à l'organisation d'un régime provisoire de « désignations » pour remédier partiellement à l'arrêt quasi total de l'avancement de grade consécutif à la prorogation des limites d'âge, **n° 7729**. — Le 26 juillet 1949, un avis au nom de la Commis-

sion de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays, n° 8037. — Le 24 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Wagner et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à l'aménagement d'un régime transitoire pour la mise en application des nouvelles limites d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat; 2° à l'organisation d'un régime provisoire de « désignations » pour remédier partiellement à l'arrêt quasi total de l'avancement de grade consécutif à la prorogation des limites d'âge, n° 9341. — Le 2 juin 1950, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Biondi et plusieurs de ses collègues instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 10164. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'Etat et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la Résistance, n° 10915. — Le 26 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — Le projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'Etat justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et révisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques; 2° de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945. 3° de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance; 4° de MM. André Denis et Penoy tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers et déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs; 5° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, anciens combattants de la guerre 1939-1945, les avantages de bonifications de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928, n° 11117. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux titulaires d'une pension de vieillesse ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, les mêmes avantages qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité, n° 11299. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi portant recrutement, dans le corps des agents spéciaux de la Sûreté nationale, des fonctionnaires et agents de la Sûreté nationale et des polices d'Etat dé gagés des cadres ou licenciés par application de la loi du 3 septembre 1947 et des textes qui l'ont modifiée et complétée, n° 12000. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 49 573 du 23 avril 1949, portant application des articles 7 et 16 de l'ordonnance n° 45-770 du 23 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, et de l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, en vue du règlement du problème des créances des ressortissants français sur l'Etat et sur les ressortissants allemands, n° 12294. — Le 12 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9916) de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'Etat et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la Résistance, n° 12805. — Le 26 avril 1951, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 570) de M. Biondi

et plusieurs de ses collègues instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, **n° 12976**. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 12725) de MM. Francis Leenhardt et Minjot tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, **n° 13182**.

### Interventions :

Son rapport au nom du 8<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Sarthe [28 novembre 1946] (p. 29). — Est entendu sur une déclaration des députés d'Alsace et de Lorraine protestant contre une injure faite à M. Robert Schuman, *Président du Conseil* [29 novembre 1947] (p. 5342). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'intérieur; Chap. 133 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales en Alsace-Lorraine* [6 avril 1949] (p. 2151, 2152); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima* [7 avril 1949] (p. 2185, 2186); — du projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle—Mulhouse à Blotzheim : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3397, 3398); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, INTÉRIEUR, Chap. 1330 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités du personnel de la sûreté nationale* [31 mai 1950] (p. 4072); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2 : *Amnistie pour les condamnés à moins de quinze ans de dégradation nationale (Epuración en Alsace-Lorraine)* [9 novembre 1950] (p. 7581); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe : *Ses explications de vote* [14 novembre 1950] (p. 7743); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Son amen-*

*dement tendant à exonérer de contribution les communes ayant un nombre élevé de centimes additionnels* [5 janvier 1951] (p. 229); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 80 : *Amendement de MM. Fagon, Cristofol et Badiou relatifs à la limite d'âge pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3343, 3344); Art. 81 : *Amendement de M. Meck tendant à prévoir l'exception des agents bénéficiant déjà d'un régime plus avantageux* (p. 3346, 3347); Art. 89 : *Son amendement tendant à tenir compte des dispositions en vigueur avant la loi* (p. 3350); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3353).

### WASMER, (M. Joseph), Député du Haut-Rhin.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la défense nationale [4 mai 1948] (p. 2483), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); titulaire de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

### Dépôts :

Le 20 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation, **n° 165**. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à assurer la protection des animaux, **n° 1297**. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant au rétablissement du régime hydraulique de la région supérieure de la plaine d'Alsace, **n° 1492**. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, **n° 1517**. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi

autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la nationalité de la femme mariée, conclue le 9 janvier 1947 entre la France et la Belgique, n° 1946. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état civil pris en dépôt par le Ministère des Affaires étrangères, n° 1947. — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi portant extension aux eaux souterraines de la législation relative aux cours d'eaux non navigables ni flottables, n° 2837. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à proroger le délai d'application du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, n° 3104. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à interpréter l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relatif au régime des limites d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat, n° 3965. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 10 et 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation, n° 4002. — Le 30 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. René Kuehn tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance n° 45-179 du 5 février 1945 mettant en vigueur la procédure du réléré dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 6892. — Le 18 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 7192. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la révision des condamnations pénales prononcées pendant l'occupation par les juridictions du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 7401. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 7459. — Le 22 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence au Parlement le vote d'un secours exceptionnel pour les victimes des orages de grêle subis en mai et en juin 1949

dans les cantons de Huningue et de Dannemarie (Haut-Rhin), n° 7567. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application de la sécurité sociale des militaires, n° 7923. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les procédures pénales en matière de blessures par imprudence, n° 8219. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à soumettre les automobilistes auteurs présumés d'un accident à une prise de sang pour examen de la teneur éthylique, n° 8221. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 8255. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à faciliter l'équipement des entreprises par le recours au crédit, n° 9397. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. René Kuehn tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception de l'alinéa 2, et les lois des 26 juin 1941 et 21 octobre 1941, relatives à la représentation des justiciables devant les cours et tribunaux, n° 9614. — Le 23 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 9615. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise de la Cour d'appel de Sarrebrück, n° 10601. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 14 et à modifier les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance

du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, n° 11368. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9160) modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, n° 11627. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 11229) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 9594) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à autoriser la délégation à la Cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la Chambre franco-sarroise de la Cour d'appel de Sarrebrück, n° 11632. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5588) relatif aux droits de plaidoirie des avocats, n° 11633. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 28 octobre 1946 aux bateaux immatriculés en France et sinistrés hors de France et aux bateaux réquisitionnés, n° 11934. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 12150) maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1<sup>er</sup> mars 1951 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1950, n° 12315. — Le 24 février 1951, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11043) et les lettres rectificatives (nos 11923 et 12044) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Présidence du Conseil) n° 12354. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 10313) relatif au contentieux administratif; II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux (n° 397) relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des Conseils de préfecture; 2<sup>o</sup> de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 3484) portant réorganisation des Conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substi-

tuant l'appellation de Tribunal administratif (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs), n° 12494. — Le 17 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12017) de MM. Michelet, Mondon et Nisse tendant à relever de la foreclusion, en matière d'indemnités relatives à des réquisitions effectuées par les armées françaises ou alliées, des créanciers qui, par suite de circonstances exceptionnelles, n'ont pu produire leurs titres de créances dans le délai fixé par la loi n° 46-2922 du 23 décembre 1946, n° 12848. — Le 19 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9160) modifiant certaines dispositions du Code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, n° 12890. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 13126. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 13126) de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 13184.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription) [28 novembre 1946] (p. 31). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser que les syndicats intercommunaux ayant bénéficié de concessions et de contrats intéressant les collectivités locales ne seront pas soumis à cette procédure de révision et de résiliation* [4 mars 1947] (p. 591). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 806 : *Amendement de M. Jean Crouzier tendant à réduire les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par les*

*opérations de guerre* [7 mars.1947] (p. 721). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Mondon relative à la situation des vendeurs de biens et droits immobiliers, en qualité de *Rapporteur* [29 mai 1947] (p. 1784). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement envers l'U. R. S. S. après l'expulsion de la mission de rapatriement et les sanctions prises contre un membre de cette mission après une conférence de presse tenue le 10 décembre 1947 à Moscou [11 décembre 1947] (p. 5620). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U. R. S. S. : *Ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Lecourt* [12 décembre 1947] (p. 5719, 5720); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyer; Art. 3 : *Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article* [18 décembre 1947] (p. 5875, 5876); — du projet de loi portant prorogation de la législation en vigueur dans les départements d'Alsace-Lorraine, en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1947] (p. 6271); Article unique : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à proroger la législation existante jusqu'au 31 décembre 1947* (p. 6272, 6273); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à ne pas maintenir en vigueur l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945* [26 février 1948] (p. 1146); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 février 1948] (p. 1151, 1152); *Discussion générale* (p. 1155), [27 février 1948] (p. 1175); Art. 2 : *Son amendement relatif au recrutement des magistrats* (p. 1176); *Son amendement créant un greffe à la Chambre de Sarrebrück* (p. 1176); Art. 3 : *Son amendement relatif au traitement des greffiers* (p. 1177); Art. 3 bis : *Son amendement tendant à ajouter quatre postes nouveaux* (p. 1177). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Inexactitude du compte rendu analytique* [27 février 1948] (p. 1166); — un fait personnel : *Déclarations de M. Rosenblatt* [27 février 1948] (p. 1184, 1185). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répression de crimes de guerre amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne neces-*

*siter que soit la preuve de l'incorporation forcée soit celle de la non-participation* [26 août 1948] (p. 6318, 6319); — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à préciser les dommages immobiliers* [30 décembre 1948] (p. 8129); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine, en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1949] (p. 3679, 3680); — d'une proposition de loi relative aux locations-gérances; Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir une indemnité de plus-value à la sortie du bail* [8 novembre 1949] (p. 6017); — du projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3398); — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit, en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1950] (p. 6033); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Toujas tendant à ne pas faire déterminer par décret les catégories d'outillage et de matériel qui bénéficieront de crédits* [27 juillet 1950] (p. 6093); Art. 12 : *Amendement de M. Chautard relatif au privilège du créancier nanti sur les biens qui deviennent immeubles par destination* (p. 6095); *Explications de vote sur l'ensemble (Modification du titre)* (p. 6099); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux locaux accessoires dépendant de l'exploitation du fonds de commerce* [14 décembre 1950] (p. 9080); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions du temps de guerre, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1951] (p. 1698, 1699); Article additionnel : *Amendement de M. Toujas tendant à abroger l'article 2 de la loi du 28 février 1950 relative à la réquisition de main-d'œuvre en France* (p. 1700); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; *SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel civil et militaire* [3 avril 1951] (p. 2629); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 2629); *Chap. 3000 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour frais de déplacement* (p. 2629). = S'excuse de son absence [20 octobre 1949] (p. 5883); [30 juin



1950] (p. 5307); [3 avril 1951] (p. 2572); [30 avril 1951] (p. 4328). — Obtient des congés [20 octobre 1949] (p. 5883); [30 juin 1950] (p. 5307); [3 avril 1951] (p. 2572); [30 avril 1951] (p. 4328).

**WATTEAU (M. Jean)**, *Directeur de la Caisse des dépôts et consignations.*

### Interventions :

Dépose le rapport de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [20 juillet 1950] (p. 5663).

**WEBER (Mlle Marie - Louise)**, *Député du Haut-Rhin.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommée membre: de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 402), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des pensions [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommée juré de la Haute Cour de Justice (Appl. de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [11 février 1947] (p. 276), [23 novembre 1948] (p. 7150); *Session du 14 juin 1959* [7 juin 1949] (p. 3172).

### Dépôts :

Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux tuberculeux anciens combattants et aux déportés politiques en traitement dans un sanatorium, n° 1105. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à l'extension aux tributaires du régime local de retraite

d'Alsace et de Lorraine des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi que des militaires ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, n° 1674.

— Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte pour le calcul de la retraite des agents des P. T. T. du cadre local d'Alsace et de Lorraine le temps de service effectué en qualité d'ouvrier, n° 1754.

— Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n° 1755. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de tous impôts et taxes frappant spécialement les célibataires n° 1888.

— Le 24 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur: 1° Le projet de loi fixant les droits à pension des magistrats fonctionnaires et agents relevant du statut local d'Alsace et de Lorraine qui ont fait l'objet de certaines mesures prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative; 2° La proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à l'extension aux tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine, des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux droits à pension des magistrats, fonctionnaires et agents de l'Etat ainsi que des militaires ayant fait l'objet de certaines mesures disciplinaires prévues par l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative, n° 2108. — Le 30 octobre 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 26 de la loi du 14 avril 1924 en vue de permettre à toutes les femmes divorcées à leur profit de bénéficier de la retraite de leur mari décédé, quelle que soit la date du divorce, n° 2610. — Le 26 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de

loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, n° 3145. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'infirmiers, d'infirmières, d'assistantes et d'auxiliaires de service social, n° 3958. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer une prime forfaitaire en faveur des veuves de guerre, non salariées, décorées de la médaille de la famille française, n° 4941. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes qu'elles ont indûment perçues en cumulant, postérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1945, les allocations familiales et de salaire unique du Code de la famille avec les majorations d'enfants de la loi des pensions du 31 mars 1919, n° 5903. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet tendant à l'organisation de « Goutte de lait », n° 5985. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mlle Weber et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de la restitution au Trésor des sommes qu'elles ont indûment perçues en cumulant, postérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1945, les allocations familiales et de salaire unique du Code de la famille avec les majorations d'enfants de la loi des pensions du 31 mars 1919, n° 6309. — Le 4 février 1949, un avis au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du Conservatoire national de musique, de l'École nationale des Beaux-Arts, de l'École des Arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, n° 6337. — Le 15 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de

M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, n° 6452. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. René Kuehn et plusieurs de ses collègues relative à l'exercice de l'art dentaire par les candidats alsaciens et lorrains bénéficiaires des décrets des 20 mai 1946 et 2 janvier 1947, n° 6775. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux orphelins de guerre dont la mère est décédée, le bénéfice des suppléments familiaux de pension ; et d'autre part, à la personne non salariée qui les aurait recueillis, le bénéfice du salaire unique ; 2<sup>o</sup> de Mme Devaud, sénateur, tendant à modifier l'article 55 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 7478. — Le 7 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des pensions dues aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission de Gouvernement du territoire de la Sarre et à leurs ayants cause, n° 7786. — Le 9 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer le prêt d'équipement ménager familial, n° 7834. — Le 13 juillet 1949, une proposition de loi tendant à titulariser dans leur emploi les mutilés de guerre 1939-1945 qui sont agents ou employés auxiliaires ou contractuels dans une administration ou un établissement de l'État, n° 7895. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail, n° 7949. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à codifier les avantages sociaux des lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948 dont peuvent bénéficier les tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine, n° 8647. — Le 29 décembre 1949, une propo-

sition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer les orphelins de guerre comme enfants à charge aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas terminé leurs études supérieures ou leur apprentissage, n° 8893. — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer les orphelins de guerre comme enfants mineurs pour le calcul du quotient familial tant que ceux-ci n'auront pas terminé leurs études supérieures, n° 8894. — Le 29 décembre 1949, une proposition de loi tendant à exonérer tous les pupilles de la Nation des droits d'inscription et d'examen, n° 8896. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mlle Weber et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer tous les pupilles de la Nation des droits d'inscription et d'examen, n° 9415. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 17 avril 1928 qui détermine le droit à pension des veuves de guerre 1914-1918 d'origine étrangère, ayant épousé un Alsacien-Lorrain, mais qui n'ont pas acquis la nationalité française en vertu du Traité de Versailles, n° 10580. — Le 27 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mlle Weber et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi du 17 avril 1923 qui détermine le droit à pension des veuves de guerre 1914-1918 d'origine étrangère, ayant épousé un Alsacien-Lorrain, mais qui n'ont pas acquis la nationalité française en vertu du Traité de Versailles, n° 11134. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Wolf tendant à admettre au bénéfice de l'ordonnance n° 45-364 du 10 mars 1945, les Alsaciens et les Lorrains mobilisés dans le « Reichsarbeitsdienst » (Service allemand du travail), n° 11223. — Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 6182) relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail, n° 12633. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Siedfridt et Mlle Weber (n° 11569) tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre,

n° 12634. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918 qui ont acquis la nationalité française en application du Code civil par voie de mariage contracté après le 28 juin 1920, avec des Alsaciens ou des Lorrains réintégrés de plein droit dans la nationalité française par le Traité de Versailles, n° 13277.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Situation des anciens combattants alsaciens-lorrains)* [26 juillet 1947] (p. 3303, 3304); EDUCATION NATIONALE, Chap. 402 : *Bourses pour les pupilles de la nation* [22 juillet 1947] (p. 3419, 3420); Chap. 546 : *Amendement de M. Audeguil tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'activité théâtrale en France* (p. 3438). — Son opposition au vote sans débat de la proposition de résolution de Mme Le Jeune tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les directeurs et directrices d'écoles publiques à mettre à la disposition des municipalités les locaux des établissements scolaires aux jours et aux heures où ils ne sont pas occupés pour y organiser des garderies d'enfants [21 août 1947] (p. 4555). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 9 : *Son amendement concernant le droit à réversion de pension de veuve* [6 février 1948] (p. 527); — du projet de loi relatif à l'exercice des professions d'assistante ou auxiliaire sociale, infirmière et infirmier, en qualité de *Rapporteur* [22 avril 1948] (p. 2195); — du projet de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail dans les professions agricoles; Art. 13 : *Amendement de M. Meck tendant à appliquer la loi en Alsace-Lorraine* [30 avril 1948] (p. 2445); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 706-2 : *Frais de retour des réfugiés dans leur pays d'origine* [30 juillet 1948] (p. 5121); EDUCATION NATIONALE, Chap. 402 :

*Bourses aux pupilles de la Nation* [4 août 1948] (p. 5322); Chap. 517 : *Subventions aux écoles techniques privées reconnues par l'État* (p. 5340); Chap. 527 : *Théâtres nationaux* (p. 5341); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* [6 août 1948 (p. 5429)]; Chap. 500 : *Office national des anciens combattants et victimes de guerre* (p. 5431); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5389); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 35 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la date du divorce* [6 août 1948] (p. 5490); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et majoration d'impôts, amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Autorisation de fabriquer des apéritifs à base d'alcool* [24 septembre 1948] (p. 6894); — des interpellations sur les mutineries du pénitencier d'Épinal : *Discussion générale (Nécessité de grâces pour les Alsaciens-Lorrains)* [7 décembre 1948] (p. 7397); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1778); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 140 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur les crédits pour les écoles primaires élémentaires* [5 avril 1949] (p. 2037); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2451); Chap. 123 : *Amendement de M. Mouchet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transferts de corps* [19 mai 1949] (p. 2683, 2684); Chap. 304 : *Cimetières militaires* (p. 2685); Chap. 400 : *Allocations familiales aux veuves de guerre* (p. 2688); Chap. 500 : *Office national des anciens combattants* (p. 2688, 2689); — d'un projet de loi relatif à la construction de logements à Strasbourg : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 403); — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Son sous-amendement tendant à prévoir trois mensualités pour les retraités d'Alsace-Lorraine* [14 mars 1950] (p. 1977, 1978); — des interpellations sur la politique du Gou-

vernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2379, 2380); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer l'interdiction de séjour aux Alsaciens-Lorrains indignes nationaux* [4 décembre 1950] (p. 8507, 8508); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (Pensions aux veuves de guerre)* [15 mai 1951] (p. 5172); Art. 2 ter : *Son amendement tendant à accorder des suppléments familiaux aux veuves des militaires n'ayant pas atteint quinze ans de services* (p. 5184); le retire (p. 5184); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'allocation aux aveugles de la Résistance* (p. 5193); — d'un projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 5 : *Fabrication d'apéritifs à base d'alcool* [16 mai 1951] (p. 5250, 5251).

**WEILL-RAYNAL (M. Etienne)**, *Député de l'Oise.*

Son élection est validée [2 décembre 1950] (p. 8457). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8410), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la réforme administrative [1<sup>er</sup> décembre 1950] (p. 8410).

#### Dépôt :

Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 11959) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire la numérotation des mouvements de montres importés, n° 12613.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du

métayage ; Art. 5 : *Son amendement relatif au droit du preneur au renouvellement de son bail* [31 janvier 1951] (p. 589, 590) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique ; Art. 5 : *Amendement de M. A. Hugues tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* [7 février 1951] (p. 848) ; *Son amendement tendant à prévoir un représentant de l'épargne, un de la propriété bâtie, un du tourisme et un des exportateurs* (p. 854, 856) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir, parmi les représentants des associations familiales, un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1850) ; — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* [14 mars 1951] (p. 1905, 1906, 1907) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas interdire les escomptes ou remises en espèces* (p. 1908, 1909) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 15 : *Sa demande de réserver l'article* [21 mars 1951] (p. 2340) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans la Seine-et-Oise* (p. 2411, 2412) ; Art. 16 bis : *Son amendement relatif au panachage associé avec le vote préférentiel* (p. 2424, 2425) ; *Son amendement relatif au vote préférentiel lors des élections partielles de la Seine et de la Seine-et-Oise* (p. 2429) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Menaces gaullistes et communistes et avantages de l'appareillement)* [27 avril 1951] (p. 4107, 4108) ; — du nouveau projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 18 : *Son amendement relatif au dépôt dans les mairies des affiches électorales* [28 avril 1951] (p. 4201).

**WOLF (M. Camille)**, Député du Bas-Rhin.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commis-

sion du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 20 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à solutionner la question des réquisitions militaires de 1939 en Alsace et en Moselle et des ventes aux enchères du cheptel lors de l'évacuation de la population rurale située sur les bords du Rhin, **n° 1793**. — Le 25 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder la prorogation des baux commerciaux aux locataires des fonds de commerce sinistrés, déportés et spoliés par faits de guerre, **n° 3544**. — Le 20 juillet 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux usage commercial ou industriel, **n° 4998**. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 9 de la loi n° 48-1973, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, en faveur des sinistrés du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle évacués en 1939-1940, expulsés par les autorités allemandes pendant l'occupation ou déportés en Allemagne en 1945, **n° 6222**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à préciser les droits des locataires des fonds de commerce, **n° 8113**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en « Reichsmark » déposés dans une banque allemande en zone française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande, **n° 8633**. — Le 13 janvier 1950, une proposition de loi tendant à indemniser les commerçants et artisans alsaciens et lorrains dont l'établissement avait été fermé par les Allemands pour des raisons politiques, **n° 8968**. —

Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de l'ordonnance n° 45-364 du 10 mars 1945 les Alsaciens et les Lorrains mobilisés dans le « Reichsarbeitsdienst » (Service allemand du travail), n° 9757.

— Le 18 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au Ministère de la Marine marchande la sous-direction des voies navigables, les ser-

vices extérieurs de navigation et l'Office national de la navigation, n° 12877.

#### **Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration ; Art. 8 : *Amendement réservé de M. Kauffmann* [16 novembre 1950] (p. 7799).





**YVON (M. Joseph),** *Député du Morbihan.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Est nommé membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [13 mars 1951] (p. 1828). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049).

**Dépôts :**

Le 23 mai 1947, une proposition de loi portant organisation et statut de la profession de mareyeur-expéditeur, **n° 1441**. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier le mode de calcul du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, pour les personnes dont les activités commerciales, agricoles ou professionnelles ont subi un arrêt prolongé du fait des hostilités, **n° 3497**. — Le 29 avril 1948, un avis au nom de la Commission de la marine

marchande et des pêches sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la mise en service des navires météorologiques, **n° 4085**. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, **n° 4323**. — Le 27 mai 1948, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. René Coty tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit au bail par dérogation à l'article 1722 du Code civil; 2<sup>o</sup> de M. Joseph Laniel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre, **n° 4336**. — Le 17 décembre 1948, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. René Coty tendant à permettre aux commerçants, artisans et industriels totalement sinistrés de conserver leur droit au bail par dérogation à l'article 1722 du Code civil; 2<sup>o</sup> de M. Joseph Laniel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 28 juillet 1942 relative aux baux à loyer d'immeubles détruits par suite d'actes de guerre; 3<sup>o</sup> de M. Pierre Chevallier tendant à réglementer les droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés par faits de guerre et dans lesquels ils

exerceraient leurs professions, n° 5852. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale ayant pour objet de mettre la législation française en harmonie avec les dispositions de la Convention de Bruxelles sur les privilèges et les hypothèques maritimes, n° 5712. — Le 23 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 5932. — Le 23 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, n° 7609. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan de rééquipement de notre flotte de pêche sur une période de trois années et à augmenter pendant cette période la dotation du Crédit maritime mutuel, n° 8491. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi étendant au commerce d'importation de poisson, les dispositions de la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948, portant organisation et statut de la profession de mareyeur, n° 8992. — Le 14 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur

les pensions de retraites des marins; 5° de M. Vourc'h et plusieurs de ses collègues, sénateurs, tendant à compléter l'article 8 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce, n° 9472. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, n° 9489. — Le 21 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5° de M. Vourc'h et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 8 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce, n° 9558. — Le 29 juin 1950, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5° de M. Vourc'h, sénateur et plusieurs de ses col-



lègues tendant à compléter l'article 8 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce, n° 10491. — Le 1<sup>er</sup> août 1950, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2<sup>o</sup> de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3<sup>o</sup> de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4<sup>o</sup> de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5<sup>o</sup> de M. Vourch et plusieurs de ses collègues, sénateurs, tendant à compléter l'article 8 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce, n° 10838. — Le 19 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'octroi de secours substantiels et le bénéfice de la législation sur les victimes civiles de la guerre aux familles des victimes du chalutier « Gay-Lussac », n° 11080. — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à définir l'exercice du droit de pêche des inscrits maritimes sur les étangs salés appartenant à des collectivités locales ou à des particuliers, n° 11643. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 2915) ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, n° 11645. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 6145) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à installer un radiophare à Pen-Men (Ile de Groix), n° 11648. — Le 5 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 10300) tendant à modifier la législation sur le remembrement, n° 13098. — Le 7 mai 1951, un rap-

port au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 11643) de M. Yvon et plusieurs de ses collègues tendant à définir l'exercice du droit de pêche des inscrits maritimes sur les étangs salés appartenant à des collectivités locales ou à des particuliers, n° 13107. — Le 10 mai 1951, un 5<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur I. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues (n° 5905) tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2<sup>o</sup> de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 5998) tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3<sup>o</sup> de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 8267) tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4<sup>o</sup> de M. Reeb et plusieurs de ses collègues (n° 8586) tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraites des marins; 5<sup>o</sup> de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues (n° 11235) tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins; 6<sup>o</sup> de M. Vourch, sénateur et plusieurs de ses collègues (n° 7932) tendant à compléter l'article 8 (§ 1<sup>er</sup>) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce; II. La proposition de résolution (n° 11351) de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret d'application de l'article 12 de la loi du 22 août 1950 sur le décompte de certains services pour la pension de retraite des inscrits maritimes (Dispositions concernant les articles 3, 4, 6, 7, 11 et 12 du 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire. Articles premier, 4 et 5 nouveaux), n° 13189.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel;

Art. 5 : *Son amendement relatif à la situation des sinistrés* [26 mars 1947] (p. 1123); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (Secrétariat de la Marine marchande) Chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritimes* (p. 3205); Chap. 339 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour paiements à l'Imprimerie nationale* (p. 3207); Chap. 406 : *Œuvres sociales pour les gens de mer* (p. 3210); Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* (p. 3213); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE; Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* [21 juillet 1947] (p. 3328). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux immeubles sinistrés reconstruits* [29 juillet 1947] (p. 3664, 3665). — Est entendu au cours du débat sur un projet de loi concernant la situation des marins pensionnés, amendé par le Conseil de la République [13 août 1947] (p. 4381). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 6 : *Son amendement relatif au paquebot Pasteur* [20 février 1948] (p. 937); Art. 22 : *Son amendement concernant la responsabilité pénale des administrateurs des conseils d'administration* (p. 955); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles), État A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 805 : *Déblaiement des ports* [25 février 1949] (p. 1095, 1096). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la répartition de l'essence entre les usagers [28 mai 1948] (p. 3032). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Catastrophe de Groix*) [31 décembre 1948] (p. 8240). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Son amendement tendant à fixer à 175 millions de litres au moins, le contingent d'essence attribué aux prioritaires* [25 mai 1949] (p. 2897); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Régime de vente de l'essence, Discussion générale*

[2 juin 1949] (p. 3051); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1<sup>er</sup>, État A, MARINE MARCHANDE, Chap. 8049 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la reconstruction d'immeubles de la Marine marchande* [5 juillet 1949] (p. 4204); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Discussion générale* [21 juillet 1949] (p. 4902, 4903); Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* (p. 4908); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gaborit tendant à exempter les mareyeurs de la taxe locale* [29 décembre 1949] (p. 7530); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre; Art. 4 : *Son amendement tendant à mettre fin aux réquisitions empêchant la reconstruction* [23 février 1950] (p. 1354); — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1950] (p. 2231, 2232, 2233, 2234, 2235); *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2294); Art. 1<sup>er</sup> : *Application de l'article premier de la loi des maxima* (p. 2297); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur la pêche maritime)* [8 juin 1950] (p. 4514, 4515); Chap. 3040 : *Demande de rétablissement des crédits pour la protection et la surveillance des pêches, présentée par le Gouvernement* (p. 4532); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE; Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réserver le chapitre relatif aux invalides de la marine* [3 janvier 1951] (p. 78); Chap. 5010 : *Subventions au fonds de crédit maritime mutuel (tempête à l'île d'Houat)* [30 janvier 1951] (p. 549, 550, 551); Chap. 5040 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* (p. 556); Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* [1<sup>er</sup> février 1951] (p. 622); Chap. 4050 : *Subventions à l'établissement national des invalides de la marine* (p. 624,

634, 635); Article additionnel : *Son amendement tendant à établir une surtaxe de timbre de 1 0/0 sur le fret porté au connaissement* (p. 638, 639, 640, 641, 642); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951, DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 21 : *Son amendement tendant à*

*porter à 10 millions le montant des dommages pour les navires de pêche sur lesquels aucun abattement ne sera fait* [18 avril 1951] (p. 3525); *Son amendement relatif au marché de travaux passés par les associations syndicales et coopératives de reconstruction* (p. 3526). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000).



## Z

**ZIGLIARA (M. Maximilien)**, *Député d'Alger*  
(1<sup>er</sup> collège).

Son élection est validée [17 mars 1951] (p. 2100). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [20 février 1951] (p. 1338); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 mars 1951] (p. 2148).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1580 : *Professeurs d'éducation physique* [21 avril 1951] (p. 3748).

**ZUNINO (M. Michel)**, *Député du Var*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [17 janvier 1946] (p. 102); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357).

**Dépôts :**

Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans leurs droits les viticulteurs ayant commercialisé tout ou partie de leur récolte avant la parution de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1946, n° 645. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts dans les départements du Sud-Est de la France, n° 905. — Le 6 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une indemnité compensatrice aux viticulteurs ayant eu, en 1946, une récolte déficitaire dont la vente ne leur a pas permis de couvrir leurs frais d'exploitation, n° 1254. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à assurer la protection des eaux souterraines, n° 1287. — Le 22 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Lareppe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour fournir des engrais en quantités suffisantes aux propriétaires des terres de l'Est dépossédés par application du système de culture allemand dénommé W. O. L., n° 1395. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt des mesures propres à lutter efficacement contre les éphippigères et les barbitistes, communément appelés « boudragues » et dont le développement rapide menace de détruire les récoltes futures particulièrement dans les départements du Sud-Est, n° 1663. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la formalité du timbrage des tickets d'apport de vendanges des coopérateurs dans les caves coopératives viticoles, n° 1664. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations et aux collectivités communales victimes, dans le département du Var, de graves inondations et à prendre des mesures propres à éviter le retour de pareille calamité, n° 3204. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3778. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt, n° 4436. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à décréter gratuite et obligatoire la vaccination des animaux (ovins et caprins) dans les départements du Sud-Est de la France dont les communes sont contaminées par la fièvre de Malte, n° 4626. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux producteurs de fleurs et plants à parfum d'obtenir une avance exceptionnelle de la Caisse nationale de crédit agricole, n° 4799. — Le 9 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre l'effort de reboisement dans le bassin de la Durance et à rétablir la conservation des eaux et forêts de Digne, n° 4936. — Le 14 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, sans retard, aux victimes de la violente tornade qui s'est abattue sur le littoral du département du Var, n° 5468. — Le 17 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

supprimer la taxe fixe frappant la culture de l'olivier en fonction des surfaces cultivées sans qu'il soit tenu compte de l'état des arbres, de leur productivité et de leur nombre, n° 5846. — Le 29 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Albert Rigal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à : 1° récupérer en Allemagne les armes de chasse transférées pendant l'occupation ; 2° mettre en vente, par priorité aux personnes spoliées, les armes de chasse encore stockées ; 3° livrer aux prioritaires victimes de ces spoliations les armes actuellement fabriquées, n° 5971. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant : 1° à abroger les actes dit lois n° 1839 et 3303 des 25 avril et 6 août 1941 ainsi que les différents arrêtés ministériels qui ont suivi ces actes et relatifs à la production et à l'utilisation des matières oléagineuses végétales d'origine métropolitaine ; 2° à annuler les taxes et cotisations en retard, dues et exigées, des producteurs, par le groupement interprofessionnel des oléagineux métropolitains (G. I. O. M.), n° 6202. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale concernant l'incendie involontaire en forêt, n° 6725. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer les frais de transport établis par la Société nationale des chemins de fer français pour les vins expédiés des lieux de production vers les centres de consommation, n° 7117. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en intégrant dans le plan de sept ans défini par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, n° 8350. — Le 29 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réglementer, pour les prochaines campagnes de chasse, la chasse à la bécasse, afin d'accorder à tous les chasseurs, conformément à la réglementation des lois en vigueur, le droit de pratiquer la chasse à la bécasse, n° 8889. — Le 8 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un

premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs sinistrés par le violent orage de grêle qui s'est abattu, le 3 juin 1950, dans le Var, notamment sur les territoires des importantes communes agricoles de: Barjols, Tavernes, Varages, Pontevès, Montmayan, Bruc-Auriac et Bras; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder à ceux-ci l'exonération totale de leurs impôts de 1950, n° 10210. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse la même taxation de l'impôt sur les bénéfices viticoles en ce qui concerne les vins de consommation courante que celle fixée pour les bénéfices viticoles sur les vins de consommation courante dans les départements gros producteurs de l'Hérault, de l'Aude et du Gard, n° 11087. — Le 20 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de résolution: 1° de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à réparer les conséquences de l'erreur dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche dans l'établissement des bases d'imposition des bénéfices agricoles; 2° de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles; 3° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réduire les impôts sur les bénéfices agricoles s'appliquant aux viticulteurs pour l'année 1950 à un niveau ne devant en aucun cas dépasser celui de l'année 1949, n° 11091 (rectifié). — Le 6 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tous impôts commerciaux et industriels les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, n° 12085.

### Interventions :

Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 517: *Reconstitution des olivaiés* [12 juin 1947] (p. 2070); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, Art. 3: *Prélèvement sur les exploitants agricoles* [22 décembre 1947] (p. 6114, 6115); — de la proposition de résolution accordant une avance de la Caisse nationale de crédit agricole aux producteurs de fleurs, en qualité de Rapporteur [7 juillet 1948] (p. 4421); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 7: *Son sous-amendement tendant à diminuer le taux des droits sur les alcools* [18 septembre 1948] (p. 6678); *Son sous-amendement relatif au taux des droits sur les alcools pharmaceutiques* (p. 6678, 6679). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la modification du statut viticole [18 novembre 1948] (p. 7075). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à modifier le statut viticole: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 novembre 1948] (p. 7245, 7246); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la baisse du prix du vin, la nécessité d'exporter, notamment dans l'Union française)* [25 février 1949] (p. 988, 989); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture, Chap. 345: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement de la Commission nationale agricole de l'inaptitude au travail* [12 avril 1949] (p. 2354); *le retire* (p. 2355). — Dépose une demande d'interpellation sur l'injuste mode de fixation de l'impôt en matière de bénéfices agricoles [6 avril 1951] (p. 2808).

